



DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

9e LÉGISLATURE, 3e session

1900



# D É B A T S

*de*

***l'Assemblée législative***

*du*

**QUÉBEC**

---

9e Législature — 3e Session

**1900**

Texte établi par Denys Trudel

---

Orateur: l'honorable Jules Tessier

**Québec**

**Assemblée nationale**

**1983**

**Table des matières**

Table des matières.....	IV
Députés de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique.....	VI
Par ordre de circonscription.....	VIII
Membres du conseil exécutif.....	X
Table des séances.....	XI
Débats.....	1
Index.....	
Index des participants.....	491
Index des sujets.....	515



## NOTE

Pour consulter la bibliographie, la liste des sigles, l'introduction méthodologique, les faits marquants et la critique des sources de la neuvième législature, le lecteur voudra bien en référer au cinquième volume de la collection, soit les Débats de l'Assemblée législative du Québec, première session, 9e législature, 1897-1898.

## DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1900

DÉPUTÉ	ALLÉGEANCE POLITIQUE	CIRCONSCRIPTION
ALLARD, Louis-Jules	L	Yamaska
ATWATER, Albert William	C	Montréal, division no 4
BALL, George	C	Nicolet
BÉDARD, Joseph	C	Richmond
BÉLAND, Henri-Séverin	L	Beauce
BICKERDIKE, Robert	L	Montréal, division no 5
BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas	L	Montcalm
BLANCHARD, Étienne	L	Verchères
BOUFFARD, Édouard	C	Montmorency
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve	L	Soulanges
CARRAY, Félix	C	Québec-Ouest
CARDIN, Louis-Pierre-Paul	L	Richelieu
CARON, Hector	L	Maskinongé
CHAMPAGNE, Hector	L	Deux-Montagnes
CHAURET, Joseph-Adolphe	L	Jacques-Cartier
CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse	L	Berthier
CHERRIER, Côme-Séraphin	L	Laprairie
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe	C	Wolfe
CLAPPERTON, William Henry	L	Bonaventure
COTTON, Cedric Lemoine	L	Missisquoi
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix
DÉCARIE, Daniel-Jérôme	L	Hochelaga
DECHÈNE, François-Gilbert-Miville	L	L'Islet
DELANEY, Patrick Peter	L	Iles-de-la-Madeleine
DESSAULLES, Georges-Casimir	L	Saint-Hyacinthe
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUFFY, Henry Thomas	L	Brome
DUFRESNE, Alexandre-Napoléon	C	Rouville
DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet	C	Saint-Maurice
FLYNN, Edmund James	C	Gaspé
GARNEAU, Némèse	L	Québec-Comté
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Joseph	C	Lac-Saint-Jean
GIROUARD, Joseph-Ena	L	Arthabaska
GOSSELIN, François	L	Iberville
GOVIN, Lomer	L	Montréal, division no 2
GRENIER, Pierre	C	Champlain
GROSBOIS, Tancrede-Boucher de	L	Shelford
GUÉRIN, James John Edmund	L	Montréal, division no 6
HACKETT, Michael Felix	C	Stanstead
HUNT, James	L	Compton
LACOMBE, Georges-Albini	L	Montréal, division no 1
LALIBERTÉ, Édouard-Hippolyte	L	Lotbinière
LALONDE jr, Émery	L	Vaudreuil
LANGELIER Charles	L	Lévis
LEBLANC, Pierre-Évariste	C	Laval
LISLOIS, Joseph-C.	L	Montmagny
McDONALD, Milton	C	Bagot
MAJOR, Charles-Beautron	L	Ottawa
MARCHAND, Félix-Gabriel	L	Saint-Jean
MARION, Joseph	C	L'Assomption
NANTEL, Guillaume-Alphonse	C	Terrebonne
NORMAND, Téléphore-Eusébe	C	Trois-Rivières
PANNETON, Louis-Edmond	C	Sherbrooke
PARENT, Simon-Napoléon	L	Saint-Sauveur
PELLETIER, Louis-Philippe	C	Dorchester
PETIT, Honoré	C	Chicoutimi et Saguenay
PLANTE, Arthur	C	Beauharnois

RAINVILLE, Henri-Benjamin	L	Montréal, division no 3
ROBIDOUX, Joseph-Emerý	L	Châteauguay
ROBITAILLE, Amédée	L	Québec-Centre
ROCHELEAU, Antoine	L	Chambly
ROY, Louis-Rodolphe	L	Kamouraska
SHEHYN, Joseph	L	Québec-Est
SMITH, George Robert	L	Mégantic
STEPHENS, George Washington	L	Huntingdon
TALBOT, Félix-Alonzo	L	Témiscouata
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste	L	Rimouski
TESSIER, Jules	L	Portneuf
TURGEON, Adélarð	L	Bellechasse
WATTS, William John	L	Drummond
WEIR, William Alexander	L	Argenteuil

## DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1900

CIRCONSCRIPTION	ALLÉGEANCE POLITIQUE	DÉPUTÉ
Argenteuil	L	WEIR, William Alexander
Arthabaska	L	GIROUARD, Joseph-Ena
Bagot	C	McDONALD, Milton
Beauce	L	BÉLAND, Henri-Séverin
Beauharnois	L	PLANTE, Arthur
Bellechasse	L	TURGEON, Adélard
Berthier	L	CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse
Bonaventure	L	CLAPPERTON, William Henry
Brôme	L	DUFFY, Henry Thomas
Chambly	L	ROCHELEAU, Antoine
Champlain	C	GRENIER, Pierre
Charlevoix	C	D'AUTEUIL, Pierre
Châteauguay	L	ROBIDOUX, Joseph-Emercy
Chicoutimi-Saguenay	C	PETIT, Honoré
Compton	L	HUNT, James
Deux-Montagnes	L	CHAMPAGNE, Hector
Dorchester	C	PELLETIER, Louis-Philippe
Drummond	L	WATTS, William John
Gaspé	C	FLYNN, Edmund James
Hochelaga	L	DÉCARIE, Daniel-Jérôme
Huntingdon	L	STEPHENS, George Washington
Iberville	L	GOSSELIN, François
Iles-de-la-Madeleine	L	DELANEY, Patrick Peter
Jacques-Cartier	L	CHAURET, Joseph-Adolphe
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	L	ROY, Louis-Rodolphe
Lac-Saint-Jean	C	GIRARD, Joseph
Laprairie	L	CHERRIER, Côme-Séraphin
L'Assomption	C	MARION, Joseph
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Évariste
Lévis	L	LANGELIER, Charles
L'Islet	L	DECHÈNE, François-Gilbert-Miville
Lotbinière	L	LALIBERTÉ, Édouard-Hippolyte
Maskinongé	L	CARON, Hector
Matane	L	CARON, Donat
Mégantic	L	SMITH, George Robert
Missisquoi	L	COTTON, Cedric Lemoine
Montcalm	L	BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas
Montmagny	L	LISLOIS, Joseph-C.
Montmorency	C	BOUFFARD, Édouard
Montréal, Division no 1	L	LACOMBE, Georges-Albini
Montréal, Division no 2	L	GOUIN, Lomer
Montréal, Division no 3	L	RAINVILLE, Henri-Benjamin
Montréal, Division no 4	C	ATWATER, Albert William
Montréal, Division no 5	L	BICKERDIKE, Robert
Montréal, Division no 6	L	GUÉRIN, James John Edmund
Napierville	L	DORRIS, Cyprien
Nicolet	C	BALL, George
Ottawa	L	MAJOR, Charles-Beautron
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	TESSIER, Jules
Québec-Centre	L	ROBITAILLE, Amédée
Québec-Comté	L	GARNEAU, Némèse
Québec-Est	L	SHEHYN, Joseph
Québec-Ouest	C	CARBRAY, Félix
Richelieu	L	CARDIN, Louis-Pierre-Paul
Richmond	C	BÉDARD, Joseph

Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	C	DUFRESNE, Alexandre-Napoléon
Saint-Hyacinthe	L	DESSAULLES, Georges-Casimir
Saint-Jean	L	MARCHAND, Félix-Gabriel
Saint-Maurice	C	DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet
Saint-Sauveur	L	PARENT, Simon-Napoléon
Shefford	L	GROSBOIS, Tancrede Boucher de
Sherbrooke	C	PANNETON, Louis-Edmond
Soulanges	L	BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve
Stanstead	C	HACKETT, Michael Felix
Témiscouata	L	TALBOT, Félix-Alonzo
Terrebonne	C	NANTEL, Guillaume-Alphonse
Trois-Rivières	C	NORMAND, Téléphone-Eusèbe
Vaudreuil	L	LALONDE jr, Emery
Verchères	L	BLANCHARD, Étienne
Wolfe	C	CHICOYNE, Jérôme-Adolphe
Yamaska	L	ALLARD, Louis-Jules
*Yamaska	L	ALLARD, Louis-Jules

**L'HONORABLE LOUIS-AMABLE JETTE**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif, 1900**

L'honorable Félix-Gabriel Marchand, premier ministre et trésorier.

L'honorable Joseph Shehyn, sans portefeuille.

L'honorable Joseph-Emery Robidoux, secrétaire et registraire.

L'honorable Horace Archambault, procureur général.

L'honorable George Washington Stephens, sans portefeuille.

L'honorable François-Gilbert-Miville Dechêne, commissaire de l'Agriculture.

L'honorable Simon-Napoléon Parent, commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.

L'honorable Adélard Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines.

L'honorable James John Edmund Guerin, sans portefeuille.

L'honorable Henry Thomas Duffy, commissaire des Travaux publics.

# Table des séances

## 1900

Séance du 18 janvier 1900.	1
Séance du 19 janvier 1900.	5
Séance du 22 janvier 1900.	16
Séance du 23 janvier 1900.	21
Séance du 24 janvier 1900.	26
Séance du 25 janvier 1900.	64
Séance du 26 janvier 1900.	69
Séance du 29 janvier 1900.	72
Séance du 30 janvier 1900.	80
Séance du 31 janvier 1900.	86
Séance du 1 <sup>er</sup> février 1900.	97
Séance du 2 février 1900.	100
Séance du 5 février 1900.	104
Séance du 6 février 1900.	110
Séance du 7 février 1900.	115
Séance du 8 février 1900.	126
Séance du 9 février 1900.	135
Séance du 12 février 1900.	140
Séance du 13 février 1900.	148
Séance du 14 février 1900.	160
Séance du 15 février 1900.	167
Séance du 16 février 1900.	173
Séance du 19 février 1900.	177
Séance du 20 février 1900.	183
Séance du 21 février 1900.	135
Séance du 22 février 1900.	213
Séance du 23 février 1900.	219
Séance du 26 février 1900.	221
Séance du 27 février 1900.	229
Séance du 28 février 1900.	248
Séance du 1 <sup>er</sup> mars 1900.	257
Séance du 2 mars 1900.	268
Séance du 3 mars 1900.	274
Séance du 5 mars 1900.	278
Séance du 6 mars 1900.	283
Séance du 7 mars 1900.	303
Séance du 8 mars 1900.	312
Séance du 9 mars 1900.	324
Séance du 10 mars 1900.	341
Séance du 12 mars 1900.	343
Séance du 13 mars 1900.	357
Séance du 14 mars 1900.	373
Séance du 15 mars 1900.	384
Séance du 16 mars 1900.	397
Séance du 19 mars 1900.	408
Séance du 20 mars 1900.	421
Séance du 21 mars 1900.	434
Séance du 22 mars 1900.	448
Séance du 23 mars 1900.	462





## Séance du 18 janvier 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif;

Et étant de retour:

### Contestations d'élections

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des honorables juges de la Cour supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapports et les jugements suivants relatifs aux élections contestées:

Pour le district électoral de Verchères et

Pour le district électoral de Missisquoi.

Lesquels rapports et jugements sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre, comme suit:

#### Élection contestée dans Verchères

Montréal, 24 mars 1899.

À l'honorable J. Tessier,

Orateur de l'Assemblée législative,  
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-inclus, une copie officielle du jugement rendu le 15 mars par moi, juge de la Cour supérieure, maintenant les objections préliminaires d'Étienne Blanchard à la pétition d'élection présentée contre lui par Louis Fecteau, et renvoyant, en conséquence, ladite pétition d'élection, Re: Élection contestée de Verchères.

J'ai l'honneur d'être

Monsieur l'Orateur,

Votre très humble serviteur,

F. Langelier,

Juge C.S.

Province de Québec,

district de Montréal.

Cour supérieure

Loi des élections contestées de Québec et amendements

In re— Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les douzième et dix-neuvième jours de décembre 1898, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le quatorzième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présent: - L'honorable juge Langelier.

Louis Fecteau, ouvrier, de la cité de Montréal, district-judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire;

vs.

Étienne Blanchard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, district de Montréal, député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour les district électoral de Verchères,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties, par leurs avocats, sur les objections préliminaires à rencontre de la pétition d'élection du pétitionnaire;

Considérant que ledit défendeur a nié spécialement la qualité d'électeur dudit pétitionnaire et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition d'élection;

Vu que ledit pétitionnaire n'a pas prouvé qu'il était électeur et avait droit de voter à ladite élection et qu'il pouvait se porter pétitionnaire en cette cause;

Maintient lesdites objections préliminaires et renvoie ladite pétition d'élection en cette cause, le tout sans frais.

(Vraie copie)

L.-H. Collard,

Député-protonotaire C.S.

#### Élection contestée dans Missisquoi

Palais de justice, Montréal, 31 mai, 1899.

Chambre des juges

À l'honorable Jules Tessier,

Orateur de l'Assemblée législative,

Province de Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, ci-inclus, une copie officielle du jugement rendu par nous, le vingt-cinquième jour de mai courant (1899), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Missisquoi.

Et, conformément à la loi, nous avons l'honneur de faire rapport, qu'il n'a pas été prouvé que des manoeuvres frauduleuses aient été pratiquées à ladite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,  
 Henri-J. Taschereau, J.C.S.  
 Louis Tellier, J.C.S.  
 J. Pagnuelo, J.C.S.

Province de Québec, Cour supérieure,  
 District de Montréal. (en révision)

Loi des élections contestées de Québec et amendements.

In-re:

Élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Missisquoi, district judiciaire de Bedford, tenue les douzième et dix-neuvième jours de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt cinquième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présents: L'honorable juge Taschereau,  
 L'honorable juge Tellier,  
 L'honorable juge Pagnuelo.

Charles Short, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ignace de Stanbridge, dans le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford,

Pétitionnaire,

vs.

Cédric Lemoine Cotton, du village de Cowansville, dans le district électoral de Missisquoi, district judiciaire de Bedford,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, sur le mérite de la pétition en cette cause;

Considérant que ledit pétitionnaire n'a fait aucune preuve des allégations de sadite pétition d'élection;  
 Renvoie ladite pétition d'élection, avec dépens.

(Vraie copie.) L.-H. Collard,  
 Député-protonotaire

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
 Demande la permission d'introduire un bill (bill no 1) concernant la prestation des serments d'office.  
 Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur

de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je m'empresse de vous offrir, au commencement de cette année, une cordiale bienvenue et mes vœux les plus sincères pour le succès des travaux importants qui vous seront confiés.

Je ne puis inaugurer cette nouvelle session de la Législature de notre province, sans signaler la guerre qui vient d'éclater entre le gouvernement impérial et les républiques de l'Afrique du Sud. Je serai, sans aucun doute, votre interprète en renouvelant à Notre Gracieuse Souveraine, dans cette circonstance, l'assurance de notre entière fidélité et de nos vœux les plus sincères pour le prompt rétablissement de la paix, à l'avantage de la couronne britannique qui nous a concédé nos libertés religieuses, civiles et politiques.

J'ajouterai que nos sollicitudes accompagnent sur le champ de bataille ceux de nos compatriotes qui ont affirmé leur patriotisme en prenant place dans les rangs du contingent canadien.

Plusieurs projets de loi touchant à des intérêts de la plus haute importance seront livrés à vos délibérations. Vous serez appelés à refondre, entre autres, nos lois sur l'hygiène et sur les licences: des amendements aux lois qui régissent les terres de la couronne, les manufactures et les sociétés minières vous seront aussi proposés.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Mon gouvernement s'est appliqué assidûment, depuis la dernière session, à continuer l'oeuvre de restauration financière à laquelle il s'était engagé, et je suis heureux de pouvoir vous annoncer qu'il a enfin réussi à accomplir cette tâche difficile. Comme vous le constaterez par les comptes publics qui vous seront incessamment soumis, l'équilibre est enfin rétabli dans nos finances, les recettes ordinaires de l'année présentent un excédant sur toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires. Avec le concours bienveillant que la députation a, jusqu'ici, accordé à mon gouvernement, je suis confiant que cet état de choses se continuera. Mais il faudra pour cela maintenir, encore pendant quelque temps, la dépense dans ses limites actuelles.

Le règlement des comptes entre les gouvernements de la Puissance et des provinces d'Ontario et de Québec a fait des progrès sensibles, dans le cours de l'année qui vient de se terminer.

Notre province a obtenu du bureau des arbitres une décision importante qui condamne Ontario à verser au fonds des écoles communes une somme de près de trois cent mille piastres. Le gouvernement d'Ontario a cependant donné avis à mon gouvernement qu'il s'adressera à la Cour suprême pour obtenir la permission d'appeler devant elle cette décision.

La question des annuités dues A perpétuité aux sauvages du Lac Huron et du Lac Supérieur en vertu des traités Robinson, offrait des difficultés considérables que mon gouvernement, par un arrangement avec les deux autres gouvernements intéressés, a pu régler définitivement, à son avantage incontestable.

Honorables messieurs du Conseil législatif.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Mon gouvernement n'a rien négligé des oeuvres qu'il s'était engagé à promouvoir. L'éducation de la jeunesse a été l'objet de son attention toute spéciale. Il a augmenté l'aide accordée aux municipalités pauvres et aux écoles du soir; il a subventionné pour les élèves institutrices une École normale qui vient d'être fondée à Montréal; l'oeuvre des livres gratuits pour les écoles primaires se poursuit et sera bientôt inaugurée par la distribution d'une excellente carte géographique de notre province à toutes les écoles dans les municipalités qui voudront en bénéficier; les inspecteurs ont donné dans leurs districts respectifs des cours de pédagogie, auxquels se sont rendus, aux frais du gouvernement, un grand nombre d'instituteurs et d'institutrices; et, afin d'encourager ces derniers dans leur tâche peu rémunérée, mon gouvernement a fait distribuer des primes en argent aux plus méritants d'entre eux.

Afin d'activer la colonisation dans notre province, mon gouvernement a apporté le plus grand soin à l'ouverture de chemins nouveaux dans les régions "colonisables" et de nombreux colons en ont profité pour y rechercher des établissements.

L'agriculture a aussi reçu sa large part d'encouragement de mon gouvernement qui, notamment, s'est occupé de la propagation des meilleures espèces d'arbres fruitiers, du perfectionnement des qualités du beurre et du fromage et de l'amélioration des chemins publics dans les différentes municipalités.

Par suite de la décision du Conseil privé, dont il fut question l'an dernier devant cette Législature, mon gouvernement est entré en possession d'une partie des pêcheries qui, antérieurement, était administrées par le gouvernement fédéral. L'application judicieuse de la loi passée à cette occasion durant la dernière session, et de la loi de chasse ainsi que la part prise par la province à l'exposition de chasse et de pêche tenue à New-York, en 1899, ont eu pour résultat un accroissement sensible dans le revenu de la province.

Mon gouvernement s'est particulièrement préoccupé de la protection et de la mise à profit de nos immenses régions forestières, ainsi que de nos superbes pouvoirs d'eau et de nos ressources minières. Grâce à son concours, des industries nouvelles et nombreuses continuent à s'établir dans des régions jusqu'à ces derniers temps inhabitées, où des centres manufacturiers et populeux surgissent.

Le bois de pulpe a pris, depuis quelques années, une telle importance, au point de vue de la prospérité de notre population et du revenu public, que mon gouvernement a cru devoir adopter des mesures pour en augmenter l'exploitation dans le pays au bénéfice de notre population industrielle et ouvrière.

Je vous laisse maintenant à la poursuite de vos travaux que la divine Providence, en suis persuadé, éclairera de ses lumières.

### **Prise en considération du discours du trône**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération, demain.

Adopté.

### **Formation des comités permanents**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir: 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. 4. Bills privés. 5. Législation et lois expirantes. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette province. Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

### **Documents:**

#### **Comptes publics**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1899. (Document de la session no 2)

#### **Rapport du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries**

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1899. (Document de la session no 8)

#### **Rapport du commissaire de l'Agriculture**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1899. (Document de la session no 3)

#### **Rapport du commissaire des Travaux publics**

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son

Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1899. (Document de la session no 7)

#### **Rapport du secrétaire et registraire**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899. (Document de la session no 6)

#### **Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, le 29e rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1898. (Document de la session no 4)

#### **Rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines**

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1899. (Document de la session no 14)

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Transmet à M. l'Orateur, un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

(Document de la session no 12)

Hôtel du gouvernement,

Québec, le 18 janvier, 1900.

La séance est levée.

## Séance du 19 janvier 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

#### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Robitaille, la pétition de la cité de Québec.

Par M. Panneton, la pétition de la ville de Sherbrooke.

Par M. Caron, la pétition du village de Grand-Mère.

Par M. Chênevert, la pétition du "Crédit foncier franco-canadien."

Par M. Robitaille, la pétition de la Compagnie du chemin de fer "Québec Central."

Par M. Bickerdike, la pétition de "The Presbyterian Church of Canada."

Par M. Langelier, la pétition de la corporation du village de Saint-Étienne de Lauzon.

Par M. Bickerdike, la pétition de "The Mechanics Institute of Montreal."

Par l'honorable M. Stephens, la pétition de "The Young Mens Hebrew Benevolent Society of Montréal."

Par M. Weir, la pétition de dame Charlotte Learmont, et autres.

Par M. Bickerdike, la pétition de "The Royal Institution for the Advancement of Learning."

Par M. Béland, la pétition de Ch. Morin et autres.

Par M. Décarie, la pétition de dame Eulalie Prudhomme et autres.

Par M. Major, la pétition de Henri-Paul Lefebvre.

Par M. Cardin, la pétition de J.-B. Théophile Lafrenière;

Par M. Gouin, la pétition de Thomas Côté.

#### Documents:

##### Statistiques municipales

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur la table de la Chambre les statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1898. (Document de la session no 9)

##### Statistiques de chemins de fer

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dépose sur la table de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les rapports et statistiques de certains chemins de fer, en conformité des art. 5176 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, pour l'année 1898-1899. (Document de la session no 15)

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Transmet à M. l'Orateur trois messages de Son

Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit lesdits messages comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la Gazette officielle. (Document de la session no 13)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 18 janvier 1900.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 10)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 18 janvier, 1900.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 26 juin 1897, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 11)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 18 janvier, 1900.

#### Adresse en réponse au discours du trône

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

A Son Honneur

L'honorable Louis-Amable Jetté,  
lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, à l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser, à l'ouverture de la présente session.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Chargé de la mission aussi honorable que délicate de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je ne saurais me défendre, en me levant, d'un double sentiment de crainte et de confiance.

Sentiment de crainte lorsque je considère l'importance de ma tâche et la faiblesse de mes ressources oratoires.

Sentiment de confiance à la pensée de la bienveillante indulgence dont cette Chambre a toujours honoré ceux qui m'ont précédé et que je la prie de m'accorder.

La politique du gouvernement a été tracée d'une manière si claire et si précise dans le discours du trône que ma tâche se trouve considérablement facilitée. Et puis les capacités intellectuelles et l'éloquence de l'honorable député d'Argenteuil (M. W.A. Weir), qui doit seconder la proposition que je dois faire, sont si bien connues, que je n'hésite pas à croire qu'il saura réparer avantageusement les défauts de mon exposition. Qu'il me soit permis de remercier le gouvernement pour l'honneur qu'il fait au district de Terrebonne en choisissant deux membres de ce district pour proposer et seconder l'adresse.

La politique du gouvernement avait été soumise au peuple clairement et longuement discutée sur tous les "hustings" de cette province lors des dernières élections générales. Le peuple de la province, par la voie de ses électeurs, l'a sanctionné d'avance en nous nommant ses représentants dans cette Chambre pour la faire valoir et assurer sa mise à exécution.

Le gouvernement avait mis devant le pays un programme arrêté et bien défini. Deux choses principales devaient être l'objet de sa sollicitude et ses efforts doivent tendre à l'accomplissement de deux grandes promesses: finances et instruction publique.

Qu'il me soit permis de jeter un regard sur les deux années qui viennent de s'écouler et d'examiner l'oeuvre qui vient d'être accomplie par le gouvernement.

Depuis longtemps les exercices financiers de cette province se soldaient par des déficits variant en importance, sans égards aux nuances des partis gouvernants. Les ressources de cette province avaient été taxées au plus haut point, il ne fallait plus songer à augmenter les taxes existantes, encore moins à en imposer de nouvelles. Il n'y avait donc qu'un seul moyen de tirer la province de l'embarras financier où elle se trouvait, pour recourir à une sage et judicieuse administration des deniers publics.

À peine arrivé au pouvoir, le gouvernement s'est mis résolument à l'oeuvre. La route à parcourir était hérissée de difficultés de toutes sortes et la tâche à accomplir rude et pénible. Avec un courage et une fermeté qui ont fait l'étonnement de nos adversaires et excité l'admiration publique, le gouvernement a accompli les promesses faites. Après deux années d'une sage et judicieuse administration, nous avons le plaisir de constater que non seulement l'équilibre est établi dans nos finances provinciales, mais que nous avons même un surplus. Surplus dont les chiffres ne sont pas considérables il est vrai, mais qui a une importance considérable, puisqu'il ouvre une ère nouvelle dans les annales de notre province.

Les journaux des autres provinces du Canada ont souvent manifesté leur étonnement à la vue de cette succession non interrompue de déficits. Quelques-uns poussaient même le sans-gêne jusqu'à dire que la population de cette province était incapable de se gouverner elle-même et que la race canadienne-française qui compose la majeure partie de la population était une race inférieure et impropre à la direction des affaires publiques. Pendant longtemps, nous avons souffert dans notre fierté nationale de ces injustes attaques.

Mais aujourd'hui, M. le Président, lisez ces mêmes journaux et vous y verrez un concert d'éloges à ce vétéran de notre arène politique qui, après une longue et laborieuse carrière, a ajouté une brillante palme à sa couronne de mérite en rétablissant l'équilibre dans nos finances publiques et en réhabilitant la réputation de notre province. Non seulement le distingué chef qui préside aux destinées politiques de notre province et les ministres distingués qui l'entourent ont fait là un acte de sage politique et d'habileté financière, ils ont accompli un acte de patriotisme dont la province entière doit être reconnaissante et dont la race canadienne-française doit être doublement reconnaissante puisqu'ils ont réhabilité notre réputation nationale.

Sous le souffle bienfaisant d'une politique éclairée, nos cités ont brisé leurs vieilles enceintes et se sont répandues dans les campagnes avoisinantes en petites villes florissantes.

Le commerce s'est accru et l'industrie a repris son essor; il lui a fallu un plus grand nombre de mains pour répondre au besoin de la fabrication et l'ouvrier trouvant un travail rémunérateur a vu l'aisance s'asseoir à ses foyers.

L'agriculture, aidée par des octrois sagement distribués et une noble émulation habilement dirigée, a perfectionné ses méthodes et amélioré ses produits.

Les fabriques de beurre et de fromage, sous une habile direction et une soigneuse inspection, ont amélioré leurs procédés de fabrication et placé non seulement sur les marchés de notre pays, mais sur les marchés de la vieille Europe, les produits qui ont soutenu avantageusement la concurrence de la Suède et du Danemark, célèbres par leurs beurres et leurs fromages.

La propagation des meilleurs arbres fruitiers a été l'objet d'une étude spéciale. Des stations expérimentales ont été établies, des observations judicieuses ont été faites afin d'approprier au sol les arbres fruitiers qui devront absorber toutes les richesses nutritives qu'il renferment et les convertir en fruits succulents et nombreux qui seront pour le cultivateur une source de revenus jusqu'alors imparfaitement exploitée.

Les ministres de l'Agriculture et de la Colonisation se sont unis pour aider par des octrois des paroisses qui sollicitaient leur assistance. Des marais ont été desséchés, de grandes étendues de terrains rendues à l'agriculture, et des cultivateurs qui voyaient avec regret leurs fermes disparaître dans une submersion progressive admirent aujourd'hui de splendides moissons sur un sol où le soc de la charrue n'avait pu tracer son sillon depuis au-delà trente-cinq ans.

De nouveaux chemins de colonisation ont été ouverts pour laisser passer des colons, les colons devenus plus nombreux qui se vont reculer les limites de la forêt, agrandir le domaine de la civilisation, confier au sol vierge des plaines fertiles la semence d'où naîtra l'abondante moisson, à faire vibrer les accents (oyeux de leur patriarcale famille, les échos des vallons et des montagnes qui n'avaient jusqu'alors retenti que des cris des bêtes fauves de la forêt séculaire.

L'hygiène dirigée par la médecine et appuyée par de constantes observations, a fait durant le siècle qui va bientôt disparaître des progrès immenses. Si elle n'est pas parvenue à désarmer le bras de la mort, elle a du moins restreint le champ de ses lugubres opérations et amorti la violence de ses coups. Ces terribles épidémies qui originaient à des périodes malheureusement trop rapprochées sur les rives boueuses du Gange et passaient à travers le monde comme une trainée de feu, semant partout la désolation et la mort. Et l'humanité a cessé de redouter ces désastreux fléaux dont nos ancêtres ne peuvent parler qu'avec émotion. Vous rappellerai-je, M. le Président, des faits plus récents. Une épidémie de variole éclatait il y a quelques semaines dans le comté de Kamouraska. La fatale nouvelle se répandait immédiatement par tout le pays. Les mères, se rappelant les ravages des épidémies précédentes, tremblaient dans leur sollicitude maternelle pour la vie de leurs enfants quelles pressaient avec plus de tendresse, cherchant à les protéger de leur amour.

Heureusement l'influence protectrice des lois d'hygiène est intervenue à temps et les familles que l'épidémie avait frappées ont veillé des malades mais n'ont pas eu à pleurer sur des morts.

L'éducation de la jeunesse a été l'objet de la sollicitude toute spéciale du gouvernement. Comprenez le rôle ruineux qu'elle joue dans la vie des individus et des peuples, le gouvernement lui a donné toute l'attention et l'encouragement qu'elle mérite.

Des municipalités qui ne pouvaient avoir d'écoles à cause de leur grande pauvreté ont maintenant, grâce aux octrois du gouvernement, des écoles florissantes où la jeunesse va puiser avec empressement l'instruction après laquelle elle soupireait inutilement depuis plusieurs années.

De nouvelles écoles du soir ont été ouvertes. Elles sont fréquentées par un grand nombre de personnes de tout âge qui vont y chercher l'instruction qu'elles n'ont pu acquérir dans leur enfance, ayant été forcées de désertir les bancs de l'école et de délaisser le pain de la science pour aller à l'usine ou à l'atelier gagner le pain plus substantiel de la vie pour une mère veuve et malade et des frères orphelins. Qu'il est beau, M. le Président, le spectacle de ces braves ouvriers écoutant avec attention les leçons d'un professeur qui leur enseigne les premiers rudiments de la science et tenant de leurs mains durcies par un rude labeur la plume qu'elles craignent de briser en traçant leurs premières lettres.

Quelques journaux malveillants ont prétendu jeter du doute sur votre loyauté. Je n'ai pas à discuter les raisons et à poser les motifs qui ont déterminé la guerre dans laquelle l'Empire britannique est actuellement engagé. Quelles que soient ces causes et ces motifs, l'honneur du drapeau britannique et le prestige de l'Empire sont actuellement en jeu. Et c'est pour nous un devoir sacré de renouveler à notre Auguste Souverain l'assurance de notre loyauté et de notre entière fidélité. Aussi faisons-nous des vœux ardents pour le succès des armes britanniques et pour le prompt rétablissement de la paix à la plus grande gloire et pour le plus grand avantage de la couronne britannique qui nous a concédé les libertés civiles, politiques dont nous jouissons.

En effet, est-il un peuple colonial qui puisse se vanter d'autant de libertés et d'avantages que le peuple canadien depuis un demi-siècle? Avant notre Parlement et notre gouvernement, nous faisons les lois qui conviennent à nos intérêts et nous prélevons au gré du peuple des revenus que nous nous sommes créés. Nos intérêts nationaux sont protégés contre les autres pays par les plis du drapeau britannique qui ne connaît pas les ombres de la nuit, le soleil ne pouvant disparaître au delà des limites de l'empire. Où trouve-t-on, M. le Président, un pays où la liberté religieuse soit plus grande qu'ici?

Je suis né. j'ai grandi dans un coin du pays où la liberté dont nous jouissons a été payée assez cher pour que nous puissions en apprécier le prix à sa juste valeur.

Si je venais à oublier le prix de cette liberté, il me suffirait de retourner dans mon village et de relire au fronton de ma vieille église les chiffres que la poudre et la mitraille y ont gravés. Les Canadiens français comprennent les avantages de leurs positions et apprécient leur situation politique. Ils sont satisfaits du régime actuel et fiers de leur allégeance.

Ils y trouvent toute la protection dont ils ont besoin pour leur autonomie et ne reculeraient devant aucun sacrifice pour assurer la continuation de leur situation actuelle et la suprématie qui les abrite.

Et quand nous voyons nos fiers enfants du même sol que nous partir pour la défense du drapeau dont le prestige est notre sauvegarde, nous faisons des vœux pour le succès de leur combat et leur souhaitons de revenir bientôt chargés de gloire et d'honneur.

Un homme d'État distingué, a dit un jour que le dernier coup de canon qui sera tiré au Canada pour la défense du drapeau britannique le serait par un Canadien français; il aurait pu ajouter que la première vie canadienne qui serait sacrifiée pour la défense de ce drapeau au Transvaal, serait aussi celle d'un Canadien français.

Notre loyauté est écrite sur nos monuments historiques et se reflète sur chaque page de notre histoire, et hier encore dans notre vieille cité de Champlain, on pouvait voir les soldats; la population enthousiaste se pressant aux abords des stations des chemins de fer pour saluer le départ de nos soldats.

Il y avait autant de "good bye" canadiens que de "good bye" anglais.

#### M. W.A. WEIR (Argenteuil):

Monsieur l'Orateur,

En me levant pour appuyer la motion demandant qu'une adresse soit présentée à Son Honneur, en réponse au discours du trône, je comprends que je n'ai pas besoin de faire de bien longues remarques vu que la tâche a été si bien remplie par mon ami le représentant du comté de Deux-Montagnes.

Je dois remercier le gouvernement de l'honneur qu'il fait au district de la vallée d'Ottawa; en choisissant deux de ses représentants pour présenter et appuyer cette adresse. Je pense, monsieur, que tous s'accorderont à dire avec moi que les affaires de cette province ont été bien et prudemment administrées depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

Pour la première fois, depuis 25 ans, nos dépenses n'ont pas excédé nos revenus. Nous voyons dans cet événement l'aurore d'une ère nouvelle. Il faut admettre que dans le passé, la question des finances de notre province a été d'un intérêt peu sérieux pour les électeurs de cette partie du pays. Il paraissait que cette question était trop élevée et trop théorique pour attirer leur attention. Mais l'imposition de taxes spéciales par le gouvernement qui a précédé celui-ci a été un terrible réveil pour les électeurs de la province de Québec. Ces taxes ont été imposées pour des fins particulières. Quand le peuple s'aperçut qu'elles étaient considérées comme un revenu ordinaire, que le règne des déficits annuels n'était pas achevé, que la dette allait toujours s'accroissant, il accepta la promesse faite par le chef actuel du gouvernement, d'inaugurer une forme nouvelle d'administration.

Ce n'est pas vanter le courage moral de l'administration qui nous a précédés, que de dire que bien qu'elle n'eût pas atteint l'objet pour lequel les taxes spéciales avaient été imposées, que bien que, à la fin de son terme, les finances de la province fussent dans une plus triste condition que jamais auparavant, néanmoins à la veille des élections générales de 1897, elle abolit la plus grande partie de ces taxes, afin de tromper les électeurs en leur laissant croire qu'elle avait accompli sa mission.

Une autre preuve du manque de courage moral du gouvernement précédent, et de son mépris pour le nom et l'honneur de la couronne et de nos institutions parlementaires existe dans le fait d'avoir, en pleine campagne électorale, fait passer des ordres en conseil promettant la dépense de millions de piastres, sur l'argent que la province de Québec devrait emprunter.

Cette Chambre, comme dépositaire de l'argent de la province, n'a pas cru devoir approuver ces ordres en conseil, vu le mauvais état des finances. Il a fallu, monsieur, un courage moral et une fermeté plus qu'ordinaire pour regarder en face la condition des affaires au moment de la chute du précédent gouvernement. Une dette augmentée, un déficit pour l'année entre les recettes ordinaires et dépenses de plus de \$800,000, et un autre déficit comptant dans les millions entre les dépenses totales et les recettes pour l'année fiscale de 1896-1897, un revenu réduit par l'abolition des taxes spéciales, et les demandes à rencontrer des personnes en faveur desquelles avaient été illégalement passés des ordres en conseil, tel était l'état des affaires de la province.

L'honorable premier ministre et ses collègues ont fait face à la situation de la façon la plus noble.

Certes, ce n'était pas une tâche agréable, pas plus que celle du chirurgien appliquant le couteau à son patient. Il était absolument nécessaire d'économiser et de retrancher, et la promesse faite à l'électorat de cette province a été bien remplie. L'Opposition dit avec dédain, que le gouvernement n'en est pas un brillant. Bien, je suis sûr que le peuple de cette province est aujourd'hui convaincu que nous en avons eu trop de ces gouvernements brillants, pendant les 25 dernières années, et que la présente administration a montré un patriotisme plus vrai et plus éclairé que toutes celles qui l'ont précédée.

Si la question financière de Québec n'est pas des plus agréables, l'aspect général pour l'avenir de notre province est cependant des plus satisfaisants. La population et le bien-être de nos cités augmentent. Notre commerce prospère et nos affaires s'améliorent de plus en plus. Les colons s'emparent de nouvelles terres: les cultivateurs reçoivent de meilleurs prix pour leurs produits: la fabrication du beurre et du fromage et la culture des fruits ont reçu une aide immense grâce au sage concours du département de l'Agriculture sous la surveillance de son éminent administrateur. Le même département a donné une immense poussée à l'amélioration de nos chemins ruraux. Il y a activité croissante dans la production de nos ressources minières. Les mines de cuivre, d'amiante et de mica se sont grandement développées, grâce aux prix QUI sont devenus meilleurs: et il y a des signes évidents que nos dépôts de phosphates sont en pleine faveur.

Les terres de la couronne et nos forêts n'ont jamais été administrées plus sagement qu'aujourd'hui, la preuve en est dans l'énorme augmentation de revenu que l'on constate dans ce département.

Le développement de la fabrication du bois de pulpe, dont il est fait mention dans le discours du trône, nous laisse entrevoir de grands bénéfices pour cette province.

Pendant la dernière année, à peu près un demi-million de cordes de bois de pulpe ont été exportées de cette province dans les États-Unis et y sont entrées sans payer aucun droit. De ce montant, un demi-million de tonnes de pulpe sont manufacturées dans les États-Unis, qui ne pouvaient pas l'être ici avec autant de profit à cause du droit élevé qui pèse sur l'importation de ce bois dans ce pays. Ce serait certainement une sage politique que d'égaliser les conditions en imposant un droit d'exportation sur notre bois de pulpe.

La fabrication de cette quantité de bois de pulpe dans la province de Québec, représente un capital d'à peu près vingt-cinq millions de piastres, et un profit net pour nos ouvriers d'au moins \$500 000 de gages par année.

En autant qu'il m'a été possible de le remarquer la politique du gouvernement, quant à ce qui regarde l'éducation, a reçu l'approbation des électeurs de cette province. Beaucoup de bien sera fait par l'augmentation des dons aux municipalités pauvres et aux écoles du soir, et aussi par la distribution gratuite des livres d'école et de cartes aux écoles élémentaires. Personnellement, je suis d'opinion que les dons faits pour l'éducation supérieure sont tout à fait en disproportion avec ce que l'on donne à nos nombreuses écoles élémentaires.

Le premier devoir de la province pour ses enfants, il me semble, c'est de les pourvoir d'une bonne école où ils puissent recevoir une saine éducation élémentaire, et puis après cela seulement il pourrait être permis de venir en aide à l'éducation supérieure. Nos écoles élémentaires ne donnent pas encore satisfaction. Dans quelques districts scolaires, il n'est pas rare de voir des écoles fermées pendant une année entière pendant que dans d'autres des termes d'école de quatre, cinq, six ou sept termes par année sont très communs. Même dans ces



conditions l'assistance dans nos écoles élémentaires n'est pas satisfaisante. Pendant la première année du cours élémentaire, les statistiques montrent que 89.866 élèves assistent aux classes: pendant la seconde année, seulement 59.056 ou 35 pour cent de moins: pendant la troisième. 36.852 et pendant la quatrième, seulement 16.722. Nous ne pouvons dire que nous donnons à nos enfants l'éducation élémentaire suffisante, quand un si grand nombre d'entre eux ne vont à l'école que pendant un ou deux termes. En vérité, ce sont les parents qui sont le plus à blâmer en cela, et puis il faut tenir compte de la condition du pays, et peut-être aussi de notre système d'organisation.

Dans les districts qui ne sont qu'en partie établis, où la population est moins dense, les écoles sont souvent fréquentées par seulement douze ou quinze enfants, mais la dépense pour le maintien des écoles est aussi grande et proportionnellement plus lourde sur ceux qui sont obligés de payer les cotisations que si le nombre des enfants assistant à l'école était double. En toute probabilité, dans ces cas, il y a une autre école semblable quelques milles plus loin. Il est clair que si ces deux écoles n'en formaient qu'une, il serait possible de pratiquer un système d'économie qui permettrait d'envoyer les enfants les plus éloignés à une école centrale. Le nouvel acte sur l'éducation a prévu ce cas, mais il faut attirer l'attention du peuple sur les bienfaits qu'il peut en retirer. Il est certainement désirable que les plus grands efforts de notre clergé, de nos journaux et de nos hommes publics soient dirigés vers la nécessité qui nous presse de nous intéresser davantage à la noble cause de l'éducation. Les écoles protestantes élémentaires dans les municipalités pauvres ont retiré un certain bénéfice de l'acquisition d'une moitié des revenus du fonds des licences de mariages, mais, tout considéré, pendant que nous sommes dans l'attente d'une amélioration dans les ressources financières de notre province, il est de toute évidence que si nous voulons que nos écoles élémentaires arrivent au degré de perfection que requiert le siècle où nous vivons, le peuple de cette province doit être préparé à faire le sacrifice de payer davantage pour ses écoles, afin de donner aux enfants l'incalculable bienfait d'une bonne et raisonnable éducation.

J'ai confiance que l'allusion faite dans le discours du trône à la guerre en Transvaal sera approuvée par tous les membres de cette Chambre.

Cette guerre a été entreprise pour la protection de ces droits privés que la civilisation de notre siècle réclame pour tout citoyen aimant la paix. Le drapeau de l'Empire britannique a toujours été le plus orgueilleux emblème de ces droits, et aussi de la puissance de les protéger et de les maintenir. L'habitant des bords du Nil, de l'Irawady, du Gange, de l'Orénoque, ceux qui habitent l'Himalaya, les îles baignées par toutes les mers du monde, partout enfin où ce drapeau domine, tous se sont levés pour saluer et bénir la sagesse du gouvernement qui est le champion de toutes les libertés.

Au commencement de l'ère chrétienne, le "Civis Romanus Sum" était l'expression la plus orgueilleuse qui pouvait être proférée par des lèvres huma-

nes, mais après que dix neuf siècles ont passé sur les cendres du genre humain, le titre du citoyen de l'Empire britannique est la garantie de l'honneur, de la protection et de la liberté pour tous ceux qui veulent suivre la marche du progrès dans les larges chemins de la civilisation. L'Angleterre se serait manquée à elle-même et aurait trahi son glorieux passé si elle avait toléré plus longtemps les incapacités civiles et religieuses sous lesquelles, en dépit des promesses faites, ses enfants travaillaient dans le Transvaal. Malheureusement, le système militaire de la mère-patrie a fait momentanément défaut, et l'Union Jack a dû subir des revers. De tels revers sont supportés difficilement par un peuple fier, aussi ont-ils provoqué une admirable et patriotique détermination d'y mettre un terme dans toutes les parties de l'Empire.

La position de l'Empire britannique au début de cette guerre était singulière. Apparemment, l'Angleterre n'avait pas une seule amie parmi les nations de l'Europe. Son isolement pouvait être magnifique, mais était certainement dangereux. Les circonstances exigeaient un déploiement de l'unité de l'Empire. Les colonies avaient de mille façons joui de la protection de la mère-patrie, et toutes les raisons possibles de reconnaissance et de loyauté réclamaient une action quelconque de leur part, dans une pareille crise. Malheureusement, en autant que nous sommes concernés, le Parlement canadien n'était pas en session et n'avait laissé aucune instruction à son comité exécutif, le cabinet fédéral. L'on n'avait pas le temps de rassembler le Parlement pour le consulter, aussi, la voix du peuple fut-elle écoutée, et nos soldats partirent pour la guerre. Il ne peut pas y avoir de doute que le Parlement ratifiera l'action du gouvernement fédéral et dira qu'il a fait son devoir, même en l'absence d'aucune loi écrite sur le sujet. Il est bien malheureux que quelques-uns de nos hommes publics et de nos journaux aient profité de ces circonstances particulières pour essayer de semer la discorde dans cette loyale contrée. Comme je l'ai dit, l'occasion était unique, pour montrer au monde entier un Empire britannique uni. Au lieu d'en agir ainsi, quelques-uns de nos hommes publics ont fait beaucoup de bruit pour crier à la déloyauté du gouvernement fédéral, et à la déloyauté de la province de Québec. Il n'est pas possible de calculer le mal que ces faux rapports ont fait. Ils étaient câblés en Angleterre et répandus dans tout le monde civilisé, neutralisant jusqu'à un certain point la démonstration de l'union que nous nous efforcions de faire. L'on a essayé de semer le grain de la défiance dans toute cette grande terre canadienne, et d'établir de la plus stupide manière que la nation canadienne, qui s'en va grandissante, était une nation de traîtres. Ces attaques, sans doute, ont pris origine dans l'ignorance du caractère du peuple de cette province. La majorité des Canadiens français de cette province sont nés et ont été élevés à l'ombre des institutions britanniques et sont d'aussi ardents admirateurs de ces institutions qu'aucune personne parlant l'anglais peut l'être. Ils apprécient, aussi sagement que qui ce soit, les grands bienfaits que les institutions anglaises ont répandu sur le Canada. Vous ne trouverez

nulle part de plus ardents défenseurs des principes de la constitution anglaise. Je prends la liberté de faire ces remarques en ma qualité de Canadien-anglais, né dans cette grande vieille province de Québec, où j'ai vécu côte à côte, avec les Canadiens français. Je pense que je puis parler en vrai connaisseur de leur loyauté envers le Canada et envers l'Empire. Pour preuve de la vérité de mes remarques, il n'est pas besoin de sortir de cette enceinte. Au dernier siècle, le grand-père de notre distingué ministre commandait une compagnie contre l'invasion du général américain, Montgomery.

En 1812, son père se battait à Lacolle, contre les envahisseurs américains, et lui-même, lors des incursions des Fénians, était au front avec son régiment, commandant une brigade de volontaires de St-Jean, dont la grande majorité était des Canadiens français. Tel est notre premier ministre canadien-français, que toutes les classes de notre nationalité aiment à honorer.

Nos contingents de Québec comprennent un nombre suffisant de Canadiens français. Mon ami de Mégantic, un comté composé d'une population moitié française et moitié anglaise, m'informe que le seul volontaire pris dans ce comté est un Canadien français. Un grand nombre de nos familles canadiennes-françaises les plus distinguées sont représentées dans le contingent par leur fils.

Nulle part ailleurs, l'enthousiasme provoqué par le départ de nos volontaires, n'a surpassé celui de cette grande cité de Québec. Il est vrai que les Canadiens français ne sont pas liés par le sang avec l'Angleterre, et que celle-ci ne peut faire que le sang qui coule dans leurs veines fasse battre leurs coeurs avec la même impétuosité que celle qui déborde des coeurs des Canadiens anglais, mais l'histoire est là pour montrer que toujours ils ont rempli leur devoir comme hommes et comme citoyens.

Je sens que je devrais faire apologie à cette Chambre pour ces remarques, mais je les ai faites dans l'espoir que ces malheureuses et séditeuses attaques contre le peuple de cette province cessent.

Toutes les classes, dans ce grand Canada qui est notre pays, se doivent un mutuel respect, et c'est à cette condition que nous pouvons espérer devenir une grande et glorieuse nation canadienne, ayant à jouer un rôle important dans les futures destinées du genre humain.

Ces malentendus disparaîtront sans doute, et la province de Québec sera admise en toute confiance à prendre sa part d'honneur et d'influence parmi ses grandes soeurs les autres provinces du Canada.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Remercie le proposeur et le secondeur de l'adresse. Cependant, déclare-t-il, le député d'Argenteuil s'est montré agressif sans raison, et il faut croire qu'il n'est pas encore complètement dépouillé du vieil homme.

Il appuie les déclarations du discours du trône, bien que la forme donnée à ce témoignage pourrait être modifiée. Le peuple de Québec est loyal à la reine et à la constitution du Canada. Il souhaite aussi succès et heureux retour aux soldats qui sont allés défendre le drapeau britannique. Le départ d'un

aussi grand nombre de braves, démontre que lorsque viendra l'heure de combattre pour la défense du drapeau canadien, protégé par le drapeau britannique, chacun fera son devoir.

Cependant le discours du trône parle de liberté, et il aurait aimé qu'il soit plus explicite.

Il faut bien faire une distinction entre la souveraineté du parlement et la Couronne.

De tous les souverains qui ont régné en Grande-Bretagne, aucun n'a inspiré autant d'admiration ni provoqué un attachement aussi profond que la reine Victoria. Mais nous ne devons pas oublier les batailles qui se sont déroulées pour assurer la liberté constitutionnelle de notre pays. Nous ne nous sommes dotés d'un gouvernement responsable qu'en 1847. Il dit avoir lu avec grand plaisir récemment le discours prononcé par Lord John Russell, le 8 février 1850 et il désire attirer l'attention de tous les députés sur cette déclaration solennelle concernant les privilèges du parlement. Il rappelle à ses auditeurs les principes qui régissent les institutions parlementaires et il insiste sur la nécessité de respecter la constitution. Revenant ensuite sur la question de la loyauté, il affirme ne douter nullement de la loyauté de tous les habitants de la province de Québec et qu'aucune raison ne justifie les remarques qui ont été faites ailleurs. Il est certain que tous les habitants sont fidèles à la constitution et à la province.

En ce qui concerne le programme législatif de la session, on pourrait s'attendre à première vue à une grosse session, parce que le discours du trône annonce plusieurs projets de loi importants et il avait lu dans *Le Soleil* que le gouvernement aurait plusieurs projets extraordinaires. Mais en regardant de près, on découvre que tous ces grands projets ne sont que des amendements ou des refontes, dont un employé de département peut s'acquitter aussi bien qu'un ministre. Le gouvernement semble avoir lié son sort à celui de la question des finances. Il semble spécialement friand du mot "équilibre", et il a fait grand état de son surplus.

Ces messieurs au pouvoir ont affirmé avoir enregistré un surplus, le premier en vingt-cinq ans. disent-ils. Ce n'est pas un compliment pour l'honorable député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn) et il pense que le député d'Argenteuil a satisfait une vieille rancune en affirmant que la province ne désire pas de gouvernement brillant, mais plutôt un gouvernement qui saurait administrer la province de façon modeste et économique.

Le gouvernement paraît avoir hésité à dire qu'il a un surplus, ce n'est qu'après un troisième paragraphe, enfin, qu'il se décide à lâcher le mot, après 3 "enfin" consécutifs. Mieux eut valu ne pas le dire, car le surplus n'existe que sur papier. En réalité, il y a un déficit réel.

Si les règles comptables du trésorier actuel avaient été appliquées au bilan de 1896, le gouvernement Taillon d'alors aurait enregistré un surplus de \$228.000. Si l'on prend les rapports des comptes publics qui viennent d'être distribués aux députés, on verra que le gouvernement de Québec a reçu d'Ottawa, comme intérêts sur les fonds en fidéicommiss. la somme de \$113,723. Ce n'est pas la

normalement ce que la province reçoit annuellement du pouvoir central. Ce qu'elle reçoit ne dépasse guère la somme de \$66,386. ordinairement. Le fameux surplus de \$22,526. ne peut être réel, parce que Québec ne pourra guère recevoir plus de \$60,000. chaque année, à l'avenir. d'Ottawa.

L'honorable premier ministre nous a dit lui-même, l'an dernier, que le revenu normal de l'intérêt sur les fonds en fidéicommis. n'était que de \$71,000. Comme les arrérages ne se continueront pas. il faut les retrancher ou tout au moins n'en compter que la somme applicable à l'année dernière, et le surplus est déjà fondu. Mais s'il y a un surplus, il conseille au gouvernement de rappliquer à des oeuvres de charité, parce que la charité, dit-on, couvre la multitude des péchés, ou encore d'attribuer une partie des \$200,000. promis par le premier ministre pour l'amélioration des écoles dans la province.

Au cours de la même année, le gouvernement provincial a aussi reçu \$135,000. de la vente de terres de la Couronne. Cette somme est beaucoup plus élevée que tout ce qu'on avait pu en retirer dans le passé, et ne peut-être portée au compte des recettes ordinaires, ce qui prouve que le surplus allégué est purement accidentel.

Il fait remarquer que le discours du trône, bien qu'il annonce des mesures d'une grande importance à être présentées pendant la présente session, ne présente en fait qu'une loi sur les règlements d'hygiène.

Le gouvernement Marchand ne prend pas les mesures nécessaires pour venir en aide aux travailleurs qui vont voir le maire Parent pour obtenir du travail, mais sans succès. Par contre, il arrive au gouvernement de venir en aide à la Croix Rouge et aux orphelins de la province. Mais, le gouvernement devrait en premier lieu distribuer une partie des \$200,000. promis par le premier ministre pour l'amélioration des écoles de la province.

En relisant le discours du trône, il constate que le gouvernement se targue d'avoir augmenté l'assistance aux écoles des municipalités pauvres, d'avoir fourni plus d'argent pour les écoles du soir et d'avoir instauré la distribution gratuite de manuels scolaires. Mais n'est-ce pas dans la législation introduite par lui, le député de Gaspé, et appliquée par les conservateurs que le gouvernement actuel a puisé son inspiration pour mettre en pratique ces réformes?

Le gouvernement n'a pas le droit de dire qu'il a augmenté les octrois à l'éducation. Il n'en a pas le pouvoir. C'est le Parlement qui décide de cela, et toutes les augmentations données à l'éducation proviennent des \$50,000. votés à cette fin par le gouvernement conservateur. Le gouvernement se vante de tout ce qu'il a fait pour l'éducation en ignorant soigneusement le Conseil de l'Instruction publique. Est-ce déjà l'acheminement vers le but que l'on n'a pu atteindre du premier coup?

Et bien que les arbitres aient condamné Ontario à verser au fonds des écoles communes une somme de près de \$300,000., il y a eu appel.

En agriculture et en colonisation, le gouvernement n'a rien fait de nouveau. Le système vit encore de l'impulsion que lui a donné M. Beaubien, et

tandis que le ministre de la Colonisation se vante d'avoir établi par son travail un très grand nombre de colons, le rapport du département des Terres démontre que l'on a vendu ou donné, cette année. 35,000 acres de terre de moins que durant la dernière année conservatrice. Les rapports officiels démontrent aussi qu'il y a 200 colons de moins qui se sont établis sur les terres publiques en 1898 qu'en 1896.

On dit la question des pêcheries réglée. L'honorable commissaire des Pêcheries disait la même chose l'an passé. Si elle est vraiment réglée, il doit y avoir des documents qui le constatent, et nous les attendrons avant de nous montrer satisfaits.

En ce qui concerne la protection de l'industrie de la pulpe, il rappelle qu'au temps où il était commissaire des terres de la couronne, il avait suggéré qu'on favorise d'abord les manufacturiers de la province dans ce domaine. Il a dû renoncer à cette idée seulement après avoir été informé qu'elle entraînerait des représailles des États-Unis et que cela nuirait peut-être à la province. S'il arrivait que les circonstances puissent s'améliorer, il serait très heureux d'appuyer cette politique. Mais il ajoute que cette question n'est pas abordée dans le discours du trône. Il reproche au gouvernement d'avoir annoncé sa politique de l'industrie de la pulpe dans le Soleil et la Patrie avant d'informer la Chambre.

De plus, il n'a pas été question d'abolir Spencer Wood, ni de réduire le nombre des ministres, ni d'abolir les taxes qui ont aidé à fabriquer le prétendu surplus du secrétaire provincial; on n'a pas parlé de l'augmentation de \$200,000. du montant voté pour l'instruction publique. Il nous apparaît, dit-il, que les députés ont été invités à venir à Québec pour profiter de l'hospitalité proverbiale des habitants de la vieille capitale et pour gagner leur \$800. De plus, il s'est produit une grave omission dans le discours du trône et il désire protester contre le fait qu'il n'est nullement question du nouveau code municipal préparé par l'honorable député d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens). Il y a certainement anguille sous roche. L'honorable député d'Huntingdon, qui a consacré beaucoup de son temps à la préparation de cette loi, doit avoir un ennemi au sein du cabinet, puisqu'il avait été entendu qu'il serait question de cette loi dans le discours.

Il affirme en terminant ne pas douter de la loyauté du peuple du Québec.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Monsieur l'Orateur,

J'ai éprouvé une grande satisfaction en écoutant les discours qui viennent d'être prononcés. Je dois des éloges tout particuliers aux jeunes députés qui ont proposé et secondé l'adresse. Ils n'avaient pas besoin de présenter leurs excuses devant cette Chambre car l'éloquence qu'ils ont déployée est la preuve que le gouvernement ne s'est pas trompé lorsqu'il les a chargés de cette fonction difficile et délicate. Je suis heureux de pouvoir dire que j'ai eu beaucoup de plaisir à entendre même l'honorable chef de l'Opposition. Je suis heureux de pouvoir lui offrir toutes mes félicitations et le témoignage de mon admiration pour l'art qu'il a déployé dans la

tâche difficile de trouver à redire sur ma politique que tout le monde a approuvée et contre laquelle il n'y a rien à dire.

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'Opposition — et tous les membres de cette Chambre en sont témoins - a donné son approbation la plus entière, la plus générale et la plus complète à tout ce qui est exprimé dans le discours du trône. Pas une objection à tout ce qui a été fait, à tout ce que le gouvernement se propose de faire. Tout est bien. Seulement, c'est tout naturel que l'honorable chef de l'Opposition réclame sa part dans cette politique bienfaisante que le gouvernement actuel va soumettre devant l'Assemblée. Il dit: "Tout ça, c'est à nous; vous nous l'avez volé: nous le réclamons" Je lui laisse le bénéfice de cette espèce de satisfaction tardive qui peut-être pourra le consoler de se voir dans les régions un peu froides de l'Opposition auxquelles il ne paraît pas pouvoir bien facilement s'habituer. Cependant, l'honorable chef de l'Opposition a mêlé une note un peu — je ne dirai pas aigre, mais un peu aiguë peut-être — aux éloges qu'il a bien voulu donner même à l'un des honorables membres qui a proposé cette adresse. Là l'honorable chef de l'Opposition, à un certain point de vue, mérite encore mes éloges parce qu'il fait preuve des hautes capacités que tout le monde se plaît à lui reconnaître comme avocat. L'honorable chef de l'Opposition excelle surtout dans les exceptions à la forme, et l'honorable chef de l'Opposition dans toutes les critiques qu'il a faites, et du discours de mon honorable ami qui est certainement irréprochable, et du discours du trône qu'il a épluché avec un soin extraordinaire — jusqu'à trouver la répétition, je crois, d'un mot à une certaine distance dans des paragraphes différents - avec tout cela, l'honorable chef de l'Opposition a montré qu'il excellait dans l'art de faire des exceptions à la forme et surtout dans l'art d'éplucher les phrases.

Eh bien, le résumé de tout son discours, comme je viens de le dire, est une approbation pleine et entière de la politique du gouvernement. Je m'attendais à cette approbation de la part des honorables députés qui appuient le gouvernement, mais lorsqu'elle m'arrive de la part du chef de l'Opposition, elle me fait prévoir que l'approbation unanime de toute la Chambre sera accordée à cette politique et me met en position de dire que nous avons fait notre devoir.

Maintenant, pour entrer quelque peu dans les détails où l'honorable chef de l'Opposition est entré sans beaucoup toucher au fond des questions, je lui répondrai à propos des objections, ou plutôt de l'exception à la forme qu'il soulève contre ce passage du discours du trône qui annonce à la députation

que des questions importantes seront soumises à sa considération. Je lui répondrai que tous les sujets sur lesquels le gouvernement proposera une législation sont certainement des sujets d'une très grande importance. La question de l'hygiène est incontestablement une question d'une grande importance. La santé publique est ce qui doit intéresser le plus cette députation et, lorsqu'il s'agit de refaire les lois de l'hygiène de manière à pouvoir favoriser la santé publique, on ne doit pas prétendre qu'il s'agit

d'une question d'intérêt secondaire. La question des licences qui se présente aussi, touche à toutes espèces d'intérêts et ne manque pas d'importance. Elle est non seulement et surtout une question d'ordre public, mais une question de moralité qu'on ne peut trop réglementer. On sait parfaitement que malgré les efforts des derniers gouvernements - et je dois rendre hommage à tous les gouvernements - qu'ils ont tous, à leur tour, essayé de faire fonctionner cette loi réglementant la vente des boissons alcooliques —, mais il se présente toujours certains inconvénients dont on ne s'aperçoit que dans la mise en pratique de la loi et il y a toutes espèces d'abus qu'on est obligé de réprimer et que la loi n'est pas toujours suffisante à réprimer. J'ai cru devoir faire une révision entière de cette loi des licences. L'honorable chef de l'Opposition a paru s'étonner de ce que j'aie simplement lancé, d'une manière générale, l'information que nous allons présenter une législation sur cette matière sans seulement faire savoir quelle législation nous allons présenter.

L'honorable chef de l'Opposition me permettra de l'informer que je m'occupe de cette question depuis la dernière session et que je m'en suis occupé de la manière la plus assidue et la plus complète; que j'ai fait appel à tous ceux qui s'intéressent à cette cause, tant au point de vue de la répression de la vente des liqueurs qu'au point de vue de ceux qui s'intéressent à la vente des liqueurs. Je me suis adressé aux "tempéranciers" ainsi qu'à la société des licenciés et j'ai eu des conférences avec eux. Là nous avons discuté tous les points.

Je les ai invités à me faire part de leurs suggestions, et le résultat de ces démarches est un projet de loi que je soumettrai à cette Chambre. Je ne le soumettrai pas comme une mesure de parti car je crois à la bonne volonté de tous les honorables membres de cette Chambre qui s'intéressent à la grande cause de la moralité publique et au contrôle de la vente des liqueurs spiritueuses, et j'ai confiance qu'ils m'aideront dans la préparation de cette législation dont le projet est déjà préparé et qui je crois, présentera une amélioration considérable sur le système existant.

Maintenant, l'honorable chef de l'Opposition passe avec légèreté à l'information que nous donnons à la Chambre que nous allons faire une législation sur les mines et une législation sur les bois et forêts. De grands progrès s'opèrent dans l'exploitation des bois et forêts, qui est la grande source de richesse, le patrimoine pour ainsi dire de la province de Québec, tous ces progrès qui s'opèrent nécessitent que ce service soit réglementé d'une manière plus rigoureuse, précisément dans le but de conserver le bois et d'atteindre l'objet que l'honorable chef de l'Opposition a lui-même empêché qu'il ne se fasse des abus dans la manière d'exploiter le bois et que sa conservation soit assurée. Eh bien, il y a toujours des amendements importants à proposer sur cette question à cause des progrès constants qui s'opèrent et qui continueront à s'opérer pendant plusieurs années, j'en suis certain; car année par année, l'expérience de toutes les nouvelles exploitations qui se produisent dans nos forêts rend nécessaire des amendements assez

fréquents et très importants à nos lois sur les bois et forêts. Nos lois sur les mines présentent les mêmes nécessités. Nos mines ne sont guère encore, pour ainsi dire, qu'à leur enfance quant à la production; mais le développement s'est fait petit à petit, et je suis heureux de pouvoir dire que les revenus qui procèdent de ces sources augmentent aussi d'une manière assez sensible. Maintenant, la réglementation de cette industrie est absolument dans son enfance, tellement que les sociétés minières aujourd'hui ne peuvent pas être ou ne sont pas appelées à s'enregistrer de manière à ce que nous puissions parfaitement les identifier. Nous allons réglementer cette industrie qui va prendre un essor considérable, et je crois qu'à tous les points de vue cette Chambre trouvera que le gouvernement a non pas laissé, comme l'honorable chef de l'Opposition l'a dit, administrer le service public par ses sous-chefs, et sans s'en préoccuper, mais qu'au contraire chacun de mes honorables collègues s'est occupé dans son propre département de toutes les réformes qu'il y avait à faire et de toutes les améliorations qu'il fallait y apporter.

Maintenant, l'honorable chef de l'Opposition m'a beaucoup intéressé dans la dissertation financière dont il a gratifié la Chambre. L'honorable chef de l'Opposition paraît avoir, là surtout, trouvé nécessaire d'indiquer tous les moyens qu'il y a à prendre pour constituer un déficit. Il m'a blâmé énormément d'avoir fait ce qu'il n'avait pas fait lui-même, d'avoir réussi à atteindre un objet qu'il n'avait pas réussi à atteindre. En effet, nous avons réussi à amener le gouvernement fédéral à nous payer une somme qu'il n'avait pas pu retirer lui-même. Il m'a blâmé, et il a blâmé mon gouvernement de ce que nous avons su retirer du produit de nos forêts de plus fortes sommes qu'il n'a su en retirer lui-même. Il nous a surtout condamnés parce que dans une vente publique que nous avons faite de certaines limites, nous avons réussi à obtenir un montant de \$135,000., lorsque lui-même, dans une vente semblable, où il avait vendu deux cents milles de plus de limites que nous n'en avons vendu, n'avait réalisé que \$35,000. Naturellement, le gouvernement actuel doit être condamné puisqu'il a vendu deux cents milles de moins, pour cent mille piastres de plus. C'est là une espèce de crime dont l'honorable chef de l'Opposition nous trouve coupables sans doute parce que cela détruit complètement sa théorie sur la manière de "confectionner" un déficit. Cependant, comme nous ne sommes pas ici pour "confectionner" des déficits, mais pour créer des excédents, nous avons cru qu'il valait mieux faire valoir nos terres publiques et nos forêts à leur plus haute valeur et, lorsque nous avons pu réaliser un prix de manière à produire un revenu suffisant pour remplacer par un excédent les déficits que nos prédécesseurs ont maintenus et que l'honorable chef de l'Opposition paraît disposé à maintenir s'il revenait au pouvoir, lorsque nous avons pu obtenir ce prix qu'il trouve excessif, j'ai cru qu'il fallait l'accepter. Maintenant, l'honorable chef de l'Opposition nous dit que nous avons eu tort d'attribuer le produit de cette vente aux revenus de l'année. C'est ce qu'il a fait lui-même et c'est ce que tous les gouvernements

ont fait, seulement qu'il n'a pas réussi aussi bien que nous, voilà toute la différence. Nous avons déployé — je ne dirai pas, je n'ose pas, par modestie, dire, plus d'habileté que lui — mais nous avons réussi dans tous les cas, à vendre un prix tellement élevé que le revenu de la province en a profité. Maintenant, quant à l'application du produit de cette vente de limites, ceci, de tout temps, a toujours été mis en ligne de compte avec le revenu annuel de l'année.

L'honorable chef de l'Opposition a fait aussi quelques remarques à propos de l'arbitrage, en nous disant que nous nous étions, encore là, vantés d'avoir réussi à obtenir quelque chose, mais qu'en fin de compte, ce quelque chose se réduisait à moins que ce que nous prétendions. Eh bien, sur cette question d'arbitrage, je prétends que nous avons obtenu un résultat considérable. Nous avons d'abord obtenu un jugement qui condamne la province d'Ontario à verser au fonds commun des écoles une somme de pas tout à fait \$300,000., mais quelque chose comme \$280,000. Il est vrai qu'Ontario en a appelé ou plutôt qu'Ontario a demandé à la Cour suprême qu'elle lui permette d'appeler. C'est là un droit que nous lui contestons, et je crois que la Cour suprême le lui refusera, parce que cet appel est porté en vertu d'une loi qui ne s'applique pas du tout à cet arbitrage-ci. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans plus de développements à cet égard; mais à l'heure présente, je suis confiant que cet incident ne sera que passager; que la Cour suprême aura bientôt disposé des procédures intentées par la province d'Ontario et que dans très peu de temps, une somme assez considérable nous sera attribuée.

Maintenant, l'honorable chef de l'Opposition nous a parlé de la question d'éducation. L'honorable chef de l'Opposition paraît vouloir laisser entendre à cette Chambre que nous avons trompé la députation en lui annonçant que nous avions augmenté l'octroi aux municipalités pauvres et aux écoles du soir. Il a prétendu surtout que lui-même, son gouvernement, aurait mis dans son budget une somme de \$13,000., pour les municipalités pauvres. Eh bien, ce budget que l'honorable chef de l'Opposition a proposé en 1897, je l'ai ici; les honorables députés doivent se rappeler que l'honorable chef de l'Opposition a dit qu'il avait lui-même inscrit dans son budget une somme de \$13,000. pour les municipalités pauvres. Voici son budget. Je trouve à l'article 22, que la somme attribuée aux municipalités pauvres n'est que de \$10,000.

#### **M. E.J. FLYNN (Gaspé): En quelle année?**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): En 1897, votre dernière session. C'était la cinquième session, c'était la dernière de celles auxquelles l'honorable chef de l'Opposition a présidé comme premier ministre je trouve à l'article 22, \$10,000. et non pas \$13,000. Vous ne pourrez le nier. À tout événement, nous avons, non seulement appliqué \$13,000., mais nous avons appliqué \$20,000.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Où les avez-vous prises?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nous les avons prises dans le montant que l'honorable chef de l'Opposition a jeté à la voirie pour capter la faveur populaire aux élections alors prochaines. Cette loi que l'honorable chef de l'Opposition, après avoir passé cinq années au gouvernement sans songer à promouvoir l'instruction publique, s'est décidé à la veille des élections générales, à proposer aux Chambres, était tellement mal conçue que sa mise en pratique devenait impossible. Elle créait une réserve de 15,000 acres de terre, qui devraient se vendre dans un temps très indéterminé et dont le produit devait être capitalisé pour produire, au moyen de l'intérêt annuel, une somme de \$60,000., au profit de l'instruction publique.

Eh bien, prenons ces 15,000 acres de terre, vendons-les au plus haut prix, et supposons que cette vente puisse se faire tout d'un bloc, au lieu de se vendre dans le cours peut-être de trente ou quarante ans comme la chose ne pouvait pas s'accomplir autrement, et nous aurons un revenu, non pas de \$60,000. par année, mais de \$18,500. Voilà le calcul extraordinaire que l'honorable chef de l'Opposition avait fait et qu'il a jeté — comme je l'ai dit, à la voirie sans savoir ce qu'il en ferait. Il a commencé par soumettre à cette Chambre une mesure absolument inefficace et ensuite quant aux objets pour lesquels cette somme était votée, il a été tellement indéfini qu'on a eu toutes les peines du monde à trouver de quelle manière l'appliquer. Il est dit d'une manière générale, dans cette loi, que cette somme sera employée à l'encouragement des écoles du soir, à secourir les municipalités pauvres, et à l'avancement de l'enseignement en général. Eh bien, nous avons fait tout cela. Nous avons appliqué ce crédit dont la destination n'était pas précisée, de la manière la plus utile possible. Nous avons, nous, pris cette somme que vous aviez mise à la disposition du gouvernement et nous l'avons employée à ce qui nous a paru en être le meilleur emploi. Nous avons augmenté l'octroi aux municipalités pauvres en le portant à \$20,000. au lieu de \$10,000., appliqué antérieurement à cet objet. Nous avons cru qu'il était nécessaire d'en faire profiter les écoles du soir. Vous aviez dépensé dans votre dernière année d'administration \$6,000. pour cet objet, nous y avons dépensé l'année dernière \$23,000. et tout cela à même cette somme que l'honorable chef de l'Opposition avait fait voter à cette Chambre sans pouvoir indiquer d'une manière suffisamment précise l'emploi qu'il voulait en faire.

Maintenant, à propos de la colonisation, l'honorable chef de l'Opposition cherche à faire une espèce de parallèle pour montrer que nous n'avons pas favorisé la colonisation, en laissant croire que le chiffre des lots vendus cette année n'a pas atteint celui des années précédentes.

La raison en est bien simple. Il y avait une foule de ces ventes qui avaient été faites à des gens qui achetaient pour une somme de trente piastres des lots parfaitement boisés, et qui, après en avoir réalisé des milliers de piastres, disparaissaient pour s'en aller faire une autre exploitation un peu plus loin. Eh bien, l'honorable commissaire des Terres a révoqué un nombre considérable, plusieurs centai-

nes de ces lots, et il les a remis aux occupants de bonne foi. Si vous ajoutez le nombre de ces lots ainsi remis au nombre des ventes nouvelles faites aux colons de bonne foi, vous verrez qu'au lieu d'y avoir décroissance, il y a plutôt augmentation dans le nombre des lots colonisés. D'un autre côté, la preuve bien claire que nous nous sommes occupés sérieusement de cette question, c'est que nous avons ouvert une étendue considérable de chemins dont l'honorable commissaire de la Colonisation rendra compte à la Chambre lorsqu'il en sera question.

L'honorable chef de l'Opposition a parlé aussi de la question de la pulpe et, comme dans tout le reste de son discours, il a cherché à Mamer sans condamner. Il a approuvé absolument ce qui était fait: mais il a trouvé cependant que nous avions eu tort: je n'ai pas pu saisir exactement à quel point de vue. Je crois qu'il a trouvé que nous avions été un peu plus audacieux que lui. Il avait, de son côté, tenté très timidement une politique semblable, et qu'au premier cri indiquant qu'il y avait une certaine agitation aux États-Unis, il s'était tellement épouventé que, craignant une querelle, craignant de causer une guerre entre l'Angleterre et les États-Unis, il avait retiré et rappelé son arrêté en conseil: par conséquent le bienfait qui paraît aujourd'hui pouvoir se réaliser par cette mesure si importante ne l'a pas été. Eh bien, nous n'éprouvons pas ces timidités. Nous ne reculerons pas devant les plaintes, pas plus que devant les menaces des fabricants de pulpe américains, lorsque l'intérêt public est en jeu, et nous allons mettre à effet une mesure absolument équitable, absolument juste, quelle que soit la mauvaise humeur de ceux qui en souffrent de l'autre côté des lignes. Le rapport est fait et si nous ne proposons pas une législation sur ce sujet, la Chambre sait parfaitement que cette législation n'est pas nécessaire. Nous avons passé un arrêté en conseil et cet arrêté en conseil suffit. Il décrète que le bois de pulpe subira dorénavant un droit de \$1.90 par corde, et que pour tout ce qui en sera fabriqué dans la province, nous ferons une remise de \$1 50 de manière à maintenir le taux au chiffre actuel. Donc les droits sur le bois fabriqué dans cette province ne seront que de \$0.40. c'est-à-dire que la remise abaissera les droits à ce chiffre-là. Je suis parfaitement décidé de mettre à effet cette mesure et d'en faire l'expérience pour un temps suffisant, afin que nous puissions voir si réellement elle aura l'effet que des hommes experts en cette matière, nous assurent devoir se réaliser. Ce n'est pas, comme le prétend l'honorable chef de l'Opposition, un droit prohibitif. C'est simplement une mesure pour nous mettre sur le même pied que les fabricants américains. Le tarif actuel, le droit sur la pulpe exportée aux États-Unis, imposé par le gouvernement américain, s'élève à \$1.66 la tonne, ce qui équivaut au tarif que nous avons imposé dans cet arrêté en conseil, de manière à pouvoir mettre le fabricant sur le même pied, absolument, que les fabricants américains, et qu'ils ne soient pas exposés à cette compétition désastreuse qui lui est faite aujourd'hui sur les marchés américains et sur les marchés européens, où ses produits sont pour ainsi dire prohibés par ce tarif.

Maintenant l'honorable chef de l'Opposition a commenté, sans y faire des objections tangibles, la politique énoncée par le gouvernement. J'ai même signalé le fait qu'il avait pratiquement approuvé toutes les mesures énumérées dans le discours du trône. Il a été même jusqu'à trouver convenable - ce qui ne m'a pas surpris, parce que je crois à sa loyauté pour sa souveraine — la démarche que le gouvernement a cru devoir faire en témoignant à Sa Majesté de notre fidélité pleine et entière dans cette province de Québec. Mais, ici encore, il a cru devoir faire une exception à la forme. Il a trouvé que nous nous sommes servis d'une expression qui n'était pas tout à fait propre, et il a fait une distinction subtile entre le Parlement anglais et la couronne anglaise. Il a trouvé aussi une exception à la forme quant à la manière d'appliquer certaines lois, quant à la manière de faire certaines distinctions. Si ce sont là toutes les objections qu'il trouve aux vues du gouvernement, si c'est sa prétention que nous nous sommes appliqués à créer un surplus en retirant tout ce que nous devons retirer des revenus de la province, et en réduisant autant que possible les dépenses, afin d'arriver à avoir un excédent, si c'est là tout le blâme qu'il peut nous faire; s'il prétend que nous aurions dû suivre une politique qui aurait eu pour effet de créer des déficits, eh bien ma foi je puis dire que je suis heureux de sa censure, et je suis obligé d'ajouter que, malgré tout mon respect pour son opinion, je préfère subir le blâme qu'il veut nous faire, d'avoir par tous les moyens à notre disposition éteint le déficit qu'il a créé: déficit sur lequel il a vécu pendant tout le terme de son administration, pour y substituer des excédents, que nous travaillerons à rendre permanents, afin qu'il ne soit plus question de la condition désastreuse des finances de la province de Québec, condition qui a abaissé sa réputation financière, même sur le marché européen.

En terminant, j'exprime l'espoir que la discussion sera toujours courtoise.

L'adresse est adoptée.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que lundi prochain, la Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Il déclare qu'il prononcera alors le discours sur le budget.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit être d'accord avec le gouvernement pour passer à l'étude des subsides, mais il s'oppose à ce que l'on procède trop rapidement. À son avis, pour soutenir une discussion intelligente de la question financière, il est essentiel que certains documents soient déposés en Chambre et que les membres puissent profiter d'un certain temps pour étudier les comptes publics qui n'ont été déposés qu'hier. Il se dit particulièrement désireux de voir un rapport des mandats spéciaux émis.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Intervient pour dire qu'on les trouve dans les comptes publics.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer que ce rapport est à jour jusqu'au 30 juin dernier seulement. L'Opposition désire connaître les mandats spéciaux émis depuis.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que ce rapport sera déposé, mais il ne voit aucune raison pour retarder l'étude des subsides. Il pense même que l'Opposition devrait apprécier la présentation de son exposé budgétaire maintenant, alors qu'il est disposé à le faire.

Mais pour se rendre au désir de l'honorable député de Montréal no 4, il consent à le reporter à mercredi. Il ajoute qu'il ne pressera pas l'Opposition pour y répondre. L'Opposition pourra prendre son temps et adopter seulement quelques-unes des estimations incontestées jusqu'à ce quelle soit prête à continuer. De cette façon, nous nous attaquerons immédiatement au vrai travail de la session et nous épargnerons ainsi un temps précieux, contrairement à ce qui se passait dans les semaines précédentes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il préférerait répondre d'emblée au discours sur le budget et qu'il serait prêt à le faire n'importe quel jour après le milieu de la semaine prochaine.

Il est proposé que mercredi prochain, la Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à sa Majesté.

Cette proposition est adoptée.

### Voies et moyens

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que lundi prochain, la Chambre se forme en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

### Composition des comités permanents

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la Chambre, et que l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Dechêne, l'honorable M. Duffy, M. Flynn, M. Pelletier, M. Atwater, M. Nantel, M. Langelier, M. Robitaille, M. Watts et M. Tessier (Rimouski), composent ledit comité.

Adopté.

La séance est levée à six heures quinze.

## Séance du 22 janvier 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes: de la salle d'asile Saint-Joseph; "The Sheltering Home", Montréal; "The Church Home", toutes de la ville de Montréal et pour l'année 1898; "The Finlay Asylum of Quebec" et de L'Oeuvre du patronage de Québec, pour l'année 1898; "The Women's Hospital", de L'hospice de la maternité et des enfants abandonnés de Montréal, sous la direction des soeurs de la Miséricorde; des soeurs de la Providence; "Ladies Hebrew Benevolent Society"; de la communauté des soeurs de la Charité de l'hôpital général de Montréal (soeurs grises), de l'hôpital Saint-Patrice de Montréal; "St-Margaret's Home for Incurables"; de L'orphelinat catholique romain de Montréal; de l'hôpital Notre-Dame de Montréal; "Montreal Protestant Orphan Asylum"; "Young Men's Hebrew Benevolent Society"; de L'asile Saint-Vincent-de-Paul; "Montreal Ladies Benevolent Society"; de la Société munis-matique et d'archéologie, toutes de Montréal et pour l'année 1899; de L'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus; "Church of England, Female Orphan Asylum"; de L'Union Saint-Joseph, toutes de Québec et pour l'année 1899; de l'Hôtel-Dieu de Nicolet; de l'hôpital de Valleyfield; de l'hôpital de Fraserville; de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; de l'hôpital du Sacré-Coeur de Sherbrooke; "Sherbrooke Protestant Hospital"; de l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska; de l'hospice des soeurs de Charité de Saint-Thomas de Montmagny; de l'hospice Saint-Jérôme; de l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul; de l'hôpital général de Sorel; de l'hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, P.Q.; de la salle d'asile de Saint-Jean, P.Q.; toutes pour l'année 1899. (Document de la session no 16).

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ball, la pétition de Antoine-Achille Leduc et autres, de Bécancourt.

Par M. Girard, la pétition de la ville de Chicoutimi.

Par M. Robitaille, la pétition de "The Canadian Electric Light Co., Limited," de Québec.

Par M. Rocheleau, la pétition de Gabriel Bolduc, de Sainte-Flore, comté de Champlain.

Par M. Normand, la pétition de la corporation de la ville de Trois-Rivières.

Par M. Bickerdike, la pétition de Jacques-Jos. Boisvert, de Québec, et la pétition de "The National Trust Co, Limited," de Toronto, Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

Du village de Grand-Mère, demandant des amendements à sa charte;

Du Crédit foncier franco-canadien, demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie du chemin de fer Québec Central, demandant des amendements à sa charte.

De "The Presbyterian Church of Canada," demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de Saint-Étienne de Lauzon, demandant une loi lui octroyant certains pouvoirs.

De la "Mechanics Institute of Montreal," demandant d'effectuer un nouvel emprunt.

De "The Young Men's Hebrew Benevolent Society," demandant de changer son nom en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal."

De dame Charlotte Learmont et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Day Nursery".

De "The Royal Institution for the Advancement of Learning," demandant une extension de pouvoirs.

De Charles Morin et autres, demandant une loi pour autoriser les syndics de la paroisse Saint-Georges, comté de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.

De dame Eulalie Prud'homme et autres, demandant une loi relative à certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

De Henri-Paul Lefebvre, demandant son admission à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

De Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Et de Thomas Côté, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

### Composition des comités permanents

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Robidoux pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de rapporter la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre:

Ordres permanents: MM. Bourbonnais, Caron (Matane), Chicoyne, Champagne, Grenier, Hackett, Laliberté, Lalonde, Lislois, Manon, Panneton, Robitaille, Smith et Weir.

Bills privés: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Guerin, Parent, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Allard, Atwater, Ball, Bickerdike, Bédard, Bouffard, Bissonnette, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Chicoyne D'Auteuil, De Grosbois, Delaney Dessaulles, Dufresne, Duplessis, Flynn, Gouin, Garneau, Hackett, Lacombe.



LeBlanc. Marion, Major, McDonald. Nantel, Normand. Panneton. Pelletier. Plante. Rainville. Robidoux, Roy. Tessier (Rimouski). Tellier, Watts et Weir.

Comptes publics: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Guerin, Marchand, Parent, Shehyn. Stephens, et MM. Allard Atwater, Ball, Bickerdike. Bourbonnais, Cardin, Carbray, Chauret, Chicoyne. Clapperlon, Cotton, Dessaulles, Duplessis, Flynn, Garneau. Gillies. Grenier, Gouin, Hackett, LeBlanc, Nantel, Pelletier, Plante, Rainville, Rocheleau, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Agriculture et immigration: L'honorable M. Dechêne, et MM. Allard, Ball, Bédard, Béland. Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Delaney, Dorris, Dufresne, Garneau. Gillies, Girard, Gosselin, Grenier, Hunt, Langelier, McDonald, Major, Marion, Nantel, Normand, Petit, Plante, Rocheleau et Talbot.

Industrie: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Shehyn. Turgeon, et MM. Atwater, Ball Bédard, Bickerdike. Carbray, Caron (Matane), Delaney, Dessaulles, Dorris, Dufresne, Garneau, Gosselin, Girouard, Hackett, Normand, Petit et Smith.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Robidoux, et MM. Champagne, Flynn, Langelier, Pelletier, Tellier et Tessier (Rimouski).

Chemins de fer et canaux: Les honorables MM. Duffy, Parent, Shehyn, Stephens, Turgeon, et MM. Ball, Béland, Bédard, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Chênevert, Cherrier. Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, De Grosbois, Dufresne, Flynn, Girard, Garneau, Gosselin, Gouin, Gillies, Grenier, Hackett, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Marion, Nantel, Normand, Petit, Robitaille, Roy, Smith et Watts.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Duffy, Marchand, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Atwater, Bouffard, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Duplessis, Gouin, Hackett, Langelier, Panneton, Pelletier, Plante, Rainville, Robitaille, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Le rapport est adopté.

### Introduction de bills:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 81), concernant les caisses rurales.

Il explique que le projet de loi a pour but d'instaurer en la province une institution qui a rendu les plus grands services à la classe agricole de France, de Belgique et de Suisse, et dont on vient de faire l'essai, en Irlande, avec un succès qui dépasse les espérances les plus hardies.

Au Canada même, quelques philanthropes ont hasardé une timide ébauche de ces caisses agrico-

les et les résultats en ont été des plus encourageants.

Il ne veut rien précipiter et ne tient pas à pousser son projet "hic et nunc", et n'en demande pas une discussion immédiate.

Il désire au contraire, que chacun de ses collègues emporte son projet chez lui, l'étudié avec attention et à loisir, afin qu'il devienne loi, à la session prochaine, après avoir été mûri et après être devenu absolument familier, dans tous ses rouages, à la Chambre tout entière.

Le bill sera imprimé sans délai et adressé aux habitants en vue dans chaque paroisse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 3) amendant la loi des mines de Québec.

Il explique que ce projet de loi a pour but de renouveler pour 10 ans la loi sur les mines déjà existante et par laquelle les entreprises minières de la province sont exemptes de taxes. L'exemption de taxes, en vertu de la présente loi, expire en juillet prochain.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 2) concernant les compagnies minières.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande quel est l'objet du bill.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Déclare que le bill a pour but de faciliter l'incorporation des compagnies minières étrangères et de faire disparaître certains obstacles, qui entravent ces compagnies, quand elles veulent contracter des emprunts, sous l'empire de la loi générale d'incorporation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Documents:

#### Rapports du conseil et mandats spéciaux

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dépose sur le bureau de la Chambre l'état des rapports du conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu comme suit:

État des rapports du conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province de Québec, conformément aux dispositions dudit article. (Émis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 10 mars 1899, et l'ouverture de la session suivante, le 18 janvier 1900).

Nos.	SERVICE	Rapport du Conseil		Montant des mandats		Montants dépensés		Balances non dépensées	
		Nos.	Dates.	Montants.	\$	cts.	\$	cts.	\$
3	Administration de la justice:								
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant à l'administration de la justice à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif affecté à ce service se trouvant insuffisant.....	183	5 mai, 1899.....	50,000.00	50,000.00		50,000.00		
4	Services divers:								
	Traitements et dépenses contingentes des registrateurs:								
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant au service des registrateurs, à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif affecté à cet objet se trouvant insuffisant.....	184	5 mai, 1899.....	6,754.33	6,754.33		6,637.77		116.46
5	Inspection des bureaux publics:								
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant à l'inspection des bureaux publics, à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif approprié à ce service se trouvant insuffisant.....	185	5 mai, 1899.....	1,000.00	1,000.00		951.85		48.15
1	Agriculture:								
	Expositions agricoles:								
	Montant requis d'urgence afin de permettre au département de l'Agriculture d'honorer les engagements contractés, de contribuer aux frais d'expositions agricoles, dans différentes régions de la province, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit pouvant être affecté à cette fin.....	530	20 octobre, 1899.....	12,000.00	12,000.00		12,000.00		

Nos.	SERVICE	Rapport du Conseil			Montant des		Balances non	
		Nos.	Dates.	Montants.	mandats	spéciaux	dépensés	dépensés
2	Colonisation et Mines, etc.:							
	Arpentages:							
	Montant requis d'urgence afin de permettre au département de la Colonisation et des Mines, d'honorer les obligations contractées pour travaux relevant de la branche des arpentages le crédit mis à la disposition de ce service pour l'exercice en cours se trouvant épuisé.....	531	20 octobre, 1899..	12,845.00	12,845.00		12,845.00	
2	Administration de la justice:							
	Montant requis d'urgence, non pourvu dans le budget de l'exercice en cours, afin de mettre le département de la justice en mesure de solder les frais résultant du jugement de la Cour supérieure, rendu le 2 octobre courant, déboutant l'action de Sa Majesté, dans les causes de la Reine vs Ernest Pacaud et de la Reine vs Ernest Pacaud et al., ledit montant devra être réparti comme suit: Aux représentants de feu l'hon. Geo. Irvine... \$ 385.16 A l'hon. C. Fitzpatrick..... 1,176.09	539	21 octobre, 1899..	1,561.25	1,561.25		1,430.35	
4	Administration de la justice:							
	Montant requis d'urgence, non pourvu dans le budget de l'exercice en cours afin de solder le mémoire de frais de M. M. Huchison. c.r. de la cité de Montréal, avocat du gouvernement dans la cause de Pacaud vs. la Reine, en Cour suprême.....	540	9 novembre, 1899..	762.28	762.28		762.28	
	Agriculture:							
	Exposition de Paris:							

SERVICE		Rapport du Conseil		Montant des mandats		Montants dépensés		Balances non dépensées	
Nos.		Nos.	Dates.	Montants.	spéciaux.				
	Montant requis d'urgence afin de pourvoir aux dépenses nécessaires qu'ont entraînées la collection, la préparation et l'envoi d'exhibits de la province à l'exposition de Paris en attendant que la Législature soit appelée à voter la somme requise pour ce service, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin...	547	9 novembre 1899..	5,000.00	5,000.00	3,000.00		2,000.00	
6	Instruction publique proprement dite: Éducation supérieure:								
	Montant requis d'urgence afin de permettre au département du secrétaire de la province de faire l'acquisition d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, l'article, no 18 du budget de l'exercice en cours, par suite d'une omission dans sa rédaction ne comportant pas de crédit pouvant être affecté à cette fin...	593	24 novembre 1899..	800.00	800.00			800.00	
				90,722.86	90,722.86	87,627.25		3,095.61	

Département du Trésor  
Bureau de l'auditeur  
Québec, 20 janvier, 1900.

(Signé)  
(Signé)  
A. H. Verret  
Auditeur de la province

#### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que le gouvernement est prêt à procéder immédiatement à la prise en considération des subsides à accorder à Sa Majesté.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Déclarent qu'ils aimeraient reporter à plus tard cette prise en considération.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accepte cette demande.

La séance est levée à trois heures trente.

## Séance du 23 janvier 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Documents:

M. L'ORATEUR : Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1899: De "The Church Home" de Montréal; de l'hôpital Notre-Dame, de Montréal; de "The Ladies Protestant Home", de Québec, et de la société de bienfaisance, d'Aylmer (Document de la session no16)

### Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lacombe, la pétition des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Montréal:

Par M. Dorris, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la jonction de Napierville;

Par M. Robitaille, la pétition de "The Ladies City Mission of Quebec", et la pétition de "The Great Northern Elevator Company";

Par M. Décarie, la pétition de la ville de Maison-neuve; la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Denis, Montréal; la pétition de Philéas Prudhomme et autres, de Montréal, et la pétition de la ville d'Outremont, Montréal;

Par M. Atwater, la pétition de "The Congregation of Roumanian Jews, Beth David," de Montréal;

Par M. Tellier, la pétition de la ville de Joliette;

Par M. De Grosbois, la pétition de "The People's Telephone Company," de Sherbrooke;

Par M. Blanchard, la pétition de David Ogilvy, de Montréal;

Par M. Dessaulles, la pétition de la Compagnie de pouvoir hydraulique de Saint-Hyacinthe.

### Documents:

#### Bibliothèque de la Législature

M. L'ORATEUR: Dépose devant la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, qui se lit comme suit:

À l'honorable Orateur

et aux honorables députés de  
l'Assemblée législative.

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre son rapport pour la vacance de 1899:

Depuis l'ouverture de la session de 1899, la bibliothèque s'est accrue de 1,417 volumes et de 274 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons.

Aujourd'hui, la bibliothèque renferme 56,500 volumes et près de 13,000 brochures reliées en 438 volumes, par séries de quinze à vingt, faciles à consulter au moyen d'un catalogue spécial.

Le bibliothécaire attire de nouveau l'attention sur le fait que le local mis à sa disposition souffre de l'encombrement. Il a dû reléguer, dans des chambres plus ou moins faciles d'accès, environ 23,000 volumes, y compris les journaux reliés et la plupart des ouvrages qui lui parviennent par l'échange avec les pays étrangers. Une telle anomalie ne saurait longtemps exister sans amener un certain malaise dans le service quotidien.

Depuis la dernière session la bibliothèque a été plus fréquentée qu'à l'ordinaire. Les registres renferment huit cents noms de lecteurs, dont au moins la moitié fait preuve d'une grande régularité.

Le tout respectueusement soumis.

N.-E. Dionne,  
Bibliothécaire de la Législature  
de la province de Québec.

#### Loi des mines

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse.).  
Propose que le bill (bill no 3) amendant la loi des mines de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce projet de loi a tout simplement pour effet de prolonger de 10 ans le délai du paiement des taxes municipales par les compagnies minières, et fait remarquer que c'est la continuation de la loi passée sur la proposition de l'honorable chef actuel de l'Opposition, alors qu'il était commissaire des Terres dans le gouvernement Chapleau. La période de temps pendant laquelle les compagnies minières seront exemptes du paiement des taxes municipales ira du 24 juillet 1900 au 24 juillet 1910.

M. E.-J. FLYNN (Gaspé): Félicite le commissaire de la Colonisation d'avoir suivi à ce sujet la politique des conservateurs et d'avoir puisé à des sources aussi pures.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se dit très heureux de constater que le gouvernement actuel a appris à poser au moins une bonne action.

La proposition est adoptée (Applaudissements de la Chambre).

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Duffy et Stephens et de MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, d'Auteuil, Décarie, Flynn, Goselin, Lacombe, Marion, Panneton, Roy, Tellier et Watts, et avec pouvoir de nommer tout autre membre, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au code municipal et soumettre le projet d'un code municipal amendé et refondu.

MM. E.J. FLYNN (Gaspé) et L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demandent au représentant d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) d'indiquer les bases de son projet, étant donné que celui-ci est très important.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il se proposait d'attendre la présentation officielle de ce bill pour donner des explications: mais puisque la Chambre n'a pas tellement d'affaires à examiner présentement et quoiqu'il ne se sente pas prêt et qu'il n'ait pas ses documents sous la main, il consent à broser un tableau sommaire de cette mesure qui contient environ onze cents articles. Il croit que la majorité des députés approuvent le projet du code municipal et il regrette que ce travail n'ait pas été confié à d'autres personnes probablement mieux qualifiées que lui.

Il explique qu'il a voulu accomplir une oeuvre patriotique et désintéressée dans le but de simplifier la loi municipale, de la mettre à la portée de ceux à qui elle s'adresse, de faire disparaître les ambiguïtés, les nids à chicane enfin, de créer un code populaire. À l'heure actuelle, seuls les avocats très habiles sont capables de comprendre les articles contradictoires du code. Il dit avoir consacré ses heures de loisirs, qui étaient peut-être plus nombreuses que celles d'autres députés, à ce projet qui lui tient à coeur. Depuis 10 ans, il n'a rencontré qu'indifférence de la part de personnes qu'ils imaginait intéressées à lui prêter leur concours.

Il assure la Chambre qu'il s'est engagé dans ce travail d'une façon sérieuse. Son projet devrait servir de base à des suggestions de la part des membres du comité. Il peut dire qu'il a rédigé un projet qui groupe tous les sujets et toutes les formules sous leurs titres appropriés et qu'il a apporté les changements qui lui semblaient appropriés.

Le comité des délégués, en vertu du système actuel, entraîne des dépenses considérables. Il propose d'améliorer ce système, de le rendre plus accessible, en faisant nommer les délégués par le conseil municipal plutôt que par le conseil de comté. En procédant de cette façon, il pense que des personnes de la localité, connaissant bien toutes les données des problèmes, seraient plus aptes à régler les litiges.

Il propose d'améliorer le système d'inspection des chemins en autorisant les inspecteurs de chemins, après un avis de 48 heures, à exécuter les

travaux. Ceci encouragerait la construction et l'entretien des chemins. Il y a de nombreux autres sujets dont il ne peut discuter présentement.

Il ajoute qu'il présente cette mesure sous sa responsabilité personnelle. Il veut faire comprendre à la Chambre qu'en favorisant cette mesure, il ne cherche pas à s'approprier de mérite personnel ni d'avantages politiques pour son parti. Il a fait ce travail avec amour et il espère que la Chambre abordera cette importante question comme étant d'intérêt public.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer combien il est étrange qu'une mesure de ce genre ne soit pas présentée par le gouvernement, qui ne peut pourtant pas se désintéresser du travail d'un de ses membres, à moins de le renier. Aucun ministre n'a été nommé sur ce comité et c'est pourtant le devoir des ministres d'éclairer la Chambre. En tout cas, comment se fait-il que le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux), qui est chargé d'appliquer le code municipal, n'est pas au moins au nombre des membres du comité chargé de le codifier? Le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) qui, après le secrétaire provincial, est le plus intéressé à la bonne application du code, est aussi éliminé.

Il désire savoir si, au moins, le gouvernement se chargera du bill quand il sortira du comité spécial.

La refonte proposée laisse énormément à désirer, mais pour refondre un code, il faut des hommes qui s'y connaissent, sinon le travail ne peut être fait d'une façon satisfaisante et le travail du comité risque d'être absolument nul. Le gouvernement devrait prendre la responsabilité de cette mesure.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond qu'il s'agit d'une mesure personnelle présentée à la Chambre dans le but d'en éliminer tout caractère politique.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que la révision du Code de procédure n'est pas une mesure politique et que le gouvernement actuel a pris la responsabilité de la présenter à la Chambre. Dans ce cas-ci, non seulement un député introduit personnellement un bill, mais les noms du secrétaire provincial et du commissaire à l'Agriculture ne figurent pas sur le comité suggéré. Si cette mesure est importante, le gouvernement devrait avoir le courage de s'en occuper.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Demande au représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) s'il a lu le bill.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que comme l'a affirmé le député de Huntingdon, cette mesure lui est personnelle et il ne croit pas que toute loi touchant la question municipale, doive nécessairement émaner du secrétariat de la province. Le secrétaire provincial a pour devoir de veiller à l'administration de la loi municipale: il n'est pas tenu de veiller à sa confection. Le député d'Huntingdon est ministre sans portefeuille, mais n'a

pas perdu son droit d'initiative parlementaire, et il l'exerce.

Il ne serait pas raisonnable d'exiger que le gouvernement se charge des nombreux amendements au code municipal qui sont présentes à la Chambre chaque année.

Il déclare qu'il est certain que le travail du député d'Huntingdon donnera des résultats. Quant à lui, il ne s'occupera pas de cette mesure. Quand le bill viendra du comité spécial, il viendra devant le comité de toute la Chambre et la Chambre l'adoptera ou le rejettera. Tout ce que le public demande au gouvernement, c'est qu'il s'oppose à la loi s'il la juge dangereuse, ou la laisse passer s'il le croit opportun.

Cette mesure suivra la même voie que tous les bills publics.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Alors nous perdrons probablement notre temps.

Il répète que le gouvernement devrait être responsable de ce bill. De plus, le secrétaire provincial devrait être la première personne intéressée à présenter un code de qualité à la province. Il est d'accord que ce projet de loi contient d'excellentes clauses, mais il renferme aussi d'autres articles qui sont de nature surprenante. L'Opposition désire savoir si oui ou non le gouvernement va prendre la responsabilité de ce bill.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que le gouvernement ne s'objecte pas à prendre la responsabilité du bill lorsqu'il reviendra du comité.

M. A.W. ATWATER [Montréal no 4): Appuie toutes les marques d'appréciation à l'endroit de l'honorable député d'Huntingdon pour son excellent travail de même que pour son dévouement et son zèle dans la préparation de ce projet.

Il dit apprécier hautement les qualités juridiques du proposeur de cette résolution, mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si le gouvernement consent à introduire en Chambre une loi affectant tous les gouvernements municipaux de la province sans avertir les municipalités qu'il a bien étudié cette loi et sans leur dire s'il accepte la responsabilité des différentes mesures proposées.

Si le gouvernement n'est pas prêt à prendre cette position, cela signifie qu'il renonce à ses privilèges et prérogatives et qu'il demande à la Chambre de considérer une mesure qui imposerait aux municipalités un système de gouvernement sans pouvoir affirmer à la Chambre si l'étude que le gouvernement a faite démontre que ce système est dans l'intérêt de la province. Selon les statuts refondus, l'élaboration des codes municipaux relève exclusivement de la compétence du secrétaire provincial.

Si le code municipal nécessite une réforme, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas entreprise? Le député d'Huntingdon a fait parvenir des copies de son projet à tous les directeurs, leur demandant des suggestions, mais il n'a reçu que deux ou trois réponses. Nous voyons donc le peu d'intérêt que suscite un nouveau code de loi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dans ce genre de travail, nous devons demeurer totalement impartiaux. L'honorable député d'Huntingdon, en manifestant le désir d'entreprendre cette tâche, avait souligné à ses collègues qu'il désirait garder ce travail indépendant de toutes considérations politiques. C'est l'idée qu'il avait et je crois qu'il a atteint son but.

On trouve curieux que le gouvernement n'ait pas introduit cette mesure. Le chef de l'Opposition est très habile en cherchant à entraîner le gouvernement dans cette voie, mais ce n'est pas la procédure normale. Jamais un gouvernement n'a présenté aux Chambres un code tout préparé, ainsi que le demande le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qui semble déjà vouloir faire un peu de politique à propos de ce projet de code.

Lorsque la commission a remis l'ébauche du projet du code de procédure civile à la demande du gouvernement, on l'a immédiatement confiée à un comité spécial.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement en a-t-il assumé la responsabilité?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND [Saint-Jean]: C'est un détail technique. Le gouvernement a transmis le rapport directement à un comité composé des deux partis de la Chambre. Le but est de préparer un recueil de lois intelligible dont l'interprétation sera aisée.

Il fait remarquer qu'il comprend très bien qu'une mesure organique ne peut finir que par passer sous la responsabilité du gouvernement. Pour le moment il s'agit de faire une refonte aussi efficace que possible, comme une classification convenable de tous les sujets. Ce travail est confié à un comité formé des deux côtés de la Chambre. Il pense que les personnes suggérées sont très compétentes pour accomplir la tâche. Le comité pourrait aussi rejeter ou ajouter des clauses s'il le juge nécessaire.

L'honorable député d'Huntingdon dit avoir soumis cette mesure pour servir de base au projet de loi. Si c'était une mesure ministérielle, cette Chambre ainsi que le comité suggéré n'auraient pas la même liberté pour l'amender.

De plus, le gouvernement n'a pas voulu nommer un coûteux comité pour refondre le code municipal.

Le gouvernement ne veut en aucune façon entendre parler d'une commission composée de 3 ou 4 hommes compétents, qui travailleront pendant 3, 4, 5 ou même plus d'années, à raison de \$3,000 ou \$4,000 par an et par tête, à un code municipal, alors que la Chambre compte, dans son sein, tous les éléments désirables pour mener à bonne fin sans dépense extraordinaire pour la province cette oeuvre si utile dont le député d'Huntingdon a pris l'initiative en y consacrant ses loisirs. Le gouvernement désire éviter les énormes dépenses que de tels travaux ont entraîné dans le passé.

S'il nous faut introduire des changements radicaux à la loi, suite au rapport que fera le comité, et que ces changements reçoivent l'approbation de la Chambre, alors le gouvernement adoptera cette mesure comme étant une mesure ministérielle.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Alors, vous contredisez le secrétaire provincial?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Du tout. Voici ma déclaration: je comprends parfaitement qu'une mesure organique est sous la responsabilité ministérielle. Suivons la procédure normale. Si l'honorable député croit que ce travail devrait être confié à une commission, au coût de \$6,000 ou \$7,000 par année, laquelle commission ferait une ébauche qui serait par la suite confiée à un comité, je ne suis pas d'accord. Je soutiens que cette Chambre possède des hommes compétents pour accomplir ce travail. Soyez sans crainte, les ministres prendront la responsabilité du projet en temps opportun, si nécessaire.

M. E.J. FLYNN (Gaspé) Apprécie la réponse qu'a donnée le premier ministre suite à l'insistance manifestée par le député de Dorchester qui la pressé de répondre. Il appert que le premier ministre et le secrétaire provincial ne sont pas d'accord et qu'ils ont même des opinions très opposées. Le député d'Huntingdon a préparé un projet efficace, mais il doute qu'il puisse le moins être compris. Il reconnaît que le travail du député d'Huntingdon est remarquable tout en étant difficile.

Il suggère à l'honorable député d'Huntingdon qu'on confère au comité le pouvoir de convoquer les parties et de produire les documents nécessaires.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande à la Chambre de ne pas tenir compte d'aucune préoccupation, sauf de celle qui consiste à présenter la mesure la plus parfaite possible.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande de nouveau que le nom du secrétaire provincial soit ajouté au comité afin qu'il puisse s'occuper soigneusement du bill quand il sera étudié par le comité. Qui va s'occuper de conseiller la Chambre? Il est bien étrange pour un gouvernement de se désintéresser assez des affaires du pays pour laisser refondre et codifier le code municipal, le code initial de la majorité de la population, sans intervenir, et de le laisser sanctionner ou rejeter sans avoir son mot à dire. Ce n'est pas encourageant pour les autres députés. D'ailleurs, le premier ministre vient de déclarer que le gouvernement prendra la responsabilité du projet après l'épreuve du comité qui va lui dire si le projet est bon ou non. S'il ne s'en rapporte pas à l'honorable député d'Huntingdon aujourd'hui, il ne s'en rapportera pas plus tard.

Il suggère que l'élaboration d'un nouveau code ou la refonte de l'ancien soient confiées à une commission de 3 ou 4 hommes spéciaux.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Accuse gentiment le député de Dorchester de soulever des objections futiles. Ce dernier devrait se rappeler que cette motion qui est devant la Chambre demande simplement d'être étudiée par un comité spécial. En temps opportun le gouvernement verra à prendre ses responsabilités. Il est

responsable de tous les bills publics et est obligé d'intervenir dans tous les cas qui présentent des problèmes sérieux.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'ils ont devant eux tout un système de loi et la réponse du premier ministre signifie que le cabinet n'a pas l'intention de s'en occuper, ni de conseiller la Chambre ni d'assumer ses responsabilités. Les ministres semblent abdiquer leur autorité. S'il est nécessaire d'avoir un nouveau système municipal, pourquoi le gouvernement ne le propose-t-il pas?

M. J. MARION (L'Assomption): Fait remarquer au gouvernement qu'il existe un comité régulier de code municipal. La proposition du député d'Huntingdon signifie que deux comités vont travailler à ce projet, probablement dans des directions opposées.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que les membres de son comité sont tous des gens sérieux.

M. J. MARION (L'Assomption): Désire savoir si le comité que réclame le député d'Huntingdon étudiera dans l'avenir des projets d'amendement au code qui seront à l'avenir présentés à la Chambre

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que nécessairement, pendant que ce comité sera en opération il sera appelé à connaître de ces amendements, quant à l'avenir plus éloigné il pense que le comité ordinaire reprendra ses attributions.

Il s'oppose lui aussi à la formation d'un comité composé de spécialistes.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Si le gouvernement n'accepte pas la paternité du code, le député d'Huntingdon ne doit plus faire partie du ministère.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Désire que l'on place le nom de l'honorable secrétaire provincial sur le comité.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Refuse encore une fois de faire partie du comité.

M. M.F. HACKETT (Stanstead) Est d'avis que la question du code municipal est très importante et que c'est le gouvernement qui devrait en assumer la responsabilité et non un comité.

M. E.J. FLYNN (Gaspé). Déclare qu'il est fort étonnant qu'une mesure de cette nature, dont l'organe ministériel, le Soleil, nous annonçait la présentation plusieurs semaines avant la rentrée des Chambres, n'ait pas été mentionnée dans le discours du trône. Il comprend que le premier ministre, qui a tant d'occupations, entre autres celle de conserver son surplus, ne puisse voir à tout.

Il ne souhaite pas la création d'une commission mais il déclare que l'édification de tout code signifie une augmentation constante de la jurisprudence aussi bien que du texte de loi et est d'avis que l'on



devrait conférer au comité le pouvoir d'examiner cette facette.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Suggère que l'on ajoute les noms suivants au comité: les honorables députés de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) Stanstead (M. M.F. Hackett). Saint-Maurice (M. L.-T.-N. Duplessis) et Lac-Saint-Jean (M. J. Girard).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'un travail de ce genre doit se faire au moins sous la surveillance du procureur général ou de son représentant dans la Chambre basse, le secrétaire provincial. Le gouvernement n'aura même pas un de ses membres au comité pour diriger cette refonte.

L'HONORABLE F.G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que pour sa part, il ne s'oppose pas à ce que le secrétaire provincial fasse partie du comité.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le secrétaire provincial accepte-t-il de faire partie du comité?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Certainement pas.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Si les ministres n'accordent pas d'importance à cette loi, alors je refuse d'y travailler.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Le député d'Huntingdon me fait de la peine à voir, traité en paria par ses collègues. Mais aussi, pourquoi est-il entré dans un gouvernement. Il n'est pas homme de gouvernement, il est homme d'opposition. Voilà son élément et on le lui fait bien voir. Souhaitons donc qu'il comprenne bientôt que sa place est avec nous, de ce côté-ci de la Chambre, et puisque ses amis l'y poussent, qu'il suive ses instincts et qu'il vienne taire les bons combats contre ces indignes.

Il suggère que le comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et "records", afin de lui permettre de faire une refonte aussi irréprochable que possible.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Souligne que l'impression de ce projet entraîne des dépenses. Il demande qui a payé pour ce projet de code dont les frais d'impression et de traduction s'élèvent au bas mot de \$1,200. à \$1,500.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est l'honorable député de Huntingdon qui a tout payé de sa poche, et la province n'aura rien à payer de cette dépense. Le coût d'impression se situe à environ \$300.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je me souviens que le bill de Montréal a été plus coûteux. Je ne doute pas que l'honorable député d'Huntingdon a payé les frais de traduction et de distribution.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il a tout payé de sa poche.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Soutient que c'est le devoir du gouvernement d'entreprendre un travail qui intéresse chaque citoyen de la province, chaque municipalité et chaque électeur. C'est de la paresse de la part du premier ministre de hausser les épaules et de refuser d'assumer ses responsabilités. Le code municipal a donné satisfaction, mais il a subi tellement d'amendements que sa refonte devrait être confiée à des officiers en loi avec l'aide d'un greffier.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à cinq heures trente.

## Séance du 24 janvier 1900(1)

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1899: savoir: De "The Women's Christian Association of Quebec," et du monastère de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur d'Angers, Montréal. (Document de la session no 16)

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Chauret, la pétition de Fred. C. Henshaw, Montréal.

Par M. Ball, la pétition de Narcisse Trahan, de Nicolet.

Par M. De Grosbois, la pétition de la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe

Par M. Gillies, la pétition de la Compagnie électrique de Hull, et la pétition de "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Co."

Par M. Allard, la pétition de la partie sud de la paroisse de la Visitation de la B.V.M.

Par M. Cherrier pour M. Rainville, la pétition de "The Royal Trust Company", de Montréal.

Par M. Bédard, la pétition de "St. Francis Bridge Company", de Richmond.

Par M. Panneton, la pétition de la corporation du collège Bishop, de Lennoxville.

Par M. Dessaulles la pétition de la compagnie hypothécaire de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Antonio-Achille Leduc et autres, concernant le pont à péage sur la rivière Bécancourt:

De la ville de Chicoutimi demandant des amendements à sa charte, etc;

De la "Canadian Electric Light Co., Limited" demandant une loi à l'effet de ratifier certaines débetures:

De Gabriel Bolduc et autres demandant que le bill concernant le village de Grand-Mère ne devienne pas loi;

De la corporation de la ville des Trois-Rivières demandant d'émettre certaines débetures;

De Jacques-Joseph Boisvert, demandant de valider un acte de vente de Geo. H. Holt à Louis-Alexandre Boisvert;

De "The National Trust Company, Limited." demandant l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

### Rapports de comités

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges). J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

"Votre comité a choisi M. E.-H. Laliberté pour son président, et recommande à votre honorable Chambre de réduire le quorum dudit comité à cinq membres."

Adopté.

### Interpellations:

#### Entretien du chemin Brassard

M. J.-M. TELLIER (Joliette): A-t-il été pourvu par le gouvernement ou par le département de la Colonisation et des Mines à l'entretien de cette partie du chemin Brassard, située dans les limites du corns de Joliette, pour le terme commençant le 1er novembre dernier, et finissant le 1er mai prochain ou pour aucun autre terme entre ces deux dates?

Dans l'affirmative, quelle est le prix qui a été fixé? Qui a été chargé de cet entretien?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse). Les instructions pour l'entretien d'hiver du chemin Brassard dans les comtés de Joliette et de Berthier n'ont pas encore été données.

### Demande de documents:

#### Bois de pulpe

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie de tous les arrêtes en conseil adoptés depuis 1892 inclusivement, ayant trait à la réglementation de l'exploitation du bois de pulpe et à l'imposition ou à la réduction de droits sur la manufacture ou la conversion de ces bois en pulpe et en papier, en cette province, et aussi copie de toute correspondance, depuis la même date, sur le même sujet.

Il dit qu'il n'a pas l'intention de provoquer en ce moment une discussion. Il attend pour cela d'être en mesure de pouvoir étudier les documents, dont il demande la production. Il espère que tous seront mis devant la Chambre. Il fait remarquer qu'il demande aussi copie de tous arrêtes en conseil, adoptés depuis 1892, et cela afin de pouvoir mieux connaître la politique du gouvernement au sujet de l'exploitation du bois de pulpe.

Adopté.

### Documents:

#### Cautionnements

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Dépose sur le bureau de la Chambre un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec depuis le 21 janvier 1899 jusqu'au 21 janvier 1900 inclusivement.

1. MM. Desmarais, M.P., et Cooke, ex. M.P.P. de Montréal, occupaient des sièges sur le parquet de la Chambre, à la droite de l'Orateur.

vement, tel que requis par l'article 633 du statut retourné du Québec (Document de la session no 17)

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean)  
Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur:

M. L'ORATEUR: Lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1901, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 24 janvier 1900.

Il est résolu que ledit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

### **Discours du budget**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Annonce que selon le désir exprimé par l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), le discours sur le budget ne sera prononcé qu'à la séance du soir.

### **Compagnies minières**

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que l'objet de ce bill est de faciliter la création de sociétés minières dans la province. Actuellement, la loi générale des incorporations est trop sévère et détourne de la province les promoteurs de sociétés de ce genre. Le Trésor provincial perd ainsi des ressources qui pourraient être utiles, nos mines ne sont pas exploitées et toutes les compagnies qui se forment se font incorporer dans l'Ontario, la Colombie anglaise ou le New Jersey. Des 75 ou 80 compagnies minières mises sur pied récemment, les  $\frac{3}{4}$  ont obtenu leur charte à l'extérieur de la province. Le New Jersey, qui donne le plus de latitude pour la formation des compagnies, tire annuellement des honoraires d'incorporations un revenu de 4 millions. Le présent bill a pour objet d'assurer à la province de Québec une partie de ces avantages.

Ce bill vise à autoriser les compagnies minières à se constituer en corporation à la condition que le montant des actions souscrites s'élève au minimum

à un quart du capital, comme c'était déjà le cas. Ce bill autorise aussi ces compagnies à émettre des actions au-dessous du pair. Cette disposition, dit-il, a été entourée de plusieurs précautions.

Il explique que les restrictions présentes imposées à la constitution de compagnies à fonds social dans cette province sont généralement avantageuses et dans l'intérêt du public. Cependant, ses collègues et lui-même sont d'opinion qu'elles nuisent à la formation de compagnies minières: car cette catégorie d'entreprise, par son caractère, requiert une législation spéciale.

Le gouvernement propose maintenant, par l'abolition de ces restrictions qu'il juge inutiles et par l'assouplissement qu'il accorde à d'autres, d'assimiler la loi concernant la création de compagnies minières dans la province aux lois en vigueur dans d'autres communautés autonomes. De cette façon, les compagnies désirant se constituer en corporation dans le but de faire des opérations dans la province, pourront adresser leur demande de lettres patentes au gouvernement local au grand avantage de toutes les parties concernées.

Le premier changement consiste à réduire le nombre d'actions qui doivent être payées avant de demander la charte, de 50% à 25% du capital et de réduire de 10% à 2% le montant à être payé. En effet, la clause 4 décrète que "le montant des actions souscrites lors de la requête au lieutenant-gouverneur, le priant d'émettre les lettres patentes constituant la compagnie, doit s'élever à un quart au moins du capital, et le montant alors payé de ces actions doit être d'au moins deux pour cent."

Les pouvoirs accordés aux compagnies minières sont:

"1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques: donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5335 à 5231 des statuts refondus en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers.

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation."

D'après la clause 7, "toute compagnie dont la charte ne prévoit pas de responsabilité personnelle des actionnaires au delà du montant du prix payé ou convenu pour les actions, peut, pour atteindre d'une manière efficace l'objet de sa constitution, ordonner par règlement l'émission d'actions de son capital-actions à tel taux de prime ou d'escompte et aux conditions et termes jugés avantageux. Les certificats d'actions émis conformément aux dispositions de cet article devront porter, en encre rouge, sous au après le nom de la compagnie, les mots: "Constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières du Québec" et si les actions ont été émises au-dessous du pair, les mots: "émises à tel taux d'escompte".

En vertu de la clause 8, "nulle action dans une compagnie minière ne peut être émise au-dessous du pair, si ce n'est en vertu d'un règlement, conformément aux prescriptions de la présente loi: et tout directeur, officier ou agent d'une compagnie, qui agit contrairement aux dispositions de cet article, est passible pour chaque infraction d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

D'après la clause 9, la responsabilité des directeurs n'est liée qu'au salaire dû aux employés.

D'après la clause 11, "nulle compagnie minière dont le bureau principal est situé hors de la province ne peut vendre ou autrement aliéner, directement ou indirectement, dans la province, ses actions, stocks, certificats d'actions, débetures ou autres valeurs à moins qu'elle n'ait au préalable obtenu une autorisation à ces fins du lieutenant-gouverneur."

La clause suivante, clause 12, spécifie les conditions nécessaires à une telle autorisation. La compagnie doit déposer au bureau du secrétaire de la province une procuration nommant un agent principal dans la province.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si ce projet de loi est calqué sur celui de Guernesey.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Répond qu'il est plutôt copié sur la loi d'Ontario.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Rapporte un article paru dans un journal de Montréal au sujet de la

constitution en corporation de monopoles dans les différents États américains. Il demande si ce projet de loi est une copie de la législation en vigueur au New-Jersey où seuls les monopoles peuvent maintenant s'organiser légalement ou si le gouvernement cherche seulement à réagir contre une loi. Il lui semble que la présente mesure est difficile à comprendre. La Chambre est au courant de la situation qui existe aux États-Unis. Cette mesure pourrait être une imitation de la loi du New-Jersey, qui accorde à cet État un revenu annuel de quatre millions par la perception des frais d'incorporation.

Il met en garde le gouvernement contre une législation trop hâtive et contre le danger d'autoriser trop facilement la constitution en corporation de compagnies à fond social dans le but d'amener des investissements au pays. Il attire l'attention sur la catégorie de charte que l'on accorde à certaines compagnies à fond social dans l'État du New-Jersey. On commet une injustice grave dans le but de faire entrer des capitaux dans cet État. On justifie cette politique en invoquant le revenu annuel d'environ quatre millions de dollars que l'État reçoit. A son avis, il serait malheureux que le Québec suive cet exemple.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Répond que les compagnies qui voudront se constituer en corporation devront payer certains montants, mais on ne copiera pas la loi du New-Jersey.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit être fortement opposé au principe de la loi du New-Jersey.

Il souligne les efforts faits dans le but d'annuler certaines chartes obtenues au New-Jersey et ajoute qu'un nombre de ces entreprises, y compris les loteries, font leur entrée au pays.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ne juge pas qu'il soit bon de faciliter outre mesure la création de sociétés? minières qui ne fourniront pas toutes les garanties de stabilité qu'on exige des autres institutions. Ces compagnies "en l'air" n'ont qu'un objet, l'agiotage, et on ne doit pas encourager l'agiotage qui démoralise la population.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Croit que la loi prévoit ce cas et y porte remède. La loi protège les actionnaires.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Est d'avis que cette prétendue protection est absolument à la merci du bureau de direction de la compagnie qui émet l'emprunt et que par conséquent le projet est un véritable encouragement à l'agiotage.

Pour citer son exemple, il dit que si l'on découvrirait des diamants au Québec, il existerait aussi un grand danger de spéculation.

Il dit que les clauses 6 et 7 sont absolument indignes et prêtent à une fraude éhontée. Dans la clause 6, sur demande à cette fin dans la requête pour constitution de la compagnie en corporation ou pour lettres patentes supplémentaires, il est inséré dans les lettres patentes que les actionnaires n'en courront aucune responsabilité au-delà du montant

du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Dans la clause 7, toute compagnie dont la charte ne prévoit pas l'irresponsabilité personnelle des actionnaires au-delà du montant du prix payé ou convenu pour les actions peut, pour atteindre d'une manière efficace l'objet de sa constitution, ordonner par règlement l'émission d'actions de son capital-actions à tel taux de prime ou d'escompte et aux conditions et termes jugés avantageux.

Les actionnaires d'une compagnie peuvent faire une émission au pair ou au-dessous du pair en tout cas à un titre nominal et convenu entre eux, de payer tel ou tel montant et ils ne seront responsables que de ce qu'ils auront convenu entre eux de payer.

Il déclare que le montant exigé pour permettre la formation de la compagnie est trop modique. Il s'élève également contre la confiscation et la vente forcée des actions des porteurs débiteurs, et fait remarquer que la responsabilité des directeurs est limitée aux gages des travailleurs, pour un an seulement.

La seule protection offerte au public est confiée aux directeurs qui peuvent tirer profit de la fraude. Malgré toutes les précautions prises par les banques, tout le monde se souvient de fraudes récentes. Dans ce cas-ci, le gouvernement n'exercerait aucun contrôle. Cette loi est scandaleuse. Le volume de l'agiotage dans les actions minières est déjà trop élevé.

Il n'y a aucune raison de favoriser ainsi la spéculation. On devrait plutôt augmenter le pourcentage du capital actuellement exigé. Cela a même été demandé devant un comité de la Chambre.

**L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):** Si les actions sont vendues cinquante dollars chacune, la responsabilité de factionnaire se limite à cinquante dollars et les actions vendues cinquante dollars doivent être inscrites à l'encre rouge.

**M. A.W. ATWATER (Montréal no 4):** Dit appuyer les remarques du représentant de Terrebonne.

Plusieurs articles de ce bill sont de nature à encourager la spéculation des actions minières qui est déjà trop courante à Montréal, du point de vue légal, il déclare que certaines dispositions du bill sont vraiment surprenantes. Ce bill s'écarte complètement de toute législation précédente adoptée par la Chambre dans ce domaine. D'abord, on ne trouve pas dans le préambule du bill de déclaration évoquant les raisons de l'adoption de ce bill. Ce bill stipule que les actions de compagnies minières peuvent être émises au-dessous de leur valeur nominale. La province n'a jamais autorisé ici une règle de la sorte et si un certificat d'action de compagnie à fonds social constituée en corporation en vertu des lois de notre province porte la dénomination de \$100., cela signifie que cette action a été payée \$100 et pas un sou de moins.

Il fait remarquer que le député d'Huntingdon a fait sa part pour empêcher la dilution de capital.

Il demande au représentant d'Huntingdon si les loteries avaient maintenant la permission de fonctionner dans la province.

**L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):** Répond dans l'affirmative. Il ajoute que les organisateurs de loteries sont les mêmes que sous l'ancienne administration.

**M. A.W. ATWATER (Montréal no 4):** Dit que le présent bill propose ouvertement d'autoriser une personne à payer peut-être \$2.00 pour une action qui est supposée valoir \$100. Les directeurs sont autorisés à vendre les actions au prix qu'ils désirent. Il demande quelles garanties le public peut-il avoir en vertu de ce système? Cela permet de frauder et de tromper le public. Jusqu'ici, la Législature s'opposait résolument à cette activité et avait décidé que quel que soit le capital nominal d'une compagnie, il devait être inscrit au trésor de la compagnie. Ce bill va encourager la capitalisation nominale et fictive des compagnies. Il dit être en faveur de tout développement légitime de nos mines et de nos autres ressources, mais insiste sur le maintien de la bonne réputation de la province.

**M. E- BOUFFARD (Montmorency):** Prend la parole.

**L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):** Répond qu'il semble évident que ses adversaires n'ont pas eu le temps de lire la loi puisqu'ils s'acharnent sur deux clauses qui sont la copie exacte de la loi du Québec ainsi que sur une autre qui est encore plus stricte.

Les parties du bill qui ont été critiquées le plus vivement sont identiques à la loi en vigueur en Ontario ou bien sont une copie de la loi actuelle du Québec et sont aussi en vigueur dans la plupart de nos colonies britanniques et autres gouvernements de type très conservateur.

Quant à l'émission d'actions au-dessous du pair, cette clause a été prise dans la loi d'Ontario. Les trois-quarts de nos compagnies minières ont été constituées en corporation en vertu des lois minières de l'Ontario ou du New-Jersey. Cela occasionne des frais aux promoteurs et le gouvernement pour sa part perd des revenus.

La clause qui prévoit la confiscation d'actions non souscrites au cours d'une période fixe a été prise dans les statuts refondus de la province de Québec et est même plus stricte. La loi proposée stipule que "si un versement reste impayé soixante jours après la demande de paiement, les actions sur lesquelles le versement n'est pas effectué peuvent être confisquées et vendues à l'encan."

La clause concernant la responsabilité des directeurs se trouve dans la loi d'Ontario et dans celle de toute colonie britannique.

**M. G.-A. NANTEL (Terrebonne):** Si l'Ontario a cette loi, cela ne prouve qu'une chose, c'est que nos voisins sont plus avancés que nous.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Dit que quelques autres députés de son côté de la Chambre désirent prendre la parole sur ce sujet.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

À cinq heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à huit heures et demie

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que la Chambre se forme en comité général, vendredi prochain, pour considérer certaine résolution concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène.

Adopté.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

L'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1897, était de

\$25,491,658.16

Tandis qu'au 30 juin précédent, il n'était que de

\$22,156,346.30

Cet excédent s'était donc accru, en une seule année, de

\$ 3,335,311.86

Dont il faut déduire le montant ajouté à notre passif,

durant cette période, par la conversion de la dette, soit

\$ 625,651.42

Laissant une augmentation de passif, durant cette année de 1896-97, de

\$ 2,709,660.44

D'un autre côté, les comptes publics de 1896-97, loin de s'équilibrer, se soldaient par un déficit de \$810,484.20 pour les recettes et les dépenses ordinaires, et de \$984,043.01 des dépenses totales, moins les dépôts de garantie et les subsides de chemins de fer. Ces chiffres, basés sur les états officiels, sont incontestables, et leur exactitude n'a jamais été niée par nos contradicteurs qui, sans les contester, ont cependant cherché à les expliquer contradictoirement en prétendant que, dans le seul mois de l'année 1896-97 écoulé sous notre administration, nous aurions réussi, en négligeant la perception, et en anticipant sur la dépense future, à accumuler le déficit que je viens d'indiquer.

Pour démontrer la futilité d'une pareille prétention, il suffira de se rappeler que le gouvernement qui nous a précédés a tenu les rênes du pouvoir pendant les onze premiers mois de l'année en question, qu'à la fin de cette période, lorsque nous l'avons remplacé, au 26 mai 1897, non seulement la somme totale du budget était épuisée, mais même dépassée au montant de \$24,638.91 et qu'à cette date, le déficit sur dépenses ordinaires s'élevait déjà à \$595,507.77, comme l'établit l'état suivant:

Total des dépenses ordinaires au 26 mai, 1897,

\$ 3,808,001.46

Total des recettes ordinaires au 26 mai, 1897,

\$ 3,212,493.69

Déficit au 26 mai, 1897

\$ 595,507.77

Cette seule démonstration suffirait à rétablir les faits dans toute leur exactitude; mais il y a plus.

Pour que nous fussions coupables d'avoir interrompu intentionnellement la perception des revenus et anticipé inutilement sur la dépense, comme on l'a prétendu, il faudrait qu'il fut prouvé que le chiffre de cette perception était en dessous de la moyenne ordinaire des recettes du mois de juin et que nous aurions, sans nécessité, accumulé avant le 1er juillet 1897 des paiements imputables à l'année suivante. Or, voici les faits: La perception, du 26 mai au 30 juin, pour les années 1895, 1896 et 1897, a été dans les chiffres suivants:

1895	\$513,897.36
1896	\$630,310.11
1897	\$600,906.76

Nous avons donc perçu, du 26 mai au 30 juin 1897, \$87,009 40 de plus que durant la même période de 1895, et \$29,403,35 de moins qu'en 1896. Nos recettes, dans cette période de l'année 1897, ont dépassé de \$28,828.00 la moyenne de celles des mêmes périodes des deux années précédentes, et conséquemment cette accusation qu'on nous a lancée d'avoir négligé la perception afin de grossir le déficit de nos devanciers tombe d'elle-même.

Elle est d'autant plus injuste qu'avant les élections générales, le secrétaire de la province de cette époque avait donné instruction par écrit à son sous-ministre de ne pas presser la perception qui, dans son département, est restée en suspens jusqu'à notre avènement. Ces instructions ont déjà été lues devant cette Chambre et je suis prêt à en déposer copie, s'il est jugé utile.

De notre côté, nous avons pressé la rentrée des fonds par des circulaires aux percepteurs du revenu, déjà connues de cette Chambre et qu'au besoin, je pourrai pareillement déposer officiellement sur ses bureaux.

Afin de démontrer encore plus clairement l'injustice de cette accusation, il suffit d'indiquer le montant des perceptions durant la même période (du 26 mai au 30 juin), dans les cinq années du régime de nos prédécesseurs.

En voici un état extrait des livres de la trésorerie:

En 1892.....	\$ 360,548.96
1893.....	\$ 432,226.33
1894.....	\$ 532,681.89
1895.....	\$ 513,897.36
1896.....	\$ 630,310.11
Total des cinq années.....	\$2,469,664.65
Moyenne dans les cinq années du régime conservateur.....	\$ 493,932.93
Montant perçu en 1897.....	\$ 600,906.76
Nos perceptions dans la période indiquée ont donc excédé de la moyenne des années précédentes.....	\$ 106,973.83

Quant à la seconde prétention, qui consiste à nous accuser d'avoir anticipé sur les paiements futurs afin de grossir la dépense de l'année d'une manière disproportionnée, je n'aurai qu'à mentionner les paiements que nous avons faits, à l'acquit du gouvernement précédent, pour démontrer d'une manière incontestable que ces paiements étaient destinés d'urgence à solder des dettes que nos devanciers n'auraient pu s'exempter de solder avant la fin de leur année financière, sans compromettre gravement le crédit de la province. Il nous a fallu payer, entre autres sommes, les suivantes:

Pour intérêt sur la dette publique.....	\$ 386,623.45
Pour frais de législation.....	\$ 54,679.44
Pour solder les salaires et les dépenses contingentes du gouvernement civil.....	\$ 28,939.11
Pour frais d'administration de la justice, encourus et échus.....	107,664.63
Pour l'instruction publique.....	52,883.34
Pour dettes accumulées dans les départements de l'Agriculture et de la Colonisation.....	29,255.11
Pour travaux publics (ordinaires).....	25,439.30
Sommes dues aux asiles d'aliénés.....	55,151.64
Dépenses diverses.....	75,247.17
	\$ 815,883.19

En soustrayant de ce total, qui représente le montant des paiements faits du 26 mai au 30 juin 1897, la somme de nos recettes, dans la même période.....	\$ 600,906.76
Il reste une différence en moins de.....	\$ 214,976.43
qui, ajoutée au déficit du 26 mai 1897, déjà indiqué.....	\$ 595,507.77
représente exactement le déficit de l'année 1896-97.....	\$ 810,484.20

Ces chiffres sont concluants; ils donnent la preuve mathématique de l'exactitude des calculs qui ont dévoilé les résultats désastreux de l'administration financière de nos prédécesseurs.

il démontrent à l'évidence que le déficit de 1896-97, répudié par mes honorables collègues de la gauche, existait déjà, lors de leur chute, que leurs prétentions au contraire n'ont aucun fondement, et qu'ils en portent, en conséquence, l'entière responsabilité devant le pays.

Tel, en effet, était l'état de nos finances lorsque j'ai entrepris de les équilibrer. Il s'agissait d'éteindre l'énorme déficit que je viens d'indiquer et de lui substituer un excédent. Malgré les difficultés de cette tâche, je n'hésitai pas à l'entreprendre et je suis heureux de pouvoir annoncer aujourd'hui à cette Chambre qu'elle est accomplie.

Dans l'exercice d'une première année, le déficit de \$810.484.20 s'est réduit à \$187.000.00. comme je l'ai démontré l'an dernier, dans mon discours sur le budget, et dans la seconde année, qui s'est terminée au 1er juillet dernier, il a été converti en un excédent, qui, calculé sur les mêmes bases, s'élève à \$33,615 33.

Non seulement les recettes ordinaires présentent sur les dépenses ordinaires l'excédent que je viens d'indiquer, mais en y ajoutant même les dépenses extraordinaires de l'année, s'élevant à \$ 11,059,11, nous restons encore avec un excédent des recettes de l'année sur les dépenses totales ordinaires et extraordinaires, de \$22,556,22,

Notre passif, au lieu de s'accroître comme par le passé, a donc été diminué d'une somme égale à l'excédent que j'ai indiqué; en outre, comme il est démontré dans le tableau de l'actif et du passif produit devant cette Chambre, il s'est déchu d'un montant de \$70,274.67, employé au rachat de quelques-unes de nos obligations de l'émission de 1880, et d'une imputation de \$21.070.17 au fonds d'amortissement de la dette publique; le tout à même le revenu de l'année et représentant ensemble une diminution de l'excédent de notre passif sur notre actif de \$120,241.96.

Ainsi, cet excédent du passif sur l'actif que nos prédécesseurs avaient, durant la seule année 1896-97, augmenté, comme je l'ai démontré, de \$2,709,660.44, a été réduit par nous, l'an dernier, à même le revenu ordinaire, de cette somme de \$120,241.96, que je viens d'indiquer.

Voilà le résultat auquel nous en sommes arrivés, après deux années d'administration: les déficits effacés, la dette publique diminuée et l'équilibre enfin rétabli.

La Chambre me permettra maintenant d'établir brièvement une comparaison entre mes estimations et le résultat obtenu, afin de constater jusqu'à quel point mes prévisions se sont réalisées.

#### Comparaison entre le budget de 1898-99 et le résultat obtenu

##### Budget de la recette

Les estimations du budget des recettes ordinaires pour 1898-99 étaient de.....	\$4,091.999 42
À ce montant il faut ajouter celui perçu par les shérifs et les percepteurs du revenu et ensuite remboursé comme frais de perception, tel qu'énoncé aux comptes publics.....	\$ 73.108 03
	<hr/>
	\$4,165,107 45
Les recettes ordinaires se sont élevées à.....	\$4,223.579 43
	<hr/>
Laissant une différence en plus de.....	\$ 58.471 98
	<hr/>

##### Budget de la dépense

D'après ce budget, les dépenses ordinaires devaient être de.....	\$4,047.456 92
À ce montant il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu, à même leurs perceptions, inclus dans la dépense, tel qu'il appert aux comptes publics, et dont il n'a pas été tenu compte dans le budget.....	\$ 73.108 03
	<hr/>
	\$4,120.564 95
La dépense ordinaire pour cette année 1898-99 a été de.....	\$4,189.964 10
	<hr/>
Laissant une différence en plus de.....	\$ 69.399 15
	<hr/>

Ces différences entre les estimations budgétaires et le résultat obtenu ne sont pas, comme on voit, très considérables, en comparaison de celles des années passées. Elles s'expliquent parfaitement par la variation inévitable dans le produit de plusieurs de nos sources de revenu soumises, comme je le disais l'an dernier, "à l'accident des circonstances qui font, indépendamment des efforts du gouvernement qu'elles subissent dans certains services des variations inattendues".

Elles se réduisent, du reste, à des propositions insignifiantes lorsqu'on les met en regard de celles qui se sont produites dans les exercices antérieurs. Nous en trouvons une preuve frappante dans la simple comparaison suivante entre les budgets de 1896-97 et de 1898-99 avec leurs résultats respectifs



Mon prédécesseur, dans son discours sur le budget de 1896-97, prononcé le 26 novembre 1895, prévoyait un excédent de recettes sur les dépenses ordinaires de. . . . . \$ 160,864.68

Les comptes publics de cette année, (1896-97) loin de justifier ses prévisions, se sont soldés par un déficit de. . . . . \$ 810,484.20

Ce qui constitue un écart de. . . . . S 971,348.88

D'autre part, dans mon discours sur le budget de 1898-99, prononcé le 14 décembre 1897, j'ai donné à prévoir un excédent de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de. . . . . \$ 40,115.42

Il est constaté par les comptes publics de cette même année (1898-99) que j'ai obtenu un excédent de. . . . . \$ 33,615.33

Laissant une variante de. . . . . \$ 6,500.09

La différence est énorme et laisse entrevoir, sans que j'y ajoute aucun commentaire, de quel côté s'est trouvée l'exactitude des calculs.

Mais s'il y a eu des diminutions dans certains services, elles ont été compensées par une augmentation proportionnelle dans d'autres, et le résultat général n'a différé de celui que j'avais prévu que de quelques milliers de piastres. Je citerai pour principaux exemples, le revenu des licences qui présente une diminution de \$68,259.85 sur le montant prévu. Cette diminution est due à une cause incontrôlable qu'il n'était pas possible de prévoir. Elle résulte du fait que, dans un grand nombre de municipalités, les conseils ont refusé d'accorder des certificats recommandant la vente des boissons alcooliques dans leur territoire. Le nombre des licences et les revenus qui en découlent ont été diminués en conséquence. Mais cet écart et quelques autres moins considérables ont été compensés par d'autres sources. C'est ainsi qu'à cause de l'importance que prennent nos pêcheries et nos territoires forestiers, le service des Terres, Forêts et Pêcheries a produit un revenu qui a dépassé mes prévisions. Nos recettes du gouvernement fédéral ont aussi présenté une augmentation due au paiement qui nous a été fait, cette année, des intérêts sur certains fonds en fidéicommis dont le gouvernement fédéral est détenteur, et à l'augmentation du montant de ces fonds par certains versements que le gouvernement d'Ontario y a faits.

Les successions, les corporations commerciales, avec un certain nombre d'autres services moins importants, ont aussi produit un revenu qui a dépassé, comme on pourra le voir, mes prévisions budgétaires.

Ces résultats, qui sont dus à la diligence avec laquelle mes collègues ont veillé à la perception du revenu dans les différents services qui leur étaient confiés, nous ont mis en position de rétablir dans les finances de notre province l'équilibre promis.

Des variations en plus et en moins se sont aussi produites dans la dépense de plusieurs services, entre autres, l'administration de la Justice, l'Agriculture, la Colonisation, les asiles d'aliénés et les dépenses diverses, qui présentent une augmentation sur les déboursés prévus, due à un surcroît de dépenses incontrôlables dans certains services, tels que celui des asiles d'aliénés.

Mais cette légère augmentation est fortement compensée par des économies importantes dans la plupart des départements du service civil, comme je vais maintenant le démontrer.

### Comptes des trois dernières années

Les comptes des trois dernières années s'établissent comme suit: L'exercice qui s'est terminé le 30 juin 1897 s'est soldé, comme je l'ai déjà établi, par un surcroît de dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires représenté par un déficit de. . . . . \$ 810,484.20

Durant l'année 1897-98, ce déficit a été réduit, comme il est constaté dans mon discours sur le budget de l'an dernier, p. 10, à. . . . . \$ 187,030.33

constituant déjà, dans cette seule année financière, une amélioration de. . . . . \$ 623,453.87

Les comptes publics de l'année financière terminée le 30 juin dernier, démontrent que les recettes et les dépenses ordinaires pour cette année y compris les montants perçus sur les taxes des subsides de chemins de fer, ont été comme suit:

Recettes ordinaires. . . . . \$4,223,579.43

Dépenses ordinaires. . . . . \$4,189,964.10

Donnant un excédent de la recette ordinaire sur la dépense ordinaire de. . . . . \$ 33,615.33

ce qui constitue une amélioration dans l'exercice financier de cette année sur 1896-97, de \$844,099.53 et sur 1897-98, de \$220,645.66.

**Comparaison des recettes et des dépenses de 1898-99  
avec celles de 1896-97 et celles de 1897-98**

**Recettes ordinaires:**

Le total des recettes ordinaires de 1898-99, y compris les taxes sur les subsides de chemins de fer, a été, comme je viens de l'indiquer, de.....	\$4,223,579.43
Celui de 1897-98 était de.....	\$4,177,656.35
Augmentation de la recette de 1898-99 sur 1897-98.....	\$ 45,923.08
Cette même recette totale de 1898-99.....	\$4,223,579.43
comparée à celle de 1896-97.....	\$3,874,966.22
Présente une augmentation sur cette année, (1896-97) de.....	\$ 348,613.21

**Dépenses ordinaires:**

Le total des dépenses ordinaires de 1898-99, est de.....	\$4,189,964.10
il était en 1897-98 de.....	\$4,364,686.68
Faisant une diminution de dépenses de 1898-99 sur 1897-98 de.....	\$ 174,722.58
Cette même dépense ordinaire de 1898-99.....	\$4,189,964.10
comparée à celle de 1896-97, de.....	\$4,685,450.42
Présente une diminution sur cette année, 1896-97 de.....	\$ 495,486.32

**Dépenses extraordinaires**

La dépense extraordinaire sur travaux et édifices publics a été, durant l'année 1898-99, de \$39,624.59 moindre que durant l'année 1897-98, et de \$165,773.17 moindre qu'en l'année 1896-97.

**Subsides de chemins de fer**

Les paiements faits au compte des subsides de chemins de fer durant l'année 1898-99 ont été de \$96,205.07 moindres que durant l'année financière précédente. La balance des subsides de chemins de fer autorisés par les différents actes de la Législature, mais dont les conditions sous lesquelles ils devaient être payés n'étaient pas encore accomplies au 30 juin 1899, est de \$815,943.67.

**Remboursement des dépôts de garantie**

Le montant remboursé sur les dépôts de garantie de chemins de fer, durant l'année 1898-99, a été de \$137,841.49 moindre que durant l'année 1897-98. La balance restant à payer sur ces dépôts était, au 30 juin 1899, de \$33,072.12.

J'espère que la Chambre ne trouvera pas trop fastidieux les quelques détails que je crois devoir maintenant lui donner, au sujet de la dépense dans les différentes branches du service public: elle y verra la preuve que nous avons continué, l'an dernier, à pratiquer l'économie promise.

**Service de la dette publique**

Diminution.....	\$ 32,854.00
qui se décompose comme suit:	

**Diminution:**

Intérêt sur la dette flottante.....	\$ 536.53
Intérêt sur la dette consolidée.....	50,051.80
Sur rachat d'obligations.....	17,033.32
	\$ 67,621.65

## Augmentation:

Fonds d'amortissement.....	\$10,392.39
Frais d'administration.....	\$ 1,668.01
Escompte et charges de la conversion de la dette.....	\$22,707.25
	\$ 34,767.65

---

Diminution.....	\$ 32,854.00
-----------------	--------------

---

## Législation

---

Diminution.....	\$ 20,882.97
-----------------	--------------

---

## Diminution:

Sur Conseil législatif.....	\$ 882.18
Sur Assemblée législative.....	11,847.87
Sur impression et reliure.....	10,415.15
Sur dépenses d'élections.....	965.31
	\$ 24,110.51

## Augmentation:

Impression des statuts.....	\$ 906.69
Indemnité aux réviseurs, etc. ....	\$ 2,320.85
	\$ 3,227.54

---

Economie sur 1897-98.....	\$ 20,882.97
---------------------------	--------------

---

Cet état fait voir qu'une sage économie a présidé à l'administration des affaires de cette Législature, pendant la dernière année financière. Je suis certain que cette Chambre se joindra à moi pour en féliciter notre digne Orateur.

Je ferai remarquer, à ce propos, à nos honorables collègues, que non seulement les dépenses législatives ont été, cette année, moindres que les estimations budgétaires, mais qu'elles présentent une économie de \$20,882.97 sur celles de 1897-98, de \$98,596.19 sur celles de 1896-97, et que même en 1895-96, l'année que mes honorables collègues de la gauche veulent bien citer comme modèle d'administration économique, les dépenses de la Législature ont dépassé celles de 1898-99 du montant de \$5,522.05.

Les dépenses totales de la Législature, durant ces quatre années, ont été comme suit:

1895-96.....	\$195,549.27
1896-97.....	\$288,623.41
1897-98.....	\$210,910.19
1898-99.....	\$190,027.22

## Gouvernement Civil

---

Diminution.....	\$ 12,934.38
-----------------	--------------

---

## Diminution:

Sur dépenses contingentes.....	\$ 13,124.38
--------------------------------	--------------

## Augmentation:

Sur salaires.....	\$ 190.00
Economie sur 1897-98.....	\$ 12,934.38

---

**Administration de la justice**

Diminution..... \$ 9,248.56

## Diminution:

Sur salaires et dépenses des shérifs, protonotaires,  
procédure criminelle, etc. .... \$ 13,097.94  
Sur inspection des bureaux publics. .... 267.95  
\$ 13,365.89

## Augmentation:

Sur la police. .... \$ 1,602.30  
Sur les écoles industrielles et  
de réforme. .... \$ 2,515.03  
\$ 4,117.33

Économie sur 1897-98. .... \$ 9,248.56

**Travaux et édifices publics (ordinaires)**

Diminution..... \$ 43,514.75

## Diminution:

Sur loyers, assurances, réparations, etc. .... \$ 17,786.69  
Sur réparations aux cours et palais de justice. .... \$ 12,584.32  
Sur loyers. .... \$ 1,005.63  
Sur assurances. .... \$ 12,432.12  
\$ 43,808.76

## Augmentation:

Sur inspection, etc. .... \$ 294.01

Économie sur 1897-98. .... \$ 43,514.75

**Travaux et édifices publics, (extraordinaire)**

Diminution..... \$ 39,624.59

**Terres, Forêts & Pêcheries**

Diminution..... \$ 4,636.90

## Diminution:

Sur dépenses générales. .... \$ 700.00  
Sur protection des forêts. .... 3,475.18  
Sur publication des cartes  
géographiques. .... 1,808.42  
\$ 5,983.60

## Augmentation:

Sur chasse et pêche. .... \$ 175.76

Sur parc des Laurentides.....	160.43	
Sur comptes en suspens.....	1,010.51	
	\$	1,346.70

Économie sur 1897-98.....	\$	4,636.90
---------------------------	----	----------

### Explorations, arpentages et mines

Diminution.....	\$	7,057.00
-----------------	----	----------

#### Diminution:

Sur service du cadastre.....	\$	8,000.00
Sur arpentages.....		2,257.00
	\$	10,257.00

#### Augmentation:

Sur mines.....	\$	700.00
Sur publication des cartes géographiques.....	\$	2,500.00
	\$	3,200.00

Économie sur 1897-98.....	\$	7,057.00
---------------------------	----	----------

### Agriculture

Diminution.....	\$	21,808.71
-----------------	----	-----------

#### Diminution:

Sur cercles agricoles, etc.....	\$	11,455.52
Société d'horticulture de Québec.....		116.12
Sur écoles d'agriculture.....		8,153.69
Sur écoles vétérinaires.....		96.92
Sur écoles d'industrie laitière.....		3,829.68
Conférences agricoles.....		82.20
Sur mérite agricole.....		670.83
Sur expositions agricoles.....		8,000.00
Ursulines de Roberval, école ménagère.....		2,498.17
	\$	34,903.13

#### Augmentation:

Société d'agriculture.....	\$	17.02
Conseil d'agriculture.....	\$	80.36
Associations laitières.....	\$	967.01
Fête des arbres.....	\$	30.08
Amélioration des chemins ruraux.....	\$	3,999.95
Exposition de Paris.....	\$	3,000.00
Ferme modèle de Compton.....	\$	5,000.00
	\$	13,094.42

Diminution sur 1897-98.....	\$	21,808.71
-----------------------------	----	-----------

Cette diminution de \$21,808.71 porte surtout sur les écoles d'agriculture, certains cercles agricoles et sur certaines associations agricoles spéciales, ainsi que sur quelques fabriques de beurre et de fromage, tandis que l'aide aux associations laitières et à l'inspection des syndicats accuse une augmentation importante. Il en est de même du montant octroyé pour l'amélioration des chemins municipaux.

La diminution sur les cercles agricoles s'explique par le fait que la loi passée à la session de 1898, séparant complètement les fonds affectés aux cercles agricoles de ceux destinés aux sociétés d'agriculture, a eu son plein effet. Les résultats ont été très satisfaisants. Le nombre des cercles agricoles a été porté, de 503 en 1897-98, à 516 en 1898-99, et si le nombre des membres de ces cercles a été quelque peu diminué, c'est parce que sous l'ancien système quelques cercles grossissaient les listes transmises au département, de noms qui n'auraient pas dû s'y trouver. La sphère d'action des cercles s'est agrandie puisqu'il s'en trouve 13 de plus que l'an dernier, et la diminution de leurs membres est compensée par l'augmentation du nombre des membres des sociétés agricoles, augmentation qui se chiffre à plus d'un millier.

La diminution du nombre des beurrieres et des fromageries recevant des subventions du gouvernement est due au fait que celui-ci a, dans la mesure du possible, adhéré à la sage politique de ne pas encourager un trop grand nombre de ces fabriques dans la même municipalité, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. Il faut du reste se rappeler que la politique suivie à cet égard depuis déjà plusieurs années a produit ses fruits en donnant lieu, dans presque tous les centres agricoles, à l'existence d'une ou de plusieurs manufactures de beurre et de fromage, et que le gouvernement est par conséquent appelé à contribuer moins, d'année en année, à l'érection de ces manufactures. Le gouvernement actuel a adopté pour méthode de veiller plutôt à la bonne qualité des produits qu'à la fabrication trop répandue de produits inférieurs et par conséquent de dépenser davantage pour l'inspection des beurrieres et des fromageries dans la province. Les comptes publics indiquent une augmentation de \$1,000 en chiffres ronds, pour ce service, et les dépenses de l'année courante, pour le même service, sont encore plus considérables que par le passé.

La diminution du montant voté pour les écoles d'agriculture s'explique par le fait que l'école de l'Assomption n'a rien ou presque rien reçu et que l'octroi à une autre école a été considérablement diminué.

La somme de \$2,498.17 payée l'an dernier aux Ursulines de Roberval était la balance due pour la reconstruction de leur établissement incendié et ne représente plus une dépense annuelle.

Une diminution de \$8,000 qui s'est produite dans les octrois aux expositions de la province, est due au fait que le gouvernement a restreint le montant accordé à des associations particulières, au bénéfice, dans une certaine mesure, des sociétés agricoles organisées d'après la loi générale sur l'agriculture.

Ces constatations démontrent que, tout en pratiquant une économie réelle, le gouvernement, loin de négliger les intérêts de la classe agricole, a su, au contraire, employer à propos ce que les ressources de la province lui permettaient de dépenser.

### Colonisation

Quoique la dépense de ce service présente une certaine diminution sur l'année précédente, nous sommes en mesure d'établir que l'argent employé a produit des résultats considérables pour la colonisation. Il ne faut pas oublier que le soin apporté dans la distribution des fonds votés peut, dans une large mesure, suppléer à la modicité des subsides, le bon emploi des sommes destinées aux chemins de colonisation étant plus important que le montant plus ou moins élevé qu'on y consacre.

Nous avons pu, durant cette année 1898-99, ouvrir et compléter à neuf des chemins, sur un parcours de 35 milles, parachever des chemins commencés l'année précédente, sur une étendue de 120 milles, en ébaucher comme chemins de colonisation une longueur de 115 milles, et réparer d'anciens chemins, sur un parcours de 258 milles, formant un total de 528 milles pour les travaux de l'année.

Ce court tableau démontre que les travaux de colonisation proprement dits n'ont pas été négligés.

C'est dans la réparation des chemins que les fonds votés sont le plus souvent exposés à être détournés de leur destination réelle. Avec une vigilance rigoureuse dans cette distribution et le concours de la députation, qui comprend dans quelles limites étroites, au point de vue financier, sont réduits nos moyens d'action, j'ai la conviction que nous pourrions maintenir ce service dans son état normal, tout en proportionnant le crédit qu'on y applique aux ressources de la province.

### Instruction publique

Le chapitre des dépenses pour l'instruction publique n'indique pas dans les comptes publics de 1898-99, tous les déboursés faits durant l'année. des sommes considérables destinées à renseignement étant portées au chapitre des dépenses diverses. Celles-ci comprennent les octrois spéciaux accordés à certaines maisons d'éducation et une partie du montant affecté aux écoles du soir. C'est pourquoi quelques-uns de nos adversaires, dont je ne veux pas, en imitant leur procédé à mon égard, contester la bonne foi, mais à qui je suis en droit de reprocher de s'être prononcés sans consulter suffisamment les comptes publics, nous lancent injustement l'accusation d'avoir pratiqué dans ce service une économie indue, en privant l'instruction publique de sa quote-part légitime de dépense.

S'il est une question que l'on doive traiter avec exactitude et impartialité, c'est bien celle de l'enseignement de notre jeunesse. Devant elle, l'esprit de parti doit disparaître et faire place à un sentiment plus généreux et plus large, tendant à réunir l'effort de tous les hommes bien pensants, quelles que soient leurs sympathies politiques, pour promouvoir cette oeuvre si éminemment nationale.

C'est ce que n'ont pas compris nos accusateurs, comme je vais le démontrer par le tableau suivant ou se trouvent les détails du budget des dépenses ordinaires pour ce service, en regard des dépenses encourues en 1898-99:

	Voté	Dépensé
Éducation supérieure.....	\$ 71,000.00	\$ 71,000.00
High Schools, Québec et Montréal.....	2,470.00	2,470.00
Compensations aux instituteurs catholiques.....	4,940.00	4,940.00
Écoles publiques.....	160,000.00	160,000.00
Écoles des municipalités pauvres.....	13,000.00	13,000.00
Écoles normales.....	43,000.00	43,000.00
Inspection des écoles.....	36,000.00	36,000.00
Instituteurs en retraite.....	8,000.00	8,000.00
Fonds de pension des instituteurs.....	1,000.00	1,000.00
École des sourds-muets.....	12,000.00	12,000.00
École des sourdes-muettes de Mile-End.....	500.00	500.00
Conseil d'Instruction publique.....	2,000.00	2,000.00
Publication des journaux de l'Instruction publique.....	1,500.00	1,500.00
Musée scolaire.....	600.00	600.00
Rapport du surintendant.....	500.00	500.00
Succursale de l'Université Laval, à Montréal.....	4,000.00	4,000.00
High School, Montréal, du révérend M. Quinlivan.....	1,000.00	1,000.00
Arts et manufactures.....	13,000.00	12,871.53

Comme l'indique ce tableau, nous avons dépensé le montant exact des différentes sommes mises à notre disposition dans le budget ordinaire de l'Instruction publique, sauf un reliquat insignifiant de \$128.47 resté disponible sur la somme affectée aux arts et manufactures.

Nous avons dépensé en outre, pour les objets indiqués dans la loi 60 Victoria, chapitre 3, tels que l'avancement de l'enseignement élémentaire, l'assistance aux écoles pauvres, etc.....

.....	\$ 34,275.99
Et de plus, en subventions à diverses maisons d'éducation.....	\$ 2,500.00
	-----
	\$ 36,775.99
	=====

Non seulement les crédits ordinaires pour les écoles élémentaires, pour l'éducation supérieure, pour les institutions d'enseignement littéraire, scientifique et industriel ont été employés intégralement, mais nous y avons ajouté considérablement pour les fins que je viens d'indiquer. Nous avons, en outre, fondé à Montréal, une école normale pour les élèves institutrices, actuellement en pleine opération. Nous avons aussi pourvu à la distribution gratuite d'une carte géographique de cette province, dans toutes les écoles publiques. Cette carte est maintenant prête et la distribution s'en fera prochainement.

Nous nous préparons de plus à faire distribuer gratuitement une série de livres d'enseignement élémentaire dans nos écoles primaires.

Des conférences pédagogiques ont été données par les inspecteurs d'écoles, dans leurs districts respectifs, et un grand nombre d'instituteurs et d'institutrices en ont profité pour se perfectionner dans l'art de l'enseignement. Afin de les encourager dans cette étude, nous avons distribué annuellement une forte somme en primes, accordées à ceux qui ont fait preuve de plus d'application, d'aptitudes et de succès. Par ce moyen nous gratifions les plus méritants d'une compensation importante pour la faible rémunération qu'ils reçoivent de leurs services dans plusieurs municipalités scolaires, tout en évitant les conflits regrettables qui se seraient produits si des mesures plus rigoureuses eussent été adoptées.

Tous ces progrès accomplis, ou en voie d'accomplissement, démontrent que nous nous appliquons assidûment, dans la mesure de nos ressources financières, à l'avancement de l'enseignement élémentaire et que nos promesses à cet égard sont en pleine voie d'accomplissement. Cette tâche ne peut se compléter en un jour. Elle est de longue portée et requiert de fortes dépenses qui ne peuvent se fixer d'une manière précise pour chaque exercice annuel, mais que nous soldons au fur et à mesure qu'elles sont encourues et deviennent exigibles.

L'état suivant indique au complet les dépenses que le gouvernement a faites, l'an dernier, pour la cause de l'éducation, et fait voir que, tout en accordant aux écoles communes, à l'enseignement supérieur et aux institutions littéraires, scientifiques et industrielles le plein montant qui leur est assigné dans le budget, et tout en favorisant d'une manière spéciale les écoles du soir et les municipalités pauvres, il a su pratiquer une économie utile, sur certains chefs de dépenses, sans entraver le progrès de l'enseignement.

Les comptes publics pour l'année 1898-99 n'indiquent comme dépense générale pour l'Instruction publique, y compris les institutions littéraires, scientifiques, etc., indiquées ci-dessus en détail, qu'une somme de.....

\$ 389,014.81

Il faut y ajouter les sommes suivantes, énumérées au chapitre des dépenses diverses:

Octroi au collège d'Acton.....	\$ 500.00
Octroi au couvent de Roxton.....	600.00
Octroi au collège de Roberval.....	400.00
Octroi à l'école modèle de Douglastown.....	1,000.00
Écoles du soir.....	21,142.71

---



---

\$ 412,657.52

En 1895-96, les dépenses générales pour l'instruction publique, etc., ont été d'après les comptes publics, de... auxquelles il faut ajouter les sommes suivantes, mentionnées au chapitre des dépenses diverses:

Octroi au couvent de Kildare.....	\$ 200.00
Dépenses pour écoles du soir.....	6,791.00

---

\$ 6,991.00

---

\$ 389,750.76

À déduire, les économies effectuées en 1898-99 sur les dépenses de 1895-96:

Inspection des écoles.....	\$ 6,000.00
Livres de prix, (remplacés par un octroi aux municipalités pauvres).....	6,000.00
Publication du Journal de l'Instruction publique.....	750.00
Congrès d'archives.....	500.00
Copie d'archives.....	1,499.76

---

\$ 14,749.76

Laissant, déduction faite de ces économies, une balance pour 1895-96, de.....

---



---

\$ 375,001.00

et donnant, sur des bases identiques, un excédent de dépenses de 1899 sur 1896, de.....

---

\$ 37,656.52

#### Asiles d'aliénés

Augmentation..... \$ 40,195.00

Asile de Beauport.....	\$ 544.72
Asile de la Longue-Pointe.....	25,595.02
Asile Saint-Ferdinand-d'Halifax.....	1,038.93
"Protestant Hospital for the Insane".....	10,794.74
Hospice de la Baie-Saint-Paul.....	2,326.87
Octrois des institutions de charité.....	195.00

---

\$ 40,495.28

Diminution: Dépenses générales..... \$ 300.28

Augmentation de 1899 sur 1898..... \$ 40,195.00

#### Dépenses diverses

Augmentation..... \$ 8,941.88

Divers en général.....	\$ 3,852.14
Inspection des chemins de fer.....	\$ 127.35
Écoles du soir.....	\$ 9,142.71



Loi des établissements industriels.....	\$ 1,044.91
Salaires et contingents des registrateurs.....	\$ 2,951.91
Sur la loi d'arbitrage, 54 Victoria, chapitre 4.....	\$ 271.06
Tenure des terres dans les Iles-de-la-Madeleine.....	\$ 94.51
Pensions spéciales.....	\$ 1,350.00
Inspection des associations de bienfaisance.....	\$ 295.84
Paiements par les officiers du revenu sur perceptions.....	\$ 9,515.70
	-----
	\$28,646.13

#### Diminution:

Fonds des municipalités.....	\$ 72.00
Sur dépense pour vaccin.....	\$ 125.00
Gazette officielle.....	\$ 1,402.14
Timbres, licences, etc.....	\$ 1,202.75
Pensions de retraite.....	\$ 127.09
Révision du code de procédure.....	\$ 6,652.33
Frais de séquestre du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.....	\$ 7,282.38
Dépenses du trafic Q. M. O. & O.....	\$ 1,016.06
Chemin maritime, Gaspé.....	\$ 1,824.50
	-----

\$ 19,704.25

Augmentation de 1899 sur 1898.....

\$ 8,941.88

#### Mandats spéciaux

On a reproché au gouvernement actuel d'avoir émis, en arrivant au pouvoir, des mandats spéciaux, contrairement, disait-on, à l'esprit de notre constitution. Je croyais avoir répondu à cette accusation d'une manière concluante, dans mon discours sur le budget de l'année 1897-1898, où la matière est traitée spécialement à la page 16. Mais puisque l'on revient constamment sur cette prétention injuste, je veux bien exposer de nouveau les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous sommes trouvés au début de nos fonctions ministérielles, afin de rétablir une dernière fois les faits dans toute leur exactitude.

"La loi du trésor est formelle à ce sujet. Elle décrète, en l'article 784 S. R. B. C, que "si une occasion se présente, lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur rapport du trésorier qu'il n'y a pas de dispositions législatives, et du ministre chargé de la branche particulière du service, qu'il y a une nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire."

Or, comme le démontrent les documents officiels, au 26 mai 1897, lors de notre avènement, les crédits votés pour la plupart des départements étaient depuis longtemps épuisés et nos prédécesseurs, qui nous accusent aujourd'hui, avaient eux-mêmes émis, dans le cours de l'année, des mandats spéciaux au montant de \$303,701.44 pour faire face au surcroît de leurs propres dépenses sur les crédits autorisés par la Législature.

Bien plus, comme je l'ai démontré en commençant cet exposé, il nous restait à solder, en face d'un budget épuisé par le gouvernement précédent, des dettes urgentes, imputables à l'exercice en cours, au montant de \$815,883.19. Que nous restait-il à faire? Retarder les paiements pour en charger le budget de l'année suivante? Nos contradicteurs, si scrupuleux sur le respect des règles constitutionnelles depuis qu'ils ont perdu le pouvoir, n'oseraient pas le prétendre. Du reste, la nature même des dettes encourues, et que j'ai déjà énumérées, n'admettait aucun retard, dans l'intérêt du crédit de notre province. L'urgence était donc absolue, et pour solder ces lourds reliquats de comptes encourus par nos prédécesseurs, il n'existait aucune disposition législative. Il fallait, pour l'honneur de la province, recourir au seul moyen que la constitution nous permettait d'employer: le mandat spécial.

Jamais ce recours n'a été employé plus légitimement et il sied mal à nos adversaires, en présence d'une situation financière qu'ils ont eux-mêmes créée, de proclamer, comme ils l'ont fait dans la presse et dans les assemblées publiques, une prétendue violation de la constitution, et de se dire scandalisés d'un acte légitime, accompli pour le bien public, afin d'éteindre un surcroît de dépenses accumulées par le fait de leurs propres extravagances. Leur critique est d'autant plus injuste, qu'en dépit de leurs principes sciemment erronés, ils ont eux-mêmes, avant leur chute, comme je l'ai démontré, émis des mandats spéciaux pour l'énorme montant de \$303,000.00, afin de solder des dettes créées sans l'autorisation législative, qu'une économie judicieuse aurait pu leur faire éviter. S'il nous a fallu en compléter le paiement par le seul moyen

que la loi nous permettait d'employer, il ne leur appartient pas de nous en faire un reproche.

### L'année courante

On verra par l'examen de l'état indiquant les mandats spéciaux émis depuis le 1er juillet dernier et du budget supplémentaire pour l'année courante, soumis à cette Chambre, que certains services nécessiteront quelque augmentation sur le montant qui leur avait été assigné dans le budget pour l'année courante, à cause de besoins urgents qui ont surgi depuis la dernière session.

Mais, d'autre part, ce surcroît de dépenses sera, j'en ai la ferme confiance, amplement compensé par la diminution de la dépense et l'augmentation du revenu dans d'autres services. Ainsi, il est plus que probable que les frais occasionnés par la dette publique sont à peu près \$30,000.00 moins élevés que le montant voté pour cet objet, cette différence étant due à la réduction du nombre des obligations de l'emprunt de 1880, soumises au tirage, qui

seront rachetées à cause du fait qu'un bon nombre d'entre elles ont déjà été rachetées dans les opérations de la conversion de la dette.

D'un autre côté, la recette, d'après toutes les probabilités, dépassera sensiblement le montant des estimations du budget. Celle provenant des terres, forêts & pêcheries et de plusieurs autres sources de revenu nous fait entrevoir une augmentation considérable sur la recette que je leur ai attribuée dans mon discours budgétaire.

À tout événement, c'est notre intention bien arrêtée de continuer à pratiquer la plus stricte économie, partout où l'intérêt public le permettra et de presser avec diligence la collection du revenu. Il n'y a donc pas lieu de prévoir que le résultat général des opérations de l'année pourra beaucoup différer de celui que j'ai prévu l'an dernier.

J'en viens maintenant aux comptes de 1900-1901 dont je me suis efforcé d'établir l'estimation en recette et en dépense, aussi exactement que me l'ont permis les renseignements minutieux que j'ai obtenus des différents départements:

### État E.

#### Recettes probables, 1900-1901

##### Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'Acte de l'A. B. du N.	\$959,252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommis.	\$ 72,848.41	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4.	\$127,460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8.	\$119,700.00	
		\$1,279,261.89

##### Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	\$300,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.	\$ 10,000.00	
		\$ 310,000.00
Terres, Forêts et Pêcheries.		\$1,090,000.00
Mines.		\$ 15,000.00

##### Administration de la justice:

Timbres judiciaires.	\$195,000.00	
Honoraires judiciaires.	15,000.00	
Fonds de bâties et des jurés (Revenu brut).	38,600.00	
Entretien des prisonniers.	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.	4,000.00	
Amendes.	200.00	
Prison de Montréal.	1,500.00	
Autres prisons — Gain des prisonniers.	200.00	
Palais de justice de Montréal.	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec.	500.00	
		\$ 270,000.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des ré- térateurs salariés).	70,000.00
Licences. (Revenu brut).	650,000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales.	175,000.00
Droits sur successions.	265,000.00

Commissions sur honoraires d'officiers publics.	\$ 6,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques.	200.00
Entretien des aliénés.	50,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.	25,000.00
Législation.	9,000.00
Gazette officielle.	20,000.00
Loyers d'édifices publics.	1,000.00
Revenu casuel.	7,000.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions.	400.00
Contributions aux pensions, service civil.	5,000.00
Prime, escompte et change.	1,500.00
	<hr/>
	\$4,249,361.89
Taxes sur les subventions de chemins de fer.	\$ 30,000.00
	<hr/>
	\$4,279,361.89

### État F.

#### Dépenses probables, 1900-1901

Dette publique.	\$1,549,493.94
Législation.	193,894.70
Gouvernement civil.	279,708.04
Administration de la justice, etc.	522,200.00
Instruction publique, etc.	437,060.00
Travaux et édifices publics.	135,905.71
Agriculture.	189,150.00
Terres, Forêts et Pêcheries.	139,000.00
Colonisation et Mines, etc.	138,250.00
Asiles des aliénés, écoles de réforme, etc.	434,000.00
Institutions de bienfaisance.	44,570.75
Services divers.	149,925.00
	<hr/>
	\$4,213,158.14
Travaux et édifices publics extraordinaires.	22,300.00
	<hr/>
	\$4,235,458.14
Subventions de chemins de fer.	349,672.50
	<hr/>
	\$4,585,130.64
	<hr/>
D'après les tableaux qui précèdent, les revenus probables de l'année 1900-1901, seront de.	\$4,279,361.89
D'un autre côté, la dépense est estimée à.	\$4,235,458.16
	<hr/>
Donnant un excédent de la recette sur la dépense de.	\$ 43,903.75
	<hr/>

#### Opérations de caisse 1898-99

L'état suivant nous fait voir les opérations de caisse pendant l'année 1898-99:

Argent en banque, au 30 juin 1898, compte courant.	\$ 22,243.22
Argent en banque, au 30 juin 1898, étant la balance du produit des emprunts.	\$ 468,420.37
	<hr/>
	\$ 490,663.59

À même cette somme les montants suivants ont été payés, du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899:

Pour mandats non payés au 30 juin 1898.	\$191,639.36
---	--------------

Pour subsides de chemins de fer.....	\$100,079.17	
Pour dépôts de garantie de chemins de fer.....	\$ 99,630.37	
		<u>\$ 391,348.90</u>
		\$ 99,314.69

Sans compter les subsides de chemins de fer et le remboursement des dépôts de garantie de chemins de fer, les déboursés, du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899, ont été comme suit:

Dépense ordinaire.....	\$4,189,964.10	
Dépense extraordinaire.....	\$ 11,059.11	
Fonds en fidéicommiss.....	\$ 33,387.60	
		<u>\$4,234,410.81</u>

Les recettes, du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899, ont été comme suit:

Recettes ordinaires.....	\$4,223,579.43	
Fonds en fidéicommiss.....	\$ 26,010.56	
		<u>\$4,249,589.99</u>

Excédent de recettes.....		\$ 15,179.18
La balance en argent, au 30 juin 1899 est de.....		\$ 114,493.87
A savoir:		
Argent en banque.....	\$201,970.05	
Moins les mandats impayés dont le montant est compris dans les déboursés ci-dessus indiqués.....	\$ 87,476.18	
		<u>\$ 114,493.87</u>

#### État approximatif de l'actif et du passif de la province de Québec, au 30 juin 1899

##### Passif

Sans compter l'augmentation résultant de la conversion, la dette consolidée était de.....	\$33,413,420.00	
Augmentation par suite de la conversion.....	\$ 1,715,427.72	
		<u>\$35,128,847.72</u>
À ce montant il faut ajouter:		
Les emprunts temporaires.....		\$ 700,000.00
Les fonds en fidéicommiss.....		\$ 329,946.03
Les dépôts de garantie de chemins de fer.....		\$ 33,072.12
Mandats impayés.....		\$ 87,476.18
Les subsides de chemins de fer, sanctionnés mais non encore gagnés.....	\$ 333,695.50	
Subvention en terres converties en subsides en argent, à raison de 52½¢ de l'acre, autorisés mais non encore gagnés.....	\$ 482,248.17	
		<u>\$ 815,943.67</u>
La perte sur le dépôt à la Banque d'échange.....		\$ 25,218.75
Des débetures du palais de justice de Québec.....		\$ 200,000.00
		<u>\$37,320,504.47</u>

##### Actif

Partie du prix du Q. M. O. & O. déposée en banque.....	\$ 353,390.00
Partie du prix du Q. M. O. & O. placés en obligations de la province de Québec, au montant de \$29,000.00, dans l'emprunt de 1878, contracté à 109.....	\$ 31,610.00

Partie du prix Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec.....	\$ 200,000.00	
Partie du prix du Q. M. O. & O. placée en obligations de la ville de Québec.....	\$ 15,000.00	
Balance restant due sur le prix du Q. M. O. & O.....	\$7,000,000.00	
		\$7,600,000.00
Fonds inscrits 3% de la province de Québec.....		31,747.95
Subsides de chemins de fer accordés par l'acte du 'Canada, 47 Victoria, chapitre 8.....	2,394,000.00	
Argent en banque.....	201,970.05	
École normale Jacques-Cartier, dont le coût devra être remboursé à même le produit de la vente de la propriété.....	5,391.11	
Réclamations des héritiers de feu l'hon. T. McGreevy.....	100,000.00	
Avances à différentes personnes.....	161,832.89	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu des statuts 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16....	200,000.00	
		\$10,694,942.00
L'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1899, était donc de.....		\$26,625,562.47
Une comparaison entre le tableau qui précède et le relevé de l'actif et du passif au 30 juin 1898, démontrera que les changements que je vais indiquer se sont produits par suite des déboursés et des recettes pendant l'année.		
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1898 était de.....		\$25,830,523.57
Augmentation du passif:		
L'accroissement de la dette consolidée par suite de la conversion.....	\$ 915,280.86	
Diminution du passif:		
Les fonds en fidéicommis.....	\$ 4,057.94	
Rachat de la dette consolidée.....	\$ 70,274.67	
Dépôts de garantie de chemins de fer.....	\$ 99,630.37	
Subsides de chemins de fer.....	\$ 109,730.17	
Mandats impayés.....	\$ 104,163.18	
	\$ 387,865.33	
		\$ 527,415.53
Excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1899.....		\$26,625,562.47
Excédent du passif, au 30 juin 1898.....	\$25,830,523.57	
Excédent du passif, au 30 juin 1899.....	\$26,625,562.47	
Augmentation de l'excédent du passif.....		\$ 795,038.90
Augmentation de la dette consolidée, par suite de la conversion.....		915,280.86
Diminution de l'excédent du passif, au compte du capital de la dette.....		\$ 120,241.96
Cette diminution se décompose comme suit:		
Surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, y compris le rachat des obligations de 1880 et l'achat de fonds inscrits pour pourvoir au fonds d'amortissement.....	\$33,615.33	

Montant dont la dette consolidée a été diminuée.....	\$70,274.67
Montant qui a servi à augmenter le fonds d'amortissement.....	\$21,070.17

Le montant ainsi employé à même les recettes ordinaires est donc de.....	\$91,344.84
Subsides de chemins de fer, périmés par défaut de parachèvement des travaux.....	\$ 9,660.00
Revenus du fonds du palais de justice du district d'Ottawa.....	\$ 263.83

\$ 134,884.00

De ce montant il faut déduire des déboursés extraordinaires pour travaux et édifices publics, s'élevant.....	\$11,059.11
Ainsi que le paiement à la ville de Hull, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 7, de.....	\$ 3,582.93

\$ 14,642.04

\$ 120,241.96

#### Dette consolidée

Au 30 juin 1898, la dette consolidée était de.....	\$34,283,841.53
Au 30 juin 1899, elle s'élevait à.....	\$35,128,847.72

Augmentation de la dette consolidée en 1898-99.....	\$ 845,006.19
---	---------------

Voici comment s'explique cette augmentation —

Émission de fonds inscrits à 3% pour la conversion de \$3,961,743.97.....	\$4,877,024.83
---	----------------

Les obligations rachetées de l'emprunt de 1880.....	\$ 70,274.67
---	--------------

Les obligations de divers emprunts rachetés par la conversion de la dette.....	\$3,961,743.97
--	----------------

\$4,032,018.64

\$ 845,006.19

Une somme de \$21,070.17 a été ajoutée, pendant l'année, au fonds d'amortissement qui s'élève maintenant à \$10,025,747.95, ce qui réduit la dette consolidée à \$25,103,099.77.

#### Dette flottante

Au 30 juin 1899, la dette flottante comprenait:	
Les emprunts temporaires.....	\$ 700,000.00
Les fonds en fidéicommis.....	329,946.03
Les dépôts de garantie de chemins de fer.....	33,072.12
Les mandats impayés.....	87,476.18
Les subsides de chemins de fer, accordés mais non encore gagnés.....	815,943.67
La perte sur le dépôt à la Banque d'échange.....	25,218.75

Formant un total de..... \$ 1,991,656.75

Dont il faut déduire:	
L'argent en banque.....	\$ 201,970.05
Les réclamations pour prêts et avances faits à différentes	

personnes et corporations au montant de	\$ 267,224.00	
		\$ 469,194.05
		<u>\$ 1,522,462.70</u>

Donnant une réduction de \$18,897, opérée durant l'année.

#### Conversion de la dette, en vertu de la loi 60 Victoria., Chapitre. 2

Au cours de l'année financière 1898-99, la Banque de Montréal, en exécution du contrat approuvé par arrêté en conseil, le 17 avril 1897, a opéré conversion des obligations de la province, dont suit l'énumération:

Emprunt de 1874.....	\$847,773.33	
Emprunt de 1876.....	\$889,626.66	
Emprunt de 1878.....	\$158,000.00	
Emprunt de 1880.....	\$835,217.33	
Emprunt de 1882, Québec.....	\$ 13,000.00	
Emprunt de 1882, Londres.....	\$644,346.66	
Emprunt de 1888.....	\$289,080.00	
Emprunt de 1894, Londres.....	\$284,699.99	
		<u>\$3,961,743.97</u>

La prime payée sur ces obligations s'est élevée à.....	\$ 427,578.33	
		<u>\$4,389,322.30</u>

L'escompte sur l'émission des fonds inscrits s'est élevé à...	\$ 487,702.53	
Montant de l'émission des fonds inscrits, à 3% en échange de ces obligations.....	\$4,877,024.83	

La dette a donc été augmentée, durant l'année, par suite de la conversion, de la somme de \$915,280.86.

La somme totale convertie au 30 juin 1899, s'élevait à...	\$7,333,297.31	
Les fonds inscrits à 3%, qui sont le résultat de cette conversion, s'élèvent à.....	\$9,048,725.03	

L'accroissement de la dette due à la conversion est donc de.....	\$1,715,427.72	
--	----------------	--

L'intérêt annuel sur ces \$7,333,297.31 d'obligations converties était de.....	\$ 328,414.74	
--	---------------	--

L'intérêt annuel sur les \$9,048,725.03 de fonds inscrits qui remplacent ces obligations est de..... \$271,461.75  
Le fonds d'amortissement annuel, requis pour le rachat, dans 40 ans, de ces \$1,715,427.72 d'accroissement de la dette est..... \$ 22,750.65

\$ 294,212.40

L'économie opérée par la conversion jusqu'à la date de la maturité des obligations originales, sera annuellement de.....	\$ 34,202.34	
--	--------------	--

En regard de cette économie annuelle, il convient cependant de mettre \$56,653.47 de commutation des frais de timbres sur \$9,048,725.03.

Le contrat qui avait été passé, en avril 1897, entre mon prédécesseur et la Banque de Montréal, pour la conversion de la dette de cette province, expira le 1er mai dernier.

Avant cette date, la banque offrit de continuer la conversion aux mêmes conditions, mais le gouvernement ne trouvant pas ces conditions suffisamment avantageuses, dans les circonstances actuelles, refusa de le renouveler. Cependant un arrangement fut conclu, en vertu d'un arrêté en conseil du 30 juin 1899, par lequel la Banque de Montréal s'engageait à convertir, à la volonté du gouvernement, les obligations qui lui seraient offertes, moyennant une commission de un demi pour cent sur la valeur nominale des obligations converties, la province devant encourir les frais de courtage qui s'élèveraient, à peu près, à trois huitièmes pour cent.

La valeur de nos fonds inscrits portant trois pour cent s'était accrue de 90 à 95 pour cent, mais à cause de la dépression récente du marché monétaire, aucune transaction n'a encore eu lieu, et le gouvernement attendra des circonstances plus favorables pour autoriser de nouvelles conversions.

Le gouvernement est d'opinion qu'en vue de l'échéance prochaine des emprunts de 1884, 1876 et 1878 et du fait que le fonds d'amortissement créé pour leur rachat deviendra remboursable au gouvernement, à la même époque, il n'est pas dans l'intérêt de la province de les convertir par des obligations devant échoir dans trente-huit ans d'ici, en s'exposant par là au danger de ne pouvoir de nouveau placer ce fonds d'amortissement à un taux d'intérêt équivalent à celui que nous aurions à payer pour nos fonds inscrits.

La correspondance à ce sujet sera soumise à la Chambre.

### Arbitrage

Annuités supplémentaires des sauvages du Lac Supérieur et du Lac Huron.

J'ai fait dans mon discours sur le budget de l'an dernier l'historique bien complet de ces réclamations du gouvernement de la Puissance, pour le compte des sauvages, contre les provinces d'Ontario et de Québec, conjointement, et j'ai constaté, à cette occasion, qu'il ne restait alors à déterminer que le montant de la responsabilité collective des deux provinces, en vertu du jugement de la Cour suprême et des sentences des arbitres.

Tout cela est maintenant accompli, et le montant total de ces annuités auxquelles les Indiens ont droit pour les années qui sont écoulées depuis la date des traités Robinson, en 1850, jusqu'au 31 décembre 1892 a été fixé à \$113,000, cette dernière date étant celle à laquelle tous les comptes ont été soumis aux arbitres.

Il restait cependant les annuités supplémentaires, accrues et à accroître, au débit des provinces, depuis le 31 décembre 1892, et pour le temps à venir, tant et aussi longtemps que ces tribus auraient existé, avec la probabilité que le nombre de leurs membres s'accroîtrait, au lieu de diminuer. Dans ces circonstances, il fut proposé par le gouvernement de la Puissance qu'une moyenne d'annuité à laquelle les sauvages pourraient avoir droit serait fixée et le capital de cette annuité mis au compte conjoint des deux provinces, comme au 31 décem-

bre 1892, les provinces devant être, par ce moyen, libérées après cette date de toute responsabilité relativement à ces annuités. À la suite de certaines négociations, il fut conclu entre les trois gouvernements de fixer la moyenne de l'annuité à \$8,200.00 et de la capitaliser au taux de 4 pour cent. Conséquemment, le montant à être porté au compte conjoint des deux provinces, à la date du 31 décembre 1892 pour cette capitalisation est de \$205,000.00, lequel ajouté aux \$113,000 d'arrérages accumulés avant 1892, forme un total de \$318,000, au débit des provinces. Mais comme la sentence des arbitres a décrété que les annuités payées annuellement par le gouvernement fédéral aux sauvages, après 1873, doivent être portées au compte des provinces, à la date de chaque versement, et comme ce compte porte intérêt à 5 pour cent pour le montant total, cette dette conjointe, en y comprenant l'intérêt jusqu'au 31 décembre 1892, serait de \$347,800, en y ajoutant l'intérêt accru jusqu'au 31 décembre 1899, \$459,100.00. Comme la quote-part de Québec dans la dette conjointe des deux provinces s'élève approximativement aux 4/9, il s'ensuit que notre responsabilité, au lieu de n'être que de \$5,000, comme c'eût été le cas si la sentence équitable rendue par les arbitres au premier abord eût été maintenue, s'est élevée, en vertu des jugements de la Cour suprême et du Conseil privé, rendus sur des technicalités légales, à une somme de \$200,000, calculée jusqu'au temps présent.

### Fonds des écoles communes

Dans cette affaire, la majorité des arbitres, par leur s'entende du 22 mars 1899, décréta que le revenu du fonds des écoles communes serait divisé entre les provinces d'Ontario et de Québec, d'après le mode et dans les proportions déterminées par la sentence du premier arbitrage en date du 3 septembre 1870, ce qui signifie que les intérêts sur le capital de ce fonds entre les mains du gouvernement du Canada ou ailleurs doivent se partager entre Ontario et Québec, en proportion de leur population respective, lors de chaque recensement.

Dans mon dernier discours sur le budget j'ai exposé la nature de la réclamation de Québec contre Ontario à cause de certaines remises faites par le gouvernement de cette dernière province aux acquéreurs des terrains des écoles communes, à l'égard desquels la sentence rendue par les arbitres, le 6 mars 1896, ordonnait que toutes remises seraient considérées comme argent reçu par Ontario en acompte du fonds des écoles communes, à moins qu'il put être établi par cette province que telles remises avaient été faites au cours d'une administration juste et prudente de ces terrains et de ces fonds.

Le bureau des arbitres se réunit le 21 mars, pour entendre de la part d'Ontario toute preuve que cette province pourrait produire pour démontrer que ces remises ou quelques-unes d'entre elles avaient été ainsi faites d'une manière juste et prudente.

Ontario n'entreprend de produire aucune preuve du mérite particulier de chacune de ces remises.



mais il tenta d'établir que la politique qu'il avait adoptée en 1872, à l'effet d'accorder une réduction générale du prix et de l'intérêt en faveur des colons et des propriétaires de ces terrains, - la plus grande partie desquels avait été vendue quelque vingt ans auparavant, mais sur lesquels il restait des balances non payées, en principal et intérêts, — pouvait se justifier par la condition du pays ainsi que par celle des acquéreurs et par la valeur des propriétés mêmes, telle qu'évaluées par certains évaluateurs résidant dans les comtés où se trouvaient situés à cette époque les terrains en question, et en outre, par la valeur de ces mêmes terrains, à la date des ventes originaires, dans l'opinion de ces mêmes évaluateurs.

Il serait trop long de considérer en détail la nature de la preuve produite. Qu'il suffise de dire que l'examen en preuve et en contre-preuve de plus de 40 témoins occupa cinq jours des séances du bureau des arbitres, dans le mois de mars, et deux autres jours en avril, couvrant plus de 600 pages du rapport des procédés. Quoique les avocats de la province de Québec fussent d'opinion qu'aucune justification de ces remises n'avait été établie en conformité des termes de la sentence arbitrale, il fut jugé prudent de produire une preuve orale et littérale, à l'effet d'établir que la condition des acquéreurs, pas plus que la valeur des terrains vendus à l'époque où cette politique fut adoptée en 1872 par l'Ontario, où à aucune autre époque subséquente ne justifiait ces remises qui, pratiquement, équivalaient à un don de la part du gouvernement du jour aux colons ainsi qu'il est établi à l'évidence par l'acte de la Législature d'Ontario de 1872 qui décrétait que ces remises seraient payées à même le fonds consolidé de cette province et n'affecteraient pas les intérêts de Québec dans le fonds des écoles communes.

Nous nous sommes en conséquence procuré, moyennant une dépense assez considérable, copie des rôles municipaux des différents cantons où étaient situés les terrains, pour les années durant lesquelles des réductions avaient été faites. Ces rôles furent produits, à la réunion du bureau des arbitres tenue en juin dernier, en même temps que copie des ventes de certaines de ces mêmes propriétés sur lesquelles des réductions avaient été faites. Ces exhibits démontraient d'une manière conclusive que la valeur des propriétés était fortement au-dessus du montant des dettes dont elles étaient grevées. Nous avons en outre produit nombre de témoins qui avaient résidé dans les cantons où se trouvaient situés ces terrains à l'époque où ces réductions ont été accordées, et qui y résident encore. Leur témoignage a prouvé que les propriétés en question étaient des terrains agricoles de la plus haute valeur et que leurs propriétaires, sauf quelques rares exceptions, étaient en position de solder sans difficultés le prix d'achat originaire, avec tous les intérêts.

La plaidoirie des avocats dans cette cause dura quatre jours, lors de la session du mois de juillet, et le 21 octobre 1899, le bureau des arbitres (Sir John

Boyd dissident) adjugea que sauf correction pour erreur de calculs, l'Ontario redevait plusieurs sommes s'élevant en totalité à \$286,031.43 et devait être créditée de la somme de \$8,807.24 représentant partie d'une réclamation pour remboursement, le tout sujet aux mêmes corrections. Cette décision des arbitres fut rendue sous l'empire des statuts du Dominion, d'Ontario et de Québec qui instituaient ce bureau d'arbitrage, non selon les règles strictes du droit, mais sur des principes d'équité, et les représentants de la province de Québec considéraient, en conséquence, que tout ce qui restait était de faire vérifier les différents montants par les comptables attitrés et porter en ligne de comptes les sommes que ceux-ci constateraient. Cependant, le 8 novembre, notre avocat reçut avis que la province d'Ontario ferait application aux arbitres pour qu'ils exposassent leurs vues au sujet des points de droit relatifs aux questions dont ils avaient disposé dans leur décision du 21 d'octobre.

Cette application qui fut ensuite amendée de manière à se rapporter également à la décision du 6 mars 1896, donnerait à l'Ontario si elle était accordée, le droit d'appel de la décision des arbitres à la Cour suprême. Elle fut plaidée devant le bureau des arbitres à une session tenue pour cet objet à Montréal, le 11 novembre dernier, et la majorité d'entre eux fit rapport que pour rendre leur décision du 6 mars 1896, et du 21 octobre 1899, ils ne s'étaient pas appuyés sur une question de droit. Ceci était pratiquement un refus d'accorder à l'Ontario le droit d'appel, et tout donnait lieu de croire que nous pourrions alors procéder au règlement des comptes sans plus de retard, mais le 9 décembre dernier, à Toronto, Sir John Boyd, un des arbitres, à la demande d'Ontario, et prétendant agir sous l'empire de la section 44 de l'acte des Cours suprême et de l'échiquier, certifia qu'un certain document imprimé préparé par l'Ontario comportait sa déférence en appel à la Cour suprême de la cause de Québec contre l'Ontario, pour remises, etc., sur laquelle la décision des arbitres avait été rendue.

Notre avocat s'abstient de comparaître devant Sir John Boyd, parce qu'il était d'opinion que la section 44 de l'acte concernant les Cours suprême et de l'échiquier ne régît pas ce bureau d'arbitrage dont les procédures sont réglées par des statuts spéciaux du Dominion, d'Ontario et de Québec, mais il fit signifier, le 7 décembre dernier à chacun des arbitres, l'avis suivant:

"Aux honorables arbitres sur cette matière et à chacun d'eux.

"La province de Québec déclare, par les présentes, qu'elle s'objecte respectueusement à ce qu'un appel soit accordé sur l'instance d'Ontario contre la décision du 6 mars 1896 et celle du 21 octobre 1899, ou l'une ou l'autre d'entre elles. Elle s'objecte également à ce qu'aucune procédure spéciale ne soit autorisée par les honorables arbitres ou aucun d'eux, attendu que Québec prétend, inter alia, qu'aucun droit d'appel et aucun droit d'intenter telles procédures spéciales n'existent en rapport avec lesdites décisions, tant aux termes mêmes de

ces décisions qu'en vertu de la loi des statuts qui les régissent, et que lesdits honorables arbitres, ou aucun d'eux, n'ont le droit et la juridiction requis pour accorder ledit appel ou pour déferer ladite cause."

(Signé), N. W. TRENHOLME,  
Conseil pour Québec."

Si, contrairement à l'opinion de notre avocat, la Cour suprême consent à entendre l'appel d'Ontario, nous aurons à subir la tâche dispendieuse de défendre les décisions des arbitres, et, par suite, le règlement des comptes subira un nouveau délai.

Je regrette d'avoir à dire que, dans cette circonstance, notre province a inévitablement subi de fortes dépenses, afin de se défendre de ce que je considère une tentative de la priver de sa juste part des fonds en question, ses droits ayant été incontestablement établis par la preuve produite et reconnue par Ontario, en vertu d'un acte de sa Législature.

Il ne reste plus maintenant, Monsieur l'Orateur, qu'à remercier cette Chambre de la bienveillante attention qu'elle a bien voulu prêter à l'exposition un peu détaillée que j'ai cru devoir lui faire de nos opérations financières pendant les 12 mois qui se sont terminés le 30 juin dernier. Je suis entré dans ces détails afin de mettre la députation bien au fait de notre situation politique, en lui définissant les travaux que nous avons accomplis, les obstacles qui s'opposaient à leur accomplissement, et le résultat auquel nous sommes arrivés. Ce résultat, nous l'avons obtenu avec difficultés, parce que la situation était tellement compromise, au début de notre administration, qu'il a fallu opérer un changement radical du mode suivi jusque là dans l'administration de nos affaires publiques.

Au moment de laisser le pouvoir, nos devanciers, tout en supprimant des sources de revenu au montant de \$300,000, avaient augmenté la dépense publique pour l'avenir, de près de \$200,000, laissé un déficit annuel à combler de près de un million et un passif qui s'était accru, dans les derniers douze mois de leur administration, de \$2,709,660.00. Cependant nous avons entrepris d'éteindre ce déficit, en ne puisant qu'aux sources de revenus existantes, et sans charger le peuple de nouveaux impôts. Je viens de démontrer à la Chambre qu'après deux années d'efforts il nous a été possible d'atteindre ce résultat. Il fallait pour cela, non seulement équilibrer la dépense ordinaire, mais réduire la dépense totale, ordinaire et extraordinaire, au niveau de la recette annuelle. C'est ce que nous avons fait, comme l'indiquent les derniers comptes publics.

Les déficits antérieurs sont remplacés, cette année, comme je viens de le faire voir, par un excédent en recettes de \$33,615 sur les dépenses ordinaires et de \$22,556 sur la dépense ordinaire et extraordinaire. La dette publique a été, en outre, diminuée, à même le revenu de l'année de \$120,240 et tout cela, sans l'imposition de nouvelles taxes.

L'engagement que j'ai pris avec mes collègues, durant la dernière période électorale, est donc accompli.

Mais il ne suffit pas que cet équilibre tant désiré soit enfin rétabli, il faut qu'il soit maintenu, et, pour cet objet, il est indispensable de continuer l'administration économique de nos affaires publiques, en veillant fidèlement à la perception du revenu et en limitant la dépense au strict nécessaire, sans toutefois nuire aux oeuvres utiles et au progrès de notre province.

Cette tâche est ardue et ingrate. Elle n'est pas de nature à satisfaire les esprits peu soucieux de notre avenir national, dont les préoccupations ne s'étendent pas au-delà de leur intérêt personnel. Il est même des hommes de bonne foi, animés du plus pur désintéressement quant à ce qui les concerne individuellement qui, habitués aux largesses du passé, ne se rendent pas bien compte du danger qu'il y aurait pour l'avenir à se lancer de nouveau sur la voie de l'extravagance. Il y va du crédit de notre province et de la sécurité de son autonomie.

Les octrois nouveaux dépassent le chiffre des excédents annuels nécessiteraient de nouveaux emprunts dont l'intérêt et les charges ne pourraient se solder qu'au moyen d'une taxe spéciale. Nous ne pouvons adopter une semblable politique, avant que l'opinion publique qui s'est si fortement prononcée en faveur d'une politique contraire, nous en donne l'injonction formelle.

Mais cela ne veut pas dire que le progrès de notre province sera interrompu. Il se développe de jour en jour d'une manière bien manifeste par l'exploitation de nos immenses ressources naturelles, et j'ai la ferme confiance que l'accroissement rapide et considérable des revenus annuels que le trésor public en retirera placera bientôt le gouvernement en position d'aider efficacement à toutes les entreprises utiles par des annuités puissées, dans des conditions normales, aux excédents de chaque année.

Voilà l'oeuvre grande et patriotique quoique modeste que nous voulons poursuivre, sans obtention inutile et nous comptons sur l'intelligence et le dévouement de la députation pour nous y seconder.

#### État A.

Année	Dépenses	Recettes	Déficit	Surplus
1896-97.....	\$4,907,281.71	\$3,923,238.70	\$984,043.01	
1897-98.....	\$4,449,045.48	\$4,236,015.14	\$213,030.34	
1898-99.....	\$4,234,410.81	\$4,249,589.99		\$15,179.18

**État B**  
**1896-97**

**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$84.680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).		\$4,677,095.20
Dépenses extraordinaires (édifices publics).		\$ 176,832.28
Achat de propriété.		\$ 30,000.00
Palements sur dépôts en fidéicommiss.		\$ 14,999.01
Taxes sur les subventions de chemins de fer.		
Frais de perception.	\$ 413.17	
Remboursements.	\$ 7,942.05	
		<u>\$8,355,220.00</u>
		\$4,907,281.71

**Recettes:**

Revenu ordinaire.		\$3,874,803.18
Vente de propriété.	\$ 2,500.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss.	\$45,772.48	
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer.	\$ 163.04	
		<u>\$ 48,435.52</u>
		\$3,923,238.70
	Déficit.	<u>\$ 984,043.01</u>

**1897-98****Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$87,307.99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).		\$4,364,686.68
Dépenses extraordinaires (édifices publics).		\$ 50,683.70
Palements sur dépôts en fidéicommiss.		\$ 33,675.10
		<u>\$4,449,045.48</u>

**Recettes:**

Revenu ordinaire.		\$4,176,139.63
Dépôts de fonds en fidéicommiss.	\$58,358.79	
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer.	\$ 1,516.72	
		<u>\$ 59,875.51</u>
		\$4,236,015.14
	Déficit.	<u>\$ 213,030.34</u>

**1898-99****Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$70,274.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).		\$4,188,641.10
Dépenses extraordinaires (édifices publics).		\$ 11,059.11
Palements sur dépôts en fidéicommiss.		\$ 33,387.60
Taxes sur les subventions de chemin de fer, remboursements.		\$ 1,323.00
		<u>\$4,234,410.81</u>

**Recettes:**

Revenu ordinaire.		\$4,220,844.73
Dépôts de fonds en fidéicommiss.	\$26,010.56	
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer.	\$ 2,734.70	
		<u>\$ 28,745.26</u>
		\$4,249,589.99
	Surplus.	<u>\$ 15,179.18</u>

## ÉTAT C.

## RECETTES.

	1894-95		1895-96		1896-97		1897-98		1898-99	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Puissance du Canada.	\$1,277,799.42		\$1,231,798.59		\$1,257,183.70		\$1,266,413.48		\$1,320,137.28	
Terres de la couronne.	866,032.10		1,045,310.19		879,893.26					
Terres, forêts et pêcheries.							1,087,042.52		1,043,245.67	
Mines.							7,872.67		4,125.93	
Timbres judiciaires.	187,314.60		186,278.50		177,426.80		182,490.40		195,570.50	
Timbres d'enregistrement	64,054.02		61,338.51		63,875.90		66,423.95		68,850.95	
Fonds de bûisses et des jurés.	41,579.26		23,828.40		27,565.83		23,433.81		30,612.13	
Honoraires judiciaires.	12,166.84		14,329.34		9,654.38		16,642.96		14,980.79	
Municipalités-Pour l'entretien des prisonniers.	9,322.05		11,322.06		12,751.96		8,121.18		9,166.43	
Palais de justice de Montréal.	3,353.28		4,381.94		2,123.88		5,155.79		5,938.96	
Prison de Montréal.	4,550.47		2,374.59		2,946.94		1,578.02		1,298.85	
Gardes des prisons de Montréal et Québec.	2,400.00		13,600.00		2,800.00		4,000.00		4,000.00	
Gains des prisonniers, prison de Québec.	192.15		42.01		140.75		192.66		109.01	
Gains des prisonniers, prison de Terrebonne.	20.00									
Gains des prisonniers, prison de Scholastique.										
Ferme de la prison, Québec.										
Amendes, justice.							13.60			
Honoraires du grand connétable, Québec.	130.40		10.00							
Licences.	541.22		147.50		246.60		136.50		209.50	
Taxes directes sur les corporations commerciales.	605,918.78		413.41		540.29		683.10		530.98	
Taxes sur transports de propriétés.	160,756.16		663,087.46		586,176.42		615,043.83		613,747.66	
Taxes directes sur certaines personnes.	185,870.70		148,643.86		134,404.03		194,312.36		172,626.04	
Licences de manufactures et de commerce.	17,059.29		184,254.50		74,856.99		2,055.81		277.10	
Droits sur successions.	121,932.96		17,507.67		3,507.74		1,380.18		686.43	
Commission sur honoraires d'officiers publics.	162,535.50		79,728.52		10,393.77		29,846.74		7,347.64	
Commission sur renouvellement d'hypothèques.	7,347.79		163,365.33		229,441.72		163,455.26		287,995.63	
Legislation.	307.79		8,125.67		6,671.83		8,550.07		5,847.69	
Asiles d'aliénés, contributions municipales.	6,068.59		165.44		163.04		128.10		106.76	
Asiles d'aliénés, patients payants.	21,697.13		11,491.51		8,391.39		8,780.12		9,349.13	
Ecole d'industrie et de réforme.	151.15		35,005.69		7,703.59		63,544.63		44,722.66	
	5,688.51		78.00		1,638.98		2,127.85		2,149.61	
			12,366.76		923.72		36,386.84		19,677.44	

## ÉTAT C.

## RECETTES.

	1894-95		1895-96		1896-97		1897-98		1898-99	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Gazette officielle de Québec.....	\$	21,835.47	\$	23,182.60	\$	21,637.58	\$	20,958.55	\$	18,544.56
Revenu casuel.....		6,114.02		4,880.85		7,570.62		8,121.49		8,367.44
Service civil, contributions pour pensions.....		6,028.77		6,028.77		5,712.61		5,514.35		5,322.72
Compagnies d'assurances provinciales-Dépenses d'inspection.....		429.16		400.00		376.33		397.86		429.35
Travaux et édifices publics, loyers.....		1,062.60		1,063.60		785.60		1,060.60		1,052.60
Inspection des chemins de fer.....		516.00		492.00		204.00		72.60		108.00
Intérêts sur prêts et dépôts.....		23,095.38		17,437.79		35,556.71		40,452.29		18,847.58
Prime, escompte et change.....		3,949.36		29.00		2,141.15		2,916.72		4,023.86
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....		368,327.96		333,057.98		299,395.07		300,833.34		300,827.85
Remboursements.....		24,180.38		21,897.81						
Prêt aux incendiés de Québec.....		200.00		200.00						
Puissance du Canada, comptes généraux.....		489.40		244.70						
	4,221,687.84		4,327,910.55		3,874,803.18		4,176,139.63		4,220,844.73	
Ventes de propriétés à Montréal et Québec.....	100,340.28				2,500.00					
FONDS EN FIDÉICOMMIS, REMBOURSEMENTS, Etc.-										
Remboursements sur avances.....	5,550.00									
Fonds de pensions des instituteurs.....	202.22		7,789.57		3,951.21		1,022.70		949.40	
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	158.63		163.40		167.63		173.84		179.64	
Fonds d'amortissement de la cité de Pointe-Gatineau.....	100.00		100.00		100.00		100.00		140.00	
Conseil d'agriculture.....	286.00									
Héritiers et succession F.-E. Roy.....	1,584.00		880.50		884.50		886.50		866.50	
Fonds de licences de mariage.....	7,218.00		7,221.00		6,693.00		6,864.00		6,714.00	
Cautionnement des officiers publics.....	500.00		1,508.17		1,000.00		563.00		900.00	
Dépôt de la Cie d'assurance Saint-Laurent.....			10,000.00		15,000.00					
Fonds du palais de justice d'Aylmer.....					17,976.14					

## ÉTAT C.

## RECETTES.

	1894-95		1895-96		1896-97		1897-98		1898-99	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer.....	\$	6,344.68	\$	3,285.62	\$	163.04	\$	1,516.72	\$	2,734.70
Dépôts en vertu de l'acte 59 Victoria, chapitre 34.....								5,000.00		5,000.00
Dépôts en vertu de l'acte 61 Victoria, chapitre 39.....								25,000.00		10,000.00
Debitures du palais de justice de Hull, fonds d'amortissement.....								968.15		997.19
Fonds de bâtisse et des jures, district de Rimouski, assurance sur le palais de justice et la prison.....								17,781.00		
Fonds d'amortissement du palais de justice, district d'Ottawa.....										263.83
Emprunts temporaires.....	4,343,971.65		4,358,858.81		3,923,238.70		4,236,015.14		4,249,589.99	
Produit de l'emprunt 1894, (Londres).....	2,460,000.00		300,000.00		700,000.00					
Produit de l'emprunt 1894, (Paris).....	2,723.27									
Rachat emprunt 1876, remboursement.....	4,106,391.52		736.10							
Produit de l'emprunt de 1896.....			2,044,000.00		1,124,200.00					
Produit de l'emprunt de 1897.....					1,224,000.00					
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette.....	546,732.00		543,033.37		3,015,853.86		738,676.28		4,389,322.30	
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	\$11,459,818.44		\$ 7,246,628.28		\$10,772,092.05		\$ 6,366,120.07		\$ 9,129,575.88	

# ÉTAT D.

## RECETTES.

	1894-95		1895-96		1896-97		1897-98		1898-99	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Deite publique.....	\$1,486,660.62		\$1,497,429.99		\$1,550,874.16		\$1,591,177.03		\$1,558,323.03	
Législation.....	198,543.50		195,549.27		288,623.41		210,910.19		190,027.22	
Gouvernement civil.....	251,256.54		253,401.69		277,247.91		282,585.08		269,650.70	
Administration de la justice.....	608,327.29		568,544.28		662,665.77		618,379.65		609,131.09	
Instruction publique.....	383,726.45		382,759.76		410,060.00		434,260.00		389,014.81	
Agriculture.....									175,418.26	
Instruction publique.....									175,418.26	
Colonisation.....	290,636.62		286,814.09		404,695.75		307,476.97		79,000.00	
Immigration.....									4,250.00	
Travaux et édifices publics:										
Ordinaires.....	110,257.32		97,544.64		165,783.76		127,483.73		83,968.98	
Extraordinaires.....	152,499.01		58,485.34		176,832.28		50,683.70		11,059.11	
Asiles et institutions de bienfaisance.....	323,047.25		326,078.25		358,616.77		329,375.75		379,570.75	
Terres, forêts et pêcheries.....									121,568.41	
Arpentages et mines.....									57,243.00	
Divers (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur les perceptions.....)	390,772.84		433,099.69		558,527.67		453,038.28		271,474.85	
Achat de propriété.....	4,195,727.44		4,099,707.00		4,853,927.48		4,415,370.38		4,199,700.21	
Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer.....	260,223.01		268,241.39		\$ 30,000.00					
Avances.....	30,550.00				381,187.62		237,471.86		99,630.37	
Fonds de fidéicommis.....	17,390.26		17,459.02		14,999.01		33,675.10		33,387.60	
Fonds de remboursements des subventions de chemins de fer, frais et remboursements.....	2,742.60		29,861.11		8,355.22				1,323.00	
Subventions aux chemins de fer et Q.M.O. & O.....	4,506,633.31		4,415,268.52		5,288,469.33		4,686,517.34		4,334,041.18	
	854,519.92		250,186.59		1,346,475.01		198,645.14		100,079.17	
	5,361,153.23		4,665,455.11		6,634,944.34		4,885,162.48		4,434,120.35	

## ÉTAT D.

## RECETTES.

	1894-95		1895-96		1896-97		1897-98		1898-99	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Remboursements d'emprunts temporaires.	\$1,500,000.00		\$1,760,000.00							
Rachats de dette:										
Emprunt de 1893.	4,106,461.00									
Partie de l'emprunt de 1874 et prime.							56,048.90		915,420.48	
Partie de l'emprunt de 1876 et prime.							64,794.80		981,408.77	
Partie de l'emprunt de 1878 et prime.							163,584.00		178,491.23	
Partie de l'emprunt de 1880 et prime.							24,079.04		913,373.98	
Partie de l'emprunt de 1882 et prime.							322,849.80		771,470.89	
Partie de l'emprunt de 1888 et prime.									315,494.00	
Partie de l'emprunt de 1894 et prime.							107,319.74		313,661.95	
Partie de l'emprunt de 1896 et prime.					3,015,853.86					
	10,967,614.23		6,425,455.11		9,650,798.20		5,623,838.76		8,823,442.65	
Ajoutez: Paiements de mandats impayés au 30 juin 1894, 1895, 1896, 1897, 1898.	158,666.80		209,495.96		173,122.28		443,257.08		191,639.36	
	11,126,281.03		6,634,951.07		9,823,920.48		6,067,095.84		9,015,082.01	
Dedusez: Mandats impayés au 30 juin 1895, 1896, 1897, 1898, 1899.	209,495.96		173,122.28		443,257.08		191,639.36		87,476.18	
	\$10,916,785.07		\$ 6,461,828.79		\$ 9,380,663.40		\$ 5,875,456.48		\$ 8,927,605.83	



## État E

## RECETTES PROBABLES, 1900-1901.

## Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$ 959,252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommis.	72,848.41	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4.	127,460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8.	119,700.00	
		\$1,279,261.89

## Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	300,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.	10,000.00	
		310,000.00

## Terres, Forêts et Pêcheries:

1,090,000.00

## Mines:

15,000.00

## Administration de la Justice:

Timbres judiciaires.	195,000.00
Honoraires judiciaires.	15,000.00
Fonds de bâttises et des jurés (Revenu brut).	38,600.00
Entretien des prisonniers.	10,000.00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.	4,000.00
Amendes.	200.00
Prison de Montréal.	1,500.00
Autres prisons — Gains des prisonniers.	200.00
Palais de justice de Montréal.	5,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec.	500.00

270,000.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des ré-  
gistrateurs salariés).

70,000.00

## Licences. (Revenu brut).

650,000.00

## Taxes directes sur les corporations commerciales.

175,000.00

## Droits sur successions.

265,000.00

## Commissions sur honoraires d'officiers publics.

6,000.00

## Commissions sur renouvellement d'hypothèques.

200.00

## Entretien des aliénés.

50,000.00

Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de  
réforme.

25,000.00

## Législation.

9,000.00

## Gazette officielle.

20,000.00

## Loyers d'édifices publics.

1,000.00

## Revenu casuel.

7,000.00

## Compagnies d'assurances provinciales, contributions.

400.00

## Contributions aux pensions, service civil.

5,000.00

## Prime, escompte et change.

1,500.00

4,249,361.89

## Taxes sur les subventions de chemins de fer.

30,000.00

\$4,279,361.89

## État F

## Dépenses probables 1900-1901

Dettes publiques	\$1,549,493.94
Législation	193,894.70
Gouvernement civil	279,708.04
Administration de la justice, etc.	522,200.00
Instruction publique, etc.	437,060.00
Travaux et édifices publics	135,905.71
Agriculture	189,150.00
Terres, forêts et pêcheries	139,000.00
Colonisation et mines, etc.	138,250.00
Asiles des aliénés, écoles de réforme, etc.	434,000.00
Institutions de bienfaisance	44,570.75
Services divers	149,925.00
	<hr/>
	\$4,213,158.14
Travaux et édifices publics — Extraordinaires	22,300.00
	<hr/>
Subventions de chemins de fer	\$ 349,672.50
	<hr/>
	\$4,585,130.64

## État G

## État approximatif du passif et de l'actif de la province de Québec au 30 juin, 1899

## Passif

Dettes consolidées telles qu'existant avant la conversion	\$33,413,420.00	
Augmentation du capital par conversion	\$ 1,715,427.72	
	<hr/>	\$35,128,847.72
Emprunt temporaire		\$ 700,000.00
Dépôts en fidéicommis		\$ 329,946.03
Dépôts des compagnies de chemin de fer — pour paiement des intérêts garantis des obligations		\$ 33,072.12
Mandats impayés		\$ 87,476.18
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	\$ 333,695.50	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cents par acre, autorisés mais non encore dues	\$ 482,248.17	
	<hr/>	\$ 815,943.67
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		\$ 25,218.75
Obligations du palais de justice de Québec		\$ 200,000.00
		<hr/>
		\$37,320,504.47

## Actif

Partie du prix de chemin de fer Q.M.O. & O. déposé en banque	\$ 353,390.00	
Partie du prix de chemin de fer placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	\$ 31,610.00	
Partie du prix de chemin de fer placé en obligations du palais de justice de Québec	\$ 200,000.00	
Partie du prix de chemin de fer placé en obligation de la cité de Québec	\$ 15,000.00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Q.M.O. & O.	\$ 7,000,000.00	
	<hr/>	\$ 7,600,000.00
Fonds inscrits de 3%		\$ 31,747.95
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8		\$ 2,394,000.00
Argent en banque		\$ 201,970.05
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		\$ 5,391.11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy		\$ 100,000.00
Avances à divers		\$ 161,832.89
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16		\$ 200,000.00
		<hr/>
		\$10,694,942.00
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1899		<hr/>
		\$26,625,562.47

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Félicite l'honorable représentant de Saint-Jean pour les fleurs de rhétorique qu'il a semées autour de chiffres arides il regrette beaucoup de ne pouvoir lui offrir de félicitations pour le succès financier dont on a beaucoup parlé au cours des derniers six mois: la réalisation d'un excédent de recettes sur les dépenses.

Il y a quelque temps, le premier ministre a annoncé un surplus de quelques \$22.000, disons \$22.000.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): \$22,556.00

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Très bien. Cependant, la déclaration du premier ministre à la Chambre laisse entendre que ce surplus a bien diminué depuis et qu'il est maintenant de \$15,000.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je peux facilement l'expliquer. L'honorable député sait aussi bien que moi, que nous avons certains fonds en fidéicommiss qui ne peuvent être inscrits au compte des recettes et dépenses ordinaires. Je les ai inclus pour indiquer notre position exacte sur une base ordinaire, mais je voulais montrer que malgré les dépenses de toute nature, il restait un surplus.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Pour poursuivre la tradition établie dans le passé, il n'a pas l'intention, dit-il, de répondre entièrement au discours sur le budget immédiatement, mais il désire que la motion sur les subsides soit adoptée sans discussion pour le moment, juste pour la forme et pour permettre l'adoption d'un ou deux items qui ne sont pas contestés dans les estimations.

Mais avant de reprendre son siège, dit-il, il aimerait poser une question à son ami, l'honorable trésorier. Les comptes publics indiquent pour l'année dernière des revenus de \$113.723. provenant de l'intérêt de fonds en fidéicommiss aux maires du gouvernement fédéral. Comme ce montant dépasse largement les recettes régulières annuelles provenant de cette source et comme ce montant dépasse de \$50,000 les estimations prévues à ce chapitre et énoncées par l'honorable député de Saint-Jean en 1897 pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1899, il demande au premier ministre quelle partie de ce montant s'applique aux arrérages d'intérêt pour les quatre années précédentes et quelle partie est applicable à l'année courante.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la somme perçue est plus élevée que normalement et il n'essaie pas de nier ce fait, mais qu'on ne s'attende pas qu'il puisse à brûle-pourpoint donner les chiffres exacts. Il le fera aussitôt que possible.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que cette réponse le satisfait complètement. Il regrette que les espoirs du trésorier au sujet d'un surplus n'aient pas été atteints. Pendant les six derniers mois, le public a entendu le gouvernement se vanter

d'avoir réussi à sauver la province du marasme causé par les déficits et par l'extravagance de l'ancienne administration au cours des dernières années. Il prétend avoir rétabli la situation financière en obtenant un surplus des recettes sur les dépenses et se vante d'avoir de l'argent pour tous ceux qui en désirent. Il est regrettable, cependant, que les députés de cette administration modèle ne soient pas en mesure de nous dire quel est le montant exact de ce surplus.

On a commencé par annoncer un surplus de \$23,000. et c'est le chiffre qui a été soumis sur les "hustings". Puis on a distribué les comptes publics qui sont préparés de façon à indiquer un surplus de \$22.536. et finalement, ce soir, le trésorier de la province est venu annoncer que, tous comptes faits, le surplus était de \$15,179.18.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le montant de \$15,179 est exact si l'on inclut les fonds en fiducie.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Souhaite que les chiffres que l'on dit être exacts soient les mêmes que les chiffres utilisés par le trésorier depuis le début. Au départ, il parlait de \$23,000.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): \$33,000.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Donc, ce surplus est descendu à \$23,000 et maintenant, il n'est que de \$15,179.

Le malheureux surplus n'a fait que décroître depuis qu'il a vu le jour et ce n'est pas ce soir qu'il est possible à prendre ou de lui fixer ses limites réelles puisque le gouvernement qui est en possession de tous les documents, n'a pas encore pu lui-même les déterminer, mais il désire soulever un ou deux points du discours du premier ministre. Le trésorier a cherché à convaincre la Chambre qu'il existait un surplus, mais il semble avoir fait quelques légères omissions.

Le gouvernement réclame la gloire d'avoir augmenté le revenu, mais il a retiré un revenu de \$60,000 provenant des successions. Si le gouvernement se vante de ce fait, c'est son affaire, mais il n'est pas fier.

Le trésorier provincial prétend qu'il a fait de grands efforts pour rétablir l'équilibre dans les finances de la province, mais il a oublié le principe qu'il a énoncé quand il était dans l'Opposition, quand il essayait de trouver des déficits dans l'administration conservatrice.

À cette époque, le premier ministre actuel affirmait que toutes les dépenses faites dans une année devaient être payées dans une même année.

Lorsque les membres du gouvernement actuel sont arrivés au pouvoir, six semaines avant la fin de l'exercice financier de 1896-97, ils se sont hâtés de payer tout ce qui était possible et dans ce but, ils ont émis des mandats spéciaux au montant de \$2£8,900, afin, comme ils l'ont dit, de démarrer avec un dossier vierge. Ils ont déclaré qu'ils se devaient de solder les dettes de leurs prédécesseurs et le 4

décembre 1897, l'honorable trésorier soulignait, dans son discours sur le budget, que même si les dettes pour lesquelles des mandats spéciaux avaient été émis entre le 26 mai précédent et le 1er juillet n'étaient pas les leurs, leur devoir était de les régler (cris ministériels d'approbation).

Il est très heureux que les honorables députés de l'autre côté de la Chambre appuient sa proposition et dit être d'accord avec le premier ministre qui déclarait dans son premier discours du budget que pour établir un vrai équilibre entre les recettes et les dépenses, il est nécessaire que les dépenses de l'année soient payées au cours de la même année.

Il remercie les honorables députés de l'Opposition d'appuyer sa proposition et désire attirer leur attention sur un item, l'item no 8 du rapport financier de l'année 1898-99. Dans un rapport spécial des estimations supplémentaires du dernier exercice financier, est inscrit le montant de \$26,194.64 comme capital, plus \$858.33 d'intérêts, ce qui donne un total de \$27,052.97, en faveur de Joseph Dussault, imprimeur de Québec, pour le paiement de divers contrats d'imprimerie, en vertu d'un ordre en conseil du 9 mai 1899. On ne dit rien de cette dette non soldée qui a finalement été reconnue comme dette au cours de la dernière année financière, et particulièrement le 9 mai dernier, lorsque l'on a présenté à l'honorable trésorier le bouquet du surplus composé de 33 roses (Rires). Il fait surtout remarquer que l'ordre en conseil fixant cette dette a été adopté le 9 mai dernier et que le dernier exercice financier se terminait seulement le 30 juin. En d'autres termes, le gouvernement reconnaissait que cette dette était due au cours de la dernière année financière, mais il ne voulait pas la solder au cours de cette même année. Le gouvernement n'a pas voulu émettre de mandat spécial pour ce paiement, même s'il n'a plus en aversion les mandats spéciaux comme au temps où il était dans l'Opposition. Ainsi, au cours des six dernières semaines de l'année financière 1896-97, alors qu'ils arrivaient au pouvoir, ils s'étaient dégagés de leurs scrupules suffisamment pour émettre des mandats spéciaux pour la somme de \$286,000. Ils n'ont pas pris de temps à en comprendre les avantages; et le 5 mai 1899, ils ont émis un mandat spécial de \$50,000 pour l'administration de la justice. Mais ils n'en ont pas émis pour payer monsieur Dussault. Ah! non! pour la bonne raison que s'ils l'avaient fait, cela aurait balayé complètement le surplus de monsieur Marchand, qu'il ait été de \$15,000 ou de \$22,000.

Si la somme due à M. Dussault avait été payée, le secrétaire provincial n'aurait pu présenter un surplus. De plus, le secrétaire provincial n'a pas le droit d'inclure dans les recettes de 1899 les arrérages d'intérêt provenant des fonds en fiducie.

Appliquons la règle posée par ces messieurs: réclamons que tous les comptes de l'exercice soient payés avant de clore les livres et de les faire balancer, et il ne reste rien du surplus prétendu.

Il ajoute qu'au point de vue revenus, le gouvernement se glorifie de l'augmentation de l'année

dernière; il aimerait bien que quelqu'un indique quelle part de mérite revient aux ministres et comment ils ont appris à faire pousser deux brins d'herbe à l'endroit où il n'y en avait qu'un. Il constate que le prétendu surplus provient surtout d'un item dans leurs prévisions pour lequel ils n'ont aucun mérite. Il se réfère à l'augmentation des droits successoraux pour laquelle ils n'ont certainement pas eu d'efforts à fournir. Les revenus provenant des successions de personnes riches décédées au cours de l'année ont été de \$287,000 alors que le premier ministre n'avait prévu que \$225,000 à cette fin, ou bien, ne vaut-il pas mieux dire que c'est un accident et que cet accident a contribué au surplus, bien que les libéraux aient longtemps condamné et vilipendé cette taxe qui leur fournit aujourd'hui une arme si utile.

Nous pouvons signaler un autre item qui a été pour le gouvernement un cadeau de la Providence. Il s'agit de certains fonds en fidéicommiss aux mains du gouvernement fédéral et qui rapportent des intérêts. Pendant plusieurs années, il y a eu des discussions pour savoir à quel taux devrait être l'intérêt. La question s'est réglée en faveur de la province. Il est heureux de cette décision, mais lorsque le gouvernement s'attribue le mérite de ce revenu accru, il croit qu'il est temps d'y mettre fin. Ces arrérages d'intérêt dont le gouvernement tire profit sont de \$53,000. Aucun homme d'affaires compétent inscrirait des arrérages d'intérêt dans son revenu annuel; il dit être convaincu que l'excellent homme d'affaires assis en arrière de l'honorable trésorier, en l'occurrence le maire de Québec, l'honorable monsieur Parent, n'agirait pas ainsi. Le trésorier avait prévu des revenus de \$71,859 de ces fonds pour l'année financière. Ils se sont élevés à \$113,723, ce qui donne un surplus de \$42,000. Lorsque le taux d'intérêt réel pour l'année aura été fixé, on verra que le gouvernement a vraiment profité d'une bonne fortune en recevant ce \$50,000.

Va-t-on prétendre que ces arrérages qui se sont accumulés sur plusieurs années par suite des retenues opérées par Ottawa, peuvent être considérés comme un revenu ordinaire? N'est-ce pas plutôt l'homme des "Sunny Ways"<sup>(1)</sup> qui a tendu à ses amis, en quête du surplus, une main bienveillante et qui a comblé le vide du coffre pour l'honneur du nom et du parti.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pourquoi ne les avez-vous pas perçus alors?

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) Nous avons fait tout notre possible. Mais si le gouvernement actuel a eu plus de succès, c'est que les "sunny ways" et les "sunny smiles" des deux premiers ministres s'accordent exactement.

Parlons maintenant des dépenses, de ces dépenses que ces messieurs prétendent avoir réduites et prenons des années entièrement conservatrices et entièrement libérales, pour éviter toute discussion.

1. Allusion à une expression souvent utilisée par Sir Wilfrid Laurier et qu'on pourrait traduire par "procédés conciliants".

C'est un fait que l'état des dépenses constitue l'épreuve parfaite pour connaître la situation économique. Le trésorier a déclaré que pour l'année se terminant en 1895, les dépenses ont été de \$4.195.727. En 1896, elles ont été de \$4.099.707. Ce sont les deux dernières années de l'administration conservatrice. Sous la première année complète de l'administration libérale, soit 1897-98, les dépenses ont totalisé \$4.415.370, et pour la deuxième année, celle du surplus extraordinaire, elles ont été de \$4.201.000. On constate donc que l'année où les libéraux ont administré la province de la façon la plus économique possible, les dépenses ont quand même dépassé de huit à dix mille dollars celles des conservateurs au cours de l'année la plus extravagante de leur administration.

Il déclare qu'il terminera en faisant une remarque. L'intérêt de la dette, en 1897, exigeait une somme de \$1.434.779, en 1898, \$1.476.458, et en 1899, \$1.425.970. C'est-à-dire que nous constatons une économie de \$50.000 pour ce service. Cette économie est due à la conversion de la dette dont le gouvernement, dit-il, je faisais partie, a pris l'initiative, et le public recueille aujourd'hui les avantages de cette mesure, dont je puis justement revendiquer ma part.

Il profitera d'une autre occasion où la Chambre se formera en comité des subsides pour prendre en détail les chiffres dont il n'a pas pu parler aujourd'hui.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Les députés de l'Opposition ont tellement l'habitude des déficits qu'ils ne peuvent rien faire d'autre que de croire qu'il en est ainsi pour tout le monde.

Mon honorable ami cherche absolument à effacer le surplus dont le premier ministre a prouvé l'existence. Il s'efforce de le faire de deux façons: premièrement, en augmentant la somme inscrite aux dépenses ordinaires. Il a bien retenu le principe énoncé par l'honorable premier ministre, que les dépenses encourues au cours d'une année devraient être soldées immédiatement. Nous admettons ce principe et nous tenons à le respecter. Il a cité un cas d'une dette qui aurait été encourue au cours de notre administration.

Maintenant, dit-il, je veux souligner à mon honorable ami que cette dette n'a pas été contractée au cours de la dernière année. Elle existe depuis plusieurs années et je crois que mon honorable ami reconnaissait cette dette lorsque son parti était au pouvoir, car ils avaient entrepris de la régler. Le solde a traîné d'année en année et au moment d'arriver à une entente, le montant de la dette a été déterminé par un ordre en conseil.

Que l'on ait fixé le montant d'une dette n'établit pas la preuve de son existence. Donc, ce montant de \$27.000 pour lequel mon honorable ami nous accuse d'avoir dérogé à la règle établie par le premier ministre en ne le payant pas, n'est finalement pas une exception.

Mon honorable ami s'efforce d'anéantir notre surplus. Il dit: "Vous avez reçu des sommes que vous n'auriez pas dû inclure", et il mentionne deux items. La première représente la taxe sur les suc-

cessions et elle a été beaucoup plus élevée que nos prévisions. Mais c'est bien la somme que nous avons reçue. D'autres hommes riches sont décédés auparavant, nous regrettons leur décès, bien sûr. Mais mon honorable ami de Dorchester semble vouloir nous rendre responsables de leur décès.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non. J'ai dit que vous n'aviez pu le prévoir.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Bien, de toute façon, il fallait inscrire cette somme dans les recettes et c'est ce que nous avons fait.

Maintenant, on affirme qu'au cours de la dernière année, nous avons reçu du gouvernement fédéral une somme plus élevée qu'habituellement pour les intérêts sur les fonds en fidéicommis. Notre honorable ami dit que c'est un heureux hasard. Nous avons reçu cette somme au cours de l'année et nous avons le droit de la compter parmi nos recettes.

Par conséquent, une analyse très sommaire détruit complètement les arguments de mon ami. Le surplus existe et on ne peut le nier et après un examen détaillé des comptes publics, mon honorable ami ne peut formuler des critiques que sur trois items, et ses objections s'effacent dès que Ton procède à un examen rapide. Il admet que notre bilan est meilleur que celui de son parti au cours de sa dernière année au pouvoir. Ces messieurs souhaitent bien oublier cette dernière année où monsieur Taillon était à la tête du gouvernement. Mais, monsieur Taillon est-il encore le chef du parti conservateur? S'il était encore en Chambre, serait-il le chef du parti. Nous avons le droit de demander de quelle manière ces honorables messieurs, qui nous critiquent, ont-ils administré la province, et non pas comment monsieur Taillon l'a fait?

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que ces propos lui rappellent qu'il a omis de mentionner qu'au cours de la dernière année complète de l'administration conservatrice qui s'est terminée le 30 juin 1896, on a enregistré un surplus de \$286.000.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que le cas Dussault ne devrait pas être ajouté au bilan du dernier exercice financier, parce que cette dette n'a pas été contractée au cours de l'année et que de plus, personne ne s'est informé à quelle année cette dépense devrait être imputée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne se lève pas pour faire un long discours, mais seulement pour ajouter quelques courtes remarques à celles que vient d'offrir l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater). "Il désire offrir ses sympathies au chef du gouvernement pour la perte de leur surplus. La prédiction qu'il (M. Flynn) a faite, en novembre dernier, à Montréal, à savoir qu'il n'y avait pas de surplus, s'est réalisée, et nous en avons la preuve, ce soir. Le premier ministre nous a dit dans son discours que ce surplus était de \$33.000, dans la Gazette officielle de \$22.000, et dans l'état financier, soumis ce soir, de \$15.000. Qui varie n'est pas dans

le vrai; c'est le cas, ce soir, le premier ministre n'est pas dans le vrai. En décembre 1897, il posait comme principe que l'on devait payer toutes les obligations encourues dans un exercice, dans ce même exercice; et il nous a alors reproché de lui avoir laissé des obligations à rencontrer. En suivant la doctrine que vous avez posée alors, ce n'est pas un surplus que nous constatons aujourd'hui, mais un déficit considérable, un déficit de \$100,000. Outre la somme de \$27,000 que vous devez à Dussault, il y a encore des sommes considérables que vous n'avez pas payées à la fin de l'exercice dans plusieurs départements comme ceux de la Colonisation, des Terres et des Pêcheries. Ces arrérages ne sont pas encore payés. Il est clairement prouvé à la face des documents officiels, qu'il n'y a pas l'ombre d'un surplus, mais au contraire un déficit considérable. L'Opposition a porté la guerre en Afrique et a remporté la victoire<sup>(1)</sup>. Les 23 roses qui devaient orner le berceau du surplus vont malheureusement décorer sa tombe creusée prématurément.

Le gouvernement actuel avait promis de dépenser moins que ses prédécesseurs, et il a dépensé plus que les gouvernements de Boucherville et Taillon.

L'état financier que nous avons devant nous est en condamnation formelle des énoncés que vient de faire le premier ministre.

Par conséquent le gouvernement a manqué à toutes ses promesses et à tous ses engagements. Le gouvernement actuel met en pratique certains principes qu'il combattait quand il était dans l'Opposition.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Qu'avez-vous à dire au sujet des dépenses que vous n'avez jamais encourues, mais que vous nous avez imposées?

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Autant que je puis l'affirmer, aucune dépense n'a été encourue par nous que nous avons imposé à nos successeurs. Mais au contraire, nos prédécesseurs ont imputé toutes les dépenses qu'il leur a été possible de mettre dans la partie de l'année 1896-97 de notre administration et par la suite, ils ont essayé de laisser croire que nous avions contracté toutes ces obligations.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Remarque que sous la présente administration, les dépenses, qui avaient été de \$4,900,000 sous l'ancienne administration, ce qui représentait un déficit de \$984,000, sont tombées à \$4,230,000 l'année dernière, ce qui donne un surplus de \$15,000.

Il donne alors les précisions suivantes: les dépenses dans le domaine de la législation, qui avaient atteint le total de \$288,000 en 1896-97, sont tombées à \$190,000 en 1898-99. Les dépenses du gouvernement civil, de \$277,000 à \$269,000: l'administration de la justice, de \$662,000 à \$609,000: les travaux publics et édifices, de \$165,000 à \$83,000.

Il insiste sur le dernier item, disant que l'économie réalisée par le député de Brome à ce chapitre est l'exploit le plus remarquable depuis la Confédération. Le gouvernement a diminué les dépenses à tous les chapitres.

Il fait une allusion à un surplus effectué par l'ancien trésorier conservateur, M. Hall.

Il dit avoir pris la parole simplement pour effacer l'impression de succès que veut donner le député de l'Opposition. À son avis, ces messieurs d'en face ont enregistré une faillite monumentale.

Aucun gouvernement depuis la Confédération, sauf celui-ci, n'a réussi à bien administrer les finances. Il se dit fortement opposé aux subsides aux chemins de fer, mais il ne blâme pas le gouvernement d'avoir adopté cette politique, car il a hérité d'une mauvaise situation.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande quelle est l'opinion du député de Huntingdon concernant les surplus.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond avoir voulu se servir d'images pour répondre à son honorable ami, mais, ajoute-t-il, il est évident que celui-ci désire des calculs mathématiques. Si le député de Dorchester est sérieux, je ne serai pas mesquin à cet égard, déclare-t-il. Bien franchement, le surplus n'est que de \$15,000. S'il était de \$20,000, je serais aussi fier de le mentionner.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable député de Huntingdon admettra-t-il que le surplus présenté par l'honorable M. Hall, trésorier provincial du gouvernement de Boucherville, était aussi bon que celui que nous a présenté le gouvernement actuel?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pour être juste envers l'honorable M. Hall, je puis dire que le surplus de \$15,000 du gouvernement de Boucherville était aussi légitime que le surplus du gouvernement actuel.

En autant que les membres du gouvernement actuel sont concernés, ils agissent en hommes d'affaires économes.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il est trop tard pour faire un long discours, mais il attire l'attention de la Chambre sur le fait que l'honorable premier ministre a déclaré que c'était le meilleur surplus que l'on avait eu depuis 20 ans tandis que le représentant de Huntingdon, son collègue, avoue que le gouvernement de Boucherville, alors que M. Hall était trésorier, avait eu un surplus aussi élevé. Jusqu'à présent, le député de Huntingdon avait prétendu que les conservateurs avaient toujours eu des déficits, et ce soir, il avoue qu'il s'est trompé et il est forcé de venir dire devant les Chambres que le gouvernement actuel n'avait pas mieux fait que le gouvernement de Boucherville.

1. Allusion sans doute au fait d'armes de Scipion lors de la guerre contre Carthage.

Quant à l'affaire Dussault, c'est une transaction honteuse, parce qu'elle crée une nouvelle dette que les tribunaux du Dominion ont déclaré illégale, et stigmatisée.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon):  
Fait remarquer que si monsieur Hall avait administré les finances aussi bien que le premier ministre l'a fait, s'il avait inscrit dans les dépenses ordinaires les mêmes items que le premier ministre, il aurait enregistré un déficit très élevé.

**En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les che-

mins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Bureau provincial d'hygiène (statuts refondus du Québec, chapitre VII, chapitre 5, section 1): pour l'année finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les deux résolutions sont lues pour la première fois.

La première résolution (no 1) est lue pour la deuxième fois et adoptée.

La séance est levée à onze heures et demie.

## Séance du 25 janvier 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente (1).

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Garneau, la pétition de la corporation de la paroisse de Beauport;

Par M. Clapperton, la pétition de W.J. Enright, de Port-Daniel, comté de Bonaventure;

Par M. Bickerdike, la pétition de M. Alexandre W. Norris et autres, de Montréal;

Par M. Décarie, la pétition de la corporation de la paroisse de la Longue-Pointe: la pétition de la corporation du village de Beauvillage de la Longue-Pointe: la pétition de la ville de Saint-Paul, Montréal; la pétition du révérend H. Brisset et autres, de la paroisse de Saint-Paul de Montréal;

Par M. Langelier, la pétition de M. G. Turcot, de Philadelphie, États-Unis d'Amérique, la pétition d'Oswald-Sylvio Métivier, de Holyoke, des États-Unis d'Amérique;

Par l'honorable M. Guerin, la pétition de l'honorable M. William Hales Hingston et autres, de Montréal.

Par M. Lacombe la pétition de Pierre Berco-vitch, de Montréal;

Par M. Gouin, la pétition de l'honorable Trefflé Berthiaume et autres, de Montréal;

Par M. Chauret, la pétition de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue;

Par M. Tessier, (Rimouski) la pétition de la Compagnie du téléphone de Métis;

Par M. Champagne, la pétition de Joseph-Arthur Lesage, de Georgiaville, Rhode Island, États-Unis d'Amérique.

Par M. Pelletier, la pétition de Joseph Vanier, de Montréal;

Par M. Robitaille, la pétition de Isidore Caouette, et autres, de Québec;

Par M. Bickerdike, la pétition de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Co.," de Montréal, et la pétition d'Archibald MacNider et autres, de Montréal;

Par M. Champagne, la pétition de Jules-Aimé Maucotel, de Montréal;

Par M. Plante, la pétition de William Sutherland, du village de Huntingdon;

Par M. Bickerdike, la pétition de "Laurentides Pulp Co.," de Montréal; la pétition de Montréal Investment and Freehold Co.," et la pétition de Samuel A. McMurtry et autres, de Montréal.

— Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la congrégation des Juifs roumains, "Beth David," de Montreal, demandant un acte d'incorporation;

De la corporation de la ville de Joliette demandant une loi pour confirmer et ratifier certains règlements et arrangements intervenus entre ladite ville et la Compagnie du Grand Nord;

De "The Peoples Telephone Co. of Sherbrooke" demandant la permission d'augmenter son capital;

De David O'Gilvy, demandant qu'il soit permis à l'Association des architectes de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres;

De la Compagnie des pouvoirs hydrauliques de Saint-Hyacinthe demandant un acte d'incorporation;

Des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus demandant une loi à l'effet d'imposer une cotisation sur les immeubles des francs-tenanciers de la paroisse;

De la Compagnie de chemin de fer de la jonction de Napierville demandant une loi la constituant en corporation;

De "The Ladies City Mission of Quebec" demandant un acte d'incorporation;

De "Great Northern Elevator Co." demandant un acte d'incorporation;

Des syndics de la paroisse Saint-Denis de Montréal, demandant une loi à l'effet d'effectuer un emprunt;

De la ville de Maisonneuve demandant des amendements à sa charte.

De la ville d'Outremont, demandant des amendements à sa charte;

De Philias Prud'homme et autres demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Eustache Prud'homme.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable J.-E. Robidoux son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation. VOICI le rapport:

Votre comité a élu M. Garneau son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres

Adopté.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents VOICI le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas: de la cité de Québec: de la corporation du village de Grand-Mère: du Crédit foncier franco-canadien et de la compagnie de chemin de fer Québec

1. Le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) est subitement pris de malaise et doit s'absenter de la Chambre pour plusieurs jours. Il ne reprendra son siège qu'à la séance du 1er février.



bec Central" demandant respectivement des amendements à leur charte: de "The Mechanics" Institute of Montreal." demandant une loi l'autorisant à emprunter une somme de dix mille piastres: de "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," demandant de changer son nom en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew benevolent Society of Montreal." et d'étendre ses pouvoirs: de The Montreal Day Nursery." demandant une loi la constituant en corporation; de l'Institut royal pour l'avancement des sciences, demandant une loi aux fins d'étendre ses pouvoirs, de faire des placements et de valider des placements déjà effectués: de Chs. Morin, David Roy et al., demandant une loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation; de dame Eulalie Prud'homme et al., demandant une loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse; de Henri-Paul Lefebvre, demandant une loi autorisant son admission à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen; de Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen; d'Antonio-Achille Leduc et al. demandant une loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt. Quant à la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas l'amendement demandé par l'article premier de la pétition, concernant l'augmentation de la cote foncière requise pour charge de maire de la cité, en la portant de la somme de mille piastres à celle de deux mille piastres.

### Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération tous amendements suggérés au code municipal, et chargé de soumettre à cette Chambre un projet de loi pour la refonte du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Stephens son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

### Rapports de comités:

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. De Grosbois son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. W.J. WATTS (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Watts son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Bickerdike son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G.-M. Dechêne (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable F.-G.-M. Dechêne son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 49), autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CARON (Maskinongé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 116), amendant la charte du village de Grand-Mère.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 36) amendant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 46) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M.D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 44) à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal," et de développer ses pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 138) autorisant "The Mechanics' Institute" à emprunter sur

hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 43) concernant l'Institut royal pour l'avancement des sciences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Il dit ne pouvoir donner tous les détails sur cette mesure, mais il peut affirmer de façon générale, que ce bill n'apporte pas de changements rigoureux à la loi existante. La principale nouvelle disposition accorderait aux juges plus de latitude pour fixer les amendes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 82) amendement le code municipal.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'honorable député de Huntingdon avait déclaré il y a deux jours que ce n'était pas un amendement mais une refonte du code municipal et qu'il allait soumettre le travail à un comité qui tâcherait d'en faire une loi acceptable à soumettre à la Chambre. Ce bill n'a pas sa raison d'être, vu le projet de refonte de ce code, qui est maintenant devant le comité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il va modifier sa motion de présentation. Il demande la permission d'introduire un bill (bill no 22) intitulé: "Loi consolidant et amendement le code municipal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. CL. COTTON (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 83) amendement la loi concernant les médecins et les chirurgiens.

Ce bill prévoit de changer le système d'élection des gouverneurs du collège. Jusqu'à aujourd'hui, ils étaient élus par procuration et le collège exprime le désir de voir les gouverneurs élus par un vote direct dans leur district.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 84) amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Il dit que l'objet de cet amendement est d'abroger simplement la clause 244 de l'Acte électoral, lequel punit d'une amende de \$200 tout candidat qui reçoit quelqu'un à sa table durant l'élection, ou qui lui fournit soit des boissons, soit des rafraîchissements, même si la politesse n'est pas faite en vue ou à l'occasion de l'élection; même si l'hôte est un parent, un ami, un intime, même le père du candidat.

Le bill ne prévoit pas d'éliminer les restrictions se rapportant à la corruption durant les campagnes électorales, tel que prévu dans la loi électorale de Québec. Il s'agit de mettre un terme à une épreuve imposée involontairement aux citoyens par l'article 243 de cette loi.

Par exemple, un candidat ne peut le jour de l'élection recevoir à sa table son propre frère, s'il est un de ses électeurs, sans encourir le risque d'être accusé d'enfreindre la loi ou d'avoir voulu enfreindre la loi et est passible d'une amende de \$200 et d'une peine d'emprisonnement de six mois à défaut de paiement ou les deux, selon la décision du juge.

Cette mesure constitue vraiment pour tout citoyen une épreuve et un danger auxquels nul ne devrait être exposé dans de telles circonstances. Le but de cette loi était de punir et de supprimer la corruption électorale pendant cette période et non pas de défendre la simple hospitalité offerte, sans aucune intention de corruption électorale. La loi électorale traite amplement de la corruption à l'article 260 qui se lit comme suit:

"260. Tout candidat qui, dans un motif de corruption, par lui-même ou par quelque autre, ou avec quelque autre personne, ou de toute autre manière, en son nom ou dans son intérêt, en tout temps, avant, pendant ou après l'élection, directement ou indirectement, donne ou fournit, ou fait donner ou fournir, ou participe à donner ou à fournir, ou paye, en tout ou en partie, quelques dépenses encourues pour les donner ou fournir, des mets, boissons, rafraîchissements ou provisions à quelque personne, qu'elle soit ou non électeur, dans le but de se faire élire, ou pour avoir été élu, ou dans le but d'influencer indûment cette personne ou toute autre personne à donner ou à s'abstenir de donner son vote à cette élection, est coupable de l'acte de corruption appelé "avoir traité", et est passible d'un emprisonnement d'un mois au plus, et d'une amende de deux cents piastres, et d'un emprisonnement de six autres mois à défaut de paiement, en sus de toute autre pénalité dont il est passible pour ce fait en vertu de toutes autres dispositions de la présente loi."

La permission est accordée. Le bill est lu pour la première fois.

## Interpellations:

### Travaux publics dans Joliette

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. Quelle part le gouvernement a-t-il faite au comté de Joliette des \$75,000 votées pour les chemins de colonisation dans la province, pour l'année commençant le 1er juillet 1899?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé à même ces \$75,000 depuis le 30 juin 1899 jusqu'à ce jour, pour des travaux exécutés ou entrepris dans le comté de Joliette?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1 \$500 00

2 \$ 70 00

M. J.-M. TELLIER (Joliette):

1. A-t-il été produit, au bureau de l'honorable commissaire de la Colonisation et des Mines, quelque requête ou lettre demandant un octroi ou des octrois pour des chemins dits de colonisation, dans le comté de Joliette, à même les deniers votés par la Législature pour les chemins de colonisation, pour l'année commençant le 1er juillet 1899?

1. Dans l'affirmative, ces demandes ont-elles été prises en considération par le gouvernement, ou par l'honorable commissaire de la Colonisation et des Mines, lors de la distribution des \$75,000 votées pour les chemins de colonisation, pour l'année courante?

3 Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit, l'année prochaine, auxdites demandes d'octrois?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.

2. Oui.

3. Ces demandes seront prises en considération quand le gouvernement fera la distribution de l'octroi pour l'an prochain.

#### **Demande de documents:**

##### **Somme pour fins d'éducation**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50,000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, 1897, et aussi copie de tous rapports ou recommandations du surintendant, ou du conseil ou des comités de l'Instruction publique, sur le même sujet.

Adopté.

##### **Droits de pêche**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada, le département de la Marine et des Pêcheries, ou aucun autre département, à Ottawa, avec le gouvernement de la province de Québec, ou le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou

aucun autre membre du gouvernement de cette province, au sujet des questions des droits de pêche soulevées par suite de jugement du Conseil privé, et depuis la date de ce jugement, et aussi copie de tous arrêtés en conseil, soit du gouvernement du Canada, soit de celui de la province de Québec, et de tous rapports sur le même sujet.

Adopté.

##### **Pétition de droit de L.-J. Demers**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, papiers et documents qui n'ont pas été produits au sujet de la pétition de droit de L.-J. Demers, ainsi que la copie du jugement de la Cour supérieure, de la Cour d'appel et du Conseil privé, dans cette cause, et aussi les notes sténographiques de l'argument devant le Conseil privé.

Adopté.

##### **Sommes déboursées par le gouvernement en rapport avec la pétition de L.-J. Demers**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) et avec le consentement unanime de cette Chambre, qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des montants déboursés par le gouvernement en rapport avec la pétition de droit de L.-J. Demers contre le gouvernement.

Adopté.

##### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G.-MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent soixante et deux piastres et vingt quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer à la succession Neville une indemnité pour interruption de son bail du château de Ramezay, en vertu d'un jugement de la Cour suprême, en date du 24 octobre 1899:

##### **Subsides**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se torme de nouveau en comité des subsides

Adopté.

Montant du jugement accordé aux intimés .....	\$6,200.00	
Intérêt à 6% sur ce montant à compter du 2 mai, 1898, au 1er février, 1900 .....	\$ 652.27	
		\$6,852.27
Mémoire de frais de L.-T. Maréchal, avocat des intimés, en Cour suprême .....	\$ 379.24	
Intérêt à 6% du 24 octobre 1899 au 1er février 1900 .....	\$ 6.23	
		\$ 385.47

Mémoire de frais sur procédure pour appel à la Cour supérieure .....	\$ 41.00	
Intérêt à 6% du 24 octobre 1899 au 1er février 1900 .....	\$ .67	
		\$ 41.67
Mémoire de frais de l'avocat des intimés, en appel .....	\$ 255.50	
Intérêt à 6% du 27 octobre 1899, au 1er février 1900 .....	\$ 4.20	
		\$ 259.70
Mémoire de frais de l'avocat des pétitionnaires, en Cour supérieure .....	\$ 382.85	
Intérêt à 6% du 2 mai, 1898, au 1er février 1900 .....	\$ 40.28	
	\$ 423.13	
		\$7,962.24

pour l'année finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent deux piastres et douze centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour

payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la couronne en chancellerie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et les frais de distribution des statuts de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues pour la première fois.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture de la résolution no 2 rapportée le 24 janvier 1900 du comité des subsides, ladite résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

La séance est levée à quatre heures trente.

## Séance du 26 janvier 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à trois heures quinze.**

### Documents:

M. L'ORATEUR: Dépose sur la table de la Chambre l'état des affaires de l'hôpital de la Miséricorde, de Québec, pour l'année 1899 (Document de la session no 16)

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Décarie, la pétition de la corporation de la ville de Saint-Louis, de Montréal;

Par M. Champagne, la pétition de Raymond Préfontaine et autres, de Montréal;

Par M. Duplessis, la pétition de "The St. Lawrence and North Western Railway Company", de Trois-Rivières;

Par M. Rocheleau, la pétition des commissaires des écoles catholiques romaines de la ville de Montréal;

Par M. Nantel, la pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu, de Québec;

Par M. Lalonde, la pétition de la corporation de la ville de Saint-Henri de Montréal;

Par M. Weir, la pétition de Jos.-A. Langlais et autres, de Québec et autres parts;

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Fred. C. Henshaw, tuteur de Freda Maude Henshaw, demandant une loi l'autorisant à acquérir des actions dans la compagnie "The John McDougall Caledonian Iron Works," et pour obtenir d'autres pouvoirs;

De Narcisse Trahan demandant une loi pour subdiviser la division d'enregistrement de Nicolet;

De la Cie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe demandant un acte d'incorporation:

De "The Hull Electric Co", demandant une loi à l'effet de confirmer et ratifier un arrangement survenu entre ladite compagnie et la Cie du Pacifique Canadien;

De "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Co.", demandant des amendements à sa charte;

De la municipalité de la partie sud de La Visitation de la B.V.M., demandant l'érection en une seule municipalité de tout le territoire composant ladite paroisse;

De "The Royal Trust Co.";

De "St. Francis Bridge Co.";

Du "Bishop's College";

et de la Cie hypothécaire, demandant respectivement des amendements à leur charte.

### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas;

De "The Congregation of Roumanian Jews, Beth David of Montreal";

De la Compagnie des pouvoirs hydrauliques de Saint-Hyacinthe;

Et de "The Ladies City Mission of Quebec." demandant respectivement d'être constituées en corporation;

De la ville de Maisonneuve et de la ville d'Outremont demandant respectivement des amendements à leur charte;

Des syndics de la paroisse Saint-Denis de Montréal demandant une loi l'autorisant à emprunter une certaine somme pour la construction d'une église;

Et de Philéas Prud'homme et autres demandant une loi concernant la succession d'Eustache Prud'homme.

### Introduction de bills:

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 39) pour constituer en corporation la Congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. BALL (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 114) pour amender la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 57) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 31) concernant la paroisse de Saint-Denis, Montréal.

Il explique que ce bill a rapport à l'érection d'une église et d'un presbytère dans la paroisse Saint-Denis, Montréal. Les administrateurs de la paroisse Saint-Denis prélèveraient par l'assiette d'un impôt sur tous les francs-tenanciers catholiques de la paroisse, une somme annuelle n'excédant pas vingt centins pour chaque cent piastres de la valeur de taxation de la propriété foncière, pour une période n'excédant pas quarante ans, et cela pour le paiement dudit ouvrage et les frais occasionnés par ledit impôt; pourvu que les immeubles desdits francs-tenanciers situés dans les limites de la paroisse soient affectés et que lesdits francs-tenanciers soient sujets seulement jusqu'à l'exécution dudit impôt, et pourvu que les francs-tenanciers de langue anglaise qui pourraient se former en paroisse séparée, soient, pro facto, exemptés de ladite loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 73) constituant en corporation "The Montreal Day Nursery".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 47) constituant en corporation "The Ladies City Mission of Quebec".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): pour M.C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 51) amendant la charte du "Crédit foncier franco-canadien".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Cité de Québec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 36) amendant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il déclare que la cité demande l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas \$150,000 pour l'établissement d'un filtre pour l'aqueduc de Québec, pour construction d'égouts publics, pavages de rues et places publiques et autres améliorations permanentes.

Si la Compagnie du chemin de fer du Grand Nord construit à Québec un élévateur à grains, la cité demande le pouvoir de l'exempter, pendant un espace de temps ne dépassant pas 10 ans, des taxes municipales, excepté les taxes scolaires et d'eau.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Institut royal pour l'avancement des sciences**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 43) constituant l'Institut royal pour l'avancement des sciences, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntington): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 44) à l'effet de changer le nom de "The young Mens Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Demande de documents:**

#### **Reine vs. E. Pacaud**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre copie des comptes et mémoires de frais et de correspondance dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899, pour \$1,561.25, sous le titre "Administration de la Justice," et dans la cause de la reine vs. Pacaud et de la reine vs. Ernest Pacaud et al., et aussi copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson, c.r., comme conseil de la couronne, dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899, pour \$762.28. a été émis.

Adopté.

#### **Paiement à J. Dussault**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose qu'il soit mis devant la Chambre ordres en conseil, correspondance et documents ayant trait à l'item no 8 du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, relativement au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande que la proposition soit retirée jusqu'à ce que l'honorable député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) qui est responsable de cette question, soit présent en Chambre.

La proposition est rejetée.

### **Subsides**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), et avec le consentement unanime de la Chambre, que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier 1900 et l'urgence du paiement de certains travaux supplémentaires actuellement terminés, à même la somme de \$20,000 00 votée pour chemins de colonisation (item 3, dudit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de mettre son mandat en faveur du trésorier de cette province pour la somme de \$15,000.00 et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Adopté.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture de résolutions rapportées le 25 janvier 1900 du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il serait préférable d'en venir à une entente quant à la manière de procéder en comité. L'Opposition n'a pas d'objection à adopter les items, mais jusqu'à présent.

elle n'a que très peu de documents devant elle et des informations sont refusées sur certaines questions. Il serait préférable d'attendre le retour de l'honorable secrétaire provincial avant que la Chambre se réunisse en comité. (1)

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Se dit d'accord.  
La proposition est rejetée.

La séance est levée à trois heures quarante-cinq.

1. L'honorable J.-E. Robidoux était malade à ce moment-là.

## Séance du 29 janvier 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Champagne, pour M. Rainville, la pétition de la ville de Montréal.

Par M. Champagne, la pétition de Henri Hains, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de Beauport demandant une loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de Beauport, exemptant de taxes municipales la compagnie dite "The Montmorency Cotton Mills Co.";

De W. J. Enright, M.D., demandant une loi à l'effet d'autoriser le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De M. Alex. W. Morris, et al. demandant une loi d'incorporation sous le nom de "The Montreal Mining Exchange";

De MM. MacNider et autres demandant une loi d'incorporation;

De la "Dominion Abattoir and Stock Yards Co." demandant des amendements à sa charte.

De M. Samuel A. McMurtry, demandant une loi instituant les fils de feu W. Watson Ogilvy, exécuteurs testamentaires de ce dernier;

De "The Montreal Investment and Freehold Co." demandant des amendements à sa charte;

De "The Laurentides Pulp Co", demandant que le bill présenté par le village de Grand-Mère ne devienne pas loi;

De "The Laurentides Pulp Co", demandant une loi à l'effet de l'autoriser à voter aux élections municipales et autres;

De la paroisse de la Longue-Pointe, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs:

Du village de Beauvillage de la Longue-Pointe demandant une loi concernant le village de ce nom.

De la corporation de la ville de Saint-Paul demandant une loi revisant ses lois organiques.

De la paroisse de Saint-Paul de Montréal, demandant une loi concernant la construction de l'église, sacristie, presbytère et leurs dépendances;

De M. Téléphore G. Turcot, demandant une loi pour lui permettre d'exercer la profession de dentiste dans cette province;

De M. Oswald-Sylvio Métivier, demandant une loi autorisant l'Association des dentistes à l'admettre au nombre de ses membres;

De "The Catholic Sailor's Club", demandant une loi d'incorporation;

De M. William Sutherland, demandant une loi à l'effet d'autoriser l'Association des dentistes de

la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres:

De M. Peter Bercovitch, demandant une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen:

De l'honorable Trefflé Berthiaume et autres demandant un acte d'incorporation;

De Jules-Aimé Maucotel, demandant une loi l'autorisant à vendre des immeubles sans frais de justice;

De la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue demandant une loi revisant ses lois organiques:

De la Cie de téléphone de Métis, demandant une loi l'autorisant à construire une ligne de téléphone entre le bassin de Gaspé et la ville de Lévis:

De Joseph Vanier, demandant une loi au sujet de la curatelle d'Edmond Vanier;

De J.-A. Lesage, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres:

De l'Association des bouchers et marchands de lard de Québec, demandant à être constituée en corporation:

De la Cie d'assurance du Canada contre le feu, demandant une loi leur conférant certains pouvoirs:

De Jos-Alfred Langlais, de la cité de Québec. Geo. W. Parmelee et autres, demandant un acte d'incorporation:

De la cité de Saint-Henri, demandant une loi modifiant sa charte;

Des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, demandant une loi les autorisant à faire une émission de débentures:

De "The St. Lawrence and North Western Co.", demandant des amendements à sa charte.

De M. Raymond Préfontaine et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "The Labrador Electric Light and Power Co."

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

L HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) pour L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay) (1): Remet à M. L'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur

M. L'Orateur: Lit ledit message comme suit:

L.-A. JETTE.

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je reçois avec grand plaisir, à l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et vous en remercie bien sincèrement.

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec 29 janvier 1900

1. L'honorable J.-E. Robidoux était malade à ce moment-là.



## Introduction de bills:

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 40) autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 49) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Charte de Grand-Mère

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 116) amendement la charte du village de Grand-Mère soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Congrégation des Juifs roumains

M. A.W. ATWATER (1) (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 39) constituant en corporation la Congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Paroisse de Saint-Denis de Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 31) concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Crédit foncier franco-canadien

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 51) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

1. Selon le Montréal Star du 30 janvier 1900, M. Atwater n'aurait pas été présent en Chambre à ce moment, retenu à l'extérieur de la ville par la tempête. Cependant, le Journal de l'Assemblée Législative ainsi que nos autres sources ne nous indiquent pas le remplaçant du véritable parrain. Il sera toutefois de retour au cours de la séance.

## Pont à péage sur la rivière Bécancourt

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 114) amendement la loi concernant le pont à péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Immeubles substitués par M. Gougeon

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### The Mechanics' Institute

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 138) autorisant "The Mechanics' Institute" à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de \$10,000 soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### The Ladies Mission of Quebec

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 47) constituant en corporation "The Ladies City Mission of Quebec", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Charte d'Outremont

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 57) amendement la charte de la ville d'Outremont soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Chemins de fer Québec-Central

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 46) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

**Interpellations:****Pont de péage de Saint-Henri de Lévis**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Le gouvernement a-t-il payé ou prêté quelque somme en rapport avec le pont de péage de M. Jean Bussière, de Saint-Henri, Lévis?

2. Dans l'affirmative, quel montant, pour quelle raison, et à quelle condition?

3. Le gouvernement a-t-il fait quelques promesses, ou a-t-il pris quelque engagement au sujet de ce pont, et, dans l'affirmative, quels sont-ils?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Oui. 2. \$500.00, à condition de permettre à tous les patrons de beurreries et de fromageries de Saint-Henri, de passer gratuitement sur ce pont pour les fins de l'industrie laitière.

3. Non.

**Demandes de documents:****Travaux d'arpentage**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des paiements faits pour le montant spécial, en date du 20 octobre 1899, pour \$12,845 sous le titre: "Colonisation et mines. — Arpentages."

Adopté.

**Administration de la justice,  
mandat spécial**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des paiements faits en vertu du mandat spécial du 5 mai 1899, pour \$50,000, sous le titre: "Administration de la justice."

Adopté.

**Dépenses contingentes**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire no 1 de \$9,500.00, pour dépenses contingentes, ledit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues.

Adopté.

**Chemins de colonisation**

M. P. GRENIER (Champlain): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. E. Bouffard), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des paiements à faire à même l'item no 3 des estimés supplémentaires pour l'année courante, savoir l'item de \$20,000 pour "chemins de colonisation"; ledit état indiquant la date des instruc-

tions données pour ces travaux de colonisation qui doivent être payés à même cet item.

Adopté.

**Administration de la justice,  
budget supplémentaire**

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des sommes ou des paiements à faire à même l'item no 2 du budget supplémentaire pour l'année courante, pour administration de la justice, pour \$20,000, ledit état devant indiquer à quelles dates ces dépenses ont été encourues ou ces engagements pris.

Adopté.

**Recettes et dépenses de la province**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état des recettes et paiements de toutes sources, de la province depuis le 1er juillet dernier jusqu'à la date de la production de cet état.

Adopté.

**Docteur Côté de Mistassini**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre: 1 Copie de toutes requêtes ou autre correspondance entre le gouvernement et toute personne que ce soit, au sujet de la nomination d'un certain docteur Côté, comme médecin ou autrement à Mistassini, dans le comté du Lac-Saint-Jean.

2 Copie de toutes instructions à lui données, à quelque titre que ce soit; copie de tout compte fait par ledit docteur Côté, à quelque département que ce soit, payé ou payable plus tard, pour salaire, dépenses de voyages ou autres raisons:

3 Copie de toute correspondance entre ledit docteur Côté et aucun département quelconque, ou aucun ministre, à quelque sujet que ce soit.

4 État détaillé indiquant ces montants payés par le gouvernement audit docteur Côté à quelque titre que ce soit.

**Travaux de colonisation**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean). Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation pour ouvrages faits ou à faire payables après le 1er juillet prochain.

Adopté.

**Destitution du percepteur I. Dumais**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay

(M.H.Petit) qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, requête concernant la destitution de M. Israël Dumais, percepteur du revenu à Roberval, dans le comté du Lac-Saint-Jean, jusqu'à ce jour, et aussi copie de toute correspondance, requête, au sujet de la nomination de son successeur, et toutes instructions données à ce dernier jusqu'à ce jour.

Adopté.

#### Travaux de colonisation dans Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean); Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation payé jusqu'à ce jour dans le comté du Lac-Saint-Jean, et aussi copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation, autorisant des travaux de colonisation dans le même comté, payables à mêmes les estimés supplémentaires, déposés devant la Chambre le ou après le premier juillet prochain ou en tout temps, avant le 30 juin prochain.

Adopté.

#### Paiement à J. Dussault

La Chambre procède, selon l'ordre du jour, à la prise en considération de la demande de document du représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), à savoir le paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Demande de retarder la demande de document pour permettre au député de Montréal no 4 d'être en Chambre et de se prononcer sur cette question. Son absence est attribuable au retard du train. Finalement il accepte.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne voit pas la nécessité de discuter cette motion car le débat sur celle-ci surviendra probablement au moment de l'adoption des estimations.

La demande de document est laissée en suspens.

#### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare que cette somme a été nécessaire pour l'organisation du département des Pêcheries.

MM. E.J. FLYNN (Gaspé), G.-A. NANTEL (Terrebonne), et L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclarent qu'à l'item spécifiant une somme de \$9,500 pour payer les dépenses contingentes, on mentionne la somme de \$800 qui a servi à payer des dépenses du département des Terres, Forêts et Pêcheries. Tous les trois ajoutent que si les revenus ont augmenté considérablement dans ce service, il en est de même des dépenses. Sous le gouvernement conservateur, ce département était parfaitement organisé.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que sur cette somme de \$9,500, \$2,500 sont allés à son département. Sur ce dernier montant, \$1,500 ont servi à payer des dépenses occasionnées par la décision du Conseil privé relative à la juridiction de certains territoires, décision qui a été contestée par le gouvernement fédéral.

Il ajoute que ces dépenses contingentes s'étendent à tous les services du département des Terres et Pêcheries.

Il déclare avoir obtenu des résultats plus avantageux que tous ses prédécesseurs en faisant fructifier nos inestimables ressources de chasse et de pêche.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que sur cette somme de \$9,500, il y a environ \$1,000 pour le département de l'Instruction publique, par suite de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de l'Instruction publique.

Il critique l'ancienne administration conservatrice.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare que c'est une critique de mauvais goût.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si le gouvernement en est arrivé à une entente au sujet de la mise à exécution du jugement du Conseil privé relativement aux pêcheries.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare que le gouvernement de Québec accepte le récent jugement du Conseil privé d'Angleterre en faveur des provinces, et si l'affaire est encore soumise à la Cour Suprême, c'est à la demande des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Quant au gouvernement, il entend se conformer au jugement du Conseil privé qui déclare que les droits de pêche de la province s'étendent jusqu'à la Pointe-des-Monts et au Cap-Chat. En attendant, le gouvernement a émis des permis de pêche, malgré les prétentions du ministre des Pêcheries à Ottawa. Le gouvernement fédéral conteste une partie des droits de la province. D'ailleurs, toutes les pièces vont être mises sur le bureau de la Chambre, et le gouvernement de Québec a soumis à la Cour suprême le litige existant entre lui et le gouvernement d'Ottawa.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le ministré de la Marine et des Pêcheries n'est peut-être pas enclin à se conformer à l'interprétation que donne le jugement de la Cour suprême, pas plus que de respecter la décision du Conseil privé.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Croit que Sir Louis Davies acceptera de se conformer au jugement de la Cour suprême.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille sept cent dix huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc.. de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.P.Q. art. 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élections: pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues pour la première fois

### Compagnies minières

La Chambre reprend le débat sur la question proposée mercredi le 24 janvier courant: que le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières soit lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse) Prend la parole.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Je ne me lève pas pour faire un long discours. J'ai étudié quelque peu le projet de loi de l'honorable commissaire de la Colonisation et des Mines, et je veux tout simplement, en fort peu de mots, donner les motifs de l'attitude que j'entends prendre en cette Chambre au sujet de cette mesure. Je déclare d'ailleurs que je n'ai pas de parti-pris et que je demeure encore "ouvert à la conviction", si l'on peut opposer aux raisons que je vais donner, des raisons meilleures.

Quel est l'objet du projet de loi soumis à notre étude? Il me paraît avoir deux objets

1. Créer une loi générale organique devant s'appliquer à toutes les compagnies minières qui pourront se former à l'avenir dans la province.

2. Interdire aux compagnies minières étrangères le droit d'opérer dans la province de Québec, sans un permis du lieutenant-gouverneur.

La loi proposée est-elle nécessaire? Nous avons déjà dans nos statuts une loi générale organique oui a nom: "Loi corporative des compagnies à fonds social". Elle se trouve aux articles 4694 et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

En vertu de cette loi, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes constituant en corporation toute compagnie ou société composée d'au moins cinq membres, d'un fonds social déterminé dont moitié du capital a été souscrit et 10% du capital souscrit a été actuellement payé.

En vertu de cette loi, les actionnaires sont responsables du plein montant qu'ils ont souscrit.

Une proportion de 10% du capital souscrit doit être prélevé sur les actionnaires dans le délai d'un an après l'émission des lettres patentes; puis de nouveaux versements de 5% doivent être faits d'année en année jusqu'à ce que la moitié au moins du capital souscrit ait été payé.

Quand la moitié du capital souscrit a été payé a la caisse de la compagnie la loi laisse aux directeurs de la compagnie le soin d'ordonner à leur discrétion de nouveaux prélèvements jusqu'à ce que les actions souscrites aient été entièrement payées

Voilà la loi qui, jusqu'ici, a régi la compagnie à fonds social. Et voilà aussi la loi qui s'est appliquée jusqu'à ce jour à toutes les compagnies minières constituées dans la province de Québec.

Quelle est maintenant la loi que le commissaire de la Colonisation et des Mines veut substituer à celle-là, en autant que les compagnies minières sont concernées?

Le bill commence par déclarer que la loi dont je viens de donner une courte analyse régira les compagnies minières excepté là où il y est dérogé.

Or quelles sont les dérogations apportées par le bill?

1. Il suffira que, selon l'article 4, le ¼ du capital social ait été souscrit avant que les lettres patentes puissent être émises. Le quart au lieu de la moine.

L' HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse) Déclare qu'il est prêt à modifier le projet de loi concernant l'article 4, de manière à faire disparaître cette objection. Il se dispose à faire ces modifications quand la Chambre se formera en comité général pour la 3e lecture du projet de loi.

M. J.-M. TELLIER (Joliette). 2. Il suffira que 2% du capital ait été payé avant l'émission des lettres patentes. Deux pour cent au lieu de dix pour cent.

3. Il n'y a plus d'obligation de prélever 10% du capital souscrit dans l'année suivant l'émission des lettres patentes, ni 5% dans les années subséquentes.

tes. C'est-à-dire que les actionnaires ne seront plus tenus de payer la moitié de leurs actions, comme en vertu de la loi des statuts retendus de la province de Québec.

4. Une autre dérogation, et c'est la plus importante, les actionnaires ne seront plus responsables du montant de leur souscription.

La compagnie aura le droit d'émettre ses actions au-dessous du pair, de vendre une action de \$100 pour \$75, \$50, \$25 ou moins, et les actionnaires ne seront responsables que pour le montant réel du prix qu'ils auront promis de payer.

C'est-à-dire. M. l'Orateur, que des actionnaires figureront dans les livres, comme souscripteurs, comme porteurs d'actions de \$100, quand peut-être, il n'aura été versé que \$25 dans la caisse sociale.

Je dis, monsieur l'Orateur, que voilà une disposition dangereuse, extrêmement dangereuse. Elle légalise ce que notre loi générale défend formellement, particulièrement à l'article 4722 des statuts refondus de la province de Québec.

Quelle est la raison de toutes ces dérogations à ce qui a constitué jusqu'ici le droit commun dans cette province? Je ne la trouve nulle part. Monsieur l'Orateur.

Et quelle raison en donne l'honorable commissaire de la Colonisation et des Mines? C'est qu'il existe une loi semblable dans la province d'Ontario.

Eh bien! Quand on nous aura démontré et convaincu que la Législature d'Ontario est investie du don d'infailibilité, nous pourrions alors accepter les yeux fermés ce qui nous vient de ce côté-là. Mais jusque-là, je ne suis pas de ceux qui sont disposés à accepter sans examen tous les statuts de l'Ontario.

Quelles sont les garanties que ce projet de loi donnera au public? Monsieur l'Orateur, le public a droit d'espérer que le gouvernement, en qui il a mis sa confiance, que la Législature en la sagesse de laquelle il se repose, n'iront pas donner l'existence et le droit d'opérer à une compagnie commerciale sans l'avoir constituée sur des bases qui offrent des garanties à tous ceux qui peuvent acquérir des actions dans ces compagnies minières, celles qui leur feront des avances ont, avant tout, le droit d'être protégées. Et comment le seront-elles avec la loi que l'on nous demande de voter?

Il y a bien une clause qui déclare les directeurs personnellement responsables des dettes de la compagnie envers les journaliers et les ouvriers. Mais ceux-ci ne sont qu'une classe, fort respectable sans doute, mais fort restreinte, parmi les créanciers d'une compagnie. Et quel sera le recours des fournisseurs? Quel sera le recours des prêteurs? Quel sera le recours des entrepreneurs d'ouvrage? Où est la garantie de celui qui, de bonne foi, sera devenu acquéreur d'une action, de plusieurs actions de la compagnie, comptant que ce qu'il achetait avait une valeur réelle et non pas une valeur purement nominale? Quelle sera sa position quand il constatera que son vendeur n'avait fait versé dans une caisse sociale qu'une fraction de la valeur représentée par l'action ou les actions cédées.

M. l'Orateur, nous avons dans notre droit deux espèces de sociétés: la société de personnes et la société de capitaux. Dans la société de personnes, chaque membre s'oblige à l'infini, oblige ses biens actuels et futurs. Dans la société de capitaux, l'associé n'oblige, n'engage que le montant qu'il a mis dans la société. Les compagnies à fonds social ne sont que des sociétés de capitaux. Or où sont les capitaux dans les sociétés minières que vous voulez autoriser? Ils ne figureront que sur le papier, dans les livres de la compagnie; vous ne les trouverez pas dans la caisse sociale, puisque le porteur d'une action de \$100 n'aura peut-être versé que \$25 dans la caisse de la compagnie.

Les actions qui seront émises ne seront émises que pour tromper.

Permettre l'émission d'actions en dessous du pair, c'est permettre la fraude, favoriser le vol.

Et qu'on ne vienne pas dire que le public sera mis sur ses gardes par les inscriptions qui seront faites à la face des actions émises en dehors du pair. En pratique, quel est celui qui se fait montrer le certificat d'actions de son vendeur quand il achète une action dans une compagnie à fonds social: qu'il nous dise s'il a eu le soin toujours de faire exhiber le certificat d'actions originaires délivré par la compagnie pour ces mêmes actions qu'il achetait.

Non, Monsieur l'Orateur, j'espère que ce projet de loi, tel que préparé, ne passera pas. J'espère que l'honorable ministre verra lui-même à le faire modifier, à le rendre conforme aux principes généraux de notre législation en semblable matière. Il a sans doute accepté avec trop de confiance ce qui venait d'Ontario. Il a été induit en erreur par la marque de fabrique. Modifiant son bill, il le mettra sans doute plus conforme aux principes de la saine législation; il veillera avec un soin jaloux à ne pas faire insérer dans nos statuts une loi qui pourrait contribuer à amoindrir l'idée que l'on a généralement dans le monde des affaires de la stabilité des institutions industrielles ou financières qui doivent leur constitution aux lois de la province de Québec.

Quant à la portée du bill qui a rapport aux compagnies étrangères, je crois en principe qu'elle peut avoir sa raison d'être, mais qu'elle est insuffisante et incomplète. Le fait est qu'elle est loin d'être aussi complète que la loi d'Ontario.

Dans l'Ontario, le lieutenant-gouverneur accorde une licence au lieu d'une autorisation et il l'accorde aux termes et conditions qu'il trouve convenables. De plus, le directeur des Mines, auquel doit s'adresser toute compagnie étrangère, peut exiger une preuve documentaire assermentée que la compagnie possède des immeubles ou un actif.

Rien de tel dans notre projet de loi: un simple affidavit et c'est tout.

De plus, dans l'Ontario, le lieutenant-gouverneur peut toujours révoquer la licence qu'il a octroyée. Notre projet de loi ne réserve pas ce pouvoir au lieutenant-gouverneur et à ce point de vue il est inférieur à la loi d'Ontario.

Je conclus que ce projet de loi est inacceptable et que cette Chambre ne devrait pas lui permettre de devenir loi.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Parle de "bucket shops", (rires). Critique la clause qui permet l'émission des actions au-dessous du pair.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Critique la clause qui permet l'émission des actions au-dessous du pair. Il s'attaque aussi à la clause relative à la confiscation des actions pour le non-paiement des versements exigibles.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Parle de la responsabilité des directeurs. Il demande que l'on soit plus sévère et que l'on rende plus draconien l'article 11 qui dit que "nulle compagnie minière dont le bureau principal est situé hors de la province, ne peut vendre ou autrement aliéner, directement ou indirectement dans la province, ses actions, stocks, certificats, d'actions, débentures ou autres valeurs, à moins quelle n'ait au préalable obtenu une autorisation à ces fins du lieutenant-gouverneur.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Quoique j'aie pris déjà la parole deux fois sur la seconde lecture, la Chambre me permettra d'ajouter quelques explications additionnelles. Quelques-unes de ces clauses ont été critiquées par des députés qui n'en avaient saisi ni la nature ni la portée. Je laisse de côté la section 4. Il est entendu que nous la modifierons en comité général.

Après avoir écouté certains honorables membres de l'Opposition, il est prêt, dit-il, à amender la section 4 du bill de façon à laisser en vigueur la présente loi qui stipule qu'avant d'instituer en corporation une compagnie, la moitié du capital doit avoir été souscrit et 10% du capital souscrit doit avoir été payé, plutôt que vingt-cinq pour cent et deux pour cent, respectivement, comme son bill le propose.

Les autres objections ont principalement porté sur les points suivants:

D'abord la limitation de la responsabilité des actionnaires. Le député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) a qualifié cette clause de scandaleuse. Il n'avait pas, je crois, fait une étude bien approfondie de la législation des provinces voisines. J'ai déjà démontré que c'était la loi d'Ontario. (Loi pour l'incorporation des compagnies minières, sec. 5). C'est aussi la loi du Nouveau-Brunswick. (The Joint Stock Companies Act, Sec. 38). On retrouve une disposition semblable dans la loi de la Colombie-Britannique (The Companies Act, 1897, Sec. 56-7-8-60), et même en Angleterre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cela ne signifie pas que cette loi est valable.

Nous admettons cela, mais notre Législature n'est pas un bureau pour enregistrer les législations des provinces voisines.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): C'est vrai, mais il n'y a pas une province au Canada où l'industrie minière ait pris un tel développement qu'à la Colombie-Britannique, et il me semble que nous pourrions nous en rapporter à l'expérience de ses législateurs et de ses hommes d'affaires. Je ferai d'autres remarques sur

le sujet quand le bill sera discuté clause par clause.

L'un des honorables députés de la gauche a aussi critiqué la clause relative à la confiscation des actions pour le non-paiement des versements exigibles. Cependant, cette clause est beaucoup plus sage, est beaucoup plus équitable que la clause correspondante de la loi actuelle de la province de Québec et des législations voisines. Elle pourvoit à ce que le produit du prix de vente soit remis à l'actionnaire dès que la créance de la compagnie est éteinte. La loi fédérale autorise la confiscation pure et simple au bénéfice de la compagnie. L'actionnaire aurait-il payé la plus forte partie de ses actions, dès que l'un des versements n'est pas payé dans le délai prescrit par la loi ou par les règlements, l'action est confisquée. Notre disposition n'est-elle pas plus sage et plus équitable? Warde, dans son traité, indique quatre moyens par lesquels les parts d'un actionnaire peuvent être confisquées. L'un de ces moyens - on ne devrait pas l'oublier — est l'action du droit commun. En vertu du droit commun, la compagnie peut prendre des procédures contre l'actionnaire en défaut, obtenir jugement, saisir les actions et les faire vendre par autorité de justice. Le résultat sera le même avec cette différence que les frais absorberont une partie du produit. Cette clause indique donc un moyen plus rapide et moins coûteux, plus expéditif pour la compagnie et plus avantageux pour le débiteur.

On a aussi attaqué la clause 9e qui fixe la responsabilité des directeurs. On a même été jusqu'à dire que c'était un moyen tout trouvé de frauder les ouvriers. C'est une critique bien injuste. Quel est le principe général en matière de compagnie à fonds social? C'est que personne n'est responsable au-delà du montant de ses actions. Il n'y a qu'une exception, entourée de certaines restrictions en faveur des ouvriers pour le recouvrement de leurs gages. Le projet de loi reproduit sur ce chef les statuts refondus de la province de Québec (art. 4720). Nous aurions pu nous dispenser d'incorporer cette clause dans la loi: nous l'avons fait pour dissiper tous les doutes. On a invoqué l'autorité de la loi fédérale. On la représentée comme une loi sage et qui protège tous les intérêts. Ceux qui ont fait cette comparaison ont oublié que nous allions beaucoup plus loin que la loi fédérale dans la protection des intérêts ouvriers. La loi fédérale dit en effet (Sec. 60) "que les directeurs seront responsables pour six mois de gages" et notre loi dit expressément qu'ils seront responsables pour une année entière.

Mais la section qui a été la plus vivement critiquée et par l'honorable député de Joliette. (M. J.-M. Tellier), l'honorable député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) et l'honorable député de Montréal, pour la division Saint-Laurent (M. A.W. Atwater), est la clause qui permet l'émission des actions au-dessous du pair. On a même évoqué à son sujet le spectre de la spéculation et bien plus, le spectre de l'agiotage: en d'autres termes on a fait appel aux passions et aux préjugés au lieu de s'en tenir strictement à une discussion légale. Cette disposition est-elle immorale et est-elle nouvelle?

Est-elle immorale? En vertu de quel principe forcerez-vous le public à payer cent piastres pour une action quand il juge quelle n'en vaut que soixante et dix. La loi de tous les pays permet aux compagnies d'émettre des débentures à n'importe quel chiffre d'intérêt. Elle pourrait en émettre à vingt, trente ou quarante pour cent; dans la pratique elle préfère les émettre à un taux moins élevé, généralement cinq, six ou sept pour cent, mais à escompte. Le principe est le même. C'est ce que font tous les jours les gouvernements pour les emprunts d'État. L'honorable député de Terrebonne ne se rappelle-t-il pas d'un certain emprunt français à trois pour cent et qui a été mis sur le marché à soixante dix-sept, c'est-à-dire à vingt-trois pour cent d'escompte?

Le principe est le même et il ne peut pas approuver une opération et rejeter l'autre.

Et d'ailleurs ceci est particulièrement vrai des compagnies minières, car il y a là un aléa, un élément de chance, un risque à courir que l'on ne retrouve pas dans la plupart des autres opérations commerciales et industrielles. Vous ne pouvez pas prévoir, lors de la formation d'une compagnie, quel en sera le résultat ultérieur. La mine n'existe peut-être qu'à la surface; ses veines n'ont peut-être que peu de profondeur ou peut-être recèle-t-elle des richesses considérables. Encore une fois, il y a là un risque à courir, et pour le courir, il faut l'espérance d'un gain possible et ce gain possible c'est l'espérance de vendre au pair ou à prime les actions qui ont été achetées à escompte. Sans cette perspective de gain, personne ne voudra courir le risque et les richesses minières resteront inexploitées.

On dirait que pour certaines personnes, en dedans comme en dehors de la Chambre, que les mots de "bourse" et de "spéculation" sont synonymes d'immoralité. On oublie que les bourses sont un marché de valeurs mobilières, aussi utiles et aussi légitimes que les marchés aux viandes ou que les marchés au grain et aussi indispensables au développement de la richesse publique. Sans doute, il y a des accidents; chez les uns comme chez les autres il y a des transactions malheureuses, des opérations qui tournent mal.

Si cette législation n'est pas immorale, est-elle nouvelle? J'ai déjà démontré qu'elle est incorporée dans la loi d'Ontario (Sec. 6). Mais prenons la loi fédérale. La section 35, sous-section 2, autorise cette émission. À tout événement, s'il y avait du doute pour la loi fédérale, il ne saurait y en avoir pour la loi anglaise. Je sais qu'en faisant cette affirmation je vais scandaliser quelques esprits timorés. Mais que l'on prenne le statut 26 et 27 Victoria, chapitre 118, section 21, tel qu'amendé par le 32 et 33 Victoria, chapitre 4-8, section 5 et 6, et l'on constatera que la loi anglaise permet dans certains cas l'émission des actions au-dessous du pair. Cette loi est le fruit de l'expérience de la nation la plus commerçante du monde et j'espère que cette expérience séculaire fera tomber les écailles de tous les yeux, qu'elle dissipera les malentendus et qu'elle fera voir qu'en définitive ce projet de loi a été assez soigneusement préparé et qu'il mérite d'être favorablement accueilli.

La motion principale est adoptée sur division.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq.

## Séance du 30 janvier 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour 1899. (Document de la session no 16)

### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés, savoir: de la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe; de The Catholic Sailors' Club; de la Compagnie "La Presse"; et de l'Association des bouchers et commerçants de lard, demandant respectivement une loi les constituant en corporation; de la Compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville; de la Compagnie du pont de Saint-François; du "Bishop's College"; de la paroisse de la Longue-Pointe; du village de Beauvillage, de la Longue-Pointe; de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company"; de la "Montreal Investment and Freehold Company"; de la "National Trust Company", et de la "Saint Lawrence and North Western Railway Company", demandant respectivement des amendements à leur charte; de Peter Bercovitch, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen; de W.J. Enright, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres; de la compagnie "The Hull Electric Company", demandant une loi ratifiant et confirmant un arrangement survenu entre ladite compagnie et la Compagnie du Pacifique Canadien; de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, demandant une loi concernant la construction d'une église.

Quant à la pétition de la cité de Saint-Henri demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas les paragraphes 3 et 4 de la pétition, concernant certains détails d'administration de ladite cité.

Votre comité, après avoir examiné la pétition de la "Laurentides Pulp Company", demandant une loi autorisant ladite compagnie à voter aux élections municipales et autres dans le village de Grand-Mère, trouve que la pétition demande ce privilège pour d'autres compagnies établies en ce village, tandis que les avis ne mentionnent que la compagnie "Laurentides Pulp".

Quant à la pétition de la "Royal Trust Company", votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas le paragraphe "K" de la pétition, à l'effet de permettre à ladite compagnie de posséder des propriétés foncières jusqu'au montant d'un million de piastres.

## Comité des bills privés

M. L'ORATEUR: Fait remarquer à la Chambre que le comité des bills privés s'est déjà réuni plusieurs fois et que chaque fois il n'y avait pas quorum.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que les règles de la Chambre devraient être observées rigoureusement et que l'on devrait s'efforcer de faire preuve de diligence en évitant cependant toute précipitation qui pourrait être préjudiciable aux intérêts confiés à cette Chambre.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 71) constituant en corporation le "Catholic Sailors' Club".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 127) concernant le village de Beauvillage de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. WATTS (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 110) amendement l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de Saint-François.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 126) concernant la paroisse de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. GILLES (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 58) ratifiant une convention conclue entre la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien et la Compagnie électrique de Hull.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. DORRIS (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 76) amendement la loi constituant en corporation "La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 122) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal. Il explique que le projet de loi a pour but de donner à la paroisse de Saint-Paul de Montréal le pouvoir de contacter un emprunt de \$30,000. et que pour rembourser cet emprunt, une taxe annuelle soit imposée sur la propriété immobilière des francs-



tenanciers catholiques. Cette taxe ne devra pas excéder vingt-cinq centins par cent piastres sur la taxation de la propriété foncière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-B. De GROBOIS [Shefford]: Demande la permission d'introduire un bill [bill no 62] constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE [Québec-Centre]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 112) constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE [Montréal no 3]: Demande la permission d'introduire un bill [bill no 33] amendement la charte de la "Royal Trust Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill [bill no 32] amendement la charte d'incorporation du village de Grand-Mère.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company" à étendre ses opérations à la province de Québec.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 119) amendement la charte de la "Dominion Abattoir and Stocks Yard Co".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 118) amendement l'acte constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 48) amendement la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 137) constituant en corporation "La Compagnie de la Presse".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 85) annexant au comté de Yamaska, partie de la municipalité de Sainte-Monique, pour fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Composition des comités permanents

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le nom de M. Smith soit ajouté à ceux des membres du comité permanent des bills privés.

Adopté.

## Compagnies minières

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières.

Adopté.

## En comité:

Le comité étudie la clause 2, qui se lit comme suit: "Les dispositions de cette loi s'appliqueront tant aux compagnies minières qui seront établies à l'avenir qu'à celles qui sont actuellement existantes, constituées ou qui seront constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province".

Il est proposé que cet article se lise désormais comme suit: "Les dispositions de cette loi s'appliqueront aux compagnies minières qui seront constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province".

L'amendement est adopté.

Le comité étudie la clause 3, qui se lit comme suit:

"Sauf les règles particulières ci-après, la loi corporative des compagnies à fonds social, étant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus, à l'exception de l'article 4726, est applicable aux compagnies minières". Il est proposé que "à l'exception de l'article 4726" soient retranchés.

L'amendement est adopté.

Le comité étudie la clause 4, qui se lit comme suit:

"Le montant des actions souscrites lors de la requête au lieutenant-gouverneur le priant d'émettre les lettres patentes constituant la compagnie, doit s'élever à un quart au moins du capital, et le montant alors payé de ces actions doit être d'au moins deux pour cent".

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose le retrait de cette clause.

Adopté.

Le comité étudie la clause 5, qui se lit comme suit:

"Pour plus de certitude, et sans restreindre en rien ses pouvoirs généraux, la compagnie peut, sauf les prescriptions de la loi des mines de Québec:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;
2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les ter-

res, les roches, ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques: donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption en tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetés, se rapportant aux objets susdits;
4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, "biez", canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;
5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y prescrite;
6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;
7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;
8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débentures ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;
9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;
10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
Propose que cette clause s'applique aux compagnies existantes.

Cet article est amendé et on y ajoute ce qui suit: "La présente section s'appliquera tant aux compagnies qui seront constituées en vertu de la présente loi qu'à celles qui sont actuellement existantes."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie la clause 6, qui se lit comme suit: "Sur demande à cette fin dans la requête pour constitution de la compagnie en corporation ou pour lettres patentes supplémentaires, il est inséré dans les lettres patentes que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions."

Cette restriction de responsabilité a ensuite lieu si aucune action de la compagnie n'est émise au-dessous du pair ou à un prix différent de celui préalablement déterminé par la compagnie; ou si, étant émise avec escompte ou à un taux différent, cet escompte ou ce taux, et tous autres termes et conditions, s'il en est, de l'émission sont autorisés par un règlement de la compagnie, et que copie dûment certifiée de ce règlement soit transmise, dans les deux jours de son adoption, par lettre recommandée au commissaire de la Colonisation et des Mines.

2. Tout certificat d'actions émis par une compagnie constituée conformément à cet article doit porter, en encre rouge, sous ou après le nom de la compagnie, les mots: "Constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec"; et en outre les mots: "Sujette à des appels de versement", si le certificat se rapporte à une action sujette à ces appels, ou les mots: "Non sujette à des appels de versements", s'il s'agit d'une action qui n'y est pas sujette.

3. La charte et les prospectus, certificats d'actions, bons, contrats, conventions, avis, annonces et autres publications officielles de toute telle compagnie; les lettres de change, billets, endossements, chèques, ordres pour de l'argent ou des marchandises, signés pour ou par la compagnie, et les factures, reçus, et le sceau de la compagnie doivent porter, après ou sous le nom de la compagnie, les mots: "Libre de responsabilité personnelle".

4. Toute telle compagnie qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des deux derniers paragraphes est passible d'une amende de vingt piastres pour chaque pair durant lequel ces mots ne sont pas imprimés ou écrits; et tout directeur ou gérant de la compagnie qui autorise ce défaut encourt la même pénalité.

5. Si un versement reste impayé soixante jours après l'avis ou la demande de paiement, les directeurs peuvent déclarer confisquées les actions sur lesquelles le versement n'est pas effectué; et, après cette confiscation, le secrétaire peut les vendre à l'encan.

6. Cette vente est annoncée au moyen d'un avis, transmis à l'actionnaire en défaut, à sa dernière adresse connue et insérée deux fois dans un journal publié dans le district ou la compagnie a son bureau principal, ou dans le district voisin s'il n'y en a pas dans le district;

Cet avis doit indiquer le nombre des actions à vendre, les numéros des certificats s'y rapportant, le nom de l'actionnaire en défaut, le montant des versements échus impayés et le jour, l'heure et le lieu de la vente.

La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de trente jours après le jour de la première publication.

Si le produit de la vente dépasse le montant dû, intérêt et frais d'annonces, l'excédent doit être remis à l'actionnaire en défaut.

7. Nul actionnaire d'une compagnie constituée en manière prévue par cet article n'encourt de responsabilité personnelle par suite du non-paiement des versements ou à raison des obligations de la compagnie.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): S'oppose fortement à cette clause qui stipule que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ces actions. Cette restriction de responsabilité s'applique si aucune action n'est émise au-dessous du pair ou si une telle émission est autorisée par un règlement de la compagnie dont une copie est envoyée au commissaire.

Il fait remarquer que le bill tel qu'amendé représente moins de danger que dans sa présentation originale vu le retrait de la clause 4. Cependant, d'autres changements pourraient être apportés à ce bill, et il s'objecte particulièrement à la clause qu'il vient d'énoncer qui, à son avis, est contraire aux principes généraux de la législation provinciale.

Il se réfère à l'achat et à la vente d'actions avec compte et dit que ceux qui achètent ou vendent ainsi des actions ne connaissent rien à de telles transactions et qu'en réalité, aucune vente n'a lieu.

Il dit qu'en aucun cas, la responsabilité des actionnaires ne devrait se limiter au montant payé pour leurs actions, lorsque ces actions sont achetées au-dessous du pair et ajoute que cette façon d'agir est injuste pour la personne qui paie pleine valeur pour ses actions.

Il souligne que cette ligne de conduite s'est déjà révélée désastreuse et qu'elle a été dénoncée ouvertement en Ontario et en d'autres endroits où tout comme ici on demande une révision de cette loi. Il proteste contre ce procédé au nom de l'honnêteté et de l'équité dans les transactions et insiste pour que le montant des actions souscrites avant de constituer les compagnies en corporation s'élève au moins à 50 pour cent du capital et le montant déjà payé de ces actions soit d'au moins 10 pour cent.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Parle de la clause 6 en termes semblables. Il se réfère à la quantité d'actions offertes sur le marché local à dix cents au dollar, provenant surtout de compagnies fictives de la Colombie-Britannique ou de d'autres dont les actions ont été fortement diluées. Il décrit plusieurs de ces opérations actuelles comme étant immorales et dit que dans les "bucket shops" de Montréal, c'est de la spéculation pure et simple qui se produit. Il donne alors un conseil à ceux qui ont de l'argent à investir: "Méfiez-vous du marché des valeurs mobilières si vous ne voulez pas perdre votre argent."

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Demande quel est le but visé par la clause qui stipule que la compagnie doit autoriser par un règlement l'émission d'actions au-dessous du pair et pourquoi une copie dudit règlement doit être transmise au bureau du commissaire des Mines dans les deux jours de son adoption? Est-ce dans le but de protéger le public, et le cas échéant, le gouvernement s'est-il réservé le droit de vérifier une telle action?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Répond qu'il est logique qu'un tel bureau existe dans le but de donner au public les informations nécessaires avant de faire de semblables investissements. Ainsi, tout investisseur éventuel pourra connaître la valeur exacte de l'émission des actions en s'adressant à ce service. Quant au bureau, il s'agit d'une raison administrative.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Est d'avis que le gouvernement poursuit un but louable, mais il utilise de piètres moyens pour y parvenir. Il est bien, dit-il, de prendre des dispositions pour faciliter le développement des ressources minières de la province: mais il ne peut approuver les moyens prévus dans ce bill. Il souligne avec insistance la nécessité de prévenir des opérations frauduleuses et sur ce sujet, il appuie les propos des honorables députés de Terrebonne et de Dorchester (MM. G.-A. Nantel et L.-P. Pelletier.)

En ce qui concerne l'adoption de règlements limitant la responsabilité des compagnies minières, il ne croit pas que ceci devrait être laissé en leurs mains. À son avis, la meilleure façon d'attirer "bona fide" des investisseurs est de leur démontrer que nous possédons d'immenses ressources et de fournir une législation appropriée pour éviter la formation de compagnies qui ne sont pas de bonne foi.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que le projet de loi aura pour effet de favoriser l'agiotage sur une plus grande échelle.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Constate que la plus grande partie des objections soulevées par le député de Laval a trait à des questions d'administration. La question la plus importante est de déterminer jusqu'à quel point on devrait restreindre la responsabilité directe des actionnaires.

La loi ne peut exiger de restreindre la responsabilité de compagnies autres que les compagnies minières. Les mêmes règles ne peuvent s'appliquer dans le cas de compagnies minières comme dans le cas de simples compagnies à fonds social. Si les souscripteurs à des actions ne peuvent envisager de réaliser des profits, personne n'investira dans les mines. Les souscripteurs doivent espérer faire de l'argent ou ils ne prendront pas le risque de former des compagnies et ils seront effrayés s'il y a trop de restrictions.

Quant à la législation proposée, elle n'est pas nouvelle et elle existe en Ontario où il croit qu'elle fonctionne très bien ainsi qu'en Colombie-Britannique. De plus, l'article 33, paragraphe 2 de la loi fédérale autorise l'émission d'actions au-dessous du pair. La loi britannique permet aussi dans certains cas l'émission d'actions au-dessous du pair. Cette loi est le fruit de l'expérience de la plus grande nation commerciale au monde et il veut rassurer la Chambre que la présentation de cette mesure a reçu le plus grand soin.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Si disent en désaccord avec le commissaire des Mines et déclarent

qu'il est injuste que les personnes qui achètent des actions à dix cents n'assument la responsabilité que pour ce seul montant alors que la valeur de leurs actions augmente considérablement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Affirme aussi qu'il est injuste que ceux qui paient dix cents ne soient responsables que pour ce montant alors que ceux qui paient un dollar sont responsables pour dix fois ce montant. Il lit une déclaration de monsieur Robert Fenwick dans "the Exchange News" dans laquelle il affirme qu'il est préférable de ne pas trop faciliter la formation de compagnies minières. Monsieur Fenwick, un Montréalais, spécialiste dans le domaine minier, parle des dangers des compagnies fictives et soutient que la loi d'Ontario n'apporte pas les satisfactions anticipées.

Il dit que les compagnies qui exploitent de bonne foi des mines font des transactions commerciales honnêtes. Le seul risque qui existe, naturellement, est d'avoir un arrêt de travail ou une baisse de l'or, etc. Ce qui rend les investissements intéressants n'est pas la cote élevée de ces mines sur papier, comme dans le cas de compagnies fictives, mais bien l'or qui repose au fond de ces mines.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il ne doit pas y avoir trop de restrictions et que les investisseurs doivent espérer réaliser des gains ou alors ils n'investiront pas.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Approuve le bill tel qu'il est. Il ne voit pas pourquoi un actionnaire devrait être responsable pour un montant plus élevé que le prix stipulé pour ses actions, sans égard à la valeur au pair. Il est d'avis que cette responsabilité doit se limiter à ce que stipule cette clause.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Suggère que le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès de façon à permettre une étude plus approfondie de cette question plus tard.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit être d'accord et ajoute souhaiter une discussion élaborée du bill sur tous les points. Il répondra aux critiques lorsque cette discussion aura eu lieu. Le bill devrait être étudié encore en comité général à la prochaine séance.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Suggère que la discussion soit remise à la prochaine séance.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Loi électorale**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 84) amendement la loi électorale de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Interpellations:**

#### **Honoraires des protonotaires et greffiers**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que le tarif d'honoraire des protonotaires de la Cour supérieure et celui des greffiers de la Cour de circuit ne seraient plus en rapport avec la procédure, depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile?

2. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que ces tarifs seraient exorbitants sur certains points et incomplets sur d'autres?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de reviser ou refaire ces tarifs ou de prendre des mesures pour que cela soit fait?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Non

2. Non

3. Un nouveau tarif d'honoraires des protonotaires de la Cour supérieure et des greffiers de la Cour de circuit est actuellement à l'étude

#### **Subventions aux entreprises industrielles**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. E. Bouffard) qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'adopter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles.

Expliquant l'objet de sa motion, il rappelle l'adoption d'un bill, l'année dernière, qu'il avait lui-même présenté et qui défendait aux municipalités de chercher à persuader les industriels de déménager leurs entreprises, mais cette mesure est demeurée pratiquement lettre morte. La loi s'est avérée facile à contourner,

Il dit qu'il existe une demande générale dans la province pour enlever aux municipalités le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles.

Se référant aux profits des municipalités, il souligne l'augmentation de ces bonus qui sont passés de \$3,000,000 en 1980 à \$9,000,000 en 1988. ce qui représente une augmentation de six millions en huit ans.

Il souhaite que l'on interdise totalement le système de bonus aux industriels de façon à mettre un terme à ce qui est maintenant un mal reconnu. Le système de bonus est un principe valable, mais les problèmes qu'il entraîne annulent ses bons effets. Il crée une prospérité fictive dans certaines municipalités qui réussissent à l'emporter sur les municipalités concurrentes; mais cette prospérité est non seulement fictive, mais aussi éphémère. De plus, dans la plupart des cas, elle entraîne une pénurie de main-d'oeuvre et vide le trésor municipal.

Certaines municipalités s'endettent au-delà de leurs moyens. Il n'est pas hostile aux exemptions de

taxe, à l'octroi de terrains dans certains cas particuliers, mais il croit que les municipalités ne peuvent continuer à donner des subsides sans compromettre gravement l'avenir.

Le système de bonus entraîne l'émigration des classes rurales vers les villes plus ou moins importantes, mais plus spécialement à Montréal et nous voyons par la suite la fermeture des entreprises qui ont été attirées par ces subventions. Ce procédé cause des dommages considérables aux municipalités rurales et c'est à titre de représentant d'une circonscription rurale qu'il parle ainsi. Il constate que la majeure partie de la dette de Montréal résulte de l'octroi de subventions à des entreprises. Par contre, à Québec, la prudente administration de l'honorable député de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), maire de cette ville, a permis que cette politique ne s'étende pas dans cette ville. Plusieurs municipalités offrent des subventions, alors que leur situation financière ne le leur permet pas.

Il se réfère ensuite à l'action pratiquée par les autorités municipales envers les compagnies de gaz, d'électricité et autres qui a pour effet de diminuer largement le coût de ces services à la population. Il est contre le principe d'exempter ces compagnies du paiement de taxes. Il importe de protéger les corporations rurales contre les abus du système des bonus. Une législation protège les municipalités en Ontario depuis 1892. et on la considère chez notre voisine comme un grand bienfait car elle a annulé toutes les clauses qui permettaient l'octroi de subventions aux industries.

À l'heure actuelle les effets du système des bonus commence à se faire sentir et il est temps de faire quelque chose pour mettre un frein aux abus de ce système.

Il n'a nullement l'intention que l'adoption de cette mesure entraîne la violation de droits acquis, ce qui arrivera, si cette résolution est adoptée. Mais il répète qu'il est temps de mettre un frein à la compétition qui existe entre les municipalités et à l'augmentation constante de la dette municipale dans la province.

## **D'AUTRES DÉPUTÉS: Prennent la parole**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), l'ajournement du débat. Adopté.

## **Demandes de documents:**

### **Employés des palais de justice de Québec et de Montréal**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de toutes les augmentations de salaires des employés du palais de justice de Québec et de Montréal, depuis le 1er juillet 1897 à ce jour.

Adopté.

### **Henri-Paul Lefebvre**

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 40) autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Syndics de la paroisse de Saint-Georges**

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 31 janvier 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à trois heures quinze.**

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1899, savoir: L'hospice des soeurs de la Charité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière; l'orphelinat des soeurs de la Charité de Québec; l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski; l'hospice des soeurs de la Charité de Québec; l'Association des dames charitables de Québec, et l'hospice des soeurs de la Charité de Québec. (Document de la session no 16)

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Langelier, la pétition d'Israël Lafontaine et autres de Saint-Étienne, Lévis;

Par M. Chauret, la pétition de H. Trudeau et autres, de la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Par M. Langelier, la pétition d'Émile Rioux, de Québec;

Par M. Petit, la pétition de la Compagnie de pulpe de Jonquière, de Chicoutimi;

Par M. Weir, la pétition des syndics de "The American Presbyterian Society of Montreal".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte;

Et de Henri Hains demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir élu A. Tessier, écuyer, président dudit comité, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas; de Thomas Côté demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres; de la Canadian Electric Light Company Limited demandant une loi ratifiant l'émission de certaines débentures; de Jacques-Jos. Boisvert demandant une loi pour

valider un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert; de Fred C. Henshaw demandant une loi l'autorisant à acquérir des actions dans la "John McDougall Caledonian Iron Works Co." et pour d'autres fins; de la corporation de Beauport demandant une loi ratifiant et légalisant un règlement de ladite corporation exemptant de taxes municipales "The Montmorency Cotton Mills Company"; de "The Montreal Mining Exchange" demandant une loi la constituant en corporation; et de W. Sutherland demandant une loi autorisant l'Association des dentistes de cette province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

### Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 35) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 72) autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland, comme un de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE [Montréal no 5]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 64) validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 52) confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la Canadian Electric Light Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois

### Documents:

#### Droits de pêche

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) pour L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 25 janvier courant, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada, le département de la Marine et des Pêcheries, ou aucun autre département à Ottawa, avec le gouvernement de la province de Québec ou le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou aucun autre membre du gouvernement de cette province, au sujet des questions des droits de pêche soulevées par suite du jugement du Conseil privé, et depuis la date de ce jugement et aussi copie de tous arrêtés en conseil soit du gouverne-

ment du Canada, soit de celui de la province de Québec, et de tous rapports sur le même sujet. (Document de la session no 18).

### Bois de pulpe

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) pour L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier courant, demandant copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis 1892 inclusivement, ayant trait à la réglementation de l'exploitation du bois de pulpe et à l'imposition ou à la réduction de droits sur la manufacture ou la conversion de ce bois en pulpe et en papier, en cette province, et aussi copie de toute correspondance depuis la même date, sur les mêmes sujets. (Document de la session no 19)

### Administration de la justice

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) pour L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier courant, pour un état détaillé des paiements faits en vertu du mandat spécial du 5 mai 1899, pour \$50,000.00 sous le titre: "Administration de la justice". (Document de la session no 20)

### Interpellations:

#### Travaux d'arpentages

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Y a-t-il eu, dans le département de la Colonisation et des Mines, des travaux d'arpentages (arpentages proprement dits, ou explorations, etc.) d'autorisés, ou y a-t-il eu des instructions de données pour de tels travaux, depuis le 18 janvier 1899 jusqu'au 30 juin dernier?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant réel ou approximatif?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
1. Oui. 2. \$20,780.63

#### Protection des forêts

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Y avait-il au département des Terres, Forêts et Pêcheries, au 30 juin dernier, aucune somme due pour le service de la protection des forêts (service des surintendants de gardes-feu, et des gardes-feu) et qui n'a pas été payée durant cet exercice de 1899?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): À la demande des porteurs de licence, et dans l'intérêt de la province, nous avons établi la région sauvegardée no 2, le 21 avril 1898, ce qui a nécessité l'emploi de 17 gardes-feu supplémentaires et entraîné une dépense imprévue de \$1,530.00. Le montant impayé au 30 juin 1899 était de \$916.89 pour les raisons données dans la réponse précédente.

### Droits de pêche à l'Île d'Orléans

M. E. BOUFFARD (Montmorency): 1. Le gouvernement a-t-il autorisé quelqu'un à collecter des droits de pêche dans l'Île d'Orléans?

2. Qui a-t-il autorisé?

3. Quel montant a-t-il collecté?

4. Quels sont les noms des personnes qui ont payé l'impôt?

5. A-t-on fait rapport du montant collecté et en quel temps?

6. Quel est le taux des impôts sur chaque pêche?

7. Le gouvernement entend-il établir un impôt nouveau, ou maintenir celui qui existe à son taux actuel?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. M. Joseph Pouliot, garde-pêche, de Saint-Jean de l'Île d'Orléans.

3. \$320.04

4. 87 personnes ont payé licence. Une liste de leurs noms est ci-annexée.

5. Oui, au fur et à mesure de la collection.

6. Deux piastres par cent pieds.

7. À l'étude.

Licences de pêche accordées à l'Île d'Orléans dont le prix a été payé et transmis au département par Jos. Pouliot, garde-pêche de l'Île d'Orléans.

### L. 11888/99, août 22 et 25

Alfred Poulin, Moïse Létourneau. Laurent Vailancourt, Alexandre et Jules Gendreau, François Pouliot, Thomas L'Abbé, senior; Albert Pouliot, Joseph Delisle, François Hébert, Joseph Turcotte, Théophile Pouliot, Thomas L'Abbé, junior; Alexis Bouffard, Pierre Pouliot, Phidime Pouliot, Thomas L'Abbé, senior; Ferdinand L'Abbé.

### L. 13112/99

Jean-Baptiste Lemelin, Napoléon Savoie, Jean Asselin, Célestin Drouin, Olivier Vézina, Silfroid Dufour, Augustin Lemelin, Jacques Dion, Xavier Dion, (nord), Xavier Dion, (sud); Louis Giguère, Désiré Asselin, Moïse Lepage, Jean Leclerc, Michel Gosselin, François Hébert, Eugène Curodeau, Ferdinand L'Abbé, François Blouin, Philéas Demeules, 2 pêches; Jean Blouin, Hector Laliberté. Pierre Pouliot, Odilon Lapointe, Eugène Gagnon, Joseph-G. Lachance, Benjamin Thivierge, Louis Hébert, Alphonse Pouliot, Joseph-J. Lachance, Alfred Maranda, Célestin Guérard, Michel Gosselin.

### L. 17030/99

Paul Lachance, dame v. Jos. Imbeau.

### L. 301/1900

Joseph Paquet, Pierre Paquet, Georges Blouin, 2 pêches: Pierre Prémont, Antoine Martel, Joseph Roberge, Jacques Roberge, Jean Gosselin, Louis Gagnon, Joseph Roberge, Olivier Goulet, Pierre

Rousseau, Louis Noël, Flavien Marceau, Joseph et Napoléon Lapointe, Jos. Delisle et Joseph Poulin, François Lessard, Jos. Lemelin, Louis Dallaire et Xavier Lepage, François Lemelin, Xavier Lepage, (sud); Alfred Lepage, Louis Marceau, Olivier L'Abbé, Pierre Dion, Jos. L'Abbé, Jean Dumas et Tessier, Barthélemy Pouliot, Jean Coulombe, Nazaire Lajeunesse, Théophile Blouin, Joseph Laliberté, Émile et Polycarpe Blouin, Pierre Pouliot, Xavier Thivierge, Alexis Delisle.

**Ouvrage de E. Richard et  
"L'âme américaine" de E. de Nevers**

M. M. McDONALD (Bagot): Quels ouvrages de haute valeur historique et littéraire ont été achetés par le secrétaire de la province, avec le montant du mandat spécial no 593, daté le 24 novembre 1899, pour \$800?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'édition de l'ouvrage de M. Édouard Richard, ancien député, sur l'Acadie, et "L'âme américaine", par M. Edmond de Nevers.

**Jugement du Conseil privé  
pour les pêcheries**

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Quel est le montant perçu, jusqu'à présent, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, en vertu du jugement du Conseil privé, daté le 26 mai 1898, concernant les pêcheries de la province?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Par la réorganisation du service des pêcheries, la collection de ce chef n'a commencé qu'au mois de mai 1899, et il a été perçu jusqu'à ce jour la somme de \$8,371.00.

**Exemplaires du code municipal**

M. J. MARION (L'Assomption): 1. Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires du code municipal de M. J.-E. Bédard?

2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et à quel prix?

3. Le gouvernement a-t-il fait aucune distribution de ces codes aux conseils municipaux de cette province?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):

1. Oui.

2. Cent exemplaires au prix de \$3.00 l'exemplaire, de la librairie C. Théoret, de Montréal.

3. La collection achetée n'a pas été adressée aux conseils municipaux, mais aux membres des deux branches de la Législature, avec accompagnement d'une lettre circulaire expliquant la raison de cet envoi et dont l'honorable député de l'Assomption a dû recevoir copie.

**"The Laws concerning Commissioner's Court"  
de J. Dumont**

M. J. BÉDARD (Richmond): 1. Qu'a fait le gouvernement avec les 4,000 brochures en français

et 1,500 en anglais de l'ouvrage The Laws concerning Commissioner's Court pour \$250.00 mentionnées à la page 259 des comptes publics?

2. Par qui cet ouvrage a-t-il été compilé?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Le département du Secrétaire les distribue aux nouvelles Cours de commissaires, ainsi qu'à celles qui sont réorganisées et en continuera, cette année, la distribution aux anciennes cours.

2. Par Joseph Dumont, premier clerc au département du Secrétaire.

**Cadastre**

M. J. MARION (L'Assomption): Quelles sont les divisions d'enregistrement, dans la province de Québec, dans lesquelles le cadastre n'est pas encore en force?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

Le cadastre n'est pas encore en force dans la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, ni dans celle de Sainte-Anne-des-Monts. Dans les autres divisions d'enregistrement, le cadastre est en vigueur, soit pour une partie seulement, soit pour toute la division.

**Agents de la seigneurie de Lauzon  
et des biens des Jésuites**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Pourquoi l'agent de la seigneurie de Lauzon et les agents des biens des Jésuites, (page 261, comptes publics pour 1898) n'ont-ils été payés durant cette dernière année. 1898) que pour 11 mois de salaire, savoir: au 31 mai, 1898, lorsque pour "année 1897. ils ont été payés intégralement pour les 12 mois expirés le 30 juin 1897? (Voir page 271, comptes publics, 1897).

2. Pourquoi l'agent de la seigneurie de Lauzon et les agents des biens des Jésuites n'ont-ils pas été payés durant l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, de leur traitement pour le mois de juin? (Voir page 204. comptes publics, 1899).

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Parce que le budget de 1897-98 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente et appartenant strictement à l'exercice de 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin 1898. était de \$150.00.

2. Ces traitements au montant de \$50 00 ont été payés en juillet 1899, sur le crédit des dépenses générales de 1899-1900. parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour l'année 1898-99 a été absorbée par une dépense imprévue de \$3,046.70. faite dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New-York, en mars dernier

**Agents du département des Terres,  
Forêts et Pêcheries**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Pourquoi le département des Terres, Forêts et Pêcheries n'a-t-il payé dans l'année expirée le 30 juin 1898 aux agents.



sous-agents des terres, aux agents des bois et inspecteurs d'agences, que onze mois de salaire, à venir jusqu'au 31 mai 1898, (voir p. 228 et suivantes, comptes publics, 1898). lorsque pour l'année expirée le 30 juin 1897. douze mois de traitement, jusqu'au. 30 juin, leur ont été payés? (Voir page 248, comptes publics. 1897).

2. Pourquoi les salaires du mois de juin de ces officiers, pour l'année 1898-99, n'ont-ils pas été payés avant l'expiration de cette année fiscale? (Voir page 182, comptes publics, 1899).

3. Quand le traitement des agents, sous-agents, et inspecteurs, pour le mois de juin 1898, a-t-il été payé, et à même quel crédit?

4. Le traitement de ces officiers pour le mois de juin 1899. a-t-il été payé? et, dans l'affirmative, quand et à même quel crédit?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Parce que le budget de 1897-98 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente, et appartenant strictement à l'exercice de 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin 1898 était de \$1,952.78.

2. Ces traitements s'élevant à la somme de \$1,856.68 ont été payés en juillet 1899 sur le crédit des dépenses générales de 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour 1898-99 a été absorbé par une dépense imprévue de \$3,046.70 faite dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New-York, en mars dernier.

3. Le traitement des agents, sous-agents et inspecteurs, pour le mois de juin 1898, a été payé en juillet 1898, à même les crédits de l'exercice de 1898-99, parce que le budget de 1897-98 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente et appartenant strictement à l'exercice 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin était de \$1,858.68.

4. Le traitement de ces officiers, \$1,858.68, a été payé, en juillet 1899, sur le crédit des dépenses générales de l'exercice 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour 1898-99 a été absorbée par une dépense imprévue de \$3,046.70 faite, dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New-York en mars dernier.

#### **Subventions aux entreprises industrielles**

La Chambre reprend la discussion ajournée le mardi 30 janvier courant, sur la motion proposée: "que dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'apporter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles."

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Félicite l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) de la façon dont il a parlé au sujet de sa proposition d'adoption d'une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles.

Cependant il ne peut être d'accord avec la proposition du représentant de Wolfe, parce qu'elle se trouve à diminuer l'indépendance et les libertés

des municipalités. Il veut voir les municipalités conserver leurs privilèges. Il ne faut pas oublier que lorsque des bonus sont accordés, ils ne le sont pas au moyen d'un vote du conseil municipal, mais par un vote spécial des électeurs de cette municipalité. Il n'y a pas de doute qu'un bonus signifie une taxation supplémentaire pour une municipalité, mais si les électeurs d'une municipalité veulent s'imposer eux-mêmes une taxe, ce sont eux-mêmes qui sont les meilleurs juges et on ne devrait pas intervenir dans cette affaire. D'après son expérience des municipalités rurales, l'électeur, dans ces municipalités, ne vote pas à la légère lorsqu'il s'agit de s'imposer une taxe à lui-même.

Le jour où l'on enlèvera aux électeurs municipaux quelques-unes de leurs prérogatives, il n'y a pas de raison pour ne pas continuer à les priver de leurs droits.

Il n'y a pas de doute que quelquefois, les compagnies qui ont obtenu des bonus sont tombées en déconfiture mais combien d'autres ont réussi et apporté des millions dans le pays.

Il y a pour les municipalités des garanties à prendre, mais encore une fois ce n'est pas en obligeant les municipalités à venir solliciter l'autorisation de la Législature que l'on pourrait obtenir de meilleurs résultats, car les députés ne sauraient être mieux au courant des vrais intérêts de ceux qui viendraient solliciter une autorisation que ceux qui gouvernent eux-mêmes leurs intérêts.

Cette question est trop importante pour pouvoir en disposer immédiatement, et c'est pourquoi, après avoir convenu avec le promoteur du bill de nommer un comité spécial chargé d'étudier la question, il propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que cette Chambre, avant de se prononcer sur cette question, ordonne de la référer à un comité spécial composé des honorables MM. Stephens, Parent et Duffy, et MM. Nantel, Chicoyne, Lislois, Robitaille, Lalonde et D'Auteuil. avec instructions de l'étudier et le pouvoir de prendre toutes les informations qu'il jugera nécessaires, et ordre de faire rapport de temps à autre.

Pour conclure, il admet que certaines compagnies, après avoir reçu des subventions, n'ont pas respecté leurs engagements. Cependant, leur exemple incite fréquemment d'autres compagnies à les imiter et à implanter une nouvelle industrie dans la municipalité. Il ajoute que les électeurs dans les municipalités rurales devraient bénéficier des mêmes droits que les électeurs des villes quant à la libre expression de leurs opinions.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Ne croit pas que la formation d'un tel comité devrait empêcher les représentants du peuple d'exprimer leurs opinions au sujet de ce bill. C'est pourquoi, avant de consentir à l'adoption de la proposition de l'honorable représentant de L'Islet, il aimerait connaître l'opinion de la Chambre sur cette importante question.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que l'amendement proposé par le représentant de L'Islet est pratiquement une négation de la motion principale.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Croit que le comité devrait faire son rapport à la Chambre et ensuite la question devrait être étudiée à fond.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il ne peut permettre le vote sans donner son opinion devant la Chambre sur le bien-fondé de cette question. Il se dit d'accord en principe avec la motion d'amendement de l'honorable député de L'Islet.

En premier lieu, il est d'avis qu'à la dernière session la Chambre a accompli du bon travail en vue d'atténuer ce mal en décrétant qu'on ne peut offrir de subvention aux industriels pour les inciter à transférer leur entreprise d'un lieu à un autre dans la province; de plus, aucune industrie ne peut recevoir de bonus si une autre industrie de même nature, non subventionnée, est déjà établie à cet endroit. Il est d'avis que ce principe devrait être appliqué plus rigoureusement et que l'on devrait abolir les exemptions de taxes. Il fait allusion en particulier à la cité de Montréal qui, dans neuf cas sur dix, gaspille son argent. Cette ville n'a jamais essayé de subventionner les usines; et à la dernière session, elle a même fait adopter une loi l'autorisant à taxer la machinerie. À son avis, cette taxe devrait être abolie ou du moins modifiée au cours de la prochaine session.

Un industriel qui est de bonne foi, qui possède un capital suffisant et qui entrevoit des débouchés assez importants pour ses affaires ne devrait pas avoir besoin de subventions. Si son entreprise ne peut prospérer sans cette aide, elle n'aura pas plus de succès avec une subvention, et s'il en est ainsi, la municipalité se retrouvera grevée de dettes encourues en vain. L'application de la loi en Ontario a très bien réussi, et ici autant que dans la province voisine, s'il se présentait un cas spécial où un industriel méritait à juste titre une subvention, la demande devrait en être faite à la Législature par la municipalité et elle serait probablement accordée.

Il souhaite que la motion du député de Wolfe soit adoptée et ceci, dans l'intérêt de toute la province.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Félicite le député de Montréal no 4 de son "épatant discours sur le libre échange", et dit qu'en grande partie, il est d'accord avec lui, quoiqu'il ne soit pas disposé à s'engager autant que lui. Il ne croit pas que l'on doive interdire catégoriquement à une municipalité l'octroi de bonus, mais il est d'avis que les normes demandant le vote obligatoire de la moitié des citoyens réunissant par ce vote la moitié de la valeur des propriétés de la municipalité, soient augmentées considérablement en les fixant aux deux-tiers ou aux trois-quarts. À son avis, dit-il, cela constituerait une garantie suffisante.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Il s'agit, dit-il, de limiter la dette. La restriction des pouvoirs d'emprunt des municipalités est en vigueur dans tous les États de l'Union. Il donne en exemple la loi américaine où l'octroi de bonus est limité entre 5 et 10% du capital de l'entreprise concernée.

Il croit que les corporations municipales ont été investies des pouvoirs d'autonomie qu'elles doivent exercer, et il n'approuve aucune ingérence dans

leurs pouvoirs. Il est bien, dit-il, de citer le précédent créé en Ontario où le système de bonus aux industriels par les municipalités est maintenant défendu. Cependant, avant que la province soeur interdise l'octroi de bonus, un grand nombre d'industries s'étaient établies grâce à ce système et on devrait permettre à la province de Québec d'en faire autant.

La tendance à l'heure actuelle au Québec est orientée vers le développement industriel. L'augmentation et le développement des manufactures et industries connaissent une demande importante dans la province actuellement et selon lui, le fait d'interdire aux municipalités l'octroi de bonus équivaut dans plusieurs cas à compromettre la réalisation de ce projet. Il n'y a aucun doute, dit-il, que les municipalités peuvent commettre des erreurs tout comme les hommes d'affaires.

Il cite Sherbrooke, Saint-Hyacinthe et Granby comme étant des exemples frappants des avantages que procure le système de bonus. Ces villes ont connu un progrès remarquable parce qu'elles ont subventionné des industries.

Il ne voit pas pourquoi le Québec doit suivre l'exemple de l'Ontario, dit-il, car nous pouvons penser par nous-mêmes.

Il croit que la motion du député de Wolfe peut nuire sérieusement à l'administration interne des municipalités. Une société est en mesure, autant qu'un particulier, de prendre elle-même ses décisions. Si une municipalité, avec l'appui de ses citoyens, décide de subventionner une industrie, il ne voit pas comment justifier une intervention de l'extérieur. Cette mesure, dit-il, doit être l'objet d'une étude approfondie, puisqu'elle constitue une entrave à l'autonomie des municipalités.

À son avis, les garanties essentielles à la protection des contribuables sont suffisantes.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Partage l'avis du député de Montréal no 4 et dit qu'il ne s'agit pas d'une question d'ingérence dans les affaires municipales, mais il est plutôt question d'éviter que les municipalités se concurrencent entre elles pour obtenir certaines industries. Notre devoir est d'étudier si nous devons tolérer que les municipalités se fassent tort en rivalisant pour l'obtention d'usines. Le progrès de l'Ontario n'est pas dû au fait que cette province autorise les municipalités à encourager les entreprises à démenager leurs industries. Le système de bonus équivaut à une confiscation des deniers publics et il espère de tout coeur que la résolution va être adoptée.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit que la ville de Sherbrooke accorde des bonus depuis 20 ans. Au début, les résultats ont été désastreux: mais l'expérience aidant, la ville accorde des bonus à des conditions qui donnent une garantie totale pour les avances d'argent. De plus, plusieurs industries ont quitté l'Ontario pour s'installer au Québec et n'eût été des avantages qu'offrent les bonus, il aurait été difficile de les convaincre de démenager.

Ces bonus constituent une première hypothèque sur la propriété de la compagnie qui est subventionnée. Il croit que les députés de la Chambre ont

le devoir de communiquer avec les conseils municipaux dans leur comté et d'analyser les pour et les contre de cette question.

La question a besoin d'études, car parfois les subsides ont eu du bon sans offrir de dangers quand leur octroi était entouré de précautions nécessaires.

Il approuve la proposition du ministre de l'Agriculture, de référer à un comité spécial la proposition en question.

M. T-B. De GROBOIS (Shefford): Abonde dans le même sens et croit qu'il ne faut pas priver les municipalités de leurs droits. Il dit être convaincu que la population possède un jugement assez sûr pour apprécier à qui elle fournit de l'argent. Les villes de Sherbrooke et Saint-Hyacinthe ont connu la prospérité parce qu'elles ont su profiter du système de bonus.

Il ne veut pas que la Chambre enlève aux petites municipalités le droit de se développer, comme les grandes municipalités se sont développées autrefois. Les citoyens des municipalités rurales sont assez intelligents pour apprécier ce qui est ou ce qui n'est pas dans leurs intérêts. Ces municipalités souhaitent la prospérité et elles ne veulent pas qu'on leur enlève ce qu'elles croient être les moyens d'y parvenir.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Ne croit pas lui non plus que les municipalités doivent perdre leurs privilèges.

M. H. CARON (Maskinongé): Avertit ses collègues qu'ils s'engagent sur une pente dangereuse en essayant par une législation de s'immiscer dans les fonctions des conseils municipaux. Il dit s'opposer à tout changement dans la loi actuelle qui offre toutes les garanties nécessaires. De plus, la révision du code municipal se fait en ce moment et le meilleur moyen d'améliorer la loi serait, peut-être, en abordant les clauses concernant l'octroi de bonus aux industries, d'y ajouter les conditions que l'on jugera nécessaires pour protéger davantage les intérêts des contribuables.

Il insiste sur les avantages et les possibilités qu'offre aux petites municipalités la proposition du député de Wolfe. S'il en était autrement, les petites municipalités ne pourraient intéresser les industries car elles sont habituellement situées loin des marchés. Il est contre tout empiètement aux libertés dont jouissent les corporations municipales.

La question des bonus est d'une telle importance qu'elle mérite une étude poussée et il favorise la nomination d'un comité spécial pour l'étudier. Après avoir recueilli tous les renseignements désirables, le comité que l'honorable député de L'Islet propose de nommer présentera un rapport élaboré en connaissance de cause.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite tous ceux qui ont donné leur opinion sur le sujet, et en particulier, le député de Wolfe, faisant allusion à la brillante façon avec laquelle il expose toujours ses vues à la Chambre.

Il insiste sur l'importance que revêt cette question sur divers points. Il croit surtout qu'il est nécessaire de recueillir le plus de renseignements possibles sur ce sujet.

Il insiste sur l'augmentation énorme des dettes des municipalités dont a parlé le député de Wolfe et dit que si cette situation persiste, il sera nécessaire de protéger ces corporations contre elles-mêmes.

Il constate avec regret le désintéressement des gens envers la politique municipale.

Il serait intéressant, dit-il, d'établir — les statistiques ne sont pas complètes et ne l'indiquent pas — le degré de responsabilité imputable à l'octroi de bonus aux usines dans le montant actuel de la dette. Chose certaine, dit-il, le contribuable devrait recevoir les meilleures garanties possibles pour le protéger du système ruineux de bonus aux industries. Mais y-a-t-il lieu de légiférer pour enlever aux conseils locaux le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles? Il n'est pas prêt à le dire, et il partage, à ce sujet, l'opinion du député de Maskinongé (M. H. Caron).

La loi actuelle offre-t-elle des garanties suffisantes? Cette question mérite l'attention de la Chambre. Les législateurs de la province doivent maintenant donner une attention toute spéciale à l'amélioration et au perfectionnement de notre système municipal. Il est de notre devoir d'établir une législation appropriée afin de mettre à l'abri les contribuables du danger que constituent des représentants incompetents et malhonnêtes.

On constate que des hommes incompetents et indésirables sont réélus aux conseils sans que personne ne s'en préoccupe, même si ces personnes administrent les fonds municipaux. C'est un devoir pour chaque citoyen de porter plus d'attention à ces questions et d'élire des hommes intelligents, doués et honnêtes ou alors, avant longtemps, la population constatera qu'elle est endettée et ruinée.

Il espère voir la population s'intéresser davantage à cette question et dit qu'il ne peut en résulter que du bien. Il suggère que l'on obtienne l'opinion de personnes importantes en dehors de la Chambre, dans les différentes municipalités de la province. Cela ne presse pas, dit-il, et il est essentiel que cette question soit d'abord discutée. À son avis, il serait possible d'ajouter des garanties additionnelles à celles qui sont prévues dans la présente loi.

Il se déclare en faveur de l'amendement de l'honorable représentant de L'Islet de référer la question à un comité spécial.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Est d'avis qu'il faut mettre un frein à la manie de "subsider" des industries. On parle d'autonomie municipale mais les libertés municipales ont été octroyées par le Parlement provincial. Il faudrait, en saine logique, que celui qui a l'autorité pour accorder des libertés ou privilèges ait également celle de priver de ces libertés et privilèges. La mesure est peut-être un peu radicale, mais lorsqu'on veut réveiller une affaire qui semble morte, il faut frapper fort et dru.

Il appuie la suggestion de l'honorable député de Gaspé (M. E.J. Flynn) de vérifier le degré de responsabilité imputable à l'octroi de bonus dans le montant gigantesque des dettes municipales. On pour-

rait demander au secrétaire provincial de faire des statistiques démontrant le montant de dettes dues à l'octroi des bonus.

Il désire aussi que la Chambre connaisse le respect qu'il porte aux libertés municipales, mais il veut aussi enrayer le mal. Il respecte l'autonomie des conseils municipaux, c'est là que se forme l'éducation de plusieurs, même l'éducation politique des députés eux-mêmes.

En se référant aux paroles du député de Maskinongé, il déclare que nulle part les articles du code municipal sont observés.

Le travail d'un comité spécial pourrait être utile à la Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Explique qu'il y a une différence entre les pouvoirs accordés aux corporations de ville et aux municipalités rurales. Le comité spécial pourra étudier cette question et proposer peut-être que la clause 481 du code municipal soit amendée de manière à ne permettre l'octroi d'un bonus que dans le cas où il sera voté par la majorité des propriétaires.

Il est d'avis que le vote des bonus, par les municipalités rurales, devrait être ensuite soumis au vote populaire, c'est-à-dire être ratifié par la majorité des propriétaires de biens-fonds. Il est d'avis que les pouvoirs des conseils locaux ne devraient pas être plus étendus que ceux des conseils des cités et des villes.

M. T.-B. De Grosbois (Shefford) et W.J. WATTS (Drummond): Citent aussi des exemples de ce qui se pratique dans certaines municipalités.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, comme amendement, que les noms des représentants de Richmond (M. J. Bédard) et de Saint-Hyacinthe (M. G.-C. Dessaulles) soient ajoutés à la liste des membres du comité spécial proposée par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne).

Adopté.

La proposition du représentant de L'Islet est ensuite adoptée.

#### **Demande de documents:**

#### **Dépenses contingentes des départements**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des comptes ou factures produits, et sur lesquels les paiements ont été faits, des dépenses suivantes, entrés aux comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, sous le titre: "Dépenses contingentes des départements":

1. J.-A. Langlais & Fils, papeterie, \$1,249.92 (pour le département des Terres, Forêts et Pêcheries) p. 108 des comptes publics.

2. Les mêmes, papeterie, \$200.70 (Département de l'Agriculture), p. 113, comptes publics.

3. Les mêmes, papeterie, \$186.00, (Département de l'Instruction publique) p. 115, comptes publics.

4. Les mêmes, papeterie, \$1,005.61, (Département de la Colonisation et des Mines), p. 118, comptes publics.

5. Les mêmes, papeterie, \$10.05, (bureau de l'auditeur), p. 104, comptes publics.

6. Les mêmes, papeterie, \$20.00, (Département du Trésor), p. 102, comptes publics.

7. Les mêmes, papeterie, \$174.86, (Département du procureur général), p. 99, comptes publics.

8. Les mêmes, papeterie, 5426.81, (Département du Secrétaire de la province), p. 95, comptes publics.

9. Les mêmes, papeterie, \$68.35, (Département du Conseil exécutif), p. 93, comptes publics.

Adopté.

#### **Correspondance Dussault — Taillon**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L.-O. Taillon, premier ministre, écrit en janvier 1893, avec post-scriptum portant la date du 25 novembre 1893.

2. Copie de la lettre de l'honorable M. L.-O. Taillon à M. Jos. Dussault, en date du 5 décembre 1893.

3. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L.-O. Taillon, en date du 30 décembre 1893.

4. Copie de la lettre de MM. Dussault & Proulx à l'honorable M. P.-E. LeBlanc, orateur de l'Assemblée législative, en date du 4 juin 1892.

5. Copie de la lettre de M. N. Dion, gérant de la Banque Jacques-Cartier, à Saint-Sauveur de Québec, en date du 31 mai 1892, adressée à MM. Dussault & Proulx, de Québec, imprimeurs, que ces derniers ont transmise, par leur lettre en date du 4 juin 1892, à l'honorable P.-E. LeBlanc, O.A.L.

6. Copie du protêt de la Banque Jacques-Cartier, en date du 20 août 1892, par Mtre P. Bouffard, dont signification a été faite à l'honorable Secrétaire de la province et à l'Orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

#### **Index de D.-N. Labrie**

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous comptes et de toute correspondance au sujet de l'item suivant, à la page 259 des comptes publics, pour l'année 1899-D.-N. Labrie-transcription de l'index des noms, no 1, bureau d'enregistrement. Perce, comté de Gaspé: \$363.84.

Adopté.

#### **Cause des pêcheries au Conseil privé**

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des dépenses encourues et des sommes payées par la

province de Québec pour services professionnels, frais de voyages et autrement, se rapportant à la cause des pêcheries soumise au Conseil privé et décidée par ce tribunal.

Adopté.

### Arpentages

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant séparément, tous les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre, autorisés, ou pour lesquels des instructions ont été émises depuis le 1er juillet dernier, avec mention de la date, dans chaque cas, de ces autorisations ou instructions, des avances faites et en vertu de quel crédit ces avances ont été faites, avec, de plus, mention du coût réel ou estimatif de ces travaux, ainsi que des balances qui peuvent rester dues.

Adopté.

### Écoles élémentaires

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé de l'item suivant des comptes publics pour 1899, page 132, "Écoles élémentaires, sous la loi 60 Victoria, chapitre 3, \$13,133.28", et aussi copie de tous arrêtés en conseil autorisant cette dépense.

Adopté.

### Subsides

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 4 résolutions rapportées le 29 janvier 1900 du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

### Compagnie minières

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il a écouté avec intérêt les discussions des jours précédents sur le projet de loi, mais qu'il est plus que jamais convaincu de la justesse de ce projet de loi sous sa forme actuelle, et il ne voit aucune raison de modifier la clause 6 qui limite la responsabilité des actionnaires. Il demande à la Chambre d'adopter son projet de loi, qui se compare favorablement à toutes les autres législations sur le même sujet. Il a préparé avec le plus grand soin son projet de loi et il ne voit pas la nécessité de prolonger la discussion étant donné que la question a été suffisamment débattue.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Se dit fortement en faveur du projet de loi et pense qu'il répond à des besoins ressentis depuis longtemps. Il suggère en amendement à l'article 201. paragraphe 7, qu'il soit stipulé que le fait qu'une action soit émise en-dessous du pair doit être indiqué en caractère gras sur le certificat de ladite action.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande à l'orateur qui l'a précédé s'il peut donner une bonne raison en faveur de l'adoption du bill.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Répond que le fait de ne pas avoir de loi sur les compagnies à fonds social a causé un tort immense à la province. Il craint seulement, dit-il, que le ministre ne s'engage pas suffisamment. Il devrait aller plus loin et nous donner une loi générale. Il croit que la province a subi de lourdes pertes parce que tout l'argent des investisseurs de cette province est allé en Ontario, au New Jersey et en Colombie-Britannique. La province a grandement besoin d'une loi simple et souple, dit-il, et je pense que cette mesure y pourvoit. Je présenterai plus tard un amendement à la loi sur les compagnies à fonds social qui couvrira davantage cette question.

Nous perdons de bonnes affaires à cause des compagnies en Ontario, au New Jersey et en Colombie-Britannique. Ces compagnies doivent avoir leur bureau d'affaires principal dans l'État ou la province où elles ont été constituées en corporation et ce fait oblige les actionnaires à se déplacer une fois l'an pour l'assemblée des actionnaires, entraînant des dépenses et des ennuis considérables.

L'émission d'actions en-dessous du pair est sans danger, en autant que le prix réel de l'émission apparaît sur chaque certificat d'action. Personne n'accepterait un billet de cinq dollars au lieu d'un billet de cinquante, et il en sera de même avec ce bill.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Se dit quelque peu surpris de l'opposition que l'on a faite au projet de loi, hier, et il trouve exagéré de la part de l'honorable député de Dorchester d'avoir qualifié certaines dispositions du bill d'immorales. D'après ses vingt ans d'expérience dans cette province, dans le domaine des mines, il peut dire qu'il n'est pas du tout facile, même dans les conditions actuelles, de réunir des capitaux ici, et on ne devrait pas rendre cette tâche encore plus difficile, comme certains membres de l'Opposition semblent vouloir le faire.

Il dit que s'il se présentait à un député de la Chambre en lui disant: "J'ai un bon tuyau dans les mines et je te suggère d'en acheter", le député va probablement l'accepter si on lui offre les actions à un prix d'escompte intéressant. Tout investissement minier comporte plus ou moins de risques. S'il offre à \$100 un certain nombre d'actions dont la valeur nominale est de \$1,000, la personne va probablement l'accepter, sachant que cette offre est honnête; mais si on lui demande de payer la valeur au pair, elle hésitera peut-être. Si ces actions ne sont pas offertes avec un escompte, elles ne seront jamais vendues en grande quantité.

Il dit avoir étudié longuement le bill en compagnie du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), et avec la légère modification suggérée par le député de Montréal no 5, il n'y trouve que des avantages pour les hommes intéressés à l'exploitation minière et pour les investisseurs.

Lorsqu'un homme fait de la promotion pour une compagnie minière, il s'efforce d'intéresser d'autres capitalistes. Il offre à .10 cents des actions d'une valeur nominale d'un dollar, à des gens qui le connaissent et ces derniers achètent les actions, sachant fort bien qu'ils prennent des risques. Si cette personne offrait les mêmes actions au pair elle ne pourrait pas espérer obtenir le même succès, car l'individu qui achète des actions minières s'attend naturellement à réaliser un profit considérable si cette mine contient de bons gisements. Lors d'une première étude, une mine peut laisser espérer de très bons résultats, mais il est toujours possible que tes espoirs soient déçus. Le simple fait d'émettre des actions à un prix vraiment au-dessous du pair ne peut être qualifié de procédure malhonnête. Le bill stipule que chaque certificat d'action, bien estampillé, doit indiquer le prix réel de l'émission. Par conséquent, chaque acquéreur reçoit toute la protection voulue. Il est temps que les gens de l'industrie minière de la province reçoivent certains avantages.

Il croit que cette offre d'actions en-dessous du pair constitue le principal obstacle auquel se heurte l'Opposition; mais, quant à lui, ce bill ne contient rien qui puisse soulever des objections. Il est urgent, dit-il, d'offrir au public des avantages exceptionnels ou alors, il ne se vendra pas d'actions et les ressources de la province ne se développeront pas.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande pourquoi on doit offrir des actions en-dessous du pair.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Répond que les acquéreurs d'actions peuvent s'attendre à tirer un profit de leur investissement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Désire savoir si un individu fera plus d'argent en achetant des actions à dix cents plutôt qu'à un dollar.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Dit que, de toute façon, l'individu croira qu'il va faire plus d'argent.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Désire savoir si le résultat ne serait pas le même, quelque soit le prix payé et si les actions ne se vendraient pas aussi bien à leur valeur nominale qu'à dix cents.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Dit que l'acquéreur original a le droit de participer aux profits de la mine qui est exploitée et ajoute que le prix de vente réel est inscrit sur chaque certificat.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Affirme que le but recherché par la vente d'actions en-dessous du pair est de frauder le public et que les raisons qui incitent à l'adoption du bill dans sa forme actuelle

sont des raisons d'efficacité et non de mérite. Le motif principal, à son avis, est de garder l'argent dans la province. Le député de Mégantic qualifie de pari les transactions d'actions minières. Le député de Mégantic est-il un adepte des maisons de jeux? Pour sa part, il n'en est pas un. Si les transactions minières sont des paris, la Législature devrait les arrêter plutôt que les encourager.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Dit que ce sont des paris permis par la loi.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il n'a jamais entendu parler du jeu légalisé. Le respect de la loi et la spéculation frauduleuse ne vont pas ensemble.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Est certain que tout le monde est d'accord pour encourager par tous les moyens la promotion des affaires de la province. Partout à travers le Canada, on trouve d'immenses ressources minières. Les gens investissent leur argent dans les entreprises minières. Si l'on voit de simples hommes d'affaires honnêtes traiter d'affaires d'une manière particulière, il soutient que les lois de la province devraient être le plus possible en conformité avec cette manière de procéder, en autant qu'elle soit légitime.

L'honorable député de Mégantic affirme que, dans les transactions minières, intervient une bonne part de spéculation. L'honorable député de Dorchester a, pour sa part, déclaré que dans de telles conditions on devrait mettre fin à toutes les transactions minières. Le député de Mégantic a voulu dire que les transactions minières ne sont jamais sûres. Elles comportent toujours de grands risques. Il ne s'agit pas de spéculation au sens péjoratif du terme.

Devons-nous arrêter l'exploitation minière à cause de l'élément d'incertitude? Lorsqu'un homme décide de former une compagnie minière et qu'il cherche à former un capital, il va voir les gens et leur dit: "Voici un nombre d'actions que je veux vendre." La personne qui achète sait très bien que le prix fixé ne représente pas la valeur exacte des actions. Cette personne prend des chances. Il n'y a aucune différence entre l'achat de cent actions à 10 cents et l'achat de 10 actions à un dollar. Si les investisseurs préfèrent la première formule d'achat, on ne peut s'y objecter. Il faut regarder la façon de transiger de ces personnes. Il ne croit pas qu'il existe une compagnie sur dix qui émette toujours ses actions au pair. Si les actions sont émises au pair et cotées avec escompte, elles ne pourront se vendre au pair.

Si le Pacifique canadien émettait des nouvelles actions demain, il ne réussirait peut-être pas à obtenir plus que le prix du marché actuel, soit quatre-vingt-quatorze.

Il fait ensuite remarquer que le prix réel de l'émission d'actions sera bien indiqué tel que le spécifie le bill. De cette façon, seuls les acheteurs les plus ignorants et vraiment illettrés pourront être trompés.

L'Opposition croit que la façon de traiter les affaires doit être conforme à la loi. alors que dans ce cas-ci, c'est le contraire. Quiconque achète des actions de compagnies minières, achète seulement

une chance, une seule chance de faire des milliers de dollars ou d'en perdre des centaines. Il ne voit rien de frauduleux dans la vente d'actions à dix cents puisque la valeur réelle est estampillée sur le certificat.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Proteste parce qu'on qualifie les transactions minières d'agiotage et dit qu'elles ne sont pas plus malhonnêtes que toute autre transaction. Et s'il s'agit d'agiotage à 10 cents l'action, il y en aura autant si les actions sont vendues au pair. Lorsqu'un individu achète une maison ou des actions quelconques, ou tout autre article de commerce, il le fait en espérant en tirer un profit. Il est tout à fait normal et légitime qu'une compagnie qui essaie de lancer ses actions sur le marché, les offre aux premiers acquéreurs à un prix au-dessous du pair.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Prend la parole.

M.G.R. SMITH (Mégantic): Proteste avec force contre l'insinuation malveillante qui circule à son sujet. On l'accuse d'avoir qualifié les transactions minières de spéculation frauduleuse. Il dit que les affaires minières sont son gagne-pain et il n'aurait jamais dit qu'il gagne sa vie en spéculant frauduleusement, car il ne l'a jamais fait. Il dit avoir utilisé le mot "spéculation" parce que c'est le terme qu'utilisent habituellement les gens qui travaillent dans ce domaine. Il désire tout simplement attirer l'attention sur l'élément d'incertitude que comporte ce genre d'entreprise.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il veut l'adoption de ce bill.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il s'objecte parce que tout le monde n'a pas encore parlé.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Parle de la nomination du député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn) au poste de sénateur du Dominion. Il ajoute que si les journaux disent la vérité, la nomination serait déjà faite. Il félicite l'honorable député de l'honneur qui lui échoit. (Applaudissement de la Chambre).

La discussion sur le projet de loi concernant les compagnies minières se poursuit.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Association des bouchers et commerçants de lard de Québec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill (bill no 112) constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Bishop's College**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Paroisse de la Longue-Pointe**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill (bill no 126) concernant la paroisse de la Longue-Pointe, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Montreal Investment and Freehold Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 118) amendement l'acte constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Dominion Abattoir and Stock Yards Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 119) amendement la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Village de Beauvillage de la Longue-Pointe**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill (bill no 127) concernant le village de Beauvillage de la Longue-Pointe, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte d'incorporation de Grand-Mère**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 32) amendement la charte d'incorporation du village de Grand-Mère, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **National Trust Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company" à étendre ses opérations à la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Cité de Sherbrooke**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill (bill no 48) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

M.T.-B. De GROBOIS (Shefford): Propose que le bill (bill no 62) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

M. C. DORRIS (Napierville): Propose que le bill (bill no 76) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à six heures trente.



## Séance du 1er février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures trente(1).

#### Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Robitaille, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

#### Subvention aux entreprises industrielles

M. G.-C. DESSAULLES (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial (nommé) pour examiner la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Dessaulles son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

#### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas:

De la corporation de la cité des Trois-Rivières demandant une loi l'autorisant à refondre sa charte et à émettre des débentures;

De Téléphore-G. Turcot et de Oswald-Sylvio Métivier demandant respectueusement une loi les autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans cette province.

Et de David O'Gilvy demandant une loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Adopté.

#### Introduction de bills:

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 59) autorisant l'Association des dentistes à admettre Téléphore-G. Turcot au nombre de ses membres.

Accordé, le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 60) autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald-Sylvio Métivier au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 79) amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 53) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David O'Gilvy au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 111) revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 68) constituant en corporation la Compagnie de gaz, électricité et pouvoir.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 86) amendant l'article 816 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 88) amendant l'article 5561 des statuts refondus de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 89) amendant l'article 85 du code civil de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Documents:

##### Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1898-99. (Document de la session no 5)

##### Reine vs E. Pacaud

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre une réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26

1. Le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) reprend son siège. Il était malade depuis le 25 janvier.

janvier 1900, pour copie des comptes et mémoires de frais et de la correspondance dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899, pour \$1,561.25, sous le titre "Administration de la justice", et dans la cause de la reine vs. Pacaud et de la reine vs Ernest Pacaud et al., et aussi pour copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson, C.R., comme conseil de la Couronne dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899, au montant de \$762.28 a été émis. (Document de la session no 21)

#### Interpellations:

##### Gardes-forestiers

M. E.-J. FLYNN (Gaspé): Y avait-il aucune somme de due pour le service des gardes-forestiers, à la date du 30 juin dernier, et qui n'a pas été payée durant cet exercice de 1899?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):  
1. Oui.

2. La somme de \$5,030.69 pour dépenses imprévues occasionnées par des inspections spéciales de terres, forêts et de pouvoirs d'eau, entreprises dans l'intérêt de la province et pour dépenses encourues, lors de l'exposition de New-York, en mars 1899.

#### Demande de documents:

##### Subventions aux chemins de fer

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 1er juillet 1898, autorisant le paiement d'aucune somme, comme subvention à des compagnies de chemins de fer, ou ayant trait à aucune subvention de chemins de fer. 2. copie de toute correspondance au sujet de telle subvention, depuis la même date.

Adopté.

##### Exposition de Paris

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. copie de tous les arrêtés en conseil, au sujet de l'exposition de Paris. 2. copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet. 3. un état détaillé des dépenses encourues jusqu'à cette date, en indiquant en vertu de quels crédits ou autorisation légale.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet, et quelle position la province doit occuper à cette exposition.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond que l'on a réservé un certain emplacement pour l'Angleterre et que ses colonies occuperont une partie de cet espace, et la province de Québec aura une place spéciale.

On installera à l'endroit occupé par la province de Québec un large panneau sur lequel sera inscrit les mots "Province de Québec".

Adopté.

##### Shérif de Joliette

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des divers comptes, composant l'item de \$3,542.23, figurant à la page 122 des comptes publics, représentant les dépenses contingentes du shérif du district de Joliette, durant la dernière année financière, avec indication des personnes auxquelles ces comptes ont été payés, ainsi que de la date de chaque paiement.

Adopté.

##### Compagnies minières

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour examiner le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse) et MM. R. BICKERDIKE (Montréal no 5), E. BOUFFARD (Montmorency), L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice), E.J. FLYNN (Gaspé), G.-A. NANTEL (Terrebonne), L.-E. PANNETON (Sherbrooke), L.-P. PELLETIER (Dorchester), J.-M. TELLIER (Joliette) et autres députés: Prennent la parole.

Le comité étudie la clause 6.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Déclarent s'opposer vivement à la restriction de la responsabilité de tout actionnaire pour le non-paiement des versements.

L'article 6 est adopté, avec un amendement, sauf pour le dernier paragraphe (paragraphe 7), qui est laissé en suspens.

Le comité étudie la clause 12, qui se lit comme suit:

"Cette autorisation est donnée sur requête si la compagnie:

1 Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte:

2. Établit sous serment, si requis, quelle possède des biens suffisants et qu'elle conduit ses opérations de manière à mériter la confiance publique:

3. Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle et déclarant où sera établi le bureau principal de la compagnie dans la province."

Cet article est laissé en suspens

Le comité étudie la clause 15 qui se lit comme suit.

"Quiconque fait les opérations visées par l'article 11 de cette loi, pour une compagnie qui n'a pas accompli les formalités requises pour être autorisée à se livrer à ces opérations dans la province, est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois".

Cet article est amendé et les mots "cent piastres" sont remplacés par les mots "mille piastres".

L'article est adopté tel que modifié par le comité.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Thomas Côté**

M. L. Gouin (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 35) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Biens de F. M. Henshaw**

M. L. Gouin (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Frenda Maude Henshaw, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Debentures de la "Canada Electric Light Company"**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 52) confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la "Canada Electric Light Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

#### **Acte de vente de George G. W. Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 64) validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **William Sutherland**

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 72) autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland comme un de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à cinq heures quinze.

## Séance du 2 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à quatre heures quarante-cinq.

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec, pour 1899. (Document de la session no 16)

Et de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne pour 1899. (Document de la session n o 2 2 )

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

D'Israël Lafontaine et autres, de Saint-Étienne, s'opposant au bill pour autoriser la fermeture des ponts Roy, Guay et Lemieux;

De H. Trudeau et autres, s'opposant aux amendements à la charte de la ville de Saint-Laurent;

D'Émile Rioux demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De la Cie de pulpe de Jonquière demandant des amendements à sa charte;

De "The Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal," demandant des amendements à sa charte;

Et de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean demandant des amendements à sa charte.

#### Rapports de comités:

M. T.-B. De GROBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 46) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central et l'a adopté avec un amendement.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer "Portage du Fort et Bristol Branch;"

De la Compagnie hypothécaire et de la ville de Saint-Louis demandant respectivement des amendements à leur charte;

Et des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Montréal demandant une loi concernant l'église de ladite paroisse.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le

greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial, pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Ouimet, Rolland, McCorrill et Ward.

#### Introduction de bills:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 78) ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.R. ROY (Kamouraska) Demande la permission d'introduire un bill (bill no 70) modifiant la charte de la Compagnie hypothécaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 113) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre W.J. Enright au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. GILLES (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 117) modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 42) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 69) amendement la charte de la ville de Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 56) constituant en corporation le "Montreal Mining Exchange".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 90) amendement l'article 480 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Comité conjoint de la bibliothèque de la Législature

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'un comité

spécial composé des honorables MM. Robidoux, Turgeon, Parent et Stephens, et de MM. Pelletier, LeBlanc, Atwater, Manon, Tessier (Rimouski), Normand, Béland, Roy, Ball, Weir, Laliberté et Allard, soit formé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit renvoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

### **Comité conjoint des impressions de la Législature**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. ROBIDOUX), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre, pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Marchand, Dechêne et Duffy, et MM. Flynn, Nantel, Robitaille, McDonald, Garneau, Rainville, Bouffard et Cotton, agiront comme membres dudit comité des impressions.

Adopté.

### **Compagnies minières**

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill (bill no 2) concernant les compagnies minières.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité étudie le paragraphe 7 de la clause 6, paragraphe qui se lit comme suit:

"Nul actionnaire d'une compagnie constituée en la manière prévue par cet article n'encourt de responsabilité personnelle par suite du non-paiement des mouvements à raison des obligations de la compagnie."

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que le paragraphe 7 de l'article 6 soit retiré.

Adopté.

Le comité étudie la clause 12, qui se lit comme suit:

"Cette autorisation est donnée sur requête si la compagnie:

1. Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte;

2. Établit sous serment, si requis, qu'elle possède des biens suffisants, et qu'elle conduit ses opérations de manière à mériter la confiance publique;

3. Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal

dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle et déclarant où sera établi le bureau principal de la compagnie dans la province.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "et de ses lettres patentes" après le mot "charte".

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que l'article suivant soit ajouté au projet de loi (clause 16): Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de cette section.

Adopté.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que l'article suivant soit ajouté au projet de loi:

Avant que l'autorisation soit accordée, la compagnie doit établir, à la satisfaction du secrétaire de la province ou de tout autre fonctionnaire ou officier chargé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil de faire un rapport sur cette matière, que les faits allégués dans sa requête sont vrais, et qu'elle offre des garanties suffisantes pour justifier l'octroi de l'autorisation.

À cette fin, le secrétaire de la province ou tel autre officier peut requérir la production de tout document qu'il croit nécessaire, et prendre et conserver par écrit tout témoignage rendu sous serment ou sous affirmation, et peut administrer toute affirmation ou tout serment requis.

La proposition est adoptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il y a fait des amendements. Lesdits amendements sont lus pour la première fois.

### **Interpellations:**

#### **Travaux d'arpentages**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Y a-t-il eu des travaux d'arpentages, explorations ou autres travaux imputables au service des arpentages, autorisés par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 20 octobre 1899?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): 1. Oui. 2. \$4,900.

#### **Conseiller législatif des Mille-Isles**

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un conseiller législatif pour la division des Mille-Isles, ou de supprimer le Conseil législatif?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Certainement, (rires)

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Demandent des précisions à la réponse du premier ministre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Refuse de donner plus de détails à sa réponse initiale.

### **Taxes sur les successions**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): pour M. J.-M. TELLIER (Joliette):

1. Est-il vrai que l'honorable premier ministre actuel s'est prononcé, pendant qu'il était chef d'Opinion en cette Chambre, contre la loi actuelle, en vigueur en cette province, qui impose des taxes sur les successions ou sur certaines successions?

2. Est-il vrai, que l'honorable premier ministre actuel a déclaré ou donné à entendre au public de cette province, au cours des dernières élections générales, qu'il demanderait ou proposerait l'abolition desdites taxes, dans le cas où le parti politique dont il était le chef arriverait au pouvoir?

3. L'honorable premier ministre actuel se propose-t-il de présenter, au cours de cette session, une loi à l'effet d'abroger celle imposant lesdites taxes?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. et 2. Les déclarations du premier ministre, à cet égard, sont parfaitement connues du public, elles peuvent se résumer dans le passage suivant de son discours prononcé à Sherbrooke, le 14 octobre 1896: "La vraie politique d'un gouvernement sincèrement désireux de replacer notre province dans la position financière et politique qui lui appartient, peut se définir en peu de mots. Son premier devoir est de réduire, par les mesures d'économie les plus énergiques, la dépense entière, ordinaire et extraordinaire de chaque année, dans les limites de la recette annuelle, et d'éviter l'imposition de nouveaux sacrifices au peuple, aussi longtemps que, par ces moyens, il peut en être exempté".

3. Si le gouvernement trouve utile d'opérer quelques changements dans les lois existantes, il se fera un devoir d'en donner connaissance à la Chambre, en temps opportun.

### **Demande de documents:**

#### **Droits de pêche**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il manquait plusieurs documents lors du dépôt de documents ayant trait à la correspondance entre le gouvernement du Québec et les gouvernements du Dominion et aussi aux ordres en conseil au sujet des questions de droits de pêche soulevées par suite du jugement du Conseil privé.

LES HONORABLES H.T. DUFFY (Brome) et F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Promettent de déposer ces documents le plus tôt possible.

#### **Paiement à J. Dussault**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Hon-

neur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents relativement à l'item no 8, du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Promet d'obtenir les documents pour mardi prochain.

La demande est adoptée.

### **Salaires des employés des Terres, Forêts et Pêcheries**

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes circulaires ou lettres, depuis l'année 1883 au 30 juin 1897, adressées par le département des Terres de la couronne, ou le département des Terres, Forêts et Pêcheries, à des employés du département ou à leur procureur au sujet du paiement de leur traitement, commissions, déboursés ou autres comptes.

Adopté.

### **Arpentages**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état indiquant:

1. Les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier:

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux, par chaque année fiscale:

3. La date de ces autorisations ou instructions:

4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux;

5. Les crédits ou appropriations y compris les mandats spéciaux, à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées chaque année fiscale:

6. Toute balance réelle ou estimative qui a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 de juin dernier.

Adopté.

### **Catholic Sailors' Club**

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour que le bill (bill no 71) constituant en corporations le Catholic Sailors Club", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Peter Bercovitch**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 122)

autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Royal Trust Company**

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 33) amendement la charte de la "Royal Trust Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Maisonneuve**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 79), amendement la

charte de la ville de Maisonneuve, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **David O'Gilvy**

M. T.-B. De GROSBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 53) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David O'Gilvy au nombre de ses membres, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à cinq heures quinze.

## Séance du 5 février 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Dépôt de pétitions:

De consentement unanime, la règle 49 de cette Chambre est suspendue en ce qui regarde les pétitions suivantes qui sont, en conséquence, présentées et déposées sur la table:

Par M. Gouin, la pétition de la Compagnie du conservatoire de Montréal;

Par M. Robitaille, la pétition de la compagnie "Petroleum Oil Trust, limited";

### Introduction de bills:

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 91) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE [Québec-Centre]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 93) amendant l'article 952 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 95) amendant la loi concernant les dentistes.

UNE VOIX: Demande au député de Lévis d'expliquer l'objet du bill.

M. C. LANGELIER (Lévis): Répond que l'on veut amender la loi concernant les dentistes qui donne à ces derniers le pouvoir de décider quels actes sont dérogatoires à leur profession. À son avis, cette loi est ultra vires et il appartient à la Législature de spécifier ces actes ou alors de soumettre leurs règlements au lieutenant-gouverneur en conseil.

On désire par ce bill rayer cette partie de la loi qui décrète que les dentistes ne peuvent employer que deux employés. De plus, on veut aussi rayer cette partie qui dit qu'on ne peut en appeler d'une décision du Conseil des dentistes par un bref de certiorari.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Montreal Day Nursery

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 73) constituant en corporation 'The Montreal Day Nursery' soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Compagnie de la Presse

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 173) constituant en

corporation la "Compagnie de la Presse", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Église Sacré-Coeur de Jésus de Montréal

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 42) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Compagnie hypothécaire

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 70) modifiant la charte de la "Compagnie hypothécaire", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Compagnie du pont de Saint-François

M. W. J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 110) amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la "Compagnie du pont de Saint-François", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

### Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 117) modifiant la loi constituant en corporation la compagnie dite "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, ligne téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

### Interpellations:

#### Travaux de colonisation

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. À la date du 30 juin dernier, 1899, y avait-il quelque somme de due par le département de la Colonisation et des Mines, pour des travaux de colonisation et qui n'aurait pas été payée, durant cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant était dû?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse).

1 Oui.

2 \$5.543.49



### Service des arpentages

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages", au 30 juin 1899 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.

2. \$16,436.45.

3. \$10,820.28 sur le crédit régulier et \$2,821.01 sur le crédit supplémentaire.

### Aide aux municipalités pauvres et aux écoles du soir

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dans le discours du trône, il est déclaré que le gouvernement a augmenté la subvention annuelle aux municipalités pauvres et aux écoles du soir, et a subventionné une école normale pour les institutrices, à Montréal; en vertu de quelle loi, subvention législative ou crédit, et à quelles dates le gouvernement l'a-t-il fait dans chaque cas?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Le gouvernement a augmenté l'aide aux municipalités pauvres, notamment en le portant, d'une somme de \$10,000 votée pour cet objet par la Législature, à une somme de \$13,000 votée pour ce même objet dans les budgets de 1898-99 et 1899-1900.

2. Le gouvernement a augmenté l'aide aux écoles du soir, en 1897-98, d'une somme de \$6,836.91 et en 1898-99 d'une somme de \$10,000, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3.

3. Par ordre en conseil du 9 juin 1899, à même les fonds disponibles, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3.

### Bois de pulpe

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le gouvernement se propose-t-il d'appliquer le droit de \$1.90 par corde, sur le bois coupé par les colons de bonne foi qui sont établis sur les terres de la couronne?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Les documents no 19 produits devant cette Chambre, le 31 janvier dernier, en réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, comportent la réponse à cette question.

### Grève du fleuve Saint-Laurent

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): 1. Le gouvernement a-t-il loué la grève du fleuve Saint-Laurent, en front du lot no 112, des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie?

2. Dans l'affirmative, à qui, à quel prix et pour combien de temps?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. A.M. Alphonse Letellier, au prix de \$25.00 pour un terme d'un an expirant le 17 juin 1900.

### Prison de Beauharnois

M. A. PLANTE (Beauharnois): Le gouvernement sait-il qu'il y a de nombreux prisonniers qui attendent leur procès, dans la prison de Beauharnois?

2. Depuis quand y a-t-il eu un terme criminel à Beauharnois?

3. Y aura-t-il un terme de la Cour criminelle, en mars prochain?

4. Le gouvernement a-t-il nommé un représentant du procureur général pour le district de Beauharnois?

5. Dans l'affirmative, quel est son nom?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Il appert par le rapport du greffier de la couronne du district de Beauharnois, du 9 janvier 1900, qu'il y a six prisonniers attendant leur procès.

2. 1er octobre 1895.

3. Oui, le 8 mars prochain.

4. Oui, pour ledit terme.

5. M. Thomas Brossoit, C.R., de Beauharnois.

### Surintendants des garde-feu

M. P. GRENIER (Champlain): 1. À quelle date les surintendants des garde-feu ont-ils reçu instruction, en l'année 1899, de commencer l'exercice de leurs fonctions, et à compter de quelle date?

2. Ont-ils été employés à ce service en mai et juin 1899?

3. À quelle date en 1899, les garde-feu ont-ils reçu instruction de se mettre en devoir ou de commencer l'exercice de leurs fonctions, et à compter de quel temps?

4. Ont-ils été employés à ce service, en mai et juin 1899?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Les surintendants des garde-feu en l'année 1899, devaient suivant leurs instructions générales, commencer l'exercice de leurs fonctions le 1er avril.

2. Oui.

3. À différentes dates, du 1er mai au 1er de juin, suivant les circonstances des diverses régions sauvegardées.

4. Quelques-uns ont été employés en mai. d'autres ne l'ont été qu'à partir du 1er de juin.

### Infraction aux lois de pêche dans la paroisse de Sainte-Agnès

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): 1. Combien de poursuites ont été instituées en 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable commissaire des Terres de la couronne ou d'aucun de ses officiers ou employés pour infractions à aucune loi relative à la pêche, commises dans la paroisse de Sainte-Agnès, dans le comté de Charlevoix?

2. En vertu de quelle loi la plainte a-t-elle été portée, et quelle est l'infraction dans chaque cas?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1.12 poursuites ont été instituées.

2. En vertu des articles 1375 et 1394 des statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendés par 62 Victoria, chapitre 23.

Infraction: Avoir tendu, sans avoir préalablement obtenu licence à cet effet, des filets, rêts, ou autres instruments de pêche dans les lacs Long, Sainte-Agnès, etc., dans le comté de Charlevoix.

#### **Honoraires du docteur Constantin**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. Le docteur Constantin a-t-il payé au gouvernement les honoraires ordinaires pour obtenir une commission?

2. Dans la négative, pourquoi?

3. A-t-il agi comme coroner depuis sa nomination?

4. Dans l'affirmative a-t-il présenté au gouvernement quelque réclamation pour services, frais de voyages, ou autres raisons et pour quel montant?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Non.

2. Le gouvernement ne le sait pas.

3. Oui.

4. Oui, \$34.30

#### **Diminution du nombre des ministres**

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Est-ce l'intention du gouvernement de diminuer le nombre des ministres, tel que demandé par la motion de l'honorable M. Marchand soumise à cette Chambre, le 26 janvier 1893, p. 75, des Journaux de l'Assemblée législative?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui.

#### **Abandon de Spencer Wood**

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire l'abandon de Spencer Wood comme résidence officielle du lieutenant-gouverneur, tel que dit dans la motion proposée par l'honorable M. Marchand à cette Chambre, le 26 janvier 1893, p. 75, des Journaux de l'Assemblée législative (1893)?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement n'a pas l'intention ni le droit d'attenter à la liberté individuelle du représentant officiel de Sa Majesté en cette province, en lui imposant le choix de sa résidence: mais le gouvernement peut convenablement fixer la limite de sa contribution annuelle aux dépenses de la maison de Son Honneur. C'est ce qu'il a fait.

#### **Conseiller législatif des Mille-Isles**

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Quand le gouvernement va-t-il nommer un conseiller législatif pour la division des Mille-Isles?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Bientôt.

#### **Demande de documents:**

##### **Pêches dans l'île d'Orléans**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents, arrêtés en conseil, correspondance et rapports des magistrats concernant les poursuites prises contre les personnes qui exploitent des pêches dans l'île d'Orléans.

M. C. LANGELIER (Lévis): Parle en faveur des pêcheurs.

Adopté.

##### **Terres publiques propres à la culture**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand) qu'il soit mis devant cette Chambre état démontrant d'une manière approximative, la quantité de terres propres à la culture, respectivement, qui se trouvent dans la superficie du domaine public actuellement subdivisée en lots, laquelle superficie comprenait 7,020,425 acres au 31 décembre 1899.

Il blâme le mode actuel des arpentages faits sous les auspices des gouvernements. Lorsqu'il s'agit réellement de coloniser, l'on doit, presque dans chaque cas, refaire ces arpentages donnés à des favoris. Depuis 1867 on a trop dépensé pour les arpentages. Il faut en réduire les dépenses et que les sommes ainsi économisées soient destinées à la colonisation proprement dite.

Depuis la dernière session, plusieurs journaux et bon nombre d'écrivains ont publié des articles qui ont fait du bien à la colonisation. M. L.-O. David, en particulier, a traité le sujet de main de maître et a mis la question sous son vrai jour. Les questions faites par M. David ont provoqué des réponses patriotiques et dans le véritable intérêt public.

En un mot, il faut un changement radical dans le mode des arpentages, il y a actuellement sept millions d'acres de terres arpentées, et 28 millions de terres colonisables.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il partage en partie les remarques du député de Wolfe, mais il explique que la somme votée pour les arpentages n'est pas uniquement employée à cette fin.

La majeure partie en est absorbée par les explorations. Depuis deux ans tout ce qui a été fait d'arpentages dans la Matapédia et le comté d'Ottawa, ne l'a été qu'à la suite de pétitions sur pétitions et pour des cantons où, comme on le sait, la colonisation s'est développée. Cette année il a fallu en particulier explorer la Baie James et avant longtemps il faudra apporter une attention toute spéciale à ces

vastes régions si l'on ne veut se laisser devancer par la province d'Ontario qui menace d'accaparer le commerce de cette région en reliant cette province à la Baie James par un chemin de fer.

Son département n'a pas fait faire de nouveaux arpentages depuis deux ou trois ans, excepté pour des besoins pressants et aussi lors de la vente des limites à bois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'état de choses dont on se plaint ne date pas d'hier: il existe depuis 25 ans. Des demandes ont été adressées à tous les gouvernements soit parce que les arpentages n'étaient pas bien faits ou autrement. La règle adoptée de mon temps pour obvier à ces inconvénients est la suivante. Aucun arpentage ne sera autorisé à moins d'une inspection au préalable constatant que les terres que l'on voulait faire arpenter étaient propres à la culture. C'est là une question d'administration et le ministre est obligé d'y donner une attention spéciale. Il approuve les propos du ministre de la colonisation (l'honorable A. Turgeon) en ce qui concerne les explorations. Cependant, à son avis, il vaudrait mieux faire voter par la Chambre les montants employés pour les arpentages, et il faudrait bien connaître les terrains propres à la culture avant de dépenser les argents.

Puisque tout le monde le veut, que l'on change le vieux système pour le remplacer par un mode plus pratique et qui fera plus de bien à la colonisation.

La proposition est adoptée.

### **Asile de Beauport**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier) qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire de la province et les employés de l'asile de Beauport, au sujet des relations de ces derniers avec ledit asile de Beauport.

Adopté.

### **Officiers des pêcheries**

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Manon), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des officiers nommés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Victoria (1889), avec mention de l'endroit ou des endroits pour lesquels ils ont été nommés, de leur traitement ou toute autre rémunération, commission etc., et des sommes qui leur ont été payées jusqu'à présent, soit pour traitement, rémunération, commission ou déboursé.

Adopté.

### **Frais de voyage de MM. Guérin et Stephens**

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. E. Bouffard), qu'il soit mis devant cette Chambre 1. Un état détaillé des dépenses portées aux comptes publics,

pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, page 119 des comptes publics, sous les titres suivants: "Dépenses contingentes de l'honorable J.J. Guérin - frais de voyages et autres \$800.00 -Dépenses contingentes de l'honorable G.W. Stephens — frais de voyages, etc. \$200.00.

2. Copie de tous comptes et de toutes pièces justificatives produits pour ces dépenses;

Un court débat s'ensuit.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, en amendement et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-É. Robidoux), que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion: "Aussi, un état des dépenses portées aux comptes publics pour l'année financière expirant le 30 juin 1896, page 109, sous le titre: "Hon. A. W. Morris, frais de voyages et autres dépenses: \$940.00".

L'amendement est adopté.

La proposition principale telle qu'amendée est aussi adoptée.

### **Permis de pêche**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre. 1. Copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Victoria, chapitre 23, notamment, en vertu de l'article 1376.

2. Un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux accordés en vertu de cet acte, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et des Iles-de-la-Madeleine, avec mention de la date de ces baux ou permis, des personnes à qui ils ont été accordés, des lacs, rivières, ou autres eaux, pour lesquels ils ont été accordés, du prix ou loyer, ou taux du permis ou bail, du nombre d'années, et des sommes reçues jusqu'à date, dans chaque cas.

À l'appui de sa demande, il voudrait savoir si le gouvernement provincial a seul émis des baux pour ces trois comtés, ou si le gouvernement fédéral en a émis. Il semble y avoir conflit et il est important que les pêcheurs sachent à qui s'adresser avant l'ouverture de la saison de pêche.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le gouvernement provincial a seul le droit d'émettre des permis après entente avec le gouvernement fédéral.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement provincial entend forcer tous les pêcheurs à prendre des permis, ce qui ne se faisait pas auparavant.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que s'il s'agit de la pêche à la morue à haute mer, le gouvernement ne demandera pas de permis.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le ministre des Terres s'en tient toujours au dernier jugement du Conseil privé en rapport avec les droits de pêche

du gouvernement sur la côte nord du golfe Saint-Laurent. Il parle longuement sur le jugement du Conseil privé relatif à ces pêcheries et le droit de la province d'imposer des licences de pêche jusqu'à dans le golfe Saint-Laurent et la haute mer.

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** Répond qu'à son avis, la province possède le droit d'imposer des licences de pêcheries jusqu'à dans le golfe Saint-Laurent, non seulement pour les pêcheries de la côte nord, mais aussi pour celle de la rive sud; ce droit s'applique aussi pour la haute mer. Mais l'honorable Louis Davies ministre de la Marine et des Pêcheries du gouvernement fédéral s'oppose à cette manière de voir.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Dit que le gouvernement fédéral n'a jamais imposé de frais ou émis des licences pour la pêche en haute mer et si le gouvernement provincial le faisait, les gens de Gaspé seraient durement éprouvés et l'industrie des pêcheries pâtirait de cette situation. Quant à l'interprétation réelle du jugement du Conseil privé, Sir Wilfrid Laurier et la majorité de ses collègues à Ottawa ne partagent pas les vues de Sir Louis Davies à ce sujet.

**M. E. BOUFFARD (Montmorency):** Demande au ministre des Terres, Forêts et Pêcheries s'il croit aux droits de la province en ce qui concerne les licences de pêche.

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** Répond affirmativement.

**M. E. BOUFFARD (Montmorency):** Demande si le gouvernement prétend avoir juridiction sur le lit du golfe comme du fleuve Saint-Laurent et de ses affluents.

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** Répond affirmativement.

**M. E. BOUFFARD (Montmorency):** Prend la parole et s'écarte du sujet.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Demande à l'Orateur de rappeler le député de Montmorency à l'ordre.

**M. L'ORATEUR:** Rappelle à l'ordre le député de Montmorency.

**M. E. BOUFFARD (Montmorency):** Continue alors son exposé sur les pêcheries.

**M. C. LANGELEIR (Lévis):** Défend vigoureusement les intérêts des pêcheurs de l'île d'Orléans. Il affirme que la pêche dans l'île d'Orléans a cessé depuis longtemps d'être payante, que les habitants prennent, l'automne, un peu d'anguilles, mais que le reste de la saison ne leur rapporte rien ou presque rien.

Il déclare qu'il serait injuste de la part du gouvernement d'augmenter pour eux le prix des licences: il ajoute que cette population se trouvait dans

une situation particulière, qu'elle ne recevait rien du gouvernement ni pour la colonisation, ni autrement, et que la taxer davantage serait injuste.

Il informe les ministres que des requêtes étaient à se signer dans l'île pour demander au gouvernement le maintien de l'ancien tarif, savoir \$2.00 par pêche.

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** Répond que si vraiment on lui démontrait que ces pêches ne rapportaient pas plus que cela, il serait disposé à faire une exception pour les pêcheurs de l'île et à laisser subsister l'ancien tarif.

**M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure):** Parle en faveur des pêcheurs de son comté. Il dit avoir écouté très attentivement le débat qui se poursuit depuis une demi-heure sur les pêcheries et se réjouit de voir ses collègues s'y intéresser car ces intérêts sont aussi ceux des électeurs qu'il représente.

Il déclare qu'il y a dans son comté nombre de pêcheurs de saumon dont les droits semblent avoir été lésés par les nouveaux règlements, droits dont ils jouissaient depuis plus de cent ans. Il cite le nombre de pêcheurs lésés dans plusieurs endroits: à la Grande-Cascapédia, à Blackcoke à Restigouche, etc.

Il suggère qu'une commission soit nommée pour faire une enquête et voir si les droits des réclamants sont légitimes. S'ils le sont, qu'on les respecte ou que le gouvernement leur accorde une indemnité pour le préjudice qu'il leur cause, s'il est nécessaire dans l'intérêt de la province de mettre quand même les nouveaux règlements à exécution.

**M. L.-P. PELLETIER (Dorchester):** Félicite le gouvernement de Québec de l'attitude énergique qu'il a prise face aux prétentions d'Ottawa mais il trouve injuste de la part de l'honorable député de Saint-Sauveur, de mettre tout le blâme de l'opposition fédérale au Québec sur les épaules de Sir Louis Davies et d'acquitter M. Laurier et les autres ministres de tout blâme dans cette affaire. Il n'est pas prêt à admettre que le ministre de la Marine et des Pêcheries dirige tout le gouvernement.

Il ne comprend pas pourquoi Sir Wilfrid Laurier et ses collègues permettent à Sir Louis Davies d'agir de cette façon. Il place le Dominion dans une position ridicule.

Il dit faire appel à la presse en général pour exposer au public la question sous son vrai jour.

**M. P.P. DELANEY (Îles-de-la-Madeleine):** Dit qu'il s'oppose au nom des électeurs de son comté à l'imposition de licences pour la pêche.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Prend la parole  
La proposition est adoptée.

#### Documents:

#### Reine vs. E. Pacaud

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** Dépose sur la table de la Chambre, une réponse

supplémentaire a un ordre de l'Assemblée législative en date du 26 janvier 1900 pour copie des comptes et mémoires de frais et de la correspondance, dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899. pour \$1,561.25, sous le titre "Administration de la justice," et dans la cause de la reine vs Pacaud et de la reine vs. Ernest Pacaud et al, et aussi, copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson. C.R., comme conseil de la couronne, dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899. au montant de \$762.28 a été émis. (Document de la session no 21b).

#### **Arpentages depuis juillet 1899**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur la table de la Chambre une réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1900. pour la production d'un état indiquant séparément tous les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre, autorisés, ou pour lesquels des instructions ont été émises, depuis le 1er juillet dernier, avec mention de la date, dans chaque cas. de ces autorisations ou instructions, des avances faites, et en vertu de quel crédit ces avances ont été faites, avec, de plus, mention du coût réel ou estimatif de ces travaux ainsi que des balances qui peuvent rester dues. (Document de la session no 24).

#### **Gustave-Télesphore Turcot**

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que la règle 57 de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le bill (bill no 59) autorisant l'Association en ce qui concerne le bill (bill no 59) autorisant l'Association des dentistes à admettre Gustave-Télesphore Turcot comme un de ses membres, et que ledit bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il déclare que comme l'Association refuse l'autorisation d'admettre ces deux candidats, il veut suspendre la règle. Les deux candidats sont des gradués de Philadelphie et veulent exercer leur profession dans cette province.

MM. L.-P. PELLETIER (Dorchester) et L. GOUIN (Montréal no 2): S'opposent à un tel procédé et insistent pour que la règle demeure en force.

La proposition est laissée en suspens.

#### **Oswald-Sylvio Métivier**

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que la règle 57 de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le bill (bill no 60) autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald-Sylvio Métivier comme un de ses membres, et que ledit bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

MM. L.-P. PELLETIER (Dorchester) et L. GOUIN (Montréal no 2): S'opposent encore à ce procédé et insistent pour que la règle demeure en force.

La proposition est laissée en suspens.

#### **Pratique de la médecine**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau). que le bill (bill no 87) amendement la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine en certains cas, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Code de procédure civile, article 816**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 86) amendement l'article 816 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Statuts refondus, article 5561**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 88) amendement l'article 5561 des statuts refondus de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Code civil, article 85**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose selon l'ordre du jour que le bill (bill no 89) amendement l'article 85 du code civil de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Code municipal, article 480**

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 90) amendement l'article 480 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 6 février 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à trois heures cinquante.**

### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, pour l'année 1899. (Document de la session no 16)

### Dépôt de pétitions:

De consentement unanime, la règle 49 de cette Chambre est suspendue en ce qui regarde les pétitions suivantes qui sont, en conséquence, présentées et déposées sur la table de la Chambre:

Par M. Cardin, la pétition de la corporation du village de Villeray, comté d'Hochelaga;

Par M. Langelier, la pétition de Louis-S, Margolèse, de Montréal.

### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 44) à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs;

Bill (bill no 31) concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal.

Bill (bill no 49) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen;

Bill (bill no 39) pour constituer en corporation la Congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal;

Bill (bill no 47) pour constituer en corporation la "Ladies City Mission of Quebec";

Et, bill (bill no 138) autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre;

Bill (bill no 118) amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company";

Bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw;

Bill (bill no 43) concernant L'Institut royal pour l'avancement des sciences;

Bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company Limited", à faire des affaires dans la province de Québec;

Et bill (bill no 112) constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au quinzième jour de février courant.

Adopté.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas:

De la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon demandant certains pouvoirs;

De la "Great Northern Elevator Company" demandant à être constituée en corporation;

De la "Presbyterian Church in Canada" demandant des amendements à sa charte;

De la ville de Saint-Paul demandant des amendements à sa charte;

De J.-A. Lesage demandant une loi autorisant le Collège de médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De J.-A. Maucotel demandant une loi l'autorisant à vendre des immeubles sans frais de justice;

Des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal demandant une loi leur permettant d'émettre des débentures;

Et d'Émile Rioux demandant à être admis à la pratique de la profession d'avocat, après examen.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la ville de Montréal demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 20 janvier dernier dans la Gazette officielle, mais qu'ils sont complets dans les journaux et votre comité croit que cela ne peut pas affecter les intérêts des intéressés.

Quant à la pétition de S.M. McMurtry demandant une loi concernant la succession de feu W.W. Ogilvie et celle de M. M. McNider et autres, demandant une loi constituant en corporation la "W.W. Ogilvie Milling Company", votre comité trouve que les avis n'ont été publiés qu'à la fin de janvier dernier. Cependant votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au quinzième jour de février courant.

Adopté.

### Subvention aux entreprises industrielles

M. G.-C. DESSAULLES (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial (nommé) pour examiner la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles. Voici le rapport:

M. Dessaulles, du comité spécial pour discuter la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande d'envoyer aux corporations municipales la circulaire ci-après:

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec. 6 février 1900

Monsieur.

Le comité spécial de la Chambre d'Assemblée, qui a été chargé d'étudier la proposition de M. Chicoyne tendant à enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, se permet de faire appel à votre dévouement pour obtenir certains renseignements dont il a besoin, afin de mieux atteindre le but de sa mission.

Vous êtes donc respectueusement prié d'examiner les questions suivantes et d'y répondre aussitôt qu'il vous sera possible, en référant à chacune d'elles par le numéro qu'elle porte.

Je vous remercie d'avance du service que vous rendrez au comité, en lui accordant ainsi votre généreux concours.

(Signé), G.-C. DESSAULLES

Président.

1. Nom de votre municipalité.
2. Quel est le chiffre de la dette brute de votre municipalité?
3. Votre municipalité a-t-elle subventionné des entreprises manufacturières?
4. Quels sont les noms de telles entreprises, la date approximative de chaque subvention et le montant accordé dans chaque cas?
5. Quelle est la portion de votre dette civique qui a été créée par le fait de telles subventions?
6. Les entreprises, ainsi subventionnées par votre municipalité, sont-elles encore en opération?
7. Quelles sont celles qui ont été couronnées de succès, et quelles sont celles qui n'ont pas réussi?
8. Quel a été le résultat pratique de chaque subvention, en autant que le progrès réel de votre localité était concerné, y a-t-il eu augmentation dans la valeur de la propriété foncière et dans le chiffre de la population, et, si tel est le cas, veuillez donner une idée approximative de chaque telle augmentation.
9. Pensez-vous que dans l'intérêt général de la province, il serait désirable de prohiber les subventions municipales à l'industrie, en adoptant pour l'avenir la législation d'Ontario où telle prohibition existe?
10. Est-il à votre connaissance que des établissements industriels aient été induits par des subventions municipales à se transporter d'une localité à l'autre en cette province, et pouvez-vous signaler au comité quelques observations que vous avez pu faire à ce sujet?

11. Avez-vous d'autres remarques à offrir au comité, en rapport avec l'étude qui lui est confiée?

Votre comité recommande aussi l'impression de cette circulaire, pour distribution aux corporations municipales de la province.

Adopté.

## Introduction de bills:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 41) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 142) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 124) amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 61) octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 120) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre des membres, après examen. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 139) concernant la commission des écoles catholiques de Montréal. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 75) constituant en corporation la compagnie dite "The Great Northern Elevator Company". Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 141) constituant en corporation la "W.W. Ogilvie Milling Company". Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogilvie. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 67) concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Fonds des bâtisses et des jurés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) que demain, à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le fonds des bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

Adopté.

### Amendes

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que demain, à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant certaines amendes.

Adopté.

### Compagnies minières

La Chambre procède, selon l'ordre du jour, à la prise en considération du bill (bill no 2) concernant les compagnies minières, amendé en comité général.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que les amendements adoptés en comité général soient maintenant lus pour la deuxième fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je dois avouer, dit-il, que j'ai été étonné d'entendre le commissaire des Travaux publics affirmer que le bill vise l'intérêt de la province et plus particulièrement l'intérêt des gens intéressés à l'exploitation des mines.

Il ne croit pas que l'honorable député puisse indiquer une seule clause de cette loi qui soit dans l'intérêt de la province ou qui pourrait aider au développement d'une seule industrie minière dans la province.

Aucun article de cette loi ne peut aider la venue de nouveaux capitaux dans la province. Aucun article ne prévoit l'établissement de compagnies minières dans la province.

Ce bill ne contient qu'un seul élément important qui vise à organiser une sorte de spéculation des actions minières et non des mines, spéculation qui a été jusqu'ici inconnue dans la législation de la province.

Pourquoi devrions-nous déroger des principes qui ont toujours guidé notre législation? Pourquoi devrions-nous autoriser une compagnie fantôme à s'instituer en corporation lorsque seulement 2% de ses actions ont été payées?

Bien que nous ayons amendé la clause exigeant le paiement de deux pour cent seulement du capital-actions des compagnies minières, ce bill maintient le principe que lesdites actions peuvent être émises

à moins que leur valeur nominale. Il se demande si ce principe est dans l'intérêt public?

Pourquoi devrait-on autoriser une compagnie qui possède un capital réel de \$100,000 à déclarer un capital nominal d'un million de dollars? Il critique sévèrement le système qui permet de constituer en corporation au Québec des compagnies ayant un capital nominal et qui exploitent des mines en Colombie-Britannique ou dans le Nord-Ouest. Les frais minimes que doivent payer ces compagnies pour obtenir leur charte du bureau du secrétaire provincial constituent les seuls bénéfices que peut en retirer la province. Il ne nie pas que l'on pourrait avantageusement apporter une réforme aux lois minières, mais ajoute que l'on peut aussi trouver une ample provision de capital pour le développement de nos mines sans avoir recours à la législation proposée.

Il ne voit pas comment le fait de faciliter l'incorporation des compagnies entraînerait la venue d'un seul sou de capital dans la province. Ce bill ne favorise pas non plus les mineurs car on n'exploite pas d'autres mines.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dit que l'on a rayé de ce bill les éléments qui soulevaient des objections. La clause relative au 2% a été retranchée en comité.

M. A. W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que le principe essentiel du bill demeure le même et que le stock peut encore être émis à moins que sa valeur nominale.

En ce qui concerne la loi ayant trait aux compagnies à fonds social, il n'admet pas que l'on ne puisse amender la loi en entier: cependant il ne voit pas la nécessité de légiférer spécialement au sujet des compagnies minières, à moins de vouloir amender la loi en entier. L'autre jour, le commissaire des Travaux publics a affirmé que le bill entraînerait la venue de capitaux dans la province. À son avis, il ne voit rien dans ce bill qui laisse envisager une telle éventualité.

Il demande si c'est dans l'intérêt public d'accepter qu'une compagnie déclare un capital nominal d'un million alors que son capital véritable n'est que de cent mille dollars. C'est à peu près le montant d'argent qui entrera au Québec. Ce qui est plus grave, c'est que ce bill autorise les gens à accourir de partout pour obtenir des lettres patentes en vue d'exploiter une mine dans n'importe quelle partie du monde située en dehors de la province. La province de Québec peut-elle en retirer quelque bénéfice, à part la somme minime prélevée comme frais pour l'émission de lettres patentes?

Il s'étonne que l'honorable député de Huntingdon (M.N. G.W. Stephens), qui a si souvent déclaré son opposition à l'agiotage dans les actions minières, n'ait pas répliqué à son collègue le commissaire des Mines et approuve un tel bill, lui qui a contribué à rendre les lois plus sévères. Il est sûr que si les anciennes lois étaient sages, celle-ci ne l'était pas.



M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'après les propos qu'il a tenus à la dernière séance, il a l'intention d'être bref. Il demande à l'honorable député si c'est un fait que depuis plusieurs années, des compagnies constituées en corporation en dehors du Québec vendent des actions de compagnies minières à un prix en dessous de leur valeur nominale. Il demande si la province ne pourrait pas constituer en corporation ces compagnies, en se servant du même principe, en autant que la province ne les empêche pas de vendre leurs actions.

M. A. W. ATWATER [Montréal no 4]: C'est un fait, dit-il, que des actions de compagnies constituées en corporation dans d'autres provinces et dans certains États (à l'étranger, en particulier dans l'État de New-Jersey, sont émises à un prix en dessous de leur valeur nominale; mais je n'approuve pas ce fait. Je dis que cela entraîne la spéculation d'actions. Même si l'on facilite la constitution en corporation de ces compagnies en d'autres provinces, cela ne justifie pas notre Législature de suivre leur exemple.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Est heureux que l'honorable député admette que des compagnies viennent dans la province et émettent des actions en dessous de leur valeur nominale. L'honorable député de Montréal no 4 dit que le seul avantage que peut tirer la province de la constitution en corporation de ces compagnies ici est dans la perception des frais; mais ce monsieur est un éminent juriste et il sait que les actionnaires de compagnies étrangères doivent se rendre au siège social de ces compagnies pour assister aux assemblées annuelles. Il n'y a aucun danger à émettre ces actions en dessous de leur valeur nominale. Le prix de l'émission est indiqué clairement sur les certificats et une personne pourrait aussi bien payer \$50.00 une action qui n'en vaut que \$5.00 aussi bien qu'un dollar pour une action qui ne vaut que 10 cents.

Si cet usage est malsain, il faudrait le faire cesser; mais aussi longtemps que les compagnies incorporées ailleurs qu'au Québec auront la permission de vendre leurs actions comme elles le font maintenant, il est aussi raisonnable de permettre à des compagnies incorporées ici de faire la même chose. L'orateur qui m'a précédé a formulé des critiques à l'endroit de ce bill, mais en même temps, il n'est pas en mesure de dire qui souffrirait de son adoption.

Les amendements sont lus pour la deuxième fois sur division.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que ce bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose en amendement à cette motion, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que tous les mots après "que soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Ce bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois;"

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, 15.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapper-ton, Cotton, Décarie, Dechêne, de Gros-bois, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Stephens, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 38.

M. Atwater a pairé avec M. Guerin.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

M. Atwater a pairé avec M. Guerin.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Sainte-Monique

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le bill (bill no 85) annexant au comté de Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Demande de documents:

#### Écoles élémentaires

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état indiquant:

1. Quel montant a été dépensé dans le cours de l'année fiscale 1898-99 en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, sanctionné le 9 janvier 1897, étant une loi concernant les écoles élémentaires.

2. Pour quelles fins ce montant ainsi dépensé a été employé.

Adopté.

### William Leclaire

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blan-

chard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous rapports qui ont été faits à l'honorable commissaire des Travaux publics sur le compte de M. William Leclaire, inspecteur des bouilloires de la cité de Montréal, ainsi que toutes lettres et réponses échangées entre le département des Travaux publics et certains particuliers ou employés dans le bureau des inspecteurs de manufactures.

Adopté.

#### **Sportmen Exhibition, New York**

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), qu'il soit mis devant la Chambre un état dé-

taillé des articles suivants des dépenses portées à la page 193, des comptes publics, pour l'année expirée le 30 juin 1899, savoir:

1. \$375.00, pour premier paiement sur contrat pour place à "Madison Square Garden" pour la "Sportmen Exhibition".

2. \$1,708.60, pour paiement de comptes divers pour la "New York Sportmen Exhibition" (exhibits, transport, guides, gages, pensions) avec une copie de tous comptes ou factures et pièces justificatives ayant trait à ces dépenses et copie du contrat pour place au Madison Square Garden.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures.

## Séance du 7 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à quatre heures quinze.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Hackett, la pétition du curé et des syndics d'écoles de Coaticook.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

De la Compagnie du conservatoire de Montréal demandant des amendements à sa charte:

Et de "The Petroleum Oil Trust, (limited)" demandant certains pouvoirs.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement:

Bill (bill no 89) amendant l'article 85 du code civil.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec des amendements:

Bill (bill no 87) amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas;

Et bill (bill no 88) amendant l'article 5561 des statuts refondus.

M. E.-H. LAUBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné la pétition de Narcisse Trahan demandant une loi concernant la division du comté de Nicolet pour des fins d'enregistrement, a trouvé que les avis ont été donnés.

Après avoir, pareillement, examiné les pétitions suivantes:

De la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte;

De "The People's Telephone Company," pour ratifier ses lettres patentes;

Et de "The Labrador Electric Light and Power Company" demandant un acte d'incorporation.

Votre comité a trouvé que les avis ne sont pas encore complètement donnés; mais vu que les trente jours d'avis seront expirés avant que ces bills viennent devant le comité des bills privés, votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

Adopté.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College";

Bill (bill no 40) autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen;

Bill (bill no 122) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres;

Et bill (bill no 71) constituant en corporation le "Catholic Sailors' Club".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 51) amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien;

Bill (bill no 119) amendant la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company";

Bill (bill no 35) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres;

Et bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements:

Bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement:

Bill (bill no 3) amendant la loi des mines de Québec.

#### Introduction de bills:

M. G. BALL (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 136) amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 133)

constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 134) autorisant le tuteur aux enfants mineurs de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émeline Crevier, son épouse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 80) accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean) pour M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 65) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 92) amendant l'article 1317 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 94) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGEIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 98) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 99) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 96) concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

DES DÉPUTÉS: Expliquez! Expliquez!

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Je suis convaincu que tous les députés de cette Chambre admettent que notre loi sur les compagnies à fonds social est imparfaite. Pour corriger cette situation, j'ai donc choisi les meilleurs articles de la loi anglaise, de la loi du Dominion, de celle de l'Ontario et des

statuts refondus du Québec et je me suis efforcé de les réunir pour en faire une loi adaptable à la province. J'attire l'attention du député de Saint-Laurent (M. A.W. Atwater) sur une des clauses que je propose. Il s'agit de la clause visant à amender la loi actuelle qui défend à une compagnie d'augmenter son capital sans donner un avis de six mois. Je suis certain que tous les députés de cette Chambre collaboreront pour rendre cette mesure parfaitement applicable.

De cette façon, les compagnies pourront venir dans la province se constituer en corporation et faire des affaires.

Pour donner une idée des profits que réaliserait la province si les grandes compagnies s'établissaient ici, je cite, comme exemple, la Federal Steel Company qui possède un capital de \$200,000,000.00. Cette compagnie a payé \$40,000.00 à l'état du New Jersey pour son incorporation et paie annuellement à cet état une taxe de franchise de \$17,000.00. Je suis convaincu que la dette de cette province pourra diminuer progressivement en quelques années, et éventuellement s'éteindre complètement, par l'application des principes d'économie qui sont maintenant établis dans l'administration de nos affaires et avec l'aide de ce bill qui favorisera les compagnies comme celle que je viens de citer, dont les actionnaires peuvent être des spéculateurs aussi bien que des investisseurs, mais non des fraudeurs.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Est d'avis que le député de Montréal no 5 empiète sur les fonctions du gouvernement en introduisant un tel bill. L'incorporation de compagnies à fonds social relève du département du secrétaire provincial.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Ce n'est pas une mesure gouvernementale; l'en assume l'entière responsabilité, espérant recevoir l'appui des députés des deux côtés de la Chambre, et je suis convaincu de l'obtenir.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Je me permets de faire la remarque que même si ce bill n'est pas un projet du gouvernement, ce dernier est prêt à l'étudier minutieusement et à collaborer à son amélioration.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il revient au gouvernement de juger si l'on doit amender la loi actuelle; si c'est le cas, c'est son devoir de préparer les amendements et non pas de confier cette tâche à des députés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Interpellations:

### Arpentages, sommes dues, 1893

M. N. GARNEAU (Québec-Comté) pour M. L.-R. ROY (Kamouraska):

1.Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages" au 30 juin 1893 et QUI n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?  
 3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
 1. Oui; 2. \$12,514.17; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1893-1894.

#### **Arpentages, sommes dues, 1894**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté) pour M. L.-R. ROY (Kamouraska):

1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages" au 30 juin 1894 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?  
 2. Dans l'affirmative, quel montant?  
 3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
 1. Oui; 2. \$14,107.41; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1894-95.

#### **Arpentages, sommes dues, 1895**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté) pour M. L.-R. ROY (Kamouraska):

1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages" au 30 juin 1895 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?  
 2. Dans l'affirmative, quel montant?  
 3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
 1. Oui; 2. \$39,573.43; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1895-96.

#### **Arpentages, sommes dues, 1896**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté) pour M. L.-R. ROY (Kamouraska):

1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages" au 30 juin 1896 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?  
 2. Dans l'affirmative, quel montant?  
 3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
 1. Oui; 2. \$48,431.92; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1896-97.

#### **Arpentages, sommes dues, 1897**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté) pour M. L.-R. ROY (Kamouraska):

1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des "arpentages" au 30 juin 1897 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?  
 2. Dans l'affirmative, quel montant?  
 3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui; 2. \$26,300.19; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1897-98.

#### **Limites à bois**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Quelle est la superficie, en milles carrés, des limites à bois que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annonce en vente pour le 28 mars prochain?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): 9,481 milles carrés. Nous avons annoncé cette quantité dans le but surtout de donner au public une idée des richesses forestières dont nous pouvons disposer; mais ces limites ne seront pas toutes mises à l'enchère.

#### **Pont dans Sainte-Angèle**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester):

1. Le gouvernement a-t-il accordé un octroi pour la construction d'un pont dans la paroisse de Sainte-Angèle, dans le comté de Matane?  
 2. Dans l'affirmative, quel est le montant de cet octroi?  
 3. Cet octroi a-t-il été tout payé? Si non, combien a été payé jusqu'ici, et combien reste-t-il à payer?  
 4. À même quel crédit le montant dépensé pour cet objet a-t-il été pris?  
 5. À même quel crédit le montant restant payable sera-t-il pris?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):  
 1. Oui; 2. \$500.00; 3. Oui, il reste \$289.77 dépensés en sus de l'octroi. 4. Chemins de colonisation pour 1899-1900. 5. Chemins de colonisation pour 1900-1901.

#### **Taxes sur les corporations commerciales**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à cette Chambre, durant la présente session, aucune mesure pour abolir les taxes sur les corporations commerciales?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ma réponse à cette question est contenue dans ma réponse à une question identique posée au gouvernement, durant la dernière session, par l'honorable député de Richmond (M. J. Bédard) et se trouve consignée à la page 73 des Journaux de l'Assemblée législative de l'an dernier.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'objecte à la réponse donnée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève une question d'ordre et dit que l'honorable premier ministre n'a pas répondu à la question et qu'en conséquence la réponse donnée n'est pas dans l'ordre. Il invoque certaines autorités pour démontrer que le premier ministre n'a pas donné une telle réponse à

la question, ainsi que l'exige les règlements de la Chambre.

Il affirme que les droits de l'Opposition sont menacés par l'attitude du gouvernement. Le chef du gouvernement se moque de l'Opposition. La réponse du premier ministre n'est pas satisfaisante, elle ne renseigne pas la Chambre sur ce qu'elle désire et a droit de savoir, et le gouvernement ne peut avoir répondu pendant la dernière session à une question qui lui est posée pendant la présente session. Il veut savoir si le gouvernement a peur de donner une réponse franche à la question. Il demande que le gouvernement réponde carrément, parce que la réponse qu'il vient de donner n'en est pas une. Cette question est d'intérêt public et doit être répondue d'une façon autre. La réponse que le premier ministre a donnée n'est pas dans l'ordre. Il en appelle à M. l'Orateur.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite la réponse faite l'année précédente à la séance du 1<sup>er</sup> février 1899:

"L'impôt sur les corporations commerciales est une ancienne taxe imposée par le gouvernement conservateur en 1882, par l'acte 45 Victoria, chapitre 22, dans le but, comme le dit le préambule de cette loi, de pourvoir aux exigences du service public". Depuis l'époque éloignée où cette taxe a été jugée, par nos devanciers, essentielle au service public, notre condition financière, au lieu de s'améliorer, s'est aggravée, puisqu'en 1882-83, la dépense ordinaire était de \$3,096,943.27, tandis qu'en 1896-97, à la chute du dernier gouvernement conservateur, elle s'était accrue jusqu'au chiffre de \$4,677,095.20.

Cette taxe a été régulièrement perçue par nos prédécesseurs, depuis sa création, et malgré le surcroît de revenu qu'elle a produit, annuellement, la dépense ordinaire de cette province s'est accrue de \$1,580,151.93 depuis l'époque où nos prédécesseurs l'imposaient comme nécessité publique.

Pour l'honneur et le crédit de la province, nous devons travailler à éteindre, sous le plus court délai possible, les déficits annuels. Afin d'atteindre ce résultat, qui s'impose, il faut bien, tout en réduisant par l'économie les dépenses annuelles, autant que la bonne administration du service public le permettra, utiliser les revenus existants.

Si l'honorable député connaît un autre moyen d'équilibrer nos finances, il se fera sans doute un devoir, en l'exposant à cette Chambre, en temps utile, d'en faire profiter ses contemporains."

Il dit que la réponse qu'il vient de donner et qui réfère à cette réponse de l'an dernier, est complète et par conséquent dans l'ordre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il est évident que le gouvernement ne veut pas répondre à la question. Il importe que le public sache cela. Nous demandons simplement si le gouvernement en est venu à la décision d'abolir les taxes sur les corporations commerciales ainsi qu'il l'avait promis. À cela il n'a qu'à répondre: la question est sous considération, ou bien oui ou non.

Il appuie fortement la question d'ordre soulevée par l'honorable député de Dorchester. Il signale

l'article des règlements de la Chambre se rapportant aux réponses aux interpellations et fait quelques autres citations qui soutiennent que les ministres sont obligés de répondre à ces demandes officielles d'une façon intelligible.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Dit entre autres choses que les ministres conservateurs, lorsqu'ils étaient au pouvoir, répondaient souvent à des questions en se référant à des documents déposés devant la Chambre et même à d'autres qui n'avaient pas encore été déposés. Il cite des exemples. Il est convaincu que le chef de l'Opposition jouit de l'estime des membres des deux côtés de la Chambre: cependant, dit-il, la majorité d'entre eux n'accepterait jamais une injustice.

Il dit connaître mieux que personne les difficultés que l'on éprouve dans l'Opposition et il ne voudrait même pas traiter ses adversaires comme ils ont traité les ministériels lorsque ceux-ci étaient dans l'Opposition.

La réponse est formelle et la question est mal posée et n'a pas sa raison d'être.

M. C. LANGEIER (Lévis): Dit que lorsque les libéraux étaient dans l'Opposition, ils ont été méprisés par les conservateurs et qu'ils ont supporté sans trop se plaindre de nombreuses tracasseries.

MM. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières) et J. BÉDARD (Richmond): Prennent la parole.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Dit que la réponse de l'année dernière du premier ministre ne peut pas servir pour cette année, puisque le gouvernement prétend qu'il a maintenant un surplus.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Prend la parole.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) Dit que la réponse donnée par le premier ministre à la dernière session, à laquelle il a renvoyé la Chambre, contenait quatre paragraphes assez longs. Le premier paragraphe énonçait que la taxe sur les corporations commerciales avait semblé nécessaire au ministère conservateur qui l'avait imposée. Le dernier paragraphe stipulait que si le gouvernement trouvait un moyen d'équilibrer nos finances, sans cette taxe, il serait heureux de l'abolir. Et le premier ministre ajoutait d'une façon gratuite que les honorables députés qui avaient posé la question connaissent peut-être les moyens nécessaires pour y arriver. Lui-même (M. Atwater) avait répondu à cette insinuation malveillante que si le gouvernement choisissait d'abdiquer le pouvoir et les sièges ministériels, ainsi que son sens de la dignité et du devoir, l'Opposition se chargerait avec plaisir de trouver les moyens nécessaires pour équilibrer nos finances. Mais depuis ce temps, le premier ministre prétend qu'il a maintenant un surplus. On peut se demander quel paragraphe de cette première réponse contient la réplique à la présente question? Est-ce encore la phrase qui invite l'Opposition à trouver les moyens pour rétablir l'équilibre financier?

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome) Prend la parole.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Demande à l'Orateur d'imposer le silence pour qu'il puisse parler.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Prend la parole.

M. L'ORATEUR: Commence par répéter la décision qu'il avait rendue l'an passé sur cette même question (séance du 1<sup>er</sup> février 1899): "Il est admis par les autorités parlementaires qu'une plus grande latitude doit être accordée aux ministres de la couronne dans leurs réponses aux interpellations.

Aux pages 384 et 385, Bourinot dit:

"La réponse à une question doit être brève et distincte et doit se limiter aux explications qui sont absolument nécessaires pour rendre la réponse intelligible; mais on accorde une certaine latitude aux ministres de la couronne lorsque ces derniers jugent qu'il est nécessaire d'étendre leurs remarques dans le but d'expliquer plus clairement la question débattue."

La question posée par l'honorable député de Richmond étant dans l'ordre et conforme aux règlements, il reste à décider dans quelles limites l'honorable premier ministre doit restreindre sa réponse.

Les précédents de la Chambre des Communes, en Angleterre, sont des guides sur lesquels je puis sûrement m'appuyer. Je n'en donnerai qu'un que je cite de Balckmore qui a compilé les décisions des orateurs Denison et Brand, en Angleterre.

Cet auteur dit d'abord ce qui suit, page 274: "En réponse à une question, on accorde plus de latitude à un ministre qu'à un simple député." Il ajoute, page 275:

"Une grande latitude est accordée à un ministre qui répond à une question concernant son département."

Et encore, à la même page:

"Une plus grande latitude est accordée à un ministre lorsqu'il répond à une question afin que la réponse soit la plus complète possible."

Voici maintenant le précédent dont j'ai parlé, page 275:

"M. Layard donnait une réponse assez détaillée à une question de monsieur Laird lorsque Lord Robert Cecil souleva un point d'ordre."

L'Orateur décida comme suit:

"La coutume habituelle est de permettre à un ministre, en réponse à ce genre de question, de donner plus de précision que dans le cas d'un simple député. Cependant, la décision est laissée à la discrétion du ministre. Il se doit d'éviter des expressions pouvant entraîner des observations d'autres députés et provoquer un débat."

S'appuyant sur la décision de l'Orateur, le ministre donna des explications qui couvrent deux colonnes du volume 169 du Hansard de la Chambre des Communes anglaise.

Je décide que l'importance de la question posée par l'honorable député de Richmond justifie la latitude

dans laquelle l'honorable premier ministre exerce son droit de réponse."

Puis il décide la question d'ordre comme suit:

Je ne suis pas appelé par la question d'ordre à me prononcer sur le mérite de la réponse de l'honorable premier ministre à l'interpellation de l'honorable député des Trois-Rivières.

J'ai décidé, au cours de la dernière session, la question de la latitude qui est accordée aux ministres de la couronne, dans leurs réponses aux interpellations.

Je n'ai pas à y revenir.

La question soulevée par l'honorable député de Gaspé est que l'honorable premier ministre, en réalité, ne répond pas à l'interpellation.

J'appelle l'attention de la Chambre sur la dernière phrase de la 29<sup>e</sup> règle relative aux interpellations. Elle se lit comme suit: "En répondant à une interpellation, il n'est pas permis de discuter ce qui en fait l'objet."

C'est la seule restriction posée par la règle de la Chambre, mais je ne vois rien dans la règle 29, ni dans les autorités citées, au cours du débat, qui dise que le ministre interpellé est obligé, au sens de la procédure parlementaire, de répondre de telle ou telle manière, du moment qu'il reste dans les limites permises avec la clarté exigée, pour la plus efficace expédition des affaires de la Chambre, ce que veut la règle en ne reconnaissant pas le droit de discussion des interpellations et des réponses données.

Je ne puis pas être appelé à dicter la nature des réponses aux interpellations. En conséquence, je décide que la question d'ordre n'est pas fondée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que malgré tout son respect pour la décision de M. l'Orateur, il ne peut l'accepter et il en appelle à la Chambre.

Le vote étant pris, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Chénier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Gameau, Gillies, Gosselin, Guoin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Smith, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 45.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

#### Taxes sur les successions

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à cette

Chambre, durant la présente session, aucune mesure pour abolir les taxes sur les successions?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ma réponse à cette question est contenue dans ma réponse à une question identique, posée au gouvernement, durant la dernière session, par l'honorable député de Rouville, et se trouve consignée à la page 76 des Journaux de l'Assemblée législative de l'an dernier.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Soulève une objection et dit que l'honorable premier ministre n'a pas répondu à la question et qu'en conséquence, la réponse donnée n'est pas dans l'ordre.

Il dit que si l'on consulte les procès-verbaux de l'année dernière, on verra que le premier ministre n'a pas répondu alors à la question qu'on lui avait posée.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que le gouvernement doit répondre carrément à toutes les questions qu'on lui pose.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le premier ministre déclare qu'on trouvera sa réponse à la question dans le Journal de la Chambre de l'année dernière. D'après May, on ne peut pas référer à un document qui n'est pas devant la Chambre: or le Journal de la Chambre n'est pas devant nous. Il faut que le document auquel on fait allusion soit produit à la Chambre. Par conséquent la réponse du premier ministre n'est pas dans l'ordre.

M. J. BÉDARD (Richmond): Prend la parole.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Répète ce que vient de dire le député de Laval et soutient que la réponse ne répond pas à la question.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Dit que la réponse du premier ministre, l'année dernière, était peut-être bonne, mais cette année, ce n'est plus la même chose, puisque le premier ministre se vante d'avoir un surplus.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Prend la parole.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

#### **Chemin de fer Québec-Central**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 46) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institut des artisans de Montréal**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 138) autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ladies City Mission of Quebec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 47) constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Congrégation des juifs roumains**

M. A. W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 39) ayant pour objet de constituer en corporation la Congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse de Saint-Denis de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 31) concernant la paroisse de Saint-Denis, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.



M. D -J. DÉCARIE (Hochelaga) Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 44) à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal" et de développer ses pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 49) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montreal Investment and Freehold Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 118) amendement la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association des bouchers et des commerçants de lard de Québec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 112) constituant en corporation l'Association des bouchers et des commerçants de lard de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **National Trust Company Limited**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company Limited" à faire des affaires dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institut royal pour l'avancement des sciences**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 43) concernant l'Institut royal pour l'avancement des sciences.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Biens de F.M. Henshaw**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Convention entre le CPR et la Cie électrique de Hull**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 58) ratifiant une convention conclue entre la Compagnie du chemin de fer

Canadien du Pacifique et la Compagnie électrique de Hull soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a consenti à la présentation de ce bill en autant que les intérêts de la couronne y sont affectés.

Il explique que cette mesure donnera à la Compagnie électrique de Hull un titre incontestable pour une ligne de sept milles, quelle a acquise du Canadien Pacifique, bien que cette ligne soit incluse dans l'hypothèque de toute la ligne de chemin de fer de Québec à Ottawa pour le paiement à notre gouvernement du prix d'achat de \$7,300,000.00. Il n'y a aucun doute que le CPR est solvable pour ce montant et que, de toute manière, le reste de la ligne vendu par le gouvernement constitue une garantie suffisante pour le paiement du prix d'achat. Le gouvernement a étudié cette affaire et a donné son accord à l'adoption du bill.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se dit surpris qu'une mesure aussi importante soit présentée à titre de bill privé. Il dit qu'il ne s'opposera pas à la seconde lecture du bill et qu'il fera ses commentaires en temps opportun.

La proposition est adoptée et le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Cité de Trois-Rivières**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 111) revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Émile Rioux**

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 120) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois. (1)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Saint-Étienne de Lauzon**

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 61) octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 139) concernant la commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **The Great Northern Elevator Company**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 75) constituant en corporation la compagnie dite "The Great Northern Elevator Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **W.W. Ogiivie Milling Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 141) constituant en corporation la "W.W. Ogiivie Milling Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succesion W.W. Ogiivie**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogiivie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Biens de l'Église presbytérienne du Canada**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 67) concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Cie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 41) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

1. La deuxième lecture de ce bill n'est pas mentionnée dans les Journaux de l'Assemblée législative, ni dans les Procès-verbaux. Il s'agit sans doute d'un oubli, car cette deuxième lecture est mentionnée dans les Ordres du jour comme ayant eu lieu le 7 février

## Interpellations:

### Taxes sur les successions

La Chambre reprend le débat sur le point d'ordre soulevé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que la réponse qu'il a reçue l'année dernière à une question du même genre, a été pour lui fort humiliante et cette année, cette réponse se renouvelle sur une question analogue. Cette réponse est une insulte pour les membres de cette Chambre.

Il dit n'avoir jamais manqué à son devoir et il n'a pas l'intention de le faire aujourd'hui. Il plaide devant le premier dignitaire de la Législature et se soumet à la décision que ce dernier a donnée durant l'après-midi. Un des règlements de la Chambre permet à tout député de demander au gouvernement quelle règle de conduite il a l'intention d'adopter, et le gouvernement se doit de donner une réponse franche. Quelle réponse a donné le premier ministre à la question posée par le député de Trois-Rivières? Il l'a tout simplement invité à se référer aux anciens journaux de la Chambre s'il désirait une réponse. Cette réponse est une insulte et nous avons le droit d'insister pour obtenir une réponse catégorique.

La réponse donnée par le premier ministre, l'année dernière, avait soulevé l'objection que cette réponse ne devrait pas contenir de critiques à l'endroit de la conduite de ses prédécesseurs. Aujourd'hui, on lui reproche de ne pas avoir répondu à la question. Il ne pouvait répondre que de trois façons: "oui", "non", ou "sous considération".

Il suggère au premier ministre de changer sa réponse, puisqu'il a le droit de le faire. Si l'on soutient que le gouvernement n'est pas obligé de répondre, le public ne connaîtra jamais dans quel état sont les affaires de la province.

Nous avons droit de savoir si le premier ministre est en mesure de nous dire s'il se propose ou non d'abolir les taxes existantes. Le gouvernement a des devoirs à remplir et l'Opposition a aussi des droits qu'il faut respecter. C'est à l'Orateur, dont l'impartialité et l'esprit de justice sont connus, de reconnaître les droits de l'Opposition.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Félicite l'honorable député de l'Opposition de son éloquence et du niveau élevé maintenu dans sa discussion. Il est cependant porté à croire que l'honorable chef de l'Opposition a en quelque sorte exagéré la gravité de la situation. Il a tort de parler de cette question sur un ton indigné. Il semble croire que le premier ministre a voulu répondre d'une façon insultante.

L'honorable chef de l'Opposition et le parti au pouvoir n'ont jamais été d'accord depuis un certain nombre d'années sur les décisions politiques; mais

les deux côtés de la Chambre ont toujours témoigné le plus grand respect au chef de l'Opposition. Lui-même, le commissaire, dit avoir toujours défendu les droits de la minorité de la Chambre et ajoute que s'il avait jugé que la réponse du premier ministre n'était pas convenable, il n'en aurait pas parlé. La réponse de l'honorable premier ministre est restée dans les bornes de la légalité parlementaire.

De toute façon, il a lui-même créé un précédent dont s'est servi le gouvernement dans sa réponse. Du temps des conservateurs, on répondait à eux, les libéraux, par des documents qui n'étaient pas même produits devant la Chambre. Il cite des réponses données par l'honorable M. Beaulieu à des demandes faites par M. Pinault, député de Matane.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Lit la question.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): À l'ordre!

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Taisez-vous! (1)

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Taisez-vous vous-même!

DES DÉPUTÉS: Adressent au député de Dorchester des appels à l'ordre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit au député de Huntingdon qu'il n'est pas mieux que lui.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Poursuit sa réplique au leader de l'Opposition et cite plusieurs réponses analogues à celle donnée par le premier ministre, réponses faites à des députés sous l'administration précédente. On trouve tous les ans, de semblables précédents posés par les prédécesseurs du gouvernement actuel.

Il conclut en disant que l'Opposition du temps était tyrannisée par ses adversaires qui étaient au pouvoir à ce moment-là. Il informe l'Opposition que le désir du gouvernement de respecter les privilèges de chaque député de la Chambre, sans égard à son parti politique, est aussi sincère que celui qu'exprime l'honorable chef de l'Opposition.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que l'orateur précédent, dans ses propos qui ont duré plus de quinze minutes, n'a pas essayé de répondre à la question, mais s'est référé à de vieux documents et journaux de la Chambre pour essayer de confirmer la position qu'ils avaient maintenue dans cette affaire. Il ne peut comprendre quelle similitude il peut y avoir entre les propos de l'honorable député de L'Islet et les réponses données par le premier ministre. Et même si c'était le cas, cet argument ne nous aide pas beaucoup à avancer.

1. D'après nos sources, le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) se serait toutefois exprimé de façon courtoise et le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) lui aurait répondu en souriant.

Quand on a tort, on invoque ordinairement l'argument suivant: "oui, je suis coupable, mais d'autres ont fait comme moi". Le ministre de l'Agriculture a prétendu que son parti avait été "massacré" de 1892 à 1896 par les réponses que le gouvernement donnait aux questions de l'Opposition. Or, si le gouvernement actuel agit de la même manière que l'administration de cette époque, il massacre ou il persécute l'Opposition. Il n'y a pas d'autre conclusion à tirer de cette proposition.

Le ministre de l'Agriculture a cité tout à l'heure de prétendus précédents qui ne s'appliquent pas au cas qui nous occupe. Personne n'a soulevé de questions d'ordre sur les réponses données alors, et aujourd'hui, après trois ou quatre ans, on dit que ces réponses massacraient l'Opposition d'alors. L'année dernière, le premier ministre nous a répondu qu'il n'avait pas l'intention d'abolir les taxes; mais il peut bien avoir changé d'intention depuis cette époque; c'est ce que l'Opposition désire savoir, voilà tout. Si nous ne pouvons avoir une réponse catégorique à nos questions, nous ferons ce que nous faisons aujourd'hui, nous insisterons, nous nous adresserons à l'Orateur et nous en appellerons de sa décision afin que le public sache qu'on n'a pas d'autre but que de cacher la vérité sur les faits et gestes du gouvernement. Les revenus existants, mentionnés dans la réponse du premier ministre, l'année dernière, étaient des taxes sous les conservateurs, mais aujourd'hui ce ne sont plus des taxes, ce sont tout simplement des revenus existants; ces messieurs de l'autre côté de la Chambre ont peur d'être qualifiés de "taxeux" par le peuple, et c'est pour cela qu'ils n'osent pas avouer qu'ils veulent maintenir les taxes existantes et non pas les revenus existants, comme le dit le premier ministre.

M. C. LANGELIER (Lévis): Déclare que les conservateurs ont sinon créé, du moins suivi un précédent alors qu'ils étaient au pouvoir. Pourquoi les conservateurs se plaignent-ils aujourd'hui quand on leur mesure le drap à l'aune dont ils se sont servis eux-mêmes? Cela n'est ni digne ni juste. Nous ne prétendons pas que votre précédent est bon. nous l'avons subi sans nous plaindre alors que nous étions dans la minorité. Nous n'avons pas cru alors devoir prendre des attitudes de martyrs, ni soulever des tempêtes à l'occasion des petites malices que vous preniez un plaisir extrême à nous prodiguer. Nous y étions cependant aussi sensibles, au moins, que vous ne l'êtes aujourd'hui. Nous avons travaillé à vous chasser du pouvoir, chacun de vos coups était vivement ressenti et était comme l'aiguillon qui stimulait notre courage pour redoubler de vigueur et d'ardeur dans la lutte, dans le travail. Nous avons réussi. Faites comme nous. Soyez dignes dans l'adversité et travaillez à nous renverser, vous jouirez alors des privilèges dont vous ressentez si vivement la privation, dont la perte vous exaspère.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Prend la parole.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Conteste la pertinence des propos cités par le député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne). Il affirme que l'ancien gouvernement n'a jamais refusé de donner une réponse directe à une question directe concernant sa ligne de conduite.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome). Prend la parole.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne voit pas de raison de prolonger le débat. Les journaux de la Chambre sont des documents authentiques et toute réponse qui réfère l'enquêteur à ces documents est suffisante. Les scrupules n'étouffaient pas l'ancien gouvernement et il passait outre à toutes protestations de manière arbitraire lorsque l'Opposition du temps déployait des efforts pour obtenir des renseignements. Le chef actuel de l'Opposition qui se veut maintenant le champion ardent des droits du peuple, ne se levait jamais pour protéger la minorité.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Soutient que l'Opposition a le droit d'être renseignée sur la politique du gouvernement. Il affirme aussi que le fait que l'ancien gouvernement a posé certains gestes ne justifie pas le gouvernement actuel d'agir de la même façon.

M. L'ORATEUR: Rend sa décision sur la question d'ordre soulevée par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), relativement à la réponse de l'honorable premier ministre à l'interpellation du député de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand) et sa décision est comme suit:

Une grande partie de l'argumentation a roulé sur le peu de satisfaction que cause la réponse du gouvernement. Je n'ai pas à me prononcer sur ces arguments. La Chambre peut blâmer le gouvernement si elle n'est pas satisfaite de ses réponses, ce n'est pas à moi à juger de leur mérite.

La réponse en est une dans le même genre de celle qui a été donnée à une autre interpellation, cet après-midi. Je ne crois pas devoir me déjuger et je renvoie la question d'ordre.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): En appel de la décision de M. l'Orateur, à la Chambre.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Bélard. Bickerdike. Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Guoin, Guerin, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Rocheleau, Roy, Smith, Stephens, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir. 43

CONTRE: MM. Alwater. Ball, Bédard. Boudard. D'Auteuil. Dufresne. Duplessis Flynn, Grenier, Hackett, McDonald. Manon, Normand, Panneton. Pelletier, Plante. Tellier. 17.

Ainsi, la décision de M, l'Orateur est maintenue.

#### **Demande de documents:**

##### **Traitements des agents des Terres, Forêts et Pêcheries**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes circulaires ou lettres, depuis le 1er juillet 1897, adressées par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, aux agents et sous-agents des terres ou des bois et aux inspecteurs d'agences au sujet du paiement de leur traitement, commission ou déboursés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère de substituer l'année 1892 à l'année 1897, de façon à ce que la Chambre puisse avoir certaines informations pour établir une comparaison.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il croit savoir que le député de Saint-Maurice fait cette demande pour s'assurer de l'exactitude de l'article de journal dans lequel il a été reproduit une circulaire avisant des employés du département que leur salaire pour le mois de juin ne serait pas payé avant le début du mois de juillet, c'est-à-dire le début de la nouvelle année fiscale.

Les membres du gouvernement actuel nous reprochaient autrefois de laisser des arrérages à la fin de chaque exercice et aujourd'hui ils font la même chose.

Si c'était alors un crime, ce doit l'être encore à présent.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclarent que ce chevauchement des paiements d'année en année était inévitable dans certains départements. Cette coutume est habituelle au département des Terres de la couronne; et à cause de la nature des transactions de ce département et des moyens utilisés pour la perception de cet argent, cette coutume est vraiment inévitable.

##### **Demandes d'octroi de colonisation dans Gaspé**

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier),

qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes requêtes ou demandes d'octroi de colonisation, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er juillet 1898. avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

Adopté.

#### **Vente de pouvoirs d'eau**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous arrêtés en conseil et de toutes décisions du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries autorisant la vente de pouvoirs d'eau, depuis le 1er juillet 1897.

2. Copie de tous rapports d'évaluations et de tous comptes pour frais de telles évaluations, avec mention des sommes payées jusqu'à présent pour tels frais.

3. Copie de toute correspondance au sujet de l'achat ou de la vente de ces pouvoirs d'eau, depuis la même date.

Adopté.

##### **Révocation de vente dans le rang Signai**

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot no 23, 10e rang Signai, en l'année 1899.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Salaires des employés des Terres, Forêts et Pêcheries**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre daté du 2 février 1900, pour copies de toutes circulaires ou lettres de 1883 au 30 juin 1897, du département des Terres de la couronne, ou du département des Terres, Forêts et Pêcheries, aux employés du département ou leurs procureurs, concernant le paiement de leurs salaires, commissions, déboursés, ou autres. (Documents de la session no 115a).

La séance est levée à onze heures trente.

## Séance du 8 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

#### Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de la "Turnpike Road Company", de l'Ile-Jésus, comté de Laval, pour 1899. (Document de la session no 223)

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

De la corporation du village de Villaray, demandant l'annexion de certains terrains;

Et de M. Louis S. Margolèse, demandant d'autoriser le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres.

#### Rapports de comités:

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement:

Bill (bill no 90) amendement l'article 480 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill ci-après et l'a adopté avec certains amendements:

Bill (bill no 86) amendement l'article 816 du Code de procédure civile.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas:

De la corporation de la ville de Joliette, demandant des amendements à sa charte;

De la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, demandant une loi révisant sa charte;

De la Compagnie d'Assurance mutuelle du Canada contre le feu, demandant une extension de pouvoirs;

De Henri Hains, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

Et de la Compagnie du Conservatoire de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de la rapporter à votre honorable Chambre sans amendement:

Bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.

#### Introduction de bills:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 115) confirmant et ratifiant les règlements no 143 et 144 de la ville de Joliette ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 128) révisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 54) amendement la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 101) amendement l'article 1651 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 100) amendement l'article 599 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### Chemins de colonisation dans Joliette

M. J.-M. TELLIER (Joliette). Pour quelle raison le gouvernement a-t-il dépensé ou paye seulement \$70.00 sur les \$500.00 qu'il déclare avoir affectées ou destinées au comté de Joliette, pour sa part des \$75,000.00 votées pour les chemins de colonisation dans la province, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1899.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Après avoir pris connaissance des demandes produites le département a décidé dans l'intérêt public, d'utiliser les fonds ailleurs.

**Affectation des sommes  
pour les chemins de colonisation  
dans Joliette**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. À qui ont été payées les \$70.00 qui ont été dépensées dans le comté de Joliette à même les \$75.000.00 votées pour les chemins de colonisation, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1899?

2. À quelle date ces \$70.00 ont-elles été payées?

3. Pour quels travaux ces \$70.00 ont-elles été payées?

4. Quelle est la date de l'exécution de ces travaux?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. J.B. Robitaille

2. Le 12 juillet 1899.

3. L'entretien d'hiver de la partie du chemin Brassard située dans le comté de Joliette.

4. Durant l'hiver 1898-99.

**Démission du shérif J. McIniosh  
dans Saint-François**

M. A. PLANTE (Beauharnois): 1. Le gouvernement a-t-il été informé que l'honorable John McIniosh, membre élu pour Sherbrooke aux Communes, le 25 janvier 1900 a résigné depuis longtemps sa position comme shérif du district de Saint-François?

2. Dans l'affirmative, se propose-t-il de lui nommer un remplaçant?

3. Quand tel remplaçant sera-t-il nommé?

4. Le gouvernement a-t-il reçu quelque correspondance à ce sujet?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui; 2. Oui; 3. Bientôt; 4. Oui.

**Révocation de la commission  
des protonotaires conjoints  
dans Terrebonne**

M. A. PLANTE (Beauharnois): 1. Le gouvernement sait-il que la commission des protonotaires conjoints, pour le district de Terrebonne, a été révoquée depuis longtemps?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de faire revivre cette commission ou de nommer un seul protonotaire?

3. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de nommer un protonotaire?

4. A-t-il reçu des plaintes des justiciables de Terrebonne au sujet de la vacance dans cette position?

5. Sait-il que cette vacance prolongée entraîne de nombreux inconvénients qui nuisent à l'administration de la justice dans le district de Terrebonne?

6. Le gouvernement a-t-il reçu quelque correspondance au sujet de cette position?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Cette commission est devenue caduque par le

décès de l'un des protonotaires conjoints. 2. Le gouvernement ne peut faire revivre cette commission, attendu que l'un des conjoints est décédé. 3. Bientôt. 4. Non; 5. Non; 6. Non.

**Cartes de la province  
de Québec**

M. J. MARION (L'Assomption): 1. Le gouvernement a-t-il acheté, depuis le 1er juillet 1898, des cartes de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, de qui, quel nombre et pour quel prix?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Oui; 2. De M. Émilien Daoust, de la cité de Montréal, 8,000 cartes au prix de \$2.00 chacune.

**Primes pour instituteurs**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Le gouvernement a-t-il, durant l'année fiscale 1898-99, appliqué aucune partie de la somme de \$50,000.000 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, à des primes ou gratifications pour les instituteurs et institutrices?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été ainsi attribué?

3. Ce montant a-t-il été payé aux instituteurs et institutrices y ayant droit durant cette année fiscale, ou l'a-t-il été depuis?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui. 2. \$13,383.50 3. Ce montant a été payé durant l'année fiscale 1898-99 aux instituteurs et institutrices y ayant droit.

**Droit sur bois de pulpe**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le gouvernement se propose-t-il d'appliquer le droit de \$1.90 par corde sur le bois de pulpe coupé par les colons de bonne foi qui sont établis sur les terres de la couronne, lequel bois devait être vendu dans le cours de cet hiver, en vertu de contrats existants au 19 janvier-1900?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

À l'étude.

**Intérêt sur fonds en fidéicommis,  
1898-99**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Quelles sommes sur les \$113,723 80, mentionnées dans les comptes publics pour 1899 comme ayant été reçues du gouvernement de la Puissance du Canada pour intérêt sur fonds en fidéicommis étaient afférentes ou attribuables à cette année fiscale 1898-1899, et quelles sommes pour arrérages données précédentes, et quelles années?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

Attribuable à l'année fiscale	1898-1899	\$71,385.94
Arrérages pour l'année fiscale	1895-1896	10,386.20
Arrérages pour l'année fiscale	1896-1897	20,615.72
Arrérages pour l'année fiscale	1897-1898	11,335.94
		<hr/> \$113,723.80

#### **Demande de documents:**

#### **Droits de pêche dans la rivière Matane**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé parle représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre copie: 1. De toutes requêtes et de toute correspondance depuis le 1er juillet 1897, au sujet des droits de pêche dans la rivière Matane.

2. Copie de tous titres ou actes de concession de la seigneurie de Matane, avec copie aussi de toutes ventes par le shérif ou autres actes ou titres, et de tous jugements, en la possession du gouvernement, relatifs à la propriété de cette seigneurie et des droits de pêche dans la rivière Matane.

3. Copie de tous baux ou permis de pêche pour cette rivière, ou aucune partie d'icelle.

Il déclare Qu'il veut des informations sur ce sujet, car il n'y a aucun doute qu'il existe des informations concernant cette question.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Promet de donner les informations demandées. La proposition est adoptée.

#### **Conseils de comté**

M. E. BLANCHARD (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que, dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante:

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées.

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.

3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés.

Il souligne que, dans son comté, il y a unanimité pour abolir le conseil de comté.

Il déclare que le système actuel ne fait que donner lieu à des procès et à des dépenses inutiles. Il soutient que les différends entre les municipalités locales pourraient se régler d'une manière rapide et efficace au moyen du système des conférences conjointes.

Les organismes locaux pourraient régler les questions locales et, finalement, les questions tou-

chant le comté dans son ensemble telles que la construction de routes, etc., pourraient être réglées par le conseil des délégués. À son avis, il n'est pas nécessaire que ces derniers se réunissent aussi régulièrement que les conseils de comté le font actuellement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Félicite le député de Verchères pour l'étude qu'il a faite sur le sujet et la façon claire avec laquelle il a exprimé ses opinions. Il croit cependant que la Chambre n'est pas prête à se prononcer maintenant sur une question de cette importance.

Il propose, en amendement, et appuyé par le représentant de Saint-Jean (L'honorable F.-G. Marchand), que le projet de résolution contenu dans la motion soit renvoyé au comité du Code municipal pour étude en rapport avec la refonte de code dont le comité est chargé.

M.J. MARION (L'Assomption): Dit qu'en tant que membre du comité en question il voudrait avoir l'opinion des membres de la Chambre sur le sujet. Si cette question est soumise au comité, probablement que, dès la semaine prochaine, le comité sera en état de présenter un rapport à la Chambre et se prononcera sur cette affaire, il sait que plusieurs personnes sont d'avis que le rouage du conseil de comté est trop dispendieux, mais il n'aimerait pas un changement aussi radical.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Est aussi d'avis de soumettre cette question au comité, même s'il était normal de la présenter d'abord à l'attention de la Chambre qui l'aurait ensuite référée au comité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne voit aucun inconvénient à charger son comité de ce supplément de besogne, mais il déclare qu'avant de soumettre cette question au comité il voudrait savoir si la Chambre est unanime en faveur de l'abolition du conseil de comté: il sait que l'on voudrait un rouage plus économique.

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Se prononce contre l'abolition des conseils de comté. Traitant la question au point de vue purement administratif, abstraction faite de toute opinion politique, il déclare que les maires des municipalités sont en meilleure situation que d'autres pour connaître des différends qui surgissent entre les municipalités et les régler. Les délégués à être nommés ne seraient pas plus intéressés à la bonne administration que les maires de chaque localité.

Quant à l'économie invoquée par le député de Verchères en faveur de son projet, elle n'existera pas. Les délégués et arbitres devront être payés et on sait ce que sont généralement les états de frais dans des opérations de ce genre.

Il n'a aucun motif de refuser sa confiance aux maires des différentes municipalités qui sont généralement des hommes intègres désintéressés et doués d'un jugement droit et sain.

Quant à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes ou cotisations, le député de Mont-



calm fait observer que dans ces opérations le conseil de comté n'est que le fidèle exécuter des décisions des conseils municipaux de comté et qu'il n'a aucune Initiative à cet égard.

Il termine en exprimant l'espoir que le projet de son collègue de Verchères ne trouvera jamais une majorité à la Chambre.

M. M.F. HACKETT (Stanstead) Croit à l'utilité des conseils de comté et se déclare opposé à la proposition du député de Verchères (M. E. Blanchard).

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Veut que la question soit discutée à fond par les membres du comité spécial, la plupart desquels sont très intéressés par les affaires municipales.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Trouve la proposition du député de Verchères trop radicale. D'après son expérience en matière municipale, il vaudrait mieux laisser subsister le conseil de comté, mais seulement restreindre les droits d'appel au conseil de comté. Dans les paroisses, les propriétés ne sont pas évaluées équitablement et quel moyen, autre que celui du conseil de comté, peut être employé pour remédier à cet état de choses déplorable? En réduisant les appels, on arriverait à diminuer les dépenses du même conseil.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Félicite le député de Verchères (M. E. Blanchard) du zèle qu'il met pour faire valoir sa cause, mais il dit ne pas partager son opinion. Le conseil de comté, qui existe depuis près de 50 ans, n'a pas encore soulevé contre son existence des griefs suffisants pour justifier son abolition pure et simple. Le moyen lui semble trop radical. Il faudrait plutôt en changer le mode de fonctionnement et en amender l'organisation.

Il ne voit pas comment l'on pourrait continuer l'entretien des bonnes routes qui traversent les différentes municipalités sans attribuer aux conseils de comté des pouvoirs plus étendus. Il est d'accord pour centraliser les affaires municipales.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Se dit d'accord avec la proposition du député de Verchères (M. E. Blanchard) et favorise l'abolition des conseils de comté. L'institution coûte abominablement cher et rend des services douteux, parfois même absolument désastreux.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Se prononce énergiquement en faveur du maintien des conseils de comté, dont l'utilité a été fréquemment établie.

Que les conseils de comté donnent lieu à des abus, la chose est incontestable: c'est un motif de les amender, mais non de les supprimer.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean). Ne voit pas de quelle manière l'adoption de cette résolution peut être profitable puisqu'elle propose uniquement l'abolition des conseils de comté et leur remplacement par un conseil de délégués. L'économie au nom de laquelle leur succession est demandée n'est pas un motif puisqu'elle n'existera pas.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Partage l'avis du député du Lac-Saint-Jean. Il admet cependant qu'il y a de grandes réformes à opérer et que le fonctionnement de l'institution est loin d'être à l'abri de reproches, même très sérieux.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Dit qu'il a toujours été en faveur de l'abolition des conseils de comté et que le jour où cette roue inutile du système municipal sera retranchée il en sera enchanté. Ce rouage administratif coûte annuellement à la province plus de \$150,000.00 et ne rend pas de services pour autant de sous dépensés. Le droit d'appel est horriblement coûteux et donne lieu aux abus les plus graves. Si on tient absolument à conserver cette institution d'un autre âge, que l'on y apporte des amendements radicaux et lui donne des attributions beaucoup plus étendues dans certains domaines et beaucoup plus restreintes dans d'autres.

Il croit que les trois quarts des difficultés qui surgissent entre les localités municipales pourraient se régler par des conférences entre les conseils municipaux concernés.

Le débat est ajourné.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à sept heures et demie

### Documents:

#### Arpentages, montant spécial

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 février 1900 pour un état indiquant: 1. Les travaux d'arpentage, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier:

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux par chaque année fiscale;
3. La date de ces autorisations ou instructions;
4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux;
5. Les crédits ou appropriations y compris mandats spéciaux à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées, chaque année fiscale;
6. Toute balance réelle ou estimative qui a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 juin dernier. (Document de la session no 23)

#### Asile de Beauport

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900. pour copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire de la province et les employés de l'asile de Beauport, au sujet des relations de ces derniers avec ledit asile de Beauport. (Document de la session no 25)

### **Écoles élémentaires**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 31 janvier 1900, demandant un état détaillé de l'item suivant des comptes publics pour 1899, page 132, "Écoles élémentaires", sous la loi 60 Victoria, chapitre 3, \$13,133.28.

2. Copie de tous arrêtés en conseil autorisant cette dépense. (Document de la session no 27)

### **Dépenses contingentes, budget supplémentaire**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire, à même l'item du budget supplémentaire no 1, de \$9,500.00, pour dépenses contingentes, ledit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues. (Document de la session no 28)

### **Subventions de chemins de fer**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 1er février 1900, demandant: 1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 1er juillet 1898, autorisant le paiement d'aucune somme comme subvention à des compagnies de chemins de fer ou ayant trait à aucune subvention de chemins de fer; 2. Copie de toute correspondance au sujet de telle subvention, depuis la même date. (Document de la session no 29)

### **Correspondance Dussault-Taillon**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour: 1. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L.-O. Taillon, premier ministre, écrite en janvier 1893, avec post-scriptum portant la date du 25 novembre 1893.

2. Copie de la lettre de l'honorable M. L.-O. Taillon à M. Joseph Dussault, en date du 5 décembre 1893.

3. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L.-O. Taillon, en date du 30 décembre 1893.

4. Copie de la lettre de MM. Dussault & Proulx à l'honorable M. P.-E. LeBlanc, Orateur de l'Assemblée législative, en date du 4 juin 1892.

5. Copie de la lettre de M. N. Dion, gérant de la Banque Jacques-Cartier, à Saint-Sauveur de Québec, en date du 31 mai 1892, adressée à MM. Dussault & Proulx, de Québec, imprimeurs, que ces derniers ont transmise, par leur lettre, en date du 4 juin 1892, à l'honorable P.-E. LeBlanc, O.A.L.

6. Copie du protêt de la Banque Jacques-Cartier, en date du 20 août 1892, par Me. P. Bouffard, dont signification a été faite à l'honorable secré-

taire de la province et à l'Orateur de l'Assemblée législative. (Document de la session no 30)

### **Administration de la justice**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour la production d'un état détaillé des sommes ou des paiements à faire à même l'item no 2 du budget supplémentaire pour l'année courante, pour administration de la justice, pour \$20,000.00. Ledit état devant indiquer à quelles dates ces dépenses ont été encourues ou ces engagements pris. (Document de la session no 31)

### **Recettes et dépenses de la province**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 26)

### **Catholic Sailor's Club**

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6). Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 71) constituant en corporation "The Catholic Sailors Club".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté,

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Peter Bercovitch**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 122) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Bishop's College**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 37) concernant le "Bishop College".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Thomas Côté

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 35) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres.

Adopté.

#### En comité:

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que ces admissions sont de plus en plus fréquentes, il est vrai que monsieur Côté possède d'excellentes références, mais il aimerait entendre le secrétaire provincial, qui est le représentant du Procureur général en cette Chambre, se prononcer sur ce sujet.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le conseil général du Barreau de la province appuie la demande de monsieur Côté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Réitère les propos du représentant de Châteauguay. Il ajoute que personnellement il s'opposera à toute admission qui ne recevrait pas l'approbation de l'organisme qui régit la profession à qui la demande a été adressée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Admet que l'approbation du conseil général du Barreau constitue un appui solide en faveur de la personne qui formule une telle demande.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Approuve la mesure parce que cette demande a reçu l'approbation du Barreau.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il s'oppose à l'admission de personnes à des professions libérales en se servant de ce moyen.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Henri-Paul Lefebvre

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 40) autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dominion Abattoir and Stock Yards Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 119) amendement la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company".

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la compagnie a établi une entente avec la corporation de Montréal qui lui accorde des privilèges exclusifs dans la cité. Cet arrangement fait perdre à la cité \$15,000 de revenus. Il veut savoir quelles seraient les répercussions de ce bill sur les présents arrangements entre la compagnie et la cité.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Croit que l'honorable ministre ne parle pas du même projet de loi. Il s'agit ici du bill concernant la "Union Abattoir Company".

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): La Dominion Company est aussi concernée.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Oh! non. Vous n'avez pas le bon bill. Il s'agit d'un bill privé que je présente.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Crédit foncier franco-canadien

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour étudier le bill (bill no 51) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande à la Chambre d'autoriser l'adoption de ce bill qui a fait l'objet d'un examen minutieux de la part du comité des bills privés qui a donné un rapport favorable.

L'HONORABLE F.-F.-M. DECHÈNE (L'Islet): S'objecte à cette mesure qui, à son avis, change complètement le caractère original de l'institution qui a été constituée en corporation dans le but de

prêter de l'argent aux agriculteurs sur hypothèque, à des taux d'intérêt modérés. Elle désire maintenant être autorisée à faire des avances sur des obligations, etc., empiétant ainsi sur les pouvoirs accordés aux caisses d'économie.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Ne comprend pas pourquoi l'on s'objecte, surtout que le Crédit foncier est une institution canadienne.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): N'approuve pas l'extension de pouvoirs à cette institution, pour les raisons énoncées par le député de L'Islet.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Prend la parole. La proposition est laissée en suspens.

#### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Montreal Mining Exchange**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 56) constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Chicoutimi**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 65) amendement la charte de la ville de Chicoutimi soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Joseph-Arthur Lesage**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Montréal**

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 136) amendement la loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

• Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succession N.-M. Lecavalier et Crevier**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 134) autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault à vendre les immeubles de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **People's Telephone Company**

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 80) accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Conseils de comté**

La Chambre reprend le débat sur l'amendement à la motion suivante: "Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante":

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.

3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés:

Lequel amendement se lisait comme suit: "Que le projet de résolution contenu dans la motion soit renvoyé au comité du Code municipal pour étude, en rapport avec la refonte du code dont le comité est chargé".

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Déclare que, s'il n'écouterait que ses intérêts et ceux de son comté, il se prononcerait carrément pour l'abolition des conseils de comté. Pendant 20 ans, il a été secrétaire du conseil de son comté et il a pu constater que cette institution coûte beaucoup trop cher pour les services qu'elle rend.

Toutefois, il se fera un devoir d'écouter les objections des partisans du maintien des conseils et si leurs arguments lui prouvent que l'intérêt général de la province exige le maintien de cette vieille machine, il sacrifiera ses préférences au bien général et votera pour le maintien des conseils.

M. A. TESSIER (Rimouski): Dit que les conseils de comté, dont il a fait partie pendant longtemps, coûtent des sommes considérables et rendent des services très problématiques, presque illusoire et souvent inutiles.

Il faut payer pour la construction et l'entretien d'un local pour les séances, payer pour les frais de voyage et des indemnités aux maires qui habitent souvent fort loin du chef-lieu de comté, payer encore pour les services d'un secrétaire-trésorier et en fin de compte la somme de services que les conseils ont à leur actif est dérisoirement maigre.

Il est grand partisan des arbitrages que conseille le député de Verchères. Il ajoute qu'il n'a entendu donner aucune bonne raison pour priver les municipalités locales du droit de vendre, sans l'intervention du conseil de comté, les immeubles pour lesquels le paiement des taxes et contributions est en souffrance.

Dans son comté, dit-il, on est en faveur de l'abolition de ces conseils. Il se déclare favorable, en principe, à l'abolition des conseils de comté.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit que dans son comté les opinions sont bien partagées: il y a des conseils locaux en faveur du maintien et d'autres en faveur de l'abolition de ces conseils.

Sur l'organisation des conseils de comté repose plus du tiers du Code municipal et abolir cette institution serait bouleverser tout le code et signifierait peut-être même la mort du système municipal.

Avant de prendre une telle décision, il faudrait que le peuple soit consulté sur cette importante question. Le Code municipal est le résultat du travail d'hommes sérieux et cette étude se perfectionne d'année en année, et cela depuis plus d'un demi-siècle. Et aujourd'hui on voudrait mettre fin à tout le rouage municipal qui mérite notre respect.

La proposition du député de Verchères n'est pas nouvelle. L'abolition des conseils de comté a été prônée depuis longtemps, mais la province ne s'est jamais passionnée en faveur de cette réforme. Il est dès lors permis de croire et d'affirmer qu'elle n'est pas ardemment désirée.

La motion du député de Verchères est trop radicale. On devrait plutôt diminuer les appels et faire des économies.

M. M. McDONALD (Bagot): Se prononce dans le même sens que le député précédent. Il se dit heureux de constater que dans le comté de Bagot plusieurs municipalités se sont prononcées en faveur du maintien, entre autres Saint-Liboire, Saint-Eugène. Comme il a le poulx de l'opinion publique dans le comté de Bagot, il n'hésite pas à se déclarer en faveur du maintien des conseils de comté. Avec le système proposé, les frais seraient plus élevés qu'aujourd'hui. Les cultivateurs sont parfaitement au fait du Code municipal et l'on voudrait le changer complètement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Soutient que le système actuel est satisfaisant. Il fait remarquer que les décisions des conseils de comté sont toujours soumises à une révision d'un tribunal de plus haute instance qui peut toujours intervenir dans le cas

d'injustice flagrante. Mais il est d'avis que la proposition du renvoi de la question au comité du Code municipal devrait être votée.

Le comité devra consulter les conseils municipaux et ses membres devront mettre leurs vacances à profit pour s'entourer de tous les renseignements désirables à cet égard et revenir à la session prochaine armés de tous les documents qu'il aurait pu réunir.

Tout en étant personnellement favorable au maintien des conseils de comté, il est d'avis que la question mérite la plus sérieuse étude.

M. G. BALL (Nicolet): Est en faveur de l'abolition pure et simple des conseils de comté, mais nommer des personnes pour les remplacer, cela revient au même. Il faudrait augmenter les pouvoirs des conseils locaux. Par exemple, les conseils de paroisses devraient avoir les pouvoirs de faire faire les ventes de propriétés pour taxes, et l'on devrait cesser de publier les avis dans la Gazette officielle que peu de personnes lisent. Les appels aux conseils de comté ne terminent presque jamais les différends, car l'on en appelle à la Cour de circuit, et finalement, comme toujours du reste, les avocats seuls bénéficient de ces appels. Dans la banlieue de Montréal, plusieurs petites municipalités se gouvernent seules sans le rouage du conseil de comté, et il paraît que l'on s'en trouve à merveille. Si les villes règlent leurs affaires sans conseil de comté, les municipalités peuvent bien faire la même chose.

En résumé, dit-il, s'il faut un changement, qu'on abolisse les conseils de comté, qui coûtent horriblement cher, mais qu'on ne les fasse pas revivre sous la forme de délégués, ce qui serait illusoire.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Fait valoir l'inviolabilité sacrée du Code municipal.

Il affirme que c'est le gouvernement qui doit prendre la responsabilité de cette mesure. De 1845 à 1869, Etienne Parent ne cessa de travailler à doter son pays du système municipal qui nous régit et on vient détruire tout ce travail d'un seul coup.

M. L'ORATEUR: Donne lecture de l'amendement à la proposition du député de Verchères proposée par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) à la séance de l'après-midi. (1)

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): La plupart des députés ont exprimé leur opinion sur la question qui nous occupe, mais il n'y a eu aucune expression d'opinion de la part du gouvernement. On demande des réformes importantes, on s'attaque à la tête de notre organisation municipale et les autorités qui administrent les affaires publiques gardent silence. Est-ce que le gouvernement n'a pas assez de courage pour exprimer ses vues sur cette question? Avant de référer cette résolution au comité, il faut que le gouvernement fasse connaître sa politique sur ce sujet. On invoque le prétexte de l'économie pour

(1) L'Orateur croyait alors que la discussion était terminée sur cette question (Explication de l'Écho des Bois-Francs).

opérer toutes sortes de réformes, et l'on ne s'occupe pas des résultats qui peuvent résulter de ces réformes; c'est de la "populacerie", et voilà tout. On va abolir les conseils de comté et ça épargnera quatre à cinq piastres et l'on ne suggère aucun moyen pratique pour remplacer ce que l'on veut faire disparaître.

Il parle d'une façon sarcastique du surplus du gouvernement qui semble d'une ténuité telle qu'il est impalpable.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Nous voulions, dit-il, l'opinion des membres de cette Chambre et nous l'avons maintenant. Nous voulons laisser la liberté à tous les députés, et le gouvernement n'interviendra pas, excepté lorsque le bill nous reviendra du comité. Les députés ont parlé librement sans tenir compte de la question de parti. Si le gouvernement avait pris position sur la question, il n'y aurait pas eu d'opinions aussi franches.

Personnellement, il est partisan des conseils de comté et croit avec le député de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton) que le Code municipal a été calomnié et est une oeuvre qui est le fruit d'un travail sérieux.

C'est là une opinion personnelle et parmi ses amis politiques, il en est plus d'un qui s'est catégoriquement exprimé dans le sens contraire. On voit dès lors, que la politique doit être soigneusement exclue de cette discussion.

Quand la proposition, greffée sur le Code municipal révisé, sortira des mains du comité qui travaille avec tant de zèle et tant d'intelligence à sa tâche

ardue et ingrate, alors le moment sera venu pour le gouvernement de se déclarer dans l'un ou l'autre sens.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Trouve extraordinaire que le gouvernement ne prenne pas une attitude ferme et décidée sur la question que les députés débattent depuis l'après-midi. La mesure est importante, puisqu'elle demande un changement radical au système municipal actuel. Le gouvernement, qui n'a pas de mesures importantes à soumettre à cette session, aurait dû profiter de l'occasion qui lui est offerte de définir sa politique sur une question qui intéresse à un si haut point tous les contribuables de cette province.

Pour sa part, il se déclare en faveur du maintien des conseils de comté.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn) que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Code de procédure civile, art. 952**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre) Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 93) amendement l'article 952 du Code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

La séance est levée à onze heures et demie.

## Séance du 9 février 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à Trois heures trente.**

### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de "The Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal" demandant des amendements à sa charte et a trouvé que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de "The Corporation Trust Company of Canada", demandant à être constituée en corporation et a constaté que les avis ne sont pas encore complètement donnés: mais vu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés avant que le bill vienne devant le comité des bills privés, votre comité recommande, en conséquence, la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 22<sup>e</sup> jour de février courant.

Adopté.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 52) confirmant et ratifiant autant qu'il est nécessaire l'émission des débetures faite par la "Canadian Electric Light Company (Limited)";

Bill (bill no 64) validant un acte de vente de George Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890:

Bill (bill no 73) constituant en corporation "The Montreal Day Nursery";

Bill (bill no 42) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 137) constituant en corporation la "Compagnie de la Presse", auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 22<sup>e</sup> jour de février courant.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 130) constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Prêt à l'Institut vaccino-gène

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Attendu qu'en vertu d'un ordre en conseil du 29 décembre 1887 le trésorier de la province a été autorisé, dans le but d'aider le docteur Louis-Edmond Gauvreau à maintenir son institut vaccino-gène, pour la production du vaccin pur, dans l'intérêt de la santé publique, à lui avancer une somme de \$2,500.00 à condition que ladite avance fût remboursable avec intérêt après cinq ans si ledit docteur Gauvreau n'avait pas maintenu son institut vaccino-gène et fourni un vaccin pur pendant ce laps de temps: et qu'il a été de plus autorisé à accepter une hypothèque sur ledit institut pour le remboursement de ladite avance si les conditions stipulées n'étaient pas remplies;

Attendu que ladite somme de \$2,500.00 a été ensuite payée audit docteur Gauvreau, en vertu de la loi 51-52 Victoria, chapitre 1, cédule B, item 243;

Attendu qu'un contrat hypothécaire comportant ces conditions a été signé par le docteur Gauvreau le 14 janvier 1888 et accepté par le trésorier de la province, hypothéquant l'Institut vaccino-gène comme garantie de ladite avance: attendu que le docteur Gauvreau, s'étant fidèlement et à la satisfaction du gouvernement conformé à toutes les exigences dudit ordre en conseil pendant le laps de cinq années y stipulé, est en droit d'en demander l'annulation et a demandé que mainlevée de ladite hypothèque lui fut donnée;

Propose que le trésorier de la province, de la part de cette province, soit autorisé à accorder mainlevée de ladite hypothèque.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 4) concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Réponse au discours du budget

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Espère que l'ancien trésorier fera bientôt son discours sur le budget.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): L'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) fera ce discours aussitôt qu'il sera en possession de différents états qu'il a demandés sur les finances de la province.

### **Admission à la pratique de la médecine**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 87) amendement la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine dans certains cas.

Adopté.

### **En comité:**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Explique que le bill a pour but de retirer du projet de loi adopté l'an dernier la partie ayant trait à l'examen préliminaire. Il s'agit en effet d'exempter de la formalité de l'examen préliminaire pour l'admission à l'étude un certain nombre de jeunes médecins porteurs de diplômes d'université et qui se trouvent forcés d'aller exercer leur profession aux États-Unis.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Trouve la loi conçue dans les termes d'une portée un peu trop générale. Il désirerait, par exemple, que ceux qui seront appelés à bénéficier de cette loi fussent tenus préalablement à un séjour d'au moins six mois dans la province. Il tiendrait à ce qu'ils eussent même élu domicile dans la province.

Ce qu'il faut ici, ce n'est pas une loi générale, mais une loi spéciale, puisqu'il s'agit de cas particuliers.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare également que ce n'est pas une loi générale, mais une loi spéciale qui s'impose. Il souhaiterait que la Législature décide une fois pour toutes de ne plus intervenir dans des questions d'admission à l'exercice d'une profession libérale quelconque. La responsabilité de ces admissions à la pratique d'une profession devrait être laissée uniquement et absolument au Barreau, au Bureau des médecins et chirurgiens, à la Chambre des notaires, enfin aux différentes corporations dont les diverses professions libérales relèvent.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Que ce soit une loi générale ou une loi spéciale, le résultat sera toujours le même dans les deux cas. Il ajoute que son bill a reçu l'approbation des principaux officiers du Bureau des médecins.

On a considéré que ce n'était pas juste d'empêcher des jeunes gens qui sont porteurs de diplômes universitaires d'exercer leur profession dans la province parce qu'il ne leur était pas possible de subir l'examen de rigueur pour l'admission à l'étude de la médecine. Il fait remarquer que son projet de loi ne profitera après tout qu'à une vingtaine de médecins qui ont commencé l'étude de leur profession avant 1896.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'admettre deux ou trois jeunes gens à la pratique de la médecine pendant une session, c'est déjà mal; mais en admettre vingt d'un coup par une loi générale, c'est un peu fort et c'est tomber dans des abus regrettables.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande de remettre l'adoption de cette mesure en détail, parce qu'il faudra y faire certainement des amendements considérables. La loi que l'on discute va plus loin que le but qu'on veut atteindre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que dans certains cas (d'admission) cela pourrait être un peu arbitraire. Il croit que le cas du présent projet de loi est des plus favorables.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Passons donc une règle générale sur ce sujet et disons que nous accepterons un bill lorsqu'il sera demandé ou autorisé par le Bureau des médecins, le conseil du Barreau et la Chambre des notaires, suivant le cas. Nous serons par là débarrassés d'une foule de demandes plus ou moins embarrassantes.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Prend la parole.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant (bill H) auquel il demande le concours de cette Chambre: loi amendement l'article 79a des statuts refondus.

### **Introduction de bills:**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que le bill (bill H) du Conseil législatif soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

### **Médecins et chirurgiens**

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour que le bill (bill no 83) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Inspection et réparation de routes**

M. C. L. COTTON (MISSISQUOI): Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 91) amendement le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.



## Dentistes

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre au jour et appuyé par le représentant de Terre-Donne (M. G.-A. Nantel), que le bill (bill no 95) concernant les dentistes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

## interpellations:

### Journaux de l'Instruction publique

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): 1. À part de l'item de \$1,500.00 mentionné dans les comptes publics de 1899 comme ayant été payé pour journaux de l'Instruction publique, en français et en anglais, le gouvernement a-t-il payé ou accordé aucune autre somme à aucun de ces journaux?

2. Dans l'affirmative, à quel journal, à quelle date, pour quel montant et à même quel crédit ou appropriation législative?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui.

2. À l'Enseignement Primaire, comme suit:

25 août 1898.....	\$ 708.32
1er septembre 1898.....	354.16
6 octobre 1898.....	354.16
5 novembre 1898.....	354.16
6 décembre 1898.....	708.32
1er février 1899.....	354.16
2 mars 1899.....	354.16
4 avril 1899.....	354.16
2 mai 1899.....	354.24
2 juin 1899.....	354.24
	<b>\$4,250.08</b>

A Educational Record:

7 juin 1899.....	\$ 300.00
------------------	-----------

Ces montants ont été payés en vertu du chapitre 3, de 60 Victoria.

## Projets de loi

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Quand le gouvernement se propose-t-il de soumettre à cette Chambre les "plusieurs projets de loi touchant à des intérêts de la plus haute importance", auxquels il fait allusion dans le discours du trône du 18 janvier dernier?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les projets de loi qui n'ont pas encore été présentés le seront durant la présente session.

### Distribution du "Guide pratique de l'ensilage"

M. C. LANGEIER (Lévis): 1. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas distribuer aux membres de la Législature, aux membres des cercles agrico-

les et des sociétés d'agriculture le Guide pratique de l'ensilage, dont il a 50,000 exemplaires à sa disposition depuis plusieurs années?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire cette distribution?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement attend la décision de la Chambre sur l'item 8 du budget supplémentaire.

## Liste des terres concédées par la couronne

M. C. LANGEIER (Lévis): 1. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas distribuer aux membres de la Législature, aux registrateurs et aux secrétaires des municipalités situées dans les cantons "la liste des terres concédées par la couronne, dans la province de Québec, de 1763 au 31 décembre 1890"?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire cette distribution?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement attend la décision de la Chambre sur l'item 8 du budget supplémentaire.

## Palais de justice de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer la construction du palais de justice de Sherbrooke?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Quand les plans, spécifications et autres matières préliminaires seront complétés, et lorsqu'il sera jugé nécessaire de commencer les travaux de construction.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: C'est la récompense que reçoit Sherbrooke pour avoir élu John McIntosh.

## Rapport de M. Gastonguay sur les propriétaires de Saint-Élie de Shawinigan

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Le gouvernement a-t-il pris communication du rapport fait au département des Terres par M. Gastonguay relativement à certaines difficultés survenues entre les propriétaires des septième et huitième rangs des paroisses de Saint-Élie de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de prendre action suivant les conclusions de ce rapport?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. À l'étude.

## Demande de documents:

### Remises d'amendes et suspensions de jugements dans Beauharnois

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. J. Girard),

qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, toute correspondance échangée entre toute personne et le gouvernement, ou aucun de ses membres ou aucun de ses employés, concernant toute remise d'amende et suspensions de jugement dans les causes pour infractions à la loi des licences de cette province, dans le district de Beauharnois, depuis le 20 mai 1897.

Adopté.

#### **Application des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemins de fer**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil, de tous rapports et de toute correspondance avec le gouvernement, ou aucun de ses membres, depuis le 1er juillet 1897, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemins de fer.

Adopté.

#### **La Reine vs Demers**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé démontrant comment sont composés les items suivants, dans la réponse à un ordre de la Chambre du 25 janvier 1900:

1. \$1,500.00 payées à l'honorable H. Archambeault pour dépenses de voyages re regina vs Demers.

2. \$1,500.00 payées à l'honorable J.-E. Robidoux pour dépenses de voyages re regina vs Demers.

3. \$500.00 payées à l'honorable C. Fitzpatrick pour services professionnels re regina vs Demers.

Adopté.

#### **Code municipal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que l'honorable M. Dechêne et MM. Hackett, Gillies, Hunt et Roy fassent partie du comité spécial du Code municipal.

Adopté.

#### **Composition des comités permanents**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que M. Cotton fasse partie du comité permanent des bills privés.

Adopté.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que M. Weir fasse partie

du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

#### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 125) concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Syndics de la paroisse de Saint-Georges**

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges à dresser un nouvel acte de cotisation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Joliette et chemin de fer le Grand-Nord**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 115) confirmant et ratifiant les règlements nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la Compagnie de chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Henri Hains**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Documents:****Pétition de droit L.-J. Demers**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 25 janvier 1900, demandant copie de tous ordres en conseil publiés et documents qui n'ont pas été produits, au sujet de la pétition de droit de L.-J. Demers, ainsi que la copie du jugement de la Cour supérieure, de la Cour d'appel et du Conseil privé, dans cette cause, et aussi les notes sténographiques de l'argument devant le Conseil privé. (Document de la session no 32)

**Instructions du département de la Colonisation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation pour ouvrages faits ou à faire et payables après le 1er juillet prochain. (Document de la session no 33)

**Dépenses contingentes, budget supplémentaire**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire no 1 de \$9.500.00 pour dépenses contingentes, ledit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues. (Document de la session no 34)

**Arpentages de mai 1897 à juin 1899**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de cette Chambre, en date du 2 février 1900, pour un état indiquant: 1. Les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier:

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux, par chaque année fiscale:

3. La date de ces autorisations ou instructions:

4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux;

5. Les crédits ou appropriations, y compris mandats spéciaux à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées, chaque année fiscale;

6. Toute balance réelle ou estimative qui'a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 juin dernier. (Document de la session no 35)

**Chemins de colonisation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire à même l'item no 3 des estimés supplémentaires pour l'année courante, savoir: l'item de \$20,000.00 pour "chemins de colonisation"; ledit état indiquant la date des instructions données pour ces travaux de colonisation qui doivent être payés à même cet item. (Document de la session no 36)

La séance est levée à quatre heures quarante-cinq.

## Séance du 12 février 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à quatre heures.

### Introduction de bills:

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 105) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de L'Assomption.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 102) amendement le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 103) amendement le code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 104) amendement le code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 106) amendement l'article 3998 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Documents:

#### Inspecteur de bouilloires William W. Leclaire

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1900. pour copie de tous rapports qui ont été faits à l'honorable commissaire des Travaux publics sur le compte de M. William Leclaire, inspecteur de bouilloires, de la cité de Montréal, ainsi que toutes lettres et réponses échangées entre le département des Travaux publics et certains particuliers ou employés dans le Bureau des inspecteurs de manufactures. (Document de la session no 37)

#### Pêche à l'île d'Orléans

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 5 février 1900, demandant copie de tous documents, arrêtés en conseil, correspondance et rapports des magistrats concernant les poursuites prises contre les personnes qui exploitent des pêches dans l'île d'Orléans. (Document de la session no 38)

## Permis de pêche

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 5 février 1900, demandant: 1. Copie de tous les arrêtés en conseil, adoptés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Victoria, chapitre 23, notamment en vertu de l'article 1376.

2. Un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux accordés en vertu de cet acte dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et des Iles-de-la-Madeleine, avec mention de la date de ces baux ou permis, des personnes à qui ils ont été accordés, des lacs, rivières, ou autres eaux pour lesquels ils ont été accordés, du prix ou loyer, au taux du permis ou bail, du nombre d'années et des sommes reçues jusqu'à date, dans chaque cas. (Document de la session no 39)

### Officiers des pêcheries

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900. pour une liste des officiers nommés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries. 62 Victoria (1899) avec mention de l'endroit ou des endroits pour lesquels ils ont été nommés, de leur traitement ou toute autre rémunération, commission, etc., et des sommes qui leur ont été payées jusqu'à présent, soit pour traitement, rémunération, commission ou déboursés. (Document de la session no 40)

### Index de D.-N. Labrie, transcription

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900. pour copie de tous comptes et de toute correspondance au sujet de l'item suivant, à la page 259 des comptes publics, pour l'année 1899 - D.-N. Labrie - transcription de l'index des noms, bureau d'enregistrement no 1, Percé, comté de Gaspé: \$363.84 (Document de la session no 41)

### Travaux de colonisation au Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 29 janvier 1900. pour un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation payé jusqu'à ce jour, dans le comté du Lac-Saint-Jean: copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation autorisant des travaux de colonisation dans le même comté, payables à même les estimés supplémentaires déposés devant la Chambre, ou après le 1er juillet prochain ou en tout temps avant le 30 juin prochain (Document de la session no 42)

### **Canadian Electric Light Company**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la "Canadian Electric Light Company (Limited)".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Montreal Day Nursery**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 73) constituant en corporation "The Montreal Day Nursery".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Église Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 42) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie de la Presse**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 137) constituant en corporation la "Compagnie de la Presse".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Corporation Trust Company of Canada**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour que le bill (bill no 130) constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le comité est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Cité de Saint-Henri**

M. E. LALONDEJR (Vaudeuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 142) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le comité est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Gustave-Télesphore Turcot**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 59) autorisant l'Association des dentistes à admettre Gustave-Télesphore Turcot comme un de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le comité est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Oswald-Sylvio Métivier**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 60) autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald-Sylvio Métivier au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le comité est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Interpellations:**

#### **Grève de la Pointe-à-Pic dans Charlevoix**

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): 1. Le gouvernement a-t-il loué ou vendu la grève, ou partie de la grève, en front de la municipalité du village de la Pointe-à-Pic, comté de Charlevoix?

2. Dans l'affirmative, à quelle personne, à quel prix et à quelles conditions?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il reçu quelque demande à ce sujet, et est-ce l'intention du gouvernement de louer ou vendre cette grève?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Non;
2. Le département n'a ni loué, ni vendu;
3. Oui, par M. Charles Forgues, maire de la municipalité de la Pointe-à-Pic. Il a demandé à acheter pour ladite municipalité et la question est à l'étude.

#### **Sommes payées au coroner Constantin**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. À la page 102 des procès-verbaux de l'Assemblée législative du 5 février courant, le gouvernement ayant répondu qu'il ne sait pas pourquoi il a dispensé le coroner Constantin de payer les honoraires ordinaires sur sa commission, quand le gouvernement saura-t-il pourquoi il a agi ainsi?

2. Dans la somme de \$34.30 qui a été payée au coroner Constantin, combien y a-t-il pour salaire, combien pour dépenses personnelles et combien sous d'autres titres?

3. Combien de fois le coroner Constantin a-t-il agi officiellement, et dans quel cas?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): La première question contient une inexactitude. Le gouvernement n'a pas répondu qu'il ne savait pas pourquoi il avait dispensé le coroner Constantin de payer les honoraires sur sa commission. Le gouvernement a répondu le 5 février: "Le gouvernement ne le sait pas" à la question du député du Lac-Saint-Jean qui demandait pourquoi le docteur Constantin n'avait pas payé les honoraires ordinaires pour obtenir une commission.

Le docteur Constantin a été requis par le secrétaire de la province de payer les honoraires sur sa commission le 22 octobre 1897 et, de nouveau, par le procureur général, le 21 février 1899.

2. Salaire \$15.00. Dépenses personnelles \$14.80: sous d'autres titres \$4.50.

3. Trois fois; deux enquêtes et une recherche.

#### **Dépenses contingentes par département**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Quelle somme a été attribuée à chaque département dans la somme de \$51,000.00 votée pour "contingents" pour l'année fiscale commencée le 1er juillet 1899 et devant expirer le 30 juin 1900?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La réponse à cette question se trouve à l'état C du budget de 1899-1900, page 42.

#### **La reine vs Deniers**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Qui a plaidé, de la part du gouvernement, devant le Conseil privé, la cause de régina vs Demers?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): La cause de regina vs Demers n'a pas été plaidée devant le Conseil privé, elle a été plaidée devant les Lords du comité judiciaire du Conseil privé par l'honorable M. Blake, le Procureur général et le Secrétaire de la province. Après de nombreuses conférences entre ces trois derniers, du 29 juin au 1<sup>er</sup> août, l'honorable M. Blake fut chargé d'ouvrir la cause. Une partie des questions à débattre ayant été soumise, Leurs Seigneuries se montrèrent favorables aux prétentions du gouvernement et les conseils de M. Demers furent invités à exposer leur cause. À la suite de nombreuses interruptions de la part de Leurs Seigneuries, ils cessèrent leurs plaidoiries et Leurs Seigneuries déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à répliquer, de la part du gouvernement. Le Procureur général et le Secrétaire de la province furent présents tout le temps, assistèrent l'honorable M. Blake dans sa plaidoirie, et étaient prêts à répliquer si Leurs Seigneuries ne s'étaient déclarées suffisamment renseignées.

#### **Institut vaccino-gène de Québec**

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): 1. L'institution connue à Québec sous le nom de "l'Institut vaccino-gène de la province de Québec" reçoit-elle une subvention du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quel en est le montant?

3. Depuis combien d'années reçoit-elle cette subvention?

4. À part cette subvention, le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes d'argent à cette institution?

5. Dans l'affirmative, quel montant?

6. Quel est le grand total des argents payés par le gouvernement à cette institution depuis sa fondation jusqu'à ce jour?

7. Quel est le propriétaire de cette institution?

8. Jusqu'à cette année, cette institution a-t-elle été soumise au contrôle du Bureau d'hygiène provincial?

9. Le gouvernement a-t-il, récemment, remplacé le Bureau d'hygiène provincial par un inspecteur spécial?

10. Dans l'affirmative, quelle est la raison de ce changement?

11. Quel est le nom de cet inspecteur? Quel est son salaire?

12. Le gouvernement est-il en possession de rapports de l'Institut vaccino-gène de la province de Québec, ou du Bureau d'hygiène provincial touchant cette institution?

13. Le gouvernement sait-il qu'il existe maintenant à Montréal une institution du même genre connue sous le nom de "l'Institut vaccinal de Montréal"?

14. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder une subvention à cette dernière institution?

15. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de discontinuer la subvention à l'Institut vaccino-gène de la province de Québec?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui.
2. \$2.00.00.
3. 1886-1887.
4. Oui.
5. \$2.500.00.
6. \$24,930 88, y compris Inspection.
7. Dr Edmond Gauvreau.
8. L'institution était sous la surveillance du Conseil provincial d'hygiène, à venir au 14 novembre 1896.
9. Pas récemment; le 14 novembre 1896.
10. Pour se conformer à une résolution du Conseil d'hygiène qui demandait au gouvernement d'être relevé de la surveillance de cette institution.
11. a). L'inspecteur actuel est le docteur Arthur Lavoie, de Sillery, qui a remplacé le docteur Brophy, de Sainte-Foy, nommé en 1896. b). \$500.00.
12. L'institut fait rapport chaque année.
13. Oui.
14. Le gouvernement n'a pas encore pris ces questions en considération.
15. Le gouvernement n'a pas encore pris ces questions en considération.

#### **Demande de documents:**

##### **Destitution du percepteur L.-R. Désilets**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil destituant M. Louis-Romulus Désilets, de Joliette, de sa charge de percepteur du revenu provincial du district de Joliette, nommant pour lui succéder à ladite charge M. Souibert Boulet, de Joliette; avec aussi copie de toutes lettres, requêtes ou plaintes adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, soit pour demander la destitution dudit L.-R. Désilets, soit pour s'opposer à sa destitution, soit pour suggérer ou recommander quelqu'un comme son successeur, soit pour s'opposer à la nomination des personnes ainsi suggérées ou recommandées, soit pour protester contre ladite destitution, soit pour protester contre le choix ou la nomination dudit Souibert Boulet; et, de plus, copie de toutes lettres adressées par le gouvernement, par aucun de ses membres, ou par aucun de leurs officiers ou employés, en rapport avec aucune desdites lettres, requêtes ou plaintes, ou simplement en rapport avec ladite destitution et ladite nomination.

Adopté.

##### **Destitution de l'agent des biens des Jésuites J.-B. Gérin Lajoie**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil destituant Jean-Baptiste

Guerin Lajoie comme agent des biens des Jésuites pour la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, ainsi que copie de toutes requêtes, déclarations solennelles, affidavits, et copie de tous autres documents se rattachant à ladite destitution.

Adopté.

#### **Subventions aux chemins de fer**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé de la somme de \$33,764.59 mentionnée comme ayant été payée pour subventions aux chemins de fer dans l'état des recettes et paiements de la province provenant de toutes sources, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés en conseil ayant trait à cette dépense.

Adopté.

#### **Fonds des écoles élémentaires**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé de la somme de \$50,881.58, mentionnée dans l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, de la manière suivante: "Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3", avec copie de tous arrêtés en conseil et de tous rapports ou recommandations du surintendant de l'Instruction publique relatifs à telles dépenses.

Adopté.

##### **Dépenses sous la rubrique "Justice divers"**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. FLYNN), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Un état détaillé de la somme de \$13,412.86, sous le titre "Justice divers", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

2. Copie de tous arrêtés ministériels ayant trait à cette dépense.

Adopté.

#### **Journaux de l'instruction publique**

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. FLYNN), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé de la somme de \$5,000.00 pour "Journaux de l'instruction publique, français et anglais", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er

juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés en conseil qui peuvent s'y rapporter.

Adopté.

### **Chemins de colonisation**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Un état détaillé, par comtés, de la somme de \$80,000.00 pour "chemins de colonisation" mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

2. Copie de tous arrêtés ministériels au sujet de telle dépense.

Adopté.

### **Terres, Forêts et Pêcheries**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé, par chapitres spéciaux, de la somme de \$518,799.92, mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, pour "Terres, Forêts et Pêcheries".

Adopté.

### **Terres, Forêts et Pêcheries, comptes courants**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$10,000.00 pour "comptes courants", sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries", dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Protection des forêts**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$15,000.00 pour "protection des forêts" sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries", dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Terres, Forêts et Pêcheries**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales mentionnées dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries".

Adopté.

### **Arpentages**

M. P. GRENIER (Champlain): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$37,845.00, pour "arpentages", dans l'état des recettes et paiements de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

### **Service d'enregistrement**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$10,000.00 pour "service d'enregistrement" (cadastre), mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Gouvernement civil**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$42,354.00 pour "dépenses contingentes" sous le titre "gouvernement civil" dans l'état des recettes et paiements de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Vente de lots de colonisation**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes circulaires adressées, depuis trois ans, aux divers agents des terres de la couronne, en cette province, leur donnant des instructions sur la vente des lots propres à la colonisation.

Adopté.

### **Somme pour "divers en général"**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$15,555.30, pour "divers en général" mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Pêche et chasse**

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$12,000.00 pour "pêche et chasse" sous le titre: "Terres, Forêts et Pêcheries", mentionné dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Adopté.

### **Mandats impayés**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn).



qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$51,899.89 pour mandats impayés au 31 janvier 1900 (État des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, page 11.)

Adopté.

### **Permis de pêche dans le golfe Saint-Maurice**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux de pêche accordés par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pour la rive nord du golfe Saint-Laurent, depuis la Pointe-des-Monts, jusqu'aux limites de la province, depuis la date du jugement du Conseil privé, savoir: du 26 mai 1898, avec mention des personnes à qui ces baux ou permis ont été accordés, le nombre d'années, le prix ou loyer, les sommes payées jusqu'à présent et les eaux pour lesquelles tels baux ou permis ont été accordés.

2. Un état semblable en ce qui regarde les baux ou permis de pêche accordés par le ministre de la marine et des pêcheries, à Ottawa, pour les mêmes eaux, en autant que ces renseignements peuvent être en la possession du gouvernement de Québec ou peuvent être obtenus par lui.

3. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance avec le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries au sujet de ces différents baux ou permis de pêche.

Il explique que s'il fait cette demande, c'est simplement pour avoir des renseignements, car plusieurs pêcheurs se sont adressés à lui pour se plaindre d'injustices qui auraient été commises à leur égard. Il ne prétend pas qu'ils ont raison, mais il veut se renseigner et savoir sur qui doit retomber le blâme, si blâme il y a.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Répond qu'il ignore les prétendues injustices auxquelles fait allusion le chef de l'Opposition. En prenant possession des pêcheries par suite du jugement du Conseil privé, il a conservé tous les mêmes officiers qui avaient été nommés par le gouvernement fédéral, et les baux ont été renouvelés sur leur recommandation. Mais il y a eu conflit d'autorité: l'officier fédéral, le commandant Wakam, a forcé certains pêcheurs à prendre des licences dans les eaux du golfe. Or, si vraiment des injustices ont été commises, il ne saurait dire qui ou de l'officier fédéral ou de l'officier local doit être tenu responsable. Dans tous les cas, il déclare que d'ici au printemps, ces difficultés seraient réglées et qu'il verrait à faire rendre justice à qui de droit.

La proposition est adoptée.

### **Documents:**

#### **Subventions aux chemins de fer**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur,

en date du 12 février 1900, demandant la production d'un état détaillé de la somme de \$33,764.59, mentionnée comme ayant été payée pour subventions aux chemins de fer dans l'état des recettes et paiements de la province provenant de toutes sources, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés ministériels ayant trait à cette dépense. (Document de la session no 43)

### **Annexion de Sainte-Monique au comté de Yamaska**

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 85) annexant au comté de Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Statuts refondus, article 5561**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 88) amendement l'article 5561 des statuts refondus de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code municipal, article 480**

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 90) amendement l'article 480 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile, article 816**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 86) amendement l'article 816 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code municipal

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (bill no 99) ayant pour objet d'amender le code municipal, étant lu;

M. T.-B. De GROESBOIS (Shefford): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité spécial du code municipal.

Adopté.

### Conseils de comté

M. L'ORATEUR: Appelle l'article prévu à l'ordre du jour concernant les conseils de comté.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande que la discussion de cet item soit remise à une date ultérieure.

La demande est acceptée.

### Nomination de J. Shehyn au Sénat

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Informe M. l'Orateur que l'honorable M. Shehyn a été appelé au Sénat du Canada pour y représenter la division des Laurentides et qu'en conséquence il y a vacance dans la représentation du district électoral de Québec-Est.

Il rappelle le rôle considérable joué par M. Shehyn dans la vie politique provinciale, son patriotisme, son affabilité, ses qualités solides d'homme d'affaires, son admirable talent d'orateur et sa connaissance approfondie des affaires publiques de la province qui lui ont permis d'être un député et un ministre de grande valeur qu'il ne sera pas facile de remplacer.

Il dit que son départ sera une perte sérieuse qui le mettra dans la nécessité de chercher ailleurs les renseignements que le député de Québec-Est possédait par intuition.

Il se dit assuré que toute la Chambre regrettera avec lui le départ de M. Shehyn, mais elle admettra qu'il n'a reçu que la juste récompense des longs et utiles services qu'il a rendus à son comté et à son pays.

Il lit la lettre suivante de M. Shehyn:

Québec, le 12 février 1900.

l'honorable F.-G. Marchand,  
Premier ministre,  
Québec.

Mon cher Premier,

Ayant accepté la place de sénateur, je me trouve par le fait ne plus faire partie du ministère

et mon siège à la Chambre devient vacant.

Je vous assure que c'est avec regret que je me sépare d'un ministère dont tous les membres m'ont toujours été sympathiques et avec lesquels mes rapports ont été des plus agréables.

Après avoir occupé un siège dans la Chambre locale pendant un quart de siècle, j'avoue qu'il m'en coûte de n'en plus faire partie, car pendant ma longue carrière politique, je n'ai eu qu'à me féliciter de la considération que les amis ainsi que les adversaires m'ont toujours accordée.

Ce n'est pas sans un certain degré de préoccupations qu'on laisse un milieu qui nous est devenu familier et où on n'a rencontré que de bons procédés de la part des députés, sans distinction de parti, pour figurer sur une nouvelle scène où il me faudra du travail et de la persévérance avant d'atteindre le même degré de considération dont je jouissais dans la Législature locale.

Veuillez agréer pour vous et vos collègues l'assurance de ma bien haute considération et de faire part à la Chambre combien je regrette de ne pouvoir plus siéger à leurs côtés.

Votre tout dévoué.

Joseph Shehyn.

(Applaudissements de la Chambre).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Prononce, au nom de l'Opposition, quelques paroles d'éloge à l'adresse du nouveau sénateur. Il dit avoir félicité personnellement M. Shehyn dimanche dernier.

Il regrette le départ de l'honorable M. Shehyn qui a siégé en cette Chambre pendant 25 ans. Il dit avoir souvent différé d'opinion avec M. Shehyn sur bien des points, mais que dans toutes les circonstances, ces divergences se sont manifestées sans animosité aucune. M. Shehyn a su pendant sa longue carrière parlementaire conserver l'estime de tous ses collègues et sa promotion au poste de sénateur est la juste récompense des services qu'il a rendus à son parti et aussi à son pays. Il souhaite au nouveau sénateur longue vie, succès et prospérité dans ses nouvelles fonctions.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Demande au gouvernement d'un ton badin si l'on doit aussi féliciter M. Shehyn des surplus ou déficits du gouvernement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande à l'honorable premier ministre s'il entend combler le vide laissé par le départ d'un homme de si grande valeur.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que le gouvernement a l'intention pour l'instant de poursuivre son travail sans ajouter aucun nom aux effectifs ministériels, bien que les qualités de M. Shehyn aient été hautement appréciées au Conseil des ministres: mais même si le gouvernement déplore son départ, il n'a pas l'intention de le remplacer maintenant.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention de faire émettre immédiatement le bref pour l'élection de Québec-Est.

L'HONORABLE F. -G. MARCHAND (Saint-Jean):  
La question est sous considération.

#### **Districts électoraux vacants:**

##### **District électoral de Québec-Est**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) que M. l'Orateur adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie pour l'élection d'un député devant siéger durant le présent Parlement pour le district électoral de Québec-Est, en remplacement de l'honorable Jos. Shehyn, appelé au Sénat du Canada.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill C) intitulé "Loi amendant le code civil", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que le bill (bill C) amendant le code civil soit maintenant lu pour la première fois.

##### **Amendes**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier une résolution concernant certaines amendes.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La proposition est adoptée.

#### **En comité:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Propose que nulle disposition contenue dans une charte municipale ou autre jusqu'à présent accordée par cette Législature, par laquelle des amendes sont déclarées appartenir à une corporation, ne sera censée affecter le droit qu'aurait eu la couronne à la propriété de ces amendes ou de partie d'icelles si cette disposition n'avait pas été passée.

Il explique qu'à la dernière session le bill de Montréal n'a pas spécifié clairement la façon de disposer des amendes imposées par la Cour du recorder. Cette résolution vise à confirmer que la moitié de ces amendes appartient au gouvernement et l'autre à la ville.

Cette proposition est amendée et les mots suivants sont retranchés: "ou autre" après le mot "municipale".

La proposition ainsi amendée est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 8) concernant certaines amendes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à cinq heures trente.

## Séance du 13 février 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à quatre heures trente.**

### Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est lue et déposée sur la table de la Chambre:

Par M. Lacombe, la pétition des citoyens de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, comté de Berthier.

### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 134) autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault à vendre des immeubles de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

Bill (bill no 139) concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

Bill (bill no 84) amendant la loi électorale de Québec, 1895;

Et bill (bill no 83) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas:

De Jules Vanier, demandant un acte concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

De la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)", demandant certains pouvoirs;

Et de la corporation du village de Villeray, demandant un acte annexant certain territoire audit village.

### Introduction de bills:

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)".

Accordé, le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 129) concernant la municipalité du village de Villeray.

Accordé, le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3) pour M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 55) concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

Accordé, le bill est lu pour la première fois.

### Brefs d'élections:

#### District électoral de Québec-Est

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'après l'avis qui lui a été donné, hier, par l'honorable premier ministre, député de Saint-Jean, il a adressé son mandat à monsieur le greffier de la couronne en chancellerie lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Québec-Est, en remplacement de l'honorable Joseph Shehyn appelé au Sénat du Canada.

#### Institut vaccino-gène

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 4) concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Explique que cette mesure a pour but d'accorder mainlevée de l'hypothèque sur l'Institut vaccino-gène du docteur Gauvreau. Ce dernier, s'étant fidèlement et à la satisfaction du gouvernement conformé à toutes les exigences requises par l'ordre en conseil pendant le laps de cinq années y stipulé, est en droit de demander et d'obtenir l'annulation de ladite hypothèque.

En vertu d'un ordre en conseil du 29 décembre 1887, le trésorier de la province a été autorisé, dans le but d'aider le docteur Louis-Edmond Gauvreau à maintenir son Institut vaccino-gène pour la production du vaccin pur, dans l'intérêt de la santé publique, à lui avancer une somme de \$2,500.00 à condition que ladite avance fût remboursable avec intérêt, après cinq ans, si ledit docteur Gauvreau n'avait pas maintenu son Institut vaccino-gène et fourni un vaccin pur pendant ce laps de temps: et ou il a été de plus autorisé à accepter une hypothèque sur ledit institut pour le remboursement de ladite avance, si les conditions stipulées n'étaient pas remplies.

Ladite somme de \$2,500.00 a été ensuite payée audit docteur Gauvreau en vertu de la loi 51-52 Vic-

toria et un contra! hypothécaire comportant ces conditions a été signé par le docteur Gauvreau. le 14 janvier 1888. et accepté par le trésorier de la province, hypothéquant l'Institut vaccinogène comme garantie de ladite avance.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au chef de l'Opposition si en l'absence du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) il consent à laisser passer sans discussion certains items du budget non contestés pour les institutions de bienfaisance.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Y consent.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Nazareth pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société de bienfaisance des Dames israélites, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Petites soeurs des pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'association des soeurs de Sainte-Marguerite, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Western Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'institut Hervey, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la maison de refuge Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents. Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur. Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelines, sous les soins des soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, pour les enfants trouvés. Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des dames chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'oeuvre du patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, pour leur hôpital de la maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph de la Délivrance. Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Jean. Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses d'inspections et d'explorations des travaux et édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux frais d'inspection des chemins de fer. pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

### **Admission à la pratique de la médecine**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 87) relatif à l'admission à la pratique de la médecine, dans certains cas.

Adopté.

### **En comité:**

M. L.-R. ROY (Kamouraska). Explique que l'objet du bill est de changer la loi adoptée et sanctionnée le 15 janvier 1898 qui se lit comme suit:

Nonobstant l'article 3978 des statuts retendus, le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec est autorisé à admettre à la pratique les étudiants en médecine oui. au 1er novembre 1896 avaient commencé à suivre les cours de médecine



dans une université dûment constituée en corporation de la province de Québec, avant d'avoir obtenu le brevet les admettant à l'étude de la médecine, et à leur accorder la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, après avoir subi les examens requis pour l'admission à l'étude et pour l'admission à la pratique.

Il déclare qu'il veut rayer les mots "pour l'admission à l'étude" dans le texte du bill

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'oppose énergiquement à cette proposition. Il y a sans doute des cas favorables, telles que celui du Dr Brunet qui a fait un cours classique presque complet. Ou on amène des cas analogues à celui de M. Brunet. et qu'on légifère pour ces cas nommément. Ce serait un moindre mal que d'amender le bill d'une manière générale.

Ce projet de loi est un empiétement direct sur des privilèges accordés aux chambres des avocats, des médecins, notaires, etc. Pendant toute sa carrière politique, il n'a jamais imposé l'admission de jeunes gens dans les professions, ni n'a permis leur entrée au moyen d'une législation spéciale ni par des méthodes autres que celles prévues par ces professions elles-mêmes.

L'année dernière, la Chambre s'était pratiquement engagée à ne pas adopter de loi spéciale pour l'entrée irrégulière de candidats dans les professions et maintenant ce bill propose d'admettre non seulement un candidat, mais un bon nombre d'entre eux.

Nous constatons que la Chambre, chaque année, légifère pour admettre des personnes aptes ou inaptes dans différentes professions. Si les choses continuent ainsi, avant dix ans. on adoptera ici une loi qui autorisera toute personne à demander son admission à n'importe quelle profession.

Il semble y avoir une tendance regrettable à imiter la situation qui prévaut dans une république voisine où toute personne semble avoir la possibilité de se procurer une licence pour être admise à la pratique du droit ou de la médecine sans devoir fournir les garanties d'ordre moral et l'entraînement poussé qui sont requis dans cette province.

Il constate à regret que ce bill reçoit l'appui d'un certain nombre de députés d'un gouvernement qui dit manifester le désir et faire des efforts pour donner une meilleure éducation à la population. Mais, en même temps, ce gouvernement prépare une législation pour admettre des hommes qui ont un niveau d'éducation inférieur à la pratique de la médecine.

On devrait en finir avec cette espèce de législation et s'en tenir à la règle générale. Il s'agit de certains cas particuliers; pourquoi passer une loi générale pour couvrir ces cas, c'est un bill privé qu'il faut pour chacun de ces cas.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Dit qu'au point de vue des règlements l'honorable chef de l'Opposition a raison car, par le passé, on a peut-être passé trop facilement ces sortes de mesures. La législation d'aujourd'hui n'est que la suite naturelle de ce relâchement. Plusieurs étudiants ont été admis dans les

universités avec l'espoir qu'ils auraient le privilège d'être admis en vertu de bills privés accordés par la Législature, mais il y a assez de précédents pour justifier la Chambre d'adopter le présent projet de loi.

Il répète que ce bill vise à exempter ceux qui ont abandonné leurs études depuis plusieurs années de l'obligation de reprendre l'étude de sujets qu'ils ont depuis longtemps oubliés, il n'est pas raisonnable d'exiger d'un homme qui a abandonné l'école et le collège depuis dix ans de reprendre ses études classiques au complet. Il fait remarquer que, même sans l'obligation de passer l'examen d'admission à l'étude, la loi prévoit toutes les garanties nécessaires pour assurer la qualité des candidats.

Et n'est-ce pas en fin de compte chaque profession qui est le meilleur juge de ses intérêts et de sa dignité.

La demande pour une telle législation ne date pas seulement d'aujourd'hui, dit-il; de fait, entre 1892 et 1896. un nombre de bills admettant des étudiants à différentes professions ont été adoptés par cette Chambre, sans que ceux qui en faisaient la demande aient obtenu, au préalable, le consentement des conseils des professions qu'ils désiraient embrasser.

Cette pratique s'est faite dans le passé et il n'y a aucune raison pour ne pas le faire aujourd'hui. Il ne faut pas être trop sévère à regard de nos jeunes gens instruits, autrement ils nous quitteront pour aller gagner leur vie aux États-Unis.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Défie l'orateur précédent de présenter la preuve, au moyen d'une résolution du Conseil des gouverneurs, que ces derniers appuient le bill. Il dit savoir qu'ils ne sont pas en faveur de ce bill.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Répond que le vice-président, le docteur Catellier, a affirmé devant le comité qu'il était en faveur du bill.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Explique l'objet du bill en anglais. Il dit que, lorsque cette loi a été adoptée en 1898, cette législation s'imposait. La disposition de la loi exigeant l'examen d'admission à l'étude de la médecine n'avait pas été comprise par un bon nombre d'étudiants qui, de bonne foi, avaient poursuivi leurs études professionnelles sans passer l'examen d'admission. Tous connaissaient la difficulté de réussir un tel examen quelques années après avoir abandonné leurs études classiques et le bill prévoyait qu'avant d'être admis à la pratique les candidats devaient subir un examen final ou professionnel à la satisfaction du Collège des médecins et chirurgiens. Il faut agir avec délicatesse dans le cas des étudiants qui ont commencé leurs études professionnelles avant 1896 sans avoir passé l'examen d'admission. Il n'ose pas affirmer, quoiqu'étant membre du Collège des médecins et chirurgiens, que le Collège aurait introduit ce bill, mais il ne croit pas que le Collège s'y oppose.

L'on propose seulement d'exempter le candidat de l'examen préliminaire classique et de mathématique. Il n'y aurait aucune exemption des examens réguliers professionnels qui resteraient uniquement

sous la surveillance du Collège des médecins et chirurgiens.

Il est heureux de constater que cette disposition s'applique aux étudiants qui résident dans la province. Il dit s'opposer à l'expatriation de nos jeunes gens qui ont fait leurs études ici et qui ont la compétence pour se présenter à l'examen final.

M. P.-J.-L. BISONNETTE (Montcalm): S'oppose carrément au projet de loi présenté. Il déclare que la loi du bureau des médecins existe depuis longtemps. Depuis, un grand nombre de jeunes médecins se sont adressés à la Législature sans avoir l'assentiment du Bureau médical. Un trop grand nombre d'étudiants comptent sur des bills pour entrer dans les professions. Ceux qui négligent de se présenter à l'examen d'admission ne pourront plus plaider l'ignorance de la loi. Il est grand temps de faire cesser cet état de choses, qui devient réellement alarmant.

D'après le projet de loi, 200 jeunes gens seront admis à la pratique de la médecine et, en vertu de cette législation, tout individu qui le voudra pourra devenir médecin, qu'il soit charron, forgeron, charpentier; c'est humiliant pour la profession. On rabaisse ainsi le niveau des professions libérales.

Il n'existe pas de preuves qui démontrent que le bill a l'appui du Collège des médecins. Il s'oppose à une intervention législative dans les affaires internes des professions.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): La qualité du cours classique dans cette province est beaucoup plus élevée que dans d'autres.

Si un forgeron passe un examen aussi satisfaisant que les médecins eux-mêmes, pourquoi n'aurait-il pas le droit de pratiquer la médecine. S'il répond à toutes les questions, pourquoi lui refusera-t-on ce droit? Cet homme peut avoir fait chez lui des études spéciales, classiques ou autres, et être en état de faire honneur à une profession. Il n'est pas nécessaire d'avoir appris le latin et le grec, de savoir traduire Cicéron ou Homère pour être compétent en médecine.

Il est favorable à cette loi. Si les médecins s'opposent à ce bill, qu'ils le fassent connaître par une résolution ou autrement. Il ne voit pas de raison de refuser un bill à un jeune homme qui, pour des raisons de pauvreté ou autrement, n'a pas eu l'avantage de faire un cours classique. Un jeune homme aura à subir un examen sévère devant les bureaux des médecins ou du Barreau. S'il n'a pas les capacités voulues, il ne sera pas admis, mais s'il est qualifié, pourquoi ne pas l'aider?

Il convient de ne pas admettre les étudiants des autres provinces, à moins qu'ils n'aient fait des études classiques.

Dans l'ensemble, il est favorable au bill qui vise des cas méritant une législation exceptionnelle.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Se déclare opposé au bill qui renferme un principe qui ne devrait pas être accepté. Si on adopte ce projet de loi, demain on pourra demander la même législation pour le Barreau, pour les arpenteurs. On ne doit pas

régler un cas particulier par une loi générale. Cela s'est fait, mais c'était irrégulier.

Il ne convient pas de régler des cas spéciaux par une loi générale. En acceptant le bill actuel, on décrète, par le fait même, la mort du fameux bill A concernant les degrés de bacheliers pour admission à l'étude sans examen.

Si les remarques de l'honorable commissaire de l'Agriculture sont vraies, à l'avenir, les parents seront dispensés de contracter des obligations considérables pour faire faire des études classiques à leurs enfants, puisqu'ils pourront entrer dans une profession sans l'aide de ces études. Nous avons statué, il y a quelques années, que les bacheliers seraient admis à l'étude d'une profession sans passer l'examen d'admission. Aujourd'hui, on veut aller plus loin, on veut admettre des jeunes gens qui n'ont pas même fait des études classiques. Ce sera la mort des études classiques.

En 1898, on a fait en cette Chambre un pacte solennel pour lequel on s'engageait à la règle générale, c'est-à-dire à ne plus passer de loi pour faire entrer dans des professions des jeunes gens qui n'auraient pas subi d'examen à l'admission, et aujourd'hui on veut briser ce pacte et ouvrir la porte aux abus.

Un bill de cette sorte, d'après les règles de la Chambre, devrait être autorisé par le Collège des médecins pour faire approuver cette législation.

Il dit être autorisé par un homme en situation d'être bien renseigné de déclarer que le Collège des médecins et chirurgiens a refusé de se prononcer en faveur du projet de loi du député de Kamouraska.

Il espère que la Chambre n'approuvera pas ce projet de loi. Il est temps, grand temps, de faire savoir qu'il sera impossible ou à peu près de faire passer de semblables mesures en Parlement. Si la Chambre n'a pas agi sagement dans le passé, il est temps de s'arrêter dans cette mauvaise voie.

Il tient à dégager sa responsabilité de cette législation qui abaisse le niveau des professions libérales. Il accepte sa part de responsabilité pour les bills de ce type qui ont été adoptés dans le passé mais aujourd'hui cela dépasse les bornes.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Fait allusion à un point du discours du député de Dorchester qui mentionnait que le Collège des médecins et chirurgiens a refusé de se prononcer en faveur du projet de loi. Il déclare que la question n'a jamais été soumise au Collège et qu'elle n'est pas venue devant le Collège.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Demande comment il se fait que le Dr Catellier puisse alors dire que le Collège n'était pas opposé au projet de loi. Si la question n'a même pas été soumise au Bureau on ne peut donc pas dire que cette législation a reçu l'assentiment des membres du Collège des médecins.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Répond que le président lui avait dit de se référer au vice-président pour obtenir l'avis du Collège et que le vice-

président le Dr. Catellier de Québec, lui avait dit que le Collège n'avait pas d'objection au projet de loi. Si le Collège avait eu des objections, il se dit assuré. Que celui-ci les lui aurait communiquées.

M. H. CARON (Maskinongé): Dit être en faveur du bill qui doit profiter à la classe agricole. La profession médicale perd peut-être plusieurs jeunes hommes de talent à cause de cette loi rigide qui exige de ses aspirants la compétence des études classiques. Il n'est pas nécessaire d'être latiniste ou helléniste pour être bon avocat ou médecin. Il ne faut pas attacher trop d'importance aux cours classiques qui se donnent dans certaines institutions. Il y a dans son comté deux médecins très brillants qui n'ont pas fait de cours d'études.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, en amendement, que le présent projet de loi ne soit considéré que comme un amendement à la loi générale et ne s'applique qu'aux étudiants qui ont été touchés par la loi de 1898, et qui n'ont pu se prévaloir des privilèges conférés par cette loi.

L' amendement est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il y a fait un amendement, lequel amendement est lu pour la première fois.

### **Code civil, article 85**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 89) amendement l'article 85 du code civil.

Adopté.

### **En comité:**

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Explique son projet de loi. La présente loi permet des poursuites judiciaires contre les signataires de billets uniquement à l'endroit où ces billets sont payables. Or, l'objet de son bill est de permettre que des poursuites judiciaires soient intentées contre les signataires de billets ou autres documents commerciaux, soit à leur endroit de résidence, soit à l'endroit où les billets sont datés, ou soit encore à l'endroit où ces billets sont payables.

Il dit qu'actuellement la loi est trop centralisatrice, et il est temps de revendiquer les droits des districts ruraux. C'est dans l'intérêt de la classe agricole que cette loi doit être amendée, parce qu'elle est injuste. On sait bien trouver la résidence d'un pauvre cultivateur ou d'un marchand de campagne quand on veut leur vendre. Il n'est pas juste que lorsqu'il s'agit de les faire payer, on ait le droit de les traîner à 25 ou 30 lieues de leur domicile pour leur faire encourir des frais considérables.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): S'oppose vigoureusement à la proposition d'amendement au code civil faite par le député de Saint-Maurice. Il n'y a pas à revenir sur l'ancienne législation de 1889. En faisant disparaître l'amendement de 1889, on va faire revivre l'incertitude dans la jurisprudence,

incertitude que l'on avait fait disparaître par cet amendement. Des juridictions conflictuelles vont renaître. Ainsi, par exemple, avant 1889, un billet fait à Québec, mais daté à Montréal donnait lieu au droit d'action à Montréal, même si l'indication de paiement était faite à Québec.

La jurisprudence était à l'effet que le fait de faire un billet à Québec, daté de Montréal, constituait une acceptation par le faiseur du billet de la juridiction des tribunaux de Montréal. En 1889, dit le député de Québec-Centre, l'on a considéré qu'il valait mieux, pour la protection des débiteurs, que l'indication de paiement dans un billet fût considérée comme une élection tacite de domicile pour les fins de la poursuite. Depuis cette époque, la jurisprudence est parfaitement arrêtée sur ce point, et aujourd'hui un billet signé à Québec, mais daté de Montréal et qui serait payable ici à Québec, oblige le porteur à poursuivre à Québec.

La loi actuelle protège suffisamment les districts ruraux, la question a été réglée en 1889.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Répond que l'honorable député de Québec-Centre n'a pas suffisamment étudié la question. Le plaideur n'est pas seul à en souffrir, tout le public souffre avec lui. Le point de la jurisprudence peut-être facilement réglé: disons que la dette sera collectable à l'endroit où la dette aura été contractée. De cette façon, il n'y aurait plus aucun conflit.

Il déclare que l'on cherche trop à centraliser les affaires judiciaires à Montréal et à Québec. La vraie raison qui suscite des objections à cette mesure est qu'elle vise à maintenir la centralisation et à amener les plaideurs dans les grandes villes au détriment des districts ruraux. Nous voulons régler nos affaires chez nous et non pas ailleurs.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il n'a pas d'objection au principe du bill, mais il veut que la législation soit rédigée de façon à ne pas susciter de conflit de jurisprudence.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Se prononce en faveur du projet de loi.

Le débat est ajourné.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures trente**

#### **Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.

M. M. MCDONALD (Bagot): S'y oppose. Il dit que ce bill vise à accorder des privilèges qui ont déjà été accordés à une autre compagnie de chemin de fer électrique en 1897. Le bill n'a pas été

assez étudié et, comme ceux qui s'y opposent n'ont pas eu l'avantage d'être entendus devant le comité, il propose en amendement que le bill soit de nouveau référé au comité des chemins de fer, pour y entendre les intéressés.

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): Insiste pour que le comité se forme pour l'étude du bill. Il soulève le point d'ordre qu'il n'y a pas eu d'avis de motion pour cet amendement.

Plusieurs amendements ont été présentés devant le comité des chemins de fer et, si l'on doit en présenter d'autres, qu'on les propose devant le comité de la Chambre. Il est injuste de faire revenir les parties intéressées devant le comité des chemins de fer.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: S'opposent à ce que la Chambre se forme en comité.

M. L'ORATEUR: Décide de maintenir le point en appelant le député de Berthier (M. C.-A. Chênevert) au fauteuil.

#### **En comité:**

M. G.-C. DESSAULLES (Saint-Hyacinthe): Propose l'amendement suivant: "Que l'article 4 soit amendé en y ajoutant les aliénas suivants.

2. Cependant ladite compagnie ne sera pas autorisée à construire sa ligne sur le chemin macadamisé de la "Saint-Hyacinthe Macadamized Road Company" sans avoir obtenu au préalable la permission de ladite compagnie. La compagnie ne pourra pas construire sa ligne de façon parallèle au chemin macadamisé de la "Saint-Hyacinthe Macadamized Road" à moins qu'elle soit construite à une distance d'au moins trente arpents.

3. La compagnie ne pourra construire de pont sur la rivière Yamaska, dans les limites de la charte octroyée en 1817 à Jean-Marie Langlois dit Germain, à ses successeurs et ayants causes, sans avoir payé aux personnes intéressées une indemnité pour les dommages causés par ladite construction. Le montant d'une telle compensation sera fixé selon les dispositions de la loi concernant les chemins de fer dans la province et ses amendements.

4. Dans le cas où des ponts seraient construits sur la rivière Yamaska dans les limites de la charte octroyée à Jean-Marie Langlois, dit Germain, de tels ponts devront être construits de manière à empêcher les voitures ou les piétons de traverser ladite rivière sur lesdits ponts".

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): S'oppose à l'amendement parce que celui-ci empêcherait en fait le chemin de fer de se rendre à Saint-Hyacinthe.

M. M. MCDONALD (Bagot): Prend la parole.

M. C. LANGELIER (Lévis) et L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prennent la parole.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le comité se lève et que le bill soit de nouveau référé au comité des chemins de fer.

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): S'y oppose demande le renvoi de l'amendement et l'adoption de son bill.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soutient la proposition du député de Terrebonne et déclare qu'elle est conforme à la coutume de la Chambre.

La proposition d'amendement est rejetée par 36 voix contre 13,

M. G. BALL (Nicolet) et P.-E. LEBLANC (Laval) Prennent la parole.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le comité se lève et rapporte progrès.

Cette proposition est rejetée.

Le débat se poursuit.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Réclament la production du dossier.

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): Propose que le comité se lève et rapporte progrès.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Crédit foncier franco-canadien**

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 51) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien.

Adopté.

#### **En comité:**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): S'oppose au bill. Par cet amendement, dit-il, le Crédit foncier demande à être autorisé à disposer des argents non employés en les plaçant sur des valeurs publiques, excepte sur billets et lettres de change.

Le Crédit foncier a été établi en 1880, en vertu d'une charte qui lui permettait seulement de faire des prêts hypothécaires. On donnait alors pour raison que cette nouvelle institution allait avoir pour effet de faire baisser considérablement le taux de l'intérêt. Or, un an plus tard, le Crédit foncier s'adressait au Parlement fédéral et demandait des avantages qui n'existaient pour aucune autre société de prêt, c'est-à-dire de prêter sans Hypothèque aux fabriques, sur bons et effets publics. Non satisfait de cela, le Crédit foncier demande aujourd'hui qu'il lui soit permis de placer ses fonds momentanément non employés sur des obligations décentes, etc. etc. Si cette loi passe, nous ouvrons un nouveau champ aux opérations du Crédit foncier qui pourra faire des opérations de bourse. Il doute fort que la Législature ait ce droit.

L' HONORABLE F.-G.-M. DECHÉNE (L'Islet): Dit que ce bill comporte un principe très dangereux et qu'il ne faut pas le passer à la légère. Il suggère de suspendre la discussion du bill et de s'entendre sur les amendements qu'il faudrait faire.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier) Défend vigoureusement son projet de loi. Il cite des faits pour démontrer que l'établissement avait réellement tait baisser le taux de l'intérêt qui était avant cela de dix et douze pour cent.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Défend la compagnie et déclare que ses activités ont tendu à la réduction du taux d'intérêt dans la province.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose d'amender le projet de loi.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le comité se lève et rapporte progrès. Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Montmorency Cotton Mills Company**

M. N. GARNEAU (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 78) ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Saint-Louis**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 69) amendement la charte de la ville de Saint-Louis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **W.J. Enright**

M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 113) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre W.J. Enright au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Lois organiques de Saint-Paul**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du Jour, que le bill (bill no 124) amendement les lois organiques de la ville de Saint-Paul soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Division d'enregistrement de Nicolet**

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **The Labrador Electric and Pulp Company**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 133) constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du Conservatoire de Montréal**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 54) amendement la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Lois organiques de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue**

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 128) révisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie de gaz, électricité et pouvoir**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 68) constituant en corporation la Compagnie de gaz, électricité et pouvoir soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 125) concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code civil, article 85**

La Chambre reprend les délibérations, en comité général, sur le bill (bill no 89) amendement l'article 85 du code civil.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): S'objecte à un retour à l'ancienne loi qui irait à rencontre des décisions des justiciables et qui permettrait d'interdire une action en justice à ceux qui signent des billets promissaires et autres traites commerciales soit à l'endroit où ils ont élu domicile et où ils ont signé leurs billets, ou à l'endroit où ces billets sont payables. Le billet doit être payé au lieu du domicile du débiteur, et non au domicile supposé du débiteur.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Cite l'article 94 du code de procédure pour prouver que le débiteur peut être appelé devant le tribunal, devant le domicile réel ou le domicile élu du débiteur. L'article 85 du code civil renferme la même disposition. Or le projet de loi que nous discutons change-t-il le domicile du débiteur? Pas du tout: la loi reste la même. Les commis-voyageurs parcourent aujourd'hui toutes les campagnes et prennent des commandes, en faisant signer des billets promissaires qu'ils ont soin de dater de Montréal ou de Québec: et s'il survient des difficultés au sujet du règlement de ces billets, les marchands des campagnes sont obligés de se déplacer, d'encourir des frais considérables pour aller défendre leurs droits devant un tribunal en dehors de leur district judiciaire. Cela n'est pas juste, et c'est pour mettre fin à ces abus qu'il sera en faveur du projet de loi du député de Saint-Maurice.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Il ne suffit pas qu'un billet soit signé à Montréal pour déclarer que le débiteur a élu domicile dans cette ville. C'est une erreur que d'interpréter la loi dans ce sens. L'amendement du député de Saint-Maurice a pour objet de mettre fin à cette fausse interprétation de la jurisprudence.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Réplique qu'il s'agit simplement de protéger les intérêts des justiciables et pas autre chose.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Prétend qu'on ne devrait pas changer de loi existante, parce qu'elle a été passée dans l'intérêt général du commerce.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Appuie le projet de loi.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Signale plusieurs cas de fraudes qui ont eu lieu dans son comté au moyen de billets promissaires et est bien déterminé à mettre fin à ces fraudes qui, bien souvent, ruinent un grand nombre de cultivateurs. Il sera favorable à toute loi qui protégera la classe agricole.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ne croit pas que l'action, pour un billet signé à Montréal mais sans signification du lieu de paiement par un homme demeurant à Québec, ne peut pas être plaidée à Montréal, parce que la date du billet n'établit pas le domicile du débiteur.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Cite une cause pour prouver le contraire.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Appuie la proposition du député de Saint-Maurice.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare qu'il aimerait que l'honorable ministre représentant en cette Chambre le procureur général donne son avis sur le projet de loi, puisque les auteurs sont divisés sur le sujet.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Ne voit aucun intérêt public. La question est franche et libre, mais, à son avis, il ne voit aucune raison qui justifie des changements à la loi actuelle. Il faut laisser au débiteur la liberté de payer là où il veut.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Prend la parole.

M. G. BALL (Nicolet): Se prononce en faveur de l'idée du député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), c'est-à-dire pour qu'un billet soit fait payable au domicile du débiteur.

D'AUTRES DÉPUTÉS: Prennent la parole.

Le comité adopte l'amendement suivant:

"Le fait de dater un billet ou écrit quelconque d'un endroit, ou de le faire payable à un endroit autre que celui où il a été réellement fait et passé, ne constitue pas une élection de domicile à tel endroit".

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il y a fait un amendement. L'amendement est lu pour la première fois.

### **Code de procédure civile, article 1317**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Témiscouata (M. F.-A. Talbot), que le bill (bill no 92) amendement l'article 1317 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Amendement au code municipal**

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill (bill no 94) amendement le code municipal étant lu:

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit référé au comité spécial du code municipal.

Adopté.

### **Interpellations:**

#### **Gratifications aux instituteurs et institutrices**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): À la séance de cette Chambre du 8 février 1900. (pages 137 et 138 des Procès-verbaux) l'interpellation suivante a été faite: 1 Le gouvernement a-t-il, durant l'année fiscale 1898-99, appliqué aucune partie de la somme de

\$50,000 00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3. a des primes ou gratifications pour les instituteurs et institutrices?

2 Dans l'affirmative, quel montant a été ainsi distribué?

3 Ce montant a-t-il été payé aux instituteurs et institutrices y ayant droit durant cette année fiscale, ou l'a-t-il été depuis?

À cette interpellation, la réponse suivante fut donnée:

Réponse par l'honorable secrétaire provincial:

1 Oui.

2 \$13,383.50.

3 Ce montant a été payé durant l'année fiscale 1898-99 aux instituteurs et institutrices y ayant droit.

Dans les comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899. (page 132). Ton trouve: "Écoles élémentaires sous la loi 60 Victoria, chapitre 3. \$13,133.28". Dans la réponse no 27. à une adresse de cette Chambre du 31 janvier 1900, les détails de cette dépense de \$13,133.28 sont donnés dans un état signé par l'auditeur de la province, et il n'y a rien pour "primes ou gratifications aux instituteurs et aux institutrices".

Il ne paraît pas y avoir, dans ces comptes publics, aucune entrée ou mention de dépenses ou paiements pour "primes ou gratifications aux instituteurs et aux institutrices".

1.Y a-t-il erreur dans la réponse donnée par l'honorable secrétaire de la province à l'interpellation ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, en quoi consiste cette erreur?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Il n'y a pas d'erreur dans la réponse donnée au sujet du paiement de \$13,383.50 pour les gratifications aux instituteurs et institutrices qui ont été faites pendant l'année 1897-98 ne pouvaient être payées que sur les rapports des inspecteurs d'écoles, qui ne sont parvenus au département de l'Instruction publique que dans le courant de l'année scolaire 1898-99.

2. Le montant reçu du Trésor pour les gratifications, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, ne pouvant être payé pendant le cours de l'année fiscale 1897-98, avait été déposé dans le fonds du comité catholique.

## Documents:

### Docteur Côté

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour copie de toutes requêtes ou autre correspondance entre le gouvernement et toute personne que ce soit, au sujet de la nomination d'un certain docteur Côté, comme médecin ou autrement, à Mistassini. dans le comté du Lac-Saint-Jean:

2 Copie de toute instruction à lui donner, à quelque titre que ce soit: copie de tout compte fait par ledit docteur Côté à quelque département que ce soit, payé ou payable plus tard, pour salaire, dépenses de voyages ou autres raisons;

3. Copie de toute correspondance entre ledit docteur Côté et aucun département quelconque, ou aucun ministre, à quelque sujet que ce soit.

4. État détaillé indiquant ces montants payés par le gouvernement audit docteur Côté, à quelque titre que ce soit. (Document de la session no 45)

### Shérif de Joliette

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er février 1900. pour copie des divers comptes composant l'item de \$3,542.23, figurant à la page 122 des comptes publics, représentant les dépenses contingentes du shérif du district de Joliette durant la dernière année financière, avec indication des personnes auxquelles ces comptes ont été payés ainsi que de la date de chaque paiement. (Document de la session no 46)

### Paiement à J. Dussault

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour copie de tous ordres en conseil, correspondances et documents relativement à l'item no 8 du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, ayant rapport au paiement de \$27,052.00 à M. Joseph Dussault. (Document de la session no 44)

La séance est levée à minuit.

## Séance du 14 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément lues et déposées sur le bureau de la Chambre:

Par M. Hackett, quatre pétitions de "The Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union".

#### Rapports de comités:

M. T.B. DE GROESBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 117) modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company", et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

#### Introduction de bills:

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 97) amendant le code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission de présenter un bill (bill no 107) amendant l'article 115 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### Aide à l'Institut vaccinal de Montréal

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Le gouvernement a-t-il l'intention de donner de l'aide, en argent, ou autrement, à l'Institut vaccinal de Montréal?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le gouvernement n'a pas encore pris cette question en considération.

##### Département de la colonisation, 1898

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): 1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation" au 30 juin 1898, et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): 1. Oui.

2. \$5,538.77.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante. 1898-1899.

##### Département de la colonisation, 1897

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): 1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation", au 30 juin 1897, et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.

2. \$10,671.61.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1897-1898.

##### Département de la colonisation, 1896

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): 1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation", au 30 juin 1896, et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.

2. \$11,543.09.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante. 1896-1897.

##### Département de la colonisation, 1895

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): 1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation" au 30 juin 1895, et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.

2. \$6,634.33.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1895-1896.

##### Département de la colonisation, 1894

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): 1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation" au 30 juin 1894 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.



2 \$13,242.95

3 Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante. 1894-1895.

### Distribution de livres aux écoles publiques

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Quand le gouvernement va-t-il être en mesure de distribuer gratuitement les livres promis aux élèves des écoles publiques de cette province?

2. A-t-il adopté une série de livres qui doivent être ainsi distribués?

3. Dans l'affirmative de quels livres se compose cette série?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Au mois de septembre prochain, si le premier livre que le gouvernement est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires reçoit l'approbation du comité catholique de l'Instruction publique.

### Concours pour la distribution de livres

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le gouvernement a-t-il ouvert un concours: 1. Sur le nombre de livres dont se compose la série de livres à être distribués gratuitement aux élèves des écoles de cette province?

2. Sur leur classification;

3. Sur les matières qu'ils doivent contenir;

4. Sur la manière dont ils doivent être gradués;

5. Si le gouvernement n'a pas ouvert tel concours, se propose-t-il de le faire?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. Non.

### Retour du député de Québec-Ouest

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Fait son entrée en Chambre pour la première fois depuis le début de la session (1) (Applaudissements de toute la Chambre).

### Demande de documents:

#### Lots du rang H du canton Joly dans Ottawa

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres en conseil, de la correspondance, mémoires et de tous autres documents se rapportant aux difficultés survenues entre MM. Pierre Simard, marchand de la ville de Saint-Jérôme, Joseph LaRocque, commis de Labelle, et Louis Paradis, colon de Labelle,

dans le comté d'Ottawa, d'une part, et Paul-Emile Forget, aussi de Labelle, d'autre part, au sujet des lots nos 8 et 9 du rang H du canton Joly, dans le comté d'Ottawa.

Adopté.

### Travaux de colonisation sur la route du Lac des Commissaires au Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1 Copie de toutes instructions données à un certain M. Côté, du Lac Bouchette, pour travaux de colonisation sur la route du Lac des Commissaires au Lac-Saint-Jean;

2. Copie de toute correspondance à ce sujet;

3 Copie de tout rôle de paie et de tout compte acquitté ou à être acquitté en rapport avec cet ouvrage;

4. Copie de toute plainte portée avant, pendant ou après l'ouvrage;

5. Copie de toute correspondance à ce sujet, rapport d'inspecteur ou tout autre document concernant cet ouvrage avec quelque ministre que ce soit.

Adopté.

### Lot 23, 5e rang, du township Thetford

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous rapports, requêtes et correspondances au sujet de la révocation de la vente du lot no 23, 5e rang du township Thetford, et au sujet de la revente de ce lot.

Adopté.

### Lot C de l'Anse-à-Beaufils, Percé

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous rapports, requêtes et correspondance, au sujet de la révocation de la vente du lot C, Anse-à-Beaufils, 1er rang du canton de Percé, et au sujet de la revente, en tout, ou en partie, de ce lot.

Adopté.

### Absentéisme du député d'Arthabaska

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Soulève une question de privilège et attire l'attention de la Chambre sur un incident qui s'est récemment passé à Ottawa, d'après un rapport publié dans le journal La Presse de Montréal. M. Bergeron aurait dit, à la Chambre des Communes, que M. J.-Ena Girouard, député d'Arthabaska, n'assistait pas aux séances de la Chambre, mais qu'il occupait un poste de registraire du gouvernement du Yukon, et que pendant qu'il occupait ce poste, il aurait retiré son indemnité de \$800 du comptable de cette Chambre.

1. La maladie avait retenu le député de Québec-Ouest à la maison depuis deux mois.

Cette accusation est complètement fautive, le député d'Arthabaska n'a rien retiré du tout et il proteste avec véhémence contre de telles insinuations mensongères. Il espère que la Chambre protestera avec unanimité contre cette accusation, et que les membres de l'Opposition s'uniront à leurs collègues qui sont de ce côté-ci de la Chambre, afin de repousser de telles attaques à l'honneur et à la dignité de leur collègue. Le député d'Arthabaska n'était pas présent à la session de 1899 et n'a pas touché son indemnité.

De plus, les députés de la Chambre des Communes n'ont pas le droit de passer de telles remarques au sujet des députés de la Législature Provinciale et il souhaite voir les deux partis s'unir et protester contre une telle accusation.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que des accusations de ce genre, portées contre un député de la Chambre seraient très graves. Mais il tient à souligner que le député d'Arthabaska, dont le nom est mentionné ici, a été absent de la Chambre au cours des deux dernières sessions. Il est même étonné que le gouvernement n'a pas cherché à combler cette vacance, car il croit sincèrement que ce siège est devenu vacant. Il se dit très surpris de la position adoptée par le gouvernement dans cette affaire et demande quels renseignements ce dernier peut donner à ce sujet. Il désire aussi savoir si le gouvernement a été avisé que le député d'Arthabaska occupe un poste au Yukon pour le compte du gouvernement fédéral, pour lequel il retire un salaire et que, de ce fait, il viole l'indépendance du Parlement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): D'après ses informations, le député d'Arthabaska n'a pas de position salariée. Il existe un fait patent: On a accusé un député de cette Chambre d'avoir retiré \$800; or ce n'est pas vrai. Chaque député devrait avoir à cœur de défendre l'honneur de la Chambre et de ses membres. D'ailleurs, il pense que le député d'Arthabaska n'occupe que temporairement une position qui ne comporte aucun salaire. Le député d'Arthabaska n'est payé que par commission. Il pratique sa profession d'avocat à Dawson City. Le fait est que l'été dernier, le député d'Arthabaska est venu à Québec et que le gouvernement n'avait pas à enquêter sur ses affaires privées.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le ministre de l'Agriculture est très mal renseigné au sujet de la position qu'occupe le député d'Arthabaska à Dawson City. Il cite une réponse de l'honorable M. Sifton, ministre de l'Intérieur, à une interpellation faite à la Chambre des Communes, en 1898, concernant le député d'Arthabaska. M. Sifton déclarait alors qu'en août 1898, le député d'Arthabaska a été nommé par un arrêté en conseil, registraire du territoire du Yukon, avec un salaire de \$2,000 par année. C'est-à-dire qu'il fait partie de l'administration de ce territoire.

Le député de Laval cite dans les statuts concernant le territoire du Yukon les articles et indiquant

qu'à titre de registraire de ce territoire, le député d'Arthabaska est membre du gouvernement fédéral. Ce fait est une violation flagrante de la loi de l'indépendance du parlement. La règle de cette Chambre dit que nulle personne acceptant ou occupant une charge, commission ou emploi en vertu d'une nomination de la couronne ou du gouverneur général, auquel se rattache un salaire annuel... ne sera éligible comme membre de l'Assemblée législative. ne siégera ni ne votera en cette qualité, pendant qu'elle occupe cette charge, commission ou emploi.

Il trouve étrange que le gouvernement ne soit pas au courant d'une telle situation. Il est difficile de croire que l'administration ne se soucie aucunement de ce qu'il advient à ses partisans, (rires et applaudissements de l'Opposition).

Le gouvernement provincial ne peut plaider ignorance en ce qui concerne le député d'Arthabaska. Son partisan a été récompensé au vu et su de tous, et le gouvernement doit savoir que le député d'Arthabaska a accepté un emploi salarié du gouvernement fédéral. Dans tous les cas, maintenant que le gouvernement sait à quoi s'en tenir, son devoir est tout trace.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Pense que la discussion a pris une tournure trop large. L'honorable député de l'Islet, dans sa question de privilège, soulignait la fautive accusation portée contre monsieur Girouard, à l'effet que ce dernier avait retiré une indemnité de \$800 à laquelle il n'avait pas droit. Donc, le seul fait à débattre est de savoir si oui ou non, le député d'Arthabaska a retiré la somme de \$800. Comme il est certain qu'il n'a pas retiré ce montant, ni aucun montant, la question doit être réglée et il importe de faire constater cela par la Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il y a plus que cela dans cette question. Il soutient que par le fait que le député d'Arthabaska a accepté une position salariée du gouvernement fédéral, son siège en cette Chambre est devenu vacant. Le député d'Arthabaska est absent de cette Chambre depuis deux ans.

Il se trouve dans une situation anormale, de même que ses électeurs. Le gouvernement ne peut ignorer cela. Il désire savoir si cet état de choses va durer longtemps. Il importe que l'on sache, si il a démissionné. Comme question de fait, il n'y a plus de député d'Arthabaska en cette Chambre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il tient dans sa main deux pétitions de la part d'électeurs du comté d'Arthabaska qui se plaignent de ne pas être représentés en Chambre du fait de l'absence du député d'Arthabaska de la province depuis deux ans. Ces électeurs demandent que le siège de cette division soit déclaré vacant. Il soulève lui-même une question de privilège dans cette affaire et propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que lesdites pétitions soient maintenant lues et reçues.

Adopté.

M. P-E LEBLANC (Laval). Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L-P Pelletier), que lesdites pétitions soient insérées dans les procès-verbaux et journaux de cette Chambre comme suit:

Québec,  
Canada.

À l'honorable Orateur et à Messieurs les députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour la dépêche des affaires, en Législature assemblée.

Honorables Messieurs,

L'humble requête des soussignés, électeurs de la division électorale d'Arthabaska, expose respectueusement:

1. Que Joseph-Éna Girouard, avocat, membre élu pour représenter la division électorale d'Arthabaska à votre honorable Assemblée, a été nommé à un emploi salarié par le gouvernement de la Puissance du Canada; qu'il a accepté cette charge et qu'il en remplit les fonctions, en violation de la loi concernant l'indépendance des membres de votre honorable Législature, depuis le ou vers le mois de juillet 1898, et, qu'en conséquence, son siège est devenu vacant.

2. Que depuis cette date, à leur grand détriment et contre leurs plus chers intérêts, les francs-tenanciers, propriétaires et autres électeurs de la division électorale d'Arthabaska ont été privés de toute représentation à la Législature de cette province, et ce, contrairement aux principes fondamentaux de la constitution du pays.

C'est pourquoi vos requérants prient l'honorable Orateur et Messieurs les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec de déclarer vacant le siège dudit Joseph-Éna Girouard comme membre de ladite Assemblée législative; et à ce qu'il plaise audit honorable Orateur d'émettre son mandat ordonnant l'élection d'un membre pour ladite division électorale, dans le plus bref délai possible.

Et vous ferez justice.

Arthabaska, ce 3 février 1900.

Ont signé: René Hamel, H. Pépin. William Gauthier, Octave Hébert, Louis Robitaille. Jos. Gingras, Nazaire Vidal. Damase Karnier, Joseph Desrochers, Bernard Charest, Napoléon Kérouac. Dolphis Germain, André Gingras, Micheal Goggin Pierre Kérouac, Joseph Croteau, Joseph Hamel. Hubert Garon, Louis Gauthier, Jos. Vallée, Narcisse Commeau, Jos. Paradis, O. Lepage, A.-M. Méthot, Chs. Desroches.

Je, soussigné, certifie que les signatures ci-haut et des autres parts ont été prises en ma présence, du plein consentement des parties.

(Signé) H. PEPIN.

Québec,  
Canada

À l'honorable Orateur et à messieurs les députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour la dépêche des affaires, en Législature assemblée.

Honorables Messieurs,

L'humble requête des soussignés, électeurs de la division électorale d'Arthabaska, expose respectueusement:

1. Que Joseph-Éna Girouard, avocat, membre élu pour représenter la division électorale d'Arthabaska à votre honorable Assemblée, a été nommé à un emploi salarié par le gouvernement de la Puissance du Canada; qu'il a accepté cette charge et qu'il en remplit les fonctions, en violation de la loi concernant l'indépendance des membres de votre honorable Législature, depuis le ou vers le mois de juillet 1898, et qu'en conséquence son siège est devenu vacant.

2. Que depuis cette date, à leur grand détriment et contre leurs plus chers intérêts, les francs-tenanciers, propriétaires et autres électeurs de la division électorale d'Arthabaska ont été privés de toute représentation à la Législature de cette province, et ce, contrairement aux principes fondamentaux de la constitution du pays.

C'est pourquoi, vos requérants prient l'honorable Orateur et Messieurs les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec de déclarer vacant le siège dudit Joseph-Éna Girouard, comme membre de ladite Assemblée législative; et à ce qu'il plaise audit honorable Orateur d'émettre son mandat ordonnant l'élection d'un membre pour ladite division électorale, dans le plus bref délai possible.

Et vous ferez justice.

Arthabaska, ce 3 février 1900.

Ont signé: Eugène Crépeau. J.-E. Millot, Ed. Belleau, M.D. Louis-P. Crépeau, S. Maheu, J.-C. Thibault, O.-E. Cloutier, F.-X. Lemieux, L.-O. Pépin, H. Garneau, Baise Houle, Joseph Michel Pierre Croteau, Valère Cloutier, Alfred Laforest, Aimé La-liberté, Marie Saint-Albert, Antoine LeBlanc, N. Giroux, Bénéoni Pépin. Cyprien Nadeau, Ernest Poisson, Art. Gagnon. Auguste Quesnel, Albert Gagnon, Philippe nadeau, F.-E. Gendreau, Ferdinand Brisson, Hector Pépin, Onésime Paris.

Je, soussigné, certifie que les signatures ci-haut et des autres parts ont été prises en ma présence, en plein consentement des parties.

(Signé), H. GARNEAU.

La proposition est adoptée.

M. P.-E. LEBLANC (Laval); Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelle-

tier), que les pétitions qui viennent d'être présentées, lues et reçues par cette Chambre, de la part de MM. Eugène Crépeau, J.-O. Méthot, E. Belleau, Louis-P. Crépault, O.-A. Cloutier, F.-X. Lemieux, L.-O. Pépin, M.-J. Pépin, H. Garneau, Biais Houle, Joseph Michel, P. Croteau, Valère Cloutier, Alfred Laforest, Aimé Laliberté, Maire de Saint-Albert, Antoine LeBlanc, Nap. Giroux, Bénoni Pépin, Auguste Quesnel, Albert Gagnon, et autres électeurs du district électoral d'Arthabaska soient renvoyées au comité des privilèges et élections, et qu'instructions soient données à ce comité de s'enquérir des faits y mentionnés et de faire rapport à cette Chambre.

**L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet):** Déclare que le gouvernement ignorait que le député d'Arthabaska retirait un salaire. Mais il ajoute que la seule question à débattre est de savoir si le député d'Arthabaska a retiré ce montant de \$800 ou non. Il est certain qu'il n'a rien retiré. Il lui semble que la question doit être vidée pour l'honneur et la dignité de la Chambre.

**M. W. J. WATTS (Drummond):** Dit que le Gouvernement n'est pas plus à blâmer que l'Opposition dans cette affaire. C'est le devoir de chaque membre de la Chambre d'être le défenseur de l'honneur et de la dignité de la Chambre, et c'est autant le devoir des membres de l'Opposition que des amis du Gouvernement d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que le député d'Arthabaska est absent de la Chambre depuis 1898.

**L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet):** Dit que le député de Laval doit donner avis de motion.

La proposition est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. L'ORATEUR:** Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill L) intitulé: "Loi amendant l'article 1209 du code civil", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial pour surveiller les impressions de cette Chambre, durant la présente session, et pour agir au nom du Conseil législatif et faire partie du comité conjoint des deux Chambres, et que ce comité a été composé des honorables MM. Audet, Berthiaume, Bryson, Gilman, Lancôt. McCorkill, Pérodeau, Ross et Sylvestre.

#### **Code civil, art. 1209**

**M. L.-P. PELLETIER (Dorchester):** Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que le bill (bill L) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 1209 du code civil", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Admission à la pratique de la médecine**

L'ordre du jour appelant la seconde lecture des amendements faits en comité général, au bill (bill no 87) concernant l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas, étant lu:

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

**M. L.-R. ROY (Kamouraska):** Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice):** Propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le mot maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la motion.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

**POUR:** MM. Allars. Atwater. Bédard, Bissonnette, Carbray, Champagne, Chauret. Chicoyne, Duplessis, Flynn, Gosselin. Gouin. Grenier, Hunt, LeBlanc. Manon. Pelletier. Robidoux, Tellier, Tessier (Rimouski), Weir, 21.

**CONTRE:** MM. Ball, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert. Cherrier, Clapperton. D'Autueil, Décarie, Dechêne. De Grosbois, Delaney, Dorns, Duffy, Dufresne. Garneau, Gillies, Girard, Hackett, Lacombe. Lalonde, Langelier. Lislois, McDonald. Major Marchand, Panneton, Parent. Petit. Robitaille. Rocheleau, Roy. Smith, Talbot. Turgeon, Watts. 38.

La motion principale étant de nouveau proposée à la Chambre.

**M. L.-P. PELLETIER (Dorchester):** Propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que le bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce qu'il se lise comme suit:

Attendu que par l'acte 61 Victoria, chapitre 31, un certain nombre d'étudiants en médecine qui, au 1er novembre 1896, avaient commencé à suivre les cours sans avoir été admis à l'étude, on; reçu l'autorisation de se présenter pour obtenir la licence requise pour la pratique de la médecine et que le Collège des médecins et chirurgiens a été autorisé à les admettre, après un examen pour admission à l'étude et un autre examen pour l'admission à la pratique;

Attendu que les étudiants n'ont pu, pour la plupart, se prévaloir des avantages qui leur étaient accordés par cette loi, parce qu'il leur aurait fallu préparer leur examen à l'étude ce qui aurait nécessité des dépenses et du temps;

Attendu que ces jeunes gens ont été induits à commencer ainsi leurs études de médecine sans

subir d'examen préalable pour l'admission à l'élu-  
de par l'espoir qu'il leur serait facile de remédier au  
défaut d'admission à l'étude au moyen d'un bill  
privé;

Attendu que la facilité relative avec laquelle des  
projets de loi de cette nature étaient adoptés autre-  
fois a pu contribuer à cet état de choses:

Attendu, cependant, qu'il est opportun que la loi  
générale réglementant l'accès aux professions libé-  
rales soit strictement suivie, à l'avenir, et qu'on ne  
puisse plus compter sur une législation d'exception;

Attendu, en outre que quant au passé, chaque  
cas individuel devrait, suivant son mérite, être jugé  
par le Collège des médecins et chirurgiens.

Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement  
de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 dudit acte 61 Victoria, chapitre  
31, est amendée en y ajoutant le paragraphe sui-  
vant:

"Pourvu toutefois que le Collège des médecins  
et chirurgiens de la province de Québec puisse  
dispenser dudit examen pour l'admission à l'étude  
ceux desdits étudiants pour lesquels il croira qu'il  
est juste d'en agir ainsi".

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que cet amende-  
ment va encore trop loin, mais tout de même il  
se prononcera en sa faveur, vu les raisons que l'on  
donne en faveur de ces jeunes gens.

La Chambre se divise, et le vote étant demandé,  
les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Atwater, Bédard, Béland, Bis-  
sonnette, Carbray, Champagne, Chauret,  
Chicoyne, Duplessis, Flynn, Gosselin,  
Gouin, Grenier, LeBlanc, Marion, Panne-  
ton, Pelletier, Parent, Tellier, Tessier (Ri-  
mouski), et Weir, 22.

CONTRE: MM. Ball, Blanchard, Bourbonnais, Ca-  
ron (Maskinongé), Caron (Matane), Chê-  
nevert, Cherrier, Clapperton, D'Auteuil,  
Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dorris,  
Dufresne, Garneau, Girard, Hackett, Hunt,  
Lacornbe, Lalonde, Langelier, Lislois,  
McDonald, Major, Marchand, Petit, Robi-  
taille, Rocheleau, Roy, Smith, Talbot, Tur-  
geon, Watts, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau soumi-  
se à la Chambre, celle-ci se divise, et la motion  
est adoptée, sur la même division prise en sens  
inverse.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisiè-  
me fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

### Code civil, art. 85

L'ordre du jour appelant la seconde lecture  
de l'amendement fait en comité général au bill  
(bill no 89) amendement l'article 85 du code civil  
étant lu;

L'amendement est lu pour une deuxième fois  
et adopté.

### Loi électorale

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon  
l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité  
général pour étudier le bill (bill no 84) amendement  
la loi électorale de Québec. 1895.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport  
sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill  
soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

### Statuts refondus, art. 79a

M. W. A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon  
l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de  
Compton (M. J. Hunt), que le bill (bill H) du Con-  
seil législatif amendement l'article 79a des statuts re-  
fondus soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique qu'actuellement, la province est divi-  
sée en trois sections pour la qualification des con-  
seillers législatifs, et qu'un conseiller législatif doit  
posséder une propriété dans un des trois districts  
de Québec, de Montréal ou de Trois-Rivières, selon  
que le district électoral qu'il représente est situé  
dans l'un de ces districts. Il explique que le présent  
bill vise à diviser la province en deux districts:  
celui de Montréal et celui de Québec.

Cette modification vise à rendre service aux  
membres du Conseil et ne s'éloigne pas plus du  
principe de la loi que le changement initial qui obli-  
geait les conseillers législatifs à détenir une pro-  
priété dans le district qu'ils représentaient.

Le Conseil avait adopté cette mesure il y a déjà  
plusieurs sessions et il ajoute que puisque la Cham-  
bre avait déjà virtuellement accepté que ladite pro-  
priété puisse être située à cent milles de la divi-  
sion représentée par un conseiller législatif, il ne  
voit pas pour quelle raison cette propriété ne pour-  
rait pas être à 105 milles.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propo-  
se en amendement, appuyé par le représentant  
de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que le mot  
"maintenant" soit retranché et qu'il soit remplacé  
par les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui".

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Regrette  
que la Chambre se soit même écartée des prin-  
cipes de la constitution, les mêmes qui ont été  
établis par l'acte de l'Amérique britannique du Nord  
et qui exigent que les conseillers, pour être quali-  
fiés, doivent posséder une propriété dans la divi-  
sion qu'ils représentent. Il lui semble ridicule qu'un  
conseiller législatif représente une division où il ne  
possède aucun intérêt et où il ne connaît pas les  
gens qui y résident.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Se prononce contre  
ce projet de loi par lequel on veut maintenant

diviser la province en deux districts pour la qualification des conseillers législatifs, et il proteste contre cette tendance à la centralisation. Il demande que l'on maintienne au moins la représentation territoriale actuelle.

L'amendement est adopté.

W.A. WEIR (Argenteuil): Demande un vote enregistré, mais ne peut recueillir que 4 des 5 voix nécessaires pour que le vote soit autorisé.

La question principale ainsi amendée étant proposée, il est ordonné que le bill soit lu pour la deuxième fois dans six mois.

#### **Documents:**

##### **Dépenses contingentes des départements**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour copie des comptes ou factures produits, et sur lesquels les paiements ont été faits des dépenses suivantes, entrés aux comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, sous le titre: "Dépenses contingentes des départements".

1. J.-A. Langlais & Fils, papeterie, \$1,249.92 (pour département des Terres, Forêts et Pêcheries), p. 108 des comptes publics.

2. Les mêmes, papeterie \$200.70 (Département de l'Agriculture), p. 113, comptes publics.

3. Les mêmes, papeterie, \$186.00 (Département de l'Instruction publique), p. 115, comptes publics.

4. Les mêmes, papeterie, \$1,005.61, (Département de la Colonisation et des Mines), p. 118 comptes publics.

5. Les mêmes, papeterie, \$10.05 (Bureau de l'auditeur), p. 104, comptes publics.

6. Les mêmes, papeterie \$20.00, (Département du Trésor), p. 102, comptes publics.

7. Les mêmes, papeterie, \$174.86. (Département du procureur général), p. 99, comptes publics.

8. Les mêmes, papeterie, \$426.81, (Département du secrétaire de la province), p. 95, comptes publics.

9. Les mêmes, papeterie, \$68.35, (Département du Conseil exécutif), page 93, comptes publics. (Document de la session no 47)

##### **Sportmen Exhibition, New York**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février

ant, pour un état détaillé des articles suivants des dépenses portées à la page 193 des comptes publics, pour l'année expirée le 30 juin 1899. savoir:

1. \$375.00 pour premier paiement sur contrat pour place à Madison Square Garden pour la Sportmen Exhibition.

2. \$1,708.60, paiement de comptes divers en rapport avec la New York Sportmen Exhibition (exhibits, transports, guides, gages, pension), avec une copie de tous comptes ou factures et pièces justificatives ayant trait à ces dépenses et copie du contrat pour place au Madison Square Garden. (Document de la session no 48)

##### **Application des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemins de fer**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 9 février 1900. demandant copie de tous arrêtés en conseil de tous rapports et de toute correspondance avec le gouvernement, ou aucun de ses membres, depuis le premier juillet 1897, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemin de fer. (Document de la session no 49)

##### **Dépenses sous la rubrique "Justice — Divers"**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur demandant la production: 1. D'un état détaillé de la somme de \$13,412.86 sous le titre: "Justice-divers", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900

2. Copie de tous arrêtés en conseil ayant trait à cette dépense. (Document de la session no 50)

##### **Comité des bills privés**

M. A. TESSIER (Rimouski): Demande au comité la permission de siéger dans la soirée, puisqu'un bon nombre des parties intéressées à des bills privés se trouvent actuellement dans la ville.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Prend la parole.

Il est finalement convenu d'ajourner les travaux de la Chambre jusqu'à après-midi, afin de donner l'occasion au comité des bills privés de siéger ce soir.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 15 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

La pétition des citoyens de Saint-Antoine de Lavaltrie demandant que le bill détachant du comté de Berthier la paroisse de Lavaltrie et l'annexant au comté de L'Assomption devienne loi.

#### Rapports de comités:

M. T.B. DE GROSOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté, avec amendement.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre les septième et huitième rapports du comité permanent des bills privés. Voici les rapports:

Votre comité a examiné le bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogilvie et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté, sans amendement.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 141) constituant en corporation la "W.W. Ogilvie Milling Company";

Bill (bill no 57) amendant la charte de la ville d'Outremont;

Et bill (bill no.114) amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de

l'église de la paroisse de Bécancourt.

Votre comité a examiné aussi le bill (bill no 116) amendant la charte du village de Grand-Mère, et trouve que le préambule, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 53) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres;

Bill (bill no 67) concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 36) amendant la charte de la cité de Québec:

Bill (bill no 75) constituant en corporation "The Great Northern Elevator Company";

Bill (bill no 48) amendant la charte de la cité de Sherbrooke;

Bill (bill no 70) modifiant la charte de la Compagnie hypothécaire;

Bill (bill no 79) amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

#### Introduction de bills:

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 108) amendant l'article 769 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 109) amendant certains articles du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 7) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la couronne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### École d'agriculture de L'Assomption

M. J. MARION (L'Assomption): Quel est le montant payé, jusqu'à ce jour, à l'école d'agriculture de L'Assomption, en vertu du contrat passé entre le gouvernement et le collège agricole de L'Assomption, le 13 février 1897?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):

École. — Du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897	\$ 5,350.50
" 1897 au 30 juin 1898	6,214.00
Le 13 février 1899: indemnité de	200.00

\$ 11,764.50

Payé à M. I.-J.-A. Marsan, professeur:

1er juillet 1896 au 30 juin 1897	\$ 1,108.92
" 1897 au 30 juin 1898	1,022.82
" 1898 au 30 juin 1899	1,003.70
" 1899 au 1er février 1900	583.32

\$ 3,718.76

\$ 15,483.26

### "Pont des Perreault" dans Matane

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement a-t-il accordé de l'aide pour la reconstruction d'un pont connu sous le nom de "pont des Perreault", entre les paroisses de Sandy Bay et de Saint-Damase, dans le comté de Matane?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans l'affirmative, à même quel crédit ce montant a-t-il été pris?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui. 2. \$310.00. 3. Chemins de colonisation pour l'année financière 1899-1900.

### Épuisement d'un crédit supplémentaire aux Terres, Forêts et Pêcheries

M. J. BÉDARD (Richmond): Par l'état "C" du budget de 1899-1900, page 42, l'on voit qu'une somme de \$9,900.00 a été attribuée pour "dépenses contingentes au département des Terres, Forêts et Pêcheries", pour l'année 1899-1900.

Par la réponse, no 28, à un ordre de la Chambre, produite le 8 février courant, donnant un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire no 1, pour \$9,500.00, l'on voit qu'il y a \$8,000.00 sur cette somme de \$9,500.00 pour le département des Terres, Forêts et Pêcheries, et qu'il était dû pour contingents au 1<sup>er</sup> décembre 1899, \$3,391.20.

A quelle date le crédit de \$9,900.00 était-il épuisé?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Vu les dépenses imprévues et causées par les impressions rendues nécessaires par l'organisation du service des pêcheries, le transfert d'Ottawa à Québec des livres de licences, de statistiques, en décembre 1898, ainsi que par la réorganisation du système d'opérations forestières, le crédit de \$9,900.00 s'est trouvé épuisé le 14 octobre 1899.

### Code municipal

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. A. Rocheleau), que MM. Bédard et Rocheleau fassent partie du comité spécial du code municipal. Adopté.

### Composition des comités permanents

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. A. Rocheleau), que MM. Bédard et Rocheleau fassent partie du comité permanent des bills privés. Adopté.

### Code civil, art. 85

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le bill (bill no 89) amendant l'article 85 du code civil soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, comme amendement à la motion, et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Bickerdike, Décarie, Dorris, Garneau, Gouin, Lacombe, Langelier, Parent, Pelletier, Robidoux, Robitaille, 11.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Bédard, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Duffy, Dufresne, Duplessis, Gillies, Girard, Gosselin, Grenier, Hackett, Hunt, Lalonde, Leblanc, Lislois, Marchand, Marion, Normand, Panneton, Petit, Rocheleau, Roy, Smith, Talbot, Tellier, Turgeon, Watts, Weir, 47.

Ainsi l'amendement est rejeté.

Et, la question principale étant de nouveau soumise à la Chambre, le bill est maintenant lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Caisses rurales

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que l'on remette à mercredi prochain la discussion sur le bill (bill no 81) concernant les caisses rurales, vu que cela permettra aux députés des districts ruraux d'étudier ce bill davantage.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Consent à la proposition. Adopté.

### Directeurs des sociétés d'agriculture

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 101) amendant l'article 1651 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit vouloir que les directeurs des sociétés d'agriculture soient élus dans chaque paroisse au lieu de l'être dans un seul endroit.

La proposition est adoptée et le bill est lu pour la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de l'agriculture et de l'immigration.



### Achat à crédit

M. L-E PANNETON (Sherbrooke) Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 103) amendement le code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que l'objet du bill est de protéger les tiers qui, de bonne foi, achètent un objet mobilier d'un vendeur qui n'est que propriétaire apparent. Il existe un système de vente à crédit qui consiste à livrer l'objet en vertu d'un bail, la vente n'étant effectuée que par le paiement final du prix convenu.

Grâce à cette pratique, qui est surtout suivie dans le commerce des instruments aratoires, des machines à coudre, etc., une foule d'articles sont livrés à des particuliers qui les possèdent publiquement à titre de propriétaires. Or, avec la loi et la jurisprudence actuelle, si un tiers achète de bonne foi l'un de ces articles et en paye le prix au propriétaire apparent, il est exposé à le voir revendiquer par le vendeur primitif qui surgit avec un document constatant qu'il n'avait fait que louer tel article.

Avec l'amendement projeté, le vendeur primitif pourra revendiquer son objet, mais seulement en remboursant au tiers acquéreur ce que ce dernier aura payé de bonne foi.

Le projet de loi ne contient qu'une seule clause, qui se lit comme suit:

1. L'article suivant est ajouté après l'article 1490 du code civil:

1490a. Si un bien mobilier est acheté de bonne foi d'une personne qui le possède publiquement, après en avoir obtenu la possession, soit en vertu d'une vente lors de laquelle le vendeur sen. est réservé la propriété jusqu'au paiement complet, soit en vertu d'un bail dont le loyer représente directement ou indirectement le prix de vente, soit en vertu d'un autre contrat ayant le même effet, l'acheteur en est réputé le propriétaire, sujet cependant au droit du vendeur originaire de le revendiquer dans les trente jours de la vente ou de la connaissance qu'il a acquise de la vente, en remboursant à l'acheteur de bonne foi le prix qu'il en a payé.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### Code civil

M. L-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 104) amendement le code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### Pratique de la médecine

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que le bill (bill no 106) amendement l'article 3998 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que le but de son bill est de faire disparaître de la loi une disposition en vertu de laquelle toute personne n'étant pas médecin ne peut donner des soins d'une nature médicale, sans être exposée à payer une amende de \$50.00. Cette loi lui semble barbare et rien de tel n'existe au Barreau, de même que chez les notaires. Il défend la cause des rebouteurs qui, dit-il, sont très populaires non seulement dans son comté, mais dans tout le district de Joliette.

Il cite certains cas où des personnes ayant été impliqués dans des accidents, avaient eu recours aux services de rebouteurs qui les avaient soignées avec succès. Ces derniers avaient ensuite été poursuivis pour avoir accepté des récompenses. Dans son comté, l'année dernière, il y a eu 7 ou 8 cas de poursuites contre des gens qui ont dû payer l'amende imposée en vertu de cet article.

Il mentionne le cas d'un homme de son pays qui s'est acquis une réputation extraordinaire comme rebouteur. On vient le chercher de dix lieues à la ronde, et il obtient d'excellents succès. Il a guéri un curé de sa connaissance que les médecins avaient abandonné comme un cas désespéré. Les rebouteurs devraient pouvoir recevoir des récompenses des gens qu'ils soignent. La loi est injuste à cet égard. Il ne s'objecte pas à ce que l'on poursuive un homme qui demande des honoraires pour ses services alors qu'il n'est pas un médecin diplômé. Cependant, il y a une grande différence entre ce cas et celui d'un homme qui dans un geste humanitaire rend des services pour lesquels on le récompense par la suite.

Prenons le cas, par exemple, d'un homme qui est jeté en bas de sa charette et qui se casse la jambe: incapable de remuer, étendu sur la chausée, inconscient, il peut arriver qu'un étranger, bon samaritain, passe sur son chemin. Il s'occupe du malade, replace le membre blessé et aide vraiment cet homme à recouvrer la santé. L'homme ayant recouvré sa santé lui exprime sa reconnaissance en lui offrant une petite récompense en argent. Mais le bon samaritain risque d'être puni pour avoir accepté cette récompense. Il s'expose à payer une amende de \$50.00.

La profession médicale va peut-être se récrier contre cela, mais il déclare vouloir que les médecins soient placés sur le même pied que les avocats et les notaires. On voit bien des gens plaider pour d'autres ou dresser des écrits pour constater des transactions sans cependant avoir le titre d'avocat ou de notaire et sans s'exposer à des pénalités.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Fait un discours sur un ton humoristique pour démontrer que l'on doit protéger les règlements du Bureau des médecins. Le projet de loi, tel que rédigé, va beaucoup plus loin que le veulent les rebouteurs ou "ramancheurs" eux-mêmes, car si les malades seront bien "arrangés", les médecins seront sûrement mal "amanchés".

Il dit qu'hier, on se plaignait que l'on rendait trop facile l'accès aux professions libérales; et voici que maintenant l'on veut d'un seul trait retrancher une loi destinée à protéger l'exercice de la médecine. Que

les rebouteurs soient habiles dans certains cas. qu'ils méritent la sympathie, tout cela est très bien, mais est-il prudent de leur permettre de pratiquer la chirurgie sans l'avoir jamais étudiée?

La loi actuelle protège suffisamment les ramancheurs ou les rebouteurs. La loi stipule que toute personne non qualifiée pour pratiquer la médecine dans cette province et qui est reconnue coupable d'avoir pratiqué la médecine, la chirurgie, ou l'obstétrique et qui reçoit de l'argent, des biens ou autres effets, ou qui rend ces services dans l'espoir de recevoir de l'argent ou autre récompense ou qui a reçu une récompense, est passible d'une amende de \$50.00. Cette loi n'empêche pas un ramancheur de recevoir un cadeau d'un de ses patients à qu'il a rendu service.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Soutient que l'interprétation de cette loi englobe l'acceptation de cadeaux.

Il n'existe aucune loi qui empêche les gens de pratiquer la médecine ou la chirurgie. Mais la loi stipule qu'aucune personne autre qu'un médecin diplômé peut charger des honoraires. Pour sa part, il désire voir abolir l'amende.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que dans ce cas, la loi a été mal interprétée.

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): S'oppose vigoureusement au bill et défend la cause des médecins.

Il demande au député de Joliette ce qu'il penserait d'un bill qui admettrait n'importe qui à la pratique du droit.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Répond que dans le cas des avocats, la loi est différente et impose une amende à toute personne qui "usurpe les fonctions d'un avocat". Il existe aussi une loi qui défend aux médecins qui n'ont pas leur licence de pratiquer la médecine. Il n'est pas en faveur de permettre aux rebouteurs d'usurper les fonctions d'un médecin.

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): Croit que la pratique illégale du droit constitue une usurpation des fonctions d'un avocat autant que la pratique illégale de la médecine ou de la chirurgie est une usurpation des fonctions d'un médecin.

Il propose, comme amendement à la motion, et appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui, soient ajoutés à la fin de la proposition

M. J. MARION (L'Assomption): Dit qu'il arrive souvent dans les campagnes que la seule personne disponible soit un rebouteur et que ces rebouteurs soient souvent plus doués que ceux qui ont obtenu des diplômes dans les écoles.

Dans son comté, il connaît un médecin qui conseille à ses patients d'aller se faire soigner par un rebouteur. Un curé, qui entretenait même de forts préjugés contre les rebouteurs, a eu l'occasion de s'en bien trouver, et, depuis, il leur rend pleine justice.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que la législature décernera probablement un diplôme aux rebouteurs, comme elle l'a pratiquement déjà fait pourtant de prétendus professionnels.

Il n'est pas partisan des "ramancheurs", mais soutient que s'ils étaient maltraités et condamnés à l'amende, cela était dû à l'interprétation draconienne que certains juges donnaient à la loi. Il faudrait amender celle-ci de façon à faire disparaître la pénalité lorsque aucun salaire n'a été payé. Un rebouteur pourrait recevoir un cadeau sans être poursuivi.

Il croit fermement que l'on doit s'en tenir aux procédures régulières pour admettre un aspirant à la pratique de la science si noble du soin des malades. Cependant, il consent à faire une exception pour le septième fils d'un septième fils qui présente une pétition pour un bill prive demandant son admission à la pratique sans passer d'examen. Les examens sont pour le commun des mortels: on devrait faire exception pour les gens doués qui possèdent le don de replacer les membres fracturés et leur donner entière liberté d'exercer leur art qui est un don de Dieu.

Il regrette de constater qu'il semble exister une certaine rivalité entre la loi et la médecine en Chambre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Se dit en faveur d'amender la présente loi parce qu'il y a certains endroits dans la province où il est impossible de se faire soigner par des médecins.

L'amendement est retiré du consentement unanime de la Chambre.

La motion principale est ensuite adoptée sur division.

Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Introduction de bills:

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 29) concernant le district judiciaire de Saint-François.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Amendes

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que le bill (bill no 8) concernant certaines amendes, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

## En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer qu'il n'y a pas un seul membre de Montréal en Chambre.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Crédit foncier franco-canadien**

M. C.-A CHÊNEVERT (Berthier) Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 51) amendant la charte du crédit foncier franco-canadien.

Adopté.

### **En comité:**

MM. P.-E. LEBLANC (Laval): L.-P. PELLETIER (Dorchester); A. ROBITAILLE (Québec-Centre); C.-A. CHÊNEVERT (Berthier) et É. LEBLANC (Gaspé).

Prennent la parole.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose en amendement que le mot "placer" soit remplacé par le mot "prêter", sur des obligations.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'y oppose,

M. C.-A CHÊNEVERT (Berthier): Prend la parole.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 139) concernant la Commission des écoles catholiques de la ville de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Petroleum Oil Trust Limited**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (limited)" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Village de Villeray**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 129) concernant la municipalité du village de Villeray soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Administration des biens d'E. Vanier**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 55) concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Documents:**

### **Demande d'octrois de colonisation dans Gaspé**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1900. CHÊNEVERT (Berthier) et É. LEBLANC (Gaspé) déposent des requêtes ou demandes d'octroi de colonisation, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er juillet 1898, avec copie de toute correspondance sur le même sujet. (Document de la session no 58)

### **Terres, Forêts et Pêcheries, comptes courants**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$10,000.00 pour "comptes courants", sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries", dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 51)

### **Terres, Forêts et Pêcheries**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé, par chapitres spéciaux, de la somme de \$518,799.92, mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, pour "Terres, Forêts et Pêcheries". (Document de la session no 52)

### **Protection des forêts**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$15,000.00 pour "protection des forêts" sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries" dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 53)

### **Arpentage**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$37,845.00, pour "arpentages", dans l'état des recettes et paiements de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 54)

### **Service d'enregistrement**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$10,000.00, pour "service d'enregistrement" (cadastre), mentionné dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 55)

### **Chemins de colonisation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé, par comtés, de

la somme de \$80.000.00 pour "chemins de colonisation" mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Et pour copie de tous arrêtés en conseil au sujet de telle dépense. (Document de la session no 56)

### **Somme pour "divers en général"**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$15.555 30, pour "divers en général", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 57)

La séance est levée à six heures.

## Séance du 16 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes dont lues et reçues, savoir:

De "The Woman Christian Temperance Union" demandant d'augmenter les attributions des inspectrices de fabriques:

De "The Woman Christian Temperance Union" demandant une loi à l'effet de refuser toute subvention aux expositions qui sont ouvertes le dimanche et qui permettent des représentations immorales:

De "The Woman Christian Temperance Union" demandant une loi à l'effet de restreindre la vente du tabac aux mineurs:

De "The Woman Christian Temperance Union" demandant une loi à l'effet d'empêcher le vagabondage des enfants, le soir.

#### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur les divers bills privés, soit prolongé jusqu'au premier jour de mars prochain, inclusivement.

Adopté.

M. T.-B. DE GROUSBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 80) accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Co.", et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec amendement.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 33) amendement la charte de la "Royal Trust Company", auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'au premier jour de mars prochain, inclusivement.

Adopté.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Demande la permission d'introduire un bill (bill

no 28) amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Congé pour les avocats

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 107) amendement l'article 115 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que le projet de loi a pour objet de donner effet au demi-congé que les membres du Barreau se donnent le samedi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### Réponse au discours du budget

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Annonce à la Chambre que, s'il y a un nombre suffisant de députés présents à la séance de lundi soir, le député de Montréal no 4 (M. A. W. Atwater) fera sa critique du discours sur le budget.

#### Interpellations:

##### Extension de délai pour subside au chemin de fer

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) pour M. M.F. HACKETT (Stanstead): Le gouvernement a-t-il, depuis le mois de juin, par arrêté en conseil ou par lettre, promis une législation pour l'extension du délai pour l'acquisition de tout subside de chemin de fer, et s'il en est ainsi, à quelle date, et en faveur de quel chemin de fer?

L'HONORABLE H. T. DUFFY (Brome): Par un ordre en conseil no 625, en date du 14 décembre 1899, le gouvernement a promis de soumettre une loi pour étendre le délai à l'effet de compléter les travaux sur les chemins de fer "Pontiac et la jonction du Pacifique", et "Ottawa et la Vallée de la Gatié-neau."

#### Demande de documents:

##### Chemins ruraux

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de la somme de \$12,000.00, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, "pour amélioration aux chemins ruraux."

Adopté.

##### Pont sur la Koushpaganish à Saint-Jérôme, Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. H.-S. Béland), qu'il soit mis devant la chambre copie de requêtes, correspondance au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Koushpaganish entre les 1er et 2e rangs du canton Caron, dans la paroisse de Saint-Jérôme.

comté du Lac-Saint-Jean, et de tous documents se rapportant à cette affaire, depuis le 1er novembre 1896 à ce jour.

Adopté.

#### **Nomination de l'inspecteur L. Lortie à Hébertville**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M- H.-S. Béland), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance au sujet de la nomination de L. Lortie d'Hébertville, comme inspecteur de chemins de colonisation; copie de toutes instructions à lui données, copie de tous rôles de paie, comptes, réclamation présentés et payés par le gouvernement audit Lortie ou sur son ordre; copie de tous rapports, correspondance, entre aucun département, aucun ministre que ce soit, au sujet de ce monsieur Lortie ou des ses fonctions, depuis mai 1897 jusqu'à ce jour. Adopté.

#### **Documents:**

##### **Paiement à J. Dussault**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour tous ordres en conseil, correspondance et documents, relativement à l'item no. 8 du budget supplémentaire de l'exercice financier courant ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault. (Document de la session no 44a)

##### **Frais de voyages de MM. Guérin et Stephens**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900, pour un état détaillé des dépenses portées aux comptes publics, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, p. 119 des comptes publics, sous les titres suivants: "Dépenses contingentes de l'honorable J. J. GUÉRIN — frais de voyages et autres \$800.00. Dépenses contingentes de l'honorable G.W. Stephens - frais de voyages etc., \$200.00."

Copie de tous comptes et de toutes pièces justificatives produits pour ces dépenses.

Aussi un état des dépenses portées aux comptes publics, pour l'année financière expirant le 30 juin 1896, page 109, sous le titre: Hon. A. W. Morris, frais de voyage et autres dépenses, \$940,000. (Document de la session no 59)

##### **Mandats impayés**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$51,899.89, pour mandats impayés au 31 janvier 1900 (État des

recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, page 11). (Document de la session no 60)

#### **Journaux de l'instruction publique**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date dy 12 février 1900, demandant un état détaillé de la somme de \$5,000.00 pour "Journaux de l'instruction publique," français et anglais, mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés en conseil qui peuvent s'y rapporter. (Document de la session no 61)

#### **Crédit foncier franco-canadien**

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 51) amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité modifie la charte du Crédit foncier franco-canadien de façon à permettre à la Compagnie de faire des placements dans d'autres domaines que des propriétés immobilières, mais à la condition que ces investissements ne dépassent pas le capital versé sur les actions ainsi que les réserves et ne soient pas faits à l'étranger.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amende en comité général.

#### **Succession N.-M. Lecavalier et Crevier**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 134) autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault à vendre les immeubles de la succession

de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHÉNEVERT (Deux-Montagnes) Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **David Ogilvy**

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 53) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession W. W. Ogilvie**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogilvie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Biens de l'Église presbytérienne du Canada**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) concernant les biens de l'Église presbytérienne au Canada.

Adopté, le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **W. W. Ogilvie Milling Company**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 141) constituant en corporation la "W.W. Ogilvie Milling Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte d'Outremont**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 57) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Maisonneuve**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie hypothécaire**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 70) modifiant la charte de la Compagnie hypothécaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 36) amendant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Great Northern Elevator Company**

M. A. ROBITAILLE [Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 75) constituant en corporation la compagnie "The Great Northern Elevator Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à quatre heures.



## Séance du 19 février 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente

### Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé les bills ci-dessous sans amendement.

Bill (bill no 4) concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène;

Bill (bill no 35) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres;

Bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation;

Bill (bill no 39) constituant en corporation la Congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal;

Bill (bill no 40) autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen;

Bill (bill no 43) concernant l'Institut royal pour l'avancement des sciences;

Bill (bill no 44) à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal", en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et d'augmenter ses pouvoirs;

Bill (bill no 47) constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec";

Bill (bill no 49) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen;

Bill (bill no 71) constituant en corporation le "Catholic Sailors Club";

Et bill (bill no 138) autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 11) détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 26) amendement l'article 972 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. BALL (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 25) amendement l'article 4558a des statuts refondus, concernant les corporations de villes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Pont à péage sur la rivière Bécancourt

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 114) amendement la loi concernant le pont à péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un amendement. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G. BALL (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### People's Telephone Company

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 80) accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Royal Trust Company

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 33) amendement la charte de la "Royal Trust Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Interpellations:

#### La reine vs Demers

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dans une réponse à une interpellation donnée à la séance du

12 février courant, l'honorable secrétaire de la province a déclaré que la cause régina vs. Demers avait été plaidée devant les Lords du comité judiciaire du Conseil privé par l'honorable M. Blake, le procureur général et le secrétaire de la province.

Le procureur général et le secrétaire de la province ont-ils parlé, dans cette circonstance, devant les Lords du comité judiciaire du Conseil privé, ou si l'honorable M. Blake a parlé seul au nom du gouvernement de cette province?

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** La citation faite dans la présente question n'est qu'une partie de la réponse donnée à la séance du 12 février courant. La réponse à la présente question se trouve dans la réponse complète donnée à la séance du 12 février courant.

#### **Gratifications aux instituteurs et institutrices**

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** 1. La somme de \$13,385.50 mentionnée dans la réponse de l'honorable secrétaire de la province à l'interpellation du 8 et du 13 février courant, en ce qui regarde les gratifications aux instituteurs et institutrices, gratifications qui auraient été gagnées pendant l'année 1897-1898. est-elle chargée dans les comptes publics?

2. Dans l'affirmative, dans les comptes publics de quelle année, cette dépense est-elle entrée et sous quel article ou item?

3. Cette dépense a-t-elle été autorisée par un arrêté en conseil?

4. Dans l'affirmative, à quelle date?

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** 1. Oui. 2. Dans les comptes publics pour l'année 1897-1898; cette somme fait partie du montant de \$53,000 attribué aux écoles élémentaires, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3. L'état détaillé de cette somme de \$53,000 a été déposé le 25 janvier 1899, devant cette Chambre comme document no 20 de la session. 3. Oui. 4. Par arrêté en conseil du 7 de mai 1898, no 61.

#### **Achat de cartes de la province de Québec**

**M. J. MARION (L'Assomption):** Le 8 février, l'interpellation suivante a été faite par le député de l'Assomption.

1. Le gouvernement a-t-il acheté, depuis le 1er juillet 1898, des cartes de la province de Québec.

2. Dans l'affirmative, de qui, quel nombre et pour quel prix?

À cette interpellation, il a été répondu comme suit:

Réponse par l'honorable premier ministre.  
- 1. Oui.

2. M. Émilien Daoust, de la cité de Montréal, 8,000 cartes, au prix de \$2.00 chacune.

1. Y a-t-il eu aucun arrêté en conseil pour l'achat de ces 8,000 cartes?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de cet arrêté ou de ces arrêtés en conseil?

3. Cette somme de \$16,000.00. prix de ces 8,000 cartes, a-t-elle été payée?

Dans l'affirmative, à même quel crédit ou loi. et à quelle date?

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** 1. Oui. 2. 6,000 copies ont été achetées par arrêté en conseil du 30 mars 1899 et 2,000 copies par arrêté en conseil du 13 janvier 1900. 3. \$ 12,000.00 ont été payées en acompte, dont \$3,000.00 le 19 mai 1899. \$3,000.00 le 1er septembre 1899. \$3,000.00 le 7 décembre 1899 et \$3,000.00 le 13 janvier 1900, à même le crédit voté par 60 Victoria, chapitre 3.

#### **Ventes de lots pour colonisation dans le Lac-Saint-Jean et Matapédia**

**M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix):** Quel est le nombre des lots vendus, dans chacune des années 1897, 1898 et 1899, pour fins de colonisation, dans les régions du Lac-Saint-Jean et Matapédia, et quelle est l'étendue d'acres représentée par ces lots?

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** Région du Lac-Saint-Jean en 1897: 36 lots, formant 22,511 acres: en 1898: 221 lots, formant 14,675 acres: en 1899: 298 lots, formant 23,761 acres.

Région de la Matapédia, en 1897: 155 lots, formant 15,500 acres: en 1898: 228 lots, formant 22,800 acres: en 1899: 239 lots, formant 23,900 acres.

#### **Limites concédées à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi**

**M. E. BOUFFARD (Montmorency):** 1. Quelle est l'étendue des limites concédées à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi?

2. À quelle date ces limites ont-elles été concédées?

3. À quel prix?

4. Combien la compagnie a-t-elle payé pour ces limites?

5. Quel montant a-t-elle versé sur le prix d'achat?

6. La compagnie doit-elle au gouvernement, et à quel titre?

**L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):** 1,287 milles carrés. 2. Le 26 janvier 1897 et le 22 mars 1898. 3. \$4,538,68.4. La compagnie a payé pour ces limites la somme mentionnée dans la réponse précédente. 5. Ledit prix d'achat a été payé. 6. Oui, la rente foncière dans l'année courante.

#### **Exemplaires du code scolaire**

**M. M. E. HACKETT (Stanstead):** Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires d'un "code scolaire" depuis l'adoption de la loi de l'instruction publique. 62 Victoria, chapitre 28?

2. Dans l'affirmative, par qui ce code a-t-il été fait? de qui a-t-il été acheté? à quelle date pour quel montant ou prix, et à même quel crédit ou appropriation législative a-t-il été payé?

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** 1. Oui. 13,000 copies. 2. Par MM. Paul de Cazes et

G.W. Parmelee. secrétaires du département de l'Instruction publique 3. 10.000 copies, édition française de M. Paul de Cazes et 3.000 copies, édition anglaise de M. W. G. Parmelee. 4. L'édition française a été achetée le 4 mai 1899, au prix de 50 cents la copie et l'édition anglaise a été achetée le 18 mai 1899, au même prix. 5. L'édition française a été payée à même le crédit voté par 60 Victoria, chapitre 3, et l'édition anglaise a été payée sur "Divers en général" année 1899-1900.

#### **"Enseignement primaire" et "Educational Record"**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dans la réponse donnée par l'honorable secrétaire provincial à l'interpellation du député de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand) (Pages 149 et 150 des Procès-verbaux, le 9 février courant), il est dit: que \$4,250.00 ont été payées à l'Enseignement primaire, depuis le 25 août 1898 au 2 juin 1899 inclusivement, et \$300.00 à l'Educational Record, le 7 juin 1899. Dans la réponse, document 27 de la présente session, à une adresse de cette Chambre, du 31 janvier 1900, se trouve un état signé par l'auditeur de la province, donnant les détails des \$13,133.28 mentionnées aux comptes publics, (page 132), comme ayant été dépensées sous l'acte 60 Victoria, chapitre 3, dans l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, et dans cet état, il y a \$2,833.28 pour l'Enseignement primaire, et \$300.00 pour l'Educational Record seulement, faisant un total de \$3,133.38.

La différence entre cette dernière somme et les chiffres donnés par l'honorable secrétaire de la province, savoir: \$1,416.72, est-elle chargée aux comptes publics pour ledit exercice de 1899. et dans l'affirmative, dans quel item?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Cette somme de \$1,416.72 payée à l'Enseignement primaire, représentant la balance due à cette publication au 14 juillet 1898, l'a été le 17 novembre 1899, en vertu de l'arrêté en conseil no 424, du 14 juillet 1898. Ce paiement ayant été effectué durant l'exercice en cours figurera dans le prochain état des comptes publics.

#### **Achat de livres**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Le gouvernement a-t-il depuis le 1er juillet 1898 employé aucune partie de la somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, "Loi concernant les écoles élémentaires," en achat de livres?

2. Dans l'affirmative, quels livres ont été ainsi achetés, de qui, pour quel prix ou montant et à quelle date?

UNE VOIX MINISTÉRIELLE: Suggère que cette interpellation soit convertie en demande de document.

#### **Demande de documents:**

#### **Achat de livres**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.

N. Duplessis), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé indiquant 1. Comment a été employée, depuis le premier juillet 1898, aucune partie de la somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3. "Loi concernant les écoles élémentaires," en achat de livres.

2. Quels livres ont été ainsi achetés, de qui, pour quel prix ou montant et à quelle date.

Adopté.

#### **Révocations de ventes ou de billets de location**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), qu'il soit mis devant la Chambre un état indiquant toutes les révocations de ventes, ou de billets de location, faites par le commissaire des Terres. Forêts et Pêcheries, chaque année, depuis le 1er juillet 1898; ledit état devant mentionner: la date et la cause de chaque révocation si telle révocation a eu lieu sur un rapport et, dans ce cas, de qui est signé le rapport; aussi, le numéro de chaque lot, le canton, le nom de l'acquéreur ou cessionnaire et contre qui telle révocation a été faite.

Adopté.

#### **Limites à bois**

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes demandes d'achat ou de mises à l'enchère de limites à bois, depuis le 1er juillet 1897, avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

Adopté.

#### **Crédit agricole**

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement, depuis le 1er janvier 1899, jusqu'à cette date, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la province.

#### **Poursuites pour infractions à Sainte-Agnès de Charlevoix**

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Plante), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la plainte et de la conviction dans toutes poursuites intentées dans le cours de l'année 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, ou d'aucun de ses officiers ou employés, pour infractions commises dans la paroisse de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, en contravention aux articles 1375 et 1394 des statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendés par 62 Victoria, chapitre 23.

Adopté.

#### **Données électorales depuis 1867**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant la Chambre un état par comtés donnant:

1. La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province, depuis 1867 inclusivement.

2. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats.

3. La majorité constatée dans chaque cas.

4. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec aux élections générales et partielles pour la Chambre des Communes du Canada depuis 1867 inclusivement.

Il déclare que cette information serait de grand intérêt historique.

Adopté.

### Code municipal

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill (bill no 98) amendant le code municipal étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre du jour soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité spécial du code municipal.

### Subsides

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées du comité des subsides, le 13 février courant. Lesdites résolutions sont lues pour une deuxième fois et adoptées.

### Amendes

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre s'occupe de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 8) concernant certaines amendes.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répète que les explications qu'il avait données lors de la présentation du projet de loi, à savoir que le bill visait à dissiper tout doute au sujet de l'utilisation des amendes perçues par la Cour du recorder pour infractions aux statuts provinciaux.

Ce bill concerne surtout la ville de Montréal. En effet, certaines villes, en vertu des pouvoirs contenus dans leur charte, s'en prévalent pour exiger un prix exorbitant des vendeurs de boissons.

Le gouvernement, en vertu des statuts refondus, doit formellement renoncer à ses droits, et tant que cette renonciation n'est pas faite, la couronne ne perd pas ses droits.

La charte de Montréal, l'an dernier, donnait à Montréal le droit de garder les amendes perçues en contradiction avec la loi des licences. La moitié des amendes perçues revient à la ville et l'autre moitié au gouvernement.

C'est pour réaffirmer les droits du gouvernement que la présente loi est proposée.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande si ce bill n'a pas été rédigé de manière à enlever à toutes les

corporations des villes et cités le droit qu'elles possèdent, en vertu des statuts refondus, d'utiliser les amendes perçues pour infractions à leurs règlements et la moitié des amendes perçues pour les condamnations en vertu des statuts.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Explique qu'en réalité, le bill s'applique seulement à Montréal, parce que cette ville a fait inclure dans sa dernière charte une clause qui semble lui accorder un droit sur toutes les amendes. Il n'est pas d'avis qu'un bill privé puisse enlever à la Couronne tous ses droits; mais on a introduit ce bill dans le but d'éliminer les doutes à ce sujet. Les chartes spéciales octroyées par la Législature et sanctionnées par le lieutenant-gouverneur n'affectent en rien les droits de la Couronne.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Fait observer que des corporations municipales sont venues ici pour avoir donné des avis publics et payé les honoraires requis pour la passation des bills privés. Elles ont obtenu des droits qu'elles possèdent actuellement, droits qui leur ont été reconnus par la couronne. Veut-on maintenant les dépouiller de ces droits en procédant ex-parte, au moyen d'une loi publique, sans les avoir averties, à leur insu? Il semble qu'il y aurait injustice à le faire et le bill va sûrement beaucoup plus loin que ne le prétend le secrétaire provincial.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense que la Chambre a le droit d'en savoir plus au sujet de ce projet de loi et des effets qu'il suscitera. Il demande si le bill aura une portée rétroactive. Cette loi semble déclaratoire et une telle loi aura probablement pour effet d'obliger la cité de Montréal à rembourser le gouvernement.

Il dit s'étonner que le député d'Huntingdon, qui s'est montré actif dans la défense des intérêts de la ville de Montréal dans le passé, n'ait rien à dire. Il doit y avoir une somme considérable en jeu pour justifier l'introduction d'un projet de loi spécial, et assurément le député de Huntingdon n'aurait pas permis autrefois que Montréal soit ainsi saignée à blanc.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la présente loi ne sera pas rétroactive. La charte de Montréal présentée l'année dernière, ayant reçu la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil, lie la Couronne. Ce bill aura pour effet de rétablir la situation qui existait avant rentrée en vigueur de la nouvelle charte de Montréal.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Soulève une objection.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il ne siège pas en tant que représentant de la ville de Montréal. Il est évident que si le gouvernement prend la chose sur ses charges, la ville ne collectera pas: et c'est le gouvernement qui aura tout le trouble sans pouvoir rien collecter.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Réaffirme qu'en vertu de la Common Law, la clause incluse dans la charte de Montréal n'affectera pas les droits de la Couronne.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Attire l'attention sur l'attitude du premier ministre et celle du secrétaire provincial, qui diffèrent totalement. Ce dernier est d'opinion que d'après la loi commune, la couronne n'est pas affectée par la clause qui se trouve dans la charte de Montréal. Il veut priver la ville de Montréal de certains de ses droits à collecter des amendes.

Quant au député d'Huntingdon, sa position le force naturellement à rester tranquille. Mais, fondamentalement, il est clair que Montréal a reçu le droit de percevoir certaines amendes et que ce bill vise à lui enlever ce privilège.

Il veut savoir quel montant, par suite de ces amendes collectées, la ville de Montréal doit au gouvernement, ou bien quel montant le gouvernement a ainsi perdu.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il ne le sait pas et que ceci n'a rien à voir avec le principe du bill. Il reproche au député de Dorchester de faire perdre le temps de la Chambre. Il importe peu que le montant en question soit \$100,000 ou rien.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que l'arrangement intervenu est trompeur et immoral. Il fait remarquer avec insistance que la Chambre a appris d'un simple député des faits que les ministres cachaient, en particulier les motifs qui ont inspiré le présent bill.

Il réitère sa demande, à savoir quel montant le gouvernement a perdu l'an dernier par l'abandon de ces amendes. Il dit avoir le droit d'être informé, ne serait-ce que pour la raison que l'affaire concerne les revenus provinciaux.

Il ne parle pas pour tuer le temps, ni pour la galerie de la presse et il ne désire pas parler à la presse. Il espère que les journaux ne rapporteront pas la déclaration du secrétaire provincial à l'effet qu'il importait peu que le montant impliqué soit de \$100,000 ou rien. Les ministres ne tiennent pas à ce que le public s'occupe de leurs délibérations. Il est visible que le gouvernement actuel, qui craint de donner l'impression d'un gouvernement qui impose des taxes, essaie simplement de soutirer de l'argent de la ville de Montréal. Les contribuables de Montréal ont droit de savoir ce que ce bill va coûter, et les colères du secrétaire provincial ne sont pas une réponse à sa question. Il lui faut une réponse.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Vous n'en aurez pas.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Puisque le gouvernement veut prendre Montréal par surprise et taxer la ville en cachette, les députés de Montréal qui sont présents devraient renseigner le public. Il fait appel au député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville).

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): S'empare et déclare que le député de Dorchester parle pour tuer le temps. La question qui nous occupe n'est pas de savoir comment la ville de Montréal a perdu ou va perdre par l'adoption du présent projet de loi. Il ne s'agit pas pour la Chambre de faire une enquête sur la ville de Montréal.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Explique que le bill était devenu nécessaire. À la fin de la dernière session, dans la charte de Montréal, la clause 517 avait été ajoutée vers la fin, à l'effet que la ville devrait garder la totalité des amendes. Comme la contestation de cette clause aurait pu entraîner la mort de ce bill en entier en le laissant inachevé à la prorogation de la session, on a décidé de laisser passer cette clause et d'introduire le présent bill à cette session pour régler ce problème. Il avait répondu à un ministre qui avait attiré son attention sur cette clause qu'il était préférable de laisser passer l'article en question et de présenter le bill actuel à cette session.

Quant au montant perçu par Montréal, il est minime, \$25,000 à \$30,000 tout au plus. Il est rare, à Montréal, que l'on poursuive pour contravention à la loi des licences, devant le recorder; c'est toujours devant les juges des sessions que l'on va: ces dernières amendes ne dépassent guère \$2,000 à \$3,000.

Quant à lui, il aimerait à connaître l'opinion de l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) sur le principe même du projet de loi, au point de vue des revenus pour le gouvernement de la province.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que si un ministre a sciemment permis l'adoption d'une loi qu'il considère contraire aux intérêts de la couronne, à cause du compromis que l'on a décrit, toute cette procédure est irrégulière et inconstitutionnelle.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que cette affaire était dans l'intérêt public.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Veut savoir quel est le nom du ministre à qui il avait parlé.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer qu'il est six heures.

DES DÉPUTÉS: Émettent les protestations.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il est six heures.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à neuf heures

### Réponse au discours du budget

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que le député de Montréal no 4 ne peut être en Chambre à cause

de circonstances incontrôlables. Cependant, il sera prêt à faire son discours demain soir sans faute.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Consent avec courtoisie à retarder la réponse au discours sur le budget tel que demandé.

#### Amendes

La Chambre reprend en comité général l'étude du bill (bill no 8) concernant certaines amendes.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit qu'il partage les vues de l'honorable député de Dorchester. Il affirme que le projet de loi aura pour effet d'affecter les droits des différentes corporations en dehors de Montréal. Il parle pendant près d'une demi-heure.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il est visible que toute la question porte sur la ville de Montréal. La loi évidemment s'applique à toutes les chartes municipales et c'est une loi déclaratoire, si l'on prend les déclarations mêmes du secrétaire provincial.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Dit que toute pénalité prélevée en vertu d'un statut doit appartenir à la couronne.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) a donné

la vraie raison: si on laisse cela à la couronne, pas un seul sou ne sera collecté à Montréal. Il conseille au gouvernement de faire rapport de ce bill. La réflexion l'engagera peut-être à le retirer.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il se rendrait bien aux suggestions du chef de l'Opposition, s'il était convaincu que cette loi va au-delà du but proposé, mais il ne le croit pas.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Prend la parole brièvement.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Prend la parole.

MM. J. M. TELLIER (Joliette) et L.-P. PELLÉ-TIER (Dorchester) et E.J. FLYNN (Gaspé): Invoquent qu'il est injuste d'enlever à Montréal le droit de percevoir ces amendes pour son compte, après lui avoir octroyé ce droit l'année dernière, surtout si l'on tient compte des sommes élevées payées annuellement par la ville de Montréal pour l'entretien des prisonniers et le fonds pour les jurés.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à dix heures et demie.

## Séance du 20 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport.

Votre comité, après avoir examiné la pétition de la Compagnie de pulpe de Jonquière demandant une loi la constituant en corporation, a trouvé que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais comme la très grande majorité des intéressés parle la langue française et que, de plus, il n'y a pas de journaux anglais dans le comté, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen;

Bill (bill no 54) amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal;

Bill (bill no 78) ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre:

Bill (bill no 128) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

Bill (bill no 65) amendant la charte de la ville de Chicoutimi;

Bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec;

Bill (bill no 124) amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul;

Et bill (bill no 56) constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange".

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 76) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville et Ta adopté avec amendement.

## Ottawa Trust and Deposit Company

M. D. GILLES (Pontiac): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W. J. Watts), que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de "The Ottawa Trust and Deposit Company (Limited)".

Adopté.

#### Lecture de pétitions:

Et ladite pétition demandant une loi à l'effet d'autoriser "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" à étendre ses opérations à la province de Québec est lue et reçue.

#### Introduction de bills:

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Demande de la permission d'introduire un bill (bill no 143) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Médecins et chirurgiens

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 83) concernant les médecins et les chirurgiens.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Interpellations:

##### Dépenses contingentes

M. E. BOUFFARD (Montmorency): À part le département des Terres, Forêts et Pêcheries pour lequel il y a une autre interpellation, y a-t-il un ou des départements pour lequel ou lesquels les sommes attribuées pour dépenses contingentes dans l'état C du budget de 1899-1900 sont complètement dépensées?

2. Dans l'affirmative, quel est ce département ou quels sont ces départements, et à compter de quelle date ces crédits sont-ils épuisés?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non.

#### Immeubles substitués de M. Gougeon

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il ne voit pas Maurice Gougeon dans le

projet de loi qu'il tient entre ses mains, alors que celui-ci apparaît au dos du bill. (1)

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Suggère que c'est peut-être parce que M. Gougeon est mort et l'est depuis un certain temps. (Rires)

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Sherbrooke**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 48) amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il est six heures.

A quatre heures et demie, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures trente**

### **Subsides**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): J'ai déjà eu l'occasion de répondre brièvement au discours sur le budget prononcé par l'honorable trésorier. J'admire ses dons qui lui permettent avec beaucoup d'aisance de faire des miracles avec si peu et l'habileté qu'il déploie dans ses calculs financiers.

L'inventeur qui a réussi à extraire des orange des concombres a dû donner sa recette à l'honorable trésorier pour que celui-ci réussisse à changer des déficits en surplus.

Je regrette, cependant, de ne pouvoir féliciter ses admirateurs et ses partisans qui ont cru que

l'ère des déficits était révolue. Et pour la même raison, je ne puis féliciter la population et les contribuables de la province. Avec tout ce verbiage variant les recettes et les dons du gouvernement actuel, nous attendons des preuves tangibles de ce qu'ils énoncent; nous attendons une diminution des taxes; nous attendons un retrait des taxes onéreuses; nous attendons une augmentation des subsides aux écoles, une aide accrue pour tous les niveaux de l'éducation; nous attendons une distribution des prétendus surplus à des institutions de charité et autres également louables; nous attendons toutes ces choses, mais en vain, et pourquoi en est-il ainsi? Tout simplement parce que les surcroîts n'existent pas et n'ont jamais existé.

Les recettes n'ont pas augmenté et les dépenses n'ont pas diminué non plus. Le gouvernement est au pouvoir depuis presque trois ans et il n'a effectué aucune coupure dans les dépenses régulières et de plus, il n'a posé aucun geste indiquant qu'il a établi une politique concernant les questions importantes d'intérêt public ou avantageuses pour la province dans son ensemble.

Leur seul argument pour demander l'appui de la population a été de prétendre qu'ils avaient établi un équilibre des finances. Si cette prétention n'est pas fondée, leurs affirmations pleines de suffisance à l'effet d'être un gouvernement supérieur doivent être évaluées à leur juste valeur et traitées en conséquence.

L'honorable trésorier a créé un précédent, cette année en présentant son discours sur le budget au tout début de la session. Les documents et rapports nécessaires à une discussion valable ne nous avaient pas été présentés. L'état des recettes et dépenses pour l'année en cours n'avait pas été déposé devant la Chambre et les députés avaient eu à peine le temps de jeter un coup d'oeil aux comptes publics et aux prévisions budgétaires avant la présentation du budget. Les documents et les rapports que nous avons obtenus depuis nous ont démontré leur importance et je vais m'efforcer de les traiter en leur accordant la place qui leur revient dans l'étude des rapports financiers de l'année dernière et ceux de l'année en cours. S'ils entraînent des changements aux calculs de l'honorable trésorier, les preuves seront évidentes par elles-mêmes.

Avant même d'avoir reçu ces documents, nous avons pu déjà remarquer deux points: le premier dans les recettes de l'année dernière et le second dans les prévisions supplémentaires de l'année en cours réellement imputables à l'année dernière. Et l'un de ces deux items effacerait à lui seul le prétendu surcroît et les deux ensemble laisseraient un déficit assez remarquable. J'y reviendrai plus tard et je parlerai aussi des autres omissions qui augmenteront davantage le déficit.

En traitant ce sujet, je vais m'efforcer de mettre de côté pour le moment, cette fameuse controverse consacrée par le temps à savoir si l'administration

1. On avait distribué par mégarde aux députés des copies comportant une erreur typographique: à l'endos figurait le bon titre de bill (Maurice Gougeon). mais le texte avait trait à la construction d'une église dans la paroisse Saint-Paul-de-Montréal.



Mercier de 1887 à 1892 a été meilleure ou pire que celle de ses prédécesseurs, mais il me semble qu'il sera plutôt difficile d'éviter la comparaison entre l'administration Mercier et celle de ses successeurs de 1892 à 1897.

La question qui nous tient à coeur en ce moment est de découvrir, si possible, si le gouvernement actuel a rempli ses engagements en ce qui a trait aux finances de la province et plus particulièrement de connaître la vérité sur ses prétentions au sujet de son souci d'économie et d'un équilibre rétabli entre les recettes et les dépenses ordinaires.

Je propose donc en premier lieu de discuter les comptes de l'année financière qui s'est terminée le 1er juillet 1899 à la lumière des renseignements que nous avons pu obtenir depuis le début de la session.

Pour m'aider à entreprendre l'étude de ces comptes, j'ai vérifié sérieusement les propos de deux trésoriers de la province dont aucun n'est membre de mon parti.

Lorsque l'honorable monsieur Shehyn, trésorier de l'administration Mercier, prononça son premier discours sur le budget le 12 avril 1887, dans lequel il critiquait les comptes publics de l'année précédente, il dit et je cite:

"Après tout, il importe peu de savoir si, au cours de n'importe quel exercice financier, il y a eu un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses tel qu'énoncé dans les comptes publics, puisque ces comptes ne font qu'énumérer les recettes et les dépenses. Or ces comptes n'indiquent pas si le gouvernement a fourni tous les services spécifiés, ni si des engagements nouveaux ont été contractés durant la période pour laquelle ces comptes s'appliquent. Et c'est là le problème. Il est facile d'indiquer un surcroît apparent aux comptes publics lorsqu'en réalité, il existe un déficit. Pour ce faire, il est facile de ne pas fournir certains services ou de négocier un emprunt. Le premier procédé diminue le montant des dépenses alors que le second augmente les recettes. Dans de tels cas, les comptes publics indiquent un surplus, ce qui n'empêche pas le résultat de ces opérations d'égaliser un déficit réel à l'augmentation proportionnelle de la dette de la province.

C'est malheureusement de cette façon que nos prédécesseurs ont réussi pendant quelques années à montrer une situation en apparence favorable, alors qu'en réalité, chaque exercice financier se terminait par une augmentation considérable de la dette".

Comme je vais le démontrer, les résultats changent de façon considérable selon que certaines dépenses sont inscrites aux dépenses ordinaires, ou extraordinaires. Vous avez ainsi la preuve que les comptes publics font simplement énumérer les recettes et les dépenses et ne décrivent pas vraiment la situation réelle.

Durant l'exercice financier en question, nous avons reçu \$54,110.96 en arrérages d'intérêt sur les subsides du gouvernement fédéral pour la construction du chemin de fer entre Québec et Ottawa. Cette somme constitue un revenu sur lequel nous ne pouvons compter au cours d'une prochaine

année financière; il doit donc être éliminé des recettes ordinaires.

Le trésorier a omis de souligner certains engagements qu'il ne pouvait ignorer et en a indiqué d'autres en vue de diminuer les montants des paiements comme nous le démontrera les rapports de la présente année. En procédant ainsi, n'importe qui aurait réussi à montrer un surplus des recettes.

Lorsque le trésorier actuel et premier ministre a présenté son premier discours sur le budget au nom du gouvernement actuel, il a énoncé ce principe:

"L'ancien gouvernement avait, de plus, adopté des lois au cours des dernières semaines de la session, qui obligeaient le trésorier à payer de fortes sommes non prévues dans les estimations de l'année. Ces sommes devaient être payées et rien ne pouvait justifier de retarder à cette année le paiement de dettes contractées et dues l'année précédente. Si nous avons agi ainsi, nous nous serions déchargés des responsabilités d'une année en procédant d'une façon irrégulière au détriment de l'année suivante, et nous nous serions embourbés au cours des années, en cachant la réalité".

Il y a quelques jours, dans son discours sur le budget pour l'année en cours, le trésorier a déclaré ce qui suit:

"Que pouvions-nous faire? Retarder les paiements et appliquer ces dépenses au budget de l'année suivante? Nos adversaires, si respectueux de l'application des règles constitutionnelles depuis qu'ils ne sont plus au pouvoir, n'oseront pas prétendre cela. De plus, ces paiements étaient destinés à solder des dettes dont la nature ne permettait pas de délai sans compromettre le crédit de la province. Donc, il fallait de toute urgence acquitter ces soldes énormes laissés par nos prédécesseurs et il n'y avait pas de dispositions législatives pour le faire. Pour sauver l'honneur de la province, nous avons dû utiliser le seul recours autorisé par la constitution, le mandat spécial".

Pour mettre en application ces principes, le trésorier énonce dans son budget ce qui suit.

Dépenses totales 1898-99. . . . .	\$4,234,410.81
Recettes totales 1898-99. . . . .	\$4,249,589.99

Surplus. . . . .	\$ 15,179.18
------------------	--------------

Maintenant, mettons en pratique le principe de monsieur Shehyn qui dit que les arrérages d'intérêt reçus durant une année quelconque ne peuvent être mis au compte des recettes ordinaires de cette même année. À la page 4 des comptes publics de l'année 1898-99, nous trouvons inscrits aux recettes, les items suivants:

Intérêt sur les fonds en fiducie \$113,723.80. En réponse à une question posée par le trésorier (voir les Journaux p. 149, 1900), nous retrouvons ce montant inscrit sans détails dans les comptes publics, de la façon suivante:

Arrérages pour 1895-96. . . . .	\$ 10,386.20
Arrérages pour 1896-97. . . . .	\$ 20,615.72
Arrérages pour 1897-98. . . . .	\$ 11,335.94
	<hr/>
	\$ 42,337.86

Pour 1898-99, nous trouvons seulement le montant de \$71,385.94 qui correspond exactement aux estimés de recettes provenant de cette source que l'honorable député mentionne dans son budget de décembre 1897 (Page 24).

De plus, je dois ajouter que l'honorable trésorier dans son récent budget n'accorde aucun crédit à l'administration précédente, pour le montant de \$20,615 que nous devions recevoir en 1896-97.

Ceci réduit de \$42,337.86 ses propres recettes pour 1898-99 et donne par conséquent:

Recettes totales pour 1898-99.....	\$4,249,589.99
Moins.....	\$ 42,337.86
	<hr/>
	\$4,207,252.13
Dépenses totales pour 1898-99.....	\$4,234,410.81
	<hr/>
Déficit.....	\$ 27,158.68

Nous trouverons probablement plus loin d'autres revenus provenant de source semblable attribuables à des années antérieures. Je suis porté à croire que la somme de \$287,995 provenant de la taxe sur les successions, qui dépasse largement toute somme reçue dans le passé ou même prévue dans les estimations, inclut des montants imputables à des années précédentes. Mais jetons un coup d'oeil au paiement des dépenses de l'année courante.

Le premier ministre affirme qu'elles ont été de \$4,234,410.81.

Selon les règlements qu'il a lui-même établis, et que j'ai cités, ce montant devrait inclure le paiement de toutes les obligations contractées au cours de l'année. Et cependant, il n'en est pas ainsi. Les propos de monsieur Shehyn en 1887 s'appliquent à juste titre à son successeur et collègue. En effet, il est facile de créer un surplus si les dettes ne sont pas soldées.

Quels sont les faits? Le 5 mai 1899, deux mois avant la fin de l'année financière, le gouvernement a adopté un ordre en conseil reconnaissant la réclamation d'un certain Jos. Dussault, imprimeur de Québec, pour divers contrats d'imprimerie et lui accordant le paiement de la somme de \$26,194.64 plus les intérêts sur cette somme à compter du 6 mai 1899. Le gouvernement reconnaît cette dette

et promet de payer l'intérêt jusqu'à l'extinction de cette dette. Le gouvernement ne devait-il pas acquitter cette obligation avant la fin de l'année financière? Il ne l'a pas fait parce que son coffre était vide. De plus, s'il avait payé ce montant, il faisait face à un déficit qui existe déjà et ainsi, il n'aurait pu même prétendre avoir un surplus.

Le gouvernement applique la règle qui consiste à payer les dettes existantes lorsque cela peut démontrer un déficit contre ses prédécesseurs, mais ne le fait pas si cela est à son désavantage.

Je n'ai pas à juger la valeur de la réclamation de monsieur Dussault. Il en sera question lorsque la Chambre devra voter cet item qui apparaît dans les estimations supplémentaires de l'année en cours, mais j'y réfère parce que cela représente une obligation assumée et reconnue par le gouvernement et qui n'a pas été payée à la fin de la dernière année financière. Cependant, ce n'est qu'un seul item.

En réponse à un ordre de la Chambre, un état ainsi qu'un état supplémentaire ont été déposés le 9 février courant. Les deux indiquent qu'il restait un solde dû et impayé pour des contrats d'arpentage, d'exploration et de cadastre contractés à partir du 21 mai 1897 (date de l'entrée au pouvoir du gouvernement actuel) jusqu'au 30 juin dernier pour la somme de \$58,612.47.

Et le 5 février dernier, en réponse à une question, l'honorable ministre a admis qu'au ministère de la colonisation, le 30 juin 1899, les montants suivants étaient dus et n'avaient pas été payés:

Pour des travaux de colonisation (Journal p. 108).....	\$ 5,543.49
Arpentages (Journal p. 108).....	\$16,436.35
Gardes-forestiers.....	\$ 5,030.69
Gardes-feux.....	\$ 916.89
Agents des domaines de Lauzon et des Jésuites.....	\$ 150.00
	<hr/>
	\$28,077.42

Je suis conscient que l'on dira que des items de même nature n'avaient pas été payés avant la fin d'exercices financiers antérieurs. Cela ne change aucunement le problème.

Lorsque le gouvernement actuel était dans l'Opposition, il critiquait ces mêmes actions et se promettait bien de ne pas répéter ces erreurs lorsqu'il serait au pouvoir.

Au lieu de respecter ses promesses, il a commis plus d'erreurs qu'aucune autre administration précédente à cet égard.

J'admets que le principe est mauvais: cependant l'affirme qu'il est impossible de faire une comparaison convenable entre les recettes et les dépenses à moins de tenir compte de ces obligations.

J'aborde une autre question qui constitue non seulement un défaut de payer des obligations contractées et dues avant la fin de l'année financière, mais aussi un détournement illégal et non autorisé des fonds fournis par la Chambre au gouvernement.

L'obligation la plus importante à être payée par tout ministère de la province est le salaire des employés. Mais un examen des comptes publics, à la page 182 et suivantes, indique que les agents des Terres de la couronne n'ont pas reçu leur salaire pour le mois de juin 1899. Non seulement leur salaire ne leur a pas été versé, mais cet argent a été utilisé pour une exposition à New-York, pour laquelle la Chambre n'avait pas prévu de fonds et qui semble n'avoir reçu aucune autorisation.

Le 30 janvier dernier, (1) l'honorable chef de l'Opposition a posé la question au gouvernement: "Pourquoi les salaires du mois de juin des agents des terres, des agents des bois et inspecteurs d'agences, pour l'année 1898-99, n'ont-ils pas été payés avant l'expiration de cette année fiscale?" L'honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries a donné la réponse suivante: "Ces traitements s'élevant à la somme de \$1,856.68 ont été payés en juillet 1899 sur le crédit des dépenses générales de 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour 1898-99 a été absorbée par une dépense imprévue de \$3,046.70 faite dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New York, en mars dernier.

N'est-ce pas là une réponse extraordinaire! Si l'exposition a été tenue dans l'intérêt de la province et était d'une importance telle que la province pouvait se permettre de risquer son crédit et sa réputation en retardant de payer ses fidèles employés jusqu'à ce que le paiement de leur salaire soit dû, comment expliquer que cette question n'a pas été 3/8 portée à l'attention de la Chambre et pourquoi n'a-t-on pas demandé les crédits nécessaires? Des expositions d'une telle envergure sont

tenues habituellement à grands coups de publicité et des avis sont envoyés aux exposants.

La session n'a été prorogée que le 10 mars dernier, et cependant, l'honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries nous a laissés dans l'ignorance de cette fameuse exposition. Par contre, nous lui avons voté les crédits qu'il a demandés pour les services réguliers de son ministère et pour le salaire des employés de la province. La session à peine terminée, le voici qui prend cet argent pour cette exposition. On nous laisse dans l'ignorance, et l'on s'attend que nous acceptions cette déclaration que le tout était dans l'intérêt de la province alors qu'il s'agit de l'appropriation non autorisée de fonds publics et qu'il s'agit d'une injustice envers les employés civils. Les items se rapportant à cette exposition sont très intéressants. Nous les retrouvons aux pages 193 et 194 des comptes publics et je me permettrai de vous en faire la lecture.

Nous n'avons pas de détails au sujet du montant de \$1,708.60 qui est mentionné d'une façon générale et désinvolte pour l'exposition, le transport, les salaires, le logement, etc., mais il est possible que ce montant ait pu être utilisé pour des loisirs divers. Nous ignorons aussi combien a coûté l'espace retenu au Madison Square Garden, mais on nous dit que le premier versement a été de \$375.00. De plus, à cause de l'exposition de New-York, il nous est possible d'ajouter \$1,858.68 au total des obligations non acquittées.

Jusqu'au moment présent, c'est tout ce que nous savons. Peut-être allons-nous en connaître davantage, mais les renseignements sont que les dettes non acquittées le 30 juin dernier se chiffraient ainsi:

Dussault, les intérêts non inclus.	\$ 26,194.64
Inventaires, etc.	\$ 58,612.47
Colonisation.	\$ 28,077.42
Agents des terres non payés.	\$ 1,858.68
	<hr/>
	\$ 114,743.21

À la lumière de ces faits, voyons quel aurait été le résultat des recettes et dépenses, si ces dernières avaient été payées, et quel aurait été le "surplus":

Total des paiements.	\$4,234,410.81
Obligations non payées.	\$ 114,743.21
	<hr/>
Recettes totales, 1898-99.	\$4,207,252.13
Déficit.	\$ 141,901.89

Je souhaite, monsieur, être vraiment franc et honnête dans mes critiques et pour cela, je dois ajouter qu'avec les renseignements que nous avons reçus, je n'ai pu déterminer si la somme de \$16,436 due pour des arpentages est comprise ou non dans les recettes générales de \$53,845, puisque le gouvernement ne l'a pas mentionné dans sa réponse. Si elle est comprise, il nous faut déduire cette somme du déficit cité ci-dessus.

	\$ 141,901.89
Moins.	\$ 16,436.35
	<hr/>
	\$ 125,465.54

Cependant, si elle n'est pas comprise, les chiffres cités auparavant demeurent le déficit actuel. Je ne doute pas que l'honorable premier ministre nous fournira des explications plus tard.

1. Cette interpellation a eu lieu le 31 janvier 1900.

Je veux cependant attirer votre attention sur une autre question qui affecte le surplus allégué autant que les affirmations de prétendues économies réalisées par le gouvernement actuel et la nature de ces économies.

Le gouvernement prétend avoir réalisé des économies importantes dans le domaine de l'éducation.

Le discours du trône affirmait que le gouvernement avait augmenté les subventions annuelles aux municipalités pauvres.

Le 5 février, une question a été posée par le député de Sherbrooke, à savoir, comment cela avait-il pu être réalisé?

Le gouvernement a répondu avoir augmenté de \$10,000 à \$13,000, les subventions aux municipalités pauvres votées dans les estimations de 1898-99 et payées en vertu d'un ordre en conseil du 9 juin 1899, à même les fonds prévus dans la loi Victoria 60 chapitre 3.

Ils n'ont pu dépenser cette subvention inscrite dans les estimations, s'ils l'ont inscrite en vertu de la loi Victoria 60, chapitre 3. Les deux comptes sont distincts et allouent \$63,000 à cet effet et le montant prévu dans les estimations de 1898-99 demeure intact.

Au cours de sa dernière année d'administration le gouvernement conservateur a introduit et adopté une loi pour allouer des fonds à l'avancement de l'enseignement élémentaire, à l'assistance aux écoles pauvres et pour accorder des bonis aux instituteurs pauvres. Dans ce but, les recettes provenant de la rente des terres publiques devaient être mises de côté pour créer un fonds. Et alors que les intérêts de ce fonds s'élèvent annuellement à \$60,000, la législation a autorisé le gouvernement à affecter \$50,000 par année de ce fonds aux fins stipulées ci-dessus.

Cette loi dont font mention les comptes publics et documents prévoit de conserver \$1,500,000 acres de terres publiques pour venir en aide aux écoles élémentaires, etc.

La seule objection soulevée par l'Opposition du temps contre cette mesure était que cette subvention n'était pas assez élevée et le premier ministre actuel affirmait alors qu'elle aurait dû être de \$200,000 par année.

C'est en 1897-98 que cette loi fut mise en vigueur pour la première fois. De cette façon, ses promoteurs n'ont jamais eu l'occasion de s'en servir.

Durant la première année de son règne, soit en 1897-98, le gouvernement actuel dépensa, en vertu de cette loi, \$53,000 (comptes publics. 1898, p. 7). Cette même année, ils ont enregistré un déficit de \$187,000. Et comme ils devaient économiser quelque part pour donner l'impression d'avoir réussi l'équilibre promis, cet argent leur fournissait un bon départ. Alors, ils n'ont consacré qu'une infime partie de l'argent consenti par cette loi aux fins véritables.

Cette loi constitue une directive de la Législature au gouvernement en place en vue de distribuer cette somme annuellement pour l'instruction élémentaire et l'assistance aux écoles pauvres; et aussi longtemps qu'elle demeure inscrite dans les Statuts,

elle doit être observée. Et cependant, l'année dernière, le gouvernement a volontairement omis de s'y soumettre.

Dans les comptes publics, sous le chapitre de l'instruction publique pour 1898-99, on constate que seulement \$13,133.28 ont été dépensées dans ce domaine. Un rapport détaillé a été préposé et ordonné, et il indique ce qui suit:

Du document No 27. — Réponse du 8 février à une question du 31 janvier 1900.

1. Rapport détaillé de l'item suivant dans les comptes publics de 1899, page 132. Écoles élémentaires en vertu de la loi Victoria 60, chapitre 3. . . . . \$13,133.28
2. Copies de tous les ordres en conseil autorisant cette dépense.  
Émilien Daoust, libraire, Montréal, compte pour l'achat de cartes, selon l'ordre en conseil no 117 du 30 mars 1899 . . . \$ 3,000.00

Dépenses du surintendant de l'Instruction publique selon l'ordre en conseil no 424 du 14 juillet 1898. "L'Enseignement Primaire". adressé aux écoles de la province. . . . . \$ 2,833.28

Selon l'ordre en conseil no 157 d'avril 1898, aide aux municipalités pauvres. . . . \$ 7,000.00

Selon l'ordre en conseil no 225 du 20 mai 1899, impression des rapports sur l'éducation . . \$ 300.00

\$13,133.28

Département du trésor, section des comptes.

Québec, le 7 février 1900.

(Signé) A.H. Verret.  
Auditeur provincial.

Ce rapport est certifié par l'auditeur de la province, et j'affirme que sur tous ces items, seul les \$7,000 ont été attribués aux fins spécifiées dans la loi. L'item indiqué dans les comptes publics est non seulement trompeur mais il est inexact.

Encore une fois, le premier ministre dans son récent discours sur le budget affirme "que nous avons dépensé en outre pour les objets indiqués dans la loi 60 Victoria, chapitre 3. tels que l'avancement de renseignement élémentaire, l'assistance aux écoles pauvres, etc.", la somme d \$34 275.99. Budget p. 21) Cette affirmation est inexacte.

Cette somme se compose de deux items:  
Premièrement, la somme déjà mentionnée. . . . . \$13.133 28  
Deuxièmement, subvention aux écoles du soir. . . . . \$21.142.71  
\$34.275 99

Cette subvention aux écoles du soir n'est pas comprise dans les buts que vise la loi Victoria 60 chapitre 3.

Cette loi n'autorise pas la distribution de fonds à ces écoles. Cependant, pour ces \$21.142.71 le

gouvernement a pris \$9,142.71 de la subvention devant aller à l'enseignement élémentaire.

L'autorisation a été obtenue par un ordre en conseil du 22 mars 1899. J'affirme que ce geste était illégal et que le gouvernement n'avait pas le pouvoir d'agir de la sorte.

Le résultat de ces opérations est que sur les fonds prévus par la Chambre pour les écoles élémentaires et l'aide aux instituteurs pauvres, une partie de ce montant, soit \$27,275, a servi, au cours du dernier exercice financier, à payer des éditeurs de revues et de cartes de valeur douteuse et les écoles du soir. Une subvention de \$12,000 avait été prévue dans ce deux cas et à mon avis, ce montant suffisait amplement pour aider ces deux causes; dans le cas contraire, on aurait pu demander à la Chambre de voter un montant supplémentaire et nous aurions eu l'occasion de discuter la question.

Le trésorier consacre quatre pages de son discours sur le budget à féliciter son gouvernement, au chapitre des dépenses, pour l'instruction publique. Je soutiens qu'il n'a pas obéi aux instructions de la Chambre et n'a pas remplies promesses ni réalisé les désirs de la population en retenant le paiement de la subvention à l'instruction élémentaire. Il se vante d'avoir économisé. Ce n'est pas dans ce domaine qu'il aurait dû faire des économies.

Nous avons la preuve qu'il savait que son devoir était de distribuer cette subvention de la manière que j'ai indiquée. Si nous regardons le tableau des recettes et dépenses de l'année courante depuis le 1er juillet 1899 jusqu'au 31 janvier 1900, à la page 5, nous trouvons les items suivants payés:

Fonds aux écoles élémentaires,  
loi Victoria 60, chapitre 3. . . . . \$50,881.58

Pourquoi payer ce fonds en 1899-1900 et ne pas l'avoir fait en 1898-99? Parce que ce surplus tant souhaité et tant recherché n'aurait même pas eu une existence fictive. Mais, s'il était nécessaire d'économiser, ces économies auraient pu être réalisées dans d'autres départements, ce qui n'aurait pu nuire au bien-être des écoles pauvres et des instituteurs dans le besoin.

L'honorable trésorier, dans son budget, prétend avoir employé les différentes sommes mises à la disposition du gouvernement pour le budget ordinaire de l'instruction publique. Il ajoute que non seulement les crédits ordinaires pour les écoles élémentaires, pour l'éducation supérieure, pour les institutions d'enseignement littéraire, scientifique et industriel ont été employés intégralement, mais qu'il a été ajouté des sommes considérables pour les fins que je viens d'indiquer.

Je dénie cette affirmation et je vais vous démontrer qu'il y a contradiction.

Les crédits alloués par la loi Victoria, chapitre 3, ainsi que par la loi des subsides pour l'année dernière totalisaient \$412,000. De plus, ils ont ajouté la somme de \$13,000 pour le conseil des arts et manufactures; \$1,000 pour les institutions d'enseigne-

ment littéraire et scientifique: \$1 2.000 pour les écoles du soir, ainsi que des octrois spéciaux pour le collège d'Acton, le couvent de Roxton, le collège de Roberval, l'école modèle de Douglastown, énumérés au chapitre des dépenses diverses, en tout \$2,500, faisant un total de \$440,510.

De plus, l'honorable trésorier, dans les chiffres de son discours suivant immédiatement ceux que je viens de citer, indique que les dépenses générales pour l'instruction publique, y compris les octrois spéciaux que j'ai nommés, ont été de \$412,657, laissant intacte la somme de \$27,853, qui était à la disposition du gouvernement pour des fins d'éducation.

Je ne crois pas, monsieur l'Orateur, que la Chambre ait eu l'intention, non plus que la population ait désiré que l'on alloue des octrois au gouvernement pour des fins d'éducation et que ces octrois aient servi à créer un équilibre des finances.

En réalité, les dépenses pour l'instruction élémentaire et pour les écoles pauvres ont été bien en dessous des \$36,866, comme le démontre le rapport de l'auditeur aux pages 12 et 13 des comptes publics.

Plus de \$9,000 indiqués dans ce fonds ont servi aux écoles du soir.

J'affirme, de plus, qu'aucune économie de ce genre n'a été réalisée dans aucun autre service sous l'administration de ce gouvernement. Mais, au contraire, tous les crédits ont été dépensés et dans plusieurs cas, l'argent a été obtenu par des mandats spéciaux.

Au département de la Justice, les dépenses ont dépassé les crédits de \$52,438. Au département de l'Agriculture, les dépenses ont été de \$10,768 de plus que les crédits prévus. Au département de la Colonisation et des Mines, les dépenses ont dépassé les crédits de \$17,743, pour lesquelles un mandat spécial a été émis. Sous le chapitre de services divers, on a dépensé \$27,166 de plus que les crédits alloués.

Il me semble qu'on aurait eu l'occasion de réaliser des économies dans tous ces services plutôt que dans ceux de l'éducation et de l'instruction publique.

Puisque je parle d'économie, et pour être honnête dans mes comparaisons, je dois dire que le département des Travaux publics semble avoir dépensé environ \$13,000 de moins que prévu. Au chapitre de la législation, les dépenses totales ont été moins élevées que les crédits alloués à cette fin. Il est aussi question d'un solde imprévu de \$105 pour fins de charité.

Comme le premier ministre prétend encourager l'instruction, je l'invite à comparer nos dépenses dans ce domaine, pendant la dernière année de notre administration, soit 1896-97, avec celles de son gouvernement pour l'année dernière. Pour ce faire, j'inclus les mêmes items pour chaque année, et le tableau que je présente est confectionné de façon semblable à celui de son budget. Mais je dois lui faire remarquer que nous n'avions pas à notre disposition les \$50,000 alloués par la loi Victoria 60, chapitre 3.

Nos dépenses totales pour 1896-97 pour l'instruction publique ont été de \$394,260. Cette somme comprend \$27,000 en boni aux instituteurs et l'assistance supplémentaire aux municipalités pauvres; \$28,000 pour les institutions littéraires et scientifiques; arts et manufactures: \$ 13,000, et \$ 11,144.15 pour les écoles du soir, ce qui fait un total de \$421,204.25 pour les dépenses dans ce domaine.

Les dépenses totales de 1896-97 ont été de ..... \$412,657.00  
\$421,204.25

\$ 8,546.73

de plus qu'en 1898-99. Si nous enlevons pour le bénéfice de notre comparaison, aux deux partis, les montants pour les écoles du soir, la comparaison sera la suivante: 1896-97 \$410,060.60 - 1898-99 - \$391,514.81. Surplus de \$18,545.19. Il faut cependant ajouter pour l'année 1896-97 les dépenses suivantes:

écoles d'agriculture ..... \$ 25,000.00  
conférences sur l'Agriculture: \$6,000, ce qui fait un total de \$31,000, alors qu'en 1898-99 il y a eu des dépenses de \$14,905.03 pour les écoles d'agriculture et \$2,410.02 pour des conférences sur l'agriculture. Le total est de \$17,315.05 et le surplus \$13,684.35. Malgré cela, le département d'Agriculture a dépensé l'année dernière plus que les crédits alloués.

Je soutiens que le gouvernement n'a pas rempli son devoir en matière d'éducation ou d'instruction publique dans cette province. Et j'espère que le tableau que j'ai présenté soutient fermement mes prétentions.

Le premier ministre, dans chacun de ses discours sur le budget, au cours des trois dernières années, a proclamé en son nom et celui de ses collègues avoir réussi à réduire les dépenses et à augmenter les revenus.

Je nie qu'il a effectué une réduction des dépenses, sauf peut-être, comme je l'ai dit, au chapitre de l'éducation. Je nie aussi qu'ils aient réussi à augmenter les revenus, que ce soit par une loi du gouvernement ou par toute ligne de conduite qu'ils aient pu suivre.

Législation 1895-96	\$195 549
1898-99	\$190.027
<b>Économie</b>	<b>\$ 5 522</b>
<b>Gouvernement civil</b>	
1895-96	\$253.401
1898-99	\$269.650
<b>Augmentation</b>	<b>\$ 16 249</b>
<b>Administration de la justice</b>	
1895-96	\$568.544
1898-99	\$609.131
<b>Augmentation</b>	<b>\$ 10 587</b>
<b>Travaux et édifices publics</b>	
1896-97	\$ 97.544
1898-99	\$ 83.968
<b>Économie</b>	<b>\$ 13 576</b>

Prenons le rapport annexé au discours du budget de l'honorable premier ministre et trésorier prononcé dans cette Chambre l'année dernière. Selon ce rapport, les dépenses ordinaires pour 1897-98, la première année de leur administration, ont été de \$4,364,686 et pour l'année 1898-99. \$4,188.641. Pour cette dernière année, il faut ajouter les dettes non soldées que j'ai mentionnées, qui sont de \$109,976. Mais sans les ajouter, les dépensés totales pour ces deux années sont de \$8,553,327, ce qui fait une moyenne de \$4,276,663. Prenons maintenant les dépenses ordinaires des cinq années précédentes, y compris 1896-97. Le gouvernement actuel a administré cette province pendant les six dernières semaines de 1896-97 et l'honorable trésorier a admis dans son discours de cette année, que pendant cette courte période les dépenses ont été de \$815,883.

Les dépenses se chiffrent ainsi:

1892-93	\$ 3.952.258
1893-94	\$ 3 876.990
1894-95	\$ 4,043,228
1895-96	\$ 4.041.221
1896-97	\$ 4.677,095

\$20,590.792

ce qui donne un total, pour ces cinq années, de \$20,590,792, ou une moyenne de \$4,118.158. Cette moyenne donne donc annuellement une différence moyenne de \$70,483 en faveur de l'administration conservatrice.

Puisque nous parlons de dépenses, je veux souligner une économie réalisée par l'administration précédente. Cette économie se situe au chapitre de la dette consolidée entraînée par le processus de la conversion de la dette de la province, en autant qu'elle a été réalisée.

Je suis heureux de constater que l'honorable trésorier nous en donne le mérite et il admet qu'elle atteint plus de \$34,000 annuellement.

Dans les autres services, je vous invite à comparer les dépenses de l'année 1895-96, dernière année complète de l'administration conservatrice avec celles de la dernière année, soit 1899

Dans ce dernier cas, la différence provient presque totalement des dépenses occasionnées par les améliorations effectuées aux différents palais de justice et aux prisons au cours des années passées. Instruction publique, ordinaire, non compris les octrois spéciaux et sommes payées en vertu de la loi Victoria chapitre 3.

1895-96	\$370.260
1898-99	\$362.010
Diminution	\$ 8.250

Il est difficile d'établir une comparaison entre les dépenses des départements de la Colonisation et Mines, de l'Agriculture et des Terres, Forêts et Pêcheries, à cause des changements effectués dans la structure de ces départements. Il en est de même pour les Services divers à cause de différents items qui étaient inclus dans ces services auparavant et qui font maintenant l'objet de paiements séparés.

Je crois cependant avoir pu vous démontrer par mes remarques que les faits réels ne correspondent pas aux économies alléguées.

D'autres preuves confirment que le gouvernement n'a pas réalisé d'économies au cours de l'exercice financier qui s'est terminé le 30 juin dernier, puisqu'il a eu recours à des mandats spéciaux à plusieurs reprises par la somme de \$90,470; et ceci, bien qu'il ait reçu plusieurs avertissements de la part de l'Opposition de ne pas agir ainsi.

L'an dernier, j'ai attiré votre attention sur ce système des mandats spéciaux. Personne ne sait mieux que le premier ministre et trésorier que l'émission de mandats spéciaux devrait être réservée aux cas d'extrême urgence. La loi n'autorise pas le gouvernement à s'approprier de l'argent qui n'est pas octroyé par le parlement.

Le 8 octobre 1898, un mandat spécial a été émis pour payer des obligations contractées par le département de la Colonisation et des Mines pour lesquelles il n'y avait pas de fonds, bien que le député de Joliette ait, au cours de la session précédente informé le gouvernement de cette lacune.

L'honorable député présenta une motion formelle par laquelle il demandait à la Chambre de protester à l'avance contre les dépenses que le gouvernement pourrait juger nécessaire d'engager par mandat spécial, après la fin de la session à cause de l'insuffisance de fonds.

De plus, au chapitre de l'administration de la justice, un mandat spécial a été émis le 5 mai 1899, pour la somme de \$50,000, pour la simple raison que les fonds prévus par la Législature étaient épuisés.

Je proteste encore, monsieur l'Orateur, comme je l'ai fait à la dernière session, contre l'émission illégale de mandats spéciaux sans l'autorisation de la Chambre dans le but d'augmenter les crédits des services ordinaires reliés à l'administration des affaires de la province.

Maintenant, au sujet des recettes, j'aimerais entendre l'honorable trésorier nous dire s'il a effectivement et définitivement augmenté les revenus ordinaires.

Il n'a certainement pas présenté à la Chambre aucune mesure visant une telle augmentation, et je

ne crois pas qu'il soit en mesure de prétendre que les augmentations de l'année dernière, résultant d'un heureux hasard, peuvent être considérées comme permanentes.

Un ou deux de ses départements ont connu une année fructueuse, mais on ne peut dire que l'honorable Trésorier en ait le mérite. Ainsi, il a reçu en taxes sur les successions la somme de \$287,000, ce qui était vraiment au-delà de toutes ses espérances.

Lorsqu'il prononça son discours sur le budget en 1897, il espérait recevoir de cette source \$225,000. Il y a donc eu une augmentation de \$63,000.

J'espère qu'il n'osera prétendre que l'augmentation de cette taxe est le résultat d'une décision que lui ou un de ses collègues a prise!

Le revenu provenant des taxes sur les successions a toujours été critiqué par l'honorable trésorier, lorsqu'il était dans l'Opposition. Il s'opposait fortement à cette taxe. D'ailleurs, il a laissé entendre à ses partisans et à la population qu'il avait l'intention d'abolir cette taxe ainsi que celle sur les corporations commerciales. S'il avait vraiment voulu pratiquer une économie raisonnable, il aurait été possible de réduire suffisamment les dépenses pour en arriver à abolir ces deux taxes.

Cette taxe sur les successions avait été imposée en 1892 pour faire face aux dettes énormes de la province laissées par l'administration précédente.

En pratiquant une économie prudente, l'ancien gouvernement avait réussi à abolir toutes les autres taxes, après avoir acquitté toutes les obligations pour lesquelles ces taxes avaient été imposées, et nul doute qu'il aurait réussi à abolir aussi cette dernière.

L'ancien gouvernement y serait probablement parvenu, mais il est certain que l'honorable trésorier ne peut s'attribuer le mérite de cette source de revenus.

J'ai aussi mentionné que le gouvernement actuel a reçu, l'année dernière, du gouvernement fédéral, la somme de \$43,000 pour des arrérages d'intérêt de fonds en fidéicommiss provenant des trois dernières années et particulièrement de 1896-97. Il ne peut pas encore là s'attribuer le mérite de cette augmentation.

Les revenus des taxes directes sur les corporations commerciales ont aussi augmenté de \$38.000 en 1896-97.

L'honorable trésorier s'est souvent opposé à cette autre taxe. Si on jette un coup d'oeil sur l'ensemble, le revenu de la province est resté pratiquement le même depuis l'avènement du gouvernement actuel.

Je désire regarder quelques instants les opérations de l'année en cours. Selon le rapport des dépenses et des recettes présenté à la Chambre l'autre jour, nous constatons que les dépenses totales du 1<sup>er</sup> juillet dernier au 31 janvier de cette année ont atteint \$2,662,060.

Le gouvernement a, de plus, demandé à la Chambre de lui accorder des octrois supplémentaires totalisant au plus \$113,000. Ce montant est supérieur à tous ceux qui lui ont été accordés à la dernière session et bien au-dessus de tous les autres montants reçus de diverses façons.

Le premier ministre, dans son discours sur le budget du 7 février 1899, avait annoncé qu'il prévoyait des dépenses ordinaires pour l'année courante de l'ordre de \$4,155,755. Si nous ajoutons à ce montant le budget supplémentaire de \$113,015 que le gouvernement demande aujourd'hui, les dépenses prévues pour l'année courante atteignent ainsi \$4,268,77. pour ce qui est des recettes prévues pour l'année courante, incluant les taxes des subsides aux chemins de fer, elles devraient atteindre \$4,204,899. Et même si ces prédictions se réalisaient, ce dont je doute beaucoup, il restera un déficit de \$63,871. Mais je suis certain que les crédits votés et le budget supplémentaire ne réussiront pas à équilibrer les besoins du gouvernement pour l'année courante.

Nous serons encore appelés, à la prochaine session, à voter l'émission d'un certain nombre de mandats spéciaux pour combler les crédits épuisés.

À mon avis, les estimations sont insuffisantes et mon opinion est basée sur l'examen des recettes et dépenses jusqu'au 31 janvier, et sur la comparaison des dépenses des différents départements.

Pour l'administration de la justice, les dépenses totalisent déjà \$374,849 alors que les prévisions étaient de \$343,715 plus un crédit supplémentaire de \$20,000, ce qui donne un total de \$363,715. À l'agriculture, \$140,450 contre des estimations totales de \$121,650. À la colonisation et aux mines, les estimations totales de \$133,250 plus une somme additionnelle de \$20,000 qui a été demandée et les dépenses ont atteint \$138,345.

J'en conclus donc, avec tous les exemples que je viens de présenter, qu'aucun geste n'a été fait dans le but d'arriver à un surplus à la fin de l'année courante, encore moins qu'un surplus existe présentement.

Au risque de me répéter encore, j'attire l'attention de la Chambre sur cette mauvaise habitude du gouvernement actuel d'émettre des mandats spéciaux.

PUISQUE nous parlons de l'année en cours, le gouvernement a émis des mandats spéciaux s'élevant au moins à \$32,968 et pas un sou n'a servi à des dépenses imprévues au sens de la loi. Au département de l'Agriculture, la somme de \$12,000 a servi à régler certaines obligations concernant des expositions d'agriculture dans différents districts de la province.

Qui avait pris ces engagements et à quel moment? Nous voyons dans les comptes publics des

montants prévus pour des expositions d'agriculture dans différentes parties de la province, mais je ne vois aucune urgence pour octroyer des fonds non autorisés à cette fin.

Je vois un autre mandat spécial de \$12,845 pour permettre au département de la Colonisation et des Mines de faire face à des obligations concernant des travaux d'arpentage, les fonds prévus étant épuisés.

En ce qui concerne le dernier mandat, j'avais souligné à l'attention de la Chambre lors de la dernière session, que les crédits étaient insuffisants et j'avais même enregistré mon opposition à toute émission de mandat spécial; mais on a passé outre à ma recommandation.

Le département de la Justice s'est hâté de payer les frais d'appel dans la cause Pacaud et a émis des mandats spéciaux dans ce but, alors que dans la cause Neville, les frais n'ont pas été payés et ont été inclus dans le budget supplémentaire présenté à la Chambre cette année.

Un mandat spécial de \$5,000 a été émis pour l'exposition de Paris. Il aurait été logique que cette Chambre puisse se prononcer sur le montant de la contribution de la province à cette exposition. De plus, bien avant la tenue de la dernière session, toute la population connaissait la date de cette exposition et ses buts, et le gouvernement aurait dû informer la Chambre de ses intentions à la dernière session et aurait dû prévoir les crédits nécessaires à cet égard.

Avant d'aborder un autre sujet, je me permettrai de rappeler à l'honorable premier ministre ses paroles, dans une motion de confiance, alors qu'il était dans l'Opposition, pour protester contre l'utilisation de mandats spéciaux pour solder des dépenses non autorisées par la Chambre.

Voici un autre cas où les principes de l'honorable premier ministre, lorsqu'il est au pouvoir, diffèrent totalement de ses principes lorsqu'il est dans l'Opposition.

Avant de terminer, je veux dire un mot au sujet des accusations portées par l'honorable trésorier contre l'administration conservatrice qu'il accuse d'avoir augmenté la dette publique.

J'ai déjà dit que je n'aimais pas entamer des discussions sur l'histoire ancienne ou sur les administrations précédentes; mais puisque le parti conservateur a été 3/8 accusé par l'honorable trésorier d'avoir augmenté les dettes de la province, j'attire l'attention des députés de cette Chambre sur les faits suivants;

Dans son discours du budget du 12 avril 1887, monsieur Shehyn faisait la déclaration suivante: J'ai demandé aux officiers du département du Trésor de préparer le tableau que vous trouverez dans le document no 4 donnant un bilan approximatif des recettes et dépenses de la province de Québec au 30 janvier 1887, date de notre entrée en fonction (se référant à l'administration Mercier).

Voici l'inventaire précis de l'héritage qui nous a été légué.



Selon ce document les dépenses, ou la somme des obligations de la province au 31 janvier 1887 totalisaient \$22.143.447 65 et Tactil était de \$10.754.280.54. ce qui laisse une dette nette de \$11.389.167.11.

Le 17 décembre 1891, soit moins de cinq ans plus tard, le passif de la province atteignait \$35.849.230.18 et l'actif était de \$11.561 191.98, ce qui donne une dette nette de \$24,288,038.20 soit une augmentation de \$12,898,871 sous l'ancienne administration libérale.

Selon les chiffres de l'honorable trésorier dans son discours sur le budget prononcé en janvier dernier, le passif par rapport à l'actif au 30 juin 1897, était seulement de \$25,491.658, soit une augmentation de \$1.203.620. Ce fait s'explique bien par la liquidation d'une dette contractée par la province durant le régime Mercier. Il s'agit du 35 cents l'acre en subsides aux compagnies de chemin de fer pour les terres que ces dernières avaient reçues.

Au 30 juin 1896, le 35 cents l'acre formait la somme de \$3,238,000 dont aurait dû tenir compte l'honorable trésorier. Cette somme aurait dû être inscrite comme une dette, alors qu'on a omis de le faire bien qu'elle apparaisse dans les comptes publics au 30 juin 1896 (page 39).

Cette dette a été réglée au taux de 50 cents au dollar, ou. déduction faite des subsides non gagnés, pour un montant approximatif de \$1,250.000 qui a été obtenu en vertu d'une loi de la session 1896-97 par rémission d'actions souscrites au taux d'intérêt très bas de 30 pour cent pour lesquelles la province a obtenu le prix net de 90 pour cent. Ce prix est équivalent à celui d'un emprunt portant un intérêt moindre que 3½ pour cent.

À part cette exception unique, l'ancien gouvernement conservateur, pendant la durée de son mandat, de 1892 à 1897, n'a jamais demandé à la Législature l'autorisation pour emprunter un seul dollar. La précédente administration libérale, pour sa part, a emprunté des millions et l'un des premiers gestes du gouvernement actuel a été de demander la permission d'emprunter un million et demi.

Le montant de notre emprunt a été consacré entièrement au paiement d'une dette encourue par nos prédécesseurs.

Je n'ai pas l'intention, monsieur l'Orateur, d'acaparer plus longtemps le temps de la Chambre. J'aurai peut-être l'occasion de prendre la parole de nouveau ou de donner la réplique à toute réponse que donnera le gouvernement aux arguments que je viens d'invoquer.

J'affirme, cependant, que mes chiffres sont exacts. Je soutiens aussi que le gouvernement n'a pas respecté ses promesses d'économie; qu'il n'a pas réussi à établir un équilibre des finances; qu'il a surtout fait défaut dans le domaine de l'éducation; qu'il n'a rien accompli pour améliorer le bien-être de la province ou pour faire progresser ses intérêts matériels.

Le gouvernement ne s'est pas engagé dans des mesures publiques; il n'a pas encouragé les travaux publics; il n'a pas cherché à augmenter les revenus de la province, et, en même temps, à cause

de son manque d'intérêt et de son inaction, il n'a pas réussi à diminuer les dépenses publiques.

Il se propose de solder des réclamations qui sont mortes et devraient être enterrées et qui ont été rejetées formellement par les tribunaux. Par contre, le gouvernement néglige la cause de l'éducation et les intérêts de la province.

Il n'a pas réduit les taxes ni la dette publique. Il n'a entrepris aucun projet d'intérêt public et il ne consent pas à assumer la responsabilité de mesures publiques qui sont très importantes et il a consenti à ce que de simples députés présentent de telles mesures à la Chambre.

Au cours de cette session, nous avons même vu des mesures telles qu'une loi remplaçant le code municipal par un nouveau, une loi remplaçant la loi actuelle concernant la formation et l'administration de corporations à fonds social, une loi ayant trait à la constitution du Conseil législatif; tous des bills présentés par des simples députés. Et dans aucun de ces cas avons-nous vu le gouvernement dire s'il donnerait son appui ou non aux mesures ainsi présentées.

Il apparaît que les membres du conseil exécutif actuel de la province ont décidé de se dégager eux-mêmes de tous les droits et devoirs qui leur appartiennent vraiment.

Monsieur l'Orateur, j'ai terminé et je conclus mon discours en faisant l'amendement suivant, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn);

Que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants;

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable ministre et trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que pour l'exercice 1898-99, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et par l'état A, à \$15,179.18; car, en réalité, d'après les comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable premier ministre et trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897 à l'effet que "rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précédente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle", (pare 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce mal fondée et intempestive faite par le gouvernement, d'un surplus, est de nature à jeter du discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pensants de ce pays, la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales".

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que vu l'heure avancée de la soirée, il répondrait demain à l'exposé budgétaire de l'honorable député de Montréal-Saint-Laurent.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le débat soit ajourné.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 112) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de la ville de Québec".

#### **Association des bouchers et commerçants de lard de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 122) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de la ville de Québec".

Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à dix heures et quarante-cinq.

## Séance du 21 février 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Succession J. Bryson

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que les règles de la Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de dame Mary Henrietta White, veuve de feu John Bryson.

Adopté.

### Lecture de pétitions:

Et ladite pétition demandant une loi confirmant et ratifiant un arrangement intervenu entre les parties concernées dans la succession de feu Jon Bryson, est lue et reçue.

### Introduction de bills:

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 30) amendant l'article 223 de la loi de l'Instruction publique.

Il explique que son bill a pour but de changer cette disposition de la loi qui veut que l'avis à l'instituteur ou l'institutrice dont on veut se dispenser des services pour l'année suivante soit envoyé le 1er juin. Il demande que l'article 223 de la loi de l'Instruction publique soit modifié de façon que désormais cet avis puisse être envoyé le 15 juin au lieu du 1er mai. Il soutient que, lorsqu'un instituteur reçoit un avis le premier mai, l'intérêt qu'il porte à l'accomplissement de son travail est susceptible de diminuer et il peut aussi être négligent pour le reste de l'année scolaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27) amendant l'article 79a des statuts refondus.

Il dit que l'objet du bill est de faire revivre les anciennes divisions pour la qualification des conseillers législatifs. Il veut qu'un conseiller réside ou se fasse qualifier dans les limites de la division qu'il représente au Parlement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### Livres destinés aux écoles élémentaires

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Le gouvernement va-t-il soumettre au Conseil de l'Instruction publique le manuscrit du premier livre qu'il est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires, avant de le faire imprimer?

2. Quel est l'auteur de ce livre et de tout autre livre de la série ci-haut mentionnée?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Oui: 2. MM. John Ahearn et C.-J. Magnan, tous

deux professeurs à l'École normale Laval, à Québec.

#### Distribution de livres destinés aux écoles élémentaires

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Est-ce l'intention du gouvernement de ne distribuer gratuitement que le livre qu'il est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires, à l'exclusion de tout autre livre approuvé par le Conseil de l'Instruction publique?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui.

#### Société de beurrieres et de fromageries

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): 1. Combien de sociétés de fabrication de beurre et de fromage ou les deux, constituées en vertu des articles 5477 et suivants des statuts refondus de Québec, ont transmis à l'honorable commissaire de l'Agriculture, dans le cours des cinq dernières années, un certificat du protonotaire constatant qu'elles ont déposé entre ses mains un certificat de société?

2. Le gouvernement connaît-il le nombre de ces sociétés qui n'ont pas transmis tel certificat?

3. Ces sociétés ont-elles fait au commissaire de l'Agriculture un rapport annuel de leurs opérations, tel que voulu par l'article 5483 S.R.Q.?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire publier ces rapports dans le Journal d'Agriculture?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'encourager rétablissement de ces sociétés, et de quelle manière?

6. Le gouvernement a-t-il quelque rapport établissant les avantages offerts par ces sociétés au point de vue de la perfection dans la fabrication du beurre et du fromage?

7. Combien de propriétaires de fromageries ont reçu ou ont droit de recevoir la prime attribuée pour la construction des chambres de maturation dans les fromageries, pour les années 1898-99 et 1899-1900?

8. Quelles sont les personnes ou sociétés auxquelles cette prime a été payée?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):

1. (79) Soixante-dix-neuf.

2. Non.

3. Deux ou trois par année seulement font régulièrement rapport.

4. Chaque année, le Journal d'Agriculture publie les rapports reçus en entier ou par extraits.

5. Le gouvernement, par ses conférenciers agricoles et par la voie du Journal d'Agriculture a, à maintes reprises, recommandé la formation de ces sociétés, et il se propose de continuer la même politique, à l'avenir.

6. Non.

7. Depuis qu'une prime a été offerte pour la construction de chambres de maturation, le gouvernement a reçu 87 applications pour l'obtention de

cette prime. Sur ce nombre, 36 propriétaires de fabrique ont déjà commencé la construction de leur chambre de maturation d'après les informations reçues au département. Onze jusqu'ici, après inspection, ont été jugés en état de recevoir le bonus offert et ont été payés.

8. C.-D. Chaput, Égypte, comté de Shefford; Aug. Pelletier, Saint-Roch-des-Aulnaies; société de fabrique de beurre et de fromage de la Rivière-Ouelle, comté de Kamouraska; Bisson et Lepage, Garthby, comté de Wolfe; R. Massicotte, Saint-Casimir, comté de Portneuf; Louis Morand, Saint-Barthélemi, comté de Berthier; dame veuve Ant. Robert, Saint-Cuthbert, comté de Berthier; dame veuve Ant. Robert, Saint-Cuthbert, comté de Berthier; Clément et Dauplaise, Maskinongé; Florent Fortier, Sainte-Justine, comté de Dorchester; M. Gagnon, Saint-Jérôme, comté du Lac-Saint-Jean; M. Messier, Varennes, comté de Verchères.

#### **Demande de documents:**

##### **Octrois de colonisation**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et Joseph Tremblay, de Saint-Bruno, et J.-B. Carbonneau, de Normandin, au sujet des instructions pour ouvrages à faire à même les octrois de colonisation, après le 1er juillet prochain, avant ou après l'envoi de telles instructions jusqu'à cette date.

Adopté.

##### **Médecins et chirurgiens**

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 83) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

##### **Caisses rurales**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), que le bill (bill no 81) concernant les caisses rurales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Explique que le projet de loi vise à la création de crédits agricoles dans toutes les différentes parties de la province. L'importance de ce projet de loi découle principalement du fait qu'il s'adresse à une des classes les plus nombreuses de la population. On a beaucoup étudié, ces derniers temps, les moyens d'aider à la colonisation. Un des moyens les plus efficaces à cet effet est de s'assurer le grand levier du progrès: le capital. Or, le capital est plus rare dans les districts

ruraux que dans les villes, et les caisses rurales ont pour effet de les maintenir dans ces districts.

Le système des caisses rurales est originaire d'Allemagne où il existe depuis 50 ans. Ces caisses sont connues sous le nom de "Raiffeiskassen", d'après le nom de leur inventeur, M. G. Raiffeisen.

Ce qui fait le succès de ces institutions, c'est la solidarité complète de leurs membres.

Il y a 50 ans, quand on commençait à parler de ces caisses, les financiers de Berlin, Francfort. Hambourg, accueillait l'idée avec des sarcasmes et prédisaient des catastrophes. Comment! Des hommes sans expérience financière allaient se mêler de créer et diriger des banques! C'était de la folie, mais de l'espèce la plus dangereuse! On a ridiculisé l'établissement de ces caisses rurales, on a cru que ce système n'irait pas loin: mais il n'a pas tardé à gagner du terrain et à se populariser d'année en année.

Après 50 ans de fonctionnement, on n'a pas même pas une seule faillite de caisse agricole à déplorer.

En 1870, quand l'Allemagne partait en guerre contre la France, un grand émoi régnait en Allemagne. Le nombre de ceux qui voyaient déjà la patrie et le drapeau français flottant triomphant sur les murs de Berlin, était grand. Une panique financière sévissait dans tout le royaume de Prusse. La classe bourgeoise, craignant pour ses capitaux dans les banques, n'a pas hésité à les retirer et à les confier aux caisses rurales, qui seules, dans ce moment de terrible crise, conservaient la confiance du public. Ce fut le triomphe de ces institutions qui, méprisées à leur début, sont aujourd'hui florissantes. Aujourd'hui, ces caisses agricoles comptent en Allemagne 900,000 membres et prêtent plus d'un milliard de marks.

Le système s'est répandu en Italie et en France. En Italie, on n'a pas cru faire mieux dernièrement, pour commémorer la célébration de la fête d'un prélat romain, que de fonder une caisse rurale. En France l'on a accueilli ce mouvement (1), mais, aujourd'hui que le gouvernement français a consenti à prêter quarante millions de francs à ces caisses, leur succès est assuré.

Il ne pense pas cependant qu'il est à propos de prier le gouvernement de se mêler au mouvement. Tout doit revenir à l'initiative privée. En Irlande, la création des caisses rurales a très bien fait aussi, et bien qu'elles n'y existent que depuis deux ans, elles ont eu pour effet d'empêcher l'émigration des Irlandais.

Il estime que ce système, qui a été bon pour l'Europe et qui y a été une source de bienfaits pour le peuple, aurait le même résultat dans notre province. S'il y était établi. Les caisses rurales seront d'un grand secours aux cultivateurs. Elles garderont dans la paroisse le capital qui généralement converge vers la ville, et le cultivateur pourra, en cas de besoin, emprunter à un taux d'intérêt relativement bas, alors qu'en empruntant aux banques, il paierait 8 ou 9 pour cent d'intérêt.

1. Il manque un ou plusieurs mots à la phrase de La Presse et aussi au Monde Canadien, qui a probablement copié La Presse.

Pris dans son ensemble, le projet de loi demande simplement que, dans toutes les municipalités de la province, il soit institué une association coopérative de crédit agricole. Ces associations seraient établies sur le principe de société générale dont les associés seraient conjointement et solidairement responsables. Dix de ces associés pourraient former une "caisse rurale". Les parts seraient de \$5.00 chacune et aucun actionnaire ne pourrait posséder plus de cinq parts.

Le but principal de ces associations serait de faire des prêts d'argent aux membres de l'association à un taux d'intérêt n'excédant pas 5 pour cent. Les membres de l'association qui causeraient un scandale, qui deviendraient insolubles, ou qui ne se conformeraient pas aux règlements, pourraient être chassés.

Les associations centrales de coopérative de crédit agricole, à responsabilité limitée, pourraient être formées, et seules les caisses rurales seraient actionnaires. Ces "caisses régionales" fédéraliseraient les différents crédits agricoles d'un district. Dix caisses rurales formeraient une caisse régionale et le but de ces dernières serait d'imprimer une direction uniforme aux différentes caisses rurales d'un district, et de faciliter leurs opérations en leur fournissant des prêts ou leur accordant des crédits.

Il termine en insistant sur le fait que ces caisses rurales seraient d'une grande utilité aux cultivateurs dans ce sens que cela leur permettrait de gérer leurs affaires par eux-mêmes, sans être obligés de se mettre à la merci de compagnies, de banques, etc. Sans compter que le gouvernement serait débarrassé par le fait même d'une foule de demandes pécuniaires de toutes sortes.

De plus, il y a la question de garanties sérieuses qu'offriraient les associations aux cultivateurs, et les désastres de ces dernières années causés parmi la classe agricole, tout particulièrement par des institutions comme la Banque du Peuple et la Banque Ville-Marie, ne se répèteraient plus.

**L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):** Félicite le député de Wolfe du zèle qu'il a manifesté en préparant ce projet de loi. Il dit qu'il est vrai que nombre de sociétés agricoles instituées par toute la province font un certain bien, grâce au zèle de certains membres de la Chambre. Mais le zèle seul n'est pas suffisant pour assurer le succès d'entreprises de ce genre.

Bien que tout le monde dans la province semble favorable à une institution de crédit, il y a cependant des objections à prévoir; il faut du dévouement et des connaissances spéciales pour ce genre d'affaires nouveau. L'expérience éprouvée par la chute malheureuse de la Banque Ville-Marie et qu'a citée le député de Wolfe, est là pour nous mettre en garde. Il y a aussi celle de la Banque Jacques-Cartier qui, bien que dirigée par des personnes honorables et capables, a failli sombrer récemment et ne se relève qu'avec grande peine. Il faut que ces institutions soient conduites d'après des principes d'affaires et il s'en faut de beaucoup qu'on rencontre cette dernière qualité chez eux qui sont remplis de

zèle pour les intérêts de leurs compatriotes. En un mot, il faut être pratique: ce n'est pas tout de faire des projets sur papier, il faut les exécuter.

Des caisses rurales comme celles que propose le député de Wolfe ont été, il est vrai, instituées en Allemagne, en Italie, en France et en Belgique. L'exemple de la France laisse cependant un peu à désirer, car la position du paysan français n'est pas comparable à celle de notre cultivateur de la province.

Quant au colon, il pourrait difficilement emprunter des caisses rurales, car sa propriété foncière et surtout ses meubles sont à l'abri de toute saisie. Pour le prêt du gouvernement français, il est bon de se rappeler que ce prêt a été fait sans intérêt, ce qui ne peut se faire ici. Nos cultivateurs s'engageront difficilement dans ces caisses, vu la grande solidarité des membres de ces caisses entre eux; car, non seulement les membres sont responsables pour leur mise dans la caisse, mais ils en sont responsables pour la totalité même de leur propriété.

De plus, les conditions dans lesquelles nous vivons dans la province de Québec sont loin d'être les mêmes que celles d'Allemagne, par exemple. Ces contrées européennes sont des contrées de centralisation par excellence. Les populations sont excessivement groupées. Ici, c'est tout le contraire. Voilà déjà un point où une différence de condition qu'il faut sérieusement considérer dans l'étude d'un projet de loi aussi important.

Il conclut en disant être favorable au projet du député de Wolfe, tout en y voyant cependant de graves inconvénients. Ce plan mérite d'être étudié bien mûrement avant d'être adopté définitivement. Il peut en résulter un grand mal, et aussi, heureusement, un grand bien.

Il propose, pour toutes ces raisons, que le projet de loi en question ne subisse pas dès maintenant sa deuxième lecture, mais qu'il soit plutôt référé à un comité spécial qui devra sérieusement étudier la question et faire rapport. Ce comité serait composé de l'honorable H.T. Duffy et de MM. Chicoyne, Caron, Allard et Champagne.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Se déclare en faveur des caisses agricoles et approuve la proposition du député de L'Islet, qui a pour effet d'encourager l'initiative personnelle, mais il voudrait que les députés se prononcent sur la question en dehors de tout esprit de parti, afin que le comité, en commençant son travail, ait devant lui un faisceau d'opinions et d'idées qui servent de base à ses études.

Il déclare qu'actuellement la Chambre a à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet du principe du bill. Si le principe du bill est approuvé, le projet de loi pourrait être lu pour une deuxième fois et discuté en détail en comité.

**M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes):** Déclare qu'il avait l'intention de parler longuement sur la question, mais il a été devancé par le député de Wolfe.

Il approuve entièrement la mesure telle que présentée. La propagation des caisses rurales dans la province serait pour nos populations agricoles un bienfait inappréciable.

Lui-même s'était déjà déjà occupé de préparer une mesure semblable.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Code civil, art. 972**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (bill no 26) amendement l'article 972 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Annexion de lots à Bellechasse**

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 11) détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vente et administration des Terres de la couronne**

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que le bill (bill no 7) amendement la loi concernant la vente et l'administration des Terres de la couronne soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce bill prévoit que les ventes effectuées par les agents des terres de la couronne et approuvées par le commissaire prendront effet à compter de la date à laquelle elles ont été faites par ces agents.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Avec la loi actuelle, un colon peut prendre possession de son lot immédiatement. Avec la nouvelle loi qu'on propose, le colon devra attendre 3 ou 4 mois, car il faudra une confirmation formelle du billet de location, la condition contenue auparavant était simplement résolutoire.

Il demande que l'honorable ministre des Terres remette la discussion de ce bill, vu que plusieurs députés concernés par cette question ne sont pas présents.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit que la forme des billets de location est meilleure que la loi actuelle. On devrait amender la loi pour la mettre d'accord avec les billets de location plutôt que d'amender les billets de location pour les mettre d'accord avec la loi.

Il propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Rapports de comités:**

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné le bill (bill no 142) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri et a l'honneur de le rapporter sans amendement: aussi les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 115) confirmant et ratifiant les règlements nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899.

Et bill (bill no 136) amendement la loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

#### **Code civil**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill C) du Conseil législatif amendement le code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à huit heures**

En vertu de la 19<sup>e</sup> règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

#### **Charte de Chicoutimi**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 65) amendement la charte de la ville de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montmorency Cotton Mills Company**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 78) ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de chemin de fer de jonction de Napierville**

M. C. DORRIS (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de jonction de Napierville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. DORRIS (Napierville): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de pulpe de Jonquière**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 143) constituant en corporation la "Compagnie de pulpe de Jonquière" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du Conservatoire de Montréal**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 54) amendement la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Lois organiques de Saint-Paul**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 124) amendement les lois organiques de la ville de Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montreal Mining Exchange**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 56) constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du pont de Saint-François**

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 110) amendement l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de Saint-François.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Subsides**

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat, ajourné le mardi 20 février courant, sur l'amendement du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) à la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand): "que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Ledit amendement se lisant comme suit: que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable premier ministre et trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que, pour l'exercice 1898-1899, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et, par

l'état A, à \$15,179.18; car, en réalité, d'après les comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable premier ministre et trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897, à l'effet que "rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précédente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle" (page 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce mal fondée et intempestive faite par le gouvernement d'un surplus est de nature à jeter du discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pesants de ce pays la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales."

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): M. l'Orateur, l'honorable trésorier de la province a prononcé son discours du budget le 22 janvier (1) et l'honorable ex-trésorier lui répond le 20 février, c'est-à-dire un mois après. On peut donc dire que ce dernier a demandé un délai plus qu'ordinaire, mais ce répit n'a pas été pris en pure perte.

Je félicite l'ex-trésorier de la patience de bénédictin qu'il a eue pour faire des recherches dans les discours du budget de l'honorable député de Québec-Est [l'honorable J. Shehyn] et aussi d'avoir étudié les règles et les principes qui ont guidé l'honorable trésorier actuel dans l'administration financière des affaires de la province.

Il nous a même dit qu'il avait ces principes gravés au fond du cœur, mais c'est vraiment regrettable qu'il ait attendu d'être dans l'Opposition pour les mettre en pratique.

Pendant un mois, l'Opposition s'est efforcée de démolir le surplus et de jeter du discrédit sur l'état de nos finances. Je puis aussi dire que l'honorable ex-trésorier n'a rien épargné pour faire disparaître le surplus. Mais si je démontre qu'il peut sans crainte subir tous les feux de la critique, il faut espérer qu'à l'avenir, ces attaques ne se renouvelleront plus.

L'ex-trésorier a été assez imprudent pour nous lancer le défi de comparer avec avantage notre administration avec celle de nos prédécesseurs. Ce défi, je le relève immédiatement.

Le 17 décembre 1891, le gouvernement était renvoyé par le lieutenant-gouverneur dans des circonstances que la Chambre connaît et que je ne me propose nullement de discuter aujourd'hui.

Le 23 décembre 1891, un ministère conservateur était formé. Ce nouveau gouvernement se présenta devant le peuple et vit ses pouvoirs confirmés par une énorme majorité. Cette majorité ne fut obtenue qu'à cause des promesses claires et précises que fit l'administration sur certaines questions.

M. Hall, dans son discours du budget de 1893, disait:

"Sans doute nos promesses se résument à l'établissement d'une administration honnête, économe et patriotique, au rétablissement de notre crédit et à la condamnation absolue, sans réserve, de la corruption et de l'extravagance."

Les ministres promettaient d'administrer honnêtement en général, mais ils promettaient particulièrement:

1. De ne pas augmenter la dette.
2. De mettre fin à l'ère des déficits.
3. De proportionner les dépenses aux recettes.

M. Hall disait encore dans son discours:

"Je ne puis approuver ce classement des dépenses en dépenses ordinaires et en dépenses spéciales. Ces dernières sont absurdes et dangereuses et, quel que soit le classement, le public comprend que nous devons avoir les fonds pour faire face à ce que nous devons ou que nous promettons de payer."

"Si notre revenu ordinaire est insuffisant et que nous soyons obligés d'emprunter, nous devons non seulement rembourser, mais payer des intérêts. Toutes ces sommes doivent provenir de nos ressources, de notre revenu."

Il est impossible de faire une déclaration plus catégorique pour montrer que l'on voulait l'économie et c'est grâce à des déclarations de cette nature que le peuple se prononça si catégoriquement en faveur du nouveau régime.

Voyons quels ont été les résultats après cinq années de pouvoir.

Le 26 mai 1897, le gouvernement conservateur avait cessé de vivre. Il nous est bien permis de nous arrêter un instant pour voir si les promesses de 1891 avaient été tenues ou si au contraire elles étaient restées lettre morte.

D'abord, voyons si la dette publique a été augmentée ou si, au contraire, comme l'avait promis M. Hall, les obligations de la province ont été rencontrées avec les revenus.

Le 30 juin 1892, et c'est M. Hall qui nous le dit dans son discours du budget du budget du 31 janvier 1893, l'excédent de l'actif sur le passif était de. . . . \$23,641,346.36

De ce montant, il faut déduire les subsides périmés.....\$ 2.018.769.22

et rétablis par 57 Victoria, chapitre 5, laissant un excédent du passif sur l'actif de.....\$21,622,577. 06

D'un autre côté, l'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1897, ainsi qu'il est constaté dans les documents officiels placés devant la Chambre, était de. . . \$25,491,658.16

Ce qui démontre que, dans cinq ans, le passif avait augmenté de... \$ 3.869.081 01

(1) Le discours du budget a été prononcé le 24 janvier.



Si nous jetons un coup d'oeil sur la dépense annuelle, nous voyons que les principes émis par M. Hall n'ont jamais été mis à exécution et que les recettes annuelles n'ont pas réussi à faire face aux dépenses.

## 1892-1893

Dépenses	\$4,492,116.21
Recettes	\$4,467,278.21
Déficit	\$24,828.00

## 1893-1894

Dépenses	\$4,550,629.50
Recettes	\$4,320,427.22
Déficit	\$230,202.28

## 1894-1895

Dépenses	\$4,506,633.31
Recettes	\$4,343,971.65
Déficit	\$162,661.66

## 1895-1896

Dépenses	\$4,415,267.52
Recettes	\$4,359,594.91
Déficit	\$ 55,673.61

## 1896-1897

Dépenses	\$4,907,281.70
Recettes	\$3,923,238.70
Déficit	\$984,043.01

Si nous totalisons ces déficits, nous arrivons au chiffre, pour 5 ans, de \$1,457,408.56

et si nous divisons cette somme par 5, nous trouvons une moyenne en déficit annuel de \$291,481.71

Mais ce n'est pas tout.

M. Hall était sans doute sincère lorsqu'il exprimait le désir de voir les revenus suffisants pour faire face aux dépenses et que, dans ce but, il imposait de nouvelles taxes qui, en dehors des revenus ordinaires, ont augmenté les recettes comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

1892-1893	\$ 493,591.75
1893-1894	\$ 518,496.11
1894-1895	\$ 487,398.45
1895-1896	\$ 444,856.02
1896-1897	\$ 318,200.22
Total pour 5 ans	\$2,262,452.55
Moyenne par an	\$ 452,490.51
Si nous ajoutons aux déficits	\$1,457,408.56
les recettes provenant de taxes	\$2,262,452.55
nous formons un total de	\$3,719,861.11
Et si nous ajoutons la moyenne de déficits annuels	\$ 291,481.71
à la moyenne des recettes	\$452,490.51
provenant de taxes, nous trouvons la somme de	\$ 743,927.22

De plus, pendant ces cinq années d'administration conservatrice, la dette publique a été considérablement augmentée par la réalisation d'emprunts permanents contractés pour éteindre des emprunts temporaires, payer des subsides de chemins de fer et solder la dette flottante.

Le 30 juin 1897, la dette fondée s'élevait à ..... \$ 34,196,654.08  
 tandis qu'au 30 juin 1892, elle n'était que de ..... \$ 25,175,320.01  
 Ce qui équivaut à une augmentation de ..... \$ 9,021,334.07  
 de la dette consolidée de la province dans une période de 5 ans.

De plus, les intérêts que nous avons à payer pour la dette consolidée s'élevaient en 1897-1898 à ..... \$ 1,591,177.03

tandis qu'en 1892-1893, nous ne payons que ..... \$ 1,445,031.34  
 d'où une augmentation de ..... \$ 146,145.69

sur le service des intérêts à l'expiration du terme d'office des conservateurs.

Au lieu donc d'avoir rempli leurs promesses, les conservateurs, pendant les cinq années qu'ils ont été au pouvoir, ont obtenu les résultats suivants (1):

1- Augmentation de la dette publique .....	\$ 3,869,081.10	
2- Augmentation de la dette consolidée .....	\$ 9,021,334.07	
3- Déficit annuel (moyenne) .....	\$ 291,481.71	
4- Déficit des 5 années .....	\$ 1,457,498.56	(\$ 1,457,408.56)
5- Moyenne par année des taxes nouvelles .....	\$ 452,400.51	(\$ 452,490.51)
6- Recettes de taxes nouvelles pendant cinq ans (1892-1897) .....	\$ 2,262,452.55	
7- Total des déficits et des taxes nouvelles sous le régime con- servateur .....	\$ 3,709,861.11	(\$ 3,710,861.11)
8- Taux d'intérêt annuel augmenté de .....	\$ 123,082.55	

J'ai lieu de croire que ce résumé fait comprendre qu'au lieu de la belle aurore augurant une bonne administration telle que prédite par M. Hall en 1892, nous n'avons vu qu'une image sombre s'abaissant sur l'échiquier provincial au 26 mai 1897 lorsque ces messieurs de l'Opposition furent obligés de laisser le pouvoir.

Je ne rappelle pas ce triste état de choses pour le plaisir de me livrer à une attaque contre l'Opposition actuelle ni lui faire des reproches.

Toutes ces questions ont été débattues lors des dernières élections et tranchées par le peuple lui-même. Je ne cite ces faits que pour montrer la véritable situation des affaires de la province lors de la chute du gouvernement qui nous a précédés. Je ne dis pas que les honorables messieurs de l'Opposition n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient, mais j'affirme que, s'ils se sont sincèrement dévoués aux intérêts publics, le succès n'a pas couronné leurs efforts.

Pour me servir d'expressions parlementaires, je dis qu'ils sont montés au pouvoir dans des circonstances très extraordinaires. N'avaient-ils pas affirmé eux-mêmes que l'administration précédente était marquée au coin d'une incroyable extravagance? Leur mission était de porter remède à un état de choses existant, de mettre un terme à l'augmentation de la dette, d'en finir avec les déficits et de rétablir l'équilibre. et cependant les résultats ont été tels que déclarés ci-dessus.

Même en concédant que nos adversaires aient été animés de meilleures intentions, je ne pense pas faire d'exagérations lorsque je dis que, si l'on se remet devant les yeux leurs belles promesses, leur administration, somme toute, n'a été qu'un fiasco.

Encore une fois, je ne mentionne pas ces faits pour les imputer à blâmer personnellement à qui que ce soit, (sic) mais dans le seul but que cette Chambre et le pays se rendent compte des difficultés énormes qui se dressaient devant l'honorable premier ministre et ses collègues lorsqu'ils ont pris les rênes du pouvoir pour rétablir l'ordre dans nos finances et replacer la province dans une situation satisfaisante.

Nous avons atteint le terme de notre seconde année d'administration et nous avons le droit de dire que nous avons atteint le but que nos adversaires ont vainement poursuivi pendant cinq ans.

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur ce fait que lors de son arrivée au pouvoir le gouvernement du premier ministre actuel se trouvait dans une situation des plus difficiles créée par l'état de choses suivant:

Les chiffres qui ne sont pas entre parenthèses sont ceux du Soleil. Les chiffres entre parenthèses sont ceux du Daily Telegraph. Comme nous avons affaire à deux séries de chiffres parfois différents et qu'il est impossible de vérifier l'authenticité des chiffres à cause des trop nombreuses erreurs contenues dans les nombres donnés par les deux journaux nous avons reproduit les deux séries de chiffres lorsqu'ils différaient pour les mêmes items.

1 <sup>o</sup> Abolition de certaines taxes s'élevant à .....	\$272,720.04	
2 <sup>o</sup> Diminution d'intérêt du C.P.R. ....	\$ 32,214.00	
3 <sup>o</sup> Augmentation de la dépense .....		
a Intérêt de la dette .....	\$ 60,893.04	
b Subventions à l'instruction .....	\$ 50,000.00	
c Gouvernement civil-réorganisation des départements augmentation de salaires .....	\$16,249.01	
d Dépenses additionnelles pour l'entretien des aliénés, 60 Victoria, chapitre 6 .....	\$ 22,000.00	
	\$149,142.05	(\$149,149.05)
Formant un total de .....	\$454,096.09	

La première année de leur administration, les conservateurs ont eu comme ressources additionnelles provenant des taxes nouvelles .....

\$453,490.51 (\$452,490.51)

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, notre position s'était empirée puisque d'un côté nous nous trouvions privés de certains revenus, tandis que de l'autre nous voyions augmenter les dépenses incontrôlables, dont nous n'étions nullement responsables, à un chiffre de .....

\$454,096.09

Tout le monde reconnaîtra, sans distinction de parti, je pense, que, lors de son arrivée au pouvoir, le gouvernement du premier ministre s'est trouvé dans des conditions plus que difficiles.

Voyons maintenant les résultats que nous avons obtenus pour la clôture de notre second exercice financier.

Dans l'affaire de la conversion de la dette, nous avons suivi les conventions de nos prédécesseurs. Le capital de la dette a été augmenté et les annuités d'intérêt diminuées.

Durant l'année fiscale qui s'est close le 30 juin dernier, l'administration actuelle a diminué la dette dans des proportions considérables, aux dépens du revenu ordinaire, soit une somme de \$120,241.96, comme l'on peut s'en convaincre par ce qui suit:

Au 30 juin 1898, le passif surpassait l'actif de .....	\$25,830,523.57
Au 30 juin 1899, le passif surpassait l'actif de .....	\$26,625,562.47
Si nous déduisons l'augmentation de la la dette par suite de la conversion .....	\$ 915,280.86

\$25,710,281.61

Nous constatons une diminution de .....	\$ 120,241.96
Les comptes publics montrent que le total des recettes ordinaires s'élève à .....	\$ 4,223,579.43
et le total des dépenses ordinaires à .....	\$ 4,189,964.10
Surplus sur dépenses ordinaires .....	\$ 33,615.33
Dépenses extraordinaires .....	\$ 11,059.11
Surplus sur dépenses ordinaires et extraordinaires .....	\$ 22,556.22

Si nous avions eu les mêmes sources de revenu que nos prédécesseurs, qui ont supprimé un revenu de \$304,934.04 de revenus provenant des taxes, pendant qu'ils nous chargeaient d'un surcroît de dépenses incontrôlables de \$149,142.05, comme établi ci-dessous,

soit une différence totale de .....	\$454,096.09	
notre surplus, au lieu d'être de .....	\$ 33,615.33	
eût été de .....	\$421,862.09	(\$454,096.09)
Soit une différence totale de .....	\$455,477.42	(\$487,711.42)
Si nous ajoutons à cela la moyenne des déficits annuels des conservateurs .....	\$291,481.71	
nous formons la somme de .....	\$746,959.13	(\$779,193.13)

qui démontre comment et dans quelles proportions notre situation financière s'est améliorée depuis deux ans, et marque un contraste significatif avec l'administration de nos adversaires. Ces messieurs ne sauraient d'ailleurs se plaindre que nous prenions la moyenne de leurs cinq années d'administration.

Si nous faisons une comparaison de l'année 1898-1899 avec la dernière année de l'administration conservatrice, nous constatons des faits encore plus étonnants.

Durant l'année 1896-1897, les recettes ordinaires se sont	
élevées à .....	\$3.874,966.22
les dépenses ordinaires à .....	\$4.685,450.44
laissant un déficit de .....	\$ 810,484.20
En y ajoutant notre surplus de .....	\$ 33,615.33

nous formons un total de ..... \$ 844,099.53  
représentant la véritable amélioration réalisée dans nos finances, au cours de la deuxième année de l'administration actuelle, sur la dernière année de gestion des conservateurs.

Le bilan de l'année 1896-97 (conservateurs) se résume comme suit:

Dépenses .....	\$ 3,907,281.71
Recettes .....	\$ 3,923,238.70
Déficit total .....	\$ 984,043.01
En ajoutant notre surplus, y compris les dépenses extraordinaires .....	\$ 1,006,589.23

Il nous semble donc inutile d'insister pour démontrer que les résultats ont dépassé toutes les espérances.

L'honorable ex-trésorier est vraiment plaisant lorsqu'il semble se réjouir des applaudissements de ses amis provoqués par le fait que l'honorable premier ministre aurait indiqué un surplus de trois chiffres différents, suivant qu'il tient ou ne tient pas compte des dépenses extraordinaires sur ses fonds déposés en fidéicommis.

Il n'y a cependant, même à première vue, rien d'étonnant dans les déclarations du premier ministre, mais l'honorable ex-trésorier semble oublier qu'il a lui-même fait dans le temps un discours du budget. Il est vrai qu'alors, il ne parlait pas de surplus. De son temps les surplus étaient inconnus, mais il en a eu en perspective, mais il en a eu en perspective.

Dans ses estimations de recettes et de dépenses pour l'année suivante, il déclarait, à la page 21. que les recettes ordinaires excéderaient les dépenses ordinaires de \$73,299.40 et que la recette totale, à l'exclusion des dépôts de garantie, etc. laisserait un surplus sur la dépense totale de... \$2,705.40.

L'honorable député de Montréal no 4 avait donc alors un surplus variable suivant qu'il prenait ou ne prenait pas en compte toutes les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires. Ici ses dispositions à jouer au prophète l'ont trahi et il n'a pas osé prévoir un troisième surplus en faisant entrer en ligne de compte les fonds en fidéicommis, etc.

La différence entre le premier surplus et le second était déjà si grande qu'il lui a été impossible de pousser plus loin ses prophéties. Il est inutile d'ajouter que tout cela s'est réduit à des illusions, que ses prédictions ne se sont pas réalisées et que les surplus annoncés annoncés ne se sont jamais révélés sous une forme sous une forme tangible..

L'ex-trésorier s'est efforcé d'annihiler le surplus en disant 1o que nous avons reçu des arrérages appartenant aux années précédentes et 2o que nous avons reporté sur l'année 1899-1900 certains paiements qui devaient être faits au 30 juin 1899.

L'Honorable député de Montréal no 4 s'est escrimé sur une somme de \$41,337.86 (\$42,337.86) d'arrérages que nous avons reçus du gouvernement fédéral. Mais cette somme ne fait-elle pas partie des revenus ordinaires et ne devrait-elle pas être régulièrement portée au compte des recettes ordinaires? Elle n'a pas été payée par le gouverne-

ment d'Ottawa et, dès lors, notre déficit s'est accru d'autant et nous en avons pris toute la responsabilité.

Cette somme est entrée comme recette ordinaire et il ne pouvait en être autrement.

Si nous référons au discours de l'honorable ex-trésorier, nous constatons qu'il s'est trouvé en face d'une situation analogue. En traitant des retenues de certaines sommes que faisait le gouvernement fédéral, il dit, en page 5:

En 1894, mon prédécesseur comptait avec confiance sur certains paiements d'intérêt qui nous étaient dus par le gouvernement de la Puissance. Ces montants nous avaient été versés sans interruption depuis la Confédération et représentaient \$71,385.95 annuellement; ce montant comprenait les intérêts sur la part de la province dans le fonds des écoles communes, qui est entre les mains du gouvernement fédéral, savoir, \$50,770.22 et les intérêts sur certains fonds en fidéicommis appartenant à cette province, mais qui sont aussi entre les mains de la Puissance depuis la Confédération.

Le versement semi-annuel sous le premier de ces titres, c'est-à-dire pour le fonds des écoles qui devenait dû le premier janvier dernier, a été retenu par le gouvernement fédéral à la suite d'un protêt fait par le gouvernement d'Ontario.

Ce gouvernement a protesté vigoureusement au nom de cette province, et je suis heureux de pouvoir déclarer que nos représentations ont été bien accueillies. Le gouvernement nous a payé la somme de \$25,385.11 (\$25,355.15) mais il était trop tard pour que l'on pût la compter dans les recettes de l'exercice qui venait d'expirer de sorte que les recettes de cette année en sont réduites d'autant.

L'honorable représentant de Montréal no 4 avait donc fait entrer les arrérages dans les recettes probables pour l'année suivante. C'est aussi exactement ce que nous avons fait en présence d'une situation analogue et il était impossible d'en agir autrement.

L'honorable ex-trésorier prétend encore qu'il y a une somme dans le budget supplémentaire de cette année et qui s'élève à \$27 052 97. montant de la réclamation Dussault, qui aurait dû être payée et comprise dans les dépenses de l'année dernière.

Sans vouloir entrer dans le mérite de la question qui donnera bientôt lieu à une discussion complète

il reste évident que l'on ne pouvait imputer cette somme sur le dernier exercice financier. Cette prétention est puérile.

La somme réclamée par Dussault représente une balance pour contrats d'impressions, etc., faits en juin 1891.

Le gouvernement précédent a déjà payé pour ces travaux une somme de \$16,758.00, la balance restant en suspens.

Depuis, les difficultés se sont aplanies et le montant accepté de la réclamation a été définitivement arrêté dans l'ordre en conseil du 9 mai 1899, mais à cette date ce montant n'est nullement devenu exigible. Le paiement en a été suspendu pour attendre:

1o Que la Législature ait voté les fonds et

2o Que Dussault, qui a fait cession de ses biens en 1891, rapporte et procure au gouvernement les reçus et décharges de tous ses créanciers qui n'avaient pas été désintéressés. Il est donc évident que cette somme ne pouvait pas être payée en vertu de l'ordre en conseil sur l'exercice finissant le 30 juin 1899 et que ce n'était pas une dette contractée dans le cours de l'année.

En outre de la réclamation Dussault, l'on soutient que certaines sommes dues par les départements des Terres, Forêts et Pêcheries, de la Colonisation et des Mines, n'ont pas été payées sur le budget de l'année 1898-1899.

Ces remarques de l'ex-trésorier tendent à un double but: montrer: 1o Que l'on a violé les principes invoqués par l'honorable premier ministre, trésorier de la province;

2o Que le surplus est diminué ou disparaît.

Sur le premier point, l'honorable député de Montréal no 4 cite un passage du discours du budget du 14 décembre 1897, alors que le premier ministre disait:

"Le gouvernement précédent avait, en outre, par une législation adoptée dans les dernières semaines de la session, imposé au Trésor le paiement de fortes sommes auxquelles il n'avait pas été pourvu dans le budget de l'année. Il fallait bien les solder, et rien ne nous justifiait de reporter sur l'année en cours des dettes contractées et échues durant l'année précédente. C'eût été décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année, en dissimulant la situation réelle".

Ce principe émis par le premier ministre énonce une règle exacte que l'on doit suivre pour les paiements à effectuer. Nous acceptons ce principe et cette règle générale, et nous sommes disposés à les suivre. Cette déclaration du premier ministre s'appliquait également à la situation d'alors. Mais comme pour toutes les règles générales, il peut être impossible de les suivre sans jamais en dévier. Cela ne veut pas dire que, sur un budget de plus de 4 millions de dollars chaque année, nous ne serons pas obligés d'enfreindre la règle pour quelques centaines et même quelques mille dollars. Les comptes peuvent n'avoir pas été présentés en temps et aussi, en raison de circonstances exceptionnelles, il peut arriver que le gouvernement ait à faire face à des dépenses, quand les crédits sont épuisés.

Mais, dans l'ensemble, la règle doit être observée et, comme je l'ai dit, nous l'avons acceptée et nous l'accepterons encore.

Quand le premier ministre fit cette déclaration, voici quelle était la situation:

"Nous arrivâmes au pouvoir, le 26 mai 1897, et l'année fiscale finissait le 30 juin, un mois et cinq jours après cette date.

"La situation financière accusait alors les chiffres suivants:

Au 26 mai 1897:

Total de la dépense ordinaire. . . . \$3,808,001.46  
Total des recettes ordinaires. . . . \$3,212,493.69

Déficit . . . . . \$ 595,507.67

"Au 30 juin, le déficit s'élevait

à . . . . . \$ 810,482.20

"Les créanciers réclamaient le paiement de leurs créances et nous n'avions rien pour y faire face.

"Que fallait-il faire dans ces circonstances?

"L'article 784, paragraphe 2, indiquait le remède, et voici ce que dit l'article:

"Lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du trésorier qu'il n'y a pas de dispositions législatives, et du ministre ayant charge de la branche particulière du service qu'il y a nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur lui-même, et le montant en est porté par le trésorier à un compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire, selon qu'ils sont requis."

Nous avons suivi ces prévisions de la loi et nous avons émis des mandats spéciaux au montant de. . . . . \$281,628.16  
sur lesquels nous avons versé, pour payer des dettes. . . . . \$285,586.49

Nos adversaires nous ont blâmés d'avoir suivi cette ligne de conduite. Ils disent qu'au lieu d'avoir émis des mandats spéciaux, nous aurions dû reporter les paiements sur l'année suivante et les prélever sur les recettes ordinaires.

C'est dans ces circonstances que le premier ministre a posé le principe général et déclaré que le gouvernement ne devait pas reporter les paiements d'une année sur l'autre par des procédés qui faussent les situations financières. Toute personne impartiale, j'en suis convaincu, sera d'avis que cette règle, en général, doit trouver son application toutes les fois que les circonstances le permettent.

Mais jamais le premier ministre n'a soutenu qu'il en fallait faire d'infraction, alors même qu'il ne s'agissait que d'un dollar. Au contraire, même pour l'année finissant le 30 juin 1897, après avoir émis les mandats spéciaux que nos adversaires lui reprochent, n'est-il pas de fait notoire que nous avons reporté sur l'année suivante:

Département de la Colonisation et des Mines. . . . . \$26,310.19

Département des Terres, Forêts et Pêcheries. . . . . \$ 6,877.01

La règle ne pouvait aller jusqu'à s'appliquer à ces items.

En plus de ces deux sommes, l'honorable ex-trésorier, dans sa réponse au discours du budget, cite ce qui suit:

"En réponse à un ordre de la Chambre, un bilan a été déposé le 9 février ainsi qu'un bilan supplémentaire qui démontrent tous deux que la somme de \$58,612.40 est due et impayée pour des travaux de surveillance, d'arpentage, d'exploration et de cadastre donnés en contrat le 21 mai 1897 jusqu'au 30 juin dernier."

L'ex-trésorier déclare que cette somme aurait dû être ajoutée à nos dépenses et il fait alors le calcul dans le but d'établir un déficit. Je suis certain que ce dernier est trop sincère pour avoir été sérieux en faisant cette déclaration. Il affirme que ce bilan couvre non seulement une année, mais presque trois années et il cherche à regrouper ces trois années pour arriver à la somme de \$58,612.40 et ensuite à inclure le tout dans l'année se terminant le 30 juin 1899. Il met vraiment trop de zèle à montrer un déficit.

C'est un fait connu qu'au département de la Colonisation et des Mines, on octroie des contrats pour l'arpentage de certains territoires, et que l'exécution de ces travaux prend deux, trois et même quatre ans.

Le coût de l'arpentage est dû à la fin des travaux, à moins qu'il n'y ait eu une entente spéciale pour des avances de fonds entre-temps.

Si nous examinons ce bilan qui est présenté, nous remarquons qu'à compter du 30 juin 1898 jusqu'à la fin de l'exercice financiers, la somme de \$24,894.02 a été donnée pour des travaux d'arpentage, alors qu'en réalité, la somme de \$2,485.66 représente le montant dû pour les travaux d'arpentage qui ont été complétés.

Le solde pour l'année s'élève à environ \$22,000 00 et n'était pas dû ni payable dans l'année se terminant le 30 juin 1899 et ne peut d'aucune façon constituer une dépense de l'année en question et ne peut être inclus dans les dépenses de cette année-là.

Tous les autres items mentionnés dans ledit bilan avant le 30 juin 1898 ne constituent pas une dépense pour l'année en question et ne peuvent être inclus dans les dépenses.

Par conséquent, la somme de \$58,612.40 a été utilisée en entier et ne pouvait et ne devrait pas être prise en considération. La somme de \$16,436.45 a été réellement avancée et l'ex-trésorier la reporte sur des items séparés.

L'Opposition s'est donné un mal infini pour démontrer que nous avons reporté sur l'exercice 1899-1900:

Département de la Colonisation et des Mines. . . . . \$16,436.45

Départements des Terres, Forêts et Pêcheries. . . . . \$ 9,715.46

et nous l'avons entendu dire de jour en jour:

10 C'est une violation de la règle posée par le premier ministre.

2i Si ces sommes avaient été payées elles auraient réduit le surplus de. . . . . \$26,151 91

Je pense avoir démontré que nous n'avons pas transgressé la règle posée par le premier ministre, je vais maintenant prouver:

1o Que telle a été la pratique constante de nos adversaires et que, chaque année, ils ont fait des reports de ce genre pour des sommes considérables.

2o Que les paiements faits régulièrement dans le cours de l'année, loin d'amoindrir le surplus, n'ont produit que l'effet contraire.

Jetons un coup d'oeil sur ce que faisaient nos amis de l'Opposition lorsqu'ils étaient au pouvoir et les reports pratiqués d'année en année dans le ministère de la Colonisation.

Ils ont reporté au:

30 juin 1893. . . . . \$12,514.17

30 juin 1894. . . . . \$14,107.41

30 juin 1895. . . . . \$39,573.43

30 juin 1896. . . . . \$48,431.92

Au 30 juin 1897, après avoir émis les mandats spéciaux que l'on nous reproche, nous avons dû faire un report sur 1898 de. . . . \$26,303.19. somme due par nos prédécesseurs.

Pour l'année finissant le 30 juin 1898, le report sur 1898 a été de. . . . . \$29,561.82 et pour l'année qui s'est terminée le 30 juin 1899 de. . . . . \$16,436.45

Dans le département des Terres, Forêts et Pêcheries, malgré les mandats spéciaux, nous avons encore dû faire face en 1897 aux dettes de nos prédécesseurs. Voici l'état des reports depuis lors:

30 juin 1897. . . . . \$6,877 10

30 juin 1898. . . . . \$4,758.60

30 juin 1899. . . . . \$9,715.46

Je pense avoir ainsi démontré que la coutume invariable dans le département des Terres, Forêts et Pêcheries tout aussi bien que dans celui de la Colonisation, a été de pratiquer ces reports de certaines sommes dues d'une année sur l'autre. Ces sommes n'ont toutefois jamais été moindres que l'année dernière. L'explication donnée par l'honorable ministre des Terres, Forêts et Pêcheries, pour justifier ce qui a été fait, est très claire et plausible.

La somme reportée était due aux gardes forestiers, qui sont payés sur les dépenses générales allouées au département.

Au cours de l'année dernière, un événement imprévu s'est produit. Au mois de mars 1899, une grande exposition a eu lieu à New York et l'honorable ministre a saisi l'occasion pour faire connaître aux sportsmen américains le superbe paradis de sport que l'on trouve dans la province de Québec. Tout le monde a applaudi à l'idée de l'honorable commissaire des Terres.

11 n'avait pas de fonds spéciaux pour cette exposition et il a été forcé de payer les dépenses sur les frais généraux de son département.

Ce chapitre de son budget s'est trouvé des lors diminué de \$8,798.57.

Mais, d'un autre côté, il a rendu au Trésor des sommes votées sur d'autres items et non dépensées, pour un montant de \$2,431 59. Ces \$2,431.59 votées pour des fins spéciales ne pouvaient être affectées ailleurs.

Et c'est comme résultat de ce qui précède que les dépenses générales étant épuisées, certains employés ont été obligés d'attendre le 8 juillet pour recevoir leur salaire du mois de juin.

L'on a parlé beaucoup de ce fait comme d'une chose extraordinaire. Ce n'est cependant pas anormal. Ceux qui se livrent aujourd'hui à la critique ont été de plus grands pêcheurs que l'honorable commissaire des Terres, Forêts, et sans avoir les mêmes excuses valables.

Si nous regardons aux comptes publics de 1896, pages 110 et suivantes, nous trouvons tout un lot d'employés, shérifs, protonotaires, employés de la Cour de circuit, de la Cour d'appel, etc., qui n'ont été payés que jusqu'au 30 mai 1896, c'est-à-dire pour onze mois de salaire.

Le montant total de leur salaire était ..... de \$236.197.46 et dont le onzième, soit ..... \$ 21,472. 49 n'a été payé à ses fonctionnaires que sur l'année suivante.

Nous n'avons aucune explication justifiant ce retard dans les paiements. Rien ne nous montre un événement imprévu nécessitant une dépense utile comme l'exposition de New York, et le peuple, malicieusement, peut l'attribuer à de l'extravagance.

Le fait qu'une somme de \$9,715 47 dans le département des Terres, Forêts et Pêcheries et une somme de \$16,436.45 dans le département de la Colonisation et des Mines ont été reportées sur l'année 1899-1900, ne prouve nullement que les recettes de l'année dernière n'ont pas été suffisantes pour faire face aux dépenses ordinaires et extraordinaires de 1898-1899, et que le surplus ait en quoi que ce soit souffert un coup terrible. Un examen attentif des données ci-dessous prouve le contraire. Elles montrent que si nous avons reporté certaines sommes sur l'année courante, nous avons en revanche payé de plus forts montants provenant de l'année 1897-1898.

Sommes payées par le département des Terres, etc.:

Dans l'année 1898-1899,	
payé pour 1897-1898,	\$ 4.494.69
Sommes payées par le département de la Colonisation:	
Dans l'année 1898-1899,	
payé pour 1897-1898. ....	\$29.561.82
Total	\$34,055.51
Sommes reportées de 1898-1899 sur 1899-1900:	
Département des Terres	\$ 9,715.45
Département de la Colonisation	\$16,436.45
	\$26,151.91

Ce qui laisse une balance en faveur de l'année 1898-1899 de \$7,903.60.

Il est dès lors évident que si toutes les recettes de l'année expirée le 30 juin 1899 n'avaient été employées qu'au paiement de la recette de cette année, le surplus, au lieu d'être diminué, aurait été augmenté de la somme de ..... \$ 7,903.60 et qu'au lieu d'être de ..... \$33,615.33 il eût été de ..... \$41,518.93

L'ex-trésorier est difficile à satisfaire pour ce qui regarde les dépenses et les économies du gouvernement actuel. Il se plaint que nous ayons fait des économies sur le budget de renseignement. Il est donc nécessaire de donner quelques explications à ce sujet.

Dans le budget de 1898-1899, il y avait une somme de \$13,000.00 affectée aux subventions aux municipalités pauvres. Il prétend voir dans la réponse donnée le 15 février dernier, à une demande de renseignements faite par le député de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), la preuve que cette somme n'a pas atteint sa destination, mais que l'on a pris pareille somme sur les \$50,000.00 votées en vertu de la 60 Victoria, chapitre 3.

Tel n'est cependant pas le cas.

Les comptes publics de l'édition française montrent, à la page 7, que les \$13,000.00 ont été payées tel qu'indiqué et l'on en retrouve une autre preuve à la page 132.

En outre, de cette somme de \$13,000.00, il y a une autre somme de \$13,133.28 payée aux écoles élémentaires en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, comme il apparaît aux comptes publics, page 7 et page 132.

Dans cette somme de \$13,133.28 est comprise celle de \$7,000.00 payée d'après l'ordre en conseil no 157, du 27 avril 1899. Cette somme a été payée aux municipalités pauvres en dehors de la somme de \$13,000.00, item 23 du budget déjà mentionné, ce qui fait un total de \$20,000.00 accordées à ces municipalités. Dans le discours du budget pour l'année 1896-1897, la dernière année de pouvoir de nos adversaires, nous voyons à l'item 23 qu'ils n'avaient fait voter qu'une somme de \$10,000.00 pour cette fin. Nous avons donc doublé les subventions aux écoles pauvres.

Il est donc évident que nous avons dépensé la somme votée en répondant au désir de la Législature et que nous avons employé aux mêmes fins la somme de \$13,133.38 votée en conformité de la loi 60 Victoria, chapitre 5.

L'ex-trésorier prétend que la somme de \$13,000.00 votée et portée dans le budget n'a pas été dépensée et il a fait une citation du rapport de l'auditeur, page 12.

Mais si nous examinons en détail la page 12, nous voyons au contraire que cette somme de \$13,000.00 a été dépensée. Il est difficile de comprendre que l'ex-trésorier puisse commettre des erreurs de cette importance.

L'hon. ex-trésorier se félicite d'avoir été l'auteur de l'article 60 Victoria, chapitre 8, relatif aux écoles élémentaires.

Personne n'a jamais nié que la loi ait été votée sous l'administration qui nous a précédés.

La section 3 de cette loi déclare que les \$50,000.00 en question seront affectées au développement de l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, à venir en aide aux écoles où les ouvriers pourront recueillir l'instruction, à améliorer la situation des instituteurs des écoles modèles et élémentaires, à fournir des livres gratuitement et en général à assurer le développement de l'instruction primaire dans cette province, le tout suivant



qu'il plaira de décider au lieutenant-gouverneur en conseil, et dans telles conditions qu'il lui plaira de spécifier.

Les détails de la dépense de \$13,133.38 [\$13,133.38], auxquels je viens de faire allusion, sont donnés dans la réponse faite à cette Chambre, le 8 février dernier, comme conséquence d'une motion du 31 janvier.

1o État détaillé de l'item des comptes publics pour 1899, page 132. écoles élémentaires, 60 Victoria, chapitre 3: \$13,133.28.

2o Copies de tous ordres en conseil autorisant cette dépense.

Émilien Daoust, Montréal,  
libraire, achat de cartes  
de la province no 117.

O.C., 30 mars 1899. . . . \$ 3,000.00

Le surintendant de l'Instruction publique pour dépenses, o.c. 434, du 14 juillet 1898, L'enseignement primaire. . . . \$ 2,833.28

o.c. no 157, 27 avril 1899, municipalités pauvres. . . . \$ 7,000.00

o.c. no 225, 20 mai 1899, Ed. Record . . . . \$ 300.00

\$13,133.28

Ce document est certifié exact par l'auditeur de la province.

L'ex-trésorier dit encore: J'affirme que, sur cet item, \$7,000.00 seulement ont été employées à leurs véritables fins.

En d'autres termes, il prétend qu'à part \$7,000.00, l'item n'a pas été dépensé comme il devait l'être.

À la lecture de la loi, l'on voit cependant qu'elle est claire et précise. Elle dit d'abord que l'argent doit être dépensé pour venir en aide aux municipalités pauvres, et à cette fin nous avons déboursé \$7,000.00.

La loi dit aussi que l'on peut dépenser cette somme pour fournir des livres gratuits et, pour ce propos, nous avons alloué \$3,000.00 qui ont servi à payer des cartes de la province.

Je présume que l'on ne viendra pas dire qu'une carte de la province ne saurait être comprise dans les livres d'écoles.

Nous avons aussi dépensé \$2,833.28 pour L'Enseignement primaire, revue mensuelle de premier ordre, traitant des questions d'éducation en général et de nature à faciliter à nos instituteurs le développement de leurs connaissances.

Nous avons aussi dépensé \$300.00 pour l'Éducationnel Record, ce qui fait un total de \$13,133.28.

Il est oiseux d'entamer une discussion pour démontrer si oui ou non ces publications sont comprises dans les provisions de la loi qui déclare que cette somme sera octroyée pour développer l'instruction élémentaire, améliorer en général la situation des instituteurs des écoles primaires et des écoles modèles, pour fournir des livres gratuits, etc.

En outre de la somme de \$13,133.28

nous avons dépensé pour les écoles du soir  
..... \$21,142.71

Pour parfaire cette somme, nous avons pris \$9,142.71 sur l'item voté en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3 (voir note au bas de la page 11 des comptes publics) et l'ex-trésorier se plaint que cette dépense ne pouvait être imputée sur cet item.

Voyons s'il est dans le vrai.

Nous n'avons qu'à nous reporter au texte de loi pour voir que la somme de \$50,000.00 doit être dépensée "pour le bénéfice des classes ouvrières dans les villes et les cités".

Tout le monde sait que les écoles du soir sont très fréquentées par les classes ouvrières qui ne peuvent en réalité profiter de l'école qu'à cette heure avancée du jour.

L'honorable député de Montréal no 4 se plaint que nous avons augmenté le crédit de \$12,000.00 pour les écoles du soir de \$9,143.71.

Nous concédons que nous avons fait ce qu'il nous reproche, mais nous en appelons au peuple de cette province, en lui demandant de déclarer si c'est une dépense inutile que de dépenser des fonds pour venir en aide à des écoles fréquentées par des ouvriers, n'ayant d'autre chance d'acquiescer l'instruction si indispensable de nos jours.

L'ex-trésorier fait une distinction entre l'instruction élémentaire et les écoles du soir. Je présume que les mots: "instruction élémentaire" ne veulent dire autre chose que "éléments de l'instruction. Or pour quiconque connaît l'enseignement que l'on donne dans les écoles du soir, il est évident que cet enseignement ne comprend que les éléments de l'instruction.

L'honorable député de Montréal a dit que les appropriations pour l'enseignement s'élevaient à ..... \$440,510.00  
que nous n'avons dépensé, que. . . . \$41 2,657.00

soit une dépense en moins

de. . . . \$28,850.00

Ces chiffres ne sont pas exacts. Il est vrai que le montant des appropriations n'a pas été dépensé jusqu'au dernier dollar, mais nous ne devons pas oublier que le gouvernement a inauguré une politique nouvelle tendant à fournir gratuitement les livres d'écoles, et que nous payons au fur et à mesure des exigences. Nous payons quand nous devons, et la dépense, l'année prochaine, sera plus élevée, et si cette année nous avons fait des économies, c'est pour nous permettre de payer les cartes, les livres quand arriveront les échéances.

L'honorable député de Montréal no 4 se trompe s'il croit que nous avons économisé sur l'instruction pour augmenter notre surplus. Il fait d'ailleurs l'in vraisemblable déclaration suivante.

"J'affirme en outre que le gouvernement n'a pas pratiqué d'économies sur d'autres services et il s'attache à le prouver en comparant les dépenses aux estimations budgétaires.

Ceci ne prouve rien.

Jetons un coup d'oeil sur l'état D enfin du discours du budget qui n'est aussi qu'un tableau comparatif des dépenses depuis 1894-1895 à 1898-1899.

Le député de Montréal no 4 a été trésorier de la province du 5 mai 1896 au 26 mai 1897 et il ne peut se froisser si nous faisons entrer en ligne de



compte dans notre comparaison l'année dans laquelle il a été ministre des Finances. Comparons les dépenses

de 1898-1899 à celles de 1896-1897, la dernière année de l'administration conservatrice.

### LEGISLATION

Conservateurs, 1896-1897	\$288,623.46
Libéraux, 1898-1899	\$190,027.22
Diminution	\$ 98,596.24

### GOVERNEMENT CIVIL

Conservateurs, 1896-1897	\$277,247.91
Libéraux, 1898-1899	\$269,650.70
Diminution	\$ 7,597.21

### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Conservateurs, 1896-1897	\$662,665.77
Libéraux, 1898-1899	\$609,131.09
Diminution	\$ 53,534.68

### TRAVAUX PUBLICS ORDINAIRES

Conservateurs, 1896-97	\$165,783.76
Libéraux, 1898-1899	\$ 83,968.98
Diminution	\$ 81,814.78

### TRAVAUX PUBLICS EXTRAORDINAIRES

Conservateurs, 1896-1897	\$176,832.28
Libéraux, 1898-1899	\$ 11,059.11
Diminution	\$165,773.17
Soit une économie de \$247,587.95 dans ce département.	
L'honorable ex-trésorier dit :	
"La dépense totale de 1896-1897 a été	\$412,657.00
Celle de 1898-1899, de	\$421,204.25
Soit	\$ 8,548.73
de plus pour 1896-1897."	
Si nous enlevons les sommes dépensées pour les écoles du soir, nous obtenons le résultat suivant :	
1896-1897	\$410,060.60
1898-1899	\$391,514.81
En plus pour 1896-1897	\$ 18,545.19
De plus, en 1896-1897, il a été dépensé pour :	
les écoles d'agriculture	\$25,000.00
Pour les conférences agricoles	\$ 5,000.00
Total	\$31,000.00
Tandis qu'en 1897-1898, il n'a été dépensé	
pour les écoles d'agriculture que	\$14,905.03
et	\$ 2,410.02
pour les conférences agricoles	

Soit \$17,315.05  
 En plus donc pour 1896-1897 \$13,684.35  
 et cependant le département de l'Agriculture a dépensé l'année dernière plus que ses appropriations.  
 L'honorable député a aussi déclaré que le gouvernement n'avait pas augmenté le revenu. Si l'ex-trésorier veut dire que nous n'avons pas imposé de nouvelles taxes, j'admets qu'il dit la vérité. Nous avons laissé cette mission à nos adversaires qui s'en sont d'ailleurs bien acquittés puisqu'ils en ont imposées pour envi-

ron un demi-million par an. Le gouvernement actuel n'a aucune ambition de marcher sur leurs traces et nous avons l'espoir de mener à bon port les affaires de la province, sans être obligés d'y avoir recours.

Mais si l'honorable député veut dire que nous n'avons pas fait diligence pour collecter avec justice et impartialité les revenus de la province, je suis prêt à le suivre sur ce terrain. Voici:

Total des recettes ordinaires:		
Libéraux, 1898-1899	\$4,223,573.43	\$4,223,579.43)
Conservateurs, 1896-1897	\$3,874,966.22	

Ce qui accuse une augmentation de recettes sous le régime libéral de \$ 348,613.21

C'est une augmentation qui n'est pas intangible et si je n'entre pas dans tous les détails, qu'il me soit permis d'en mentionner quelques-uns.

Conservateurs, 1896-1897	\$ 7,703.00
Libéraux, 1898-1899	\$ 44,722.66

Soit en plus, sous le régime libéral	\$ 37,010.07	(\$37,019.07)
Libéraux, 1898-1899	\$ 19,677.44	
Conservateurs, 1896-1897	\$ 923.72	

Soit une différence en notre faveur de \$ 18,753.72

L'honorable député dit que la dépense de 1897-1898 a été de	\$4,364,686.00
Celle de 1898-1899, de	\$4,180,640.00
Il a ajouté un prétendu déficit de	\$ 109,976.00

Ce qui fait un total de	\$8,553,327.00
annuel de	\$4,276,663.00

Il affirme ensuite que la moyenne annuelle de la dépense dans les cinq années du régime conservateur a été de	\$4,118,134.00	(\$4,118,154.00)
Ce qui laisserait en faveur de l'administration conservatrice une dépense en moins par an de	\$ 70,483.00	

L'honorable député, en faisant cette affirmation, a sans doute oublié qu'avant de quitter le pouvoir, il avait, de concert avec ses amis, augmenté la dépense annuelle de	\$ 149,142.05
---	---------------

Et ce qui est bien de nature à détruire le bien-fondé de ses allégations.

L'honorable député nous prédit un déficit pour l'année courante. N'avait-il pas prédit la même chose dans son discours, l'an dernier?

Quoi qu'il en soit, nous nous efforcerons d'avoir un surplus en 1900, en dépit de ses prophéties, et il m'est d'ailleurs inutile d'entrer dans les détails de recettes et dépenses pour l'année courante. Nous montrerons un surplus au 30 juin 1900.

En outre de ces deux sommes auxquelles il a fait allusion, l'honorable représentant de Montréal no 4, dans son discours en réponse à celui de l'honorable premier ministre, a fait encore la déclaration suivante: "En réponse à un ordre de la Chambre, le 9 février, il a été déposé un état des dépenses restées impayées et dues à des gardes forestiers, explorateurs ou pour le cadastre en vertu de contrats passés entre le 26 mai 1897 et le 30 juin 1899 pour un montant de \$58,612.40." L'honorable député déclare que nous aurions dû ajouter cette somme à la dépense ordinaire et il se livre lui-même à cette opération pour faire disparaître le surplus.

Certes, je crois l'honorable député de Montréal no 4 trop sincère pour qu'il se soit pris lui-même au sérieux.

Il déclare lui-même que ces engagements s'appliquent à plusieurs années, à trois ans en réalité, et il demande de reporter toute la dépense de ces années sur un seul exercice financier. C'est trop clairement montrer qu'il veut à tout prix découvrir un déficit. C'est aussi un fait bien connu que, dans le département de la Colonisation et des Mines, des contrats pour explorations sont donnés qui demandent deux ou trois et même quatre ans pour être exécutés.

Les salaires sont dus lorsque les travaux sont terminés, à moins de conventions contraires. Si nous examinons cet item, nous voyons que, du 30 juin 1898 à la fin de l'année fiscale, 30 juin 1899, il en a été accordé pour \$24,894.08 tandis que, comme question de fait, il n'y en a que pour \$2,485.66 d'exécutés. La balance de \$22,408.42 environ ne saurait être imputée sur l'exercice 1898-1899 ni portée au compte de la dépense puisqu'elle n'est pas exigible.

Il en est de même de tous les autres items mentionnés dans les pièces ci-dessus visées.

La somme de \$58,612.40 n'est donc pas en question et ne pouvait être prise en sérieuse considération.

La seule somme qui puisse nous occuper est celle de \$16,436.45 dont a parlé l'honorable ex-trésorier.

Lex-trésorier a paru porter une attention toute spéciale aux mandats spéciaux émis durant l'année. J'ai déjà dit que la loi en permettait l'émission dans certains cas. Quand une somme est due, qu'il y a urgence à la payer et qu'il n'y a pas d'argent spécialement resté à cette fin, le gouvernement peut y avoir recours.

Mais ils ne peuvent être émis que dans deux cas:

1o. Quand la dépense n'a pas été prévue.

2o. Quand il n'y a pas eu d'appropriations votées par la Législature.

Nous n'avons pas émis un seul mandat spécial en dehors de ces conditions fixées par la loi.

Dans l'année qui s'est terminée le 30 juin, nous en avons émis pour \$90,470.00.

L'honorable représentant de Montréal no 4 proteste contre ce chiffre. Dans l'année où il était trésorier, il en a fait émettre pour une somme de \$307,701.43.

Il est évident qu'il n'a pas été très heureux en soulevant cette question et qu'il doit comprendre qu'une discussion plus longue sur ce sujet ne tournerait pas à son avantage.

Somme toute. M. l'Orateur, nous avons le droit d'être satisfaits des résultats de nos deux années d'administration.

1o Nous avons clos l'ère des déficits:

2o Nous avons un surplus de \$33,653.33 (\$33,655.33);

3o Dans le cours de l'année, nous avons diminué la dette publique de \$120,241.96.

4o Nous n'avons pas imposé de nouvelles taxes ni frappé le peuple de nouvelles charges.

5o Nous avons administré les affaires de la province efficacement, honnêtement, avec économie et sans que le service public en souffre.

Il est vrai que nous ne nous sommes pas lancés, à l'exemple de l'ancien gouvernement, dans des entreprises qui nous conduisaient à la ruine et n'ont été trop souvent que des causes de disgrâce pour la province.

Nous avons donné de l'aide à l'enseignement, de la manière la plus efficace, et jamais auparavant, grâce aux encouragements que nous avons donnés, le peuple n'a autant apprécié les bienfaits qu'il y a à donner l'instruction à la génération qui grandit.

Si nous n'avons pu accorder de subsides à de nouvelles compagnies de chemins de fer, la province n'en a pas souffert. Le Grand-Nord, dont la construction ne marchait pas malgré les énormes sommes de subsides accordées, est sur le point d'être terminé. Le Pontiac & Pacifique Junction, les chemins de fer de l'Ottawa et de la Gatineau sont aussi en voie de construction rapide.

Grâce à notre prudence et à notre ferme résolution de ne pas imposer de nouvelles taxes, la confiance ainsi que l'idée de la sécurité ont réapparu dans le commerce, et jamais auparavant il n'a été donné de voir autant de nouvelles industries se développer chez nous que depuis deux ans.

L'on commence à mieux apprécier la valeur de notre domaine national. Nos énormes pouvoirs d'eau se développent. Notre population qui s'expatriait aux États-Unis pour y chercher de l'emploi reste dans la province où elle trouve du travail et les moyens de vivre. De nouvelles routes ont été ouvertes et les anciennes réparées. On constate des améliorations et le progrès partout.

Des encouragements ont été donnés à l'industrie du beurre et du fromage ainsi qu'à toutes les branches de l'agriculture. Les cultivateurs n'ont jamais été plus heureux qu'ils ne le sont de nos jours et, de quelque côté que nous regardions, nous voyons les cultivateurs, les capitalistes, les commerçants, les ouvriers prospérer, heureux et satisfaits.

Nous n'avons pas la prétention d'être les seuls auteurs de cet état de prospérité, mais nous affirmons que nous avons mis tous nos efforts au service des intérêts généraux de la province et que nous avons en retour la confiance du peuple.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

## Documents:

### Pétition de droit de L.-J. Deniers

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 janvier 1900, demandant la production d'un état détaillé des montants déboursés par le gouvernement, en rapport avec la pétition de droit de M. L.-J. Demers contre le gouvernement. (Document de la session no 62)

### Droits de pêche dans la rivière Matane

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 février 1900, pour copie: 1. de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet des droits de pêche dans la rivière Matane.

2o. Copie de tous titres ou actes de concession de la seigneurie de Matane, avec copie aussi de toutes ventes par le shérif ou autres actes ou titres, et de tous jugements, en la possession du gouvernement, relatifs à la prospérité de cette seigneurie, et des droits de pêche dans la rivière Matane.

3o. Copie de tous baux ou permis de pêche pour cette rivière, ou aucune partie d'icelle. (Document de la session no 63)

### Pêche et chasse

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$12,000.00 pour "pêche et chasse" sous le titre "Terres, Forêts

et Pêcheries", mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 64)

### **Terres, Forêts et Pêcheries**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 12 février 1900. pour un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales mentionnées dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries". (Document de la session no 65)

### **Achat de livres**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900, pour un état détaillé indiquant 1. Comment a été employée, depuis le premier juillet 1898, aucune partie de la somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, "Loi concernant les écoles élémentaires," en achat de livres.

2. Quels livres ont été ainsi achetés, de qui, pour quel prix ou montant et à quelle date. (Document de la session no 66)

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements, savoir:

Bill (bill no 42) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Montréal.

Bill (bill no 52) confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faite par la "Canadian Electric Light Company (limited)";

Bill (bill no 118) amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company";

Et bill (bill no 137) constituant en corporation "La Compagnie de la Presse".

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 31) concernant la paroisse de Saint-Denis, Montréal:

Et bill (bill no 119) amendant la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company".

### **Paroisse de Saint-Denis de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 31) intitulé: "Loi concernant la paroisse de Saint-Denis".

L'amendement est adopté et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Dominion Abattoir and Stock Yards Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 119) intitulé: "Loi amendant la charte de la Dominion Abattoir and Stock Yards Company".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Composition des comités permanents**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que les noms de M. LeBlanc et de l'honorable M. Turgeon soient ajoutés à ceux des membres du comité des privilèges et élections.

Adopté.

La séance est levée à onze heures.

## Séance du 22 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures trente

#### Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport de comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport.

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, pour chacune d'elles, savoir:

De "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" demandant à faire affaires dans la province de Québec;

De la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, demandant des amendements à sa charte.

Après avoir examiné la pétition de Mary Henrietta White, John Fumerton et George Bryson, demandant une loi ratifiant et confirmant un arrangement intervenu entre eux, votre comité a constaté que les avis n'ont pas été donnés, mais attendu que toutes les parties intéressées ont signé ladite pétition, votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Quant à la pétition de la municipalité de la partie sud de la paroisse de la Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, demandant l'érection en une seule municipalité de tout le territoire composant ladite paroisse, et à la pétition de la Compagnie de téléphone de Métis, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que les pétitionnaires ne désirent pas présenter leur projet de loi.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose que ce rapport soit adopté.  
Adopté.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 129) concernant la municipalité du village de Villeray;

Bill (bill no 120) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen.

Bill (bill no 126) concernant la paroisse de la Longue-Pointe;

Bill (bill no 127) concernant le village de Beauvillage de la Longue-Pointe;

Bill (bill no 69) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Et bill (bill no 68) constituant en corporation la Compagnie de gaz, électricité et pouvoir.

#### Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième

rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 94) intitulé: "Loi amendant le code municipal", et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements.

#### Rapports de comités:

M. T.-B. DE GROSBOS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 58) ratifiant une convention conclue entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la Compagnie électrique de Hull, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

#### Introduction de bills:

M. D. GILLIES (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 144) autorisant la "Ottawa Trust & Deposit Company Limited" à transiger des affaires dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 145) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, et les actes qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. GILLES (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 146) confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et immeubles de la succession de feu John Bryson, et réglant d'autres affaires s'y rapportant.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 21) amendant l'article 3438 des statuts refondus de la province de Québec.

Ce bill vise à faciliter la compréhension du mot "propriétaire foncier".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 22) amendant l'article 2260 du code civil. L'objet du bill est d'accorder une plus grande protection aux personnes qui prêtent de l'argent sur des billets qu'elles ne négocient pas.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 23) amendant l'article 4529 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGELIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 24) amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Demande de documents:**

##### **Destitution du juge de paix M.-E. Coulombe**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M.-E. Coulombe, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix du Lac-Saint-Jean, depuis juillet 1898.

Adopté.

##### **Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS [Huntingdon]: Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que l'honoraire payé pour le bill intitulé: "Loi à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

##### **The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 117) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill I intitulé: "Loi modifiant le code du notariat" pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### **Introduction de bills:**

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le bill (bill I) du Conseil législatif intitulé: "Loi modifiant le code du notariat" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

##### **Médecins et chirurgiens**

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 83) amendant la loi

concernant les médecins et chirurgiens soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Code civil, article 1209**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill L) du Conseil législatif amendant l'article 1209 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents**

##### **Nomination de l'inspecteur L. Lortie à Hébertville**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 16 février 1900. pour copie de toute correspondance au sujet de la nomination de L. Lortie d'Hébertville. comme inspecteur de chemins de colonisation; copie de toutes instructions à lui données, copie de tous "paie-listes", comptes, réclamations présentés et payés par le gouvernement audit Lortie ou sur son ordre: copie de tous rapports, correspondance, entre aucun département, aucun ministre que ce soit, au sujet de ce monsieur Lortie ou de ses fonctions, depuis mai 1897. jusqu'à ce jour. (Document de la session no 67)

##### **Somme pour fins d'éducation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en date du 25 janvier 1900, demandant: 1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50.000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Victoria, chapitre 3. 1897

2. Copie de tous rapports ou recommandations du surintendant, ou du conseil ou des comités de l'Instruction publique sur le même sujet (Document de la session no 68)

##### **Henri Hains**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes)- Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 132) autorisant le *Barreau* de la province de

Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

Adopté

#### En comité

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'oppose au bill, sous prétexte que monsieur Hains n'a pas obtenu l'approbation du conseil général du Barreau.

Une discussion s'ensuit.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Lois organiques de Sainte-anne-de-Bellevue

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 128) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Saint-Henri

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 142) amendement la charte de la ville de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendement la loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### En comité:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Suggère, à cause de l'opposition prévue à ce bill, que le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande de siéger de nouveau mardi.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Mentionne que mercredi prochain serait une journée favorable pour étudier ce projet de loi.

UNE VOIX: Fait remarquer que mercredi prochain est le mercredi des cendres.

Il est décidé d'étudier le projet de loi mardi prochain.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Ville de Joliette et chemin de fer le Grand-Nord

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 115) confirmant et ratifiant les règlements nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie de chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1889.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné mardi, le 20 février courant, sur l'amendement du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) à la motion du député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand):

"Que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides", lequel amendement se lit comme suit: Que tous les mots après "que" dans la motion principale, soit retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable premier ministre et trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que, pour l'exercice 1898-1899, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et, par l'état A, à \$15,179.18; car, en réalité, d'après les comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable premier ministre et trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897 à l'effet que "rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précédente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle" (page 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce,

mal fondée et intempestive faite par le gouvernement, d'un surplus est de nature à jeter du discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pensants de ce pays la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales."

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Annonce à la Chambre qu'il sera prêt à répondre au discours de l'honorable député de Brome (l'honorable HT. Duffy) mardi prochain.

L'amendement proposé par le député de Montréal no 4 est soumis à la Chambre qui se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Carbray, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier; 20.

**CONTRE:** MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Stephens, Talbot, Turgeon, Weir; 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.  
La motion principale est adoptée.

#### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cent trente-trois piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent soixante et quinze piastres et quarante-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme contribution de la province de Québec au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à la reconstruction des édifices de la métairie Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, détruits par incendie, deuxième de trois paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Poultry Association", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le mérite agricole provincial; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's National Immigration Society", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé treize résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

#### **Vente et administration des terres de la couronne**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi, le 21 février courant, sur la motion proposée, que le bill (bill no 7) amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres de la couronne soit lu pour la deuxième fois.



MM. J.-M. TELLIER (Joliette), J. GIRARD (Lac-Saint-Jean), J.-A. Chicoyne (Wolfe) et e.J FLYNN (Gaspé). Déclarent qu'ils supposent aux nouvelles dispositions du projet de loi qui disent-ils sentent le gros commerçant de bois 100 milles à la ronde.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Code de procédure civile, article 94

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que le bill (bill no 28) amendement l'article 94 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### Amendes

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 8) concernant certaines amendes.

Adopté.

En comité:

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Se lève pour protester contre ce qu'il considère comme une injustice envers la métropole commerciale. Il espère avoir au sujet de cette question l'appui et le soutien de tous les députés de Montréal. Il cite des chiffres indiquant que Montréal contribue très largement à l'administration de la justice.

La cité de Montréal paie le salaire des policiers. De plus, il arrive souvent que ces derniers procèdent à des arrestations pour venir en aide à d'autres régions de la province. Les deux recorders qui sont aussi payés par la cité de Montréal entendent souvent des causes pour délits en vertu des statuts refondus et du code criminel. La ville défraie les frais et assume la responsabilité des poursuites. Il croit que, dans ce cas, il agit au nom de la justice et de l'équité en demandant que les amendes en question demeurent la propriété de la ville.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit avoir déjà expliqué les raisons qui ont incité le gouvernement à présenter cette mesure.

L'objectif du Gouvernement concernant ce projet de loi n'est certainement pas de faire une injustice à la ville de Montréal, mais plutôt de corriger une injustice qui a été faite au reste de la province. Toutes les autres villes sont soumises à une loi civile qui autorise le gouvernement provincial à prendre la moitié des amendes lorsqu'il s'agit de condamnations en vertu des statuts de la province. Toutes les amendes imposées et perçues pour violation des statuts de la province vont au fonds de bâtisses, et des jurés de Montréal s'intéresse tout spécialement à ce fonds.

Montréal est la seule ville qui a réussi, jusqu'à l'année dernière, à se soustraire à cette règle, ce bill

visé à placer cette ville sur le même pied que les autres municipalités. Il ne faut pas oublier non plus que la ville de Montréal coûte beaucoup à la province.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Prend la parole.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Soutient que Montréal contribue suffisamment à l'administration de la justice sans devoir rembourser ces amendes. En 1898-1899, les revenus provenant de l'administration de la justice ont atteint \$262,417. Sur ce montant, la province a recueilli \$195,570 des droits de timbres pour lesquels la ville de Montréal a fourni \$150,067. Il serait injuste de pricer la cité de Montréal de revenus perçus à ses propres frais.

MM. L.-E. PANNETON (Sherbrooke), L.-P. PELLETIER (Dorchester), J.-M. TELLIER (Joliette) et L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Prennent la parole.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 3): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois".

La question étant soumise sur l'amendement, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier; 18.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Hunt, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Weir; 40.

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente prise en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 2) concernant les compagnies minières;

Bill (bill no 85) annexant au comté d'Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

Et bill (bill no 90) amendant l'article 480 du code municipal.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College".

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill J) amendant l'acte

27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de "The American Presbyterian Society of Montreal" pour lequel il demande son concours.

### **Bishop's College**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The American Presbyterian Society of Montreal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le bill (bill J) du Conseil législatif amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de "The American Presbyterian Society of Montreal", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à six heures.

## Séance du 23 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures

#### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport: Votre comité a examiné le bill (bill no 61) octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendements:

Bill (bill no 72) autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland comme un de ses membres, après examen:

Bill (bill no 55) concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier;

Et bill (bill no 60) autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec. Quant à ce dernier bill, votre comité laisse à votre honorable Chambre le soin d'apprécier s'il est conforme aux règles de cette Chambre.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné la pétition de Louis-S. Margolèse, demandant une loi autorisant le Barreau de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, trouve que les avis donnés ne sont pas suffisants.

#### Interpellations:

##### Arpentage du canton Egan

M. P.-E. LEBLANC (Laval): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que, depuis le 1er juillet 1896, le canton Egan, dans le comté d'Ottawa, ait été arpenté, qu'on en ait fait des plans ainsi qu'un livre de renvoi, en vue de cadastrer ce canton?

2. S'il en est ainsi, ces ouvrages ont-ils été acceptés par le gouvernement?

3. Ont-ils été payés par le gouvernement?

4. À quelles dates et en combien de montants ces paiements ont-ils été effectués?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Oui.
2. Ces ouvrages ont été acceptés pour une partie seulement; le plan et le livre de renvoi devront cependant être modifiés avant d'être approuvés.
3. Des acomptes au montant de \$525 ont été payés.
4. Le 4 novembre 1896. . . . . \$150  
Le 16 décembre 1896. . . . . \$100  
Le 25 janvier 1899. . . . . \$ 75  
Le 15 août 1899. . . . . \$200

### Sommes dues à MM. De Cazes et Parmelee

M. P.-E. LEBLANC (Laval): 1. Le gouvernement doit-il encore quelque chose à MM. De Cazes et Parmelee, en rapport avec la dernière loi scolaire?"

2. Dans l'affirmative, combien à chacun deux?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Non. 2. Rien.

### Paiements à MM. De Cazes et Parmelee

M. P.-E. LEBLANC (Laval): 1. Depuis le 1er juillet 1899, a-t-il été payé à MM. De Cazes et Parmelee, en rapport avec la dernière loi de l'instruction publique, d'autres montants que ceux mentionnés à la page 210 des procès-verbaux de l'Assemblée législative de cette session?

2. Dans l'affirmative, combien à chacun d'eux?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Non. 2. Rien.

### Code scolaire de MM. De Cazes et Parmelee

M. E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Quel usage le gouvernement a-t-il fait des 10,000 copies qu'il a achetées du code scolaire de M. Paul de Cazes et des 3,000 copies de l'édition anglaise par M. Parmelee?

2. Les a-t-il distribuées aux commissaires et syndics d'écoles?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

Ils ont été distribués aux commissaires et syndics d'écoles français et anglais.

### Argent de colonisation pour Terrebonne

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Combien le gouvernement a-t-il accordé d'argent de colonisation durant l'exercice financier courant, au comté de Terrebonne?

2. À qui cet argent a-t-il été payé?

3. Sur quel chemin cet argent a-t-il été dépensé?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. \$650. 2. H.-A. Bélisle et Jules Leblanc. 3. Pont sur la rivière Castor, chemin sur le bord du lac des Sables au 2e rang Beresford, et aide à la construction d'un moulin à farine, dans le canton Grandison.

### Chemin pour les colons du lac l'Écorce dans Ottawa

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance qu'au lac "l'Écorce", dans le canton de Kiamika, comté d'Ottawa, il y a plus de trente familles de colons qui n'ont pas de chemin, qui en demandent depuis deux ans et qu'elles n'ont pu l'obtenir?

2. Pourquoi le gouvernement leur refuse-t-il ce chemin?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Allègue que cette demande renferme un vice dans la forme et que, si l'honorable député de Terrebonne le veut bien, cette interpellation sera rédigée d'une autre façon.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ne voit dans cette objection du ministre qu'un prétexte futile de délai. Néanmoins, il accède volontiers au désir de son ami de la droite.

#### **Documents:**

##### **Chemins ruraux**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$12,000 mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, "pour amélioration aux chemins ruraux". (Document de la session no 69)

##### **Destitution du juge de paix M.-E. Coulombe**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1900, pour copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M.-E. Coulombe, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix, au Lac-Saint-Jean, depuis juillet 1898. (Document de la session no 70)

##### **Ottawa Trust and Deposit Company Limited**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 144) autorisant la "Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" à transiger des affaires dans la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

##### **The American Presbyterian Society of Montreal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill J) du Conseil législatif amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incor-

porant les syndics de "The American Presbyterian Society of Montreal", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Introduction de bills:**

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 20) amendant l'article 782 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

#### **Distribution des ordres du jour**

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer à M. l'Orateur que les ordres du jour sont distribués trop tard aux députés.

M. L'ORATEUR: Dit qu'il arrive parfois qu'il y ait retard.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Suggère à M. l'Orateur qu'il utilise les mêmes moyens que lui-même a utilisés lorsqu'il était Orateur de la Chambre, à savoir qu'il n'a qu'à ne pas payer pour l'impression des papiers qui ne sont pas livrés à l'heure voulue: de cette façon, la députation sera mieux servie, ou bien le gouvernement économisera quelques centaines de dollars.

##### **Enlèvement de la neige aux abords du Parlement**

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer à l'honorable député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) qu'il est honteux de voir les bancs de neige bloquer la circulation aux abords du Parlement. Il semble que l'entrepreneur chargé de l'enlèvement de la neige prenne plaisir à servir le gouvernement le dernier.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'il y verra, et que, si l'entrepreneur ne fait pas son devoir, il le remerciera de ses services, de suite.

#### **Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il croit que la Chambre siégera mercredi et samedi prochain.

La séance est levée à trois heures et demie.

## Séance du 26 février 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### Introduction de bills:

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 18) amendant de nouveau le code municipal.

Accordé, le bill est lu pour la première lois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 148) amendant la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les corporations et compagnies commerciales en réduisant ces taxes de moitié.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 149) amendant la loi imposant des droits sur les successions, en réduisant ces droits de moitié.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### William Sutherland

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 72) autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland comme un de leurs membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### Administration des biens d'E. Vanier

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 55) concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Saint-Étienne de Lauzon

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 61) octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Oswald-Sylvio Métivier

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 60) autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), propose que la 57<sup>e</sup> règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne ledit bill.

Adopté nemine contradicente. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 145) modifiant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer "Québec et Lac-Saint-Jean", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

#### Succession J. Bryson

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 146) confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et immeubles de la succession de feu John Bryson, et réglant d'autres affaires s'y rapportant, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Interpellations:

##### Dépenses contingentes au département de la Colonisation et des Mines

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): 1. La somme de \$6,500, attribuée par l'état C, du budget de 1899-1900, page 42, au département de la Colonisation et des Mines, pour dépenses contingentes, a-t-elle été dépensée?

2. Dans l'affirmative, depuis quelle date?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le crédit des dépenses contingentes du service civil a été voté, de tout temps, en bloc et non en détail, pour chaque département. La somme totale de ce crédit est à la disposition de tous les départements, sans que le vote de la Législature en indique la répartition. L'auditeur de la province fait habituellement,

pour sa gouverne, au commencement de chaque année financière, une répartition provisoire de ces fonds, en indiquant la limite probable de la dépense de chaque département sous ce chef. Cette liste a été, pour la première fois, annexée au budget de l'année courante, sous la cédule C, à titre de simple renseignement; mais la balance de ce crédit est mise à la disposition des départements dont les dépenses contingentes ont pu excéder les sommes qui leur ont été attribuées provisoirement par l'auditeur. Ces dépenses, pour le département de la Colonisation et des Mines, dépassant le montant prévu par l'auditeur, il lui a été attribué, en conséquence, à même le crédit général des dépenses contingentes des départements, une plus forte somme que celle indiquée dans la répartition provisoire en question, sur laquelle il lui reste encore \$694.42 en caisse.

#### **Droit de chasse et de pêche dans la Grande-Baie**

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. À qui le gouvernement de la province de Québec a-t-il loué le droit de chasse et de pêche dans la Grande-Baie sur le lac des Deux-Montagnes, dans la rivière d'Ottawa?

2. Quand le bail a-t-il été signé?

3. Par qui?

4. Quel est le prix du loyer?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): 1. À l'honorable L.-J. Forget, pour les raisons et aux conditions mentionnées dans le bail. 2. Le 17 avril 1899. 3. Par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries et l'honorable L.-J. Forget. 4. \$10. Ce bail a été annulé depuis.

#### **Congrégation des juifs roumains**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), que l'honorable payé pour le bill (bill no 39) intitulé: "Loi pour constituer en corporation la congrégation des juifs roumains, Beth David, de Montréal", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Correspondance entre le secrétaire provincial et Jos. Audet et alii**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre Jos. Audet, Etienne Coulombe, George Patoine et Jean Saint-Pierre, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, et le secrétaire provincial ou tout autre ministre, à quelque titre que ce soit, depuis le premier jour de juillet dernier.

#### **Caisses rurales**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat

ajourné mercredi le 21 février courant, sur la motion alors proposée, que le bill (bill no 81) concernant les caisses rurales soit lu une deuxième fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Félicite le député de Wolfe pour les excellents motifs qui l'ont incité à présenter le projet de loi. Il admet l'importance de ce bill, mais il n'a pu jusqu'à maintenant y consacrer toute l'attention requise pour un projet aussi important. Cela ne peut créer aucun inconvénient d'attendre à la prochaine session de la Législature pour la passage de cette loi. Le projet de loi pourrait être référé à un comité spécial, ce qui donnerait le temps aux députés d'étudier la question sérieusement sous toutes ses faces jusqu'à la prochaine session.

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Monsieur l'Orateur, l'autre jour, l'honorable député de Wolfe a soumis à cette Chambre un projet de loi sur les caisses rurales et dans un discours remarquable, mais trop court, il nous a exposé les raisons qui l'ont amené à cette démarche. Mon honorable ami cherche, par tous les moyens possibles, à venir en aide à la classe agricole et les mesures qu'il soumet devant cette Chambre ont toutes pour objet d'obtenir ce résultat.

La Chambre a saisi l'importance de ce bill et elle a manifesté le désir d'en entendre la discussion: c'est-à-dire qu'elle invite tous ceux qui ont quelques connaissances de la question à venir les exposer devant elle. J'ai été forcé par les circonstances à étudier un peu toutes ces questions d'économie rurale. Depuis quinze ans, je suis agriculteur et, afin de tirer tout le profit de ma nouvelle carrière, j'ai dû faire partie de presque toutes les associations agricoles de la province.

Durant les deux années que j'ai consacrées avec quelques amis à l'établissement du syndicat des cultivateurs, j'ai étudié un peu le fonctionnement des caisses rurales que mon honorable ami voudrait implanter au Canada.

Je viens donc apporter à la discussion de cet important sujet ma faible part de connaissances, espérant que cette honorable Chambre m'accordera toute son indulgence et qu'elle ne tiendra compte que de ma bonne volonté.

L'idée qui a présidé à la formation des caisses rurales en est une éminemment chrétienne, et je trouve là tout le secret de l'étonnant succès qui a couronné cette oeuvre. La Providence bénit généralement ces entreprises qui ont pour unique objet de venir au secours du prochain.

C'était en 1849, l'Allemagne traversait une crise qui durait depuis trois ans. Les récoltes avaient été très mauvaises dans les provinces rhénanes et la famine menaçait la population.

C'est alors que Raiffaisen, petit fonctionnaire de Flammersfeld, ému par le spectacle navrant de ses concitoyens manquant de pain, imagina de fonder sa première caisse rurale pour leur permettre de trouver le crédit qui leur faisait défaut.

Le succès couronna ses efforts et porta en lui un enseignement précieux, point de départ de ses créations futures.

Raiffaisen mourut en 1888, laissant une mémoire bénie, un nom respecté, une oeuvre considérable

En 1890. 1730 caisses fonctionnaient en Allemagne, en 1894 il y en avait au-dessus de trois mille et ce nombre a toujours été en augmentant.

Wollemborg frappé par les maux qui affligeaient l'agriculture italienne, pénétré des ravages qu'y exerçait l'usure et frappé du succès obtenu par les caisses rurales de l'Allemagne, résolut de doter son pays de cette institution.

En 1883, il fonda sa première caisse à Loreggia, sa résidence d'été. En 1893, il y avait en Italie cinquante caisses. Depuis, Contini, un des admirateurs de Wollemborg, a propagé l'oeuvre dans tout le royaume d'Italie.

Ce n'est ni la famine, comme en Allemagne, ni la misère permanente comme en Italie, qui a amené Louis Durand à fonder des caisses rurales en France. C'est plutôt une grande gêne provoquée et entretenue par des causes diverses se rattachant au système économique tout entier.

La population agricole souffrait, parce qu'elle n'avait pas d'argent pour développer sa production, et qu'elle n'avait pas de crédit, vu qu'elle ne pouvait pas augmenter ses revenus.

Chose qui peut paraître paradoxale à ceux qui ne connaissent pas le fonctionnement des banques en France, l'économie proverbiale du peuple français faisait en même temps la richesse de la nation et la misère des cultivateurs et de la petite industrie. La raison en est que toutes les petites économies, confiées aux banques d'épargne, et qui, réunies, forment une somme énorme, sont, en vertu de la loi, dirigées sur Paris et prêtées à l'État au lieu d'être employées à développer l'agriculture et l'industrie.

La conséquence, c'est que la petite industrie et l'agriculture qui ne sont pas, et qui ne peuvent pas être des clients recherchés par les banques, périssaient faute d'argent.

Ajoutez à cela le morcellement extrême du sol, la concurrence ruineuse que les autres pays font aux producteurs français sur leur propre marché et vous aurez une idée de l'état de gêne dans lequel était plongée l'agriculture en France lorsque Durand en 1893 fonda sa première caisse rurale.

Les caisses se propagèrent avec une telle rapidité qu'en 1894, il y en avait au-delà d'une centaine.

La première caisse rurale établie en Angleterre a été fondée par M. Léman en 1894. Une deuxième fut bientôt fondée à Pembury, comté de Kent, une troisième à Newport.

En Irlande, c'est madame Linch qui a le plus contribué à la propagation des caisses rurales où elles fonctionnent avec un remarquable succès.

Qu'est-ce qu'une caisse rurale?

C'est une société coopérative dont le crédit est établi sur la responsabilité illimitée de ses membres et qui a pour but de leur procurer les petits capitaux qui leur sont nécessaires pour leurs exploitations.

Les principes qui les régissent sont:

1. Responsabilité illimitée.

2. Elles ne prêtent qu'à leurs membres et elles n'opèrent que dans la paroisse, si celle-ci n'est pas trop grande, autrement elles limitent ses opérations à une partie seulement de la paroisse.

Elle connaît ainsi ses sociétaires parfaitement.

3. Elle n'a pas de capital, par conséquent elle n'a pas de dividende à payer. Si elle fait un prêt, la

responsabilité illimitée de ses membres lui permet de trouver facilement l'argent dont elle a besoin à des taux peu élevés.

4. Toutes les fonctions sont gratuites: elle n'a donc aucune dépense.

5. Le un pour cent ou le un et demi pour cent de différence entre ce qu'elle paie et ce qu'elle charge constitue la réserve, laquelle est indivisible.

6. Enfin, elle ne fait que des prêts de production et jamais des prêts de consommation.

Ces prêts sont faits pour des besoins déterminés et contrôlés par les membres.

Tout homme travailleur, économe, honnête, ayant une conduite régulière doit être accepté comme sociétaire, alors même qu'il ne posséderait pas un sou.

Tout homme paresseux, débauché, prodigue, ivrogne, doit être exclu de la caisse.

La caisse rurale est fondée par le cultivateur, le fermier, même l'ouvrier de ferme, pour les petites industries, le charron, le cordonnier, le maçon, etc.

La caisse rurale peut être organisée avec quatre à cinq membres: elle fonctionnera merveilleusement avec vingt membres.

Garantie offerte à la caisse et aux créanciers.

Régie par de tels principes, il est pratiquement impossible que la caisse subisse des pertes.

Voici, un membre d'une caisse comprenant vingt membres veut emprunter \$100. D'abord, il est connu de tous les autres membres qui savent à quoi s'en tenir sur son honnêteté, sa sobriété, ses aptitudes au travail, ses habitudes d'économie et la ponctualité avec laquelle il paie ordinairement ses dettes.

Ensuite, il doit faire connaître le but de l'emprunt, qui doit être un but de production; si cet objet est reconnu à être avantageux pour l'emprunteur, la demande est agréée en principe. Sinon, elle est rejetée. L'emprunteur doit alors fournir une caution. Enfin, la somme empruntée ne peut être appliquée qu'à l'objet déterminé par sa demande.

Supposons qu'on se soit trompé sur la solvabilité de l'emprunteur, la caution paiera. Supposons qu'on se soit trompé sur la solvabilité de la caution, la réserve paiera. Enfin, supposons, pour aller jusqu'au bout, qu'il n'y ait pas encore de réserve, alors la caisse perdra ses \$100 qui seront couvertes par ses premiers bénéficiaires.

Ici, je ne saurais mieux faire que citer quelques lignes d'un auteur qui traite de la question.

"Mais enfin, nous admettons qu'on ne puisse pas tirer un centime du débiteur;

Pas un centime de la caution;

Pas un centime de la réserve."

Dans ces circonstances, cependant bien invraisemblables, nous disons que "cela n'aura aucun inconvénient pour la caisse rurale et ses sociétaires".

Et nous le prouvons.

En effet, quelle sera la situation de cette caisse rurale?

Elle a emprunté, par exemple, \$2,000 pour les prêts à divers sociétaires.

Sur ces \$2,000, il y a une créance de \$100 qui est perdue.

Elle se trouve donc débitrice de \$2,000 avec un actif de \$1,900 pour couvrir sa dette.

Eh bien, "elle continuera à fonctionner" comme si elle n'avait rien perdu; et les premiers bénéfices qu'elle réalisera, au lieu de former une réserve, serviront à couvrir la perte.

Pourquoi ne pourrait-elle pas continuer à fonctionner? A-t-elle perdu son crédit? Ses créanciers savent qu'elle a éprouvé une perte de \$100, mais ils ne sont pas inquiets pour cela.

Ils savent que les \$2,000 qu'ils lui ont prêtées sont garanties, à concurrence de \$1,900, par les autres créanciers de la caisse.

Et, pour les \$100 restant, "par la fortune totale des membres de la caisse".

Elle ne se compose que de vingt cultivateurs, l'avoir de ces vingt cultivateurs représenterait bien toujours, en récoltes, en terre, en bétail, etc., au moins \$10,000.

\$10,000 pour garantir une dette de \$100, c'est suffisant. La rente française n'a pas une pareille garantie.

La caisse continuera à fonctionner: rien ne l'empêchera.

Il en serait autrement dans une société par actions.

D'abord, les créanciers de la société par actions n'auraient d'autres garanties que l'avoir de cette société: si elle éprouvait une perte, les déposants ne seraient plus sûrs d'être payés. Le crédit de la société par actions serait donc compromis.

Ensuite, s'il s'agissait d'une société "coopérative" anonyme, chaque associé aurait le droit de se retirer à volonté. Si la société éprouve une perte, les associés qui ne peuvent espérer de longtemps recevoir un dividende pour leurs capitaux sortiront en masse de la société, qui sera obligée de liquider en perte.

Dans la caisse rurale à responsabilité illimitée, au contraire:

1. Le crédit reste entier; malgré une petite perte, la caisse peut continuer à fonctionner;

2. Personne n'a intérêt à sortir de la société: on n'en sortira pas pour éviter de supporter la perte déjà éprouvée, puisque les membres sortants restent responsables des pertes subies avant leur démission. On n'en sortira pas pour faire fructifier ailleurs ses capitaux, puisque les sociétaires n'ayant pas versé de capitaux n'ont pas à en retirer.

Donc, la caisse rurale continuera à fonctionner, et ses premiers bénéfices couvriront la perte: au besoin, la caisse rurale pourrait relever un peu le taux des prêts qu'elle accorderait pendant l'année suivante, pour combler plus vite le déficit. Dans aucun cas, il ne peut en résulter un préjudice pour les sociétaires.

Comme on le voit, les garanties offertes et à la caisse et aux créanciers sont telles que, jusqu'ici, pas une seule des milliers de caisses qui ont été fondées n'a fait perdre un seul centin.

Pendant la guerre de 1866 contre l'Autriche, et celle de 1870 contre la France, le commerce allemand ne trouvait plus de capitaux; les banques allemandes n'avaient plus de dépôt; les fonds d'État allemands étaient dépréciés. Les caisses rurales, au contraire, étaient obligées de refuser l'argent qu'on les suppliait de prendre sans intérêt.

Devons-nous fonder des caisses rurales au Canada?

C'est en 1893 qu'on a commencé à s'occuper dans cette province de la question des caisses rurales. Le révérend M. Côté, curé de Saint-Valérien de Shefford, fit cette année-là, devant la Société d'industrie laitière, une conférence sur le sujet. En 1894, il revint à la charge devant la même société. En 1893, l'honorable député du comté de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) dans le remarquable rapport qu'il publie sur les causes du mouvement d'émigration dans une certaine partie de nos campagnes, disait ce qui suit:

"Un bienfait pour le cultivateur de la province de Québec serait l'organisation d'un crédit agricole. Cette oeuvre pourra s'accomplir avec l'esprit d'association qui semble se manifester de plus en plus dans nos campagnes. Il serait grandement stimulé par l'établissement systématique de cercles agricoles. Les cultivateurs auraient alors un moyen simple et peu coûteux d'emprunter de l'argent à un taux d'intérêt très limité, ce qui serait le salut pour un très grand nombre d'entre eux. On ne se rend peut-être pas compte du mal causé à certaines campagnes par les taux élevés d'intérêt, et les frais énormes qu'entraînent les emprunts d'argent.

L'usure fait plus de ravage qu'on ne le croit sur certains points de notre pays. On nous signale des localités où les colons et les cultivateurs ont à payer de dix à douze pour cent d'intérêt. C'est dans ce cas qu'un système de crédit agricole bien organisé et bien conditionné pourrait constituer une véritable planche de salut."

Dans le mois de février 1894, M. Castel, le secrétaire de la Société de l'industrie laitière, fut invité par le syndicat des cultivateurs à faire une conférence à l'Université Laval, sur les caisses rurales. Sa Grandeur Mgr Bégin, qui assistait à cette conférence, fit à ce sujet les remarques suivantes:

Sa Grandeur Mgr Bégin prend ensuite la parole et dit qu'il est très favorable au projet, qui produirait beaucoup de bien dans les paroisses pauvres ou dans les régions dans lesquelles la colonisation ne fait que de commencer. Lorsqu'il était évêque de Chicoutimi, il lui a été donné de constater plusieurs fois que les cultivateurs auraient été heureux de pouvoir emprunter de l'argent à un taux raisonnable, au lieu d'être ruinés par les usuriers. Sa Grandeur a sauvé du naufrage plusieurs cultivateurs en leur procurant de l'argent sans aucun intérêt.

Les caisses rurales feraient-elles ICI le bien qu'elles font en Europe? En d'autres termes, les caisses rurales répondraient-elles à un besoin qui se fait sentir chez les cultivateurs de cette province?

Il n'y a aucun doute que notre agriculture souffre, que les cultivateurs sont gênés, pour ne pas dire plus. Notre sol est fertile, nos récoltes sont assez abondantes, notre population agricole est intelligente et industrielle. Mais les produits ne se vendent pas: nous n'avons pas de marché suffisant et si aujourd'hui nous n'avons pas l'industrie laitière pour nous tenir à flot, notre agriculture serait assurément dans une gêne voisine de la misère. Il y a une autre cause à cette gêne. C'est la trop grande facilité ou à le cultivateur à obtenir du crédit.



En Europe, les cultivateurs, les ouvriers, les artisans souffrent parce qu'ils n'ont pas de crédit pour acheter ce qui leur faut pour produire.

Ici, c'est le contraire qui existe, les cultivateurs, les artisans, les ouvriers, mais surtout les cultivateurs se ruinent parce qu'ils ont trop de crédit. C'est ce qui leur permet de s'endetter chez le marchand, chez l'épicier, chez le charbon, chez le carrossier, chez le sellier, chez le marchand d'instruments aratoires, etc.

C'est ce crédit presque illimité qui amène ce luxe dans les habitations, dans les vêtements, dans les équipages. C'est ce crédit illimité, dis-je, joint à l'absence de marché pour nos produits agricoles, qui est la cause de toute notre gêne, je serais même tenté de dire de toute notre misère.

Sous ce rapport, donc, je crois que les caisses rurales ne rendraient pas les services qu'elles rendent ailleurs.

En Europe, les banques ne sont pas à la portée de la classe agricole et de la petite industrie. La situation n'est pas identique pour le cultivateur, ici. Les banques sont nombreuses et elles établissent des succursales dans tous les endroits un peu importants, et l'on peut dire qu'elles sont à la portée du plus grand nombre des cultivateurs. Ceci est dû :

1. À la compétition qui existe entre toutes ces banques;

2. À ce que, par ces succursales, elles obtiennent un montant considérable de dépôts qu'elles n'auraient pas autrement;

3. À ce que la clientèle des cultivateurs est considérée comme la plus sûre.

Aussi, tout cultivateur qui n'est pas perdu de réputation et qui peut trouver une caution peut avoir de la banque toute l'aide qu'il lui faut.

Est-ce à dire que les caisses rurales n'auraient pas d'utilité chez nous? Loin de moi cette pensée.

Elles seraient moins utiles qu'en Europe en raison des différences de situation économique de la classe de gens destinés à secourir. Mais je ne suis pas prêt à dire qu'elles ne rendraient pas de réels services à une certaine partie de notre population.

D'abord, elles pourraient parfaitement, à cause de la sécurité absolue qu'elles offrent, recevoir, comme en Europe, les dépôts de la petite épargne et payer un intérêt plus élevé que celui des banques et des caisses postales. Cet intérêt pourrait être de quatre pour cent, tandis qu'il n'est que de trois et demi dans les banques.

Outre que, de cette façon, la petite épargne recevrait un intérêt plus élevé, cela aurait pour effet de diminuer les dépôts des caisses postales. Ces caisses postales, ici comme partout, sont un mal, en ce sens que les millions qu'elles reçoivent vont s'immobiliser (dans les coffres de) l'État au lieu d'être utilisés au développement des entreprises agricoles et industrielles.

Les banques prêtent aux cultivateurs ordinairement à 8 pour cent d'intérêt. Les caisses rurales pourraient très bien prêter à 5½ ou tout au plus à 6 pour cent, et réaliser ainsi un bénéfice de 1½ à 2 pour cent, différence tout à fait suffisante pour former une réserve.

Dans les paroisses nouvelles, où le défrichement est encore à se faire, dans celles qui sont éloignées des centres où tout est à faire, et qui, pour ces raisons, sont les plus exposées à tomber entre les griffes de l'usurier, les caisses rurales seraient indiscutablement, comme l'a dit Sa Grandeur Mgr Bégin, une aide puissante mise à la disposition de ces pauvres gens.

D'ailleurs, la classe agricole est assez importante et assez nombreuse; elle rend assez de services au pays et sa position financière est si peu brillante que nous ne devons pas négliger de mettre à sa disposition tout ce qui pourrait lui venir en aide.

"Les travailleurs de la terre, disait Léon XIII à l'abbé Darel, lors du pèlerinage ouvrier de 1889, les travailleurs de la terre sont les plus nombreux; il faut s'occuper d'eux, les unir, les associer, pour leurs intérêts spirituels et matériels."

La tentative d'implanter les caisses rurales dans la province n'offre aucun danger et elle peut avoir de bons résultats si les promoteurs et les propagateurs de l'oeuvre sont zélés, persévérants, et surtout inspirés, comme l'est l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), par la charité chrétienne.

Raiffaisen disait: "Dans la caisse rurale, on travaille pour Dieu" et Durand ajoutait: "Nous travaillons avec Dieu".

Une telle oeuvre, M. l'Orateur, mérite assurément toute la considération de cette Chambre.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Se dit d'accord avec le député de Québec-Comté (M. N. Garneau). L'opinion publique dans les territoires agricoles de la province est fortement en faveur du projet et la majorité de la Chambre y est apparemment sympathique. Si, comme les orateurs précédents l'ont si bien dit, le système des caisses rurales a réussi en Europe chez des peuples aussi différents comme race, moeurs et croyances que les Allemands, les Italiens, les Français et les Anglais, il n'y a pas de raisons pourquoi ce système ferait fiasco dans notre province.

En France, ces institutions n'inspiraient, au début, que peu de confiance, le peuple hésitait à lui confier ses épargnes. Mais aujourd'hui la confiance est générale, et les caisses rurales refusent des capitaux parce qu'elles en ont plus qu'elles en ont besoin. Il n'y a aucune raison de retarder l'établissement de ces caisses rurales dans notre province.

Il demande au gouvernement provincial d'exercer une certaine pression sur leurs amis d'Ottawa, si l'intervention du gouvernement fédéral est nécessaire pour que l'on agisse en ce domaine immédiatement.

Il dit avoir été en correspondance avec M. Louis Durand, secrétaire de l'Union des caisses rurales en France, à propos du fonctionnement de ces institutions. Il dit que M. Durand, dans une lettre, constatait avec plaisir le progrès que cette question faisait dans la province, et que ce dernier serait heureux de voir les délégués de la province de Québec au prochain congrès des officiers des caisses rurales, en juillet prochain, durant l'exposition. Il a de plus promis aux délégués de leur donner les renseignements les

plus complets sur le fonctionnement des différentes catégories de caisses rurales.

Il suggère d'envoyer un représentant qui ferait une étude spéciale du fonctionnement des caisses rurales en France et ensuite, rapport à cette Chambre.

L'intérêt, le progrès de la classe agricole sont en jeu. Il serait d'excellente politique pour le gouvernement de saisir cette occasion pour prouver qu'il a de l'amour, du dévouement pour elle autrement qu'en paroles.

Il estime que cela serait beaucoup plus pratique que de référer le projet de loi en question à un comité spécial.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que la classe agricole est la plus importante partie de notre population et, à ce titre, le projet de loi actuellement soumis à la Chambre devrait être considéré le plus sérieusement possible. Tout ce qui touche à la classe agricole touche au bien-être de toute la province. Aussi, le gouvernement est heureux de considérer tout projet de loi tendant à améliorer le sort des cultivateurs.

Cependant, cette question est remplie de difficultés de toutes sortes et ne saurait être réglée en un jour. Il est facile d'entrevoir les excellents résultats dans le cas où elles fonctionneraient bien, mais toute la question pour la province réside dans ce point d'interrogation qui se pose devant tout homme qui ne se berce pas seulement dans des idées, fussent-elles idéales, mais qui, regardant plus près ce qui se passe, tient à envisager la question sous son côté pratique.

Il y a deux classes de cultivateurs dans notre province: ceux occupant des fermes dans les vieilles paroisses, comme on en rencontre aux alentours de Montréal, et ceux qui occupent des fermes dans les territoires nouveaux. La première catégorie peut se subdiviser en deux autres: ceux qui n'ont plus de crédit, et ceux qui en ont encore ou qui ont des fonds à placer.

Les premiers, sans crédit, sans responsabilité, ne pourront pas plus avoir accès aux caisses rurales qu'à la bourse de leurs voisins. Quant à ceux qui ont de l'argent, ils ne le prêteront pas vraisemblablement à leurs voisins inutilement, à un taux inférieur à cinq ou six pour cent, quand ils peuvent obtenir ces intérêts ailleurs. Il est bien vrai que le cultivateur dépose de temps à autre de l'argent à 3 pour cent dans les banques, mais ces dépôts ne sont que temporaires et ne sont là que pour attendre un plus gros montant destiné à un prêt sur hypothèque. Ces personnes ne seraient probablement pas prêtes à accepter le bas taux d'intérêt offert par la caisse rurale, selon le bill proposé.

Alors, dans ces conditions, où trouver le grand élément de succès des caisses rurales, où trouver l'argent nécessaire à leur existence?

La seconde catégorie des cultivateurs comprend les colons qui sont certainement dans une condition plus précaire et, sans aucun doute, il n'y a pas un seul député de cette Chambre qui ne souhaite lui venir en aide. Mais, encore ici, comment organiser des caisses rurales? Où trouver l'élément de vie. Le

gros levier, l'argent, chez des gens qui n'ont que juste ce qu'il leur faut à eux-mêmes et qui ne peuvent fournir les garanties de tout emprunteur? Les caisses rurales ne pourraient donc être constituées à l'avantage du colon que si elles étaient alimentées de fonds fournis par des personnes charitables ayant les moyens de faire les sacrifices pour cette classe si intéressante, les défricheurs du sol. Il faudrait des hommes de dévouement pour les introduire, les administrer, les faire prospérer. Il faudrait, dans ce cas, que nos curés, qui ont tant à coeur le développement du sol, prêtent généreusement concours pour donner une garantie morale à ces institutions de crédit. Ces deux conditions réunies, l'on aurait quelques chances de mener à bonne fin l'oeuvre si intéressante des caisses rurales; sans elles, il n'y a guère espoir de succès réel.

Il espère cependant que quelque chose sortira du projet de loi du député de Wolfe, car il serait hautement désirable que quelques secours donnés en temps utile à un colon courageux mais pauvre viennent permettre à celui-ci de conduire à bon terme sa tâche ardue, dans laquelle il se heurte, tous les jours, à des obstacles capables de faire faire naufrage à la détermination, l'énergie des plus robustes.

Donc, on pourrait attendre beaucoup de bien de la formation des sociétés composées de personnes bien disposées et charitables, avec qui le clergé pourrait coopérer. Cela aiderait, en avançant de l'argent au pauvre colon, lui permettant de continuer son travail, de travailler sa terre, et de transporter ses produits au marché et enfin de se construire un chez-soi confortable. Le comité qui va être chargé de l'étudier devra y mettre toute la sagesse que requiert une mesure aussi importante.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Félicite lui aussi le député de Wolfe et pense que l'idée exprimée par le député de Lac-Saint-Jean mérite une étude attentive de la part du gouvernement.

Il se prononce en faveur du projet de loi. Puisque les caisses rurales fonctionnent bien en France et ailleurs, on devrait y envoyer une personne compétente chargée de voir de près ce fonctionnement, puis en faire rapport à la Chambre.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Remercie les députés qui ont étudié son projet de loi et qui n'ont pas hésité même à lui faire des éloges. Il désire principalement offrir ses remerciements au député de Québec-Comté (M. N. Gameau) qui a fait voir des choses très pratiques et aussi à l'honorable député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) pour ses remarques très sages. Il partage en partie l'opinion de l'honorable secrétaire provincial. Quand il parle des vieilles paroisses. Là, dit-il, bien souvent la caisse rurale existe, mais sous la forme d'un prêteur à la petite semaine, un fesse-mathieu, qui gruge le travailleur et fait du mal, là où l'institution préconisée aide l'homme des champs sobre et laborieux et répand ses bienfaits sur la contrée où elle est rétablie.

Il y a du reste, plusieurs caisses rurales en opération dans la province et elles sont couronnées du plus enviable succès

Pour lui, son but sera atteint s'il peut arriver à venir au secours du pauvre colon qui peine, dans des endroits nouveaux. Les caisses rurales seront le gros levier dans les faibles mains du modeste défri- cheur. Car c'est surtout chez les classes pauvres, en France, en Belgique et ailleurs, que les caisses rurales ont surtout fait merveille.

Il accepte de référer le bill à un comité spécial pour étude.

La proposition, à savoir que le bill soit lu pour la deuxième fois, est adoptée.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que ledit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Allard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chicoyne, Cotton, Girard, Garneau, Marion et Tellier, avec instruction d'examiner le bill et d'en faire rapport à la Chambre.

Adopté.

### **Paroisse de Lavaltrie**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 105) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté 3/8 de l'Assomption, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Dit qu'il approuve le projet de loi, parce que celui-ci rendra justice aux citoyens de Lavaltrie.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prend la parole.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Dit que cette loi aura pour effet de faire perdre une belle paroisse au comté qu'il représente à la Chambre. De plus, il a reçu une pétition signée par une quarantaine d'électeurs qui lui demandent de voter contre le bill. C'est pourquoi il se voit contraint de voter contre le projet de loi.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Code de procédure civile**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux), que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle soit ajournée au lendemain, samedi, à trois heures de l'après-midi, avec priorité pour les mesures du gouvernement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'à partir de demain, la Chambre soit se mettre sérieusement au travail.

DES DÉPUTÉS: Réclament que les séances soient tenues le samedi matin.

Cette dernière proposition est adoptée.

### **Abolition du Conseil législatif**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce qu'en raison du trop petit nombre de membres présents en Chambre, la résolution relative à la constitution de la Législature de cette province en ce qui concerne le Conseil législatif ne sera pas étudiée aujourd'hui.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande au premier ministre s'il a l'intention de donner suite à ses résolutions en présentant un bill pour mettre cette législation en vigueur.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que la question est à l'étude. Il s'agit d'un cas très spécial et le Cabinet n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

### **Subsides**

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi, le 22 février courant, du comité des subsides, laquelle considération avait été ajournée. Lesdites résolutions (nos 11, 12 et 13) sont lues pour une deuxième fois et adoptées.

### **Vente et administration des terres de la couronne**

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 7) concernant la vente et l'administration des terres de la couronne.

Adopté.

### **En comité:**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande d'ajouter dans la loi que la vente datara du billet de location, lequel aura le même effet que le billet d'occupation.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare qu'il ne peut pas accepter cet amendement et il propose que le billet de location ait le même effet que le billet d'occupation quant aux tiers, si la vente n'est pas révoquée dans un délai de 4 mois.

Il affirme également qu'il n'y a pas moyen de vendre les lots trop boisés aux colons parce que les marchands de bois s'y opposent.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Se prononce contre le bill et déclare que les délais demandés sont trop

longs. On ne rend pas justice aux pauvres colons avec un pareil projet de loi.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Se plaint aussi des délais qui sont trop longs et généralement toujours fatals aux colons. Les agents ne font rapport que tous les mois au département quand un lot est vendu, et ils devraient en faire plus souvent dans l'intérêt de tout le monde.

Il n'est pas nécessaire d'attendre si longtemps pour faire confirmer la vente par le commissaire.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit qu'il y aurait pourtant moyen de rencontrer les vues du député de Lac-Saint-Jean qui lui paraissent raisonnables, les agents devraient être des gens compétents et ils devraient faire rapport plus souvent.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que l'amendement de l'honorable représentant de Saint-Sauveur quant aux droits des tiers n'a pas sa raison d'être.

L'HONORABLE J.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Consent à retirer l'amendement proposé.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a amendé. Les amendements sont lus pour une première fois.

## **Documents:**

### **Octrois de colonisation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 février courant, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et Joseph Tremblay, de Saint-Bruno, et J.-B. Carbonneau, de Normandin, au sujet des instructions pour ouvrages à même les octrois de colonisation après le 1er juillet prochain, avant ou après l'envoi de telles instructions jusqu'à cette date. (Document de la session no 71)

### **Révocation de vente dans le rang Signai**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février courant, pour la production de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot no 23, 10e rang Signai, en l'année 1899. (Document de la session no 72)

La séance est levée à six heures.

Séance du 27 février 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à trois heures trente.**

### **Transit Insurance Company**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que les règles de la Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition d'Octave Meunier et autres, de Montréal.

Adopté.

### **Lecture de pétitions:**

Et ladite pétition demandant une loi à l'effet d'incorporer la "Transit Insurance Company" est lue et reçue.

### **Rapports de comités:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement:

Bill (bill no 28) amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés:

Bill (bill no 26) amendant l'article 972 du code civil;

Bill (bill no 93) amendant l'article 952 du code de procédure civile;

Bill (bill no 107) amendant l'article 115 du code de procédure civile;

Et bill (bill no 92) modifiant l'article 1317 du code de procédure civile.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 130) constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada";

Bill (bill no 143) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière.

Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement:

Bill (bill no 113) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

Bill (bill no 144) autorisant "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" à transiger des affaires dans la province de Québec;

Bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (limited)";

Bill (bill J) du Conseil législatif amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndicats de "The American Presbyterian Society of Montreal".

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 111) révisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill (bill no 32) amendant la charte d'incorporation du village de Grand-Mère, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu'il lui soit permis de retirer ledit bill.

Le rapport est adopté.

### **Code municipal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 20) amendant l'article 782 du code municipal et l'a adopté avec amendement.

### **Introduction de bills:**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 19) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 147) amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill B) autorisant les compagnies de garantie à se porter cautions en justice;

Et bill (bill G) concernant la substitution Eustache Prud'homme.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 36) amendant la charte de la cité de Québec;

Bill (bill no 53) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David O'Gilvy au nombre de ses membres;

Bill (bill no 75) constituant en corporation la compagnie "The Great Northern Elevator Company";

Bill (bill no 139) concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Et bill (bill no 141) constituant en corporation la "W.W. O'Gilvy Milling Company".

Et aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill 134) autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre le fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier, son épouse;

Bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogilvie;

Et bill (bill no 51) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy) que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter cautions en justice", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le bill (bill G) du Conseil législatif concernant la substitution Eustache Prud'homme soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Succession N.-M. Lecavalier**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 134) intitulé: "Loi autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre le fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier, son épouse"

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Succession W.W. Ogilvie**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill (bill no 140) concernant la succession de feu William Watson Ogilvie.

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Crédit foncier franco-canadien**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill (bill no 51) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien.

Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Vente et administration des Terres de la couronne**

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que les amendements faits en comité général au bill (bill no 7) amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres de la couronne, soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et sont ensuite adoptés par la Chambre.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des licences**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill (bill no 9) ayant pour objet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande des explications concernant ce projet de loi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que le projet de loi n'est qu'une refonte ou plutôt une coordination de l'ancienne loi.

Ce bill couvre 104 pages, y compris les formules annexées. La première partie du bill, comprenant 61 pages, traite des licences concernant les liqueurs enivrantes; la deuxième partie traite des autres licences et la troisième partie, des autres dispositions du bill. Le coût des licences, non compris un honoraire de \$500. s'établira comme suit: pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes dans la cité de Montréal, \$600. si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée est de quatre cents piastres ou moins: six cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de quatre cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus.

Dans la cité de Québec, deux cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents piastres ou moins: trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents: cinq cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres: et six cent cinquante piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus. Dans toute autre cité, deux cents piastres: dans toute ville, cent quatre-vingt piastres: dans tout village régi par le Code municipal, cent cinquante piastres: dans toute section de territoire hors d'une cité, d'une ville ou d'un village cent vingt-cinq piastres: dans tout territoire non organisé, quatre-vingt-dix piastres.

Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un club: dans la cité de Montréal, trois cents piastres, dans la cité de Québec, deux cents piastres et dans toute autre partie de la province, cent piastres.

Sur chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les mines ou dans quelque division ou district minier, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, pourvu que cette somme ne soit pas moindre que cent vingt-cinq piastres.

Sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail, dans chacune des cités de Montréal et de Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée, pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cents piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres. Dans toute autre cité, deux cents piastres; dans toute ville, cent soixante piastres, dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt-cinq piastres; dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres.

Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros (ou de gros et de détail) dans chacune des cités de Montréal et de Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de deux cent quatre-vingt piastres ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres. Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres; dans toute ville, deux cents piastres; dans toute autre partie de la province, cent cinquante piastres.

Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission: si le porteur de licence n'a aucun bureau fixe ou place d'affaires dans la province, deux cent quatre-vingts piastres: s'il possède ledit bureau ou place d'affaires, le taux du droit devra être le même que celui édicté pour les licences de magasins de gros.

Pour chaque licence pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence: si l'embouteilleur est en même temps brasseur, dans l'île de Montréal, deux cents piastres; dans la cité et le comté de Québec, deux cents piastres; dans tout autre comté, cent cinquante piastres. S'il n'est pas brasseur, dans les cités de Montréal et de Québec, cent vingt-cinq piastres; dans tout autre endroit, quatre-vingt-dix piastres; et pour chaque voiture, dix piastres.

Il explique que l'article 222 prévoit que le pouvoir de faire remise de certaines amendes, conféré au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 825 des statuts refondus, ne s'applique pas aux amendes imposées en vertu de cette loi.

Ce bill prévoit que, dans la cité de Montréal, le nombre des licences d'hôtels et de restaurants est pour le présent limité à un maximum de quatre cents; dans la cité de Québec, à un maximum de cent vingt; dans la cité de Saint-Henri, à un maximum de trente et une, et dans la cité de Sainte-Cunégonde, à un maximum de vingt-trois; et ces

nombres ne devront être augmentés seulement de manière qu'il n'y ait jamais plus qu'une licence de ce genre pour chaque millier d'âmes de la population.

Une autre clause prévoit que, dans le cas d'inconduite grave, pendant le cours d'une année de licence, de la part d'un porteur de licence dans la cité de Québec ou la cité de Montréal, les commissaires de licences, après en avoir été informés, devront notifier immédiatement à cette personne que sa licence ne sera pas renouvelée l'année suivante.

Les amendes imposées à ceux qui violent la loi seront comme suit: 1ère offense, de \$30 à \$75; 2e offense, de \$75 à \$120; 3e offense, de \$120 à \$150. Contrairement à ce qui se pratiquait auparavant, la décision du tribunal dans une cause de cette nature, fixant le maximum ou le minimum de la pénalité, sera finale. Jusqu'à ce jour, si un ami du gouvernement était poursuivi, il faisait agir des influences pour se faire remettre l'amende et, dans presque tous les cas, la loi ou le jugement n'était pas exécuté. Maintenant le juge seul sera le maître, et il n'y aura plus d'influence pour entraver l'exécution de la loi.

Désormais, d'après la loi du gouvernement, il y aura trois sortes de licences qui pourront être accordées: licence de détail; licence de gros et détail; licence de gros combinée.

Telles sont les grandes lignes du projet de loi ministériel.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Pose une question concernant le service civil.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il a entrepris des réformes dans le service civil de son département, de manière à régulariser la position des employés. Ses collègues sont disposées à faire la même réforme dans leur département respectif.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que la somme demandée pour les salaires au département des Travaux publics est de \$29,308. Cette somme est légèrement plus élevée que l'année

dernière. Il déclare aussi que, pour les divers départements, il y a une augmentation de \$4,000. Il voudrait avoir des détails sur cette augmentation. Apparemment l'irréprochable commissaire des Travaux publics est tombé en disgrâce.<sup>(1)</sup>

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Donne des explications pour répondre à la question du chef de l'Opposition.

L'item est laissé en suspens étant donné l'absence des honorables F.-G.-M. Dechêne (L'Islet) et H.T. Duffy (Brome).

L'étude de l'item est reprise lors de l'arrivée de l'honorable H.T. Duffy (Brome).

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Indique que l'on devrait diminuer les dépenses pour les salaires au département du secrétaire provincial et du registraire.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que, d'après certains états fournis, il y a eu augmentation de dépenses dans ce département, puisque le montant, qui était de \$22,000 l'an dernier, est cette année de \$22,700.

Il déclare qu'il y a eu aussi augmentation dans les départements de l'Agriculture et des Travaux publics.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer que, s'il y a eu augmentation d'un côté, il y a eu diminution de l'autre.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Veut savoir où est la diminution que l'on prétend avoir opérée et en quoi elle consiste, car ce n'est pas bien apparent. C'est un droit qu'à l'Opposition de demander tous les renseignements nécessaires.

M. L'ORATEUR: Déclare (qu'à ce sujet), un traducteur additionnel, M. Ernest Chouinard, a été nommé à la Chambre, vu qu'il y avait deux employés malades dans le département des traducteurs.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que tous les états seront fournis avec tous les détails nécessaires pour renseigner la Chambre.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique la légère augmentation survenue dans son département des Travaux publics.

Les dépenses dans son département, dit-il, ont augmenté de \$400. Cette somme représente l'augmentation de salaire accordée à monsieur Vallée, ingénieur. Il est convaincu que tous ceux qui connaissent l'excellent travail accompli par monsieur Vallée ne s'objecteront pas de voir son salaire augmenté de \$2,000 à \$2,400. Le gouvernement a dû cesser d'apporter son aide aux municipalités à même les fonds publics pour la construction de ponts de fer. Cependant, des différentes régions de la

province, les demandes affluent pour obtenir les services de monsieur Vallée pour le tracé de plans pour ce genre de travaux. Au cours de l'année dernière, les services de monsieur Vallée ont été requis et fournis à presque toutes les semaines. Les services rendus par cet ingénieur aux municipalités ont été inestimables et son augmentation de salaire représente la rémunération normale pour l'exécution de travail supplémentaire.

Il y a aussi monsieur Gibeau, nommé par les conservateurs, qui était sur la liste temporaire, et à qui on a donné un poste permanent. Si l'Opposition s'objecte à cette nomination, le gouvernement peut y remédier.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): C'est un scandale.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Eh bien, si c'est un scandale, nous allons y voir.

L'HONORABLE F.-G. M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que le docteur Grignon, qui était payé sur le crédit pour conférences agricoles, a été nommé en permanence de même que M. Camirand: c'est ce qui explique l'augmentation dans son département, mais d'un autre côté le crédit pour conférences agricoles a été réduit.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il approuve la nomination du docteur Grignon et il serait souhaitable que le gouvernement fit toujours des nominations semblables.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'ira pas jusqu'à accuser son honorable ami d'avoir causé un scandale. L'honorable commissaire jouit de l'estime des membres assis des deux côtés de la Chambre, quelles que puissent être ses opinions politiques. Par conséquent, dit-il, je n'ai pas l'intention, sauf pour badiner, de dire quoi que ce soit qui puisse être considéré comme une offense. L'explication qu'il a donnée est très satisfaisante. Il devrait nous être reconnaissant d'avoir soulevé cette discussion, parce qu'elle va lui permettre de dire que le chef de l'Opposition approuve l'administration de son département.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Donne des explications sur la pertinence des dépenses du département de l'Agriculture. Il déclare qu'il y a une légère augmentation, due surtout à des pensions à payer aux veuves d'employés décédés depuis le dernier exercice.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que le gouvernement a décidé de faire disparaître un vieil abus, qui consistait à payer, sur ce qu'il est convenu d'appeler dépenses contingentes, certains traitements de fonctionnaires, ou certaines gratifications à d'autres.

Déjà le gouvernement a commencé à mettre en pratique cette décision. C'est en conséquence de l'application de cette règle que le total des som-

1. A ce moment, l'honorable H.T. Duffy n'était pas en Chambre, ayant à rencontrer une délégation en provenance de Sherbrooke.



mes affectées aux traitements des employés du gouvernement a augmenté et celui des dépenses contingentes a diminué.

Dans un avenir peu éloigné, l'abus aura complètement disparu et le budget sera l'expression plus correcte de la réalité qu'il ne l'a été dans le passé.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit à l'honorable premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand) que c'était dans l'intérêt de son parti que ses collègues puissent donner des explications sur ce qui semblait suspect à première vue, comme l'augmentation des dépenses. Dans certains cas, cela résultait du paiement du traitement aux employés. même les estimés ordinaires alors qu'auparavant, leur salaire provenait du fonds des dépenses contingentes. Il se déclare satisfait des explications fournies.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

MM. G.-A. NANTEL (Terrebonne) et P.-E. LEBLANC (Laval): Prennent la parole.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prend la parole.

La proposition est adoptée.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq Compagnie du pont de Saint-François**

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 110) amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de Saint-François.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Henri Hains**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

Adopté.

#### **En comité:**

MM. G.-A. NANTEL (Terrebonne) et L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prennent la parole.

MM. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes) et C. LANGELIER (Lévis): Insistent fortement pour que

la Chambre ne refuse pas à M. Hains les mêmes droits octroyés à d'autres dans le passé.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Charte de Montréal**

M. h.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendant la loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité adopte les neuf premières clauses du bill.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose de remettre dans le bill la clause rayée au comité des bills privés prévoyant l'utilisation du fonds de réserve pour des dépenses imprévues.

Il lit la loi actuelle et dit que sa mise en application indique qu'elle avait été rédigée un peu trop en fonction des buts divers pour lesquels ce fonds peut être utilisé. Le conseil de la cité, qui est le meilleur juge de ses besoins, a demandé une extension de la loi, et c'est avec le consentement de ce dernier qu'il a proposé cet amendement. Il soutient que les dispositions de la loi donnent des garanties suffisantes et que l'on doit obtenir le consentement de la majorité du comité des finances et des deux tiers des membres du conseil de la cité. Le fonds de réserve peut aussi être employé à payer des réclamations pour dommages et pour des travaux municipaux très pressants.

Il propose donc d'ajouter, en tant qu'article 10, ce qui suit:

Le fonds de réserve peut aussi, avec un rapport signé par la majorité des membres du comité des finances, approuvé par le vote affirmatif des deux tiers des membres de tout le Conseil, être employé pour payer des dépenses imprévues, autres que celles mentionnées à l'alinéa "D" de l'article 334 de la charte, en particulier, des réclamations pour dommages et travaux municipaux très pressants".

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que la motion de l'honorable député de Montréal no 4 visait à remettre la clause qui avait été rayée par le comité des bills privés. Si on laisse aux conseillers municipaux le soin de décider à quelles dépenses imprévues servira le fonds de réserve, ce fonds sera épuisé dans les six premiers mois de chaque année et l'on devra émiéter sur les revenus pour faire face aux dépenses futures imprévues. Il s'oppose donc à l'amendement proposé et soutient que la loi telle qu'élaborée à la dernière session correspond à ce que les citoyens du Québec avaient demandé instamment l'an dernier en ce qui concerne cette question. Il s'objecte à l'élargissement de la loi dans le but de faire face aux supposées dépenses imprévues. L'on essaie ainsi

de revenir à la charte de 1889 qui a entraîné une série de déficits depuis quelques années, à cause des montants prélevés sur le fonds de réserve pour toutes sortes de raisons. Il est d'avis que l'on devrait faire un essai avec la nouvelle charte. Des mesures spéciales ont été prises pour refréner l'action d'anciens conseillers municipaux, ces mêmes personnes qui avaient supposément restauré l'équilibre des finances municipales.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon). Dit qu'il n'existe aucune raison qui justifie l'application de cet amendement ou l'amendement de la loi. L'an dernier, cet amendement avait été demandé avec insistance et le comité spécial qui avait étudié le bill avait donné son consentement unanime. Il dit que cette affaire se réglerait si la cité passait un règlement demandant le vote des électeurs lorsqu'elle a besoin d'argent. Mais la ville ne désire pas agir ainsi, c'est-à-dire présenter de telles questions aux électeurs. La mise en vigueur de cet amendement enlèverait une garantie nécessaire.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Subsides

Le comité des subsides continue ses délibérations ajournées à six heures.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'une somme de \$27,052.97 soit accordée à Joseph Dussault, imprimeur de Québec, pour contrats divers d'imprimerie.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Décrit le genre de travail qui doit être payé à monsieur Dussault. Il s'agit de l'impression de certains travaux de la province, tels que les index des travaux des sessions préparés par messieurs Smith et Fortier, la liste de toutes les terres concédées

dans la province depuis 1763, un guide de l'ensilage, un rapport financier du surintendant de l'Instruction publique, ainsi que l'intérêt pour les comptes en souffrance. Il lit le rapport envoyé au Conseil par le procureur général Archambault, qui a servi de fondement à l'ordre en conseil du 9 mai 1899 qui prévoit le paiement de la réclamation de monsieur Dussault. Ce rapport spécifiait que, puisque le gouvernement précédent avait payé les réclamations que monsieur Dussault avait transférées aux amis politiques de ce gouvernement, ses propres réclamations restantes qui ont été reconnues comme justes et équitables devraient aussi être acceptées et payées.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au gouvernement s'il a pris la responsabilité de ce document.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne croit pas nécessaire de répondre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si c'est le gouvernement qui a fait imprimer ce document.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): M. Dussault l'a fait imprimer à ses frais.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Décrit le paiement des présentes réclamations comme étant un énorme scandale.

Il déclare qu'on l'a menacé par lettre anonyme s'il dénonçait ce scandale devant les Chambres, mais il ne craint rien.

Avant de regarder les chiffres en détail, il dit avoir été accusé publiquement de dissimuler un important dossier ou un document dans cette affaire. C'est absolument faux, dit-il. Il n'a rien caché. La preuve est que, le 20 mai 1897, sept jours avant que le gouvernement dont il faisait partie quittât ses fonctions, un ordre en conseil, fondé sur ce document, fut adopté. Les comptes présentés par monsieur Dussault se lisaient comme suit:

- Index Smith.	\$16,104 60
- Liste des terres.	\$37,684 15
- Traité agriculture.	\$ 2,635 18
- Ensilage.	\$19,177 57
- Rapport du surintendant.	\$ 2,175 00
- Commission royale.	\$ 661 45
- Perdu sur transport.	\$ 87 79
- Frais de notaires.	\$ 418 77
	<hr/>
	\$78,944 51

Tous ces comptes sont pour des choses antérieures à décembre 1891. Les items 3, 6, 7 et 8 ont été rejetés par le gouvernement et il n'en est plus question du tout ici.

En 1894, 6 avril. — Dussault a déposé son bilan et a juré qu'il lui était dû par le gouvernement:

1 - Traité d'agriculture.	\$ 1,667 00
2 - Ensilage.	\$ 9,707 68
3 - Liste des terres.	\$18,000 00
	<hr/>
	\$29,374 68

Entre le montant réclamé	\$ 78,944.51
et le montant déclaré dans le bilan	\$ 29,374.68
il y a donc un écart	\$ 49,569.83
"A" - Pour 288 pages de l'Index Smith	\$ 640.54
L'intérêt depuis le 1er juillet 1892	\$ 177.25
"B" - Pour index Fortier (capital)	\$ 1,446.69
Pour intérêt	\$ 154.06
Pour intérêt	\$ 184.32
Pour intérêt	\$ 135.17
"C" - Liste des terres (capital)	\$ 7,302.29
Intérêts	\$ 1,289.20
"D" - Ensilage (capital)	\$ 7,897.68
Intérêts	\$ 2,026.12
"E" - Rapport du surintendant	\$ 1,500.00
Intérêts	\$ 427.73
"F" - Intérêts sur les \$6,000 de la Banque Jacques-Cartier (en rapport avec la liste des terres)	\$ 581.92
"G" - Intérêts sur \$19,390.59 (en rapport avec la liste des terres)	\$ 1,591.62
"H" - Intérêts sur \$8,903.91 (en rapport avec la liste des terres)	\$ 840.14
Total	\$ 26,194.64
Soit pour capitaux	\$ 18,787.11
Et pour intérêts	\$ 7,407.53

Pour les \$29,374.68 portées dans son bilan comme lui étant dues, Lavery, curateur

à la faillite, a poursuivi le gouvernement et a obtenu un jugement en Cour supérieure comme suit:

1. - Pour traité agriculture	\$ 1,667.00
2. - Pour l'ensilage	\$ 8,208.08
3. - Pour liste des terres	\$ 16,482.00
	\$ 26,357.08

Mais ce jugement a été cassé par la Cour d'appel qui a rejeté toute la réclamation sauf quant à l'item de \$1,667.00 pour le traité d'agriculture.

Tout en cassant le jugement, la Cour d'appel recommanda au gouvernement de payer "pour des raisons d'équité, d'amabilité et de gentillesse", les montants dus aux tiers de bonne foi qui auraient fait des avances à Dussault en rapport avec leurs contrats réguliers, particulièrement la Waterous Engine Works Company et M. Lavery.

Par déférence pour cette recommandation, le gouvernement Flynn paya:

1 À M. Lavery, curateur, pour listes des terres	\$ 12,088.30
2 À la Waterous Engine Works Company, transport acompte l'ensilage	\$ 1,810.00
3 Et passa un ordre en conseil en faveur de la Banque Jacques-Cartier (transport acompte listes des terres)	\$ 6,000.00
Soit un total de	\$ 19,898.30

Les tiers de bonne foi se trouvaient ainsi complètement désintéressés et, quant à Dussault, sa pétition de droit déboutée et les juges ne l'ayant pas recommandé, il ne lui était plus rien dû.

Ainsi la réclamation Dussault fixée par le jugement infirmé du juge Pelletier à	\$ 26,357.08
était toujours acquittée jusqu'à concurrence de	\$ 19,898.30

Balance \$ 6,458.78

Le gouvernement ne devait donc pas un seul centin, mais s'il voulait payer quelque chose, ce ne devait toujours pas être plus que ce que le juge Pelletier avait accordé, soit en capital \$6,458.78.

Or, le gouvernement paie \$18,787.11 en capital.

Déduisons les \$6,458.78 en question.

Le gouvernement paie donc \$12,328.33 de plus que ce que le juge Pelletier lui-même a accordé.

Et pour ces \$12,328.33, il n'y a rien autre chose au dossier que la parole de M. Dussault.

Comment M. Dussault arrive-t-il à se faire payer cela?

## LISTE DES TERRES

ici M. Dussault, par sa pétition de droit, réclamait en tout	\$ 19,390.59
Le juge Pelletier a réduit cela de 15 pour cent, parce que Dussault avait dit comme témoin qu'il chargeait 15 pour cent de plus au gouvernement que le prix ordinaire du commerce, cela fait une différence de.	\$ 2,908.29
Or le gouvernement écarte le jugement du juge Pelletier lui-même et remet la réclamation à.	\$ 19,390.59
Procédant sur cette base de.	\$ 19,390.59
le gouvernement déduit ce qui est payé à M. Lavery.	\$ 12,088.30
et reconnaît une balance de.	\$ 7,302.29
Dussault, dans son bilan assermenté, avait mis cette liste des terres à en déduisant ce qui est payé.	\$ 18,000.00
1o À Lavery.	\$ 12,088.00
2o À la Banque J.-C.	\$ 6,000.00
	\$ 18,088.30
	\$ 18,000.00
Dussault redevait à la province.	\$ 88.00
Prenons maintenant pour bon le jugement du juge Pelletier pour cet item	\$16,482.00.
Déduisons:	
1o Ce qui est payé à Lavery.	\$ 12,088.20
2o Ce qui est payé à B. J.-C.	\$ 6,000.00
	\$ 18,088.20
	\$ 16,482.00
Et Dussault doit à la province.	\$ 1,606.30
De ce chef, il n'est donc payable que les \$6,000 de la B. J.-C.	
Et le gouvernement accorde.	\$ 7,302.29
	\$ 6,000.00
	\$ 1,302.29

Au lieu d'allouer ces \$1,302.29, la province était, d'après le juge Pelletier, créancière de Dussault pour \$1,606.80.

Comment une pareille énormité peut-elle se produire?

Simplement parce que le procureur général trompe sciemment la Chambre en disant (page 3. de son rapport) que le juge Pelletier a alloué \$19,390.59 lorsque, comme question de fait, il n'a alloué que \$16,482.00. (Voir juge Pelletier page 32).

Il n'est question ici que des capitaux; il sera question tantôt des intérêts.

Le gouvernement accorde à Dussault, pour la version française, le paiement de 280 pages de l'index Fortier, savoir \$640.54 en capital.

À ce sujet, le rapport du procureur général (page 5), dit que Dussault a reçu, pour la version anglaise, \$5,000.00, et que le coût et l'impression n'a été que de \$4,916.33, et qu'en conséquence, Dussault redoit au gouvernement, de ce chef, une somme de \$83.67.

Ces \$83.67 ne sont cependant pas déduites.

Le rapport du procureur général ajoute que les contrats intervenus entre Dussault et les ministres, n'ayant pas été réguliers, la couronne est tenue en équité de payer le prix des ouvrages qui ont été exécutés... Mais, (ajoute le rapport, même page) "je ne suis pas d'avis d'accorder des profits pour la version française de cet index, vu que le travail pour cette version n'a pas été fait et que le gouvernement ne doit pas de dommages pour l'exécution d'un contrat irrégulier, mais qu'il est simplement tenu à une indemnité pour l'ouvrage fait."

Cette remarque s'applique avec beaucoup de précision aux \$1,500.00 accordées comme profit, pour le rapport du surintendant, dont il sera question tantôt, et aussi aux profits faits sur l'impression de la liste des terres.

Quoi qu'il en soit, le rapport, même page, accorde, pour les 288 pages, \$640.54. sans aucune preuve quelconque que l'ouvrage a été fait.

En outre (de ce chef), le gouvernement paie un autre item de \$1,446.00.

Dussault raconte, à ce sujet, qu'il donna un sous-contrat à L.-J. Demers et Frère, pour l'impression de la version française de l'index Fortier et qu'en acompte de ce sous-contrat, il avança à M. Demers \$1,000.00, comme suit:

\$450.00 le 8 novembre 1890. et \$550.00 le 13 janvier 1897.

Subséquentement, dit-il, il y eut un incendie chez M. Demers, et une partie du manuscrit fut brûlée. Fortier le reconstitua et le sous-contrat, entre Dussault et Demers, fut résilié aux conditions suivantes: "A", l'abandon à L.-J. Demers de 116 rames de papier endommagé par l'eau, soit \$446.30. Dussault, ajoute que ce papier avait été acheté spécialement pour l'impression de l'index Fortier, et que, quand il le prit dans cet état, il constituait pour lui une perte considérable, mais il ne dit pas laquelle.

Cependant, on lui accorde tout le montant, avec intérêt.

Ces deux items de \$640.50 et de \$1,446.00 n'ont pas été mis par Dussault dans son bilan assermenté et c'est de la haute fantaisie que de les lui accorder maintenant sur son "ipse dixit".

À noter l'item de \$446.00 n'a pas été réclamé dans la seconde pétition de droit. (En ce qui concerne l'ensilage), le gouvernement accorde en capital, \$7,897.00. Il n'y a pas un centin de dû puisque la pétition de droit a été renvoyée quant à cet item.

Cependant, dit-on, le juge Pelletier l'aurait alloué!

La pétition de droit réclamait 30,000 exemplaires de cet ouvrage à 20 cents.

Le juge Pelletier a accordé cet item sur la même base que pour \$17,390.50, savoir en retranchant 15 pour cent, parce que le contrat était nul "ab initio", il ne peut s'agir que d'un "quantum meruit." 50,000 exemplaires à 20 cents forment \$10,000, en retranchant 15 pour cent, savoir \$1,500, il reste dû \$8,500. De ces \$8,500, le juge Pelletier retranche \$292.32 que la couronne a payé en acompte le 17 mars 1897 et il arrive ainsi au chiffre de \$8,208.68.

Sur et à même ce montant, un transport a été fait à la Waterous Engine Works Company de \$1,810, avec intérêt depuis le 24 juin 1892. Il faut donc retrancher ces \$1,810 des \$8,208.68, ce qui laisse \$6,398.58. Cependant le gouvernement accorde \$7,897.68 en capital.

Comment le gouvernement arrive-t-il à ces chiffres?

Simplement en accordant à Dussault, à qui il n'est rien dû. \$1,500 de plus que le jugement infirmé du juge Pelletier lui-même lui accordait.

Mais nous ne sommes pas à bout dans la voie du merveilleux.

Il y a un autre item plus merveilleux encore.

L'item de \$1,500 pour le rapport du surintendant est un ouvrage qui n'a pas été fait, et naturellement Dussault n'en avait pas parlé dans son bilan assermenté. On nous dit que Dussault aurait fait des profits de \$1,500 là-dessus.

Le procureur général, page 5, et le juge Pelletier, page 3, s'accordent tous deux à dire qu'il ne peut pas être question de payer des profits sur des ouvrages qui n'ont pas été faits.

Dussault avait la prétention d'imprimer le rapport du surintendant et l'état financier de l'instruction publique.

Il a imprimé l'état financier et il a eu une avance.

De fait, son compte à ce sujet (pages 4 et 5), et son propre compte, se termine comme suit:

Reçu du gouvernement . . . . .	\$2,500.00
Ouvrage fait . . . . .	\$2,062.87
Balance due à la province . . . . .	\$ 437.13
Profit sur ouvrage non fait . . . . .	\$1,500.00

Le gouvernement accorde tout le montant de \$1,500 et ne déduit pas les \$437!

Dans une lettre du 30 décembre 1891 (page 2), Dussault dit: ces ouvrages une fois terminés coûteront \$3,200 à \$3,000 et il a reçu . . . . . \$3,000

\$ 300

Il ne lui serait donc dû d'après ses propres chiffres que \$300.

Et on lui accorde \$1,500.

Le gouvernement paie pour intérêts seulement, \$7,407.53.

Comment a-t-on pu arriver à ce chiffre énoncé?

1. En payant plus de 5 ans d'intérêt.

2. En payant l'intérêt sur des avances qu'il a faites comme faveur.

3. En accordant l'intérêt ou intérêt composé, à plusieurs endroits.

4. En payant l'intérêt deux fois sur la somme de \$7,302.29 du 1er janvier 1895 à mai 1900.

5. En disant qu'il accorde l'intérêt à un certain taux et le calculant à plus.

Examinons cela par ordre de numérotage.

1o L'intérêt est accordé depuis 1892, c'est-à-dire pour 8 ans dans certains cas.

Dans le commerce et pour toutes les affaires, l'intérêt se prescrit par cinq ans.

Cela coûte à la province près d'un tiers du montant total des intérêts alloués, soit à peu près \$2,000.00.

2o Sur la liste des terres qui n'a été livrée qu'en 1895, le gouvernement fait une avance par lettre de crédit en 1892 et il paie l'intérêt sur cette avance.  
Cela coûte à la province \$581.92.

3o Le gouvernement donne l'intérêt sur les \$19,390.59 de la liste des terres jusqu'à janvier 1897. il l'ajoute au capital, il déduit le montant alors payé à Lavery et il calcule depuis cette date l'intérêt non pas sur les \$7,302.29, qu'il déclare dues en capital, mais sur le capital et l'intérêt accumulé. c'est-à-dire sur \$3,903.91.  
Cela coûte à la province \$123.12.

4o Sur l'item de la liste des terres, le gouvernement alloue \$7,302.29, comme étant la balance due sur les \$19,390.59, et il accorde l'intérêt sur ces \$7,302.29 du 1er janvier 1895 à mai 1899.  
Puis il accorde l'intérêt de nouveau sur le total des mêmes \$19,390.59, depuis la même date, du 1er janvier 1895 au 19 janvier 1897.

Perte sèche \$600.00.

Puis il accorde de nouveau l'intérêt sur cette même somme de \$7,302.29, plus l'intérêt, savoir sur \$890.39, depuis janvier 1897 à mai 1899.

Perte sèche \$840.00.

On dit qu'on accorde l'intérêt à 4 pour cent, mais les calculs démontrent qu'on accorde plus sur tous les items suivants:

En plus des calculs des intérêts pour l'item de \$7,397.63 pour ensilage. . . . .	\$	21.12
En plus sur calcul des intérêts pour les \$1,500 du rapport du surintendant . . . . .	\$	4.39
En plus sur les \$40.54 de l'index Smith. . . . .	\$	2.03
En plus sur l'intérêt des \$7,302.29 pour la liste des terres. . . . .	\$	29.00
En plus sur le calcul des intérêts pour les \$1,446 de Demers. . . . .	\$	1.31
Ditto. . . . .	\$	1.30
Ditto. . . . .	\$	1.19
Erreur sur le calcul des intérêts sur les \$3,203.21. . . . .	\$	31.95
Total. . . . .	\$	71.10

En outre on accorde encore l'intérêt composé sur tout l'item des \$7,407.57, depuis mai 1899 à mai 1900. Ce qui représente \$296.30.

Tirons les comptes au clair:

Le jugement du juge Pelletier a été cassé en Cour d'appel. Cependant le gouvernement le fait revivre. Supposons pour un moment que cela soit correct. Qu'est-ce que la province doit à Dussault, en vertu de ce jugement?

1- Pour liste des terres. . . . .	\$16,482.00
2- Pour ensilage. . . . .	\$ 8,208.08
3- Traité d'agriculture. . . . .	\$ 1,667.00
Total. . . . .	\$26,357.08

Réglé par le gouvernement Flynn:

1- Traité d'agriculture. . . . .	\$ 1,667.00
2- Payé à Lavery. . . . .	\$12,088.30
3- Payé à Waterous. . . . .	\$ 1,810.00
4- Payé à la banque J.-C. . . . .	\$ 6,000.00
	\$21,565.30
	\$26,357.08
	\$21,565.30
	\$ 4,791.78

Ces \$4,791.78 sont déclarées ne pas être dues par les tribunaux et les juges n'en recommandent pas le paiement, cependant voici ce qui arrive: non seulement le gouvernement les paie, mais il paie en outre sur ces trois items.

\$2,908 pour liste des terres et \$1,500 pour ensilage.

\$4,408

Ajoutons le \$4.791 et nous avons une perte totale pour la province de \$9.199 sur ces trois items-là qui sont les seuls que Dussault a juré lui être dus quand il a assermenté son bilan. Passons maintenant aux comptes que Dussault n'a pas songé à mettre dans son bilan assermenté et que le gouvernement lui accorde:

Le gouvernement lui paie ici en capital:

1. Sur index Smith.	\$ 640.54
2. Sur index Fortier.	\$1,445.00
3. Sur rapport du surintendant.	\$1,500.00
	<hr/>
	\$3,586.54

Mais il oublie de déduire:

1. Ce que reçu de trop sur version anglaise de l'index Smith.	\$ 83.67
2. Ce qu'il reconnaît devoir sur rapport du surintendant.	\$437.13
3. Les \$446.00 pour lesquelles Dussault au eu papier.	\$446.00

Soit en tout.	\$966.80
	<hr/>
	\$ 966.80
	<hr/>
	\$2,619.74

Voilà donc une perle voulue délibérément.

Prenons maintenant la liste totale:

- De ce que le gouvernement paie en plus que ce qui est alloué par le jugement du juge Pelletier.
- De ce que le gouvernement paie pour ouvrage non fait et que le procureur général lui-même déclara n'être pas payable.
- De ce que Dussault a reçu et qu'on oublie de déduire.
- Des intérêts payés deux fois.
- Des intérêts sur tous les montants non reconnus soit par le jugement du juge Pelletier, soit par le procureur général, lui-même.
- Des intérêts composés.

Et voici à quoi nous en arrivons:

1. Payé de trop sur index	\$ 83.67
2. Payé de trop sur rapport du surintendant	\$ 437.13
3. Pour intérêts payés deux fois sur \$7,302.29 du 1er janvier 1895 au 10 janvier 1897.	\$ 600.00
4. Pour intérêts payés deux fois sur \$7,302.29 du 19 janvier 1897 à mai 1899	\$ 840.00
5. Erreur dans le calcul des intérêts sur l'item \$7,897.68 pour ensilage à mai 1899	\$ 21.12
6. Erreur sur calcul des intérêts pour les \$1,500 du rapport du surintendant à mai 1899	\$ 4.39
7. Erreur sur les intérêts des \$640.54 de l'index Smith.	\$ 2.03
8. Erreur sur l'intérêt des \$7,302.29 pour la liste des terres à mai 1899	\$ 20.00
9. Erreur sur le calcul des intérêts pour les \$1,446 de Demers à mai 1899 (a) sur \$450.00	\$ 1.21
Erreur sur le calcul des intérêts pour les \$1,446 de Demers à mai 1899 (b) sur \$550.00	\$ 1.50
Erreur sur le calcul des intérêts pour les \$1,446 de Demers à mai 1899 (c) sur \$446.00	\$ 1.19
10. Erreur sur le calcul des intérêts des \$8,903.91	\$ 21.96
11. Payé en plus de ce que le juge Pelletier a accordé, différence entre \$19,300.59 à \$164.82	\$ 2,008.29
12. Intérêts sur ce montant à mai 1899	\$ 620.48
13. Différence entre les \$6,398.68 de l'ensilage (déduction faite des \$1,810 de la Waterous) et les \$7,897.68 accordées	\$ 1,500.00
14. Intérêts sur ce montant à mai 1899	\$ 500.00
15. Intérêts sur les \$6,000.00 de la Banque Jacques-Cartier (lesquelles étant une avance ne devaient pas entraîner d'intérêts de la part du gouvernement)	\$ 531.92
16. Intérêt de l'intérêt ou intérêt composé sur la différence entre \$8,903.01 et \$7,302.09	\$ 128.12

17. Les \$1,500 de profit sur le rapport du surintendant qui n'a pas été fait . . . . .	\$ 1,500.00
18. Intérêt sur ce montant à mai 1899. . . . .	\$ 427.73
19. Pour le papier de Demers payé \$446 et pour lequel Dussault a eu sa valeur. . . . .	S 446.00
20. Intérêt sur ce montant à mai 1899. . . . .	S 135.17
21. Intérêt de l'intérêt sur le montant que le gouvernement paie pour intérêts, soit sur \$7,402.50 de mai 1899 à mai 1900. . . . .	S 296.30
22. Intérêt simple sur tous les items ci-haut de mai 1899 à mai 1900. . . . .	\$ 378.95
Grand total. . . . .	\$11,492.16

Et dans tout cela, il n'est pas tenu compte du fait que le gouvernement paie de l'intérêt pour plus de cinq ans car il faudrait alors ajouter encore \$2,000 en chiffres ronds.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Repousse avec indignation l'accusation de scandale en ce qui concerne les agissements du gouvernement dans l'affaire Dussault. S'il y a un quelconque scandale, il dit que c'est de la part de l'Opposition.

La somme portée à l'item 8 du budget supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, est destinée, lorsqu'elle sera votée, à éteindre la partie, qui a été admise par le gouvernement, de la réclamation de M. Joseph Dussault, basée sur divers contrats d'impression qu'il avait faite avec le gouvernement. Bien que, par la rubrique de l'item 8 du budget supplémentaire, il soit porté que cette somme est pour éteindre les réclamations que M. Dussault a faites au gouvernement, il n'en faut pas conclure que toute cette somme doit être touchée par M. Dussault lui-même.

L'arrêté ministériel qui a servi de base à l'item 8 décrète que la somme de \$18,258.82 sera payée aux représentants de M. Dussault, et que la balance ne lui sera payée que sur production, par lui, d'une déclaration de M. Lavery, syndic à sa faillite, constatant que tous les créanciers de M. Dussault ont été désintéressés.

Le 30 juin 1898 M. Dussault a transporté à M. L.-P. Siroix, notaire de Québec, la balance de sa réclamation pour le Traité d'agriculture et pour le Guide pratique de l'ensilage. Ce qui a été accordé à M. Dussault pour prix du Guide pratique de l'ensilage retournera à M. Siroix, c'est-à-dire la somme capitale de \$9,923.80.

À même la somme accordée apparemment à M. Dussault, la Banque Jacques-Cartier doit toucher du gouvernement la somme de \$8,335.02. C'est donc à la Banque Jacques-Cartier et à M. Siroix que sera payée la somme de \$18,238.82, et c'est à M. Dussault que sera payée la balance, lorsqu'il aura désintéressé tous les créanciers de sa faillite.

Afin de permettre à cette Chambre de mieux se rendre compte de la valeur de la réclamation de M. Dussault, il importe de faire connaître la nature et les causes de la réclamation de M. Dussault, et de mettre en lumière certains faits, qui se rattachent à cette réclamation.

Le 7 novembre 1890, le secrétaire de la province confia à M. Dussault l'impression, en anglais et en français, de deux index des Journaux de l'Assemblée législative, préparés respectivement par M. Louis Fortier et par M. Paul E. Smith. C'était pendant la session de 1890

Au cours de cette session, une somme de \$6,000.00 fut votée pour payer l'impression de l'index Fortier et de l'index Smith, et l'on trouve aux pages 228 et 234 des Journaux de l'Assemblée législative, pour l'année 1890, la résolution suivante:

Résolu (item 81) "Qu'une somme n'excédant pas \$6,000 soit accordée à Sa Majesté pour droit d'auteur et impression d'un index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, par ordre alphabétique des députés et des différents sujets et matières qui les concernent, par M. Louis Fortier, et pour index par Paul Smith", spécialement imprimé par ordre alphabétique des matières pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891. A l'item 34 du chapitre premier du statut de la même année se trouve cette disposition.

"Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, par ordre alphabétique, des députés et différents sujets et matières qui les concernent", et pour index par Paul Smith, spécialement imprimé par ordre alphabétique des matières", droit d'auteur et impression \$6,000.00.

De ces \$6,000.00, \$500.00 furent payes à M. Fortier, pour son manuscrit.

L'index Fortier est un l'index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, par ordre alphabétique de noms des députés, contenant les différents sujets et matières qui les concernent, depuis la session de 1867-68 à la deuxième session de 1890 inclusivement, et précédé d'une liste des élections générales et partielles depuis la Confédération".

Dussault imprima une partie de l'index Fortier, dont les épreuves étaient corrigées par l'auteur lui-même. Mais, un jour, il advint que M. Fortier cessa la correction des épreuves et garda le manuscrit sur lequel il faisait cette correction.

Plus tard, Dussault reçut du département du Secrétaire de la province la lettre suivante:

Québec. 20 juillet 1892

Monsieur Joseph Dussault,  
Imprimeur.

Monsieur,

Je suis chargé par l'honorable secrétaire de la province de vous informer que le gouver-



nement n'a pas l'intention de taire imprimer par vous l'index généra! des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, ni aucun autre index.

Veuillez considérer comme annulé tout prétendu ordre que vous auriez pu recevoir à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(signé) JOS BOIVIN,

Assistant secrétaire.

M. Dussault, avant que cette lettre ne lui fut adressée, avait pris entre les mains de M. Fortier, une saisie revendication, dans le but de se faire mettre en possession du manuscrit de l'index Fortier. Cette saisie fut renvoyée sur le motif que cet index était la propriété de la couronne et ne pouvait être saisi. Il avait été imprimé 288 pages de l'index Fortier, et M. Dussault avait déboursé, en achat de papier, pour l'impression de l'index Fortier, et en argent payé à MM. L.-J. Demers & Frère, à qui on avait confié l'impression de cet index, la somme de \$1,468 60.

L'on serait tenté de croire que l'on mettait fin à l'impression de l'index Fortier, par M. Dussault, dans un but d'économie et parce que l'on ne voulait pas aller plus loin dans la dépense qu'entraînait cette impression. Il n'en était rien. On confia à MM. J.-E. Mercier & Cie, propriétaires du Quotidien de Lévis, un journal conservateur, la même impression de cet index, sans se soucier des dépenses que M. Dussault avait encourues pour ce même objet. Le gouvernement conservateur refuse péremptoirement de payer à M. Dussault le prix de son travail. Cependant, à la session de 1892, il fut voté une somme de \$4,800.00, pour continuer l'impression de cet index, et on lit, à la page 55-56, Victoria chapitre 1er, cédula A, item 220 (1892):

"Index des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, montant additionnel requis pour l'impression, \$4,800.00." Et savez-vous, M. l'Orateur, à qui on s'adressa pour savoir combien coûterait l'impression qui restait à faire des index Fortier et Smith? À M. Dussault lui-même, qui le 29 avril 1892, écrivait à l'honorable M. Hall, alors trésorier de la province, la lettre suivante:

"Monsieur le ministre,

En réponse à la demande verbale que vous m'avez faite ce matin relativement à l'impression des index des Journaux de la Chambre par MM. Smith & Fortier, j'ai l'honneur de vous informer que le coût approximatif de l'impression de ces deux index sera de \$9,000.00 à compte duquel j'ai reçu \$5,000.00. L'index Smith est terminé et sera livré le 5 juin

prochain. Comme vous pourrez le constater par la lettre du relieur que j'annexe à la présente, cet index coûte \$4,916.23.

Je vous transmets aussi copie de la lettre de l'honorable secrétaire de la province, me confiant cette impression.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le ministre,

Votre obéissant serviteur,

(signé), Jos Dussault.

P.S. 228 pages de l'index Fortier sont imprimées".

Ainsi, M. Dussault avait à faire un travail pour lequel la Chambre avait voté la somme de \$6,500.00 en 1890, et, l'administration conservatrice de 1892 ne veut pas qu'il continue ce travail. Elle le confie à un conservateur. Pourquoi l'enlevait-on à M. Dussault pour le donner à MM. Mercier et cie? Pour l'unique raison, sans doute, que Dussault était libéral et Mercier, conservateur.

Dans ces circonstances, Dussault était en droit de réclamer au gouvernement ce qu'il avait déboursé pour l'index Fortier. Aurait-il été juste de ne pas accueillir sa réclamation, au moins, pour les déboursés qu'il avait faits, à l'occasion de cet index Fortier? M. Dussault demandait à être payé des profits qu'il aurait réalisés, s'il eut poursuivi jusqu'au bout cette impression. Il réclamait en même temps les intérêts sur les sommes qu'il avait déboursées, et sur les profits qu'il aurait faits, depuis l'époque où il était en droit de recevoir cette somme du gouvernement.

Le gouvernement n'a pas cru devoir payer à M. Dussault plus que la somme de \$1,446.00 avec intérêt sur cette somme du jour qu'il avait déboursée. M. Dussault réclamait encore les profits qu'il aurait faits sur l'impression de la version anglaise de l'index Fortier. Le gouvernement ne lui a rien accordé de ce chef. M. Dussault insistait aussi auprès du gouvernement, pour être payé des profits qu'il aurait réalisés sur l'impression de la version française de l'index Smith, index général des Journaux de l'Assemblée législative de 1867 à 1887, par ordre alphabétique de matières. Ces profits, pas plus que ceux qu'il réclamait sur ceux de la version anglaise de l'index Fortier, ne lui ont été accordés.

Comme M. Dussault avait été entièrement payé de l'impression de la version anglaise de l'index Smith, le gouvernement ne lui accorde rien sur cet item de sa réclamation.

Sur les \$6,000.00 votées à la session de 1890, pour l'impression des index de l'Assemblée législative, il fut payé \$500.00 à M. Smith pour son manuscrit.

Le 4 juillet 1890, il fut acheté de M. J.-C. Langelier, par l'honorable M. Mercier, alors

premier ministre de la province et ministre de l'Agriculture, dix mille exemplaires d'un ouvrage intitulé *Traité de l'agriculture*. Le prix de cet ouvrage était de cinquante cents l'exemplaire. Ce traité d'agriculture était payable en trois parties. Un tiers dans l'exercice 1890-91; un tiers dans l'exercice 1891-92, et l'autre tiers dans l'exercice 1892-93, chaque tiers payable sur livraison.

M. J.-C. Langelier céda à M. Dussault la commande de dix mille exemplaires de cet ouvrage, et l'autorisa à en retirer le prix. Les deux premiers versements furent payés à M. Dussault. En 1890, un item fut mis au budget destiné à payer le premier de ces versements:

Item 127:

"*Traité de l'agriculture*, 3333 exemplaires à cinquante cents".

La Législature, en votant cet item, avait ratifié l'achat du traité de l'agriculture et le gouvernement était évidemment tenu de payer à M. Dussault le troisième versement. Il n'en fut rien, et ce ne fut qu'après la faillite de M. Dussault, sur jugement rendu en faveur de M. Lavery, curateur à cette faillite, sur une pétition de droit, dont j'aurai l'occasion de vous parler, que le troisième versement fut payé à M. Lavery.

La réclamation de M. Dussault quant à ce traité de l'agriculture n'a pas été admise. Le gouvernement a cru que tout ce qui avait jamais été dû pour prix de ce traité de l'agriculture avait été payé.

Le 12 mars 1891, le gouvernement acheta de Dussault 50,000 exemplaires du *Guide pratique de l'ensilage* à l'usage des praticiens. L'auteur céda tous ses droits à M. Dussault. Il imprima les 50,000 exemplaires de ce traité et les livra au gouvernement du 19 octobre au 9 décembre 1892. Le gouvernement en distribua un certain nombre d'exemplaires, en 1892.

Le 17 mars 1891, une somme de \$292.32 fut payée à M. Dussault, acompte du prix de cet ouvrage. En 1897, la Législature vota une somme de \$2,193.10. Voici l'item qui se trouve, à ce sujet, à la 60 Victoria, [1897], chapitre 1er, cédule A.

"The Waterous Engine Works Company" règlement de réclamation résultant d'actes antérieurs au 16 décembre 1891, en vertu d'ordre en conseil no 471, du 11 novembre 1896.

Capital .....	\$1,810.00
Intérêt à 4 pour cent du 24 juin	
1892 au premier janvier 1897 ....	\$ 368.15
Total .....	\$2,178.15

Cette somme était due à "The Waterous Engine Works Company" en vertu d'un transport que M. J.-C. Langelier lui avait consenti à même le prix du traité de l'ensilage.

La validité de la vente était ainsi admise par le gouvernement.

On ne saurait prétendre raisonnablement que si la vente eut été nulle, le gouvernement aurait été justifié de payer une partie du prix de cette vente. Le transport ne pouvait rien enlever, ni rien ajouter à la légalité de la transaction. Ce n'est pas parce que quelqu'un ferait le transport d'une créance qui ne lui est pas due, que le cessionnaire acquerrait, dans cette créance, plus de droit que le cédant. Puis, le fait par le gouvernement d'avoir distribué une certaine partie du traité sur l'ensilage constitue aussi une reconnaissance de la légalité du contrat intervenu entre M. Dussault et le gouvernement. L'exécutif a cru qu'il était tenu en équité de payer ce qui restait dû, sur le prix de vente du *Guide de l'ensilage*, et il a été accordé, sur cette réclamation, \$9,923.80, compris dans cette somme l'intérêt à 4 pour cent, depuis le premier janvier 1893. Dussault avait, dès le 5 juillet 1892, mis le gouvernement en demeure de lui payer la balance de ce qui lui revenait sur le prix du contrat. C'est pourquoi des intérêts lui sont accordés.

La Cour d'appel avait reconnu la légitimité de cette réclamation, comme il sera établi.

Le 14 janvier 1891, le secrétaire de la province confia à M. Dussault l'impression de la liste, comté par comté et canton par canton, de toutes les terres concédées depuis 1863 jusqu'au 31 décembre 1890. Il devait être imprimé de cette liste des terres 2,000 exemplaires en français, et 1,500 en anglais, au prix et aux conditions en vigueur pour les contrats de la Législature.

Le secrétaire de la province, le 24 janvier 1891, adressa une autre lettre à M. Dussault, dans laquelle il l'informa que le gouvernement ferait voter, à la prochaine session de la Législature, la somme de \$6,000.00, qui serait payée au porteur de la lettre qu'il lui écrivait. Cette somme fut effectivement mise dans les estimés de 1891-1892.

Dussault fit constater en janvier 1893, par M. Charles-F. Langlois, imprimeur de la reine, qu'il avait alors fait de l'impression de la Liste des terres, pour la somme de \$10,705.63.

A la session de 1897, la Législature vota une somme de \$12,088.30, payable à M. Lavery, personnellement, en rapport avec l'impression de la Liste des terres.

Cette somme fut payée à M. Lavery, à la suite de la pétition de droit dont j'ai déjà parlé.

Le vote de la Législature avait été précédé d'un ordre en conseil où il est relaté [en date du 3 septembre 1896]:

"Que ledit Lavery a produit au département du procureur général une déclaration solennelle, dans la forme voulue par la loi, établissant que le montant qu'il avait droit de réclamer et qui se trouve prévu par la recommandation de la majorité des juges de ladite Cour d'appel était de \$12,088.30, et qu'il convient de lui payer ladite somme en conformité dudit jugement.

L'honorable procureur général recommande en conséquence que les items suivants soient

inscrits au budget supplémentaire pour l'année courante, afin d'être votés à la prochaine session de la Législature et payés en conséquence après ladite session, de la manière suivante:

1 Audit Lavery, en sa qualité de curateur a la faillite de Joseph Dussault, la somme de \$1,667.00 en capital, de \$445.50 pour intérêts, et \$377 97 pour frais, suivant le mémoire de frais produit au département du procureur général.

2 Audit J.-I. Lavery, ladite somme de \$12,088.30 suivant la recommandation des honorables juges formant la majorité de ladite Cour du banc de la reine siégeant en appel.

Par un autre arrêté ministériel, en date du 20 mai 1897, le gouvernement, dont le chef de l'Opposition était alors premier ministre, décida d'affecter une autre somme de \$6,000.00 au paiement d'une lettre de crédit qui se trouvait en la possession de la Banque Jacques-Cartier et qui représentait une partie du coût de la Liste des terres.

Cet arrêté en conseil énonce:

"Que ladite Banque Jacques-Cartier a établi que le produit de la lettre de crédit plus haut mentionné, escompté par la Banque Jacques-Cartier, en faveur dudit Joseph Dussault, était destiné et a été employé à continuer l'impression de la Liste des terres concédées par la couronne, dans la province de Québec, de 1768 au 31 décembre 1890, dont la production avait été ordonnée par une résolution de l'Assemblée législative, passée à la séance du soir, le 20 décembre 1890, et dont l'impression avait subseqüemment été donnée audit Joseph Dussault, par lettre de l'honorable Charles Langelier, alors secrétaire de la province, en date du 14 janvier 1891.

Que, grâce à ladite avance de fonds faite par la Banque Jacques-Cartier audit Joseph Dussault, ce dernier a pu faire une partie considérable de l'impression de ladite liste avant sa faillite arrivée le 14 avril 1894.

Qu'en effet les avances faites par la Banque Jacques-Cartier pour commercer l'ouvrage doivent être considérées avec autant de faveur que celles faites par ledit Joseph-Isaac Lavery pour le compléter.

L'honorable procureur général recommande en conséquence que ladite somme de \$6,000.00 avec intérêt à 4 pour cent pour cinq ans soit placée dans les estimés budgétaires de la prochaine session pour après sanction et adoption, par la Législature, être payée à ladite Banque Jacques-Cartier, et par l'arrêté en conseil du 6 mai 1899, le droit de Dussault de toucher cette somme est reconnu".

Voilà donc que le gouvernement, après avoir voté pendant la session de 1897, la somme de \$12,088.30 en paiement partiel du coût de la Liste des terres, décidait le 20 mai 1897, d'affecter au paiement du coût de cette même Liste des terres une autre somme de \$6,000.00 avec intérêts. En d'autres termes, les gouvernements conservateurs reconnaissent devoir

acompte du coût de cette même Liste des terres, \$18,088.30 plus les intérêts sur la somme de \$6,000 00. Il a été établi par des témoins compétents - c'est le juge Pelletier qui l'a déclaré, sur la pétition de droit de la reine vs Lavery, - que, d'après le tarif de la Législature, la valeur de l'impression de la Liste des terres est de \$19,390.59.

Comme les \$6,000.00 avec intérêts, que le gouvernement a accordées à la Banque Jacques-Cartier, en vertu de son arrêté ministériel du 20 mai 1897, n'ont pas encore été payées, et la Banque Jacques-Cartier demeure créancière du gouvernement pour avoir imprimé la Liste des terres, en une somme de \$8,903.91, en capital et intérêts, intérêt à 4 pour cent comme sur la réclamation du "Waterous Engine Works Company".

Les rapports des départements — tous le savent — sont imprimés sur l'ordre du ministre, sans qu'il soit besoin d'aucun arrêté ministériel. Le ministre est libre de confier cette impression à qui il veut et, son ordre accepté, constitue un contrat parfait entre le gouvernement et l'imprimeur.

Le 20 mai 1891, le surintendant de l'Instruction publique confia à M. Dussault l'impression de son rapport pour l'année 1890-91, dans une lettre conçue dans les termes suivants:

"J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu instruction de l'honorable secrétaire de la province de vous confier l'impression, en français et en anglais, de mon rapport annuel et de l'état financier".

Le 28 décembre 1891, le surintendant de l'Instruction publique écrivit une autre lettre à M. Dussault, ou plutôt à MM. Dussault & Proulx, et dans laquelle il l'avisait ainsi:

Par ordre de l'honorable secrétaire de la province, veuillez suspendre l'impression du rapport de mon département sur l'Instruction publique et me le renvoyer, de même que l'état financier, qui vous a été remis ces jours-ci. L'ordre est positif".

Sur la recommandation de M. A.-E. Demers, M. Dussault reçut de l'Orateur de l'Assemblée législative, une somme de \$2,500.00, acompte du coût de l'impression, dans les deux langues, du rapport et de l'état financier du surintendant de l'Instruction publique.

Le 29 décembre 1891, une autre lettre de l'honorable M. Ouimet, surintendant de l'Instruction publique, a été envoyée à M. Dussault:

"Par ordre de l'honorable secrétaire de la province, veuillez suspendre l'impression de mon rapport sur l'Instruction publique et me le renvoyer, de même que l'état financier qui vous a été remis ces jours-ci. L'ordre est positif".

Dussault a imprimé en entier l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, il a toujours été prêt à continuer l'impression du rapport du surintendant.

Il a réclamé les profits auxquels il avait droit sur ce contrat. Ces profits ont été évalués

par l'imprimeur de la reine à la somme de \$1,500.00 et le gouvernement lui accorde cette somme, à laquelle il avait droit dès le 14 avril 1892 (date d'un protêt de M. Dussault), et lui accorde depuis cette date, 4 pour cent d'intérêt sur la balance à laquelle il avait droit, déduction faite des \$2,500.00 qu'il a déjà reçues en cette affaire.

On a écrit et on a affirmé que les comptes de M. Dussault ne s'étaient jamais élevés à plus de \$30,000.00, ce qui était le montant réclamé au gouvernement par M. J.-I. Lavery, en sa qualité de syndic à la faillite de M. Dussault. Cette affirmation est inexacte. Par sa pétition de droit, M. Lavery demandait au gouvernement le paiement d'au-delà de \$30,000.00, qui ne représentaient qu'une partie de la réclamation de Dussault, à savoir, ce qui pouvait être dû à M. Dussault, en rapport avec le Traité de l'agriculture, le Guide pratique de l'ensilage et la Liste des terres. Mais M. Dussault avait d'autres réclamations à exercer, et dès 1892, le gouvernement en était informé par lettre adressée à l'assistant secrétaire de la province. À la date du 23 octobre 1892, M. Dussault transmettait au gouvernement une liste de toutes ses réclamations d'alors, et il énumérait dans cette liste, en sus de la Liste des terres, du Traité de l'agriculture et du Guide pratique de l'ensilage, il énumérait, dis-je, le contrat de l'impression dans les deux langues du rapport du surintendant de l'Instruction publique, et de l'état financier de son département pour l'année 1890-91, le contrat pour l'impression, dans les deux langues, des deux index Smith et Fortier.

Comme on le voit, il est absolument inexact de prétendre que M. Dussault avait limité sa réclamation au coût de la Liste des terres, du Traité de l'agriculture et du Guide pratique de l'ensilage.

Afin qu'il ne puisse pas exister de doute sur ce point, voici la lettre de M. Dussault, à l'assistant secrétaire de la province, en date du 23 octobre 1893.

Monsieur Joseph Boivin,

Assistant secrétaire de la province,  
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 19 courant, m'apprenant que vous avez été chargé, par l'honorable secrétaire de la province de m'informer que ma pétition de droit dans l'affaire Fortier a été soumise au Conseil exécutif, mais qu'avant de l'examiner, il a été décidé de me demander de produire une liste des autres réclamations que j'ai contre le gouvernement, et cela afin de le bien renseigner sur ce que me doit la province.

Conformément à votre réquisition, ci-suit la liste des contrats d'impression entre le gouvernement et moi.

1 Un contrat d'impression dans les deux langues de la Liste des terres (de la couronne)

concedées de 1763 au 31 décembre 1890. Une pétition de droit en recouvrement du montant d'une lettre de crédit pour la somme de \$6,000.00, donnée en acompte sur ce contrat, a été accordée à la Banque Jacques-Cartier, relativement à cette affaire.

2. Le dernier versement sur 10,000 exemplaires du Traité de l'agriculture, à cinquante cents. Les derniers, 3,333 exemplaires ont été distribués par le gouvernement durant les deux dernières sessions, et l'argent pour les payer a été voté à la session de 1892, soit \$1,667.00

3. La balance due sur 50,000 exemplaires du Guide pratique de l'ensilage à vingt cents, soit \$9,707.68, en rapport avec cette affaire, la "Waterous Engine Works Company" a obtenu une pétition de droit en recouvrement d'une somme de \$1,810.00. Le gouvernement a porté en appel le jugement rendu en première instance. Je crois que la Cour d'appel *rendra* jugement dans cette affaire le 27 courant. L'argent pour payer cette balance a été voté en 1892.

4. Le contrat d'impression dans les deux langues du rapport de monsieur le surintendant de l'Instruction publique et l'état financier de son département pour 1890-91. J'ai reçu en acompte de ce contrat \$2,500.00. L'état financier a été imprimé dans les deux langues et livré depuis longtemps: 200 pages en chaque langue du rapport du surintendant de l'Instruction publique sont imprimées et j'attends, depuis le 29 décembre 1891, les instructions de continuer.

5. Le contrat dans les deux langues des deux index du Journal de la Chambre, un par M. Smith et l'autre par M. Fortier, pour lequel une pétition de droit est devant le Conseil.

Dans l'espérance que ces renseignements seront jugés satisfaisants.

J'ai l'honneur d'être,  
Votre obéissant serviteur.

(Signé) Joseph Dussault.

Pétitions de droit de M. Dussault.

Le 22 juillet 1893, M. Dussault agissant par l'entremise de ses procureurs. MM. Fitzpatrick & Taschereau, adressa au secrétaire de la province une pétition de droit à Sa Majesté dans laquelle il réclamait \$12,135.00, étant pour l'index Fortier, versions française et anglaise, et l'index Smith, version française.

Le 25 juillet 1893, cette pétition de droit fut référée à l'honorable procureur général pour rapport, et le 26 octobre 1893, l'honorable Th. Chase Casgrain, alors procureur général, fit sur cette pétition de droit, le rapport suivant.

"Je suis d'avis qu'il appert par les allègues de la pétition que le pétitionnaire a un droit d'action contre le gouvernement et je recommande que permission soit donnée au pétitionnaire de poursuivre.

(Signé) Th Chase Casgrain  
P.G.

26-9-93

Le procureur général reconnu, au mois d'octobre 1893, que M. Dussault avait un droit d'action contre le gouvernement, et recommanda d'accorder la pétition de droit: mais ce fut là tout ce qui fut fait de cette pétition de droit. Jamais le lieutenant-gouverneur ne fut requis d'apposer son "fiat", et elle est demeurée depuis lors dans les dossiers du secrétaire de la province et aucune poursuite ne fut prise.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'à propos de la pétition de droit, le rapport est demeuré dans le bureau du secrétaire de la province parce qu'à cette époque, monsieur Dussault était insolvable et qu'il n'y avait rien à faire. La pétition de droit suivante fut présentée par monsieur Lavery, qui avait avancé de l'argent à monsieur Dussault et comme ce dernier était malheureusement un conservateur, le "fiat" fut accordé immédiatement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Il n'est devenu insolvable qu'un an et demi plus tard.

On reproche au gouvernement d'avoir payé l'intérêt du 29 juillet 1892 sur une somme de \$6,000.00, avance faite par lettre de crédit. L'intérêt sur cette somme de \$6,000.00 n'a pas été payé depuis l'émanation de la lettre de crédit, mais il a été payé du jour où il a été constaté que Dussault avait fait du travail pour \$6,649.97, que le gouvernement refusait de lui payer.

On reproche au gouvernement d'avoir payé deux fois l'intérêt sur cette somme de \$6,000.00. Il n'en est rien. Le 1er janvier 1895, date à laquelle Dussault avait terminé l'impression du Traité de l'agriculture, du Guide pratique de l'ensilage et de la Liste des terres, il avait droit au prix de ces impressions s'élevant à \$19,390.59. L'intérêt a couru sur cette somme totale à partir de cette date et a cessé isolément sur la somme de \$6,000.00 qui se trouvait désormais incluse dans les \$19,390.59.

On a contesté la valeur des impressions faites par Dussault.

Voici comment s'est exprimé l'honorable juge Pelletier, quant à la preuve de la valeur de ces travaux:

"Quant à la valeur de cet ouvrage, les témoins compétents disent que d'après le tarif des impressions de la Législature, il vaut \$19,390.59 tel qu'il appert au compte en détail annexé à la pétition".

La somme de \$71.00, d'après le député Dorchester (M. L.-P. Pelletier), aurait été accordée à Dussault, en plus de ce qu'il aurait le droit d'avoir. Les calculs, avant la préparation de l'ordre en conseil, ont été faits par deux autres comptables qui les ont trouvés exacts.

Quoiqu'il en soit, M. Verret, l'auditeur de la province, qui jouit d'une indépendance complète du ministère, devra à son tour, avant que le

paiement ne soit fait, réviser le tout et s'assurer si tout est bien exact.

L'honorable juge Pelletier déclare donc qu'il est établi par des témoins compétents que Dussault a droit à \$19,390.59.

Que faisons-nous? Nous accordons à Dussault ce que des témoins compétents ont déclaré qu'il avait droit d'avoir. Quels sont ces témoins compétents? C'était M. Demers, le greffier des impressions de la Chambre, qui a déclaré sous serment dans cette cause que Dussault avait droit au montant réclamé.

Le député de Dorchester prétend que le gouvernement aurait dû prendre ce chiffre comme base de règlement avec Dussault. Mais le député de Dorchester sait mieux que tout autre que la réclamation Dussault ne se bornait pas à cette somme, puisqu'il a eu plus de deux ans entre ses mains une lettre du 23 octobre 1893 énumérant les différents chefs de cette réclamation. L'on trouve dans cette information que donne Dussault qu'il s'est porté en outre créancier pour avoir imprimé le rapport du surintendant de l'Instruction publique, ainsi que l'index Smith. Si la réclamation Dussault était connue du gouvernement depuis 1893, tant par sa pétition de droit assermentée par lui que par sa lettre du 23 octobre 1893, le député de Dorchester ne pouvait donc pas en ignorer l'existence.

On dit que Dussault avait renoncé, en faisant son bilan, à toute autre réclamation contre le gouvernement. Où trouvera-t-on dans la loi que le bilan comporte telle renonciation? Ne sait-on pas qu'en vertu de la loi, les bilans peuvent être amendés, et dans son affidavit, Dussault n'affirme qu'au meilleur de sa connaissance, tandis que (affidavit qui accompagne sa pétition de droit affirme d'une façon précise et formelle que le montant qu'il réclame est dû.

Pas de contradiction entre le principe posé par rapport à l'index Fortier et le contrat pour le rapport du surintendant de l'Instruction publique. Des dommages sont accordés sur un contrat régulier et il ne peut qu'en être ainsi dans d'autres cas.

On dit que dans le contrat de l'index, crédit aurait dû être donné au gouvernement pour la somme de \$83.00.

Le rapport du procureur général déclare ce qui suit:

"Pour l'index Smith, le coût de l'impression anglaise a été de \$4,916.33. Dussault a reçu \$5,000.00, il devrait donc au gouvernement, de ce chef, \$83.67.

Ceci est exact, et le rapport du 6 mai 1899 dit que le gouvernement doit, en équité, payer pour ces travaux d'impression, suivant et de la manière recommandée par le procureur général, le 27 avril 1899 et le 5 mai 1899. Or, comme le rapport du procureur général dit que les \$83.00 devraient être déduites du coût de l'index, il résulte donc que lorsque Dussault sera payé, on fera la déduction de ce montant.

Le député de Dorchester a nié avoir payé \$18,000.00 à même le coût de la Liste des terres, c'est-à-dire \$12,000.00 à Lavery et \$6,000.00 à la Banque Jacques-Cartier.

Si c'est à même le prix de l'impression de la Liste des terres qu'il payait ces \$ 18,000.00, il ne s'en tenait pas à la recommandation du juge Pelletier, dans son jugement; il payait \$2,000.00 de plus que ne recommandait le juge. Il a donc mauvaise grâce à dire que Dussault ne doit pas recevoir, de ce chef, plus de \$16,000.00.

Si, au contraire, il prétend avoir payé sur ces \$18,000.00, \$2,000.00 qui n'étaient pas attribuables à la Liste des terres, il les a donc payées à même le coût du Guide de l'ensilage. Il faut donc, alors, qu'il reconnaisse la légitimité de la réclamation Dussault. D'un côté comme de l'autre il se trouve à ratifier l'acte du gouvernement.

Au mois de janvier 1895, une pétition de droit fut accordée " M. Lavery par laquelle il réclamait au-delà de \$30,000.00, comme il a été dit, pour la Liste des terres, le Traité de l'agriculture et le Guide pratique de l'ensilage. Cette pétition de droit fut plaidée à Québec, devant l'honorable juge Pelletier, qui en accorda les conclusions jusqu'à concurrence de \$26,357.68. Le jugement rendu par l'honorable juge Pelletier fut porté en appel, et le 1<sup>er</sup> mars 1896, la Cour d'appel modifia le jugement de l'honorable juge Pelletier. La couronne ne fut condamnée, en appel, qu'au paiement de la somme de \$1,667.00 balance due sur le prix du Traité de l'agriculture.

Sir Alexandre Lacoste et l'honorable juge Blanchet étaient d'opinion que le jugement de l'honorable juge Pelletier devait être confirmé.

Au cours des remarques que fit Sir Alexandre Lacoste, lorsque fut prononcé le jugement, il s'exprima ainsi:

" Elle, (la couronne), allègue que ces ouvrages étaient inutiles, sans valeur, le résultat d'une collusion malhonnête entre les parties intéressées dans le but de faire des spéculations illégitimes aux dépens de la province.

Nous devons déclarer de suite, que nous ne trouvons au dossier, aucune preuve de fraude, de spéculations non permises, et que la valeur intrinsèque des ouvrages faits et achetés ne saurait avoir aucune influence sur la décision de cette Cour, dans les circonstances. La valeur marchande de ces ouvrages nous paraît suffisamment établie pour nous autoriser à confirmer le jugement de la Cour supérieure".

La majorité de la Cour représentée par les honorables juges Bossé, Wurtele et Hall s'exprimèrent ainsi par la bouche du juge Wurtele qui a rendu le jugement de la Cour:

En rendant ce jugement, nous inspirons dans l'ensemble des règles strictes de la loi auxquelles nous sommes liés; mais tout en appliquant la loi, nous pensons que nous pouvons attirer l'attention du gouvernement sur certaines particularités qui peuvent équitablement permettre de satisfaire "The Waterous Engine

Works Co" et monsieur Lavery. Dans le cas de la première partie, en rendant jugement sur sa pétition de droit, nous recommandons le paiement de sa réclamation en autant que la preuve démontre que cette partie n'était pas au courant des tractations entre monsieur Langelier et monsieur Dussault et que dans les ententes intervenues avec monsieur Joly, ils ont agi de bonne foi, comme le démontrent les entrevues et la correspondance qu'ils ont eues avec ce dernier qui manifestent la croyance qu'il existait un contrat valide par lequel la somme transférée était due; et forts de cette croyance, ils avaient abandonné la propriété qui était l'objet du transfert.

Nous recommandons aussi au gouvernement de considérer favorablement le cas de monsieur Lavery qui a personnellement avancé un montant d'argent pour lequel il est devenu lui-même responsable en autant qu'il avait fait de telles avances; son endettement est dû à la perception erronée qu'il a eue, pensant que le gouvernement accepterait le travail et le paierait. Nous avons à juger cette cause en vertu des principes strictement légaux et nous rejetons la réclamation entière comme non fondée en droit. Mais il revient au gouvernement de traiter avec "The Waterous Engine Co" et monsieur Lavery pour certaines parties de la réclamation et de considérer cette question avec indulgence et amabilité".

Nous avons donc trois juges absolument favorables à la pétition de droit de M. Lavery et trois juges qui la renvoient pour la plus grande partie, mais nous avons l'opinion des six juges pour recommander le paiement des sommes réclamées par M. Lavery dans sa pétition de droit.

En 1890, M. Dussault était chargé:

1. De l'impression des index Fortier et Smith;
2. De l'impression du Guide pratique de l'ensilage;
3. Du rapport du surintendant de l'Instruction publique et de l'état financier du surintendant de l'Instruction publique;
4. Du Traité de l'agriculture;
5. De la Liste des terres.

Le 16 décembre 1892, date où le gouvernement Mercier a cessé d'administrer les affaires du pays:

Les 50,000 exemplaires du Guide pratique de l'ensilage étaient livrés au gouvernement, (ils ont été livrés du 19 octobre au 9 décembre 1891);

2. L'index Smith était livré:

3. Les 10,000 exemplaires du Traité de l'agriculture étaient livrés au gouvernement. Le prix de ces trois ouvrages fut refusé à Dussault.

Le 26 octobre 1893, le procureur général reconnaît le droit d'action de Dussault en recou-

vement du coût de l'index Fortier et de la version anglaise de l'index Smith. Jamais le fiat du lieutenant-gouverneur n'est accordé sur la pétition de droit de Dussault.

1. L'impression de l'index Fortier déjà commencée est par la suite contée à MM. Mercier & Cie.

2. L'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique et de l'état financier est arrêtée le 5 janvier 1892, alors qu'il était trop tard pour les faire imprimer à temps pour la session, par un autre imprimeur.

Et pour l'année 1890-91, il n'y a pas de rapport de l'Instruction publique.

3. L'impression de la Liste des terres se fait au moyen des fonds avancés par M. Lavery à M. Dussault. On ne l'arrête pas, on en fait continuer l'impression. Dussault faillit en 1894. Lavery, lui, un conservateur, est payé de \$12.000.00 personnellement, quand sa pétition de droit avait été renvoyée pour ce montant. Partout où il restait de l'argent à gagner, le gouvernement enlevait les contrats à Dussault pour les donner à des conservateurs.

Dans tous les cas où les travaux confiés à Dussault avaient été antérieurement exécutés, le paiement de ces travaux lui était refusé.

Ce simple exposé de faits suffit pour établir de quel esprit de justice les gouvernements conservateurs étaient animés à l'endroit de M. Dussault.

De notre côté, nous n'avons pas fait de faveur à M. Dussault, mais nous nous sommes contentés de lui rendre la justice à laquelle il avait droit et que nous sommes prêts à rendre à tout citoyen qui se présente avec des droits aussi indiscutables.

Il propose, étant donné l'heure tardive, que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé la résolution suivante: Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Cette résolution est lue pour la première fois.

La séance est levée à une heure et demie du matin.

## Séance du 28 février 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

## Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture et de l'immigration. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 10) amendement l'article 1651 des statuts refondus, et l'a adopté sans amendement.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné la pétition de "The Transit Insurance Company of Montreal" demandant une loi la constituant en corporation, trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au sixième jour de mars prochain, inclusivement.

Adopté.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 133) constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company" auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander que le bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement, soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au sixième jour de mars prochain, inclusivement.

Adopté.

## Introduction de bills:

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 151) constituant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal"

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

## Interpellations:

## Chemin du lac l'Écorce dans Ottawa

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance qu'au lac "l'Écorce", dans le canton de Kiamika, comté d'Ottawa, il y a plus de trente familles de colons qui n'ont pas de chemin?

2. Le gouvernement se propose-t-il de leur en construire un?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): 1. Le gouvernement a déjà commencé l'ouverture du chemin du lac "l'Écorce" sur un parcours de 113/4 milles, c'est-à-dire 4 milles en 1896 et 7 3/4 en 1898.

2. Le département se propose d'en continuer le parachèvement.

## Colonisation dans Dorchester, 1897-98

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Quel montant d'argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester, pendant l'exercice financier 1897-98?

2. À quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé?

3. Quels ont été les conducteurs des travaux?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Les renseignements demandés ont été publiés dans le rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines pour l'exercice 1897-1898 (Voir pages 34, 36 et 38).

## Colonisation dans Dorchester, 1898-99

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Quel montant d'argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester, pendant l'exercice financier 1898-1899?

2. À quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé?

3. Quels ont été les conducteurs des travaux?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Les renseignements demandés ont été publiés dans le rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines pour l'exercice 1898-1899. (Voir page 24).

## Colonisation dans Dorchester, 1899-1900

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Quel montant d'argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester pendant l'exercice financier 1899-1900?

2. À quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé?

3. Quels ont été les conducteurs de travaux?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): 1. \$847.59:

2. Route des rangs 9 et 10 de Watford, dans Saint-Prosper; chemin du 2e rang de Ware, dans Sainte-Germaine; route et chemin du 6e rang de Cranbourne, dans Sainte-Germaine; chemin du 1e rang de Watford, dans Saint-Louis-de-Gonzague; route du Petit-Bois-Franc et route Sylvain et Gagnon, dans Sainte-Rose; route entre les rangs 9 et 10 de Watford, dans Saint-Prosper; chemin entre les rangs 10 et 11 de Watford, dans Saint-Louis-de-Gonzague; chemin entre les rangs 3 et 4 de Cranbourne, dans Saint-Odilon:

3. David Grenier, Auguste Ferland, Adélarde Laflamme, J.-O. Gosselin, J.-O. Veilleux, David Grenier, J.-O. Gosselin et révd. J.-G. Deblois.

## Demande de documents:

Chemin de fer  
"Montréal & Occidental"

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc) qu'il soit mis devant la Chambre copie de la suite de la correspondance entre le gouvernement ou aucun des départements et toute personne ou société en rapport avec l'extension du chemin de fer Montréal



& Occidental", de son terminus actuel au Nomminque et à "La Lièvre", depuis le 9 juin 1898.  
Adopté.

#### **Concession de lot à F. Larochelle**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, documents se rattachant à l'annulation de la vente du lot no 5, dans le rang de la rivière Mailloux, faite d'abord à Joseph Goulet, et à la concession dudit lot, postérieurement, à François Larochelle, de Saint-Philémon.  
Adopté.

#### **Pont Bacon, côte Beupré**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, documents, rapports d'ingénieurs, etc., au sujet du "Pont Bacon", sur la côte Beupré, intervenus entre le conseil de comté no 1 de Montmorency et les conseils locaux de Sainte-Anne et de Saint-Joachim, depuis le 11 mai 1897, d'une part, et le gouvernement de la province de l'autre part.  
Adopté.

#### **Pêcheries de l'île d'Orléans**

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes requêtes, documents se rattachant directement à la question des pêcheries de l'île d'Orléans et concernant les droits de pêche et le mode de prélever ces droits.  
Adopté.

#### **Convention entre CPR et la Cie électrique de Hull**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M.W.J. Watts) que le bill (bill no 58) ratifiant une convention conclue entre la Compagnie de chemin de fer du Pacifique et la Compagnie électrique de Hull, soit réinscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.  
Adopté.

#### **Biens de l'Église presbytérienne du Canada**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 67) intitulé: "Loi concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.  
Adopté.

#### **institut des artisans de Montréal (Mechanic's Institute)**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 138)

intitulé "Loi autorisant l'Institut des artisans de Montréal a emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution de bienfaisance.  
Adopté.

#### **Paroisse de Lavaltrie**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 105) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption.  
Adopté.

#### **En comité:**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Dit que la majorité des électeurs de la paroisse de Lavaltrie sont favorables au changement, et ont signé une pétition à cet effet, pétition qui porte aussi les signatures des conseillers municipaux et de tous les gens importants de la paroisse. De plus, la paroisse a été annexée au comté de l'Assomption pour répondre à des fins de juridiction fédérale.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): S'oppose au projet de loi qui devrait être examiné à fond avant qu'une décision finale ne soit prise. Il a entendu parler d'un certain nombre de résidents de la paroisse de Lavaltrie qui s'opposaient au changement proposé et qui ont signé une pétition.

Cette mesure semble avoir été soumise à la Législature dans le but de favoriser certaines personnes en particulier. C'est pourquoi il suggère afin de donner une chance à tous de faire entendre leur point de vue, que le comité se lève et que le bill soit référé au comité de législation et des lois expirantes. Il n'est que juste de donner une occasion à ceux qui s'opposent au projet de loi, de se faire entendre.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Combat la proposition du député de Laval.

M. J. MARION (L'Assomption): Dit qu'il ne voit pas pourquoi ce bill serait référé au comité de législation. Les faits sont connus, il y a deux requêtes, l'une en faveur et l'autre contre, mais les signataires en majorité sont en faveur du bill.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Vu les explications données, ce bill doit passer.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Parle contre le principe du bill, tout en admettant que la paroisse de Lavaltrie a bien le droit de vouloir se faire annexer au comté de l'Assomption. La requête des opposants au bill, qui sont environ quarante, lui a été envoyée par le registraire du comté de Berthier, et c'est pour se conformer au désir de ses électeurs qu'il est contre l'adoption du bill. Il se dit lui aussi en faveur du renvoi du bill au comité de législation et des lois expirantes.

M. J. MARION (L'Assomption): Prend la parole. Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): propose en amendement, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), que tous les mots après que soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill ne soit lu la troisième fois, que dans six mois".

La proposition est rejetée.

La motion principale étant de nouveau proposée.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit référé au comité de législation pour permettre aux parties intéressées d'être entendues, vu que la Chambre n'est pas actuellement renseignée sur l'opinion de la majorité des contribuables de la paroisse de Lavaltrie. la requête à l'appui du bill ne contenant que quatre-vingt-dix-sept signatures.

POUR: MM. Bédard, Chênevert, Dorris, Dufresne, Duplessis, Grenier, Langelier, LeBlanc, McDonald, Nantel, Pelletier, Planter, Rainville, Stephens, Tellier, 15

CONTRE: MM. Allard, Ball, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Dalaney, Desaulles, Duffy, Garneau, Gillies, Guin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Lois, Marchand, Manon, Normand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Watts, Weir. 40..

L'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau proposée, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Statuts refondus, article 4558a**

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 25) amendement l'article 4558a des statuts refondus relativement aux corporations de villes, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Instruction publique**

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 30) amendement l'article 123 de la loi de l'Instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique la raison justifiant cet amendement. C'est que lorsqu'un instituteur reçoit un avis de congédiement, il ou elle est plus enclin à perdre de l'intérêt dans l'accomplissement de son travail pour le reste de la période de son engagement. Il dit avoir discuté cette question avec quelques inspecteurs d'écoles et instituteurs et ces rencontres ont donné comme résultat l'introduction du bill.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit avoir rencontré des gens oeuvrant dans le domaine de l'éducation qui sont en faveur de l'amendement proposé par le député de Laprairie et d'autres qui s'y opposent. Il croit que la meilleure solution est de référer le tout au comité de législation. Il ne s'agit pas d'une question au sujet de laquelle le gouvernement, à ce titre, est appelé à prendre position.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ajoute quelques remarques.

La proposition est adoptée et le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Statuts refondus, article 3438**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 21) amendement l'article 3438 des statuts refondus de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Code civil, article 2260**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 22) amendement l'article 2260 du code civil, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Emprunts municipaux**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke). Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), que le bill (bill no 23) amendement l'article 4529 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Entretien de ponts**

M. C. LANGEIER (Lévis) Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) que le bill (bill no 24) amendement la loi concernant l'entretien de certains ponts soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulevé un point d'ordre. Il déclare que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme un bill public, car il s'agit seulement de deux ponts d'une certaine paroisse du comté de Lévis. L'application de ce bill n'est pas générale.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'étant donné qu'il n'a pas lu le bill, il réserve sa décision.

#### **Code municipal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil) Propose selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de

Brome (l'honorable H.T. Duffy), que le bill (bill no 94) amendant le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Code du notariat**

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill 1) du Conseil législatif, amendant le code du notariat, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L' ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif qui se lit comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill E) intitulé: "Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle" pour lequel il demande son concours.

### **Compagnies d'assurance mutuelle**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (Bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à sept heures et demie**

### **Village de Villaray**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 129) concernant la municipalité du village de Villaray.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ottawa Trust and Deposit Company Limited**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 144) autorisant la "Ottawa Trust and Deposit Company (Limited)" à transiger des affaires dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il la modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Saint-Louis**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 69) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Paroisse de la Longue-Pointe**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 126) concernant la paroisse de la Longue-Pointe.

Adopté.

### **En comité**

Le texte du projet de loi est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Ladite corporation devra faire le contrat autorisé par la présente loi avec la Compagnie de chemin de fer Châteauguay et Nord ou avec la Montreal Terminal Railway Company, pourvu que l'une ou l'autre desdites compagnies entreprenne d'établir et d'exploiter ladite ligne de tramway à telles conditions raisonnables qui seront convenues entre le conseil de ladite corporation et l'une ou l'autre desdites compagnies, et que les prix de passage ne fassent pas partie des conditions dont il sera convenu mais soient fixés à cinq centins pour chaque passager transporté d'un point dans les limites de la municipalité à un autre point en icelle. ou aux limites est de la cité de Montréal et vice versa; pourvu que la corporation fournisse gratuitement à ladite compagnie le droit de passage nécessaire pour ladite ligne de tramway, et accorde à ladite compagnie une exemption de taxes et le privilège exclusif d'exploiter ladite ligne pour une période de trente ans, et pourvu de plus que. si ladite compagnie ne construit pas et n'exploite pas ladite ligne de tramway dans l'année suivant l'octroi par la corporation de ce privilège exclusif et de cette exemption de taxes, et de la mise par elle de la compagnie en possession du droit de passage nécessaire ou de la mise par elle de la compagnie en demeure de prendre possession dudit droit de passage, la corporation ait le

droit d'être partie, en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi, à un contrat passé avec toute autre compagnie."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Village de Beaurivage de la Longue-Pointe**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 127) concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.

Adopté.

### **En comité**

Le texte du projet de loi est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Ladite corporation devra faire le contrat autorisé par la présente loi avec la Compagnie de chemin de fer Châteauguay et Nord ou avec la Montreal Terminal Railway Company, pourvu que l'une ou l'autre desdites compagnies entreprenne d'établir et d'exploiter ladite ligne de tramway à telles conditions raisonnables qui seront convenues entre le conseil de ladite corporation et l'une ou l'autre desdites compagnies, et que les prix de passage ne fassent pas partie des conditions dont il sera convenu mais soient fixés à cinq centins pour chaque passager transporté d'un point dans les limites de la municipalité à un autre point en icelle, ou aux limites est de la cité de Montréal et vice versa: pourvu que la corporation fournisse gratuitement à ladite compagnie le droit de passage nécessaire pour ladite ligne de tramway, et accorde à ladite compagnie une exemption de taxes et le privilège exclusif d'exploiter ladite ligne pour une période de trente ans, et pourvu de plus que, si ladite compagnie ne construit pas et n'exploite pas ladite ligne de tramway dans l'année suivant l'octroi par la corporation de ce privilège exclusif et de cette exemption de taxes, et de la mise par elle de la compagnie en possession du droit de passage nécessaire ou de la mise par elle de la compagnie en demeure de prendre possession dudit droit de passage, la corporation ait le droit d'être partie, en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi, à un contrat passé avec toute autre compagnie."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie du pont de Saint-François**

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Pontiac (M. D.Gillies) que l'amendement fait en comité général au bill (bill no 110) amendement l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de Saint-François, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

MM. P.-E. LeBLANC (Laval), L.-E. PANNETON (Sherbrooke), W.J. WATTS (Drummond), et E.J. FLYNN (Gaspé), L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) et M. J. BÉDARD (Richmond): Prennent la parole.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Souhaite que l'exemption de taxes ne prenne effet qu'après un règlement passé par les deux conseils, après un vote de la majorité en nombre et en valeur, des électeurs des municipalités de Richmond et de Melbourne.

C'est pourquoi il propose en amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que l'amendement ne soit pas maintenant lu la deuxième fois, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la première clause, telle qu'amendée, les mots suivants: après qu'un règlement à cet effet aura été adopté par les conseils municipaux de la ville de Richmond et du village de Melbourne et après son approbation, par la majorité en nombre des personnes qui voteront sur ce règlement."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Champagne, Chauret, Chênevert, Chicompe, D'Auteuil, Duffy, Dufresne. Duplessis, Flynn, Girard, Gouin, Grenier, Hunt, LeBlanc, McDonald, Manon, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier. Plante, Robitaille. Tellier, Weir, 28.

CONTRE: MM. Allard, Bélard, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Cherrier, Clapperton. Cotton, Décarie, Dechêne. Delaney. Dessaulles. Dorris, Garneau. Gillies. Lacombe. Laliberté. Lalonde. Langelier. Lislois. Parent, Rainville, Robitaille. Rocheleau, Roy, Stephens. Talbot, Tessier (Rimouski), Watts, 31.

Ainsi, cet amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau proposée.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que l'amendement ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général avec instruction de le reconsidérer généralement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Gouin, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, Weir, 22.

**CONTRE:** MM. Allard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Parent, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rochelleau, Roy, Stephens, Talbot, Tessier (Rimouski), Watts, 37

Ainsi, cet amendement est rejeté.

La motion principale, que l'amendement fait en comité général soit maintenant lu pour la deuxième fois, étant de nouveau proposée, l'amendement est lu pour la deuxième fois.

### **Messages du Conseil législatif**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif qui se lit comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 33) amendant la Charte de la "Royal Trust Company;"

Et bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company (Limited)" à faire affaires dans la province de Québec.

### **National Trust Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 34) autorisant la "National Trust Company (Limited)" à faire affaires dans la province de Québec.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Royal Trust Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 33) intitulé: "Loi amendant la charte de la Royal Trust Company."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Travaux sur chemins de fer**

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que demain la Chambre se

forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant le délai pendant lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés.  
Adopté.

### **Licences**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Brome, que demain la Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant les licences.  
Adopté.

### **Subsides**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

### **En comité:**

La Chambre reprend la discussion sur la proposition à l'effet d'accorder une somme de \$27,052.97 à Joseph Dussault, imprimeur de Québec, pour contrats divers d'imprimerie.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Repousse les accusations de scandale du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) et répète les propos qu'il a tenus la veille. Il explique que les contrats accordés à M. Dussault en 1890 par les ministres n'ont pas été respectés par le gouvernement suivant qui a cherché à ruiner M. Dussault.

En 1890, le gouvernement a confié à M. Dussault certains contrats d'imprimerie. Un peu plus tard, le coup d'État se produisit et le gouvernement Mercier fut démis de ses fonctions. Une élection suivit et le gouvernement De Boucherville arriva au pouvoir. Son premier geste fut de fouler aux pieds les droits de tous ceux qui avaient le malheur d'être libéraux.

La démission des ministres de l'ex-lieutenant-gouverneur Angers permit au député de Dorchester et à d'autres d'exercer leur vengeance sur M. Dussault. Leur sens de la justice semblait égal à celui de l'ex-gouverneur qui s'est vanté dans un club de Montréal, après avoir quitté Spencer Wood, d'avoir bafoué la constitution. Si l'ex-gouverneur s'est vraiment glorifié de ce fait, il a admis être coupable d'avoir violé son serment d'office.

Le fait d'avoir adhéré au parti libéral a coûté très cher à M. Dussault.

Quand ce gouvernement est arrivé au pouvoir, il a refusé de le payer pour le travail qu'il avait accompli et lui a retiré les contrats qu'il n'avait pas encore complétés. Ceci a été accompli selon la simple décision d'un ministre, et sans aucun ordre en conseil. Par de tels moyens, les instructions précédemment données à M. Dussault ont été annulées, et le travail dans lequel il était engagé et dont la plus grande partie était déjà terminée lui a été retiré et donné à une autre personne qui était un ami politique du gouvernement en place.

L'ancien gouvernement avait payé une réclamation transférée par M. Dussault à The Waierous Engine Company," reconnaissant par ce geste le principe de la réclamation de M. Dussault. Si la réclamation de M. Dussault était légitime, elle aurait dû être payée en entier; si ce n'était pas le cas, le gouvernement n'aurait dû rien payer de cette réclamation.

Le député de Dorchester prétend que le gouvernement a payé deux fois de l'intérêt sur la somme de \$6,000, Ceci est faux. Une autre accusation erronée consiste à dire que M. Dussault a été payé plus qu'il n'a réclamé. Dans sa pétition de droit, Dussault a réclamé \$12,000 pour l'impression de l'index Fortier: cette pétition avait été approuvée par le procureur général et remise au secrétaire provincial, l'honorable député de Dorchester, mais ce dernier, au lieu d'envoyer la pétition au lieutenant-gouverneur pour qu'il y appose son fiat, l'a gardée dans un tiroir de son bureau.

Le refus du député de Dorchester d'envoyer au lieutenant-gouverneur la pétition de droit de \$12,000 qui avait reçu l'approbation du procureur général de l'époque et qu'accompagnait la déposition de M. Dussault a eu pour effet voulu de ruiner M. Dussault. Car si le secrétaire provincial du temps avait obtenu la signature du lieutenant-gouverneur pour la pétition de droit de M. Dussault, ce dernier aurait pu continuer sa poursuite contre la province et n'aurait pas été forcé de céder ses biens.

L'attitude du député de Dorchester sur cette question lui rappelle son temps de collège. C'était alors d'usage de tenir des discussions sur des points de doctrine. Un élève énonçait la doctrine et un autre soulevait des objections. Ce dernier se faisait l'avocat du diable. C'est actuellement l'attitude que prend le député de Dorchester.

L'on dit que M. Dussault a reçu plus qu'il ne demandait. Dans sa pétition de droit, M. Dussault réclamait \$12,000 pour l'index Fortier. Le secrétaire provincial de l'époque, le député de Dorchester, a conservé cette pétition et ne l'a pas transmise au lieutenant-gouverneur comme c'était son devoir de le faire. En rendant son jugement, le juge Pelletier a fixé à \$16,000 la somme due à M. Dussault pour l'impression de la "Liste des Terres." Cependant, l'ancien gouvernement a payé à M. Lavery, nommé curateur du DÉBITEUR insolvable, \$12,000 et passa un ordre en conseil pour payer \$6,000 à la banque Jacques-Cartier, les deux montants faisant un total de \$18,000. Que pouvons-nous conclure de ce qu'il avait affirmé? Que le gouvernement conservateur alors qu'il était au pouvoir, voulait ruiner M. Dussault et l'a traité injustement en ne lui payant pas son dû. Pourquoi le gouvernement a-t-il enlevé l'index Fortier à M. Dussault pour le confier à M. Mercier du Quotidien?

Le parti conservateur, lorsqu'il était au pouvoir, a cherché à ruiner M. Dussault et l'a tyrannisé: le mot n'est pas trop fort. On a refusé de payer M. Dussault pour le travail qu'il avait exécuté. On lui a enlevé tout le travail qu'il avait entre les mains pour le donner aux amis du parti. Monsieur l'Orateur, je désire poser une question et je demande à chaque député de s'en souvenir: y-a-t-il en Chambre un

député qui peut expliquer pourquoi on a enlevé à M. Dussault l'index Fortier pour le donner au propriétaire du Quotidien? Personne ne peut l'expliquer. Nous avons compris que notre devoir était de réparer une injustice commise par nos prédécesseurs, quels qu'ils fussent et quelles qu'aient été les victimes. C'est la mission du Parti libéral. C'est aussi sa gloire. Une injustice a été commise à l'endroit de M. Dussault et nous voulons la réparer.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que, bien que le secrétaire de la province ait parlé avec son éloquence habituelle, il n'a rien dit pour justifier le procédé scandaleux utilisé ou les charges et insinuation lancées contre lui et ses amis de l'autre côté de la Chambre. Il a fait attention pour ne pas répondre aux accusations graves qu'il a portées contre le gouvernement.

Il répète l'accusation qu'il avait portée la veille au soir, c'est-à-dire que l'intérêt a été chargé deux fois sur la somme de \$7,302. et il défie le ministre de prétendre le contraire.

Le secrétaire provincial a, dans son discours, insulté l'ex-lieutenant-gouverneur Angers. Ces accusations de violation de son serment d'office qui reviennent à une accusation de parjure sont simplement odieuses. Tout homme qui se permet d'accuser M. Angers de parjure est un homme sans honneur et ceux qui en rient sont pires que lui. M. Angers ne peut rencontrer ses accusateurs sur le parquet de la Chambre et il n'est pas digne d'un homme que d'attaquer quelqu'un dans son dos.

Il dit être lui-même habitué aux insultes des honorables députés qui lui font face et il espère que, lorsqu'ils auront terminé de le salir à satiété, ils accepteront de répondre à quelques-unes de ses accusations. Le gouvernement qui a suivi celui de M. Mercier a accompli son devoir envers M. Dussault. Il a agi selon le verdict des tribunaux, respectant les jugements et reconnaissant uniquement les dettes que les juges leur avait recommandé d'accepter.

Il déclare qu'il est entré dans tous les détails de cette affaire. Il déclare avoir fait remarquer à la Chambre à la séance précédente que l'on fait distribuer en grande quantité aux députés ministériels un document imprimé dans l'atelier de M. Dussault, et qui est incomplet, car il manque une pièce importante, celle qui contient le bilan assermenté par Dussault en 1894.

On a voulu insinuer que c'était lui, le député de Dorchester, qui l'avait fait disparaître, mais ce dossier était au département quand il était procureur général, et il a servi de base à l'arrêté en conseil, passé par le gouvernement Flynn en 1897 et s'il est disparu depuis ce temps, c'est parce qu'il contient la preuve que rien n'est dû à M. Dussault.

Le 16 avril 1894 Dussault a déposé un bilan assermenté dans lequel il dit que la province lui devait \$29,000. et en 1899 il déclare que la province lui doit \$78,000, et c'est sur cette simple déclaration que le gouvernement se base pour le payer.

La cour avait recommandé, comme question d'équité, de payer la réclamation des tiers. Le gouvernement Flynn a suivi cette recommandation. L'affaire a été réglée et le reçu est dans le dossier disparu et voici qu'après 5 ans Dussault arrive avec

une réclamation sur laquelle le gouvernement veut lui payer deux lois les intérêts de 5 ans.

Le gouvernement actuel accuse ses prédécesseurs d'avoir persécuté Dussault, parce que les conservateurs lui ont enlevé des impressions pour les confier à un autre imprimeur mais, si nous étions des persécuteurs, que sont aujourd'hui les ministres libéraux qui ont passé un ordre en conseil en arrivant au pouvoir pour enlever un contrat d'impression à L.-J. Demers pour le donner à un ami politique? L.-J. Demers avait obtenu son contrat par un ordre en conseil, et Dussault n'avait pas d'ordre en conseil à l'appui de ses impressions. Si les conservateurs sont des tyrans, les libéraux le sont davantage.

Le gouvernement prétend que l'intérêt de \$71.00 a été calculé par deux comptables de cette ville. Il est vraiment comique d'entendre le secrétaire provincial annoncer à la Chambre que l'on a soumis à deux comptables un calcul que pourrait taire n'importe quel enfant de classe qui connaît les règles à intérêt simple. Il défie les ministres de faire connaître le nom de ces deux célèbres comptables.

Le gouvernement n'a pas relevé les accusations qu'il a portées contre lui. hier soir, et toute sa réponse consiste à dire: Dussault a été persécuté; et les ministres de verser ensuite des larmes sur le sort de ce pauvre malheureux Dussault. Si vous ne reconnaissez pas que vous vous êtes trompés, le peuple sera alors convaincu que vous avez payé à Dussault plus que vous ne lui deviez, et que vous vous êtes rendus coupables d'un scandale public.

Il accuse de nouveau le gouvernement d'avoir chargé l'intérêt deux fois sur la somme de \$7,302, s'attache à le prouver et défie les ministres de le contredire sur ce point. Le secrétaire provincial a comparé le député de Dorchester à l'avocat du diable. Eh bien! le gouvernement aurait bien besoin d'un avocat du diable pour le défendre dans cette affaire Dussault.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Nie les accusations du député de Dorchester.

M. C. LANGELIER (Lévis): Fait remarquer que le gouvernement de l'époque avait accordé ces contrats en procédant de la manière régulière, mais ses successeurs au pouvoir, les conservateurs, les ont retirés de la façon la plus irrégulière possible pour les donner à leurs amis dans le but de se procurer l'appui d'un certain journal. Il dit que le propriétaire du Quotidien, avant d'obtenir le contrat qu'avait M. Dussault pour l'index Fortier, avait dans son journal désapprouvé la présence de l'honorable député de Dorchester au sein du cabinet de Boucherville. Cependant, en obtenant le contrat, il avait retiré ses propos de désapprobation.

Il fait remarquer les différences qui existent entre les contrats de Dussault et de Demers et il explique que le contrat de ce dernier était inconvenant. Le contrat a été octroyé à M. Demers pour un certain nombre d'années, à la veille des élections provinciales de 1897 et a été, par la suite, annulé par le gouvernement actuel. Cette décision a été approuvée par le plus haut tribunal de l'Empire, le Conseil Privé.

En ce qui concerne l'ex-lieutenant gouverneur Angers, il l'attaque violemment pour avoir renvoyé un gouvernement qui possédait la confiance de la Chambre.

Il dit que M. Dussault a été persécuté et que c'est un devoir de réparer cette injustice.

Faisant allusion aux chiffres du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), il admet que le comptable s'était trompé de \$437.13 dans le montant supposément dû à M. Dussault et qu'on avait ordonné de payer dans le premier ordre en conseil. Mais il ajoute avoir en main la copie de l'ordre en conseil remédiant à cette erreur.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit avoir donné au chef de l'Opposition, il y a quelques jours, des explications pour un "item" de \$437.00. Il y avait eu effectivement une erreur au sujet de ce montant, mais un ordre en conseil avait rectifié cette erreur. Il avait donné des ordres pour qu'une copie de cet ordre en conseil soit déposée dans les documents qui sont maintenant devant la Chambre et il était convaincu que cette copie avait été préparée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit ne pas savoir à quoi le premier ministre fait allusion et se déclare satisfait de ses explications. Mais il veut voir l'ordre en conseil déposé devant la Chambre.

M. C. LANGELIER (Lévis): Commence à lire l'ordre en conseil en question.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande sa date.

M. C. LANGELIER (Lévis): Dit que c'est le 26 mai 1899.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit ne pouvoir comprendre qu'un tel ordre en conseil n'a pas été consigné comme les autres documents passés ce jour-là.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer qu'il y a une erreur dans la date indiquée par le député de Lévis.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Insiste pour que l'on produise immédiatement ledit ordre en conseil.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Insiste également pour que le document soit déposé immédiatement.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Prend la parole.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le document a été omis par inadvertance et qu'il a été décidé unanimement à la dernière séance que le débat devrait continuer. Il a été établi que le document manquant sera ajouté au dossier dès qu'il sera prêt. Le délai résulte simplement d'un retard dont le commis est responsable. Le député de Gaspé a retiré la promesse qu'il lui a faite il y a quelques jours à peine.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Répond que c'est faux. Dans toute sa carrière parlementaire, il n'a jamais entendu parler d'un premier ministre qui aurait agi de cette façon; il ajoute que ce dernier n'est pas digne d'être le leader de la Chambre. On devrait produire ce document immédiatement et il désire voir la date inscrite sur l'ordre en conseil.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le député de Gaspé lui a lancé une accusation qui ne lui a jamais été faite auparavant. Il ne répondra pas aux insultes qu'on lui a adressées, mais il sait que le chef de l'Opposition, lorsqu'il sera calmé, regrettera ces paroles.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'a pas à retirer ses paroles et que le député de Lévis (M. C. Langelier) lui a donné une date erronée.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Fait remarquer que mardi le député de Dorchester s'est référé à la déclaration assermentée d'un insolvable qui n'a pas été produite et dit ne pouvoir comprendre pourquoi ce dernier insiste tellement pour que le gouvernement dépose le document mentionné par le député de Lévis (M. C. Langelier).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que mardi dernier il a offert de produire le document, mais qu'il n'avait eu de réponse. (Il fait verser le document en question au dossier concernant le paiement de \$27,052. à M. Joseph Dussault, dossier qui a donné lieu à un dépôt de documents, nos 44, 44a, 44b et 44c).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Soulève un point d'ordre, à l'effet qu'un ministre de la couronne ne peut citer un document qui n'a pas été déposé devant la Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il n'y a pas d'ordre en conseil.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que, puisque le député de Dorchester désire donner des ordres, il n'obtiendra pas d'ordre en conseil. (Agitation en Chambre; plusieurs députés de gauche et de droite parlent en même temps).

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Nous l'aurons! (l'ordre en conseil).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Si nous ne l'obtenons pas, vous ne pourrez pas continuer.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Insiste pour que l'on dépose l'ordre en conseil et demande qu'on le distribue. On ne procédera pas avec les estimations avant la production de l'ordre en conseil demandé.

M. C. LANGELIER (Lévis): Dit qu'il a commis une erreur au sujet de la date de l'ordre en conseil.

1.III est passé minuit.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Qu'elle est la date?

M. C. LANGELIER (Lévis): Vous la connaîtrez lorsque le document sera devant la Chambre.

MM. E.J. FLYNN (Gaspé), L.-P. PELLETIER (Dorchester) et G.-A. NANTEL (Terrebonne): Insistent pour que l'on produise l'ordre en conseil.

LES HONORABLES F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et M. C. LANGELIER (Lévis): Refusent de déposer le document.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Remarque que, puisque le débat se déroule sur un point d'ordre, il ne peut être question de discuter les mérites de la mesure maintenant. Depuis qu'il siège comme député de la Chambre, il n'a jamais entendu dire qu'une personne pouvait refuser de donner aux députés la date inscrite sur le document auquel on réfère. Si l'on donnait la date ou si l'on produisait le document, la discussion serait close.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que toute cette histoire n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. L'ordre en conseil sera déposé cet après-midi même (1). Il dit avoir donné des instructions à cet effet plus tôt et est surpris de constater qu'il n'est pas au dossier. Cet ordre en conseil n'a pas été adopté en mai dernier, mais très récemment, en février 1900.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'on n'empêchera pas l'Opposition d'utiliser les privilèges auxquels elle a droit. Il est bien compris que cet ordre en conseil sera déposé aujourd'hui-même ou alors le gouvernement se verra empêché de poursuivre avec ses estimations.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prend la parole.

M. C. LANGELIER (Lévis): Prend la parole.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'engage à déposer le dossier complet de l'affaire pour le lendemain, avant la reprise du débat, y compris le fameux arrêté en conseil.

DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Entonnent le refrain chanté lors du renouvellement des promesses de baptême: "Je m'engage..."

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

Le comité fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à une heure du matin.



## Séance du 1er mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Caisses rurales

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial des caisses rurales. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Champagne son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

Bill (bill 1) du Conseil législatif amendement le code du notariat;

Bill (bill no 23) amendement l'article 4529 des statuts refondus

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements:

Bill (bill no 95) amendement la loi concernant les dentistes;

Et bill (bill no 106) amendement l'article 3998 des statuts refondus.

### Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements, savoir:

Bill (bill no 91) amendement le code municipal;

Et bill (bill no 18) amendement de nouveau le code municipal.

### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 59) autorisant Gustave-Télesphore Turcot, de Philadelphie, dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

### Documents:

#### Paiement à J. Dussault

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse

supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900. pour tous ordres en conseil, correspondance et documents relativement à l'item no 8, du budget supplémentaire de l'exercice financier courant ayant rapport au paiement de \$27,052, à M. Joseph Dussault. (Document de la session no 44b)

### Terres, Forêts et Pêcheries

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales mentionnées dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, forêts et pêcheries." (Document de la session no 65a)

### Pont Bacon, côte Beauré

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1900, pour copie de toute correspondance, documents, rapports d'ingénieurs, etc., au sujet du "Pont Bacon", sur la côte Beauré, intervenus entre le conseil de comté no 1 de Montmorency et les conseils locaux de Sainte-Anne et Saint-Joachim, depuis le 11 mai 1897, d'une part, et le gouvernement de la province de l'autre part. (Document de la session no 73)

### Introduction de bills:

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27a) concernant la qualification des membres du Conseil législatif.

Il explique que le bill vise à obliger les conseillers législatifs à posséder une propriété dans la division qu'ils représentent. C'est la réponse à la demande présentée par le conseil à la Chambre il y a quinze jours, de sanctionner un bill autorisant les conseillers à représenter n'importe quelle division de la province en autant que leur propriété soit située dans cette moitié de la province dans laquelle se trouve leur division; ce bill diviserait la province pour les fins de ladite loi en deux parties qui seraient appelées respectivement les districts de Montréal et celui de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. TESSIER (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 152) amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### "Gazette officielle"

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la Gazette officielle pendant l'exercice financier de 1897-1898?

2. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la Gazette officielle pendant l'exercice financier 1898-99?

3. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la Gazette officielle pendant l'exercice financier 1899-1900?

4. À qui chacun de ces montants a été ainsi payé?

5. Ces divers montants ont-ils été payés en vertu d'un contrat?

6. Avec qui était ce contrat?

7. Y a-t-il à l'heure qu'il est, un contrat en force pour l'impression de la Gazette officielle?

8. Dans l'affirmative, avec qui et pour combien d'années?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. \$8,949.61;

2. \$7,807.82;

3. \$5,120.91;

4. \$215.73 à L.-J. Demers & Frères, et la balance ainsi que les autres montants à la Compagnie d'imprimerie de Québec;

5. Oui;

6.1. Avec L.-J. Demers & Frères, jusqu'au 15 juillet 1897;

II. Avec la Compagnie d'imprimerie de Québec, depuis le 16 juillet 1897;

7. La Gazette officielle s'imprime actuellement aux termes d'un contrat fait pour un an, le 29 juin 1898;

8. Avec la Compagnie d'imprimerie de Québec, jusqu'à nouvel ordre.

### Sociétés d'agriculture

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Combien y a-t-il de sociétés d'agriculture dans la province?

2. Combien de membres dans toutes ces sociétés?

3. Combien souscrivent ces membres à ces sociétés?

4. Combien souscrivent les membres aux cercles agricoles?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1.68 sociétés d'agriculture ont touché l'allocation du gouvernement en 1899;

2. 15,514 membres;

3. \$21,030.92;

4. \$46,711.57.

### Compagnies d'assurance

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Le gouvernement se propose-t-il d'amender la loi relative aux compagnies d'assurances de façon à pourvoir à la création d'une réserve d'assurance suffisante?

L'HONORABLE F.-C. MARCHAND (Saint-Jean): À l'étude.

### Compagnie d'assurance "La Canadienne"

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. La compagnie d'assurance "La Canadienne" est-elle au

nombre de celles qui doivent faire un dépôt en argent entre les mains du gouvernement provincial?

2. Ce dépôt a-t-il été fait?

3. Dans l'affirmative, quel montant a été déposé?

4. Les inspecteurs des assurances ont-ils fait quelques rapports au gouvernement au sujet de cette compagnie?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. En vertu de l'acte 50 Victoria, chapitre 62, section 22, incorporant la compagnie d'assurance sur la vie "La Canadienne", il est pourvu que: "La compagnie pourra déposer entre les mains du trésorier de la province, en débetures, en argent ou en obligations hypothécaires, la somme de vingt mille piastres sur le capital payé, en vertu de la section troisième de cet acte, pour y constituer un dépôt permanent comme garantie aux assurés".

2. Oui;

3. \$20,000.00;

4. Oui.

### Réserve des compagnies d'assurances

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Le gouvernement a-t-il pris note que la loi fédérale relative aux assurances a été amendée par la loi 62-63 Victoria, chapitre 13, en augmentant la réserve de 4½ pour cent à 3½ pour cent au moyen d'une échelle mobile?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui.

### Rapports des compagnies d'assurances

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Est-ce que les diverses compagnies d'assurances se sont conformées à la Loi 62 Victoria, chapitre 45. en faisant leurs rapports?

Et s'il y en a qui ne l'ont pas fait encore, quelles sont ces compagnies d'assurances?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il n'y a que deux compagnies, la "Canadian Life Insurance Company" et la "St. Lawrence Fire Insurance Company," qui, en vertu des termes de l'acte 62 Victoria, chapitre 45. sont obligées de faire rapport. Ces rapports n'ont pas encore été produits, mais sont attendus d'un jour à l'autre.

### Subsides des chemins de fer

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Quel est le montant des subsides de chemins de fer payés depuis le 1er juillet 1891 au 17 décembre 1891 et du 20 mai 1897 au 1er juillet 1897?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Le montant de subvention payé depuis le 1er juillet 1891 au 17 décembre 1891 s'élève à \$325.855 00.

Comme suit:

Au chemin de fer du comté	
de Drummond	\$ 30.460 00
de la Baie-des-Chaleurs	190.000 00
d'Ottawa et Vallée Gatineau.	103.220 00

Au chemin de fer du comté de Joliette et Saint-Jean-de-Matha	600.00
de colonisation de Montfort	1.575.00
	-----
	\$325,855.00

Du 1er mai 1897 au 1er juillet 1897, il a été payé au chemin de fer de colonisation de Montfort la somme de \$709.00.

### Construction de chemins de fer

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Combien de milles de chemins de fer ont-ils été construits dans la province depuis le 1er juillet 1898?

2. Combien sur les lignes du "Pontiac and Pacific Junction" et sur celui de l'Ottawa et de la Gatineau, année par année, depuis le 1er juillet 1897 à ce jour?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): 1. 29.79 milles de chemins ont été achevés depuis le premier juillet 1898, et 81 milles du Chemin de fer du Grand-Nord sont actuellement en construction et presque terminés.

2. Sur le chemin de fer "Pontiac and Pacific Junction," du 1er juillet 1897 au 1er juillet 1898: - Néant

"Du 1er juillet 1898 au 1er juillet 1899 - Néant  
Du 1er juillet 1899 au 1er mars 1900: - 2.63 milles

Sur le Chemin de fer Ottawa & Gatineau, du 1er juillet 1897 au 1er juillet 1898: - 2 milles

Du 1er juillet 1898 au 1er juillet 1899: - Néant  
Du 1er juillet 1899 au 1er mars 1900: - Néant.

### Cercles agricoles

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Combien y avait-il de cercles agricoles dans la province de Québec le 17 décembre 1891?

2. Combien y en avait-il le 23 mai 1897?

3. Combien y en a-t-il actuellement?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Environ 150.

2. 503 cercles.

3. 501 cercles ont touché l'allocation du gouvernement en 1899 et 12 cercles ont été organisés depuis.

### "Christmas in French Canada" de Louis Fréchette

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du livre de M. Louis Fréchette, greffier du Conseil législatif, intitulé: Christmas in French Canada?

2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires, et à quel prix?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Oui. 2,200 à \$2.00 l'exemplaire.

### Licence de l'hôtelier C. Lallier

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Charles Lallier, hôtelier de Saint-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, a-t-il payé sa licence chaque année, depuis qu'il tient hôtel?

2. A-t-il été poursuivi judiciairement pour avoir débité des liqueurs sans licence?

3. A-t-il été condamné à l'amende et combien de fois?

4. Dans ce cas, quel montant d'amende a-t-il payé au gouvernement?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. À la connaissance du gouvernement, Charles Lallier n'a tenu hôtel que pendant environ une année sans avoir de licence. Il est porteur de licence depuis le 5 octobre dernier.

2. Lallier a été poursuivi deux fois pour vente de liqueurs enivrantes sans licence.

3. Il a, chaque fois, été condamné à l'amende.

4. La part afférente au gouvernement de chacune de ces deux amendes n'est pas encore payée. Les autres parts de ces amendes ainsi que les frais des deux poursuites ont été payés par le défendeur.

### Vente de liqueurs sans licence par C. Lallier

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. L'honorable premier ministre et trésorier a-t-il eu connaissance que M. Charles Lallier, à Sainte-Agathe-des-Monts, a ouvertement vendu des liqueurs spiritueuses, sans licence, durant près d'une année?

2. Dans l'affirmative, par qui?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Oui, il a été deux fois poursuivi, en conséquence.

2. Le gouvernement ne peut révéler le nom de celui qui a porté la plainte.

### Demande de documents:

#### Loi des mines

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis le 1er juillet dernier, pour solliciter des amendements à la loi des mines en vue de protéger les chercheurs qui découvrent de nouveaux gisements.

Il fait des remarques sur les droits de la couronne sur les terrains miniers. Sur tous les terrains où la couronne s'est réservée les métaux, par l'acte de concession primitive, il devrait être accordé à l'inventeur d'un gisement un droit de préférence à l'exploitation pourvu qu'une indemnité soit payée au propriétaire actuel.

Il déplore le fait que l'on n'accorde pas un droit de préférence aux chercheurs sur les terres de la couronne, même lorsqu'on indemnise les propriétaires, bien que les lois de l'Angleterre, en vertu desquelles ces terres ont été accordées à l'origine,

reconnaissent que ces métaux précieux sont dévolus à la couronne.

Il fait allusion à un mémoire adressé au ministre de la Colonisation et des Mines, par un certain Hall, un particulier des Cantons de l'Est, bien connu comme chercheur d'or, ou, comme on dit vulgairement, "prospecteur".

Voici les faits narrés par le mineur en question:

Ayant découvert un riche gisement aurifère dans les collines connues sous le nom de "Stoke Mountains", il s'adressa à un syndicat de capitalistes bostonnais qui s'occupe plus spécialement d'opérations minières.

Ces messieurs du syndicat yankee envoyèrent sur les lieux deux experts qui n'hésitèrent pas à confirmer le rapport du mineur Hall.

Ces experts disaient que, dans leur opinion, le gisement découvert par Hall présentait toutes les chances de succès désirables et qu'il serait désirable de consacrer tout ou partie de crédit, connu sous le nom de "prospect money" (fonds pour les recherches préliminaires) et qui s'élève dans le syndicat en question à \$50,000 par an, à la continuation des explorations et recherches commencées par le mineur Hall.

Sur réception du rapport de ses deux experts, le syndicat priait celui-ci de produire son titre de propriété de la mine.

Cette demande embarrassait Hall qui ne savait trop quel droit il avait à la veine aurifère qu'il venait de découvrir.

Devant cette ignorance de Hall, le syndicat, qui semblait tenir énormément à faire des plus amples recherches dans les "Stoke Mountains," s'adressa à des avocats canadiens afin de déterminer exactement sa situation dans le cas où il se déciderait à pousser les recherches.

Il apprit alors, à son profond ébahissement, que si, après 2 ou 3 ans de travaux coûteux et après avoir dépensé \$10, \$20 ou \$50,000, ces messieurs les Bostonnais trouvaient une riche veine d'or, ils seraient obligés d'aller trouver la "British American Land Company", propriétaire des "Stoke Mountains" et de lui tenir à peu près le même langage. Excellents Messieurs — Nous avons fait de laborieuses recherches, des fouilles coûteuses, sur votre propriété. Nous y avons découvert un trésor égal au moins à ceux de Golconde. Si vous ne vous sentez pas disposés à l'exploiter et à vous enrichir, nous allons bénéficier nous-mêmes de cette superbe aubaine. Si, au contraire, vous daignez profiter de nos peines et de nos risques que nous avons courus, vous en serez quittes pour nous rembourser les \$50,000 que nous avons eu le plaisir de dépenser chez vous. Après cela, nous serons heureux, et nous vous porterons une reconnaissance éternelle, et nous bénirons tous les jours de notre vie terrestre."

En présence d'une situation aussi ridiculement, aussi incroyablement désavantageuse, le syndicat bostonnais décida de laisser l'or dans les collines de Stoke.

Les "Yankees", comme on les appelait dans le voisinage des riches gisements en question, ne

manquèrent pas de faire connaître leur opinion sur notre loi minière dans un langage plus caractéristique que flatteur pour les auteurs de la loi.

Jamais, disaient-ils, nous n'avons pu une pareille antiquaille légale, digne de peaux-rouges ou autres sauvages, comme cette loi des mines de la province de Québec. Elle a été évidemment faite dans le sein de la terre. Que Dieu bénisse la province!

Le compliment n'est pas flatteur, mais il faut avouer qu'il est parfaitement mérité et que ce serait réellement un miracle si jamais une mine d'or était exploitée dans de telles conditions.

Il déclare qu'il aimerait voir nos lois concernant les mines ressembler à celles qui existent en Ontario, en Colombie-Britannique et dans les autres provinces.

Il y a de riches mines d'or dans les Cantons de l'Est et c'est une source de revenus incroyable.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Insiste sur l'importance de la question soulevée par le député de Wolfe et dit l'avoir déjà étudiée minutieusement. Il a brièvement vérifié les théories minières, lois et coutumes de différents pays, et dit qu'en Angleterre la couronne est supposée être propriétaire de toutes les mines d'or et d'argent. Il donne une description de la législation française concernant les mines qui reconnaît le droit de propriété au propriétaire du terrain sur lequel les mines ont situées, mais qui accorde aussi le droit d'expropriation. L'Allemagne ainsi que d'autres pays accordent les droits de propriété au chercheur et la loi de l'Ontario accorde aussi les mêmes privilèges au chercheur de gisement.

Dans la province de Québec, la loi stipule que le propriétaire d'un terrain possède aussi bien ce qui est sous la surface que ce qui est au-dessus du sol. Le propriétaire a le droit d'ériger sur son terrain les édifices qu'il juge nécessaire ainsi que de voir à la plantation d'arbres. Il peut construire sous la surface des bâtiments ou procéder aux excavations qu'il juge opportun et peut tirer de telles excavations tout produit qui s'y trouve, sans porter atteinte aux modifications résultant des lois et des règlements concernant les mines ainsi qu'aux lois et règlements de police. Le gouvernement devrait se pencher sérieusement sur cette question et devrait se réjouir d'entendre les vues d'autres députés de la Chambre il promet de prendre en sérieuse considération les recommandations du député de Wolfe.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Admet l'importance du sujet, mais n'est pas disposé à partager facilement l'idée qu'il serait sage d'amender la loi des mines de 1892, qui a été laissée dans sa présente forme après une étude attentive par des hommes qui ont de l'expérience et qui ont été aidés par d'émiments experts dans le domaine des mines. Il estime qu'accorder une licence à un prospecteur pour lui permettre d'exploiter le terrain d'un autre c'est enfreindre les droits de propriété, et il ne croit pas que les citoyens de cette province favoriseraient une telle chose.

M. J.-A. CHICOINE (Wolfe): Dit que les principes de ce bill sont déjà en vigueur dans certains États américains, en Ontario et en Colombie-Britannique, et leur rendement semble satisfaisant. Pourquoi n'en serait-il pas de même ici?

La proposition est adoptée.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif, qui se lit comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 46) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central;  
Et bill (bill no 89) amendant l'article 85 du code civil.

Aussi, un autre message du Conseil législatif qui informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (bill no 67) concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada.

### **Biens de l'Église presbytérienne du Canada**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill [bill no 67] intitulé: "Loi concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code municipal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill [bill no 94] amendant le code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Directeurs des sociétés d'agriculture**

M. H. CHAMPAGNE [Deux-Montagnes]: Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 101) amendant l'article 1651 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Statuts refondus, article 79a**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que l'ordre du jour soit rescindé et que le bill (bill no 27) amendant l'article 79a des statuts refondus soit retiré.

Adopté.

### **Compagnie du pont de Saint-François**

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement fait en comité général au bill (bill no 110) amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont de Saint-François, et cet amendement est adopté.

UNE VOIX: Déclare que le bill sera discuté plus à fond devant le Conseil législatif.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Montréal**

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité reprend le débat sur la proposition du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) à l'effet d'ajouter comme article 10 ce qui suit:

10. "Le fonds de réserve peut aussi, avec un rapport signé par la majorité des membres du comité des finances, approuvé par le vote affirmatif des deux tiers des membres de tout le conseil, être employé à payer des dépenses imprévues, autres que celles mentionnés à l'alinéa "D" de l'article 334 de la charte, à savoir des réclamations pour dommages et des travaux municipaux très pressants."

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Se dit favorable à l'amendement. Il constate la puissance des arguments qui ont entraîné la mise en place de garanties dans la nouvelle charte de la cité l'année dernière. Mais depuis l'expérience a démontré la nécessité d'une mesure moins rigoureuse. À son avis, les exigences attachées à l'utilisation du fonds de réserve, soit uniquement pour des motifs très précis, et seulement avec l'approbation de la majorité du comité des finances et des deux tiers des membres du conseil, fournissent toutes les garanties nécessaires.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Constate avec plaisir le vif intérêt du dernier orateur envers ce bill ainsi que son appui généreux au présent amendement. Ce dernier est l'un des nouveaux échevins de la ville de Montréal.

Cet amendement a déjà été accepté et adopté par l'ancien conseil dans sa forme actuelle et le présent conseil l'a, pour ainsi dire, approuvé. Il insiste sur la nécessité d'avoir une disposition stipulant que le fonds de réserve pourrait être employé à payer des réclamations, ce qui ferait économiser un bon montant d'argent à la cité. À l'heure actuelle, le fonds peut servir à payer des jugements, mais

non pour régler des réclamations à moins qu'elles soient l'objet d'un jugement. Ainsi, la loi actuelle semble placer une prime sur les poursuites judiciaires ou du moins semble forcer la cité à se laisser poursuivre en jugement pour des cas qui pourraient être réglés d'une façon plus économique sans l'addition de frais. Ce sont les personnes les plus intéressées qui ont demandé cet amendement et c'est pour cette raison qu'il l'a soumis à la considération du comité.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): S'oppose à l'amendement. Il admet qu'à un certain moment il était en faveur d'un tel changement; mais son expérience au conseil au cours de la dernière année lui a fait apprécier la sagesse des garanties insérées par la législature l'année dernière dans la loi actuelle, à la demande unanime de la population de Montréal. Il s'oppose à leur suppression, invoquant qu'il serait très facile de faire des retraits dans le fonds de réserve sous prétexte que cet argent est nécessaire pour des "travaux municipaux très urgents."

L'adoption de cet amendement supprimerait les garanties existantes.

Il ne s'oppose pas à l'amendement à cause de mauvais sentiments qu'il pourrait avoir à l'égard du conseil, parce qu'il n'en fait plus partie. Il dit être certain d'agir dans les meilleurs intérêts de la cité de Montréal et l'adoption de l'amendement du député de Montréal no 4 aurait l'effet de créer toutes sortes d'ennuis au conseil.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Appuie l'amendement pour permettre à la cité de régler des réclamations au plus bas coût possible et sans l'addition de frais judiciaires.

Il est très à propos d'utiliser le fonds de réserve pour des cas urgents.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que l'utilisation du fonds de réserve pour des cas urgents est déjà prévu dans la charte.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Croit que le chef de l'Opposition ne peut avoir fait une étude approfondie de l'amendement car il aurait constaté qu'il prévoit beaucoup plus que le règlement de réclamations contre la cité à l'aide du fonds de réserve. En réalité, il ouvre largement la porte à toutes sortes d'abus. Il est étonnant de constater, maintenant que la cité 3/8 a réussi à se débarrasser d'un groupe d'échevins aussi malhonnêtes que celui qui vient de quitter le conseil, que le nouveau conseil, qui semble si pur, demande cet amendement. Même si les membres du nouveau conseil accomplissent un excellent travail, il ne voit aucune raison de leur donner des pouvoirs exceptionnels à l'égard du fonds de réserve, alors que leurs prédécesseurs n'avaient pas ce privilège. Si l'amendement avait trait uniquement au règlement de réclamations contre la ville sans ouvrir la porte aux abus, il y aurait moins d'objections. L'an dernier, on avait mis le plus grand soin à la préparation de la charte, et l'adoption de la disposition visant la création et le maintien d'un fonds de réserve avait nécessité un long débat. Il est

trop tôt pour y apporter des changements. L'accumulation du fonds de réserve s'est faite minutieusement, mais l'adoption du présent amendement entraînerait la disparition de ce fonds.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande de nouveau avec instance que l'on adopte son amendement. Il espère qu'il sera adopté bientôt.

La proposition est rejetée.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission de présenter sa proposition d'amendement sous une nouvelle forme qui permettrait l'utilisation du fonds de réserve pour le règlement de réclamations pour dommages, mais non pour des travaux municipaux. Il pense que tous les conseillers de Montréal sont d'accord sur ce point, mais il est conscient qu'il ne pourrait présenter ce nouvel amendement sans donner un avis préalable.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il s'oppose à cet amendement puisqu'il n'est pas dans l'ordre, l'avis n'ayant pas été donné. Il croit préférable de présenter la motion à un stage plus avancé du bill. Il refuse d'abandonner son droit d'objection, malgré les appels qui lui sont adressés, et déclare vouloir étudier le projet du nouvel amendement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer que si cette insistance persiste, l'amendement sera proposé au Conseil législatif.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose de rayer les mots "sauf la machinerie" du deuxième paragraphe de l'article 11 du bill, insérés par le comité des bills privés. Il dit approuver l'exemption de taxes pour les machines qui ne sont pas fixées à un bâtiment, mais non pour toutes les autres et, par conséquent, il propose de rayer les mots qui exemptent de fait toute la machinerie et soutient que le common law verrait à exempter de contributions foncières et de taxes les objets que l'on désire exempter.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose d'ajouter une clause pour exempter des taxes et de la contribution foncière "la machinerie, les outils et appareils de quelque nature que ce soit employés pour produire ou distribuer la force motrice, la propriété de personnes, compagnies ou sociétés qui n'ont pas de franchise ou ne bénéficient pas des privilèges de la charte de la cité".

Il dit avoir déjà expliqué clairement que tous les membres de Montréal, même s'ils diffèrent d'opinion sur d'autres points, sont entièrement d'accord sur l'exemption de taxe pour la machinerie.

L'association des manufacturiers de la Chambre de commerce voulait que l'on s'entende très bien sur la définition du mot machinerie, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir de malentendu ou d'équivoque à ce sujet plus tard. C'est pour cette raison qu'il présente sa motion qui a reçu l'appui de ceux qu'il représente.

Cela signifie que toutes les chaudières et tout ce qui a trait à la production de la force motrice devraient être exempts de taxes.

M. AW. ATWATER (Montréal no 4): Declare favoriser fortement l'exemption de toute la machinerie. Il dit ne pouvoir être plus clair sur ce point. Mais, à son avis, alors que la motion du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) n'allait pas assez loin, celle du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) dépasserait les bornes. Elle viserait à exempter toutes sortes de chaudières, machines, élévateurs dans des bâtiments élevés, qui font vraiment partie du bâtiment même, ce qui compliquerait le travail des estimateurs. À son avis, s'il était possible de laisser la loi comme elle a été amendée par le comité des bills privés, ce serait la meilleure solution. Il répète qu'il favorise l'exemption de toute la machinerie mais il ne veut pas d'amendement comme celui que propose le député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), qui, au lieu de simplifier les choses, les compliquerait davantage.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il favorise l'exemption des chaudières qui font partie de la machinerie utilisée pour produire la force motrice.

M. AW. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il est d'accord pour l'exemption de la machinerie; mais il fait remarquer que l'interprétation d'une clause ayant un sens aussi étendu que celle que propose l'honorable député de Montréal no 5 serait très difficile.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Invoque aussi le fait que l'amendement du député de Montréal no 5 n'est pas nécessaire et qu'une disposition visant l'exemption de la machinerie pure et simple rencontre effectivement les exigences de ce cas. Il craint que l'adoption de l'amendement du député de Montréal no 5 pourrait empêcher la cité de taxer les compagnies de chemin de fer.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Insiste sur le fait que la loi exempte amplement toute la machinerie qui ne devrait pas être taxée et que l'amendement du député de Montréal no 5 va trop loin.

Il est d'avis que de rayer le mot "machinerie" de la loi réglerait toute la question. On ne parlerait plus de taxer la machinerie.

Il ne voit pas pour quelle raison la Législature devrait faire une distinction entre Montréal et les autres municipalités et pourquoi on dicterait à la ville les objets qu'elle devrait exempter.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Est d'accord sur le fait que l'amendement du député de Montréal no 5 va trop loin, mais il croit que celui du député de Montréal no 2 ne va pas assez loin. Montréal subit les conséquences de l'action des municipalités environnantes qui encouragent les manufacturiers à quitter Montréal pour s'installer dans les limites de leurs municipalités.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il vise, par sa motion, à donner une description de la machinerie qui doit être exempte de taxes. Cette loi aidera les évaluateurs à trouver exactement ce

qui doit être taxé et ce qui ne doit pas l'être. Il ne voit aucune raison pour rejeter son amendement tel qu'il le présente.

Le but réel est d'exempter la machinerie. Pourquoi taxer une chaudière fixe et exempter de taxe une chaudière amovible?

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'amendement du député de Montréal no 5 lui semble trop vague et trop général pour les fins visées. S'il peut se permettre de donner son opinion, dit-il, il suggère que les membres du conseil de Montréal s'entendent à l'amiable si c'est possible, et qu'ensuite ils fassent préparer un projet d'amendement qui reflète leur accord sans aucune possibilité de malentendu.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose un amendement visant à statuer que certaines personnes seront exemptes de taxes municipales.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Combat cet amendement et affirme qu'en le combattant il représente les vues de tout le conseil de ville de Montréal.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures trente

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, savoir:

Bill (bill no 11) détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins;

Bill (bill no 86) amendant l'article 816 du code de procédure civile;

Et bill (bill no 88) amendant l'article 5561 des statuts refondus.

#### Annexion de lots à Bellechasse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 11) intitulé: "Loi détachant certains lots du comté de Dorchester, et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins".

Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Code de procédure civile, article 816

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 86) intitulé: "Loi amendant l'article 816 du code de procédure civile".

Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Statuts refondus, article 5561**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 88] intitulé: "Loi amendant l'article 5561 des statuts refondus".

Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Charte de Montréal**

La Chambre reprend les délibérations, en comité général, sur le bill (bill no 136) amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

La proposition du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) à l'effet de rayer les mots "sauf la machinerie" du deuxième paragraphe de l'article 11 du bill, insérés par le comité des bills privés, est rejetée par un vote de 13 à 9.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Insiste pour que son amendement concernant l'exemption de taxation pour la machinerie soit adopté.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Soutient encore que l'amendement va beaucoup plus loin que ce qu'espéraient ou voulaient les manufacturiers et soutient qu'ils seraient satisfaits de l'adoption de cette mesure telle qu'amendée par le comité des bills privés. De plus, plusieurs avocats de Montréal qui représentent les manufacturiers, en dehors du Barreau, au comité de la Chambre, semblent parfaitement contents de l'amendement effectué par le comité des bills privés, tel qu'il est; il affirme qu'un élévateur ou le système de chauffage d'un édifice devrait être exempté. Il dit qu'un citoyen, propriétaire d'une maison de \$10,000, ayant un système de chauffage d'une valeur de \$1,000, pourrait en outre des clauses de l'amendement soustraire le coût dudit système de la valeur cotisable de la maison. Il soutient que les manufacturiers n'ont pas demandé d'ajouter une telle disposition. Le député de Montréal no 5 a critiqué longuement ce que pourraient faire les avocats de ce paragraphe, sans son amendement, et a déclaré qu'il voulait éviter les poursuites judiciaires. Il dit avoir constaté que son ami, le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) ne partage pas ses vues sur différents points. Le député de Brome est un avocat éminent qui pourrait prochainement devenir juge, dit-il, et il ajoute que, si ce dernier et lui-même ne sont pas d'accord sur cette question, cela prouve jusqu'à quel point cet amendement pourrait être une cause de mésentente entre avocats. Il affirme que les intérêts que le député de Montréal no 5 tient à coeur sont bien protégés par l'amendement apporté au bill par le comité des bills privés. Il dit que le député de Gaspé (M. E.J. Flynn) est une autorité désintéressée en cette matière. Il suggère l'introduction d'une clause

qui ne ferait aucunement mention de la machinerie, laissant ainsi au conseil de la cité le soin de décider quelles parties d'une bâtisse devraient être taxées.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que le député de Montréal no 4 a adopté des méthodes singulières pour illustrer l'inquiétude qu'il ressent profondément au sujet de l'exemption de la machinerie.

Pour sa part, il est contre toute taxation de la machinerie et, si le bill, tel qu'il est actuellement, n'est pas assez clair sur ce sujet, il désire le rendre plus précis. On a établi des distinctions, mais il n'est pas juste de taxer un homme qui possède une chaudière rivée au sol dans sa maison et d'exempter un autre qui a une chaudière installée sur un support. L'amendement qu'il souhaite voir adopté a été rédigé avec l'approbation et la collaboration des plus importants manufacturiers de Montréal. Ce texte indique clairement les objets que l'on ne veut pas taxer et il ne peut voir ce qu'il y a d'ambigu.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'en vertu de la charte le droit que possède la ville de taxer la machinerie à titre d'immeuble lui vient de la common law. Le défunt Sir John Abbot soutenait que la cité avait le droit de taxer la machinerie en tant qu'immeuble, mais le conseil de la cité n'avait jamais cherché à exercer ce droit. Le bill tel qu'amendé par le comité des bills privés a rétabli l'ancienne loi et à son avis cela est satisfaisant. Pour lui, l'amendement du député de Montréal no 5 dépasse la mesure.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Parle des contradictions qui surgiraient dans la charte si on adoptait l'amendement proposé. Il croit que la meilleure solution serait d'adopter le bill tel qu'il a été rapporté et d'y ajouter les exceptions: ainsi, on enlèverait le mot "machinerie" de ce que comprend la définition de "propriété taxable".

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Dit qu'il n'est pas nécessaire d'employer de circonlocution et qu'il croit que la loi telle quelle était avant l'adoption de la nouvelle charte satisfera les parties intéressées.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait lecture de la clause telle qu'elle est actuellement dans la charte de la cité et de l'amendement présenté au comité des bills privés.

La charte adoptée à la dernière session donne la définition suivante d'un immeuble: "Les immeubles comprennent les terrains, les bâtiments sus-érigés, les machines ou autres choses fixées ou attenantes à un bâtiment ou terrain de manière à en faire partie".

Lors de l'amendement apporté récemment en comité des bills privés, on a rayé le mot "machinerie" et on a ajouté les mots "sauf la machinerie" après les mots "et autres biens". La définition ainsi amendée se lit comme suit: "Les immeubles comprennent les terrains, les bâtiments sus-érigés, et autres choses, sauf la machinerie fixée ou attenante à un bâtiment ou terrain de manière à en faire partie".



Il est d'avis que cette clause ainsi amendée devrait être adoptée.

L'HONORABLE J. J. E. GUÉRIN (Montréal no 6): Est d'accord avec le député de (Montréal no 4) que la définition amendée couvre bien le cas.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Maintenant l'amendement qu'il a proposé.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Dit que sans nul doute le but visé est l'exemption de la machinerie. Il reste quand même à déterminer à quoi s'applique le mot "machinerie". Il semble que l'on désire inclure "force motrice et outillage". Il est d'avis que le bill devrait être rédigé de façon à exempter "machinerie, force motrice et outillage".

M. L. GOUIN (Montréal no 2): S'oppose encore aux exceptions.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il vaudrait mieux remettre l'ancienne loi, laissant la définition du mot immeuble telle qu'elle est dans le common law.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Croit que les intérêts des manufacturiers seraient bien protégés par le bill tel qu'il est.

Il ajoute qu'en regardant dans le dictionnaire français de l'Académie on trouve dans la définition du terme "machines" tout ce que le député de Montréal no 5 désire inclure dans son amendement. La loi ne définit pas le mot "machinerie" et les tribunaux en cherchant une définition seront obligés d'accepter celle du dictionnaire. La règle du "mieux est l'ennemi du bien" s'appliquerait bien dans ce cas-ci.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il consent toujours à être raisonnable. Il accepte la suggestion de l'honorable député de Brome.

La proposition du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) à l'effet d'exempter de la taxation et de l'imposition foncière "la machinerie, les outils et appareils de quelque nature que ce soit employés pour produire ou distribuer la force motrice, la propriété de personnes, compagnies ou sociétés qui n'ont pas de franchises ou ne bénéficient pas des privilèges de la charte de la cité" est rejetée.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose un autre amendement de même nature.

La proposition est rejetée.

La clause adoptée par le comité des bills privés, clause définissant la propriété immobilière, qui se lit comme suit: "Les immeubles comprennent les terrains, les bâtiments sus-érigés, et autres choses, excepté la machinerie, qu'elle soit fixe ou attenante à un bâtiment ou terrain de manière à en faire partie" est ensuite adoptée.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose d'ajouter ce qui suit au bill: "Le droit d'être inscrit sur la liste des voteurs est donnée au président de

chaque compagnie ou association, constituée en corporation dans le but de faire des affaires ou ayant une industrie, inscrit sur le dernier rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaire d'un immeuble dans la cité d'une valeur de \$1,000 ou plus comme locataire, en vertu d'un bail d'un entrepôt, bureau de comptable, magasin, bureau ou place d'affaires dans la cité d'une valeur de \$100 ou plus, selon leur valeur portée au rôle d'évaluation".

"Tout électeur ainsi inscrit sur la liste est soumis aux mêmes dispositions que tout autre électeur".

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Soulève un point d'ordre à l'effet que cette résolution n'est pas incluse dans l'avis du bill paru dans la Gazette officielle.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Fait remarquer qu'il n'a été donné aucun avis de la proposition de payer \$5,000 à la veuve du défunt recorder De Montigny.

M. LE PRÉSIDENT (M. N. GARNEAU - Québec-Comté): Déclare la proposition d'amendement hors d'ordre.

La proposition du député de Montréal no 5 est donc rejetée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il désire apporter des amendements à d'autres motions pour lesquelles un avis a été donné pour aujourd'hui. Il propose donc que la troisième lecture soit remise à demain.

Adopté.

### **Compagnie de gaz, électricité et pouvoir**

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 68) constituant en corporation "La Compagnie de gaz, électricité et pouvoir".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Petroleum Oil Trust Limited**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)".

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Corporation Trust Company of Canada**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 130) constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **American Presbyterian Society of Montreal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill J) du Conseil législatif, amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de la "American Presbyterian Society of Montreal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### **Charte de Trois-Rivières**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 111) revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Charte de la cité des Trois-Rivières, 1900".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie de pulpe de Jonquière**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 143) constituant en corporation "La Compagnie de pulpe de Jonquière".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Convention entre le CPR et la Compagnie électrique de Hull**

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 58) ratifiant une convention conclue entre la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien et la Compagnie électrique de Hull.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de la teneur de ce bill, y donne son consentement autant que les intérêts de la couronne sont concernés, afin que la Chambre en dispose comme bon lui semblera.

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession N.-M. Lecavalier et Crevier**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 140) intitulé: "Loi concernant la succession de William Watson Ogilvie".

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Crédit foncier franco-canadien**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 51) intitulé: "Loi amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien".

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Annexion de lots à Bellechasse**

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que l'ordre du jour pour la prise en considération, demain, des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 11) détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins soit rescindé et que lesdits amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **William Sutherland**

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 72) autorisant

William Sutherland à la pratique de la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen, soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Substitution E. Prud'homme**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill G) du Conseil législatif concernant la substitution Eustache Prud'homme soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Licences**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Que le traitement du greffier des commissaires de licences, dans la cité de Montréal, soit fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu qu'il n'excède pas huit cent piastres par année.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose en amendement de remplacer les mots "huit cent" par le mot "mille".

L'amendement est adopté et la proposition principale ainsi amendée est également adoptée.

2. Que pour tout transfert de licence d'auberge, de restaurant, de magasin de détail ou de magasin de gros et de détail, dans les cités de Québec et de Montréal, la taxe sera de vingt-cinq piastres, payables en timbres, qui seront apposés sur la formule de ce transfert, quand elle sera demandée, et que, si le transfert est accordé, une autre somme de vingt-cinq piastres sera payée en timbres apposés sur ladite formule;

Adopté.

3. Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu pour l'octroi de chaque licence il

sera payé pour chacune des licences ci-après mentionnées les droits suivants:

1. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un buffet de chemin de fer, dans toute partie de la province autre qu'une cité ou une ville, cent vingt piastres;

2. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de magasin de liqueurs de gros et de détail:

(a) Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moindres que deux cent quatre-vingts piastres, ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres;

(b) Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres;

(c) Dans toute ville, deux cents piastres;

(d) Dans toute autre partie de la province, cent soixante piastres.

3. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission:

(a) Si le porteur de licence n'a aucun bureau fixe ou place d'affaires dans la province, quatre cents piastres.

(b) Si le porteur de licence a un bureau fixe ou place d'affaires dans la province, le taux du droit devra être le même que celui édicté pour les licences de magasins en gros;

4. Sur chaque licence principale pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence:

(a) Si l'embouteilleur est en même temps brasseur:

Dans tout comté de la province, autre que le comté de Québec et les comtés compris dans l'île de Montréal, cent cinquante piastres.

(b) S'il n'est pas brasseur:

Dans tout comté de la province, mais non dans les cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-dix piastres.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé certaines résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées en comité général qui devra prendre en considération le bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de la province de Québec.

La séance est levée à minuit et demie.

## Séance du 2 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures trente.

##### Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 98), loi amendement le code municipal et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Votre comité a l'honneur de rapporter le bill (bill no 82) refondant et amendement le code municipal, avec plusieurs amendements.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a rejeté:

Bill (bill no 30) amendement la loi de l'Instruction publique.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement:

Bill (bill no 21) amendement l'article 3438 des statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec des amendements:

Bill (bill no 22) amendement l'article 2260 du code civil.

#### Introduction de bills:

M. W. A. WEIR (Argenteuil) pour M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 153) amendement la loi concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

##### Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie plusieurs articles du projet de loi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et MM. A. W. ATWATER (Montréal no 4), L.-J. ALLARD (Yamaska), L.-E. PANNETON (Sherbrooke) et J.-M. TELLIER (Joliette): Prennent la parole.

Le comité étudie l'article 75 qui se lit comme suit:

"Dans chaque cas où le percepteur du revenu de la province est d'opinion que l'évaluation mentionnée dans les articles 71 et 72 est trop basse, il a le droit d'évaluer les locaux ou de les faire évaluer par une personne compétente; et l'évaluation ainsi obtenue doit être soumise aux commissaires des licences, qui, après l'audition des parties et de leur preuve, donneront une décision; et dans le cas de découverte de fraude, les parties qui en sont coupables seront passibles des peines édictées par les articles 73 et 74, et pourront être poursuivies en la manière prescrite par ces articles."

DES VOIX: Font remarquer que l'on constate bien des fraudes commises par des locataires qui versent en argent comptant une partie importante de leur loyer et qui, pour le solde, signent des baux frauduleux sur lesquels ils inscrivent la somme totale du loyer.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "d'une manière sommaire" après le mot "preuve".

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures trente

#### Rapports de comités

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre

Bill (bill no 146) confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.

Bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement.

##### Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que le bill (bill no 136) amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante."

"A le droit d'être mis sur la liste électorale, le président de toute compagnie ou association dûment constituée en corporation pour des fins de commerce et d'industrie, inscrite sur le dernier rôle

d'évaluation de \$1000, ou plus, ou comme locataire, en vertu d'un bail, d'un entrepôt, d'un comptoir, magasin, bureau ou place d'affaires, dans la cité, d'une valeur, d'après le rôle d'évaluation, de \$100, ou plus.

Tout électeur ainsi inscrit sur la liste est sujet aux mêmes conditions que tout autre électeur."

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Soulève la question d'ordre que l'amendement proposé n'est pas couvert par les avis publiés dans la Gazette officielle et journaux tel que requis par les règles de la Chambre. Il dit ne pas vouloir insister sur ce point puisqu'il a déjà été discuté au conseil de la cité ou devant le comité des bills privés, mais dit s'opposer à l'introduction de l'amendement à ce stage-ci.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Soutient que l'obligation de publier des avis pour les bills privés n'a pas pour but d'entraver les travaux de la Chambre mais sert plutôt de garantie afin que le public ne soit pas pris par surprise. La Chambre possède les pouvoirs requis pour étudier toute mesure qu'elle juge nécessaire, et seule la constitution restreint ses pouvoirs.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Affirme que, de toute façon, son amendement est couvert par les avis officiels.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Réitère ses objections.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer qu'ils ne peuvent permettre l'adoption de cet amendement dans sa forme actuelle. L'avis officiel d'un tel amendement n'a pas paru dans la Gazette officielle. Si l'on insiste et que la Chambre adopte cet amendement, il se pourrait que des ennemis malintentionnés de la Chambre haute le fassent biffer parce que l'avis n'a pas été donné et par la suite fassent tuer le bill en entier, après les longues heures de travail que nous y avons consacré. De plus, cette Chambre a déjà perdu trop de temps à l'étude du bill de Montréal.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Se dit très surpris de voir le député de Laval souhaiter que l'on procède avec promptitude. Aucun autre député de cette Chambre, sauf cet honorable ami, n'occupe le temps de la Chambre pendant une heure trente à ne rien dire, pour ensuite se plaindre de la perte de temps subie lorsqu'un autre député tente de retenir l'attention de la Chambre pour une période de cinq minutes. Il ne prend pas au sérieux le souhait exprimé par le député de Laval, d'économiser du temps après toutes les heures employées pendant la session à parler contre le bill.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): La différence, dit-il, est que je ne dis jamais de stupidités.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Oh!

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que l'amendement du député de Montréal no 5 (M. R.

Bickerdike) est assurément hors d'ordre. Il approuve le principe de cette mesure et ne voit aucune objection sérieuse à accorder le droit de vote aux présidents de sociétés à fonds social pour des affaires municipales. Cependant, il n'approuverait pas l'application de ce principe lors d'élections parlementaires.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que la cité n'a pas demandé cet amendement, mais il a été suggéré l'année dernière au comité des bills privés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): En effet, je l'ai proposé, moi-même.

M. L'ORATEUR: Constate par la Gazette officielle que l'avis ne couvre pas l'amendement, et maintient la question d'ordre. L'amendement proposé par le député de Montréal no 5 est déclaré hors d'ordre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Faites-en mention (les avis officiels), allez-y.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Oh! n'allez pas trop vite, vous êtes toujours pressé lorsque vous n'êtes pas sur le parquet. J'attends encore le bill. (On produit alors le bill).

Il demande si toutes les clauses du bill qui ne semblent pas couvertes par l'avis publié dans la Gazette officielle seront déclarées hors d'ordre.

M. L'ORATEUR: Souligne qu'on lui a demandé de rendre décision dans un seul cas particulier.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il n'en existe pas d'autres dans le bill.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Soutient que c'est tout à fait le contraire et il énumère les amendements que les avis n'ont pas couverts. Il fait remarquer que le premier consiste en l'autorisation de voter \$5000 à la veuve du défunt recorder monsieur De Montigny. Cet avis n'a pas été donné. Il regrette de devoir s'y objecter; mais comme son honorable ami insiste pour que les règlements soient observés à la lettre, il les respectera. Il propose donc que l'amendement accordant \$5000 à la veuve du recorder De Montigny soit biffé puisque l'avis n'a pas été publié dans la Gazette officielle.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Exprime le désir de connaître en quoi consiste le point d'ordre.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Comprend que le point d'ordre consiste en ce que l'amendement énoncé par le député de Montréal no 5 n'est pas couvert par l'avis de la Gazette officielle. Les avis publiés dans la Gazette officielle demandent l'autorisation d'utiliser certains montants du fonds de réserve.

Le montant destiné à madame De Montigny proviendrait de ce fonds s'il est accordé par le conseil.

MM. G.-A. NANTEL (Terrebonne) et P.-E. LEBLANC (Laval): Partagent l'opinion du député de Montréal no 3.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Fait la lecture de l'avis: "utiliser le fonds de réserve dans certains cas et dans certaines conditions". Il n'est nullement question d'un don à la veuve de l'ancien recorder.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÉNE (L'Islet): Dit que ce serait faire exception à la loi que de prétendre que le don à Mme De Montigny se trouve couvert par l'avis. Cette législation doit être appliquée pour recevoir l'autorisation d'utiliser le fonds de réserve dans certains cas.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il a soulevé cette question pour démontrer que l'on a inséré certaines clauses alors que l'on en a omis d'autres. Pour sa part, il ne voit aucune objection à ce que ce montant soit payé à Mme De Montigny. Donc, il retire son objection, voyant que cette mesure concerne une pauvre femme. Il veut simplement démontrer que lui aussi peut être dans son droit.

La proposition principale, à savoir que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois, est adoptée. (Applaudissements).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Petroleum Oil Trust Limited**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)."

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Compagnie de pulpe de Jonquière**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 143) constituant en corporation "La Compagnie de pulpe de Jonquière".

Adopté.

#### **En comité:**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Explique longuement les avantages qu'apporterait au district de Chicoutimi et à la province en général l'incorporation de cette compagnie dont les opérations s'étendraient le long de la rivière des Sables, à partir du calme lac Kénogami jusqu'au mystérieux Saguenay, couvrant les immenses régions de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **W.J. Enright**

M. W. H. CLAPPERTON (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 113) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. H. CLAPPERTON (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), que le 5e paragraphe de la 57e règle de la Chambre soit suspendu, et que le bill soit maintenant lu pour une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Labrador Electric and Pulp Company**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 133) constituant en corporation The Labrador Electric and Pulp Company'.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à ce que le bill soit lu pour la troisième fois à ce moment-ci.

La troisième lecture est remise à une date ultérieure.

#### **Transit Insurance Compagny of Montreal**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 151) constituant en corporation la "Transit Insurance Compagny of Montreal" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Licences**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 9) à l'effet d'amender et de refondre la loi des licences de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie de nombreuses clauses dont l'article 2. paragraphe 22. qui se lit comme suit.

"Pour les fins de cette loi, quand les liqueurs spiritueuses sont importées dans cette province en bouteilles ou flacons cachetés de la dimension connue dans le commerce sous le nom de bouteilles ou flacons d'une chopine, bien que contenant moins d'une chopine impériale chacun, ces bouteilles ou flacons sont considérés comme contenant une chopine impériale chacun."

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande qu'il soit spécifié dans le paragraphe 22 qu'il est permis de vendre des bouteilles de boissons enivrantes contenant "un petit peu moins" au lieu de "un peu moins" d'une chopine, comme le suggère le texte proposé.(1)

Il déclare à l'appui de sa demande qu'il avait raconté au premier ministre l'histoire suivante:

Dans un des collèges de la province, qu'il ne lui est pas permis de faire connaître plus explicitement, les professeurs avaient remarqué, depuis quelque temps, que quelques-uns de leurs externes arrivaient au cours dans un état qui frisait l'ébriété.

Les parents, priés de ne pas donner à leurs enfants des quantités de boissons enivrantes capables d'affecter leur système nerveux, avaient déclaré que leurs fils ne buvaient pas au domicile paternel.

Cela établi, une surveillance fut organisée autour de ces jeunes gens. Aucun d'eux ne put être surpris entrant dans un hôtel, restaurant ou buvette.

On les voyait, il est vrai, entrer chez des épiceries débitants de boissons alcooliques, mais ils y restaient si peu de temps qu'il leur était matériellement impossible d'y prendre la boisson qui les faisait arriver au collège dans un état de surexcitation très visible.

Où cherchaient-ils, où absorbaient-ils donc l'alcool sous l'influence duquel ils se trouvaient indubitablement?

Un des espions chargés de surveiller les collègues s'avisa un beau jour d'entrer dans l'épicerie à la suite de l'un d'eux, et constata que le jeune potache y achetait au prix de 10 sous une de ces mignonnes petites bouteilles d'échantillon de cognac, qui ressemblent à des flacons à l'usage de ménages illipitieux.

Le pot aux roses était découvert, le mystère éclairci.

Il (M. Normand) déclare qu'il avait signalé cet abus au premier ministre, lequel avait, à son tour, appelé sur le fait l'attention de l'inspecteur du revenu, lequel s'était moqué de lui, le député de Trois-Rivières, ayant traité l'histoire de fable, de conte à dormir debout, de cancan de vieille femme à bout de nouvelles. Le fisc disait avoir l'oeil trop bien ouvert pour admettre qu'une telle fraude fut possible à son insu.

C'est pourquoi lui, le député de Trois-Rivières, fut piqué au vif et donna instruction à quelques personnes sûres de se procurer, en les achetant, les échantillons en question.(2)

Le paragraphe 22 de la clause 2 est amendé.

Le comité étudie l'article 79 qui se lit comme suit:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par proclamation émise et publiée à cet effet en la manière ordinaire lorsque des mines sont exploitées et lorsque l'intérêt public l'exige, déclarer que le présent paragraphe sera applicable à une ou à toutes les divisions minières de la province, ou à une partie d'icelles: et après cette proclamation, quiconque dans telle division minière ou partie d'icelle, vend ou échange des boissons enivrantes dans un rayon de sept milles de toute mine en exploitation, sans avoir pris à cet effet une licence de l'inspecteur de la division, conformément à la loi des mines, est passible des pénalités édictées par l'article 84. S.R. 893."

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose d'augmenter l'amende minimum qui est de \$30 pour vente de boisson sans licence dans les limites d'une division minière, à \$100 pour une première offense ou à défaut de paiement s'ensuivra un emprisonnement de trois mois: \$200 ou trois mois de prison pour la deuxième offense, et l'emprisonnement, sans option d'amende pour la troisième offense. Il fait remarquer qu'un vendeur de boisson non licencié qui vend de la boisson dans un camp minier un jour de paie peut faire assez d'argent pour payer une amende de \$30 et réaliser quand même un profit. Si l'on cherche vraiment à éviter toute infraction à la loi, il ne comprend pas pourquoi on ne pourrait fixer l'amende à \$100.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Croit qu'il est convenable de laisser au juge le soin de décider la sentence pour la première offense. Cependant, il consent à ce que la punition pour la deuxième offense soit aussi sévère que celle suggérée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'ils ne sont pas en train de légiférer sur une mine en particulier.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Répond qu'il connaît la situation qui existe dans toutes les mines de la province et ajoute que sa proposition conviendra à toutes les mines.(3)

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Partage l'avis du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) qui suggère de laisser certaines décisions à la discrétion du juge. Il ajoute, à l'appui de son argument,

1. Bien que la Patrie mentionne que le député de Trois-Rivières ait dit "un peu moins" il est plus probable qu'il ait dit "moins", tel que rapporté dans le texte original du projet de loi.
2. Le député de Trois-Rivières exhibe alors en Chambre divers petits flacons contenant diverses boissons alcooliques.
3. Le député Smith était propriétaire d'un certain nombre de mines à Thetford.

que si l'on détermine des amendes plus élevées, le juge sera beaucoup plus exigeant pour la nature de la preuve qui lui est nécessaire pour juger le degré de culpabilité.

Après d'autres discussions, l'article 79 est amendé et se lit désormais comme suit:

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation émise et publiée à cet effet en la manière ordinaire, lorsque des mines sont exploitées et lorsque l'intérêt public l'exige, déclarer que le présent paragraphe sera applicable à une ou à toutes les divisions minières de la province ou à une partie d'icelles; et, après cette proclamation, quiconque dans telle division minière ou partie d'icelle, vend ou échange des boissons enivrantes dans un rayon de cinq milles de toute mine en exploitation, sans avoir pris à cet effet une licence de l'inspecteur de la division, conformément à la loi des mines, est passible des pénalités suivantes, savoir: pour une première offense, d'une amende de pas moins de soixante-dix et de pas plus de cent piastres; pour une deuxième offense, d'une amende de deux cents piastres, et, dans chaque cas, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois, et pour une troisième offense, d'un emprisonnement de trois mois sans option d'amende. S.R..893.

Le comité étudie l'article 91. qui se lit comme suit:

Toute personne munie d'une licence en vertu de la présente loi, qui vend des liqueurs enivrantes à quelqu'un âgé de moins (de dix-huit ans), ou dans le lieu d'affaires ou dépendances de laquelle des liqueurs enivrantes sont ainsi vendues par une personne à son emploi, ou agissant pour elle, est passible des pénalités édictées par l'article 137.

Il ne doit non plus en aucun temps être vendu de liqueurs enivrantes à aucune personne de moins (de dix-huit ans) dans un club muni de licence en vertu de l'article 46.

(Dans une poursuite pour vente de liqueurs à une personne apparemment âgée de moins de dix-huit ans, c'est au défendeur qu'il incombe de prouver que cette personne a réellement dix-huit ans révolus.) S.R., 901. partie: 921, partie; 921a,

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande que la clause 91 soit suspendue. Il croit que, dans l'intérêt de la morale publique, on devrait porter l'âge à 21 ans.

Le dernier paragraphe de l'article 91 est amendé et se lit désormais comme suit:

Dans les poursuites pour vente de liqueurs à une personne dont l'âge est allégué être moins de dix-huit ans, c'est au défendeur qu'il incombe de prouver que cette personne a dix-huit ans révolus. S.R., 901, partie; 921, partie; 921a.

Le comité étudie l'article 93, qui se lit comme suit:

Toute personne âgée de moins de 18 ans trouvée coupable d'avoir acheté des liqueurs enivrantes pour son propre usage doit être condamnée à une amende n'excédant pas dix piastres, et à défaut de paiement, à un emprisonnement n'excédant pas un mois.

UNE VOIX: Dit que le vendeur devrait être condamné à payer l'amende plutôt que l'acheteur.

La question est laissée en suspens pour considération ultérieure.

Le comité étudie l'article 118, qui se lit comme suit:

Chaque épiciers doit, dans le compte qu'il délivre à ses clients pour les ventes faites par lui, inscrire ses ventes de liqueurs enivrantes séparément des autres ventes.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique que l'on vise dans la mesure du possible à mettre un frein à la vente de liqueurs enivrantes à un membre d'une famille, et à la coutume de préparer le compte de façon à ce que la quantité réelle de boisson vendue n'apparaisse pas sur le compte. Il est peut-être impossible d'arrêter totalement cette duperie, mais les gens qui s'occupent de tempérance approuvent cette clause et les marchands de boissons au détail penchent aussi dans la même direction.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que cette clause vise à empêcher un marchand de vendre de la boisson enivrante et de l'inscrire dans son compte comme étant du thé. Il cite certains cas.

Le comité étudie l'article 122, qui se lit comme suit:

(Pourvu que les dispositions du troisième paragraphe de l'article 121 concernant la fermeture des buvettes tel que défini au paragraphe de l'article 2 soit observées, le propriétaire d'un restaurant peut donner les dimanches des repas "bona fide", suivant le menu ordinaire de son restaurant, à ses pensionnaires habituels ou aux voyageurs, auxquels il peut servir, à table, des vins et d'autres liqueurs, pendant ces repas seulement.

Des sandwiches et autres rafraîchissements ne doivent pas être considérés comme constituant un repas dans le sens du présent article.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique que cette clause vise à prévenir le dimanche la vente de liqueurs qui seraient servies avec des biscuits ou des sandwiches en prétextant qu'il s'agit de liqueurs servies avec des repas. Il sera par conséquent nécessaire de servir un repas complet dont le coût correspondra vraiment au prix habituel fixé par le restaurant. La clause 126 impose une amende de \$5 à \$25 aux personnes qui commandent un verre de boisson enivrante dans un endroit non muni de licence et en dehors des heures permises. La clause suivante stipule que des officiers du gouvernement ou autres personnes employées par le gouvernement n'encourent aucune pénalité s'ils obtiennent des liqueurs dans ces lieux dans l'exercice de leurs fonctions qui consistent à détecter la vente illégale.

M A. W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que ce système d'espionnage est vraiment exagéré. Il est d'accord pour bien protéger les officiers du gouvernement, mais il n'irait pas aussi loin que de protéger des personnes qui font de l'espionnage.



L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) Dit que les personnes qui vendent des liqueurs illégalement connaissent bien les officiers du revenu, et c'est pour cette raison qu'il est parfois nécessaire d'employer des personnes non connues, pour se procurer des preuves.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Fait remarquer que la nouvelle loi enlève au gouvernement le pouvoir de rembourser des amendes, ce qui s'est fait régulièrement dans le passé. Par conséquent, il est nécessaire de protéger toutes les personnes employées à détecter les violations à la loi.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Se déclare satisfait.

Le comité étudie l'article 123. qui se lit comme suit:

Aucune liqueur enivrante ne doit être vendue dans un magasin de liqueurs, de gros ou de détail ou dans ses dépendances, ni par aucun embouteilleur dans aucun endroit de cette province, chaque jour de la semaine, depuis minuit jusqu'à quatre heures du matin ou pendant toute la journée de chaque dimanche de l'année, excepté sur demande spéciale pour fins médicales signée par un médecin pratiquant ou un juge de paix et produite par l'acheteur.

Pendant le temps prohibé pour la vente des liqueurs enivrantes tous ces magasins et établissements d'embouteilleurs doivent être fermés. S.R., 922a.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Demande que l'on amende cette clause. Il voudrait que le juge de paix ne puisse donner de certificat qu'en l'absence du médecin, car il déclare qu'il y a présentement de nombreux abus par les juges de paix qui donnent des certificats à n'importe qui.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit que la clause 123 favorise les tentateurs ou les dénonciateurs. Il connaît un officier du revenu qui est allé un jour trouver un brave cultivateur et lui a proposé, car ce dernier n'y avait jamais pensé, de former une société pour vendre du tabac en contrebande. Le cultivateur se laisse tenter, il accepte, et après cela, il est dénoncé par l'officier en question et poursuivi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'un officier a voulu essayer ce jeu-là il y a quelque temps, et il l'a destitué.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit que la règle est excellente pour les villes, mais il craint que cette loi donne lieu à des injustices dans les campagnes.

L'article 123 est amendé et se lit désormais comme suit:

Aucune liqueur enivrante ne doit être vendue dans un magasin de liqueurs de gros ou de détail ou

dans ses dépendances ni par aucun embouteilleur dans aucun endroit de cette province, un jour de la semaine, depuis minuit jusqu'à quatre heures du matin, ou pendant toute la journée du dimanche, excepté sur demande spéciale pour fins médicales, signée par un médecin pratiquant ou un juge de paix et produite par l'acheteur. S.R., 922a, partie.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 83) intitulé "Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande son concours: Bill (bill Q) intitulé: "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus":

Et. bill (bill F) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix."

Et un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours:

Bill (bill no 122) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.

### Peter Bercovitch

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 122) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill F) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill Q) du Conseil législatif amendant l'article 3560a des statuts refondus, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à minuit.

## Séance du 3 mars 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à trois heures trente.**

### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill G) du Conseil législatif, intitulé: "Loi concernant la substitution Eustache Prud'homme", et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi régissant les corporations de ville", pour lequel il demande son concours.

### Introduction de bills:

M. CL. COTTON (Missisquoi): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi régissant les corporations de ville", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

### Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie de nombreuses clauses, dont l'article 122 qui se lit comme suit:

Pourvu que les dispositions du troisième paragraphe de l'article 121 concernant la fermeture des buvettes tel que défini au paragraphe de l'article 2 soient observées, le propriétaire d'un restaurant peut donner, les dimanches, des repas "bona fide", suivant le menu ordinaire de son restaurant, à ses pensionnaires habituels ou aux voyageurs auxquels il peut servir à table, des vins et d'autres liqueurs pendant ces repas seulement.

Des sandwiches et autres rafraîchissements ne doivent pas être considérés comme constituant un repas dans le sens du présent article.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Soutient avec insistance que ceci va donner lieu à toutes sortes d'abus et encourager la vente de boissons le

dimanche. Il donne un aperçu des ingénieuses méthodes employées pour échapper à la loi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que dans ce cas, le gouvernement a fait son possible pour prévenir les abus en proposant de promulguer, en rapport avec ce paragraphe, que les sandwiches et autres rafraîchissements de la sorte ne doivent pas être considérés comme constituant des repas dans le sens de l'article.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### Documents:

#### Sommes pour fins d'éducation

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 25 janvier 1900, demandant; 1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50.000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, 1897.

2. Copie de tous rapports ou recommandations du surintendant ou du conseil ou des comités de l'instruction publique, sur le même sujet. (Document, de la session no 68a)

#### Destitution du juge de paix M.-E. Coulombe

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1900, pour copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M.-E. Coulombe, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix au Lac-Saint-Jean, depuis 1898. (Document de la session no 70a)

#### Rapports des secrétaires-trésoriers des corporations municipales

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province de Québec, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 S.R.P.O. (Document de la session no 74)

#### Limites à bois

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1900, pour la production de toutes demandes d'achat ou de mises à l'enchère de limites à bois, depuis le 1er juillet 1897, avec copie de toute correspondance sur le même sujet. (Document de la session no 75)

### **Poursuites pour infractions à Sainte-Agnès de Charlevoix**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1900, pour copie de la plainte et de la conviction dans toutes poursuites intentées dans le cours de l'année 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, ou d'aucun de ses officiers ou employés, pour infractions commises dans la paroisse de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, en contravention aux articles 1375 et 1394 des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 62 Victoria, chapitre 23. (Document de la session no 76)

### **Vente de lots de colonisation**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour copie de toutes circulaires adressées, depuis trois ans, aux divers agents des terres de la couronne, en cette province, leur donnant des instructions sur la vente des lots propres à la colonisation. (Document de la session no 77)

### **Chemin de fer "Montreal & Occidental"**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1900, pour la suite de la correspondance entre le gouvernement ou aucun des départements, et toute personne ou société, en rapport avec l'extension du Chemin de fer "Montréal et Occidental", de son terminus actuel au Nomingue et à "La Lièvre", depuis le 9 juin 1898. (Document de la session no 78)

### **Compagnies commerciales, incorporation et administration**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 96) concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

### **Construction de trottoirs**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 18) amendement l'article 544 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Interpellations:**

#### **Arrestation des cambrieurs de la "Peoples Bank of Halifax" de Danville**

M. J. BÉDARD (Richmond): 1. Est-ce à la connaissance du gouvernement que de courageux citoyens de Danville et Windsor Mills, comté de Richmond, ont, au péril de leur vie, fait la capture et conduit à la justice les six cambrieurs de la "Peoples Bank of Halifax", à Danville?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il d'accorder une récompense à ces braves citoyens?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui.

2. Sous considération.

#### **Passes migratoires dans les digues de l'Ottawa**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger tous les propriétaires de moulins ayant des digues ou chaussées traversant le bras nord de la rivière Ottawa, à faire des passes migratoires dans ces digues ou chaussées.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le gouvernement a l'intention de faire construire des passes migratoires partout où l'intérêt l'exigera. Jusqu'à présent, aucune demande pour construction de ces passes dans le bras nord de la rivière Ottawa n'a été reçue au département.

#### **"Christmas in French Canada" de Louis-Fréchette**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. À même quel crédit le gouvernement a-t-il acheté 200 exemplaires du livre de M. Louis Fréchette intitulé: Christmas in French Canada?

2. À qui le gouvernement se propose-t-il de distribuer ces livres?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. À même le crédit, item 27, cédule B, 62 Victoria, chapitre 1, "Livres de prix". 2. Pour être distribués en prix dans les écoles.

#### **Pont sur la Chaudière à Saint-François**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Le gouvernement a-t-il payé quelque montant en rapport avec la construction du pont en fer sur la rivière Chaudière à Saint-François, Beauce?

2. Dans l'affirmative, quel montant, et à quelle date?

3. A-t-il été promis quelque subvention additionnelle?

4. Dans l'affirmative, quel montant, et quand doit-il être payé?

5. À même quel crédit ces sommes ont-elles été et seront-elles payées?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1. Oui. 2. Par le département des Travaux publics, \$1,100.00. le 8 mars 1897. Par le département de la Colonisation et des Mines, \$1,000.00, le 27 janvier 1899, et \$1,000.00 le 10 août 1899. Par le département de l'Agriculture, \$1,000.00 le 8 février 1899 et \$1,000.00 le 4 septembre 1899. 3. Non. 4. La réponse se trouve dans celle donnée au no 2. 5. Le montant payé par le département des Travaux publics a été pris sur l'item 72, de la cédule B, du budget 60 Victoria. Les montants payés par le département de la Colonisation et des Mines ont été pris sur l'item 63, de la cédule B, du budget 61 Victoria, et l'item 69, de la cédule B, du budget 62 Victoria. Les montants payés par le département de l'Agriculture ont été pris à même l'item d'encouragement à l'agriculture, en général."

#### **Ladies City Mission of Quebec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 47) constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Adopté.

#### **Charte d'incorporation de Grand-Mère**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 32) amendement la charte d'incorporation du village de Grand-Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été retiré.

Adopté.

#### **Charte de Grand-Mère**

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 116) amendement la charte du village de Grand-Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Pêche au saumon sur la Ristigouche et la Cascapédiac**

M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. C.L. Cotton), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le "Salmon Club", ou ceux qui sont censés avoir loué la rivière Ristigouche, dans le comté de Bonaventure, à partir de Oak Point, en remontant, et le montant payé à cette fin;

2. Toutes lettres et tous télégrammes adressés à l'officier des pêcheries Duncan et autres:

3. Le rapport de M. Frank Bignell, ainsi que toute autre correspondance relative à la suppression des privilèges de pêche possédés par les pêcheurs de saumon au filet, depuis au-delà de cent ans dans cette rivière;

4. Aussi, toute correspondance touchant le même sujet, quant à la rivière Cascapédiac et à son estuaire.

Adopté.

#### **Statuts refondus, art. 3438**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 21) amendement l'article 3438 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile, art. 94**

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 28) amendement l'article 94 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Division d'enregistrement de Nicolet**

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement.

Adopté.

#### **En comité:**

M. G. BALL (Nicolet): Suggère certains amendements.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G. BALL (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Labrador Electric and Pulp Company**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 133) constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company", soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Registres des juges de paix**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill F) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### **Compagnies de garantie**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La séance est levée à cinq heures.

## Séance du 5 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à quatre heures.

#### Introduction de bills:

M. E. BLANCHARD (Verchères): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 155) amendant l'article 5556 des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Succession J. Bryson

M. D. GILLES (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 146) confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Substitution E. Prudhomme

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill G) du Conseil législatif, concernant la substitution Eustache Prudhomme.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

#### Interpellations:

##### Construction de ponts de fer

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux municipalités rurales dans la construction des ponts en fer?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Le gouvernement regrette que, vu l'état financier de la province, il lui soit encore impossible d'adopter une politique de subventions aux municipalités rurales pour la construction des ponts en fer.

##### Rentes de la seigneurie Lauzon

M. C. LANGELIER (Lévis): 1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de son agent pour la collection

des rentes de la seigneurie Lauzon, au sujet de la demande faite par le député de Lévis de réduire le taux des rentes sur certaines terres de ladite seigneurie?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder cette demande et de réduire lesdits taux de rente?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. D'après le rapport de l'agent, la réduction du taux des rentes dans ladite seigneurie devant entraîner une diminution notable du revenu provenant de ces rentes, le département des Terres, Forêts et Pêcheries est à étudier s'il y a lieu d'effectuer telle réduction, ou bien de limiter cette dernière à certains cas particuliers, lorsque la preuve sera fournie que la rente exigée n'est pas proportionnée à la qualité de la terre.

#### J.-C. Langelier, surintendant des gardes forestiers

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): 1. M. Jean-Chrysostôme Langelier est-il au service du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, depuis quand, quelles sont ses fonctions, quel est son traitement, et quelle somme lui est allouée pour ses dépenses?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. Le 22 octobre 1897, comme surintendant des gardes forestiers. Son salaire est de \$5.00 par jour lorsqu'il est employé, et ses dépenses réelles de voyages, suivant compte attesté, lui sont remboursées.

#### G.-A. Langelier, aide au surintendant des gardes forestiers

M. A.N. DUFRESNE (Rouville): 1. Le fils de M. Jean-Chrysostôme Langelier, savoir: M. G.-A. Langelier, est-il au service du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, depuis quand est-il employé, quel est son traitement, et quelle somme lui est accordée pour ses dépenses?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui.

2. Le 27 septembre 1898, en qualité d'aide au surintendant des gardes forestiers. Son traitement est de \$3.00 par jour, et ses dépenses réelles de voyage lui sont remboursées, suivant compte attesté.

#### Henri Hains

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'objecte vigoureusement au projet de loi, en faisant remar-

guer que les règlements de la Chambre stipulent que le préambule doit indiquer le consentement du conseil général du Barreau. Il est temps d'en finir avec cette manière d'agir. S'il faut continuer à admettre au Barreau et au doctorat sur passation d'un bill, il est aussi bon pour éviter des ennuis et des discussions d'abolir définitivement le règlement de la Chambre demandant l'approbation du conseil général du Barreau.

De plus, le candidat n'a pas réussi son examen d'études. C'est donc une raison de plus pour ne pas adopter le bill.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Explique que monsieur Hains a réussi son examen en lettres, mais il n'a pas eu le temps de préparer son examen en sciences, parce qu'il doit travailler pour subvenir aux besoins de sa famille.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le 5e paragraphe de la 57e règle de cette Chambre soit suspendu, en ce qui concerne ce bill, et qu'instruction soit donnée au comité général d'amender ledit bill en remplaçant les mots "de la province de Québec" dans la première ligne du sixième alinéa du préambule, par les mots: "de la section de Montréal".

Cette motion étant mise aux voix, les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Dechêne, de Grosbbis, Delaney, Duffy, Garneau, Gosselin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Marchand, Parent, Plante, Robidoux, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 30.

CONTRE: MM. Bédard, Bouffard, Carbray, Flynn, Nantel, Pelletier, Tellier, 7.

Ainsi, la proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité général.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Joseph-Arthur Lesage

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le 5e paragraphe de la 57e règle de la Chambre soit suspendu en ce qui concerne le bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec, et que la Chambre se constitue ensuite, selon l'ordre du jour, en comité général pour étudier ce bill.

Le proposeur du bill explique que le candidat n'a pas réussi son examen préliminaire; cependant, il a étudié à l'université Laval à Québec et ensuite, à cause de son mauvais état de santé, il vécut aux États-Unis où il étudia la médecine et fut admis à la pratique de la médecine à Baltimore où il obtint un diplôme. Il voudrait pratiquer au Québec.

MM. E.J. FLYNN (Gaspé), L.-P. PELLETIER (Dorchester), G.-A. NANTÉL (Terrebonne) et E. BOUFFARD (Montmorency): S'opposent au bill, parce que la règle de la réciprocité n'est pas encore admise en matière de diplômes universitaires.

Cette proposition étant mise aux voix, les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Carbray, Champagne, Chênevert, Clapperton, De Grosbois, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, 9.

CONTRE: MM. Bédard, Bissonnette, Bouffard, Caron (Matane), Dechêne, Flynn, Garneau, Gosselin, Nantel, Parent, Pelletier, Plante, Robidoux, Robitaille, Roy, Talbot, Tellier, Tessier (Rimouski), 18.

La motion est rejetée.

#### Emile Rioux

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que les règles de la Chambre soient suspendues en ce qui concerne le bill (bill no 120) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen, attendu que M. Rioux a passé son examen préliminaire, a suivi son cours universitaire et qu'il est en règle sous tous les rapports, sauf le fait qu'il a oublié de faire enregistrer son brevet en temps voulu; et que la Chambre se forme ensuite, selon l'ordre du jour, en comité général pour étudier ce bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Gustave-Télesphore Turcot

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne le bill (bill no 59) autorisant Gustave-Télesphore Turcot, de Philadelphie, dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, vu qu'il appert qu'il y a consentement de la part du bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec; et que la Chambre se forme ensuite, selon l'ordre du jour, en comité général pour étudier le bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M.C. LANGELIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Remplacement de l'agent A. Gagnon par J.-S. Doucet**

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance, documents relatifs à la destitution de Antoine Gagnon, agent de bois et forêts, et son remplacement par J.-S. Doucet, avocat.

Il blâme sévèrement la destitution de M. Gagnon qu'il qualifie d'inhumaine parce que le gouvernement n'avait aucun grief contre M. Gagnon, à l'emploi du gouvernement depuis plus de 40 ans. Bien que M. Gagnon ait été malade pendant un certain temps, son fils a fait la besogne à la satisfaction de tous. Son bureau était l'un des mieux tenus de tout le département des Terres.

Cette destitution constitue une persécution politique d'un fonctionnaire de longue date, loyal et efficace. Il a toujours tenu son bureau d'une façon impeccable, comme le démontrerait un examen des rapports des inspecteurs provinciaux des bureaux publics. Le député de Laval dit que le gouvernement ainsi que le public ont toujours été très satisfaits du travail de monsieur Gagnon et il ajoute que de le congédier à son âge, sans même lui avoir donné un avis, est un acte cruel qu'aucune raison ne justifie, sauf le désir de démettre de ses fonctions un conservateur afin de le remplacer par un libéral.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Rejette avec indignation les accusations du député de Laval. Les documents demandés seront mis devant la Chambre, et l'on constatera qu'au département des Terres, l'on ne fait pas de politique. Si on voulait en faire, les amis du député de Laval en souffriraient. Il le défie, lui ou n'importe qui d'autre, d'apporter des preuves qu'il y aurait eu quelque partisanerie politique quelconque dans l'administration des affaires de son département. Il déclare qu'il y a eu des raisons très sérieuses qui ont entraîné la destitution de monsieur Gagnon par un ordre-en-conseil. Au cours de ses deux dernières années de travail, monsieur Gagnon était incapable de vaquer à son travail et d'accomplir ses fonctions. Le département recevait de nombreuses plaintes. Son fils qui, durant cette période, prit charge du bureau, occupa son temps à lancer des attaques politiques contre le gouvernement.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Remarque que s'il y a des employés inefficaces dans son département, ils devraient être destitués.

Il affirme que les officiers publics ont le droit de participer d'une manière raisonnable aux discussions politiques. Et dans ce cas-ci, il semble qu'on ait sacrifié un officier public à cause de la participation politique de son fils. Le ministre des Terres n'a pas eu raison de destituer M. Gagnon parce que son fils se mêlait de politique.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le fils était l'employé de son père et non du gouvernement. J'ai destitué le père parce qu'il était impotent depuis deux ans. Il ridiculise l'idée qu'un officier public, qui est dans l'incapacité d'accomplir les fonctions de sa tâche, puisse continuer à recevoir un salaire et convaincre le gouvernement d'accepter que ce travail soit fait par un substitut qui profite de la situation pour attaquer le gouvernement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le ministre des Terres est très agressif et n'aime pas être attaqué. Cependant, il est reconnu que le commissaire des Terres ne s'est pas gêné de destituer un grand nombre d'agents de bois dans le district de Gaspé. Il dit qu'il a connu M. Gagnon et qu'il ignore s'il est libéral ou conservateur. Il a eu affaire à M. Gagnon alors qu'il était ministre du département des Terres, et il peut dire que jamais le département n'a reçu de plainte à son égard. Il blâme le commissaire d'avoir destitué M. Gagnon sans lui avoir donné avis. Il croit que le gouvernement devrait donner à M. Gagnon une petite gratification, vu qu'il a été un employé modèle pendant plus de quarante ans. Il a hâte de voir les documents demandés.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Et M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prennent la parole. La proposition est adoptée.

##### **Bail de A. Letellier à Saint-Étienne de La-Malbaie**

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. P. Bédard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance et de tous documents concernant la location de la grève en front du lot no 112 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Étienne de La-Malbaie et concernant spécialement le bail de M. Alphonse Letellier.

Adopté.

#### **Poursuites pour vente illicite de boisson**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, rapports, etc., entre le trésorier provincial et le percepteur du revenu, Is. Dumais, dans les poursuites intentées pour vente illicite de boisson, ou pour autre cause, contre les nommés Boulliane, Lalouette, Lemay, Savard, Asselin et Fortier, depuis juillet 1897.

Adopté.



### **Code du notariat**

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill I) du Conseil législatif amendement le code du notariat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### **Pratique de la médecine**

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 106) amendement l'article 3998 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code civil, article 2260**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 22) amendement l'article 2260 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Contribution aux chemins de comté**

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 20) amendement l'article 782 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Qualification des conseillers législatifs**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 27a) concernant la qualification des membres du Conseil législatif, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que son bill a pour but d'obliger les membres du Conseil législatif à se qualifier dans la division qu'ils représentent au Conseil. Il veut revenir à la loi telle qu'elle existait avant 1892 et c'est pourquoi il demande l'annulation de la loi passée en 1892.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Loi électorale**

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 152) amendement la loi électorale de Québec, 1895, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à neuf heures.**

### **Documents:**

#### **Rapports statistiques judiciaires**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre des extraits des rapports statistiques judiciaires, pour 1899. (Document de la session no 79)

#### **Pont sur la Koushpaganish à Saint-Jérôme, Lac-Saint-Jean**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 février 1900, pour copie de requêtes, correspondance au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Koushpaganish, entre les 1er et 2e rangs du canton "Caron", dans la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac-Saint-Jean, et de tous documents se rapportant à cette affaire, depuis le 1er novembre 1896 à ce jour. (Document de la session no 80)

### **Loi des mines**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1900, pour une copie de tous mémoires transmis au gouvernement depuis le 1er juillet dernier, pour solliciter des amendements à la loi des mines, en vue de protéger les chercheurs qui découvrent de nouveaux gisements. (Document de la session no 81)

#### **Lot C de l'Anse-à-Beaufils, Percé**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1900, pour copie de tous rapports, requêtes et correspondance, au sujet de la révocation de la vente du lot C, Anse-à-Beaufils. 1er rang du canton de Percé, et au sujet de la revente en tout ou en partie de ce lot. (Document de la session no 82)

### Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Annonce que l'article 122, qui a été vigoureusement critiqué samedi dernier, parce qu'il semble favoriser les restaurants à vendre des liqueurs le dimanche, a été biffé par le gouvernement, étant donné qu'il ne semble pas pouvoir faire échec à cette pratique.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si dans la nouvelle loi le prix des licences pour épicerie est augmenté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il n'y a pas d'augmentation dans le prix de ces licences, et qu'à ce chapitre, le projet de loi est absolument semblable à l'ancienne loi.

Le comité étudie la clause 222, qui se lit comme suit: Le pouvoir de faire remise de certaines amendes, conféré au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 825 des statuts refondus, ne s'applique pas aux amendes imposées en vertu de cette loi. S.R., 1026.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose d'ajouter le paragraphe suivant, au début de cet article: "Il ne doit être accordé aucune remise d'amende imposée en vertu de la présente loi, ni aucune suspension avant ou après jugement, de procédures intentées en vertu d'icelle, sauf les délais que le tribunal pourra juger à propos d'accorder dans l'intérêt des parties intéressées."

L'amendement est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

#### Code de procédure civile, article 599

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 19) amendement l'article 599 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La deuxième lecture est remise à une date ultérieure parce qu'il existe un doute à savoir si cet article relève de la juridiction de la législature provinciale.

### Subsides

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des 13 résolutions rapportées jeudi, le 22 février dernier, du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois.

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité des subsides mardi le 27 février dernier, ladite résolution est lue pour la deuxième fois.

### Compagnies d'assurance mutuelle

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill E) du Conseil législatif amendant la section dix-septième du titre onzième des statuts refondus relatif aux compagnies d'assurance-mutuelle, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité général pour étudier le bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec des amendements pour lesquels elle demande son concours.

### Registraire de la Cour suprême et assistant procureur général

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill Q) du Conseil législatif amendant l'article 3560a des statuts refondus, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

La séance est levée à dix heures.

## Séance du 6 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Plaintes au sujet de "La Patrie" et du "Soleil"

M. C. LANGEIER (Lévis): Se plaint d'un article paru dans la Patrie de samedi dernier dans lequel le correspondant parlementaire de ce journal a mentionné qu'il y avait eu algarade en Chambre au sujet des contrats d'impression à l'imprimeur Dussault.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que l'article en question dont parle le député de Lévis n'est rien comparé à ce qui paraît de temps à autre dans le Soleil.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 12) amendement à la loi relative aux établissements industriels. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 16) amendement à la loi concernant les édifices publics. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Abolition du Conseil législatif

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose une résolution modifiant la constitution de la Législature de cette province en ce qui concerne le Conseil législatif.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que cette résolution n'est pas encore distribuée aux députés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Consent à ajourner la discussion de cette motion.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement: Bill (bill no 56) constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange";

Et bill (bill no 115) confirmant et ratifiant les règlements nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899.

Aussi un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse:

Bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Mauda Henshaw;

Bill (bill no 79) amendement à la charte de la ville de Maisonneuve;

Bill (bill no 87) amendement à la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas;

Bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal;

Et bill (bill no 57) amendement à la charte de la ville d'Outremont.

### Immeubles substitués de M. Gougeon

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Biens de F.M. Henshaw

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Charte de Maisonneuve

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) amendement à la charte de la ville de Maisonneuve. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Paroisse de Saint-Paul de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 125) concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul, de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Charte d'Outremont

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 57) amendement à la charte de la ville d'Outremont. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Admission à la pratique de la médecine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 87) amendement à la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent de législation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 97) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile", et l'a adopté avec plusieurs amendements.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention de s'occuper en comité des subsides des items généraux des estimés, ou de ceux du paiement de Dussault. Dans un cas, l'Opposition aurait un amendement à proposer à la motion d'aller en comité des subsides.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement a décidé de vérifier l'exactitude de la réclamation de Dussault plutôt que de demander à la Chambre de voter une somme s'il existe le moindre doute à ce sujet.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il croit savoir que le gouvernement s'est assuré les services d'un comptable pour vérifier les chiffres et il désire connaître le nom de ce comptable.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'en effet, il s'est assuré les services d'un comptable, M. Kent; mais que cela n'entraînera la province à aucune dépense, vu que les frais de ce comptable sont payés par lui et ses collègues. Les chiffres seront donc vérifiés par un homme tout à fait désintéressé et sur son rapport la Chambre sera en état de se prononcer.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il se fait tard pour appeler un autre expert comptable après que deux comptables aient déjà examiné la réclamation. Cependant, il ne doute pas que M. Kent, après avoir vérifié le compte, le trouvera trop élevé.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Eh bien, si la réclamation est exagérée, elle sera diminuée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se dit très heureux de constater que le gouvernement se repent maintenant, et ajoute que même un converti de la dernière heure peut recevoir l'absolution.

Déjà, on a retranché une somme de plus de \$400. du compte de M. Dussault, après que la Chambre ait été invitée à voter le compte en entier. De plus, le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) a établi clairement qu'une somme additionnelle de plus de \$11,000. devrait être déduite. Il reproche aussi au gouvernement ses méthodes maladroites qui consistent à demander à la Chambre de voter une somme dont l'exactitude est encore douteuse. Il blâme non seulement le premier ministre et le trésorier, mais il croit que le procureur général, qui a soumis le rapport au conseil, est le principal responsable. Il dit qu'une part de la responsabilité tombe

aussi sur les épaules du secrétaire provincial. Il est aussi très surprenant, ajoute-t-il, de constater une attitude aussi malhabile d'un gouvernement qui compte dans ses rangs un homme d'affaires compétent comme le député d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) ainsi qu'un jeune financier aussi prometteur que le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy).

Il réclame, en cette affaire, une victoire morale pour l'Opposition.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le ton du discours prononcé par l'honorable député de Gaspé l'enchanté, mais qu'il doute de sa magnanimité. L'armée de l'Opposition se sait cernée de tous les côtés et elle cherche maintenant l'autorisation de se retirer avec les honneurs de la guerre.

Il dit que même si l'on déduisait de la réclamation de Dussault la somme de \$11,000. ce que les députés de Gaspé et Dorchester (MM. E.J. Flynn et L.-P. Pelletier) réclament, il reste quand même une somme de plus de \$15,000. et il demande pourquoi l'ancien gouvernement a refusé de payer cette somme.

Le Parti conservateur a été injuste à l'égard de M. Dussault, et a commis presque une infamie en enlevant à Dussault un contrat qui lui avait été accordé.

C'est le député de Dorchester, qui a lui-même enlevé l'ouvrage à M. Dussault pour le donner à M. Mercier du Quotidien qui menaçait de casser les vitres et qui au lendemain de la réception de l'ouvrage en question, chantait les louanges du député de Dorchester à pleines colonnes.

Le gouvernement prend la responsabilité de l'affaire Dussault et lui rendra justice, justice que lui a refusée le Parti conservateur.

Les ministres ont demandé à M. Kent, de Montréal, un comptable émérite, de bien vouloir vérifier les chiffres concernant l'affaire Dussault. Il demande à l'Opposition d'attendre le rapport de M. Kent et elle constatera que les chiffres soumis par le gouvernement ne sont pas faux. Il est surpris que le député de Dorchester le tienne responsable des erreurs commises par ses comptables, si réellement il y a eu erreur. Il ne prétend pas être un expert financier et ne voit rien d'étonnant à ce que l'on demande à un troisième comptable de vérifier les chiffres. Il dit avoir de bonne foi accepté la décision des deux comptables quant à la somme due à Dussault. et ajoute qu'on ne peut blâmer le gouvernement de vouloir vérifier tous les comptes.

Quelque puisse être le résultat, le principe de l'injustice faite à M. Dussault par l'ancien gouvernement demeure inchangé.

Comment expliquer qu'on a de façon arbitraire enlevé à M. Dussault le contrat pour l'impression du rapport du surintendant de l'instruction publique? Comment se fait-il que M. Dussault n'ait pas été payé pour ses services? Quelles bonnes raisons l'ancien gouvernement pouvait-il donner pour agir ainsi? Pourquoi le contrat de l'index Fortier a-t-il été enlevé à M. Dussault et donné au propriétaire d'un journal qui s'acharnait à attaquer le député de Dorchester, mais qui. une fois le contrat en main a

procédé immédiatement à chanter les louanges de ce même monsieur?

Il est confiant dans le rapport que fera M. Kent, et lorsque ce rapport sera soumis, les députés de l'Opposition, après examen, en viendront à la conclusion qu'ils n'auraient jamais dû s'opposer à ce règlement de compte. Ce sera notre revanche, et elle sera éclatante.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il est surpris de voir le secrétaire provincial pris d'un aussi beau zèle pour défendre cette affaire Dussault. Cela ne le surprend pas, car le secrétaire provincial est le parrain de cette mesure, et en justice, il doit défendre son filleul. Seulement, il est surpris que le parrain ne soit pas plus sérieux, et qu'au lieu de donner des arguments solides, il se contente de faire de belles phrases et des attaques personnelles. L'autre jour, ajoute-t-il, le secrétaire provincial a déclaré que les chiffres dans l'affaire Dussault, déposés devant la Chambre, étaient corrects et réels. Aujourd'hui, le premier ministre vient nous dire que les ministres, après entente, ont décidé de se "collecter" pour payer M. Kent de Montréal, qui sera chargé de vérifier les chiffres mis devant la Chambre comme étant corrects. Ainsi, poursuit-il, par le fait que les ministres, après discussion par l'Opposition, ont décidé de payer un comptable pour vérifier la réclamation Dussault, cela prouve que ces messieurs admettent qu'il y a des erreurs, et qu'ils ne sont pas certains des chiffres qu'on présentait l'autre soir, comme réels et corrects.

Il se plaint que l'examen des comptes effectué par M. Dussault serait unilatéral. M. Dussault lui-même connaissait certainement l'illégalité de son contrat.

Le député de Dorchester admet que c'est lui qui a enlevé les impressions à Dussault, et les a données à M. Mercier, du Quotidien et qu'il agirait de même demain, si l'occasion se présentait! C'est une question de patronage, et les ministres aujourd'hui, de l'autre côté de la Chambre, agissent comme nous l'avons fait. Il déclare que ce n'est pas son intention d'être plus long, vu que le rapport de M. Kent va venir devant la Chambre, et qu'il se réserve pour cette circonstance; mais, dit-il, si M. Kent a tous les documents nécessaires pour vérifier le compte, l'on verra que la province sauvera plus de \$10,000.00 dans cette affaire Dussault.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Répond qu'il ne comprend pas pourquoi le député de Dorchester reproche aux ministres de payer de leurs poches pour se renseigner. Pour sa part, dit-il, il ne croit pas être ridicule, vu qu'il n'est pas un homme de chiffres, de payer un comptable pour se renseigner sur une affaire qu'il désire connaître à fond. Il est certain que le député de Dorchester, qui a déclaré l'autre soir qu'il n'était pas un comptable émérite, a dû payer-quelqu'un pour faire les calculs nécessaires et être aussi bien renseigné.

Il croit étrange que Dussault, qui est profane dans ce domaine, ait pu connaître l'illégalité alléguée de sa réclamation, alors que M. Lavery, un avocat de haute réputation et qui a 25 ans d'expérience, ait pu supposément ignorer ce fait.

Pour un homme qui ne connaît pas les finances, il n'y a pas de honte à demander à être renseigné.

On semble prétendre qu'un profane comme M. Dussault devrait être plus familier avec les questions juridiques qu'un avocat comme M. Lavery. Cela est vraiment inconcevable et de plus, ce n'est pas flatteur pour M. Lavery qui a une réputation bien établie dans sa profession. L'Opposition semble interpréter l'inquiétude du gouvernement à faire ce qui est correct comme une preuve de faiblesse. Ce n'est pourtant pas la première fois dans l'histoire des institutions parlementaires que le gouvernement accepte des suggestions venant de l'Opposition. En fait, cela se produit tous les jours. Quelle serait l'utilité de l'Opposition si le gouvernement ne pouvait aucunement bénéficier de critiques objectives qu'on peut lui offrir.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Adresse des compliments aux députés de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) et de Brome (l'honorable H.T. Duffy). Il ajoute, cependant, douter de l'existence d'un surplus des finances et déclare que la condition actuelle des affaires, qui est comparativement satisfaisante, est due aux actions du parti conservateur.

Il affirme que son parti a réduit la dette publique de cinq millions, y compris l'item d'un million et demi qui a été économisé grâce à la conversion en argent à 50 cents au dollar des subsides en terres aux chemins de fer dont la valeur nominale était de trois millions. Cette transaction constitue vraiment un chef-d'oeuvre administratif.

L'ancien gouvernement a rempli toutes ses promesses. Il s'était engagé à avoir une administration honnête et régulière et il a rempli sa promesse. Il a dû, c'est un fait, imposer des taxes; cependant, s'il n'a pu, même avec ces taxes, équilibrer les finances, c'est qu'il n'a pas imposé des taxes assez élevées. Il nous aurait fallu % de million de revenus additionnels, au lieu d'un demi-million, de façon à dégager la province des résultats de l'administration Mercier-Marchand.

Il affirme que les conservateurs ont diminué la dette de \$5,659,048.00. Cette opération a été réussie grâce aux subsides des chemins de fer périmés, la conversion des subsides de terres en argent et la conversion de la dette.

Il nie que l'administration Flynn ait eu un déficit de \$800,000.00 à \$900,000.00. Il déclare injuste l'insistance du gouvernement sur ce point. Ce n'est pas loyal, dit-il. Le gouvernement ne devrait pas oublier les années qui ont précédé 1896-97 durant lesquelles les conservateurs ont dépensé beaucoup moins que le gouvernement actuel, tout en réglant de lourdes réclamations.

Si les conservateurs se servaient de "si" et de "quand" comme le fait le gouvernement actuel, ils pourraient montrer des résultats extraordinaires, mais à quoi cela servirait-il! Il se livre alors à un calcul élaboré pour indiquer que le gouvernement, cette année, au lieu d'avoir un surplus, a un déficit de \$141,901.00. Le gouvernement conservateur avait enregistré en 1896-97 un déficit réel de \$131,950.00. Ces chiffres donnent un surplus de

\$10,951.00. En faveur du gouvernement conservateur.

En ce qui a trait à une diminution des revenus que l'honorable premier ministre a dû subir lors de son arrivée au pouvoir, il existe une autre explication, dit-il. Les conservateurs en assumant le pouvoir en 1891, se sont trouvés en présence de dépenses annuelles s'élevant à \$5,165,049.00. Pendant la dernière année de leur administration, ils ont réussi à diminuer ces dépenses à \$4,415,268.00. De plus, ils ont réussi à augmenter les revenus qui étaient de \$3,750,813.00 en 1891, à \$4,236,015.00 en 1896 et cela même après avoir aboli certaines taxes.

Il accuse le gouvernement d'avoir négligé certains services essentiels dans le but de réaliser des économies. Le gouvernement a réduit les dépenses à l'agriculture, à la colonisation, aux chemins de fer et à l'instruction publique.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à sept heures trente**

### **Henri Hains**

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen. Étant lu, lesdits amendements sont lus pour une deuxième fois et adoptés.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Immeubles substitués de M. Gougeon**

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que l'ordre du jour remettant à demain la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 45) concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse, soit rescindé et que lesdits amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

### **Biens de F.M. Henshaw**

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que l'ordre du jour remettant à demain la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 50) concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Hens-

haw, soit rescindé et que lesdits amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

### **Charte de Maisonneuve**

M. P. P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que l'ordre du jour remettant à demain la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 79) amendant la charte de la ville de Maisonneuve, soit rescindé et que les amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que l'ordre du jour remettant à demain la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 125) concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul, de Montréal, soit rescindé et que lesdits amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

### **Charte d'Outremont**

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier) que l'ordre du jour remettant à demain la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 57) amendant la charte de la ville d'Outremont, soit rescindé et que lesdits amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

### **Subsides**

La Chambre reprend le débat sur la proposition faite, aujourd'hui, à savoir que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): M. l'Orateur, décidé à exposer à la Chambre, à cette session, ma manière de voir sur l'état financier de la province, je ne prévoyais pas que j'aurais à répondre à l'honorable commissaire des Travaux publics. Il a déjà, il est vrai, devant les électeurs de Missisquoi, traité nos questions de finances, mais son discours, préparé à la hâte, ne me semblait pas. quoiqu'il ait quelque peu changé de toilette, destiné à voir le jour dans cette enceinte.

S'il a témoigné quelque surprise de ce que l'honorable député de Saint-Laurent (M. A.W. Atwater) ait pris son temps pour répondre à l'honorable premier ministre, j'ai bien le droit de constater que le gouvernement a pris plus de temps pour nous fournir les documents demandés et que lui, l'honorable commissaire des Travaux publics, a pris encore trop de temps pour ne nous servir après tout qu'un plat réchauffé. Je regrette que le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray) ne soit pas ici pour répondre au député de Brome. Homme d'affaires, consciencieux et clairvoyant, il eut fait vite justice des arguties du commissaire des Travaux publics qui ne peuvent résister à une critique sérieuse. Espérons que la santé de l'honorable député lui permettra de nous fournir dès cette année la réfutation victorieuse des accusations portées si légèrement par le parti au pouvoir contre les hommes politiques chargés de la tâche herculéenne de sortir la province de l'abîme où l'avaient plongée les cinq années de l'administration Mercier-Marchand.

L'honorable député de Saint-Laurent avec cette verve, cet esprit clair, cette connaissance approfondie de nos finances, que tous lui reconnaissent, a défendu la politique conservatrice sans tomber dans la moindre récrimination. Je ne reviendrai pas sur les points qu'il a traités.

L'honorable député de Brome, avec une ardeur toute juvénile et vraiment surprenante chez cet endurci du célibat, s'est jeté tête baissée dans la mêlée. Il ne s'est pas contenté de défendre l'administration de ses amis, mais il a consacré la moitié de ses efforts à démolir l'oeuvre de relèvement des conservateurs.

L'honorable commissaire a eu de très grands éclats de voix, pour démontrer notre perversité, ou notre ineptie, et pour faire contraste à côté de notre insuccès, il a décrit les brillantes prouesses du premier ministre, les difficultés de sa tâche, ses succès, que dis-je, ses triomphes dans les hautes et profondes opérations financières qu'il a dirigées jusqu'à présent. De fait, il a cessé d'être l'homme pratique que l'on connaît, le farouche administrateur qui réduit toute question à une affaire de dollars et de cents, et il s'est fait tour à tour chanter lyrique et avocat du héros, du lion du jour qui vient, sans presque s'en apercevoir, de sauver la province de Québec, à jamais compromise par l'extravagance des conservateurs.

L'honorable monsieur est jeune, j'entends jeune député; il a toute l'ardeur du néophyte qui sent le besoin de se dévouer à des tâches surhumaines; il a la foi du charbonnier, foi simple et naïve, digne des premiers âges chrétiens, qui croit sans examen; foi admirable sans doute, mais que je me permettrai de qualifier de foi stérile et vaine, quand elle s'applique au gouvernement actuel, qui est aussi dépourvu d'oeuvres qu'il soit possible de l'imaginer.

Et que devient, dans des affaires de finances, la foi sans les oeuvres qui seules peuvent sauver?

Je suis trop positif, peut-être même trop sceptique en fait de surplus pour suivre le poète lyrique dans toutes ses chevauchées, et je tâcherai d'être assez pratique pour réfuter l'avocat qui s'est, d'une façon si généreuse, lancé dans la défense d'une cause aussi désespérée que celle du gouvernement

et d'un surplus aussi problématique, dans tous les cas, aussi suspect, aussi illégitime et aussi peu viable que l'est le surplus de l'honorable premier ministre.

Le premier désir qu'éprouvait l'autre jour l'honorable commissaire des Travaux publics, c'était de relever le défi que lui avait jeté, disait-il, l'ex-trésorier "de comparer avec avantage l'administration actuelle avec celle de ses prédécesseurs".

Et là-dessus l'honorable commissaire des Travaux publics entreprend de démolir une fois pour toutes l'administration conservatrice. Ce qui prouve que cette tâche n'a pas été accomplie d'une manière satisfaisante pour ces honorables messieurs de la droite, et qu'il y a encore des gens capables de croire que les cabinets de Boucherville, Taillon, Flynn, valaient bien en talent, en honnêteté, en patriotisme, l'administration Marchand-Stephens-Duffy.

Je veux suivre le député de Brome et démontrer combien ses études sont superficielles, injustes ses jugements sur le compte de ses adversaires, suspects les renseignements que, ministre de la couronne, il a le triste courage de fournir à la Chambre et à l'électorat.

L'honorable commissaire rappelle d'abord les promesses des conservateurs à l'élection générale de 1892.

Or nos promesses étaient catégoriques et nous les avons tenues à la lettre.

Nous promettons une administration honnête, régulière, tout le contraire de ce qu'était l'administration Mercier. Et cette administration nous l'avons donnée, puisque après cinq années de gestion, après avoir payé des millions de l'argent public, avoir terminé presque toutes les grandes lignes de chemins de fer de l'intérieur, complété les grands travaux commencés par M. Mercier, il est encore à trouver celui qui pourra nous accuser d'un seul acte incorrect, d'une seule transaction louche et criminelle aux yeux de la plus stricte probité administrative.

Quant à l'habileté, au talent de gestion que nous avons pu déployer dans la direction des affaires publiques, nous n'avons pas la prétention de faire des merveilles comme celles de l'administration actuelle, mais nous voulions faire face aux obligations de la province, sans en créer de nouvelles, tout en maintenant une politique de progrès que les plus acharnés de nos adversaires n'ont pu s'empêcher de reconnaître et même de suivre à l'occasion.

Nous avons taxé il est vrai, et si avec ces taxes et le montant que j'appellerai énorme de nos économies annuelles, nous n'avons pu en 1892-93, 1893-94, 1894-95, 1895-96, les seules années dont nous sommes entièrement responsables, mettre les deux bouts ensemble, en comptant ensemble les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires, c'est que nous n'avons pas taxé suffisamment, qu'il fallait trois quarts de million de taxes nouvelles, au lieu d'un demi-million, tant les affaires de la province avaient été compromises par l'incurie, l'extravagance, et le relâchement de l'administration Mercier-Marchand.

"Nous devons voir à augmenter notre revenu d'environ \$1,000,000 par an", disait M. Hall dans

son discours budgétaire du 20 mai 1892. Après avoir fait le long et décourageant inventaire de l'administration Mercier, il ajoutait: "Il est complètement inutile de cacher la difficulté qui nous est imposée par nos prédécesseurs. C'est pour nous une question d'existence constitutionnelle".

Tout le monde a entendu l'éloge de M. Hall l'autre jour. Eh bien! qu'on accepte son jugement sur l'état désespéré de nos finances en décembre 1891.

Et certes, si nous avons péché de quelque manière, ça a été de ne pas demander qu'un demi-million à la taxe pour rétablir l'équilibre dans les opérations ordinaires de l'administration et de nous fier à nous-mêmes, à nos efforts, au bon vouloir de nos amis, pour trouver le reste dans les économies et les retranchements.

L'écart entre les recettes et la dépense, je parle de l'écart normal, consécutif, durant trois années, était de \$1,500,000.00, en moyenne; or demander seulement \$500,000.00 d'impôts nouveaux et prendre sur nous de réduire la dépense ordinaire d'un million c'était de la présomption, une tâche surhumaine que nous avons entreprise cependant et menée à bonne fin puisque l'écart, en 1892-93 était tombé à \$24,828.00 de \$1,743,651.00 qu'il était en 1891-92; de \$1,444,236.00, qu'il était en 1890-91 et de \$1,380,569.18 qu'il était en 1889-90.

Il fut en 1893-94 de \$230,202.28, en 1894-95 de \$162,661.66, et 1895-96 de \$55,673.61.

Mais dans le cours de ces quatre années nous avons payé au chapitre des travaux publics extraordinaires les sommes suivantes;

1892-93. ....	\$238,264.10
1893-94. ....	390,955.24
1894-95. ....	253,499.01
1895-96. ....	58,485.34

Je prends cet item parce qu'il se présente le premier à mon esprit pour démontrer la futilité des récriminations de l'honorable représentant de Brome.

Et le département de l'honorable monsieur a dépensé en 1898-1899 l'énorme somme de \$11,059.11 pour travaux publics extraordinaires. Et avec cela on arrive au surplus microscopique de \$15,000.00!

Imagine-t-on les surplus que nous eussions eus si nous n'eussions pas fait ces grands travaux publics qui étaient de nécessité indispensable?

Le député de Brome fait dire à M. Hall: "Sans doute nos promesses se résument à l'établissement d'une administration honnête, économe et patriotique, au rétablissement de notre crédit et à la condamnation absolue sans réserve de la corruption et de l'extravagance".

Les ministres promettaient d'administrer honnêtement en général, mais ils promettaient particulièrement:

1. De ne pas augmenter la dette;
2. De mettre fin à l'ère des déficits;
3. De proportionner la dépense aux recettes.

M. Hall disait encore dans son discours: "Je ne puis approuver ce classement des dépenses en dépenses ordinaires et en dépenses spéciales. Ces dernières sont absurdes et dangereuses et quel que soit le classement, le public comprend que nous devons avoir les fonds pour faire face à ce que nous devons ou que nous promettons de payer".

Comme question de fait, les ministres ont promis d'administrer honnêtement. Ils ont tenu leur parole. Quant à l'augmentation de la dette, nous verrons ce qui en est.

Nous avons mis fin aux déficits, si l'on tient compte que dans les dépenses ordinaires d'administration nous avons inclus les dépenses spéciales que M. Shehyn plaçait au compte du capital.

Si nous avons mis de côté ces dépenses spéciales, si nous les avons déduites des dépenses ordinaires, pour calculer nos surplus ou nos déficits, nous aurions eu chaque année moins une, des surplus considérables.

En retranchant les dépenses extraordinaires sur travaux publics comme M. Shehn avait toujours fait, nous trouvions les résultats suivants:

#### 1892-93

Revenu (Comptes publics 1893, p. 14).....	\$4,391.770
Dépenses (Comptes publics 1893, p. 15).....	4,190.522
Surplus.....	\$ 201.248

#### 1893-94

Dépenses (Comptes publics 1894, p. 13).....	\$4,267.946
Revenu (Comptes publics 1894, p. 12).....	4,260.533
Déficit.....	\$ 7,413

#### 1894-95

Revenu (Comptes publics 1895, p. 10).....	\$4,322.028
Dépenses (Comptes publics 1895, p. 11).....	4,195.727
Surplus.....	\$ 126.301



## 1895-96

Revenu (Comptes publics 1896, p. 12)	\$4,327,910
Depenses (Comptes publics 1896, p. 13)	4,099,707
Surplus	\$ 228,204

## Récapitulation:

## Surplus

1892-93	\$ 201,248
1894-95	126,301
1895-96	228,204
Surplus	\$ 555,753

## Déficit

1893-94	\$ 7,413
---------	----------

Ce qui laisse un surplus de \$548,340.00 pour les quatre ans.

Mais le commissaire des Travaux publics veut faire croire que M. Hall a déclaré pouvoir administrer la chose publique, dans les opérations ordinaires et extraordinaires, avec les revenus tels qu'ils étaient au temps de la chute de M. Mercier.

Rien ne peut l'autoriser à tirer cette conclusion. C'est le contraire que M. Hall n'a cessé de proclamer.

La citation que je donnais de lui, plus haut, le dit assez et le fait pour lui d'avoir déclaré, à son assemblée de l'hôtel Windsor comme à la Chambre qu'il fallait un million de revenus additionnels, démontre le parti injuste qu'un ministre de la couronne entend tirer des paroles d'un homme qui n'est pas ici pour se défendre.

"Voyons, dit le commissaire des Travaux publics, si la dette publique a été augmentée par le conservateur, ou si au contraire, comme l'avait promis M. Hall, les obligations de la province ont été rencontrées avec les revenus".

M. Hall n'a jamais dit pareille absurdité; rencontrer les obligations de la province avec les revenus alors que M. Mercier léguait plus de \$12,000,000.00 de dette flottante et un déficit normal dans les opérations ordinaires de \$1,500,000.00, telle idée n'est jamais entrée dans la tête de M. Hall dont l'éloge est aujourd'hui sur les lèvres de tous ceux qui lui faisaient une lutte acharnée alors qu'il était à la tête du Trésor.

M. Hall, comme tous ses collègues, ne voulait pas accroître la somme de nos obligations; ils ne l'ont pas accrue puisqu'ils l'ont diminuée.

L'honorable commissaire ne réussira pas à embrouiller une chose claire.

La dette publique se décompose en dette consolidée et en dette flottante, due, échue, ou simplement éventuelle.

Prenons l'une après l'autre et comparons les deux régimes, comptes publics en main.

Les dettes éventuelles sont celles dont le paiement, l'échéance est soumise à l'accomplissement de certaines conditions. Dieu merci, les dettes de cette nature, comme subsides aux chemins de fer, ont été graduellement éliminées de notre échiquier

et quand elles seront tout à fait effacées, nous nous en réjouirons tous parce que cela nous permettra de connaître au juste l'état de notre actif et de notre passif.

En janvier 1887, M. Mercier prenait les rênes du gouvernement de cette province.

Les conservateurs lui laissaient un héritage honorable, sinon opulent, avec une dépense ordinaire de \$3,032,771.00, le 30 juin 1886, soit un déficit d'environ \$10,000.00. C'était l'équilibre virtuel; la dette consolidée était de \$18,181,780.00, c'est-à-dire \$7,600,000.00 en déduisant notre actif de \$10,581,780.00 et la dette flottante de \$886,242.93.

En décembre 1891, M. Mercier laissait le pouvoir avec une dépense (le 30 juin 1891) de \$5,195,049.43; des recettes de \$3,750,813.34, soit un déficit de \$1,444,236.09; une dette consolidée de \$21,383,453.33 et une dette flottante consistant en emprunts et dépôts de \$4,458,694.37, soit en tout \$25,842,147.10.

Inutile de jouer sur les mots et de confondre dette flottante avec dette consolidée pour masquer la véritable situation. Telle était la dette léguée par M. Mercier sans compter les sommes énormes qui étaient dues mais non échues, les obligations actuellement contractées à titres divers et énumérées d'une façon éloquente mais non encore complète, au bill d'emprunt au montant \$10,862,353.00 le 26 décembre de l'année 1890.

En dehors de nos emprunts permanents, de nos emprunts temporaires et dépôts, il y avait donc des engagements actuels et éventuels pour au-delà de \$10,000,000.00. Et pour qu'on ne me taxe pas d'exagération, je citerai les paroles de l'honorable M. Taillon, au cours de son discours budgétaire du 21 décembre 1894.

"En 1890, lorsqu'à été voté l'emprunt de \$10,000,000.00, les engagements de la province auraient nécessité un emprunt d'au moins douze millions et demi. Nous avons réduit ces engagements à tel point que nous ne serons pas obligés d'emprunter plus que la somme votée en 1890 et je n'ai pas encore perdu l'espoir de rester en deçà de cette somme".

En sorte qu'à notre arrivée au pouvoir la dette totale était de \$35,842,147.10 et d'après M. Taillon même, de \$38,342,147.00. Lorsque nous laissons le pouvoir à nos adversaires, quelle était la dette totale que nous leur léguons?

J'ouvre les comptes publics de 1897 à la page 16. état no 3, je trouve: montant de la dette à racheter, \$34,196,654.08 et emprunts temporaires dont \$700,000.00 contractés par nos adversaires, au montant de \$1,357,213.82, soit dette totale de \$35,553,868.10.

Et, quelle est la dette consolidée et la dette flottante représentée par les emprunts temporaires et dépôts en 1898?

Dette consolidée.....	\$34,283,841.53
Emprunts et dépôts.....	<u>1,166,706.46</u>
Total.....	\$35,450,547.99
En 1899, la dette fondée était de.....	\$35,128,947.72
Emprunts et dépôts.....	<u>1,063,018.15</u>
Total.....	\$36,191,863.87

Le commissaire des Travaux publics, pour prouver que son gouvernement a diminué la dette consolidée, prétend qu'il faut déduire de cette somme l'augmentation nominale de la dette par suite de la conversion, soit \$915,280.86.

Je n'ai pas d'objection à cela, puisque c'est nous qui avons le mérite de la conversion de la dette; donc retranchant \$915,280.86 nous restons avec \$34,213,366.66 de dette consolidée au 1er juillet 1899.

Si, de cette dette, je déduis le montant de notre actif (C.P. p. 14, état3)\$10,025,747.75, nous restons avec une dette consolidée nette de \$24,187,818.71 au premier juillet 1899, à l'exclusion de la dette flottante constituée par emprunt et dépôts.

De cela il découle que la dette consolidée ou flottante n'a pas été augmentée d'un sou par les conservateurs. Au contraire, elle était de \$35,842,147.00 en décembre 1891, de \$34,196,654.08, en juillet 1897. et les conservateurs l'ont baissée de \$35,842,147.00 à \$34,196,654.08 et que l'honorable commissaire, au lieu de prendre ces chiffres ici et là, dans des prévisions budgétaires, dans des discours politiques ou dans des journaux, eut dû se renseigner dans les comptes publics qui ne trompent pas. Il est aux antipodes de la vérité quand il prétend que nous avons augmenté le passif en 5 ans de \$3,869,081.01 et la dette consolidée de \$9,021,334.07.

La dette totale se trouve avoir été réduite par nous de la manière et dans la mesure suivantes:

1. Par autant de subsides périmés de chemins de fer en vertu de la 56 Victoria, chapitre 5.....	\$2,0128,769.22
2. Par rachat à 17.50 cts des seconds 35 cts de subsides en terre convertis en argent, - en tout plus de \$3,000,000.00 soit à 50 pour cent - environ.....	1,500,000.00
3. Par déduction de l'augmentation de la dette par suite de la conversion en 3 pour cent de l'emprunt originaire à près de 7 pour cent de MM. Mercier et Shehyn, en 1891, racheté par M. Hall à 4 pour cent à Paris en 1893 au prix de \$4,106,391.52 et converti en 3 pour cent par l'honorable M. Taillon en 1894 au prix de \$5,332,976.00, soit.....	1,226.000.00
4. Déduction de l'augmentation de la dette par suite de la conversion.....	915.280.86
Soit.....	<u>\$5,659,048.08</u>

Voilà ce que le pays doit à l'administration conservatrice et voilà ce que nous doit ce Parti libéral auquel nous avons fait une si belle situation en lui laissant une dette allégée, qui est restée la même depuis bientôt trois ans: preuve que nous ne lui léguons pas d'obligations onéreuses pendant que c'est par dizaine de millions que l'on nous chargeait les épaules d'obligations permanentes et par million et demi de dépenses annuelles qu'on nous demandait de solder la dépense ordinaire de l'administration.

La question des déficits a été amplement traitée par l'honorable député de Montréal Saint-Laurent (M. A.W. Atwater) et je n'y reviendrai pas au long.

Seulement il n'est pas un homme qui n'ait regretté la conduite injuste de nos adversaires quand ils s'efforcent de convaincre le public que nous administrions avec un déficit normal de \$800,000.00 à \$900,000.00.

Je me demande quel avantage trouvent ces messieurs pour eux-mêmes, pour le pays, à dénaturer les faits, à abaisser des adversaires loyaux et surtout à déprécier le crédit que le public doit reposer dans nos institutions provinciales. Nous sommes restés au pouvoir cinq ans et demi. Eh bien! les chiffres officiels sont là, contrôlés par les mêmes officiers du département du Trésor; tout le monde peut en prendre connaissance. Pourquoi nos adversaires s'acharnent-ils à nous représenter sous un jour faux?

Avec mille embarras nouveaux surgissant à chaque pas sur notre marche, avec des réclamations innombrables se chiffrant dans les deux millions, que nous n'avons pas toutes réglées puisque celle de Dussault est encore là à attendre l'action de la Chambre, nous sommes arrivés en mettant dans un compte

commun les dépenses extraordinaires et les dépenses ordinaires, 3 transformer du tout au tout la face de nos comptes publics.

Mais, jetez donc un simple coup d'oeil sur l'état A du discours du premier ministre de 1899, (p. 42), et vous ne pourrez vous empêcher de manifester à notre endroit un esprit de justice que nous n'avons pas trouvé, cette fois, chez l'honorable premier ministre, dans sa presse, salariée d'ailleurs, pour nous injurier, dans les discours de certains de ses collègues.

La province de Québec a droit au moins à ce qu'on respecte son beau nom parfois si injurié par le fanatisme, elle a droit à ce qu'on ne la représente pas sans cesse entre les mains d'administrateurs peu scrupuleux ou ineptes. La province de Québec est notre patrie commune, nous devons tous la respecter dans ses institutions et dans ceux de ces hommes publics qui ont le souci de leurs fonctions.

Or, je dis que nous n'avons pas été traités loyalement quand on nous représente comme ayant administré avec une dépense ordinaire de \$4,907,281.71 contre \$3,923,238.70 de recettes.

On feint d'ignorer les années précédentes pendant lesquelles nous avons dépensé moins que les ministres actuels, tout en ayant à faire face à des obligations énormes.

Nous aurions pu, M. Hall aurait dû, en face du peu de bonne foi qui accueille notre franchise, faire séparément le compte des dépenses ordinaires, comme au temps de M. Shehyn, et des dépenses extraordinaires.

Nous aurions eu alors des résultats merveilleux à montrer à nos amis, et avec des "si" et des "quand", comme ceux de l'honorable commissaire des Travaux publics, arriver à des surplus incroyables comme celui qu'il est venu réclamer l'autre jour, sans rire trop démesurément, au montant réel de \$746,959.13, pour l'année 1898-1899.

Mais à quoi bon toutes ces manipulations de chiffres pour apprécier le mérite des administrateurs de la chose publique. Il n'y a en tout cela qu'une question: la dépense publique a-t-elle été contrôlée avec vigilance, économie et probité?

L'honorable commissaire peut-il nous contester ces mérites? Non, l'essaierait-il, que les chiffres et les faits l'écraseraient.

Il parle de position difficile, de suppression de revenu, que ne songe-t-il un peu à notre situation en décembre 1891.

Le commissaire des Travaux publics, comme les orateurs et les journalistes à gage de son parti, nous reproche sans cesse notre déficit de \$984,043.01 pour l'année 1896-97.

Ici même, je suis prêt à soutenir la comparaison entre les deux administrations, pour cette année 1897, la plus coûteuse de notre régime, à cause des élections, et l'année du merveilleux surplus.

Je dirai d'abord que le gouvernement Flynn ne s'éloigna pas des grandes lignes de ses deux prédécesseurs et que l'honorable représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) montra autant de sollicitude que MM. Hall et Taillon pour le bien public, et s'il venait jamais à laisser cette Chambre on le comblerait d'éloges parce qu'ici, ce sont toujours les absents qui ont raison.

Nous avons réglé, à l'approche des élections, tout ce que nous avons pu régler de réclamations pendantes.

L'expérience que nous avons eu du régime Mercier nous faisait un devoir de laisser le moins possible de comptes en arrière, et nous avons toutes les raisons du monde de reposer plus de confiance en nous-mêmes qu'en nos adversaires. Ce que nous avons réglé durant cinq années, nous l'avions réglé sans port-de-vin, avec justice et finalement. Nous étions loin de supposer que l'affaire Dussault, tenue par nous comme définitivement réglée, serait ressuscitée d'entre les morts pour donner de la pâture nouvelle aux débats de cette Chambre.

De plus, je ne nierai pas et personne ne nie, à moins que ce ne soit un naïf ou un hypocrite, que tout exercice de campagne électorale ne peut être justement comparé à un autre exercice, parce que les ministres pris ailleurs ne peuvent presser la collection et qu'ils sont tenus par les vices du système électoral même à délier plus grand le cordon de la bourse.

Ces explications préliminaires données en toute franchise et même avec quelque peu de naïveté, arrivons à la comparaison.

1. Nous n'avons touché de recettes ordinaires en 1897 que \$3,923,238.70, contre \$4,201,000.00 en 1898-99. ce qui restera environ la recette ordinaire telle qu'établie par nous sans que le gouvernement ne fasse aucun effort pour forcer la collection; soit une différence dans la recette de . . . . . \$277,000.00
  2. Nous devons retrancher le montant payé pour les élections qui est d'une nature extraordinaire. . . . . 75.379.00
- Nous devons retrancher le paiement du prix de vente de la "propriété de la Grande-Allée qui a été inclus dans les opérations ordinaires d'où résulte le déficit de \$984,043.01. . . . . 30.000.00
- Nous avons fait des travaux publics au montant de \$176,832.28 dont le coût comparé au coût des travaux publics de la grande année du surplus, \$11,000.00, laisse en notre faveur. . . . . 165.832.28
- Le gouvernement a supprimé une vente de limites qui devait avoir lieu le 15 juin 1897 et nous rapporter au bas mot \$150,000.00 revenu que de tout temps on a placé parmi les recettes ordinaires de la province, soit . . . . . 150.000.00

Monument Champlain, dépense extraordinaire ou spéciale . . . . .	S	2,000.00
Ouvrage Municipalité et paroisse (extraordinaire). . . . .		4,500.00
Revision du code de procédure (extraordinaire). . . . .		18,500.00
Réclamation Amiot (extraordinaire). . . . .		4,000.00
Réclamation Dussault de. . . . .		14,578.77
Waterous. . . . .		2,178.15
Séquestre chemin de fer Baie-des-Chaleurs (extraordinaire). . . . .		5,973.55
Fonds de secours pour les Indes (extraordinaire). . . . .		4,000.00
Nous avons dépensé en 1897 de plus que le premier ministre en la grande année de 1898-99:		
Pour la colonisation. . . . .	\$169,900.00	
contre. . . . .	136,243.00	
Soit. . . . .		33,657.00
Pour l'agriculture. . . . .	\$230,795.75	
contre. . . . .	175,418.26	
Soit en notre faveur. . . . .		55,377.49
Pour instruction publique. . . . .	\$394,260.00	
contre vous les grands amis de l'éducation. . . . .	375,143.28	
Soit. . . . .		19,117.72
pour nous, le parti de la réaction.		

Qu'on additionne bien ces différentes sommes: elles forment un total de. . . . . \$852,093.58  
ce qui efface à \$131,950.00 près, le déficit que l'on sert en épouvantail aux contribuables de cette province pour les tromper sur notre compte et les ameuter contre nous.

Et ce déficit apparent de \$131,950.00 disparaît bien vite quand on lui oppose en réclamations dues avant le 1<sup>er</sup> juillet 1899:

1. Affaire Dussault. . . . .	\$	26,194.64
2. Colonisation. . . . .		28,077.42
3. Arpentages. . . . .		58,612.47
4. Agents des terres non payés. . . . .		1,858.68
5. Arrérages touchés d'Ottawa mais dus pour 1895-96, 1896-97, 1897-98. . . . .		42,337.86

Total. . . . . \$157,981.07

qu'on aurait dû retrancher de la recette totale de 1898-99, cela aurait donné le résultat suivant pour l'année du surplus de l'honorable premier ministre:

Recettes totales, 1898-99. . . . .	\$4,249,589.99
À retrancher, recettes indûment imputées à cet exercice. . . . .	157,081.07
Recettes régulières 1898-99. . . . .	4,092,508.92
Contre la dépense 1898-99. . . . .	4,234,410.81
Déficit réel. . . . .	141,901.89

Contre déficit des conservateurs en 1896-97 suivant les méthodes du gouvernement  
Marchand-Duffy de. . . . . 131,950.00  
Soit en faveur des conservateurs, surplus de. . . . . 10,951.89  
dans la comparaison entre l'année du grand déficit de 1896-97 et l'année du minuscule surplus de 1898-99.

C'est-à-dire que si nous avons administré à la façon du premier ministre, si nous n'avions pas eu de grands travaux à exécuter ni de grandes réclamations à régler, si nous avions négligé les oeuvres essentielles du pays, si on n'avait injustement mis à la charge de 1897 des comptes payables pour 1898, si la collection du mois de juin 1897 n'avait pas été négligée intentionnellement par nos adversaires, nous obtenions un résultat autrement favorable que le résultat obtenu par le premier ministre en 1898-99, et nous avions un surplus de \$810,951.89 au lieu d'un déficit de \$984,000.00 ce qui donnerait le résultat suivant pour l'année du surplus du *premier* ministre:

Recettes totales 1898-99. . . . .	\$4,249,589.99
À retrancher comme imputé à cet exercice. . . . .	157,081.07
Recettes régulières 1898-99. . . . .	4,092,508.92
Contre la dépense 1898-99. . . . .	4,234,410.81

Déficit réel. . . . . \$ 141,901.89

Contre déficit réel des conservateurs en 1896-97 suivant les méthodes du gouvernement  
Marchand, Stephens, Duffy, de. . . . . 131,950.00  
Soit en faveur des conservateurs surplus de. . . . . 10,951.89  
Dans la comparaison entre l'année du grand déficit de 1896-97 et l'année du minuscule surplus de 1898-99.

Voilà bien l'histoire comparée et vraie du surplus de l'honorable premier ministre: c'est un surplus renversé en déficit.

On nous dit que nous ne devons pas faire de travaux extraordinaires, suivant l'exemple de l'honorable commissaire des Travaux publics.

Heureux commissaire QUI n'a pas à faire de travaux extraordinaires? Mais pourquoi?

De deux choses l'une, il n'y en a plus à faire ou il n'en veut pas faire.

Dans le premier cas, nous aurions donc exécuté tout ce qu'il y avait à faire dans la province, de chemins de fer, d'édifices et de divers autres grands travaux, et il devrait nous en remercier.

Dans le second, le pays admettra-t-il qu'un ministre des Travaux publics doit négliger d'accomplir les travaux strictement urgents? Si c'est cela que l'on veut, pourquoi un ministre des Travaux publics?

Nous avons imposé des taxes. Mais ignore-t-on que la dépense annuelle était de \$1,500,000.00 en moyenne, en 1891.

Ces taxes n'ont guère dépassé \$500,000.00 et le reste, nous avons dû le demander aux économies, aux retranchements.

Et quels ont été les résultats: en comptant les dépenses extraordinaires, même les remboursements des dépôts de compagnies de chemins de fer avec les dépenses ordinaires?

Pour 1889-90 un déficit sous Mercier de \$1,380,569.18.

Pour 1892-93, sous les conservateurs, un déficit de \$24,828.00, soit en notre faveur, \$1,355,741.19.

Que le commissaire nous parle donc déficit maintenant. Que l'on retranche si l'on veut le montant des taxes nouvelles, près de \$500,000.00, nous restons avec des économies et des retranchements au montant de plus de \$900,000.00 sur l'année 1889-90 de M. Mercier.

Pour 1890-91, déficit sous M. Mercier de \$1,444,236.06.

En 1893-94, déficit sous les conservateurs \$230,202.28; soit à notre avantage, entre ces deux années, \$1,214,034 sur lequel en retranchant les taxes nouvelles de \$518,406 nous resterions encore avec \$695,628.00 à notre crédit.

Enfin, prenant l'année 1891-92 sous M. Mercier, le déficit est de \$1,742,651.00; en 1893-94 nous avons un déficit de \$162,661.00 et des taxes nouvelles au montant de \$487,398.45 pour 1894-95.

Ce qui nous laisserait un avantage de \$1,092,592.00 sur nos adversaires dans la comparaison de ces deux années.

En 1895-96, notre déficit n'est que de \$55,673.61, ce qui est presque une quantité négligeable à côté des déficits colossaux de l'administration. Mercier.

Le commissaire des Travaux publics a-t-il bien fait la comparaison entre l'administration Mercier et la nôtre avant de nous reprocher nos déficits, et peut-il prétendre juger nos quatre années de 1892 à 1896, par l'année finissant le 1er juillet 1897, alors que nous n'avons eu ni le contrôle de la perception du dernier mois qui est le meilleur au point de vue du revenu, ni le contrôle des paiements à effectuer et dont on a chargé cette fin d'exercice afin de décharger l'année suivante pour la glorification du Parti libéral?

Je viens de faire toucher du doigt les économies que nous avons réalisées sur le régime Mercier.

Que l'honorable commissaire essaie d'en faire autant vis-à-vis de nous; une comparaison impartiale l'écrasera.

Qu'il nous montre les économies de l'honorable trésorier dans les opérations ordinaires. Il n'en a fait aucune.

En 1898-99, l'année du surplus, il dépensait \$4,201,023.21, en 1893 nous dépensions \$4,190,522.85; en 1894, \$4,267,746.00; en 1895, \$4,195,727.44; en 1896, \$4,099,707.00.

En 1898-99, l'année glorieuse, le "standard" du ministère, le commissaire des Travaux publics, dépensait \$11,000,000 pour travaux publics extraordinaires, et il se trouvait avoir un surplus!

Or, en 1893, nous avons dépensé, en travaux publics extraordinaires, \$342,792.90; si nous n'avions dépensé que \$11,000.00, nous aurions donc eu un surplus de \$331,000.00. En 1894, il y a eu \$390,955.24 de travaux extraordinaires, et nul doute qu'en réduisant cette somme à \$11,000.00, nous aurions eu un dodu surplus de \$379,000.00. En 1895, les travaux publics ne nous ont coûté que \$152,490.01, ce qui, moins les \$11,000.00 du commissaire des Travaux publics, nous donnait un excédent de \$141,000.00! Enfin, en 1896, la dernière année sous notre contrôle entier, ces travaux ont absorbé \$58,485.34, lesquelles, moins \$11,000.00 laissaient un surplus de \$47,000.00 au crédit des conservateurs!

La dernière année à propos de laquelle on a fait tant de bruit nous a coûté en travaux extraordinaires \$176,832.28, que Ton a bien droit de faire valoir contre les \$11,000.00 du commissaire des Travaux publics en diminution du déficit de \$984,000.00.

Voit-on bien maintenant comment on fabrique des surplus? on se croise les bras et les surplus croissent comme des champignons.

(En ce qui concerne le cabinet Marchand), l'honorable commissaire des Travaux publics, pour mieux faire ressortir la grandeur de son héros, nous le présente entouré de difficultés qu'on dirait insurmontables et dont la mention est de nature à jeter les croyants dans les transports de la plus vive admiration: "Arma virumque cano", je chante le héros qui, au milieu de tant d'obstacles, a relevé la province! Ce qu'il lui a fallu d'habileté, de courage et d'aptitudes géniales pour les affaires et les finances. "Tantae molis erat condere Romam" se dit-on malgré soi, en songeant à l'auteur de notre restauration et au barde qui le chante,...(1) voir quel chalumeau de paille sert à porter aux échos les accents lyriques du commissaire des Travaux publics.

La tâche de l'honorable premier ministre était des plus difficiles, dites-vous.

En quoi?

Mais qu'eut-il donc dit, si au lieu de M. de Boucherville, l'honorable premier ministre eut été appelé à succéder à M. Mercier?

Au lieu d'une dépense ordinaire de \$5.165,049.43, nous lui laissions une dépense ordinaire normale de \$4,415,268.52 en 1896, et au lieu d'un revenu ordinaire de \$3.750,813.34, en 1891, nous lui procurions un revenu ordinaire de \$4.236,015.14 en 1897-98, même après avoir aboli certaines taxes.

Il héritait de \$163,455.28 de taxes sur les successions: la diminution de \$32,000.00 sur l'intérêt du Pacifique était compensée par les \$34,000.00 qu'il retire de la conversion de la dette: l'intérêt de la dette, \$60,000.00 se trouvait plus que rencontrée, ainsi que l'augmentation de dépenses provenant de la réorganisation du Parlement et de l'entretien des aliénés par la taxe sur les successions.

Et enfin les \$50,000.00 pour l'instruction publique étaient une bagatelle puisque le premier ministre s'était fait fort de porter ce crédit à \$200,000.00!

D'ailleurs, le premier ministre n'était-il pas au-dessus de toutes ces misères, lui qui avait prouvé clair comme les rayons du plus brillant des soleils, qu'en 1893 les conservateurs ayant à faire face à plus de dix millions d'engagements Mercier et à des déficits annuels de \$1,500,000.00, pouvaient parfaitement se tirer d'affaires sans emprunter et sans taxer [Journaux de la Chambre, 1893, pp. 325-326-327].

Le commissaire des Travaux publics l'ignore peut-être, car s'il eût connu ce détail, il n'aurait pas trouvé si grandes les difficultés qui entouraient le premier ministre, ni si abracadabrants les triomphes qu'il a remportés dans l'arène de la finance.

Quoi! Si nous pouvions, en 1893, avec les charges que je viens de mentionner, ramener la dépense ordinaire à \$3,000,000.00 quand nous l'avions prise à \$5,000,000.00, combien plus aisément le premier ministre pouvait sortir d'embarras avec une dépense de \$4,415,268.00 en 1896, et une recette normale de plus de \$4,300,000.00.

Et si le premier ministre a droit à l'admiration des générations présentes et futures, pour avoir maintenu l'état de la recette et de la dépense au même niveau que nous, du moment qu'il ne s'engage dans aucune entreprise quelconque, quels droits n'avons-nous pas à la gratitude de la population pour avoir abaissé de \$800,000.00 la dépense ordinaire de l'administration de cette province?

Le premier ministre a obtenu un surplus?

Mon honorable collègue, le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) nous en a fait voir l'inanité. Le surplus n'était pas visible à l'oeil nu, dans le coffre du premier ministre, mon honorable ami a dû lui braquer dessus les rayons X et qu'est-il arrivé? C'est qu'au lieu d'un surplus, on a découvert un déficit de \$120,000.

Singulier surplus vraiment que celui que le gouvernement fabrique aux dépens du salaire des employés, aux dépens des services essentiels à toute bonne administration, et au moyen de reports de comptes d'une année sur une autre année.

Ces reports, on les admet maintenant qu'il s'agit de montrer un surplus libéral, mais on les condamne sans merci quand l'honorable député de Saint-Jean décidait de placer un déficit de \$800,000.00 à \$900,000.00 à la charge des conservateurs.

Mais le temps de la rétribution est arrivé et tous les hommes d'affaires savent à quoi s'en tenir sur le

compte du premier ministre. Non seulement il s'est vanté d'un surplus qu'il n'a pas, mais il a caché le véritable état de nos affaires: il a eu recours à la dissimulation et ce n'est que bride par bride et comme avec des tenailles que nous avons pu lui arracher la vérité sur nos finances à la date où il proclamait le fameux surplus.

Le commissaire des Travaux publics nous dit que c'était notre coutume de reporter certaines dépenses sur l'exercice prochain, et que le premier ministre la suit. Dans ce cas, pourquoi nous a-t-il enlevé le bénéfice, en 1897, puisqu'il devait le rétablir, en 1898, un an après? Il est difficile de montrer plus de mauvaise foi et de duplicité.

La dernière question que j'ai à me poser est celle-ci: Le gouvernement actuel remplit-il ses fonctions envers le pays en ce qui a rapport à l'agriculture, à la colonisation et l'instruction publique?

Je ne parlerai pas de ses promesses. Il n'en a tenu aucune. Il a déshonoré les engagements réguliers de ses prédécesseurs, et pour arriver à se vanter d'un surplus, il a laissé stationnaire la marche de l'agriculture, il a fait reculer la colonisation et loin d'encourager l'instruction publique par une subvention additionnelle de \$200,000.00, il a rogné sur ce service, essentiel s'il en est un, au développement légitime de la province.

Commençons par l'agriculture, la mère nourricière du genre humain, a-t-on dit, et la cause première de la prospérité de cette province avant tout agricole.

On s'est moqué de la machine agricole et il était décrété que celui qui s'en moquait davantage serait appelé à en prendre la direction.

Notre machine agricole couvrirait tout le terrain du progrès qu'il était possible de couvrir et elle mettait en oeuvre tous les moyens de succès qu'il était possible d'invoquer.

Sous cette puissante impulsion, nous avons créé un mouvement de progrès général que les hommes d'affaires, les banquiers, les grands expéditeurs de beurre et de fromage, se sont à reconnaître, à quelque parti qu'ils appartenissent.

Et aujourd'hui nos adversaires recueillent, ici, comme dans chaque département, le fruit de nos travaux, de nos économies en certains services et de notre politique vigoureuse en d'autres services.

Quant à eux-mêmes, ils ne font rien pour entretenir le mouvement, ils l'ont enrayé, et nous marchons à reculons aujourd'hui.

En 1895, nous dépensions pour	
l'agriculture. ....	\$200.330.00
En 1896. ....	166.464.00
En 1897. ....	230,795 00

Dès 1898, alors que le gouvernement libéral pouvait diriger un budget considérablement dégrevé, il réduisait l'agriculture à \$197.226.00, et en 1899, l'année modèle, je dirais, jubilaire, si je ne craignais de commettre un sacrilège, l'année du surplus, quoi! l'assistance à l'agriculture baissait à \$136.243.00, différence sur notre dernière année de \$94.552 00, soit six surplus de la taille de celui du premier ministre: différence sur l'année 1896 de \$30.000 00.

soit deux surplus; différence sur l'année 1895 de \$64,000.00, un peu plus de quatre surplus à la Marchand, surplus, il est vrai, chèrement acheté aux dépens de l'agriculture.

Et la colonisation! Cette oeuvre nationale par excellence a-t-elle bien avancé depuis que nous avons été remplacés au pouvoir.

Demandez à M. David qui, à l'ouverture de sa croisade pour la colonisation, en juillet dernier, demande au gouvernement de former un fonds au moyen d'une taxe spéciale et vous déclare qu'il faudrait \$125,000.00 de plus que le montant maintenant consacré à la colonisation.

Est-ce le temps vraiment de diminuer les octrois de deniers à la colonisation?

Écoutez le Père Cottet qui, mettant le gouvernement dans le secret des misères de la colonisation dans la région du Nominique et de la Lièvre, constate que, sans un chemin de fer, le mouvement de colonisation va subir un recul formidable et que ces régions vont se dépeupler.

Demandez à votre dévoué agent de colonisation, M. L.-E. Carufel, qui constate une diminution considérable dans la région du nord de Montréal et dans celle du Témiscamingue.

Demandez même aux colonisateurs du Lac-Saint-Jean.

On me dit que dans la région de Témiscouata les choses ne vont pas mal. J'en suis heureux, mais ailleurs?

Que les députés qui représentent des champs de colonisation disent franchement à la Chambre si tous ceux qui s'intéressent à cette oeuvre essentielle au développement de la province ne se plaignent pas de deux choses qui paralysent le mouvement de colonisation: le manque de chemins et la sévérité de l'interprétation des lois et des règlements du département des Terres de la couronne qui se propose avant tout de faire entrer de l'argent au coffre.

On veut des surplus, des revenus; on sait bien que le colon ne peut donner que le surplus de son courage, de son héroïsme, et on le sacrifie au surplus du premier ministre: "Virtus post nummos".

En 1895, notre gouvernement, sortant péniblement des embarras financiers dont il avait hérité, dépensait cependant \$86,000.00; en 1896, \$116,100.00 et en 1897, \$169,900.00, contre \$79,000.00 durant l'exercice courant, dirigé par nos adversaires, soit \$90,000.00 de plus en faveur des colons, ce qui en bonne arithmétique représente exactement six surplus de la dimension du fameux surplus du premier ministre.

Encore une fois, triste surplus que celui qu'on a été obligé de créer aux dépens de la colonisation.

Un mot des chemins de fer avant que je parle de l'instruction publique.

J'ai toujours favorisé la construction de chemins de fer dans la province. Et, reconnaissant que l'initiative privée, chez nous, n'est pas assez impulsive ou assez stimulée par l'appât des profits pour se jeter dans ce genre d'entreprise, j'ai toujours cru nécessaire l'assistance des gouvernements.

J'admets qu'il y a eu énormément d'abus par suite du manque d'études générales du pays au point de vue de la nécessité et de la viabilité de ces

entreprises, au point de vue du degré d'importance ou d'"indispensabilité" des différents lignes

On eût dû, dès l'origine, procéder comme en France avant de lancer le gouvernement dans la politique de subventions et décréter certaines lignes comme d'importance secondaire, mais il est trop tard et contentons-nous de songer à l'avenir.

Il y a des lignes de chemin de fer indispensables à la colonisation; je dirai du côté de la Gaspésie, peut-être de Témiscouata, et dans tous les cas, dans le nord de la Vallée d'Ottawa, de Labelle ou Témiscamingue, ligne d'importance égale à la ligne d'Ottawa à Québec au point de vue de la colonisation, de l'exploitation de certaines mines, de nos forêts et de nos ressources "sportiques".

Le gouvernement a tout rejeté: il n'a pas même fait des démarches qui n'auraient pas coûté un sou au Trésor et auraient pu engager des compagnies sérieuses dans ces entreprises.

Rien de rien n'a été fait et quand l'honorable commissaire des Travaux publics vient nous dire que le Grand-Nord doit quelque chose à son gouvernement, je dis non, il ne lui doit rien du tout, il doit tout aux conservateurs, combattus là même par certains de nos adversaires.

L'honorable commissaire des Travaux publics se trompe également - et cela peut nous surprendre doublement puisqu'il s'agit de son département - quand il dit que "les chemins de Pontiac et de la Gatineau sont en voie de construction rapide".

Pas un mille de ces chemins n'a été construit de par la politique du gouvernement. Et comme question de fait, ils sont arrêtés l'un et l'autre en plein champ: le premier comptait 71,000 milles le 30 juin 1897; le 30 juin 1899, il comptait 71,000; le second, 54½ en juin 1897, 56.50 en 1898, et en 1899 il n'a pas raccourci, il compte encore 56.50.

Comment un ministre de la couronne peut-il se sentir assez de courage pour avancer un fait que tous les rapports officiels contredisent? C'est ce que je ne puis comprendre. Il devrait suffire à l'honorable monsieur de se vanter de ce que fait son gouvernement et encore davantage de ce qu'il ne fait pas, sans qu'il vienne, par-dessus le marché, se vanter ou vanter son gouvernement de ce que les autres font ou ne font pas.

J'arrive maintenant à la question capitale qui absorbe tant l'opinion publique, parce qu'elle avait compris de ces messieurs, de leurs promesses, que nous allions enfin, dans le corps d'un gouvernement libéral, posséder des hommes de progrès, décidés à rompre tous les préjugés pour pousser de l'avant la cause de l'enseignement dans la province.

L'honorable commissaire des Travaux publics s'est amusé à fendre les cheveux pour démontrer que le gouvernement s'est conformé à la loi, et qu'on a distribué à qui de droit ce qui lui revenait des fonds de l'éducation, et il a conclu par un aveu qui couvre une énormité, en disant: "nous payons au fur et à mesure des exigences. Nous payons ce que nous devons, et si, cette année, nous avons fait des économies, c'est pour nous permettre de payer les cartes, les livres, quand arriveront les échéances".

En un mot, nous n'avons pu trouver de place pour les \$50,000.00 votées par l'ex-premier minis-

tre M. Flynn, en outre des allocations ordinaires à l'instruction publique, mais nous nous réservons pour l'an prochain.

Comme si la balance des \$50,000.00 allait retomber au Trésor, sans un vote nouveau.

Et d'ailleurs, comment! Le premier ministre déclarait que l'instruction publique réclamait \$200,000.00 de plus au lieu de \$50,000.00 et il n'a pu trouver à placer les \$50,000.00 que la Législature lui a votées unanimement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je vous somme de prouver cela.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Cette promesse a été publiée, avant les élections, dans le Soleil et la Patrie: vous avez promis aux électeurs de porter les crédits de \$50,000.00 destinés à l'instruction publique, à la jolie somme de \$200,000.00, et vous, monsieur le premier ministre, vous n'avez jamais contredit les rapports publiés par vos organes. De plus, cette promesse vous a été rappelée en cette Chambre, et vous ne l'avez jamais niée.

Farce, misérable farce qui prouve de deux choses l'une: ou que le gouvernement ne connaît pas les besoins de l'instruction publique dans cette province, ou qu'il ne veut pas s'en occuper et y mettre tout l'argent qui lui revient, pour se créer un surplus, toujours le même surplus aux dépens d'un service sacré, le service de l'enseignement populaire.

Ici encore, je prends les comptes publics, laissant à M. le commissaire des Travaux publics le soin d'ergoter sur les subtilités légales.

Combien avons-nous voté pour l'instruction publique pour 1898-99? \$412,010.00, y compris évidemment le fonds de \$50,000.00 créé par le gouvernement Flynn.

Combien le gouvernement a-t-il dépensé? \$375,143.28, soit \$36,866.72 de moins que la Chambre l'avait autorisé à dépenser. Je dis autoriser, mais c'est ordonné que j'aurais dû dire, car tout vote pour l'instruction publique est un ordre, un commandement.

\$36,000.00! mais c'est plus que deux surplus à \$15,000.00 la pièce, et combien n'ai-je pas raison

de dire que ce fameux surplus est acheté, ici encore, aux dépens de l'un des services les plus essentiels au progrès, à la supériorité de notre province.

Je me résume:

La dette publique, loin d'avoir été augmentée par nous, a été diminuée de \$2,018,000.00 de subsides de chemins de fer devenus caducs par l'opération de notre loi de 1893. de \$1,500,000.00 en chiffres ronds par le rachat à 17.50 cents des seconds 35 cents qui se montaient à plus de \$3,000,000.00.

A ces deux réductions il faut ajouter, pour avoir une idée exacte de la diminution opérée par nous sur la dette, l'augmentation nominale de notre dette consolidée causée par la conversion en 3% de l'emprunt de Paris opéré par M. Hall en 1893. soit \$1,216,585.00 et la même augmentation provenant de la conversion en cours, d'après le commissaire des Travaux publics lui-même, \$918,000.00.

La dette consolidée par nous, a été toute créée par M. Mercier, à l'exception du rachat des seconds 35 cents et le commissaire des Travaux publics, en nous accusant d'avoir augmenté la dette consolidée de \$9,021,334.00 commet la même injustice ou la même bêtise que si on accusait un administrateur de convertir en obligations à taux réduit d'intérêt des billets portant des taux usuraux.

Nos déficits annuels n'existent pas si, comparant notre administration à celle du premier ministre, on tient compte de ce que nous avons dû payer pour travaux extraordinaires que M. Shehyn imputait au capital, pendant que, sur l'initiative de M. Hall, toutes ces dépenses ont été, depuis 1893, imputées aux opérations de caisse ordinaires.

Les taxes nouvelles au montant de \$2,262,452.55 ont servi, pendant 5 ans, à faire face, avec nos économies, à un budget qui se soldait par \$1,500,000.00 de déficit sous M. Mercier.

Nous ne les avons pas empochées, ces taxes, et aussitôt que la situation eut été améliorée, nous les avons abolies en très grande partie.

Les emprunts ont rapporté aux gouvernements conservateurs exactement \$5,532,691.00, à même quoi nous avons payé, comme dettes contractées avant notre arrivée, ce qui suit:

- Subsidés aux chemins de fer . . . . .	\$3,388,394.22
- Remboursement des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer . . . . .	1,137,614.25
- Palais de justice de Montréal . . . . .	540,991.37
- Dépenses spéciales du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892 . . . . .	407,923.48
- Ponts en fer . . . . .	106,197.00
- École normale Jacques-Cartier . . . . .	130,357.21
- École normale McGill . . . . .	21,980.00
- Réclamation Charlebois . . . . .	40,063.00
- Palais de justice de Hull . . . . .	25,086.34
- Palais de justice de Gryson (Pontiac) . . . . .	15,790.50
- Debentures, palais de justice de Fraserville . . . . .	20,000.00
- Montant payé à l'acquisition de la dette flottante par les conservateurs . . . . .	5,835,397.37
- Montant perçu par voie d'emprunt par les conservateurs . . . . .	5,532,691.00
- Différence en faveur des conservateurs . . . . .	\$ 302,706.37

C'est à dire que le gouvernement conservateur a payé, sur les différents chefs de la dette flottante énumérés dans le préambule de la loi d'emprunt décrétée par l'administration Mercier en 1890, \$300,000.00 en chiffres ronds de plus que le montant qu'il a reçu par les emprunts faits en vertu de cette loi.



Cette différence, il l'a payée à même les surplus de revenus qu'il a obtenus, grâce à sa prévoyance, à sa sage administration et aux quelques impôts additionnels qu'il a fait voter.

On nous reproche nos dépenses. Faisons la comparaison. Voici le tableau, correct celui-ci, des dépenses des deux régimes:

- Dépenses, régime libéral, de 1887 à 1891 (4 ans) . . . . .	\$17.619,575.00
- Dépenses, régime conservateur, de 1892 à 1896 (4 ans) . . . . .	\$16,694.383.00

Cette comparaison démontre donc que les conservateurs ont dépensé \$914.192.00 de moins que les libéraux durant le même espace de temps quatre ans dans les deux cas:

- Moyenne libérale . . . . .	\$4,404.893.00
- Moyenne conservatrice . . . . .	\$4.173.595.00

Différence en faveur du régime conservateur . . . . . \$ 231,298.00

C'est nous qui avons pris l'administration du pays dans une situation désespérée et c'est nous qui, les travaux publics terminés et les remboursements de dépôts aux chemins de fer du pays payés, dépôts criminellement accaparés pour entretenir l'orgie du régime Mercier, avons rétabli la dépense ordinaire au chiffre normal de \$4,000,000.00 laissant à nos successeurs le soin de l'y maintenir, ce qu'ils ont été incapables de faire.

C'est nous qui, ayant pris la dette totale de la province à \$35.842.147.10 ou plutôt, d'après M. Taillon, en tenant compte de tous les subsides de chemins de fer à \$38,196,654.08, l'avons réduite à \$34,196,654.08.

C'est nous qui avons relevé le crédit de la province compromis par M. Mercier et avons réussi à vendre nos obligations à prime.

C'est nous qui, après avoir déboursé des millions, pouvons nous dresser en face de nos accusateurs et les défier de trouver dans toute notre administration un acte reprochable au point de vue d'une honnête administration.

Et vous jouissez du fruit de notre travail en frelons qui n'avez rien fait! Et vous trouvez de l'amertume dans le miel que vous n'avez pas fabriqué! — "Sic vos non vobis".

Et si encore vos vantardises injustes et déloyales à notre égard pouvaient vous permettre de dire que vous employez au bien de la patrie la somme de travail qu'il nous a fallu sortir la province de l'abîme, du déshonneur et de la banqueroute où elle était plongée, si vous aviez le courage de profiter de la succession prospère, relativement, que nous avons léguée pour continuer les oeuvres essentielles à l'avenir de cette province, nous nous en réjouirions; pour ma part je vous seconderais de toutes mes forces.

Mais c'est le contraire que vous faites, proclamant, malgré tous les faits que je viens d'établir, proclamant par la bouche de votre Premier que c'est au prix de votre politique mesquine, étroite, pusillanime et aveugle, que les institutions de cette province peuvent être sauvées.

Erreur coupable, qui nous conduit de jour en jour de déchéance en déchéance et qui fait que l'élément dominant dans votre sein est celui-là précisément qui voudrait le moins possible que nos Canadiens-français pauvres et délaissés progressent sur leurs terres, qu'ils aillent en plus petit

nombre possible défricher la forêt, les aimant aux États-Unis plutôt que dans notre pays; élément qui reste tout à fait indifférent à la participation des nôtres à ce pain de vie nationale que procure chaque jour la manne de l'instruction.

Et vous parlez d'abolir: les têtes dirigeantes parmi vous ne sont bonnes qu'à cela: c'est le malheur d'un parti qui fut le Parti libéral et qui eut de beaux jours.

Mais abolissez donc après avoir tout amoindri, tout rapetissé, après nous avoir réduit au rôle d'un conseil municipal. Abolissez, rapetissez tout ce que vous touchez en attendant que le peuple prononce votre "mane, thecel, pharès et vous abolisse à votre tour.

Je propose, en amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette que le gouvernement, manquant à tous ses engagements pris envers l'électorat, ne suive pas une politique conforme aux vœux et aux besoins de la province, en ce qui a rapport à l'agriculture, à la colonisation et à l'instruction publique". (Applaudissements de l'Opposition).

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que pendant qu'il étaient dans l'Opposition, les conservateurs étaient pleins de bonnes intentions, mais une fois au pouvoir, ils n'ont jamais mis en application ces bonnes intentions. Au cours de la dernière année de son administration, le gouvernement Flynn connaissait le déficit énorme qui existait, et cependant, il a aboli des taxes dans le but de paralyser les revenus et d'embarrasser les libéraux dont il prévoyait la victoire à l'élection qui approchait.

L'agriculture n'a jamais été dans un meilleur état que maintenant. Bien que nous évitions de tenir de ces grandes conventions agricoles où les ministres prononcent de grands discours devant le peuple, nous avons pendant les deux dernières années fait ressortir par d'autre chose que des mots que le gouvernement existe. Nous avons donné des encouragements aux bons chemins, aux crémèries et fromageries, aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles. Des stations fruitières vont rendre les plus services à la classe agricole dans quelques années.

En ce qui concerne la colonisation, celle-ci n'a jamais été plus florissante, particulièrement au Lac-Saint-Jean, au Témiscouata et dans Bonaventure.

Nous ne dépensons peut-être pas plus d'argent, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est mieux placé, puisque les résultats sont là pour en témoigner. Ces réalisations sont dues en grande partie à un contrôle soigné des dépenses gouvernementales.

Sous l'ancienne administration, on a gaspillé de l'argent inutilement. Le nouveau gouvernement a décidé de remédier à cette situation et il l'a fait tout en ayant moins d'argent à sa disposition, à cause de l'extravagance de ses prédécesseurs. Il a même réussi à effectuer des progrès dans des domaines où ses prédécesseurs n'avaient rien fait. Il a inauguré un bon système des routes qui rend de grands services à la population rurale. Le gouvernement a aussi encouragé l'industrie laitière, dans la mesure de ses moyens et n'effectue que des dépenses judicieuses à cause de la pénurie d'argent.

Il est inutile que le parti conservateur cherche à se donner le mérite de la politique agricole qu'avait établie le défunt monsieur Mercier. Le gouvernement actuel a participé à l'établissement de laiteries et de fromageries chaque fois qu'il le pouvait, dans des endroits où ces entreprises pouvaient être rentables, sans tenir compte des liens politiques des personnes à qui ces commerces profiteraient.

Quant à la conversion en argent des subsides de terres aux chemins de fer, il déclare que cette transaction effectuée par le gouvernement Flynn a entraîné une augmentation de la dette publique de \$1,500,000.00 plutôt qu'une diminution de la dette, comme le prétend l'honorable député de Terrebonne. Des subsides de terres avaient été consentis à certaines compagnies de chemin de fer qui ont été convertis en argent à 35 cents l'acre, à mesure que les lignes de chemin de fer ont été construites dans les régions où se trouvaient ces terres. Le but de cette politique était de développer la province. On voulait aussi, d'une certaine manière, que les compagnies de chemin de fer deviennent des agents publics pour la vente de terrains pour lesquels on prévoyait une demande accrue à mesure que les lignes se construiraient. L'ancien gouvernement, par la conversion de subsides en argent, a presque fait un cadeau aux compagnies qui n'accordent aucune considération à la province.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

Fait remarquer que son gouvernement a constaté l'état des finances de la province seulement après être entré en fonction. Personne ne peut affirmer que le gouvernement actuel n'a que très peu de réalisations à son crédit, si l'on regarde l'héritage reçu de ses prédécesseurs. Nous avons fait beaucoup plus pour l'instruction publique que nos prédécesseurs qui ont gaspillé beaucoup d'argent inutilement.

En entendant les discours des députés de Montréal no 4 et Terrebonne (MM. A.W. Atwater et G.-A. Nantel) l'on ne saurait douter de ce qui serait arrivé si ces messieurs avaient gardé le pouvoir. Pendant

que d'un côté, ils crient que nous ne faisons pas d'économies, ils insistent et démontrent que nous devrions dépenser davantage.

Cela rappelle l'histoire de deux individus qui, très riches, dans le temps, avaient fini par se ruiner en folles dépenses.

Quelques années plus tard, ils se rencontrent, et l'un demande à l'autre: Que ferions-nous, si nous n'étions pas ruinés? Eh bien! répartit le second, nous nous ruinerions.

C'est là toute l'histoire des conservateurs qui, avant 1897, conduisaient la province à la ruine et qui sont tout disposés à suivre la même ligne de conduite, si toutefois le peuple voulait le leur permettre, en les remplaçant à la tête de l'administration.

On dit que nous avons fait peu de choses pour l'instruction. Mais qu'ont donc fait les conservateurs? Ils ont, à la veille des élections, fait voter la loi 60 Victoria, chapitre 3, dans laquelle nous trouvons que le gouvernement devra dépenser \$20,000.00 pour l'instruction primaire; mais cette loi n'est pas un programme défini: il n'y a pas de conceptions précises. Autant eut valu porter cet item de \$50,000.00 dans le budget, mais encore une fois, il ne faut pas oublier que nous étions à la veille de la lutte électorale, et que cette loi que les conservateurs n'ont jamais appliquée ne venait que comme un appât pour mieux tromper l'électorat. Le gouvernement a été blâmé pour ne pas avoir dépensé assez d'argent pour l'éducation, mais il a dépensé jusqu'à maintenant cette année \$47,000.00. et il sera déboursé davantage.

Qu'avons-nous fait? Le député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) nous critique pour avoir acheté des cartes de la province et les avoir fait distribuer gratuitement dans les écoles.

Mais est-ce que la loi 60 Victoria, chapitre 3, n'autorisait pas l'achat de livres? Va-t-on dire que ces cartes que les experts les plus délicats trouvent parfaites, ne sont pas de la plus grande utilité pour nos enfants? Les comités catholique et protestant du Conseil de l'Instruction publique, qui sont composés d'hommes les plus compétents, les ont trouvées si bien faites qu'ils ont recommandé au gouvernement d'en acheter, même pour les écoles qui ne sont pas sous le contrôle de l'administration. Bientôt les élèves des écoles primaires bénéficieront de livres scolaires gratuits.

Qu'avons-nous fait?

La loi 60 Victoria, chapitre 3, déclare que les fonds votés seront aussi destinés à venir en aide aux instituteurs.

Là encore nous nous sommes conformés à l'esprit de la loi, et nous avons ordonné que l'enseignement primaire soit distribué gratuitement à tous nos maîtres d'écoles ainsi qu'aux maîtresses.

Il n'est pas un homme qui ne reconnaisse les mérites de cette publication qui a la plus haute valeur pour les membres de l'enseignement. Et ceci est si vrai que Mgr Bégin, archevêque de Québec, secondé par l'honorable M. Ouimet, a fait voter par le Conseil de l'Instruction publique une résolution demandant au gouvernement de faire distribuer gratuitement ce journal aux instituteurs. Les inspecteurs d'écoles sont unanimes à en faire l'éloge et il

suffit de jeter un coup d'oeil sur leurs rapports pour constater que du premier au dernier, tous s'accordent à reconnaître que l'Enseignement primaire est de la plus grande utilité.

Avons-nous encore eu tort de répondre aux vœux unanimes des personnes les plus compétentes en matière d'enseignement? Je ne le pense pas, M. l'Orateur, et si les personnes qui nous critiquent aujourd'hui avaient eu le courage de passer des paroles aux actions, il y a longtemps qu'elles auraient fait sentir d'une manière plus tangible l'intérêt qu'elles étaient sensées porter au corps enseignant.

Qu'avons-nous fait?

Nous avons accordé des gratifications aux instituteurs les plus méritants. Nous avons fait donner des conférences pédagogiques très appréciées des instituteurs. Nous avons fondé, avec le consentement et l'approbation de Mgr l'archevêque de Montréal, une école normale de filles à Montréal et comble ainsi une lacune dont le public se plaignait avec raison, mais en vain, depuis longtemps.

Nous avons pris sur les \$50,000.00 de la loi 60 Victoria, chapitre 3, \$12,000.00 qui, avec les dix mille piastres du fonds consolidé, nous ont permis de propager les écoles du soir, qui sont d'un si précieux secours pour les jeunes gens, les ouvriers qui, dans le jour, sont obligés de gagner leur vie. Nos adversaires pourront ergoter, discuter, nous les rencontrerons sur ce terrain la face haute, quand nous devrons rendre compte de notre mandat à la population qui nous a fait l'honneur de nous témoigner sa confiance en remettant entre nos mains ses intérêts.

Qu'avons-nous fait?

Nous avons créé des écoles de coupe où les femmes et les filles d'ouvriers peuvent apprendre à tailler et coudre les vêtements qu'elles portent. La ville de Québec seule n'en compte pas moins de quatre, et cependant l'affluence des élèves est si considérable que nous serons bientôt obligés d'en ouvrir d'autres.

Quel est le membre de l'Opposition qui oserait se lever de son siège pour protester contre notre conduite? Quel est celui qui se refuserait à avouer que nous avons bien travaillé dans l'intérêt du peuple?

Mais est-ce tout?

Non, M. l'Orateur.

Nous accordons de généreuses subventions dans des territoires non organisés. Nous accordons \$5,000.00 pour le fonds de pension des instituteurs.

Et enfin nous ne faisons qu'entrer dans l'ère de progrès que nous avons voulu faire naître en faisant voter la loi de l'enseignement, je veux parler de la distribution gratuite des livres d'écoles à tous les enfants, sans distinction de fortune.

N'est-ce pas nous qui avons introduit cette politique? N'est-ce pas nous qui avons assuré l'exécution de ces mesures dont le peuple a déjà compris toute la valeur! N'est-ce pas nous qui avons voulu que l'enfant du pauvre n'ait plus à rougir de l'infériorité de la fortune de ses parents et qu'à l'école, là où se forment les générations de l'avenir, tous nos enfants, riches comme pauvres, commencent à comprendre qu'il n'y a en réalité de supé-

riorité appréciable, que celle que donne l'intelligence et l'instruction. Et dès cette année, au mois de septembre, ce programme va être mis à exécution.

Nous avons donc protégé les instituteurs, en leur donnant des gratifications, enseignement primaire, \$5,000.00 pour leur fonds de pension, des conférences pédagogiques.

Nous avons donc protégé les enfants du peuple, en leur accordant des livres gratuits, dont la distribution vient de commencer par des cartes géographiques et va se continuer en septembre, et aussi en propageant les écoles de coupe.

Nous avons enfin favorisé la cause sacrée de renseignement en ouvrant une École normale à Montréal.

L'on nous dit que nous aurions dû dépenser plus.

Mais M. l'Orateur, nous avons dépensé suivant les exigences de la situation. Nous avons dépensé prudemment, avec économie si l'on veut, mais dans tous les cas, notre dépense a amené des résultats que l'on cherche en vain dans le passé de nos adversaires.

Il me fait vraiment peine, M. l'Orateur, de voir que sur un terrain aussi sacré, aussi national que celui de l'instruction primaire, toute la critique de l'Opposition se borne à une simple question de sous. Que ces messieurs ne viennent-ils donc, au lieu d'essayer d'abaisser le niveau du débat, avec des suggestions, des projets de réformes que nous serons heureux d'accueillir en tout temps, pour les livrer à l'étude! Que ne laissent-ils ce terre-à-terre d'une fausse discussion, pour s'élever dans ces sphères supérieures où se produit la germination des idées nobles et généreuses! Que n'abandonnent-ils cet esprit de parti politique, qui les aveugle, pour se livrer avec nous à l'étude de ces grandes questions vitales dont dépendent la grandeur, l'avenir de la population de notre chère province de Québec. Je ne flatte personne, en proclamant ici que, sans distinction de races, la population de la province de Québec ne saurait être mieux douée au point de vue de l'intelligence. C'est un fait reconnu, mais cependant nous n'en sommes pas moins traités de race inférieure, parce qu'il nous manque quelque chose pour mettre à profit les avantages que nous a si généreusement accordés la Providence.

Eh bien! M. l'Orateur, il faut que ces reproches cessent, et avec toute la sincérité d'un homme qui ne veut que la grandeur de mon pays, je le demande à tous, conservateurs comme libéraux, donnons-nous la main, faisons table rase sur ce terrain de l'instruction primaire, de nos animosités politiques, élevons nos pensées vers des régions plus sereines et d'accord, faisons tous nos efforts pour assurer aux enfants du peuple, aux générations qui grandissent, cette instruction qui en fera des citoyens dignes de la province de Québec.

Unissons-nous, travaillons sans arrière-pensées, et lorsque l'instruction du peuple sera ce qu'elle doit être, nous verrons les préjugés disparaître, la plus franche concorde régner parmi nos concitoyens et dans ce temps nous pourrions être tous fiers d'avoir prouvé à notre province, les moyens d'occuper aux yeux des nations, la place que lui a destinée la Providence.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que les discours des députés de l'Islet et de Châteauguay [les honorables F.-G.-M. Dechêne et J.-E. Robidoux] n'apportent aucune réponse aux critiques du député de Terrebonne (M.G.-A. Nantel). De plus, la plus grande partie du discours du député de Châteauguay est hors sujet puisqu'il se réfère à des questions dont les documents ne sont pas encore devant la Chambre, et c'est pourquoi il ne parlera pas d'instruction publique ce soir.

L'amendement que propose le député de Terrebonne vise à dénoncer le fait que le gouvernement n'a pas suffisamment encouragé l'agriculture et la colonisation. Quant à l'instruction publique, l'Opposition a critiqué l'utilisation du montant de \$50,000.00. Ce montant, l'ordre en conseil du 6 février 1897 recommandait de le répartir ainsi: \$12,000.00 pour des primes aux instituteurs; \$10,000.00 aux municipalités pauvres et \$3,000.00 aux instituteurs pour leur fonds de retraite. Un ordre en conseil subséquent, du mois du 20 mai 1897, prévoyait une distribution de la balance de ce montant, mais cet ordre en conseil a été annulé par l'administration Marchand qui a utilisé cet argent à d'autres fins. Au cours de l'année 1898-99, les instituteurs n'ont pas reçu leurs primes de l'année précédente, et elles leur ont été payées cette année. Le secrétaire provincial a soutenu que les instituteurs avaient reçu en 1898-99 leurs primes au montant de \$12,000.00 mais la réalité est que l'ordre en conseil n'a été adopté qu'en janvier dernier. Si le secrétaire provincial utilise le \$50,000.00 pour distribuer gratuitement les manuels scolaires aux riches autant qu'aux pauvres, cet argent sert à des fins autres que celles qui étaient prévues.

Le but de la loi est de venir en aide aux pauvres seulement. En agissant autrement on agit contrairement au statut.

Il ne dit que quelques mots sur cette question, parce qu'elle ne se rapporte pas à la motion proposée par le député de Terrebonne; il se réserve le droit de donner une réponse plus complète lorsque tous les renseignements demandés seront fournis. Il veut tout simplement aujourd'hui protester contre les remarques du secrétaire provincial, qui aurait dû se limiter aux questions traitées dans l'amendement comme c'est la règle en pareil cas. Quand tous les documents demandés auront été produits, il se réserve le droit de revenir sur ce sujet.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Ball, Bédard, Bouffard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Grenier, Hackett, Le-Blanc, Marion, Nantel, Normand, Panetton, Plante, Tellier, 15.

**CONTRE:** MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Cherrier, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gouin, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Stephens, Tessier (Rimouski), Watts, Weir, 28.

Ainsi l'amendement est rejeté.

Alors la motion principale étant proposée, à savoir que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, celle-ci est adoptée.

#### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec: pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles pour l'encouragement à l'agriculture, en général, et pour amélioration aux chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et seize piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'université Laval, Montréal, 5e paiement sur 7 paiements égaux: pour l'année financière finissant le 30 juin 1901,

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la reconstruction du collège de Saint-Romuald-d'Etchemin, 2e paiement sur 3 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réparations aux palais de justice et prisons: pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et pour l'inspection des syndicats de beurrieres et fromageries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurrieres et fromageries de la province, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé 8 résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

**Documents:****Écoles élémentaires**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février dernier, pour un état indiquant: 1. Quel montant a été dépensé dans le cours de l'année fiscale 1898-99 en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, sanctionné le 9 janvier 1897, étant une loi concernant les écoles élémentaires:

2. Pour quelles fins ce montant ainsi dépensé a été employé (Document de la session no 83)

**Travaux de colonisation  
sur la route du Lac des Commissaires  
au Lac-Saint-Jean**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1900, pour: 1. Copie de toutes instructions données à un certain Côté, du Lac Bouchette, pour travaux de colonisation, sur la route du Lac des Commissaires au Lac-Saint-Jean;

2. Copie de toute correspondance à ce sujet;

3. Copie de tout rôle de paie et tout compte acquitté ou à être acquitté en rapport avec cet ouvrage;

4. Copie de toute plainte portée avant, pendant ou après l'ouvrage;

5. Copie de toute correspondance à ce sujet, rapport d'inspecteur ou tout autre document concernant cet ouvrage avec quelque ministre que ce soit. (Document de la session no 84)

**Interpellations:**

**M. B. Duval, du département  
des Terres, Forêts et Pêcheries**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): 1. M. Bruno Duval, mentionné à la page 87 des comptes publics de 1899, comme recevant un salaire de \$900.00 annuellement, est-il le même M. B. Duval mentionné à la page 191 des mêmes comptes publics, comme ayant reçu \$1,164.00 pour "travail spécial", re Agence des biens des Jésuites à Trois-Rivières?

2. Dans l'affirmative, quelle était la nature de ce travail spécial?

3. M. Duval a-t-il fait ce travail spécial pendant les heures du service pour lequel il reçoit son traitement permanent d'officier du département des Terres, Forêts et Pêcheries?

4. M. Duval a-t-il exécuté ce travail spécial à Québec ou à Trois-Rivières?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui;

2. À la demande de l'inspecteur des Agences et dans l'intérêt public, M. Bruno Duval a été chargé de la révision des livres de la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine et de la perception des arrérages de rentes dans cette seigneurie et dans celle de Batiscan;

3. Conformément à la décision du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, lorsque ce travail spécial lui fut confié, M. Duval s'est fait remplacer pendant quelque temps, par son fils au département, sans rémunération. M. Duval est, en outre, venu très souvent au département achever sa besogne, pendant et en dehors des heures du bureau, faisant des rapports très nombreux sur son travail spécial;

4. À Trois-Rivières et dans les diverses paroisses des seigneuries sus-mentionnées où la perception a été faite.

**Seigneuries du  
Cap-de-la-Madeleine et Batiscan**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): 1. Quels sont les montants collectés d'arrérages de rentes dues par les censitaires des seigneuries du Cap-de-la-Madeleine et de Batiscan, à compter du 1er mars 1892 jusqu'au 1er mai 1897?

2. Quel a été le coût payé pour la collection de ces arrérages de rentes?

3. Quels sont les montants collectés d'arrérages de rentes dus par les censitaires des seigneuries du Cap-de-la-Madeleine et Batiscan, depuis le premier mai 1899 au premier mars 1900?

4. Quelles ont été les dépenses payées pour faire cette collection?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. \$8,930.24;

2. \$3,826.71;

3. \$7,586.38;

4. \$447.19.

**Horaire des séances de la Chambre**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), qu'à partir de mercredi prochain, inclusivement, il y ait deux séances par jour; la première de 3 à 6 heures p.m.; la seconde, de 8 heures p.m. jusqu'à l'ajournement. Aussi, que le samedi, jusqu'à la prorogation de la Législature, il y ait deux séances; la première de 10 heures a.m., à 1 heure p.m.; la seconde de 3 heures p.m., jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient priorité, à toutes les séances, excepté à celle du jeudi.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 78) intitulé: "Loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company", sans amendement".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de cette Chambre faits au bill (bill E) du Conseil législatif

intitulé: "Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des statuts refondus, relativement aux compagnies d'assurances mutuelles".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec des amendements pour lesquels il demande son concours:

Bill (bill no 48] amendant la loi de la cité de Sherbrooke;

Bill (bill no 80) accordant des pouvoirs additionnels à la "Peoples' Telephone Company";

Et bill (bill no 114) amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancour, près de l'église de la paroisse de Bécancour.

#### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 48) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Sherbrooke". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Peoples' Telephone Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 80) intitulé: "Loi accordant des pouvoirs additionnels à la "Peoples' Telephone Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Pont de péage sur la rivière Bécancour**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 114) intitulé: "Loi amendant la loi

concernant le pont de péage sur la rivière Bécancour, près de l'église de la paroisse de Bécancour". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Code de procédure civile, article 816**

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 86) amendant l'article 816 du code de procédure civile;

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Marion), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre décline de concourir dans les amendements faits par le Conseil au bill intitulé: "Loi amendant l'article 816 du code de procédure civile", pour les raisons suivantes: 1. La contestation d'un rapport de distribution devant être faite, signifiée et produite, en vertu de la loi, dans un délai de huit jours, il n'est pas possible, dans ce même délai, de donner à un créancier colloqué un avis de huit jours pour le requérir de se désister de sa collocation; 2. L'avis prescrit par lesdits amendements, pour que le créancier colloqué puisse être sujet aux dépens de la contestation, ne paraît pas nécessaire, étant donné que le bill, tel qu'adopté par cette Chambre, accorde au tribunal le pouvoir d'adjudger les dépens, soit contre la masse, soit contre une partie en cause, à sa discrétion, c'est-à-dire selon les circonstances de la cause.

L'amendement est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le message au Conseil législatif.

La séance est levée à onze heures trente.

## Séance du 7 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

### Rapports de comités:

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 45), intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et du Lac-Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent", et a l'honneur de le rapporter avec plusieurs amendements.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 151), intitulé "Loi constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada", auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 152), intitulé "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895" et l'a adopté avec plusieurs amendements.

### Licences

L'ordre du jour appelant la troisième lecture du bill (bill no 9) à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec, étant lu;

UNE OU DES VOIX: Fait (font) remarquer que l'on a oublié d'incorporer dans le projet de loi certaines résolutions préliminaires.

UN DÉPUTÉ: Propose que ledit ordre du jour soit rescindé et que la Chambre se forme en comité général pour incorporer lesdites résolutions au bill. Adopté.

### En comité:

Les résolutions suivantes, adoptées par la Chambre le 1<sup>er</sup> mars 1900, sont incorporées au bill:

Résolu, 1. Que le traitement du greffier des commissaires de licences, dans la cité de Montréal, sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu qu'il n'excède pas mille piastres par année:

Résolu, 2. Que pour tout transfert de licence d'auberge, de restaurant, de magasin de détail ou de magasin de gros et de détail, dans les cités de

Québec et de Montréal, la taxe sera de vingt-cinq piastres, payables en timbres qui seront apposés sur la formule de ce transfert quand elle sera demandée, et que, si le transfert est accordé, une autre somme de vingt-cinq piastres sera payée en timbres apposés sur ladite formule;

Résolu, 3. Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu pour l'octroi de chaque licence, il sera payé pour chacune des licences ci-après mentionnées les droits suivants:

1. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un buffet de chemin de fer, dans toute partie de la province autre qu'une cité ou une ville, cent vingt piastres.

2. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de détail:

(a) Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moindres que deux cent quatre-vingts piastres ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres;

b) Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres;

c) Dans toute ville, deux cents piastres;

d) Dans toute autre partie de la province, cent soixante piastres.

3. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission;

(a) Si le porteur de licence n'a aucun bureau fixe ou place d'affaires dans la province, quatre cents piastres.

(b) Si le porteur de licence a un bureau fixe ou place d'affaires dans la province, le taux du droit devra être le même que celui édicté pour les licences de magasins en gros;

4. Sur chaque licence principale pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence;

(a) Si l'embouteilleur est en même temps brasseur; Dans tout comté de la province, autre que le comté de Québec et les comtés compris dans l'île de Montréal, cent cinquante piastres.

(b) S'il n'est pas brasseur:

Dans tout comté de la province, mais non dans les cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-dix piastres.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Établissements industriels

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 12) amendement la loi relative aux établissements industriels, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Fait un exposé des principales dispositions de la mesure.

La première clause amende l'article 3022 des statuts refondus de façon à autoriser le gouvernement à établir des règlements déterminant les directives spéciales nécessaires "à la santé et à la moralité" aussi bien qu'à la "sécurité" des employés d'établissements industriels.

L'article suivant stipule que les médecins hygiénistes doivent faire annuellement des rapports au Conseil d'hygiène aussi bien qu'au commissaire des Travaux publics, et ce, dans chaque cas, en respectant les ordonnances de la loi.

L'article suivant stipule que des poursuites peuvent aussi être intentées pour violation de la loi par une personne autre que l'inspecteur; mais dans ce cas, le poursuivant doit au préalable déposer la somme de \$20 pour garantir le paiement des frais.

Le quatrième article stipule que rien de ce qui est contenu dans la loi n'affecte les règles et règlements du Conseil d'hygiène concernant la classification d'établissements dangereux, insalubres ou exigus.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Laisse entendre que le gouvernement pourrait s'arroger plus de pouvoir que nécessaire et aussi pourrait courir le risque d'empiéter sur une autre juridiction en confiant au surintendant les questions relatives à la moralité.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique que le seul but de l'utilisation de ce mot dans le bill était de donner au gouvernement le pouvoir de donner suite aux suggestions de certains de ses inspecteurs, qu'il nomme, en ce qui a trait aux installations séparées et mieux équipées à l'usage des employés de manufactures de sexe masculin et féminin.

UNE VOIX: Fait état d'une députation du Conseil des métiers et du travail qui a fait antichambre pour parler au gouvernement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique qu'il serait virtuellement impossible à toute administration au Québec de rendre l'instruction obligatoire dans la province et que s'il s'avère impossible de forcer les enfants de moins de quatorze ans à aller à l'école, il préférerait les voir travailler plutôt que de traîner les rues.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Approuve la remarque du député de Brome.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Rappelle le cas du sinistre fatal de la maison Webster (1) à Montréal pour faire ressortir que les inspecteurs avaient une

grande marge de manoeuvre et qu'il n'était pas nécessaire de l'agrandir. Il pose des questions concernant les mesures à prendre pour éviter les accidents en cas d'incendie non seulement dans les hôtels, mais dans les églises et les écoles, tant en ville que dans les campagnes.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Est d'avis que la question de juridiction était pertinente: il souligne cependant qu'en ce qui concerne le feu de la maison Webster les inspecteurs provinciaux à Montréal ont vu leur tâche rendue plus difficile, étant donné l'insistance avec laquelle la ville voulait affecter ses propres agents de police pour appliquer les règlements dans les hôtels. Toutefois il recommande fortement que les inspections soient tout aussi bien menées par les agents du gouvernement.

Il ajoute que le clergé de toute la province a reçu des informations recommandant que toutes les églises soient pourvues de sorties de secours convenables en cas de feu ou de panique.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Édifices publics

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 16) amendement la loi concernant les édifices publics soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité général.

Adopté.

#### En comité:

UN OU DES DÉPUTÉS: Attirent l'attention sur le fait qu'il est nécessaire de fournir des moyens adéquats de fuite en cas de feu dans les édifices publics. On cite encore le cas de la maison Webster.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Déclare que le premier amendement propose d'inclure dans la définition "édifice public" les boutiques et les magasins de toutes dimensions et les bâtiments de trois étages ou plus au-dessus du rez-de-chaussée occupés comme bureaux.

L'article suivant stipule que les inspecteurs ont les mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations, en ce qui se rapporte à la sécurité, à la santé et à la moralité dans les édifices publics, que ceux qui leur sont indiqués dans la section concernant les devoirs des propriétaires et dans les règlements faits par le gouvernement relativement à la sécurité, à la santé et à la moralité des employés dans les établissements industriels.



La troisième clause accorde au gouvernement le pouvoir additionnel d'établir des règlements relativement à la sécurité, à la santé et à la moralité des gardiens, ouvriers, ouvrières, commis ou autres personnes employés dans les édifices publics.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Fonds de bâtisses et des jurés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le fonds de bâtisses et des jurés.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le "pourcentage" de un pour cent que le shérif est autorisé à retenir pour le "fonds de bâtisses et des jurés" par le paragraphe 5 de l'article 2733 des statuts refondus sera calculé, dans le cas d'exécution d'immeuble, sur la somme perçue, pourvu que cette somme excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas ce montant, ou lorsqu'il n'y a pas d'hypothèque.

Il explique que l'objet du bill est d'autoriser les shérifs qui doivent retenir sur les argents provenant d'une vente un pour cent pour les bâtisses et le fonds des jurés à calculer ledit pourcentage sur la somme réalisée, si le montant de la vente dépasse la première hypothèque sur la propriété vendue et, si la somme réalisée ne couvre pas le montant de la première hypothèque, alors le shérif devra prendre son pourcentage sur la moitié de la valeur de la propriété.

Il fait ensuite quelques remarques.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que la résolution du Secrétaire provincial constitue un chef-d'oeuvre de législation et la présentation de cette résolution par l'honorable député est aussi saisissante, car ce dernier nous présente une proposition dans laquelle il prétend aider le pauvre contribuable en taxant sa propriété.

Le paragraphe cinq de l'article 2733 des statuts refondus de la province de Québec prévoit que un pour cent sur les deniers perçus par le shérif du district, en vertu d'exécution dans toute cause civile, sera retenu et retourné au tribunal pour le fonds de bâtisses et des jurés; ceci dans le but d'effectuer des

réparations au palais de justice et de payer les membres des petits jurys dans les causes criminelles.

Ceci existait et est toujours dans la loi: que le pourcentage devrait être calculé non pas sur la valeur de la propriété, mais sur la somme d'argent perçue dans le cas d'exécution d'un immeuble. L'amendement que propose l'honorable député change le principe, la base et la manière de calculer le pourcentage. Il déclare que, dans le cas d'exécution d'immeuble, le pourcentage sera calculé sur la somme perçue, pourvu que cette somme excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas le montant de la première hypothèque. Quel est l'objet de ce bill? Pourquoi est-il devant cette Chambre? À qui bénéficiera-t-il? Quels buts recherche-t-on?

En proposant cette mesure, le gouvernement déroge de l'esprit de la loi civile. Il cite des cas où un immeuble a été vendu dans le but de souffler le prix. Il s'agissait d'une vente purement nominale.

Prenons le cas d'un simple débiteur, qui possède ou non une hypothèque et qui a le malheur de voir sa propriété saisie. On vend ses biens pour payer ses dettes. Les frais sont déjà élevés et alors le bon gouvernement paternaliste entre en scène et déclare par cette loi que la dette et les frais ne sont pas assez élevés. Il exige une taxe sur le montant de la première hypothèque ou sur la moitié de la valeur de l'immeuble indiquée au rôle d'évaluation municipale.

Ceci pourrait se présenter dans le cas d'une veuve et de ses orphelins qui auraient déjà payé l'impôt sur la succession. Les contribuables permettraient la vente à un prix nominal, mais le gouvernement interviendrait en disant: "Nous ne vous permettrons pas d'obtenir un titre de cette façon sans que vous ne payiez un impôt, que vous le vouliez ou non. Vous devez nous accorder une commission, non pour le prix réel de la vente de l'immeuble, mais calculée sur la moitié du montant de l'évaluation."

Cela saute aux yeux que cette façon de procéder n'est à l'avantage de personne et ne fait qu'ajouter aux charges du débiteur.

Un tel tribut payé au gouvernement devient ainsi un impôt direct. Il raille sévèrement le parti au pouvoir quant à cet impôt, après tout ce qui avait été dit sur les taxes imposées par le parti conservateur. Maintenant les taxes seront, dans bien des cas, beaucoup plus onéreuses que sous les conservateurs et tout ceci n'est qu'une autre façon de pressurer les payeurs de taxes.

Voici la seule conclusion logique à laquelle nous pouvons en arriver: le gouvernement actuel qui s'est hissé au pouvoir en condamnant intempestivement les taxes, qui a dénoncé d'honnêtes hommes siégeant aujourd'hui de ce côté-ci de la Chambre comme étant des "taxeux" se voit maintenant obligé de ravalier ses mots et préconiser des taxes sans avoir évidemment le courage de ses convictions. Pourquoi ajouter des taxes au fardeau d'un débiteur? Pourquoi ajouter à ses malheurs? Sont-ce là les pro-

messes du gouvernement actuel à la population? Est-ce ainsi qu'ils obtinrent le pouvoir et est-ce ainsi qu'ils ont l'intention de bâtir cette province et de rendre la population heureuse et satisfaite?

Il s'inscrit en faux contre cette taxe et contre cette résolution comme étant une des plus iniques jamais présentée en cette Chambre, une des lois les plus rétrogrades imposée à des personnes déjà écrasées de taxes.

Il dit laisser l'entière responsabilité de la résolution ainsi que du bill à venir au gouvernement actuel, avec la certitude et le sentiment que la population de cette province saura bien, au moment voulu, se prononcer par son vote sur son appréciation des promesses des libéraux lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, comparativement à leur façon d'administrer quand ils sont au pouvoir.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Maintient que le but du gouvernement est l'égalisation des taxes. Si jamais il y a eu une plus mauvaise taxation que celle qui a été imposée par le dernier gouvernement, ce fut bien la taxation inégale. S'il y avait deux immeubles de même valeur vendus par le shérif, l'un par collusion ou autrement, à \$100.00, l'autre à \$1,000.00, serait-il équitable qu'ils soient taxés selon le prix de vente?

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il en valait bien la peine de voir jusqu'à quel point il y avait égalité dans le plan du gouvernement. Il demande à la Chambre de considérer le cas de deux immeubles évalués à \$2,000.00 chacun; l'un hypothéqué à \$1,800.00, l'autre sans hypothèque. S'ils étaient vendus pour une somme nominale, l'un des deux serait taxé sur l'imposition de \$1,800.00, l'autre sur la moitié de l'imposition municipale de \$2,000.00, soit: \$1,000.00. Il n'y a guère d'égalité là. Il exprime sa crainte à l'effet que le gouvernement, qui a besoin d'argent, a décidé d'imposer une taxe additionnelle sans avoir le courage de le dire. La conception de ce projet est radicalement fautive. En admettant qu'une maison évaluée à \$500.00 est vendue aux enchères pour \$50.00, qui serait assez insensé pour demander que le prix de la vente ou la commission ne soit pas calculé sur le prix de l'achat de \$50.00 mais sur une somme plus élevée?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Prend la parole.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que si le gouvernement n'a pas d'autre réponse à donner que le vote aux observations importantes et pleines d'à-propos qui viennent d'être faites par deux députés de la gauche, il est important de le savoir.

Il y a contradiction entre l'honorable député de Brome (l'honorable H.T. Duffy), qui dit que la résolution présentée par le gouvernement est pour protéger le débiteur, et l'honorable député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), qui dit que c'est pour protéger le fisc ou le trésor. On arrive avec des petites mesures qui ont l'air bien inoffensives de prime abord, mais qui sont toujours perfides quand on les examine de près. C'est une série de petites piqûres d'épingle pour saigner le peuple goutte à goutte.

Dans des petits bills de quelques lignes, le gouvernement, qui ne veut pas se faire appeler gouvernement de "taxeux" en arrive à imposer des taxes réelles. Toutes ces petites mesures de taxes vont, à la fin, constituer de lourdes taxes qui pèseront sur les électeurs. Si le gouvernement a un surplus dans le budget de l'année, il ne devrait pas imposer ces petites taxes, car il s'expose à se faire appeler un gouvernement de "taxeux" à son tour. Dans le cas des résolutions actuelles, la conduite du gouvernement est surtout odieuse, dit-il, parce qu'elle va atteindre des pauvres, précisément ceux dont les biens sont vendus par le shérif.

Si le gouvernement a besoin d'un revenu, qu'il vienne donc carrément avec une taxe générale sur toutes les personnes en état de payer et non pas sur de pauvres gens qui seront forcés par cette loi de s'expatrier aux États-Unis. Le gouvernement actuel n'a pas de surplus, il veut s'en créer un sur le dos du pauvre monde. Qu'il en prenne la responsabilité. Mais au moins que la province le sache.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répond que le député de Dorchester a bien mauvaise grâce de reprocher ce qu'il appelle les petits bills de taxes du gouvernement, quand on songe aux gros bills de taxes présentés naguère par les gouvernements conservateurs. L'honorable député de Dorchester a été inexact, quand il a dit que nous avions imposé des taxes à Montréal, quand il sait bien que nous n'avons fait que d'exiger ce qui nous était dû antérieurement; Montréal sera sur le même pied que les autres municipalités de la province. Dans le cas actuel nous n'imposons aucune taxe nouvelle. Nous voulons éviter les fraudes contre le fisc, rien de plus. Au lieu de saigner le pauvre débiteur, nous voulons au contraire le protéger contre les complots pour empêcher l'adjudication d'être faite au-dessous de la valeur réelle de la propriété vendue. Il n'y a donc aucun principe quelconque de taxe dans les résolutions actuellement soumises à la chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Voudrait savoir quel montant représente le revenu de 1% sur les ventes par le shérif et quel est le montant probable que le gouvernement percevra en plus par les présentes résolutions. Avant de soumettre cette mesure le gouvernement a dû avoir un rapport des officiers en loi, ou des inspecteurs de bureaux à ce sujet.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il n'existe aucun rapport de ce genre, mais que certains shérifs lui ont fait des représentations sur ce sujet.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke) Déclare qu'actuellement c'est la classe aisée, la classe riche qui paie pour ce fonds de bâtisses et que si la résolution, qui en elle-même, ne paraît pas maligne, est adoptée, cette mesure aura pour effet de faire taxer la classe pauvre de la province.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond que dans les causes en question mentionnées, la taxe sera répartie de façon à protéger les détenus. Il soutient que la classe pauvre doit payer sa quote-part et qu'il est ridicule de mettre tout le fardeau sur les épaules des riches.

La résolution est amendée.

La résolution ainsi amendée est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour une première fois.

### Subsides

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à prendre en considération les résolutions rapportées du comité des subsides et ajournées, mardi, le 6 mars dernier, et elles sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 101), intitulé "Loi amendement l'article 1651 des statuts refondus", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 65), intitulé "Loi amendement la charte de la ville de Chicoutimi", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

### Charte de Chicoutimi

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 65) amendement la charte de la ville de Chicoutimi. Les amendements sont lus pour la première fois.

### Interpellations:

#### Enquête sur l'agent des terres T.-A. Christin

M. P.-E. LEBLANC (Laval): 1. Y a-t-il eu quelque enquête de faite contre T.-A. Christin, agent des terres et des bois de la couronne, pour l'agence de la Petite-Nation, (partie nord) depuis le 1er juin 1897?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom des commissaires-enquêteurs?

3. Combien de temps a duré chaque enquête?

4. Dans chaque cas, le commissaire a-t-il fait rapport?

5. Quel est le montant des sommes d'argent reçu par chaque commissaire, provenant de toute source pour dépenses personnelles ou autrement, en rapport avec l'enquête faite par lui?

6. Chaque commissaire-enquêteur a-t-il produit des comptes ou autres pièces justificatives pour les sommes qu'il a ainsi reçues?

7. Dans l'affirmative, quand les a-t-il produits?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Des plaintes nombreuses étant parvenues au département de la Colonisation et des Mines et au département des Terres, Forêts et Pêcheries, demandant une enquête contre T.-A. Christin, dans ses qualités officielles de "paie-maître" des travaux de colonisation et d'agent des Terres de la couronne, telle enquête a été ordonnée.

2. MM. G.-I. Barthe, O.B. Kemp et P.-J.-A. Alarie.

3. MM. Barthe et Kemp n'ayant pas continué leur enquête respective, il est impossible d'en déterminer la durée. Celle tenue par M. Alarie a duré du 17 mai au 8 juin. Elle a été tenue dans les cantons et paroisses suivants: Saint-Jovite, Chute-aux-Iroquois, L'Annonciation, Nomingue, Kiamika, Rapide-de-l'Orignal, Ferme-Neuve, Ferme-Rouge et dans la ville de Hull.

4. M. Alarie a seul fait rapport au département de la Colonisation et des Mines et au département des Terres, Forêts et Pêcheries.

5. M. G.-I. Barthe a reçu cent piastres pour ses services et déboursés. M. Kemp n'a pas produit de compte spécial en cette affaire. M. Alarie a reçu \$100.00, à titre d'honoraires, du département de la Colonisation et des Mines, et \$232.00 du même département pour ses déboursés.

Aucune rémunération ne lui a été accordée par le département des Terres, Forêts et Pêcheries pour ses services comme commissaire. Il a reçu de ce département la somme de \$230.00 pour certains déboursés, ses frais de voyage, ceux du sténographe de l'enquête, ceux de l'agent et autres personnes dont il s'est fait accompagner, ainsi que pour la taxe de quelques témoins.

6. Oui, MM. Barthe et Alarie.

7. À différentes dates, du 4 novembre 1897 au 5 août 1898.

### Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À cinq heures cinquante, la Chambre interromp ses travaux.

### Reprise de la séance à huit heures trente

### Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 108) amendement l'article 769 du code municipal et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### **Transit Insurance Company of Montreal**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 151) constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Cie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 145) amendement la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 48), intitulé "Loi amendement la charte de la cité de Sherbrooke". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **People's Telephone Company**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 80), intitulé "Loi accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Pont de péage sur la rivière Bécancour**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 114), intitulé "Loi amendement la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancour, près de l'église de la paroisse de Bécancour". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Chicoutimi**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 65) amendement la charte de la ville de Chicoutimi soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code municipal**

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 94) amendement le code municipal.

Adopté.

### **En comité:**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande des explications complètes sur le projet de loi.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que l'objet principal du bill est de permettre aux municipalités de prendre en charge en entier ou en partie tout pont dans leur juridiction.

Jusqu'à récemment, les municipalités avaient l'habitude d'assumer le coût des ponts dans les limites de leur territoire quand elles le jugeaient à propos. Toutefois cette pratique s'avéra illégale selon la loi d'alors, les tribunaux ayant décidé que, lorsqu'une municipalité assumait le coût d'un pont, elle s'obligeait à assumer le coût de tous les ponts à l'intérieur de son territoire. Le but du présent amendement est de rendre légale la présomption de prise en charge des ponts par les municipalités.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait ressortir qu'en ce moment la loi exige que le coût des ponts soit assumé par les conseils de comté. Le présent amendement semble raisonnable en ce qu'il vise à permettre aux municipalités directement intéressées d'assumer le coût des travaux. Plusieurs municipalités attendent en ce moment la sanction de ce bill avant d'entreprendre des travaux jugés utiles, et l'adoption du présent amendement aurait pour effet d'enlever tous les doutes sur la question.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Soutient que l'amendement n'est pas nécessaire puisqu'il ne diffère de la loi actuelle qu'au niveau de la phraséologie.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Se dit prêt à accepter un léger amendement pour rencontrer les vues du député de Joliette.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soutient que même si la prétention du député de Joliette s'avérait juste, il n'y aurait aucun mal à adopter l'amendement qui aurait pour effet de tout rendre clair.

Il désire son propre préambule avant les débats sur le bill de façon à définir ce qu'est un pont de comté et ce qu'est un pont de municipalité.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit qu'il ne voit absolument aucun avantage au rajout de ce préambule puisqu'il ne fait que réaffirmer ce qui déjà se trouve dans le code municipal.

L'HONORABLE W.A. WEIR (Argenteuil): Dit qu'il n'avait cure à savoir si oui ou non le préambule déjà mentionné et introduit par le comité étudiant le code municipal passait.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se dit toujours d'avis qu'il n'y avait rien de perdu en ajoutant de la clarté. Le code municipal n'est pas suffisamment clair sur ce point.

Le préambule est finalement biffé.

L'amendement suivant est adopté.

"Toute municipalité peut assumer par règlement le coût total de la construction et de l'entretien de tout pont d'une travée de plus de 100 pieds, à l'intérieur de ses limites."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Emprunts municipaux

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 23) amendement l'article 4529 des statuts refondus.

Adopté.

#### En comité:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Explique que le bill fera en sorte que les emprunts municipaux faits par émission de bons ou autrement ne pourront être faits que par l'effet d'un règlement avalisé aux urnes par une majorité, en nombre et en valeur des immeubles, des propriétaires de l'endroit qui auront exercé leur droit de vote à ce sujet.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il s'oppose au bill qu'il juge contraire à l'esprit de la loi, et déclare que la majorité des voteurs pourrait bien ne pas représenter une majorité de propriétaires de l'endroit, tandis que tous les vrais résidents auraient à payer. Dans le cas de Price vs la municipalité de Chicoutimi, le tribunal avait établi que la majorité absolue de la valeur de la propriété de l'endroit était nécessaire.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que le bill ne faisait que mettre de l'emphase sur ce qui se faisait depuis des temps immémoriaux, et que la loi avait été faite selon la même interprétation qu'on veut donner au bill actuel.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome). Approuve le député de Stanstead.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dentistes

M. C. LANGELEIR (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 95) amendement la loi concernant les dentistes.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Dit qu'il s'oppose vigoureusement au projet de loi. Il presse la Législature de ne pas toucher aux privilèges déjà accordés à la profession qui unanimement s'oppose non seulement à une clause spécifique du bill, mais au bill tout entier.

Il affirme que l'art dentaire est dans le plus pur sens du mot une profession et une de prestige s'il vous plaît! Certains disent que c'est un métier mécanique seulement, mais en fait, c'est une spécialité qui demande de grandes connaissances chirurgicales et médicales.

Il dit que le bill légaliserait le charlatanisme et créerait beaucoup de préjudice à la profession. L'année dernière, la Chambre a passé cette loi des dentistes, et cette année on veut en atteindre le principe même.

C'est pourquoi il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Shefford (M. T.-B. De Grosbois), que tous les mots après, "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre dans six mois à dater d'aujourd'hui."

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare que le député de Beauce n'a pas eu l'avantage d'assister comme lui à toutes les séances, car il aurait été témoin du compromis que les différents intéressés ont accepté.

Il dit qu'il ne verrait pas d'un bon oeil l'orateur précédant admettre que la profession de dentiste est comparable à une profession dite libérale. La profession de dentiste ne peut pas être comparée aux professions libérales. La profession de dentiste n'est pas totalement opposée au principe de ce projet de loi, comme l'a affirmé le député de Beauce. Les privilèges accordés aux différentes professions doivent être respectés, parce qu'ils ont en vue l'intérêt public; c'est une règle générale que les législateurs doivent observer.

La profession de dentiste n'est qu'une petite partie de la chirurgie; c'est plutôt un métier qu'une science. Il y a une partie chirurgicale, une partie mécanique et une partie commerciale dans cette profession, puisque les dentistes vendent et achètent des dents. Nous en trouvons la preuve dans les catalo-

gués des vendeurs des dentiers; le prix de chaque dentier, dans certains catalogues, est de \$1.36, et les dentistes les vendent \$20.00 à \$25.00. N'est-ce pas là faire du commerce? Les deux autres parties n'ont pas besoin de commentaires.

Toutes les professions ont le droit de faire des règlements concernant l'honneur et la dignité de leurs membres. Il n'y a aucune raison de ne pas accorder le même privilège aux dentistes, pourvu qu'ils s'en servent d'une manière convenable. Ainsi, d'après un des règlements de l'art dentaire, un dentiste peut annoncer, dans un journal, son nom, sa profession et son adresse en vingt lignes et pas plus, parce que, autrement, c'est un crime, c'est dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession de dentiste. Il est défendu d'annoncer sous un nom anonyme ou sous une raison sociale; il est aussi défendu d'annoncer en vente des dentiers à meilleur marché que les autres. Et tout cela, c'est, contraire à l'honneur et à la dignité de la profession. Eh bien! ces règlements sont tout à fait absurdes, et l'on n'en trouve pas de semblables dans n'importe quel pays du monde. Au contraire, si vous consultez les journaux étrangers, vous y trouverez des annonces dans lesquelles on offre en vente des dentiers de tous les prix et de toutes les qualités. Il lit des annonces parues dans des journaux de Londres et de Paris.

Dans cette province, un dentiste exerce sa profession en faisant lui-même des travaux mécaniques et chirurgicaux. En Angleterre, c'est différent. Il y a deux secteurs distincts et les dentistes qui fabriquent les appareils dentaires, dents fausses, ponts, etc, peuvent faire de la réclame pour leurs appareils.

Il cite d'une brochure anglaise publiée par les dentistes de l'endroit les différents prix de rateliers et les compare aux coûts chargés par les dentistes d'ici. (Rires).

Le présent bill devrait donner aux dentistes de la province, qui font leurs propres travaux mécaniques, la liberté de faire de la réclame pour leurs appareils.

Nous devons respecter les privilèges des dentistes, mais ceux-ci doivent commencer par les respecter eux-mêmes, car ces privilèges ont été accordés dans l'intérêt public. Les dentistes ne devraient pas se servir des privilèges qui leur ont été accordés dans l'intérêt public pour persécuter quelques-uns de leurs confrères pour la simple raison qu'ils veulent travailler à meilleur marché qu'eux.

Il dit que la majorité des dentistes ne s'oppose pas au bill et les accuse de protéger leurs propres intérêts dans plusieurs cas et non ceux du public en se votant leurs propres règlements en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la Législature. Un cas est illustré par le règlement qui défend aux membres de la profession de faire de la réclame autrement que sur une carte de professionnel. Cette province est le seul endroit au monde où une telle restriction est imposée.

Le comité législatif a scruté le bill et les dentistes avaient accepté, à toutes fins pratiques, le bill dans sa forme présente.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce). Veut savoir s'il est vrai qu'au dispensaire du "Dental College, Montreal",

les nécessiteux ont été traités en payant seulement le prix coûtant des appareils. Lan dernier, 2,000 patients pauvres ont été traités sans frais et avec fourniture d'appareils.

Cela répond à ceux qui disent que l'Association des dentistes s'oppose à ce que ses membres fassent de la réclame de façon à garder les prix élevés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Se dit d'accord, mais ajoute que les étudiants qui pratiquent là sont plus susceptibles de briser des bouches que de les réparer.

M. C. LANGELIER (Lévis): Dit que c'est très bien d'avoir un dispensaire à Montréal, mais que fait-on pour les gens de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et d'autres régions éloignées?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le dispensaire existe pour fournir aux étudiants l'équipement nécessaire pour pratiquer.

Les droits des dentistes doivent être respectés, mais ils ne doivent pas avoir le droit de tyranniser leurs confrères. Il s'objecte aussi à laisser à l'assemblée générale des dentistes le pouvoir d'agir comme tribunal de dernière instance dans les cas d'infraction aux règlements et demande que la clause du bill permettant la possibilité d'en appeler à la Cour supérieure soit passée.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que les réclames mentionnées étaient celles de mécaniciens-dentistes et non de chirurgiens dentistes, les premiers ayant le droit d'agir ainsi. Il lui semble curieux de voir la Chambre incorporer les barbiers en profession quand les dentistes se voient refuser un tel privilège.

En ce qui concerne les accusations de persécution, il dit que les dentistes ne sont pas hostiles aux dentistes bona fide de cette province, mais bien aux aventuriers étrangers qui considèrent l'art dentaire non comme une science ou une profession, mais comme une entreprise commerciale.

Il y a, à Montréal, des mécaniciens-dentistes qui ont toute liberté de faire de la réclame.

L'objet du bill est tout simplement de donner le droit à un dentiste d'annoncer comme il le désire, et tout le reste n'est qu'accessoire. Il n'y a que dix dentistes qui demandent cette législation, et tous les autres sont contre et ont fait voir qu'il n'est pas juste de changer la loi passée l'année dernière. En terminant, il se prononce en faveur du rejet de ce projet de loi. Il ne serait pas juste d'enlever à l'Association des dentistes une partie des privilèges qui leur ont été accordés. Tout ce que les intéressés du bill demandent, c'est la permission d'annoncer tant qu'il y aura moyen. Que l'on annonce d'une manière convenable et non dérogative à la profession, pas d'objection: mais la permission que l'on demande aujourd'hui va trop loin.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose l'ajournement du débat, mais finalement accepte de parler immédiatement.

Il trouve la proposition du député de Beauce (M. H.-S. Bélard) trop radicale. La charte ne doit pas être si parfaite qu'elle ne soit inattaquable. Il n'y a pas de loi si parfaite qu'elle ne soit susceptible de perfectionnement. Il ne s'agit que de remédier à des abus, à des procès désastreux et même absolument vexatoires.

Il cite à l'appui de sa thèse un jugement de l'affaire Pagneulo.

Il ajoute que les changements demandés à la charte des dentistes ne sont pas plus extraordinaires que ceux que l'on voulait imposer l'année dernière aux pharmaciens. Il n'y a qu'un an que cette charte est en vigueur, mais ce laps de temps a été assez long pour constater les défauts dont elle est entachée. Les règlements des dentistes sont absurdes et arbitraires. Cette mesure ne renferme rien d'extraordinaire; nous demandons qu'un dentiste, condamné devant le Bureau des dentistes, ait le droit d'appel à la Cour supérieure pour revendiquer ses droits s'il les croit lésés. Si les dentistes s'opposent à la demande que font certains de leurs confrères par la présente mesure, ce n'est pas parce que c'est dérogoratoire à la profession, mais simplement parce que cela fait tort à leur bourse.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'inscrit en faux contre les insinuations échappées par quelques-uns à l'effet que les dentistes sont des voleurs. Il est à sa connaissance que les dentistes ne sont pas des exploiters et qu'ils viennent au secours des pauvres quand ils requièrent leurs services. Les dentistes pratiquent la charité autant que les membres des autres professions. On doit laisser aux professions le droit de se gouverner elles-mêmes et les dentistes se composent de membres assez respectables pour jouir de ce privilège. Il ne faut pas leur imposer des lois qui ne sont pas imposées aux membres d'autres professions. C'est l'Association dentaire qui est le plus en mesure de sauvegarder la dignité de la profession dentaire.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Quand on demande le renvoi d'un bill, c'est que le principe est mauvais, mais il ne voit rien de tel dans le bill. Il s'oppose à accorder des pouvoirs odieux et excessifs à n'importe quel groupement. Le bill renferme une clause extraordinaire que nous pourrions amender en comité

général; c'est un principe de droit, qu'il faut avertir avant de frapper. Le député de Beauce (M. H.-S. Bélard) pourrait retirer sa motion pour renvoi à 6 mois et la faire lors de la troisième lecture. C'est une simple suggestion qu'il fait.

Et l'amendement du député de Beauce (M. H.-S. Bélard), à savoir "que le bill soit renvoyé à un comité général de la Chambre dans six mois à dater d'aujourd'hui", étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Bélard, Bickerdike, Bissonnette, Caron (Maskinongé), Chauret, Cherrier, Cotton, Décane, Delaney, Dufréne, Grenier, Hackett, Laliberté, Lalonde, Normand, Pelletier, Plante, Smith, Stephens, 20.

CONTRE: MM. Ball, Bédard, Blanchard, Bouffard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Dechêne, Dessaulles, Duffy, Flynn, Garneau, Gillies, Lacombe, Langelier, McDonald, Marion, Rainville, Robidoux, Rocheleau, Roy, Tellier, Turgeon, Watts, Weir, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée, à savoir que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 95) amendant la loi concernant les dentistes, cette proposition est adoptée.

#### En comité:

M. C. LANGELIER (Lévis et H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Proposent une série d'amendements qui sont défaits.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit quinze.

## Séance du 8 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

#### Interpellations

##### Rachat en argent des subsides en terres

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Quel est exactement, à cette date, le montant payé aux compagnies de chemins de fer par le gouvernement pour le rachat à \$17.50 des derniers 35 cents pour subsides en terres à être convertis en argent?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): La somme de \$1,233,713.50.

#### Demande de documents:

##### Distribution gratuite de livres d'écoles

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, rapports et instructions concernant la distribution gratuite de livres d'écoles dans cette province, ainsi que l'institution des concours tant sur le nombre nécessaire de ces livres que sur les matières diverses qu'ils devraient contenir, leur classification, graduation, etc.

Adopté.

##### Livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la liste de tous les livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique, tant français qu'anglais, qui peuvent être mis à l'usage des élèves des écoles publiques de cette province.

Adopté.

##### Congrès de colonisation de 1898

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett) qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, rapports, pétitions concernant la mise à effet des résolutions du congrès de colonisation tenu à Montréal en novembre 1898; également, copie de tout échange de correspondance au sujet de la colonisation entre le département de la Colonisation et M. L.-O. David, ancien député, au courant de l'été dernier.

Adopté.

##### Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nan-

tel), qu'il soit mis devant la Chambre copie des minutes du comité protestant du conseil de l'Instruction publique pour toutes réunions tenues depuis la dernière session.

Adopté.

#### Universités McGill et Bishop's College

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, tous documents, mémoires ou protêts de la part des universités McGill et "Bishop's College", au gouvernement ou à aucun de ses membres, ou au surintendant de l'Instruction publique ou au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, et tous et chacun des mémoires, correspondance, ou documents adressés par le gouvernement, l'un de ses membres, le surintendant de l'Instruction publique ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à chacune desdites universités, depuis la dernière session de la Législature.

Adopté.

#### Démission de membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, depuis la dernière session.

Adopté.

#### Subventions aux universités McGill et Bishop's College

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes résolutions ou recommandations passées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique à propos de toutes et chacune des subventions accordées ou refusées aux universités McGill ou "Bishop's College", depuis la dernière session.

Adopté.

#### Argent voté pour l'éducation

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous les ordres en conseil passés depuis la dernière session à propos de la distribution de l'argent voté pour l'éducation.

Adopté.

#### Inspection et réparation de routes

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 91) amendant le code municipal.

Adopté.



## En comité:

M. C.I. COTTON (Missisquoi): Explique que le projet de loi stipule que tout conseil municipal peut, par résolution, nommer un inspecteur en chef des chemins pour toute la municipalité et le payer comme un de ses employés. La personne ainsi nommée aura le contrôle absolu et la direction de tous les autres inspecteurs des chemins de la municipalité; et tout travail d'un caractère spécialement permanent dont le conseil a ordonné l'exécution sur un chemin quelconque doit être fait sous la surveillance personnelle de cet officier. Le conseil peut également nommer la même personne inspecteur des ponts pour toute la municipalité. Une autre disposition stipule que la cité de Sherbrooke, ainsi que les municipalités locales des comtés de Compton, Stanstead, Brome, Missisquoi et certaines municipalités des comtés de Richmond, Shefford, Huntingdon et Mégantic peuvent au moyen d'un règlement ou d'une résolution ordonner que la taxe imposée pour des travaux de confection ou de réparations de chemins municipaux et de ponts soit commuable, en tout ou en partie, contre une corvée suivant une échelle ou un tarif au taux fixe. Si aucune partie de la taxe n'est ainsi commuée, le conseil peut, chaque année, mettre de côté la proportion de la taxe qu'il juge convenable pour la confection ou la réparation permanente des chemins dans la municipalité; et si une partie seulement de la taxe est commuée, alors l'autre partie ou la partie que le conseil juge convenable peut également être mise de côté. La partie de la taxe ainsi mise à part ne doit pas être employée pour d'autres fins que celles de la confection ou de la réparation permanente des chemins; et si elle n'est pas toute employée durant l'année pour laquelle elle est mise à part, elle reste, comme fonds séparé, applicable à ces fins au cours de l'année ou des années suivantes. Cet ouvrage permanent doit être exécuté sous la surveillance de l'inspecteur des chemins, et s'il n'y a pas tel officier dans la municipalité, il est fait sous la surveillance d'une personne spécialement nommée à cette fin par le conseil.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

## Construction de trottoirs

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Missisquoi, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 18) amendement de nouveau le code municipal.

MM. L.-J. ALLARD (Yamaska) et L.-P. PELLÉTIER (Dorchester): Demandent que plusieurs projets de loi modifiant le code municipal soient référés au comité de législation.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que M. l'Orateur ne quitte pas

maintenant le fauteuil, mais que le bill soit renvoyé au comité de législation.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Approuve la proposition d'amendement du député de Dorchester. L'amendement est adopté.

## Qualification des conseillers législatifs

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 27a) concernant la qualification des membres du Conseil législatif.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Vente à crédit aux ouvriers

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Monsieur l'Orateur, mon but en demandant à cette honorable Chambre de passer cette loi est de venir en aide au petit commerçant en restreignant autant que faire se peut le malheureux système de crédit qui a été la ruine d'un grand nombre de commerçants, et surtout de venir en aide à la population ouvrière des villes et spécialement à celle du comté qui m'a confié la noble tâche de représenter ses intérêts dans cette Chambre.

Le système du crédit a ruiné plus d'un honnête ouvrier qui a bientôt vu son salaire saisi et qui a, par la suite, perdu son emploi.

Il se peut qu'au début les ouvriers souffrent quelque peu de l'application de la loi, sous la forme d'une diminution de crédit. Mais, la concurrence aidant, les choses reviendront à peu près à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Cela ne veut pas dire que les crédits seront plus forts, aussi nombreux qu'ils le sont aujourd'hui. Mais les ouvriers honnêtes, payant plus ou moins longuement, mais payant, trouveront toujours le crédit légitime dont ils ont besoin.

Le bill n'est pas seulement en faveur de l'ouvrier, mais aussi du petit commerçant. Les seuls commerçants atteints, frappés par cette loi, seront ceux qui exploitent les ouvriers en leur vendant fort cher, crédit à la semaine, des articles que les ouvriers pourraient acheter à bien meilleur compte en économisant la somme nécessaire à leur achat.

Ce ne sont ni les épiciers, ni les bouchers, ni les boulangers ou les marchands de combustible qui poursuivent les ouvriers et les ruinent en frais de justice.

Les crédits que ces honorables marchands accordent aux ouvriers sont toujours raisonnables et limités; limités aux ressources de l'ouvrier et limités suivant la bonne volonté que le débiteur montre dans ces règlements de compte.

Par cette loi, si comme je l'espère elle est adoptée, nous protégerons les ouvriers honnêtes qui sont actuellement à la merci de gens qui, de nos jours, sont les dignes émules de Shylock. Nous ferons naître en lui ce sentiment de fierté que possède tout homme qui a la satisfaction de ne rien devoir, et nous mettrons le commerce honnête en garde contre les mauvais débiteurs.

Permettez-moi, Monsieur l'Orateur, d'expliquer l'état de choses actuel dans les quartiers ouvriers.

Le salaire ordinaire d'un ouvrier dans les villes est, bon ou mal an, d'à peu près \$400 par année, c'est-à-dire à peu près \$30.00 par mois.

Prenant pour base une famille composée de 5 personnes, voyons en quelques mots quel est le bilan de cette petite famille.

	Par mois
Il faudra d'abord pour le loyer.....	\$ 6.00
Pour chauffage, 2 tonnes de charbon à \$6.25 et deux cordes de bois à \$5.75.....	2.00
Pour luminaire.....	1.00
Pour taxes.....	.50
Pour l'école d'un enfant.....	.25
Pour billets de transport, 48 par mois.....	.75
	-----
	\$10.50

Déjà sur ce salaire \$10.50 sont disparues, et il ne reste plus que \$19.50, ce qui en chiffres ronds fait pour chaque personne de cette famille pour payer le blanchissage, la nourriture, les frais de maladie et les autres petites dépenses absolument nécessaires de la famille, ce qui fait, dis-je, pour chaque personne \$4.00 par mois, soit \$1.00 par semaine ou à peu près 14¢ par jour, ou encore un peu moins de 6¢ par repas.

Monsieur l'Orateur, par ce simple examen du bilan ordinaire de l'ouvrier, on voit qu'il ne lui est pas toujours facile, même avec la meilleure volonté du monde, de satisfaire aux engagements qu'on lui a fait contracter, très souvent en profitant de sa trop grande confiance et de son inexpérience.

Du moment, Monsieur l'Orateur, qu'un ouvrier semble gagner ce salaire régulier d'une trentaine de piastres par mois, vous voyez de suite une armée de commerçants lui tendre le piège et tâcher par tous les moyens possibles de l'amener dans leurs boutiques. Dès la première semaine, en simulant une confiance illimitée en lui, on tâche de lui faire de suite contracter une dette qu'il ne peut pas acquitter intégralement avec le salaire de sa semaine. À partir de ce jour, ce pauvre citoyen est à la merci complète de ces exploiters. Du moment qu'il commence à acheter à crédit, il perd pratiquement le droit de discuter le prix, la qualité et même parfois la quantité des marchandises qu'il achète, lorsque par exemple le sucre vaut 4½ ¢ argent comptant, on lui fait payer 5 ¢; lorsqu'il va acheter deux livres de viande, on lui met ½ livre d'os, etc.

Ce pauvre homme, voyant que son travail ne peut plus suffire et voyant qu'il est volé, garde une partie du salaire de sa semaine et va acheter argent comptant chez le commerçant voisin où il a appris qu'il pouvait être mieux traité. Alors son créancier furieux lui envoie sa note en lui enjoignant d'avoir à solder immédiatement un compte qu'on lui avait fait contracter pour mieux le voler.

Ne pouvant le faire dans le court délai qu'on lui accorde, on le met entre les mains de certains avocats, indignes de ce nom, qui toujours sont à l'affût pour ces sortes de causes. Pour une malheu-

reuse dette de 5 ou 6 piastres, on lui fait des frais qui, parfois, s'élèvent à un montant assez considérable; vient ensuite la saisie-arrêt, qui, toujours, détermine le renvoi de l'ouvrier de l'atelier où il gagne le pain de sa famille. Les portes des autres ateliers lui sont fermées, et voici qu'un honnête citoyen est mis sur le pavé, sa famille est dans la misère, et découragé il est obligé de s'expatrier pour se soustraire à ses persécuteurs, pendant que nous dépensons des montants considérables pour amener dans ce pays des étrangers qui, parfois, et même souvent, sont loin d'avoir pour nous la reconnaissance que devraient faire naître chez eux les sacrifices que nous faisons pour les tirer de la misère, en négligeant les nôtres.

Voilà pour un côté de la question, Monsieur l'Orateur. D'un autre côté, cette loi aura pour effet de restreindre un peu l'orgueil effréné et ridicule que l'on voit malheureusement trop souvent chez quelques-uns de nos ouvriers. On contracte parfois, de ce chef, des dettes qui ne sont pas du tout proportionnées au salaire que l'on reçoit. On achète à la semaine à des prix exorbitants et l'on s'habitue à ce système de crédit et de confiance illimitée dans un avenir qui, très souvent, ne réserve que des déboires pour le pauvre ouvrier qui se laisse fasciner par ce sentiment d'orgueil qui a déjà fait tant de mal dans cette province.

Quand le marchand saura qu'il ne peut plus saisir le salaire de l'ouvrier, quand il ne pourra pas lui tenir sur la tête cette épée de Damoclès qu'on appelle la saisie et qui, toujours, signifie misère pour l'ouvrier, il sera plus prudent et, dans nombre de cas, il ne vendra que pour argent comptant, quand il aurait pu être induit à vendre à crédit en se reposant sur cette garantie assez illusoire pour le créancier qu'on appelle la saisie-arrêt. La question de l'insaisissabilité des salaires est à l'étude dans bien des pays. Elle fait l'objet d'une étude sérieuse en France.

Étant moins exposé à subir des pertes, il pourra vendre à meilleur marché, et nous ne tarderons pas à constater une diminution considérable dans le nombre annuel des faillites des petits commerçants.

D'un autre côté, voyant la grande difficulté de contracter des dettes, l'ouvrier imprudent et négligent.

au lieu de chômer durant la saison du travail pour assister aux pique-niques et dépenser son argent à des futilités, sera obligé d'être plus assidu à son travail et plus économe. Il sera obligé, comme la fourmi, de faire son amas pour ne pas être forcé de danser l'estomac vide dans la mauvaise saison.

Je termine, Monsieur l'Orateur, et je crois que cette honorable Chambre, en adoptant cette loi, rendra un service immense à la classe ouvrière qui semble être la seule à ne pas être protégée contre toutes les combines et les exploitations. Je l'ai soumis à la considération de mes collègues, espérant qu'ils lui donneront toute l'attention qu'une semblable mesure peut exiger de la part de législateurs consciencieux de leur devoir et décidés à le remplir advenne que pourra et que voudra.

Je propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que le bill (bill no 100) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La proposition est adoptée sur division.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. L'ORATEUR: Déclare cette proposition adoptée.

M. L.-P. PELLETIER [Dorchester]: Fait ajouter "sur division".

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): S'oppose à ce que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes. C'est une manière sommaire d'enterrer un bill qui est important et qui appelle sérieusement la discussion de la Chambre. Ce bill doit être examiné sérieusement, au lieu d'être cavalièrement jeté au panier.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Condamne à son tour ce système de renvoyer, sans autre forme de procès, un projet de loi à un comité et de faire constater qu'il y a division sur cette décision.

Ce système est abusif, irrégulier et doit être abandonné sans retard.

S'il y a division, il faut que la Chambre et le pays sachent qui fait opposition à la proposition et sur quoi cette opposition est basée.

Il faut que les députés prennent la responsabilité de leurs actes, que le peuple sache à qui il doit imputer l'adoption ou le rejet de telle ou telle mesure; qui, dans sa conduite, s'est montré l'ami ou l'ennemi des intérêts privés ou publics.

Avec cette mode peu gênante de déclarer sans façon un projet de loi adopté ou rejeté sur division, on élude les responsabilités et comment n'importe quelle mauvaise action sans sourciller.

M. L'ORATEUR: Change sa décision et déclare qu'à la séance de demain la Chambre se formera en comité général pour examiner le bill du député de Montréal no 1.

## Loi électorale

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 152) amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Code de procédure civile

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

## Code de procédure civile, article 599

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 19) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

## Amélioration des chemins à Montréal

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que le bill (bill no 147) amendement l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que le bill vise à permettre que les billets aller-retour utilisés par les cultivateurs pour franchir les barrières à péage soient valides pour une période de 48 heures.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

## Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 82) refondant et amendement le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il se propose de confier la préparation de ce bill aux officiers en loi de façon à ce que le bill soit prêt pour la prochaine session.

On a déjà procédé à plusieurs améliorations à la loi actuelle. On a présenté des dispositions visant à encourager la construction de chemins et à faciliter le travail des conseils municipaux. On a aussi modifié la procédure concernant les appels de façon à ce qu'elle ressemble, sous plusieurs aspects, à celle décrétée dans la Loi de l'instruction. Il souhaite que lorsque, l'année prochaine, cette mesure viendra devant la Chambre, elle soit rédigée de façon à ce que nous puissions la régler rapidement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'objecte à l'idée de référer un bill aux officiers en loi de la couronne, car cette procédure est irrégulière. Avant que ce bill soit présenté en deuxième lecture, on devrait accorder à la Chambre suffisamment de temps pour l'étudier dans sa forme actuelle.

La proposition de deuxième lecture est reportée à une date ultérieure.

#### **Corporations de villes**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le bill (bill no 153) amendement la loi concernant les corporations de ville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il cite l'amendement proposé, qui se lit comme suit: "Lorsque la description du territoire compris dans une ville, donnée dans la charte, consiste dans l'énumération des numéros de cadastres, tous les terrains situés entre les lots désignés par ces numéros sont censés faire partie de la ville."

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Corporations de villes**

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill 0) du Conseil législatif, amendement la loi régissant les corporations de ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que les pouvoirs d'emprunt des corporations municipales étaient fixés à 20%. Il aurait aimé que la limite soit placée à 15% au lieu de 20%, car il croit que le chiffre le plus bas serait en fait plus avantageux.

Adopté. Le bill est lu pour la deuxième fois.

#### **Mauvaises herbes**

M. E. BLANCHARD (Verchères): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 155) amendement l'article 5556 des statuts refondus relatif aux mauvaises herbes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il demande que l'on ait plus de temps pour couper les mauvaises herbes. Telle que rédigée, la loi ne permet plus de couper la seconde pousse qui est souvent très fertile en graines.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de l'agriculture et de l'immigration.

#### **Largeur des chemins municipaux à Sorel**

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que le bill (bill no 108) amendement l'article 769 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce bill, qui concerne la largeur des chemins municipaux dans les îles de Sorel, qui se trouvent dans le comté de Berthier, intéresse les chemins de l'île du Pads et de Saint-Ignace, qui se trouvent à être dans des circonstances tout à fait particulières. Il vise à autoriser la reconstruction des chemins avec une largeur de 25 pieds au lieu de 36, parce que ces chemins situés sur le bord du fleuve rétrécissent d'année en année par suite des inondations.

M. J. MARION (L'Assomption): Répond que, lors de la mise en force du code municipal, ces îles existaient et que la loi actuelle ne peut les affecter. Il déclare que l'amendement du député de Berthier est inutile, puisque les chemins en question sont d'anciens chemins qui ont été ouverts sous l'ancienne loi.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Réplique que tous les ans, il y a des parties assez considérables qui disparaissent par suite d'éboulis, etc., surtout lors de la crue du printemps. Si l'on exige que la loi soit sévèrement observée, plusieurs cultivateurs vont être dans un grand embarras.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Pense que la loi actuelle, en prescrivant que la largeur des chemins sera de 36 pieds, est très sage, car les chemins ne seront jamais trop larges.

Quant aux dommages par la crue des eaux, il est d'opinion que c'est un fait trop particulier; il aura pour effet d'ouvrir la porte à une foule de demandes analogues qui viendront de toutes les parties de la province.

Le député de Berthier voudrait que les chemins de l'île du Pads n'aient plus que 25 pieds de largeur. Si les éboulis se continuent, il lui faudra revenir à la charge et réduire encore cette largeur.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Se prononce en faveur du bill, parce qu'il n'est question que de petites îles "isolées" du continent qui ne demandent la législation que pour elles seules.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soutient que cette mesure aurait dû être présentée comme bill privé, il soulève la question d'ordre, étant donné qu'il n'y a pas eu d'avis donnés au préalable pour l'adoption de ce projet de loi. Il peut y avoir des droits en jeu et les intéressés devraient être entendus. En adoptant cette mesure, dit-il, nous nous exposons à créer un précédent dangereux.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Prend la parole.

M. L'ORATEUR: Rejette la question d'ordre.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Demande de documents:

#### Garde forestier E. Coulombe

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute instruction donnée à E. Coulombe comme garde forestier depuis mai 1897:

2. Copie de tous rapports d'emploi de son temps et de tous comptes par lui fournis;

3. État indiquant le montant d'argent à lui payé. Adopté.

#### Crime à Petit-Métis

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant la Chambre copie adressée au procureur général, dans le courant de janvier dernier, par le docteur Bouillon, de la paroisse de Matane, au sujet d'un crime qui aurait été commis dans le village de Petit-Métis, il y a deux ans, ainsi que copies de toutes lettres, documents et correspondance à ce sujet, ainsi que de toute enquête qui aurait été tenue par le magistrat du district en rapport avec cette affaire.

Il fait remarquer qu'un grave crime a été commis dans ce petit village et qu'il n'a pas encore été éclairci. Il ne blâme pas le gouvernement de ce qu'il a fait alors, mais le public désire avoir des renseignements sur cette grave question. Il ne doute pas que le procureur général a utilisé tous les moyens qu'il a à sa disposition pour présenter les coupables, s'il y en a, à la justice. Mais il croit que les accusations ne sont pas fondées. Une enquête complète semble tout à fait nécessaire pour arriver à la vérité. D'après les renseignements particuliers qu'il a, il serait possible de découvrir maintenant ce qui n'a pu l'être auparavant. Il est important que cela soit fait, et il espère que le gouvernement fera son devoir.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Quand tous les documents seront soumis, la Chambre sera convaincue que le gouvernement et le procureur général ont fait tout ce qu'il y avait à faire dans cette circonstance.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il est informé que le magistrat du district a commencé une enquête,

mais ensuite il a arrêté cette enquête. Agissait-il par instructions reçues du gouvernement? C'est ce qu'il importe de savoir. Si un crime a été commis, il faut que le public le sache et que le coupable soit puni.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le procureur général n'a pas donné ordre d'arrêter l'enquête, mais le département a reçu un rapport du magistrat.

La proposition est adoptée.

#### Garde-feu L. Collard

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie:

1. De toute instruction donnée à Louis Collard comme garde-feu depuis mai 1897.

2. Copie de tous comptes envoyés par lui au gouvernement à quelque titre que ce soit.

3. État indiquant les montants d'argent à lui payés depuis cette date.

Adopté.

#### Police provinciale

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre:

1. Une copie de tous arrêtés en conseil en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 31, concernant la police provinciale;

2. Copie de la liste de tous les officiers du corps de police nommés en vertu de ladite loi, mentionnant la date de leur nomination, leur rang et traitement respectifs;

3. Copie de tous ordres ou instructions donnés par le procureur général en vertu des articles 2851, 2852, 2853 et 2854 de ladite loi.

Il fait remarquer que sa motion a pour but d'obtenir des renseignements sur l'organisation de la police provinciale; mais avant de passer à l'étude de cette question, il demande au secrétaire provincial s'il est en mesure de dire à la Chambre le nombre de sergents et de constables qui sont actuellement à l'emploi du gouvernement. Une loi passée à la dernière session laissait le contrôle de la police provinciale au procureur général.

Il est important que ce corps soit constitué de manière à faire face à toutes les éventualités.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répond qu'il ne peut le faire maintenant, mais qu'il présentera les documents à la Chambre le plus rapidement possible.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Dans ce cas, il remettra à plus tard les quelques remarques qu'il a à faire à ce sujet.

Adopté.

### Vente de lot à Percé

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, de tous rapports et de toutes décisions du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, depuis deux ans, au sujet de la révocation de la vente du lot no 12, rang A du township de Percé; et de la revente de ce lot à James Colin, fils de Thomas et à Joseph Colin, fils de Charles.

Il désire savoir s'il y a eu faute de la part du commissaire ou de son agent dans ce cas. M. J.-A. L'Espérance, agent des terres à Percé, a écrit à M. Dallaire, l'occupant du lot dont il s'agit, une lettre le menaçant de faire révoquer son lot s'il ne donnait pas une quittance à une personne qui s'était permis de couper du bois sur son lot. La conséquence a été qu'il y a eu révocation du lot par le département pendant le délai additionnel qui avait été accordé à Dallaire pour remplir les conditions d'établissement.

Dans Gaspé, toutes les révocations se font du point de vue politique. Tous les lots occupés par des conservateurs sont révoqués par le département et ce, sur rapport de son agent. Le commissaire prétend qu'il ne fait pas de politique dans son département, mais son agent à Percé est un homme qui fait de la politique.

Il déclare que le commissaire des Terres a le droit de confirmer la révocation des ventes, mais seulement en qualité de juge. Ce n'est qu'après avoir entendu la cause que le commissaire peut ordonner la révocation si la vente n'est pas légale. Dans le cas qui nous occupe la vente a été révoquée d'une manière injuste.

Le lot a été vendu à un homme nommé Dallaire et a été ensuite revendu à deux dénommés Colin. La conduite de l'agent a été tout à fait odieuse dans toute cette affaire. Il est du devoir du commissaire de remettre le colon en possession du lot dont il a été dépossédé. L'agent dont il est question, M. L'Espérance, mérite d'être démis immédiatement, car il a persécuté M. Dallaire et s'il continue à se conduire comme il l'a fait, c'est-à-dire en politicien acharné, pas un conservateur ne pourra obtenir un lot dans cette partie du pays. Il peut arriver que cet agent ait réussi à mettre le commissaire sous une fausse impression; dans ce cas, le commissaire devra prendre de nouvelles informations sur cette affaire et rendre justice à qui de droit.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): La vente à Dallaire a été annulée à la demande de ce dernier, bien que la révocation ait été suspendue à la demande du curé Côté. De plus, ce colon était en possession de ce lot depuis onze ans et n'avait rien fait pour se conformer à la loi. Que le chef de l'Opposition porte une accusation formelle contre cet agent, un nommé L'Espérance, et le ministre des Terres ordonnera aussitôt l'enquête la plus sévère sur cette agence. Dans le département des Terres, il n'y a ni bleu ni rouge; il protège tous les colons à quelque parti qu'ils appartiennent.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les preuves recueillies contre L'Espérance demandent impérieusement l'enquête que le commissaire vient de promettre avec beaucoup de complaisance. Il est évident que d'après le dossier produit devant la Chambre, c'est l'agent qui, par ses manœuvres, a réussi à faire faire la révocation par le département. Le dossier est suffisant pour justifier une enquête, et il lui semble que le commissaire n'a pas besoin d'autres déclarations. Si l'agent s'est comporté comme on le prétend, il est indigne d'occuper ses fonctions.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Est heureux d'entendre la déclaration du commissaire des Terres en ce qui regarde le présent cas. Mais il ajoute que, dans une autre circonstance, le commissaire a ordonné la révocation d'un lot du rang C de Percé sur la simple suggestion de son agent, disant que les affidavits donnés par trois ou quatre personnes dans cette affaire étaient faux et malgré le rapport de l'agent Kemp demandant que l'on maintienne le lot en question.

Il blâme le commissaire des Terres qui a mis de côté le rapport de l'inspecteur Kemp, et il se demande en vertu de quel droit il a pu mettre sa signature au bas d'une révocation sur l'"ipse dixit" de son agent.

Le commissaire des Terres veut que lui, le député de Gaspé, porte une accusation. En voilà une, et les documents démontrent que c'est tout un système odieux organisé par cet agent pour favoriser ses amis politiques et persécuter ses adversaires.

La conduite de M. L'Espérance a été odieuse. Ce dernier se croit plus puissant que le commissaire.

La proposition est adoptée.

### Thomas Côté

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose de remettre à M. Thomas Côté les frais entraînés dans la présentation du bill autorisant le Barreau de la province à l'admettre au nombre de ses membres sauf les coûts d'impression et de traduction.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'oppose à la motion. La Chambre a déjà fait une grande faveur à M. Côté en adoptant son bill; lui faire cadeau de son dépôt est plus que ce qu'il doit raisonnablement attendre.

Les personnes qui réussissent à faire passer des bills pour être admises à des professions devraient être satisfaites sans demander qu'on leur remette leurs frais. Si nous consentons à cette demande, nous allons créer un précédent, car, jusqu'à présent, cette remise a été faite que pour les institutions de charité. Du reste, cette remise sera un encouragement à tous ceux qui voudront suivre cette voie pour arriver à l'admission dans les professions libérales.

Si l'on adopte cette motion, c'est une prime d'encouragement que l'on donne à tous ceux qui viendront demander semblable exemption. Le trésorier de la province devrait s'occuper à cela et.

si l'on insiste pour faire passer cette mesure, il demandera un vote de la Chambre afin que chacun prenne sa part de responsabilité.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Se dit étonné de cette objection. Depuis 1875, on a toujours fait remise des frais sans soulever aucune objection. Pour prouver cette dernière affirmation, il demande de suspendre sa motion pour qu'il puisse quérir les documents nécessaires.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande que l'on suspende la question jusqu'à ce qu'il ait constaté s'il y a des précédents pour justifier une pareille exemption.

La proposition est laissée en suspens.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 60) autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;

Bill (bill no 61) octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis;

Bill (bill no 73) constituant en corporation "The Montreal Day Nursery";

Et bill (bill no 129) concernant la municipalité du village de Villeray.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 142) amendant la charte de la cité de Saint-Henri, avec des amendements pour lesquels il demande son concours.

### **Charte de Saint-Henri**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 142), intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Construction d'églises, presbytères et cimetières**

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 158) amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Il explique brièvement que le but du bill est de fournir une plus grande sécurité aux actionnaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Concession gratuite de lots aux colons**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. E. Bouffard), qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette

Chambre, l'oeuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la couronne était amendée de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites.

Il déclare que la discussion qui a eu lieu en Chambre tout à l'heure concernant la révocation de la vente du lot dans Percé montre bien les difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de conflits entre marchands de bois et colons.

Il déclare que l'amendement de la loi concernant les terres de la couronne serait un excellent moyen de mettre fin aux conflits qui surgissent si souvent entre les colons et les marchands de bois.

Les agents des terres ont instruction maintenant de ne pas vendre de lots bien boisés aux colons. La conséquence est que les colons qui veulent s'établir dans notre province sont obligés de s'établir sur des terres dépouillées de bois marchand.

Le marchand de bois représente une industrie profitable à la province. Mais il est regrettable que les droits des colons ne soient pas plus respectés qu'ils le sont. Il faut travailler de toutes nos forces à garder nos compatriotes au pays; et pour cela, il s'agit de faire disparaître les difficultés qui s'opposent au progrès de la colonisation. Si nous donnions à nos colons les mêmes avantages qu'on accorde aux colons dans la province d'Ontario, nous serions sûrs de retenir dans la province la plus grande partie de nos compatriotes qui se dirigent vers le Manitoba et le Nord-Ouest. Ce sont des enfants de la province de Québec qui sont les meilleurs défricheurs et les principaux colons de la province d'Ontario. Il espère que la Chambre approuvera ses vues, ce serait peut-être un moyen de retenir au pays nos gens qui s'en vont aux États-Unis.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Félicite le député de Wolfe pour son patriotisme, mais cette proposition ne peut être acceptée telle qu'elle est.

Il serait difficile de procéder à la distribution des lots sur lequel le bois marchand a été enlevé, car la définition du bois marchand n'est pas bien claire. Suivant les uns, un tel bois est un bois marchand, mais suivant les autres, il ne l'est pas. Il faudrait amender la loi, de manière à faire disparaître toute ambiguïté. Une chose digne de remarque, c'est que le colon de bonne foi n'a jamais de difficultés avec le marchand de bois. Il ne faut pas non plus enlever à la couronne une source de revenu, sans pour cela venir en aide aux colons. Le prix des lots est tellement bas qu'il n'est pas nécessaire de changer le système actuel. Dans la plupart des cas, il y a des réductions d'intérêt des deux tiers et des trois quarts, quelquefois même de la totalité.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Le gouvernement devrait donner au colon la valeur de cette gratuité. On devrait permettre à un colon résidant de prendre du bois sur son lot, là où il le trouve,

en hiver, alors qu'il n'a rien à faire. On devrait, de plus, lui faire la remise des droits de coupe. Tout le monde veut le progrès de la colonisation, mais on ne prend pas les moyens de venir en aide aux colons. On se plaint du mouvement de l'émigration, mais ce n'est pas surprenant parce que le colon crève de faim dans bien des endroits. Il est vrai que la loi a été amendée, mais ce n'est pas encore satisfaisant pour le colon. Il y a encore trop de lenteurs et nos gens se découragent. Qu'on amende donc la loi de manière à aider le pauvre colon un peu plus qu'il ne l'est aujourd'hui.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il serait étrange que sur une motion comme celle-ci, il n'exprimât pas sa façon de voir.

La question soulevée par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicomyné) ne manque pas d'intérêt; mais le principe de gratuité est un principe exceptionnel dans nos lois. Aujourd'hui il n'y a que quelques lots sur le bord des grands chemins qui soient quelquefois donnés gratuitement. Aucun gouvernement n'a forcé le colon à payer des arrérages quand il s'est trouvé devant un cas d'impossibilité. En thèse générale, un colon peut avoir un lot sur lequel il y a encore assez de bois pour son usage, pour les fins de construction et de chauffage. Les lots sont aujourd'hui pratiquement donnés aux colons.

On peut arriver au résultat voulu par le député de Wolfe sans recourir à une loi générale. Au besoin, on peut imposer un prix nominal quand il s'agit d'un pauvre colon; ou bien lorsqu'il s'agit d'un lot qui a été ravagé par un incendie. Un ordre en conseil peut suppléer à une loi générale, qui dans plusieurs cas, donnera lieu à de graves inconvénients dans son application.

La résolution du député de Wolfe renferme de bonnes choses, mais ces bonnes choses ne compenseront pas les embarras qu'elle peut créer. Le département des Terres est l'un des plus difficiles à administrer à cause des conflits entre colons et marchands de bois. Mais il croit que la proposition devrait être considérée sérieusement car elle offre certainement un aspect populaire.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que l'on est toujours en face du conflit entre le colon qui veut s'établir et le marchand de bois qui veut faire fortune.

Le mal existe depuis 1867 parce que l'on n'a pas convoqué les vrais intéressés pour connaître leurs opinions sur cette question. Le colon, aujourd'hui, est entre les mains du marchand de bois et n'a pas de l'État la protection voulue.

Le plus grand obstacle au développement de la colonisation dans les vieilles paroisses vient de la concession d'énormes seigneuries à des gens qui, très souvent, n'y avaient aucun droit.

L'abolition de la tenure seigneuriale a certainement amélioré la situation, mais n'a pas guéri le mal, parce que le remède n'a pas été radical. De plus, ce qui a nui le plus à la colonisation depuis quelques années, c'est le développement des industries

qui ont appelé un grand nombre de nos jeunes gens des campagnes dans les villes, où ils trouvent une vie qui semble plus facile alors même qu'elle ne serait faite que pour leur réserver des désillusions plus tard.

Il reconnaît aussi que la situation faite aux provinces depuis la Confédération est plus que précaire. Les besoins ont augmenté sans que les ressources aient suivi la même progression. Eh bien, tout gouvernement qui aura conscience de sa responsabilité et qui voudra réellement le développement de notre province sera obligé avant longtemps de dire franchement aux vieilles paroisses qu'il faut venir en aide pour favoriser ce développement du pays. Les revenus ne suffisant plus, il faudra en créer.

M. J.-A. CHICOMYNÉ (Wolfe): Dit que son but n'est pas de faire de la populacière sur cette question et il compte sur les sympathies de ceux qui s'occupent du mouvement colonisateur auquel il a travaillé depuis au-delà de 30 ans dans cette province et plus spécialement dans les Cantons de l'Est.

Il est prêt à ajourner la considération de cette question si on le désire.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare que la chose est peut-être préférable ainsi.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Veut que les droits des colons et des marchands de bois soient également respectés et dit que les colons de son comté aimeront mieux choisir les lots bien boisés que des lots complètement dénudés. La colonisation a fait des progrès rapides dans son comté, car, depuis quelques années, il a surgi dans cette partie du pays cinq nouvelles paroisses qui sont aujourd'hui florissantes. Il est du devoir du commissaire de respecter les droits du colon et ceux du marchand de bois.

Il a dans son comté, lui aussi, des colons dont les intérêts lui sont chers. Tout ce qu'il demande, c'est que le gouvernement intervienne dans cette question pour que marchands de bois et colons n'empiètent pas sur leurs domaines respectifs.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### Conseils de comté

La Chambre reprend le débat ajourné le 8 février courant sur l'amendement de l'honorable J.-E. Robidoux à la motion de M. Blanchard, que "dans cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante:

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées.

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.



3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés."

Lequel amendement se lit comme suit: Que le projet de résolution contenu dans la motion soit renvoyé au comité du code municipal pour étude, en rapport avec la refonte du code dont le comité est chargé.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare qu'à cette heure avancée il n'a pas l'intention de faire un discours, mais il veut au moins donner son opinion sur cette question. Il croit qu'il ne serait pas pratique de référer cette question, comme on l'a proposé, au comité municipal qui a terminé ses travaux, mais que la Chambre doit se prononcer. Il n'y a jamais eu de plainte dans son comté contre l'existence des conseils de comté et il votera contre l'abolition. Il y a des questions qui ne peuvent être réglées que par le conseil de comté, et dans toutes les provinces de la Confédération, on a cru que l'existence de ces conseils était nécessaire.

Il se dit donc en faveur du maintien du statu quo, à moins que l'on révisé tout le code municipal.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Déclare qu'il est en faveur du maintien des conseils de comté.

Il déclare que dans le comté des Deux-Montagnes, le conseil de comté a rendu de grands services; il a évité beaucoup de procès et, par conséquent, des frais, en rendant des jugements dont, à sa connaissance, il n'a jamais été porté appel. Leur suppression entraînerait trop de bouleversements dans nos lois municipales.

M. M. MCDONALD (Bagot): Est en faveur du maintien des conseils de comté, car ils ne coûtent annuellement que des sommes insignifiantes. Il dit avoir consulté les municipalités de son comté et l'opinion générale est qu'on doit maintenir le statu quo. Avec le système proposé, les frais seraient plus élevés qu'aujourd'hui. Les cultivateurs sont parfaitement au fait du code municipal, et l'on voudrait le changer complètement. Pour ces raisons, il votera contre l'abolition des conseils de comté. Ceux qui demandent aujourd'hui l'abolition des conseils de comté auront mauvaise grâce à se présenter devant leurs électeurs.

M. C. DORRIS (Napierville): Se prononce également contre l'abolition des conseils de comté, car il a la conviction que le conseil de comté a rendu et rendra encore de grands services.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Retire son amendement, qui demande le renvoi de cette résolution au comité du code municipal.

M. E. BLANCHARD (Verchères): Fait un exposé des avantages qu'entraînerait l'abolition des conseils de comté.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Cette question de l'abolition de conseils de comté rappelle la discussion de la décentralisation judiciaire, il y a 50 ans. vu son importance et l'intérêt que lui portent les municipalités et les contribuables intéressés.

L'honorable député de Verchères mérite les remerciements non seulement de cette Chambre, mais aussi de tous les contribuables municipaux des villages, cantons et paroisses de cette province, et je l'en félicite.

Cependant, je ne concours pas dans tout ce qu'il a avancé, tout en l'approuvant pour partie, et je m'explique.

M. L'ORATEUR: Rappelle la Chambre à l'ordre.(1)

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Je trouve, comme lui, que les conseils de comté sont cause de grandes dépenses judiciaires, de beaucoup de troubles, qu'ils commettent de graves injustices, provoquent des dénis de justice, surtout dans l'ajustement des difficultés relatives aux chemins, ponts et cours d'eau, entre différentes municipalités et quand ils siègent comme tribunal d'appel dans et sur les décisions des conseils locaux.

Le procès-verbal entre Ripon et Saint-André-Avellin, qui provoqua un procès où tous les contribuables du comté d'Ottawa (maintenant les comté de Wright et Labelle) payèrent près de \$1,100.00 de frais pour une chicane entre Saint-André et Ripon. On préleva sur tout le comté d'Ottawa, dans les municipalités situées à 150 milles des endroits où ces chemins et ponts existaient.

Voilà une injustice. S'il n'y avait pas eu de conseils de comté, pas de procès d'abord, pas de dépenses ensuite et finalement pas d'injustice.

À peu près la même chose pour les cours d'eau dans les cantons Templeton et de la Gatineau.

Dans cette affaire, le comté d'Ottawa, maintenant Labelle et Wright, fut obligé de prélever sur tout le comté une somme d'au-delà de \$5,000.00 pour une chicane entre Templeton et le village de Gatineau.

L'affaire du township de Low, espèce de rébellion, qui coûta au comté près de \$3,000.00, et cela par la négligence du conseil de comté d'Ottawa à ne pas faire payer en temps la quote-part due par ce township.

On avait laissé le township 17 ans sans payer sa quote-part de taxes, ce qui provoqua les autres municipalités qui se mirent à refuser, elles aussi, de payer leur quote-part de taxes dues au comté.

D'autres dépenses inutiles, vexatoires et injustes dans ces procès, qu'on aurait pu éviter en n'ayant pas de conseil de comté.

1. Je soumets qu'on peut se passer de conseils de comté en faisant disparaître du code municipal tous les articles ayant trait aux conseils de comté et à leurs attributions.

C'est la Législature qui crée les comtés, elle pourrait aussi choisir les endroits convenables pour les bureaux d'enregistrement.

1. Il y avait brouhaha en Chambre pendant le discours du député d'Ottawa, brouhaha causé par le lancement de chapeaux et de papiers.

L'on pourrait aussi décréter que pour le choix de l'endroit du bureau d'enregistrement les électeurs le feront par le vote ordonné par une proclamation du lieutenant-gouverneur dans chaque municipalité, comme la chose vient de se pratiquer dans le district de Nipissing, Ontario, aux frais des contribuables, par le ministère du Secrétaire provincial qui, après que ce choix serait fait, ordonnerait à chaque municipalité de prélever sa quote-part du coût de ce bureau.

Même chose pour la Cour de circuit et la voûte pour les archives, les deux devant être dans le même édifice en autant que faire se peut.

On n'aura plus besoin de chef-lieu pour le siège du conseil de comté, le conseil de comté n'existant plus. Mais la proclamation pourrait contenir, en même temps que l'endroit choisi pour le bureau d'enregistrement, l'endroit pour la Cour de circuit et l'endroit qui sera considéré comme chef-lieu, pour les fins d'enregistrement judiciaires et parlementaires.

Cet appel au peuple, que je suggère pour le choix de l'endroit du bureau d'enregistrement et de la Cour de circuit, peut vous paraître dispendieux. Cependant cela coûterait une bagatelle à chaque municipalité. De plus, ce système aurait pour effet d'arrêter ces demandes de changement d'endroit du bureau d'enregistrement, du moment que telles demandes seraient à la charge de tout le comté.

2. Je soumetts aussi que les immeubles grevés de taxes devront être vendus par et dans les municipalités où ils sont situés, considérant les dépenses considérables qu'entraîneraient ces ventes au chef-lieu.

Chez nous, on vend à Hull ou à Papineauville des lots qui doivent \$8.00, \$10.00, \$12.00 à \$25.00, et situés à Maniwaki, à Kensington, à Aumond, Northfield, à Campbell, Robinson, Pope, Kianuka, Loranger, Marchand. Si les intéressés veulent venir à la vente, il leur faut voyager deux jours, trois jours et même quatre jours pour se transporter soit à Papineauville ou à Hull. Et quelles dépenses considérables. On débourse \$15.00, \$18.00 et \$30.00 pour tel déplacement. Que les ventes se fassent par et dans la municipalité où sont situés ces immeubles. Et que l'on ne publie point ces ventes dans les journaux ni dans la Gazette officielle, excepté pour les propriétaires absents, et que l'on fixe l'honoraire aussi bas que possible qui devra être payé pour tel avis dans les journaux et dans la Gazette officielle. Que toutes les autres ventes soient faites seulement après un avis dûment signifié au débiteur par le secrétaire-trésorier qui aura droit à un honoraire de 20 cents pour telle signification, en outre d'un milage de 8 cents par mille.

Et je vous assure que de cette manière ces ventes coûteront beaucoup moins que par le système actuel, et il y aura autant de garanties pour le débiteur, pour l'acquéreur et pour les tiers. Mais cette vente ne devra pas purger les hypothèques.

3. Quant à l'ajustement des difficultés relatives aux chemins, ponts et cours d'eau entre différentes municipalités, je suggère qu'elles soient soumises

au magistrat de district, à qui les intéressés devront s'adresser par requête, mais sans honoraires d'avocats, les intéressés devant agir et faire devant le magistrat comme devant le conseil. Il n'y aura lieu d'exiger des honoraires que pour la production de la requête et pour dresser l'acte d'entente ou d'accord, si les parties s'entendent devant le magistrat qui les aura convoquées à l'hôtel de ville ou à la maison d'école la plus près du lieu où sont ou doivent être ces chemins, ponts ou cours d'eau. Et s'il n'y a pas entente, le magistrat nommera un surintendant spécial qui procédera comme il le fait actuellement. Ce surintendant fera rapport au magistrat de district, qui est complètement désintéressé et versé dans les lois municipales. Alors le magistrat, en recevant ce rapport, fait donner avis aux intéressés, tout comme la chose se pratique aujourd'hui, que tel jour, à telle heure, à tel endroit, il prendra en considération le rapport du surintendant, entendra le pour et le contre, et l'homologuera, s'il y a lieu, ou le rejettera. Cette décision devra-t-elle être finale? Pour moi, je dis oui. Car il y a toujours l'action populaire pour faire remédier à un mal, et cette action existe sous le droit commun. Mais peut-être me démontrera-t-on qu'il devra y avoir appel de ces décisions, et si on a de bons arguments, tant mieux. Je me rendrai à l'évidence.

4. Quant aux appels des décisions des conseils locaux, il faudrait les mettre aussi devant les magistrats de district d'après la même procédure existant présentement, avec la différence que le magistrat de district sera le conseil de comté, et le greffier, le secrétaire-trésorier, avec encore là de très faibles honoraires pour ces procédures pour induire les contribuables à procéder eux-mêmes sans le secours d'un avocat.

Où je diffère de beaucoup avec mon honorable collègue de Verchères (M. E. Blanchard), c'est quant à l'opportunité de ces changements. Je ne crois pas que la disparition immédiate des conseils de comté rencontrerait l'approbation des intéressés. Non, ceux-ci ne sont pas prêts à accepter un changement d'état de choses. L'idée n'est pas assez connue, elle n'a pas été assez discutée, elle n'est pas mûre pour permettre de décréter l'abolition des conseils de comté. Il faut donc préparer l'opinion publique à un changement aussi important. En allant trop vite, il arriverait ce qui est arrivé dans certains comtés qui adoptèrent un règlement pour chemin à voitures doubles; on soulèverait des protestations, des indignations qui n'auront pas lieu si l'on met les intéressés en demeure de comprendre la chose et la juger.

Je suggère donc que l'honorable secrétaire provincial demande à toutes les corporations municipales de tâcher de rendre cette question aussi publique que possible, par des assemblées publiques où l'on discutera la question et l'opinion des gens. Il faut inviter les journaux à discuter le pour ou le contre.

Les honorables membres de cette Chambre voudront aussi donner leur manière de voir pour que durant la vacance les intéressés puissent éclairer leur opinion individuelle et en faire leur profit.

Après que le public se sera saisi de cette question, l'aura discutée, comprise, mûrie et jugée, cette Chambre se prononcera. J'irai plus loin, je suggérerai un plébiscite si c'est nécessaire pour avoir la vraie opinion publique.

Si la chose est très importante, il faut vivre avec nos populations rurales, non pas vivre comme la plupart d'entre nous vivent, dans un milieu autre que la masse, il faut prendre part aux réunions de ces gens, où il n'y a ni avocat, ni notaire, ni médecins, pour là apprendre le sentiment vrai, l'opinion libre de ces populations. Je vous assure que c'est dans ces réunions que l'on apprend à connaître le peuple, ses sentiments et ses besoins.

Ayons ces renseignements et, alors, à la rentrée des Chambres l'an prochain ou dans deux ans, nous, les représentants des intéressés, serons en état de légiférer d'une manière plus éclairée en même temps que plus satisfaisante.

M. W.J. WATTS (Drummond): Croit qu'il serait préférable que la Chambre puisse s'exprimer maintenant sur cette question. Mais il nous faut attendre l'étude du projet du nouveau code municipal qui a fait l'objet d'une étude longue et approfondie et qui a été rédigée en se basant sur le maintien des conseils de comté.

C'est pourquoi il propose que la question ne soit pas examinée maintenant.

La discussion se poursuit et le député de Drummond retire sa proposition.

M. E. BLANCHARD (Verchères): Tente de démontrer les avantages de sa motion.

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre qui se divise, et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Blanchard, Cardin, Chauret, Chênevert, De Grosbois, Guerin, Lacombe, Laliberté, Major, Rainville, Rocheleau, 11.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Bédard, Bissonnette, Bouffard, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Gillies, Girard, Gouin, Grenier, Hackett, Lalonde, LeBlanc, Lisle, McDonald, Marion, Panneton, Parent, Pelletier, Plante, Robidoux, Roy, Smith, Tellier, Turgeon, Watts, Weir, 41.

Ainsi, la motion est rejetée.

La séance est levée à minuit vingt-cinq.

## Séance du 9 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures vingt.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent de législation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement:

Bill (bill no 153) amendant la loi concernant les corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements:

Bill (bill no 1083 amendant l'article 768 du code municipal;

Et le bill (bill no 96) incorporant et régularisant les compagnies commerciales.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 18) amendant de nouveau le code municipal, et l'a rejeté.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 154) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191 a des statuts refondus et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Compagnies d'assurance

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre se forme en comité général, à la prochaine séance, pour considérer la résolution concernant certaines compagnies d'assurance.

Adopté.

#### Abolition du Conseil législatif

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

Ce n'est pas la première fois que je m'occupe de la question qui fait l'objet de la résolution que je viens de vous présenter. Le 5 février 1878, M. Préfontaine, secondé par M. Cameron, proposait une série de résolutions tendant à l'abolition du Conseil législatif. L'honorable M. Angers, de son côté, proposait en amendement qu'il n'était pas à propos d'amender la constitution à cette époque, et la raison que l'on donnait était que la situation financière permettait encore de conserver cette branche de la Législature.

Le 17 juin 1878, je proposais l'adoption d'un projet de loi de même nature. La Chambre vota la loi par 2 voix de majorité mais elle fut rejetée par le Conseil législatif.

Le 2 juin 1880, l'honorable M. Mercier proposait une adresse au gouvernement impérial demandant de modifier notre constitution en ce qui regarde le Conseil.

Dans les différentes circonstances, où l'on a réclamé l'abolition du Conseil, on a toujours donné la raison d'économie et aussi l'on affirmait que le Conseil législatif ne représentait pas en réalité un élément de la population.

Si la raison d'économie existait alors, elle a beaucoup plus raison d'être aujourd'hui, où notre situation financière est plus obérée, grâce aux errements du passé.

Si l'on admet aussi que dans d'autres provinces, la législation ne souffre nullement de l'absence d'un Conseil législatif, il y a tout lieu de croire qu'il en sera ainsi dans la province de Québec.

L'économie des \$35,000.00 à \$40,000.00 que l'on réalisera par cette suppression nous permettra de faire un emploi plus efficace des fonds.

Pour se convaincre que notre Conseil législatif, tel que constitué, est une anomalie, il suffit d'en examiner la constitution, de se demander ce qu'il représente dans la Législature et de le comparer avec la branche du gouvernement impérial dont il est le simulacre, le diminutif.

En Angleterre, la Chambre des Lords représente toute une classe de la société britannique et elle possède, à cause de cela, sa raison d'être. Ses membres s'y trouvent dans des conditions d'indépendance parfaite qui la mettent au-dessus des influences du parti et lui donnent une prépondérance effective dans le travail de la législation. Un membre de cette Chambre n'est pas, comme ici, la créature d'un parti politique, travaillant par reconnaissance ou pour une partielle sympathie à maintenir au pouvoir les hommes à qui il doit sa position. Non, le pair d'Angleterre doit sa position au fait de sa naissance, et il arrive au Parlement avec ses propres opinions qui sont libérales ou conservatrices, selon l'accident de son éducation première.

Mais je dis que si la Chambre des Lords, vu la condition particulière de la société anglaise, peut avoir raison d'être, notre Conseil législatif ne l'a pas, puisque l'élément social représenté par la Chambre haute du Parlement anglais n'existe pas au Canada. Je dis, de plus, que le pair anglais exerce, dans la législation, une action indépendante et que, par conséquent, la Chambre dont il fait partie n'est pas exposée à devenir l'instrument complaisant d'un parti politique. Le pair d'Angleterre siège dans la Chambre des Lords par le fait accidentel de sa naissance, par le suffrage de ses pairs, tandis que les pairs irlandais y siègent à vie, après avoir été pareillement élus par leurs pairs.

Tous sont donc indépendants de l'influence ministérielle. En est-il ainsi de nos conseillers législatifs? Cette simple question fait sourire à bon droit les honorables députés de l'autre côté de cette Chambre. Cela me prouve qu'il ont encore tout

frais à la mémoire un fait politique auquel ils doivent leurs positions actuelles, et dont je ne veux pas rappeler le souvenir néfaste de ce débat.

Mais, encore une fois, que représentent-ils ces vénérables vieillards qu'on nous peint comme les modérateurs sages et prudents de notre législation?

Est-ce la noblesse? À tort ou à raison, cet élément n'existe pas dans notre société. Est-ce la richesse, la propriété foncière? Je n'hésite pas à dire que les grands propriétaires, les hommes de finance, les capitalistes sont dix fois plus nombreux dans cette Chambre qu'ils ne le sont dans le Conseil législatif.

C'est peut-être l'opinion publique? Pardon. Nous revendiquons pour cette Chambre le privilège de parler et d'agir au nom de l'élément populaire.

Pour toutes ces raisons, je suis obligé de conclure que nos conseillers législatifs ne représentent que leurs individualités respectives et que leurs intérêts individuels, quelque sacrés qu'ils soient, ne sont pas d'une telle importance qu'il faille sacrifier annuellement \$40,000 aux dépens de la caisse publique.

Mais les admirateurs du Conseil législatif nous assurent que ce corps exerce sur notre législation une influence salubre en rectifiant les écarts et en modérant les excès de la branche populaire. Oh! M. le Président, n'entrons pas trop en avant dans l'examen de cette prétention. J'ai un respect sincère pour la haute respectabilité des honorables membres de notre Chambre haute, mais j'ai trop observé leurs procédés pour prendre au sérieux ce rôle de modérateurs qu'on leur attribue complaisamment.

On parle de législation hâtive. Mais la législation se fait-elle d'une manière plus hâtive ailleurs que dans le Conseil législatif? Après avoir passé les trois quarts de chaque session à siéger pour la forme, se réunissant journellement pour s'ajourner, nos conseillers législatifs finissent par regarder passer au vol pendant les quelques jours qui précèdent la prorogation, toute la législation sessionnelle que l'Assemblée législative leur expédie par bottes, après l'avoir mûrement considérée. Et si, par hasard et par acquit de conscience, un honorable conseiller arrête quelque mesure au passage, c'est parfois pour en retrancher une disposition essentielle qu'il est obligé de rétablir par le dépôt, en toute hâte, d'un nouveau projet de loi que l'on expédie à la vapeur par toutes ses phases.

Pour toutes ces raisons, je suis forcé de déclarer franchement que, dans mon humble opinion, le Conseil législatif de cette province est une institution pour le moins inutile, et que, dans les circonstances actuelles, nous ne sommes pas en état de nous en payer le luxe dispendieux.

Du reste, cette opinion est celle que le peuple de la province a clairement manifestée pendant les dernières élections générales. Dans chaque comté, la question de l'abolition du Conseil a été discutée à fond, et la députation issue du suffrage populaire a décrété au nom du peuple et a voté son abolition.

Il déclare qu'il en parlera pas plus longtemps, étant quelque peu indisposé. Il s'en excuse et

demande à la Chambre la permission de se retirer.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): La première question que je me pose est celle-ci: Pourquoi cette motion, pourquoi la résolution de l'honorable premier ministre? Je vous avouerai que je suis encore à me le demander.

Il est vrai que dans ces derniers temps, il y a eu quelques bruits avant-coureurs de la motion, il y a eu quelques signes précurseurs de la grande motion ou résolution de l'honorable premier ministre. Des rumeurs ont circulé dans les journaux, même dans les coulisses de cette Chambre, qu'avant la fin de la session, nous aurions une mesure du gouvernement d'un caractère extraordinaire; il paraît même que certains députés auraient été consultés sur l'opportunité de saisir la Chambre de cette mesure. On a même dit qu'il y avait un plan de campagne d'arrêté depuis longtemps; on a dit que le premier ministre avait déclaré de soumettre à la Chambre la grande question de l'abolition du Conseil législatif.

Je ne comprends pas pourquoi le premier ministre arrive avec une motion comme celle-ci. D'abord, ce n'est pas un projet de loi qu'il nous soumet, non, il ne présente pas un bill à cette Chambre, la mesure est pourtant assez importante. La Chambre a entendu ce discours qu'il vient de prononcer; il n'est pas venu affirmer que cette branche de notre législation devait être abolie, mais non. Il procède par tâtonnement, il n'est pas sûr de l'opinion publique représentée en cette Chambre. Cette petite motion que l'honorable premier nous soumet est très significative; elle indique une grande indécision dans son esprit, peut-être dans l'esprit de ses collègues et peut-être même dans l'esprit de ses partisans dans cette Chambre. Voyons la motion:

"Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législation de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif".

Que veut-on par cette motion? On veut avoir une expression d'opinion de cette Chambre. Si l'expression d'opinion est favorable, on viendra peut-être avec un bill, si elle n'est pas favorable, on s'en tiendra là. Un gouvernement constitutionnel, responsable au peuple, mûrit une pensée et il la soumet devant la législation pour son adoption et sa sanction. Cette motion, si toutefois, il faut la considérer comme une motion, est-elle soumise? Il y a une présomption qu'elle l'est et je suis disposé à y voir un côté sérieux.

Le premier ministre est-il d'avis que le moment est opportun? Différentes tentatives ont été faites pour obtenir l'abolition du Conseil législatif. En 1878, l'honorable M. Joly présenta un projet de loi tendant à cette fin, mais ce projet échoua à la Chambre haute. L'année suivante, répondant à la question quand il se proposait de soumettre cette question à la Chambre, M. Joly déclara que le temps n'était pas opportun pour renouveler la tentative et que l'opinion du Conseil législatif était contraire à une pareille mesure.

Sous M. Mercier, il n'y avait pas encore une majorité favorable à la décapitation du Conseil, et en déclara que ce n'était pas le temps de soumettre une résolution comme celle-là. Le premier ministre lui-même, l'année dernière, avouait la même chose; voilà pourquoi il n'osait soumettre aucune résolution devant cette Chambre.

Faut-il conclure que l'honorable premier ministre a arrangé tout son plan, qu'il est sûr d'une majorité dans les deux Chambres et qu'il va faire adopter ses vues? S'il est conséquent, telle doit être son intention. Je me permets d'en douter; je me permets de croire et de dire que je ne considère pas la résolution soumise comme une résolution réellement sérieuse. Si le gouvernement avait été sérieux, il l'aurait annoncé dans le discours du trône; il aurait soumis sa proposition, je le répète, sous forme de bill. Je me demande pourquoi le gouvernement a besoin de connaître maintenant des membres de cette Chambre leur opinion sur cette question. Il est vrai qu'il est coutumier du fait, qu'il se sent très fort, dans tout ce qu'il propose, lorsqu'il a la certitude de faire passer ses mesures.

En 1899, il y a eu un petit incident qui est maintenant peut-être expliqué par l'attitude actuelle du gouvernement. L'année dernière, à la fin de la session, un membre posait la question de savoir si le gouvernement avait donné son attention à la réforme du Sénat. Cette interpellation se lisait comme suit:

Par M. L. Gouin: Le gouvernement a-t-il donné son attention à la réforme du Sénat, annoncée par le premier ministre de la Puissance, au mois de janvier dernier?

Approuve-t-il cette réforme?

Est-il d'opinion que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord doit être amendé et que les intérêts de la province de Québec seraient mieux sauvegardés si cette réforme était adoptée?

On sait ce qui s'est passé alors. Cette interpellation a provoqué tout un débat, et nous avons alors constaté que cette interpellation avait été provoquée par quelque événement ou raison grave, et par l'arrivée d'un certain personnage (...) à Québec, et que l'on n'était pas unanime sur la procédure à adopter. Sans doute que le premier ministre, d'accord avec M. Laurier, voulait faire une tentative pour sonder l'opinion publique.

Avait-on tracé un plan de campagne?

Dans ces derniers temps, l'on a vu qu'une tentative a été faite pour réformer le Sénat. Mais pour quiconque suit le mouvement de l'opinion publique, il n'y a pas de doute que tout le mouvement a complètement avorté et que ce projet est à l'eau.

Est-il aujourd'hui un nouveau plan de campagne organisé cette fois par le gouvernement de Québec? Je suis tenté de le croire; car, d'après moi, le gouvernement amène cette mesure devant cette Chambre, soit pour préparer les voies des élections générales, ou soit pour aider le premier ministre du Canada. Cette manière d'interpréter les faits peut ne pas être exacte, mais elle est, je crois, très plausible.

Ayant disposé de ces quelques considérations préliminaires, je sou mets: qu'une institution existe pendant un grand nombre d'années: pour l'abolir, pour la détruire, il faut donner de bonnes, d'excellentes raisons, la présomption est en faveur de l'institution qui existe depuis longtemps. Le Conseil législatif existe depuis la Confédération et a existé même auparavant, par conséquent, il existe depuis à peu près 33 ans, si l'on compte depuis la Confédération. Réellement, il est pénible d'entendre tomber les lèvres du premier ministre de cette province des raisons comme celles qu'il vient de donner pour supprimer une des branches de notre Législature.

Avant d'aborder cet aspect de la question, nous posons le principe: "Nous avons une constitution qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, le Parlement se compose de trois branches, à Ottawa et à Québec.

La reine est représentée par le lieutenant-gouverneur, puis il y a le Sénat ou le Conseil législatif et la Chambre des Communes ou l'Assemblée législative.

Les Pères de la Confédération ont voulu modeler notre constitution sur celle de la Grande-Bretagne, ils en sont venus à la conclusion que c'était le meilleur système pour protéger et conserver les intérêts et les institutions de cette province. On a demandé l'union législative et l'histoire dit que c'est par rapport aux représentants de la province de Québec que notre constitution a été ainsi faite, malgré les efforts de ceux qui voulaient l'union. La constitution de la Grande-Bretagne est peut-être ce qu'il y a de plus parfait en fait de constitution. Mais les Pères de la Confédération n'avaient qu'à traverser les frontières et voir ce qui s'est passé là. Il y a une deuxième Chambre: il y a un Sénat aux États-Unis. Lorsqu'il s'est agi d'établir cette constitution aux États-Unis, un certain nombre de personnes disaient qu'une seule Chambre suffisait; une autre faction prétendait qu'il fallait un gouverneur et une seule Chambre; et l'autre qu'il fallait les trois branches comme étant le système le plus parfait. Et l'histoire l'a prouvé. Story On the Constitution, nous raconte tout ce qui s'est passé dans ce pays. Voici ce qu'il dit de la nécessité des deux Chambres. Cette nécessité, dit-il, est admise par tous les esprits réfléchis.

Dans la science politique, il n'y a pas de maxime plus importante et qui exerce une plus grande influence sur les opérations du gouvernement (...) Elle constitue le frein le plus fort contre une législation précipitée et agressive. Les corps publics, comme les particuliers, sont accidentellement entraînés par la violence des passions: ils sont impétueux, impatients, irritables (...) quelques chefs populaires acquièrent souvent un ascendant extraordinaire sur l'assemblée, par leur talent, leur éloquence, leurs intrigues ou leur finesse. Des mesures sont prises avec précipitation, débattues sans attention, examinées sans prudence. L'impatience de la multitude rend impossible toute délibération, quand il s'agit d'une mesure populaire et d'un avantage spécieux (...) Un corps législatif est peu dis-

posé à se méfier de ses droits et beaucoup moins encore en limites d'exercice (...) Il se relâche facilement à ces régies, toutes les fois qu'il est pressé de décider, et il a rarement la force d'insister sur un plus long examen. Hume a fait remarquer qu'en général les hommes apportaient plus de probité dans leurs affaires privées que dans les affaires publiques et qu'ils iront plus loin pour servir un parti que pour servir leur intérêt personnel. L'honneur est un grand frein pour le genre humain, mais lorsqu'une réunion d'hommes agit en commun, ce frein perd une grande partie de sa force. Cette opinion est celle des hommes d'État les plus éminents : connaissance approfondie des passions, des faiblesses, en un mot de l'histoire de l'humanité. Elle — la Chambre haute — présente une garantie contre une législation intempestive, précipitée et dangereuse; elle permet de réparer les erreurs avant qu'elles aient pu produire quelques malheurs publics. C'est un obstacle aux efforts des partis pour obtenir dans leur intérêt quelques dispositions législatives qui ne seraient pas en harmonie avec le bien général. Il est beaucoup plus difficile à des meneurs de tromper, de corrompre ou d'entraîner deux corps politiques qu'un seul, surtout si les éléments qui les composent diffèrent essentiellement. Il est très important de pouvoir compter sur l'examen d'esprits indépendants, représentant des intérêts, des opinions diverses, opposées (...)

Comme tout cela est frappant de vérité! Ne croirait-on pas lire l'histoire journalière de nos législatures?

Kent et Lieber, des États-Unis, Bowyer, Grey, May, Creasy, en Angleterre, soutiennent la même doctrine.

Le système de la dualité, au point de vue de la représentation, a toujours été maintenu aux États-Unis.

Voici le peuple, peut-être le peuple le plus démocrate du monde, où l'on n'a jamais osé s'attaquer à ce principe du maintien du Sénat.

Vous n'avez qu'à regarder dans le monde entier, et presque partout l'on voit plus d'une Chambre d'assemblée. Je prends la France, de qui nous avons notre droit civil et de qui nous avons une foule d'autres bonnes choses; prenez l'histoire de la France et vous verrez que la France a toujours maintenu ce principe d'une Chambre haute. Même sous la République, le Sénat agit encore comme pouvoir modérateur.

Traversez en Italie, en Autriche, en Allemagne, allez partout en Europe, presque dans toutes les parties civilisées du monde vous trouverez une deuxième Chambre. N'est-ce pas un fait qui comporte quelque chose, qui ressemble à un argument extrêmement convaincant, puisque la presque totalité de l'univers l'admet comme conforme à la raison, comme nécessaire même. Les Pères de la Confédération, tout en calquant notre constitution sur celle de l'Angleterre, n'ont fait qu'adopter l'idée, l'opinion universelle. Ils ont établi la constitution sur cette base; les représentants élus par le peuple, le Conseil législatif et le lieutenant-gouverneur représentant le souverain.

A venir jusqu'en 1878, il n'a jamais été question d'attaquer ce principe. C'est alors seulement qu'on a amené devant la Législature l'abolition du Conseil législatif.

En 1878, le gouvernement Joly est arrivé au pouvoir et il a soumis un bill à cette Chambre, mais ce bill n'est pas devenu loi, il n'a pas été adopté par la seconde Chambre.

À la fin de la session suivante, interrogé par un des membres de cette Chambre, le gouvernement répondit que l'opinion du Conseil législatif n'était pas favorable à sa propre abolition.

L'honorable premier ministre, il y a un instant, parlant de ce qui s'est passé alors, disait que j'avais eu l'honneur de voter avec lui sur une proposition semblable. C'est vrai. Mais, en 1880, M. Mercier amena la question de l'abolition du Conseil législatif.

Voici les remarques que je fis à cette occasion:

- Page 349. Débats Desjardins.

J'ai étudié la question sérieusement, et j'en suis venu à la conclusion qu'il n'est pas opportun de changer la constitution; mais j'ai toujours cru et je crois encore que les dépenses du Conseil législatif devraient être diminuées autant que possible.

Je ne pense pas qu'il soit opportun, pour épargner quelques milliers de piastres, économie que réaliserait l'abolition demandée, de déchirer une feuille de la constitution que les Pères de la Confédération ont élaborée avec tant de soin et qui est une reproduction fidèle de la constitution anglaise, si chère à tous ceux qui aiment le bon gouvernement.

En 1881, M. Mercier revenait encore à la charge mais sans plus de résultat pratique.

Depuis 1881, il y a eu pour ainsi dire un blanc.

L'on passe du gouvernement Chapleau au gouvernement Ross et on arrive au gouvernement Mercier. Naturellement, le premier ministre, M. Mercier, ayant soumis en 1880 et 1881 une motion à la Chambre sur ce sujet-là, a dû se dire: il faut soumettre immédiatement une proposition pour l'abolition du Conseil législatif, c'était en 1887. Pendant toute la durée du Parlement, pas un mot devant cette Chambre, pas une mesure de la part de l'honorable premier ministre. L'on sait ce qui s'est passé: l'on sait que le premier ministre convergeait tous ses efforts vers un but, c'était d'avoir le plus grand nombre de partisans possible. Il fait les élections, pas un mot sur ce sujet. À la suite des élections de 1890, on semble avoir renoncé à l'idée d'abolir le Conseil législatif. Il est intéressant de voir quelle a été l'attitude du Parlement libéral en 1890 sur cette question.

Un membre de cette Chambre, un libéral, Monsieur Rochon, d'Ottawa, présente un bill pour abolir le Conseil législatif, mais lorsque la seconde lecture fut proposée, M. Mercier fit tuer le bill par un amendement de M. Desmarais qui disait que "cette Chambre, espérant que le gouvernement donnera bientôt une solution satisfaisante à cette question, passe à l'ordre du jour suivant".

On disait purement et simplement qu'on ne voulait pas accepter la motion principale.

Le gouvernement n'était donc pas convaincu qu'il fallait abolir le Conseil.

En 1892 et en 1893, il y a eu deux ou trois tentatives pour abolir ce Conseil, mais elles furent toutes repoussées.

À partir de 1893, on ne fait plus rien à venir jusqu'en 1896 où la question revient devant la Chambre. J'attire spécialement l'attention de la Chambre sur l'année 1896. C'est la seule fois que la Chambre ait été appelée à se prononcer sur l'abolition du Conseil législatif. On voit qu'un grand nombre de députés qui avaient voté pour l'abolition ont voté pour le maintien du Conseil.

La question est posée de la manière suivante: "Cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre haute ou Conseil législatif a cessé d'exister".

Ceci se trouve aux pages 174 et 175 des Journaux de cette Chambre. En consultant le vote, on peut constater la différence qui existait alors avec quelques années auparavant; il suffirait de dire que l'on peut indiquer 5 ou 10 noms qui, auparavant, ont voté pour l'abolition du Conseil législatif et qui alors avaient changé d'opinion; l'honorable député d'Huntingdon [l'honorable G.W. Stephens] entre autres. Ceci se passait en 1896. Nous avons alors considéré que, par ce vote, la question était littéralement abandonnée.

À tout événement, 1896 a été suivi de 1897, un changement de gouvernement est intervenu.

Bien entendu, il n'en a pas été question devant cette Chambre. En 1897, pas un mot, le gouvernement a été interpellé plusieurs fois sur ce sujet; il n'a pas cru devoir soumettre ce projet de loi sur ce sujet.

En 1895, la droite d'aujourd'hui indiquait comme moyen de réduire les dépenses, l'abolition du Conseil législatif: on demandait de nommer un comité pour étudier cette question.

Depuis que le présent gouvernement est au pouvoir, a-t-on nommé ce comité? Non, rien n'a été fait. La conclusion qu'il faut tirer de tout cela, c'est que le gouvernement n'a jamais cru que c'était là une mesure qui s'imposait à son étude et à sa considération.

Puisque j'en suis sur ce sujet de changement, je veux dire, en ce qui regarde l'opinion de la province de Québec, je vais dire un mot, et je parlerai ensuite de l'expérience que nous avons eue du Conseil législatif.

Je crois sincèrement que ce que je viens de dire reflète l'opinion publique de la province de Québec. En 1878, une majorité aurait peut-être pu être obtenue pour l'abolition du Conseil législatif, et encore c'est bien douteux. Subséquemment, M. Mercier n'a jamais soumis la question au peuple dans cette province, et la question n'a jamais été soumise depuis.

Les membres de cette Chambre ont été les interprètes de l'opinion publique, et surtout en 1896, alors que les membres ont voté pour le maintien du Conseil. Que se passe-t-il dans l'opinion publique? Si je prends les journaux de cette province,

je vois que l'opinion anglaise, qui était très divisée sur ce sujet, est unanime aujourd'hui.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Quelle preuve avez-vous pour affirmer cela?

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Je juge par les journaux, organes de l'opinion publique. Je me suis donné la peine de les étudier, et je puis dire que l'opinion de la population de la province de Québec, parlant la langue anglaise, opinion qui était divisée, qui a voté pour l'abolition du Conseil, cette opinion est à présent en faveur du maintien du Conseil. Si je consulte les journaux, je vois que l'honorable député de Huntingdon a déjà voté pour l'abolition du Conseil, mais je vois aussi qu'il a changé d'opinion.

Un changement a dû s'opérer dans l'opinion depuis dix ans.

L'utilité de notre Chambre haute a été consacrée par une expérience sérieuse. Des mesures soumises à cette Chambre, et qui n'auraient jamais dû être adoptées, ont été rejetées par le Conseil. On a malheureusement trop souvent laissé passer des mesures inconsidérées, intempestives, mesures qui pouvaient nuire à l'ordre public, à l'ordre social, et s'il n'y avait pas eu de Conseil, ces choses seraient devenues lois au grand déshonneur de cette province.

Je n'ai pas le temps de lire tous les journaux auxquels je fais allusion, mais la Chambre me permettra de lire un article d'un journal qui est plutôt un ami du gouvernement que de l'Opposition, et qui contient une expression d'opinion qui pourrait être considérée comme celle de la grande majorité de la langue anglaise.

Le Québec Mercury, en date du 24 février de cette année, a un article extrêmement bien écrit et qui, je crois, mérite d'être lu à cette Chambre. Voici cet article:

"Le premier ministre n'a aucunement l'intention de présenter à la Législature lundi prochain une résolution à l'effet "que la Chambre croit que l'abolition du Conseil législatif est souhaitable". Si cette résolution est adoptée, le bill sera alors préparé. Nous craignons que monsieur Marchand commette une erreur. À notre avis, la Chambre haute assure la sauvegarde de notre système politique, qui est en grande partie calqué sur le système impérial et qui a subi des modifications uniquement dans le but de satisfaire aux exigences canadiennes. Plus de vingt fois depuis la Confédération, le Conseil a eu l'occasion de prouver sa raison d'être et son droit à avoir une voix prépondérante dans nos procédures législatives. Il n'a que très rarement, sinon jamais, abusé de ses privilèges. Le Conseil se compose de personnes appartenant aux deux partis politiques et les questions sont habituellement discutées avec dignité et fermeté, et nous n'avons pas encore vu de partisanerie offensive envahir très sérieusement le domaine de la justice.

Le Conseil a déjà beaucoup de réalisations à son crédit. Il a rejeté des bills envoyés par la Chambre basse, ce qui a même par la suite réjoui les



promoteurs de ces bills. Le Conseil constitue la vraie pensée modératrice de la province et il doit continuer d'exister. Il s'est avéré nécessaire dans le passé, il l'est aujourd'hui et le sera encore demain. Nous regretterions son départ et nous croyons que la majorité de nos penseurs partagent notre avis. Mais, bien sûr, il ne disparaîtra pas. Le consentement du Conseil lui-même est requis avant que le couperet de la guillotine lui tranche le cou. Ce consentement sera difficile à obtenir. Mais, nous regrettons tout de même que le gouvernement présente cette question; il ne pourra certainement pas mettre son plan à exécution, car bien que n'étant pas sans reproche, le Conseil législatif de cette province est l'institution la plus utile, la plus honnête et la plus nécessaire de notre machinerie législative. Nous pourrions nous départir, en premier lieu, de bien d'autres choses, surtout s'il s'agit uniquement d'une question d'argent (...) Les deux partis politiques ont eu, à tour de rôle, l'occasion d'apprécier son utilité à des heures difficiles".

Voilà une opinion désintéressée qui n'est certainement pas l'opinion d'un journal conservateur, le *Mercury* est certainement un ami du gouvernement de l'honorable premier ministre. Il n'y a qu'à parcourir les journaux pour voir l'opinion publique exprimée dans le même sens. Je crois avoir suffisamment démontré que dans l'opinion publique, il y a toute une évolution, même une révolution.

Je soumetts respectueusement que, quand bien même le Conseil législatif aurait baissé, quand bien même il n'aurait pas été à la hauteur de sa position dans les premières années, quand bien même l'opinion publique ne lui aurait pas été favorable dans ces dernières années, le Conseil législatif a, au su et vu de tous les membres de cette Chambre, montré son utilité dans la législation privée; le Conseil législatif s'est complètement racheté, s'est complètement réhabilité dans l'opinion publique.

Je parlais tout à l'heure de certaines mesures extraordinaires qui ont été sagement modifiées par le Conseil. L'on se rappelle ces mesures concernant la ville de Montréal qui ont été le sujet des débats pendant des jours et des semaines; c'est au Conseil que l'on a pu avoir justice complète; les capitalistes, les manufacturiers, les représentants de la propriété sont partis d'ici en disant: "Sans le Conseil législatif nous étions ruinés: jamais nous ne demanderons cette abolition".

Les Pères de la Confédération ont bien compris dans cette province le besoin que nous avions de ce Conseil.

On parle d'Ontario, du Nouveau-Brunswick, mais on oublie la différence qui existe avec nous. La position de notre province est unique, nous avons une population appartenant à une race et à une religion différentes. Il y a ici une minorité qui a besoin d'être protégée, l'histoire contemporaine nous dit que les minorités n'ont pas toujours été protégées.

Dans les moments de passion où l'on est exposé à voir des mesures démagogiques adoptées, si le Conseil est supprimé, quelle sera notre sauvegarde? On a vu des mesures qui portaient atteinte à la propriété, qui portaient atteinte au droit ci-

vil, enfin des mesures de la plus grave importance être adoptées par cette Chambre et cela s'est surtout présenté dans ces derniers temps. Tout était perdu, et une tache aurait été faite dans notre histoire; il n'y avait pas d'autre planche de salut qu'au Conseil, et le Conseil législatif, je suis fier de le dire, a répondu à l'attente.

Parlant de l'expérience acquise en cette Chambre, l'honorable premier ministre dit qu'une deuxième branche de la Législature n'est pas essentielle; sa déclaration n'a pas grand poids contre ce qui a été fait, contre l'opinion de tout le monde civilisé, contre l'opinion des meilleurs auteurs.

Le premier ministre essaie d'appuyer son opinion sur certaines raisons. D'abord, il dit que le Conseil ne représente aucun élément de notre population. Que veut-il dire? Au contraire, je trouve que le Conseil représente un élément très important. Ne se recrute-t-il pas, en effet, parmi les hommes les plus importants de notre population? Il doit se recruter parmi ces hommes, si l'on veut se tenir à l'esprit de notre constitution. Et ces personnes doivent avoir des qualifications spéciales et elles sont censées représenter la partie saine dans une province.

On nous dit que le Conseil ne représente pas ce que la Chambre des Lords représente en Angleterre, parce que nous n'avons pas d'aristocratie dans la province. Nous n'avons pas d'aristocratie proprement dite, c'est vrai, mais il faut s'entendre sur les mots. Qu'avez-vous pour noblesse dans cet âge de démocratie? Je n'entends pas par l'aristocratie nécessairement cette classe de personnes de sang aristocrate; j'entends l'aristocratie de mérite. Les personnes dont les pères furent des nobles, des chevaliers, peuvent se dire aristocrates, dans d'autres pays; mais chez nous, et pour moi, les véritables aristocrates sont ceux qui se distinguent au point de vue de l'intelligence. Nous avons notre aristocratie dans les professions, dans le commerce, dans l'industrie, dans la magistrature, chez les cultivateurs. N'avons-nous pas dans cette Chambre des représentants de la province de Québec qui prouvent mon assertion? Y a-t-il dans cette Chambre un membre qui soutiendra qu'un cultivateur ne pourra être aussi noble que les aristocrates dont je parlais tantôt? Il y eut un temps où l'on faisait porter les emblèmes ou insignes gagnés pour le mérite agricole. On me dira peut-être que ce ne sont pas de véritables aristocrates; eh bien! je dis que le véritable noble, suivant moi, est celui qui s'occupe, sous le regard de Dieu, de ses devoirs en conscience et au point de vue de l'intérêt public. On me dira, après cela, qu'on n'a pas de noblesse dans la province de Québec, la première de la Confédération, la plus intellectuelle, où les institutions, les universités brillent d'un éclat qu'on ne peut trouver dans aucune partie de la Confédération. Ne pouvons-nous pas trouver de représentants, dans cette classe, dignes d'être envoyés au Conseil? Voilà une raison que je ne puis pas accepter dans la bouche d'un premier ministre qui se dit démocrate, et j'en suis vraiment étonné.

Le premier ministre nous a dit que le Conseil ne représentait aucun intérêt, aucun élément de

la population. Pour moi, ce ne sont pas des raisons. Aux États-Unis, je pose la question, va-t-on dire qu'il y a là des représentants de la noblesse, est-ce que ces distinctions sont reconnues dans la composition de la Chambre haute? J'ai compris que toutes ces distinctions étaient abolies et qu'il n'y en avait plus qu'une: celle du mérite. Je vais plus loin; si votre opinion est qu'il faut au Conseil législatif des nobles, choisissez des nobles dans la province de Québec, vous trouverez des descendants de ces héros qui ont combattu pour maintenir la suprématie française dans le pays; l'histoire en est remplie.

Nous avons des descendants de première lignée, même chez un des députés de cette Chambre. L'honorable premier ministre peut donc remplir le Conseil comme il l'entendra. Je voudrais que tous les gouvernements s'appliquassent à ne nommer au Conseil que les hommes les plus distingués qu'il soit possible de trouver; je serais heureux si nous pouvions mettre là des représentants de nos grandes institutions, tous les représentants de l'intelligence, de l'esprit, de l'industrie, du commerce, de tout. Du reste, il n'en tient qu'au gouvernement à faire de telles nominations.

L'honorable premier ministre nous a dit que la Chambre haute ne représentait pas l'opinion publique. Voilà une chose singulière; que voulez-vous dire? Quand le Conseil légifère comme seconde branche de cette Chambre, quand il décide suivant ses attributions, il ne représente pas l'opinion publique.

Voulez-vous prétendre qu'un homme, pour représenter l'opinion publique, doit être élu par le peuple? Alors, je vous dirai qu'il y a des membres de cette Chambre qui ont été élus par le peuple, et dont les actes ne représentaient pas l'opinion de leurs électeurs. Il n'est pas nécessaire d'avoir passé par une élection pour représenter l'opinion publique. Les conseillers législatifs sont des hommes d'affaires, connaissant l'opinion et les besoins de leur district, et ces hommes importants ne peuvent pas représenter l'opinion publique! Je ne comprends pas cela, et je considère qu'ils sont tout aussi en mesure de représenter l'opinion publique que les députés élus par le peuple. Nous ne sommes pas ici munis d'un mandat impératif, ceci n'existe pas dans notre pays. Nous sommes envoyés ici pour décider suivant nos lumières et notre intelligence; un député digne de ce nom ne doit pas accepter un mandat impératif. Ce principe posé, il s'ensuit que les conseillers législatifs qui ne sont pas élus par le peuple, connaissant l'opinion du pays et le mouvement public social, sont à même de juger de l'opinion publique quand il y a lieu. Supposons qu'une mesure passe à l'Assemblée législative et qu'elle soit rejetée ensuite par le Conseil législatif; mais l'opinion publique se manifeste clairement contre la conduite de la Chambre haute; croit-on que cette dernière va persister dans son opposition? Pour ma part, je ne le pense pas; l'opinion publique pourra se faire sentir d'une manière ou d'une autre, et le Conseil législatif reviendra sur sa décision. En Angleterre, on a vu que la Chambre des Lords avait refusé d'adopter un bill de réforme (...) L'histoire démontre que la Cham-

bre des Lords a été forcée par l'opinion publique à revenir sur certaines décisions, comme le Conseil législatif pourrait l'être, s'il lui arrivait de se trouver en opposition directe avec l'opinion publique; car, suivant notre constitution, c'est le peuple qui gouverne.

Le premier ministre demande l'abolition du Conseil législatif, et à l'appui de sa thèse, il invoque l'état de nos finances. Pourtant, s'il faut l'en croire, nos finances ne nécessiteraient aucunement cette économie de \$33,000 environ, que coûte le Conseil législatif. En effet, n'a-t-il pas annoncé pompeusement dans le discours du trône, dans son discours sur le budget, n'a-t-il pas réclamé de sa propre bouche en cette Chambre et par ses organes et ses partisans, que le dernier exercice en cours, un magnifique surplus de \$140,000? Puisque nos finances sont aussi florissantes, d'après le premier ministre, pourquoi retrancherions-nous une branche aussi importante de notre Législature sous le prétexte d'économie? Nous comptons 24 membres au Conseil législatif; le surplus tant vanté par le premier ministre suffit amplement pour rencontrer leurs dépenses, sans nuire à l'efficacité du service public.

Cette institution joue un rôle trop important pour que nous songions un seul instant à l'abolir. Je puis donc conclure que les Pères de la Confédération ont agi sagement en établissant cette Chambre haute, que, pendant un certain temps, le Conseil législatif n'a pas été apprécié à sa juste valeur mais que l'opinion publique est maintenant en faveur de son maintien. Quant à moi, je ne craindrais pas un appel au peuple sur cette question, et je suis sûr que le peuple me donnerait raison. Entourons l'arche sainte de notre constitution de toute notre sollicitude. Le Conseil législatif est une institution qui mérite tout notre respect; eh bien! maintenons-le et accordons-lui toute la considération à laquelle il a droit. Voilà pourquoi je propose en terminant, appuyé par l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), l'amendement suivant: Que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est satisfaite de la constitution qui régit cette province, qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire par d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent au grand détriment de notre province, comme partie intégrante de la Confédération canadienne". [Applaudissements].

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement:

"Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature".

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Je félicite les membres de l'Opposition pour l'animation qu'ils ont introduite dans le débat. Le sujet

mérite certainement d'être débattu sérieusement. En me levant pour répondre au chef de l'Opposition, j'ai écouté attentivement ses arguments, mais je dois avouer que je n'ai pas compris l'opportunité du hors-d'oeuvre qu'il nous a servi au commencement de son discours, je ne m'y arrêterai donc pas. On reproche au gouvernement de n'avoir pas présenté un bill pour demander l'abolition du Conseil législatif. Je repousserai ce reproche en disant que le gouvernement n'a fait que suivre la coutume en proposant une résolution. Du reste, le gouvernement désirait avoir une expression d'opinion pour ou contre l'abolition du Conseil législatif et, pour obtenir ce résultat, le meilleur moyen était de présenter une résolution et c'est ce que nous avons fait. On a dû remarquer que l'honorable chef de l'Opposition s'est attardé beaucoup sur cette question tout à fait secondaire; c'est probablement parce qu'il n'avait pas eu le temps de se préparer pour découvrir quelque bonne raison en faveur de la thèse qu'il voulait soutenir par la suite.

Mais ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que dans le superbe discours qu'il a prononcé, il se soit vu forcé de tourner les difficultés, de ne pas les aborder en face et en un mot de ne pas amener un seul argument valable en faveur de l'existence du Conseil législatif.

Il nous a bien dit que cette résolution ne l'a pas pris trop par surprise, car il connaissait, et par les journaux et par les rumeurs qui ont couru dans les couloirs de la Chambre, que le gouvernement devait arriver avec cette mesure, pour, en cas d'insuccès, en faire le sujet d'un programme électoral à brève échéance.

Mais dans quels couloirs le chef de l'Opposition a-t-il recueilli ces rumeurs? Dans quels journaux les a-t-il puisées? C'est une question qui ne date pas d'hier, et les journaux conservateurs qui l'ont combattue la combattent encore, tandis que les organes libéraux qui approuvent cette réforme sont restés au même avis. Il n'a donc été nullement question de plébiscite.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): On sait que vous aimez les plébiscites.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui, c'est vrai, nous en faisons, mais nous n'en inventons pas.

L'honorable chef de l'Opposition nous a parlé de certaines variations d'opinions qui s'étaient produites chez certains députés; mais il a eu bien soin de ne pas parler de sa personne. Ce souvenir d'antant aurait intéressé la Chambre. Je vais le faire pour lui en disant qu'en 1878, le chef actuel de l'Opposition a voté pour l'abolition du Conseil législatif. Il a sans doute, depuis, trouvé le chemin de Damas et les écailles qui obscurcissaient sa vue sont sans doute tombées de ses yeux.

Mais ce n'est pas seulement le chef de l'Opposition qui a voté pour la suppression du Conseil législatif. Il y en a eu, il y en a encore parmi ces messieurs qui forment l'Opposition qui n'ont pas rougi dans le temps de voter pour la suppression du Conseil.

En 1892, l'honorable M. Morris, secondé par l'honorable député de Stanstead (M. M.F. Hackett),

proposait l'abolition du Conseil. Plus tard, M. Cook, secondé par un député qui n'est autre que le député de Bagot (M. M. McDonald), emboîtait le pas et ne voulait plus de conseillers législatifs.

M. M. McDonald (Bagot) Quand les conservateurs sont au pouvoir, ils n'ont pas besoin de Conseil législatif.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Très bien, mais il me semble que, dans ce cas, le député de Bagot ne peut encore faire autrement que de voter en faveur de la mesure. N'est-il pas l'organisateur de son parti et s'il est convaincu, comme il s'en doute, que les conservateurs vont bientôt revenir au pouvoir, il ne peut faire autrement que de nous aider à nous débarrasser d'une branche de la Législature qui le gênera plus tard. S'il vote contre, c'est qu'il n'a pas foi lui-même dans ses pronostics et que ses pas sont encore loin des degrés du pouvoir.

Sans doute, le député de Bagot a, comme son chef, changé d'opinion sur l'opportunité de la mesure.

Mais pour en revenir au discours du chef de l'Opposition, pourquoi donc aller puiser des points de comparaison aux États-Unis, en Angleterre ou même en France, quand nous avons les renseignements, l'expérience du passé tout près de nous dans le Dominion du Canada.

Cherchons donc plus près de nous et voyons ce qui se passe.

Ontario n'a pas de Conseil législatif.

La Colombie-Anglaise n'a pas de Conseil législatif.

Le Manitoba n'a pas de Conseil législatif.

Le Nouveau-Brunswick n'a pas de Conseil législatif.

Est-il arrivé quelque grand malheur, quelque calamité dans ces provinces que l'existence d'un Conseil législatif aurait conjugués? N'est-il pas arrivé, au contraire, que des deux côtés de cette Chambre l'on se soit plus à faire l'éloge de la législation d'Ontario et à acclamer à maintes reprises que les lois de la province soeur devraient nous servir de modèles?

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Déclare que les conditions ne sont pas les mêmes dans ces provinces.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le journal cité par le chef de l'Opposition comme étant un organe du parti libéral n'est vraiment pas davantage favorable à ce parti qu'il ne l'est à l'Opposition. Il sait que la presse conservatrice favorise le maintien du Conseil législatif mais, à ce qu'il sache, la presse libérale ne le favorise pas.

Il propose, étant donné qu'il est six heures, et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que le débat soit ajourné maintenant.

Adopté.

À six heures cinquante, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe l'Assemblée législative que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill [bill no 58] ratifiant une convention conclue entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la Compagnie électrique de Hull.

Et bill (bill no 72) autorisant William Sutherland à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 70) amendant la charte de la Compagnie hypothécaire.

### Compagnie hypothécaire

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill [bill no 70] intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie hypothécaire". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Compte): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture et de l'immigration. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 155) amendant l'article 5556 des statuts refondus relatif aux mauvaises herbes, et à l'honneur de le rapporter avec amendements.

### Montreal Trust and Deposit Company

L'HONORABLE J. J. E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que les règles de la Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de la "Montreal Trust and Deposit Company".

Adopté à l'unanimité.

### Lecture de pétitions:

Et ladite pétition concernant la "Montreal Trust and Deposit Company" est lue et reçue.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE J. J. E. GUÉRIN (Montréal no 6): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 161) amendant la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Montreal Trust and Deposit Company

L'HONORABLE J. J. E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Abolition du Conseil législatif

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement du député de Joliette (M. J.-M. Tellier) à l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn) fait à la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand) au sujet de la résolution relative à l'abolition du Conseil législatif.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le sujet de l'abolition du Conseil législatif est très important et doit être pris au sérieux. La question que nous discutons ne renferme aucun principe absolu. On peut donc abolir le Conseil législatif sans qu'on foule aux pieds aucun des principes constitutionnels, et comme il coûte environ \$35,000 à la province, il est évident que si son rôle législatif est insignifiant, il y a lieu de le supprimer alors même que les finances de la province seraient assez florissantes pour en retrancher les dépenses sans inconvénient.

On a soutenu que le Conseil législatif était utile; mais en quoi l'est-il? Au point de vue de sa composition, quels sont ses éléments? Ces éléments sont-ils différents de ceux de l'Assemblée législative? Non, ces éléments sont absolument les mêmes, et les membres du Conseil législatif n'ont aucun titre qui les place au-dessus des représentants du peuple. Nous n'avons pas ici à proprement parler une aristocratie de famille comme en Angleterre; mais nous avons une aristocratie intellectuelle, comme on l'a dit cet après-midi, et les familles nobles de la mère-patrie s'enorgueillissent encore plus de ce titre que de leurs armoiries. Nous ne formons pas ici de clans distincts à cause de l'harmonie des noms; nous nous contentons d'une aristocratie née de l'affinité des esprits, et cette aristocratie se rencontre aussi bien ici que dans le Conseil législatif.

Le chef de l'Opposition a dit que le Conseil législatif était une cour de révision. Mais depuis quand une cour de révision est-elle composée de moins de membres que la cour de première instance? Et l'on voudrait porter appel du jugement de la Chambre, qui compte 73 membres, à un tribunal qui n'en compte que 24.

Quel que soit le respect que l'on ait pour la personnalité des membres qui composent le Conseil, l'on ne peut nier que les membres de la Chambre, au point de vue des connaissances, sont dans tous les cas aussi dignes de respect que les conseillers législatifs. Y a-t-il plus de garanties dans l'autre Chambre que l'Assemblée législative? Non; il y a au Conseil législatif des hommes distingués, mais ils n'offrent pas plus de garanties que les représentants du peuple.

On a dit que les lois passaient trop à la hâte dans l'Assemblée législative. Je ne crois pas qu'on agisse ici avec plus de précipitation qu'au Conseil législatif. Nous faisons une étude sérieuse des différentes mesures qui nous sont soumises, et les écarts qui se produisent ici quelquefois peuvent aussi bien se produire là-bas. On a encore invoqué comme raison que le Conseil législatif est une garantie pour la minorité. Je ne partage pas l'opinion de l'honorable chef de l'Opposition sur ce point: parce que, comme je l'ai dit déjà, le Conseil législatif se compose des mêmes éléments que l'Assemblée législative: la race française est en majorité en cette Chambre comme elle l'est dans l'autre; les catholiques sont en plus grand nombre dans cette Chambre comme ils le sont dans l'autre. Si, par impossible, la minorité était privée de quelques-uns de ses privilèges, elle n'obtiendrait pas plus justice là-bas qu'ici, puisque les deux Chambres se composent des mêmes éléments.

En supposant que la minorité entretienne des craintes une fois que le Conseil législatif sera aboli, est-ce quelle n'aura pas une garantie ailleurs? Est-ce que toutes nos lois ne sont pas sujettes au veto du souverain? La minorité trouvera protection à Ottawa.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Et Manitoba?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Je pourrais répondre à cette interruption, mais la chose ne doit pas se faire ici. Je résume mes remarques, car il entraîne des dépenses qui n'ont pas leur raison d'être: il est inutile parce qu'il ne donne aucune protection aux minorités qui, grâce à l'esprit large qui anime la majorité de cette province, n'ont jamais eu à se plaindre de mesures vexatoires. que le gouvernement ait été libéral ou conservateur.

Nous vivons d'ailleurs dans la plus grande harmonie, et les deux races qui se partagent la province de Québec n'ont pour but suprême que de vivre en bonne intelligence pour faire de la province de Québec la plus belle de la Confédération.

Nous voulons vivre heureux et si, jusqu'à ce jour, la minorité n'a pu que se louer des bons rapports qu'elle a eus avec la majorité, elle peut, pour l'avenir, compter sur les mêmes bons sentiments, car nous voulons atteindre le but que nous poursuivons, c'est-à-dire le développement et la grandeur de la province de Québec.

C'est peut-être un bonheur pour nous que les deux grandes races qui habitent cette province aient été appelées à vivre ensemble. À ce contact journalier, nous grandissons sans autre émulation que celle de développer notre pays; et grâce à cette population mixte, composée des deux races les plus fortes et les plus nobles du monde entier, notre province marchera sans cesse dans la voie du progrès, du bonheur et de la prospérité.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je n'ai que quelques remarques à offrir sur le débat actuel. Après l'excellent et éloquent plaidoyer que nous avons entendu cet après-midi, de la bouche de

l'honorable chef de l'Opposition, il nous reste peu de chose à dire à l'appui de la cause qu'il a défendue.

J'ai écouté attentivement le discours de l'honorable secrétaire provincial. Tout le monde a dû rester convaincu comme moi qu'il a fait de grands efforts oratoires pour défendre une mauvaise cause et qu'il n'a fourni aucune bonne raison pour légitimer l'attitude que le gouvernement vient de prendre au sujet du Conseil législatif. On s'aperçoit que le gouvernement est convaincu que l'abolition de notre Chambre haute ne sera pas sanctionnée par la législation; si la chose se réalisait, il serait fort embarrassé. Mais il veut faire du bruit et jeter de la poudre aux yeux du peuple, et il a eu recours à ce moyen. Si la résolution qu'il présente est sérieuse, et je dois comprendre quelle l'est, que nous demande-t-elle? Arracher ni plus ni moins un lambeau de la belle constitution qui nous régit. Cette résolution ne peut avoir d'effet pratique que si le Conseil législatif vote sa propre déchéance. Or, s'il est vrai, comme on le dit, que le Conseil n'est pas prêt à consentir à ce que comporte la résolution, pourquoi le gouvernement a-t-il soulevé ce débat qui, je me plais à le reconnaître, est l'un des plus importants qui aient jamais eu lieu dans cette Chambre? Si le gouvernement eût sincèrement désiré l'abolition du Conseil législatif, il l'aurait demandée par un bill et non par une résolution. Malgré la mise en scène jouée par le premier ministre pour donner un air important à sa proposition, il est évident qu'il n'est pas sérieux. Nous devons par conséquent combattre cette résolution de toutes nos forces et avec l'énergie que demande une pareille question.

Je ne crois pas faire injure à l'honorable secrétaire provincial en lui disant que les raisons qu'il a alléguées ne sont pas sérieuses. La principale raison qu'il a fait valoir en faveur de l'abolition du Conseil législatif, c'est celle des dépenses qu'il entraîne. Je le déclare franchement: il est indigne de cette Chambre de rabaisser le débat au niveau d'une mesquine question d'argent. Des hommes éminents, appartenant aux deux partis politiques, se sont donné la main pour élever l'édifice de la Confédération et doter notre pays de la plus belle constitution qu'il y ait au monde. Les Pères de la Confédération, après un travail considérable et une étude approfondie de nos besoins et de nos exigences, et connaissant le caractère et les aspirations de notre population, ont résolu de donner un Conseil législatif à la province de Québec. Quant à la province d'Ontario, elle n'en avait pas besoin. Pense-t-on que ces hommes ont agi ainsi sans raisons?

Depuis plus de trente ans, les libéraux ont travaillé à renverser l'édifice de la Confédération, et ils ont même, à différentes époques, prédit sa ruine prochaine; mais, malgré ces assauts répétés, l'édifice est resté debout, et les prophètes de malheur ont été confondus. Le Parti libéral a été forcé d'abandonner la lutte qu'il avait entreprise contre la Confédération, et son chef, sir Wilfrid Laurier, à l'exemple de George Brown, après avoir été l'ennemi

acharné de la Confédération, en est devenu l'administrateur le plus ardent. Le chef libéral a même prédit un avenir brillant pour notre pays, marchant sous l'égide de la Confédération, et a déclaré que ce pacte solennel était pour nous un gage de paix, de bonheur et d'agrandissement. Eh bien! aujourd'hui, avons-nous raison de renverser ce que les Pères de la Confédération ont édifié, et de briser ce pacte? À moins de faits nouveaux qui n'ont pas encore été soumis à cette Chambre, je déclare hautement que je ne suis pas prêt à siéger en appel pour juger cette importante question.

Une dépense annuelle de \$33,000 à \$35,000 ne suffit pas pour changer notre position dans la Confédération. Du reste, a-t-on donné de nouvelles raisons pour démolir notre système actuel? Le peuple a-t-il demandé ce changement? Y a-t-il eu un mouvement important dans le pays? Non; au contraire, s'il s'est produit un mouvement dans le pays, c'est plutôt en faveur du maintien que de l'abolition du Conseil législatif.

L'honorable secrétaire provincial a invoqué comme argument le fait qu'un jour deux députés conservateurs, MM. Morris et l'honorable député de Stanstead (M. M.F. Hackett) ont proposé l'abolition du Conseil, et qu'une autre fois, deux autres députés conservateurs, MM. Cooke et l'honorable député de Bagot (M. M. McDonald), avaient fait la même proposition. Mais cela ne prouve rien; ce sont des changements individuels, si je puis m'exprimer ainsi, et ces messieurs ont changé d'opinion depuis cette époque. Ce n'est pas les changements d'opinion de deux ou trois individus qu'il faut discuter maintenant; c'est le mérite de la question elle-même, c'est l'opinion publique qu'il s'agit de consulter. Or, on sait que depuis six à sept ans, il s'est produit un revirement considérable d'opinion dans cette province, et l'on voudrait faire un reproche aux conservateurs qui ont changé d'opinion sur le sujet que nous discutons! Mais nous avons vu la même chose dans le Parti libéral, et pour preuve, je n'ai qu'à jeter les yeux sur le siège vide qui se trouve à côté de celui de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy), le siège de l'honorable député d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens). Je comprends les causes de son absence et je respecte ses motifs. L'honorable député de Huntingdon ne peut pas voter contre cette résolution à cause de la solidarité ministérielle et il ne peut pas non plus voter pour l'abolition du Conseil législatif, après avoir déclaré publiquement, en cette Chambre et ailleurs, que jamais il ne demanderait la disparition du Conseil. Le ministre des Travaux publics demandait une preuve du changement d'opinion en faveur du maintien du Conseil législatif, je lui donne celle-là.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): L'honorable député d'Huntingdon est allé à Montréal pour affaires pressantes.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est-ce que l'honorable ministre veut dire par là que le député d'Huntingdon n'a pas changé d'opinion? Ose-t-il

nier ce fait? Comme preuve incontestable, je lui dirai que le député d'Huntingdon a voté contre l'abolition du Conseil et avec les conservateurs, sur cette question-là, en 1897. Pour dissiper ses doutes, je le renvoie à la page 175 des Journaux de la Chambre.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Le député de Stanstead (M. M.F. Hackett) est absent lui aussi.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je suis autorisé à déclarer que l'honorable député a été appelé à Stanstead pour une affaire importante et qu'il a parlé, avant de partir, avec un député qui doit voter pour l'abolition du Conseil, mais que s'il était ici, il voterait pour le maintien de la Chambre haute.

Il y eut un temps où le Conseil législatif aurait pu être aboli, car l'opinion publique n'était pas convaincue de son utilité comme elle l'est aujourd'hui; mais alors on garda le silence sur cette question. La première fois que fut agitée cette question, ce fut sous le gouvernement Joly. Les subsides lui ayant été refusés par le Conseil législatif, pour des raisons que je n'ai pas à apprécier ici, mais que l'histoire jugera plus tard, l'honorable M. Joly entreprit alors une campagne en règle contre le Conseil législatif; le Parti libéral se jeta donc dans la lutte; mais l'enthousiasme des électeurs ne répondit pas à l'ardeur des combattants. On s'aperçut bientôt que c'était du temps perdu, car on convoquait des assemblées, et les électeurs n'y assistaient pas.

Malgré cet échec, le Parti libéral conserva comme un article de son programme l'abolition du Conseil législatif. Sous le gouvernement Mercier, cet article aurait pu être rempli, car le Parti libéral était soutenu par une forte majorité en cette Chambre et comptait quatre à cinq voix de majorité au Conseil législatif. On disait dans le temps que chaque conseiller qui était nommé alors entrait dans la salle du Conseil après avoir accepté la condition de voter pour sa déchéance. J'ajouterais cependant que la chose n'est pas vraie pour moi et qu'elle ne l'est pas non plus pour l'honorable M. Garneau. Si c'est le cas que les nouveaux conseillers nommés par le gouvernement Mercier s'engageaient à voter pour l'abolition du Conseil, il n'y a pas de doute que le Parti libéral aurait pu alors remplir cet article de son programme. Mais que s'est-il passé?

M. Rochon, député d'Ottawa, appuyé par l'honorable député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), aujourd'hui commissaire de la Colonisation et des Mines, présente un bill pourvoyant à l'abolition du Conseil législatif. Le député de Bellechasse prononça un éloquent discours à l'appui de sa motion. Mais M. Mercier s'opposa à la passation de cette mesure; pour quelle raison? La conférence interprovinciale avait eu lieu et avait décidé d'abolir le Conseil législatif, mais à la condition suivante, à savoir: "Que l'acte devrait être amendé de manière à ce que sur une adresse de l'Assemblée législative, la reine puisse, par proclamation, abolir le Conseil législatif ou changer sa constitution, pour-

vu que cette adresse soit adoptée par les deux tiers au moins des membres de l'Assemblée législative" "Pour moi, ajoutait M. Mercier, c'est un pacte. Ce pacte, je le respecterai, à moins que le Conseil législatif, composé maintenant d'une majorité de patriotes, ne consente à voter sa propre déchéance". C'était un moyen habile de sortir d'une impasse: mais on reste convaincu que M. Mercier ne voulait pas abolir le Conseil législatif. On sait que lorsque Mercier disait: Il faut que ça marche, ça marchait ou bien ça cassait. Voilà pourquoi il adressa ces paroles au député d'Ottawa: "Je ne veux pas permettre à un membre privé de cette Chambre de faire de cette mesure une mesure importante. C'est un projet qui touche à l'amendement de la constitution..." Le gouvernement ne pouvant, dans la circonstance, sortir de la position qui lui est faite par la conférence interprovinciale, je prierai mon ami le député d'Ottawa de ne pas insister d'avantage avec son projet de loi". Et M. Rochon et l'honorable député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), votèrent pour l'amendement de M. Desmarais, qui se lisait comme suit: "Ayant confiance dans sa prudence et dans la sagesse du ministère, et espérant qu'il donnera bientôt une satisfaisante solution à cette question, cette Chambre est d'opinion de passer à l'ordre du jour suivant". Cet amendement tuait le bill de M. Rochon, et il fut adopté.

On doit donc conclure de là que l'attitude du Parti libéral s'était grandement modifiée depuis 1878, puisque, sous le gouvernement Mercier, il n'a pas voulu abolir le Conseil législatif, lorsqu'il le pouvait. Les libéraux qui voteront aujourd'hui pour le maintien du Conseil législatif auront pour motiver leur conduite, l'exemple d'un de leurs chefs qui a joué un grand rôle dans notre politique provinciale et qui a consacré le principe ou laissé dans l'histoire le fait qu'on ne doit pas toucher à l'ordre sacré de la constitution.

On a dit que la minorité n'avait pas besoin de protection maintenant. Je m'accorde avec l'honorable secrétaire provincial sur ce point. La minorité n'a aucun danger à redouter présentement, et elle ne trouvera jamais ici le moindre désir d'empiéter sur ses droits. Nous sommes toujours fidèles à nos vieilles traditions de générosité et de justice égale pour tous, pour les Anglais, pour les Irlandais, pour les Écossais; nous respectons toutes les croyances religieuses et les opinions politiques. Sauf quelques cas isolés où des cerveaux mal équilibrés s'échauffent outre mesure, il n'y a aucun danger à craindre pour la minorité. Mais, il peut arriver, à un moment donné, qu'un homme soulève les masses, mette le feu aux quatre coins de la province et déclenche une tempête dont les conséquences peuvent être terribles. C'est le spectacle que nous a offert dernièrement la plus grande ville du Canada. L'excitation était telle que tout le monde se demandait: comment va finir ce conflit, soulevé pourtant par des événements qui ne méritaient pas d'attirer autant l'attention publique? Si les hommes sages et réfléchis n'eussent pas réussi à imposer leur autorité, toute la ville aurait été bientôt en feu. De semblables événements peuvent se répéter.

C'est alors qu'on pourra avoir besoin de la protection qu'on croit inutile aujourd'hui. Les individus qui se croiront lésés dans leurs droits ou persécutés dans cette Chambre pourront demander justice dans l'autre Chambre, où prédomineront les conseils des hommes sages.

L'honorable secrétaire provincial a dit que la province de Québec se trouvait dans la même situation que les autres provinces. Je m'inscris en faux contre cette assertion. Nous occupons une position spéciale: nos lois, nos coutumes, nos institutions, tout est différent. La Confédération nous a laissé nos vieilles lois françaises et nous a donné toutes les garanties voulues pour le maintien de nos droits et de nos privilèges. C'est pour cela quelle nous a donné un Conseil législatif, tandis que la province d'Ontario n'en avait pas besoin. On nous a donné plus qu'aux autres provinces, à cause de notre position toute spéciale. Cependant je ne suis pas prêt à dire qu'un Conseil législatif ne serait pas utile et même nécessaire dans les autres provinces; car je suis porté à croire que si le Conseil législatif n'eût pas été aboli au Manitoba, cette province aurait conservé ses écoles séparées.

Après avoir fait les promesses les plus solennelles aux électeurs de Saint-François-Xavier que les écoles séparées ne seraient pas abolies, on est allé en Chambre et on a passé les lois iniques que tout le monde connaît. Avec le Conseil législatif, on n'aurait pas pu obtenir ce résultat néfaste pour la minorité.

D'après la constitution anglaise, l'Assemblée législative représente le peuple, et le Conseil législatif est le pouvoir modérateur. Je voudrais conserver cette autonomie, et je suis convaincu que si le peuple était appelé à se prononcer, la grande majorité partagerait mon opinion et voterait pour le maintien du Conseil législatif. J'irai plus loin; je demanderai au gouvernement de laisser liberté pleine et entière à ses partisans sur cette question, de ne pas les astreindre à notre malheureux système de vivre par les partis et pour les partis, et de ne pas faire de cette mesure une mesure ministérielle. S'il en était ainsi, je crois que le Parti libéral ne donnerait pas plus que de 7 ou 8 voix de majorité pour l'abolition du Conseil législatif.

Que chaque député se débarrasse des liens du parti, que chacun vote comme il l'entendra, qu'une liberté absolue soit accordée dans cette circonstance, on verra à quel résultat surprenant on arrivera. Et puis, ce sera une expression d'opinion libre et non forcée.

Le Parti libéral avait mis un jour sur son programme, comme un des principaux articles, l'abolition du Sénat. Aujourd'hui, cet article est changé, ce n'est plus l'abolition du Sénat que le parti demande, mais sa réformation. On reconnaît donc par là que son existence est indispensable. Nous pouvons invoquer ici les mêmes raisons pour le maintien du Conseil législatif.

L'honorable secrétaire provincial a dit encore que le Conseil, quoique composé d'hommes distingués, n'est qu'un corps inutile. Mais si c'est un corps inutile, pourquoi avez-vous nommé des hommes

distingués pour en faire partie? Je ne puis comprendre comment il se fait qu'un corps composé d'hommes capables soit inutile. C'est un peu fort; le gouvernement viendra à des sentiments plus humains envers les conseillers législatifs avant longtemps. Quant à moi, je suis convaincu que le Conseil législatif est utile, que ses membres sont des hommes intelligents et distingués et que le travail qu'ils font vaut beaucoup plus que la légère dépense qu'ils coûtent à la province.

Le Conseil législatif n'est d'aucune utilité, dit-on; mais le gouvernement actuel a eu la preuve évidente que c'est, au contraire, une excellente institution. À un moment donné, le Conseil a même représenté l'opinion publique. On se rappelle le fameux bill de l'Instruction publique, qui a été passé en cette Chambre, mais rejeté dans l'autre. L'année suivante, un autre bill a été présenté, mais un ministre a déclaré que cette mesure était différente de l'autre et que le gouvernement avait retranché les clauses que l'opinion publique ne paraissait pas disposée à accepter pour le moment.

Le commissaire de la Colonisation et des Mines et le Conseil législatif ont eut raison, et le gouvernement s'est soumis. On peut encore présenter des lois semblables; alors il nous faudra l'intervention du pouvoir modérateur; par conséquent maintenons-le dans son existence.

Je ne voulais pas parler aussi longtemps; mais je tenais à dire que je suis un admirateur de la constitution qui nous régit et que nous ne devons pas y porter atteinte.

J'espère que cette question ne sera plus soumise à cette Chambre et qu'elle sera enterrée pour toujours.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Je dois déclarer, comme l'honorable député de Dorchester, que je ne me propose pas de faire un long discours.

J'ai écouté attentivement le chef de l'Opposition et je l'ai entendu citer des précédents à l'appui de sa démonstration; mais ces précédents ne s'appliquent pas du tout au cas qui nous occupe. Il n'y a aucune parité entre la Chambre des Lords et le Conseil législatif et le Sénat des États-Unis et le Conseil législatif. Les lords ne sont pas nommés par la couronne, et les membres du Sénat américain sont élus par le peuple. Il est vrai que la couronne nomme quelquefois des pairs, mais c'est surtout pour récompenser des guerriers qui se sont illustrés sur le champ de bataille; elle a aussi le droit de nommer un certain nombre de membres, mais c'est dans des cas tout à fait extraordinaires qu'elle peut exercer ce droit; et je crois que jamais le peuple anglais n'a forcé la couronne à recourir à ce moyen.

On a dit que la Confédération avait été acceptée par George Brown et par le chef des libéraux. Si le principe qui a présidé à notre organisation politique eut prévalu, nous pourrions tolérer l'état de choses actuel. Mais c'est l'esprit de parti qui l'a emporté, et nos Chambres hautes, au lieu d'être constituées comme la Chambre des Lords et le Sé-

nat des États-Unis, n'ont été composées que de partisans acharnés. Et qu'est-il arrivé? C'est que le Conseil législatif s'est signalé par des actes de partisanerie et a joué parfois un rôle tout à fait néfaste.

Ne l'a-t-on pas vu, en 1878, au mépris des principes constitutionnels, refuser les subsides sous un gouvernement libéral? Ne l'a-t-on pas vu battre en brèche le gouvernement sur des mesures que le peuple avait approuvées lors des élections? Nous en avons eu tout récemment la preuve, lorsqu'il s'est agi de la loi sur l'enseignement. Nous étions venus devant les électeurs avec des promesses précises, nous avons fait tous nos efforts pour les mettre à exécution et le Conseil a cru devoir refuser d'adopter une mesure que les représentants directs du peuple avaient sanctionnée à une grande majorité.

Nous n'attaquons pas les conseillers législatifs sur leurs mérites personnels. Nous les connaissons trop individuellement pour avoir recours à ces moyens, mais c'est le système, leur organisation comme corps qui les pousse à commettre des actes au mépris des droits du peuple et c'est pour ces raisons que nous demandons la suppression d'une Chambre de la Législature irresponsable et qui se réclame de n'avoir de comptes à rendre à personne.

Ce n'est pas pour une mesquine question de \$35,000 que nous demandons l'abolition du Conseil législatif. Non, c'est pour les raisons que l'honorable secrétaire provincial vient d'exposer à cette Chambre avec tant d'éloquence et de précision, mais que je ne répéterai pas pour ne pas perdre le temps de cette Chambre.

On a dit que l'opinion publique avait beaucoup changé depuis sept ans et que la grande majorité était aujourd'hui en faveur du maintien du Conseil législatif. Mais, en 1897, l'abolition du Conseil législatif figurait sur le programme du Parti libéral, et cette question a été discutée longuement devant le peuple. Comment se fait-il que nous, libéraux, soyons revenus en aussi grand nombre à la Chambre des députés? Est-ce là une preuve que l'opinion publique s'est modifiée en faveur du Conseil législatif?

L'honorable député de Dorchester a bien voulu faire ressortir une certaine contradiction chez certains députés libéraux; mais il n'en trouvera pas chez moi, car depuis 1886, j'occupe un siège en cette Chambre, comme député de L'Islet, et j'ai toujours été en faveur de l'abolition du Conseil législatif, et je ne me départirai pas aujourd'hui de cette ligne de conduite. Quel que soit le respect que j'aie personnellement pour les membres du Conseil, je suis absolument convaincu de l'inutilité de cette Chambre.

On a dit que M. Mercier avait empêché le bill de M. Rochon de devenir loi; c'est vrai, mais M. Mercier sortait de la conférence interprovinciale et voulait rester fidèle aux grands principes qui venaient d'être posés dans cette importante réunion. Mais laissons là le temps de M. Mercier et venons au temps présent. En parlant de son prétendu changement d'opinion publique, le député de Dorchester



a voulu sans doute expliquer dès maintenant le vote que vont donner 6 ou 7 de ses amis politiques qui, après avoir voté pour l'abolition du Conseil en 1893, vont sans doute se dégager aujourd'hui.

Les conservateurs étaient alors au pouvoir et douze des leurs ont voté pour l'abolition du Conseil. Consultez les Journaux de la Chambre de cette époque, et vous trouverez entre autres les noms du représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), de Bagot (M.M. McDonald) et de Québec-Ouest (M. F. Carbray).

À un moment donné, l'Opposition d'alors proposa un vote de non confiance sur le même sujet, et aussitôt ces messieurs qui avaient voté pour l'abolition se convertirent et rentrèrent au bercail.

On nous tait presque un crime d'avoir amené cette question devant la Chambre: mais c'est un des articles de notre programme. Nos adversaires nous reprochaient en cette Chambre et dans les campagnes de ne pas le mettre à exécution et aujourd'hui on a peur de cette résolution. Les conservateurs auraient été heureux si nous n'eussions pas rempli notre programme; ils auraient porté contre nous de nouvelles accusations et ils auraient sans doute proposé un vote de non confiance, et pour arriver à leurs fins, ils nous demandent de nous déjuger et de laisser pleine et entière liberté à nos amis. Dans le Parti libéral, tout le monde est libre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Mais combien de caucus avez-vous tenus?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Pas plus que les conservateurs. Ceux-ci ont eu probablement à s'occuper des sentiments actuels de l'honorable député de Stanstead (M. M.F. Hackett), de l'honorable député de Bagot (M. M. McDonald) le rédacteur du grand journal de Montréal, du député de Québec-Ouest (M. F. Carbray).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Nous n'avons pas besoin de caucus pour régler cette question.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Ce serait intéressant de savoir si le député de Stanstead (M. M.F. Hackett) a réellement dit à l'honorable député de Dorchester: "Je vous autorise à faire telle ou telle déclaration; car voyez-vous, ce n'est pas le chef du parti qui parle au nom du député de Stanstead, c'est le député de Dorchester."

Je proteste contre la prétention de nos adversaires qui voient dans le Conseil législatif un pouvoir pondérateur, un pouvoir correcteur. Cette Chambre est composée d'hommes assez intelligents pour qu'il ne lui soit pas nécessaire de s'adresser à une autre Chambre pour rédiger et passer des lois. Soutenir le contraire, c'est ravalier les 73 députés de cette Chambre et les reléguer au second rang. Je revendique l'honneur de cette Chambre, car c'est lui faire injure que de déclarer que le Conseil législatif est indispensable pour la révision de nos lois. Si cette Chambre avait seule la responsabilité de la législation, elle ne laisserait rien passer qui ne fût pas conforme à la justice ou à l'égalité.

On nous dit que notre proposition n'était pas sérieuse. Eh bien! j'affirme le contraire; le gouvernement désire connaître l'opinion de la Chambre sur cette importante question, et il décidera ensuite ce qu'il devra taire; c'est un procédé sage et constitutionnel.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Je ne me lève pas pour traiter cette question au mérite; mais seulement pour répondre aux orateurs qui viennent de parler contre le maintien du Conseil législatif. On s'est demandé si la proposition du gouvernement était sérieuse: j'aime à le croire, car, autrement, ce serait bien humiliant pour les membres de cette Chambre.

L'honorable ministre de l'Agriculture est considéré comme l'un des plus forts "debaters" du Parti libéral en cette Chambre. Instruit dans les lettres et les sciences, et étant parfaitement au fait de toutes les grandes questions politiques, il intéresse généralement son auditoire. Mais, aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il n'est pas à l'aise pour défendre l'attitude du gouvernement; car, dans tout le cours de ses remarques, il n'a donné aucune raison à l'appui de la résolution qui a été présentée, cet après-midi, par l'honorable premier ministre.

L'honorable commissaire a commencé par nous parler du mode de recrutement des Chambres hautes et des différences qui existent entre la constitution de la Chambre des Lords et celle du Conseil législatif. Je ne le suivrai pas sur ce terrain, puisque ce n'est pas la question que nous discutons maintenant. Il s'agit tout simplement de savoir si le Conseil législatif doit être maintenu, oui ou non. Or, comme représentant du peuple, car moi aussi je représente ici les vues de mes électeurs et celle de la province, je dois déclarer qu'après avoir visité mon comté et consulté un grand nombre de personnages importants qui s'occupent des questions de haute politique, je dois déclarer, dis-je, que l'opinion publique est en très grande majorité favorable au maintien de notre Chambre haute. On a reproché à des députés certains changements d'opinion. Mais un écrivain célèbre a dit: "A quoi sert d'avoir des opinions, si on n'a pas le droit de les changer". Et c'est bien vrai, car, comment voulez-vous que je change d'opinion si je n'en ai pas. Si l'on a constaté des changements d'un côté ou de l'autre, dans cette Chambre, cela prouve que les représentants du peuple ont remarqué que l'opinion publique s'était aussi modifiée. Ces changements, nous les avons encore constatés dans les journaux, et comme preuve, je pourrais citer *La Patrie* qui publiait dernièrement un article des plus flatteurs à l'adresse des membres du Conseil législatif.

Si nous pouvions interviewer non seulement les habitants des grandes villes comme Montréal, mais aussi ceux des plus petites villes, la grande majorité nous dirait que si la justice a été rendue à la législation privée, c'est grâce au Conseil législatif.

L'honorable premier ministre nous a dit cet après-midi que cette Chambre faisait de la bonne législation privée. Eh bien! je prétends et je déclare que c'est

de la comédie que nous jouons la plupart du temps. Un citoyen important de Montréal, un libéral par-dessus le marché, me disait dernièrement qu'il était sorti tout à fait écoeuré d'une réunion de comté. Et malheureusement ces choses-là se répètent trop souvent, il est donc nécessaire d'avoir un frein et un pouvoir modérateur. On a dit que le peuple anglais se révolterait si la couronne s'arrogeait le droit de nommer les membres de la Chambre des Lords. Ce danger, quand même la couronne agirait de la sorte, ne serait pas à craindre, car le peuple anglais est froid et réfléchi. Du reste, est-ce que la couronne n'a pas le pouvoir, dans certains cas, de nommer un nombre illimité de membres de la Chambre des Lords? Et les Anglais ne se sont pas révoltés pour tout cela.

On dit encore que les sénateurs en France, en Belgique et aux États-Unis, sont éligibles. Je n'aurais pas d'objection à ce mode de recrutement; mais ce n'est pas cela qu'on nous propose aujourd'hui; on nous demande d'abolir complètement le Conseil législatif. Pour ma part, je ne suis pas en faveur de cette démolition.

On fait valoir l'argument que les principes libéraux s'opposent à l'existence des Chambres hautes. Mais nos institutions parlementaires nous viennent des libéraux.

Quant à l'utilité des Chambres hautes, j'en trouve une frappante aux États-Unis, pays démocrate par excellence. L'État du Vermont, qui avoisine notre province, était resté, depuis 1793, avec une seule Chambre; mais après 46 ans d'existence, cet État retourna à l'ancien système et rétablit la seconde Chambre. Les auteurs qui nous rappellent ce fait disent que la Chambre de Montpellier agissait avec trop de précipitation dans l'expédition des affaires.

On nous cite la province d'Ontario comme exemple. Mais nous ne sommes pas ici dans la même position. Nos études classiques ne sont pas les mêmes, notre éducation n'est pas la même, nos mœurs et nos coutumes ne sont pas les mêmes; et loin d'être inférieurs aux autres races, nous sommes plus intelligents, et c'est parce que nous sommes plus intelligents que nous sommes plus difficiles à gouverner. Pour se convaincre de cette vérité, il ne s'agit que de jeter un coup d'œil sur la France, notre ancienne mère patrie, où les gouvernements succèdent sans cesse aux gouvernements. Les Pères de la Confédération connaissaient les races qui habitent le pays quand ils ont conclu ce pacte solennel et sir Georges-Etienne Cartier connaissait ses compatriotes. Voilà pourquoi ils ont mis un frein à notre ardeur et à notre activité en nous donnant un Conseil législatif.

L'honorable commissaire de l'Agriculture nous a dit que si l'on abolissait le Conseil législatif, les députés seraient plus prudents. Eh bien! nous aurions dû commencer à être plus prudents avant aujourd'hui, et ne pas attendre que l'instrument qui est suspendu sur notre tête soit disparu. Autrement, nous manquons à notre devoir. On dit que c'est humiliant d'être révisé par une autre Chambre. Pour moi, je ne vois aucun déshonneur à être corrigé quand on commet une faute, parce que tout

homme peut se tromper. Malheureusement personne n'est exempt de l'esprit de parti et c'est à cet esprit de parti qu'on obéit quand on veut tout changer ou tout détruire.

Dans le cours de la discussion, on a fait allusion à Montréal. Eh bien! je n'hésite pas à le dire et l'histoire le dira après moi, l'abolition du Conseil législatif a été le premier pas vers l'acte déshonorant dont la minorité a été la victime. Manitoba a aboli son Conseil législatif sous un faux prétexte d'économie. Cette province s'était adressée à Ottawa pour obtenir des "better terms" et l'honorable M. McKenzie s'était rendu à sa demande à la condition que le Conseil législatif soit aboli. Et quatorze ans plus tard, obéissant à un fanatisme condamnable, le gouvernement du Manitoba souillait les annales de cette province de la tache odieuse que tout le monde connaît. Réduire les dépenses, c'est une belle action, mais faire disparaître une institution léguée par la constitution, c'est autre chose.

Je viens de parler de la constitution. Un homme d'État éminent, un politicien illustre, comme le Parti libéral n'en a jamais eu dans ses rangs, et comme il n'en aura peut-être jamais, M. Gladstone, avait le grand respect pour la constitution qui nous régit aujourd'hui, et en a donné une preuve palpable, lorsqu'il a voulu venir au secours de l'Irlande. Il avait lui-même rédigé une constitution, le "home rule" pour ce peuple vaillant et généreux et dans son bill du "home rule", nous voyons figurer une Chambre des députés et un Conseil législatif. Voilà ce que cet homme célèbre voulait pour l'Irlande.

On comprend qu'une seule Chambre ne suffit pas pour notre province, pas plus qu'elle suffit pour les pays civilisés; mais aujourd'hui, il y a une tendance à rendre les Chambres électives au second degré comme par exemple en Belgique, ce pays si petit mais si progressif.

S'il faut réformer, je suis prêt à donner mon faible concours; mais si l'on veut détruire je n'en suis pas; car ce serait une grande imprudence que d'abolir ou de faire disparaître la clef de voûte de notre constitution. On m'a informé que plusieurs libéraux qui étaient autrefois pour l'abolition sont aujourd'hui pour le maintien du Conseil législatif. Je les en félicite, car, encore une fois, il n'y a pas de déshonneur de changer d'opinion, surtout quand il s'agit de l'intérêt d'un pays. Puisqu'une simple étincelle suffit pour faire éclater un immense incendie dans notre province, conservons avec soin ce grand extincteur, le Conseil législatif, qui peut empêcher une conflagration et nous éviter des malheurs dont les conséquences se feront peut-être sentir longtemps dans notre province.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Dit que la discussion qui a lieu a au moins le bon effet de prouver que, de nos jours, la discussion la plus ouverte, la plus franche peut se faire, même sur des questions que l'on considère d'une importance capitale, sans que l'on s'expose aux risques de se voir traiter de révolutionnaire ou de protestant. Des deux côtés de la Chambre, des opinions sont émises librement sans que l'on s'expose à se voir dénoncer à l'opinion

publique par ses adversaires et M. l'Orateur, si le député de Wolfe a laissé poindre qu'il y aurait peut-être lieu à modifier notre régime constitutionnel en demandant que le Conseil législatif soit élu par le peuple, c'est que tout le monde comprend aujourd'hui que c'est aux lumières d'une saine discussion que l'on découvre le mieux la vérité.

L'honorable chef de l'Opposition a prétendu, avec quelques-uns de ses amis, que l'opinion publique n'était pas mûre pour accepter l'abolition du Conseil législatif. Mais si l'on jette un regard en arrière, sur l'histoire politique de notre pays depuis 1878, alors que cette question fut soulevée pour la première fois, lorsqu'au mépris des droits des représentants du peuple, le Conseil législatif refusait les subsides, et c'est aussi à ce moment-là que le député de Gaspé (M. E.J. Flynn) crut opportun de lâcher un ministère défaillant pour sauter dans l'autre camp.

Et, depuis cette époque, dans toutes les élections, les libéraux ont inscrit dans leur programme la suppression du Conseil et le peuple a été appelé à se prononcer à maintes reprises.

Et dans la Chambre, la discussion est revenue à plusieurs reprises, et si l'on a pu dire que de 1887 à 1890, il y a une page blanche sur cette réforme, l'on ne reste pas dans la vérité.

En 1888, l'honorable M. Mercier, lors de la conférence interprovinciale, avait fait décider d'envoyer une résolution au Bureau des colonies demandant que les Conseils législatifs soient abolis sur requête signée des deux tiers des membres de l'Assemblée législative.

En 1890, un député libéral demandait l'abolition du Conseil, et quand le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) dit que M. Mercier aurait pu la faire voter par le Conseil, il doit savoir que lui-même et d'autres conseillers libéraux auraient voté contre la mesure qui, dès lors, ne pouvait passer devant la Chambre haute.

Que me répondrait le député de Dorchester, dit-il, si je lui demandais ce qu'il aurait fait alors?

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) : J'aurais voté contre l'abolition.

M. L.-R. ROY (Kamouraska) : Conclut donc que l'attitude de M. Mercier n'a été que conforme à la conduite qu'il s'était engagé à suivre en 1888, et qu'il lui était impossible de surmonter les difficultés qui se présentaient devant lui, comme le reconnaît le député de Dorchester, sans trop s'en douter.

Le député de Dorchester a pris une position absolument insoutenable. Mais après la chute de l'honorable M. Mercier qui, malgré l'énorme majorité qu'il possédait en Chambre, venait d'être la victime politique d'un homme dont la conduite a tout récemment encore été stigmatisée par le plus haut tribunal du Dominion, le Parti libéral n'en a pas moins continué sa campagne contre cette institution qui n'est composée que d'hommes irresponsables au peuple.

En 1894, dans l'élection de Bonaventure, les électeurs ont eu à se prononcer sur cette importante question.

Viennent alors les élections de 1897. Peut-on encore dire qu'alors le programme libéral n'a pas été bien défini, et que sur tous les "hustings" tout aussi bien que dans la presse du parti, le gouvernement actuel et ses amis ne se sont pas catégoriquement affirmés pour ce principe de l'abolition du Conseil?

Le peuple a donc eu le temps de mûrir son opinion, et il a eu de même, en maintes reprises, l'occasion de manifester sa volonté.

Le Conseil législatif est-il un rouage nécessaire, indispensable dans notre système législatif? L'on peut répondre franchement, sans hésitation: Non. D'abord, au point de vue purement administratif, le Conseil législatif n'a jamais opposé de barrières au gaspillage que les administrations conservatrices se sont plu à faire de nos finances. Il n'a jamais essayé de mettre un frein à ces gouvernements qui semblaient n'avoir pour but que de faire la fortune de compagnies de chemins de fer, qui ont englouti les deniers du peuple et nous ont menacés du spectre de l'union législative.

Bien plus, pour ne rappeler qu'un fait, n'ont-ils pas malheureusement approuvé l'affaire du Chemin de fer du Nord, en 1883, dans laquelle, d'un seul coup, la province perdait plusieurs millions? MM. De Boucherville et Ross protestaient contre cette transaction qu'ils jugeaient scandaleuse, mais M. Chapleau savait que malgré les cris de réprobation que certains conservateurs poussaient pour la forme, il viendrait à bout du Conseil, et les faits étant venus confirmer les prévisions du premier ministre d'alors, la transaction fut confirmée.

Donc, au point de vue du maintien du bon ordre dans nos finances, le Conseil législatif n'a été que l'instrument des conservateurs au pouvoir, toujours prêt à ratifier toutes les mesures, quelque scandaleuses qu'elles soient.

Au point de vue de la législation publique, le rôle du Conseil a-t-il été plus efficace?

Il suffit, pour se convaincre, de se rapporter à ce que disait l'autre jour l'honorable chef de l'Opposition. Il s'agissait d'une loi facilitant à certains jeunes gens l'admission à la pratique de la médecine, et alors l'honorable chef de l'Opposition disait: "J'ai vainement lutté devant cette Chambre pour empêcher ces abus qui ne tendent à rien moins qu'à diminuer le prestige des professions libérales, mais sans succès. J'avoue que j'ai prêché dans le désert", et aussitôt il faisait l'aveu suivant avec autant de franchise: "J'ai bien tenté aussi d'enrayer le mouvement devant le Conseil législatif, mais là encore jusqu'en 1899 j'ai prêché dans le désert".

Cet aveu du chef de l'Opposition lui-même ne saurait être plus éloquent et il démontre qu'en matière de législation publique le rôle du Conseil a toujours été insignifiant. Il déclare que son projet de loi facilitant à certains jeunes gens l'admission à la pratique de la médecine aurait été adopté (tel quel) n'eusse été du Conseil législatif.

Il explique alors que le comité de législation, grâce aux éléments qui le composent, ne laisse que peu à retoucher aux matières de législation publique et de même que pour la législation privée, nous ne voyons jamais le Conseil jouer un rôle important.

D'ailleurs, dans l'Ontario où il n'y a pas de Conseil législatif, voit-on les tribunaux se plaindre de la législation et proclamer que la propriété ou les droits des citoyens soient moins sauvegardés par la Législature que dans notre province? Non. L'Ontario, et personne ne dira le contraire, n'a pas eu de Conseil depuis la Confédération et personne ne s'en porte plus mal. Au contraire, si l'on jette un coup d'oeil du côté purement financier, l'on voit que cette province réalise depuis 33 ans, à \$35,000.00 par an, une économie de \$1,555,000.00. N'aurions-nous pas eu l'occasion d'employer nous-mêmes plus utilement cette somme pour le développement du pays?

On s'est aussi demandé si le Conseil législatif était composé de manière à représenter un élément important de la population ou des intérêts vitaux de la province.

Il suffit, pour répondre, de songer un instant que ses membres ne sont nommés que par les partis politiques, en raison des services rendus, et que c'est là leur grand et principal titre à occuper un fauteuil de conseiller.

Au moins, aux États-Unis, puisque l'on a voulu faire une comparaison avec les Sénats des États, ces sénateurs sont élus par le peuple, ils doivent rendre compte de leurs actes au peuple, ils représentent la nation, tandis que les conseillers législatifs à Québec ne représentent trop souvent que le parti auquel ils appartiennent.

Il poursuit en déclarant que la théorie qui veut faire du Conseil législatif le protecteur des minorités n'est pas valable.

Dans l'Ontario, où il n'y a pas eu de Conseil, la minorité catholique a pu garder ses écoles séparées.

Dans le Nouveau-Brunswick, où il y avait un Conseil législatif, la minorité s'est vue privée de ses droits.

Ce n'est donc pas juste de dire que le Conseil législatif est le protecteur des minorités.

En résumé, le Conseil législatif, dans la province de Québec, n'a nullement empêché les scandales financiers; il a fait à maintes reprises preuve de partisanerie politique; il n'a joué qu'un rôle insignifiant dans la législation publique et privée. Il n'est en réalité qu'une source de dépenses inutiles pour la province. Il déclare que, de même qu'en 1897, il s'est fait élire en promettant de voter la suppression du Conseil. De même aujourd'hui, alors que l'on ne produit aucune bonne raison pour le maintenir, il croit de son devoir de suivre la ligne de conduite qu'il s'était tracée dès 1897 et de voter l'abolition dans l'intérêt du peuple de cette province.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Se prononce catégoriquement pour le maintien du Conseil législatif. Il rappelle le fait que pendant son élection, cette question a été discutée et que les électeurs, en grande majorité, ont voté contre l'abolition de la Chambre haute. Le gouvernement se trouve dans une mauvaise passe avec la présentation de ce projet de loi.

Il propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

## Séance du 10 mars 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à onze heures.**

### Corporation de ville

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 153) amendement la loi concernant les corporations de ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill sort maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnies commerciales

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 96) concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Mauvaises herbes

M. E. BLANCHARD (Verchères): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 155) amendement l'article 5556 des statuts refondus relatif aux mauvaises herbes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. BLANCHARD (Verchères): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Largeur des chemins municipaux à Sorel

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 108) amendement l'article 769 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Construction d'églises, presbytères et cimetières

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts), que le bill (bill no 158) amendement la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que la Chambre se constitue immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 157) amendement l'article 1126 du code de procédure civile.

Il explique que le projet de loi a pour but de conférer au greffier de la Cour de circuit à Montréal les mêmes droits et privilèges dont jouit le protonotaire de Montréal. Le Barreau de Montréal est unanime à demander ce changement qui va faciliter l'expédition de l'énorme besogne qui se fait à la Cour de circuit de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 159) amendement l'article 867 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Montreal Day Nursery

M. W. A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 73) constituant en corporation "The Montreal Day Nursery" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Adopté.

### Catholic Sailor's Club

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 71) constituant en corporation "The Catholic Sailors' Club", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

**Syndics de la paroisse  
de Saint-Georges**

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. G.-A. Smith), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 38) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une fabrique pauvre et endettée.

Adopté.

**Demande de documents:**

**Chemin de fer de la rive sud**

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard),

qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et des pétitions se rapportant au parachèvement de la construction du chemin de fer de la rive sud, depuis la dernière session.

Adopté.

**Travaux de la Chambre**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que, lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à lundi prochain, à 3 heures p.m.

Adopté.

La séance est levée à onze heures trente.

## Séance du 12 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

### Documents:

#### Remplacement de l'agent A. Gagnon par J.-S. Doucet

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 5 mars 1900, pour tous ordres en conseil, correspondance, documents relatifs à la destitution d'Antoine Gagnon, agent des bois et forêts, et son remplacement par J.-S. Doucet, avocat. (Document de la session no 85)

#### Correspondance entre le secrétaire provincial et Jos. Audet et alii

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 février 1900, pour la correspondance entre Jos. Audet, Étienne Coulombe, George Patoine et Jean Saint-Pierre, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, et le secrétaire provincial ou tout autre ministre, à quelque titre que ce soit, depuis le premier jour de juillet dernier. (Document de la session no 86)

#### Fonds des écoles élémentaires

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant la production d'un état détaillé de la somme de \$50,881.58, mentionnée dans l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, de la manière suivante: "Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3", avec copie de tous arrêtés en conseil et de tous rapports ou recommandations du surintendant de l'Instruction publique, relatifs à telles dépenses. (Document de la session no 87)

#### Distribution gratuite de livres d'école

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute correspondance, rapports et instructions concernant la distribution gratuite de livres d'école dans cette province, ainsi que l'institution des concours, tant sur le nombre nécessaire de ces livres que sur les matières diverses qu'ils devraient contenir, leur classification, graduation, etc. (Document de la session no 88)

## Location de grève à Sainte-Étienne de la Malbaie

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1900, pour copie de toute correspondance et de tous documents concernant le louage de la grève, en front du lot no 112 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, et concernant spécialement le bail de M. Alphonse Letellier. (Document de la session no 89)

#### Concession de lot à F. Larochelle

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1900, pour copie de toute correspondance, documents se rattachant à l'annulation de la vente du lot no 5, dans le rang rivière Mailloux, faite d'abord à Joseph Goulet, et à la concession dudit lot, postérieurement, à François Larochelle, de Saint-Philémon. (Document de la session no 90)

#### Destitution de l'agent des biens des Jésuites J.-B. Guerin Lajoie

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant copie de l'ordre en conseil, destituant Jean-Baptiste Gérin Lajoie, comme agent des biens des Jésuites, pour la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, ainsi que copie de toutes requêtes, déclarations solennelles, affidavits, et de tous autres documents se rattachant à ladite destitution. (Document de la session no 91)

#### Congrès de colonisation de 1898

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant copie de toute correspondance, rapports, pétitions concernant la mise à l'effet des résolutions du congrès de colonisation, tenu à Montréal, en novembre 1898; également copie de tout échange de correspondance au sujet de la colonisation et M. L.-O. David, ancien député, au courant de l'été dernier. (Document de la session no 92)

#### Révocation de vente du lot 23, 5e rang, du township Thetford

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1900, pour copie de tous rapports, requêtes et correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot no 23, 5e rang du township Thetford, et au sujet de la revente de ce lot. (Document de la session no 93)

## Gouvernement civil

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$42,354.00 pour "Dépenses contingentes," sous le titre "Gouvernement civil" dans l'état des recettes et paiements, de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. (Document de la session no 94)

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill K) intitulé: "Loi conférant certains pouvoirs à la compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu", pour lequel il demande son concours.

### Compagnie d'assurance mutuelle du Canada

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que le bill (bill K) du Conseil législatif, conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle du Canada, contre le feu, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité *permanent* des bills privés.

### Compagnies d'assurance

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une résolution proposée concernant certaines compagnies d'assurance.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La proposition est adoptée.

### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des statuts refondus, chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus, doit payer chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance

de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente: que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de ladite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime; que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier, cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### Actes de transport d'immeubles

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 154) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Fonds de bâtisses et des jurés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), qu'une certaine résolution rapportée du comité général mercredi le 7 mars courant, concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif, soit maintenant lue pour la deuxième fois.

Adopté sur division. La résolution est lue pour la deuxième fois.



## Abolition du Conseil législatif

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement du député de Joliette (M. J.-M. Tellier), à savoir que: Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature", à l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn), à savoir que "Cette Chambre est satisfaite de la constitution qui régit cette province et qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent, au grand détriment de notre province, comme partie intégrante de la Confédération canadienne", ledit amendement fait à la motion proposée, vendredi le 9 mars courant, dans les termes suivants, par l'honorable député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand): "Qu'il soit résolu que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif."

M. A. PLANTE (Beauharnois): Monsieur l'Orateur, j'étais à dire, lorsque j'ai eu l'occasion d'ajourner le débat, vendredi dernier, que le gouvernement se trouvait évidemment dans une mauvaise passe, et j'en trouve la preuve bien frappante dans la faiblesse avec laquelle ces messieurs qui, jusqu'à présent, ont parlé sur la question, ont défendu cette mesure. L'honorable secrétaire provincial, qui d'ordinaire a toujours le secret de charmer cette Chambre, sinon de la convaincre, par l'élégance et l'éloquence qu'on lui connaît, n'a certainement pas été lui-même dans son discours.

L'honorable commissaire de l'Agriculture, qu'on a surnommé le "bouillant Achille", et qui est toujours sur la brèche quand il s'agit de sortir le gouvernement de l'impasse, a été lui aussi d'une faiblesse désespérante. Évidemment, on sent dans le public, comme au sein de cette députation, que le gouvernement n'est pas sérieux quand il amène une mesure de cette importance dans les derniers jours de la session, et quand il n'en a même pas été fait mention dans le discours du trône. Ou l'on a voulu prendre cette députation par surprise, ou ces messieurs ont voulu pour acquit de leur conscience faire semblant de vouloir mettre à exécution une promesse électorale qu'ils ont faite tant de fois en temps d'élection, mais qu'ils n'ont jamais remplie lorsqu'ils avaient l'occasion de le faire.

En effet, Monsieur l'Orateur, voici une question qui n'est pas nouvelle, et qui, depuis longtemps, à tort ou à raison, a fait partie du programme du Parti libéral. Si je consulte les procès-verbaux de cette Chambre, j'y vois qu'en 1878, un monsieur Préfontaine, député dans le temps, fit une motion pour abolir le Conseil législatif. Le Parti conservateur, par l'entremise de MM. Mathieu et Angers, fit un amendement dans lequel il disait que le temps n'était pas encore arrivé d'abolir ce corps. Vers 1882, si je ne me trompe, M. l'Orateur, on a agité encore la question dans cette enceinte, puis, toujours d'après

les procès-verbaux, je constate que la question n'est agitée de nouveau qu'en 1890. On se rappelle alors que M. Mercier présidait aux destinées de cette province, ayant une immense majorité derrière lui. Et que cette question de l'abolition du Conseil législatif était une de celles qui faisaient partie de son programme, et avec laquelle il avait capté l'électorat. Mais, Monsieur l'Orateur, là où nous voyons le peu de sincérité du Parti libéral sur cette question, c'est dans les mots mêmes de la motion de M. Desmarais, député de Saint-Hyacinthe, secondée par l'honorable représentant de Portneuf (l'honorable Jules Tessier). le président actuel de cette Chambre, dans laquelle il déclarait qu'il n'était pas opportun d'abolir le Conseil; cette motion fut adoptée par la grande majorité du Parti libéral, dans le temps. Le 8 mars 1892, un changement d'administration a eu lieu, et tout le monde se rappelle encore sous quelles circonstances l'honorable M. de Boucherville fut appelé à former un gouvernement dans cette province. À la première session de ce Parlement, M. Morris, un député conservateur anglais, saisit de nouveau l'attention des honorables députés de cette question, et en 1893, la session suivante. M. Cooke un autre député conservateur anglais, propose à son tour une motion pour décréter l'abolition du Conseil. Enfin, en 1896, la question qui avait été encore amenée devant la Chambre, sous forme de motion, fut enterrée par un vote de 11 contre 21.

Monsieur l'Orateur, je crois que, depuis 1892, les circonstances ont bien changé, et que nos honorables amis ont bien tort de vouloir, sans crier gare, faire voter à cette Chambre cette mesure. En effet, messieurs, le Conseil législatif est tout aussi utile, aussi nécessaire. Je devrais dire peut-être plus utile et nécessaire aujourd'hui qu'à aucune autre époque de notre histoire politique. Mais j'avoue immédiatement qu'en 1892, il y a eu une certaine agitation dans cette province en faveur de l'abolition de notre Sénat provincial. Mais, messieurs, les circonstances ont bien changé depuis ce temps-là et les raisons qui pouvaient militer en 1892 pour l'abolition de ce corps, et qui avaient donné naissance à une certaine agitation, dont je viens de faire mention, n'existent plus aujourd'hui. MM. Cooke et Morris, dans les discours à l'appui de leur motion respective, s'appuyaient sur trois raisons principales pour prouver le bien fondé de leur motion:

1. Que les finances de la province exigeaient la disparition de cette Chambre.
2. Que son utilité avait cessé.
3. Que c'était pour répondre à un besoin de l'opinion publique.

Jusqu'à présent, dans le débat auquel nous venons d'assister, Monsieur l'Orateur, ce sont à peu près les mêmes raisons que l'on a apportées de l'autre côté de la Chambre.

Je soumets, M. l'Orateur, immédiatement, que la première n'a plus sa raison d'être. En effet, en 1892, après six ans d'un régime désastreux, la province avait la dette publique sauter de \$26.000.000 à \$38.000.000; notre crédit ruiné à l'étranger, la confiance disparaître dans nos institutions publiques.

Je ne veux pas récriminer ni remonter dans le passé, mais je fais simplement mention de ce détail, pour montrer sous quelles circonstances ces messieurs agissaient, quand ils faisaient leur motion. Si, aujourd'hui, monsieur l'Orateur, on prend la parole de nos honorables amis du côté de la droite, l'équilibre serait rétabli dans les finances, et nous aurions même, paraît-il, un surplus, plus ou moins authentique. Donc, messieurs, j'avais raison de dire que les circonstances ne sont plus les mêmes et que cette raison d'économie n'existe plus. D'ailleurs, messieurs, économiser ne veut pas dire retrancher, détruire, abolir, mais économie veut dire bonne administration et emploi judicieux des deniers publics. Le Conseil législatif nous coûte \$32,000, par année, nous a dit l'honorable premier ministre: eh bien! monsieur l'Orateur, je laisse à tout homme sérieux, dans cette province, de quelque parti politique qu'il se réclame, je laisse à tous les hommes d'affaires, tant dans la politique que dans le commerce, l'industrie et la finance, qui ont eu l'occasion depuis ces dernières années, de venir surveiller la manière dont se fait la législation privée en cette Chambre, de dire si, chaque année, le Conseil ne rend pas des services à la province et au public en général pour bien au-delà de cette somme. L'opinion des hommes d'affaires est unanime sur ce point et nos adversaires n'osent pas le nier sérieusement; mais, passons à la seconde raison: la cessation de son utilité.

Messieurs, je crois que le Conseil rend tous les jours des services appréciables et comme jeune député, je ne remonterai qu'à la dernière session, où j'avais l'honneur de siéger pour la première fois dans cette enceinte, pour en trouver une preuve concluante. Dans la passation du bill de la charte de Montréal, où grâce à des intrigues intéressées de plusieurs députés, et, disons-le aussi, à cause de l'indifférence et de l'insouciance d'autres députés, on avait réussi à défigurer, retrancher, une grande partie des clauses du bill de la charte de Montréal. Il n'y a pas un homme d'affaires dans la grande métropole qui avait assisté, l'an dernier, à nos délibérations, et qui ne dira pas que le Conseil législatif a ramené cet important projet de loi à son état primitif tel que l'avaient demandé les contribuables. Qui pourra apprécier en argent les services qu'il a alors rendus et mettre en regard de ces services la somme de \$32,000, coût de cette institution? Ce n'est pas là poser la question comme elle devait l'être.

Passons à la troisième raison, qu'invoquaient ces messieurs, pour répondre à un besoin de l'opinion publique. Eh bien, messieurs, il n'y a pas un journal qui naît, depuis que le gouvernement d'aujourd'hui est au pouvoir, agité cette question devant le public. Au contraire, monsieur l'Orateur, je constate que l'opinion publique, qui, comme je l'ai dit au commencement de ces remarques, s'était prononcée jusqu'à un certain point pour cette mesure, s'est complètement modifiée depuis. L'honorable chef de l'Opposition nous a cité, l'autre jour, des articles du *Mercury*, un journal qu'on ne pourra certainement pas taxer de "partisanerie", en faveur du Parti conservateur. Je pourrais ajouter que le *Witness*, un journal libéral de Montréal, abonde dans le même sens;

je pourrais ajouter aussi que la plupart de ceux qui, en 1892 et 1893, pour les raisons que j'ai expliquées plus haut, ont cru bon de se séparer du Parti conservateur, pour voter en faveur en cette mesure, revinrent sur leur opinion, et à la page 175 des Procès-verbaux de 1896-97, je trouve, parmi ceux qui ont voté pour renvoyer cette mesure à six mois, ce qui veut dire en langage ordinaire, pour la renvoyer aux calendes grecques, je trouve, dis-je, les noms du député de Stanstead (M. M.F. Hackett), de M. McLary, du député de Bagot (M. M. McDonald), de MM. Simpson, Spencer, de l'honorable député d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), de MM. Craig, England et Baker, qui se prononcèrent dans ce sens. Voilà pour représenter la minorité anglaise, qui semblait, en 1892, réclamer l'abolition du Conseil. J'y trouve encore les noms des députés de Maskinongé (M. H. Caron), de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) et celui de M. Savaria, qui ont aussi jugé bon de modifier leur opinion dans ce temps-là.

D'ailleurs, messieurs, si nous parcourons les pays de la vieille Europe, comme ceux de ce continent, nous y trouvons partout une trinité de pouvoirs, c'est-à-dire un exécutif, une assemblée populaire élective et une Chambre haute. Notre constitution est calquée, copiée, moulée sur la Constitution anglaise, qui sert de modèle à tous les pays qui jouissent du régime constitutionnel. L'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, la France, ont tous des Chambres hautes. On me dira peut-être que ce sont des pays où la féodalité qui existait autrefois, l'aristocratie ou la hiérarchie qui existent encore dans l'ordre social, exigent cet état de choses. Mais, messieurs, que l'on prenne alors la Suisse, cette république consacrée par les siècles, où les citoyens jouissent de la plus grande somme de liberté, et là encore l'on trouvera que dans les cantons qui sont comme autant de petites provinces, il y a une Chambre haute. Mais pourquoi aller si loin, quand nous avons chez nos voisins, à côté de nous, le même système politique?

En effet, dans la grande république américaine, on trouve dans chaque État une Chambre haute, et pourtant, monsieur l'Orateur, les États-Unis sont le pays de la démocratie par excellence. Washington, Abraham Lincoln, le grand apôtre des libertés populaires, celui qui a résumé la doctrine du gouvernement responsable par ces mots: "Le gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple", et les autres grands hommes d'État américains, ont jugé à propos de doter d'un régime semblable au nôtre le pays qu'ils ont honoré de leur nom et de leur science. Adams, un de ces hommes illustres, disait: "Si l'on n'admet pas dans chaque constitution américaine, trois ordres qui se balancent mutuellement, le gouvernement doit éprouver inévitablement de fréquentes révolutions, si elles tardent quelques années à éclater, elles éclateront avec le temps."

Les grands hommes d'État canadiens, qui dans leur patriotisme surent oublier les querelles politiques qui les divisaient alors et les divisions de race qui existent véritablement dans un pays comme le nôtre, pour nous donner l'admirable constitution qui nous régit, le firent après mûre délibération. Ils avaient compris qu'il fallait une Chambre haute pour louer

le rôle de pondération et contrecarrer au besoin les pouvoirs de assemblée populaire. C'est un pouvoir intermédiaire et un contrepoids nécessaire à l'exercice du régime constitutionnel; il réprime les emportements de la Chambre populaire, révisé une législation souvent trop hâtive et trop imparfaite, et joue comme on l'a tort bien dit, le rôle de serre-freins sur un convoi de chemin de fer. Voilà le point de vue élevé auquel se sont placés les hommes distingués qui nous ont donné l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui est la Magna Charta de notre droit et de nos libertés. Qu'on me permette. M. l'Orateur, de citer les paroles d'un homme qui a joué un rôle dans l'histoire politique de ce pays. Sur cette question, l'honorable M. Cauchon, l'ancien rédacteur du Canadien, et plus tard lieutenant-gouverneur du Manitoba, s'exprimait ainsi:

"Si le Conseil législatif, a-t-il dit, a sa raison d'être dans la constitution, ce doit être comme élément conservateur, comme contre-poids et comme frein à une législation qui n'est pas encore arrivée à sa maturité. Tous les hommes d'État bien pensants de tous les pays, chargés de faire des constitutions, n'ont-ils pas toujours pensé à y protéger les peuples contre leurs propres emportements, et l'instinct démagogique a une force d'extension trop considérable, en Amérique, pour qu'il ne soit pas sage d'y mettre un frein dans l'intérêt de la nation que l'on veut y créer.

Dans le Conseil législatif du Parlement fédéral, se trouvera la nomination, tempérée par l'élection et le principe conservateur, qui lui est essentiel, s'y trouvant par le vœu du peuple même, n'y pourra être un obstacle au sentiment populaire mûri par l'épreuve, le temps et la réflexion, les conseillers, dans les moments difficiles, se souviendront de leur origine et ne résisteront à la pression extérieure que dans la mesure de la sagesse et des grands intérêts publics." (1)

C'est donc pour créer ce pouvoir intermédiaire, c'est pour donner à la branche populaire de la Législature ce frein, ce contre-poids nécessaire à l'exercice du régime constitutionnel, qu'une seconde Chambre a été constituée; c'est pour cela qu'elle existe dans toutes les constitutions les plus démocratiques du monde.

Nous trouvons dans les journaux de l'Assemblée législative du Canada-Uni que Sir John A. Macdonald proposa, secondé par l'honorable M. Cartier, les résolutions qui font la base et la constitution quant aux provinces de l'Ontario et de Québec. Voici comment Sir Georges-Étienne Cartier s'exprimait sur cette question;

"La question était de trouver ce système convenable pour chaque province. Le Haut-Canada n'est habité que par une seule race, ce qui n'existe pas pour le Bas-Canada, sans que, selon moi, cependant, cette diversité soit un désavantage pour nous, mais nous devons trouver un système qui soit acceptable pour tous les habitants de races ou de dénominations religieuses différentes qui habitent le Bas-Canada. Le Haut-Canada en ne nommant qu'une seule Chambre, a été mû par un principe d'écono-

mie; pour nous, nous n'avons pas cru cette raison suffisante. Ce n'est pas pour quinze mille louis à vingt mille louis que nous aurions voulu refuser de donner plus de respectabilité à tout notre système d'institutions.

En pareille matière, l'économie ne doit pas venir en premier lieu, et j'espère que mes amis partageront cette opinion. Les deux races qui habitent le Bas-Canada sont beaucoup plus monarchiques que celles qui habitent le Haut-Canada, à l'exception toutefois des démocrates avancés, comme il s'en trouve quelques-uns dans cette Chambre. Ceux-là ne m'approuveront pas, et j'en suis content. Pour avoir leur approbation, il me faudrait favoriser beaucoup trop les institutions démocratiques et manquer, par là même, au premier des devoirs de ma position. Nous ne pouvons, en Canada, établir une aristocratie sur le droit de naissance, ou de la propriété. On ne doit pas oublier, cependant, que la constitution de 1791 jetait les bases d'un système aristocratique, basé sur le droit de naissance, mais on n'a pas donné suite à ce projet. Le Haut-Canada veut faire une expérience, nous n'avons pas d'instructions à lui donner, mais on peut dire qu'on a essayé plusieurs fois de gouverner avec une seule Chambre, notamment aux États-Unis, où la tendance démocratique est poussée très loin, mais on est bientôt revenu de cette erreur et on comprend l'utilité de la seconde Chambre. Dans ce pays, le Sénat n'est pas nommé à vie, c'est vrai, mais cette élection diffère de celle de la Chambre basse. On doit aussi remarquer que les membres sont élus pour un plus grand nombre d'années que ceux des représentants de l'autre Chambre.

Lorsque nous avons le système responsable, le Conseil électif est une anomalie; au lieu de donner de la force, il cause de l'embarras. L'utilité d'une seconde Chambre est, du reste, établie par la pratique de nos voisins. Si, dans le Bas-Canada, on avait le système responsable, jamais la constitution de 1791 n'eût été renversée.

Voilà donc ce qui nous a décidés, mes collègues et moi, à avoir une seconde Chambre. Les membres de cette Chambre seront nommés à vie, mais chacun pour la circonscription territoriale fixée par le Sénat. Il pourra y avoir des chocs entre les deux Chambres. Le fait est que, dans l'histoire de tout peuple constitutionnel, on a vu les deux corps s'entrechoquer; la situation devient alors grave, il faut être en garde. Il faut que l'opinion prévale, mais qu'est-ce que l'opinion politique? L'opinion n'est pas le produit de la tempête populaire qui veut tout renverser: il faut un gouvernail à ce vaisseau agité par tous les vents. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'éviter à tout prix ces chocs entre les corps politiques.

Dans le Bas-Canada, je le répète, nous sommes monarchiques, conservateurs, nous voulons prendre les moyens d'empêcher la tourmente populaire de tout bouleverser.

On fait encore l'objection suivante: que le Conseil porte atteinte aux droits de l'Assemblée législative. Eh bien, monsieur l'Orateur, il ne faut

pas oublier que le Conseil n'agit plutôt que comme cour de revision, puisque seule l'Assemblée législative peut voter des argents pour la chose publique. Il est vrai que le Conseil pourrait bien à un moment donné, refuser les subsides, mais alors dans le cas d'un "dead-lock", d'un conflit entre les deux Chambres, il y aurait certainement un appel au peuple, et ce serait en définitive ce dernier qui serait appelé à se prononcer sur les raisons qui auraient motivé cet état de choses.

On dit encore, monsieur l'Orateur, que le Conseil est composé de 24 partisans politiques et que, nécessairement, ils seraient enclins à voter pour l'administration qui les a élevés à cette honorable position. Eh bien, M. l'Orateur, je m'inscris en faux contre une semblable assertion, et il semble que la Providence s'est chargée d'avance de répondre à cette objection. En effet, on n'a qu'à jeter les yeux sur la composition de la Chambre haute, telle qu'elle existe aujourd'hui, pour s'en convaincre. On y rencontre des hommes qui ont joué un rôle distingué dans leur pays et qui ont brillé dans les différentes positions qu'ils occupaient. Je ne voudrais pas blesser la modestie bien connue de ces messieurs, mais qu'il me suffise de dire qu'en jetant un simple coup d'oeil, on y trouve deux anciens premiers ministres de cette province, deux professeurs d'université, représentant nos institutions éducationnelles, des agronomes expérimentés et les têtes dirigeantes de l'industrie, du journalisme et de la finance, parmi nous.

Chaque gouvernement a certainement eu la main heureuse en nommant ces messieurs et je profite de l'occasion qui s'offre à moi pour féliciter bien sincèrement le gouvernement actuel sur la dernière nomination qu'il vient de faire dans la personne de l'honorable M. Mathieu, un homme vieilli par l'expérience, mûri par l'étude et un des légistes les plus distingués dont s'honore le Barreau de Montréal. Je suis certain que cet honorable monsieur, comme ses collègues, en franchissant le seuil de notre Chambre haute, a dépouillé tout esprit de parti et toute préférence politique qu'il pouvait avoir, et qu'il jugera les questions sur lesquelles il sera appelé à se prononcer à la lumière de la saine raison et de l'expérience.

On dit encore, M. l'Orateur, que notre Chambre haute, dans Québec, ne peut pas être sérieusement comparée à la Chambre des Lords.

Pourquoi pas? La Chambre des Lords se compose des princes issus du sang royal et de ceux qui, pour les services rendus à leur pays, pour leurs talents et pour leurs mérites, ont été élevés à cette honorable position; et voilà comment l'on trouve aujourd'hui dans cette auguste Chambre des hommes comme Lord Roberts, Lord Kitchener, qui dans le moment même, couvrent d'un nouvel éclat et d'une nouvelle gloire les armes anglaises sur le champ de bataille de l'Afrique, et qui ont été appelés à siéger dans la plus haute Assemblée de la nation en récompense de leur brillant état de service. Lord Tennyson y a été appelé pour honorer le génie littéraire. Et parmi les hommes d'État des colonies, nous avons Lord Strathcona et Lord Mount Stephens qui y soutiennent vaillamment l'honneur de la nation canadienne.

Dans cette province, proportion gardée, en parcourant les rangs des 24 membres du Conseil législatif, l'on y trouve, comme en Angleterre, la science, le talent, le mérite, la richesse et des longs états de service à leur pays, récompensés.

On a dit encore, M. l'Orateur, que l'Ontario n'avait pas de Conseil législatif, et que cependant les lois de nos voisins étaient aussi bonnes et aussi parfaites que les nôtres, tout en étant moins coûteuses. Bien, Monsieur, l'on ne peut faire sérieusement cette comparaison. L'Ontario n'est certainement pas dans les mêmes conditions que la province de Québec, et d'ici 24 heures, la province-soeur serait prête à entrer dans l'Union législative, sachant que six autres provinces dans ce Dominion pensent comme elle, et agissent comme elle. La population d'Ontario est homogène comme celle des autres provinces anglaises de ce Dominion et au besoin sur les grandes questions nationales, parlant la même langue et partageant les mêmes idées, elles se protégeraient et s'attireraient naturellement, mais la province de Québec a un caractère à part et une physionomie qui lui est propre, et c'est ce qu'ont compris les Pères de la Confédération quand, en rédigeant l'Acte de l'Amérique du Nord, ils ont jugé à propos de donner un Conseil législatif à la province de Québec, de ne pas en donner à l'Ontario, prenant une contre-mesure.

Si, dans cette province, nous jouissons d'une paix parfaite, si nous contribuons avec les autres races qui cohabitent avec nous à travailler dans la bonne entente et l'harmonie au développement de nos ressources naturelles et à l'agrandissement du pays, et si, tout en faisant ces choses, nous pouvons tranquillement garder le souvenir des choses du passé, jouir de l'exercice de nos droits civils, parler dans nos parlements comme dans nos cours de justice la belle langue française, pratiquer la religion de nos pères, c'est grâce au pacte fédéral qui nous garantit tous ces droits et toutes ces libertés.

Mais, M. l'Orateur, je suis un jeune homme, et je n'ai peut-être pas le droit ni l'autorité de jeter un en d'alarme. Mais je ne puis m'empêcher de constater que nous assistons à un spectacle bien étrange dans le moment. Il semble se faire une nouvelle germination dans les idées: on dirait que de nouveaux courants viennent diriger l'opinion publique, et si l'on regarde ce qui se passe à Ottawa dans le moment, nous sommes certainement rendus à un des tourments de notre histoire politique. Instinctivement, impulsivement, sans s'en rendre compte, comme mus par un ressort qu'il ne peuvent expliquer, nos gouvernants nous ont engagés dans une nouvelle politique qui s'appelle l'impérialisme! et comme le disait un député, l'autre jour, en plein Parlement, à Ottawa: "C'est par une immense marche impériale que le nouveau siècle va s'ouvrir pour l'Angleterre et ses colonies."

Je dis, M. l'Orateur, que c'est le temps de crier "prenons garde", la province de Québec n'est pas prête à entrer dans ce nouveau mouvement. Les idées ne sont pas encore mûries sur cette question, et nous n'avons pas été consultés. Nous voulons, comme l'ont voulu les Pères de la Confédération, rester ce que nous sommes et continuer à mettre en

pratique la noble devise qui orne les murs de cette enceinte et qui résume pour nous en deux mots tout le passé: "Je me souviens". C'est le blason provincial, et c'est celui aussi de tout vrai Canadien.

Nous vouions. M. l'Orateur, garder religieusement ce pacte fédéral, tel que nous l'ont donné nos pères. Pas un, plus que moi, M. l'Orateur, n'admire l'Angleterre avec ses 65 colonies et ses 500,000,000 de sujets; pas un, plus que moi, n'admire son drapeau qui depuis au-delà de 150 ans s'est promené sur toutes les mers et dans tous les pays, jetant partout la civilisation et la liberté; la raison de cette loyauté consiste dans le fait même qu'elle nous a donné une constitution qui nous garantit la plus grande somme de liberté possible. Vouloir aujourd'hui, d'un trait de plume, abolir le Conseil législatif et faire disparaître un des éléments les plus essentiels de notre rouage politique, ce serait porter atteinte aux institutions qui nous régissent. Aujourd'hui comme hier, et comme nos pères, nous voulons l'union des provinces et non leur absorption; nous voulons la distinction des pouvoirs et non leur division; nous ne voulons pas l'indépendance dans la Confédération, mais la liberté dans la Confédération; nous ne voulons pas être un État dans l'État, mais une grande famille dans l'État, distincte des autres, gardant la physionomie et le caractère qui lui sont propres, et travaillant avec les autres races qui nous entourent à l'agrandissement et au développement du Dominion.

Depuis 30 ans et plus, le vaisseau de l'État, gouverné par d'habiles timoniers, qui tour à tour se sont appelés Sir John A. Macdonald, Alexandre Mackenzie et Sir Wilfrid Laurier, a vogué à pleines voiles vers les grandes destinées qui lui sont réservées. À ce vaisseau, les Pères de la Confédération ont cru donner comme gouvernail un Sénat à Ottawa et un Conseil législatif à Québec.

Et sans remonter bien loin dans le passé, l'on trouve la sagesse de ces corps législatifs et le rôle utile qu'ils jouent tous les jours dans les services inappréciables que ces deux Chambres ont rendus au pays dans ces dernières années.

Je crois, M. l'Orateur, en avoir dit suffisamment pour modifier le vote que je vais donner sur cette question.

À l'élection de 1898, où les électeurs de Beauharnois m'ont fait l'honneur de m'envoyer dans cette Chambre, ils se sont prononcés carrément sur cette question, qui a été agitée devant eux par deux hommes non moins distingués que l'honorable secrétaire provincial et l'honorable procureur général et ces électeurs ont dit par leur vote qu'ils croyaient à l'utilité et à la nécessité du Conseil législatif, dans notre province.

Mais je crois, monsieur l'Orateur, que nos adversaires ne sont pas sérieux sur cette question, et si elle est arrivée devant nous à l'improviste, à la veille de la clôture de nos travaux, alors que les honorables députés de cette Chambre étaient sur le point de retourner chacun à leur foyer, c'est plutôt pour remplir une promesse et pour s'en servir comme engin électoral dans les élections qui, si l'on en croit la rumeur, ne sont pas éloignées.

Pas plus aujourd'hui qu'en 1890. où M. Mercier commandait une majorité dans les deux Chambres et aurait pu facilement mettre à exécution cet article de son programme, les libéraux ne sont pas sincères. Que le premier ministre laisse seulement ses partisans libres sur cette question; que l'on ne fasse pas appel aux exigences politiques et aux liens de parti et, sans être prophète, je prédis d'avance que non seulement la gauche sera unanime sur cette question, mais que les nombreux partisans du gouvernement voteront avec nous.

Cette députation, comme les électeurs qui l'ont envoyée en cette Chambre, croit plus que jamais qu'il faut entourer de prestige et de respect nos institutions, telles quelles nous ont été données, que les raisons d'économie qu'on invoquait en 1892 n'existent plus et que, plus que jamais, il répond à nos aspirations et au rôle tout spécial que joue la province de Québec dans la Confédération.

Voilà, M. l'Orateur, pourquoi je n'hésiterais pas, encore une fois, à voter contre cette mesure intempestive et inopportune et à aller au besoin demander l'approbation de mes électeurs.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce); Dit que l'on pourrait raisonnablement assimiler le devoir actuel du gouvernement à celui du médecin qui va faire l'amputation d'un membre d'un pauvre homme. La province de Québec est pauvre et le gouvernement demande l'abolition du Conseil législatif parce qu'il est inutile. Ce devoir pénible s'impose parce que nous en avons été chargés par le peuple.

Le Conseil législatif ne peut pas être comparé aux Sénats allemand, français et américain, parce que, en ces endroits, le Sénat est totalement électif aujourd'hui. Quant à la Chambre des Lords en Angleterre, dans le cas de conflit entre cette Chambre et les Communes, la reine en conseil peut augmenter le nombre de ses membres pour régler le conflit. Il rappelle ensuite que quelques provinces de la Confédération ont aboli leur Conseil législatif. Il cite notamment la province d'Ontario qui, quoique n'ayant pas une Chambre haute, est cependant une province prospère et bien administrée.

Il cite des faits ayant trait à l'histoire constitutionnelle des États-Unis, de la France et de l'Italie, pour prouver qu'il n'y a aucune ressemblance entre les Chambres hautes de ces différents pays et le Conseil législatif. Il affirme que ce n'est que pour satisfaire aux besoins de sa cause que le chef de l'Opposition a employé ces arguments.

De plus, le Conseil législatif tend à approuver tout ce qui est législation des conservateurs et à rejeter tout ce qui est législation des libéraux. Le Sénat agit d'ailleurs de la même façon. Il cite à ce sujet la passation du bill pour la vente de la North Shore Railway, et le fait que le Sénat a adopté le bill gerrymander de Sir John A. Macdonald en 1885 et qu'il rejette aujourd'hui celui de Sir Wilfrid Laurier. Si les Pères de la Confédération avaient aujourd'hui à reviser leur travail, il dit être convaincu qu'ils aboliraient le Conseil législatif qui est simplement une branche de l'arbre de l'État qui absorbe autant de sève que n'importe quelle autre mais ne produit pas de bons fruits.

Le Conseil législatif s'est fait sans cesse l'humble serviteur des caprices des gouvernements conservateurs quand, sous les régimes libéraux, il n'hésitait pas à contrecarrer la volonté populaire clairement manifestée par les représentants directs de la nation. Nous n'avons rien à craindre de l'opinion publique sur ce sujet et nous sommes prêts à aller devant le peuple sur cette question.

D'un autre côté, si ces messieurs dont on se pliait à vanter les qualités sont tels qu'on nous les présente, qu'ils viennent avec nous devant l'électorat et qu'ils n'aient pas peur de soumettre leurs actes au verdict populaire qui, lui, est le grand modérateur de tous les mouvements intempestifs du législateur. Qu'ils ne se capitonnent donc pas dans leurs grands fauteuils moelleux, qu'ils aient confiance dans le seul, le vrai juge du législateur, le peuple.

On dit qu'il ne faut pas toucher à l'arche sainte et rompre nos lois constitutionnelles. En effet, la Chambre haute de Québec est une arche sainte pour les conservateurs. C'est, en effet, elle qui les a, à maintes reprises, sauvés du naufrage et elle a sans doute été plus puissante que celle de l'histoire sainte, car celle-ci n'a sauvé Noé qu'une fois, tandis que l'autre a sauvé le Parti conservateur du naufrage à maintes reprises. Voilà pourquoi ils crient si fort en sa faveur, mais lorsqu'ils font couler tant de flots de rhétorique, ce n'est pas dans l'intérêt du peuple, mais dans celui du parti.

La meilleure protection de la minorité n'incombe pas à la Chambre haute, mais repose sur la tolérance de la majorité. L'abolition du Conseil est un devoir qui a été imposé au Parti libéral par l'électorat et il remplira ce devoir avec fermeté.

M. H. CARON (Maskinongé): Déclare que son nom ayant été mêlé à ce débat, il croit devoir dire quelques mots. En 1896, alors que l'abolition était proposée par MM. Cooke et Hall, il a cru devoir voter pour le maintien, parce qu'en 1893, la question avait été réglée par le vote de la majorité et il ne voyait pas l'utilité de ramener cette question en 1896. Mais aujourd'hui, il ne voit aucune bonne raison pour le maintien du Conseil. Il est convaincu que la province peut se passer maintenant de ce corps irresponsable.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'à cause de l'importance de cette mesure, il a attendu en vain les explications et les points de vue des députés anglophones du gouvernement. Cependant, comme aucun n'a jugé à propos de se prononcer, il en conclut soit qu'ils sont tellement sous la domination du gouvernement qu'ils craignent de protester contre l'abolition de cette institution qui est la plus grande sauvegarde de la minorité, soit qu'ils ne s'en préoccupent pas du tout.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère qu'en raison de l'heure, le député de Montréal no 4 remette son discours en soirée.

M. A.W. ATWATER (Montréal): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

## Plaintes concernant les dépôts de documents

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se plaint que les documents déposés suite à une demande de sa part, sont incomplets. Il ajoute que cette façon de faire se produit fréquemment.

## Paielements à l'imprimeur Joseph Dussault

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande une question ayant trait aux paielements à l'imprimeur Joseph Dussault.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce qu'il déposera demain devant la Chambre le rapport de l'inspecteur Kent.

## Interpellations:

### Nomination du juge de paix E. Coulombe

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. Étienne Coulombe, qui a été nommé en 1897 juge de paix et garde-forestier, est-il le même homme qui a été poursuivi par le gouvernement Mercier pour fraude, dans des "paie-listes" présentées par lui au gouvernement, pour coût d'une construction de chaloupe, et contre lequel un "true bill" a été obtenu?

2. Ce monsieur est-il encore juge de paix et garde-forestier?

3. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui induisent le gouvernement à maintenir cet homme en fonctions?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de sa destitution et pourquoi?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. M. Étienne Coulombe a été nommé juge de paix le 9 mars 1898. C'est ce M. Coulombe contre lequel un "true bill" a été trouvé: mais, le 5 février 1891, le procureur général a transmis à M. L. Alain, avocat à Chicoutimi, son substitut, un "nolle prosequi." Le procureur général du gouvernement subséquent n'a pas donné effet à ce "nolle prosequi."

2. M. Coulombe est juge de paix, mais a cessé d'être employé comme garde-forestier depuis le 30 novembre 1899.

3. Les recommandations qui ont été faites de le nommer.

4. Le gouvernement a reçu de M. Joseph Girard, M. P. P., une demande, par lettre en date du 2 mars 1899, de destituer M. Coulombe pour certaines raisons contenues dans cette lettre.

## Vente de lots aux colons du Lac-Saint-Jean

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Des 298 lots concédés par le département des Terres, en 1899, dans la région du Lac-Saint-Jean, combien ont été vendus à des colons déjà établis au Lac-Saint-Jean, et combien à des personnes étrangères à cette région.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Il est impossible de donner le renseignement demandé, parce que les agents des terres, dans les retours au département, n'indiquent pas l'endroit d'où viennent les colons à qui ils ont concédé les lots.

### **Réserve de terres au Lac-Saint-Jean**

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix) 1. Une réserve de terre au Lac-Saint-Jean, a-t-elle été accordée à une société de colonisation?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom de cette société?

3. À quelle date a été faite cette réserve?

4. Cette société a-t-elle fait rapport du nombre de colons établis sur cette réserve?

5. Dans l'affirmative, quel est ce nombre?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur).

1. Oui,

2. La Société de colonisation et de rapatriement du Lac-Saint-Jean;

3. Le 19 octobre 1898;

4. Non;

5. Non.

### **Demande de documents:**

#### **Établissement d'abattoirs**

M. C. LANQUELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Copie de toute proposition à l'effet d'établir des abattoirs dans cette province:

2. Les noms de ces personnes ou compagnies:

3. La date de leur proposition et la nature de celle-ci.

Adopté.

### **Ajournement**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À six heures moins dix, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq**

### **Introduction de bills:**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 160) amendement la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 68) constituant en corporation la Compagnie de gaz, électricité et pouvoir;

Et bill (bill no 69) amendement la charte de la ville de Saint-Louis.

#### **Compagnie de gaz, électricité et pouvoir**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 68) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de gaz, électricité et pouvoir." Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Saint-Louis**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 69) intitulé: "Loi amendement la charte de la ville de Saint-Louis". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Fonds de bâtisses et des jurés**

L'ordre du jour appelant la Chambre à considérer de nouveau les résolutions rapportées du comité général, mercredi le 7 mars courant, concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif, étant lu;

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 5) concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Abolition du Conseil législatif**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement du député de Joliette (M. J.-M. Tellier) à l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn), fait le 9 mars dernier, à la motion du député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), à savoir "qu'il soit résolu que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif."

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): La résolution du premier ministre a pour objet de retrancher de la constitution de cette province un corps que la minorité anglaise a toujours considéré comme la sauvegarde de ses droits. Il aurait été heureux d'entendre un député ministériel émettre ses vues

sur cette résolution, mais malheureusement ni les honorables représentants de Brome (l'honorable H.T. Duffy) et de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guérin), ni l'honorable représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) n'ont exprimé leur opinion sur le sujet. Il est regrettable de voir que le député de Huntingdon, le défenseur de toute chose et de toute personne, ne soit pas à son siège; et, chose remarquable, son absence a coïncidé avec le commencement du débat. Il n'y a pas de doute que les électeurs de Huntingdon seront anxieux de connaître les raisons pour lesquelles leur représentant n'est pas ici pour exprimer ses vues sur la question.

Quand la constitution a été donnée à notre pays, les Pères de la Confédération ont cru qu'il était sage de doter cette province de deux Chambres. Quant au Conseil législatif, la qualification qu'on exige de ses membres les place au-dessus de la "partisanerie" politique.

Parmi les auteurs de la constitution, il y avait des hommes tels que feu Sir George Cartier, feu l'honorable Geo. Brown, feu l'honorable Sir John A. Macdonald et feu l'honorable Peter Mitchell ainsi que Chas. Tupper. Depuis 1867, ou pendant une période de 33 ans, ce Conseil a existé sans qu'aucun mouvement sérieux ne se dessine plus pour l'abolir, à part quelques remarques anodines dans cette Chambre. La principale raison est que le Conseil n'a jamais été, à aucune élection générale, présenté comme un élément sérieux du programme d'un des partis politiques.

Le Conseil n'a jamais prétendu que les droits de la minorité de cette province pourraient être un jour en danger, mais il a affirmé qu'il se pouvait que les droits de toute minorité soient moins bien défendus par une Chambre qui doit son existence à un caprice temporaire de l'électorat, que par une institution dont l'existence n'est pas liée à la volonté de la population, les conseillers législatifs étant nommés à vie.

Il faut remarquer que l'opinion publique dans la province de Québec, et plus particulièrement celle de l'élément anglophone de la province, a subi un changement important depuis les dix dernières années.

On invoque la raison d'économie, mais le gouvernement a bien mis du temps à découvrir cette raison. On veut abolir le Conseil législatif pour sauver \$35,000, d'un autre côté on est prêt à en donner presque autant à un seul homme.

En 1893, une motion pour l'abolition du Conseil législatif avait reçu l'appui de tous les députés de langue anglaise de l'Assemblée. Parmi ces députés anglophones, les honorables députés de Québec-Ouest, (M. F. Carbray), Pontiac (M. D. Gillies), Stanstead (M. M. F. Hackett) et Huntingdon (M. G.W. Stephens), sont encore députés de cette Chambre. Ces messieurs ainsi que messieurs England, Craig, Hall, Simpson, Spencer et King, étaient encore députés de l'Assemblée en 1896. En 1893, la Chambre se divisa sur cette question de façon presque égale; il y eut 32 votes en faveur de l'abolition et 32 contre, et l'Orateur vota pour le renvoi de la motion à 6 mois.

En 1896, lorsque l'on présenta une motion pour abolir le Conseil législatif, les députés de

Québec-Ouest (M. F. Carbray), messieurs England, Greig, Hall, McCleary, Simpson et Spencer ainsi que les députés de Stanstead (M. M. F. Hackett) et d'Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) s'y opposèrent. Le seul député qui fit exception fut le député de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guérin) qui avait remplacé feu monsieur Kennedy. Ce ne fut pas un vote de parti et il est important de souligner que le parti conservateur était au pouvoir en 1893 et en 1896.

Pour sa part, c'est une preuve évidente que la population de langue anglaise favorise le maintien de la Chambre haute.

De plus, les journaux à tendance libérale qui un temps, s'opposaient au Conseil, tel que le *Daily Witness*, le *Huntingdon Gleaner* et le *Québec Mercury*, l'appuient maintenant ainsi que les journaux indépendants de *St Johns News Stamp*.

Il est aussi convaincu qu'il y a autant de nécessité pour une seconde Chambre dans notre province qu'il y en a pour un Sénat à Ottawa.

Il cite les références de Detocqueville favorables à l'existence de deux Chambres aux États-Unis et dans plusieurs de ses États. Il soutient aussi qu'en abolissant la deuxième Chambre législative, le seul pouvoir de réviser la législation de la Chambre reviendra au Conseil exécutif, ce qui signifie un pouvoir accru et abusif entre les mains du gouvernement. Comme exemple, il cite le cas de l'Ontario où il n'existe pas de Conseil législatif pour réviser la législation de la Chambre basse. Chaque comité de l'Assemblée est présidé par un ministre du cabinet, ce qui le place dans une position qui est loin d'être libre et indépendante. On a dit que d'autres provinces s'arrangent très bien sans Conseil législatif, mais il déclare que la population du Québec est beaucoup moins homogène que dans les autres provinces et il croit fermement que si le Manitoba avait eu une deuxième Chambre, la question des écoles, qui a causé tant de trouble et de rancunes, n'aurait jamais été soulevée.

Il souligne qu'il y a eu dernièrement en Ontario des discussions en faveur du rétablissement du Conseil législatif. On soutient que le Québec n'est qu'une province et n'a pas besoin d'une deuxième Chambre. Mais, Québec est la première province de la Confédération et possède dans le domaine des mines, des forêts et de la pêche, des ressources plus grandes que toute autre province de la Confédération.

Si le Conseil législatif coûte à la province quarante mille dollars annuellement, c'est de l'argent bien placé.

Comment expliquer que le gouvernement ne fait que découvrir maintenant le coût trop élevé de cette institution?

Pourquoi, si le gouvernement était sérieux dans cette affaire, n'a-t-il pas proposé l'abolition du Conseil en 1897, alors que, selon le gouvernement, il existait un déficit de \$900,000? Le gouvernement a préféré attendre à aujourd'hui, alors qu'il prétend avoir un surplus qui est presque l'équivalent du coût annuel du Conseil législatif.

Si le gouvernement voulait économiser, pourquoi ne pas proposer de sacrifier la moitié de l'in-



demnité des conseillers législatifs et des membres de l'Assemblée législative. Nous sommes 74 députés dans cette Chambre et vingt-quatre au Conseil. Si l'honorable premier ministre et ses amis étaient sincères, pourquoi ne pas réduire les indemnités? Il fait remarquer que ce n'est qu'au cours de la présente session que le gouvernement a demandé à la Chambre de voter la somme globale de \$27,000 à monsieur Dussault, alors qu'il avait des doutes sur le montant qu'il avait à payer. Le gouvernement a même engagé un expert-comptable pour vérifier le montant qu'il devait payer.

Il dit avoir écouté en vain pour découvrir la raison justifiant l'abolition du Conseil, mais il existe plusieurs raisons pour le maintenir. Il n'a jamais entendu parler d'un cas où cette institution se serait injustement opposée à une mesure. Il rappelle qu'en 1888, sous le régime Mercier, le Conseil avait opposé son veto au bill traitant de la conversion de la dette qui était en vigueur. Cette mesure aurait pris les détenteurs d'obligations de la province à la gorge et les aurait forcés à changer leurs obligations pour de nouvelles à leur valeur au pair portant un taux d'intérêt moins élevé. Le Conseil n'a pas traité cette question importante comme une de parti. Au contraire, ils l'ont analysée en hommes d'affaires. Ils l'ont d'ailleurs rejetée, prouvant ainsi l'utilité de cette institution, justifiant son existence à perpétuité et sauvant aussi le crédit et la bonne réputation de la province.

Il invite les députés de la Chambre à demander à n'importe quel banquier, courtier ou marchand de Montréal leur opinion sur le travail du Conseil. Le Conseil a sauvé le crédit de la province qui était menacé de ruine totale. Il soutient encore que le gouvernement joue une carte électorale dans cette affaire. Leur action n'est pas sérieuse. L'honorable commissaire des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy), sait que la question n'est pas sérieuse, puisqu'il est en train de faire des dépenses importantes pour le confort futur des membres du Conseil, avec l'achat de meubles. Il prépare aussi d'importants changements dans la Chambre du comité et dans d'autres pièces. Ce n'est qu'un bluff colossal à la face de la province. L'Opposition a provoqué ce bluff et était consentante à discuter de cette question avec le gouvernement auprès des électeurs. Quelle que soit la décision du gouvernement, il demande d'épargner le Conseil. Si le Conseil coûte trop cher, l'indemnité des membres pourrait être réduite. S'il semble opportun de le faire, on pourrait augmenter les exigences pour la qualification des membres du Conseil. Le gouvernement pourrait réaliser aussi d'autres économies. Il n'a même pas diminué l'indemnité des députés de cette Chambre. Il lance encore un défi aux ministériels en leur proposant de rencontrer l'Opposition devant l'électorat sur la question du maintien ou de l'abolition du Conseil.

Si la minorité du pays a le droit d'être protégée, la minorité de cette province jouit aussi des mêmes droits. La minorité du Dominion est placée sous la sauvegarde du Sénat et celle de la province est elle-même sous la sauvegarde du Conseil législatif. Si le gouvernement réussit à abolir le Conseil législatif, il abolit la sauvegarde la plus importante que la minorité ait jamais eue.

Il fait encore remarquer l'absence en Chambre des députés de Huntingdon et de Montréal no 6 (les honorables G.W. Stephens et J.J.E. Guérin) et dit espérer qu'ils seront à leur siège lorsque le vote sera pris sur cette résolution, ou leur absence dans les circonstances pourrait être considérée comme excessivement grave.

M. W.J. WATTS (Drummond): Fait remarquer que nonobstant les propos du dernier orateur, la question de l'abolition du Conseil législatif a été un cheval de bataille des élections générales de 1878. Lorsque monsieur Joly, cette même année, fut reporté au pouvoir, il introduisit un bill à cet effet qui fut cependant défait au Conseil. Depuis ce temps, cette question a été en principe un des arguments favoris du programme libéral et même en 1897, lorsqu'ils ont été élus. Les députés de l'Opposition ont soutenu que le Conseil ne s'est jamais opposé à des mesures utiles, mais les orateurs de l'autre côté de la Chambre semblent oublier que le Conseil a, en une occasion particulière, refusé de voter les crédits demandés par un gouvernement libéral. L'Ontario n'a pas de Chambre haute. Pour sa part, il ne peut voir pourquoi une telle institution devrait exister ici, puisque la population de cette province est aussi intelligente que n'importe quelle du Dominion. Il admet tout de même que l'abolition de la Chambre haute n'est plus aussi nécessaire qu'il y a quelques années, alors qu'elle se composait principalement de conservateurs et qu'elle comptait seulement deux ou trois libéraux, faisant de la Chambre une menace permanente à la constitution. Il demeure tout de même que le Conseil constitue une importante dépense qui n'est pas nécessaire et qu'il devrait être aboli.

Il soutient que l'abolition du Conseil a été, depuis des années, une plate-forme électorale des libéraux et un cri entendu à toutes les élections.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il a écouté attentivement les propos du dernier orateur sans entendre un seul argument appuyant le mouvement dirigé contre le Conseil législatif. Il déclare ensuite que le gouvernement n'est pas sincère dans ses intentions et que l'action n'est qu'une farce et un jeu de scène.

Il semble étrange de dire qu'au cours des trois premières sessions, depuis son élection, le gouvernement n'a pas soulevé devant la Chambre de question d'aussi grande importance: et voici qu'à la dernière minute, il en présente une sous forme de résolution. Si le gouvernement était sincère, il aurait présenté un bill plutôt qu'une résolution. Il existe deux façons d'abolir le Conseil législatif: premièrement, au moyen d'un bill, et deuxièmement, au moyen d'une pétition adressée au gouvernement impérial. Le gouvernement Marchand ne l'a pas fait et, s'il avait été sincère, il aurait agi depuis longtemps. Il juge cette résolution comme un jeu de second plan. Les libéraux ont promis d'abolir le Conseil législatif et Spencerwood, ils ont laissé Spencerwood de côté mais ils veulent abolir le Conseil. Pourquoi cette préférence?

Les députés du gouvernement ont fait bien des promesses lorsqu'ils étaient dans l'Opposition. Ils avaient parlé d'abolir Spencerwood et avaient projeté plusieurs réformes; mais lorsqu'ils ont été élus, ils ont fait défaut d'entreprendre tout ce qu'ils avaient promis, sauf de proposer l'abolition du Conseil, et dans ce cas, ils savent très bien qu'ils n'ont pas l'autorité voulue pour le faire. Il cite alors des propos de monsieur Mercier pour indiquer que, le Conseil supposant à sa propre abolition, la seule façon d'y parvenir est de s'adresser au gouvernement impérial. Mais, en dépit de cela, nous constatons que le gouvernement joue simplement avec la Chambre et le public au moyen de cette résolution. Il explique que lorsqu'il a d'abord été élu à la Chambre et même pendant de nombreuses années auparavant, il était en faveur de l'abolition du Conseil. Et lors de son élection, élu par un comté conservateur en 1892, pour appuyer un gouvernement conservateur, il n'avait pas, lors de son premier vote, appuyé son parti sur cette question. Et en 1893, il avait encore voté pour l'abolition du Conseil. Comme c'est le cas pour plusieurs députés lorsqu'ils viennent ici pour la première fois, il croyait alors tout connaître. Il ne doute pas que d'autres nouveaux députés de l'autre côté de la Chambre pensent eux aussi tout connaître. Il a constaté qu'il avait tort.

Aujourd'hui, il est autant en faveur du Conseil qu'autrefois il était contre. Il a changé d'opinion après avoir observé sérieusement la Chambre haute en comité et à la Chambre du Conseil. Il dit être satisfait de la correction apportée par le Conseil, en certaines occasions, aux erreurs commises par l'Assemblée.

Il a observé sérieusement l'attitude du Conseil autant à la Chambre haute que dans ses comités et déclare être aussi sincère aujourd'hui en étant pour le maintien du Conseil qu'il l'a été autrefois lorsqu'il appuyait sa disparition. La minorité de la province a foi dans le Conseil et lui est reconnaissant pour les services qu'il a rendus à la province. Si le gouvernement ne montrait pas de parti pris sur ce sujet de façon à ce que ses partisans puissent voter librement et s'il demandait au whip de commander un vote maintenant, il constaterait rapidement, même dans cette Chambre, la véritable situation de l'opinion publique sur cette question.

Qu'on aille demander aux hommes d'affaires, aux capitalistes, aux marchands, aux citoyens de la grande ville de Montréal qui sont venus suivre la législation, ce qu'ils pensent du Conseil législatif et il n'y aura qu'une voix pour reconnaître le mérite et l'utilité de cette branche de la Législature.

Quand le peuple a-t-il demandé l'abolition du Conseil? Jamais le peuple ne l'a demandé pour la bonne raison que la question ne lui a jamais été posée franchement. Si le gouvernement laissait ses partisans libres de voter, comme il devrait le faire sur une question qui nous intéresse à un haut degré, il serait assez difficile de recueillir, même dans cette Chambre, une majorité pour l'abolition du Conseil. Le Conseil législatif n'est pas la priorité d'un parti, c'est la propriété du peuple et tant que le peuple n'aura pas été consulté, le gouvernement n'a pas le droit de s'attaquer ainsi à la constitution et de demander la disparition d'une des branches du pouvoir

Il conclut en demandant au gouvernement quelles sont les raisons pour demander l'abolition de la Chambre haute.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Déclare qu'après les longues discussions qui viennent de se produire, il ne veut retenir l'attention de la Chambre que quelques instants.

La question qui est soumise à la considération de la Chambre est très grave et d'une importance capitale. Elle touche une institution qui a existé dans la province de Québec depuis la Confédération et il se propose de l'envisager avec calme et sang-froid, sans animosité comme sans passions.

L'Opposition a prouvé qu'il lui était impossible de défendre sa situation par de bonnes raisons, aussi s'est-elle contentée de parler avec chaleur, emphase et elle a dû se contenter de servir beaucoup plus d'éloquence que de lumière.

En ce qui concerne les membres du Conseil personnellement, il déclare tenir à être bien compris et affirme que le Conseil est composé d'hommes de mérite et de distinction et beaucoup d'entre eux, s'ils n'étaient pas cloîtrés dans l'enceinte de la Chambre haute, pourraient siéger avec distinction dans la Chambre des députés.

Quant à la question qui est posée à la Chambre, elle l'est clairement et franchement. On demande à la Chambre de répondre oui ou non sur l'opportunité qu'il peut y avoir à conserver le Conseil.

L'Opposition n'a pas cru devoir s'attaquer franchement à la proposition et elle s'est contentée de soumettre un amendement dans lequel il est impossible de voir les raisons qui militent en faveur du maintien de la Chambre haute.

Les membres de l'Opposition ont donné comme raison que le Conseil législatif est composé comme la Chambre des Lords en Angleterre. Il déclare que personne n'a plus que lui d'admiration pour la Constitution anglaise.

C'est elle qui préside aux destinées de l'Angleterre depuis des siècles, qui a fait de l'Angleterre une nation et peut-être la nation la plus prospère de l'univers.

Mais il n'y a aucune ressemblance entre la Chambre des Lords et notre Conseil législatif de la province de Québec. Il est vrai que les deux portent le nom de Chambres hautes, mais c'est là leur seul point commun. La Chambre des Lords a existé avant la Chambre des Communes et elle remonte à l'époque de la conquête de l'Angleterre par les Normands. Comme élément de la Constitution anglaise, elle fut organisée par Guillaume le Conquérant et pendant des siècles, elle seule dut tenir en échec le souverain; elle était alors la seule sauvegarde des libertés du peuple. Ce sont les vieux barons normands qui obtinrent du roi Jean la "Magna Charta" qui fut respectée, d'ailleurs, par tous ses successeurs et encore une fois la Chambre des Lords fut pendant longtemps le seul pouvoir représentant la nation.

Il est aussi vrai que le Canada possède une aristocratie, celle du mente, mais c'est surtout dans la Chambre des députés que cette aristocratie se trouve représentée.

On nous dit aussi que nous n'avons pas reçu du peuple le mandat d'abolir le Conseil. Eh bien, en 1898, les membres de l'Opposition ont soumis à la Chambre une motion de non confiance dans laquelle ils reprochaient au gouvernement de ne pas faire adopter de mesure pour l'abolition du Conseil.

Par cette motion, ne voit-on pas que les conservateurs eux-mêmes reconnaissent que la question avait été soumise au peuple.

L'on nous dit aussi que la question n'a jamais été complètement discutée.

Mais nos adversaires, dit-il, ont amené cette question devant la Chambre lors de la dernière session et nous ont même reproché d'en avoir fait un article de notre programme électoral. Ils n'ont donc aucune raison de venir dire que le sujet n'avait jamais fait l'objet de discussions. Ils sont en contradiction flagrante aujourd'hui avec ce qu'ils disaient même l'année dernière. Si cette question n'avait pas fait partie de notre programme électoral, pourquoi nos adversaires sont-ils venus, l'année dernière, nous faire des reproches?

On a dit aussi que l'opinion publique a changé. Oui, certes, il y a eu un grand changement mais c'est en faveur de l'abolition. Quant aux membres anglais de cette Chambre, il n'est pas sans intérêt de passer en revue leur attitude. Il y en a trois du côté de l'Opposition, les autres siègent du côté du gouvernement.

Quant à l'honorable député de Huntingdon, l'on a rapporté qu'il était hostile à la mesure. En vérité, ignore-t-on que lorsqu'un ministre ne partage pas les vues du Cabinet, il ne lui reste qu'à démissionner? Or, le député de Huntingdon, dont on connaît l'indépendance de caractère, ne l'a pas fait, c'est clair qu'il est en faveur de l'abolition du Conseil et qu'il votera dans ce sens.

Il déclare ensuite qu'il ne veut pas se charger de répondre au député de Stanstead (M. M.F. Hackett), car il y a dans cette Chambre un monsieur très éloquent qui se chargera de le remplacer, et ce monsieur n'est autre que le député de Stanstead lui-même. (rires)

Le député de Stanstead déclarait en 1892 ce qui suit, résultat disait-il, de ses observations et de son expérience. Il disait alors avec conviction (Débats, page 467, A. 1892-93):

"En donnant mon adhésion à la proposition pour l'abolition du Conseil législatif, je désire faire savoir que je reste toujours fidèle aux principes du Parti conservateur, mais je ne considère ce projet de réforme que comme une question de principe et non comme une affaire de parti. Le Conseil est-il de quelque utilité? Je soutiens qu'il n'y a aucune analogie entre notre Législature et le Parlement anglais. Il n'y a pas d'autocratie ici, mais seulement des classes laborieuses et honnêtes. En Angleterre, ils ont à la fois l'aristocratie et une hiérarchie, mais personne ne pourrait dire que notre Conseil personnifie l'une ou l'autre. Je serais plus exact si je déclarais qu'il représente les haridelles du vieux parti. Je dis aussi que l'on ne saurait trouver quelque chose dans les débats sur la constitution qui autorise à soutenir que les pères de la constitution ont voulu voir dans le Conseil la sauvegarde de la minorité protestante."

Et plus loin, le député de Stanstead ajoute: L'on a dit aussi que le Conseil législatif aurait sauvé le Manitoba de ses difficultés actuelles: mais mon expérience me permet d'affirmer que les membres du Conseil votent invariablement avec le parti qui les a nommés."

Le député de Stanstead déclarait donc alors qu'il n'y avait aucune analogie entre la Chambre et notre Conseil législatif. Il était alors convaincu que, appelés à donner leur vote, les conseillers législatifs se rangeaient du côté du parti qui les avaient nommés.

Mais ces convictions, fruit de ses études, de son expérience, se sont évanouies et le député de Stanstead a complètement changé sa manière de voir.

Le Conseil législatif est-il la sauvegarde de la minorité?

Cette sauvegarde la minorité ne peut la trouver que dans les sentiments de justice et d'honneur qui guident la majorité. Or, le député de Stanstead et ses amis n'ont jamais pu observer une tentative de la part des Canadiens français pour battre en brèche les droits de la minorité anglaise.

Il peut se produire des circonstances exceptionnelles que l'on ne peut empêcher où des difficultés surgissent entre citoyens de races différentes. Récemment, nous en avons eu la preuve à Montréal, mais que peut taire alors le Conseil législatif? Qua-t-il fait?

La minorité anglaise n'a jamais compté sur le Conseil législatif pour protéger ses droits. Bien plus, la majorité canadienne-française comme la minorité anglaise ont toujours demandé son abolition et s'il y a des défections, elles ne sont pas inspirées par les vraies raisons qui doivent toujours présider à la discussion des intérêts d'un pays, mais par l'esprit de parti ou quelque chose qui ne vaut pas mieux. Ce serait vraiment un triste jour pour la province et pour le Dominion, si une de leurs minorités devait recourir à une protection autre que celle offerte librement par la majorité. Il dit n'avoir jamais observé aucune tentative de la part de la majorité. Des occasions peuvent surgir où les passions raciales peuvent se déchaîner de façon incontrôlable. Nous en avons eu un petit exemple récemment à Montréal. Mais que peut faire le Conseil législatif dans ces circonstances? Un homme en devenant conseiller législatif, change-t-il sa nature? La minorité anglaise ne s'est jamais appuyée davantage sur le Conseil législatif pour le protéger que la majorité canadienne-française. La minorité anglaise a toujours demandé l'abolition du Conseil. Il insiste que l'on a pas besoin de faire appel au Conseil pour protéger les droits des citoyens. Les conseillers législatifs sont des hommes normaux qui partagent les joies et les peines du commun des mortels et ils ne sont pas mieux préparés que d'autres pour protéger les droits des minorités.

Parlant des mesures énoncées par le Conseil, il dit qu'elles ont été, somme toute, sans conséquence.

Faisant allusion aux journaux, il soutient que le Mercury, quoique édité par un homme de très grand talent littéraire, ne peut être considéré comme un organe du parti ministériel, même si ce dernier est très heureux de son appui en toute occasion.

Les Chambres hautes existent dans plusieurs pays d'Europe, mais regardons le cas de la France. Le Sénat français n'est pas nommé comme l'est notre Conseil législatif. Le Sénat français est élu par le niveau inférieur, tandis que le Conseil législatif est choisi par le niveau supérieur.

Il dit qu'année après année le Conseil législatif a perdu graduellement l'estime de la population. Il est de notoriété que l'administration Joly a été la meilleure que la Chambre ait jamais connue. Mais c'est sous cette même administration que le Conseil législatif du temps, pour des fins partisans, s'était carrément rangé du côté de l'Opposition, allant même jusqu'à rejeter le bill des crédits. Ce geste du Conseil n'avait fait qu'aggraver le sentiment de la population contre le Conseil, et l'existence de cette institution a continué à être une menace. Ce fait pourrait se représenter à nouveau.

L'honorable député de Montréal no 4 a parlé des gestes utiles que le Conseil a posés; mais il n'a pu en citer qu'un seul, et encore sa valeur est-elle douteuse.

Quant à l'argument que le Conseil agit comme cour de révision, la population du Québec est aussi

intelligente que celle de l'Ontario et devrait être capable, comme cette dernière, de se passer du Conseil.

Il conclut en demandant à la Chambre de voter sans hésitation l'abolition du Conseil qui, dans l'avenir, pourrait renouveler ses actes de "partisanerie" politique. C'est un élément de danger dans notre constitution, un corps irresponsable, capable de jeter des défis à l'opinion publique. C'est une anomalie dans notre système de gouvernement démocratique.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le débat imposé à la Chambre par la résolution du gouvernement ne vise pas la composition du Conseil comme tel mais plutôt le principe d'une seconde Chambre, quelle qu'elle soit.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

## Séance du 13 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

#### La séance s'ouvre à trois heures quarante

#### Rapports de comités:

M. A.TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 161) intitulé: "Loi amendant de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay). J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir:

Bill (bill no 19) amendant l'article 599 du code de procédure civile;

Et bill (bill no 147) amendant l'ordonnance. 3 Victoria, chapitre 31, intitulé: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans les voisinages de la cité de Montréal, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent."

#### Entreprises industrielles

M. G.-C. DESSAULLES (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial nommé pour étudier et faire rapport sur l'opportunité d'adopter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles. Voici le rapport:

Votre comité s'est efforcé de recueillir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de la mission que la Chambre lui a confiée par sa résolution du 31 janvier.

Conformément à l'autorisation obtenue de cette Chambre, le 6 février, une circulaire fut adressée à tous les maires de la province, les priant de répondre à une série de questions posées par votre comité.

Une copie de cette circulaire accompagne le présent rapport, comme annexe no 1. Votre comité recommande que cette annexe, de même que celles ci-après mentionnées, soient conservées dans les archives pour référence.

Plus de 600 maires se sont rendus à la demande du comité et, en général, leurs réponses dénotent une haute intelligence des affaires et un grand dévouement à la chose publique. En parcourant ces documents, on est heureux de constater que, sauf de rares exceptions, les corporations municipales savent placer à leur tête des fonctionnaires dignes et compétents.

Toutes ces réponses ont été classées par comités et mises en liasse comme annexe no 2 du présent rapport. Elles forment un dossier intéressant à consulter.

L'annexe no 3 fait connaître, d'une manière aussi précise que notre système de statistiques peut le faire espérer, le chiffre de la dette collective des municipalités en cette province. On voit que cette dette, en y comprenant celles des cités, villes, comités et municipalités locales, s'élève à \$45.528.038.19.

Les subventions accordées aux entreprises industrielles n'ont contribué que dans une proportion relativement limitée, à la création de cette dette. Comme on peut le voir par l'annexe no 4, le montant total de telles subventions ne dépasse guère un million de piastres et ce sont surtout les villes (à part Montréal et Québec) qui se sont endettées pour cette fin.

En étudiant les statistiques municipales, telles que fournies au secrétaire de la province, votre comité a constaté qu'il existe de grandes lacunes dans les renseignements transmis par les secrétaires-trésoriers. Un grand nombre d'entre eux ne répondent pas du tout à la circulaire officielle qui leur est adressée en décembre, chaque année; d'autres ne transmettent que des réponses incomplètes. Le texte de cette circulaire accompagne le présent rapport comme annexe no 5.

Des mesures devraient être prises pour obtenir des renseignements plus précis, non seulement des corporations régies par le code municipal, mais encore des corporations de cités et de villes. Il est désirable que les hommes préposés à l'administration du pays soient mis en état de bien connaître tout ce qui concerne notre régime communal.

Quant à l'opportunité d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, votre comité constate que les opinions sont passablement partagées chez les représentants des diverses localités.

L'annexe no 6 donne une liste nominative des municipalités, dont les maires demandent, soit la suppression du droit de subventionner, soit son maintien, ou soit de plus amples restrictions à la loi actuelle.

Les citoyens de certains endroits nous ont transmis, de leur propre mouvement, des mémoires spéciaux qui contredisent les vues exprimées par leurs maires: la chose s'est produite notamment pour Longueuil et Lachine.

D'après les faits signalés à notre attention, il est évident que le système des subventions municipales est loin d'avoir été partout mis en pratique avec des résultats similaires. Il a été couronné de succès dans quelques localités, tandis que dans d'autres il a été une source d'abus et de déceptions.

C'est principalement durant les premières années que l'usage des "bonus" fut introduit, qu'il a donné lieu aux plus graves mésaventures.

Nous constatons que la tendance la plus commune, en ces derniers temps, est d'aider les nouvelles industries en promettant tant par cent sur le montant des salaires à être payés aux travailleurs des usines

projetées. Ce genre de subsides n'étant versé qu'au fur et à mesure qu'il est gagné, il ne saurait y avoir de pertes pour les contribuables et il ne saurait non plus y avoir d'augmentation de la dette civique, vu que le paiement de tels subsides peut s'effectuer à même les revenus annuels de la corporation.

Votre comité est d'avis que cette question de la prohibition des "bonus" municipaux est d'une très grande importance et mérite d'être sérieusement étudiée en vue de la prochaine réunion de cette Législature.

Que la loi actuelle soit amendée dans le sens d'une plus ample restriction, ou que la loi prohibitive d'Ontario soit appliquée à notre province, il est désirable qu'un changement quelconque ait lieu.

Votre comité regrette de constater que le statut passé à notre dernière session (62 Victoria, chapitre 41), pour empêcher les municipalités de subventionner les industries qui déménagent d'un endroit à l'autre, soit resté lettre morte, et que les promoteurs de "bonus", en pareils cas, aient trouvé moyen de l'é luder.

Une loi analogue avait été adoptée par la Législature d'Ontario en 1888 (annexe no 7), mais n'eut guère de résultats plus satisfaisants et, en 1892, la même Législature enleva complètement aux corporations municipales le droit de subventionner les industries.

Néanmoins, tout en prohibant les subventions, les législateurs d'Ontario eurent soin de protéger les droits acquis et les matières pendantes. Un bill spécial (annexe no 8), fut passé à cet effet, et ses dispositions pourront probablement être utilement consultées par cette Chambre en temps et lieu.

La prohibition établie dans Ontario, en 1892, s'étendait même aux exemptions de taxes en faveur des manufactures; mais, par une législation de 1897, il fut permis aux municipalités d'accorder telle exemption pourvu qu'elle fut votée par les deux tiers des membres du conseil.

Enfin, à la dernière session, tenue à Toronto (1899), une loi fut passée (annexe no 9), pour soumettre telle exemption à l'approbation des deux tiers des électeurs municipaux.

Des subventions municipales ont été accordées aux industries d'Ontario, depuis 1892: mais, dans chaque cas, on a dû recourir à la Législation de Toronto et obtenir un bill privé.

Nous avons cru que cette courte esquisse sur la législation qui régit la province soeur, en fait de subsides municipaux, avait sa place marquée dans le présent rapport.

Votre comité aime à croire que les renseignements qu'il a obtenus offriront une source de consultations profitables et qu'à la prochaine session, cette Chambre pourra aborder, en pleine connaissance de cause, l'importante question soulevée par l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne).

#### **Abolition du Conseil législatif**

La Chambre, suivant l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement du député

de Joliette (M. J.-M. Tellier). à savoir que Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature", à l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn), à savoir que Cette Chambre est satisfaite de la Constitution qui régit cette province et qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent, au grand détriment de notre province, comme partie intégrante de la Confédération canadienne", ledit amendement fait à la motion proposée, vendredi, le 9 mars courant, dans les termes suivants, par l'honorable député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand): "qu'il soit résolu que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif."

Le député de Montmorency (M. E. Bouffard) étant absent à la reprise du débat, c'est le député de Bagot qui prend la parole.

M. M. McDONALD (Bagot): Monsieur l'Orateur, mon intention n'était pas de prendre part au débat après la discussion que nous avons eue sur ce sujet. Mais l'honorable secrétaire provincial ayant jugé à propos de faire allusion au vote que trois députés de ce côté-ci de la Chambre ont donné autrefois sur la même question, pour en tirer la conclusion que notre attitude actuelle est inexplicable, je crois de mon devoir de le sortir d'inquiétude.

L'honorable chef de l'Opposition a déjà prouvé que son attitude est logique et l'honorable député de Stanstead a démontré également que sa conduite est conforme aux intérêts bien compris de la province. Pour la satisfaction de mes amis et de mes électeurs, l'on me permettra à moi aussi de définir ma position.

En 1890, j'avais l'honneur de siéger pour la première fois dans cette Chambre, lorsque l'occasion se présenta immédiatement pour moi de prendre une position sur la question du Conseil. Le Parti libéral était au pouvoir: il avait sur son programme depuis 1878, l'abolition de notre Chambre haute. Le moment était favorable: le Parti libéral avait une majorité considérable dans cette Chambre et il avait aussi la majorité au Conseil. Que se passa-t-il alors? Un ami de M. Mercier soumit un bill demandant l'abolition du Conseil: le gouvernement dont faisait partie le secrétaire provincial actuel et tous ses partisans votèrent contre. Le secrétaire provincial ne croit-il pas qu'il serait plus à propos pour lui d'expliquer son changement d'opinion que de s'inquiéter du vote de 2 ou 3 députés de ce côté-ci de la Chambre? Quant à moi, j'ai voté alors pour l'abolition du Conseil parce que je n'avais aucune confiance dans le Conseil tel que compose.

J'avais dit dans le temps que M. Mercier avait amoindri l'importance du Conseil en trafiquant des sièges pour se créer une majorité de partisans fanatiques.

En 1892, la question revint devant la Chambre. L'honorable secrétaire provincial ignore ce qui s'est passé alors, les électeurs de Châteauguay nous ayant privé de sa présence en Chambre. Voici ce qui eut lieu.

Le peuple venait de voter confiance dans l'honorable M. de Boucherville. et comme le premier ministre était membre de la Chambre haute, je crus que c'était faire un acte de mauvais citoyen que de voter non-confiance dans le Conseil dont notre chef était l'âme des plus belles figures.

Il fut encore question d'abolir le Conseil en 1894, mais que vit-on alors? Le premier ministre actuel qui n'était alors que doyen de l'Opposition, soumit un amendement que l'on retrouve aux procès-verbaux de 1894, disant qu'il était nécessaire d'abolir le Conseil législatif, de se défaire de Spencer Wood et de réduire le nombre des ministres.

Et aujourd'hui, après 3 ans de pouvoir, l'honorable premier ministre, se rappelant tout à coup qu'il a promis d'abolir le Conseil et Spencer Wood, de réduire le nombre des ministres et d'enlever les taxes, revient avec cette question du Conseil.

Peut-on le croire sérieux?

Non, parce qu'il commence par ce qu'il sait ne pouvoir accomplir. Il sait que ses amis au Conseil ne sont pas tous en faveur de ce projet et il sait que sans leur appui, c'est perdre le temps de la Chambre et gaspiller l'argent public que de tenter une chose impossible. Que n'entreprend-t-il plutôt d'abolir les taxes, Spencer Wood et de réduire le nombre des ministres?

Voilà des réformes qu'il pourrait faire s'il le voulait. Il a la majorité dans cette Chambre et il n'a qu'à demander tout cela pour l'obtenir, sachant en outre que le Conseil ne lui refusera point l'occasion de faire des économies.

Pourquoi alors s'occuper des choses impossibles lorsqu'il y en a tant de possibles à accomplir. Comme le disait hier soir le député de Saint-Laurent (M. A.W. Atwater), cette tentative n'est qu'un "bluff", ce qui, en bon français, veut dire une blague électorale. Le premier ministre croit peut-être jeter de la poudre aux yeux du peuple, mais il se trompe. Je vais faire une offre à l'honorable premier ministre, et s'il est sérieux, il va l'accepter.

C'est en faisant claquer le fouet ici que le premier ministre a obtenu une majorité en faveur de l'abolition. Mais cela n'est pas suffisant, qu'il fasse claquer le fouet aussi à la Chambre haute, et s'il réussit à mettre ses partisans en ligne, je lui promets le concours de deux ou trois de nos amis, pour faire voter sa résolution.

Le premier ministre n'accepte pas parce qu'il n'est pas sérieux.

Quant à moi, mon vote n'est d'aucune utilité pour l'adoption de cette motion ici. D'ailleurs, je reconnais qu'en maintes circonstances, le Conseil, depuis quelques années surtout, a prouvé son utilité. N'eût-il à son crédit que le rejet de cette fameuse loi au moyen de laquelle on voulait mettre l'éducation sous la dépendance de la politique, que ce serait

déjà beaucoup. Mais il a mérité davantage par la prudence avec laquelle il a révisé la législation publique et privée qui trop souvent, ici, n'est faite qu'au point de vue politique, surtout lorsque les libéraux sont au pouvoir.

En outre, lorsque j'ai voté pour l'abolition du Conseil, c'était au temps où il nous coûtait \$75,000 par année et approuvait tous les scandales du régime Mercier. Depuis, la composition du Conseil a changé. Les partisans fanatiques ont disparu pour le plus grand nombre, et ils ont été remplacés par d'autres dont les nominations ont été généralement approuvées par le public, et le Conseil ne nous coûte plus que \$33.000, ou 2 cents par tête de la population.

Pour toutes ces raisons, je crois devoir voter en faveur du Conseil, tout en recommandant au premier ministre d'exécuter ses promesses en réduisant le nombre des ministres et en abolissant les taxes.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): M. l'Orateur, j'ai écouté avec attention les honorables députés qui tour à tour ont pris part à la discussion sur l'abolition du Conseil législatif.

Vous allez peut-être m'accuser de témérité de me lever pour adresser la parole après des hommes aussi éloquents que ceux qui m'ont précédé; mais je demande l'indulgence de cette honorable Chambre et la prie de croire que ce n'est que par amour du devoir que je tiens à exprimer mon opinion sur cette importante question. J'ai l'honneur, tout indigne que j'en suis, de représenter un comté purement agricole et c'est au nom des cultivateurs du comté de Laprairie que je me lève.

L'honorable chef de l'Opposition, qui a bien voulu venir nous voir à la veille des élections, a dû être étonné du grand succès que le Parti libéral a remporté et cette victoire est due aux principes libéraux que j'ai énoncés, au programme de l'honorable premier ministre, que j'ai promis de suivre.

J'ai parlé alors de l'abolition du Conseil législatif, je leur ai dit que je serais pour et le résultat a été celui que vous connaissez. Maintenant, il me reste à tenir parole, accomplir mes promesses et donner à cette honorable Chambre les raisons qui m'engagent à supporter le gouvernement sur cette mesure.

Si nous sommes prêts à admettre que cette Chambre est incapable, à elle seule, de faire des lois bonnes et utiles;

Si nous sommes prêts à admettre que le Conseil législatif est la sauvegarde de la province contre les abus que nous pouvons commettre, soit par manque d'expérience ou autrement; alors, les rôles changent et notre utilité cesse.

Au lieu d'abolir cette institution, il semblerait que c'est plutôt notre Chambre qui devrait s'effacer. Je ne suis pas de cet avis, M. l'Orateur, et j'affirme avec tout le respect qui leur est dû, que les honorables membres de cette Chambre, et s'il était permis d'en faire la comparaison, je ne prendrais pas de temps pour prouver ce que j'avance. Le fait qu'un homme politique passe de cette Chambre à la

Chambre haute, ne prouve pas qu'il soit plus habile à faire nos lois.

Qu'il soit bien compris, n'est-ce pas, M. l'Orateur, que j'ai le plus grand respect pour ces honorables messieurs et que je ne cherche pas à les déprécier, au contraire, je me sens même un peu mal à l'aise d'avoir à faire leur procès sans qu'ils puissent se défendre ici, mais je me console à la pensée qu'ils sauront bien plaider leur cause, comme nous en avons déjà eu la preuve en maintes circonstances, chez eux.

Je tiens à faire savoir à cette Chambre que tout en représentant un comté conservateur qui n'en est pas moins le plus beau de la province de Québec, mes électeurs ont été avertis dans le temps, de l'attitude que je prendrais sur la question que nous discutons maintenant, et fort de l'appui que les conservateurs m'ont donné, je viens ici, sans esprit de parti, comme sans parti pris, vous dire, monsieur l'Orateur, que je suis fier d'avoir l'occasion de voter pour l'abolition du Conseil législatif.

Je suis fier de constater que le Parti libéral fait son possible pour suivre son programme.

Je me rappelle, alors que j'étais encore presque un jeune homme, que les libéraux agitaient cette question. J'ai cru, dans le temps, comme je le crois encore aujourd'hui, que cette institution n'est pas nécessaire et que sais-je, pas même utile.

Que je suppose donc, M. l'Orateur, un conseil principal qui serait au-dessus du conseil municipal dans mon comté. Que ce conseil principal, qui n'aurait pas été choisi et élu par les contribuables, aurait le droit de casser les résolutions du conseil municipal. Que penseriez-vous de cet état de choses? N'est-il pas vrai qu'il vaudrait mieux faire disparaître l'un ou l'autre de ces conseils et entre autres, si ce conseil principal augmente les dépenses de l'administration?

Eh bien, M. l'Orateur, je dis: Votons pour l'abolition du Conseil législatif, non pas parce que nous sommes des libéraux, non pas parce que nous sommes des conservateurs mais faisons-le comme des patriotes; soyons francs, soyons sincères.

On invoque le maintien du Conseil législatif comme étant une protection pour la minorité anglaise<sup>1</sup>. Comment, en face de ce qui se passe autour de nous et pour quiconque observe les événements, je ne sache que la minorité dans notre province ait besoin d'autre protection que celle dont elle a toujours été l'objet de notre part et je sais qu'elle n'a pas besoin du Conseil législatif pour obtenir ce qu'elle désire.

J'irai plus loin, je ne crains pas de dire que nos compatriotes de nationalité différente à la nôtre sont traités en enfants gâtés; mais je me hâte d'ajouter qu'ils le méritent bien.

Je me plais à reconnaître que les deux côtés de cette Chambre sont animés de la même dose de patriotisme, et qui oserait douter des nobles sentiments qui animent tous ceux qui me font l'honneur de m'écouter dans ce moment, qui oserait dire que, quand il s'agit de l'avancement de notre pays, du

bien-être de ses chers habitants, nous ne marchons pas la main dans la main? Et puisque dans ces temps, on parle tant de loyauté, qui oserait dire que nous ne sommes pas loyaux en tout et partout.

Il s'agit à l'heure qu'il est. M. l'Orateur, de savoir si nous pouvons nous dispenser du Conseil législatif. Moi, je dis: oui; mais je respecte l'opinion de ceux qui pensent le contraire. Il est bien vrai que d'autres provinces s'en passent avec avantage, mais je n'invoquerai pas cet argument, car je suis de ceux qui ont trop de respect pour nos hommes publics des deux côtés de cette Chambre pour ne pas savoir que nous sommes sinon supérieurs, du moins les égaux de n'importe quels législateurs.

Quant à moi, je ne chercherai pas ailleurs et je sais que notre chère province de Québec, notre patrie, surtout à nous Canadiens français, occupera toujours la première place dans la Confédération et que nous continuerons, aidés si puissamment par nos autres compatriotes, à faire l'admiration de tous les peuples du monde.

Il dit avoir convenu avec ses électeurs qu'il supportera la motion, d'autant plus que cette mesure fait partie du programme libéral depuis un quart de siècle. Le Conseil n'apporte rien et pourrait même causer bien des problèmes et c'est pourquoi il devrait être aboli.

Il ne croit pas que la minorité anglaise de la province soit maltraitée; elle a toujours été respectée et elle le mérite bien.<sup>(1)</sup>

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Ce mode de soumettre à la Chambre, au moyen d'une simple résolution, une question de cette importance, peut avoir son bon côté, en ce sens qu'il limite notre pouvoir à une simple expression d'opinion. À ce point de vue-là, pour ma part, je n'y vois pas la moindre objection. Il n'y a peut-être pas non plus d'inconvénient à ce que les membres de cette Chambre donnent leur opinion sur l'opportunité de commencer à démolir notre constitution.

Nous sommes dans un pays libre, et tant que l'action des honorables démolisseurs ne se bornera qu'à des paroles, personne n'en souffrira. Le peuple de cette province, qui, après tout, est un peuple intelligent, appréciera leurs intentions, pèsera leurs motifs et prononcera sur eux le jugement qu'ils méritent.

Depuis le jour où l'Angleterre nous accordait la constitution qui nous régit, il s'est fait, en cette Chambre, plusieurs tentatives dans le sens de la résolution qui nous est soumise.

Les premières sont venues sous forme de requêtes présentées par l'honorable premier ministre - alors comme aujourd'hui député de Saint-Jean - et ses collègues de Bellechasse, de Châteauguay, d'Iberville et de Napierville. Ces demandes venaient donc de cinq comtés sur les soixante-cinq que comprenait alors la province de Québec.

C'était en 1870. La Confédération, encore à ses premiers pas, n'avait pas eu le temps de réaliser tous ces immenses progrès qui sont aujourd'hui un

1. À ce moment, le député de Huntingdon fait son entrée en Chambre après plusieurs jours d'absence, aux applaudissements des deux côtés de la Chambre.



sujet de légitime fierté pour les habitants de notre pays. Alors comme aujourd'hui, les adversaires de notre Chambre haute n'y voyaient que du feu — rouge. Si vous le voulez — et leurs requêtes réclamaient déjà, maigre le peu d'expérience que l'on en avait eu, l'anéantissement pur et simple du Conseil législatif. Comment expliquer un semblable phénomène? Il y a des gens qui ne jugent que par les apparences; ce sont des gens de surface. Pour eux, le mot, l'expression, c'est tout.

Quarante ans d'opposition acharnée au Conseil législatif, tel que constitué avant le régime de l'union de deux Canadas, avait rendu cette Chambre excessivement impopulaire, et, par habitude, par atavisme, pourrais-je dire, ces messieurs ne se rendant pas compte des changements opérés depuis, continuèrent à lutter contre toutes les Chambres hautes. Je ne vois pas d'autres explications de cet acharnement de mes honorables amis contre le Conseil. Revenons maintenant à nos moutons.

Ces requêtes des Godreau, des Halpin, des Chevalier, des Demers, des Coupai et autres étoiles politiques de ce temps-là, furent déposées sur la table de la Chambre, pour aller ensuite dormir d'un profond sommeil dans les casiers poudreux de nos archives.

Mais pendant que ces pétitions dormaient, quelqu'un veillait, et ce quelqu'un, vous l'avez deviné, c'était l'honorable député de Saint-Jean. Se rappelant le mot d'un homme célèbre: "Eternal vigilance is the price of liberty", notre excellent ami montait la garde en attendant son heure. L'attente fut longue, cruelle même; mais, comme tout vient à point à qui sait attendre, il est venu un temps où, comme dans "La Marseillaise", "le jour de gloire est arrivé", la chose a forcé; c'est venu huit ans plus tard, mais c'est arrivé.

Devenu secrétaire provincial dans le cabinet Joly, notre honorable ami présenta à la Chambre émerveillée, ses célèbres requêtes, toutes transformées rajeunies et métamorphosées en un projet de loi demandant l'abolition du Conseil législatif.

Les gazettes du temps rapportent le discours que prononça à cette occasion l'honorable député de Saint-Jean. Je n'ai pas besoin de vous le relire, l'honorable monsieur s'est chargé de cette tâche, vendredi dernier, en nous faisant entendre les mêmes lamentations, la même histoire, le même raisonnement, le même discours qu'au temps jadis.

Tout le monde connaît le sort de cette progéniture et mon honorable ami. Repoussée par le peuple qu'on avait essayé d'effrayer en secouant devant lui le spectre de la dépense et de la taxe, elle ne fut acceptée par la Chambre qu'à la laveur d'une trahison sans exemple dans nos annales parlementaires. Le Conseil en masse la rejeta; trois conseillers seulement votèrent la mesure et l'un d'eux, l'honorable M. Starnes, président du Conseil, disait à qui voulait l'entendre qu'il n'avait ainsi voté que parce qu'il savait bien que le bill serait tué, et il ajoutait: "C'était pour ne pas faire de peine à Marchand".

Depuis cette époque nous avons vu bien des Godreau monter à l'assaut de notre Conseil législatif; mais la vieille forteresse a tenu bon, et nos honorables amis de la Chambre haute ne s'en portent pas plus mal.

Aujourd'hui, sur le déclin de sa vie politique, l'honorable premier ministre voit la vaillance de ses jeunes années lui revenir. Le lion qu'il cache sous cette apparence de calme et de douceur, s'est réveillé, et le voilà encore parti en guerre contre son vieil ennemi. Il paraît que dans ces derniers temps surtout, les requêtes des Godreau de son pays hantaient son imagination; le souvenir de ces agitateurs distingués, de ces vieux compagnons de lutte, le poursuivait, l'obsédait comme un remords, au point de troubler son repos et de créer, dans son entourage, une émotion et une anxiété bien légitimes. L'on rassembla en toute hâte les amis, et l'on tint conseil. Que faire? De même que toute médaille a son revers, ainsi toute question a son bon et son mauvais côté; abolir le Conseil où plusieurs d'entre eux aspirent à terminer leur carrière, c'est une résolution bien difficile à prendre. Voilà le mauvais côté.

Refuser de l'abolir quand c'est le chef qui le demande, lui un si brave homme! Et, comme le disait en 1878, l'honorable conseiller dont je parlais tantôt, pourquoi lui faire de la peine jusqu'à ce point. Après tout, ce n'est pas cela qui fera disparaître le Conseil. Voilà le bon côté. Bref, voilà pourquoi la Chambre est maintenant saisie de cette grave question.

La lutte qui s'est faite contre l'ancien Conseil législatif, celui qui existait avant la Confédération et qui subissait l'influence entière du gouverneur, a jeté dans le peuple un esprit d'antagonisme que le Parti libéral s'est plu à entretenir. Je comprends qu'il profite aujourd'hui de ce courant d'opinion pour atteindre le pouvoir et s'y maintenir. Mais ces démolisseurs des chambres hautes sont-ils capables d'avoir une opinion à eux? L'année dernière, ils s'attaquaient au Sénat, et cette année ils se ruent contre la Chambre haute provinciale. Et la preuve qu'ils ne peuvent pas avoir une opinion à eux, c'est qu'à la dernière session, le chef fédéral s'adressait à cette Chambre pour avoir une expression d'opinion sur le projet de réformer le Sénat.

Il m'a fait plaisir d'entendre dire, hier soir, par mon honorable ami le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que la question qui est maintenant soumise à cette Chambre est de la plus haute importance, et parler de manière à relever un peu, de son côté, le niveau de ce débat. Mais là se sont bornés ses efforts. Il nous a annoncé que cette résolution était une mesure de son gouvernement, intimant par là aux députés ministériels qu'il attendait d'eux un vote de parti, et non pas un vote libre et indépendant. Je le regrette d'autant plus que j'avais cru un instant à la sincérité des déclarations du premier ministre, nous disant qu'il désirait tout simplement connaître l'opinion de la Chambre sur ce sujet. Si le vote de parti n'avait pas été exigé, un bon nombre de députés ministériels auraient voté contre.

Dans tous les cas, la loyale Opposition de Sa Majesté est prête à rencontrer le gouvernement sur ce terrain et à lui dire: Au nom du peuple que vous ne représentez pas, nous sommes prêts à engager la lutte pour l'intégrité de notre constitution, de cette constitution que l'Angleterre nous a donnée à nous, habitants de cette province, afin de mieux protéger toutes ces belles et grandes institutions qui sont

notre gloire et notre orgueil, en même temps que la garantie, la raison d'être, l'essence même de notre existence nationale.

Le peuple de notre province s'est prononcé là-dessus d'une manière non-équivoque, et ceux des membres de l'Opposition qui ont pris la parole avant moi, ont prouvé à l'évidence que, dans son ensemble, l'opinion publique en cette province a toujours demandé le maintien de notre constitution.

Je présume que le gouvernement n'a pas l'intention de faire disparaître notre Sénat provincial sans avoir clairement démontré la nécessité de faire un tel bouleversement dans l'ordre public établi dans cette province.

J'ai écouté avec attention les remarques des honorables députés de la droite à l'appui de la résolution qui nous est soumise, et je me suis demandé si elles comportaient des raisons nouvelles de nature à induire les électeurs à changer d'opinion à ce sujet, je n'ai pas trouvé l'ombre d'un argument nouveau; ce sont toujours les vieilles rengaines cent fois réfutées.

Voici, je crois, un résumé aussi fidèle que possible des prétentions de nos adversaires.

(a) Les conseillers restent dévoués au parti qui les a nommés et leur action législative est entachée de "partisanerie" politique.

(b) Le Conseil législatif n'a aucune analogie avec la Chambre des Lords en Angleterre, sous le double rapport du caractère et de l'indépendance de ses membres.

(c) Il ne représente ni l'éducation, ni la fortune, ni l'industrie, ni le commerce, ni l'opinion publique de cette province.

(d) Il n'a jamais été le modérateur ou l'épurateur d'une éducation hâtive, préjugée et malsaine.

(e) L'Assemblée législative se fie trop sur le Conseil et cela contribue à lui faire négliger son travail de législation.

(f) En réorganisant les comités de la Chambre, l'on peut arriver à lui faire produire une excellente législation, sans le secours du Conseil.

(g) Dans l'Ontario, le Manitoba, la Colombie-Britannique, le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Édouard, l'on a mis de côté le Conseil législatif; les lois de ces provinces sont excellentes et nous pouvons en faire autant.

(h) Lors des dernières élections générales, le parti maintenant au pouvoir avait, comme l'un des articles de son programme, l'abolition du Conseil législatif, dans un but d'économie.

Donc, il faut faire disparaître ce rouage inutile de notre constitution.

Voilà les seules raisons que ces messieurs ont pu trouver pour justifier leur oeuvre de démolition.

Je m'inscris en faux contre chacune de ces propositions.

Il est faux que l'action législative du Conseil ait jamais été entachée de "partisanerie" politique. Est-ce un mal que de faire son devoir pour ou contre le gouvernement du jour? Et je défie nos adversaires de m'indiquer un seul exemple à l'appui de leur prétention.

Il peut se faire, il est même probable, il serait à regretter qu'il en fut autrement, que les membres du

Conseil se soient montrés dévoués, quand l'occasion convenable se présentait aux amis qui les avaient appelés à l'honneur insigne de siéger dans notre Chambre des pairs; ils ont dû leur en être reconnaissants même, le contraire serait presque de l'immoralité. De là à dire que les citoyens distingués, les hommes honorables qui composent la plus haute Chambre de notre province se seraient jamais départis comme corps législatif de cette droiture d'intention, de cette loyauté aux véritables intérêts de leur pays, qui sont la base même de l'honneur et de la dignité personnelle, de tout bon citoyen aimant son pays, il y a tout un abîme: et cet abîme, le Conseil ne l'a jamais franchi.

Fausse aussi, la prétention de ceux qui refusent de voir l'analogie très réelle qu'il y a entre votre Conseil législatif et la Chambre haute en Angleterre. La seule différence est dans le principe d'hérédité qui se trouve à la base de la constitution de la Chambre des Lords. Proportion gardée de la grandeur et de l'importance de la scène politique où l'action législative de ces deux Chambres est appelée à se faire sentir, je dis que, tout aussi bien que la Chambre des Lords, notre Chambre haute représente l'intelligence, la propriété, la fortune, l'industrie, le commerce, la finance et la saine opinion publique dans notre pays. La simple lecture de la liste de nos honorables amis du Conseil nous en fournit la preuve la plus convaincante.

A moins d'y faire représenter plus spécialement les grandes institutions éducationnelles, financières et commerciales du pays, il est impossible de former un corps plus représentatif de tous les éléments de prospérité de notre province.

Mais, disent nos adversaires, le Conseil n'a jamais été le modérateur ou l'épurateur d'une législation hâtive, préjugée ou malsaine. De nombreux faits démontrent le contraire. On se rappelle cette funeste loi de l'Instruction publique que le gouvernement actuel a tenté d'inscrire dans nos statuts. Cette loi sapait par sa base notre système d'éducation. C'était une mesure néfaste, dont nous avons été exempts, grâce à l'action du Conseil. A la preuve que cette action a eu un bon effet, c'est que, dès l'année suivante, le gouvernement se décidait, à la voix de hautes autorités qui avaient réclame le respect de la justice, à modifier sa politique au sujet de l'Instruction publique. L'éducation au Québec est supérieure à celle de l'Ontario, principalement parce qu'ici, il n'y a pas de ministre de l'éducation.

Ce fait-là qui est tout récent n'est pas le seul cependant dans nos annales parlementaires. Bien d'autres projets de loi sont allés échouer au Conseil législatif parce qu'ils s'attaquaient aux bons principes d'une saine législation. D'un autre côté, ils sont nombreux les projets de loi adoptés par l'Assemblée législative qui ont été modifiés par le Conseil législatif et, dans chaque cas, la Chambre populaire approuvait d'emblée les amendements faits par la Chambre haute. Or, que serait-il donc arrivé, si cette législation n'avait pas été soumise au pouvoir modérateur du Conseil législatif? Ces nombreuses lois mauvaises, subversives seraient restées dans nos statuts.

On remarque que sous le régime conservateur une vingtaine de projets de loi environ, ont été

amendés chaque année par le Conseil législatif. Sous le régime libéral, cette moyenne augmente notablement et se chiffre à 30 au moins chaque année.

Pour vous donner une idée du rôle que le Conseil législatif joue dans notre législation, j'ai préparé un tableau de tous les bills qui, depuis la Confédération, ont été modifiés ou rejetés par le Conseil. Voici cette statistique intéressante.

Années	Nombre de bills modifiés par le Conseil et acceptés par la Chambre des députés.	Nombre de bills rejetés par le Conseil.
1868.	4	2
1869-70.	12	
1870.	19	1
1871.	14	1
1872.	31	2
1873-74.	14	7
1874-75.	31	3
1875.	24	1
1876.	17	2
1877-78.	8	6
1878.	1	6
1879.	26	24
1880.	24	13
1881.	22	8
1882.	35	8
1883.	37	5
1884.	26	4
1885.	23	1
1886.	27	5
1887.	18	15
1888.	34	8
1889.	36	13
1890, 1re session.	32	10
1890, 2e session.	40	10
1892.	32	11
1893, 1re session.	30	8
1893, 2e session.	29	7
1894-95.	30	12
1895.	30	4
1896-97.	23	4
1897-98.	37	16
1899.	46	16
	799	233

Ainsi, 799 bills ont été modifiés par le Conseil législatif et acceptés ensuite par l'Assemblée législative, et 233 bills ont trouvé leur mort à la Chambre. On viendra nous dire ensuite qu'il n'est pas nécessaire de faire reviser la législation passée par la Chambre des députés!

Dire que la Chambre des députés se fie trop sur le Conseil et que cela contribue à lui faire négliger son travail de législation, c'est tout simplement une ineffabilité comme raisonnement. Il suffit de mentionner cette proposition pour en faire sentir tout le ridicule.

Quant à la question de réorganiser les comités de la Chambre pour en arriver à une meilleure législation sans le concours du Conseil législatif, il faut suivre le fonctionnement de ces comités pour constater qu'une telle réorganisation serait sans effet. Je vais vous citer un fait qui s'est produit, il n'y a

pas longtemps, devant un comité d'une certaine législature, où un projet de loi d'une grande importance a été rejeté sans discussion, pour des motifs que je ne puis faire connaître. Ce projet de loi est revenu ensuite devant la Chambre, qui l'a adopté. Ceux qui s'étaient opposés à cette mesure au comité restèrent silencieux en Chambre, car ils auraient rougi de donner les raisons qui les avaient engagés à repousser ce bill en comité.

L'opinion publique, l'opinion anglaise est aujourd'hui en faveur du maintien du Conseil législatif parce qu'elle est convaincue de son utilité, de sa nécessité. C'est par la presse que se manifeste l'opinion publique. Or, parcourez les grands journaux anglais, comme la Gazette, le Witness, le Morning Chronicle, etc., et vous constaterez que tous ces journaux demandent avec instance le maintien des chambres hautes.

Dans une conférence donnée par Sir George Bourinot et rapportée dans le *Star* du 4 mars 1899, voici comment il s'exprime sur l'abolition des Conseils législatifs:

"En ce qui concerne les Conseils de toutes les provinces, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et du Québec, plus d'un penseur est d'avis qu'il aurait été plus sage, en raison d'une législation hâtive à laquelle on peut s'attendre de la part d'institutions purement démocratiques, comme le deviennent les Chambres basses, à cause de l'extension de leurs prérogatives existant dans toutes les provinces, y compris la grande province anglaise d'Ontario, de maintenir des institutions parlementaires bicamérales à travers le monde. Nous savons que nos voisins républicains du Canada ont insisté sur ce point, à chaque étape de leur développement constitutionnel, qui existe encore à l'intérieur des rouages de la nation et dans chaque État de l'Union. Il aurait été préférable d'instituer une Chambre haute qui aurait été en partie élue par le peuple et en partie nommée par la Couronne. Ceci donnerait une représentation assez juste de la richesse, de l'industrie et de la culture du pays, cette dernière catégorie aurait des représentants issus du milieu universitaire. La création d'une telle Chambre serait dans l'esprit de ceux qui ont suivi le cours et la tendance de la législation depuis l'abolition de ces Chambres hautes, en particulier en Ontario et en Colombie-Britannique, un moyen plus ou moins efficace de tempérer une législation malsaine ou hâtive et des projets chimériques."

Je pourrais multiplier les citations pour vous démontrer que les Chambres hautes sont utiles et nécessaires, mais celle-ci suffit pour les besoins de mon argumentation. L'histoire est pleine d'exemples à l'appui de ma thèse; et je demanderai à mes honorables amis combien de temps ont duré toutes ces petites républiques qui n'avaient pas de Sénat ou de Chambre haute. En supposant comme vraies toutes les raisons données par la droite, cela ne justifie pas l'abolition du Conseil législatif. Il y aurait, tout au plus, matière à réformer, et ce n'est pas la véritable question soulevée dans la résolution. Mon honorable ami, le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), dans un langage châtié, ou la clarté du style le disputait à l'éloquence, a bien posé la question, lorsqu'il a dit: "Est-il désirable de réduire notre législature à une seule Chambre, telle que l'Assemblée législative?" Voilà toute la question.

Une autre question qui n'est pas mentionnée dans la résolution, est de réformer le Conseil législatif, de modifier son mode de recrutement. C'est un sujet que je traiterai dans la dernière partie de mon discours.

Je propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### **Compagnies d'assurance**

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité général lundi, le

12 mars dernier, concernant certaines compagnies d'assurance:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que ladite résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au premier ministre d'expliquer son projet de loi, car, dit-il, si je suis bien renseigné, cette loi va augmenter la taxe sur les assurances. Il voudrait savoir ce que cette taxe rapportera.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique que la résolution a pour but de rendre le système de taxation des compagnies d'assurance plus équitable. Selon la loi actuellement en vigueur, en tenant compte de leur chiffre d'affaires, les petites compagnies sont taxées plus lourdement que les grandes. C'est pourquoi nous proposons le changement d'un taux fixe pour toutes les compagnies à un pourcentage sur le chiffre d'affaires.

Quant à savoir ce que cette taxe rapportera, ceci est problématique et tout dépendra du montant d'affaires que feront ces compagnies d'assurance. Jusqu'à maintenant, toutes les compagnies étaient taxées à un montant de \$500 chacune, sans tenir compte du montant de leurs affaires.

En vertu de la présente résolution, les compagnies étrangères paieront plus et les compagnies canadiennes paieront moins.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il appuie les propos du premier ministre en ce qui a trait à l'inégalité des taxes perçues des compagnies d'assurance, et que, dans bien des cas, l'agent de la compagnie d'assurance ne l'est que de nom, particulièrement dans les districts ruraux. Mais il dit s'opposer fermement à toute augmentation des taux de taxation des compagnies d'assurance, parce que de tels taux deviennent indirectement des taxes pour les propriétaires immobiliers de la province.

Si les taxes augmentent, le fardeau reviendra aux assurés, car les compagnies se dédommageront en augmentant les primes.

LES HONORABLES F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et H. T. DUFFY (Brome): Disent que la loi que l'on propose est identique à celle de l'Ontario et que dans cette province, les compagnies d'assurance ne se sont pas plaintes. C'est vraiment une injustice que de taxer autant les petites compagnies que les grandes.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que, finalement, c'est toujours la population qui paie pour toutes les taxes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit être au courant que lorsque le gouvernement de l'Ontario a établi le taux de taxation actuellement en vigueur pour les compagnies d'assurance il les a exemptées des taxes municipales qui, dans notre

province, constituent un bon revenu. Il demande au premier ministre si c'est bien le cas.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il ne le sait pas.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande pour quelle raison les compagnies d'assurance devraient être exemptées des taxes municipales. Il ne voit aucune bonne raison pour agir ainsi. Il ne voit pas non plus pourquoi il y aurait des objections au système de taxes proposé pour lequel la population paierait éventuellement, car il n'existe aucun système possible de taxation que pourrait imposer la Législature qui ne soulèverait pas les mêmes objections.

M. A.W. ATWATER (Montréal, no 4): Déclare qu'il n'a pas demandé l'exemption de taxes municipales pour les compagnies d'assurance. Il a tout simplement souligné qu'il en était ainsi en Ontario pour expliquer pourquoi les compagnies dans cette province acceptaient le système de taxes que le gouvernement propose ici et cela sans avoir augmenté les taux au public. Il s'objecte surtout à l'augmentation de taxes aux compagnies d'assurance et non pas au changement de système, sauf si ce changement devait augmenter les taux.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Déclare qu'il voudrait savoir quel montant le gouvernement pense accumuler avec sa loi, en plus de ce qu'il retirait auparavant.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que c'est bien difficile à dire d'une façon précise; mais il pense que le montant à réaliser sera d'environ \$3,000 et \$4,000, ou \$55.000 à \$60.000 par année, en tout.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke). Dit qu'il ne voudrait pas que cette loi amène les assurés à payer plus cher.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que les compagnies d'assurance ont des taux plus élevés à Québec qu'à Montréal, parce qu'ici, les taxes municipales ainsi que les taxes provinciales sont plus élevées.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que le cas cité par le député de Dorchester n'a rien à voir avec cette question. Si les taux sont moins élevés à Montréal, c'est que le service de protection des incendies est très effectif dans cette ville.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je désire seulement faire constater à la Chambre que c'est la quatrième taxe que le gouvernement amène. J'ai déjà signalé deux ou trois petits bills qui pourvoient sournoisement à l'augmentation des taxes. Aujourd'hui celui que nous discutons est de la même espèce. En augmentant les taxes sur les compa-

gnies d'assurance, on forcera ces dernières à augmenter leurs taux, et finalement, c'est le peuple qui paiera.

Le gouvernement actuel a augmenté le coût des timbres à la Cour des circuits: il a augmenté le fardeau des contribuables pour le fonds de bâtisses et des jurés. Il a aussi adopté une loi pour forcer les municipalités à remettre une partie des amendes qu'elles ont perçues. Et maintenant, il augmente la taxe sur les compagnies d'assurance au détriment de la population de la province.

Car, ainsi que le dit le premier ministre, si ce sont des compagnies étrangères qui paient ces taxes, il ne faut pas oublier, d'un autre côté, que les compagnies trouveront bien un moyen de se faire rembourser par les assurés, c'est-à-dire par le peuple. On sait qu'à Québec surtout, les compagnies d'assurance augmentent continuellement leurs taux, en donnant pour raison qu'elles sont trop taxées.

En définitive, donc, c'est un véritable bill de taxes que l'on veut nous faire voter, ni plus ni moins, et le public comprendra bien ainsi, quand viendra l'heure des élections. Voilà, dit-il, une mesure en opposition directe aux belles promesses faites par les libéraux aux dernières élections générales.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E. J. Flynn), que tous les mots après "que", dans la motion, soit retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'opinion que ces résolutions ont pour but d'augmenter les taxes sur ces assurances et indirectement sur la population de cette province, et par conséquent cette Chambre ne peut les adopter."

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement: "Cette Chambre étant d'opinion qu'au lieu d'augmenter les taxes, il faudrait s'appliquer à les réduire."

Une discussion s'ensuit.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Lange-lier), que le débat soit ajourné.

Adopté.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures trente.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 23) amendant l'article 4529 des statuts refondus;

Et bill (bill no 113) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 126) concernant la paroisse de la Longue-Pointe;

Et bill (bill no 127) concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.

#### **Paroisse de la Longue-Pointe**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 126) intitulé: "Loi concernant la paroisse de la Longue-Pointe." Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Village de Beaurivage de la Longue-Pointe**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 127) intitulé: "Loi concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Exposition de Paris de 1900**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Adopté.

#### **Société d'industrie laitière**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Adopté.

#### **Abolition du Conseil législatif**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement du député de Joliette (M. J.-M. Tellier), à savoir que "Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature", à l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn), à savoir que "Cette Chambre est satisfaite de la constitution qui régit cette province et

qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent, au grand détriment de notre province, comme partie intégrante de la Confédération canadienne", ledit amendement fait à la motion proposée, vendredi le 9 mars courant, dans les termes suivants, par l'honorable député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand): "qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Avant d'aborder la deuxième partie de mon discours, j'aimerais savoir si le programme du Parti libéral sur cette question est toujours le même.

L'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) reflète ensuite par le député de Kamouraska (M. L.-R. Roy), a fait allusion au programme qui a été élaboré sur cette question par la Conférence interprovinciale; j'aimerais savoir si le programme du Parti libéral, contenu dans la présente résolution, est le même que celui énoncé dans les résolutions de la Conférence interprovinciale.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le programme de notre parti est contenu dans la résolution que je viens de présenter.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Voilà une grande réponse dans une grande comédie.

Quels sont les changements qui sont survenus depuis que la Confédération a eu lieu? Le premier ministre a prétendu que le Parti libéral n'avait jamais changé de programme sur ce sujet. J'ai cru qu'il y a eu une légère variante en cette Chambre, et j'ai voulu être éclairé à ce propos: mais le premier ministre est resté muet: je prends son silence pour une admission. La Conférence interprovinciale avait posé comme principe, au sujet de l'abolition du Conseil législatif, qu'on ne doit pas présenter de résolution dans ce sens, si l'on n'a pas aimé à croire que l'opinion publique est favorable à ce changement. VOICI la résolution passée par la Conférence interprovinciale.

Que dans deux des provinces du Canada, il n'y a pas de Chambre haute: que dans cinq des provinces, il y a une Chambre haute: que dans une de ces provinces, les membres du Conseil législatif sont électifs et élus pour un temps limité que dans les quatre autres provinces, les conseillers législatifs sont nommés par le lieutenant-gouverneur, et à vie. que l'expérience faite depuis la Confédération démontre que, avec le gouvernement responsable et les sauvegardes établies par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, une deuxième Chambre provinciale n'est pas nécessaire et que dans toutes les provinces, la dépense occasionnée par cette Chambre peut être avantageusement évitée: qu'en vertu de l'Acte de Confédération, une Législature pro-

vinciale a le pouvoir d'amender la constitution de la province et que ce pouvoir comprend l'abolition du Conseil législatif ou le changement du système SUIVI pour le composer, mais que cette disposition n'a pu permettre d'opérer l'abolition du Conseil, dans quelques-unes des provinces, où il y a raison de croire que l'opinion publique est favorable à ce changement: que l'Acte de Confédération devrait être amendé de manière à pourvoir à ce que, sur une adresse de l'Assemblée législative composée des représentants élus du peuple. Sa Majesté la reine pourrait, par proclamation, abolir le Conseil législatif ou changer sa constitution, pourvu que cette adresse fût adoptée par le concours d'au moins les deux tiers des membres de l'Assemblée législative."

En 1890. M. Mercier resta fidèle au principe posé par cette résolution. M. Mercier déclara alors qu'il lui était impossible d'abolir le Conseil législatif sans le consentement de ce dernier. Le premier ministre actuel a-t-il obtenu ce consentement? Non. il sait que sa résolution n'obtiendra pas la fin qu'il se propose ou qu'il feint d'atteindre; n'importe, c'est au faux clinquant jeté devant les regards du peuple, c'est du bagage électoral, cela lui suffit. La résolution de la Conférence interprovinciale avait du bon sens au point de vue des idées libérales abolitionnistes; elle proposait deux modes: amender la constitution de manière à abolir le Conseil législatif ou à changer sa composition, mais pour arriver là, il faut que l'opinion publique soit favorable à ce changement: c'est une restriction importante. Mais que dit la résolution de l'honorable député de Saint-Jean: "Il est à propos d'abolir le Conseil législatif". Et voilà tout; c'est là toute la politique du premier ministre. Et bien, cette résolution est ridicule et contraire aux règles du bon sens, et en nous la soumettant, il nous met dans une position humiliante; celle-ci: forcer la Chambre à discuter une impossibilité.

Maintenant, la véritable question que nous avons à discuter est celle-ci: Est-il désirable de réduire notre Législature à une seule Chambre, à l'Assemblée législative? Je réponds non, et je vais donner ou exposer brièvement les raisons qui militent en faveur de l'existence d'une Chambre haute dont l'utilité et la nécessité se démontrent comme suit:

1e. Les mesures sont mieux étudiées et par conséquent mieux élaborées;

2e. Les gouvernements et la représentation dans l'Assemblée changent si souvent que pour donner de l'esprit de suite et d'ensemble à l'administration et à la législation, il convient d'avoir une Chambre haute;

3e. Une Chambre haute sert de pouvoir pondérateur à la Chambre basse que peuvent entraîner facilement les changements et les divers courants de l'opinion publique;

4e. Une Chambre haute agit comme un frein sur les membres de la Chambre basse que diverses influences entraînent et sur le peuple qui, dans un moment d'aveuglement passager, pour un avantage indu, ou entraînés par les conseils inconsidérés des démagogues, peut provoquer des mesures

malsaines, quitte à les regretter une fois que l'effervescence est passée. C'est alors qu'un corps choisi en dehors des éléments irritables démontre son utilité par son intervention opportune pour mieux diriger l'opinion publique égarée.

Dans tous les pays du monde, il y a des Chambres hautes. Le pouvoir fédéral et toutes les législatures des États-Unis en ont.

Dans la vieille Europe, que cela s'appelle Chambre des seigneurs comme en Angleterre et en Autriche, Chambre des magnats comme en Hongrie, Sénat comme en France, en Italie et en Espagne, "Folkething" comme au Danemark, à part l'autocratique Russie et la Turquie, où la volonté d'un potentat est la loi suprême, tous ces pays ont leur Chambre haute. Nous trouvons des Chambres hautes dans tous les pays civilisés comme pouvoir pondérateur pour contrôler l'action législative de Chambres des députés. Les représentants ici ne sont pas supérieurs à ceux des autres pays. Par conséquent, ce pouvoir pondérateur a sa raison d'être pour nous comme pour les autres nations. Nous trouvons les raisons qui militent en faveur de l'existence des Chambres hautes, dans les travaux de la Convention des délégués de tous les États américains, tenue en 1787 pour élaborer un projet de constitution pour les États-Unis.

M. Martin, procureur-général du Maryland, dans un rapport adressé à l'Orateur de la Chambre de cet État sur les délibérations secrètes de la convention nationale de Philadelphie de 1787, chargée de rédiger ce projet de constitution, dit à ce propos de la nécessité de deux Chambres:

"En ce qui concerne cette partie du système, M. l'Orateur, les opinions sont bien partagées. Les personnes qui favorisent deux branches de la Législature, soit une Chambre des représentants et un Sénat, insistent sur la nécessité d'une deuxième branche servant de vérificateur à la première. Ces mêmes personnes se servent de tous les arguments usés et ordinaires, qui peuvent être justes et convenables lorsqu'on les applique à la formation d'un "gouvernement d'État" auprès de particuliers dont les habitudes, les manières, la fortune et le rang sont très variés. Par contre, un corps choisi d'une façon sélective, dont la richesse et la dignité imposent le respect, peut souvent être nécessaire pour prévenir des mesures téméraires et irréfléchies de la part d'une représentation plus populaire. D'autre part, on insiste sur le fait qu'aucun de ces arguments ne pourrait, avec justesse, "s'appliquer" à la formation "d'un gouvernement fédéral" dans un certain nombre "d'États indépendants", (p. 37)

À la séance du 31 mai 1787, le 3e article du projet, savoir: "Que la Législature de la nation doit être constituée de deux branches" fut adopté unanimement et sans débats.

Séance du 7 juin 1787, M. Patterson, délégué du New-Jersey, s'exprima ainsi: "On a invoqué divers arguments favorisant deux branches d'une Législature et soulignant les avantages des deux Chambres servant réciproquement de contrepoids. Ceci peut être vrai lorsqu'il s'agit d'un gouvernement

d'État, mais convient-il aussi bien à une Législature nationale, dont la législation est moindre et plus simple".

Après avoir examiné les divers plans proposés et les avoir comparés à quelques-unes des constitutions des États de l'Europe, il ajoute: "Un seul corps législatif comporte de graves dangers. Le despotisme peut s'y présenter sous divers aspects. Ne serait-ce pas une Législature despotique, si l'exercice de son pouvoir n'était pas soumis à un contrôle ou à certaines restrictions d'une autre branche?"

Wilson dit: "En posant incorrectement la pierre, nous pouvons endommager la superstructure. Quelle serait la conséquence, si la constitution s'appuyait sur des bases non solides?"

À la séance du 2 juillet, M. Morris dit: "La première branche provenant de la population sera toujours sujette à la précipitation, aux changements et aux excès..."

La deuxième branche doit se composer d'hommes possédant des attributs bien établis. Des hommes qui, "par dignité", appuieront l'uniformité et la permanence. Si l'on veut que ces derniers jouissent d'une indépendance complète dans leurs actions, ils doivent être choisis "à vie", sinon ils formeront un corps inutile".

Le 19 juin 1787, M. Hamilton, délégué de New-York, demandait que les sénateurs fussent nommés à vie; voici ce qu'il dit, pp. 135 et 136:

"Oui j'admets qu'il est très difficile d'établir une représentation de qualité, quels motifs pourront inciter des hommes aisés et talentueux à quitter leur foyer et leurs occupations pour siéger pendant une longue année? On ne peut parler des indemnités qui sont, je présume, minimes. Le pouvoir ne tombera-t-il pas alors entre les mains du politicien démagogue ou médiocre qui, pour un maigre revenu et l'espoir d'un avancement, s'offrira comme candidat? Et nos bons hommes de qualité et d'influence, en demeurant à leur foyer, ne raffermiront-ils pas le gouvernement d'État...?"

"Je suis d'avis que le gouvernement anglais constitue le meilleur modèle de gouvernement que la terre ait jamais connu et cette vérité graduellement prend place dans l'esprit de plusieurs..."

"La population est indisciplinée et changeante et ne porte que rarement des jugements justes. Assurons par conséquent, à la première branche, une place distincte et permanente dans le gouvernement. Elle fera contrepoids à l'instabilité de la seconde, et puisqu'un changement ne peut lui donner aucun avantage, elle veillera à maintenir un gouvernement solide. Une assemblée démocratique qui, annuellement, retourne dans la masse du peuple, peut-elle être stable dans sa poursuite du bien public? Seule une institution permanente peut contrôler l'imprudence d'une démocratie. Ses dispositions agitées et incontrôlables nécessitent des contrepoids..."

"Des électeurs peuvent être choisis dans chaque État pour élire l'exécutif. À ce moment, M. Hamilton présente son projet (dont une copie est annexée aux présentes) qui consiste en deux bran-

ches et il suggère de leur conférer des pouvoirs illimités pour l'adoption de toutes lois, sans exceptions. L'élection de l'assemblée se fera par des électeurs nommés à cette fin par la population et cette assemblée restera en fonction la vie durant".

Je laisse maintenant les États-Unis, où nous avons trouvé les meilleures raisons du monde en faveur de l'existence des Chambres hautes. Je vais faire maintenant une petite excursion à Londres, dans la Chambre des Lords, en 1867 à Londres, où viennent d'arriver les délégués du Canada avec leur projet de constitution. Que dit-on à la Chambre des Lords à ce sujet?

Lord Carnarvon, secrétaire d'État pour les colonies, chargé comme tel de présenter aux nobles Lords, le bill contenant le pacte solennel de quatre des vieilles provinces de la Confédération, après en avoir exposé les détails, en vient à parler de la nécessité pour nous d'une Chambre haute. Voici ce qu'il en dit:

"De tous les problèmes à résoudre en vue de la création de la Constitution d'une colonie, aucun ne rencontre plus de difficulté que celui de la composition d'une Chambre haute. Cette Chambre est généralement citée comme étant le modèle par excellence et il serait probablement difficile d'en trouver un de plus grande valeur et de plus grande qualité. Plusieurs personnes sont à la tâche pour copier la Chambre des Lords au sein des colonies anglaises: et ils sont animés d'inspirations et de sentiments anglais, mais sont placés dans des conditions sociales totalement différentes. Il manque des outils pour l'instauration d'une telle Chambre dans les colonies. Le titre héréditaire pour légiférer, la fortune personnelle, l'immense propriété territoriale, la prescription immémoriale et le respect qui depuis des générations est accordé largement à cette ancienne institution n'ont pas leur place dans l'esprit d'une jeune communauté. Par conséquent, je suis d'avis que de tenter d'établir une ressemblance précise et exacte avec la Chambre des Lords d'Angleterre est courir à la faillite. Il faut, à mon avis, retenir deux grands principes dans la création d'une Chambre dans une colonie: premièrement, qu'elle soit assez puissante pour maintenir sa propre opinion et qu'elle puisse résister aux colères soudaines de l'opinion populaire, et, deuxièmement, qu'elle ne soit pas trop forte pour qu'elle ne puisse être inaccessible au sentiment populaire..."

Mais, qu'est-ce que dit Lord Carnarvon, de Québec, tout spécialement? Le voici (Hansard, vol. 185, p. 568).

"Le Bas Canada aussi, elle est jalouse, et à juste titre fière, de ses coutumes et traditions ancestrales. Elle est unie étroitement à ses institutions particulières et n'acceptera d'entrer dans l'Union qu'à la condition qu'elle puisse conserver ses droits." Le 4<sup>e</sup> article du traité de la Capitulation en 1760, alors que le Marquis de Vaudreuil céda le Canada au Général Amherst, stipule que:

"Les Français et Canadiens continueront d'être gouvernés suivant la Coutume de Paris et les lois et usages établis pour le pays".



"La Coutume de Paris demeure encore la base de leur Code civil et leurs institutions nationales conservent toujours le respect de leurs citoyens qui les chérissent eux-mêmes. Et c'est imbu de ces sentiments et dans ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans cette Confédération."

Nous reviendrons là-dessus plus tard et passons maintenant à la Chambre des Communes, et écoutons M. Adderley, sous-secrétaire d'État pour les colonies. (Hansard, vol 185, p. 1319):

M. Adderley —: "dit que les représentants du Haut-Canada préfèrent une seule Chambre et les représentants du Québec désirent maintenant leurs deux Chambres. C'est un fait que le Bas-Canada est un peu plus conservateur que le Haut-Canada "et préfère conserver sa "Législature locale", que le Haut-Canada se dit prêt à "réduire immédiatement au rôle d'une municipalité."

Ainsi, la Législature d'Ontario se trouve réduite au rôle d'un conseil municipal. Je suis convaincu que pas un député de cette Chambre ne voudrait rabaisser notre Législature au rang d'un conseil municipal. Et pourtant c'est ce que le premier ministre nous propose de faire en abolissant le Conseil législatif.

Mais continuons nos citations. Je laisse la parole à M. Cardwell, ancien sous-secrétaire d'État pour les colonies. (Hansard, vol. 185, p. 1179):

"Mon honorable ami a énoncé les particularités de cette mesure. Je le félicite d'avoir été choisi pour proposer une telle mesure au parlement britannique. C'est pour moi un véritable plaisir que de l'appuyer, ayant lorsque j'étais en fonction, contribué à la promotion d'une telle mesure. Mais, l'honneur véritable revient à ceux qui ont accompli ce travail avec beaucoup de patience, de caractère, de sagesse, pour présenter un projet qui, à leur avis, puisse solidifier les colonies en temps de guerre et accroître leur prospérité en temps de paix. Ils ont aussi adopté cette voie, non pas en vue de préparer une séparation future de ce pays, mais à cause de leur loyauté à la couronne britannique et de leur attachement aux institutions britanniques qui ne peuvent être surpassées, même au sein de cette Assemblée qui est sur le point de ratifier leurs lois."

Ces hommes d'État anglais connaissaient le Canada, ils connaissaient la province de Québec, et ils ont su apprécier les Pères de la Confédération. Ces hommes d'État distingués, ces grands patriotes prévoyaient que nous aurions besoin d'une Législature aussi forte que possible pour protéger nos intérêts et nos institutions, et c'est pour cette raison qu'ils nous ont donné le Conseil législatif.

Encore une citation de M. Cardwell, et je vais terminer par là. (Hansard, vol. 185, p. 1175). Parlant de cette loyauté qu'il se plaisait à reconnaître chez les habitants du Canada, il ajoute:

"Cette remarque s'adresse non seulement à ceux qui sont nos propres fils et qui parlent la même langue, mais aussi aux habitants du Bas-Canada, qui dans l'avenir s'appelleront la province de Québec. Leur attachement et leur loyauté au Trône et aux

institutions qui les gouvernent sont aussi sincères que ceux de tous les autres sujets britanniques."

On vient d'entendre parler de notre loyauté. Oui, messieurs, nous sommes loyaux à la couronne britannique, et l'histoire est là pour le prouver. Mais notre loyauté n'est pas un sentiment de parade; c'est une loyauté basée sur deux sentiments profondément enracinés dans nos cœurs; la reconnaissance pour les privilèges et les garanties que nous a données la Constitution britannique, et l'amour que nous ressentons pour notre ancienne mère patrie. Nous aimons la France, c'est un sentiment dont nous ne sommes pas les maîtres: mais nous sommes loyaux à l'Angleterre; nous venons d'en donner une nouvelle preuve en envoyant nos enfants sur le champ de bataille, lutter pour la défense du drapeau britannique.

Les hommes d'État anglais admirent l'œuvre des Pères de la Confédération et la constitution qui nous régit. Eh bien, monsieur, les grands hommes qui gouvernent aujourd'hui la province de Québec veulent démolir cette œuvre par excellence; ils veulent arracher une des plus belles pages de notre constitution. Est-ce dans l'intérêt public qu'ils agissent? Leur mobile est un motif étroit, mesquin; ils veulent faire du capital politique. Qu'est-ce que c'est qu'une dépense de \$32,000 par année, deux cents environ par tête, quand on considère le rôle important et indispensable que le Conseil législatif joue dans la législation et les services qu'il rend à la province? Vous voulez faire du capital politique avec cette grande question que vous rapetissez, que vous ravez au niveau d'un mesquin intérêt de parti! Eh bien, nous sommes prêts à vous rencontrer sur ce terrain, devant le peuple, et nous lui dirons que nous combattons pour le maintien intégral de notre constitution que vous voulez démolir.

Nous lui dirons que c'est sous sa protection que ces belles et grandes institutions, dont nous sommes si fiers, se sont développées au point de commander le respect et l'admiration de ces hommes d'État distingués que l'Angleterre nous a envoyés comme gouverneurs généraux. Pourquoi, monsieur? C'est que ces institutions sont la base, la raison d'être, l'essence même de notre existence nationale.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Le député de Laval a déclaré qu'en 1879 il y avait un traître dans les rangs des conservateurs au moment où on a voté dans cette Chambre sur la question du maintien ou de l'abolition du Conseil législatif.

Qui était ce traître? Ce n'était pas l'honorable représentant de Gaspé, aujourd'hui chef de l'Opposition, puisqu'il faisait encore partie de l'opinion libérale à cette époque.

Qui était donc le traître?

Il passe alors en revue les noms des députés qui ont voté pour et contre la motion. Il déclare que c'est M. Wurtele qui, en cette occasion, a abandonné ses amis politiques, car bien que conservateur, il a voté avec les libéraux pour l'abolition du Conseil législatif.

C'est cet homme honnête, ce magistrat intègre, universellement estimé et respecté que le député de Laval a stigmatisé de l'épithète de traître.

Il relève des personnalités que le député de Laval avait adressées au premier ministre.

Il adresse quelques remarques vives à l'endroit des députés de Gaspé (M. E.J. Flynn), Dorchester (M. L.-P. Pelletier) et Laval (M. P.-E. LeBlanc).

Il considère que le Conseil est un luxe coûteux et inutile qui, depuis la Confédération, a coûté à la province plus d'un million et demi de dollars. Cet argent aurait été plus profitable s'il avait été dépensé pour l'agriculture et pour promouvoir la colonisation.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le député de Québec-Centre n'a pas à blâmer des personnes qui ont changé d'opinion puisque lui-même, le député de Québec-Centre, alors qu'il était président d'un club conservateur, avait donné des conférences sur Sir Georges Cartier, un des Pères de la Confédération. Il a quitté les rangs du parti conservateur à cause de la question de Riel.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Nie avoir critiqué Sir Georges Cartier et ajoute qu'il tiendrait les mêmes propos aujourd'hui. Quant à avoir délaissé les rangs du parti conservateur, il l'a fait en même temps que l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) qui est retourné à ses premières amours au moment de leur prospérité.

Il accuse le député de Gaspé d'avoir abandonné ses amis pour accepter un portefeuille dans le gouvernement de Sir Adolphe Chapleau.

Il énumère les cas de ceux qui, dans les années subséquentes, ont déclaré que le Conseil était un accessoire inutile à l'Assemblée.

[Le discours du député de Québec-Centre est interrompu lorsque le sergent d'armes expulse un intrus qui avait occupé un siège dans l'enceinte de la Chambre.]

(Les débats reprennent)

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Accuse les conservateurs de fanatisme, en particulier dans les autres provinces.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit qu'il regrette le ton qu'a pris le député de Québec-Centre pour traiter un sujet aussi important qui touche à l'essence même de notre constitution.

Les études qu'il a faites sur cette question lui démontrent que la Chambre d'Assemblée n'est pas supérieure au Conseil législatif et que l'existence d'une deuxième Chambre est nécessaire. Pour souligner ce point, il donne un bref résumé de l'histoire du Canada de 1759 jusqu'à 1837-38, l'Union de 1841, la Confédération en 1867 jusqu'à aujourd'hui, disant qu'il est vraiment nécessaire d'avoir une deuxième Chambre.

La constitution qui nous régit est la plus belle du monde, nous devons la conserver. Nous devons

maintenir le Conseil législatif qui a rendu et qui rend encore des services signalés à la province de Québec.

Jamais on ne pourra croire que le gouvernement est sérieux avec cette question, mais le Parti libéral sent le besoin d'ameuter les "populations populaires" contre ceux qui ont mission de défendre et de protéger le peuple contre lui-même.

Il y a, dans le Conseil législatif, des hommes qui ont joué un rôle important dans la politique et cette branche de notre Législature a rendu trop de services au point de vue de la législation pour qu'on décrète aujourd'hui sa déchéance pour de misérables fins de parti.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève une question de privilège, en déclarant que, pendant son absence momentanée de la Chambre, le député de Québec-Centre (M. A. Robitaille) a fait une attaque personnelle contre lui. Il déclare que trois de ses amis (au député de Dorchester) lui ont répété que le député de Québec-Centre s'était servi d'un langage outrageant à son égard.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Vous étiez à la porte.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est faux.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): C'est vrai.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est faux.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Je vous ai vu.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que c'est faux et qu'il considère cette attaque comme brutale et lâche.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Fait appel à l'Orateur et dit que si ce dernier ne lui accorde pas sa protection, il la cherchera ailleurs.

M. L'ORATEUR: Demande aux députés de conserver l'ordre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le député de Québec-Centre l'a traité de menteur et la menacé.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Dit ne pas savoir si oui ou non le député de Dorchester pouvait considérer comme une insulte d'avoir mentionné qu'il avait quitté le parti conservateur et qu'ensuite il avait réintégré les rangs du parti pour occuper un poste de ministre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répète avoir appris en revenant en Chambre que le député de Québec-Centre l'a insulté d'une manière flagrante. Il ne lui rendra pas la pareille mais dit regretter sincèrement que dans le feu de l'action, un député puisse

attaquer un collègue absent. Toute personne qui utilise de telles tactiques mérite une épithète qui est plus injurieuse que parlementaire.

Il déclare qu'on doit au moins lui rendre ce témoignage que, lorsqu'il attaque un adversaire, il l'attaque en face et il n'a pas peur de la discussion. Un homme qui le frappe dans le dos mérite une épithète que les règles de la Chambre ne permettraient pas de dire ici, mais il se dit assuré qu'on le comprend. Si le député de Québec-Centre a des reproches à lui faire sur sa conduite politique en Chambre, qu'il adopte le procédé que l'on se doit entre gentilhommes.

Le député de Québec-Centre l'accuse de trahison et d'avoir abandonné M. Mercier, quand il était dans l'infortune, ceci est inexact. C'est quand M. Mercier était à l'apogée de sa puissance qu'il lui a signifié à lui le député de Dorchester, de quitter les rangs de la droite, parce qu'il ne pouvait, en conscience, approuver les mesures que M. Mercier amenait devant la Chambre.

Eux, les conservateurs nationaux dans le temps, avaient fait une alliance avec le Parti libéral, et la conséquence a été qu'ils ont été bafoués et maltraités par leurs alliés.

Depuis lors, je suis redevenu conservateur et je demeurerai fidèle à mon parti, tandis que le député de Québec-Centre est passé au Parti libéral. Je ne tiendrai jamais envers le député de Québec-Centre, la conduite qu'il a tenue aujourd'hui vis-à-vis moi.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Dit que ce sont les interruptions et les sarcasmes du député de Dorchester faisant allusion à Sir Georges Cartier qui ont provoqué les propos dont il se plaint et il accuse l'Opposition de faire l'utilisation la plus fréquente du langage antiparlementaire.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Proteste aussi contre l'insinuation à l'effet qu'il aurait accusé l'honorable monsieur Wurtele de trahison en 1878, lorsqu'avait été passée la motion pour l'abolition du Conseil législatif.

Le sous-amendement du député de Joliette (M. J.-M. Tellier), à savoir que: "Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature", étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Bouffard, Duplessis, Flynn, Garneau, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 21.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris,

Duffy, Dufresne, Gosselin, Hunt, Lacombe, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Stephens, Turgeon, Watts, Weir. 38.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn), à savoir que "Cette Chambre est satisfaite de la Constitution qui régit cette province et qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent, au grand détriment de notre province, comme partie intégrante de la Confédération canadienne", étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Bouffard, Duplessis, Flynn, Garneau, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante et Tellier. 21.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Gosselin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Stephens, Turgeon, Watts et Weir. 38.

PAIRAGE:

M. D'Auteuil a pairé avec M. Talbot.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise, à savoir "qu'il est résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif", la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Gosselin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Stephens, Turgeon, Watts et Weir, 38.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Bouffard, Duplessis, Flynn, Garneau, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante et Tellier, 21.

**PAIRAGE:**

M. D'Auteuil a paire avec M. Talbot.

Ainsi, la proposition principale est adoptée.

**Introduction de bills:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 10) modifiant la constitution de la Législature de cette province en ce qui concerne le Conseil législatif.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Documents:****Cause des pêcheries soumise au Conseil privé**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour production d'un état détaillé des dépenses encourues et des sommes payées par la province de Québec pour services professionnels, frais de voyages et autrement, se rapportant à la cause des pêcheries soumise au Conseil privé et décidée par ce tribunal. (Document de la session no 95).

**Pêcheries de l'île d'Orléans**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1900, pour copie de toutes requêtes, correspondance, documents se rattachant directement à la question des pêcheries de l'île d'Orléans et concernant les droits de pêche et le mode de prélever ces droits. (Document de la session no 96).

**Permis de pêche dans le golfe Saint-Laurent**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900. 1. Pour un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux de pêche, accordés par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, pour la rive nord du golfe Saint-Laurent, depuis la Pomte-des-Monts jusqu'aux limites de la province, depuis la date du jugement du Conseil privé, savoir: du 26 de mai 1898, avec mention des personnes à qui ces baux ou permis ont été accordés, le nombre donné, le prix ou loyer, les sommes payées jusqu'à présent et les eaux pour lesquelles tels baux ou permis ont été accordés.

2. Un état semblable en ce QUI regarde les baux ou permis de pêche accordés par le ministre de la Marine et des Pêcheries, à Ottawa, pour les mêmes eaux, en autant que ces renseignements peuvent être en la possession du gouvernement de Québec ou peuvent être obtenus par lui.

3. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance avec le commissaire des Terres. Forêts et Pêcheries au sujet de ces différents baux ou permis de pêche. (Document de la session no 97).

**Lots du rang H du canton Joly dans Ottawa**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 14 février 1900, demandant copie des ordres en conseil, de la correspondance, mémoires et de tous autres documents se rapportant aux difficultés survenues entre MM. Pierre Simard, marchand, de la ville de Saint-Jérôme. Joseph LaRocque, commis de Labelle, et Louis Paradis, colon de Labelle, dans le comté d'Ottawa, d'une part, et Paul-Émile Forget, aussi de Labelle, d'autre part, au sujet des lots nos 8 et 9, du rang H du canton Joly, dans le comté d'Ottawa. (Document de la session no 98).

**Livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de la liste de tous les livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique, tant français qu'anglais, qui peuvent être mis à l'usage des élèves des écoles publiques de cette province. (Document de la session no 99)

**Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars courant pour copie des minutes du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour toutes réunions tenues depuis la dernière session. (Document de la session no 100)

La séance est levée à minuit dix.

## Séance du 14 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente

#### Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill K) du Conseil législatif intitulé: "Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'Assurance mutuelle du Canada contre le feu", auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus", et l'a adopté sans amendement.

#### Documents:

##### Université McGill et Bishop's College

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute correspondance, tous documents, mémoires ou protêts de la part des universités McGill et Bishop's College, au gouvernement ou à aucun de ses membres, ou au surintendant de l'Instruction publique, ou au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, et tous et chacun des mémoires, correspondance, ou documents adressés par le gouvernement, l'un de ses membres, le surintendant de l'Instruction publique ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à chacune desdites universités, depuis la dernière session de la Législature. (Document de la session no 101)

#### Démission de membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, depuis la dernière session. (Document de la session no 102)

##### Subventions aux universités McGill et Bishop's College

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse

à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toutes résolutions ou recommandations, passées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à propos de toutes et chacune des subventions accordées ou refusées aux universités McGill et Bishop's College, depuis la dernière session. (Document de la session no 103)

#### Argent voté pour l'éducation

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant copie de tous les ordres en conseil passés depuis la dernière session, à propos de la distribution de l'argent voté pour l'éducation. (Document de la session no 104)

#### Montreal Trust and Deposit Company

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 161) amendant de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company".

Adopté sur division. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à la considération ultérieure de la résolution (résolution no 2) rapportée du comité des subsides le 6 mars courant et qui avait alors été ajournée: et elle est lue une deuxième fois et adoptée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose en amendement, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Manon), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que le parti maintenant au pouvoir a failli généralement à tous les engagements solennels qu'il a pris lorsqu'il était dans l'Opposition, et spécialement en ce qui regarde la diminution des dépenses ordinaires du gouvernement.

Cette Chambre constate en effet que le 21 décembre 1896, page 212 des journaux de cette Chambre, M. Dechêne, maintenant commissaire de l'Agriculture, soumit à la Chambre une proposition regrettant que les dépenses ordinaires, sous l'administration conservatrice, depuis 1893 à 1896 inclusivement, eussent été comme suit:

1893.....	\$3,932,258.75
1894.....	\$3,876,990.83
1895.....	\$4,043,228.43
1896.....	\$4,041,221.66

faisant une moyenne, d'après lui, de \$3,978,424.91 ; et cependant, d'après les comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, les dépenses ordinaires sous le gouvernement actuel, telles qu'elles apparaissent auxdits comptes, s'élèvent à \$4,201,023.21, faisant une augmentation de \$159,801.55 sur l'année 1896 et une augmentation de \$222,598.30 sur la moyenne donnée ci-dessus des quatre années d'administration conservatrice de 1893 à 1896 inclusivement. Il ajoute quelques propos ayant trait à sa proposition.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement est décidé à maintenir les dépenses au chiffre qu'il promettait dans l'Opposition. Il a promis de faire de l'économie. On remarque cependant que les dépenses contingentes sont plus élevées que celles des gouvernements précédents. Mais pendant que le budget de certains services, notamment l'Instruction publique, l'Agriculture et la Colonisation, a été réduit, le gouvernement décide d'accorder un quart de million de piastres en faveur du pont de Québec. Le gouvernement n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites avant les élections et démontre des signes de faiblesse. Il devra en arriver à la politique conservatrice.

Il n'a dans aucune mesure réalisé des économies au chapitre des dépenses publiques, puisque l'on ne constate aucune diminution des dépenses dans aucun département. Les dépenses sont aussi élevées et dans certains cas, plus élevées que lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, tandis que le nombre des ministres n'a pas été réduit. Il fait allusion au discours du trône de 1890 dans lequel on avait tenté de justifier les dépenses extravagantes du régime Mercier en disant qu'elles avaient été faites dans l'intérêt du public. Le gouvernement actuel prétend être le plus économe que la province ait connu depuis la Confédération. Cependant, il n'a pas donné de preuves de cette allégation, car l'on ne constate aucune diminution des dépenses. En réalité, nous avons des preuves, de dépenses extravagantes et de l'instauration d'un système de subsides qui ressemble beaucoup à celui pour lequel on a tellement blâmé les conservateurs. On a affirmé que le gouvernement se propose de voter un quart de million de dollars pour le pont de Québec et \$75,000 pour le South Shore Railway. Ce geste démontre que le gouvernement sera forcé d'admettre que les politiques sages et averties des conservateurs sont sur le point d'être imitées par l'administration actuelle qui réagit suite aux demandes de la population de la province. Cette action du gouvernement semble tellement calculée qu'elle peut nous laisser entrevoir un appel prochain à l'électorat.

Il ajoute qu'il y a eu une perte considérable de temps au cours des quatre ou cinq premières semaines de la session alors qu'aucune des mesures importantes promises dans le discours du trône n'a été déposée devant cette Chambre. Par contre,

nous discutons de la résolution favorisant l'abolition du Conseil législatif dont il n'était même pas question dans le discours du trône. Les journaux qui sont partisans du gouvernement ainsi que d'autres rapportent que ce dernier demandera à la Chambre de voter un quart de million de dollars pour le pont de Québec, bien que le discours du trône n'en glissait pas un mot. Il insiste sur le fait que, de toutes les promesses pré-électorales énoncées par le gouvernement, seule l'abolition du Conseil législatif est actuellement à l'étude, et ce, parce que le gouvernement est convaincu qu'il ne pourra la faire passer. Il dit regretter fortement pour l'honneur et la bonne réputation du gouvernement de la province de Québec que les ministres aient fait défaut de remplir leurs promesses.

Dans les résolutions relativement aux subsides au pont et aux compagnies de chemin de fer, n'y a-t-il pas aussi lieu d'entrevoir une dissolution prochaine, et dans ce cas, le premier ministre ferait bien de renseigner cette Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que bien qu'il soit encore indisposé, il va toucher aux principaux points soulevés par le chef de l'Opposition. Le discours du chef de l'Opposition ressemble à une histoire qui appartient à l'avenir. Il cherche à scruter le terrain et, dans une course rapide dans l'inconnu, son imagination ne semble rencontrer que des fantômes qui lui donnent au besoin des cauchemars. Je constate avec plaisir, dit-il, que le discours de l'honorable chef de l'Opposition ne contient aucun reproche sérieux sur l'administration du jour et que même, pour établir une comparaison entre nos dépenses et celles de nos prédécesseurs, il est obligé de laisser de côté ce qu'il appelle la pire année, 1896-97, et il s'en tient aux suppositions.

Or cette pire année, c'est précisément celle où l'honorable chef de l'Opposition a eu les rênes du pouvoir, et la seule que lui et ses amis ont réellement contrôlée. Il a souvent essayé d'endormir la population et la Chambre au sujet de cette année fatale: il n'a jamais réussi. Il sait très bien être responsable de l'année 1896-97.

Quant aux rumeurs auxquelles fait allusion le chef de l'Opposition, il a dû les lire dans les journaux jaunes et, à partir de ces rumeurs, il fait des prédictions sur l'avenir de la province. Il dit que, quant à lui, il ne parlera pas de rumeurs mais des faits qui sont presque devenus historiques.

L'honorable M. Hall a voulu faire des économies et les conservateurs l'ont expulsé de leur gouvernement, et l'honorable M. Taillon, qui avait essayé d'administrer honnêtement les affaires de la province, a dû peu après démissionner. Qu'est-il arrivé? Il a constaté que ses collègues étaient trop exigeants, lui aussi a dû démissionner, laissant ainsi la voie à ses collègues qui ont établi cette année fatale. La province n'a jamais pu oublier cette année.

Le chef de l'Opposition dit que nous avons augmenté la dépense publique. Les calculs dans la motion du député de Joliette (M. J.-M. Tellier) sont basés sur les comptes de la pire année. Pourquoi n'avoir

pas regardé les comptes de l'année actuelle? Encore une fois, il a cherché à jeter un voile sur la malheureuse année de 1896-97 et à diriger la discussion sur les transactions de l'année précédente. Si le chef de l'Opposition avait voulu être juste, s'il avait voulu faire une critique honnête du gouvernement actuel, il aurait admis une chose, à savoir qu'avant de quitter ses fonctions, le chef de l'Opposition, à la tête du gouvernement démissionnaire, avait augmenté de \$150.000 les dépenses permanentes sur les recettes.

Il se plaint que le premier ministre actuel a augmenté les dépenses alors qu'en 1896-97, son gouvernement avait dépensé \$495.000 de plus que le premier ministre actuel a dépensé au cours de l'année dernière.

Par conséquent, le premier ministre a dépensé presque un demi million de moins que le chef de l'Opposition, et a pu enregistrer un surplus tout en ayant \$150.000 de moins de revenus que le gouvernement précédent au cours de la "pire année".

Le chef de l'Opposition a parlé de dépenses qui se recouvrent. Le gouvernement actuel les a restreintes dans tous les services publics. L'Opposition a prétendu que les paiements se sont accumulés inutilement, et cependant, elle a protesté contre le paiement de \$815.000 de dettes encourues par l'ancienne administration. Il donne une longue liste des sommes d'argent qu'il dit avoir fallu payer dans les divers départements, pour faire honneur à ces mêmes engagements.

Tout le monde comprend clairement les méthodes administratives du gouvernement. Le chef de l'Opposition accuse le gouvernement d'avoir retardé les travaux de la session. Quels sont les faits? La Chambre sait que le discours sur le budget a été prononcé le 24 janvier soit presque immédiatement après l'ouverture de la session et par un échange de bons procédés, le gouvernement, à la demande du chef de l'Opposition, a retardé daller en comité des subsides jusqu'à ce que le député de Saint-Laurent ait été prêt à donner sa réponse au discours sur le budget, le 20 février dernier. Si l'on a perdu du temps, ce n'est certainement pas la faute du gouvernement.

Il a fallu également 8 jours au député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) pour faire un discours qui, en réalité, donne la preuve que l'administration des finances provinciales, sous l'administration actuelle, est inattaquable.

Quant au reproche de ne pas avoir diminué le nombre des ministres, il n'est guère sérieux, car le chef de l'Opposition ne peut ignorer que la présidence du Conseil législatif n'est plus qu'une fonction honorifique sans rémunération.

Maintenant, le chef de l'Opposition croit qu'en accordant des subsides au pont de Québec et à certaines compagnies de chemin de fer, le gouvernement va se trouver dans l'obligation de renier ses promesses et de s'engager dans une voie nouvelle ou plutôt suivre le même chemin que les conservateurs.

Certes, l'honorable chef de l'Opposition n'a encore produit en cette circonstance, comme sou-

vent, qu'un horoscope estropié car, si, avant de parler, il se fut enquis des projets du gouvernement, il aurait compris que les libéraux, s'ils accordent des subsides, ne le feront qu'aux dépens du revenu par annuités, mais sans avoir aucunement recours à l'augmentation de la dette.

Il espère que, par une administration prudente et des procédés économiques, le gouvernement pourra sous peu augmenter les crédits à voter.

Voilà comment, encore sur ce point, le gouvernement remplira ses promesses et restera dans la ligne de conduite qu'il s'est tracée en 1897.

Le chef de l'Opposition regarde vers l'avenir et il n'aime pas à se rappeler le passé. Il trouve des scandales dans les moindres actes administratifs du gouvernement. Les prophéties du chef de l'Opposition sont des rêves. Quant à la question des élections générales, il ne veut pas augmenter ses inquiétudes en le mettant dans les secrets du gouvernement. Le chef de l'Opposition devra essayer lui-même de calmer ses cauchemars pour ce qui regarde les élections prochaines, car le gouvernement n'en a nullement étudié et discuté la date.

Le gouvernement avait promis d'économiser et il l'a fait, et si des résolutions quelconques destinées à encourager des réalisations sont soumises à la Chambre, ce sera fait en tenant compte du revenu de la province.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il voudrait savoir le nom des compagnies qui seraient subventionnées, en dehors de celles que nous avons voulu subventionner nous-mêmes. Comme question de fait, nous n'en avons pas subventionné une seule.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il a parlé de toute la période néfaste de l'administration des conservateurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR. MM. Atwater, Ball, Bouffard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier et Tellier, 18.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Guerin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Stephens, Turgeon, Watts et Weir, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant soumise, à savoir "que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides", celle-ci est adoptée.

### En comité:

Le comité étudie l'item de \$73.611.00 consacré aux réparations et aux assurances des édifices publics.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Demande quelle part de ce montant est consacrée aux dépenses pour Spencer Wood.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que \$6,500 de ce montant seront consacrés à l'entretien de Spencer Wood. Jusqu'ici, au cours des dernières années, la somme de \$7,000 avait été votée pour cet item.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande quel a été le montant des dépenses, ces dernières années, par comparaison à la somme votée pour cet item.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Croit que, l'année dernière, les dépenses pour Spencer Wood ont atteint environ \$7,710.

Puis, il dit qu'en 1890, Spencer Wood avait coûté \$9,000; en 1891, \$8,265; en 1892, \$8,203; en 1893, \$8,851; en 1894, \$13,919; en 1895, \$9,416; en 1896, \$7,916; en 1897, \$8,515; en 1898, \$8,443; et en 1899, \$8,025.

Il fait remarquer que le gouvernement a constaté que la somme dépensée pour Spencer Wood dépasse habituellement la somme votée à cet effet; c'est pourquoi il a été décidé de demander un montant fixe. Et si les personnes responsables de l'entretien de la résidence du lieutenant-gouverneur voulaient un montant plus élevé, il ne leur sera pas accordé.

MM. E.J. FLYNN (Gaspé) et A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demandent si les dépenses encourues et les réparations et autres sont effectuées directement par le ministère des Travaux publics ou autrement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Se montre hésitant à parler du lieutenant-gouverneur en ce qui concerne les dépenses pour Spencer Wood.

MM. A.W. ATWATER (Montréal no 4) et E.J. FLYNN (Gaspé): Déclarent qu'ils ne demandent pas et ne pensent pas à demander des renseignements concernant les liens officiels de Son Excellence avec ses conseillers constitutionnels.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit être d'accord avec ces derniers que la Chambre, lorsqu'il s'agit des dépenses des fonds publics, a le droit de connaître les faits. S'il a bien compris, avant le règne de feu Sir Adolphe Chapleau à Spencer Wood, toutes les dépenses nécessaires étaient confiées au ministère des Travaux publics, à même les divers items votés à cette fin. Parfois, certains items pouvaient excéder, alors que d'autres étaient en partie inattendus. Monsieur

Chapleau fit la suggestion, qu'à l'avenir, les dépenses pourraient être contrôlées d'une façon plus satisfaisante par la personne occupant cette résidence et par la suite, le montant total alloué pour l'entretien de Spencer Wood fut payé au lieutenant-gouverneur en versements trimestriels. Cet arrangement continua avec Sir Adolphe sous la présente administration et existe encore avec son successeur le lieutenant-gouverneur actuel.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je pense, dit-il, avec tout le respect dû à l'honorable monsieur qui remplit aujourd'hui les nobles fonctions de lieutenant-gouverneur, qu'ils procèdent tous de la même manière.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Je ne désapprouve certainement pas les propos de mon honorable collègue.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Se prononce en faveur du maintien de Spencer Wood comme résidence du lieutenant-gouverneur.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande quelle est la politique du gouvernement à l'égard de Spencer Wood. A-t-il l'intention de s'en défaire ou de la conserver?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Ajoute que l'honorable député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), lorsqu'il était dans l'Opposition, avait présenté une motion de non confiance, basée sur le coût de Spencer Wood. Si le gouvernement ne veut pas passer pour un groupe de farceurs, il doit éliminer Spencer Wood.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Affirme que le montant cité auparavant pour les dépenses concernant Spencer Wood est le moins élevé qui ait jamais été accordé à cette fin.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il est très important que la Chambre connaisse la politique actuelle du gouvernement en ce qui a trait à la proposition visant l'abolition de Spencer Wood. Si les libéraux étaient conséquents avec leurs promesses, ils devraient abolir Spencer Wood.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que le gouvernement ne veut pas imposer au lieutenant-gouverneur le lieu de sa résidence. Si ce dernier décidait d'établir sa résidence dans la ville, rien ne peut l'empêcher.

M.M. E.J. FLYNN (Gaspé) et A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que l'Opposition desire savoir ce qu'en pense le gouvernement.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que faisant partie de l'Opposition et n'assumant aucune responsabilité ministérielle, il n'a, par conséquent aucune raison d'exposer ses vues sur ce sujet. Cependant il déclare être en faveur du maintien de Spencer



Wood gérée de façon économique et es! d'avis que cette maison devrait demeurer la résidence officielle du lieutenant-gouverneur d'une province aussi importante que le Québec.

L'attitude du gouvernement actuel justifie la politique des conservateurs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande encore au député de Brome à titre de ministre responsable du service dont relève Spencer Wood, quelles sont ses vues sur le maintien de cette résidence. Comme il est le commissaire des Travaux publics, il serait très intéressant de connaître son opinion sur cette question. Il ne peut ignorer le fait que lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, ses collègues ont souvent répété qu'il désiraient abolir Spencer Wood. Le gouvernement en est à sa troisième année au pouvoir; il est vraiment temps que la Chambre et les électeurs, qui les ont élus à la Chambre, en croyant fermement à leurs promesses d'accomplir certains travaux, connaissent leur politique et leurs intentions. Le député de Brome, dit-il, savait, et les autres députés de la Chambre aussi, que l'abolition de Spencer Wood était un des points forts du programme du Parti libéral, non seulement depuis plusieurs années, mais particulièrement lors des dernières élections générales. Il dit être convaincu que le député de Laprairie (M. C.-S. Cherrier) appuie ses propos.

Le gouvernement a réduit le montant attribué à Spencer Wood pour faire voir qu'il était économe.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Fait un signe affirmatif de la tête.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande d'ajouter un mot avant que l'honorable député de Brome réponde au député de Gaspé, li lit dans les journaux de la Chambre la résolution du député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) aujourd'hui Commissaire à l'agriculture. Cette résolution présentée il y a quelques années, demandait à la Chambre de voter pour que Spencer Wood soit remise à ses propriétaires à la fin du mandat du lieutenant-gouverneur de l'époque.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Demande au député de Brome de faire une déclaration sur la politique qu'entend adopter le gouvernement sur l'avenir de Spencer Wood.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Félicite le député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) pour avoir déclaré franchement qu'il appuyait le maintien de Spencer Wood. Il a au moins le courage de ses convictions, dit-il. Il ne peut en dire autant du chef de l'Opposition. Au cours de ses 25 années dans ce parlement, l'honorable député de Gaspé n'a jamais énoncé sa politique sur ce sujet. On peut donc accorder plus de temps aux ministres pour réfléchir sur cette question. Le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) n'a pas non plus donné son opinion sur ce sujet.

M. P.-E. LEBLANC (Laval) Oui le l'ai fait. J'ai dit que Spencer Wood devrait demeurer la résidence officielle du lieutenant-gouverneur. Mais, ajoute-t-il, ces messieurs de l'autre côté n'ont-ils donc rien à dire? N'ont-ils pas aucun sens de la responsabilité ministérielle? Ont-ils quelque chose à dire ou rien du tout? Lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, ils ont donné leur parole qu'ils aboliraient Spencer Wood comme résidence du gouverneur lorsqu'ils seraient au pouvoir et maintenant qu'ils ont atteint les hauteurs comme le renard de la fable, ils rient de leurs promesses et n'ont aucune politique.

L'HONORABLE H.T. DUFFY [Brome]: Demande encore quelle est la politique de l'Opposition sur le sujet.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Le comité des subsides fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

À six heures quinze, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures et quarante

### Introduction de bills:

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 164) à l'effet d'abroger la loi obligeant les municipalités à payer la moitié du coût de l'entretien des aliénés dans les asiles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'à partir de vendredi, le 16 mars inclusivement, il y ait trois séances par jour; la première de 10:30 heures a.m. à 1 heure p.m., la deuxième de 3 heures à 6 heures p.m.; et la troisième de 7 heures p.m. jusqu'à l'ajournement de la Chambre, et que les mesures du gouvernement aient préséance à chacune de ces séances.

M. .E.J. FLYNN (Gaspé) Demande que les lundis après-midi soient consacrés aux députés.

UNE VOIX MINISTÉRIELLE: Acquiesce à cette demande.

La proposition est adoptée.

### Compagnies d'assurance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 13 mars courant, sur le sous-amendement du représentant de Saint-

Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis) à l'amendement du représentant de Dorchester (M. L.-P. Pellerier) fait à la motion du représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) demandant que la résolution concernant certaines compagnies d'assurance soit maintenant lue une deuxième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): S'oppose au pourcentage que l'on veut imposer et déclare qu'on devrait effectuer un amendement.

M. L'ORATEUR: Lit le sous-amendement du député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), et demande si la Chambre est prête à voter.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il voit dans cette nouvelle mesure une augmentation de taxes. C'est un fait connu, remarque le chef de l'Opposition, que le gouvernement actuel a pris le pouvoir à cause de sa promesse d'abolir les taxes et non d'en imposer d'autres. La politique des conservateurs était que la taxation est un mal inévitable qui a dû être imposé à un certain moment, mais le parti voulait diminuer graduellement ces taxes, aussitôt que les finances de la province le permettraient et notre politique est toujours la même aujourd'hui. Mais le présent gouvernement qui avait promis d'abolir ces taxes les a perçues avec encore plus de vigueur lorsqu'il a pris en main les affaires de la province. Le temps est venu de régler les comptes et il demande: N'est-il pas vrai que le gouvernement actuel avait, au moment des élections, promis de ne plus taxer à l'avenir et d'abolir les taxes? Les documents de cette Chambre n'indiquent d'aucune façon que, depuis l'avènement du Parti libéral au pouvoir, il a fait des efforts pour réduire ou abolir les taxes, mais au contraire nous avons les preuves qu'il a perçu toutes les taxes qu'il lui a été possible de recueillir.

Il ajoute qu'il y a deux ou trois ans, le même gouvernement qui, dans l'Opposition, avait promis d'abolir les taxes, avait commencé à montrer à ses électeurs sa sincérité et sa fidélité à respecter ses promesses en augmentant les tarifs à la Cour de circuit de Montréal.

Aujourd'hui, le gouvernement, qui percevait \$48.000 des compagnies d'assurance, augmente ces taxes à environ \$60.000. Il demande comment la Chambre, qui a tant protesté dans le passé contre l'imposition de taxes, pouvait appuyer un gouvernement qui les augmente?

Quant à la mesure qui est devant cette Chambre, qui va payer cette augmentation de taxes aux compagnies d'assurance? Il y a eu des entrevues avec plusieurs agents d'assurance et tous lui ont déclaré que ce sont les assurés eux-mêmes qui vont payer la note. Même si le montant de la taxe est minime, c'est le principe même qui est en jeu. Il proteste contre cette taxe et dit que le gouvernement devra assumer toute la responsabilité de cette mesure. Avant que ne débute une autre session, les électeurs auront la conviction que la politique du parti conservateur est la seule véridique et à la fin, la justice triomphera.

Hier, les députés affirmaient qu'ils allaient voter contre le maintien du Conseil législatif, parce qu'il l'avaient promis à leurs électeurs, aux dernières élections. Il affirme qu'à ces mêmes élections, tous les candidats, surtout les candidats libéraux, ont promis de voter contre toute imposition de nouvelles taxes. Il a hâte de voir de quelle façon vont voter les députés ministériels. Il dit que l'Opposition n'approuvera pas une seule imposition de taxe nouvelle.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remarque que le chef de l'Opposition a parlé d'une façon fougueuse contre les taxes. Mais, dit-il, il devrait faire un examen de conscience et jeter un regard sur son passé, et il verrait deux choses: la promesse de ne pas taxer et la violation de cette promesse à la première occasion. Avec un goût douteux, il a qualifié le gouvernement actuel de l'épithète de "taxeux". Les électeurs connaissent très bien les parties coupables dans ce domaine. Les "taxeux" ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre mais bien du côté de l'Opposition. Le public n'a pas oublié les promesses faites en 1892 par les conservateurs et violées à la première occasion.

Le gouvernement Flynn a aboli certaines taxes, c'est vrai, mais il l'a fait la veille de l'élection, par peur de l'électorat. Le gouvernement Flynn a cherché à se faire des amis en ne faisant pas de pression pour la perception des revenus. Mais, le lendemain de la défaite, le 12 mai 1897, on se hâtait d'écrire aux officiers d'avoir à percevoir les droits afin de cacher le déficit. Pour faire face à ce déficit, il était du devoir du gouvernement de percevoir ces taxes afin de rétablir une bonne situation financière dans la province. Si le présent gouvernement a perçu des taxes, au moins il peut se vanter de ne pas les avoir imposées.

Quant à ce que les conservateurs qualifient de taxes nouvelles, ce n'est qu'un simple réajustement de tarifs pour la Cour de circuit de Montréal, afin de le rendre uniforme à ceux des districts ruraux.

Le réajustement de taxes des compagnies d'assurance ne cherche pas l'augmentation de taxes, mais une distribution équitable du fardeau impose. Cette mesure est tout à fait en accord avec la politique que le gouvernement avait énoncée durant les élections générales de 1897 et qu'il a l'intention de respecter. Il n'a pas promis alors d'abolir les taxes, mais il a déclaré que si son gouvernement était obligé pour gouverner d'imposer des taxes, il le ferait de manière à ce que personne ne s'en aperçût, c'est-à-dire à le faire avec justice.

Dans le cas qui nous occupe la taxe, si taxe il y a, n'affectera que les compagnies d'assurance étrangères qui font des affaires dans la province. Il peut même arriver que la mesure du gouvernement ait pour effet de réduire la taxe qui existe déjà. En tous cas, nos compagnies de la province ne sont aucunement affectées par les résolutions du gouvernement.

Quatre représentants de grandes compagnies de Montréal sont venus voir le gouvernement au-

jourd'hui même, et ils sont d'avis que la politique du gouvernement est la meilleure à adopter.

M L-P PELLETIER (Dorchester] D'après la résolution mise devant la Chambre et au dire du premier ministre, cette résolution mettra dans le trésor une somme de \$10,000 à \$12,000.

Cette taxe n'est pas nouvelle, vu qu'elle date de 1882, mais le gouvernement l'augmente au lieu de l'abolir.

C'est le Parti libéral qui a faussé l'opinion publique en exploitant les préjugés de la population et en criant sur tous les "hustings" le mot de taxes. Les libéraux ont dit: nous n'imposerons pas de taxes et nous trouverons les moyens de faire marcher la machine du gouvernement. Voilà ce que l'on a dit partout, il n'y a pas longtemps. Aujourd'hui, nous avons le droit de vous retourner le mot de taxes et taxeux puisque vous en imposez. Jadis, le Parti conservateur est venu devant les Chambres et a déclaré que, pour sauver l'état financier de la province, il fallait imposer des taxes. Le Parti conservateur n'a pas eu peur d'énoncer sa politique, tandis que le Parti libéral, lui, cache sa manière d'agir, et n'ose pas parler ouvertement. L'augmentation des taxes sur les compagnies d'assurance date de 1882.

Le premier ministre, ce soir, a dit que le but de sa résolution était d'atteindre les étrangers et les riches, mais non les pauvres de cette province; cependant, le premier ministre n'était pas de cet avis, sur la même question, en 1882. À cette époque, quand M. Wurtele, trésorier conservateur, proposa de prélever une taxe sur les compagnies d'assurance, le député de Saint-Jean, appuyé par feu M. Mercier, proposa un amendement déclarant qu'il ne pouvait partager l'opinion de la Chambre sur cette question parce qu'il contribuerait à faire imposer une taxe sur la population pauvre de cette province (Débats Desjardins de 1882, page 1841): "L'honorable trésorier s'est efforcé d'établir que sa taxe n'atteint que les riches. C'est une erreur. Un moment de réflexion nous démontre quelle touche le pauvre autant et plus encore que les riches. Toutes les compagnies et les institutions financières mentionnées dans les résolutions ont des rapports avec la classe et se dédommageront à son détriment".

Et page 1842, l'honorable premier ministre disait encore: "Les honorables ministres ne peuvent contester que cet exemple indique de quelle manière la loi qu'ils vous proposent d'adopter recevra son effet et sur qui elle frappera. Ils sont trop intelligents et suffisamment au fait des opérations du commerce pour comprendre que les banques, les compagnies de navigation, d'assurance, de chemin de fer, les sociétés industrielles, que cette loi paraît frapper directement, ne se dédommageront pas ainsi du surcroît de dépenses qu'elle leur impose, si toutefois elles s'y soumettent, de bon gré. Ce qui est fort douteux..."

Pourquoi le premier ministre a-t-il changé d'avis depuis 18 ans, et pourquoi est-il disposé aujourd'hui à taxer les pauvres tout en disant que son

but est de n'atteindre que les riches et les étrangers

Si les taxes sur les compagnies d'assurance sont injustes, comme l'a dit le premier ministre, il est de son devoir de les abolir ou d'en imposer de justes, si son gouvernement en a besoin pour gouverner.

En 1893, la province de Québec a entendu le premier ministre et ses amis chanter sur tous les tons que les taxes étaient injustes: alors pourquoi le premier ministre et son gouvernement ne réparent-ils pas aujourd'hui cette injustice puisqu'ils sont au pouvoir et qu'ils sont tout-puissants. En continuant à percevoir les taxes, ils mentent à l'électorat et prouvent que ces prétendues injustices font leurs affaires et qu'elles sont nécessaires pour l'administration de la province. C'est la revanche du Parti conservateur.

Les électeurs vont apprendre à peser les promesses libérales mises en regard de leur conduite, depuis qu'ils ont le pouvoir. Depuis le commencement de la session, voilà trois ou quatre petits bills de taxes que le gouvernement cherche à faire passer inaperçus dans cette Chambre. Nous allons démasquer cette fourberie d'un nouveau genre et nous allons le dire hautement: ces bons libéraux, après avoir critiqué les conservateurs, sont bien obligés, eux aussi, d'avoir recours aux mêmes moyens. Alors, pourquoi avoir jeté de si hauts cris du temps des régimes conservateurs? Le peuple saura bien juger ces hommes à leur valeur, et il saura bien leur rappeler leurs fameuses promesses qu'ils sont en train de violer, les uns après les autres.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit qu'il n'a pas l'intention d'être bien long. Ce n'est pas le Parti libéral qui a donné le nom de taxeux au Parti conservateur, mais que ce sont les membres de l'Opposition qui ont semé le vent et qui, maintenant, récoltent la tempête.

En 1892, le Parti conservateur, faisant la lutte aux libéraux, disait sur tous les "hustings": Si vous voulez la taxe, élisez M. Mercier; si vous ne voulez pas être taxés portez-nous au pouvoir, et malgré ses promesses, le Parti conservateur a imposé des taxes sur toutes les classes. C'est la raison pourquoi aujourd'hui l'épithète "taxeux" est accolée au Parti conservateur. Il n'appartient pas aujourd'hui à l'Opposition de venir accuser ses adversaires,

Cela ne donne rien de retourner aux événements de 1882, puisque les conditions ont bien changé depuis 20 ans. En 1892, les libéraux avaient promis de ne pas augmenter les taxes et ont tenu leur promesse. Et, il y a trois ans, les libéraux ont promis de gouverner sans imposer de taxes et l'honorable premier ministre a rempli sa promesse.

Quant au discours du député de Saint-Jean, en 1882, il n'avait pas trait seulement aux compagnies d'assurance, mais il référerait à toutes les corporations qui étaient alors atteintes par le bill de 1882. Il dit que dans la province d'Ontario où la loi a été mise en force, les assurés n'ont pas payé de plus fortes primes que ceux de la province de Québec.

Le montant de la taxe proposée par le premier ministre sur les compagnies d'assurance n'est que justice, car il n'est pas raisonnable qu'une compagnie faisant des affaires pour \$10,000 ou \$20,000 ne paye que \$700 au gouvernement, comme le les petites compagnies.

L'Opposition actuelle devrait être la dernière à accuser le gouvernement qui veut faire un réajustement d'une taxe existante sur les compagnies d'assurance afin de la rendre plus équitable envers toutes les parties en cause. Le discours de l'honorable premier ministre prononcé en 1882, cité par le député de Dorchester, attaquait non seulement un bill taxant les compagnies d'assurance, mais aussi une mesure trop large dirigée contre toutes sortes de corporations commerciales. Une fois de plus, en Ontario, où l'échelle de taxation proposée est en vigueur, les primes que paient les assurés ne sont pas plus élevées qu'au Québec.

Il déclare en terminant qu'il a confiance dans l'électorat de la province de Québec et qu'il ne tournera pas le dos au gouvernement actuel, pour avoir imposé des taxes sur les compagnies d'assurance.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Accuse le gouvernement d'employer des arguments tu quoque. Le gouvernement actuel, lorsqu'il était dans l'Opposition, reprochait au gouvernement au pouvoir d'imposer certaines taxes rendues nécessaires par l'extravagance de ses prédécesseurs. En 1892, les conservateurs furent forcés d'imposer des taxes pour sortir la province du marasme financier dans lequel l'administration Mercier avait plongé la province. Le gouvernement actuel n'a pas de telle excuse pour justifier l'augmentation de taxes.

Il déclare que la parole d'un parti doit être une garantie pour les électeurs de cette province. Durant les élections de 1897, dans la presse, sur les "hustings" et dans toutes les assemblées d'un bout à l'autre de la province, le Parti libéral a dénoncé les taxes. Le Parti conservateur n'a pas craint, en 1892, de prélever des impôts pour faire honneur aux engagements de la province, mais il a diminué ces impôts petit à petit, quand l'équilibre financier a été rétabli; il y en a même qu'il a abolis suivant la promesse faite à l'électorat. Les membres de l'Opposition qui avaient donné leur parole en 1892-93 devaient la respecter, une fois rendus au pouvoir. Quelle réponse donne le gouvernement aujourd'hui à nos accusations? La même réponse répétée mille fois: c'est vous qui avez imposé les taxes. S'il était nécessaire en 1892 d'imposer certaines taxes, les mêmes raisons n'existent pas aujourd'hui; et si l'Opposition libérale ne jugeait pas qu'elles étaient nécessaires à cette époque, il n'y a aucune raison particulière pour qu'elles le soient aujourd'hui.

Au lieu d'abolir ces taxes, au lieu de diminuer les dépenses, au lieu d'encourager l'éducation, la colonisation, les chemins de fer et autres travaux d'une grande importance, le gouvernement se voit obligé d'imposer des taxes, ces taxes qu'on a toujours proclamées injustes et oppressives. Si le gou-

vernement avait été sérieux, il aurait dû rappeler les taxes imposées par les conservateurs, mais au lieu de faire cela comme il l'avait promis, il en impose de nouvelles.

Le gouvernement démontre aujourd'hui son peu de sincérité par la résolution injuste qu'il propose, résolution qui va frapper tous les porteurs de polices d'assurance et, parmi ceux-là, une foule de pauvres gens.

Il dit s'adresser aux honorables représentants de Brome (l'honorable H.T. Duffy) et de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), leur demandant ce qu'ils ont dit sur les "hustings" depuis 1890, ce qu'ils ont promis aux compagnies d'assurance, et ce qu'ils prétendent faire maintenant. Vont-ils suivre l'exemple du premier ministre et faire défaut aux promesses faites et aux paroles prononcées devant le public. Le gouvernement actuel a promis de gouverner sans taxes, et au lieu d'abolir les anciennes, ils en imposent de nouvelles.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nie que le gouvernement actuel veuille augmenter les taxes. Il ne fait que réajuster les impôts prélevés antérieurement par ses adversaires. Il ne peut dire qu'elle sera l'augmentation prévue par cette résolution, mais il déclare qu'elle ne dépassera pas dix mille dollars.

M. M. F. HACKETT (Stanstead) Dit que la Chambre peut être assurée que la législation proposée par le gouvernement n'entraînera pas de diminution des taxes existantes, bien qu'il avait promis de le faire. Par contre, il est convaincu qu'il y aura une augmentation. De plus, quel que soit le montant de cette augmentation et maigre ta déclaration a l'effet que les compagnies étrangères paieront la plus grande partie de cette augmentation, il n'existe aucun doute que finalement le fardeau retombera sur le grand public et les détenteurs de polices des différentes compagnies.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6). Regrette que l'on blâme le gouvernement qui cherche à répartir équitablement le fardeau imposé par ses adversaires. Il nie que la mesure comporte une augmentation des taxes. Ce n'est qu'un réajustement. Il soutient qu'en 1897, les conservateurs n'avaient pas fait une déclaration honnête de la condition dans laquelle se trouvait la province, sinon le gouvernement aurait été heureux d'abolir les taxes. Il aimerait bien voir les gouvernements administrer sans revenus, mais c'est une chose impensable. Dans la situation actuelle, tout ce qu'il est possible de faire est d'amender la loi afin de remédier à la présente injustice. Les compagnies d'assurance elles-mêmes approuvent cette mesure qui n'entraîne aucune augmentation de taxes. Il doute fort que les recettes seront égales au revenu actuel provenant de cette source. Naturellement à situation idéale serait que le gouvernement puisse fonctionner sans revenus. Mais les revenus sont une nécessité et une administration soucieuse du bien public ne peut que concentrer ses efforts pour

obtenir le revenu nécessaire, sans trop éprouver les contribuables ou commettre des injustices envers les différentes classes. La grande politique du Parti libéral est une politique d'égalité, d'équité, de justice égale pour tous et c'est cette politique qui a dicté la présente mesure.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit que la question n'est pas de savoir maintenant si le Parti conservateur a imposé des taxes, mais si le Parti libéral a été conséquent en abolissant la taxe qu'il dénonçait devant l'électorat. C'est toute la question. Jusqu'à présent nous n'en avons pas la preuve. La présente taxe est imposée sur les primes d'assurance qui représentent les épargnes et les économies de la classe pauvre qui veut se protéger contre les infortunes de l'avenir.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit.

POUR: MM. Atwater, Bali, Bédard, Bouftard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Hackett, Manon, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier. 17.

CONTRE: MM. Allard, Bédard, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gosselm, Hunt, Lacombe, Langelier, Lisle, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Stephens, Turgeon, Watts, Weir, 35.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

#### PAIRAGE:

M. Guérin a païré avec M. Grenier.  
Et l'amendement étant proposé,

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts) que tous les mots après "que" dans l'amendement proposé soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, en votant les résolutions soumise, désire exprimer sa satisfaction de constater que sans augmenter les impôts sur les contribuables en général, la mesure présentée répartit plus équitablement la taxe imposée avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement sur les compagnies d'assurance qu'elle affecte".

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): S'oppose vigoureusement à l'amendement, soutenant que non seulement il dénature les faits réels, mais que son adoption implique une augmentation considérable des taxes sur les compagnies d'assurance. Les compagnies d'assurance-vie, tout particulièrement, auront à payer des taxes beaucoup plus élevées, et ce sont les détenteurs de polices qui en

souffriront. Il affirme que si le ministère est sincère dans le désir qu'il a exprimé de légiférer sur les mêmes bases que la loi de l'Ontario, il devrait adopter la loi en totalité et non seulement une partie. Il devrait exempter les compagnies de la taxe municipale ainsi que d'autres taxes provinciales comme l'a fait sa province soeur. Les renseignements qu'il possède, dit-il, indiquent que la Canada Life Assurance Company qui ne paie actuellement que \$500 au gouvernement du Québec, paierait sous la loi proposée \$16,000, somme qu'elle a déjà payée en Ontario. La législation de l'Ontario à elle seule, a nécessité une réduction de 2 pour cent à 1 3/4 d'un pour cent en bonus ajouté aux polices.

Il dit que la consultation du rapport sur les assurances au Canada indiquerait que les primes d'assurance-vie payées au Canada totalisent douze millions de dollars. Il suppose que l'on peut prétendre honnêtement qu'un quart de ce montant vient de la province de Québec. La taxe que le gouvernement veut imposer sur ces primes, en vertu des présentes résolutions, serait maintes fois plus élevée qu'actuellement.

Par conséquent, l'augmentation proposée de la taxe sur les assurances amènerait une augmentation considérable du revenu de la province provenant des compagnies d'assurance et personne d'autre que les détenteurs de polices paieraient la note.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que les premières remarques du député de Montréal no 4 lui ont rappelé le Colonel Sellar dans "the Gilded Age" et son "high water". Il est étonné que l'honorable député de Montréal no 4 dont les talents financiers et la compétence comme actuaire sont très connus, n'ait pu donner le montant des primes payées annuellement dans la province de Québec.

La vérité est que l'Opposition ne peut pardonner au gouvernement d'accomplir ce que le Parti conservateur aurait dû faire lorsqu'il était au pouvoir. De plus, ce fait rappelle une injustice qu'avait causée, dit-il, l'application de la loi de 1882 en vertu de laquelle une compagnie percevant 13 millions de dollars de primes ne payait que \$500 de taxes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Vous avez les chiffres officiels devant vous et nous ne les avons pas.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Insiste sur le fait qu'il est tout à fait légitime de faire payer les compagnies d'assurance. Étant lui-même un agent d'assurance depuis longtemps, dit-il, il sait qu'une bonne compagnie d'assurance est une vraie mine d'or. Aucun autre commerce n'est aussi profitable.

L'Opposition pense-t-elle que le gouvernement peut administrer les affaires de la province sans revenus? Le Parti conservateur entre 1892 et 1896, a perçu 2 1/4 millions en taxes. Depuis 1875 les déficits annuels de la province ont totalisé 35 millions.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Parlez-nous de l'administration Mercier.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon), Admet que l'administration Mercier a été très coûteuse, mais pas autant que celle dirigée par mon honorable ami de l'Opposition.

Il dit que le chef de l'Opposition n'est pas à son avis un bon financier.

Il fait allusion à ce qu'il nomme les scandales du régime conservateur.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il défie le député de Huntingdon de nommer un seul scandale survenu dans son administration de tous les ministères dont il avait la responsabilité sous le règne du défunt monsieur Chapleau.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Oh! dit-il, je ne veux pas parler de scandales ce soir. Il est trop tard. Je vais les réserver pour un autre jour. Ce serait une histoire beaucoup trop longue.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): L'honorable ministre peut se sentir libre de discuter de l'administration financière de chaque ministère dont j'avais la responsabilité durant le temps que je les ai administrés. L'honorable député de Huntingdon a toujours été bien traité par le ministère des Terres de la couronne.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): L'honorable député de Gaspé n'a jamais été de taille avec l'honorable député de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), cet excellent homme d'affaires qui administre aujourd'hui ce ministère avec tant d'habileté.

Quant à lui, le député de Huntingdon, le ministère des Terres de la couronne l'a traité de la même façon que quiconque. Il n'a reçu que ce qu'il a payé.

Il souhaite à ses honorables amis de se faire tout le capital politique possible avec cette résolution. Il aimerait discuter des finances de la province avec l'honorable député de Montréal no 4 dans son propre comté de Maskinongé.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Demande s'il a bien entendu l'honorable député dire que Maskinongé est son comté?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Certainement. J'y ai vécu plusieurs années. C'est là que j'ai si bien appris le français.

Il commence à parler de la conversion, par le gouvernement Flynn, de concessions de terres d'une valeur de trois millions, conversion qui ne serait jamais arrivée à l'échéance.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Question.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Oh! dit-il, il n'y a pas de doute là-dessus. J'ai

bien étudié ce cas. Je suis content que vous soyez présent (le député de Stanstead). Toute cette histoire est une tempête dans un verre d'eau. Elle a déjà été l'objet d'une discussion de trois ou quatre heures. Elle aurait pu être réglée en cinq minutes, comme cela aurait été le cas dans un bureau d'affaires. Il est évident que l'Opposition veut se faire du capital politique avec cette histoire. Laissons-les vider leur sac et nous les éliminerons à la prochaine élection. On a beaucoup parlé de l'amour que nous éprouvons tous pour notre chère province de Québec, etc.. C'est vrai, nous l'aimons, parce que nous sommes nés ici et aussi parce qu'elle est le plus beau pays de la terre. Mais, nos adversaires ont pris possession de cette chère vieille dame et lui ont imposé pour \$1.200.000 d'obligations. Mais heureusement, notre gouvernement honnête a pris le pouvoir et a tout jeté au panier.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Soulève un point d'ordre à l'effet que le député de Huntingdon ne discute pas de la question à l'étude.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Eh bien! dit-il, vous pouvez être malade et l'ignorer.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que l'honorable député de Huntingdon est hors d'ordre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Alors, dit-il, votre côté de la Chambre a passé la nuit à parler de Moïse sans aborder l'histoire de Moïse. Ce dont vous avez parié n'est pas plus relié à la question qui est devant la Chambre qu'un ourang-outang d'Afrique du Sud.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) A l'ordre!

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai beaucoup de respect pour mon honorable ami, mais il a été le pire secrétaire provincial que la province ait jamais eu.

La discussion se poursuit pendant une demi-heure.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherner, Clapperton, Cotton, Décane, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Hunt, Lacombe, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocneleau, Roy, Stephens, Turgeon, Watts, Weir. 34

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Hackett, Manon, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier. 16.

Ainsi le sous-amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard. Bourbonnais, Cardin. Garon (Matane). Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie. Dechêne. De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris. Duffy. Garneau. Hunt. Lacombe. Lange-lier, Lislois. Marchand, Parent. Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy. Stephens, Turgeon. Watts. Weir 34.

CONTRE MM. Atwater. Ball. Bédard. Bouffard, D'Auteuil. Dufresne. Duplessis. Flynn. Girard. Hackett. Manon. Nantel, Panneton, Pelletier. Plante. Tellier. 16.

Ainsi, la motion principale est adoptée et la résolution est lue pour la deuxième fois.

### Abolition du Conseil législatif

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) que le bill (bill no 10) modifiant la constitution de la législature de la province en ce qui concerne le Conseil législatif, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Un débat s'élève.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à minuit quarante-cinq.

## Séance du 15 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

### Caisses rurales

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial sur les caisses rurales. Voici le rapport:

Votre comité a longuement étudié le bill (bill no 81) intitulé: 'Loi constituant les caisses rurales' et mûrement considéré l'opportunité de sa mise en force dans notre province.

Comme il paraît s'être élevé certains doutes sur la constitutionnalité de cette mesure, votre comité s'est fait un devoir de consulter plusieurs autorités légales à ce sujet, et il en est venu à la conclusion que les associations mutuelles de crédit agricole, que le bill tend à réglementer, n'offrent aucun caractère qui puisse les faire assimiler aux banques contrôlées par le pouvoir fédéral.

Les caisses rurales, telles que projetées, ne sont que de simples sociétés en nom collectif, dont notre code civil et nos statuts provinciaux autorisent déjà l'existence.

Votre comité est d'avis que la classe agricole, et spécialement les gens peu fortunés parmi les travailleurs du sol, pourraient trouver de grands avantages dans rétablissement des caisses rurales.

Comme l'auteur du bill l'a suggéré lui-même, il est désirable que son adoption finale soit remise à la prochaine session de la Législature. Une mesure aussi importante et qui offre un cachet de nouveauté si prononcé, en autant que ce pays est concerné, mérite en effet d'être laissée pendant quelque temps devant le public, pour permettre aux journaux, aux conférenciers et aux amis de l'agriculture en général de lui donner le concours de leurs suggestions.

Votre comité demande la permission spéciale de continuer à étudier cette question du crédit rural pendant la vacance, et même, de se réunir à cette fin, pourvu bien entendu qu'il n'en résulte aucune dépense pour la province.

Le président de votre comité ayant manifesté son intention de visiter l'Exposition universelle de Paris, ses collègues l'ont spécialement chargé d'étudier les oeuvres de mutualité agricole en France

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Dit que le sujet est important et il presse le gouvernement d'aider le député de Deux-Montagnes (M. H. Champagne): de façon à ce qu'il puisse poursuivre ses recherches en cette matière en Europe dès l'été. Autrement il y a bien peu de chance, qu'à titre personnel, un membre de la Chambre puisse consacrer une partie considérable de son temps aux affaires publiques. Le député devrait au moins recevoir une allocation raisonnable pour couvrir ses dépenses pendant sa mission de recherche.

Il fait cette suggestion vu que le comité a décidé qu'il ne pouvait la faire lui-même.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que l'étude de la question des caisses rurales pendant les vacances tendrait à établir un précédent qui peut avoir des inconvénients.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe). Est d'avis que le comité devrait également avoir l'autorisation de siéger pendant l'ajournement pour poursuivre son travail et il cite des précédents à l'appui de sa suggestion, notamment le cas du comité chargé autrefois d'étudier la question de réforme du Conseil législatif.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Répond que son gouvernement donnera à ce rapport toute la considération requise. Quant à payer un certain montant au député de Deux-Montagnes pour son voyage en Europe, en rapport avec l'étude de la question, le premier ministre dit que cela sera laissé à la discrétion du ministre de l'Agriculture.

Il demande que le rapport soit déposé sur le bureau de la Chambre jusqu'à demain, et d'ici là il dit espérer pouvoir exposer les opinions et les intentions du gouvernement à ce sujet.

### Rapports de comités:

M. T. B. DE GROESBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 41) amendement la charte de la Compagnie de chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest et a l'honneur de faire rapport qu'il a rejeté.

### Introduction de bills:

M. L.-R. ROY (Kamouraska) Demande la permission d'introduire un bill (bill no 163) amendement la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Interpellations:

#### C. Darveau et Banque Jacques-Cartier vs la reine

M. C. LANGELEIR (Lévis) 1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la Banque Jacques-Cartier vs la reine numéro 1273 de la Cour supérieure pour le district de Québec, en 1893?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Charles Darveau C. R.

2 \$1,083, 76.



**Waterous Engine Works Co.  
vs la reine**

M. C. LANGELIER (Lévis): 1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la Waterous Engine Works Co. vs la reine, numéro 390 de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en 1893?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette clause?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
1. Edmond Lortie.  
2. \$568.48

**Joseph Dussault vs Fortier et al.**

M. C. LANGELIER (Lévis): 1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la cause de Joseph Dussault vs Fortier et al. numéro 702 de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en 1892?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
1. Dunbar & Languedoc.  
2. Aucun.

**J.-I. Lavery vs la reine**

M. C. LANGELIER (Lévis): 1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de J.-I. Lavery. ès-qualité vs la reine, numéro 1268 de la Cour supérieure, pour le district de Québec en 1892?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
1. Charles Darveau, C.R.  
2. \$951.14.

**Le comptable Kent  
et le surplus budgétaire**

M. M. McDONALD (Bagot): Est-ce l'intention du gouvernement de profiter de la présence à Québec, de M. Kent, comptable, dans l'affaire Dussault, pour lui soumettre la question de savoir s'il y a un surplus dans le trésor provincial?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non. Personne n'a sérieusement mis en doute l'existence du surplus, (rires ministériels et cris de désapprobation de l'Opposition).

**"Enseignement primaire"  
et "Educational Record"**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): À quels journaux de l'instruction publique, et dans quelle proportion, la

somme de \$5.000 00. mentionnée à la page 5 de l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900. a-t-elle été payée?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): \$3.330.88 ont été payées à l'Enseignement primaire et \$800.00 à l'Educational Record, laissant une balance au 31 janvier 1900 de \$869.12.

**Établissement d'abattoirs  
et de réfrigérateurs**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre) pour M. C. LANGELIER (Lévis).

1. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder maintenant un octroi raisonnable pour assurer l'établissement d'abattoirs et réfrigérateurs dans cette province, et dans l'affirmative, quel sera cet octroi?

2. Si le gouvernement ne doit rien faire dans ce sens, pour quelle raison?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1 et 2. Le gouvernement n'est pas en position d'accorder maintenant un octroi pour l'établissement d'abattoirs et réfrigérateurs dans cette province.

**Chemins de fer Roberval — Baie James  
et Chicoutimi — Saint-Alphonse**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. Une députation des comtés du Lac-Saint-Jean et Chicoutimi a-t-elle rencontré le gouvernement dernièrement pour solliciter un subside en terres, destiné à assurer la construction d'un chemin de fer de Roberval à la Baie James et un subside en argent pour terminer le chemin de fer de Chicoutimi à Saint-Alphonse?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des propositions par écrit à ce sujet?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement est-il prêt à accorder cette demande?

4. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): 1. Oui.  
2. Oui.  
3. Pas maintenant.  
4. Parce que l'affaire n'a pas encore pris une forme pratique.

**Perception par B. Duval  
dans des seigneuries**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): 1. Quel montant d'argent M. Bruno Duval a-t-il collecté des censitaires de la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine. depuis le 1er janvier 1898 au 1er janvier 1900?

2. De même, quel montant a-t-il collecté des censitaires de la seigneurie de Batiscan. durant le même espace de temps?

3. Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour ses services, frais de voyages, etc.. en plus de son salaire annuel de \$800.00, pour faire les susdites collections, du 1er janvier 1898 au 1er janvier 1900?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):  
I. L'agent de la seigneurie seul et partiellement avec l'aide de Monsieur Duval, a collecté dans cet espace de temps \$6,230.58.

2. Dans les mêmes conditions l'agent a collecté des censitaires de la seigneurie de Batiscan \$353.78, durant le même espace de temps.

3. Aucun argent n'a été payé par le département des Terres à M. Duval spécialement pour les susdites collections.

#### **Joseph-Arthur Lesage**

M. H. CHAMPAGNE [Deux-Montagnes]: Demande que l'on remette sur l'ordre du jour le bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Informe la Chambre que le Collège des médecins n'a autorisé aucun bill privé à passer devant la Législature.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Fait remarquer qu'on veut abuser du bon vouloir de la Chambre. À moins de faits nouveaux, on ne peut pas demander à reconsidérer un bill qui a déjà été rejeté.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que l'on devrait commencer à respecter les professions libérales. On est venu devant la Chambre avec des bills pour admettre à la pratique du droit certains étudiants malgré les protestations des avocats, et voilà maintenant qu'on veut user du même procédé avec le Collège des médecins et il est surpris de ne pas entendre de protestation de la part de celui qui représente le procureur général dans cette Chambre.

Il demande à la Chambre de repousser cette motion et ajoute que de semblables mesures ne devraient pas être considérées devant la Chambre à moins qu'elles aient reçu l'autorisation du corps professionnel qu'elles concernent.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Attire l'attention de la Chambre sur le fait que le Collège des médecins a accepté le bill du député de Kamouraska (M. L.-R. Roy), pour l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas, avec l'entente qu'il n'y en aurait pas d'autres et que cela fermerait la porte.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le député de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) ferait mieux de retirer sa motion.

La discussion se poursuit.

Le député de Deux-Montagnes retire son bill.

#### **Demande de documents:**

##### **Institut vaccino-gène**

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents, rapports et correspondance au sujet de rétablissement et de l'inspection de l'Institut vaccino-gène de la province de Québec.  
Adopté.

#### **Code municipal, article 544**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le bill (bill no 18) amendant de nouveau le code municipal, soit inscrit sur le feuillet des ordres du jour, pour être considéré en comité général.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que le bill pourrait pratiquement donner à quelques individus le pouvoir d'empêcher toutes améliorations.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soutient que le bill a pour but de protéger les propriétaires pauvres contre une pratique consistant à commander la construction de trottoirs là où ils ne sont pas réellement nécessaires, ce qui entraîne des dépenses inutiles pour les propriétaires. Il souhaite que le bill soit rétabli.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Se prononce contre le projet de loi.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Prend la parole. Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Blanchard. Cardin. Caron (Maskinongé), Champagne. Chauret. Clapper-ton. Cotton, Décarie, Dechêne, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau Gosselin. La-combe, Langelier. Major Marchand. Parent. Robitaille, Robidoux, Rocheleau, Roy. Stephens. Turgeon, Weir. 26.

CONTRE: MM. Allard. Atwater. Ball. Bédard. Bouffard, Carbray, Chênevert. Chicoyne D'Auteuil, De Grosbois. Delaney. Dufresne. Flynn, Girard, Grenier, Hackett. Lislois. Manon, Nantel. Plante. Tellier, Watts. 22.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

#### **Obligations et dettes de la province**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), qu'il soit résolu qu'il devra être publié dans les comptes publics, annuellement, un état détaillé des obligations en souffrance et dettes de la province, faisant voir: (a) comment elles ont été contractées: (b) le montant dû dans chaque cas.

Il déclare à l'appui de sa proposition qu'à tous les ans on discute en Chambre de la rectitude des finances de la province. Cet état de choses est dû en grande partie au fait que les rapports fiscaux présentement exigés du gouvernement ne sont pas assez complets pour permettre à un observateur insouciant, ou même en fait à un observateur très attentif, de se former une idée juste sur l'état des finances. Cette année, la carence de rapports fiscaux plus précis saute aux yeux. Le délai a été causé par le fait que dans le cas Dussault et d'autres, nous avons dû demander de faire déposer chacun des documents ayant trait aux sommes dues dans le cas Dussault et d'autres cas. Il est d'avis qu'il est absolument essentiel pour bien comprendre notre situation financière

que de tels documents soient présentés régulièrement sans qu'il soit nécessaire de les demander spécifiquement et individuellement dans chaque cas. C'est pourquoi il demande à la Chambre d'exiger que des rapports de toutes les sommes dues par la province soient préparés pour présentation à la Chambre avec les comptes publics. La préparation de tels rapports nécessitera un peu de travail mais il croit que c'est absolument nécessaire et il le fait certainement sans aucune partisanerie. Il est d'avis qu'aucun bilan de quelque grande entreprise privée à Montréal ou à Québec ne serait complet sans qu'il ne contienne une liste de ses comptes non payés et que ce qui est vrai dans le cas des affaires de l'entreprise privée l'est aussi dans le cas des affaires de la province.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Déclare qu'il est impossible de produire le rapport demandé et qu'il trouve remarquable que le député de Montréal no 4 n'ait pas jugé nécessaire d'agir ainsi quand il était trésorier de la province. À la fin de chaque année financière, il y a toujours eu plusieurs comptes non réglés comme le sait très bien le député de Montréal no 4, et qui ne pouvaient pas être clairement définis mais qui se bâclaient souvent quelques semaines plus tard. Plusieurs comptes impayés, dont l'acquittement est improbable, existent et il ne serait pas convenable et contre l'intérêt public de faire en sorte qu'un débiteur sache à combien le gouvernement évalue ses dettes.

Il ne croit pas que la motion vise à venir en aide au gouvernement d'aucune façon et il demande en conséquence à la Chambre de la rejeter.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Reconnaît que dans le département des Terres en particulier, il y a des travaux donnés à l'entreprise et dont il est impossible d'établir les comptes exacts avant qu'ils soient terminés.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Fait remarquer au député de Montréal no 4 qu'il avait été obligé de faire entrer en ligne de compte dans les dépenses, une somme de \$52.000 pour travaux d'arpentages, quand ces travaux ne sont pas encore faits.

**M. A.W. ATWATER (Montréal no 4):** Regrette le refus du premier ministre d'accepter sa suggestion qui n'a certainement pas d'intention partisane mais qui vise seulement à informer la Chambre et à éviter une perte de temps en ce début de session. À cet égard, il dit avoir été informé que le premier ministre avait profité de son absence de la Chambre hier pour lui attribuer le blâme de faire perdre beaucoup de temps en cette présente session et pour déclarer qu'il avait pris un mois ou à peu près pour répondre au discours sur le budget. Le député de Montréal no 4 s'inscrit en faux de toutes ses forces et sans mâcher ses mots, contre une telle déclaration. Elle était absolument sans fondement. Il dit avoir répondu au discours sur le budget du premier ministre le soir même et d'une manière exhaustive de façon, en fait, à pouvoir démolir, à la satisfaction de la Chambre,

les contradictions et la faiblesse du discours sur le budget. Mais, il ne faisait qu'exercer son juste droit lorsqu'il demanda le dépôt de certains rapports avant de suivre l'honorable monsieur dans les dédales de son exposé financier. La Chambre savait au prix de combien de difficultés il alla chercher l'information nécessaire du gouvernement et de quelle façon il dût l'extraire, question après question, et par combien de demandes de dépôts de documents. Le premier ministre a dit que lui, le député de Montréal no 4, avait fait attendre la Chambre pendant un mois même s'il a répondu longuement, immédiatement après le discours sur le budget et ce, même si le premier ministre avait le pouvoir de poursuivre avec les estimés à ce moment même.

De plus, il ressort, selon le premier ministre lui-même, que ce fut le 5 février que le premier rapport de recettes et de dépenses proposé fut déposé et le discours sur le budget ne fut prononcé que le 20 février. Quinze jours ne comptent pas pour un mois, et si le premier ministre lit le journal de la Chambre, il verra qu'à peine quelques jours se sont écoulés entre le dépôt des rapports additionnels demandés et le jour où il prononça son discours.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Dit, en citant un mémorandum, que le discours sur le budget a été lu le 24 janvier. En ce même 24 janvier, le leader de l'Opposition a demandé l'information mentionnée par le député de Montréal no 4. Le 5 février, l'information était livrée et le 12 février, la réplique de l'honorable membre de Montréal no 4 était rendue, juste un mois après la lecture du discours sur le budget.

**M. G.-A. NANTEL (Terrebonne):** Pense que le dépôt d'un tel rapport ne pose pas de difficultés. Le gouvernement du Québec devrait être en mesure de publier mensuellement les rapports de ses affaires financières dans la Gazette officielle, comme le gouvernement d'Ottawa le fait.

**L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):** Fait ressortir ce qu'il appelle l'impraticabilité de la motion du député de Montréal no 4.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Dit que l'idée que suggère le député de Saint-Laurent lui paraît parfaitement raisonnable. Il comprend que ce qu'il veut, c'est ce qui est actuellement exigible. Naturellement, si le gouvernement refuse, l'Opposition n'ira pas plus loin.

**L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):** Prétend qu'il serait impossible de déposer le rapport demandé et que si c'était possible, il devrait contenir, des réclamations en cours de règlement ou perdues et que, en conséquence, il serait imprudent de publier un tel rapport.

La proposition est rejetée sur division.

### Ajournement

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Propose, appuyé par le représentant de Château-

guay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À cinq heures cinquante-cinq, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures**

### **Montreal Trust and Deposit Company**

L'ordre du jour appelant la réception du rapport du comité général concernant le bill (bill no 161) amendement de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company";

Il est ordonné que le rapport soit reçu maintenant.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie d'assurance mutuelle du Canada**

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer le bill (bill K) du Conseil législatif conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 12) amendement la loi relative aux établissements industriels;

Bill (bill no 8) concernant certaines amendes;

Bill (bill no 7) amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres de la couronne;

Bill (bill no 108) amendement l'article 768 du code municipal;

Et bill (bill no 155) amendement l'article 5556 des Statuts refondus relatif aux mauvaises herbes.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours:

Bill (bill no 128) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue;

Bill (bill no 144) autorisant la compagnie "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)", à faire affaires dans la province de Québec;

Et bill (bill no 146) ratifiant et confirmant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.

### **Lois organiques de Sainte-Anne de Bellevue**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 128) intitulé: "Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Ottawa Trust and Deposit Company**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 144) intitulé: "Loi autorisant la compagnie "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" à faire affaires dans la province de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession J. Bryson**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 146) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 162) amendement la loi concernant les distinctions provinciales du mérite agricole.

Il dit que ce bill aura pour effet d'accorder des distinctions honorifiques à certains agronomes des autres provinces de la Confédération.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'ISLET): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 13) amendement la loi électorale de Québec 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs.

Il explique que le but de sa loi est de fixer au 15 mars, invariablement, le dépôt des listes électorales: en d'autres termes, que les listes soient déposées le 1 ou le 10, la date de ce dépôt datant du 15 mars.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Interpellations:****Banque Jacques-Cartier  
vs la reine**

M. C. LANGEIER (Lévis) 1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la Banque Jacques-Cartier vs la reine, numéro 763 de la Cour supérieure, en 1893?

2. Quel était le montant réclamé par cette péti-

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Charles Darveau. C.R.

2. \$2.997.94 pour la reliure, par Victor Lafrance, de certains livres, suivant comp-	
te "A".....\$	730.00
La reliure, par ledit Victor Lafrance, de certains autres ouvrages, suivant comp-	
te "C".....	1,014.82
Pour le prix de vente par Joseph Dussault de 3,000 exemplaires de l'ouvrage "Le	
chercheur" à 60 c, moins \$900.00 payé à compte, savoir.....	900.00
Pour reliure, par la maison Dussault & Proulx, pour la province, de 650 exemplai-	
res du volume des documents sessionnels. version anglaise, vol. 25. 1, 1890...	353.12
	<hr/>
	\$2,997.94

3. \$2.997.94.

4. \$91.83.

5. \$267.27.

6. \$350.30.

**État financier du surintendant de  
l'Instruction publique, 1899**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Quand l'état financier du surintendant de l'Instruction publique pour l'année fiscale 1899 sera-t-il produit?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Les instructions au surintendant de l'Instruction publique pour l'impression de cet état ont été données le 17 octobre 1899 par le département du secrétaire de la province.

Cet état financier ne sera probablement pas prêt avant deux ou trois semaines.

Le retard provient, en partie, de deux causes:

1. De ce que le manuscrit n'a pu être remis que très tard entre les mains de l'imprimeur, vu que des rapports concernant certains items qui s'y rattachent n'avaient pas été reçus à temps.

2. Parce qu'une partie assez considérable de cet état a dû être retirée pendant deux ou trois semaines des mains de l'imprimeur pour rectifier une erreur de chiffres qui s'était glissée dans la copie.

**Église Sacré-Coeur de Jésus  
de Montréal**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 42) intitulé: "Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que la fabrique de la paroisse du Sacré-Coeur a perdu une quinzaine de mille

tion de droit et pourquoi?

3. Quel montant, en capital, la province a-t-elle été condamnée à payer?

4. Quel montant a-t-elle payé pour intérêts?

5. Quel montant a-t-elle payé à l'avocat de la requérante pour mémoire de frais?

6. Quel montant a-t-elle payé à son propre avocat, en rapport avec cette pétition de droit, à quelque titre que ce soit?

piastres par la faillite de la Banque du peuple, ce qui l'a obligée de s'adresser à la Législature pour être autorisée à prélever cotisation sur les biens immeubles des fabriciens de ladite paroisse.

Adopté.

**Demande de documents:****Subsides du Canada au Québec**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance échangée entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa, au sujet de la question du remaniement ou de l'augmentation des subsides payables par le Canada à la province.

Il espère que le premier ministre informera la Chambre des démarches qu'il a dû faire à Ottawa, dans le sens indiqué par sa motion, maintenant que les deux gouvernements, celui d'Ottawa et celui de Québec, sont deux bons amis. Il est anxieux de connaître le résultat des négociations entre les deux gouvernements au sujet de cette importante question.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que son gouvernement s'est occupé de cette question, mais comme la correspondance n'est pas encore terminée, il espère que le chef de l'Opposition n'insistera pas sur sa motion. Il est prêt à donner des informations privément au chef de l'Opposition, pour montrer sa bonne volonté.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'insiste pas, étant donné les circonstances.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Dit qu'il se rappelle le magnifique discours que M. F.-X. Lemieux, député de Bonaventure, a fait en cette Chambre, pour annoncer à la province que si le parti libéral

arrivait au pouvoir, il n'aurait aucune difficulté à obtenir de sir Wilfrid Laurier une augmentation de subsides. Le député de Terrebonne défie le premier ministre de déclarer qu'il a échangé une correspondance avec Ottawa à ce sujet. Il ne croit pas à l'existence de cette correspondance et c'est pour cela que le premier ministre refuse de renseigner la Chambre et il dit au chef de l'Opposition: Je vous raconterai cela en secret. Car les grands journaux d'Ontario, le Globe en tête, ne veulent pas que le Québec demande une augmentation de subside fédéral.

La demande est laissée en suspens.

### **Écoles du soir**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des sommes dépensées pour écoles du soir, à même l'Acte 60 Victoria, chapitre 3, concernant les écoles élémentaires, ledit état devant indiquer séparément les dépenses faites chaque année, et mentionner les endroits où ces écoles ainsi subventionnées se trouvent.

Adopté.

### **Nomination d'un maire à Percé**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance depuis le 1er janvier dernier au sujet de la nomination d'un maire ou conseiller, ou des deux, pour la municipalité de Percé.

Adopté.

### **Prison et palais de justice de Percé**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Un état détaillé des sommes payées, par le gouvernement, pour la fourniture de bois pour la prison et le palais de justice de Percé, depuis le 1er juillet 1897, ledit état indiquant si c'est par contrat ou non que ce bois a été fourni, les personnes qui l'ont fourni, et le prix par corde.

2. Un état détaillé des sommes payées chaque année, depuis le 1er juillet 1897, pour le déchargement et le charroyage de charbon pour la prison et le palais de justice de Percé, ledit état indiquant si c'est en vertu d'un contrat ou non que cet ouvrage a été fait.

Adopté.

### **Établissement d'abattoirs**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance depuis le 1er juillet 1897, au sujet de l'établissement d'abattoirs dans la province.

Il dit qu'il comprend que le commissaire de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) a offert de garantir l'intérêt sur un million de dollars pour l'établissement d'abattoirs à Lévis...

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'offre est venue des promoteurs des abattoirs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que comme le gouvernement a déclaré n'avoir aucune intention d'accorder des subsides pour l'établissement des abattoirs, il n'aurait certainement pas d'objection à déposer toute la correspondance. Il espère que le gouvernement produira tous les documents en question. Il sait qu'il a été fait deux offres au gouvernement. Toute la correspondance, même privée, devrait être produite. Il voit bien que, cette année, le gouvernement ne subventionnera pas une seule compagnie; mais il veut être renseigné.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'une demande analogue a été faite par l'honorable député de Lévis (M. C. Langelier).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que cette demande ne va pas aussi loin que la sienne car il veut qu'on produise même la partie de la correspondance qu'on a marquée confidentielle et qui, selon lui, ne l'est pas du tout.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que tous les documents requis seront déposés demain devant la Chambre.

La proposition est adoptée.

### **Droits de coupe dans Gaspé-Ouest**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Un état détaillé des sommes réclamées par l'agent des Terres et le département des Terres pour droits de coupe, dans l'agence de Gaspé-ouest, année par année, depuis le 1er juillet 1897.

2. Un état détaillé des sommes payées pour tous tels droits de coupe, année par année.

3. Copie de toute correspondance au sujet de telle demande, de tels réclamations et paiements.

Adopté.

### **Emploi du temps du garde-feu Louis Collard**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tout journal, ou rapport d'emploi de son temps et de toute correspondance par Louis Collard, garde-feu, envoyé au gouvernement à quelque titre que ce soit.

Adopté.

## Acquisition du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L-P Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir taire mettre devant la Chambre copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance depuis le 25 mai 1897, touchant la question de l'acquisition par le gouvernement du Canada, du chemin de fer dit de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs). et du parachèvement de ce chemin par le gouvernement jusqu'au bassin de Gaspé.

En 1896, nous avons échangé des correspondances sur ce sujet. Il serait important de savoir si cette correspondance a été continuée, et de connaître le résultat de ces négociations, si elles ont eu lieu. Peu de temps après l'arrivée au pouvoir du Parti libéral, l'honorable commissaire des Travaux publics est allé dans la Gaspésie et a prononcé un magnifique discours, dans le cours duquel il a annoncé que ce chemin de fer serait bientôt en opération. Malgré cela, le chemin de fer n'a fait aucun progrès et sa circulation a été suspendue depuis cette époque.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond qu'il n'y a pas eu d'échanges à ce sujet. Il se rappelle des promesses électorales du Parti conservateur et du contrat, déclara-t-il, qui avait forcé le gouvernement, par entente, à verser des subsides à un syndicat qui avait entrepris de finir le travail. Les tribunaux ont déclaré le contrat valide et le gouvernement actuel est lié ainsi. Mais, jusqu'ici, aucun membre du syndicat mentionné n'a investi un seul dollar dans l'entreprise.

Le gouvernement actuel est prêt à remplir ses obligations dès qu'une compagnie sérieuse pourra garantir de remplir les conditions du contrat. Le gouvernement est pleinement conscient des besoins du district à travers lequel le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs passera, mais les finances de la province ne permettent d'aucune façon la dépense de deniers provinciaux sans les garanties les plus satisfaisantes qu'ils ne seraient pas gaspillés.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'élève contre les propos du député de Brome qu'il juge hors d'ordre et aucunement justifiés par ce qu'il a dit précédemment.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Remarque que si les travaux de cette voie ferrée ne sont pas plus avancés, c'est qu'il manque \$100,000. Où sont-elles allées ces cent mille piastres? Tout le monde le sait, elles n'ont pas été consacrées à ce chemin de fer, à moins que l'on confonde M. Pacaud avec un chemin de fer. Il est vrai que M. Pacaud marche très vite dans les affaires, mais après tout, ce n'est pas une voie ferrée. Le gouvernement conservateur a tout fait en son pouvoir pour faire finir ce chemin de fer qui est si important pour la Gaspésie. Et depuis deux ou trois ans, le gouvernement libéral n'a rien fait: c'est un aveu d'impuissance et d'inactivité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il y a de bonnes raisons pour lesquelles le gouvernement devrait être prudent dans l'octroi de deniers publics à des groupes irresponsables. La compagnie de la Baie-des-Chaleurs a reçu des subsides de l'ordre de \$1 million et demi tandis que le capital privé n'a versé que \$30,000. Total du capital: \$2,448.183. le coût des rails et du matériel roulant: \$1.682.000. Qu'est-il advenu de l'autre \$800,000? La vérité, c'est que l'argent que les promoteurs ont investi dans le chemin de fer était celui qui avait été voté au montant de \$2,448,183 et présumément investi. Si l'argent avait été dépensé à bon escient, au lieu d'avoir une ligne d'à peine 80 milles, elle se serait prolongée jusqu'à Gaspé. Toute cette politique de subsides aux chemins de fer était fausse et il est temps que les amères leçons du passé leur servent.

M. G. BALL (Nicolet): Monsieur l'Orateur. Lorsque je suis parti mardi soir, pour Montréal, j'avais demandé à l'honorable député pour Yamaska (M. L.-J. Allard), qui me l'a alors accordé avec bienveillance, de retarder le discours qu'il avait à faire sur les résolutions concernant les chemins de fer. et j'aurais été heureux de pouvoir l'entendre et de lui donner mon concours en autant que ce serait conforme aux intérêts de mes électeurs. Malheureusement, mon aimable voisin a cru devoir prendre une autre détermination après mon départ, ce qui fait que je n'ai pas eu l'avantage de l'entendre parler. Il en a été de même de l'honorable commissaire des Travaux publics lorsqu'il a fait son discours en réponse à l'interpellation qui lui a été faite par l'honorable chef de l'Opposition relativement à certains ordres en conseil. Ils ont cru devoir ainsi profiter de mon absence pour s'exécuter... Je fais ces remarques, M. l'Orateur, non pas pour insinuer que ces messieurs ont peur de moi, mais simplement pour vous dire comme ma position est difficile, de leur répondre, quand je ne sais guère ce qu'ils ont dit. Ceci étant, j'en viens à la question.

Je remarque dans les résolutions qui nous ont été présentées, qu'il n'y a aucune restriction quant à la répartition des travaux, le lieutenant-gouverneur en conseil doit les déterminer. Je vois qu'un certain montant est voté pour le chemin de la rive sud, pour des ponts sur les rivières Yamaska et Saint-François, afin de donner une ligne partant de Sorel et se rendant jusqu'à Drummondville, passant sur la ligne du South Eastern et devant même se rendre jusqu'à Lévis par l'Intercolonial, c'est un moyen détourné pour ne pas se rendre à Nicolet du moins d'ici à quelques années.

Si le gouvernement était sérieux en votant des subsides pour la construction du chemin de fer de la rive sud, de Sorel à Lévis, il n'aurait pas seulement voté un montant pour les deux ponts en question. Je constate qu'il n'y a rien d'accordé pour les ponts de Nicolet, de Bécancour, etc., et je ne crois pas que la Compagnie soit en position de construire le chemin jusqu'à Lévis.

Lors du passage de Sir Wilfrid Laurier à Nicolet, à l'occasion du cinquantième anniversaire sacerdotal de mgr. Suzor, Sir Wilfrid a promis sur sa parole

de premier ministre du Canada, que l'automne prochain, c'est-à-dire l'automne 1900, il nous serait possible d'aller à Montréal par le chemin de fer de la rive sud dont la construction aurait été complétée jusqu'à Nicolet. Cette promesse a été faite en termes solennels à mgr Gravel, en présence de plusieurs évêques et de tous les prêtres du diocèse, et aussi, je crois de l'honorable député de Yamaska, mgr de Nicolet, fit alors la remarque qu'il recevait ces paroles avec plaisir, et que c'était la première fois qu'il entendait cette promesse de la bouche du premier ministre, qu'il en prenait note et qu'il espérait que toutes ces belles choses se réaliseraient.

Depuis bien longtemps on entend dire du mal contre le Great Eastern, on disait que si une autre compagnie avait eu l'affaire en mains, il y aurait longtemps que le projet serait réalisé. Permettez-moi de vous faire remarquer qu'une autre compagnie s'est organisée, la compagnie dite "Tourville". En effet, à la session de 1894 le syndicat Tourville, Fortier, Leduc et Beauchemin, a fait application pour obtenir une charte de la Législature provinciale, pour un chemin de fer allant parallèle avec le Great Eastern. Je faisais opposition à ce bill, comme devant nuire aux intérêts d'une compagnie dont la charte existait déjà, et qui avait des travaux considérables de faits. Il a été proposé par cette compagnie Tourville d'accepter les droits du Great Eastern, et à cet effet, MM. Tourville et Beauchemin d'une part, MM. Beemer et Ball, c'est-à-dire moi-même, de la seconde part, représentant les créanciers du Great Eastern, et MM. Nantel et Beaubien, représentant le gouvernement de Québec, il a été résolu entre les parties que le syndicat Tourville obtiendrait sa charte, que l'Opposition cesserait, et le syndicat s'engageait à acheter le Great Eastern pour le prix et somme de \$70,000, et comme Tourville et cie ne voulaient pas donner plus de \$60,000, le gouvernement d'alors vota une somme de \$10,000 pour compléter le montant. Il était de plus stipulé que deux conservateurs entreraient dans la direction du South Shore, et M. Beemer et moi-même, ont été nommés directeurs du gouvernement d'alors, malheureusement ces directeurs n'ont duré que le temps que les conservateurs ont été au pouvoir. Il a été entendu entre les parties que le Montréal & Sorel, ainsi que le Great Eastern qui devaient faire partie du South Shore seraient vendus par autorité de justice afin de donner un titre parfait à MM. Tourville & cie. Semblable vente a été faite dernièrement par M. Préfontaine au South Shore.

Vous n'ignorez pas, M. l'Orateur, que dans le temps il y a eu saisie sur saisie sur ce chemin, et toujours la compagnie avait failli de l'acquérir à cause de nombreuses oppositions faites par M. Armstrong, et du moment que l'arrangement a été fait entre les deux compagnies, il a été convenu que les deux chemins seraient vendus par autorité de justice, et en effet, à la date du 7 juillet 1894. le Montréal & Sorel a été vendu pour \$1,600, les frais de vente ou à peu près. M. Armstrong ayant tenu sa parole de ne plus faire opposition et MM. Tourville et Beauchemin en sont devenus possesseurs. Quelques jours après, venait le tour du Great Eastern. Toutes les parties intéressées s'attendaient à ce que

la vente se ferait dans les mêmes conditions que pour le Montréal & Sorel. Mais on avait compté sans l'intervention de l'un des directeurs du South Shore qui avait pris la précaution de s'entendre avec un tiers afin de lui faire acheter le chemin et le faire transporter ensuite à la compagnie South Shore. Et c'est cet acte habile de la part de ce monsieur qui a été la cause qu'il n'y a pas de chemin de fer à l'heure qu'il est, parce que le gouvernement d'alors et tous les intéressés étaient en faveur du syndicat Tourville, et le gouvernement et ses amis auraient continué à prodiguer leurs faveurs comme ils l'avaient fait dans le passé.

En effet, M. l'Orateur, le gouvernement conservateur a fait voter pour le syndicat Tourville \$ 100,000, pour réparer et équiper le Montréal & Sorel, et \$10,000 comme je l'ai dit plus haut, et \$50,000, pour le pont de Sorel.

Ces faveurs devaient se continuer dans les mêmes proportions, et aujourd'hui nous aurions la jouissance de ce chemin de fer de Montréal à Lévis et nous aurions évité le coût du Drummond qui ne se serait certainement pas construit si le South Shore l'avait été.

Voyons maintenant qu'est-ce que la compagnie que M. Beauchemin représente a dépensé jusqu'à ce jour pour le chemin de la rive sud. de Sorel à Lévis. Pas un sou. Ils n'ont pas même localisé leur chemin. Je leur pardonnerai volontiers s'ils sont sérieux et s'ils construisent ce chemin d'ici à un temps rapproché. Voilà pour le Great Eastern et le chemin de la rive sud.

Quant à la partie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, dans la région de la Gaspésie, je répéterai ce que j'ai dit: que si ce chemin n'est pas aujourd'hui en opération jusqu'à Gaspé, c'est dû au gouvernement d'Ottawa et à celui de Québec. Il y a comme je l'ai déjà dit, 20 milles de chemin de construits depuis deux ans depuis Caplan à New Carlisle. Au dire de l'inspecteur du gouvernement, ce qui reste à faire pour terminer ce chemin d'une manière parfaite prendrait un montant de \$60,000. \$20,000 pour les premiers dix milles et \$40,000. pour les derniers dix milles. Et si le gouvernement de Québec payait comme nous lui avons demandé les premiers dix milles, la compagnie serait en position de retirer les subsides des gouvernements fédéral et provincial et de terminer les 20 milles, et par là même, payer les réclamations des journaliers de la Gaspésie, c'est-à-dire de Caplan à New-Carlisle. À part de ce montant, le gouvernement de Québec doit un autre montant, balance sur la conversion des subsides en terre, en argent, un montant de \$125,000. Le gouvernement ne le fait pas. Pourquoi? C'est parce que le gouvernement fédéral est hostile à cette compagnie et voudrait, par là. la prendre par la famine, et trouverait ainsi un moyen de subtiliser ce chemin. Dans les subsides votés l'année dernière par ce gouvernement, il est voté des subsides de Paspébiac à Gaspé à une compagnie de chemin de fer, sans la nommer L'Atlantique & Lac Supérieur a une charte lui donnant le droit de construire cette partie de chemin et a eu des subsides votés par le gouvernement de Québec sur ces parcours, et on est actuellement à demander à



Ottawa, une charte de Gaspé à Paspébiac. on peut s'imaginer le but de cette demande.

Je n'en dis pas plus long pour le moment, mais plus tard je compléterai mes remarques et vous verrez qu'elles s'accorderont avec ce que je dis aujourd'hui, c'est-à-dire que tous ces agissements de la part du gouvernement ne sont pas dans l'intérêt public. Et j'affirme de nouveau que si l'honorable chef de l'Opposition était resté au pouvoir, il pourrait aller visiter aujourd'hui ses électeurs en chemin de fer jusqu'à Gaspé, et votre serviteur pourrait venir aussi à Québec en chemin de fer de Nicolet à Lévis.

On me fait remarquer que l'on ne connaît pas les noms des directeurs de l'Atlantique & Lac Supérieur voici ces noms: l'honorable J.-R. Thibodeau, président, l'honorable V.-W. Larue. M.C.L., Québec, l'honorable Owen, sénateur, Montréal, MR. Bickerdike. M. LA.. Montréal. M. Audet. de la maison Thibodeau. Québec, M Geo. Ball, M. A.L. Nicolet, M. Henry Hogan. Montréal, M. L.H. De Friese. Londres, M. R.A.D. Flemming. Londres.

Ce sont ces personnes combattues par le gouvernement et dont un certain syndicat se forme actuellement pour enlever les droits acquis par la compagnie Atlantique & Lac Supérieur. Je me berce de l'espoir que cette conspiration échouera et que la justice et le droit prévaudront.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande au député de Nicolet combien de directeurs ont mis des fonds dans l'entreprise.

M. G. BALL (Nicolet): Prend la parole.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande également ce qui a été payé par les directeurs sur le stock.

M. G. BALL (Nicolet): Prend la parole.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Prend de nouveau la parole.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le rappelle à l'ordre, parce qu'il a déjà parlé sur cette question.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux). que le débat soit ajourné. Il continue à parler.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Soulève la question d'ordre que la discussion doit être limitée à la motion de l'ajournement du débat.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Déclare qu'il n'a pas attaqué la compagnie, mais qu'il a seulement narré les faits.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le rappelle de nouveau à l'ordre.

M. L'ORATEUR: Décide que la question d'ordre est bien fondée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux). que la Chambre s'ajourne maintenant.

Un débat s'ensuit.

Ladite proposition est retirée, du consentement unanime de la Chambre.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Parle de nouveau et s'efforce de motiver la conduite du gouvernement à l'égard de la Compagnie.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Réplique au commissaire des Travaux publics.

Alors la proposition principale est soumise et résolue dans l'affirmative.

### **Construction d'un pont entre Québec et Lévis**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre: 1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le premier juillet 1896, concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou à un endroit près de la cité de Québec.

2. Copie de toute correspondance et de tous rapports, sur le même sujet, depuis la même date. Une courte discussion s'ensuit.  
Adopté.

### **Octroi à la Compagnie du pont de Québec**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux). qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant un octroi à la Compagnie du Pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

### **Inspection et réparation de routes**

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 91) amendant le code municipal.  
Adopté.

### **En comité:**

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Explique que le bill permettra aux conseils municipaux de nommer un inspecteur des inspecteurs des chemins, qui aura une autorité absolue sur tous les autres inspecteurs. Jusque là, les conseils n'agissaient que permissivement. Il ajoute que l'idée de ce bill nest pas de lui. mais qu'il avait reçu ce projet du juge Lynch, surintendant de l'Association des bonnes routes du district de Bedford. Les municipalités qui sont satisfaites de l'état de leurs routes n'ont pas besoin d'une

telle mesure. Mais, dans la plus grande partie de la province, les routes sont excessivement mauvaises et construites d'une façon différente par presque tous les différents inspecteurs. La nomination d'un inspecteur des inspecteurs contribue à la promotion de l'uniformisation de la construction de routes.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile**

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Vente à crédit aux ouvriers**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 100) amendement l'article 599 du code de procédure civile.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que l'heure est trop avancée pour étudier ce bill et que trop de députés sont absents de la Chambre. De plus, il s'objecte fortement à ce projet de loi parce qu'il porte atteinte au crédit des ouvriers.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que les membres présents à la Chambre en ce moment sont aussi nombreux qu'à n'importe quel autre moment. Que s'ils veulent agir de cette façon, la session s'éternisera.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Suggère que le principe du bill ayant déjà fait l'objet d'une discussion exhaustive, il vaudrait tout aussi bien procéder au vote sans étirer la discussion.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les suivants: "dans six mois".

Il parle brièvement contre le projet de loi

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): et MM. W.J. WATTS (Drummond) et G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Insistent et veulent poursuivre la séance puisque autrement les députés seront confinés dans les lieux pour un bon moment, la Chambre devant ajourner à onze heures trente ce soir.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Partage l'avis du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), à savoir que le projet de loi ternissait la réputation des travailleurs.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit qu'il est complètement d'accord avec le bill. Le premier devoir d'un homme, dit-il, c'est de nourrir et d'habiller sa famille et il ne peut le faire avec moins de \$1.50 par jour. Le bill serait bénéfique aussi en ce qu'il empêcherait les travailleurs de contracter des dettes. La loi étant ce qu'elle est maintenant, plusieurs travailleurs sont obligés de s'exiler aux États-Unis. Il rapporte que le bill a l'appui du Montreal Board of Trade. Une loi semblable donne de bons résultats aux États-Unis.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il serait le dernier à préconiser une loi qui irait à rencontre des intérêts des travailleurs.

La discussion ne serait pas inutile si elle menait à un examen plus approfondi de la question. Il est d'avis que le système anglais semble avantageux, ce système dans lequel le juge fait comparaître le débiteur, étudie son cas, prend connaissance de son salaire et ensuite détermine le montant précis qu'il devra verser à toutes les semaines à son créancier. Une telle mesure est plus équitable, et pour le créancier, et pour le débiteur.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est en faveur du bill parce que la présente somme saisissable de \$1.80 par semaine au travailleur gagnant \$1.50 par jour ou \$9.00 par semaine, n'est pas suffisante pour couvrir les honoraires d'avocats et les frais. Il est d'avis que les travailleurs supportent le bill et pense qu'il préviendra l'endettement progressif de leur épouse et de leur famille.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que la principale difficulté réside dans le fait que le travailleur n'est pas suffisamment payé. Avec \$1.50 par jour, il doit payer tous les frais et l'entretien de sa maison et de sa famille: ce qui est son premier devoir. Si le travailleur obtenait un crédit, il devrait l'obtenir non par la garantie de ses biens ou de son salaire, mais de son honnêteté. Il croit que la proposition de loi est très sage.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il est prêt à accepter une proposition pour exempter complètement jusqu'à \$1.00 du salaire quotidien.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Pense que l'exemption de 4/5 du salaire d'un travailleur constitue une protection suffisante. Il y va de l'intérêt du travailleur qu'il soit en position de pouvoir disposer de garanties pour ses dettes s'il devenait malade.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Veut que l'on fasse un essai d'un an et dit que les hommes d'affaires seraient soulages, sinon les travailleurs, puisqu'ils sont terriblement ennuyés par le fait qu'ils doivent se présenter devant les tribunaux pour déclarer combien leur doivent des hommes dont les salaires ont été saisis. Il votera en faveur du bill.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Est en faveur du bill. Il ne voit pas pourquoi les employés fédéraux ne sont pas sujets à des saisies tandis que de pauvres travailleurs doivent subir les effets de la loi. En Ontario, le salaire des travailleurs est exempté de la saisie et les travailleurs de l'Ontario ne s'en portent pas moins bien.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Déclare qu'il s'oppose au bill.

UNE VOIX: Demande sur quoi le pauvre pourra se baser pour obtenir du crédit, en cas de besoin. du moment que le fruit de son travail sera exempt de saisie.

UNE VOIX: Il pourra s'endetter sur l'honneur. Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Bédard, Bouffard, Champagne, D'Auteuil, Dechêne, Delaney, Dorris, Dufresne, Gosselin, Lislois, McDonald, Pelletier, Rocheleau, Roy et Tellier. 15.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Ball, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cotton, Décarie, Dessaulles, Duffy, Flynn, Gameau, Girard, Gouin, Grenier, Guerin, Hackett, Lacombe, Langelier, Marchand, Marion, Parent, Petit, Plante, Stephens, Watts et Weir. 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté. Alors, la proposition principale étant soumise, elle est adoptée.

#### En comité:

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Suggère qu'il peut être injuste que le bill s'applique pour des dettes déjà contractées.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il s'est posé la même question et que ceux qui avaient accordé du crédit de bonne foi selon les dispositions de la présente loi devraient pouvoir maintenir leur droit de poursuite contre les débiteurs.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'avec le consentement du premier ministre, il aimerait ajouter un amendement au bill, afin qu'il ne puisse s'appliquer dans le cas de dettes actuelles.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Accepte un amendement à cet effet. L'amendement est adopté.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prend la parole.

MM. J.-A. CHICOYNE (Wolfe), E. BOUFFARD (Montmorency), H. CARON (Maskinongé) et L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prennent la parole.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Remarque que très peu de cultivateurs gagnent \$1.50 par jour et qu'ils peuvent quand même subvenir aux besoins de leur famille et payer leurs dettes sans qu'aucune loi ne les protège.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Corporations de ville

M. CL. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi régissant les corporations de ville".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Construction de trottoirs

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 18) amendant de nouveau le code municipal.

Adopté.

#### En comité:

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le comité se lève sans faire rapport.

POUR: 11 voix.

CONTRE: 11 voix.

M. LE PRESIDENT: Vote en faveur de la proposition.

La proposition est adoptée et le comité se lève sans faire rapport.

#### District judiciaire de Saint-François

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Nico-

let (M. G. Ball), que le bill (bill no 29) concernant le district judiciaire de Saint-François, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Code municipal**

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Dufy), que le bill (bill no 82 pour refondre le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Code de procédure civile, article 1126**

M. L.GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 157) amendement l'article 1126 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Code de procédure civile, article 867**

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 159) amendement l'article 867 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Inspection des compagnies d'assurance**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 160) amendement la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

#### **Fête de la Saint-Patrick**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande au gouvernement s'il a l'intention de fêter le jour de la Saint-Patrick. Il suggère que les deux leaders de la Chambre s'entendent pour qu'il n'y ait qu'une seule le samedi. Il dit qu'il aurait voté en faveur de la journée entière, n'eût été l'état peu avancé des affaires de la Chambre.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il désire qu'un congé d'une journée complète soit proclamé.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accepte la suspension de la séance du matin seulement.

La séance est levée à une heure a.m.

## Séance du 16 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures

### Concession gratuite de lots aux colons

La Chambre reprend le débat ajourné mardi, le 8 mars courant, sur la motion suivante du représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne):

Dans l'opinion de cette Chambre, l'oeuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la couronne était amendée, de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier): et avec le consentement unanime de la Chambre, que la résolution suivante soit substituée à la première: "que, dans l'opinion de cette Chambre, l'oeuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la couronne était amendée, de manière à conférer au commissaire des Terres le pouvoir de concéder gratuitement aux colons de bonne foi les lots propres à la culture sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites."

Cette proposition est adoptée.

### Registraire de la Cour suprême et assistant procureur général

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill Q) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus".

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le bill a pour but de donner au registraire de la Cour suprême, ainsi qu'à l'assistant procureur général, le droit de pratiquer comme avocat devant n'importe quel tribunal de la province de Québec.

MM. P.-E. LEBLANC (Laval) et G.-A. NANTEL (Terrebonne): Consentent à laisser nommer ces fonctionnaires, avocats du Barreau de Québec, "honoris causa", mais s'opposent catégoriquement à décréter qu'ils seront admis à la pratique du droit, sans être avocats, s'ils venaient à n'être plus fonctionnaires.

MM. M. F. HACKETT (Stanstead) et A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Défendent la proposition, parce qu'elle a reçu l'approbation du conseil du Barreau de la province.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) et M. J.-M. TELLIER (Joliette): Prennent la parole. Il

s'ensuit en échange de propos vifs entre ces députés

MM. P.-E. LEBLANC (Laval) et G.-A. NANTEL (Terrebonne): Prennent la parole et parlent contre le bill.

Le comité ayant étudié le bill se lève sans faire rapport.

### Société d'industrie laitière

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier une résolution concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose: "que le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder aux syndicats des propriétaires de fabriques de beurre et de fromage et autres établissements laitiers, en vertu de l'article 1753a des statuts refondus, pour les fins y mentionnées, n'excédera pas trois cents piastres par syndicat."

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 156), concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Contributions aux chemins de comté

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 20) amendant l'article 782 du code municipal.

Adopté.

En comité:

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Explique que le projet de loi a pour but d'exempter de contribution les contribuables d'une municipalité qui ne se trouvent pas intéressés dans la construction ou dans les réparations d'un chemin de comté.

Une discussion s'ensuit.

Le comité ayant étudié le bill se lève sans faire rapport.

**Demande de documents:****Écoles élémentaires**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil passés depuis le 31 de janvier dernier, au sujet de l'application ou de l'emploi d'aucune partie de la somme de \$50.000.00. votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, concernant "les écoles élémentaires".

2. Un état détaillé des sommes payées depuis le 31 de janvier dernier à même cet octroi de \$50,000.00. Adopté.

**Écoles de coupe**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil au sujet des écoles de coupe."

2. Un état détaillé des sommes dépensées pour cette fin jusqu'à présent, avec indication de l'octroi ou crédit en vertu duquel ces dépenses ont été faites.

3. Copie de tous rapports et de toute correspondance au sujet de telles écoles.

Il demande quelques explications sur les écoles de coupe gratuites qui ont été établies par le gouvernement pour les jeunes filles de la classe ouvrière.

Il se prononce cependant en faveur du maintien de ces écoles, mais désirerait qu'il fut voté un montant tout spécial pour le maintien de ces écoles.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Communique à la Chambre les motifs qui l'ont porté à fonder ces écoles de coupe à Montréal et Québec.

Il déclare qu'elles sont tellement bénéfiques qu'il voudrait en voir l'établissement dans tous les principaux centres de population de la province.

Il espère que le gouvernement finira par être en position d'en venir là.

Cependant, il paraît y avoir dans le moment de la rivalité entre deux systèmes de coupe différents qui sont en vigueur ici. Il y a le système métrique de taillage ou de coupe préconisé par le professeur Lefebvre et qui paraît avoir eu jusqu'à ce jour, beaucoup de succès. Il y a le système des patrons perforés préconisé par une dame Ethier, à Montréal, et une dame Donovan, à Québec.

Le gouvernement veut donner pleine et entière justice aux apôtres de ces deux systèmes différents de coupe, et il est d'opinion qu'il devrait y avoir un concours d'ouvert entre les élèves formés d'après ces deux écoles différentes de coupe.

Adopté.

À une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

**Reprise de la séance à trois heures quinze****Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 28) amendement l'article 94 du code de procédure civile;

Et bill (bill no 153) amendement la loi concernant les corporations de ville.

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour (lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe:

Bill (bill no 64) validant un acte de vente de George Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert. en date du 5 septembre 1890:

Et bill (bill no 124) amendement les lois organiques de la ville de Saint-Paul.

**Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 62) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe".

Les amendements sont lus pour la première fois.

**Acte de vente de G. Henshaw-Holt à L.-A. Boisvert**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 64) intitulé: "Loi validant un acte de vente de George-Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890". Les amendements sont lus pour la première fois.

**Lois organiques de Saint-Paul**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 124) intitulé: "Loi amendement les lois organiques de la ville de Saint-Paul. Les amendements sont lus pour la première fois.

**Liste des électeurs**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 13) amendement la loi électorale de Québec 1895 concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité ne toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. DECHÊNE (L'Islet): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopte Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Abolition du Conseil législatif

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné mercredi, le 14 mars courant, sur la proposition suivante: "Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif"

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill (bill no 10) soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il explique les modifications que l'adoption de cette loi apportera dans les statuts.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Il est évident que par la présentation de cette motion, l'on tend vers l'idée du système républicain et c'est le but manifeste de tous ceux qui ont parlé contre le Conseil législatif. Cependant tout ce qui s'est dit jusqu'à présent ne prouve pas contre l'existence du Conseil mais tend à une réforme de la deuxième Chambre.

Il soutient que le principe d'un gouvernement sous l'autorité d'une souveraine et d'un parlement composé de deux branches séparées constitue la caractéristique la plus importante de la constitution britannique. Il affirme, sans aucune hésitation, que la province de Québec est la plus monarchiste, dans ses aspirations, de toutes les parties du Dominion. Cette province a particulièrement insisté sur le fait que le lieutenant-gouverneur représente la reine et non le gouverneur général. Cependant, les discours ministériels sur cette question tendent distinctement vers le républicanisme. Le principe de la constitution anglaise est que la reine gouverne et fait des nominations en suivant les recommandations de ses conseillers ministériels. Ces derniers sont maintenant au pouvoir uniquement par l'appui de la majorité des membres de la branche populaire de la législature et ces députés sont les représentants directs du peuple. La nomination des conseillers législatifs ainsi que d'autres se fait par conséquent par les représentants du peuple et il est donc absurde de prétendre que les conseillers ne représentent pas le peuple. L'Ontario et les autres provinces qui ont abandonné les Conseils législatifs sont plus démocratiques que nous. Leurs sentiments envers la monarchie ne sont pas aussi forts que les nôtres. La mesure qui est en ce moment devant la Chambre propose l'abolition totale de la seconde Chambre. Cependant, tout ce qui s'est dit pour défendre cette mesure tend plutôt vers une réforme du conseil que vers son abolition. À son avis, la responsabilité des conseillers législatifs est plus grande que celle du lieutenant-gouverneur envers le peuple.

Nous trouvons partout une Chambre haute dans tous les pays de l'Europe, comme pouvoir pondérateur. Nos représentants ici ne sont pas supérieurs à ceux des autres pays, par conséquent ce pouvoir modérateur a sa raison d'être.

On cite la province d'Ontario pour montrer que les affaires peuvent être conduites aussi bien avec une seule Chambre. Cet argument ne vaut pas mieux que l'argument de ceux qui prétendent qu'un homme peut aussi bien vivre avec un oeil, avec une seule jambe ou un seul poumon. On semble oublier aussi que notre province n'est pas dans la même position que l'Ontario. L'idée fondamentale de la constitution anglaise est le contrepoids et c'est pour cela que le Conseil législatif nous a été donné.

Il n'y a jamais eu de moment plus inopportun pour soumettre une pareille mesure. Le gouvernement n'aurait pas dû la présenter surtout quand il y a aujourd'hui une expression de loyauté à la reine comme il ne s'en est jamais vu.

Quant à la question d'économie, elle n'a aucune valeur quand il s'agit d'un principe de cette importance.

L'action du Conseil législatif n'a jamais été entachée de "partisanerie" politique. Il défie qui que ce soit de citer un seul exemple à ce sujet. Sans doute, les conseillers, individuellement, ont manifesté du dévouement à ceux qui les avaient nommés.

Mais de là à dire que l'action du Conseil législatif pris comme corps a été entachée de "partisanerie", que le Conseil s'est départi de sa droiture d'intention, de sa loyauté et de son dévouement aux intérêts publics: il y a un abîme que jamais cette Chambre haute n'a franchi.

Entre le Conseil législatif et la Chambre des Lords, il n'y a qu'une différence, c'est le principe d'hérédité. Mais nos conseillers législatifs représentent ici tout autant que les nobles Lords de la Grande-Bretagne, les Intérêts de l'industrie, du commerce et de la finance.

On a dit aussi que cette Chambre haute n'était pas un pouvoir modérateur. De nombreux faits démontrent le contraire. Il dit avoir déjà cité des exemples dans son premier discours sur cette question.

Lorsque notre pays a été doté d'une constitution, elle a été basée sur celle de la Grande-Bretagne et je ne crois pas qu'il soit le temps d'essayer de la changer.

Il dit ne pouvoir comprendre comment un homme qui dit être sujet britannique peut présenter un bill comportant de tels principes républicains. S'il avait été à la place du premier ministre, il n'aurait pas agi de cette façon.

En terminant, il propose en amendement à la proposition de l'honorable premier ministre, et appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A. W. Atwater), que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans six mois.

Il dit que si la seule raison pour abolir le Conseil est que celui-ci n'a pas de responsabilité directe envers le peuple, on pourrait aussi abolir le poste de

lieutenant-gouverneur. Si, par contre, on doit l'abolir parce que, à l'occasion, il commet des erreurs, l'Assemblée Législative pourrait être abolie pour des raisons semblables. Si, pour abolir le Conseil, on invoque que d'autres provinces règlent leurs affaires avec une seule Chambre, en argumentant que des personnes peuvent aussi bien vivre avec un seul bras ou une seule jambe, alors pourquoi ne pas amputer l'autre bras ou l'autre jambe?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare qu'après avoir entendu les remarques du chef de l'Opposition, il en conclut que celui-ci est très difficile à satisfaire. Il nous reproche de présenter aujourd'hui une mesure inutile quand, l'année dernière, il proposa une motion de non confiance contre le gouvernement parce que celui-ci ne tenait pas cette promesse qu'il avait faite à l'électorat de proposer l'abolition du Conseil.

Et aujourd'hui il regrette que nous présentions devant cette Chambre un projet de loi dans ce sens. En vérité, la vie du chef de l'Opposition se passe en regrets amers et constitutionnels, qui lui rendent le caractère chagrin et empoisonnent sérieusement son existence politique.

Mais il lui est arrivé aujourd'hui une chose encore plus désagréable et il a cru, s'apercevant que l'échafaudage qu'il avait élevé l'autre jour, croulait par la base, a voulu changer le terrain de la discussion et laisser entendre qu'en touchant au Conseil législatif nous portions une atteinte sérieuse aux prérogatives royales.

À qui fera-t-on croire que la majesté de la reine réside dans cette institution du Conseil législatif? À qui fera-t-on croire que les privilèges de la couronne seront plus amoindris dans la province de Québec que dans l'ultra-loyal Ontario où il n'y a pas de Conseil législatif.

Et lorsque le chef de l'Opposition vient nous parler d'idées républicaines envahissant notre système politique au détriment de nos institutions monarchiques, que n'a-t-il placé devant nous la vraie situation du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, qu'on ne saurait taxer de provinces républicaines. L'Ontario, bien qu'elle ait aboli son Conseil législatif, reproche toujours au Québec d'être déloyal.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que l'on enlève une prérogative à la couronne, celle de nommer les conseillers.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Oui, mais cet argument ne prouve nullement que nous tendions à bouleverser des institutions et que les droits de la couronne soient à ce point menacés que nous nous écartons du régime constitutionnel anglais.

Si le seul fait d'avoir le droit ou plutôt de ne pas avoir le droit de nommer des conseillers ou législateurs d'une Chambre haute devait ébranler le système constitutionnel de la Grande-Bretagne, nous pourrions dire que la monarchie constitutionnelle n'existe même pas en Angleterre. Et en effet, que s'y passe-t-il? Est-ce la reine qui fait lord un enfant qui a droit à ce titre en naissant?

Est-ce la reine qui donne le titre de lord à un ministre du culte qui devient pair par le seul fait de son élévation à la dignité d'évêque.

Le chef de l'Opposition n'ignore pas ce qui se passe en Angleterre. Voudrait-il ne pas reconnaître que les pairs d'Écosse sont éligibles et élus par leurs pairs pour un Parlement, que les pairs irlandais sont élus à vie par leurs égaux.

Et voilà donc qui entrent à la Chambre des Lords.

Soit par droit de naissance.

Soit en raison des dignités qu'ils arrivent à occuper.

Soit enfin même par éligibilité.

Et va-t-on dire que Sa Majesté a un rôle à jouer dans ces cas ou que, aux yeux des Anglais d'Angleterre son prestige, ses prérogatives sont diminuées.

Assurément, non. Et cependant les Anglais, qui doivent être aussi respectueux que nous de leurs institutions, devraient convenir que si les principes du chef de l'Opposition n'étaient pas entachés d'hérésie, ils sont les premiers à renier leur système constitutionnel, en battant en brèche les prérogatives de Sa Majesté. Dans le cas de conflit entre la Chambre des Lords et Communes, la reine en conseil peut augmenter le nombre de ses membres pour régir le conflit.

Mais en Angleterre, même pour la Chambre des Lords, la nomination par l'Exécutif n'est que l'exception et personne ne songe à nier le fait depuis le roi Jean et la concession de la Magna Charta. Cependant oserait-on dire qu'elle n'est pas régie par une monarchie constitutionnelle?

Le chef de l'Opposition ne veut pas non plus que l'on traite d'irresponsables les membres du Conseil législatif, car dit-il, ils sont choisis par les ministres, nommés par le gouvernement et nécessairement ils retiennent quelques-uns des caractères inhérents à leur origine, les ministres étant responsables devant le peuple.

Certes, oui, le gouvernement, lorsqu'il nomme un conseiller législatif, encourt une certaine responsabilité, et il peut être appelé à donner des explications devant la Chambre.

Mais du fait que ceux qui ont fait la nomination peuvent avoir certains comptes à rendre au peuple ou à ses mandataires. Il ne s'ensuit pas, et la chose ne s'est jamais vue, que les conseillers eux-mêmes soient soumis aux mêmes obligations.

Quand ils sont une fois drapés dans leur dignité, le jour où ils sont consacrés immortels, ils peuvent impunément affronter les critiques de l'opinion publique, se rire des vœux clairement exprimés par la nation et en un mot, ils n'ont de compte à rendre à personne, ils sont réellement des irresponsables que nulle autorité ne peut atteindre.

Et encore, s'ils n'avaient pas fait acte de partisanerie politique, s'ils s'étaient confinés dans leur rôle de législateur: mais nous les avons vus, les comparses au moins silencieux de coup d'État qui ont fait le malheur de notre province.

L'honorable chef de l'Opposition a voulu faire une comparaison singulière. Depuis quand, dit-il, peut-on aussi bien vivre avec un oeil un poumon, un bras ou une jambe.



La comparaison ne frappe pas juste, car l'on pourrait répondre qu'il en coûte moins cher pour chauffer un pied que deux, pour avoir un gant que pour en avoir deux, etc. Mais il est inutile d'insister et il vaut beaucoup mieux voir si les provinces d'Ontario, du Nouveau-Brunswick, etc., qui n'ont eu qu'une seule Chambre sont plus à plaindre et surtout moins loyales que nous. Sont-ils moins respectueux de leurs droits, de leurs privilèges, tout aussi bien que de la constitution britannique sur laquelle la nôtre est calquée, ces loyaux, ces ultra-loyaux qui abandonnaient la Nouvelle-Angleterre, pour ne pas abandonner le drapeau anglais et venaient planter leur tente dans cette belle partie de l'Amérique du Nord?

Sont-ils moins heureux, moins prospères que nous, ces sujets loyaux, qui ne voulaient pas perdre de vue l'étendard qui les avait si longtemps abrités? Personne n'oserait le soutenir, et cependant ils n'ont pas le Conseil législatif, et personne n'oserait dire qu'il ne sont pas restés fidèles aux principes constitutionnels du passé.

Aussi, si dans notre Dominion d'autres gens, vivant à côté de nous, ont pu grandir sous les effets bienfaisants de ce beau soleil de l'Amérique du Nord, et sans les secours d'une Chambre haute, contentons-nous de prendre une part de ses rayons sans nous attarder à des études et des comparaisons rétrospectives, qui peuvent avoir de l'intérêt au point de vue de l'histoire, mais qui manquent d'avantages pratiques.

M E.J. FLYNN (Gaspé): Il peut arriver qu'une colonie soit déloyale dans ses institutions mais qu'elle soit loyale dans son cœur. Nous sommes loyaux dans nos institutions. Nous formons la province la plus loyale de la Confédération.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Se dit enchanté d'entendre quelqu'un soutenir la loyauté de la province de Québec avec autant d'emphasis: mais il aime mieux conserver l'idée que l'abolition du Conseil ne constituerait pas nécessairement un acte déloyal.

M G. BALL (Nicolet): Dit qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir dans ces débats, mais puisque les informés y sont admis, il désire offrir quelques remarques à la Chambre.

Le Conseil législatif est-il utile, et est-ce par économie qu'on veut l'abolir? Pour lui, c'est toute la question. Le Conseil se compose d'hommes indépendants qui sont au-dessus des préjugés populaires et il a démontré en maintes occasions son utilité par les modifications sages et pratiques qu'il a faites aux projets de loi qui lui venaient de la Chambre d'Assemblée, quand il croyait que c'était dans l'intérêt de la saine législation.

Il est surpris de voir l'acharnement que le gouvernement met à vouloir la disparition de la Chambre haute. Puisque le gouvernement veut faire une brèche à la constitution, pourquoi ne pas bouleverser la Législature provinciale, réduire à trente-six le nombre de députés, et les conseillers législatifs consentiraient peut-être à ce que leur indemnité fut

réduite. On pourrait couper sur les dépenses, en diminuant les dépenses des arpentages, puisque l'on prétend qu'à l'heure qu'il est, il y a des millions d'acres de terres arpentées, et qui sont encore disponibles dans notre province. Il y aurait plusieurs autres retranchements à opérer avant de décréter l'abolition du Conseil.

Il dit que ces raisons qui ont pu militer autrefois en faveur de l'abolition de cette Chambre haute n'existent plus aujourd'hui. La raison d'économie est peu sérieuse, car si le gouvernement voulait vraiment en faire, de l'économie, il commencerait par réduire le nombre de ses ministres, comme il l'a promis, et de fermer Spencer Wood.

Il se demande même si les membres de la Chambre travaillent pendant la session. Combien d'entre vous travaillent? (rires dans la Chambre).

Pas la motié. Il réduirait le nombre des députés de l'Assemblée législative de moitié et accorderait à chaque député deux votes de façon à ce qu'il puisse appuyer les deux facettes de chaque question.

Le gouvernement, en diminuant le nombre de ses députés et en restreignant l'énorme quantité de papeterie fournie aux députés, pourrait réaliser une économie annuelle de \$36,000. On dépense des montants élevés pour amener des immigrants au pays, mais pour un immigrant qui arrive il y en a quatre qui quittent le pays.

Quant à l'abolition du Conseil, c'est là une question que le premier ministre n'a jamais formellement soumise au peuple. Il ne peut donc pas affirmer que cette mesure est exigée par l'opinion publique. Et si le premier ministre ne faisait de l'abolition du Conseil une question de parti, au moins quinze de ses partisans en cette Chambre voteraient contre sa résolution. Plusieurs membres de la Chambre ont voté pour un projet de loi qu'ils désapprouvent, en vue de plaire au gouvernement, sachant que le projet serait tué par le Conseil.

Il dit qu'il est surpris de voir que le procureur général qui siège au Conseil législatif (l'honorable H. Archambault) depuis plusieurs années, soit un de ceux qui, aujourd'hui, veulent l'abolition du Conseil. C'est un soufflet que ce ministre se donne à lui-même en venant déclarer qu'il a siégé pendant des années dans une Chambre dont l'existence est inutile. S'il en est convaincu, il devrait en conscience remettre le salaire qu'il a retiré comme conseiller.

Il déclare que l'on parle d'un plébiscite à propos de cette question. Le gouvernement actuel va probablement faire comme le gouvernement Laurier a fait pour la question de la prohibition, consulter l'opinion publique sans donner suite à l'opinion exprimée par la majorité.

Il parle de Sir Wilfrid Laurier et demande au gouvernement si d'entendre prononcer le nom de leur fétiche ne les faisait pas frémir.

Il ajoute que l'opinion anglaise en cette province, est maintenant en faveur du Conseil législatif. C'est qu'elle s'est convaincue de son utilité, même de sa nécessité et que lorsqu'on en est arrivé à cette conviction, on reste partisans du principe des Chambres hautes.

Il déclare que l'oeuvre des Pères de la Confédération a été sagement conçue et exécutée.

Il demande de ne pas défaire ce qu'il ont fait, dans les meilleurs intérêts de la province, et ce qui a produit jusqu'ici de si heureux résultats.

La constitution qui nous régit, dit-il, est la plus belle du monde, nous devons la conserver. Nous devons maintenir le Conseil législatif qui a rendu et qui rend encore des services signalés à la province de Québec.

Et l'amendement du représentant de Gaspé (M. E. J. Flynn) étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, Flynn, Garneau, Girard, Hackett, LeBlanc, Nantel, Normand, Plante, Teller, 14.

**CONTRE:** MM. Allard, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champaigne, Chauret, Chênevert, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Desaulles, Duffy, Dufresne, Gosselin, Guin, Lacombe, Laliberté, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Stephens, Watts, Weir, 31.

#### **PAIRAGE:**

M. R. Bickerdike, qui s'était prononcé auparavant contre l'abolition du Conseil législatif, a pairé avec M. J. Hunt, et M. T.-B. De Grosbois, qui s'était prononcé pour l'abolition du Conseil, a pairé avec M. L.-E. Panneton.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la proposition principale étant soumise, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champaigne, Chauret, Chênevert, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Desaulles, Duffy, Dufresne, Gosselin, Guin, Lacombe, Laliberté, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Stephens, Watts, Weir, 31.

**CONTRE:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, Flynn, Garneau, Girard, Hackett, LeBlanc, Nantel, Normand, Plante, Teller, 14.

#### **PAIRAGE:**

M. R. Bickerdike a pairé avec M. J. Hunt et M. T.-B. De Grosbois avec M. L.-E. Panneton.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative et le bill est lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Compagnies d'assurance**

L'ordre du jour appelant la chambre à considérer de nouveau la résolution rapportée du comité

général le 12 mars courant, concernant certaines compagnies d'assurance:

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Propose, appuyé par le représentant de Châteauquay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre concoure maintenant dans cette résolution.

**M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5):** Propose en amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que cette Chambre ne concoure pas maintenant dans cette résolution, mais qu'elle soit renvoyée de nouveau au comité général pour être reconsidérée.

L'amendement est adopté et il est ordonné que la Chambre se constitue immédiatement en ledit comité.

#### **En comité:**

**M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5):** Propose.  
1. Que, au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des statuts refondus, chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième, du titre onzième, des statuts refondus, doit payer, chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas ladite taxe ne soit pas de moins de \$250: que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de ladite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur si cette dernière fait affaires dans cette province: et si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime: que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Adopté.

2. Que, une taxe de 3% soit imposée sur les primes brutes des assurances contre le feu contractées sur les immeubles, dans la province de Québec, avec les compagnies n'y ayant pas de représentants ou d'agents, et ne payant pas par conséquent de taxes en vertu des autres clauses de la loi. Cette taxe formera partie du fonds consolidé de la province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions amendant la résolution lue pour la première

fois le 12 mars courant. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La résolution principale ainsi amendée est ensuite lue pour la deuxième fois et adoptée.

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 15) concernant certaines compagnies d'assurance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Fonds de bâtisses et des jurés**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill no 5) concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit qu'il veut amender la présente mesure comme suit: dans le cas où le montant réalise par la vente ne sera que de la moitié de la valeur réelle de l'immeuble, on ne prélèvera la taxe de 1 % que sur le montant réalisé.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): S'oppose à cette mesure non pas pour des motifs politiques, mais au point de vue de la saine législation. L'amendement que le secrétaire provincial vient de faire connaître est une amélioration sur ce que l'on avait déjà fait, mais il ne croit pas que le projet de loi actuel soit praticable. Comment le shérif va-t-il déterminer le montant de la première hypothèque avant que l'avis de distribuer soit donné? Qui va dire au shérif que le montant excède la moitié de la valeur portée au rôle de cotisation? Comment va-t-il pouvoir prélever le pourcentage en question sans connaître le montant exact de la première hypothèque dont l'immeuble est grevé? Il ne sait pas si la première hypothèque est due et la moitié du temps, elle est déjà éteinte, soit en tout, soit en partie, et dans la plupart des rapports de distribution, on a produit des quittances constatant l'extinction totale ou partielle d'hypothèques mentionnées au certificat du registraire: c'est à dire que la première hypothèque qui figure au certificat, n'est pas toujours celle qui grève en premier la propriété, et quand le saurons-nous? Seulement à la distribution; cependant la loi exige que le shérif garde le pourcentage tout de suite avant de faire rapport au protonotaire.

Quand il s'agit d'une hypothèque qui affecte à la fois plusieurs propriétés non contiguës, on sait que l'hypothèque étant indivisible, pèse sur chacune d'elles. Si une des propriétés est vendue et que le montant réalisé n'atteint pas la moitié de la valeur réelle de l'immeuble, on prendra alors l'évaluation municipale, ce qui, dans certain cas, serait arbitraire.

S'il s'agit maintenant d'une propriété composée de lots contigus évalués à un seul prix dans le cas de vente d'un de ces lots, il n'y a aucune possibilité de connaître l'évaluation municipale du lot en question. Le secrétaire provincial a dit, pour justifier son projet de loi, que c'était pour empêcher la fraude et la collusion.

Il déclare qu'il pratique comme avocat depuis plusieurs années et que ce cas-là se rencontre bien rarement. Le remède que l'on veut apporter sera peut-être pire que le mal.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Explique les objectifs du projet de loi.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E. J. Flynn), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la question.

Un débat s'ensuit.

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne): que le débat soit ajourné.

Adopté.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à huit heures**

#### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 14) concernant la construction des lignes téléphoniques.

Il explique que le bill vise à donner les mêmes droits aux constructeurs de lignes téléphoniques qu'aux compagnies de télégraphe, c'est-à-dire qu'ils aient le droit d'ériger des pôles et poser des fils le long des chemins des municipalités. Il cite un cas où l'on a essayé de causer des difficultés au constructeur d'une ligne téléphonique dans son comté.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il est au courant d'un cas semblable dans son comté.

La permission est accordée. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe**

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 62) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie électrique de Saint-Hyacinthe".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Lois organiques de Saint-Paul**

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 124) intitulé: "Loi amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

## Code de procédure civile, art. 1126

L'ordre du jour renvoyant le bill [bill no 157] amendant l'article 1126 du code de procédure civile au comité de législation, étant lu;

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Liste des électeurs

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier de nouveau bill (bill no 13) amendant la loi électorale de Québec 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Abolition du Conseil législatif

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 10) modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui concerne le Conseil législatif.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division (Applaudissements des ministériels).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Fonds de bâtisses et des jurés

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) à la motion du député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) pour la deuxième lecture du bill (bill no 5) concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif, lequel amendement était: "que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans six mois."

M. J.-M. TELLIER (Joliette): S'oppose au projet de loi.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Remarque que le secrétaire de la province change la base complète du système de taxation. Actuellement la taxe est perçue sur le montant de la vente. Lors d'une vente effectuée à un prix nominal, il n'y a pas de distribution d'argent. Aujourd'hui, le changement propose l'imposition d'une taxe sur l'immeuble en taxant la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation. Mais il n'y a aucune disposition dans le bill prévoyant qui paiera la taxe lorsqu'il n'y a pas d'argent à distribuer. Est-ce que ce sera le demandeur, le défendeur, ou l'acheteur? Le bill n'est pas réalisable, on ne peut pas le mettre en application. On avait aussi dit que ce bill empêcherait des ventes à un prix nominal. Pourquoi? La seule chose à faire sera d'inclure cette taxe dans l'entente qui interviendra entre les parties intéressées.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Ball. Bédard. D'Auteuil. Dufresne. Flynn. Girard. Grenier. LeBlanc. Nantel. Normand. Panneton. Tellier. 12.

CONTRE: MM. Béland. Bickerdike. Blanchard. Cardin. Caron (Maskinongé). Champagne. Chauret. Chênevert. Cherrier. Cotton. Décarie. Dechêne. De Grosbois. Delaney. Dessaulles. Duffy. Garneau. Gosselin. Gouin. Hunt. Lacombe. Lalonde. Langelier. Lislois. Marchand. Parent. Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy. Stephens. Watts. Weir, 33.

Ainsi l'amendement est rejeté.

Alors, la proposition principale étant soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division prise en sens inverse.

Le bill est en conséquence lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. Les amendements sont lus pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Propose que les amendements soient maintenant  
lus pour la deuxième fois.

Les amendements sont lus pour la deuxième  
fois et adoptés, sur division.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Propose que le bill soit maintenant lu pour la troi-  
sième fois.

Et la question étant posée, la Chambre se divise  
et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Béland. Blanchard. Cardin. Caron  
(Maskinongé). Champagne. Chauret. Châ-  
nevert. Cherrier, Décarie, Dechêne.  
De Grosbois. Delaney. Dessaulles. Duffy.  
Garneau. Gosselin. Hunt. Lacombe. La-  
londe. Langelier, Lislois. Marchand. Pa-  
rent. Robidoux, Robitaille, Rocheleau. Roy,  
Stephens, Watts, Weir. 30.

CONTRE: MM. Ball. Bédard, Chicoyne, D'Auteuil.  
Dufresne. Flynn. Girard, Hackett, Grenier.  
LeBlanc, Nantel. Normand, Panneton, Tel-  
lier, 14.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement  
et le bill est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents:**

##### **Vente de lot à Percé**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à  
un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900,  
pour copie de toute correspondance, de tous rap-  
ports et de toutes décisions du commissaire des  
Terres, Forêts et Pêcheries depuis deux ans, au  
sujet de la révocation de la vente du lot no 12, rang  
A du township de Percé; et de la revente de ce lot à  
James Colin, fils de Thomas et à Joseph Colin, fils  
de Charles. (Document de la session no 105).

##### **Poursuites pour ventes illicites de boissons**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à  
un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1900,  
pour copie de toute correspondance, rapports, etc.,  
entre le trésorier provincial et le percepteur du  
revenu Is. Dumais, dans les poursuites intentées  
pour vente illicite de boisson, ou pour autre cause,  
contre les nommés Boulliane, Lalouette, Lemay.  
Savard, Asselin et Fortier, depuis juillet 1897. (Docu-  
ment de la session no 106)

##### **Destitution du percepteur I. Dumais**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à  
un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier  
1900, pour copie de toute correspondance, requête,

concernant la destitution de M. Israël Dumais, per-  
cepteur du revenu, à Roberval, dans le comité du  
Lac-Saint-Jean, jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance, requête, au  
sujet de la nomination de son successeur, et toutes  
instructions données à ce dernier, jusqu'à ce jour.  
(Document de la session no 107).

#### **Révocation de ventes ou de billets de location**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à  
un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900.  
pour production d'un état indiquant toutes les révo-  
cations de ventes ou de billets de location, faites par  
le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries,  
chaque année, depuis le 1er juillet 1898: ledit état  
devant mentionner: la date et la cause de chaque  
révocation, si telle révocation a eu lieu sur un rap-  
port et, dans ce cas, par qui est signé le rapport:  
aussi, le numéro de chaque lot, le canton, le nom de  
l'acquéreur ou cessionnaire et contre qui telle révo-  
cation a été faite. (Document de la session no 108).

#### **Subsides**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se  
constitue de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose qu'une somme n'excédant pas soixante et  
treize mille six cents onze piastres et trois cents, soit  
accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assu-  
rances et réparations, etc, des édifices publics en  
général, pour l'année financière finissant le 30 juin  
1901.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne souhaite  
pas retarder la Chambre inutilement avec cet item,  
mais il aimerait savoir, et il croit que la Chambre a le  
droit de savoir, si le gouvernement a décidé quelle  
ligne de conduite il adopterait en ce qui concerne  
l'avenir de Spencer Wood. Les rapports de la Cham-  
bre et les brochures électorales des libéraux ne  
laissent aucun doute quant à la politique de ses amis  
de l'autre côté de la Chambre sur cette question  
lorsqu'ils étaient dans l'Opposition. S'ils ont changé  
d'opinion depuis ce temps et ont constaté qu'ils  
étaient dans l'erreur et voudraient bien l'admettre, il  
serait très heureux de leur accorder le pardon. Il sait  
que plusieurs considérations entrent en jeu, car  
Spencer Wood, est une propriété de grande valeur,  
l'édifice et les meubles seuls sont assurés pour  
environ \$50,000. Quant à la politique de l'Opposi-  
tion qu'on a tant cherché à connaître l'autre soir, elle  
est écrite clairement dans les comptes publics. L'Op-  
position a toujours été pour le maintien de Spencer  
Wood, mais d'une façon peu dispendieuse. Mainte-  
nant, nous avons le droit de connaître la politique du  
gouvernement.

MM. G.-A. NANTEL (Terrebonne), et P.-E. LEBLANC (Laval) et M. F. HACKETT (Stanstead): Demandent également des explications sur cet item et veulent savoir quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de Spencer Wood.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit être au courant que jusqu'ici, les libéraux ont toujours été pour l'abolition de Spencer Wood comme résidence du lieutenant-gouverneur. Lorsque le gouvernement répudiera une partie quelconque de sa politique, il le dira. Il y a un temps et une manière pour chaque chose. Le temps d'abolir Spencer Wood n'est pas encore venu et le gouvernement n'a pas encore décidé à quel moment et de quelle manière il le fera.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait la lecture de la résolution présentée en Chambre par le député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), aujourd'hui ministre de l'Agriculture. Dans cette résolution présentée en janvier 1897, soit à la veille des dernières élections, il déclarait que Spencer Wood devrait retourner à son propriétaire, le gouvernement fédéral, à l'expiration du mandat du lieutenant-gouverneur de l'époque. Monsieur Chapleau était alors lieutenant-gouverneur, dit-il, et il quitta son poste après que le gouvernement auquel appartient le député de L'Islet entra en fonction. Et aujourd'hui, ce gouvernement a oublié sa politique énoncée en Chambre alors qu'il était dans l'Opposition.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que le délai fixé dans cette motion était peut-être un peu trop court. Il fallait prendre en considération certaines circonstances, comme la difficulté de disposer de Spencer Wood d'une manière profitable, ainsi que d'autres qui empêcheraient de fixer la date où l'on devrait abandonner la propriété. Pendant ce temps, le gouvernement avait réduit le coût de l'entretien et ce, nous devons le souligner, était un pas dans la bonne direction.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Fait remarquer que l'honorable député de Huntingdon (l'honorable G. W. Stephens), lorsqu'il était dans l'Opposition, s'opposait toujours aux dépenses de Spencer Wood.-Aujourd'hui il garde le silence. Le député de Terrebonne fait un long discours rempli de citations bibliques et de citations tirées du programme électoral du Parti libéral.

Il déclare que l'on devrait déposer un rapport détaillé des dépenses de Spencer Wood.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Insiste lui aussi pour la production de renseignements détaillés.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon). Prend la parole.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Prend la parole.  
L'item est laissé en suspens.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses exigées par l'Acte des établissements industriels de Québec" 57 Victoria, chapitre 30. pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.  
Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction du palais de justice de Sherbrooke: 2e sur 4 paiements, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'installation de la lumière électrique, à l'hôtel du gouvernement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'appareil de chauffage à eau chaude du palais de justice et de la prison de Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les améliorations aux chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Fait remarquer que la politique de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G. M. Dechêne) sur les chemins n'est pas un succès dans le comté de Terrebonne.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Admet que la chose est loin d'être parfaite, non seulement dans le comté de Terrebonne, mais ailleurs aussi. Néanmoins, avec le temps, les choses s'amélioreront.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé huit résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

## Acte de vente de G. H. Holt à L.-A. Boisvert

La Chambre procède à prendre en considération les amendements (ails par le Conseil législatif au bill (bill no 64) intitulé "Loi validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

## Fête de la Saint-Patrick

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit à lundi prochain à 10:30 h. a.m.. en témoignage de respect et à l'occasion de la célébration de la fête nationale des citoyens d'origine irlandaise de cette province.

L'HONORABLE H. T. DUFFY (Brome): Dit que l'Empire subit un grand malheur en ce moment, celui d'être en guerre. Il ajoute qu'au cours de cette guerre, les sujets de Sa Majesté qui ont rendu les services les plus insignes à l'Empire sont les soldats d'origine irlandaise. L'Irlande n'a pas toujours été considérée comme la plus loyale des Dominions de Sa Gracieuse Majesté et il y a certainement des causes pour cela. Mais ceux qui se sont battus avec autant de courage que les Irlandais au cours des guerres de la Grande-Bretagne, méritent entièrement les honneurs qu'ils reçoivent. Il se dit très heureux d'appuyer la motion du premier ministre honorant la fête de la Saint-Patrick, la fête nationale de l'Irlande.

M. MF. HACKETT (Stanstead): Permettez-moi, dit-il au nom des députés irlandais de cette Chambre et de tous les citoyens irlandais de la province, de remercier le premier ministre de cette province de ses sentiments sincères d'appréciation envers notre pays et du compliment qu'il fait aux Irlandais en ajournant la Chambre en l'honneur de la fête nationale des Irlandais. C'est un tribut qui sera grandement apprécié dans une telle période, monsieur l'Orateur, alors que la bravoure du peuple irlandais est soulignée aux quatre coins de l'Empire et alors que la loyauté du peuple irlandais envers l'Empire n'inspire plus de crainte. D'autres peuples crient leur loyauté, mais le sang irlandais qui coule sur les champs d'Afrique du Sud est le profond témoignage de la loyauté irlandaise défendant le drapeau britannique. Nous sommes heureux de savoir que, dans la province de Québec, on rend hommage au peuple irlandais; et il en a toujours été ainsi chaque fois, à chaque drapeau sous lequel le peuple irlandais a trouvé abri. Que ce soit sur cette terre où flotte la fleur de lys, dans l'Italie ensoleillée sous le "Stars and Stripes" ou l'Union Jack de la vieille Angleterre ou sous la fleur de lys, le peuple irlandais a toujours voulu et désiré témoigner sa reconnaissance et son dévouement au pays qui l'a protégé, en donnant son sang. Donner sa vie est

certainement la plus grande marque de patriotisme ou de dévouement qu'un peuple peut donner.

Il remercie le gouvernement, et particulièrement l'honorable député de Brome, un des représentants irlandais du gouvernement, pour la délicatesse qu'il a eue en offrant notre emblème, le trèfle vert d'Irlande, à tous les députés de la Chambre. Il remercie aussi le Parti conservateur qui est un ami sincère du peuple irlandais.

M. G.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'après les mots éloquents prononcés par son ami l'honorable représentant de Stanstead, il serait prétentieux de sa part de faire un discours sur cette question; mais il veut quand même exprimer, à titre de représentant de la population anglaise de la province, les sentiments de gratitude qui animent notre nation envers les soldats irlandais qui ont rendu de si grands services à l'Empire au cours de la guerre de l'Afrique du Sud. Il est convaincu que les loyaux sujets canadiens-français de Sa Majesté partagent ces sentiments de gratitude et il se réjouit que la fête de la Saint-Patrick soit l'occasion idéale pour offrir nos félicitations à nos compatriotes d'origine irlandaise.

Il parle alors en termes élogieux des Irlandais qui ont montré leur bravoure sur les champs de bataille et dans tous les chemins de la vie.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite la nation irlandaise de la conduite glorieuse de ses fils soldats. Notre souveraine, la Reine, a elle-même montré sa reconnaissance en lui permettant de porter fièrement le trèfle vert en ce jour. Leurs exploits remarquables au front, à côté des braves fils du Canada qui se battent aussi pour défendre l'Empire, aideront, il l'espère, à obtenir une union plus forte de l'Empire. Au Canada, cet effort devrait aider à réunir plus étroitement les différentes nationalités qui habitent ce Dominion et à les fusionner en un peuple unique, quelle que soit l'origine des citoyens, pour qu'ils soient avant tout des Canadiens. Et sans oublier leur terre d'origine ou celle de leurs ancêtres, qu'ils puissent être dévoués au développement des ressources de leur pays commun, sous l'égide du drapeau anglais.

Il dit qu'il n'existe aucun doute sur ses sentiments qu'il a souvent exprimés. Il ajoute qu'en plus d'être de descendance irlandaise, du côté paternel, il est nationaliste, au vrai sens du mot.

Il remercie l'honorable député de Brome de sa gentillesse et de la délicate pensée qu'il a eue en distribuant le trèfle irlandais à tous les députés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait allusion à la loyauté que le peuple irlandais et canadien-français a toujours témoigné envers la mère-patrie.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à onze heures quarante-cinq.

## Séance du 19 mars 1900

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures quinze.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement.

Bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres après examen.

Bill (bill no 154) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Et bill (bill no 158) amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement fait au bill (bill K), intitulé "Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'Assurance mutuelle du Canada contre le feu".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au bill (bill no 86), intitulé "Loi amendant l'article 816 du code de procédure civile".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours:

Bill (bill no 9) refondant et amendant la loi des licences de Québec.

Et bill (bill no 145) amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent.

### Licences

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 9), intitulé "Loi refondant et amendant la loi des licences de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 145), intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean ainsi que les lois qui l'amendent". Les amendements sont

adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Société d'industrie laitière

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 156) concernant la Société d'industrie laitière soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Lignes téléphoniques

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 14) concernant les lignes téléphoniques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que le bill (bill no 163) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes

### Mérite agricole

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 162) amendant la loi concernant les distinctions provin-



ciales du mérite agricole soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté Le bill est renvoyé au comité permanent d'agriculture d'immigration et de colonisation.

### Subsides

Les 8 résolutions rapportées du comité des subsides et lues une première fois à la séance du seize mars courant sont lues pour une deuxième fois.

### Petroleum Oil Trust Limited

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "The Petroleum Oil Trust (Limited)" soit remise, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de force majeure.

Adopté.

### Charte de Saint-Henri

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A.

Lacombe), que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le bill (bill no 142) amendant la charte de la cité de Saint-Henri soit remise, vu que le retard apporte dans la présentation de ce bill est dû à des causes incontrôlables et que le délai n'était expiré que depuis très peu de temps. Adopté.

### Interpellations:

### Chemin de fer Grand Oriental

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): 1. Quels montants ont été payés à la Compagnie de chemin de fer Grand Oriental, ou à son acquit, depuis le 1er janvier 1887 à ce jour?

2. À quelles dates lesdits paiements ont-ils été faits et à qui?

3. Pour quelle section de chemin ces paiements ont-ils été faits?

4. Quelle longueur de chemin a été construite par ladite compagnie, et à quels endroits?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome):

No 1.....	\$94,742.00
No 2: 1887	
21 janvier, à la compagnie représentée par la Banque de Montréal.....	24,440.00
13 novembre, à la compagnie représentée par M. J. Hogan.....	27,000.00
14 novembre, à la compagnie représentée par J. Murray Smith.....	5,000.00
14 mars, à la compagnie représentée par la Banque de Montréal.....	15,078.68
4 juin, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer réclamations.....	3,650.56
21 juin, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer réclamations.....	4,119.69
15 novembre, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer Poirier.....	361.65
1891.	
14 février, à la compagnie représentée par C. N. Armstrong.....	1,092.75
6 mars, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer réclamations.....	354.87
2 avril, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer réclamations.....	1,434.55
1892	
15 février, à la compagnie représentée par le commissaire des Travaux publics pour payer réclamations.....	166.50
1896.	
14 janvier, à la compagnie représentée par J.L. Roy pour banque de Montréal.....	2,853.50
14 janvier, à la compagnie représentée par madame Duchesnay.....	4,163.07
14 janvier, à la compagnie représentée par C. Beausoleil.....	2,601.91
1897.	
13 février, à la compagnie représentée par Geo. Ball.....	2,424.27
Total.....	\$94,742.00
No 3: Pour section entre Yamaska et Saint-François.....	\$24,440.00
Pour section entre Saint-Grégoire et Nicolet.....	25,000.00
Pour pont, rivière Nicolet.....	32,000.00
Pour de Nicolet à Saint-François.....	13,302.00
No 4: 12.36 milles.	
De Yamaska à Saint-François.....	6.11 milles
De Saint-Grégoire à Nicolet.....	6.25 milles

**Demande de documents:****Subsides payables  
par le Canada à la province**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance depuis le 25 mai 1897, entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa, au sujet de la question du remaniement ou de l'augmentation des subsides payables par le Canada à la province, en vertu de la clause 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Adopté.

**Construction de trottoirs**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (bill no 18) amendement de nouveau le code municipal soit de nouveau inscrit sur le feuillet des ordres du jour pour être considéré en comité général.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): S'oppose à cette proposition, parce que le projet de loi a été rejeté après longue délibération. La Chambre s'est déjà prononcée deux fois sur cette question.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Déclare que c'est un nouveau bill à cause de l'amendement important qu'on y a fait.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Nonobstant cet amendement, le principe du bill reste le même.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Vu l'amendement important cité par le député de Richelieu, on devrait se rendre à sa demande. La proposition est adoptée sur division.

**Compagnie de chemin de fer  
du Saint-Laurent et du Nord-Ouest**

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières) Propose que l'honoraire payé pour le bill (bill no 41) amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des chemins de fer.

Adopté.

**Ajournement**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À midi dix minutes, la Chambre interrompt ses travaux.

**Reprise de la séance à quatre heures.****Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill R) modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal, pour lequel il demande son concours.

**Introduction de bills:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill R) du Conseil législatif, intitulé "Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**Interpellations:****Travaux de réparation à la Chambre**

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne) L'honorable commissaire des Travaux publics compte-t-il faire subir prochainement à la Chambre de nos délibérations les travaux de réparations nécessaires pour lui donner une apparence convenable?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) Le commissaire des Travaux publics est prêt a se conformer au désir de la Chambre a ce sujet.

**Taxes sur les corporations  
et les compagnies**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le bill (bill no 15) amendement la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que le projet de loi ne fait à part quelques questions de détail, que reproduire le texte des résolutions déjà acceptées par la Chambre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Désire savoir s'il doit comprendre que le premier ministre s'est rendu aux demandes des compagnies d'assurance qui par leurs représentants, ont eu une entrevue avec lui.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'en effet une entrevue a eu lieu et que les explications que le gouvernement a données ont paru satisfaisantes, vu que la perception de cette taxe ne s'élèvera qu'à une dizaine de mille piastres environ.

MM. M.F. HACKETT (Stanstead) et A. W. ATWATER (Montreal no 4). Ne croient pas que la

députation s'en est allée totalement satisfaite de son entretien. Ces représentants soutiennent que le système de taxation des compagnies d'assurance constitue une taxe indirecte pour les détenteurs de police de ces compagnies.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Est aussi d'opinion que la taxe devra rapporter plus que les provisions données, car, pour l'année écoulée, le montant d'affaires dans cette province, seulement pour les compagnies d'assurance sur la vie s'élève à \$3.500.000.00 qui, sous la présente loi, rapporteraient en taxes à la province la somme de \$35.000.00. Il fait remarquer que cette taxe, d'après le bill, n'est pas répartie d'une manière équitable pour les deux classes d'assurance. Dans l'assurance contre le feu, il n'y a qu'un élément, le coût de l'assurance, parce que la perte est problématique et il arrive souvent que toutes les maisons ne brûlent pas, tandis que dans l'assurance pour la vie, il y a deux éléments: le coût de la prime et la réserve, car avec ce genre d'assurance, il n'y a rien de problématique, la compagnie ayant toujours la certitude qu'elle devra payer. Une taxe sur la réserve, c'est-à-dire cette partie des gains payés par les détenteurs de polices et par la compagnie et placée à intérêt comme fonds de réserve pour le paiement de la compagnie, est une taxe sur les successions avant qu'elles soient ouvertes; et ceci contre l'intention et l'esprit de la loi des assurances. L'assurance sur la vie est déjà une taxe volontaire que le père de famille s'impose pour assurer la subsistance de ceux qui viendront après lui et il est souverainement injuste de vouloir rendre cette taxe encore plus lourde par le projet de loi que l'on propose maintenant.

Il existe clairement une discrimination favorisant les compagnies d'assurance contre le feu dont la taxe est seulement de deux tiers de un pour cent. La taxe pour les compagnies d'assurance-vie est de un pour cent, et l'on doit ajouter la taxe sur le fonds de réserve. On accorde manifestement un privilège aux compagnies d'assurance contre le feu.

C'est pourquoi il propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition: "dans six mois à dater d'aujourd'hui".

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Bien que le taux des compagnies n'est pas le même pour les assurances contre le feu et sur la vie, la taxe en question ne pèsera pas sur le fonds de réserve, mais sur les profits réalisés par la compagnie. Elle n'augmentera pas d'un sou la prime des détenteurs de polices et les agents eux-mêmes admettent que la taxe sera prélevée sur les profits des compagnies.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il a déjà fait connaître ses vues sur cette taxe injuste. Quoi qu'on en dise, la taxe sur l'assurance-vie est une taxe sur l'épargne du pauvre, et on pourrait l'assimiler à une taxe sur les dépôts de banque.

En 1898, la taxe a rapporté \$16.000.00 pour les assurances sur la vie. L'augmentation probable sera d'au moins une vingtaine de mille piastres par année avec la nouvelle taxe. Le fonds de réserve dont on parle est pour les porteurs de licences et non pour les actionnaires, comme dans le cas de l'assurance sur la vie, et c'est sur la moitié de cette réserve que pèsera la taxe imposée par le présent bill. Il fait remarquer que les montants payés aux compagnies d'assurance en primes sont les économies des détenteurs de polices. Ces primes sont payées pour des polices qui sont destinées aux familles des assurés. Il est d'avis que l'augmentation de la taxe sera prélevée à même les montants destinés à ces familles.

Il fait un appel pressant à la Chambre afin qu'elle étudie le problème sous cet angle. Il assure les honorables députés que c'est aussi cette opinion qu'adoptera toute la province.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que l'année dernière le gouvernement, sous la présente loi, a perçu en taxes des compagnies d'assurance la somme de \$20,465.00. Nous n'avons pas de statistiques pour indiquer quel est le montant des primes perçues au Québec; mais il sait qu'on peut le trouver dans les rapports du département des assurances à Ottawa. Il n'est pas d'avis que ce montant augmentera sensiblement sous la nouvelle loi.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande si les agents qui étaient ici la semaine dernière ne l'ont pas mentionné. Ces derniers sont bien placés pour savoir que ces primes s'élèvent à environ \$3,500,000.00.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que les représentants des compagnies d'assurance qui sont venus ici récemment ne s'entendent pas entre eux quant au montant et que, par conséquent, il n'est pas prêt d'admettre qu'il est aussi élevé que \$3,500,000.00. Les agents ont tout intérêt à ce que ce montant semble élevé, et, comme il n'y a aucune raison de douter de leur bonne foi sur cette question, ils sont aussi susceptibles de se tromper sur le montant des primes perçues qu'ils le sont quant au montant des taxes qu'ils ont payées l'an dernier et qu'ils estiment être de \$16,000.00. Par contre, les livres du département du Trésor indiquent qu'elles se sont élevées à \$20,465.00. Ils ont tous été d'accord que le principe de la nouvelle mesure est équitable. L'honorable député de Montréal no 4 a tenté de se porter à la défense des détenteurs de polices, mais il n'a pu leur faire croire que ce sont eux ou la population qui devront porter le fardeau de ces taxes qui reviendra où il se doit d'être, aux actionnaires qui peuvent si facilement se permettre de payer les taxes à même leurs immenses profits.

Il dit que le gouvernement perdra \$6.000.00 annuellement sur la taxe des compagnies d'assurance contre le feu. Et s'il récupère cet argent à même l'augmentation de taxes sur les compa-

gnies d'assurance-vie, il ne croit pas qu'il en restera suffisamment pour montrer une augmentation de revenus provenant des compagnies d'assurance en général.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Dit que la taxe ne sera pas prélevée sur les profits des compagnies. Il ne s'ensuit pas nécessairement que, parce que les primes et le montant des assurances des détenteurs de polices en vigueur sont immuables, toutes les nouvelles taxes doivent être payées par les actionnaires de la compagnie. La prime ne couvre pas seulement le coût de l'assurance-vie; une partie est affectée au fonds de réserve et une autre contribue aux dépenses de l'administration ainsi qu'à d'autres dépenses contingentes: il y a aussi une certaine marge réservée aux profits. De nos jours, certaines compagnies divisent tous les profits entre les actionnaires des compagnies d'assurance. La plupart d'entre elles partagent leurs profits avec les détenteurs de polices, soit par une réduction des primes, soit en donnant de l'argent, ou en ajoutant ce montant aux polices. Puisque l'honorable député de Brome a admis que les nouvelles taxes doivent être payées à même les profits de la compagnie, il est clair comme de l'eau de roche que les profits à partager entre les porteurs de polices seront moins élevés. Par conséquent, les arguments de l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) sur ce point ne trouvent pas de réponse. Tous ceux qui s'y connaissent dans les assurances sont d'avis que le bill aura pour effet d'imposer une lourde taxe sur les porteurs de polices.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soutient que, lors de la rencontre avec les agents d'assurance, il a été admis que la nouvelle taxe serait plus équitable que l'ancienne et que la seule question qui semble entraîner une différence est celle du montant de la taxe à être imposée.

Le bill propose de substituer l'équité à l'injustice. À son avis, toute augmentation de la taxe en vigueur serait insignifiante si l'on tient compte du volume considérable des affaires de ces compagnies.

En réalité, le but de la loi est de répartir plus équitablement la taxe sur les compagnies d'assurance, comme cela s'est fait ailleurs, dans l'Ontario en particulier.

Il trouve drôle que l'on propose le renvoi à 6 mois d'un bill dont on ne condamne pas le principe.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il n'est pas prêt à admettre cela, et il combat le bill comme absolument injuste.

Et l'amendement était mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Pelletier, Tellier, 11.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane).

Champagne. Chênevert. Clapperton, Décarie. Dechêne, Dessaulles. Duffy. Garneau. Hunt. Lacombe. Laliberté, Langelier. Marchand, Parent. Petit. Robidoux. Robitaille, Rocheleau. Roy. Talbot. Turgeon, Watts, 28.

PAIRAGE: M. Carbray a paire avec M. Gillies, M. De Grosbois avec M. Panneton. M. Lalonde JR avec M. Grenier et M. Bouffard avec M. Delaney.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

Le bill est en conséquence lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Et la question étant proposée: que le rapport soit reçu maintenant.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général, avec instruction d'amender la clause deux, en réduisant les taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie de moitié.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Pelletier, Tellier, 10.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Clapperton, Décarie, Dechêne, Dessaulles, Duffy, Garneau, Hunt, Lacombe, Laliberté, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Turgeon, Watts, 29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le bill soit renvoyé au comité général pour être reconsidéré de nouveau.

L'amendement est adopté.

La Chambre se forme donc en comité général et celui-ci étudie le bill et fait rapport qu'il a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L HONORABLE F-G MARCHAND (Saint-Jean)  
Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM Allard. Béland, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Clapperton, Décane, Dechêne, Dessaulles, Duffy, Garneau, Hunt, Lacombe, Laliberté, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Turgeon, Watts. 29.

CONTRE: M. Atwater, Bédard, Chicoyne, D'Autueil, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Pelletier, Tellier, 10.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents:**

##### **Destitution du percepteur L-R. Désilets**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant copie de tous ordres en conseil destituant M. Louis-Romulus Désilets, de Joliette, de sa charge de percepteur du revenu provincial du district de Joliette, nommant, pour lui succéder à ladite charge, M. Swibert Boulet, de Joliette: avec, aussi, copie de toutes lettres, requêtes ou plaintes adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, soit pour demander la destitution dudit L.-R. Désilets, soit pour s'opposer à sa destitution, soit pour suggérer ou recommander quelqu'un comme son successeur, soit pour s'opposer à la nomination des personnes ainsi suggérées ou recommandées, soit pour protester contre ladite destitution, soit pour protester contre le choix ou la nomination dudit Swibert Boulet; et de plus, copie de toutes lettres, adressées par le gouvernement, par aucun de ses membres, ou par aucun de leurs officiers ou employés, en rapport avec aucune desdites lettres, requêtes ou plaintes, ou simplement en rapport avec ladite destitution et ladite nomination. (Document de la session no 109)

##### **Écoles d'agriculture**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 mars 1899, contenant: 1. La liste des écoles d'agriculture, stations ou fermes expérimentales et autres institutions d'enseignement agricole actuellement subventionnées par le gouvernement de la province;

2. Le texte de tous contrats, arrangements ou ordonnances ministérielles en vertu desquelles telles subventions sont ainsi payées;

3. Copie de tous mémoires, lettres ou correspondance quelconques, transmis au gouvernement depuis deux ans, dans le but d'obtenir de laide pécuniaire en faveur de la création de nouvelles institutions d'enseignement agricole, et aussi copie des réponses officielles dans chaque cas;

4. Copie de tous mémoires, requête, etc., demandant la réduction du nombre des écoles d'agriculture et suggérant des réformes dans ce but. (Document de la session no 110)

##### **C. Laitier, hôtelier**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1899, pour la production de tous documents et correspondance se rapportant à la licence d'hôtel de Charles Laitier, de Sainte-Agathe-des-Monts, ainsi que copie du jugement rendu, à Sainte-Scholastique, par l'honorable juge H. Taschereau, renvoyant le bref de mandamus émis pour forcer le conseil du village de Sainte-Agathe-des-Monts à accorder audit Laitier une licence pour débit de liqueurs spiritueuses. (Document de la session no 111)

##### **Construction d'un pont entre Québec et Lévis**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 15 mars 1900, demandant: 1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 1er juillet 1896, concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou à un endroit près de la cité de Québec.

2. Copie de toute correspondance et de tous rapports sur le même sujet, depuis la même date. (Document de la session no 112)

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 55) concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

Bill (bill no 120) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen.

Bill (bill no 123) accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)."

Bill (bill no 151) constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montréal, Canada".

Et bill (bill no 94) amendement le code municipal.

##### **Administration des biens d'E. Vanier**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif

au bill [bill no 55), intitulé "Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Émile Rioux**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 120), intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Petroleum Oil Trust Limited**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 123), intitulé "Loi accordant certains pouvoirs à "The Petroleum Oil Trust [Limited)". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Transit Insurance Company of Montreal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 151), intitulé "Loi constituant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Code municipal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 94), intitulé "Loi amendant le code municipal". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Demande de documents:**

#### **Plaintes concernant le dépôt de documents**

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se plaint que les réponses aux demandes de documents sont transmises irrégulièrement à la Chambre. Il dit que les réponses relatives à la période du régime conservateur sont transmises sans retard, tandis que celles qui regardent le gouvernement actuel n'arrivent pas. Il y a mauvaise volonté quelque part.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Promet d'apporter remède immédiatement à cet état de choses.

#### **Ordres spéciaux au Dr Gagnon**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance entre le commissaire des Terres et Joseph Girard au sujet d'ordres spéciaux à être donnés au Dr Gagnon, garde-feu, au Lac-Saint-Jean, allant à restreindre la somme d'ouvrage que ce monsieur se croyait autorisé à faire.

Adopté.

### **Remplacement du juge de paix M. Lambert par S. Bertrand**

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie des ordres en conseil et de la correspondance se rapportant à la révocation comme juge de paix de Napoléon Lambert et à la nomination comme juge de paix, de Séraphin Bertrand, adjoint à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska.

Il déclare que ces documents divulgueraient un grave scandale, impliquant un complot visant à nuire à l'administration de la justice dans le comté de Mégantic.

Il dit regretter que le député du comté de Mégantic ne soit pas à son siège, car il est le principal intéressé dans la destitution de M. Napoléon Lambert.

Voici ce qui est arrivé. M. l'Orateur: M. Lambert était un juge de paix de la paroisse de Somerset, comté de Mégantic.

Un jour, un nommé Laçasse, un fort-à-bras, fut traduit devant le juge de paix Lambert pour avoir assailli brutalement un nommé Dussault.

L'avocat du défenseur (Laçasse), était M. Camilien Noël, d'Arthabaska, un avocat libéral. Voyant que Lacasse allait être puni sévèrement, l'on fit intervenir le député de Mégantic. (M. G.R. Smith) qui écrivit immédiatement au procureur général, demandant la destitution immédiate de M. Lambert et la nomination, pour remplacer ce dernier, de M. Séraphin Bertrand.

Il (M. LeBlanc) donne alors lecture de la lettre envoyée par le député de Mégantic au département du procureur général.

Dans cette lettre, déclare-t-il, le député de Mégantic demande, sans retard, la destitution de M. Lambert, disant qu'il a été nommé juge de paix par l'administration Flynn, que c'est un brandon de discorde dans la paroisse de Somerset et qu'il cause beaucoup d'ennuis à la population de Somerset. Le résultat de cette lettre fut la destitution de M. Lambert, même avant qu'il eût rendu son jugement dans une cause qu'il avait prise en délibéré.

Il ajoute que c'était le but que désiraient M. Noël et le député de Mégantic. Ce dernier, dans sa lettre, avait exprimé le souhait que ce changement ait lieu avant le prochain terme à la Cour du village et il ajoutait qu'il était très ennuyé à ce sujet.

Cette cause fut portée en Cour de circuit dans le district d'Arthabaska, et le juge Choquette, qui était sur le banc, blâma sévèrement la conduite de M. Camilien Noël dans cette affaire et le condamna à l'amende et aux frais. Il fallait que l'affaire fût très grave pour se permettre de faire une verte semonce à M. Noël et condamner M. Lacasse.

Le député de Laval blâme sévèrement le gouvernement d'avoir destitué M. Lambert sans avoir pris de plus amples informations et dit que, si l'on avait consulté l'honorable M. Cormier, conseiller législatif, et ami du gouvernement, il aurait donné d'autres renseignements sur M. Lambert que ceux données par le député de Mégantic.

C'est pourquoi il demande copie de toute la correspondance au sujet de ce scandale judiciaire.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le seul document à son bureau à ce sujet est une copie de la lettre du député de Mégantic, copie semblable à celle dont le député de Laval a donné lecture. Il ne peut donner aucun autre détail et demande au député de Laval d'attendre le retour du député de Mégantic, afin qu'il donne à la Chambre les détails demandés.

M P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il n'a aucune objection d'attendre le retour du député de Mégantic, mais exigera du département du procureur général tous les renseignements nécessaires, au cas où le représentant de Mégantic ne reviendrait pas.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le débat soit ajourné.

Adopté.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures trente

### Paiements à l'imprimeur Dussault

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce que la discussion ayant trait à la question de l'imprimeur Dussault sera continuée demain matin, à la première séance.

### Émile Rioux

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 120), intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize piastres et vingt-cinq cents soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du juge des sessions et de son assistant à Québec; des magistrats de police à Montréal, pour payer leurs traitements, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la Gazette officielle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au gouvernement s'il est satisfait du jugement du Conseil privé dans l'affaire Demers. Quant à lui, il trouve ce jugement un peu extraordinaire.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le gouvernement en est satisfait, puisqu'il lui a donné gain de cause; mais il aurait aimé qu'il fût plus formel sur certains points.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il n'a pas à critiquer le jugement du Conseil privé, mais il lui est bien permis de dire que ce jugement lui a paru un peu extraordinaire, d'autant plus qu'il ne fait aucune allusion aux questions qui avaient été soulevées devant nos tribunaux. La conclusion qu'il faut tirer de ce jugement, c'est que M. Demers avait obtenu un contrat pour des impressions, mais que le gouvernement ne s'était pas obligé à lui donner de l'ouvrage, et pour en arriver là, le Conseil privé déclara que la contrat était sujet à ratification par un autre ordre en conseil, ce qui n'a pas été fait. Mais l'ordre en conseil passé par le gouvernement pour octroyer le contrat à M. Demers disait que ce contrat sera sujet à ratification pour les questions de détail; mais il n'y a pas eu de questions de détail: par conséquent, cette ratification n'était pas nécessaire.

Cette question n'a pas été soulevée devant notre Cour supérieure et devant notre Cour d'appel et,

si elle l'eût été. elle n'aurait pas tenu un seul instant.

La question constitutionnelle n'a pas été décidée, et c'était celle-ci: un gouvernement peut-il donner des contrats pour impressions pour plusieurs années d'avance? Le Conseil privé n'a pas répondu à cette question ou plutôt l'a mise complètement de côté.

Le Conseil privé s'en est tenu à une question de technicalité soulevée par M. Blake et voilà tout.

La Cour supérieure avait accordé à M. Demers le paiement pour ses impressions pendant un an, et la Cour d'appel a maintenu cette décision, mais lui accorda le même droit pour les autres années de contrat sauf à fixer le montant.

C'est seulement pour éclairer l'opinion publique sur cette affaire, que le député de Dorchester appelle l'attention de la Chambre sur le jugement du Conseil privé; car les journaux libéraux ont cherché à jeter du blâme sur la conduite du gouvernement conservateur à propos de ce contrat. Or, aujourd'hui, il est prouvé que les tribunaux canadiens nous ont donné raison et que le Conseil privé n'a pas dit que nous avions eu tort.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): La question n'a pas été décidée au mérite.

L'item est adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 7. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Bureau provincial d'hygiène, S.R.Q., titre 7, chapitre 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour vaccin, y compris \$500 pour l'inspecteur, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Belmont Retreat, (Institut McKay), subvention pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal; aide à cette entreprise, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Victoria, chapitre 65, tel tel modifié par 55-56 Victoria, chapitre 85 - 4e de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. no 187 du 29 mai 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour diverses dépenses en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face

aux dépenses de l'agent de la province de Québec en France: traitement et allocation pour loyer de bureau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Victoria, chapitre 3, tel que modifié, et 59 Victoria, chapitre 15, tel que modifié), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer une annuité à madame Gaspard Drolet, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'un officier spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent: traitement et frais de voyage, (O. C. no 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) et MM. J. MARION (L'Assomption). G.-A. NANTEL (Terrebonne) et P.-E. LEBLANC (Laval): Prennent la parole.

La proposition est adoptée.

19. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de L'Assomption: 1er de 3 paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

M. J. MARION (L'Assomption): On a aboli l'école d'agriculture de L'Assomption, à condition que le gouvernement indemnise les propriétaires. Pour cela l'on vous demande de voter \$5.000.00 chiffre auquel on s'est arrêté de part et d'autre. Je n'y ai pas d'objection. Ce à quoi je m'oppose, c'est que l'on commence à démolir le système actuel d'enseignement agricole sans pourvoir à le remplacer par d'autre chose ayant au moins le même degré d'effi-



cacité Sous le prétexte que ce n'est pas la perfection que c'est une apparente économie qui, au fond, n'est que la plus étroite mesquinerie l'on semble vouloir faire main basse sur nos institutions, les unes après les autres. Au lieu d'améliorer, l'on détruit. \$5.000.00 étant le premier de trois paiements égaux à faire pour arriver à payer aux propriétaires la somme de \$15,000 00.

L'on se contente de nous annoncer que la somme, consacrée jusqu'ici à payer un professeur et une partie bien minime des dépenses de cette école, sera employée, à l'avenir, à grossir l'octroi des autres écoles d'agriculture. C'est là toute la politique du gouvernement à ce sujet.

Je dirai, avec l'honorable député de Terrebonne, que l'on aurait dû consulter la Chambre à ce sujet.

Mon honorable ami, le commissaire de l'Agriculture, nous répète cette année son argument de l'an dernier, savoir que le voisinage d'un collège classique nuit considérablement à l'école d'agriculture, dont les élèves sont considérés avec un certain dédain par les élèves du collège classique. Cela se peut.

Il ajoute que les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants et il met en regard les résultats obtenus dans l'Ontario. Alors, le gouvernement est-il prêt à prendre en main la direction de ces écoles?

Est-il prêt à les subventionner de manière à les rendre plus efficaces?

L'honorable ministre a parlé d'Ontario, de son Collège de Guelph, et de ses autres institutions agricoles.

Combien le gouvernement de Québec donnera-t-il à nos écoles d'agriculture? Voici:

École d'agriculture	\$14.905.63
Laboratoire officiel	1.000.00
Conférences	2.410.00
Ferme de Compton	5.000.00

Maintenant, voyons ce qu'Ontario a dépensé pour le même objet:

Collège de Guelph	\$35.782.85
Ferme expérimentale	9.237.26
Élevage expérimental	7.054.21
Laiterie expérimentale	6.954.52
Élevage des volailles	1.169.17
Horticulture et arboriculture	5.151.11
Département de mécanique	1.492.51
Ferme de la laiterie de l'Ouest	2.892.15
École de laiterie de l'Est	1.523.45
Ferme de la laiterie des colons	1.410.95
Aviculture	300.00
Culture des arbres fruitiers	2.788.17
Ferme expérimentale pour la culture des fruits	2.584.74
	<hr/>
	\$78.341.09

\$78.341.09. Ontario.  
22.315.65. Québec.

Différence: \$55.025.44

Les systèmes d'enseignement agricole SUIVIS dans chacune de ces provinces sont inscrits dans ces listes que je viens de lire.

Rien de brutal comme un chiffre.

Le gouvernement est-il prêt à se fendre de \$55,000.00 de plus pour l'entretien d'écoles d'agriculture dans notre province? Sans compter les millions dépensés par Ontario pour la construction et l'équipement de ses écoles d'agriculture.

Évidemment, le ministère n'a rien imaginé, rien conçu de tel.

Il s'en va, l'on dirait inconsciemment, rognant, coupant sur les dépenses absolument nécessaires au véritable progrès dans notre province, mesquinant quand il s'agit d'agriculture, de colonisation et d'instruction du peuple: quitte à augmenter la dé-

pense là où cela ne peut être productif d'aucune prospérité.

Monsieur, je proteste contre la suppression de l'école d'agriculture de L'Assomption. Cette école rendait de bons services non seulement aux cultivateurs de l'endroit, mais à tous ceux de la région de Montréal.

Depuis quelques années, grâce au dévouement de M. le curé de Saint-François-de-Sales, le cercle agricole de cette paroisse, en compagnie d'un grand nombre de cultivateurs des autres paroisses de Laval, faisait, tous les printemps, un pèlerinage agricole à l'école d'agriculture de L'Assomption. Outre les connaissances qu'y ont puisées un bon nombre de jeunes gens de mon comté, l'hospitalité généreuse de cette école, les explications si

claires et si instructives de ses professeurs, l'empressement de tout le personnel envers les visiteurs. tout contribuait à rendre ces excursions hautement instructives et on ne peut plus intéressantes.

Le gouvernement a-t-il trouvé quelqu'un pour remplacer les messieurs du collège de L'Assomption dans cette oeuvre si patriotique de renseignement agricole dans la région de Montréal?

Évidemment non. Le "démolissement" va continuer, je suppose. Après L'Assomption, ce sera le tour de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. puis de Comp-ton et ainsi de suite.

Pour toute réponse, l'on nous dit que toutes les autorités religieuses avec les parties intéressées sont satisfaites de l'arrangement intervenu.

Quant à l'indemnité à payer aux propriétaires de l'école, très bien.

Mais, quant à la nécessité de remplacer l'institution disparue par un enseignement agricole quelconque au moins aussi efficace que celui de l'école supprimée, je connais trop les autorités dont l'honorable a invoqué le témoignage et l'intérêt immense qu'elles ont toujours pris dans les choses de l'agriculture pour croire un seul instant quelles ne regrettent pas infiniment la disparition d'un établissement qui a rendu tant de services à l'agriculture dans notre province.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que des arrangements ont été pris avec les directeurs de cette école et qu'ils avaient été acceptés de part et d'autre. Notre système ne donne pas des résultats aussi satisfaisants que celui d'Ontario; mais on n'est pas encore prêt de décider s'il serait préférable d'avoir plusieurs écoles dans la province ou un seul grand établissement: il y a du pour et du contre. Le voisinage d'un collège classique fait plus de mal que de bien à nos écoles d'agriculture.

Par cela, il ne veut rien insinuer contre les collèges classiques, en particulier contre le Collège de Sainte-Anne d'où sont sortis des hommes remarquables, des hommes de talent, entre autres l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier). l'honorable M. T. Chapais et lui-même.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Le député de L'Assomption a fait allusion tout à l'heure à un jeune homme de mon comté qui a suivi un cours à l'école d'agriculture de L'Assomption. Le père de ce jeune homme réussissait peu sur sa ferme: mais, au retour de son fils, tout changea de face et la ferme marcha rapidement dans la voie du progrès, à tel point que le propriétaire de cette ferme remporta une médaille d'argent au concours provincial tenu l'automne dernier. Cette ferme est aujourd'hui la mieux tenue de toute la région. Cet exemple parle éloquemment en faveur de nos écoles d'agriculture et en particulier de celle de L'Assomption.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne). Voudrait savoir si le gouvernement se propose d'abolir les écoles d'agriculture.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) Répond que le gouvernement n'a pas encore une politique décidée à ce sujet.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): On a parlé d'Ontario: mais les dépenses sont bien plus considérables là-bas qu'ici. Ontario dépense plus de \$60,000.00 pour cette fin. et Québec ne dépense que \$14,900.00. Les résultats obtenus dans Ontario ne dépassent pas de beaucoup ceux que nous obtenons avec nos écoles d'agriculture. On devrait bannir la politique de ces grandes questions d'agriculture, de colonisation et d'instruction publique. Nos écoles d'agriculture ont produit un bien immense et méritent l'encouragement.

L'item est adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé 19 résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

### Taxes sur les corporations et les compagnies commerciales

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Marion), que le bill (bill no. 148) amendement la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, en réduisant ces taxes de moitié, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Je cite plusieurs items des comptes publics pour indiquer comment le gouvernement, si c'était son intention, dit-il, pourrait réaliser des économies et administrer sans conserver ce lourd fardeau de taxes. Depuis un certain temps, dit-il, on s'accorde à dire qu'il faut réduire ces taxes.

Il rappelle les causes qui ont déterminé en 1892 l'établissement des taxes dont il propose maintenant la réduction.

Les libéraux ont tonné bien fort contre ces taxes et aujourd'hui, ils les maintiennent. Pourtant le gouvernement se vante d'avoir un surplus de \$22,000.00 et. en rognant sur divers articles des dépenses que le député de Trois-Rivières mentionne c'est-à-dire les dépenses contingentes, de même que les services spéciaux. il pourrait économiser la somme de \$121,000.00. Cette somme et le surplus feraient un total de \$143,000.00. Or, les taxes sur les corporations commerciales rapportent une somme de \$175,000.00 le gouvernement pourrait réduire ces taxes de moitié et il lui resterait encore un surplus satisfaisant.

L'HONORABLE F. -G. MARCHAND (Saint-Jean) Refuse de prendre au sérieux le présent geste du député de Trois-Rivières, puisqu'il a toujours donné son appui aux conservateurs pour l'imposition de taxes et se montre toujours soucieux de faire accepter des dépenses dans son propre district.

Ce sont les amis de l'honorable député de Trois-Rivières qui ont imposé les taxes dont il demande la réduction.

Ce qu'il demande serait de nature à compromettre la condition financière de la province. Le gouvernement verra plus tard ce qu'il doit taire.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le mot "maintenant" soit retranché et les mots dans six mois soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Charet, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Duffy, Gosselin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Turgeon, et Watts. 31.

**CONTRE:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, D'Auteuil, Flynn, Girard, Hackett, LeBlanc, Manon, Nantel, Pelletier, et Tellier. 13.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la proposition principale ainsi amendée étant soumise, elle est résolue affirmativement. Il est ordonné que le bill soit lu pour la deuxième fois dans six mois.

### Ponts en fer

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Je propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (bill no 98) amendant le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il y a quelques années, la Législature a autorisé le gouvernement à construire des ponts en fer.

Une fois construits, il a fallu pourvoir à l'entretien de ces ponts. En 1893, le ministère de l'honorable M. Taillon s'est arrêté à la politique de charger les municipalités dans lesquelles ces ponts avaient été construits des frais de leur entretien.

Il la fit adopter par une législation publique, le chapitre 22 de la 56e Victoria.

Un des ponts en question s'appelle le pont Gameau et relie les rives de la Chaudière, aboutissant aux limites des deux paroisses de Saint-Romuald et de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis. Il a été construit entièrement aux frais du Trésor provincial. Le gouvernement en est le propriétaire. Le mode d'entretien de ce pont est régi par le chapitre 22 de la 56e Victoria. Par ce statut, la municipalité du comté de Lévis est seule chargée des frais d'entretien, non pas de sa propriété municipale, mais d'une propriété publique de la province.

Par le bill soumis à la Chambre, il s'agit de décréter qu'à l'avenir une région plus étendue que la municipalité déjà mentionnée devra aussi contribuer aux frais d'entretien du pont.

Si la Législature avait, en 1893, le droit de décréter par une législation publique que la muni-

cipalité du comté de Lévis serait chargée des frais d'entretien du pont, elle a également le droit aujourd'hui de décréter qu'à l'avenir les comtés de Lévis et de Lotbinière et la ville de Lévis seront chargés du coût de cet entretien.

Le droit ne saurait être contesté. Est-il opportun, est-il juste, est-il dans le meilleur intérêt public de l'exercer comme le bill le demande? C'est une autre question sur laquelle on doit s'en rapporter à la sagesse de la Chambre.

Comment faire de ce projet de loi un bill privé? La municipalité du comté de Lévis peut-elle s'adresser, par pétition, à cette Chambre pour lui demander d'amender, par un bill privé, une législation publique décrétant la manière de défrayer le coût de l'entretien d'une propriété publique?

Évidemment non. Il ne s'agit pas ici d'intérêts privés. Le besoin public d'un pont sur une de nos grandes rivières s'imposait depuis longtemps. Avec l'approbation de la Législature, qui a mis à sa disposition les sommes nécessaires à ces travaux, le gouvernement a construit le pont dont il est toujours le propriétaire. L'intérêt des contribuables du comté déjà nommé ne sort pas du caractère public, limité à l'usage que ces contribuables peuvent faire du pont public, comme tous les autres contribuables de la province qui ont à le traverser.

Le droit de pétition est de deux sortes. Dans les limites fixées par la constitution et par les règles de cette Chambre, les citoyens de la province ont le droit de s'adresser, par pétition, à la Législature pour lui demander de couvrir de la protection de son autorité législative une grande variété d'intérêts privés.

Mais ils ont aussi le droit de représenter à cette Chambre ce qu'il peut y avoir d'injuste pour tous ou pour certains d'entre eux dans une législation publique. Ce projet de loi n'est pas de la catégorie de ceux énumérés au premier paragraphe de la 51e règle de cette Chambre. On ne peut pas lui faire spécialement l'application des termes suivants de la règle: "soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, etc." Il ne s'agit pas par ce bill de concéder aucun droit ou privilège aux corporations municipales en question, mais de faire une nouvelle répartition d'une charge publique imposée par cette Législature dans un but d'intérêt public, c'est-à-dire l'amélioration des moyens de communication dans la province.

Si la corporation municipale du comté de Lévis avait demandé la concession du privilège de la construction d'un pont sur la rivière Chaudière à ses frais et qu'au lieu de faire un pont de péage, elle en eût fait un moyen de libre circulation, se chargeant elle-même des frais d'entretien de sa propriété aussi bien que du paiement de l'intérêt et du capital de la somme empruntée pour construire le pont, elle ne pourrait demander de reporter une partie du fardeau sur d'autres municipalités que par une législation privée. Je suis convaincu que cette Chambre ne ferait certainement pas telle législation sans le consentement des contribuables de ces autres municipalités.

Mais, encore une fois, il s'agit ici d'une propriété du gouvernement, et d'une modification de la loi publique décrétant le mode de payer les frais d'entretien de cette propriété.

La proposition est adoptée sur division.

#### **Petroleum Oil Trust Limited**

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 123 accordant certains pouvoirs à "The Petroleum Oil Trust Company (Limited)"). Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Cour de circuit de Montréal**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill R) du Conseil législatif, modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Joseph-Arthur Lesage**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière

(M. E.-H. Laliberté), que le vote de la Chambre en date du 5 mars courant, sur le bill (bill no 135), intitulé "Loi autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec", soit rescindé et que ledit bill soit inscrit de nouveau sur l'ordre du jour pour comité général et que le 5e paragraphe de la 57e règle de la Chambre soit suspendu en ce qui concerne ce bill.

Adopté sur division.

#### **Travaux de réparation à la Chambre d'Assemblée**

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer à l'Orateur qu'il existe une mauvaise ventilation à la Chambre d'Assemblée. À chaque fois que les fenêtres sont ouvertes pour ventiler, la Chambre se remplit de courants d'air.

Il souhaite que le ministère des Travaux publics verra à exécuter les travaux nécessaires pour améliorer les conditions de travail de la Chambre avant la prochaine session.

M. L'ORATEUR : Dit qu'il espère que d'ici à la prochaine session le commissaire des Travaux publics se rendra au désir de la députation et fera les améliorations demandées.

Il ajoute qu'il espère trouver les moyens d'améliorer aussi le local de la Galerie de la presse, car les représentants des journaux, qui doivent porter aux débats une attention plus assidue que les députés eux-mêmes, puisqu'il leur faut prêter l'oreille aux moindres paroles qui se disent des deux côtes de la Chambre, se trouvent places dans une très mauvaise position pour accomplir leur travail.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) Dit qu'il se met à la disposition de la députation et qu'il serait heureux d'étudier les suggestions qui lui seraient faites, tant de la part des députés que des membres de la presse.

La séance est levée à onze heures quinze.

## Séance du 20 mars 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à onze heures dix.**

### Introduction de bills:

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 165) annexant un certain territoire à la paroisse de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Comptes en suspens entre le gouvernement et la cité de Québec

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que la Chambre se formera en comité général, à la prochaine séance, pour considérer une résolution concernant un règlement de comptes entre le gouvernement et la cité de Québec.

Adopté.

### Cercles agricoles

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Se plaint du fait que les cercles agricoles ne rendent plus les services que l'on était en droit d'en attendre.

Tout le monde reconnaît l'importance des cercles agricoles et les progrès qu'ils ont faits depuis leur fondation. Ces cercles sont pour ainsi dire la base de notre système agricole.

Ils sont le facteur le plus actif de notre progrès, ils renferment le plus grand nombre de membres et contribuent le plus largement en argent à l'avancement de la classe agricole. Le gouvernement doit les protéger.

En 1882, les cercles agricoles n'étaient pas organisés comme ils le sont aujourd'hui. Ils furent incorporés régulièrement et légalement en 1893. Ils furent mis sur un pied de concurrence avec les sociétés, et ils ont vite dépassé celles-ci. En effet, alors que les sociétés d'agriculture restaient stationnaires, les cercles ont fait des progrès étonnants jusqu'en 1898.

En 1896, les sociétés d'agriculture comptaient 13,000 membres et les cercles agricoles 23,000; en 1897, les sociétés avaient 12,770 membres et dépendaient \$77,000.00 en comptant l'allocation du gouvernement, et les cercles avaient 39,000 membres et dépensaient \$115,000.00 en comptant l'allocation du gouvernement; les souscriptions des cercles s'élevaient à \$48,000.00 et celles des sociétés à \$18,000.00. En 1898, le nombre des membres des sociétés était de 13,000 et celui des cercles, de 43,000, les sociétés dépensaient \$78,000.00 et les cercles, \$114,000.00: les souscriptions de ces derniers atteignaient le chiffre de \$54,000.00. En 1899, au 31 décembre, date où finissent les rapports de cercles, les sociétés ont dépensé \$40,000.00 et les

cercles \$106,000.00. Quant à l'année courante, nous n'avons pas encore les chiffres voulus.

Il dit constater avec regret qu'en 1898 leur nombre n'avait pas augmenté notablement, que le nombre de leurs membres avait diminué à 40,000 à peine et qu'ils ne dépensaient plus que \$106,000.00 y compris l'allocation du gouvernement.

Comme on le voit, d'après ces chiffres, les cercles agricoles ont fait des progrès rapides sous les conservateurs tandis qu'ils sont en décadence, aujourd'hui sous le régime libéral.

Il fait l'éloge des cercles, de leur esprit d'entreprise, de dévouement et de sacrifice, et regrette profondément qu'au lieu d'un mouvement de l'avant, c'est un mouvement de recul qu'il faut constater. Il tiendra le gouvernement responsable de tout ce qui pourra arriver de mal ou d'amoindrissant à cette admirable institution.

On sait les difficultés qui existent pour créer un mouvement de progrès parmi notre population et quels efforts il faudra pour pousser au progrès des cercles, si on néglige de l'activer.

Il est d'avis que ce n'est pas 500 cercles qu'il faut avoir, mais 800, c'est-à-dire autant qu'il y a de paroisses dans la province, avec le maximum de membres dans chacun.

Il n'est pas opposé aux sociétés d'agriculture qui font tant de bien dans la classe agricole déjà avancée. Mais ces dernières sont l'aristocratie de notre agriculture, les cercles en sont la démocratie et composent la masse de notre classe agricole. À ce titre, ils méritent les sympathies de tous.

Qu'on ne nous réponde pas qu'il n'y a pas d'argent: il n'y a pas à ménager sur ce service, les deux côtés de la Chambre seront prêts à seconder le gouvernement dans tous les efforts qu'il fera pour activer la formation de cercles et leur assurer une existence prospère et bienfaisante pour l'immense majorité de la classe agricole.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond que cet état de choses ne peut être imputé au gouvernement parce que la souscription des membres est tout à fait volontaire. D'ailleurs, les cercles agricoles agissent indépendamment des sociétés d'agriculture. Ces cercles ont tous fait leur rapport, l'année dernière, et, au lieu de diminuer, les cercles ont augmenté en nombre. En 1897, il y avait 5000 membres environ. Ces cercles ne réussiront que par la bonne entente entre les membres et du dévouement de leur part. Le grand malheur, c'est que, dans certains endroits, on grossit les listes avec des noms pris au hasard pour pouvoir toucher l'octroi du gouvernement. C'est là ce qui nuit aux cercles de bonne foi. Il y a aussi des cercles qui cessent de fonctionner tous les ans: c'est ce qui s'est vu sous tous les gouvernements, et plusieurs causes peuvent contribuer à ce résultat.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le ministre de l'Agriculture a raison en voulant économiser les deniers, mais il a tout en vue, les progrès des cercles. S'il veut encourager les cercles et les sociétés d'agriculture le gouvernement ne doit pas mesquiner et il devrait augmenter les octrois.

Il est heureux de voir que le gouvernement maintient l'existence des cercles et des sociétés d'agriculture. Il faudrait multiplier le nombre des conférenciers agricoles, surtout aujourd'hui où une école d'agriculture est disparue.

Le département de l'Agriculture est le plus important de tous les départements.

#### **Paiement à l'imprimeur Dussault**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce que la question Dussault sera débattue à l'une des séances de l'après-midi, étant donné que le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) est présentement à la cour. Il déclare être prêt à faire la discussion sur n'importe quel item du budget.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se déclare d'accord.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Trouve qu'on a le temps d'en finir.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que c'est sans doute pour le remercier de ses bons procédés que le député de Laval agit ainsi.

#### **Subsides**

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 19 résolutions rapportées, lundi, le 19 mars courant, du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour publication de cartes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour comptes en sus-

pens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé 5 résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

#### **Documents:**

##### **Chemin de fer de la rive sud**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1900. pour une copie de la correspondance et des pétitions se rapportant au parachèvement de la construction du chemin de fer de la rive sud. depuis la dernière session. (Document de la session no 113).

##### **Écoles élémentaires**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur. en date du 16 mars 1900, demandant: 1. Copie de tous arrêtés en conseil passés depuis le 31 janvier dernier au sujet de l'application ou de l'emploi d'aucune partie de la somme de \$50,000 00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3. concernant "les écoles élémentaires".

2. Un état détaillé des sommes payées depuis le 31 janvier dernier à même cet octroi de \$50,000.00. (Document de la session no 114).

##### **Traitements des agents des Terres, Forêts et Pêcheries**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1900. pour copie de toutes circulaires ou lettres, depuis le 1er juillet 1897, adressées par le département des Terres, Forêts et Pêcheries aux agents et sous-agents des terres ou des bois et aux inspecteurs d'agence, au sujet du paiement de leur traitement, commission ou déboursés. (Document de la session no 115).

#### **Rapports de comités:**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a rejeté.

Bill (bill no 159) amendant l'article 867 du code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 160) amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances, et l'a adopté avec certains amendements.

### Construction de trottoirs

M. L-P -P CARDIN (Richelieu). Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 18) amendant de nouveau le code municipal.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que les mêmes objections existent contre le bill qui a déjà été présenté et c'est pourquoi il propose, en amendement, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Manon), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Déclare que son projet de loi concernant l'érection de trottoirs sur les chemins municipaux a été modifié dans sa formulation et qu'il n'est plus ce qu'il était d'abord.

Les municipalités rurales ont des pouvoirs trop étendus quant à la construction des trottoirs. Il faut enlever aux conseils le droit de décider si on construira les trottoirs dans telle ou telle partie de la municipalité. Ces travaux doivent être décrétés par la majorité des propriétaires riverains de la route où les trottoirs doivent être construits.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Atwater, Ball, Bédard, Béland, Chênevert, Chicoyne, D'Auteuil, Delaney, Dufresne, Hackett, LeBlanc, Lislois, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 20.

CONTRE: MM. Blanchard, Cardin, Chauret, Claperton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Dorris, Duffy, Garneau, Gosselin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Petit, Robitaille, Rocheleau, Talbot, 18.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la proposition principale ainsi amendée étant soumise à la Chambre, elle est résolue affirmativement.

### Entretien de ponts

M. L'ORATEUR: Décide comme suit le point d'ordre soulevé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), à la séance du 28 février dernier, relativement au bill (bill no 24) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts":

"Le pont en question a été construit entièrement aux frais du gouvernement, qui en est le propriétaire. Le mode d'entretien de ce pont est régi par le chapitre 22 de la 56e Victoria. Par ce statut, la municipalité du comté de Lévis est chargée des frais d'entretien non pas de sa propriété municipale, mais d'une propriété publique de la province.

Par le bill soumis à la Chambre, il s'agit de décréter qu'à l'avenir une région plus étendue que

celle qui constitue la municipalité du comté de Lévis devra aussi contribuer aux frais d'entretien du pont.

Si la Législature avait, en 1893, le droit de décréter, par une législation publique, que la municipalité du comté de Lévis serait chargée des frais d'entretien du pont, elle a également le droit, aujourd'hui, de décréter que, pour l'avenir, les comtés de Lévis et de Lotbinière, et la ville de Lévis sont chargés du coût de cet entretien.

La municipalité du comté de Lévis ne peut pas s'adresser par pétition à cette Chambre pour lui demander d'amender, par un bill privé, une législation publique décrétant la manière de défrayer le coût de l'entretien d'une propriété publique.

Ce projet de loi n'est pas de la catégorie de ceux énumérés au premier paragraphe de la 51e règle de cette Chambre. On ne peut pas lui appliquer les termes suivants de la règle: "soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, etc."

Il ne s'agit pas, par ce bill, de concéder aucun droit ou privilège aux municipalités en question, mais de faire une nouvelle répartition d'une charge publique, c'est-à-dire l'amélioration des moyens de communication dans la province.

La question d'ordre, "qu'il est un bill privé," n'est pas fondée.

Mais le bill n'est pas dans l'ordre pour une autre raison.

Il s'agit de l'imposition d'une charge publique aux contribuables de la ville de Lévis et du comté de Lotbinière.

L'initiative de tout projet de loi imposant une charge publique est essentiellement ministérielle et limitée aux aviseurs responsables de la couronne.

Les bills de cette nature doivent originer, par résolution, en comité général. Si les "résolutions" sont adoptées et rapportées par le comité général, un bill est alors présenté, basé sur les "résolutions".

C'est la procédure qui a été suivie pour le chapitre 22 de la 56e Victoria.

Tout bill pour amender cette loi, en augmentant les charges publiques qu'elle impose, doit être également basé sur des résolutions préalablement adoptées par le comité général.

Cette procédure n'ayant pas été suivie, le bill n'est pas dans l'ordre.

### Concession gratuite de lots aux colons

La Chambre reprend, selon l'ordre du jour, le débat ajourné le 16 mars courant sur la proposition du représentant de L'Assomption (M. J. Marion) faite à la motion du représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) qui se lit comme suit: "Qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, l'oeuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la couronne était amendée de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites."

Le représentant de L'Assomption avait proposé d'y substituer la résolution suivante: "Qu'il soit résolu

que, dans l'opinion de cette Chambre, l'oeuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la couronne était amendée de manière à conférer au commissaire des Terres le pouvoir de concéder gratuitement aux colons de bonne foi les lots propres à la culture pour lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites."

M. J. MARION (L'Assomption): Prend la défense du colon. Il croit que cette résolution aura pour effet de faire disparaître les difficultés qui surgissent entre le colon et le marchand de bois.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Approuve la proposition du député de Wolfe, mais il veut aller beaucoup plus loin que lui lors de la discussion sur l'item général de la colonisation et il veut concéder des terres aux colons sur tous les lots. Il trouve que la demande du député de Wolfe est bien modeste, puisqu'elle se limite aux lots sur lesquels le bois marchand aurait été coupé. Il désirerait bien connaître ce que le gouvernement entend faire sur cette question.

M. G. BALL (Nicolet): Se déclare également favorable à la proposition du député de Wolfe.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Dit qu'à son avis la concession de terres dans les conditions indiquées par le député de Wolfe est chose des plus désirables et donnerait un nouvel élan à la colonisation.

M. E. BLANCHARD (Verchères): Abonde dans le même sens et ajoute qu'on ne pourra jamais assez faire pour garder nos compatriotes dans la province. Toute mesure qui tendra à aider à la colonisation et à l'établissement des nôtres dans la province aura toujours son appui.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande quel est le sentiment du gouvernement sur cette question.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'ayant entendu l'expression d'opinion de la Chambre le gouvernement en tiendra compte et étudiera la question.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que ce n'est pas une réponse satisfaisante. Le cabinet déclare, par sa réponse, que la Chambre est libre de dire et penser ce qui lui fait plaisir, que le gouvernement n'en a cure et agra à sa guise, au gré de son caprice.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Fait remarquer au député de Dorchester que son interprétation est absolument erronée et fantaisiste.

Le gouvernement ne peut ainsi, au débotté, dire comment il donnera suite à la proposition Chicoyne. Les moyens seront mis à l'étude et, à la session prochaine, un amendement à la loi sera proposé dans le sens des vues de la Chambre au sujet des terres dont il est question.

La deuxième résolution proposée est adoptée.

### **Rapports de comités:**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 162) amendement la loi concernant les distinctions provinciales du mérite agricole et l'a adopté avec plusieurs amendements.

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que le rapport soit maintenant reçu.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que les mots "maintenant" et le suivant soient retranchés et que les mots suivants: "référé de nouveau au comité d'agriculture pour le reconsidérer" soient ajoutés à la fin de la motion.

Un débat s'élève.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Propose appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que le débat soit ajourné. Adopté.

A une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

### **Reprise de la séance à trois heures cinquante**

#### **Interpellations:**

##### **Taxe sur les primes d'assurance**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): 1. Le gouvernement est-il renseigné sur les revenus probables annuels que donnera la taxe à être perçue sur les primes payées par les assurés, en vertu de la taxe imposée par le projet de loi soumis à la Législature durant la présente session pour amender l'article 1145 des statuts refondus."

2. Dans l'affirmative, quel montant de taxes s'attend-il de percevoir des compagnies d'assurance sur la vie?

3. Et quel montant des compagnies d'assurance contre le feu?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'information à la disposition du gouvernement ne lui permet pas de préciser le montant annuel à retirer de cette source.

##### **Taxes payées par les compagnies d'assurance-vie**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): 1. Combien de compagnies d'assurance sur la vie ont payé



la taxe imposée par l'article 1145 des statuts refondus de la province durant l'année expirant le 30 juin 1899?

2. Quel est le montant total des taxes perçues desdites compagnies pendant la même période?

3. Combien de compagnies d'assurance contre le feu ont payé la taxe ci-dessus pendant la même année?

4. Quel est le montant total perçu d'elles durant le même espace de temps?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
1.28

2. \$20.465.00

3.26

4. \$20.135 00

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):  
Déclare que bien que la question des paiements à Joseph Dussault soit à l'ordre du jour, il aimerait que la discussion soit remise à la séance du soir étant donné que tous les documents ne sont pas prêts.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome):  
Communique à la Chambre un échange de correspondance entre lui-même et le lieutenant-gouverneur Jetté.

Il déclare qu'étant donné que l'Opposition avait demandé des détails complets sur les dépenses entraînées pour l'entretien de Spencer Wood, il a recueilli tous les renseignements possibles au bureau de l'Auditeur de la province, mais qu'il a dû communiquer avec Spencer Wood pour obtenir des détails supplémentaires, étant donné que, pour la première fois l'an passé dans les comptes publics, les dépenses d'entretien de Spencer Wood étaient classées sous un seul item général. L'an dernier, les dépenses de Spencer Wood pour l'année 1898-99 ont été de \$7,710.00.

Il dit avoir écrit une lettre à Son Honneur pour l'informer que l'Opposition désirait l'information en question. Son Honneur lui a répondu que lorsqu'il avait accepté son poste à Québec, il avait été entendu avec l'honorable premier ministre qu'il serait préférable pour rehausser la dignité de la personne occupant cette fonction de lui permettre de dépenser les sommes votées pour l'entretien de cette résidence sans avoir à rendre compte publiquement de tous les détails des frais d'entretien de la maison. Mais Son Honneur comprend qu'il est peut-être difficile pour le premier ministre de respecter cette entente.

Le commissaire des Travaux publics déclare que toutes les pièces justificatives des dépenses accompagnaient la lettre de Son Honneur.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cents onze piastres et trois cents soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois.

### Demande de documents:

#### Association agricole de Trois-Rivières

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu):  
Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. C. L. Cotton), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous états de compte de l'administration financière de l'Association agricole de Trois-Rivières, produits par cette dernière au département de l'Agriculture, ainsi que de la correspondance s'y rapportant.

M. l'Orateur, je demande la production de ces documents et états pour constater si la position financière de l'Association agricole de Trois-Rivières démontre un déficit.

Je sais qu'il y a des plaintes assez graves portées contre son administration.

Comme le gouvernement a subventionné cette association d'un montant de plusieurs mille piastres, il est nécessaire qu'il sache si on a employé telle subvention d'une manière à encourager la classe agricole.

Dans ce cas-ci il n'y a qu'un moyen de le savoir, c'est l'enquête.

La session étant près de sa fin et ne voulant pas la prolonger, je demanderai cette enquête à la prochaine session.

Adopté.

### Séances de nuit de la Chambre

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe):  
Propose que la Chambre soit d'opinion que ses règles de procédure devraient être modifiées de manière à supprimer les séances de nuit. Il voudrait que la Chambre tienne désormais ses séances publiques dans la journée, tandis que les comités se réuniraient le soir, comme la chose se pratique dans les pays du continent européen.

Il déclare qu'il ne présente cette motion que si la Chambre semble favorable à la demande.(1)

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe):  
Propose, du consentement unanime de la Chambre, que la résolution

1. Cette proposition n'ayant pas rencontré l'assentiment de la Chambre, il décide de la retirer.

suivante: "Cette Chambre est d'opinion que ses règles de procédure devraient être modifiées de manière à supprimer les séances de nuit," soit retirée.

Adoptée à l'unanimité.

### Henri-Paul Lefebvre

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 40), intitulé "Loi autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare qu'en tant que trésorier il s'objecte à la remise d'honoraires dans un certain nombre de cas, mais qu'il se conformera à la décision de la Chambre.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que la question de remise d'honoraires devrait être la responsabilité du gouvernement à qui il revient de prendre la décision. Il est injuste de percevoir des honoraires de certaines parties alors que d'autres se voient remettre une partie de ces frais.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que comme trésorier il ne peut consentir à faire ces remises qui s'élèveront à près de \$3,000.00. Il ne peut prendre sur lui de soustraire au Trésor une somme qui est du domaine public pour en faire un simple cadeau.

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Dit que le dépôt de \$200.00 est un peu trop élevé et devrait être aboli. Il est d'avis qu'il serait sage de diminuer le montant exigé et de fixer une échelle de prix avec entente que les dépôts ne seront plus remboursables.

Aujourd'hui, la plupart des demandes sont faites en faveur d'étudiants pauvres qui ont dû emprunter le montant requis pour présenter leur bill. Il est d'avis qu'on devrait fixer le montant requis à \$25.00 ou \$50.00.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Est d'avis qu'on devrait laisser ces demandes à la discrétion du trésorier et non au bon vouloir des membres de la Chambre, qui n'ont pas le temps d'étudier chaque cas et qui parfois sont trop bons garçons.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que la règle existe et qu'il ne peut consentir à disposer des fonds publics sans la permission des Chambres.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Béland, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Cherrier, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier,

Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, 27.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Teulier, Turgeon, Watts, 27.

Les votes étant également partagés,

M. L'ORATEUR: Dit qu'il désire faire respecter les règles de la Chambre en votant contre la proposition du député d'Ottawa.

Il donne en conséquence sa voix prépondérante dans la négative, et la proposition est donc rejetée.

DES DÉPUTÉS: Demandent alors que toutes les autres demandes de ce genre qui se trouvent sur l'ordre du jour soient renvoyées, vu que la Chambre vient de rejeter la demande du député d'Ottawa.

D'AUTRES DÉPUTÉS: S'opposent à cette demande.

M. L'ORATEUR: Appelle la motion suivante ayant trait à une remise d'honoraires concernant Thomas Côté.

### Thomas Côté

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 35), intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres", soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Il dit que c'est la première fois depuis la Confédération qu'on refuse de semblables demandes. Il croit que le gouvernement et autres adversaires de ces demandes devraient considérer les précédents créés et établir une loi déclarant qu'à l'avenir les impôts exigés ne seront plus remboursables.

Les jeunes gens, a dit un député, qui ont demandé un bill privé et versé le droit de \$200.00, se fiant sur les précédents établis, étaient convaincus que cette somme leur serait remboursée. Si donc, la Chambre décide de ne plus rembourser ce droit à l'avenir, quelle en fasse une "règle de la Chambre" qui entrera en vigueur l'an prochain.

Il parle énergiquement en faveur des pauvres étudiants qui ont travaillé avec tant d'ardeur pour entrer dans une profession.

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Se prononce pour la remise.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): S'élève avec vigueur contre cette faveur qui est accordée à des étudiants qui sont tout autre chose que pauvres.

M. P. E. LEBLANC (Laval): Dit que M. Côté n'est pas un pauvre homme mais qu'il a les moyens de payer, et il a déjà occupé des emplois qui l'ont grassement rémunéré.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il n'est pas juste d'appliquer la règle aussi sévèrement surtout quand avis n'en a pas été donné aux intéressés.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier, 29.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 25.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Peter Bercovitch**

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 122), intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au membre de ses membres", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski) 29.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière**

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 49), intitulé "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre J.-B.-Théophile La-

frenière à la pratique du notariat après examen", soit remis, moins des frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), 29.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Gustave-Télesphore Turcot**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 59), intitulé "Loi autorisant Gustave-Télesphore Turcot, de Philadelphie dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), 29.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Émile Rioux**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 120), intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, d'après examen", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), 29.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **William James Enright**

M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 113), intitulé "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Delaney, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), 30.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 24.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Oswald-Sylvio Métivier**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 60), intitulé "Loi autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, La-

combe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier, 29.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Association des bouchers et des commerçants de lard de Québec**

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 112) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de la cité de Québec", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que ce bill est de nature à nuire aux intérêts des cultivateurs des environs de Québec. Il refuse de consentir à cette remise, avec encore plus de raisons que dans le cas des autres bills.

Le débat se poursuit.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Ball, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Décarie, Delaney, Garneau, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Robitaille, Rocheleau, Roy, 26.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Caron (Matane), Chauret, Chicoyne, D'Auteuil, De Grosbois, Dorris, Dufresne, Flynn, Girard, Gosselin, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Talbot, Turgeon, Tellier, Watts, 25.

Ainsi, la proposition est adoptée.

#### **Paroisse de Saint-Denis de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. -S. Cherrier), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 31), intitulé "Loi concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Ball, Bédard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Cherrier, Clapperton, Décarie, Delaney, Flynn, Gouin

Lacombe. Laliberté. Lalonde. Langelier, LeBlanc. Lislois. Major. Marion. Nantel, Parent. Pelletier. Petit. Plante, Robitaille. Rocheleau. Roy. 31.

**CONTRE** MM Allard. Atwater. Bickerdike. Bissonnette. Caron (Matane). Chauret, Chênevert. D'Auteuil. De Grosbois, Dorris, Dufresne. Garneau. Girard. Gosselin, Hunt, Marchand. Normand. Talbot. Tellier. Tessier (Rimouski). Turgeon. Watts, 22.

Ainsi, la proposition est adoptée.

### **Compagnie du pont de Saint-François**

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. H.-S. Bélard), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 110), intitulé "Loi amendant la loi étendant les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du pont Saint-François", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

### **William Sutherland**

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 72), intitulé "Loi autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland, comme un de ses membres, après examen", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard. Ball, Béland, Blanchard. Bourbonnais. Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane). Champagne, Chauret. Chênevert, Cherrier, Clapperton, D'Auteuil. Décarie. Gouin, Lacombe, Laliberté. Lalonde, Langelier. Lislois, Major, Parent. Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau. Roy, Talbot, 29.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bickerdike, Bissonnette, Chicoyne, De Grosbois. Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel. Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 24.

Ainsi, la proposition est adoptée.

### **Saint-Étienne de Lauzon**

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 61), intitulé "Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu la situation financière difficile de cette municipalité obligée, de plus, de faire les

frais considérables de la construction d'un pont de libre circulation dans ses limites.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Ball, Béland. Blanchard. Bourbonnais. Cardin, Caron (Maskinongé). Caron (Matane), Champagne. Chauret. Chênevert. Cherrier, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier. Lislois, Major, Parent. Petit. Plante. Robitaille. Rocheleau, Roy, Talbot, 29.

**CONTRE:** MM. Atwater. Bickerdike, Bissonnette, Chicoyne, De Grosbois. Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel. Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 24.

Ainsi, la proposition est adoptée.

### **Remises d'honoraires**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que ces remises vont avoir pour effet de faire perdre au moins \$3,000.00 au Trésor provincial. Il ajoute que, pour faire cesser un pareil abus, le gouvernement sera obligé de faire de ce genre de questions une mesure ministérielle.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le premier ministre a beau essayer de dégager sa responsabilité, il le tient responsable aux yeux de l'opinion publique d'avoir fait perdre par son attitude faible, dans une seule après-midi, \$3,000.00 au Trésor provincial. Un premier ministre énergique aurait pu empêcher deux de ses collègues de se séparer du gouvernement sur une question qui intéresse grandement le Trésor public.

### **Administration des biens d'Edmond Vanier**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 55), intitulé "Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Transit Insurance Company of Montreal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 151), intitulé "Loi constituant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à huit heures

### Introduction de bills:

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 167) amendant le code municipal relativement aux eaux d'alimentation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Exposition de Paris de 1900

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier la résolution concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre cette résolution que son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose qu'attendu qu'il est dans l'intérêt de la province qu'elle prenne part à l'Exposition de Paris de 1900 et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses qui seront encourues par la province pour l'Exposition de Paris de 1900, il soit résolu qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, prise à même le fonds consolidé du revenu, pourra être mise à la disposition du commissaire de l'Agriculture pour défrayer les dépenses qui seront encourues par la province pour l'Exposition de Paris de 1900.

Il se peut, dit-il, que l'on n'ait pas besoin de tout ce montant, mais puisque l'Exposition de Paris aura lieu avant la prochaine session, il croit sage d'avoir ce montant à sa disposition. Il a commandé l'impression d'un livre sur la province. L'auteur de ce livre est monsieur Buies et il n'a aucune hésitation à déclarer que c'est le meilleur livre qui ait jamais été écrit sur la province. Il a aussi commandé 55,000 cartes de la province pour être distribuées à l'exposition.

Il déclare qu'il entend envoyer d'autres exhibits qui n'ont pu être envoyés l'an dernier, c'est-à-dire du sirop d'érable, du beurre, du fromage, etc. La plupart des exhibits sont déjà partis, tels que ceux relatifs à l'enseignement, aux produits agricoles non périssables immédiatement, à ses forêts, pêcheries et mines. Mais il en reste, comme ceux qui périssent rapidement, comme le sucre d'érable qui ne pourront être envoyés que maintenant. D'un autre côté, il y a la question de faire mieux connaître la province de Québec et, à la dernière session, des deux côtes de la Chambre, l'on a manifesté le désir que le gouvernement ne laisse pas ignorer notre province dans cette grande joute de l'industrie et du commerce qui se tiendra à Paris cette année.

Le gouvernement a déjà pris des mesures et, sans vouloir exagérer les dépenses, il entend ne pas rester au-dessous de sa mission et faire tous ses

efforts pour que la province de Québec tienne la place à laquelle elle a droit.

En ce qui concerne la représentation de la province, le gouvernement n'a pas encore pris de décision. Il est certain qu'il utilisera cet argent dans les meilleurs intérêts de la province et qu'il donnera à la Chambre un compte rendu détaillé.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Déclare Que cette somme ne sera pas suffisante.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond qu'il croit que les dépenses ne seront pas très élevées.

### Résolution à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

### Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 17) concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Documents:

#### Garde forestier E. Coulombe

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute instruction donnée à E. Coulombe comme garde forestier, depuis mai 1897.

2. Copie de tous rapports d'emploi de son temps et de tous comptes par lui fournis:

3. État indiquant le montant d'argent à lui payé (Document de la session no 117).

#### Emploi du temps du garde-feu L. Collard

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour copie de tout journal, ou rapport d'emploi de son temps et de toute correspondance par Louis Collard, garde-feu, envoyés au gouvernement à quelque titre que ce soit. (Document de la session no 118).

#### Paiement à J. Dussault

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents relatifs à l'item 8 du budget supplémentaire de l'année fiscale courante, concernant le paiement de \$27,052.00 à Joseph Dussault. (Document de la session no 44c)

### Joseph-Arthur Lesage

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille huit cents dix-huit piastres et quarante-huit cents soit accordée à Sa Majesté pour payer Joseph Dussault, imprimeur, Québec, en règlement de sa réclamation basée sur divers contrats d'impressions, en vertu de l'arrêté en conseil no 189 du 9 mai 1899:

Capital . . . . .	\$24,034.19
Intérêt à 4%, du 6 mai 1899 à la date du parfait paiement, soit le 1er mars 1900. . . . .	784.29

\$24,818.48

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Il explique qu'après le travail de l'expert-comptable Kent, de Montréal, celui-ci avait découvert qu'il y avait une erreur de \$2,160.00 dans les chiffres d'abord soumis à la Chambre. D'après M. Kent, le montant de la réclamation fixé par l'ordre en conseil ne doit être que de \$24,034.00 au lieu de \$26,194.00.

Il fait remarquer que l'ordre en conseil précédent adopté le 5 mai était basé sur un rapport des comptables du service de cas spéciaux, MM. Campeau et Dorion. M. Campeau, avec une franchise qui lui fait honneur, a écrit une lettre au Secrétaire provincial pour lui indiquer les erreurs involontaires qui avaient été soumises dans le premier calcul.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Regrette que le gouvernement ait arrêté le débat sur ce sujet, il y a un peu plus d'un mois, dans le but de permettre aux ministres d'amener un comptable ici pour faire une vérification de leurs propres chiffres. L'assistant-trésorier ainsi que l'Auditeur de la province sont d'aussi bons comptables que n'importe qui. Il est évident, dit-il, que, n'eusse été de la vigilance de l'Opposition lorsque la Chambre fut appelée à voter le montant, le tout aurait été adopté et nous aurions

fait cadeau de deux ou trois mille dollars qui avaient été ajoutés par erreur au montant à payer. Toute cette question a été soulevée par la réclamation de Dussault dans une lettre du mois d'octobre 1897. dans laquelle Dussault fournit les détails de sa réclamation et demande un arbitrage, afin d'éviter le délai et les frais d'une action en justice. Il ne demandait aucun paiement, mais seulement un arbitrage. En mars 1899, Dussault adressa une autre lettre au gouvernement et, le 27 avril, le procureur général faisait un rapport au Conseil sur cette question. Le 1er mai, soit trois jours plus tard, nous constatons que le contenu du rapport confidentiel du procureur général au Conseil était connu de Dussault qui, ce même jour, écrit au Secrétaire de la province pour se plaindre que le rapport sous certains aspects, lui est moins favorable qu'il le devrait. La question importante est de savoir comment a-t-il pris connaissance de ce rapport? Le 5 mai, le procureur général présente un rapport supplémentaire dans lequel il recommande exactement ce que Dussault réclame. Le Conseil exécutif n'a même pas attendu 24 heures pour étudier la question et, le même jour que la date que portait le rapport du procureur général, un ordre en conseil permettait d'adopter le rapport supplémentaire, et l'ordre en conseil fut approuvé le lendemain par Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Il nie que la province doive quoi que ce soit à Dussault, car ses commandes étaient irrégulières et ses réclamations ont été déclarées nulles par les tribunaux. Le paiement recommandé par les tribunaux aux tierces parties dans cette cause a déjà été soldé par l'ancienne administration.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Déclare qu'un des premiers gestes du gouvernement conservateur lors de son arrivée au pouvoir fut d'annuler les contrats de Dussault et de refuser de lui payer ce qui lui était dû. Et aujourd'hui l'Opposition essaie de blâmer le gouvernement actuel parce qu'il rend justice à monsieur Dussault.

Les rapports prouvent que monsieur Dussault avait droit de réclamer son dû. Il n'y a pas de scandale, comme essaie de démontrer l'Opposition, mais il s'agit d'un compte honnête d'un gouvernement qui désire payer ce qu'il doit en toute justice. Le gouvernement a fait tout ce qu'il devait faire dans cette affaire. Il s'est borné à suivre les suggestions faites par les tribunaux et Son Honneur le juge A. Lacoste, en particulier.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'affaire Dussault a évidemment pris une certaine importance et a donné à la Chambre un spectacle assez inouï et assez étrange, celui d'un gouvernement composé d'hommes qui viennent déclarer que parmi eux il n'y en avait pas un seul capable de faire justice aux chiffres mis devant la Chambre. Il est étonnant de voir que, sur neuf ministres, il n'y en ait pas eu un seul pour vérifier si les chiffres qui avaient été soumis à la Chambre étaient exacts, il est étonnant que des employés publics comme MM. Verret et Machin n'aient pas été jugés assez capables pour vérifier ces chiffres. Pas un comptable à Québec ne pouvait faire ce travail, il a fallu aller à Montréal pour

trouver un homme capable de mettre la situation au clair. C'est M. Kent qui a été chargé de cette besogne, et le calcul qu'il a fait donne raison au député de Dorchester. L'erreur a été commise dans le rapport du procureur général et nulle part ailleurs.

Voilà plus d'un mois que nous nous occupons de cette affaire Dussault et ce n'est qu'aujourd'hui que le gouvernement passe un ordre en conseil pour reconnaître que sur \$26,000.00 il a fait une erreur de \$2,000.00. Après cela, on peut bien se demander si, sur un budget de \$4,000,000.00 le gouvernement peut annoncer en toute sûreté qu'il a un surplus de \$14,000.00 à la fin d'un exercice. Le fait que les ministres ont payé de leur poche les honoraires de monsieur Kent est une preuve suffisante, à ses yeux, de leur culpabilité. Il (M. Pelletier) a prédit que le gouvernement serait forcé de retrancher une certaine somme de la réclamation Dussault, et sa prédiction se réalise aujourd'hui.

On a voulu rejeter le blâme sur un employé public, M. Campeau, en faisant écrire une lettre pour dire qu'il s'était trompé. Un employé public ne fait pas toujours ce qu'il veut, car on est allé trouver M. Campeau et on lui a demandé d'écrire cette lettre pour blanchir le gouvernement.

Le gouvernement accorde plus à M. Dussault que ce que lui alloue le rapport de m. Kent. Que la Chambre et le public prennent note de ce fait. Comme conclusion, le rapport de M. Kent donne raison au député de Dorchester et donne tort au gouvernement.

L'ordre en conseil du 20 mars démontre que le gouvernement avait commis une erreur de presque \$2,500.00 dans le montant qu'il offrait de payer à monsieur Dussault. De plus, soutient-il, bien que M. Kent ait réduit le montant à être payé de \$2,382.48, le gouvernement l'a seulement réduit de \$2,160.45.

Il récapitule certaines sommes auxquelles M. Dussault n'aurait pas droit. Le gouvernement n'a pas voulu retrancher ces sommes de la réclamation totale. On fait un cadeau à Dussault, et c'est un vol des deniers publics et un scandale qui fera la honte du gouvernement actuel.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Soutient que le gouvernement n'accorde à Dussault que ce qui lui est dû et ne fait que lui rendre justice. Tout le montant à payer en plus des \$19,200.00 est pour l'intérêt. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, ils ont commis des erreurs beaucoup plus graves dans les chiffres que les libéraux.

Les conservateurs, quand ils étaient au pouvoir, ont payé une partie de cette créance et se disposaient à en payer une autre quand ils ont été renversés. Alors, il ne s'agissait que de payer des tiers, mais ces messieurs refusaient de reconnaître le solide de la dette dès qu'il était question de verser entre les mains de Dussault lui-même un sou de ce qui lui était dû. Cette injustice doit cesser et c'est ce que le gouvernement Marchand propose en portant au budget le crédit qui se discute en ce moment.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait ressortir le fait que le gouvernement conservateur a payé à M. Lavery un compte, qui a été reconnu correct par

Dussault, que le gouvernement conservateur n'a accordé à la Banque Jacques-Cartier que ce que les tribunaux lui avaient alloué et que la banque a perdu \$2,000.00 par suite d'une lettre de menace de Dussault. Et ces \$2,000.00 le gouvernement veut les donner aujourd'hui à Dussault.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement:

Bill (bill no 59) autorisant Gustave-Téléphone Turcot, de Philadelphie dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours:

Bill (bill no 133) constituant en corporation The Labrador Electric and Pulp Company".

Et bill (bill no 143) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière.

#### Labrador Electric and Pulp Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 133), intitulé "Loi constituant en corporation The Labrador Electric and Pulp Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnie de pulpe de Jonquière

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 143), intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Henri-Paul Lefebvre

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose que l'honoraire payé pour le bill (bill no 40), intitulé "Loi autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Il demande que la Chambre revienne sur son vote et le renverse.

L HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): et M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Sont d'avis que ce n'est que justice.



M. E. J. FLYNN (Gaspé): S'oppose à une telle palimodie à la même séance.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Se rallie à l'opinion du chef de l'Opposition et ajoute qu'il regrette de devoir faire remarquer aux amis qui ont volé contre son désir qu'ils ont fait perdre \$3,000 00 à la province.

A la prochaine session, il se verra obligé de faire de ces demandes de remises de droits une question

gouvernementale.

La proposition est rejetée.

### **Ajournement**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose l'ajournement de la séance.

Adopté.

La séance est levée à minuit vingt.

## Séance du 21 mars 1900

### Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures dix.

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre concourt dans les 19 résolutions rapportées du comité des subsides et lues pour une deuxième fois le 20 mars courant.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 6 résolutions rapportées mardi le 20 mars courant du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

#### Compagnie du pont de Québec

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec, et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

#### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique les résolutions à l'ordre du jour concernant le pont de Québec.

Il déclare que la question de la construction du pont de Québec est d'un intérêt indiscutable et son importance est reconnue par tous. La construction de ce pont est une entreprise non seulement provinciale, mais aussi fédérale, puisque le gouvernement d'Ottawa a bien voulu voter \$1 million pour le même projet. La construction de ce pont bénéficiera non seulement à ce district, mais aussi au Dominion.

Quant au mode de paiement de la subvention, il sera fait par annuités n'excédant pas \$30,000, afin de permettre au gouvernement de les payer à même le revenu, sans augmenter le passif de la province.

Le même principe a été adopté pour ce qui concerne le subside au chemin de fer de la rive sud: et la compagnie devra, dans l'intérêt général de la classe agricole, maintenir sur les ponts de rivières Yamaska et Saint-François, un passage gratuit pour les piétons, les voitures et les animaux.

Pour le chemin de fer de Labelle au lac Nominique, la subvention sera aussi payée par annuités sur les crédits alloués à la colonisation. La région desservie par cette ligne se développe rapidement et la colonisation y faisant des progrès considérables, l'action du gouvernement est parfaitement justifiée.

Pour la 4e résolution relativement aux compagnies de chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, et du chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, il ne s'agit nullement de subsides nouveaux, mais seulement de prolonger le délai accordé à ces compagnies pour gagner les subsides déjà votés.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande s'il y a une compagnie d'incorporée suivant les règlements des compagnies à fonds social: quel est le capital souscrit et payé, quels sont les plans de ce pont, s'il doit être construit au Cap Rouge ou ailleurs: quelles sont les ressources de cette compagnie: s'il existe un syndicat puissant, comme on le dit, qui doit se charger de cette entreprise. Il na pas de préjugés pour ou contre le pont de Québec, mais la somme qu'on nous demande de voter est assez élevée pour qu'on nous fournisse tous les renseignements. Il s'agit ici de traiter cette question en homme d'affaires et non au point de vue politique. Il faut en finir avec ce système de faire du capital politique à la veille d'une élection générale.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): La question est sérieuse et sera traitée en homme d'affaires. La première compagnie a été incorporée en 1885, mais elle a été réorganisée il y a deux ans. Le capital est fixé à \$250,000 et 25 p. c. est payé. Des plans ont été préparés et approuvés. L'endroit a été fixé à la Chaudière qui est, selon la plupart des ingénieurs, à part M. Bonin, le site le plus avantageux et surtout le moins dispendieux, mais il peut être construit ailleurs. Le coût a été évalué à \$4,000,000. La compagnie a demandé des soumissions, et elle en a reçu trois. Celle de la Phoenix Bridge Company, qui a été recommandée par M. Cooper, ingénieur de New York, porte le coût à \$3,600,000, sans compter les approches.

Ces approches coûteront environ \$400,000, ce qui donne un coût total de 4 millions. Outre son capital, la compagnie compte sur les ressources suivantes: le million d'Ottawa, le quart de million du gouvernement de Québec et un quart de million de la ville de Québec. La compagnie n'est pas restée inactive et elle travaille à conduire l'entreprise à bonne fin. Ce qui a retardé les travaux jusqu'à présent, c'est que la compagnie désirait savoir ce que ferait le gouvernement de Québec. Aujourd'hui, avec un million et demi et les débentures

que la compagnie pourra émettre, elle sera en position de commencer les travaux assez prochainement.

La compagnie, qui comprend les gens les plus en vue de la ville de Québec, s'est mise sérieusement au travail, mais quand les \$250,000 seront votés, elle sera en mesure d'émettre des débentures et de commencer ses travaux.

Il ne peut dire quelle sera la part de la ville exactement, mais elle ne sera pas moindre que celle du gouvernement de Québec. Les subsides du fédéral ne sont pas liés à des conditions et seront payés par tranches de 40% à mesure que les travaux avanceront.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande quelles sont les conditions imposées par le gouvernement d'Ottawa.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Il n'y en a pas. Le gouvernement paiera 40 pour cent au fur et à mesure de l'avancement des travaux suivant estimation faite par l'ingénieur du gouvernement.

L'on attendait l'intervention du gouvernement de Québec pour pouvoir financer les débentures de la compagnie.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Désirerait avoir les calculs sur ce que les débentures vont rapporter.

Est-ce que les grandes compagnies de chemins de fer, par exemple, ont promis d'assurer des revenus à la compagnie du pont?

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Donne lecture de la réponse que fit l'année dernière, à M. Foster. Sir Wilfrid Laurier:

"Il y a deux ans environ, la compagnie actuelle, qui demande aujourd'hui la subvention en discussion, et qui a été réorganisée, a obtenu une nouvelle estimation de M. J.-H. Walsh, préposé au transport des voyageurs et des marchandises sur le chemin de fer Québec Central, lequel a donné l'estimation que voici, relativement au nombre de wagons qui passeraient tous les jours sur le pont:

	Wagons.
Grand Tronc.	70
Intercolonial.	60
Québec Central.	44
Chemin de fer du comté de Drummond (aujourd'hui la propriété de l'Intercolonial).	30
Chemin de fer Canadien du Pacifique (sic).	3
Total.	207

(Ce qui, à \$4 par wagon, donnerait un revenu annuel de \$259,164)"(1)

La Compagnie du pont peut retirer des revenus plus que suffisants pour faire honneur à ses affaires. Cette réponse est tout au long dans le Hansard, d'Ottawa.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que le Hansard n'est pas un livre que le gouvernement fédéral distribue aux députés provinciaux, et le gouvernement aurait dû préparer ces renseignements-là lui-même.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Le moment n'est pas arrivé de discuter la question au mérite.

Le gouvernement n'agit pas en homme d'affaires en donnant cette subvention sans savoir de manière définitive si la compagnie terminera les travaux. Le gouvernement ne procède pas d'une façon sérieuse en n'ayant pas tous les documents nécessaires devant cette Chambre. Il est pour la construction du pont, mais les résolutions établissent que le gouvernement abandonne toutes les promesses faites aux électeurs, concernant l'aide à l'agriculture et la colonisation. Ces résolutions renferment des engagements pour six cent mille piastres. C'est énorme et il convient d'y voir deux fois avant de se décider. Le gouvernement ne donne pas déjà assez pour l'agriculture et la colonisation et voilà qu'il retranche des sommes sur les subsides. Ce n'est pas une politique logique, ni dans l'intérêt de la colonisation, à l'exception toutefois de ce qui sera donné pour le chemin de fer de Labelle à Nominigou, car ce pont et le chemin de fer de la rive-sud ne peuvent être considérés comme ayant des rapports avec la colonisation.

Comment le ministre de l'Agriculture va-t-il pouvoir prendre sur le crédit de l'agriculture quand il n'en a pas assez?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Ces octrois ne seront dus qu'en 1901 : par conséquent, jusque-là, on ne touchera pas aux crédits de l'agriculture et de la colonisation. En 1901, le gouvernement verra ce qu'il aura à faire.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il faudra augmenter le montant de l'agriculture ou bien faire souffrir ce service.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Ne peut pas dire encore s'il augmentera ce crédit. Il verra dans le temps.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Préférerait voir le gouvernement venir carrément avec des subsides directs en faveur de ces entreprises. Si l'on aide ces compagnies qu'on leur vote de l'argent.

Pourquoi se retrancher derrière des faux-fuyants et affirmer que l'on va prendre ces subsides sur les fonds destinés à l'agriculture? L'honorable premier ministre a dit qu'il ne donnerait plus d'octroi et, cette année, il n'y a plus à le nier, il a donné des subsides. Encore une promesse foulée aux pieds. Le gouvernement n'est sérieux dans aucune des résolutions qu'il soumet à la Chambre.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Dit que le gouvernement devrait alors dire que les montants votés pour l'agriculture seront toujours fixés sans tenir

Débats de la Chambre des Communes, Canada, session de 1899, vol. 111, p. 9593. Nous avons cité ce passage directement du Hansard, La Presse l'ayant rapporté d'une façon incompréhensible.

compte des besoins qui peuvent varier. Ce n'est pas tant le montant voté que le choix judicieux fait des octrois votés. Il approuve donc entièrement la politique actuelle du gouvernement. On dit que ces subsides ne sont pas des encouragements à l'agriculture. On se trompe, il faut rendre l'agriculture payante. Un de ces moyens est la facilité de communications. On a dit que la politique du gouvernement a été de ne plus subventionner les chemins de fer. C'est une erreur et il cite plusieurs réponses officielles données par les représentants de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) et Brome (l'honorable H.T. Duffy). On a fait de la politique avec cette question dans Yamaska. On a voulu le faire battre avec cette affaire de subsides. Aujourd'hui, ses électeurs verront que le gouvernement a tenu ses engagements, en venant en aide au chemin de fer de la rive sud. L'ancien gouvernement avait passé un ordre en conseil garantissant les intérêts sur les débentures de la compagnie, pour une somme de \$8 millions. Si le chemin n'est pas encore construit, c'est dû à cette fameuse compagnie qui construisait des petits bouts de chemin pour en retirer des subsides. La compagnie actuelle est sérieuse et agira mieux que la Compagnie Atlantique et Lac Supérieur.

La rive sud, cette vaste et riche région, est sillonnée de tronçons de lignes de chemins de fer. qui ont coûté à la province \$95,000 et qui n'ont servi qu'à faire de la propagande électorale sans utilité 3/8 ni pour la contrée ni pour la province.

La dépense de \$75,000, que le gouvernement propose de faire est absolument justifiée par la richesse des localités qui seront reliées par la ligne de chemin de fer de la rive sud, qui est aujourd'hui entre les mains d'hommes sérieux, honnêtes, désirant ardemment la prospérité de la contrée.

Que ce chemin de fer connu aujourd'hui sous le nom de "chemin de fer d'élection" soit terminé et donne des communications faciles aux paroisses des comtés qu'elle traverse, et une ère de prospérité inouïe s'ouvrira pour cette région et la province entière s'en ressentira.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Voudrait que le député de Yamaska donne le nom du président de la compagnie, car, à part M. Armstrong, il doit y avoir un président.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Poursuit en disant que le gouvernement n'a jamais refusé de donner suite à l'ordre en conseil de l'ancien gouvernement. Il comprend que le gouvernement ayant trouvé des finances en mauvais état a voulu relever les finances provinciales avant d'accorder un subside. Aujourd'hui, ce subside est accordé et tout le monde sera satisfait, dans Yamaska et ailleurs. Le gouvernement fédéral ayant accordé une aide l'an dernier, il était juste que celui de Québec nous vienne en aide à son tour.

Il cite dans les journaux de la Chambre, ce qui a été dit à ce sujet. L'honorable député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) avait simplement dit que le gouvernement n'accorderait pas d'autres subsides jusqu'à ce que l'équilibre des finances soit rétabli.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il veut mettre fin une fois pour toutes aux avances fautes que l'on fait.

Il nie formellement que le gouvernement Flynn ait donné pareille garantie et l'on verra par le rapport du ministre des Travaux publics pour 1897 que le gouvernement n'a pas même voulu agir comme fiduciaire dans cette affaire.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Attaque le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, qui dit-il, est à la fois ministre de la couronne, maire de la ville de Québec et président de la Compagnie du pont de Québec. C'est une position insoutenable et injustifiable que celle d'un ministre de la couronne occupant la position de président d'une compagnie qui demande un subside à un gouvernement dont il fait partie.

L' HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur). Ne voit pas comment sa position est insoutenable.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il comprend qu'il n'est pas donné à tout homme d'avoir la même somme de sens moral. Il critique ce qu'il nomme la générosité du gouvernement envers la ville de Québec.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) Explique qu'un dépôt a été fait à la banque dans le cas de Atlantic and Lake Superior Railway, pour couvrir la garantie de l'ancien gouvernement sur les intérêts.

Le comité ayant étudié les résolutions fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Comité conjoint des impressions de la Législature**

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. VOICI le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Bryson son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

À une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à trois heures.**

#### **Introduction de bills:**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 168; amendement l'article 1095 des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Compagnie du pont de Québec**

L' HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec, et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

Adopté.

#### En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si les soumissions pour la construction du pont de Québec incluent une voie de passage pour les automobiles, tramways, véhicules et piétons.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Répond dans l'affirmative.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voudrait que l'on consignât dans la résolution la déclaration faite par le premier ministre que le montant de l'octroi sera déduit à même les dépenses ordinaires.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quand ces choses sont écrites, c'est beaucoup mieux.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que le premier ministre avait dit qu'il ne donnerait plus d'aide aux chemins de fer, et il a encore oublié ses promesses cette année.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare qu'il est fidèle à ses promesses, car il a toujours dit qu'il n'accordera de subsides que lorsqu'il y aurait équilibre dans le budget et qu'alors, lorsqu'il y aurait subsides, ils seraient payés aux dépens du revenu par annuités, c'est-à-dire sans que l'on soit obligé de recourir aux emprunts.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare que la chose n'est pas réalisable.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Vous disiez bien, il y a 3 ans, que nous n'arriverions pas à équilibrer les finances, et cependant vous appuyez les lois Normand parce qu'il y a un surplus.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que par ces résolutions on ajoute \$43,900 aux dépenses annuelles, sans aucune indication de voies et moyens.

C'est un subterfuge parlementaire, et le gouvernement veut par des moyens détournés augmenter les obligations de la province. Si le pont est construit d'ici à 3 ans, le gouvernement aura à payer \$160,000 tout d'un coup, et alors il lui faudra nécessairement emprunter pour payer ce montant.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il ne suivra certes pas la politique du chef de l'Opposition qui avait promis plus d'un million de subsides à la disposition de compagnies de chemins de fer. Sa politique sera de payer avec l'argent de chaque année et quelles que soient les critiques de

l'Opposition, il ne se départira pas de la ligne de conduite qu'il s'est tracée et qu'il a indiquée aux électeurs lors des élections de 1897.

Il espère qu'au moment où ce montant sera dû il sera capable de le payer à même les revenus; et, s'il lui est impossible de le faire, il effectuera un emprunt temporaire à cette fin.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que d'ici à trois ans la position financière s'améliorera et que, si le gouvernement est obligé de payer un pareil montant d'un seul coup, il pourra faire un emprunt temporaire.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Croit que le cours de la discussion indique que le gouvernement se moque de la population. Il pense que la construction de ce pont ne se fera pas avant huit ans.

La souscription du gouvernement n'est pas suffisante et le site choisi ne sera pas aussi favorable au commerce de Québec que si ce pont eût été construit devant la ville. Le gouvernement veut faire payer sur les revenus annuels une entreprise de ce genre, cela est injuste. Le député de Yamaska (M. L.-J. Allard) a réussi à faire ratifier par le gouvernement le pacte qu'il avait fait avec ses électeurs d'obtenir un subside pour le chemin de fer de la rive sud. Tant mieux pour lui, mais il est regrettable que d'autres entreprises du même genre ayant autant de mérite que le chemin de fer de la rive sud aient été ignorées par le gouvernement, telles que le chemin de fer de Charlevoix, et celui de Chicoutimi à Saint-Alphonse.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Dit que l'Opposition fait des exceptions dilatoires au pont, comme en faisaient en 1890 MM. Taillon et Blanchet. Il rappelle les promesses de Sir Charles Tupper au sujet du pont, promesses qui n'ont jamais été remplies. Grâce à l'admirable tact et à la persévérance du maire de Québec, qu'il remercie, le pont a été obtenu, même si le contrat n'est pas encore complété. Il remercie le gouvernement d'avoir voté un octroi pour le pont.

Il accuse le député de Dorchester d'avoir été pour le pont en 1890 et d'être contre aujourd'hui.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que les remarques qu'il vient de faire ne veulent pas dire qu'il est contre le pont. Il est pour le pont, et va voter pour les résolutions malgré qu'il soit convaincu que ce que l'on a fait est simplement pour endormir l'opinion publique. Il aime encore mieux le pont de Cap Rouge, plutôt que de n'en pas avoir du tout.

Il demande si le contrat est déjà signé.

Il fait quelques remarques concernant le député de Québec-Centre (M. A. Robitaille).

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que le contrat n'est pas encore signé, mais qu'une entente est intervenue entre la compagnie et la Phoenix Bridge Company.

En ce qui concerne la question de laide aux chemins de fer. le gouvernement avait promis de

ne pas donner de subsides avant d'avoir rétabli l'équilibre dans les finances, et il a tenu sa promesse.

M. C. LANGEЛИER (Lévis): M. l'Orateur, si nous devons en juger par ce que l'honorable député de Dorchester a dit depuis le commencement de ce débat, c'est un problème que de savoir s'il est en faveur du pont ou s'il y est opposé. Il proclame qu'il est favorable à l'octroi que le gouvernement veut bien accorder, et il critique ce même octroi: il exprime toutes espèces d'appréhensions qui n'ont pas de raison d'être. Est-il pour? Est-il contre? Nous ne saurons jamais. Car il est connu que la consistance n'est pas la qualité primordiale chez cet honorable député, qui est passé avec une souplesse vraiment remarquable du bleu au rouge pour retourner au bleu. Il a reproché à mon honorable ami, le député de Québec-Centre, (M. A. Robitaille), d'avoir joint le Parti libéral, après avoir été élevé sur le duvet du Parti conservateur, et l'a même accusé d'aimer trop son parti.

Ah! certes, c'est un reproche que personne ne fera au député de Dorchester. Il n'a jamais été attaché passionnément à aucun parti: ce n'est pas là une faiblesse chez lui. S'il a d'autres passions, il n'a certainement pas celle-là. Bercé tour à tour dans les bras des conservateurs et des libéraux, il a également lâché les uns et les autres avec une désinvolture étonnante. Il me fait un peu l'effet d'un individu qui s'est marié en secondes noces; il aime moins sa seconde femme que la première et quand, il convole pour la troisième fois, il devient passablement indifférent. C'est le cas de l'honorable député.

Il lui a pris fantaisie de se moquer de mon ami, le député de Québec-Centre, parce qu'il avait remercié le gouvernement d'avoir assuré la construction du pont en accordant un subside d'un quart de million. Il n'y a là-dedans rien de risible. Notre bonne vieille cité espère beaucoup pour son progrès futur dans la construction du pont dont on parle depuis cinquante ans. Mon ami qui représente une division importante de Québec apprécie l'importance pour nous de la politique ministérielle, et il en a remercié le gouvernement.

Si cette conduite prête au ridicule, l'honorable député de Dorchester devrait être le dernier à en parler, car il a fait la même chose sous l'administration Mercier, car alors, il était libéral, il marchait avec nous. "Quantum mutatus ab illo!" J'ai sous les yeux les remerciements qu'il offrait à M. Mercier, dans un langage qui s'élevait presque au lyrisme; mais écoutons-le plutôt dénoncer les conservateurs, ses alliés d'aujourd'hui, je ne dirai pas ses amis:

"Eh! bien, aujourd'hui, laissez-moi vous prédire une chose, et les paroles que je vais dire seront ratifiées par la province et l'électorat. Pendant que ceux qui avaient mission de nous protéger, de nous tendre la main nous abandonnaient, nous refusaient systématiquement et péremptoirement de nous donner le pont, nous avons trouvé, non pas au milieu de nous, non pas dans notre district, mais dans

celui de Montréal, un homme qui est venu et qui nous a tendu la main. Cet homme, c'est le premier ministre de la province de Québec. (Appl.)

... "Au nom de tous nos amis de cette Chambre, de tous nos amis du district, au nom des électeurs de mon comté, au nom de tous ceux qui aiment Québec, je remercie l'honorable premier ministre et son gouvernement." (Appl.)

... "Cet homme va nous donner le pont. Je l'en remercie avec effusion, avec émotion. (Appl.)"

L'honorable député de Dorchester devait avoir des larmes dans la voix quand il parlait ainsi, car on voit qu'il était profondément ému, si toutefois il est susceptible d'émotion. Il avait donc mauvaise grâce à vouloir se moquer de mon ami, le député de Québec-Centre.

Mais j'arrive au mérite de la question.

Ceux qui s'intéressent au progrès de notre province, et particulièrement à celui de notre district, applaudiront à l'action du gouvernement. La construction du pont de Québec est une chose qui intéresse tout le pays et je vais le démontrer.

Tout le monde connaît l'immense commerce de grain qui se fait dans l'Ouest; ce commerce prend pour la plus grande partie la direction des États-Unis, et pourquoi cela? Simplement parce que nos chemins de fer canadiens ne suffisent point à cet immense trafic.

Savez-vous, M. le Président, la quantité de grains expédiée de Duluth seulement en 1899? L'énorme quantité de 97,000,000 de minots, et l'année précédente elle avait été de 102,000,000. Et notons que ce n'est là qu'une partie minime de ce commerce. Le Pacifique Canadien et les autres chemins de fer n'ont pu en transporter qu'une très petite quantité.

Il en est de même dans le Manitoba, qui a produit, l'année dernière, 25,000,000 de minots de grain. Aujourd'hui, les contracteurs Mackenzie et Mann ont acheté différents tronçons de chemins et en ont construit une autre partie afin d'établir une ligne rivale du Pacifique entre Winnipeg et Port Arthur, pour s'emparer de ce fret. Mais, une fois rendu au lac Supérieur, cette ligne n'a plus de débouché et ce fret prend la voie des États-Unis. Nous avons l'espoir de voir cesser cet état de choses d'ici à peu de temps.

En effet, il y a actuellement devant le Parlement fédéral un projet de chemin de fer d'une immense importance. Je veux parler du chemin du fer de Québec au Lac Huron. Cette voie ouvre, pour Québec surtout, de vastes horizons; elle aura pour effet d'attirer vers nous un commerce qui jusqu'ici nous échappe. Une fois le chemin construit, le commerce, prenant toujours la voie la plus courte, devra infailliblement adopter cette nouvelle voie ferrée. Car, en effet, la distance entre Duluth et nos ports de mer se trouvera plus courte de plusieurs centaines de milles. On voit de suite l'immense trafic que ce nouveau chemin de fer créera pour le pont de Québec. L'été, ce grain sera chargé à Québec et l'hiver, grâce au pont, à Halifax. En un mot, ce pont sera le dernier chaînon destiné à relier les vastes et riches prairies de l'Ouest avec nos

ports sans rivaux de l'Est. Ce chemin de fer aura de plus l'avantage de traverser une région aujourd'hui presque sauvage, où il existe des terres d'une fertilité et d'une richesse extraordinaires. Ce sera un artère pour la colonisation et, avant peu d'années, nous verrons là se développer une population nombreuse.

La construction du pont de Québec est la réalisation d'une idée vieille de cinquante ans. À cette époque-là, on parlait du pont en même temps que du premier chemin de fer qui devait être construit, et ce chemin s'appelait le chemin de fer de Québec et du Lac Huron. Il avait pour promoteurs des hommes distingués qui s'appelaient Joseph Cauchon, Ulric Tessier et Joly, des citoyens qui ont joué un grand rôle dans notre monde politique.

Il est un autre point de vue bien important aussi auquel nous devons envisager cette question de la construction du pont de Québec. C'est au point de vue militaire.

On parle beaucoup de ce temps-ci de loyalisme. Eh bien, notre province, quoi qu'on en pense dans certains quartiers, est loyale, et le sacrifice qu'elle s'impose aujourd'hui servira à protéger les intérêts britanniques en Amérique.

Nous vivons en paix dans le moment avec nos voisins de la république voisine, et Dieu veuille que cette paix, cette bonne harmonie dure toujours! Mais enfin, nous ne savons pas les conflits que peut provoquer le bouleversement que nous voyons aujourd'hui en Europe. Si, par malheur, les intérêts de l'Angleterre devenaient menacés chez nous, il lui faudrait envoyer ses troupes pour protéger ceux qui vivent à l'abri de son drapeau, qui abrite nos libertés. Aujourd'hui, elle pourrait difficilement, en hiver surtout, faire arriver ses troupes à Québec; elle aurait également de la misère à les faire arriver par Montréal, à cause de la proximité de cette ville avec les États-Unis. Il en serait tout autrement si nous avions le pont. Les régimes anglais nous arriveraient par Halifax, ils se rendraient ici par l'intercolonial, un chemin de fer qui passe au milieu du pays et qui est protégé par nos hautes montagnes. Et, le chemin de fer du Lac Huron traverse également une région éloignée du territoire américain qui permettrait sans danger de disséminer un peu partout les armées anglaises. N'est-ce pas là un avantage considérable au point de vue de notre protection par l'Angleterre? J'avais donc raison de dire tout à l'heure que la construction du pont de Québec intéresse non seulement notre ville, notre district, mais toute la Puissance du Canada.

Un mot encore au sujet du trafic: le Canada Year Book pour 1898 constate que, dans cette année, il est passé dans le canal du Sault-Sainte-Marie 4,947,000 tonnes de fret. Et ce n'est qu'une partie seulement du commerce de cette région. Or, cela représente 16,000 convois de chemins de fer traînant 600 tonnes de fret chacun. Tout ce fret est destiné à un pont sur l'Atlantique en destination pour l'Europe.

Quel est la barrière qui arrête tout ce trafic de passer par notre territoire? L'absence d'un pont tout simplement.

Nos amis de l'autre côté de la Chambre n'approuvent pas le site projeté au Cap Rouge. Tout le monde préférerait voir le pont construit en face de la ville, mais il y a à cela deux formidables objections. La première ce sont les difficultés naturelles insurmontables, telles que le constatent les ingénieurs. La seconde raison, c'est le prix. Un pont en face de la ville coûterait quatorze millions d'après le rapport de l'ingénieur. M. Hoare. Il est donc inutile d'y songer.

Du reste, tous les ingénieurs, excepté M. Bonin, ont été d'opinion de le construire au Cap Rouge. Dès 1852, le général Sewell faisait un rapport dans ce sens, et plus tard, MM. Walter Shanley, Light et Hoare exprimaient la même opinion.

L'honorable député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) a fait une découverte qu'il devrait faire breveter sans délai. Il nous dit que le président de la Compagnie du pont - mon ami l'honorable député de Saint-Sauveur - était ministre et que par conséquent il avait un intérêt dans cette entreprise.

Ces scrupules de la part de nos adversaires ont lieu de m'étonner. Ont-ils oublié que leur chef, Sir A.P. Caron, pendant qu'il était directeur de la Compagnie du chemin de fer du Lac Saint-Jean, était ministre et faisait voter près de deux millions pour cette voie ferrée dans laquelle il avait un intérêt direct, immédiat? Profitant de son influence, il faisait verser par le contrôleur, M. Beemer, \$25,000 dans le fonds électoral du Parti conservateur.

L'honorable M. Chapleau, alors qu'il était ministre, n'était-il pas directeur du chemin de fer de Pontiac et Gatineau, de la jonction du Pacifique et Gatineau, du Great Western, des chemins subventionnés par l'État? Avant lui, l'honorable M. Church, trésorier de la province, n'était-il pas directeur du Pontiac? Autrefois, l'honorable John Ross, ministre, était directeur du Grand-Tronc auquel il faisait voter des millions de piastres. Sir A.T. Galt, ministre des finances, n'était-il pas directeur du Grand-Tronc quand cette compagnie recevait de larges octrois de la couronne? Et, Sir John Macdonald, qui a fait voter des millions au Pacifique, n'était-il pas intéressé dans ce chemin, quand son testament a établi qu'il possédait des parts acquittées dans cette compagnie au montant de \$100,000? Son collègue, Sir Georges Cartier, n'était-il pas l'avocat salarié du Grand-Tronc pendant qu'il était ministre? Enfin, Hugh Macdonald et le fils Tupper n'étaient-ils pas les avocats du Pacifique à Winnipeg, pendant que leurs papas respectifs faisaient voter des millions à cette puissante compagnie?

Voilà les gens qui veulent jeter du louche sur la conduite de mon honorable ami le commissaire des Terres de la couronne. Leurs insinuations n'affecteront pas la réputation sans tache dont jouit l'honorable député de Saint-Sauveur. Mais, si c'est une bonne chose que d'être membre de cette compagnie, pourquoi nos adversaires ne se sont-ils pas emparés du projet? Ils n'ont pas voulu courir le risque, l'honorable député de Saint-Sauveur l'a fait. Il s'est montré un homme de progrès désireux de promouvoir les intérêts de sa ville. Ses concitoyens des deux partis qui sont dans le bureau de direction,

appréciant son énergie, ses brillantes aptitudes pour les affaires, l'ont nommé président de la compagnie. Et ça été de leur part une heureuse inspiration, car c'est grâce à son influence, à ses efforts persévérants si nous avons aujourd'hui l'assurance que cette vaste entreprise sera bientôt un fait accompli.

Honneur à lui! Toutes les vilaines insinuations de ses adversaires ne sauraient lui enlever l'estime et la confiance de ses concitoyens qui reconnaissent son zèle et son mérite, pour assurer à Québec la construction de ce pont depuis si longtemps désiré.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Dit qu'il était bien intéressé dans le progrès de la cité de Québec, mais il croit qu'il serait injuste de faire des récriminations contre le Parti conservateur à ce sujet. Si le Parti conservateur fut resté au pouvoir à Ottawa, Québec aurait non seulement un pont, mais encore sa ligne de paquebots rapides. Il ne saurait donner crédit à Sir Wilfrid Laurier pour le million voté pour le pont de Québec, parce qu'il a fallu lui mettre le couteau sur la gorge pour l'obtenir. On dit que le pont nous apportera le trafic de l'Ouest, mais ce ne sont que ceux qui ne sont pas familiers avec la question qui parlent de cette façon. Ce n'est pas le pont, mais le Grand-Nord qui nous apportera le commerce de l'Ouest. Le pont nous donnera des communications avec la rive sud, et c'est pour cela qu'il est favorable à l'entreprise, tout en regrettant le site choisi. Si Sir Charles n'avait pas été défait aux dernières élections générales, le pont aurait été construit à l'heure qu'il est.

L'aide donné au projet par le gouvernement n'est pas suffisante, mais c'est mieux que rien du tout.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Désire faire remarquer qu'en 1890, quand il a parlé en faveur du pont, le site n'était pas encore choisi. On semble oublier cela aujourd'hui, quand on lui reproche de critiquer le site.

Le comité ayant étudié les résolutions fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

## **Reprise de la séance à huit heures.**

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 76) intitulé:

"Loi amendement la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de jonction de Napierville", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

### **Charte de Montréal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Compagnie de chemin de fer de jonction Napierville**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "Loi amendement la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de jonction Napierville". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Compagnie du pont de Québec**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier certaines résolutions concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

Adopté.

### **En comité:**

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Je demande à cette honorable Chambre la permission de faire quelques remarques sur cette importante question de la construction d'un pont à Québec.

C'est un fait indiscutable que la construction d'un pont entre Québec et Lévis est d'un intérêt vital pour toute la province. C'est le complément nécessaire de la politique de chemins de fer inaugurée il y a vingt ans en cette province, c'est le chaînon de notre système de voies ferrées sur le territoire canadien de l'Atlantique au Pacifique.

Tant que le réseau de chemins de fer de la rive sud n'aura pas été relié à celui de la rive nord à Québec, les sommes énormes que nous avons dépensées pour la construction du Pacifique, de l'Intercolonial, du Québec-Central, du chemin de fer du Lac Saint-Jean, du Montmorency & Charlevoix, et d'autres encore, tant que ce dernier chaînon n'aura pas été construit, nous ne bénéficierons qu'en partie seulement des avantages que nous cherchions à gagner en construisant ces chemins de fer.

Mais si cette entreprise est nécessaire à toute la province combien plus ne l'est-elle pas pour la ville et le district de Québec?

D'ailleurs, l'importance de cette entreprise me paraît admise de tous, libéraux et conservateurs. Depuis quinze ans que la question est débattue dans la presse je ne sache pas qu'il y ait eu une note discordante.



Dans cette Chambre, elle a été discutée à plusieurs reprises et chaque fois il y a eu unanimité pour admettre que la construction de ce pont était une nécessité absolue.

À la séance du 11 juin 1888. M. Faucher de St-Maurice, appuyé par l'honorable député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), propose "que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent à Québec est d'une importance vitale pour les intérêts de la province et que cette Chambre supporterait volontiers l'action du gouvernement, s'il se chargeait de sa construction". L'honorable M. Mercier, alors premier ministre, admet le principe que le pont est d'une importance vitale et il ajoute que le gouvernement provincial est prêt à faire sa part quand le gouvernement fédéral aura fait la sienne.

L'honorable chef de l'Opposition actuelle terminait ses quelques remarques en disant que le public accueillerait avec plaisir cette déclaration de l'honorable premier ministre.

Alors les honorables MM. Tessier, Casgrain, Dechêne, Blanchet appuyèrent la résolution et la Chambre vota une loi autorisant le gouvernement à aider, jusqu'à concurrence de \$10.000, aux frais d'exploration préliminaire.

À la séance du 21 mars 1890, la question revint de nouveau devant cette Chambre, alors que l'honorable député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) proposa une résolution disant: "Qu'un pont sur le Saint-Laurent à ou près de Québec serait grandement avantageux à la cité de Québec, à la province et à la Puissance en général: et que cette Chambre appuierait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont".

L'honorable M. Taillon au cours de ses remarques dit "L'utilité de l'entreprise est admise".

L'honorable représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn) répondant à M. Mercier dit "Que le premier sache que nous sommes en faveur du pont".

C'est à cette séance que l'honorable représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) fit à l'appui de cette résolution l'un des discours les plus éloquentes qu'il ait prononcés dans cette Chambre. "Il est donc admis de toutes parts, disait-il, que la construction du pont est une entreprise d'utilité général, dans l'intérêt de toute la province" et il approuve d'avance "la loi qui sera présentée dans quelques jours et qui garantit 3% d'intérêt sur un million pendant dix ans".

En effet, le 27 mars, le gouvernement Mercier présentait cette loi.

Les honorables MM. Flynn, Blanchet et Casgrain répétèrent qu'ils sont pour la construction du pont et qu'ils appuieront le projet de loi.

L'honorable M. Casgrain, au cours de ses remarques, déclara qu'il était prêt à aller plus loin. "Je suis prêt à voter pour garantir un million et demi sans condition pour la construction du pont".

Cette loi de 1890 garantissait donc l'intérêt de 3% sur un million, (le coût total était estimé à 3 millions) à condition que le gouvernement d'Ottawa et la ville de Québec en fissent autant.

Le 8 janvier 1897, l'honorable représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent) proposa une résolution disant que "la Chambre verrait avec plaisir le gouvernement venir en aide à la construction d'un pont devant Québec".

C'est alors que M. Châteauvert, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), proposa en amendement: "Que la Chambre désire la construction d'un pont devant Québec et elle espère que le gouvernement viendra en aide à l'entreprise quand les chemins de fer intéressés, la ville de Québec et le gouvernement du Canada auront décidé de faire leur part pour venir en aide à cette grande entreprise".

J'avais donc raison de dire. M. l'Orateur, que tous, libéraux et conservateurs, se sont déclarés, chaque fois que l'occasion s'est présentée, prêts à venir en aide à la construction du pont. Je puis dire que, d'une manière générale, ils n'y mettaient qu'une condition: c'est que la ville de Québec et le gouvernement d'Ottawa fissent leur part.

Eh bien! le gouvernement d'Ottawa a fait sa part en faisant voter un million. La ville de Québec est prête à faire la sienne; vous savez tous qu'elle s'est fait autoriser à voter \$500,000 pour cette fin.

Il ne reste plus qu'à cette Chambre de dire qu'elle aussi désire venir en aide à cette importante construction, sans laquelle les nombreuses industries nouvelles de toute cette région ne pourront jamais atteindre un complet développement.

Et s'il y avait besoin d'autres arguments, il me suffirait de signaler à cette Chambre l'augmentation du tonnage des vapeurs océaniques et l'intention de plusieurs compagnies de vapeurs de faire de Québec leur terminus d'été; l'achèvement prochain du Grand-Nord, l'agrandissement des canaux, l'affluence du trafic de l'Ouest; le transport du grain à brève échéance et la construction d'élévateurs; le chemin de fer projeté du Lac Huron à Québec; le développement considérable de l'industrie de la pulpe qui en hiver doit garder sa production ou la faire passer par Montréal pour se rendre à un port de mer.

Il me suffira de signaler ces faits pour convaincre les honorables députés qu'il est urgent que ce pont se fasse au plus tôt et que la Chambre doit contribuer sa part raisonnable en vue d'aider à cette entreprise.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il a hésité à croire à l'opportunité des présentes résolutions, après les promesses faites aux électeurs de ne plus accorder de grands subsides aux entreprises publiques. Pour lui, il voudrait qu'après les sommes énormes votées aux chemins de fer, vingt millions au moins, le gouvernement devrait maintenant borner ses efforts à l'éducation du peuple. Sur ce chapitre, il est bien près d'être d'accord avec les conservateurs, bien que député de Montréal. Il dit qu'il votera pour ces résolutions, parce qu'elles n'augmentent pas les responsabilités de la province, puisque l'on va prendre le système des annuités.

Il s'agit de payer, pendant quelques années, une somme de \$43,000, qui peut facilement se trouver

en économisant 1 pour cent sur le revenu pour faire face aux nouvelles obligations ou de voir le revenu augmenter de 1 pour cent pour arriver au même but, ce qui est d'ailleurs très probable en raison du développement de nos industries et de notre commerce.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare que tout le monde connaît sa politique sur cette question. Lorsque le parti conservateur arriva au pouvoir, il avait la responsabilité de six millions d'obligations. Par le règlement de 1893, le gouvernement conservateur déclara qu'environ deux millions de ces sommes n'étaient pas en loi. Si cette ligne de conduite n'avait pas été adoptée, un désastre financier se serait produit. Le gouvernement décida de surveiller les travaux en cours. Il termina l'Occidental et le chemin de fer Saint-Jean jusqu'à Roberval et le prolongea jusqu'à Chicoutimi. Si l'argent n'a pas été dépensé à bon escient, ce n'est pas la faute des conservateurs.

Faisant allusion au chemin de fer de la rive sud, il dit que si le député de Yamaska (M. Allard) peut aller de Montréal à Sorel en chemin de fer c'est au Parti conservateur qu'il le doit, puisque ces derniers ont voté au delà de \$100,000 à la compagnie de MM. Zoël Leduc, H. Beauchemin et autres, tous des francs libéraux.

Il souhaite que la province ne retourne pas au vieux système de contracter des emprunts considérables pour donner des subsides aux chemins de fer. Il félicite le gouvernement de vouloir payer le subside proposé aujourd'hui à même les revenus. Mais nous ne devons pas exagérer. Il est plus important d'assurer l'éducation de notre peuple que de construire des chemins de fer. Ces compagnies ne sont peut-être pas en mesure de remplir les conditions.

Le député de Yamaska s'en est pris à M. Armstrong, mais je n'ai rien à dire, dit-il, ni pour, ni contre ce monsieur, et ses actes sont là pour établir que lui, le député de Terrebonne, ne lui a jamais accordé de faveurs, si ce n'est d'avoir continué les subsides qu'il avait reçus de feu M. Mercier, en 1888. Personne plus que lui, le député de Terrebonne, n'a tenté d'enlever des mains de M. Armstrong le chemin de fer Atlantic & Lac Supérieur.

Quant à la question du pont de Québec, il demande pourquoi il n'est pas encore construit. La raison est sans doute que les principaux intéressés ne pensent pas de la même façon. Le gouvernement local a manifesté un peu d'excitation à ce sujet, mais il ne semble pas que les grandes compagnies de chemin de fer ont fait grand-chose jusqu'à maintenant. Il ajoute que c'est un mauvais principe de prendre les fonds qui devraient servir à l'agriculture et à la colonisation pour les donner aux chemins de fer. Les fonds consacrés à l'agriculture, à la colonisation et à l'Instruction publique devraient provenir des revenus réguliers.

En ce qui concerne les deux dernières résolutions, il déclare qu'il les approuve parce qu'elles sont une continuation de la politique du Parti conservateurs.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Trouve qu'il est scandaleux de subventionner une ligne qui passe à travers une région riche comme les comtés de Yamaska, Nicolet, etc., parsemée de paroisses splendides où, comme l'a dit le député de Yamaska cet après-midi, on vend chaque année de \$60,000 à \$75,000 de fromage et de beurre. Tandis que le gouvernement accorde des subsides à des paroisses riches qui semblent n'avoir besoin d'aucun secours, de pauvres municipalités restent abandonnées à leur triste sort.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Que pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du pont de Québec une subvention n'excédant pas 20% de la valeur, d'après les estimations mensuelles approuvées par l'ingénieur du gouvernement, des travaux exécutés par la compagnie — cette subvention ne devenant pas excéder \$30,000 dans une même année, ni le montant total dépasser \$250,000; pourvu que, si le pont est terminé avant que le montant entier de la subvention soit payé, la balance en devienne immédiatement exigible; le tout à condition (a) que le pont soit construit pour les piétons et les voitures aussi bien que pour les convois de chemins de fer; (b) qu'il soit construit conformément aux conditions qui pourront être arrêtées entre le gouvernement et la compagnie; et (c) que la cité de Québec accorde un octroi au moins équivalent à celui qui est ci-dessus autorisé.

Adopté.

2. Qu'attendu que l'agriculture en cette province bénéficierait dans une large mesure de la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, - il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive sud la somme de \$8,900 par année, pendant dix ans, à partir du premier juillet 1901, à condition que ces ponts soient construits de manière à permettre aux municipalités intéressées de les utiliser pour y établir et maintenir un passage gratuit pour les piétons, voitures et animaux; le tout aux conditions qui seront arrêtées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour l'agriculture; mais qu'aucune partie n'en sera payée à la compagnie avant que les ponts soient terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

Adopté.

3. Qu'attendu que la colonisation en cette province bénéficierait largement de la construction d'un chemin de fer depuis Labelle au lac Nominique. - il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à une compagnie qui se chargera de la construction de cette ligne une subvention de \$5'000 par année, pendant douze ans, à partir du premier juillet 1901.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour la colonisation, mais qu'elle ne sera pas payée à moins que ces travaux de construction

et des matériaux pour une valeur équivalente n'aient été laits et fournis d'après le rapport de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante n'ait été donnée au lieutenant-gouverneur en conseil par la compagnie, qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce chemin.

Adopté.

4. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, maintenant le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901: pourvu que, sur la balance des subventions accordées à ce chemin de fer, il soit payé, quand elles seront gagnées, sur la partie de son chemin de fer, entre la rive nord de la rivière Pickanock et Notre-Dame-du-Désert, \$116.392, et pour la partie depuis sa jonction actuelle avec le chemin de fer Canadien Pacifique à Hull jusqu'à Hull-Est, \$25,000.

Adopté.

5. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901: pourvu que la balance de la subvention accordée à ce chemin de fer soit payée, quand elle sera gagnée, pour les parties de sa ligne entre Aylmer et Hull et entre Hull et Hull-Est.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement, dans ses résolutions, ne fait aucune allusion au projet du pont et que les documents déposés ne sont pas satisfaisants pour la Chambre. Tout ce que l'on a d'officiel se résume à quelques lettres du secrétaire de la compagnie du Pont. Le gouvernement n'a pas agi en homme d'affaires. A-t-il cherché à savoir, par les plans, quel serait le meilleur endroit? S'est-il informé si la compagnie qui désire construire le pont possède les fonds suffisants pour garantir les travaux qu'elle veut accomplir? La réponse sera sûrement négative. Même le président de la compagnie, l'honorable Commissaire des terres, ne peut trancher la question. Il ne peut pas parler comme président de la Compagnie du pont, il ne peut parler que comme ministre, et, comme tel, il n'a rien à offrir à la Chambre.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la résolution soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement, avant de soumettre cette résolution à cette Chambre, n'ait pas pris les moyens nécessaires de s'assurer des ressources de la compagnie, pour mener à bonne fin cette entreprise, et aussi du choix du site le plus avantageux au point de vue du succès de

cette entreprise et de l'intérêt général de cette province".

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que toute cette tactique est pour s'opposer au pont et on devrait le dire franchement. Il essaie de mettre le chef de l'Opposition en contradiction avec le député de Dorchester.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Avec la position qui nous est faite par le gouvernement fédéral, le pont ne peut pas être construit ailleurs qu'au Cap Rouge. Ce n'est plus le pont de Québec, mais le pont des Chaudières. Toutefois, il votera pour le subside même avec l'emplacement choisi, car mieux vaut un pont aux Chaudières que pas de pont.

Il croit cependant que, si le gouvernement provincial accordait un subside plus important, la Compagnie du pont, armée du vote du Parlement provincial, pourrait prier le gouvernement fédéral de revenir sur sa première décision et faire voter des subsides plus élevés.

Avons-nous même la preuve que le gouvernement du Canada donne un million? Non.

Le statut fédéral ne fait qu'autoriser le montant et il faudrait un arrêté en conseil, et le gouvernement n'en a pas à produire.

Voilà des gens qui demandent à la Chambre de voter \$250,000 et ils ne peuvent pas même donner officiellement l'ombre d'une raison pour appuyer leur demande.

Il y a une différence entre le statut fédéral et les présentes résolutions sur cette même question.

Le statut fédéral dit que c'est un pont de chemin de fer, la résolution dit que c'est un pont pour les chars, les voitures et les piétons.

Le statut fédéral détermine le site, mais la résolution ne fixe rien.

Le chef de l'Opposition regrette aussi le choix du site qui n'est pas aussi avantageux pour la ville de Québec.

Il ne votera pas contre les résolutions, mais il désire par une motion exprimer son regret de voir que le gouvernement n'a pas pris les moyens de mener cette entreprise à bonne fin, et n'a pas choisi un site plus avantageux.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Si vous ne votez pas contre les résolutions, c'est parce que vous n'en avez pas le courage.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Un homme qui n'a pas assez de talent pour présenter un bill sans être obligé d'accepter ses suggestions n'a pas le droit de faire la leçon aux autres ni d'essayer à les insulter.

Il est d'avis que le gouvernement fédéral devrait subventionner le pont de Québec pour une somme qui équivaldrait à au moins la moitié de ce que le pont Victoria à Montréal a coûté au Canada.

Il ne connaît pas le chiffre de la dépense faite pour ce fameux pont, qui a été bâti avec les de-

niers du pays et n'en est pas moins, aujourd'hui, la propriété de la Compagnie de chemins de fer le Grand-Tronc.

Il a entendu évaluer le coût de cette entreprise à \$12,000,000 ou \$16,000,000. À son tenir au chiffre le plus bas, si le gouvernement fédéral accordait au pont de Québec un subside de la moitié de cette somme, soit \$5,000,000, on pourrait construire le pont devant Québec, où est son véritable emplacement, et l'emplacement auquel la ville a droit en sa qualité de capitale de la province.

Il est convaincu que si on avait fait un effort dans le sens qu'il indique le pont serait construit devant Québec; tandis que maintenant il sera construit à 7 milles d'ici et jamais au grand jamais Québec n'aura son pont.

Il déclare ne pas voir de contradiction entre sa conduite et celle du chef de l'Opposition en disant qu'il voterait pour les résolutions. Il désire simplement enregistrer son protest contre le choix du site.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier) que le mot "cette" et les suivants: "un pont sur le fleuve Saint-Laurent, près de Québec, est d'une importance vitale pour la Puisseance, comme dernier chaînon de notre système de voie ferrée sur le territoire canadien, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, et que cette Chambre voit avec plaisir que le gouvernement de cette province contribue, dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, destinée aussi à favoriser la classe agricole en cette province".

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Parle longuement de l'endroit choisi pour la construction de ce pont. Il dit que tous les ingénieurs qui ont examiné l'endroit et dont il donne les noms se sont déclarés favorables à l'endroit choisi. Pourquoi, ajoute-t-il, ceux qui s'objectent à l'adoption de cette résolution ne disent-ils pas franchement qu'ils s'objectent au pont? Il cite un extrait de rapport recommandé à l'attention de la population par le député de Gaspé, et où il est dit que le meilleur site est celui choisi par la compagnie actuelle.

M. L.-E. LEBLANC (Laval): Soulève la question que le sous-amendement du député de Lévis n'est pas dans l'ordre, parce qu'il n'est pas "rélevant" (pertinent) et (à) la question.

M. L'ORATEUR: Déclare que, dans le sens strict du texte des règlements, l'amendement du député de Gaspé ne semble guère plus dans l'ordre que le sous-amendement que le député de Laval veut faire écarter.

C'est pourquoi il laisse la Chambre se prononcer elle-même sur l'amendement et le sous-amendement en les mettant aux voix.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gouin, Guerin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talabot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 41.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Et la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que le gouvernement n'a pas pourvu aux voies et moyens pour payer ses subventions. On dit bien que le gouvernement prendra sur ses revenus annuels, mais on ne déclare pas comment il arrivera à ce revenu.

Il propose donc en amendement, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette de constater que l'honorable premier ministre et trésorier de la province, après avoir déclaré à cette Chambre qu'il avait l'intention de payer à même le revenu ordinaire la somme de \$250,000 pour cette entreprise, a refusé de consentir à amender sa résolution dans ce sens.

Et cette Chambre regrette que le gouvernement ne pourvoie pas les voies et moyens nécessaires pour permettre tel paiement".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Manon, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gouin, Guerin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale, ainsi amendée étant de nouveau posée.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

" Cette Chambre regrette que le gouvernement, avant de soumettre cette résolution à cette Chambre, n'ait pas pris les moyens nécessaires de s'assurer des ressources de la compagnie pour mener à bonne fin cette entreprise, et aussi du choix du site le plus avantageux au point de vue du succès de cette entreprise et de l'intérêt de la cité de Québec et de la province généralement".

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dutresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Manon, McDonald, Nantei, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdikem Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gouin, Guérin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la proposition principale préalablement amendée, étant appelée:

L'OPPOSITION: Veut que la motion soit adoptée sur division.

LES MINISTÉRIELS: Insistent pour que les noms soient pris.

POUR: MM. Allard, Atwater, Ball, Bédard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gouin, Grenier, Guérin, Hackett, Hunt, Laliberté, Lacombe, Langelier, Lislois, LeBlanc, McDonald, Major, Marchand, Marion, Nantel, Panneton, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Tellier, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 58.

CONTRE: Personne.

Ainsi, la première résolution ainsi amendée, est lue pour la deuxième fois et adoptée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la seconde résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois.

M. M. McDONALD (Bagot): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement ait jugé à propos de prendre cette subvention à même l'argent destiné à l'agriculture".

Et l'amendement étant proposé.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement: "vu que le gouvernement a déjà diminué les crédits votés pour l'agriculture".

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Déclare qu'il votera contre l'amendement et le sous-amendement à la deuxième résolution. Il motive son vote en déclarant que le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) administre mieux son département que ses collègues et qu'il verrait à ce que les intérêts de l'agriculture soient protégés.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Soulève le point d'ordre suivant: 1. Le sous-amendement est irrégulier parce qu'il se rapporte à des items du budget actuellement soumis à la Chambre; 2. Parce qu'il tend à faire déclarer à la Chambre que le budget de l'agriculture, qui sera soumis à la Chambre en 1901, constatera une diminution des crédits affectés à l'agriculture.

M. L'ORATEUR: Décide que le point d'ordre n'est pas fondé.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 16.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Girard, Gouin, Guérin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 41,.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 16.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Girard, Guin, Guérin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la proposition principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Guin, Grenier, Guérin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Marchand, Marion, Nantel, Panneton, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tellier, Tessier, (Rimouski), Turgeon, Watts, 55.

CONTRE: Personne.

Ainsi, la proposition principale est adoptée et la seconde résolution est lue pour une deuxième fois et adoptée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la troisième résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que tous les mots après "que" soient retranchés et que les suivants soient ajoutés à la motion:

"Mais il est bien entendu que les crédits nécessaires au progrès et au développement de la colonisation ne devront pas être diminués par suite de l'adoption de la présente résolution".

Quand j'exprime l'espoir dans la motion que je viens de mettre dans vos mains, M. l'Orateur, que les crédits nécessaires au développement et au progrès de la colonisation ne devront pas être

diminués, j'entends parler des crédits destinés à toute la province en général, et non pas de ceux affectés au comité de Joliette en particulier. Car réduire ou diminuer les fonds de colonisation attribués au comité de Joliette serait un problème absolument insolvable puisque le gouvernement ignore entièrement le comité de Joliette dans la distribution des deniers de colonisation, ce dont nous saurons lui demander compte en temps et lieu.

Et l'amendement étant proposé.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc) que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement:

"Et que ce subside ne devra pas non plus être pris à même la part afférente à la région Labelle, sur les sommes votées pour la colonisation".

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Declare qu'il votera pour l'amendement et le sous-amendement à la troisième résolution pour protester contre l'action du gouvernement qui met un district de colonisation sur un pied supérieur à un autre, et qui a refusé un octroi pour continuer le chemin de fer de colonisation de Roberval à l'Ouest, et celui de Chicoutimi à Saint-Alphonse, malgré la demande de plusieurs citoyens de Chicoutimi et de Saint-Alphonse qui ne faisaient que réclamer la même part que l'on accorde à d'autres chemins.

Il fait aussi remarquer que, bien que ce dernier chemin ne soit pas dans son comté, il est dans son district, et la région qu'il représente y est grandement intéressée.

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): N'enregistre pas son protêt, mais espère que le gouvernement arrangera cela pour le mieux.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 15.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Guin, Guérin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 40.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Leblanc, McDougal, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 15.

**CONTRE:** MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chérier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gouin, Guerin, Hunt, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 40.

Alors, la proposition principale étant soumise, à savoir, que la troisième résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois, ladite résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Propose que la quatrième résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois.

Ladite résolution est en conséquence lue pour la deuxième fois et adoptée.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND:** Propose que la cinquième résolution soit maintenant lue pour la deuxième fois et adoptée.

Ladite résolution est en conséquence lue pour la deuxième fois et adoptée.

#### **Introduction de bills:**

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Demande la permission d'introduire un bill (bill no 6) concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec, et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Documents:**

##### **Terres publiques propres à la culture**

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900, pour un état démontrant d'une manière approximative la quantité des terres propres à la culture et la quantité de terres impropres à la culture, respectivement, qui se trouvent dans la superficie du domaine public actuellement subdivisée en lots, laquelle superficie comprenait 7,020,425 acres au 31 décembre 1899. (Document de la session no 119)

##### **Police provinciale**

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant: 1. Une copie

de tous arrêtés en conseil, en vertu de la loi 6 Victoria, chapitre 31, concernant la police provinciale;

2. D'une liste de tous les officiers du corps de police nommés en vertu de ladite loi, mentionnant la date de leur nomination, leur rang et traitement respectifs;

3. D'une copie de tous ordres ou instructions donnés par le procureur général en vertu des articles 2851, 2852, 2853 et 2854 de ladite loi. (Document de la session no 120)

##### **Acquisition du chemin de fer de la Baie des Chaleurs**

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 15 mars 1900, demandant une copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance, depuis le 25 mai 1897, touchant la question de l'acquisition par le gouvernement du Canada du chemin de fer dit de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie des Chaleurs), et du parachèvement de ce chemin par le gouvernement jusqu'au bassin de Gaspé. (Document de la session no 121)

##### **Henri-Paul Lefebvre**

**M. C.-B. MAJOR (Ottawa):** Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que le vote de la Chambre relatif à la remise de l'honoraire payé pour le bill (bill no 40), autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen, soit rescindé, et que ledit honoraire soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Ball, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Gouin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Plante, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), 29.

**CONTRE:** MM. Atwater, Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Carbray, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dorris, Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Hackett, Hunt, LeBlanc, Marchand, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Tellier, Turgeon, Watts, 26.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

La séance est levée à une heure cinquante du matin.

## Séance du 22 mars 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à onze heures trente."**

### Indemnité des députés

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges). Propose, appuyé par le représentant de Lac Saint-Jean (M. J. Girard) que le comptable de l'Assemblée législative reçoive ordre de payer à chacun des députés de cette Chambre, le montant de leur indemnité, sans tenir compte des jours pendant lesquels ils ont été absents, pourvu que les absences n'excèdent pas quinze jours.

Adopté.

### Compagnie de fer jonction Napierville

M. C. DORRIS (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Témiscouata (M. F.-A. Talbot), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de jonction Napierville, "soient maintenant lus pour la deuxième fois.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose en amendement, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le mot "maintenant" soit omis et que les suivants: "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Chicoyne, Cotton, Dessaulles, Duffy, Gosselin, Grenier, Hackett, Hunt, Lislois, Normand, Pelletier, Rainville, Tellier, Watts, Weir, 15.

**CONTRE:** MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapper-ton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Delaney, Dorris, Dufresne, Garneau, Girard, Gouin, Guerin, Laliberté, Lalonde, Langelier, McDonald, Major, Manon, Panneton, Parent, Petit, Plante, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la proposition principale étant soumise à la Chambre, lesdits amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

## Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, "soient maintenant lus pour la deuxième fois.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Propose en amendement, que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif concernant les clauses 10 et 11 du bill: "Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal", mais ne croit pas devoir concourir dans les autres amendements du Conseil audit bill, pour les raisons suivantes:

1. Clause 5: Parce que l'intérêt public exige que les échevins sachent lire et écrire:

2. Clause 6: Parce que l'amendement, tel que proposé originairement, avait simplement pour but de faire concorder la version anglaise avec la version française, et que l'amendement tel qu'il est, a pour effet de retrancher entièrement ce qu'il s'agissait de rectifier:

3. Clause 9: Parce que l'emploi du fonds de réserve doit être entouré de garanties sérieuses:

4. Clause 13: Parce que ni la cité ni les citoyens n'ont demandé cette législation:

5. Parce que, sur les autres points, l'intérêt public de la cité serait mieux servi sans ces amendements.

Qu'un message soit, en conséquence envoyé au Conseil législatif.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer qu'il ne peut accepter cet amendement qu'après la deuxième lecture, au moment du concours dans les amendements.

Et la proposition étant soumise à la Chambre:

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges) Propose en amendement, que les amendements ne soient lus que dans six mois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester). Déclare que cette proposition tuera le bill si elle est adoptée.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il consent à accepter l'amendement du député de Shefford comme étant un des points les plus importants pour lequel ce bill a été présenté, à savoir l'obtention de la révision de la taxe sur la machinerie. Mais, par contre, il ne peut accepter plusieurs autres amendements du Conseil. Il demande que la deuxième lecture soit votée et que l'amendement du député de Shefford soit ensuite adopté, puisque telle est la règle de procédure.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Dit consentir à retirer sa motion pour remettre à six mois.



et à voler pour l'amendement du député de Shefford. Son but est de montrer qu'après avoir préparé un bill pour l'Assemblée, l'Assemblée ne veut pas voir son travail démolir par la Chambre Haute.

L'amendement est retiré.

La proposition principale est adoptée sur division. Les amendements sont lus pour la deuxième fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose que la Chambre concoure maintenant dans ces amendements.

M. P.-E. LEBLANC (Laval). Pense que la Chambre devrait accepter les amendements du Conseil, qui lui paraissent sages et très acceptables.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif concernant les clauses 10 et 11 du bill: "Loi amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal", mais ne croit pas devoir concourir dans les autres amendements du Conseil audit bill, pour les raisons suivantes:

1. Clause 5: Parce que l'intérêt public exige que les échevins sachent lire et écrire:

2. Clause 6: Parce que l'amendement, tel que proposé originairement, avait simplement pour but de faire concorder la version anglaise avec la version française, et que l'amendement tel qu'il est, a pour effet de retrancher entièrement ce qu'il s'agissait de rectifier;

3. Clause 9: Parce que l'emploi du fond de réserve doit être entouré de garanties sérieuses;

4. Clause 13: Parce que ni la cité ni les citoyens n'ont demandé cette législation;

5. Parce que, sur les autres points, l'intérêt public de la cité serait mieux servi sans ces amendements. Qu'un message soit, en conséquence, envoyé au Conseil législatif.

Il déclare que le seul but de la dernière clause débattue est de rendre illégale l'élection de personnes élues légalement. C'est une vieille politique des conservateurs du Conseil de la cité de Montréal et ils essaient toujours d'empêcher les libéraux de gérer l'argent.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): C'est faux.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): C'est vrai.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Prend la parole.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Prend la parole.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Je défie l'honorable député de Shefford de donner un seul exemple de ceci, un seul exemple, dit-il.

Un tumulte s'ensuit. Plusieurs députés prennent la parole en même temps.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que la principale pierre d'achoppement semble être la proposition d'autoriser l'emploi d'une partie du fonds de réserve, bien qu'il soit administré avec toutes les précautions nécessaires.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): S'oppose totalement à ce qu'on facilite l'emploi du fonds de réserve d'aucune façon, de crainte que ce soit du gaspillage.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Est d'avis que le fonds est entouré de garanties largement suffisantes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Donne des explications détaillées pour montrer qu'il y va de l'intérêt de la cité qu'elle puisse avoir les pouvoirs d'utiliser le fonds en des occasions particulières, comme dans le cas récent de la perte du réservoir d'eau qui ne peut être remplacé à cause du manque de fonds.

Il ajoute que l'amendement permettant à la ville de construire une ligne de tramways sur la montagne est une question de justice pour les pauvres. Aussi, le fait d'exiger que les échevins sachent lire et écrire, a pour résultat que cette loi concorde bien avec la déclaration des échevins. Le but n'est pas de disqualifier quiconque siégeant au Conseil.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Accuse les conservateurs de chercher à prendre le contrôle du Conseil de la cité de Montréal et de son fonds, qui, prétend-il, est tenu bien à l'écart des mains des conseillers libéraux.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne) et P.-E. LEBLANC (Laval): Nient ce fait.

M. L'ORATEUR: Annonce qu'il est une heure et que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) a proposé l'ajournement du débat.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare que c'est ce qu'il a fait.

Le tumulte continue.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que le débat soit ajourné. Adopté.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Déclare qu'il veut que la Chambre prenne en considération les amendements clause par clause.

M. L'ORATEUR: Quitte le fauteuil.

À une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

I. Cet ajournement n'avait pas été proposé.

## Reprise de la séance à quatre heures

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 5) modifiant la loi loi concernant le fonds de bâtisses et des jurés:

Et bill (bill no 91) amendement le code municipal.

### Exposition de Paris de 1900

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 17) concernant l'Exposition de Paris de 1900, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Comptes en suspens entre le gouvernement et la cité de Québec

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre ces résolutions, que Son Honneur recommande à sa considération.

La proposition est adoptée.

### En comité:

M. P.-E. LEBLANC (Laval) et G.-A. NANTEL (Terrebonne): Soutiennent que le gouvernement fait un cadeau de \$70,000.00 à la ville.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande comment ils en sont arrivés à cette conclusion.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le gouvernement se trouve à faire un cadeau de \$70,000.00 à la ville de Québec. Il ne peut s'expliquer cette faveur, vu que la ville de Québec a toujours été bien traitée, et le don que le gouvernement veut faire aujourd'hui est au détriment de toute la province. Comme citoyen de Montréal, il proteste contre cette action et dit que l'on devrait placer Montréal sur le même pied: ainsi à Montréal, la ville est obligée de payer pour cinquante pour cent des sujets qui se trouvent dans les asiles, et ces malheureux viennent d'autres parties de la province. Il demande pourquoi le gouvernement agit ainsi. Il déclare qu'il appert aussi que le compte a été contesté par la corporation de Québec.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Interrompt le député de Laval pour donner les explications nécessaires.

D'après les apparences, dit-il, je comprends que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc), reste sous l'impression que le gouvernement fait un cadeau de \$70,000.00 à la ville de Québec: mais je dois dire que depuis 1882 nous sommes en compte avec la ville de Québec et cette dernière ne cesse de tes contester. Nous avons des réclamations et la cité des contre-réclamations. Le gouvernement a toujours été en difficulté et malgré le succès remporté dans certaines causes pendantes il est impossible de se faire payer. La cité de Québec a aussi eu gain de cause dans plusieurs procès contre le gouvernement et la question reste toujours dans le statu quo. Pas moyen d'en venir à une entente. Si nous présentons un compte, la cité de Québec arrive avec un contre-acompte. Il est impossible de retirer quelque chose de la ville de Québec et pour en finir avec les procès, les difficultés, etc. le gouvernement a demandé à M. J.-A. Dionne, avocat, d'examiner les comptes des deux parties et de se prononcer comme arbitre. M. Dionne après examen, a déclaré que la cité devait payer une somme de \$45,000.00. La cité de Québec en règlement final a offert une somme de \$35,000.00.

Mais après entente, le gouvernement exige une somme de \$40,000.00, et la construction d'un trottoir en asphalte sur la rue Grande-Allée sur le terrain appartenant au gouvernement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si ce règlement est final et règle tout.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que oui.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande pourquoi les édifices publics à Montréal ne sont pas pourvus d'hydromètres?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que seules quelques institutions religieuses en font la demande.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'il y a quatre causes pendantes contre la ville et le gouvernement a intenté une poursuite qui a été rejetée et un recours a été accordé à la ville pour plusieurs milliers de dollars. Chaque fois que le gouvernement poursuit la ville de Québec, cette dernière conteste l'action et jusqu'à ce jour, les tribunaux lui ont toujours donné raison.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande pourquoi la ville de Québec refuse de payer.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond qu'il ne croit pas que la ville refuse injustement de payer, mais il n'en demeure pas moins que le Trésor provincial n'a pas reçu d'argent de la ville.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande le montant de l'évaluation municipale de Québec pour les édifices du gouvernement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Énonce les montants de l'évaluation foncière des édifices du gouvernement par la ville: Édifices du parlement. \$1.000.000.00: le palais de Justice. \$500.000.00: la prison, \$300.000.00: l'école des beaux-arts. \$12.000.00. Le taux de la taxe d'eau perçu sur les propriétés taxées est de 12½ pour cent de la valeur annuelle.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Ne met pas en question la véracité des comptes. Mais il dit que puisque la ville de Québec semble agir d'une façon aussi conservatrice, il va proposer le transfert des édifices du parlement à Montréal où sans aucun doute, le gouvernement n'aura pas à payer de taxe d'eau.

M. C. LANGEIER (Lévis): Dit qu'il appuie la proposition de l'honorable député de Montréal no 5 de transférer les bureaux du gouvernement à Montréal, en autant que toute la ville de Québec déménage aussi!

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Trouve que la ville de Québec charge trop cher pour l'eau et que le montant de \$13.000.00 que le gouvernement devra payer à l'avenir chaque année, est trop élevé. Pour lui, c'est une taxe de 100 pour 100.

À Montréal, l'on ne charge pas aussi cher et il est d'avis qu'à Québec, l'on double la taxe d'eau, parce qu'il s'agit du gouvernement.

Le point principal, dit-il, c'est que la valeur annuelle de la propriété à Québec, n'est pas plus élevée qu'à Montréal, c'est-à-dire 3 p.c. et qu'on charge au gouvernement 6 p.c.

Il proteste de nouveau contre le don qui est fait à Québec au détriment de Montréal.

De plus, un grand nombre de Québécois sont des employés du gouvernement et la ville tire d'autres avantages du fait que les édifices du parlement sont ici.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que non seulement les citoyens paient la taxe d'eau, mais aussi la taxe d'affaires sur leurs propriétés, alors que les gouvernements, tant fédéral que provincial, ne paient que la taxe d'eau. Le Château Frontenac apporte beaucoup de bénéfices à la ville, mais il doit aussi payer la même taxe d'eau que le gouvernement, en plus des taxes scolaires. Il arrive souvent que la ville paie des montants pour l'entretien des prisonniers à la prison de Québec et pour l'entretien des aliénés à l'asile de Beauport, qui viennent pour la plupart des autres parties de la province: il arrive qu'elle paie aussi pour les personnes ramassées dans les rues de la ville et qui ne sont pas d'ici. Quant au montant chargé au gouvernement pour la taxe d'eau, c'est le même taux que paient tous les autres citoyens. S'il y a un bon marché, c'est pour le gouvernement, et non pour la cité.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare qu'il est surpris de la dernière remarque de l'honorable

représentant de Saint-Sauveur, car il est reconnu que le gouvernement perd par cet arrangement une somme de \$70.184.00.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que l'on cause une grave injustice à la province si l'on efface d'un seul trait de plume la somme de \$70.000.00 due par la ville de Québec à la province.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Insiste que la taxe chargée au gouvernement est 100 pour cent trop élevée.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): S'inscrit en faux contre cette affirmation. Il dit que l'entente est favorable au gouvernement puisqu'elle met fin à un litige long et fastidieux, et qui a coûté assez cher au Trésor.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que:

Attendu que le gouvernement de cette province et la cité de Québec sont endettés l'un envers l'autre, pour les raisons et les montants mentionnés dans la cédule A de ces résolutions:

Attendu que différentes poursuites ont été intentées contre la cité par le gouvernement, pour recouvrer une partie des sommes mentionnées dans ladite cédule, mais qu'on n'est arrivé à aucun règlement définitif:

Attendu que la cité, sur la réclamation de \$107.874.05. admet devoir \$37,689.47, formant, avec la somme de \$120,000.00. mentionnée dans ladite cédule, un total de \$157,689.47, et qu'elle a offert de payer, en règlement, la somme de \$40,000.00, et de construire un trottoir, tel que détaillé dans le projet de convention reproduit dans la cédule B de ces résolutions pourvu que le gouvernement admette, en compensation, la réclamation de \$112,689.47. et que la balance de la réclamation du gouvernement soit abandonnée:

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de régler ainsi les comptes débattus entre elle et la cité, et d'arriver à une entente sur le montant que le gouvernement payera à l'avenir à la cité pour l'eau qui lui est fournie — il soit en conséquence, résolu.

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le commissaire des Travaux publics, pour régler certains comptes entre la province et la cité de Québec, à signer, avec ladite cité, au nom de la province, un acte de la teneur du projet d'acte reproduit dans la cédule B ci-annexée;

Adopté.

2. Que, dès la signature de cet acte, les réclamations mentionnées dans la cédule A seront compensées et éteintes, et que le trésorier de la province sera autorisé à faire faire, en conséquence, dans les livres de son département, les entrées nécessaires.

Adopté.

## CÉDULE A

**La Corporation de la cité de Québec  
en compte avec le gouvernement de la province de Québec**

Fonds des bâties et des jurés:	
Années 1894-95 à 1899-1900, inclusivement.	\$ 11.016.00
Entretien des prisons communes:	
Du 1er octobre 1893 au 31 décembre 1899.	9.640.80
Entretien des aliénés (ancienne loi):	
Arrérages jusqu'au 2 avril 1980.	37.780.57
Entretien des aliénés (nouvelle loi):	
Du 1er juillet 1892 au 31 décembre 1899.	23.012.64
Entretien des écoles industrielles et de réforme:	
Du 1er juillet 1892 au 31 décembre 1899.	26.424.04
	<hr/>
	\$107.874.05

Proportion de la corporation sur le montant imposé par le gouvernement, en vertu des lois 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16, pour faire face à l'annuité due pour le paiement du capital et des intérêts des débetures émises en vertu desdites lois, pour la construction du palais de justice de Québec, soit: quinze contributions annuelles de \$8,000.00 chacune, pour les quinze années fiscales commençant le 1er juillet 1885 et finissant le 30 juin 1900.	120.000.00
	<hr/>
	\$227.874.05

Taxes d'eau, Bureau des archives:	
1894-95 et 1895-96.	168.00
Taxes d'eau, Écoles des arts et manufactures:	
1885-86 à 11899-1900, inclusivement.	592.00
Taxes d'eau, prison:	
1894-95 à 1899-1900, inclusivement.	13.300.00
Taxes d'eau, palais de justice:	
1894-95 à 1899-1900, inclusivement.	20.586.00
Taxes d'eau, édifices du gouvernement:	
1887-88 à 1899-1900, inclusivement.	77.788.00
Coût de l'excavation et des tuyaux pour relier le système d'égout des édifices du parlement.	255.47
	<hr/>
	\$112.689.47

Coût du trottoir de la Grande-Allée en face du terrain des édifices du parlement, devant être construit par la corporation.	5.000.00
	<hr/>
	\$117.689.47

Payé en argent par la cité.	40.000.00
-----------------------------	-----------

Montant rayé des comptes dus pour les services suivants:	
Entretien de la prison commune.	\$ 6.974.91
Entretien des aliénés (ancienne loi).	27.316.41
Entretien des aliénés (nouvelle loi).	16.750.43
Entretien des écoles industrielles et de réforme.	19.142.83
	<hr/>

70.184.58

---

\$227.874.05

## CÉDULE B

Le jour de \_\_\_\_\_ de l'année mil neuf cent, devant \_\_\_\_\_, notaire, soussigné, pour la province de Québec, demeurant en la cité de Québec, ont comparu.

Le gouvernement de la province de Québec, représenté aux présentes par l'honorable H.T. Duffy, conseil de la reine, et commissaire des Travaux publics de ladite province, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de cette province, portant le no \_\_\_\_\_ et daté de Québec, le jour de \_\_\_\_\_ courant:

Et la cité de Québec, représentée aux présentes par l'honorable Simon-Napoléon Parent, de la cité de Québec, conseil de la reine, et maire de ladite cité, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil de la cité de Québec, datée de Québec, le jour de \_\_\_\_\_ courant.

Lesquelles parties ont déclaré avoir réglé et compris entre elles les réclamations respectives de l'une contre l'autre, savoir:

1. Les réclamations dudit gouvernement contre ladite cité pour tous arrérages, jusqu'au premier janvier 1900, pour l'entretien des vagabonds dans la prison de Québec, des aliénés dans les asiles, et des enfants dans les écoles industrielles et de réforme; pour le fonds des bâtisses et des jurés jusqu'au premier juillet prochain; et pour la construction du palais de justice de Québec jusqu'au premier juillet prochain;

2. Les réclamations de ladite cité contre le gouvernement jusqu'au premier mai prochain, pour fourniture d'eau de l'aqueduc de Québec, à la maison de la rue Cook, où se trouvent les bureaux des archives et pour le percepteur du revenu; à la maison occupée par les écoles des arts et métiers, rue Saint-Joachim; à la prison et ses dépendances; au palais de justice de Québec et aux édifices du parlement; et autres réclamations de ladite cité contre le gouvernement;

Et pour parfaire lesdits règlements et compensation, ladite cité de Québec a payé audit gouvernement une somme de quarante mille piastres; et, de plus, ladite cité s'engage à faire, pendant l'été prochain, du côté nord-ouest de la Grande-Allée, le long du terrain des édifices du parlement, depuis le mur des fortifications, ou porte Saint-Louis, un trottoir en asphalte, semblable à celui de la rue Saint-Louis, ne coûtant pas plus de cinq mille piastres, y compris les traverses déjà faites ou à faire en face des chemins allant de la Grande-Allée aux édifices du parlement;

Les procès actuellement pendants devant la Cour supérieure de Québec, entre lesdites parties, au sujet desdites réclamations, seront déclarés réglés, chaque partie payant ses frais.

Et il est de plus convenu que, pour l'avenir, à partir du premier mai prochain, les taxes d'eau qui seront payées par le gouvernement à la cité pour fourniture d'eau auxdits différents édifices, sauf ceux de la rue Cook, seront de treize mille sept cent quatre-vingt-quatorze piastres, pour chaque année

fiscale civique, payable chaque année, le premier novembre: avec entente que, en cas de réduction des taxes d'eau payables par les contribuables ordinaires de ladite cité, une réduction proportionnelle sera faite sur la taxe payable par le gouvernement.

Fait et passé en ladite cité de Québec les jour, mois et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, sous le numéro \_\_\_\_\_ des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, lesdites parties ont signé en présence dudit notaire soussigné.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

### Comité conjoint des impressions de la Législature

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport.

Votre comité recommande l'impression des documents suivants:

- No 1. (Du Conseil législatif) Incendies de Québec, 1845.
- No 19. Pulpe de bois: réglementation de la fabrication de la -
- No 20. (De la dernière session, 1899). État des \$53,000.00 votées pour écoles élémentaires (60 Victoria, chapitre 3). Rapport supplémentaire de l'inspecteur des mines.
- No 27. Écoles élémentaires: \$13,133.28.
- No 30. Dussault, Joseph: Lettre de -
- No 32. Demers, L.-J.: pétition de droit et copie du jugement des cours (moins le dossier des procédures).
- No 44. 44a, 44b. 44c. Dussault Joseph: paiement de \$27,052.00 à -
- No 49. Dépôt de garantie des chemins de fer.
- No 53. \$15,000.00, terres, pêcheries, etc.
- No 62. Demers, L.-J.: pétition de droit contre le gouvernement.
- No 64. \$12,000.00, pêche et chasse.
- No 66. Somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, écoles élémentaires.
- No 68, 68a. Somme de \$50,000.00 votée pour les fins d'éducation. Distribution de la —
- No 69. (Document de la dernière session 1899). Congrès de colonisation tenu à Montréal.
- No 77. Instruction aux agents des terres de la couronne au sujet de la vente des lots propres à la culture, (moins le Manuel).
- No 78. Chemin de fer Montréal-Occidental: prolongement au Nomingue et à la Lièvre.
- No 83. Écoles élémentaires.
- No 87. Somme de \$50,881.58. Fonds des écoles élémentaires, en vertu de la 60 Victoria, chapitre 3.

- No 88. Livres d'écoles: distribution gratuite de -  
 No 92. Congrès de la colonisation, tenu à Montréal, novembre 1898.  
 No 99. Livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique, qui peuvent être mis à l'usage des élèves dans les écoles publiques.  
 No 100. Minutes des séances du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.  
 No 101. Universités McGill et "Bishops College".  
 No 102. Résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.  
 No 103. Octrois aux universités McGill et Bishop.  
 No 112. Pont sur le fleuve Saint-Laurent.  
 No 114. Somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, loi concernant les écoles élémentaires.  
 No 115, 115a. Agents, sous-agents des terres ou bois, leur salaire, commission ou déboursés.  
 No 116. Somme de \$50,881.58, fonds des écoles élémentaires, en vertu de 60 Victoria, chapitre 3.  
 Le rapport est adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:  
 Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 16) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les édifices publics", avec divers amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Édifices publics

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 16) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les édifices publics". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### Compagnie du pont de Québec

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 6) concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec, et des subsides à des compagnies de chemin de fer, soit maintenant lu pour la deuxième fois.  
 Adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.  
 Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Interpellations:

##### M. Gladu du département du Contrôleur du revenu

M. E. BOUFFARD (Montmorency): 1. Un nommé Gladu, de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges.

a-t-il été employé dans le département du Contrôleur du revenu de cette province, du mois de novembre 1897 au mois de janvier 1898. inclusivement?  
 2. Dans l'affirmative, durant combien de jours?  
 3. Quel montant lui a été payé à titre de salaire ou autrement?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Oui.
2. Durant 39 jours, du 23 novembre au 31 décembre 1897.
3. \$80.00.

#### Société d'agriculture de Chicoutimi

M. J. GIRARD (Lac Saint-Jean): 1. Le ministre d'Agriculture a-t-il reçu une requête de la société d'agriculture de Chicoutimi, ou du président de ladite société, sollicitant un octroi pour l'aider à tenir une exposition régionale à Chicoutimi, dans le cours de l'été 1900?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par l'entremise de qui?

3. Cette société peut-elle compter sur un octroi quelconque pour l'aider à tenir cette exposition?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet)

1. Oui.
2. Le 20 janvier dernier, par l'entremise de M. Petit, député du comté de Chicoutimi.
3. Sous considération.

#### Charte de Montréal

La Chambre reprend le débat ajourné, sur la proposition d'amendement de l'honorable J.J.E. Guérin, faite à la proposition de M. T.-B De Grosbois pour le concours dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 136) amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

La proposition d'amendement se lisait comme suit: que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif, concernant les clauses 10 et 11 du bill (bill no 136) intitulé "Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal", mais ne croit pas devoir concourir dans les autres amendements du Conseil audit bill, pour les raisons suivantes:

1. Clause 5: Parce que l'intérêt public exige que les échevins sachent lire et écrire:

2. Clause 6: Parce que l'amendement, tel que proposé originairement, avait simplement pour but de faire concorder la version anglaise avec la version française, et que l'amendement tel qu'il est, a pour effet de retrancher entièrement ce qu'il s'agissait de rectifier:

3. Clause 9: Parce que l'emploi du fonds de réserve doit être entouré de garanties sérieuses

4. Clause 13: Parce que ni la cité ni les citoyens n'ont demandé cette législation:

5. Parce que, sur les autres points, l'intérêt public de la cité serait mieux servi sans ces amendements.

Qu'un message soit, en conséquence envoyé au Conseil législatif."

L' HONORABLE J.J. E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) 1. Que le chiffre 13 soit ajouté après le chiffre 11. dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que le sixième paragraphe de l'amendement soit biffé.

Il dit que la Chambre devrait aussi concourir à la clause 13. qui a été insérée au bill par le Conseil législatif, pour autoriser le Conseil de la cité à céder une partie du parc Mont-Royal à l'Hôtel-Dieu: aussi, elle devrait concourir aux amendements exemptant la machinerie, éliminant les impôts et accordant à la cité le droit de construire la ligne de tramway sur la montagne.

Cette clause a été insérée par le Conseil législatif et n'est pas obligatoire. On a autorisé la ville de Montréal à faire cadeau de 10 acres du parc à l'hôpital Victoria, une institution récente richement dotée par des millionnaires montréalais, comme Lord Strathcona et Lord Mount-Stephen. On aurait donc mauvaise grâce à refuser l'autorisation de faire don d'une lisière de la même propriété à l'Hôtel-Dieu, qui existe depuis 250 ans.

L'insertion de cette clause vise seulement à accorder certains pouvoirs à la cité de Montréal, comme faire don d'une partie de terrain à l'Hôtel-Dieu au cas où l'hôpital nécessiterait un agrandissement.

Il insiste sur le fait que l'on n'a pas demandé à la Chambre de confisquer ou de céder ce terrain, mais seulement d'accorder le pouvoir au Conseil de la cité d'agir s'il le juge à propos. Il se réfère aux déclarations affirmant que la demande n'a pas été faite de façon régulière, mais il peut assurer la Chambre qu'il s'agit d'un besoin. Il affirme que l'hôpital Royal Victoria possède un terrain deux fois plus grand que l'Hôtel-Dieu et que si l'on utilisait le petit jardin que possède l'Hôtel-Dieu pour construire une autre aile, il n'y aurait plus d'endroit où les gens peuvent aller respirer un peu d'air. L'Archevêque de Montréal a exprimé le vœu que l'on rendra justice à cette institution qui est identifiée à la province depuis sa fondation et qui a travaillé de façon périodique à soulager l'humanité souffrante. Les journaux français sont unanimes sur ce sujet, et pour sa part, il ne comprend pas pour quelle raison la presse anglophone s'est tellement prononcée contre. Les sœurs de l'Hôtel-Dieu rendent de grands services, et ce, sans subsides, soit du gouvernement, soit de la cité de Montréal, et soignent gratis tous les malades.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Cite un article du Journal qui appuie le transfert de terrain et ajoute qu'on devrait en faire cadeau si c'est nécessaire.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande si l'Hôtel-Dieu en a fait la demande.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Répond dans la négative.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare que s'il n'y a pas eu de demande officielle de la part des religieuses, c'est l'honorable représentant de Montréal no 6

qui est le médecin en chef du personnel clinique de l'hôpital et connaît tous ses besoins, qui a déclaré que l'hôpital souhaitait vivement avoir ce terrain.

M. J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Abonde dans le même sens que l'orateur précédent.

M. T.-B. DE GROSOBOIS (Shefford): Dit qu'aucune demande régulière n'a été reçue pour cet amendement, ni de la part des religieuses ni encore de la corporation de la cité, mais qu'il a été inséré à la demande d'un membre du comité des bills privés. Cette donation de terre apparaît devant la Chambre d'une manière fort irrégulière. C'est pourquoi il désire que le sous-amendement ne soit pas voté. Si le Conseil de Montréal juge utile de faire cadeau aux révérendes sœurs de l'hôpital du lopin de terre en question, il fera la demande d'autorisation de la donation, d'une manière régulière.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Explique que l'an dernier, il a voté pour conserver l'intégrité de ce parc. Il appuie le présent amendement de l'honorable député de Montréal no 6 parce que, tout en aidant une institution nationale qui le mérite, cela ne défigure ni ne sépare le centre ou la principale partie du parc.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit qu'il aimerait savoir ce que pense des amendements la délégation d'échevins de Montréal actuellement à Québec. Si M. Ames et M. Laporte, si M. Brunet, échevins ici présents, veulent accepter ces amendements, il dit qu'il n'a aucune objection à approuver ces amendements. Il voterait selon ce qu'il en pense, en tant que membre du Conseil.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que lui aussi, il acceptera les amendements si le conseil de ville de Montréal les approuve. En dehors de ces consentements, il hésite à prendre une position définie, parce que la question est toute nouvelle. Dans le passé, la Législature de Québec a trop mis de charges sur le conseil de ville de Montréal, pour qu'on ne fasse pas bien attention aux changements proposés hors la connaissance de Montréal.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que les amendements apportés par le Conseil législatif à l'égard des lignes de tramways avaient été demandés par le conseil. L'amendement concernant le don du terrain à l'Hôtel-Dieu ne l'a pas été. La seule réponse possible que pourraient donner les échevins de Montréal à la question des honorables représentants de Montréal no 2 et no 3 doit nécessairement être qu'ils n'ont pas l'autorité pour accepter la clause concernant le parc. Ils pouvaient demander et ont demandé, cependant, d'accepter l'amendement au sujet des tramways. Mais, malheureusement, ces deux amendements sont présentés dans une seule clause. Si la présente motion de sous-amendement est rejetée, la disposition concernant les tramways sera rayée du bill aussi bien que celle autorisant la donation d'une partie du parc. Encore là, en ce qui concerne cette dernière ques-

tion, aucun représentant de la cité peut dire qu'il a le pouvoir de l'accepter. Ils ont entendu parler pour la première fois aujourd'hui de façon officielle de cette donation. Il regrette vraiment cette façon de procéder, puisqu'elle inspire des sentiments de nature plus ou moins sentimentale que l'on doit déplorer. Il est d'avis que cette histoire aurait dû commencer par une entente entre l'Hôtel-Dieu et la cité, et qu'ensuite, cette dernière se serait présentée devant la Législature pour faire ratifier cette entente, et de cette façon, il n'y aurait pas eu de problèmes. Mais, il est tout à fait normal que la cité soumette à la Législature les conditions de la donation en vue d'une ratification. Le cas est très semblable à celui de l'hôpital Royal Victoria. Lord Strathcona et Lord Mount Stephen avaient offert un don à l'hôpital à certaines conditions, une étant que la ville accorde un terrain. La cité acquiesça, et fit les arrangements nécessaires qui furent ensuite ratifiés par la Législature.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que la clause qui permet à la ville d'acquérir et de construire un chemin de fer incliné dans le Parc est de nature à affecter des droits acquis. L'amendement devrait se borner à la cession du terrain à l'Hôtel-Dieu.

Les pouvoirs octroyés à la ville, relativement à ce chemin incliné, par la clause 13 sont exorbitants et tendent, ni plus ni moins, qu'à développer la compagnie du chemin existant. Par conséquent, la Chambre ne peut voter cette partie de la clause 13.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il sait que le conseil n'a pas autorisé les amendements, mais il aimerait connaître l'opinion individuelle des échevins de Montréal présents, MM. Laporte, Ames et Brunet.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répète que n'étant pas autorisés par leur conseil, les échevins en question persistent dans leur refus de donner leur opinion, même individuelle.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que le débat soit maintenant ajourné.

Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Bédard, Champagne, Chauret, Gosselin, Guérin, Langelier, LeBlanc, McDonald, Marion, Plante, Robidoux, Rocheleau, Tellier, 13.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Ball, Béland, Bickerdike, Blanchard, BOURBONNAIS, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Cherrier, Chicoyne, Clapperon, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Garneau, Girard, Gouin, Grenier, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Lislois, Normand, Panneton, Parent, Petit.

Rainville. Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon. Watts. Weir. 43.

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Retire, du consentement unanime, sa proposition de sous-amendement, lorsqu'il constate qu'elle autoriserait la cité à construire un nouveau chemin de fer incliné.

Et la question étant posée sur l'amendement;

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "les amendements faits par le Conseil audit bill soient considérés clause par clause."

M. L'ORATEUR: Décide que ce sous-amendement n'est pas dans l'ordre.

Et la question étant de nouveau posée sur l'amendement;

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel): 1. Que les chiffres 5 et 9 dans le bill, tel que passé par cette Chambre soient insérés avant le chiffre 10. dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que les paragraphes 3 et 4 de l'amendement soient biffés."

Il dit qu'il souhaite que l'on concoure dans les amendements supprimant l'impôt sur le revenu, l'exemption de taxation pour la machinerie, l'assimilation de la loi des élections municipales à celle de la province et l'autorisation de l'emploi du fonds de réserve pour des dépenses imprévues, lorsque le consentement du comité des finances et des deux tiers des membres du conseil sera obtenu.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Insiste encore sur la nécessité de bien conserver le fonds de réserve. Il dit que l'emploi du fonds de réserve avait reçu l'appui du comité des finances de l'ancien conseil et aussi l'appui du conseil actuel. Il a livré une dure bataille pour faire passer ce bill, dit-il, comme l'avait demandé le Conseil. Il a surtout insisté sur la nécessité d'employer le fonds de réserve dans certains cas d'exemption de la machinerie, d'abolir l'odieux impôt sur le revenu et le droit de construire un chemin de fer incliné pour faciliter l'accès au parc.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que le débat soit ajourné.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare qu'il est six heures et que la séance est terminée. M. l'Orateur devrait quitter son fauteuil.

**DES VOIX: Vote! Vote!**

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare qu'il s'agit ici de la séance séparée et qu'ils



peuvent siéger jusqu'à ce qu'ils jugent à propos d'ajourner.

M. P.-E. LEBLANC (Laval) S'oppose à la continuation de la séance. Il déclare que la Chambre siège illégalement et qu'il quitte la Chambre.

Un tumulte s'ensuit.

Du consentement unanime de la Chambre, la dernière proposition est retirée.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dorris, Dufresne, Girard, Guoin, Grenier, Langelier, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Parent, Pelletier, Plante, Teulier, Weir, 23.

**CONTRE:** MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Lislois, Petit, Rainville, Robidoux, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, 35.

L'amendement étant alors soumis à la Chambre:

M. J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne): 1. Que le chiffre 13, paragraphe 2, soit ajouté après le chiffre 11 dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que le sixième paragraphe de l'amendement soit retranché.

Et ce sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Ball, Bédard, Carbray, Cardin, Champagne, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Delaney, Dufresne, Girard, Gosselin, Guoin, Grenier, Guérin, Lacombe, Langelier, McDonald, Marion, Panneton, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Robidoux, Rocheleau, Teulier et Tessier (Rimouski), 28.

**CONTRE:** MM. Allard, Atwater, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Cherrier, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Dessaulles, Dorris, Duffy, Hunt, Laliberté, Lalonde, Lislois, Normand, Rainville, Roy, Talbot, Watts, Weir, 27.

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Alors, la proposition principale telle qu'amendée étant soumise, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Allard, Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Gosselin, Guoin, Guérin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Watts, 36.

**CONTRE:** MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Girard, Grenier, Hunt, McDonald, Marion, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Teulier, Weir, 19.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements à certaines clauses du bill sont en conséquence adoptés et un message contenant certaines explications de la Chambre est retourné au Conseil législatif.

À six heures quarante-cinq, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à neuf heures

### Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec plusieurs amendements pour lesquels il demande la concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 111) intitulé: "Charte de la cité de Trois-Rivières. 1900."

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 54) amendement de la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill, (bill no 161) amendement de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company."

### Montreal Trust and Deposit Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 161) intitulé: "Loi amendement de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Compagnie du Conservatoire de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 54) intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 111) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Trois-Rivières, 1900". Les amendements sont lus pour la première et la deuxième fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que la Chambre concoure maintenant dans les amendements.

M. H. CARON (Maskinongé): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Shefford (M. T.B. De Grosbois) que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Explique que les amendements faits par le Conseil législatif ne représentent que l'ancienne loi. La qualification des électeurs est augmentée de \$24 à \$30 par année de loyer. Il ajoute que si l'on fait de la politique avec le bill de Trois-Rivières, chacun portera la responsabilité de ses actes.

Il regrette que la politique soit mêlée à des questions purement municipales.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Espère que la Chambre ne détruira pas le travail du comité des bills privés et du Conseil législatif, en rapport avec le bill de Trois-Rivières.

M. H. CARON (Maskinongé): Prend la parole.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Soulève le point d'ordre que le député de Maskinongé n'a pas le droit de parler une deuxième fois sur la même question.

Il s'ensuit un échange de propos vifs entre le député de Maskinongé et le député de Terrebonne.

M. L'ORATEUR: Maintient le point d'ordre.

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T.B. de Grosbois), que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Soulève la question d'ordre que le député de Maskinongé n'a pas le droit de proposer l'ajournement de la Chambre, parce qu'il a déjà parlé sur la question.

M. L'ORATEUR: Maintient la question d'ordre.

M. T.-B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Un débat s'élève.

M. H. CARON (Maskinongé): Dit qu'il y a quelques années, au Conseil législatif, l'on a amendé un bill de Trois-Rivières d'une façon surprenante, sans en avertir le intéressés.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Prend la défense des amendements, et dit qu'à Trois-Rivières, il y a des libéraux qui seront peines de voir la conduite de certains députés de la Chambre. Il demande justice pour Trois-Rivières.

Du consentement unanime de la Chambre, la proposition d'ajournement du député de Shefford est retirée.

Et l'amendement du député de Maskinongé étant mis aux voix, à savoir "que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition", la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Béland, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Desaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gosselin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Watts, Weir, 35

CONTRE: MM. Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panet, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Teller, 19.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors la proposition principale ainsi amendée est soumise à la Chambre, et il est ordonné que la Chambre concoure dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

### Travaux de la Chambre

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Soulève une question de privilège. Il propose ce qui suit: qu'attendu, qu'à sa dernière séance, cette Chambre a siégé après six heures, contrairement à l'ordre de cette Chambre, contenu à la page 372 des Procès-verbaux, relativement à la tenue des trois séances par jour, lequel n'avait pas été rescindé au préalable, et, outre le fait que le député de Laval eut attiré l'attention de M. l'Orateur qu'il était six heures, et ce contrairement aux privilèges des membres de cette Chambre, il soit résolu que M. le greffier lise ses notes des procédures de la dernière séance."

À l'appui de sa motion, il cite certaines sources dont Bourrinot.

Il déclare que la Chambre a siégé aujourd'hui, après 6 heures, sans qu'un vote de la majorité ait permis cette infraction à cette règle qui constitue un des privilèges des députés.

Les mesures adoptées par cette Chambre, après 6 heures, sont donc nulles et il demande qu'elles soient déclarées telles par un vote de la Chambre.

**L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):** Soulève le point d'ordre que la question soumise par le député de Laval n'est pas une question de privilège, et qu'il faut un avis à la motion qu'il a proposée.

**M. E.J. FLYNN (Gaspé):** Interpelle le premier ministre et lui demande son opinion sur ce sujet.

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Dit qu'il croit qu'il n'y avait pas besoin de motion pour ajourner la Chambre.

**M. L'ORATEUR:** Réserve sa décision.

### **Édifices publics**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 16) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les édifices publics". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Comptes en suspens entre le gouvernement et la cité de Québec**

**L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome):** Propose selon l'ordre du jour, que les résolutions rapportées aujourd'hui du comité général, concernant un règlement de comptes entre le gouvernement et la cité de Québec, soient maintenant lues pour la deuxième fois.

Adopté. Les résolutions ainsi lues pour une deuxième fois sont adoptées.

### **Introduction de bills:**

**L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome):** Demande la permission d'introduire un bill (bill no 166) concer-

nant un règlement de comptes entre le gouvernement et la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Interpellations:**

#### **Vente en gros de liqueurs enivrantes**

**M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe):** Est-ce l'intention du gouvernement de ne plus accorder de licence pour la vente en gros de liqueurs enivrantes dans les municipalités qui auront passé un règlement de prohibition, en vertu de l'article 1095 des statuts refondus de la province?

**L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Eu égard à des difficultés légales et constitutionnelles, le gouvernement de la province de Québec n'a pas le pouvoir de prohiber la vente en gros des liqueurs enivrantes.

#### **Banque Jacques-Cartier vs la reine**

**M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagne):** Le 15 mars 1900, à l'interpellation suivante, faite par l'honorable député de Lévis (M. C. Langelier) (page 378 des Procès-verbaux de cette Chambre): 1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la Banque Jacques-Cartier vs la reine, numéro 1273 de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en 1893?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause?

L'honorable secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux) a répondu comme suit: 1. Charles Darveau, C.R.

2. \$1,083.76.

Le gouvernement actuel est-il en état de dire à cette Chambre, pourquoi le gouvernement conservateur du temps a payé cette somme de \$1,083.76 à M. Chs. Darveau, attendu que la Banque Jacques-Cartier a elle-même payé à M. Chs. Darveau, pour ses divers mémoires de frais, dans les Cour supérieure, Cour d'appel et Cour suprême la somme de \$852.93?

**L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):** Cette somme de \$1,093.76 paraît avoir été payée à M. Chs. Darveau, C.R., d'après les comptes produits au département du Trésor, comme suit, savoir:

8 mai 1893 — Avance en Cour supérieure.....	\$ 50.00
9 mai 1894 — Avance en Cour d'appel.....	100.00
17 mai 1895 — Compte en appel.....	220.00
4 juillet 1895 — Avance en Cour suprême.....	200.00
4 janvier 1896 — Balance de frais en Cour suprême.....	59.66
12 juin 1896 — Balance de frais dans toutes les cours.....	149.02
8 juillet 1896 — Balance de frais dans toutes les cours.....	305.08

454.10

\$1,083.76

(Voir lettre du procureur général, no 3424/95 du 12 juin 1896.)

### **Waterous Engine Works Co. vs la reine**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Le 15 mars 1900. à l'interpellation suivante, faite par l'honorable député de Lévis (M. C. Langelier), page 378 des Procès-verbaux de cette Chambre): 1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la "Waterous Engine Works Co." vs. la reine, no 390 de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en 1893?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit en rapport avec cette cause?

L'honorable secrétaire provincial a répondu comme suit: 1. Edmond Lortie;  
2. \$568.48.

Le gouvernement actuel est-il en état de dire que dans cette cause, le procureur général du temps, l'honorable Chase-Casgrain, avait, lors de l'audition de la cause en appel, chargé M. I.-N. Belleau, avocat de Lévis, d'agir comme conseil et que, pour ses services professionnels, en rapport avec cette cause, le gouvernement conservateur du temps lui a payé \$300.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Il paraît par les comptes publics que le 30 avril 1894, Monsieur I.-N. Belleau, C.R., a reçu \$125.00 pour son compte pour services professionnels dans cette cause en appel.

### **District judiciaire de Saint-François**

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 29) concernant le district judiciaire de Saint-François.

Il dit que le bill stipule que le juge junior actuel de la Cour supérieure, monsieur Lemieux, chargé de l'administration de la justice dans le district de Saint-François, à qui revient généralement la tâche de présider les différentes cours de circuit du district, pourra établir sa résidence, temporaire ou permanente, soit dans le district de Saint-François ou dans la ville de Québec, en avisant le Conseil exécutif de la province du choix de sa résidence. Un débat s'élève.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que dans l'intérêt de la décentralisation judiciaire, il doit s'opposer à ce bill malgré l'estime qu'il porte au juge Lemieux. C'est pourquoi il propose en amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le mot "maintenant" soit retranché et que les suivants: "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Il explique que le gouvernement s'oppose au principe des juges ayant leur résidence en dehors de leur district.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) S'oppose également au projet de loi. Il dit que le principe d'autoriser les juges à habiter en dehors de leur

district entraîne des frais encore plus élevés pour leurs dépenses de voyage.

L HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se prononce également contre le principe du bill.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Parle en faveur du projet de loi.

M. C. LANGELIER (Lévis): Dit qu'il ne voit pas pourquoi on ne peut acquiescer à la demande du juge Lemieux, puisque nous n'avons reçu aucune pétition contre, de la part du Barreau du district ou des plaideurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Blanchard, Cardin. Champagne. Chauret, Chênevert. Cotton. Décarie. Dechêne, Delaney, Dessaulles. Duffy. Garneau, Gosselin, Guerin. Hunt. Lacombe. Laliberté, Lalonde, Marchand. Parent. Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille. Rocheleau. Talbot, Tessier (Rimouski), Watts. Weir. 29.

CONTRE: MM. Atwater, Ball. Bedard. Béland, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne. Hackett, Langelier. Marion, Normand. Panneton. Pelletier, 13.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors la proposition principale ainsi amendée étant soumise, il est ordonné que la Chambre ne se forme en comité général pour considérer le bill, que dans six mois.

### **Inspection des compagnies d'assurance**

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 160) concernant l'inspection des compagnies d'assurance.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR- Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill (bill no 156) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec", sans amendement.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales" avec

certain amendements pour lesquels il demande son concours.

### **Taxes sur les corporations et les compagnies**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales". Les amendements sont lus pour la première fois.

### **Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), que le bill (bill no 165) annexant un certain territoire à la paroisse de Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Eaux d'alimentation**

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (bill no 167) amendant le code municipal relativement aux eaux d'alimentation, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### **Statuts refondus, articles 1095**

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. J.-E. Normand), que le bill (bill no 168) amendant l'article 1095 des statuts refondus soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il propose par la suite que du consentement unanime de la Chambre, l'ordre du jour soit rescindé en ce qui concerne la deuxième lecture, et que le bill soit retiré.

Adopté.

### **Quatrième rapport du comité d'agriculture**

La Chambre, selon l'ordre du jour, reprend le débat ajourné mardi, le 20 mars courant, sur l'amendement

présenté par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) à la proposition du représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau) pour que le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, soit maintenant reçu.

L'amendement proposé par le représentant de Deux-Montagnes se lisait comme suit: "que le quatrième rapport du comité d'agriculture ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill (bill no 162) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les distinctions provinciales du mérite agricole", soit de nouveau référé au comité d'agriculture".

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, du consentement unanime de la Chambre, que ledit amendement soit retiré.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présenté à cette Chambre, le mardi, 20 mars courant.

### **Bishop's College**

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 37) concernant le "Bishop's College", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une maison d'éducation.

Adopté.

### **Documents:**

### **Exposition de Paris de 1900**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre: 1. La réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 1er février 1900, demandant copie de tous les arrêtés en conseil au sujet de l'Exposition de Paris.

2. Copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet.

3. Un état détaillé des dépenses encourues jusqu'à cette date, en indiquant en vertu de quels crédits ou autorisation légale, ces dépenses ont été faites. (Document de la session no 122)

La séance est levée à onze heures trente.

## Séance du 23 mars 1900

**Sous la présidence de l'honorable J. Tessier**

**La séance s'ouvre à dix heures et demie**

### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 14) concernant la construction des lignes de téléphone.

### **Comptes en suspens entre le gouvernement et la cité de Québec**

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 166) concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Taxes sur les corporations et les compagnies**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Remplacement du juge de paix N. Lambert par S. Bertrand**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné lundi le 19 mars courant, sur la proposition du représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) faite à la motion du député de Laval (M. P.-E. LeBlanc), demandant qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie des ordres en conseil et la correspondance se rapportant à la révocation comme juge de paix de Napoléon Lambert, et la nomination comme juge de paix de Séraphin Bertrand, adjoint à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il est heureux de voir quel député de Mégantic (M. G.R. Smith) est à son siège, car il va pouvoir donner des explications sur la destitution de M. Lambert, comme juge de paix de Somerset. Il est reconnu que M. Lam-

bert a été destitué à la demande du député de Mégantic et de M. Camélien Noël. M. Lambert était juge de paix depuis 50 ans et il est absolument faux qu'il fut une cause d'ennui pour la paroisse de Somerset. Il répète toutes les accusations qu'il a portées, l'autre soir, devant la Chambre, et demande au député de Mégantic de donner des explications. C'est une accusation excessivement grave et il veut que justice soit rendue. Il demandera, de plus, au député de Mégantic, de lui montrer les pétitions demandant la destitution de M. Lambert.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Dit qu'il est surpris de constater que le député de Laval se mêle des affaires du comté de Mégantic, et nul doute que ses amis de Mégantic lui en tiendront compte. Le député de Mégantic dit qu'il a insisté pour la destitution de M. Lambert, parce qu'il a reçu des pétitions à ce sujet.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Produisez vos pétitions, alors.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Cela ne vous concerne pas!

M. P.-E. LEBLANC (Laval): En appelle alors à l'Orateur.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Prend la parole.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève la question d'ordre que le député de Berthier ne peut pas citer un dossier officiel qui n'a pas été produit régulièrement devant la Chambre, et qu'il doit s'en tenir à la question.

M. L'ORATEUR: Si le député de Mégantic veut parler de ses pétitions, il doit les déposer devant la Chambre. Il maintient également la question d'ordre du député de Dorchester.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Très bien, je ne parlerai plus de pétitions, mais elles portaient les noms de vingt citoyens éminents. Ma lettre est assez explicite et que le député de Laval s'en contente.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande au secrétaire provincial s'il a en sa possession lesdites pétitions.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Déclare qu'il n'a pas dans son département copie desdites pétitions.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit alors que les explications données par le député de Mégantic n'en sont pas, et le défie de produire les pétitions qu'il dit avoir, il le défie même de produire dix noms de citoyens de Somerset qui ont demandé la destitution de M. Lambert.

Il nomme le député de Mégantic d'obtenir l'approbation de M. Cormier, libéral, et conseiller législatif, résidant à Somerset, pour la conduite au il a tenue dans toute cette affaire. (1)

La proposition principale est adoptée.

1. Le député de Mégantic quitte alors son siège.

## Subsides

L'ordre du jour appelant la réception du rapport du comité des subsides relativement à la résolution no 8 du budget supplémentaire pour l'année finissant le 30 juin 1900, résolution qui se lit comme suit : qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille huit cent dix-huit piastres et quarante-huit cents soit accordée à Sa Majesté pour payer Joseph Dussault, imprimeur, Québec, en règlement de sa réclamation basée sur divers contrats d'impression, en vertu de l'arrêté-en-conseil no 189. du 9 mai 1899 :

Capital. . . . .	\$24.034.19
Intérêt, à 4% du 6 mai 1899 à la date du paiement, soit le 1er mars 1900. . . . .	\$ 784.29

\$24.81848

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauquay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le rapport soit reçu maintenant.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que tous les mots après "que" soit retranchés et remplacés par les suivants:

"Que Joseph Dussault, par son curateur, ayant pris une pétition de droit pour ce qui prétend lui être dû pour la liste des terres, l'honorable juge Pelletier lui a accordé de ce chef, une somme de \$16,482.00.

"Que la raison donnée par l'honorable juge Pelletier, pour réduire le montant réclamé, savoir \$19,390.59 à \$16,482.00, et que Dussault, examiné lui-même sous serment, a admis que la somme de \$19,390.59, était de 15% plus élevée que le prix ordinaire du commerce.

"Que le jugement de l'honorable juge Pelletier ayant été infirmé par la majorité de la Cour d'appel, qui a complètement rejeté cet item de la réclamation, la province ne devait pas, dans tous les cas, payer plus que le jugement ainsi infirmé accordait, et surtout ne devait pas payer les 15% de surcharge admis par Dussault.

"Que la différence entre \$19,390.59 et \$16,482.00 est de \$2,908.59 et que ce montant ainsi que l'intérêt sur celui, savoir \$620.48, devrait être déduit du montant à être voté.

"Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$2,908.59, plus \$620.48, formant en tout \$3,529.07."

Et l'amendement étant soumis à la Chambre;

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que tous les mots après "que", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre en votant cet article du budget, constate avec plaisir que le gouvernement a rendu justice à M. Dussault et à ses créanciers en soldant une dette dont la

légalité a été reconnue par l'honorable juge Cyrias Pelletier, de la Cour supérieure. Sir Alexandre Lacoste et l'honorable juge Blanchet, de la Cour d'appel, et admise par les gouvernements conservateurs qui ont payé une partie de cette créance à leurs amis politiques, entre autres à M. J.E. Lavery, conseil de la reine, de la ville de Québec, et après que l'honorable T. Chase Casgrain, procureur général dans le cabinet Taillon, eut déclaré sous sa signature, à la date du 23 septembre 1893, que, dans son opinion. M. Dussault avait une bonne réclamation contre le gouvernement, et cela dans les termes suivants: "Je suis d'avis qu'il appert par les allégués que le pétitionnaire a un droit d'action contre le gouvernement, et je recommande que permission soit donnée au pétitionnaire de poursuivre. 23 septembre 1893. (Signé) THS. CHASE CASGRAIN, P.G.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Allard. Béland. Bickerdike. Cardin, Caron (Matane). Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier. Clapperton, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guérin, Hunt. Laliberté, Lalonde, Langelier, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts. Weir. 37.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne. D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier. 16.

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Et la proposition principale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée;

M. J. MARION (l'Assomption): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Que Joseph Dussault, par son curateur, ayant pris une pétition de droit pour ce qui prétend lui être dû pour le traité d'ensilage, l'honorable juge Pelletier lui a accordé, de ce chef, une somme de \$8,208.68.

Que la raison donnée par l'honorable juge Pelletier, pour réduire le montant réclamé, savoir \$10,000 à \$8,208.68 est: 1. Que Dussault, examiné lui-même sous serment, a admis que la somme de \$10,000.00 était de 15% plus élevée que le prix ordinaire du commerce, ce qui laissait une balance de \$8,500.00; et, 2. Que Dussault avait reçu en acompte \$292.32, en argent, ce qui mettait le jugement à \$8,208.68.

"Que le jugement de l'honorable juge Pelletier ayant été infirmé par la majorité de la Cour d'appel, qui a complètement rejeté cet item de la réclamation, la province ne devrait pas, dans tous les cas, payer plus que le jugement ainsi infirmé accordait, et surtout, ne devrait pas payer les 15% de surcharge admis par Dussault.

Que cette surcharge de \$1,500.00 devrait au moins être déduite de l'item no 8, ainsi que l'intérêt, savoir: \$500, formant \$2,000.00.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$2,000.00"

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne. D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Guérin. Gouin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 39.

Et la proposition principale étant de nouveau soumise;

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Que dans ledit item 8 du budget supplémentaire, il y a un montant de \$1,500.00 d'alloué pour profits que ledit Dussault n'a pas faits sur l'impression de l'une des versions du rapport du surintendant de l'Instruction publique;

Que ledit Dussault n'a pas exécuté cette impression

Que Dussault prétend lui-même que sur les nombreux travaux d'impression qui lui étaient confiés, il faisait avec la province un profit de 60%.

Qu'il appert même, que sur ces travaux d'impression, qui lui étaient ainsi confiés, ledit Dussault a pu en donner une partie par sous-contrat, que ce sous-contrat est produit au dossier et qu'il démontre que, sans toucher à l'ouvrage, les profits que faisaient Dussault sur les travaux exécutés étaient tellement considérables qu'un autre imprimeur pouvait les exécuter avec profit pour lui-même, tout en allouant audit Dussault une commission ou gratuité de 33%.

Que, puisqu'il faisait ces profits considérables sur ces travaux qu'il a exécutés, Dussault n'aurait pas dû réclamer de la province et la province ne devrait pas lui payer des profits sur des travaux non faits.

Que ledit Dussault avait antérieurement lui-même déclaré, dans une lettre en date du 30 décembre 1891, que les deux versions de cet ouvrage coûteraient de \$3,200.00 à \$3,300.00 et qu'il avait reçu en acompte \$2,500.00, lesquelles devaient être appliquées sur le coût de l'impression des deux versions.

Que, si Dussault avait exécuté l'impression des deux versions, il n'aurait donc eu droit en tout, y compris ses profits, qu'à \$3,300.00 au plus.

Qu'ayant reçu \$2,500.00, il ne pourrait pas, à tout événement, réclamer plus que la différence entre ces \$2,500.00 et \$3,300.00, ce qui porterait la balance de sa réclamation, pour prétendus profits, d'après sa propre admission, à \$800.00 au lieu de \$1,500.00.

"Qu'il résulte de tout ce que ci-haut, que ce prétendu item de \$1,500.00 est une réclamation futile qui aurait dû être écartée sans discussion.

"Que, non seulement l'ordre en conseil du 5 mai 1899 accorde ces \$1,500.00, mais qu'il accorde, en outre, l'intérêt à 4% savoir: \$427.73, formant en tout \$1,927.73, et que ce montant devrait, à tout événement, être retranché de ladite réclamation.

"Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant ladite somme de \$1,927.73."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne. D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Manon, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Ainsi l'amendement est rejeté

Et la proposition principale telle qu'amendée étant de nouveau soumise à la Chambre.

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose comme amendement appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Que suivant la recommandation de la Cour d'appel, l'administration précédente a passé un ordre en conseil accordant à la Banque Jacques-Cartier \$6,000.00 avec intérêt à 4% pour 5 ans, savoir \$1,200.00.

"Que la Banque Jacques-Cartier, par sa lettre, en date du 22 décembre 1898 a déclaré que cet ordre en conseil ne lui rendant pas justice complète, elle n'avait pas voulu s'en prévaloir, et qu'elle attendait une plus complète justice.

"Que ledit Dussault, étant au fait de toutes les démarches et de toutes les intentions du gouvernement, s'est permis d'écrire à la banque le 22 février 1899, une lettre dans laquelle il disait: je suis officieusement informé et autorisé à vous dire que le gouvernement ne fera aucun règlement, ni avec la banque ni avec mon curateur et ne veut régler qu'avec moi directement."

Qu'il appert au dossier que la banque a communiqué cette lettre au gouvernement lequel ne l'a aucunement répudiée.



"Qu'en conséquence la banque intimidée a été obligée d'accéder, tel qu'il appert par lacté authentique passé devant Maître Taschereau, notaire, une somme de \$5,000.00. en parlait règlement de tout ce qui lui était dû.

"Que ledit Dussault, ayant réglé cette réclamation pour \$5,000.00. grâce à ses menaces, qui étaient à la connaissance du gouvernement, ne devrait pas, dans tous les cas, recevoir plus, de ce chef, que ce qu'il a payé lui-même.

"Que le gouvernement accorde de ce chef \$6,000.00. plus l'intérêt depuis 1892. à 4%. formant en tout \$7,680.00

"Que cet item de la réclamation doit être réduit de \$7,680.00 à \$5,000.00.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$7,680.00 à \$5,000.00.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Et la proposition principale telle qu'amendée étant de nouveau soumise à la Chambre;

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), que tous les mots "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Que le gouvernement, par ledit item 8 du budget supplémentaire, accorde à Dussault \$446.00, étant pour du papier que Dussault aurait acheté de L.-J. Demers & Frères.

"Que Dussault n'était pas obligé d'acheter ce papier, mais que ayant acheté et l'ayant eu à un prix arrêté et convenu entre Demers et lui, il a en conséquence, reçu valeur pour les \$446.00 qu'il payait, et qu'en lui payant maintenant ces \$446.00, Dussault se trouverait à être payé deux fois pour la même chose, d'abord pour le papier qu'il a reçu, et ensuite par l'argent que le gouvernement lui donne pour ce même papier qu'il a converti à son usage.

"Qu'en faisant cette réclamation, Dussault prétend bien, il est vrai, que ce papier était endommagé, et que cela lui causait une perte, sans dire laquelle, mais que ce fait n'est pas établi autrement que par l'assertion gratuite de Dussault. et que, du reste, si le papier était endommagé, le gouverne-

ment n'aurait dû dans tous les cas, s'engager à ne payer que la différence entre la valeur primitive du papier et sa valeur après le prétendu dommage subi.

"Que du reste, si tel dommage existait, c'était à Dussault à l'établir, ce qu'il n'a pas fait.

Que non seulement le gouvernement propose de payer lesdites \$446.00. mais qu'il se propose aussi de payer l'intérêt sur cette somme, savoir \$135.17.

"Qu'en conséquence, ledit item 8, du budget supplémentaire, soit de nouveau référé au comité général, avec instruction de l'amender en retranchant lesdites \$446 00 avec l'intérêt, savoir \$135.17, formant en tout. \$581.17."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Desaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la proposition principale, telle qu'amendée, étant de nouveau soumise à la Chambre.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que tous les mots après "que" soit retranchés et remplacés par les suivants:

"Que, par l'ordre en conseil du 5 mai 1899, le gouvernement a reconnu que la province était débitrice envers Dussault, d'une somme de \$26,194.00 dont à peu près \$7,000.00 pour des intérêts seulement.

"Qu'après la passation dudit ordre en conseil, Dussault a fait des transports à diverses personnes et corporations.

"Que le premier ministre de cette province a cru devoir intervenir dans lesdits transports et les accepter.

"Lorsque le budget supplémentaire a été soumis à cette Chambre, pour examen et discussion, et lorsque les papiers ont été déposés sur le bureau de cette Chambre, il est devenu évident que le gouvernement ne devait pas le montant qu'il s'était engagé à payer.

"Que le gouvernement a lui-même partiellement reconnu cela en passant le 19 février dernier, un ordre en conseil, réduisant la réclamation de \$437.00.

Que la réclamation Dussault, telle qu'admise par le gouvernement et présentée à cette Chambre, était en partie composée de montants considérables pour, entre autres choses, des intérêts payés deux fois pour la même somme de l'intérêt composé et des intérêts calculés à un taux plus considérable que celui de 4% qui était fixé dans l'ordre en conseil.

"Qu'après avoir d'abord prétendu et solennellement affirmé que tout cela était dû à Dussault, qu'il n'y avait pas d'intérêts payés deux fois, ni d'intérêts composés, ni erronés, le gouvernement, mis de nouveau en présence de chiffres d'une évidence indiscutable, a cru devoir admettre sa propre incompetence et son inhabileté à établir le quantum de la réclamation qu'il voulait lui-même payer.

"Que doutant non seulement de sa propre capacité, mais de celle des officiers du Trésor, le gouvernement a cru devoir faire venir de Montréal, MAL. Kent, comptable, pour lui soumettre ses propres chiffres pour examen et vérification.

"Que ledit A.L. Kent a fait rapport de son travail et que, par rapport produit au dossier, sans se prononcer sur le bien ou mal fondé de certains items de la réclamation et sans en approuver un seul, il a cependant nettement déclaré que la réclamation Dussault devait être réduite de \$2,382.48.

"Que ledit A.L. Kent a fait ce travail à la demande du gouvernement ex-parte, et que ses recommandations auraient dû pour le moins être suivies.

"Que cependant, le gouvernement n'a pas même jugé à propos d'adopter complètement les conclusions dudit A.L. Kent, et que le 20 mars courant, un ordre en conseil a été passé par lequel le gouvernement a consenti à réduire la réclamation Dussault de \$2,160.45, seulement, au lieu de la réduire de \$2,382.48, tel que ledit A.L. Kent le recommandait.

"Que le gouvernement aurait dû et devrait au moins accepter les conclusions du rapport dudit A.L. Kent.

"Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé en comité général de la Chambre, avec instruction de le réduire conformément au rapport dudit A.L. Kent".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Guoin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Et la proposition principale, telle qu'amendée étant de nouveau soumise à la Chambre:

M. P. GRENIER (Champlain): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), que tous les mots après que soient retranchés et remplacés par les suivants:

"La réclamation dudit Dussault, mentionnée audit item 8 du budget supplémentaire, est basée en grande partie sur de prétendus contrats qui ont été soumis à l'adjudication des tribunaux, et que par un jugement rendu par la Cour du banc de la reine siégeant en appel, deux de cesdits contrats ont été déclarés nuls.

Que la pétition de droit prise par Dussault, a été, en conséquence, renvoyée pour autant, et que Dussault a acquiescé au jugement rendu.

Que tout en rendant ce jugement, ladite Cour du banc de la reine, siégeant en appel, a recommandé de payer les tiers qui avaient fait des avances à Dussault sur la garantie de cesdits prétendus contrats.

"Que l'administration précédente, se conformant à cette recommandation de la Cour d'appel, a payé à J.I. Lavery, écuyer, avocat, une somme de \$12,088.00; à la "Waterous Engine Works Company", \$1,810.00, et qu'elle a passé un ordre en conseil pour les \$6,000.00 de la lettre de crédit, déposée à la Banque Jacques-Cartier, avec intérêt à 4% pour 5 ans.

"Que tous les items de la réclamation Dussault sont basés sur de prétendus contrats ou engagements antérieurs à 1892.

Que le 6 avril 1894, Dussault a déposé son bilan dûment assermenté et qu'il a alors déclaré sous serment que ce qui lui était dû par le gouvernement de cette province résultait de l'impression de la Liste des terres, du Traité de l'ensilage et du Traité de l'agriculture.

Que, c'est pour ces trois items que ladite pétition de droit a été prise.

Que, par le jugement rendu sur la pétition de droit, l'item de \$1,607.00 pour le Traité de l'agriculture a été déclaré dû, et que cette province l'a payé, mais que ladite pétition de droit a été renvoyée quant aux deux autres items.

"Qu'il résulte de là. (Dussault ayant acquiescé à ce jugement) que d'après son propre bilan assermenté, Dussault avait trois réclamations contre la province, que l'une de ces réclamations lui ayant été payée et les deux autres déclarées ne pas lui être dues, la province ne devrait pas être appelée à payer maintenant autre chose qu'un montant nécessaire pour désintéresser la Banque Jacques-Cartier.

Qu'il appert au dossier, produit devant cette Chambre, que la Banque Jacques-Cartier a été désintéressée, moyennant un paiement de \$5,000.00.

Qu'en conséquence, ledit item no 8 du budget supplémentaire soit de nouveau référé au comité général, avec instruction de l'amender en remplaçant le chiffre qui s'y trouve, par celui de \$5 000 00

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Manon, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 17

CONTRE MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décane, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors la proposition principale, telle qu'amendée, est adoptée et le rapport est reçu.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois, pour la deuxième fois sur division et adoptée sur division.

#### Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

"Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a rejeté le bill (bill no 163) intitulé: Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés."

#### Demande de documents:

##### Cause à la Cour criminelle de Beauharnois

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé donnant: 1. Une liste de toutes les causes présentées pendant le terme actuel (mars 1900), à la Cour criminelle siégeant à Beauharnois, dans le district du même nom:

2. Le nom de tous les accusés dont le procès a dû ou doit se faire pendant ledit terme, et le crime dont ils sont accusés;

3. Les noms du substitut du procureur général et des avocats qui ont comparu pour chacun desdits accusés.

#### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre constate qu'en dépit des éloges que le gouvernement s'adresse, en matière d'éducation, les actes dont il s'attribue le mérite n'ont été, pour la presque totalité du moins, accom-

plis qu'en vertu d'une loi passée sous le gouvernement précédent, savoir: l'acte 60 Victoria, chapitre 3, concernant les "Écoles élémentaires", laquelle approprie une somme de \$50.000.00 à être employée, annuellement, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, par le surintendant de l'Instruction publique, à développer l'Instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et généralement à répandre, d'une manière plus efficace, l'Instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire.

"Même en ce qui regarde l'application faite par le gouvernement de cette loi, cette Chambre voit avec regret qu'il n'a adopté aucune règle générale et de méthode régulière de distribution et de paiement qu'il a souvent même employé une partie de cet octroi à des dépenses qui eussent dû être spécialement prévues et autorisées ou faites à même d'autres crédits.

"Cette Chambre regrette aussi, que durant l'exercice 1898-99, le gouvernement n'ait appliqué et dépensé, de cette somme de \$50.000.00, que \$22,729.99 (page 13 des comptes publics), privant ainsi les écoles élémentaires de l'encouragement que cette loi leur donne, et en particulier les pauvres instituteurs et institutrices, des primes ou gratifications que cette loi autorise et auxquelles ils avaient droit de s'attendre dans cette année, pour un montant de \$14,000.00".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 18.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La proposition principale est adoptée.

#### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté comme aide à l'éducation supérieure; cinq pour cent

de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le secrétaire de la province à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribué en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000.00 seront payées à même cette part dudit fonds à l'École polytechnique, en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17; sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles, académies, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux "High Schools" de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools," dont \$2,000.00 pour la faculté de droit de l'université Laval, de Montréal, et \$2,000.00 pour l'École de médecine et de chirurgie de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles publiques; cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des livres à donner en prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muets, Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, soeurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire provincial; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le rapport du surintendant; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

#### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):  
Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux). que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Cette Chambre constate que, vers la fin de l'exercice 1899, il y avait des arrérages dus et payables dans plusieurs départements et qu'ils n'ont été payés que depuis, à même l'exercice en cours; que ce fait s'est présenté surtout dans le département des Terres, Forêts et Pêcheries, dans lequel, d'après les documents produits devant cette Chambre, il y avait au moins \$18,000.00 dues et payables pour salaires, commissions et déboursés et aussi pour dépenses contingentes, notamment \$5,030.69, pour gardes forestiers; \$3,543.90, pour garde-feu: \$2,211.50 pour chasse et pêche, \$2,044.35 pour salaire des agents, etc., etc.

"Cette Chambre constate de plus, par une réponse produite en date du 20 mars courant, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février, que la circulaire suivante a été adressée à 41 personnes employées par le département des Terres:

"Québec, 26 mai 1899.

"Monsieur,

Je dois vous informer que les crédits votés par la Législature pour dépenses générales de ce département, pour l'année fiscale finissant le 30 juin prochain, sont maintenant épuisés. En conséquence, vous ne serez payé pour votre salaire du mois de juin, ainsi que pour vos comptes de port de lettres, commission, etc., que dans la première semaine de juillet prochain.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E.-E. TACHE,  
Assistant-commissaire

"Dans ces circonstances, cette Chambre ne peut que protester le plus énergiquement possible contre cette manière d'administrer les affaires publiques, d'autant plus que le gouvernement a appliqué dans toute sa rigueur, à l'égard de l'administration qui l'a précédée, la règle que tous les comptes dus doivent se solder avant l'expiration de l'année fiscale, et ne pas être reportés sur l'année suivante".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufréne, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, LeBlanc, Marion, Nantel, Normand, Paneton, Pelletier, Plante, Teliier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret,

Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guérin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La proposition principale est adoptée.

#### En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Service de la pêche et de la chasse; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication des cartes régionales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Service d'enregistrement (cadastre); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Service de l'arpentage; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

#### Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit le message comme suit:

L.-A. JETTÉ,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire no 2 des dépenses pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1900, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 23 mars 1900.

Il est ordonné que ledit message avec les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., article 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution. Ladite résolution étant lue deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

### Transit Insurance Company of Montreal

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le bill (bill no 151) constituant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal", soit remis, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de force majeure.

Adopté sur division.

### Henri Hains

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 132) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté sur division.

### Charte de Trois-Rivières

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion) que l'honoraire payé pour le bill (bill no 111) intitulé: "Charte de la cité de Trois-Rivières A.D., 1900", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté sur division.

### Compagnie du Conservatoire de Montréal

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que l'amende de \$100.00 payée pour le bill (bill no 54) amendement la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill est dû à des causes incontrôlables, que le délai pour présenter les requêtes n'était expiré que depuis très peu de temps, et que ce délai a été ensuite prolongé du consentement de toute la Chambre.

Adopté sur division.

### Division du comté de Nicolet

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 77) concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Ball, Béland, Blanchard. Cardin. Champagne. Chênevert, Cherrier, Claperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie. Des-saulles, Gouin. Guerin. Hunt, Lacombe. Lalonde, Langelier, Major, Parent. Petit. Plante, Robidoux, Robitaille. Rocheleau. Tessier (Rimouski), Watts. 27

CONTRE: MM. Atwater, Bédard. Caron (Matane). Chauret, De Grosbois. Delaney, Dufresne, Garneau, Girard. Gosselin. Grenier. Hackett, LeBlanc, Marchand. Manon. Nantel, Normand, Pelletier. Roy, Smith. Talbot, Tessier, Trugeon, 23.

Ainsi, la proposition est adoptée.

### Pont à péage sur la rivière Bécancour

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 114) amendement la loi concernant le pont à péage sur la rivière Bécancour, près de l'église de la paroisse de Bécancour, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté sur division.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il souhaite qu'à l'avenir, il soit bien compris qu'aucun honoraire de bill ne puisse être remis sans le consentement du gouvernement et que les seules exceptions seront des cas concernant des institutions de charité.

À une heure et cinq minutes, la Chambre interrompt ses travaux.

## Reprise de la séance à trois heures

### Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 169) amendement et refondant la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Se plaint de la manière utilisée pour distribuer l'argent pour la colonisation dans cette province. Il soutient qu'au moins \$10,000.00 sont gaspillées ainsi et que la distribution sert beaucoup plus à des fins politiques.

Le résultat est que le courant de colonisation est complètement arrêté dans la région et depuis deux ans il y a une forte émigration. Des colons amenés dans sa région à grands frais et avec des difficultés inouïes, ne tardent pas à reprendre le chemin des États-Unis en longues caravanes, maudissant le pays en général et le gouvernement en particulier.

Il critique aussi les nominations faites par le gouvernement. On a nommé des gens, on a destitué tous les anciens employés sous prétexte qu'ils étaient des conservateurs et des amis à lui, pour les remplacer par des gens incompetents, et l'on a été jusqu'à maintenir en poste, malgré ses protestations, des juges de paix qui avaient été condamnés pour offenses criminelles.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Répond que dans tout ce qui a trait à la colonisation, il n'avait jamais songé à faire de la politique, et comment se fait-il qu'il a fallu trois ans au député du Lac-Saint-Jean pour arriver à formuler une plainte, car c'est la première fois qu'il parle ainsi.

Il y a eu un employé à la construction du pont de Saint-Jérôme qui s'est mal conduit. Aussitôt que le ministre en a eu connaissance, il a été renvoyé.

Quant à l'argent de la colonisation, il a été distribué dans les endroits recommandés par M. Castonguay, inspecteur du département, qui n'est cependant pas un libéral, mais qui est un ami du précédent gouvernement.

Quand le député de Lac-Saint-Jean vient se plaindre que l'on écoute plutôt M. Savard que lui, a-t-il raison? On ne fait sous ce rapport que suivre les précédents, et l'honorable chef de l'Opposition, en 1894, ne trouvait-il pas tout naturel que M. Landry, député fédéral de Montmagny, un conser-

vateur, obtint plus de patronage du gouvernement local que M. Bematchez, qui était libéral.

Il cite alors les paroles du chef de l'Opposition.

Quant au Dr. Côté, c'est vrai qu'il a été nommé, c'est vrai que c'est un libéral dans lequel le député de Lac-Saint-Jean peut craindre un adversaire redoutable, mais s'il a été nommé, c'est à la demande pressante des pères trappistes de Mistassini qui connaissent autant les besoins de la région que le député, et qui avaient besoin de ses services dans une région vierge, il y a quelques années, et qui compte aujourd'hui plus de 250 familles.

Les conservateurs n'ont-ils pas fait la même chose dans la région Labelle et personne ne songe à les en blâmer.

Au point de vue de la colonisation, le député du Lac-Saint-Jean est en contradiction avec les rapports fournis par les curés des paroisses.

Il ne veut pas citer de noms de députés de l'Opposition qui lui ont rendu témoignage d'absence de fanatisme politique, mais il peut parler du chef même, l'honorable chef de l'Opposition, qui disait dans Matane aux colons, lors des élections de 1898:

"Vous pouvez voter pour le candidat conservateur: le ministre de la Colonisation ne vous en tiendra pas rancune, car on ne fait pas de politique dans son département".

Quel est d'ailleurs le député dont une plainte n'ait pas été accueillie?

Quel est le député dont une juste réclamation n'ait pas reçu satisfaction?

Il ne suffit pas de venir à la dernière heure de la session, frapper dans le dos pour faire croire que l'on a raison. Le député de Lac-Saint-Jean a eu tout le temps de se plaindre, pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tôt?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Trouve étrange l'attitude du député de Lac-Saint-Jean.

Chaque fois, dit-il, qu'il est venu à mon bureau, il en est sorti content, le sourire sur les lèvres. Pourquoi agir ainsi aujourd'hui?

Il se plaint une fois d'une personne qu'il croit encore au service du gouvernement. Il y a six mois que l'employé a été révoqué.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Déclare qu'il n'a pas à se plaindre en ce qui concerne les informations qui lui ont été fournies, sauf dans le cas d'un colon qui a été complètement ruiné par le département des Terres.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare qu'il y a nombre de personnes qui trouvent que les garde-feu ne sont pas assez nombreux et qui sont prêtes à payer pour en avoir davantage. Tous les marchands de bois ont demandé leur nomination.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Dit qu'il n'a rien contre les garde-feu, mais il est d'avis qu'ils ne rendent pas de grands services en visitant des paroisses à raison de \$3.00 par jour. Leur devoir est de veiller à la protection des forêts.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Déclare qu'aucune plainte à ce sujet ne lui avait été adressée et que si une telle plainte avait été formulée, il s'en serait occupé aussitôt.

Si un garde-feu a constaté qu'il n'y avait pas eu d'incendie pendant toute sa tournée, cela ne peut que faire plaisir à tout le monde. Le député de Lac-Saint-Jean croit-il que les garde-feu sont faits pour allumer l'incendie afin de se payer le malin plaisir de constater qu'il y en a eu un?

Adopté.

#### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux sociétés de colonisation en général: pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills, suivants, sans amendement: Bill (bill no 160) amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances.

Bill (bill 166) concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

Bill (bill no 13) amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en vigueur de la liste des électeurs.

Bill (bill no 157) amendant l'article 1126 du code de procédure civile.

Bill (bill no 6) concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemins de fer.

Et bill (bill no 17) concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill D) intitulé: "Loi concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé," pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 130) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Corporation Trust Company", avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

#### **Corporation Trust Company**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au

bill (bill no 130) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Corporation Trust Company". Lesdits amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Procès par jury dans Gaspé**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill D) du Conseil législatif concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Documents:**

##### **Droits de coupe dans Gaspé-ouest**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900. pour:

1. Un état détaillé des sommes réclamées par l'agent des terres ou le département des Terres pour droits de coupe, dans l'agence de Gaspé-Ouest. année par année, depuis le 1er juillet 1897.

2. Un état détaillé des sommes payées pour tous tels droits de coupe, année par année.

3. Copie de toute correspondance au sujet de telle demande, de tels réclamations et paiements. (Document de la session no 123).

##### **Écoles du soir**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour un état détaillé des sommes dépensées pour écoles du soir, à même l'acte 60 Victoria, chapitre 3, concernant les écoles élémentaires, ledit état devant indiquer séparément les dépenses faites chaque année, et mentionner les endroits où ces écoles ainsi subventionnées se trouvent. (Document de la session no 124)

##### **Crime à Petit-Métis**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900. pour copie d'une lettre adressée au procureur général, dans le courant de janvier dernier, par le docteur Bouillon, de la paroisse de Matane, au sujet d'un crime qui aurait été commis dans le village de Petit-Métis, il y a deux ans, ainsi que copies de toutes lettres, documents et correspondance à ce sujet. ainsi que de toute enquête qui aurait été tenue par le magistrat du district, en rapport avec cette affaire. (Document de la session no 125).

##### **Institut vaccino-gène**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à



un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour copie de tous documents, rapports et correspondance au sujet de rétablissement et de l'inspection de l'Institut vaccino-gène de la province de Québec. (Document de la session no 126).

### **Paroisse de Saint-Paul de Montréal**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T.B. de Grosbois), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 125), autorisant la construction d'une église, d'une sacristie et d'un presbytère dans la paroisse de Saint-Paul, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit de fins religieuses.

Adopté sur division.

### **Subsides**

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée aujourd'hui du comité des subsides, laquelle résolution est adoptée.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 18 résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 7 résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

### **Voies et moyens**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

### **En comité:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$110,780.72 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin 1900 soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,032,159.64 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin 1901 soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

### **Introduction de bills:**

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no

63) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### **Admission à la pratique d'une profession**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que cette Chambre est d'opinion qu'il devient de plus en plus urgent de ne point permettre, au moyen d'un bill privé, d'exercer la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de pharmacien ou de dentiste.

Qu'elle considère opportun, à la fin de cette session, de donner, par cette résolution, avis à tous les intéressés qu'elle fera à l'avenir une application rigoureuse du paragraphe 5 de sa 57ème règle.

Que, dans ce but, il soit résolu d'ajouter les mots suivants au 5ème paragraphe de la 57ème règle:

"Une copie certifiée du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

Adopté.

### **Message du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement:

Bill (bill no 135) autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur les amendements suivants faits au bill (bill no 136), amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal:

1. Sur son amendement no 1 insérant la clause 5.

2. Sur son amendement no 2 à la clause 5 qui devient clause 6.

3. Sur son amendement no 3 qui fait que les clauses 6, 7 et 8 deviennent respectivement les clauses 7, 8 et 9.

4. Sur son amendement no 4 à la clause 9 qui devient clause 10.

5. Sur cette partie de son amendement no 8 à la clause 13, qui consiste:

1. En retranchant le dernier paragraphe commençant par les mots "Néanmoins" jusqu'à la fin de la clause.

2. En ajoutant ce qui suit: "Néanmoins, la cité aura le droit de construire, mettre en opération ou louer un chemin de fer incliné sur ledit parc, ou la cité pourra, soit renouveler les privilèges accordés à la Compagnie du chemin de fer incliné du parc Mont Royal, soit en acquérir la propriété de ladite compagnie par achat ou arbitrage, suivant les dispositions du code de procédure civile."

6. Sur son amendement no 9, retranchant la clause 14.

Et il insiste sur tous ses autres amendements.

### Charte de Montréal

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal", sur lesquels il insiste. Les amendements sont lus pour la première et la deuxième fois.

UNE VOIX: Propose que la Chambre concoure maintenant dans les amendements.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que pour économiser du temps, on a laissé tomber tous les amendements à l'exception de celui traitant de l'appel à la Cour de révision accordé par une décision de la Cour supérieure en ce qui concerne la contestation d'élections municipales.

Il croit que la Chambre devrait accepter celui-ci.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): S'objecte au bill dans sa forme actuelle et suggère une rencontre à ce sujet entre les deux Chambres. Ce bill, à son avis, est d'une importance capitale et il ne peut être traité de cette façon. Il soutient que la clause concernant le fonds de réserve devrait être réinsérée.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer que la moitié d'un pain est toujours mieux que rien du tout, et puisqu'il semble que les deux Chambres en soient arrivées à un stage décisif dans cette affaire, il ne sert à rien de causer des délais à la Chambre à ce stage des procédures.

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Prend la parole.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Prend la parole.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Déclare qu'après avoir consulté l'avocat de la cité, monsieur Ethier, pour savoir s'il y a lieu de demander un point d'ordre qui tuerait le bill, il consent à retirer son opposition plutôt que de laisser la population de Montréal sans cette clause concernant l'exemption de la machinerie.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

### Remises de frais

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Désire qu'il soit bien compris qu'à l'avenir, il n'y aura aucune remise de frais sur des bills, sans le consentement du gouvernement, et les seules exceptions seront des cas concernant des institutions de charité.

### Établissement d'abattoirs

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que:

"Attendu que l'élevage du bétail dans cette province est peu considérable, grâce à l'absence d'un marché suffisamment rémunérateur pour la classe agricole;

"Attendu qu'il est du plus haut intérêt pour les cultivateurs d'avoir un tel marché qui leur permettrait d'employer leurs produits, comme le foin et les grains à l'élevage des animaux sur leurs terres, qu'ils profiteraient ainsi des engrais de ceux-ci, lequel permettrait de rétablir la fertilité du sol épuisé par des récoltes trop répétées:

"Attendu que cinquante-trois comtés de cette province, consultés par la Chambre de commerce de Québec, ont fait connaître l'état déployable de l'industrie agricole en ce qui concerne l'élevage du bétail, et ont exprimé l'opinion que l'établissement d'abattoirs aurait pour effet de porter remède à ce déplorable état de choses;

"Attendu que l'établissement d'abattoirs contribuerait d'une façon très efficace au progrès et au développement de l'agriculture dans cette province:

Il soit résolu:

"Que cette Chambre est d'opinion que des moyens soient pris pour accorder à cette entreprise, destinée à favoriser la prospérité agricole dans cette province, un encouragement propre à assurer son succès."

Monsieur l'Orateur, j'avais l'honneur, l'an dernier, d'exposer devant cette Chambre, la question de rétablissement d'abattoirs publics dans cette province. C'était à l'occasion d'une proposition soumise au gouvernement par la maison Campbell, Shearer & Cie, de Londres; cette proposition comportait une garantie pour vingt années et venir sur un demi-million de piastres, avec intérêt à 4 pour cent et fonds d'amortissement.

Le gouvernement rejeta cette proposition tout en protestant de son désir de voir une pareille industrie s'établir parmi nous. Il en reconnaissait l'importance comme il admettait - ce qui est du reste, incontestable - les énormes avantages qu'elle procurerait à la classe agricole. La raison donnée pour justifier ce refus était surtout les dangers qu'offrait une pareille garantie pour un si long terme. Une fois les bons signés et vendus, disait-on, il faudra que la province paye, et qui nous dit que cet argent sera employé à la construction de ces abattoirs? Peut-être y avait-il du vrai dans cette prétention.

Cette année, cette même raison Campbell & Shearer a soumis une nouvelle proposition beaucoup plus simple, et qui n'offre aucun des dangers que pouvait comporter la première. Cependant, le gouvernement, sans la rejeter tout à fait, n'a pas cru devoir prendre aucune action. Il a donné pour raison que les octrois votés pour le pont de Québec et deux chemins de fer ne lui permettaient pas de contracter d'engagements plus considérables sans se départir de la politique d'économie qu'il avait inaugurée. On m'a demandé d'ajourner la chose à l'année prochaine. Il m'en a bien fallu me soumettre.

mais je crains que ce délai mette en péril ce grand projet. Car les capitalistes qui sont prêts aujourd'hui, le seront-ils plus tard? Consentiront-ils à laisser dormir leurs capitaux? Ne les placeront-ils dans d'autres entreprises? Voilà le danger.

On invoque la raison d'économie, c'est parfait, que l'on économise, que l'on rétablisse l'ordre dans nos finances: j'applaudis à cette politique. Mais d'un autre côté, il ne faut pas pousser trop loin cette politique, il ne faut pas enrayer le progrès de la province. Or, le progrès ne s'arrête pas, il faut qu'il marche: s'il s'arrête, c'est comme la marée, c'est pour reculer. Pour ma part, je suis opposé à ce que nous reculions. Si nous voulons conserver les avantages que nous avons déjà conquis pour l'agriculture au prix de grands sacrifices, il faut en faire de nouveaux. Du reste, la classe agricole forme une classe trop importante pour qu'elle ne réclame point toutes nos sollicitudes et tous nos efforts.

Il faut bien l'avouer, notre agriculture n'est pas dans les conditions de prospérité qu'elle devrait avoir. Beaucoup de gens s'en éloignent non pas par manque de goût, mais simplement parce qu'elle n'est pas assez rémunératrice. C'est là une des causes de l'émigration aux États-Unis. Si nos cultivateurs pouvaient obtenir de meilleurs prix pour leurs produits, cela leur fournirait les moyens de donner des établissements à leurs enfants et de les garder au pays. On a beaucoup écrit sur les causes de cette émigration désastreuse, on lui a assigné toutes espèces de raisons, et pourtant, que l'on y regarde de plus près et l'on se convaincra que la vraie cause est là, dans la pauvreté des cultivateurs en général.

Rendons l'agriculture payante et vous verrez l'émigration cesser; car ce n'est pas de gaieté de cœur que nos compatriotes quittent le pays. Mais, hélas! la pauvreté et la misère ont poussé à bout bien de braves cœurs qui se sont expatriés pour aller chercher sous d'autres cieux le pain qu'ils ne pouvaient pas trouver dans leur pays.

Notre province est essentiellement un pays agricole; nos pâturages sont excellents, notre climat favorable, notre eau est abondante et bonne. De père en fils, notre population a été élevée dans les champs qu'elle a arrosés de ses sueurs. Songe-t-on à l'immense révolution qui serait opérée si nous arrivions à rendre l'agriculture payante? Or, le moyen est tout simple, il est à notre portée. Que faut-il donc? Il s'agit de trouver ou de créer un marché pour les produits de la ferme. Et pour obtenir ce résultat, le vrai moyen, c'est l'établissement d'abattoirs.

Tous les jours, nous entendons les mêmes plaintes de la part des cultivateurs; ils nous disent que l'agriculture ne paye plus, qu'ils ont peine à attacher les deux bouts et qu'ils mènent une existence misérable. Les encouragements accordés à l'industrie laitière ont contribué considérablement à améliorer le sort des agriculteurs: l'établissement d'abattoirs serait le complément de cette politique bienfaisante et intelligente.

Nos viandes se donnent pour rien, tandis que nous avons pour ainsi dire à nos portes un marché immense, je veux parler du marché anglais. Savez-vous, M. l'Orateur, quel a été le chiffre de l'importa-

tion, en Angleterre, des viandes abattues pour l'année dernière? Au-delà de 160 millions de piastres! Le Canada en a vendu pour sa part seulement pour neuf millions et demi de piastres. L'Angleterre a importé des moutons au montant de quatre millions et demi de piastres, et le Canada en a vendu seulement pour un demi-million; l'Angleterre a importé pour soixante-et-un-millions de lard fumé (bacon) et de jambon: le Canada n'en a fourni que pour une valeur de trois millions; l'Angleterre a importé 140 millions de douzaines d'œufs et nous lui en avons fourni cinq millions et demi seulement.

Dans leur revue annuelle du commerce de viande, pour 1898. MM. Weddel & Cie, une autorité de premier ordre, disaient:

"Les provisions sur le tout n'ont pas augmenté autant que d'habitude, bien que la demande se soit maintenue dans son augmentation normale, avec ce résultat que, comme règle, les importations ont été vendues à des prix plus satisfaisants qu'en 1897... Le mouton, l'agneau et le boeuf de la Nouvelle-Zélande se sont bien vendus partout... Le mouton et le boeuf dans la Rivière Plate (Rio de la Plata), dans la République argentine, ont occupé une forte position tout le temps et un progrès considérable s'est maintenu dans cette branche de commerce.

...Même avec une augmentation normale dans les demandes, les arrivages n'auraient pas suffi aux besoins".

Je viens de démontrer que le Canada, et notre province en particulier, n'ont obtenu qu'une part minime et ridicule de ce vaste commerce de viande avec l'Angleterre. Et pourtant, nous sommes, notre province surtout, dans les conditions les plus favorables pour accaparer ce commerce si lucratif. Notre position géographique nous permet de défier toute compétition. Il suffit pour s'en convaincre, de jeter un coup d'oeil sur la carte. L'Angleterre est éloignée comme suit:

De L'Australie. ....	13,500 milles
De la Nouvelle-Zélande.....	12,000 milles
De la République argentine. ...	6,000 milles
De Chicago. ....	4,000 milles

Or, la distance qui nous sépare de l'endroit où seraient construits les abattoirs projetés, à Liverpool n'est que de 2,600 milles! Ce n'est pas tout. Il y a encore en notre faveur les conditions de la température: une grande partie du boeuf et tous les moutons importés en Angleterre, venant de l'étranger, ont à passer l'équateur et il faut pour conserver les cargaisons, les geler dur, ce qui n'empêche pas qu'un vingtième de celles-ci arrivent endommagées. Les viandes canadiennes ont seulement besoin d'être refroidies et les huit jours qu'il leur faut avant d'arriver à destination ne font que les rendre plus tendre et de meilleure qualité. Je pourrais encore mentionner en notre faveur la différence dans le prix des frets qui sera de moitié moindre qu'ailleurs.

Mais, nous disent ceux qui sont opposés à l'établissement d'abattoirs, nous n'avons pas suffisamment d'animaux, et ceux que nous avons ne sont

pas de la qualité voulue pour l'exportation. C'est là une erreur et je vais le démontrer pas une statistique officielle, empruntée au ministère de l'Agriculture à Ottawa.

500 lbs en moyenne, soit .....	50,000.00 lbs
200,000 veaux à 50 lbs soit .....	10,000,000 lbs
200,000 agneaux à 25 lbs soit .....	5,000,000 lbs
200,000 porcs à 200 lbs soit .....	40,000,000 lbs

Soit .....

105,000,000

#### livres de viande

Voyons maintenant un état comparatif des prix payés au Canada et en Angleterre pour ces différents produits. D'après le Trade and Meat Journal, de Londres, voici les prix:

Canada	Angleterre
Boeuf du 3 à 4 cts	de 8 à 12 cts
Veaux de 3 à 6 cts	de 10½ à 13½ cts
Mouton de 3 à 6 cts	de 10½ à 13½ cts
Lard de 4½ à 5½ cts	de 10 à 12 cts.

En déduisant la commission qu'il faudrait payer aux abattoirs pour la boucherie, l'emballage et l'expédition, soit 2½ cts, il resterait donc à nos cultivateurs une augmentation dans le prix de ces produits d'une moyenne de 4 cts par livre. Que représente ce chiffre? La somme énorme de quatre millions de piastres par an, qui serait répandue parmi nos classes agricoles. N'est-ce pas que ce serait pour elles la prospérité et la richesse?

À part cela, il est constaté que chaque année environ 460,000 veaux sont tués en naissant pour conserver le lait pour l'industrie laitière. Ce chiffre n'est pas imaginaire, je l'emprunte à la statistique du ministère de l'Agriculture à Ottawa. Ces veaux qui aujourd'hui sont jetés à la voirie rapporteraient \$1 00 et \$1.50 chacun à nos cultivateurs, car on les emploie pour préparer la gélatine dont on a besoin pour mettre avec la viande en conserve. Cet item seul représente un demi-million par année qui est perdu aujourd'hui. Mais il est bien probable que les cultivateurs les garderaient pour l'élevage si le prix de la viande était aussi augmenté.

Voilà donc, en tout cas, cinq millions de piastres que réaliseraient nos cultivateurs et qu'ils ne touchent pas maintenant à cause de l'absence d'abattoirs. Ce serait pour eux la richesse, la prospérité.

La seconde objection, c'est que nous n'élevons pas suffisamment de bestiaux et que ceux que nous élevons sont impropres à l'exportation.

D'abord, si le bétail n'est pas nombreux chez nous, cela est dû à ce qu'il ne paie point sa nourriture, à ce que nos cultivateurs n'ont pas de marché à leur portée. Malgré cela, l'élevage a augmenté. Voici ce que je constate dans le dernier rapport de la Société de rapatriement et de colonisation du Lac-Saint-Jean. À la page seize il est dit que d'après le recensement de 1861, il n'y avait dans cette région que 18,746 têtes de bétail, et ce chiffre était porté à 59,795 en 1881... Depuis, l'élevage a dû augmenter considérablement, grâce au développement qu'a pris cette partie de la province.

Que sert aux cultivateurs d'engraisser la viande pour la vendre trois ou quatre cents la livre? Ça ne paie point, et voilà pourquoi l'élevage est si négligé dans nos campagnes. Que l'on établisse des abat-

Il y a, dans la province. 200,000 cultivateurs et sur ce nombre, au moins 100,000 peuvent vendre un boeuf d'au moins:

toirs qui auront pour effet de doubler le prix de revient de la viande et vous verrez alors nos cultivateurs se livrer à l'élevage.

Le commerce des viandes abattues sur le marché anglais va toujours croissant. En 1880, l'importation totale du mouton réfrigéré, en Angleterre, n'était que de 400 carcasses; en 1889, elle s'élevait à 6,869,419. En 1890, l'Angleterre importait 1,854,593 quintaux de boeuf réfrigéré; en 1899, cette même importation atteignait le chiffre de 3,802,622.

Nos bestiaux, je le sais, sont généralement petits. Ceux-là on les débite et on les met en conserve pour l'exportation. Les plus beaux sont expédiés en carcasses. Pour la viande en conserve, nous aurions un marché tout prêt. Aujourd'hui, l'Angleterre va acheter, à New-York et à Chicago, les viandes en conserve dont elle a besoin pour le ravitaillement de ses armées. Si nous fabriquons ces produits, elle les achèterait de préférence chez nous.

Au début de l'industrie laitière, nous n'avions pas les belles vaches à lait que nous voyons aujourd'hui. Qu'est-il arrivé? Lorsque nos cultivateurs se sont aperçu que cette industrie était rémunératrice, ils se sont empressés d'améliorer leurs vaches à lait. Il en sera de même du bétail quand ils verront que l'élevage peut se faire avec profit pour eux.

D'après la proposition soumise au gouvernement, ces abattoirs seraient accompagnés de réfrigérateurs placés dans différents centres de la province ou les cultivateurs pourraient déposer leurs produits périssables comme le beurre, le fromage, les oeufs, les fruits, les volailles et jusqu'au moment où ils seraient prêts pour l'exportation. Car la maison Campbell, Shearer & Cie se propose d'acheter tous ces produits.

En 1897, l'Angleterre a importé pour \$77,462,239.00 de beurre et nous lui en avons vendu seulement pour \$2,164,995.00; elle a importé 140,317,540 douzaines d'oeufs et nous ne lui en avons fourni que 5,678,690. L'Angleterre a importé 4,199,971 quarts de pommes et nous n'en avons vendues que 1,020,929.

Tous ces produits pourront, au moyen de réfrigérateurs, se conserver dans d'excellentes conditions et commander les meilleurs prix sur le marché anglais.

Dans son rapport à son gouvernement, le consul américain Boyle, à Liverpool, disait l'année dernière ce qui suit:

J'ai souvent observé dans mes rapports comme consul les immenses avantages qu'offrait le marché anglais pour les volailles et les fruits. Plusieurs cargaisons de ces produits expédiées du Canada ont obtenu un grand succès, et ce commerce ne peut faire qu'augmenter. Le gouvernement canadien recommande d'engraisser très bien les dindes et les volailles avant de les tuer. J'ai eu moi-même l'occasion de voir dernièrement des poulets gelés qui venaient de la Nouvelle-Zélande".

Pourquoi ne ferions-nous pas la même chose ici? Pour la simple raison que nous n'avons pas de réfrigérateurs et pas de marché. Or, ce marché si nécessaire, si avantageux, nous l'aurions avec des abattoirs comme il en existe en Australie et dans la République argentine.

Sans doute, les avantages que je viens de signaler sont immenses; mais ce ne sont pas les seuls que nous en retirerions. Lorsque les cultivateurs auraient constaté que l'élevage paye bien, ils consommeraient leur foin et leur grain à engraisser leurs animaux pour la boucherie et ils conserveraient ainsi des engrais précieux qui referaient en moins de dix ans la fertilité du sol épuisé par des récoltes trop successivement répétées. L'élevage des moutons, surtout, produirait un excellent résultat dans ce sens.

La Chambre d'agriculture de Saint-Jean d'Iberville s'est dernièrement réunie, et voici comment s'exprimait son président. M. Napoléon Ares:

"Mon prédécesseur vous exhortait, l'an dernier, dans son rapport annuel, à revenir à la culture du lin et à l'usage des habits de toile pour la belle saison, nous déclarant avec infiniment de vérité qu'ils valaient de beaucoup pour la durée, ce qu'on nous avait vendu pour les remplacer.

"Je suis, pour ma part, absolument de l'avis de l'ex-président de la Chambre d'agriculture.

"Et je vais même plus loin. Non seulement je trouve qu'il serait opportun et de bonne économie qu'on revint à la toile, mais encore à l'étoffe, la bonne et forte étoffe du pays.

"L'élevage des moutons plus en grand que nous l'avons fait depuis une vingtaine d'années, produirait un excellent résultat pour l'amélioration et la fécondité de nos terres.

"Car, il est démontré tant par les savants que par l'expérience, que le pacage des moutons donne une grande fertilité au sol; il empêche, en outre, le grain semé d'être dévoré en terre, parce qu'il en chasse et anéantit tous les insectes nuisibles aux semences.

"Ne pourrait-on pas se demander, messieurs, si nous y avons gagné en négligeant la culture du lin et l'élevage du mouton?

"Il me semble qu'à tout bien considérer, force nous serait d'avouer, que nous y avons perdu et peut-être beaucoup. Ce n'est pas impunément qu'un peuple se départit des usages et moyens qui avaient fait la force et la prospérité des ancêtres.

"Un fol orgueil s'est emparé de nos populations rurales, il y a quelque trente ans. La toile, l'étoffe du

pays et les métiers à tisser ont disparu alors presque subitement de nos foyers.

Mais, c'est depuis cette époque - fait triste à constater — que l'émigration a commencé aux États-Unis; où il y a aujourd'hui autant des nôtres qu'il en reste au Canada.

Quand nous en aurions tant besoin ici pour augmenter notre nombre et notre force et assurer notre avenir national!

Sans doute, il faut encourager et suivre le progrès; mais non au point de pratiquer le suicide national, pour le plaisir de l'atteindre.

"Enfin, est-ce bien sage et selon les principes de l'économie politique de refuser de porter les étoffes que nous pouvons produire chez nous à peu de frais, pour s'en procurer d'autres à grands frais de l'étranger. Évidemment non. Nous le comprenons et l'admettons sans peine."

Ces remarques sont très judicieuses et très pratiques. Pourquoi n'élèverions pas des moutons en immenses quantités? Nous avons dans notre province des pâturages superbes pour cela, qui rendent leur chair tout à fait délectable. Une fois qu'on la connaîtrait sur le marché anglais, elle serait sans rivale.

Et puis, il y a la laine dont on pourrait faire des étoffes. Ce "fol orgueil" dont parle M. Ares, qui empêchait nos populations rurales de se vêtir avec ses étoffes, n'existe plus, puisque grâce à l'intelligence et à l'industrie des fermières canadiennes, elles ont réussi à en fabriquer de si jolies que nos citadines les plus élégantes les portent avec orgueil.

Du reste, comme je l'ai déjà dit, ces abattoirs seraient nécessairement accompagnés d'autres industries, comme par exemple une manufacture destinée à l'emploi de la laine. Il y aurait aussi des manufactures de lard fumé, d'huile de saindoux, de saindoux, de saucisse, de savon, de colle forte, de corderie, de guano: il faudrait aussi préparer les boîtes en fer blanc et en bois pour faire l'emballage des produits. On voit de suite le nombre considérable d'ouvriers qui trouveraient un emploi fort rémunérateur dans ces différents établissements.

Une autre industrie que ne manquerait pas de favoriser l'établissement d'abattoirs, c'est celle du cuir. Aujourd'hui nos tanneurs sont obligés d'importer les peaux des États-Unis et d'Angleterre à grands prix, il leur faut payer des droits élevés. Les abattoirs pourraient, avant peu d'années, fournir toutes les peaux nécessaires à l'alimentation de nos grandes tanneries. Le rapport du commerce pour 1898 constate que nous avons importé d'Angleterre des peaux pour \$3,601.382.00. J'ai dit, il y a un instant, que notre sol était épuisé: eh bien, nous aurions en outre du pacage des animaux, une autre ressource pour lui rendre sa fertilité. Les abattoirs sont tenus d'avoir comme accessoires une fabrique d'engrais artificiels. En effet, on fabrique avec les déchets le guano que les cultivateurs pourraient se procurer à très bon marché. N'est-ce pas là encore un avantage considérable?

Il est un sujet sur lequel j'attire spécialement l'attention du gouvernement et du pays: c'est l'engrais des porcs. Comme je l'ai dit plus haut, l'Angleterre a importé en 1897 - c'est la dernière statistique que

nous possédons- pour \$61,075,752.00 de jambon et de bacon ou lard fumé, et nous ne lui en avons fourni que pour \$3,000,000.00. Si nous voulions, pourtant, nous pourrions lui en vendre pour quatre fois ce montant. Car M. Gunn, l'agent de la maison Campbell, Shearer & Cie, qui a passé l'été dernier au pays, me disait que ces produits venant du Canada sont particulièrement recherchés sur le marché anglais et se vendent toujours plus cher que les mêmes qui viennent des autres pays. Pourquoi cela, lui demandai-je? À cause de la façon dont vous les engraissez. Dans les derniers temps de leur engrais, ajoutait-il, vos cultivateurs les nourrissent avec des pois, et il n'y a rien comme cela pour donner à la chair de la fermeté et une délicatesse dans le goût que l'on ne trouve point dans les produits qui nous viennent des États-Unis. Là, on les engraisse surtout avec du blé d'inde et cela fait toute la différence du monde. Dans une lettre qu'il m'écrivait le 2 janvier dernier, voici ce que me disait ce même M. Gunn: "...Quant au beurre, malgré l'augmentation qui s'est produite durant les deux ou trois dernières années, c'est à peine si vos exportations s'élèvent à un sixième de l'exportation totale de cet article. Il en est de même du bacon dont vous ne fournissez qu'un huitième. Vos oeufs ne constituent qu'une très petite fraction de la quantité que nous achetons. Il y a pour votre pays un avenir extraordinaire pour le commerce des oeufs et des volailles, mais ce qu'il vous faut pour les conserver en bonne condition pendant les chaleurs de l'été est ce que nous nous proposons de vous donner: de grands réfrigérateurs. Je puis aussi ajouter qu'avec une température convenable, les pommes et d'autres fruits pourraient également être conservés pour être exportés graduellement au fur et à mesure qu'on en ferait la demande. De cette façon ces fruits seraient vendus plus cher que lorsque les producteurs sont obligés de s'en débarrasser au plus vite, avant qu'ils ne se gâtent.

..."Je n'hésite pas à dire qu'il y a un grand avenir pour la province de Québec, si le projet que nous avons depuis si longtemps mûri est accueilli favorablement par votre gouvernement. Nous avons l'espoir que ce dernier aura la bonne inspiration de faire ce que nous lui demandons. Sans cela le projet ne saurait réussir. Il ne devrait pas y avoir un instant de perdu, afin de nous permettre de faire nos préparatifs pour la saison prochaine. C'est pendant l'été et l'automne que les réfrigérateurs sont nécessaires, etc, cela prend toujours quelque temps avant de se préparer. J'attendrai donc votre réponse avec anxiété".

À cette opinion d'un expert, je puis ajouter celle du professeur Robertson de la ferme modèle à Ottawa. Dans une conférence qu'il donnait ici, à Québec, devant le comité de l'agriculture, le 18 décembre 1895, il disait:

M. Arthur Hollished,

Québec

Cher Monsieur,

Quelques jours avant sa mort, monsieur l'abbé Théo Montminy me faisait part, ainsi qu'à quelques

autres messieurs, de sa détermination de prêter tout son concours à la passation, lors de prochaine session de l'Assemblée législative, d'une mesure pour l'établissement d'un système moderne d'abattoirs dans la Province.

Connaissant personnellement combien grand était le désir de ces amis des cultivateurs de voir compléter et mise en opération cette entreprise qu'il considérait urgente pour l'amélioration et la prospérité de la classe agricole, je désire voir son nom figurer dans un mouvement si important et qu'il avait tant à coeur de voir réussir.

J'ai, moi-même, toujours porté un intérêt tout particulier à tout ce qui a rapport à l'agriculture, ce fut dans ma paroisse, savoir, Saint-Georges de Beauce, peu avant l'arrivée de mon successeur, Monsieur l'abbé Montminy que furent faits par moi, les premiers essais, dans ce district de la conservation du fourrage vert (silos).

Le succès couronne ses efforts, et les cultivateurs de plusieurs comtés ayant suivi cet exemple, peuvent maintenant, engraisser et conserver en parfait état de santé, en hiver, tous les bestiaux, et par le soin apporté à la culture du fourrage, l'élevage du bétail pour la viande deviendrait très rémunérateur.

Vous avez donc toute mon approbation, et je concours dans vos efforts pour la construction d'abattoirs modernes étant persuadé de leur urgence pour la prospérité de la classe agricole.

Le rapport des informations fournies à la Chambre de commerce devrait être distribué à tous nos cultivateurs.

Vous êtes autorisé à faire usage de cette lettre comme vous l'entendrez.

Je vous prie, cher monsieur, d'agréer l'assurance de mon parfait dévouement.

B. Bernier, Ptre

Les lettres qui suivent ont été adressées au secrétaire de la Chambre de commerce de Québec.

L'avenir de votre province dépend, pour sa prospérité du progrès de votre agriculture, et l'objet de ce comité est d'engager les cultivateurs à développer ses ressources. Il suffit point de dire qu'elles sont merveilleuses, si nous ne savons pas les faire rapporter de bénéfices.

Il faut de toute nécessité trouver un débouché pour ces produits, un marché avantageux. Celui que nous avons maintenant est le marché anglais, et, disons-le, les Anglais sont les plus grands consommateurs du monde entier.

Pour assurer la stabilité aux profits à être retirés de la ferme et assurer ainsi la prospérité de tout le pays, il faut absolument conquérir sur les marchés anglais une bonne place pour les produits périssables de la ferme, la même bonne place que nous avons obtenue en ce qui concerne le beurre et le fromage. Une action judicieuse de la part du gouvernement peut assurer pour le boeuf, le mouton, le porc, les volailles et autres produits ce qui est arrivé pour le beurre et les fromages. Il est urgent que quelque chose dans ce sens soit fait.

Si le commerce de la viande abattue était commencé dès maintenant il aurait pour effet d'assurer le succès de rélevage au Canada et de prévenir les désastres qui pourraient survenir à tout moment si notre bétail allait être un jour empêché d'être transporté vivant en Angleterre. De cette manière, l'on arriverait à créer une exportation de viande préparée qui durerait tout le long de l'année. Ainsi, une pareille exportation en Angleterre de nos viandes préparées assurerait un bénéfice immédiat et permanent pour nos cultivateurs.

Malheureusement, ce qui était considéré comme urgent en 1895 a toujours été ajourné par les gouvernements et vient de l'être de nouveau par la présente administration. Je le regrette et la grande majorité dans la province le regrettera comme moi. (mots manquants) s'on peut-être unique d'obtenir rétablissement d'abattoirs, car une fois ce projet abandonné, il ne sera pas repris de sitôt. (Mots manquants) sont aujourd'hui disponibles pour cette fin ne le seront plus demain peut-être et nos cultivateurs continueront à végéter et à peiner inutilement.

Ce n'est pas, cependant, que la chose ne soit pas populaire. Bien loin de là: elle est demandée presque par tout le monde. Nous avons l'opinion favorable de la Chambre d'Agriculture, du comité d'Agriculture de cette Chambre, de notre Chambre de Commerce, de celle de Lévis et de cinquante-trois comtés.

Voici l'opinion de deux prêtres qui prennent un intérêt considérable à l'agriculture dans cette province:

Québec, 17 janvier 1900

Nicolet, 3 septembre 1899.

Monsieur,

... Je dois vous dire que ce projet d'abattoirs est très bien vu de tout le monde, mais il y a si longtemps que cette question est sur le tapis que beaucoup commencent à perdre confiance, mais cette fois, ça me paraît sérieux, surtout si la Chambre de commerce et le gouvernement s'en mêlent...

Un grand préjugé que je vous signale, c'est que la province de Québec ne possède pas assez de grosses races d'animaux pour l'exportation. Cette assertion est certainement erronée, car il suffit de le vouloir pour en avoir, et si nous n'en avons pas eu avant aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas de marché pour écouler nos produits de ce côté. Vous comprenez sans peine que ce n'est pas avantageux de faire ces sacrifices pécuniaires pour améliorer nos races lorsque l'on ne peut pas se défaire avec avantage d'une race médiocre. Les Canadiens ne sont pas plus bêtes que les autres, et si on leur donne l'espérance d'un marché sûr, ils ne seront les derniers à se préparer en conséquence.

Votre bien reconnaissant,  
PHIL. BRASSARD

Lyster Station, 11 septembre 1899.

Monsieur,

En réponse à votre lettre, je dois vous dire que les viandes d'hiver sont à un prix très bas et pourtant bien peu se décident à engraisser, parce que, malgré le peu qu'ils engraisserent, ils ne reçoivent pas encore le prix que leurs animaux leur coûtent. Cela démontre le besoin d'un marché. Et si les cultivateurs vendent leur lard 5½ cts en hiver, c'est parce que très peu de fermiers en ont à vendre. La raison est que, s'ils engraisseraient une fois, croyant faire de bonnes affaires, ils resteraient sans pouvoir obtenir 1½ et par livre parce que le besoin est trop petit.

C'est un marché qu'il faut, et tout en vous félicitant de vos bonnes intentions d'aider à faire accepter les abattoirs, j'ose vous dire que 1,000 hommes de plus pour crier sur tous les tons qu'il faut ne pas perdre cet avantage qui ne serait pas repoussé dans une autre province, ne seraient pas trop.

Votre très humble,  
F.-P. BRUNEAU,  
Maire.

Cartierville, octobre 1899.

Monsieur,

L'entreprise projetée de l'établissement d'abattoirs dans cette province ne peut manquer de donner un grand avantage aux cultivateurs pour la vente des animaux de boucherie. L'élevage des animaux se ferait sur une plus grande échelle, vu qu'il y aurait toujours un marché ouvert pour la vente. Ça contribuerait beaucoup à la prospérité des cultivateurs en général. Notre province offre des avantages exceptionnels par ses gras pâturages et ses eaux toujours fraîches, surtout dans nos Cantons de l'Est. Il serait donc bien désirable qu'un établissement de ce genre se réaliserait pour le profit de l'éleveur d'animaux, tout en enrichissant sa terre par les engrais naturels que produiraient ces animaux.

Votre humble serviteur,  
ED. LANDRY

Secrétaire du Cercle agricole d'Emberton,

Saint-Roman, 4 septembre 1899.

Monsieur,

Lorsque nous avons été appelés, il y a quelque temps, à nous prononcer pour ou contre le projet en question, les cultivateurs étaient tous unanimes pour l'établissement desdits abattoirs, tels que projetés. J'en ai parlé, hier encore, à plusieurs personnes, les plus en vue de la place, et elles s'accordent

toutes à dire que ce serait, suivant leur opinion, une nouvelle ère de prospérité pour les cultivateurs en général, et qu'elles seraient très heureuses de voir le projet approuvé par toute la province de Québec.

Pour le boeuf, il trouve un marché assez avantageux l'hiver dans les chantiers, mais il s'en engraisse très peu, alors qu'il pourrait s'en engraisser beaucoup plus. L'élevage d'un plus grand nombre de bestiaux contribuerait certainement à promouvoir la culture de plus de foin et de grains, lorsqu'ils verront qu'ils sont rémunérés des animaux qu'ils engraisseraient.

L'établissement d'un abattoir capable de recevoir beaucoup d'animaux et pour lesquels on paierait les plus hauts prix des marchés, encouragerait certainement les cultivateurs à élever leurs veaux, cochons, parce qu'ils verraient un débouché d'accès facile pour vendre leurs animaux, etc., etc.

Votre humble serviteur,  
JOS. F. MOORE,  
Secrétaire-trésorier.

Sainte-Adèle, 6 septembre 1899

Cher monsieur,

Inutile de vous dire si le peuple serait heureux de voir l'établissement d'abattoirs, qu'ils soient à Québec, Montréal ou Trois-Rivières.

Peu importe la question du site, pourvu que nous les ayons une bonne fois. Partout où j'ai donné des conférences agricoles, cette question m'a paru très populaire. J'ignore, par exemple, s'il en eût été ainsi si j'eusse dit à mes auditeurs qu'il s'agissait d'opérer une saignée sur le trésor provincial sous forme de bonus. Quant à moi personnellement, je ne reprocherais jamais à un gouvernement quelconque les octrois qu'il jugera bon d'accorder à toute compagnie sérieuse qui voudra bâtir des abattoirs.

Je suis bien persuadé que les cultivateurs en retireraient des bénéfices directs et assez considérables.

Avec de bons abattoirs, des réfrigérateurs à côté des abattoirs, à bord des chars et des steamers, le veau, le boeuf, le mouton, la volaille, les oeufs, certains légumes, les fruits, tout cela deviendrait pour la province de Québec un véritable Klondyke. Je vous souhaite plein succès.

Tout à vous,  
Dr. W. GRIGNON.  
Membre du Conseil d'agriculture.

Saint-Jacques, Co. de Montcalm,  
16 octobre 1899

Monsieur,

...La question soulevée par vous a été considérée avec énormément d'intérêt par notre Cercle agricole et on m'a prié de vous transmettre l'opinion unanime de tous les membres en faveur de tels établissements, exprimant l'espoir que nos gouvernements trouveront acceptables les demandes qui pourraient leur être adressées à ce sujet naturellement, si elles sont justifiables.

...Nous croyons qu'il y aurait énormément d'avantages à trouver un écoulement facile pour les viandes que nous pourrions produire.

Votre dévoué,  
LOUIS LABELLE  
Secrétaire du Cercle agricole Saint-Jacques

Compton, 30 octobre 1899

...Enfin, mais le plus important pour les cultivateurs c'est d'employer leurs fermes, ce n'est pas en vendant le foin, le grain, la paille etc., etc., dans son état brut, mais de les convertir en boeuf, mouton, porc, fromage, beurre et lait, ce qui lui rapportera de l'argent de plus en plus vite, sans empauvrir leurs terres.

E.W. BREWSTER.

Comme on le voit, il y a unanimité de sentiments sur ce point, parmi les cultivateurs, dans toutes les parties de la province.

Dès 1890, cette Chambre adoptait, en rapport avec l'ensilage, une motion à l'unanimité, dans laquelle se trouve ce qui suit:

..."Que l'introduction rapide et pratique de l'ensilage permettra aux cultivateurs de lutter avec plus d'avantage contre la sévérité de notre climat, de se livrer avec plus de profit à l'élevage des bestiaux" et à l'industrie laitière — les deux branches les plus rémunératrices de la culture, tant pour la consommation locale que "pour l'exportation à l'étranger - et d'obtenir par là des revenus considérables" qui leur permettront d'améliorer leurs terres et leurs méthodes de culture "et contribueront" à diminuer l'émigration".

Notre Chambre de commerce, après une enquête très sérieuse, faisait, le 12 décembre dernier, le rapport suivant:

"Au commencement de l'année, votre conseil a cru devoir par une résolution spéciale, demander au gouvernement provincial d'étudier d'une manière sérieuse, un projet qu'on lui avait demandé d'appuyer dans l'intérêt du commerce de Québec, et qui avait pour but l'établissement d'un système de grands abattoirs et réfrigérateurs dans le district. Les autorités provinciales ayant cru devoir rejeter le projet, à cause de certaines conditions particulières, votre conseil a cru devoir poursuivre tranquillement sa propagande en faveur de l'établissement de cette grande industrie.

"Pour obtenir ce but-là, des renseignements d'une incontestable authenticité concernant l'élevage du bétail pour l'alimentation dans la province, il s'est permis d'adresser aux principaux cultivateurs dans chaque comté, une série de questions concernant cette industrie importante. Le conseil a reçu des réponses de 53 comtés différents: ces réponses exposent un état de choses très graves, et qui méritent certainement de sérieuses réflexions de la part de tous ceux qui ont à coeur l'avenir et la prospérité de cette province.

"Il est établi par ces diverses réponses, que l'élevage du bétail pratique est dans des proportions tout simplement ridicules, par toute la province: qu'on tue la plus grande partie des veaux à leur naissance même, parce qu'on ne trouve pas à les



vendre, ou qu'il y a absence presque complète d'un marché rémunérateur. Le prix que l'on obtient de la vente des veaux qu'on ne garde pourtant qu'en quantité extrêmement limitée sont tellement bas, que tout bien considéré, l'élevage du bétail est loin de payer.

"Il est établi de plus que la culture du foin, l'avoine et autres céréales n'est profitable que dans un tiers des comtés et qu'elle devient de moins en moins profitable chaque année, par suite de l'appauvrissement du sol, résultant de récoltes constantes et consécutives sans engrais. Il est évident que les cultivateurs n'auront d'engrais suffisant à leur disposition que s'il leur est donné de pouvoir augmenter d'une manière considérable le nombre des bestiaux qu'ils élèvent actuellement.

"On s'accorde presque unanimement à dire que les vieilles terres sont épuisées faute d'engrais, qu'il n'y a pas de marché pour le bétail, et que si on ne fait rien pour procurer aux cultivateurs un marché rémunérateur, leur position ne tardera pas à devenir presque désespérée.

"On s'accorde généralement à dire aussi que l'établissement d'un abattoir moderne parfaitement outillé et en état de recevoir à des prix rémunérateurs, tout ce que les cultivateurs de cette province pourraient avoir en surplus en fait de bestiaux, de porcs et de moutons, aurait certainement pour effet d'encourager nos cultivateurs à s'occuper beaucoup plus d'élevage: et cette augmentation dans l'élevage contribuerait indirectement à restaurer la fertilité du sol. L'établissement d'abattoirs serait donc tout à l'avantage de nos cultivateurs.

"Votre conseil considère que les précieux et authentiques renseignements qu'il est ainsi parvenu à obtenir indiquent un état de choses vraiment alarmant, et il est d'opinion que les mesures nécessaires pour y remédier devraient être prises immédiatement.

Il croit avec un grand nombre de cultivateurs eux-mêmes que l'établissement d'un grand abattoir parfaitement outillé et aménagé aurait pour effet immédiat d'encourager nos fermiers à se livrer davantage à l'élevage du bétail, des porcs et moutons et que ce serait par conséquent le remède le plus efficace à adopter pour améliorer la situation agricole".

Enfin, voici maintenant ce que nous disent les juges du Mérite agricole de la province, pour 1899:

"Depuis quelques années le bétail est devenu la partie la plus importante de la ferme. Voyant que les produits comme le foin, le grain, etc. etc., ne peuvent plus trouver de marché plus longtemps, il est devenu nécessaire de les convertir en beurre, fromage et en porc, etc., etc. C'est ce qui a donné lieu au système général des fermes, qui consiste à avoir du bétail pour consommer les récoltes. Ce bétail doit par conséquent être d'une bonne qualité suffisante et rapporter un profit. Or, en référant à la table des points, l'on verra que nous n'avons guère accordé plus de 8 ou 9 points sur quinze pour cette branche qui est peut-être la plus importante. En d'autres termes, dans la région que nous avons visitée, le bétail ne rapporte pas plus de soixante pour cent des revenus que ses propriétaires ont le droit d'en attendre. Il y a donc 40 p.c. de perte: c'est là le point faible de notre agriculture".

Voyons maintenant quelle est la proposition soumise aux ministres et qui, si elle était acceptée, assurerait les résultats merveilleux dont je viens de donner une pâle idée.

La maison Campbell, Shearer & Cie, de Londres, s'engage:

1o. À former une compagnie avec un capital suffisant pour construire dans la province des abattoirs et des réfrigérateurs capables de recevoir tous les produits des cultivateurs, tels que viandes, volailles, beurre, fromage, etc., etc.

2o. Ces abattoirs seront suffisamment grands pour recevoir tous les bestiaux, moutons, veaux, porcs, etc., etc., que les cultivateurs pourront y amener.

3o. La compagnie s'oblige à acheter les produits des cultivateurs au prix du marché anglais, les quotations devant être expédiées chaque semaine par le télégraphe. Il ne devra être déduit de ces prix que 2½ cts par livre pour les frais de boucherie, d'emballage, de fret, d'assurance et de commission. La compagnie devra payer les produits comptant, sur livraison.

4o. Cette compagnie, si on le désire, pourra être exclusivement composée de Canadiens et les cultivateurs pourront prendre des parts s'ils le désirent. En tous cas, cependant, il devra y avoir dans le bureau de direction au moins trois Canadiens et le commissaire de l'Agriculture sera "ex-officio" l'un de ceux-ci.

5o. La construction de ces abattoirs et réfrigérateurs sera faite sous la direction du commissaire de l'Agriculture qui devra en approuver les plans et spécifications.

6o. Pour la réalisation de ce projet la compagnie recevra du gouvernement de la province un bonus de \$25,000.00 par an pendant quinze ans, ou \$20,000.00 annuellement pendant vingt ans.

Ce bonus ne commencera à être payable qu'une année seulement après que lesdits abattoirs et réfrigérateurs auront été en opération et se continueront à la condition que cette proposition soit remplie.

7o. La compagnie s'engage à ne pas demander d'autre octroi, et si elle cesse ses opérations pendant une période de trois mois, excepté si elle était arrêtée par force majeure, elle perdra le droit à son bonus tant pour l'année courante que pour l'avenir.

8o. Si le gouvernement donne une réponse favorable, il n'y a pas de raison pour que les travaux ne commencent pas dès cet automne ou cet hiver.

Quant à la solvabilité de cette maison, elle ne saurait être mise en doute. Voici ce qu'en dit le gérant de la "National Provincial Bank of England", dans une lettre adressée à la Banque Nationale, à Québec:

Londres, 5 janvier 1899.

"Banque Nationale,  
Québec.

"Messieurs,

"Nous accusons réception de votre câble conçu comme suit: "Veuillez informer Banque Nationale, Québec, si Campbell, Shearer ont signé une proposition au gouvernement de Québec et s'ils sont en mesure de remplir leurs obligations. Réponse par télégraphe".

Nous avons répondu:

"Campbell, Shearer, nous informant qu'ils ont signé une lettre conditionnelle au premier ministre Marchand, en date du 17 novembre 1898. C'est une société occupant une excellente position et hautement respectable.

"Je demeure, Messieurs.

Votre bien dévoué.

"THOMAS ESTALL,  
"Gérant,"

Il s'agit dans cette lettre de la première proposition faite au gouvernement par cette maison et qui a été rejetée à cause de la garantie demandée sur les bons pour une période de vingt ans. Comme on le voit, ce sont des gens très sérieux et très bien qualifiés financièrement qui sont à la tête du projet que je viens d'exposer. La province, si elle transige avec eux, n'a rien à appréhender sous le rapport de la solvabilité.

Quels sont ceux qui combattent ce projet? Un M. Lang qui tient un petit abattoir à Montréal, où il ne tue que des porcs, et les exportateurs de beurre et de fromage. Savez-vous la raison invoquée par ces derniers? C'est que cela aurait pour effet de faire hausser le prix du beurre et du fromage. Mais, qui profitera de cette hausse dans les prix? Ce seront les producteurs, c'est-à-dire les cultivateurs. C'est donc une raison additionnelle suivant moi, en faveur du projet.

Quant à M. Lang, lui, il dit: "J'ai établi un abattoir et je n'ai reçu aucun aide du gouvernement: il serait injuste de me susciter une concurrence au moyen d'un octroi du gouvernement". D'abord, la plupart des porcs qu'il abat sont achetés en dehors de la province de Québec, et il ne paie que le prix du marché dans notre pays.

Ce que nous voulons faire est bien différent. Les abattoirs projetés ne s'occuperont pas seulement du commerce de lard, mais ils abattront encore les boeufs, les moutons et les veaux; ils ne paieront pas le prix de notre marché, mais celui du marché anglais, c'est-à-dire près d'un tiers plus cher, et c'est là ce qui justifie le gouvernement d'accorder un octroi spécial. Quel est le cultivateur qui s'en plaindra, lorsqu'il recevra pour ses produits un tiers de plus qu'il ne les vend aujourd'hui. Qu'est-ce que représente cet octroi réparti sur tous les cultivateurs? Une bagatelle. Il y a dans la province 200,000 cultivateurs, ce qui revient à dire que cela représente 10 cents pour chacun d'eux. Quel est celui qui trouvera cela exorbitant? il n'y en a pas un qui n'applaudira pas au projet et qui ne bénira pas le gouvernement qui en aura assuré le succès.

Il y a encore la Chambre de commerce de Montréal qui a passé une résolution hostile à l'établissement d'abattoirs. A-t-elle donné une seule bonne raison? Non, sans avoir étudié la question, elle a décidé "ex cathedra" qu'il valait mieux de ne rien faire. S'il s'agissait de placer les abattoirs à Montréal, il est probable qu'elle aurait trouvé d'excellentes raisons, pour soutenir une opinion différente. Cette Chambre de commerce, après tout, n'est pas infailible: nous avons la nôtre ici qui se recrute parmi nos meilleurs hommes d'affaires et elle est loin de parta-

ger le sentiment de celle de Montréal. Après avoir consulté cinquante-trois comtés, chose que l'on s'est bien gardé de faire à Montréal, elle a adopté le rapport que j'ai cité plus loin. Il n'est pas le résultat d'un simple caprice, mais le fruit d'une étude intelligente et sérieuse de la question.

C'est encore là une des objections que soulèvent les adversaires des abattoirs. Ceux qui parlent ainsi s'imaginent-ils, par hasard, que nous sommes le seul pays où il faille élever et nourrir le bétail pendant les mois d'hiver? Partout, la nature a besoin de repos, comme l'homme a besoin de sommeil. J'admets que dans les prairies de l'Ouest américain, qui sont nos plus proches rivales, ils ont moins de neige que nous; mais, cependant, là aussi la terre cesse de produire. Un rapport de l'ambassadeur anglais à Washington sur cette question de l'élevage du bétail nous apprend que les éleveurs de l'Iowa font entrer dans leur prix de revient cinq mois d'hivernement au tourteau de lin, à la moulée, au foin, etc., etc.; ceux de l'Illinois comptent six mois d'hivernement et six mois de pâture: ceux du Minnesota 150 jours, soit cinq mois.

Nous pourrions, ici, employer l'ensilage qui acquerrait une grande vogue si nous avions un marché pour le bétail. La culture des pois, reprise avec avantage, ferait ce délicieux bacon qui commande les plus hauts prix sur le marché anglais.

En résumé, voici quelques-uns des avantages qui, par l'établissement des abattoirs, résulteront pour les cultivateurs:

1. Un marché permanent pendant toute l'année.
2. Augmentation des prix de vente de leurs animaux.
3. Encouragement pour l'augmentation et l'élevage du bétail.
4. Enrichissement des terres par l'engrais obtenu par l'élevage du bétail.
5. Le foin et le grain qui, aujourd'hui, paient si peu dans plusieurs districts, seront cultivés sur une plus grande échelle.
6. Paiement au comptant pour le bétail.
7. Des déboursés considérables pour l'achat des animaux nécessiteront une grande circulation d'argent.

En face de pareils avantages, pourquoi le gouvernement refuserait-il d'assurer le succès d'une pareille entreprise?

Si nous retardons trop à agir, nous allons nous faire couper l'herbe sous les pieds par la province d'Ontario. Car, en effet, dans le mois de novembre dernier, dans un discours qu'il prononçait à Whitby, le premier ministre Ross parlait de l'importance qu'il y a d'établir un commerce de viandes avec l'Angleterre. Il suggérait l'établissement de réfrigérateurs et l'amélioration des moyens de transport pour les produits de la ferme. Pourquoi resterions-nous en arrière? Si nous tardons, Ontario s'emparera du projet et nous perdrons les immenses avantages qui en découleront nécessairement.

Je suis, pour ma part, en faveur d'une politique de progrès. Le gouvernement a réussi l'ordre dans nos finances: c'est très bien. Je me plais à le reconnaître. Mais cela ne suffit point, il faut marcher ce

lavant. Les ressources de notre province sont inépuisables, nous possédons des richesses qui n'attendent qu'à être exploitées: je veux que nous les développions. Notre agriculture péreclite: je veux que nous la rendions prospère; nos jeunes gens émi-grent: je veux que nous les gardions au pays. Nous y réussirons en rendant l'agriculture, rémunératrice.

La richesse publique est entièrement liée au développement et à la prospérité de l'agriculture. Pourquoi a-t-on toujours fait un si grand cas de celle-ci? Ah! c'est que l'on a compris que c'est dans son sein que l'humanité puisse la source même de sa vie; c'est elle qui, dans les temps les plus difficiles, comme au sein de la prospérité générale, est la source la plus féconde et la moins variable de la richesse financière de l'État.

Napoléon Bonaparte l'avait bien compris puisqu'il disait: "L'agriculture est le premier élément de la prospérité d'un peuple". Quand Sully a voulu relever la France des désastres que la guerre avait causés, c'est à l'agriculture qu'il s'est adressé. Il suffit pour s'en convaincre de relire le préambule de son fameux édit de 1599. Fénelon a dit qu'elle est "le fondement de la vie humaine et la source de tous les vrais biens". Ce qui est le caractère propre de l'agriculture, ce qui la distingue de toutes les autres industries, c'est que seule elle crée la matière vivante, que seule elle peut se suffire à elle-même.

Qu'on les aide donc, qu'on les encourage dans leurs efforts, ces braves cultivateurs. Leur outil est la charrue. S'approprier un morceau de terre, le défricher, le cultiver, l'ensemencer, l'embellir, y planter des arbres, y bâtir une maison, y élever une famille dans le travail, dans l'honneur, dans le respect à l'autorité paternelle, près de l'église du baptême, du mariage et du cimetière bénit. Voilà leur vie, leur modeste ambition. Ils aiment la terre qu'il faut aimer, qui seule est généreuse, qui seule convient à la famille, dont l'amour ne trompe point, ne trahit pas et ne souille jamais, la terre qui a toutes les vertus du travail, du soin, de l'ordre, de l'économie, de la probité, de l'hospitalité.

Oui, M. l'Orateur, c'est le sol qui renferme toutes les vertus solides, les vertus héréditaires, qui conservent et qui maintiennent les peuples et les races.

Je fais donc appel à tous les députés mais surtout à ceux qui représentent des districts ruraux, et je les conjure de m'aider dans la tâche que j'ai entreprise. De son succès dépend l'avenir national de notre province, sa prospérité et son bonheur. Cette tâche, je l'ai entreprise avec la détermination de la poursuivre jusqu'au bout. Je ne cesserai d'agiter l'opinion que lorsque j'aurai triomphé. Que tous ceux qui sont les amis de cultivateurs me prêtent main-forte et le succès ne tardera pas à couronner nos efforts réunis. Nous aurons alors accompli une oeuvre aussi bienfaisante que patriotique; nous aurons consolidé notre race, grandi notre influence en augmentant notre population et en lui assurant l'aisance et le bien-être. Quant à moi, ma résolution est prise, elle est inébranlable: s'il n'y en a qu'un pour défendre les intérêts de la classe agricole, pour travailler à assurer sa prospérité, je serai celui-là.

M. G. BALL (Nicolet): Prend la parole.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1) Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que le débat soit ajourné.  
Adopté.

### Rapports de comités:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

"Votre comité, en conformité de l'ordre qu'il a reçu de votre honorable Chambre, le quatorze février dernier, s'est enquis des faits se rattachant à l'emploi qu'occupe J.-Ena Girouard, écuyer, député de la division électorale d'Arthabaska, comme registraire dans l'administration du territoire du Yukon.

Votre comité a adressé la dépêche suivante audit J.-Ena Girouard, écuyer, le 23 février dernier:

À J.-E. Girouard, Ecr.,  
Registraire du Yukon

### Dawson Cité.

Deux pétitions adressées à la Chambre et venant de votre comité demandent que votre siège ici soit déclaré vacant. Le comité des privilèges et élections devant lequel toute l'affaire a été référée, avec mission de faire enquête et rapport, vous prie de vouloir bien lui transmettre la réponse que vous entendez faire faire à ces pétitions.

Vous obligeriez le comité en lui répondant, aussi vite que possible, lui disant si vous entendez préparer un mémoire à ce sujet pour l'information dudit comité.

Réponse par télégramme payée.

(Signé) F.-G.-M. DECHÈNE.

À cette dépêche, M. Girouard a répondu ce qui suit:

Dawson. Y.T., via Seattle, W.T., March, 1900.

À l'honorable F.-G.-M. Dechêne,  
Assemblée législative, Québec.

Mon siège n'est pas vacant par la loi; nommé temporairement en août 1898. Pas de salaire annuel. Je préparerai mémoire.

(signé) J.-E. GIROUARD.

Le 23 février dernier, la lettre suivante a été adressée à l'honorable M. Scott, secrétaire d'État, à Ottawa.

À l'honorable M. Scott,  
Secrétaire d'État, Ottawa.  
Monsieur,

Le comité permanent des privilèges et élections de l'Assemblée législative de Québec, a l'honneur de vous demander une copie de l'arrêté du Conseil privé du Dominion, nommant J.-E. Girouard, Ecr. M.P.P., d'Arthabaskaville, P.Q., commissaire de l'administration du Yukon, en l'année 1898.

En attendant votre réponse,

Je demeure,

Votre obéissant serviteur,  
(Signé) F.-G.-M. DECHÈNE,  
Président

À cette lettre, l'honorable M. Scott a répondu en transmettant au comité les deux ordres en conseil dont voici des copies:

O.C. 1813.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
Ottawa, jeudi, 7 juillet 1898.

Présent: - Son Excellence en conseil.

Il a plu à Son Excellence, en vertu des dispositions de la section 5 de la loi 61, Victoria, chapitre 6, intitulée: "Loi pour pourvoir au gouvernement du district du Yukon," etc, par et de l'avis du Conseil privé de la reine pour le Canada d'ordonner que les personnes suivantes soient et par les présentes sont constituées et nommées en conseil pour aider le commissaire du Territoire du Yukon dans l'administration du Territoire, savoir, Frederick C. Wade, de Dawson City, aviseur légal du commissaire en conseil; Samuel Benfield Steele, surintendant de la police à cheval du Dominion; l'honorable Thomas Horace McGuire, juge de la Cour territoriale, et Joseph-Ena Girouard, registraire.

Il a plu, en outre, à Son Excellence d'ordonner et de régler que le serment d'office à être administré aux personnes nommées aux charges, tel que ci-dessus mentionné, soit sur la même forme que celui prêté par les membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en vertu des dispositions de l'acte des Territoires du Nord-Ouest."

(Signé): JOHN J. McGEE,  
Greffier du Conseil privé.

Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence, le 3 août 1898.

Sur un mémoire du ministre de l'Intérieur, en date du 28 juillet 1898, recommandant que M. Joseph-Ena Girouard, d'Arthabaskaville, P.Q., soit nommé registraire du Territoire du Yukon, à la place de M. F.C. Wade, avec un traitement de \$166.66 par mois, la nomination devant prendre effet à compter de et après l'arrivée de M. Girouard dans la ville de Dawson City, mais son traitement devant courir du 27 juillet 1898.

Le ministre recommande de plus que l'arrêté du Conseil du 4 juillet 1898, nommant M. Girouard registraire du Territoire du Yukon, soit rescindé.

Le comité soumet les recommandations ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

(Signé) JOHN J. McGEE,  
Greffier du Conseil privé.

L'honorable secrétaire d'État.

Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence, le 4 juillet 1898.

Le comité du Conseil privé, sur la recommandation du ministre de l'intérieur, propose que M. Joseph-Ena Girouard, d'Arthabaskaville, Québec, soit nommé registraire du territoire du Yukon, en remplacement de M. Fred C. Wade, avec un traitement de \$2,000.00 par année. Cette nomination devant prendre effet à compter de et après l'arrivée de M. Girouard dans la ville de Dawson City.

(Signé) JOHN J. McGEE,  
Greffier du Conseil privé.

L'honorable secrétaire d'État.

Le 23 février dernier, la lettre suivante a été adressée à M. J.L. McDougall, auditeur général, à Ottawa.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.  
Québec, 23 février 1900.

À

J.L. McDOUGALL, Ecr.,  
Auditeur général,  
Chambre des communes, Ottawa.  
Monsieur,

Voulez-vous, s'il vous plaît, faire savoir au comité permanent des privilèges et élections de la Chambre d'Assemblée, Québec, si vous avez payé quelque montant, (dans l'affirmative, quel montant et la date du paiement) à J.-E. Girouard, Ecr., commissaire de l'administration du territoire du Yukon.

Le montant est-il payé comme salaire annuel ou mensuel?

S'il vous plaît adresser la réponse aussitôt que possible à votre obéissant serviteur.

(Signé) F.-G. MIVILLE DECHÊNE.

Président du comité.

À cette lettre M. McDougall a fait la réponse dont suit une copie:

Bureau de l'auditeur général, Canada.  
Ottawa, 3 mars 1900.

Monsieur,  
En réponse à votre lettre du 23 dernier, j'ai l'honneur de vous informer que M. J.-E. Girouard a été nommé registraire du Territoire du Yukon, en juillet 1898. On lui a payé un traitement sur le pied de \$166.66 par mois, du 28 juillet 1898 au 30 septembre 1899, le montant payé durant cette période étant de \$2349.45.

Du 1<sup>er</sup> octobre 1899, son traitement a été porté à \$4,000.00 par année, le montant payé du 1<sup>er</sup> octobre au 31 janvier 1900, étant de \$1,333.30.

Ce traitement est payé au mois.

On a aussi payé à M. Girouard ses dépenses de voyage pour se rendre à Dawson en 1898; ce qui s'élevait à \$336.00 environ. On lui a aussi payé une somme de \$222.00 pour avoir dressé des actes, baux, etc., quand il n'y avait pas d'aviseur légal attitré.

En outre M. Girouard a été pensionné aux frais du gouvernement pendant qu'il était à Dawson, jusqu'au 30 septembre 1899, et à partir de cette date, on lui a payé sur le pied de \$100.00 par mois au lieu de la pension.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur.

Votre obéissant serviteur.  
(Signé) J.L. McDOUGALL.  
Auditeur général.

F.-G.-M. DECHÊNE. Ecr..

Président du comité permanent  
des privilèges et élections.

Chambre d'Assemblée. Québec.

Après avoir pris connaissance des documents plus haut mentionnés, votre comité, sans se prononcer sur le mérite des faits y mentionnés, désire les

soumettre à la considération de votre honorable Chambre qui en décidera suivant son bon plaisir.

### Interpellations:

#### Recouvrement d'amendes par la Cour du recorder

M. P.-E. LEBLANC (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il poursuivi la cité de Montréal en recouvrement des amendes quelle a perçues par sa Cour du recorder?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer cette poursuite?

4. La cité de Québec a-t-elle fait remise au gouvernement des amendes qu'elle a perçues par sa Cour du recorder?

5. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de la poursuivre en recouvrement de ces amendes?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Le shérif de Montréal sur instructions reçues de l'honorable T.-C. Casgrain, alors procureur général, a poursuivi la cité de Montréal pour le recouvrement des montants dus au fonds des bâties et des jurés par cette cité. Ces montants représentent les amendes ou parties d'amendes perçues par la Cour du recorder et forment partie du fonds de bâties et des jurés, en vertu des dispositions de l'article 2733 des statuts refondus,

2. Le 14 septembre 1895.

3. Cette poursuite est suspendue depuis le 16 septembre 1895, et le gouvernement a l'intention de la continuer.

4. Non. Le gouvernement n'est pas informé que des amendes lui appartenant aient été perçues par la cour du recorder de la cité de Québec.

5. Non.

#### Eaux d'alimentation

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 167) amendement le code municipal relativement aux eaux d'alimentation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamourask): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Voies et moyens

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le bill [bill no 63], octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. (Applaudissements).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À six heures moins dix, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à huit heures et quinze

#### Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

"Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill (bill no 63) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public."

#### Montreal Trust and Deposit Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que la somme de \$300 payée à titre d'amende, pour le bill (bill no 161) amendement de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company", soit remis vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill a été dû à des causes incontrôlables.

Adopté sur division.

#### Charte de Montréal

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre [M. A. Robitaille], que la somme de \$300.00 payée à titre d'amende pour le bill (bill no 136) amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, soit remise, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de circonstances incontrôlables.

M. C. LANGELIER (Lévis) et A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Déclarent qu'ils approuvent la remise de la somme additionnelle de \$300.00 pour prouver que Québec n'est pas toujours contre Montréal, comme on l'a déjà affirmé en Chambre.

Adopté à l'unanimité.

#### Procès par jury dans Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill D) du

Conseil législatif, concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Conseil législatif

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Voudrait savoir si les honorables messieurs Archambault, McCorkeil, Sylvestre, Lanctôt, Mathieu et Turner avaient

démisionné du Conseil législatif, puisqu'ils sont d'avis que cette institution est inutile, coûteuse et devrait être abolie (rires de l'Opposition).

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Non.

### État des travaux de la session de 1900

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Met devant la Chambre un état des travaux de la présente session, comme suit: (1)

L'ouverture de cette session a eu lieu le 18 janvier 1900. étant la troisième du neuvième Parlement. La prorogation a eu lieu le 23 mars 1900.

Nombre de jours de session à cette date. . . . .	65
Nombre de jours de séances. . . . .	50
La Chambre a voté. . . . .	71
Pétitions présentées. . . . .	102
Pétitions lues et reçues. . . . .	97
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés. . . . .	123
Documents mis devant la Chambre, réponses aux adresses et ordres de la Chambre. . . . .	109
Documents ordonnés à la dernière session. . . . .	2
Bills présentés à l'Assemblée législative. . . . .	62
Par le gouvernement. . . . .	23
Bills publics. . . . .	58
Bills reçus du Conseil législatif. . . . .	13

### NOMBRE DES AVIS DE MOTIONS

Avis de motions ayant rapport aux interpellations. . . . .	135
Avis de motions se rapportant aux bills. . . . .	128
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres. . . . .	126
Avis de motions se rapportant à des résolutions. . . . .	13
Avis de motions concernant divers sujets. . . . .	167

La Chambre se forme en comité général sur résolutions. . . . .	11 fois
La Chambre s'est formée en comité général sur les subsides. . . . .	19 fois
La Chambre s'est formée en comité général pour considérer les divers projets de loi. . . . .	172

### RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS.

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents. . . . .	1
Bills privés. . . . .	21
Chemin de fer. . . . .	10
Ordres permanents. . . . .	17
Législation et lois expirantes. . . . .	14
Comptes publics. . . . .	1
Impressions. . . . .	2
Privileges et élections. . . . .	2
Agriculture, émigration et colonisation. . . . .	4
Industries. . . . .	1

### COMITÉS SPÉCIAUX

Comités spéciaux pour considérer le code municipal. . . . .	6
Corporations municipales. . . . .	3
Caisses rurales. . . . .	2

E.R. ALLEYN  
Greffier des Archives.

1. Les chiffres donnés dans ce document ne sont pas exacts en général. Par exemple, le nombre de jours de séances a été de 49, et non de 50, la Chambre a voté 73 fois et non 71. le nombre de bills présentes à l'Assemblée législative a été 169 et non 162.

Québec. 22 mars 1900

### **Chemin de fer de la rive-sud**

M. G. BALL (Nicolet): Proteste vigoureusement contre le subside insuffisant de \$5.000.00 accordé à la South Shore Railway. Il dit qu'à cause de cela, la compagnie ne pourra continuer le chemin passé Yamaska et que par conséquent, il sera inutile à son comté autant qu'au comté de Lotbinière.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la verge noire, qui s'exprime comme suit:

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

### **Au Conseil législatif:**

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice.  
Loi amendant le code civil.  
Loi concernant les procès par jury en matière civile dans le comté de Gaspé.  
Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle.  
Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix.  
Loi concernant la substitution Eustache Prud'homme.  
Loi amendant le code du notariat.  
Loi amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de la "American Presbyterian Society", de Montréal.  
Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle du Canada, contre le feu.  
Loi amendant l'article 1209 du code civil.  
Loi amendant la loi régissant les corporations de ville.  
Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal.  
Loi concernant les compagnies minières.  
Loi amendant la loi des mines de Québec.  
Loi concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène.  
Loi modifiant la loi concernant le fond de bâtisses et des jurés.  
Loi concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.  
Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la couronne.

Loi concernant certaines amendes.  
Loi refondant et amendant la loi des licences de Québec.  
Loi détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.  
Loi amendant la loi relative aux établissements industriels.  
Loi amendant la loi électorale de Québec. 1895, concernant l'examen et la mise en vigueur de la liste des électeurs.  
Loi concernant la construction des lignes de téléphone.  
Loi amendant les lois concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.  
Loi amendant la loi concernant les édifices publics.  
Loi concernant l'Exposition de Paris, 1900.  
Loi amendant l'article 4529 des statuts refondus.  
Loi amendant l'article 94 du code de procédure civile.  
Loi concernant la paroisse de Saint-Denis, Mont-réal.  
Loi amendant la charte de la "Royal Trust Company".  
Loi autorisant la "National Trust Company, Limited, à faire affaires dans la province de Québec.  
Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres.  
Loi amendant la charte de la cité de Québec.  
Loi concernant le "Bishop's College".  
Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.  
Loi constituant en corporation: La Congrégation des juifs roumains, "Beth David," de Montréal.  
Loi autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.  
Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal.  
Loi concernant l'Institut royal pour l'avancement des sciences.  
Loi à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society de Montréal," et de développer ses pouvoirs.  
Loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.  
Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.  
Loi constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec."  
Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.  
Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen.  
Loi concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw.  
Loi amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien.  
Loi confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la "Canadian Electric Light Company (limited)"

- Loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres.
- Loi amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.
- Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.
- Loi constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange."
- Loi amendant la charte de la ville d'Outremont.
- Loi ratifiant une convention conclue entre la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique et la Compagnie électrique de Hull.
- Loi autorisant Gustave-Télesphore Turcot, de Philadelphie, dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- Loi autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.
- Loi validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890.
- Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi.
- Loi concernant les biens de l'Église presbytérienne du Canada.
- Loi constituant en corporation "La Compagnie de gaz, électricité et pouvoir".
- Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
- Loi modifiant la charte de la "Compagnie Hypothécaire".
- Loi constituant en corporation le "Catholic Sailors Club."
- Loi autorisant William Sutherland à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.
- Loi constituant en corporation "The Montreal Day Nursery".
- Loi constituant en corporation la compagnie "The Great Northern Elevator Company."
- Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville.
- Loi concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement.
- Loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport, exemptant de taxes municipales la "Montmorency Cotton Mills Company."
- Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve.
- Loi accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company."
- Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.
- Loi annexant au comté de Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.
- Loi amendant l'article 816 du code de procédure civile.
- Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine en certains cas.
- Loi amendant l'article 5561 des statuts refondus.
- Loi amendant l'article 85 du code civil.
- Loi amendant l'article 480 du code municipal.
- Loi amendant le code municipal.
- Loi amendant l'article 1651 des statuts refondus.
- Loi amendant l'article 3998 des statuts refondus.
- Loi amendant l'article 768 du code municipal.
- Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
- Loi amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancour, près de l'église de la paroisse de Bécancour.
- Loi confirmant et ratifiant les règlements nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord, le 2 octobre 1899.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company."
- Loi amendant la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company."
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.
- Loi accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)."
- Loi amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul.
- Loi concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.
- Loi concernant la paroisse de la Longue-Pointe.
- Loi concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.
- Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.
- Loi concernant la municipalité du village de Villeray.
- Loi constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada".
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hams au nombre de ses membres, après examen.
- Loi constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company"
- Loi autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier, son épouse.
- Loi autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.
- Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de la Presse.



- Loi autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.
- Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
- Loi concernant la succession de feu William Watson Ogilvie.
- Loi constituant en corporation la "W. W. Ogilvie Milling Company."
- Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière.
- Loi autorisant la compagnie "The Ottawa Trust and Deposit Company (Limited)" à faire affaires dans la province de Québec.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent.
- Loi confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.
- Loi constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montreal. Canada."
- Loi amendant la loi concernant les corporations de ville.
- Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.
- Loi amendant l'article 5556 des statuts refondus relatif aux mauvaises herbes.
- Loi amendant la loi concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.
- Loi amendant l'article 1126 du code de procédure civile.
- Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.
- Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances.
- Loi amendant de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company."
- Loi concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la corporation de la cité de Québec.

#### **Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative:**

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'elle veuille y donner sa sanction, le bill intitulé:

"Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900, et le 30 juin 1901. et pour d'autres fins du service public"

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

#### **Discours du lieutenant-gouverneur:**

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session du neuvième parlement de la province de Québec par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous venez de terminer les travaux d'une longue session et j'apprécie hautement le zèle et l'intelligence avec lesquels vous vous en êtes acquittés.

J'ai sanctionné avec beaucoup de satisfaction les lois nombreuses et importantes que vous avez passées au cours de cette même session.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique ont été libéralement votés par vous, et mon gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que ces crédits soient dépensés avec économie et suivant la destination que vous leur avez donnée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif.

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je fais des vœux, en prorogeant cette Législature, au nom de Sa Majesté, pour le bonheur de chacun de vous et la prospérité de vos familles. Puisse la divine Providence répandre ses dons sur notre province et y faire régner l'harmonie et la paix.

#### **Orateur du Conseil législatif:**

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime ainsi:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le dix-neuvième jour d'avril prochain, pour être ici tenue; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à jeudi, le dix-neuvième jour d'avril prochain.